



FONDO PIZZOFALCONE



NAZIONALE

B. Prov.

BIBLIOTECA

11

240

NAPOLI

VITT. EM. III

5853
BIBLIOTECA PROVINCIALE

Armadio

V



Palchetto

Num. d'ordine

10

~~21~~
22

~~118~~
~~19~~
32

B Rev
III
240

LOUIS XIV,

SON GOUVERNEMENT

ET

SES RELATIONS DIPLOMATIQUES

AVEC L'EUROPE.

611784

LOUIS XIV,

SON GOUVERNEMENT,

ET

SES RELATIONS DIPLOMATIQUES

AVEC L'EUROPE,

Par M. Capefigue.



BRUXELLES.

SOCIÉTÉ BELGE DE LIBRAIRIE, ETC.

HAUMAN ET COMP^{te}.

1838



LETTRE

SUR LE GOUVERNEMENT DE LOUIS XIV.



Le règne de Louis XIV est le complément de la réaction politique contre la Société du moyen âge. Riebelieu a commencé l'œuvre de la centralisation du pouvoir, de l'administration unitaire et impérative; Louis XIV l'accomplit. Il n'est pas de temps dans l'histoire qui soit plus entièrement dominé par la personnalité royale; c'est l'unité partout: dans la monarchie, dans les relations à l'extérieur, dans l'administration de la province, de la commune même.

Le moyen âge, c'est la société morcelée en mille corporations. La paroisse d'abord, naïve et sainte association autour du clocher; la commune, petite république municipale, où tout se touchait, se surveillait, se protégeait; la province, nationalité naturelle, si vivace qu'elle subsiste encore à travers l'action du temps et les efforts d'une civilisation nouvelle; car en France, s'il y a unité administrative, il y a diversité de population: l'Auvergnat, le Picard, le Dauphinois, le Provençal, le Normand, le paysan du Parisien, se regardent encore avec méfiance, se poursuivent de leurs persiflages et de leurs haines; ils ont des langues à part; leurs vêtements, leurs coutumes, n'ont rien de semblable; leurs physionomies vives ou froides, leurs yeux, leurs fronts, la chevelure, ces grandes expressions des races, le patois, idiome héréditaire, les distinguent éternellement. Il y a plus

T. I.

de rapports entre le Marseillais et le Catalan, entre le Grenoblois et le Savoyard, le Picard et le Flamand, qu'entre ces peuples et les Bourguignons, ou le véritable Français, habitant du pays Chartrain, Orléans, Blois jusqu'à Bourges. Toutes ces races, avec leur caractère spécial, marqué de Dieu et du sol, vivront plus longtemps que les fragiles et arbitraires démarcations des temps modernes.

La corporation fut le type du moyen âge; l'industrie, le commerce se groupent ainsi par association, par le privilège et la protection de tous envers chacun; parlement, métiers, basoche, tout vit d'une existence commune, ou se prête mutuellement ses forces; et dans ce système de corporations, dont quelques débris survivent, on trouvait plus de garanties et de libertés que dans les vagues articles des constitutions philosophiques et réglementaires de notre époque. Il n'y a de force que dans l'esprit d'union entre de petits groupes qui se connaissent et se protègent en confréries; quand la liberté s'individualise trop, elle n'existe plus que sur un vain papier et dans de fugitives paroles.

Le règne de Louis XIV marche vers l'unité administrative, ce qu'il faut essentiellement distinguer de l'unité nationale: celle-ci n'est souvent que nominale, quand elle ne résulte

pas d'antiques et communes fauilles dans le berceau du genre humain. Comme territoire, Louis XIV a pris pour frontières naturelles les Alpes, le Rhin et les Pyrénées, qu'il abaissa même pour son petit-fils. Comme gouvernement religieux, il proclama la déclaration de 1682, sorte de constitution d'une Église nationale; puis la révocation de l'édit de Nantes, énergique essai pour ramener l'unité religieuse. L'administration provinciale se centralise dans les ministères; tout vient aboutir à Versailles. Dans les affaires étrangères, sa pensée est la monarchie universelle, ou, en d'autres termes, l'ascendant moral de sa diplomatie sur l'Europe, de sorte que rien ne doit s'y faire que par son autorité. L'industrie, le commerce, la science, tout part de la couronne, tout vient également s'y rattacher. Cette noble et forte impulsion s'étend aux ordonnances, aux édits; tout se codifie; les coutumes criminelles, civiles, commerciales, maritimes, rien n'échappe à cette impérative centralisation; le génie l'impose.

Il y avait de la force dans ce système; l'unité favorise l'autorité absolue, et à certaines époques cette autorité est une pensée de civilisation. Du centre d'un gouvernement part une action habituellement plus éclairée, d'où rayonnent les vives lumières jusqu'aux extrémités. L'esprit local est étroit, partial, égoïste; l'union du clocher est peu généreuse; si elle fait le bonheur de l'individu, si elle secoue l'âme, elle ne permet pas cet héroïsme des grandes choses qui vit dans l'histoire. La centralisation créa donc un plus vaste patriotisme; mais la monarchie, ainsi constituée et entendue par Louis XIV, préparait les temps de révolution. Quand toute la force d'un principe est au centre, il suffit de le démolir là pour que le principe périsse. Sous la vieille monarchie, avant Louis XIV, il y avait mille révoltes à Paris, des barricades s'élevaient; alors la cour fuyait la ville, se retirait à Saint-Germain, à Pontoise, à Bourges, à Blois; le gouvernement n'était point perdu, il luttait par l'esprit provincial contre l'esprit de Paris, et quelquefois par l'esprit de la bourgeoisie contre la chevalerie de province. Il y avait des guerres civiles, mais peu de révolutions. Depuis Louis XIV, toute

émeute haineuse de canaille et de faubourgs put produire des bouleversements; un ordre de Paris put changer la face du royaume sans résistance: à côté de la force apparente, venait la faiblesse réelle.

De l'unité dans le système de l'administration résulta l'égalité des classes, une des grandes causes de décadence dans les sociétés. Louis XIV abîma la noblesse bien autrement que Richelieu; l'inflexible cardinal s'était attaqué à quelques hautes têtes; il avait plutôt frappé l'aristocratie en tant que gouvernement, qu'il n'avait brisé le type des gentilshommes. Louis XIV démolit la noblesse; il lui tira le meilleur de son sang par la guerre; il faut le voir, ces brillans gentilshommes, quelquefois enfans de dix-sept ans, criblés de balles, et mourant pour leur roi, de sièges en sièges, de batailles en batailles. La noblesse généreuse, prodigue, aliénait ses châteaux, ses terres, pour aller aux convocations du roi; elle ne marchandait avec rien dans ce service. Quand elle fut ainsi bien ruinée, Louis XIV lui dit: « Venez à Versailles. » On lui donna l'aumône; on créa pour elle deux hospices: les invalides pour ses vicillards, les Écoles militaires et Saint-Cyr pour ses enfans; les hôpitaux viennent après les misères; au temps de la féodalité, chaque château savait bien faire l'éducation de ses fils, nobles chevaliers dans les batailles! Louis XIV ne se contenta point d'abaisser la noblesse, il en déshonora les familles par ses amours adultères, il traîna de grands noms d'aristocratie dans le cortège de ses maîtresses; il arracha les gentilshommes à leur province, où étaient leur force, leurs blasons, vieux comme le roc, et leur popularité de race; il les retint à Versailles pour leur imposer le rôle de courtisans. Au lieu des casques de fer, de l'armure vieillie des ancêtres, on de l'arquebuse des guerres civiles, il leur donna l'habit pailleté, la perruque, le justaucorps doux et moelleux. L'esprit nobiliaire et provincial s'affaiblissait ainsi, en même temps que la commune, le parlement, tout ce qui gênait l'action unique et dominante de l'autorité monarchique.

En brisant cette hiérarchie, le roi prépara l'égalité des classes; la noblesse eut encore ex-

tièrement ses formes, sa supériorité; les pouvoirs conservent ainsi longtemps encore des apparences d'autorité quand leur règne finit; or, l'égalité des classes, c'est la ruine de l'esprit de liberté. Le pouvoir absolu aime l'égalité, parce qu'il a horreur des résistances; la liberté au contraire vit de privilèges, de corporations, de ces oppositions qui empêchent l'action une et administrative. L'esprit d'égalité tend à perdre les libertés publiques et individuelles; voici pourquoi: l'instinct de tout pouvoir absolu est de faucher à droite, à gauche, tout ce qui est corporation, aristocratie; il s'inquiète de tout ce qui se réunit et se condense pour résister; hélas! quand il n'y a plus que des citoyens isolés, il faut qu'une personnalité soit bien forte pour tenir tête à un pouvoir énergique qui dispose de toutes les ressources de l'État. L'Europe aura peut-être des chartes écrites, des assemblées délibérantes; mais tout cela n'est pas la liberté: ce sont des formes, des moyens d'avoir plus facilement l'impôt et l'emprunt. La liberté réelle n'est que dans l'esprit local et provincial, dans l'inégalité des classes, des contrôles et des pouvoirs eux-mêmes. L'unité, c'est le despotisme plus ou moins brillamment habillé.

Le règne de Louis XIV se divise en plusieurs grandes époques: celle qui comprend la Fronde n'est pas son œuvre; elle est en dehors de son action et de sa puissance; enfant, il est sous la tutelle d'Anne d'Autriche, et sous le ministère de Mazarin. Cette époque a été déjà décrite dans mon travail sur la Fronde; elle n'appartient pas au gouvernement de Louis XIV; c'est une administration à part; elle entre dans le système qui l'a devancé; et qui s'arrête à Fouquet.

La première période du gouvernement de Louis XIV commence donc en 1661, à ce moment solennel où le roi déclare qu'il veut régner et administrer seul. Son souci est d'organiser son propre ministère, de briser toute ambition un peu haute dans le conseil, toute pensée d'indépendance; d'où résultèrent la disgrâce et le procès de Fouquet. Avant d'agir sur la monarchie, Louis XIV devait imposer l'obéissance à son propre conseil. Le voici donc maintenant en face de l'Europe qui a surveillé

les premiers actes de son gouvernement. Le roi n'hésite pas; il a besoin de faire respecter son pouvoir trop abaissé sous la Fronde; il le signifie à l'Europe, en relevant la dignité de ses ambassadeurs; il l'impose à la Hollande, dans la rapide campagne où les armées françaises voient les tours d'Amsterdam. C'est une guerre pour maintenir la dignité du roi, attaquée par les pamphlétaires. Louis XIV, maître des Pays-Bas, réveille les inquiétudes de l'Europe; les cabinets suivent cette marche triomphale, et se coalisent successivement contre le roi; Charles II seul a été fidèle, mais l'esprit anglais se manifeste pour la coalition; bientôt l'Angleterre force son monarque à se joindre aux alliés, et, après des années de guerre, la paix se signe à Nimègue.

C'est à partir de la paix de Nimègue que commence la véritable réaction de l'Europe contre Louis XIV; elle se formule dans la révolution de 1688, comme elle se personnifie dans le prince d'Orange, digne et haut adversaire de Louis XIV. Tout système trouve toujours un homme supérieur qui s'en empare. La réaction de l'Europe contre Louis XIV eut pour symbole Guillaume III; tout roule autour de ces deux têtes de rois. L'administration de Louis XIV se ressent de cette force qui lui est opposée; elle attaque la réforme parce que cette révolution religieuse la menace. La révocation de l'édit de Nantes se lie tout autant à des idées diplomatiques qu'à des scrupules de conscience. Trop souvent en histoire on cherche de petites causes et l'on ne voit pas les grandes qui s'agitent devant vous. En religion, comme en politique, les idées de tolérance n'arrivent qu'aux époques fatiguées et indifférentes.

C'est cette lutte de Guillaume III contre Louis XIV, réaction de l'Europe contre Louis-le-Grand, qui forme la seconde période de cet immense règne. La ligue d'Augsbourg est le principe du mouvement militaire contre la France; la coalition est forte, elle a des chefs habiles: le prince Eugène, Marlborough; elle rencontre devant elle le duc de Luxembourg, les maréchaux de Catinat et de Villars. Louis XIV vieillit, son administration est encore vigoureuse, mais il a perdu Colbert pour les finances

et Louvois pour la guerre. La France est épuisée ; les populations appellent à grands cris la diminution de l'impôt ; la révocation de l'édit de Nantes , l'exécution de cette mesure violente , embrasent les provinces du midi ; les Cévennes sont en armes , et ici commence à l'intérieur cette guerre intestinale qui compromet la monarchie de Louis XIV. Lorsqu'une upitien vivace et nombreuse a été pruscrite , il est bien difficile qu'elle n'aide pas l'étranger par une tentative de guerre civile ; ceci explique cette poétique et semble révolte des Cévennes , sorte de Vendée huguenote , éclatant lorsqu'une coalition formidable se préparait contre la France.

La troisième période commence au testament de Charles II d'Espagne au profit du duc d'Anjou ; la monarchie de Louis XIV entre alors dans une autre série de combinaisons. C'est la plus vaste conquête qui vient se rattacher d'elle-même à la monarchie des Bourbons ; la France s'assure la frontière des Pyrénées , elle n'a plus à craindre l'Espagne quand elle portera la guerre au nord. Ces vastes négociations se développent avec une haute habileté , au milieu de la conflagration générale , jusqu'au traité des Pyrénées qui semble le dernier acte de la vie politique de Louis XIV. Il est triste alors de suivre dans les deuils , les deuils et les désenchantemens du toit domestique , cette tête fière et blanchie du grand roi ; elle s'appesantit sous le malheur ; Louis XIV reste digne et noble comme sa race , mais on voit qu'il succombe sous l'œuvre qu'il a créée : elle pèse à sa vieillesse.

Cette œuvre est néanmoins magnifique. Les conquêtes de Louis XIV demeurent à la France. Au nord , la ligne de forteresses qui nous protège est son ouvrage ; l'Alsace a été réunie ; le duc de Lorraine réduit à la plus complète vassalité ; les ducs de Savoie ne pouvaient plus nuire désormais à la monarchie ; l'Espagne s'annulait sur la frontière méridionale ; les escadres luttèrent dans les grandes mers. D'immenses arsenaux , des ports de guerre , Dunkerque restitué , la Flandre devenue française , des constructions de canaux , la protection des manufactures , le commerce des Deux-Mondes confié à des compagnies et encouragé ; les sciences et les arts recevant

une constante impulsion ; Louis XIV fit tout cela pour la France ; et , par une triste fatalité , toutes ces forces se tournèrent avec le temps contre sa dynastie.

Le roi transmitt la puissance absolue à ses descendants ; mais quel poids que la puissance absolue , quand elle tombe dans des mains insouciantes ou débiles ! Louis XIV avait brisé la noblesse comme force morale et politique , et la noblesse était l'élément de la dynastie des Bourbons ; il avait réduit le clergé , les parlementaires , à n'être plus que des instrumens ; ils cherchèrent dès lors leur popularité en dehors de la couronne ; les lettres , que Louis XIV protégeait si puissamment , amentèrent les peuples contre ses successeurs ; l'esprit attaqua la dynastie ; le mouvement intellectuel et philosophique déborda sur le dix-huitième siècle ; le commerce , l'industrie , ces forces créées par le roi , s'élevèrent , une fois émancipées et grandies , contre la couronne qui les avait protégées. Ce fut une des poignantes ingratitudes de la classe bourgeoise ; Louis XIV avait fait sa richesse , elle ne s'en servit que pour renverser sa monarchie. C'est ainsi qu'à une autre époque elle agit envers la Restauration ; les Bourbons lui avaient donné la paix , la fortune , le repos ; la bourgeoisie se servit de tout cela pour renverser les Bourbons.

C'est ce long règne de Louis XIV , si plein , si grand , que je me propose d'écrire ; j'en publie aujourd'hui la première partie ; elle embrasse la période de 1661 à 1688 , à savoir : pour les affaires extérieures , la guerre de Hollande ; d'Allemagne ; de Savoie et de Catalogne ; les congrès de Cologne , de Nimègue , la ligue d'Augsbourg ; et pour les affaires intérieures , les ministères de Feuquet , Lottelier , Colbert et Louvois , et par conséquent les vastes travaux de finances , de canalisation , de manufactures ; et comme question politique , la déclaration de 1682 sur la liberté de l'Eglise gallicane , et la révocation de l'édit de Nantes , points historiques mal compris , mal définis , selon moi.

On a beaucoup écrit sur le règne de Louis XIV : c'est une de ces époques grandioses qui prêtent à toutes les capacités médiocres ou supérieures ; en a là un beau thème de rhéteur , Versailles , les Invalides , les chapelles d'or , les dômes

d'or. J'ai compté et réuni plus de soixante discours ou éloges de Louis XIV, jusqu'à cette admirable indignation de l'abbé Maury à l'Assemblée constituante; tout cela n'est pas de l'histoire grave et sérieuse.

Les Mémoires ne manquent pas non plus sur cette époque; Saint-Simon, Dangeau, le marquis de Sourches nous font parfaitement connaître l'intérieur de la cour de Louis XIV, les uns avec malignité, les autres avec cette admiration éraintive des courtisans pour le grand roi. Il n'y a rien de plus attachant que la lecture de ces Mémoires; c'est le vivant tableau de Versailles, de ses habitudes intérieures; c'est la vie privée de tous les ducs et pairs, chevaliers des ordres, parlementaires ou favorites, avec leur faiblesse, leur hauteur, leur triomphe et leur chute.

Ensuite sont venues les *Œuvres de Louis XIV*. On a publié sous ce titre des compilations de pièces plus ou moins apocryphes, des Mémoires, des instructions attribués au roi. Il fut une époque où l'on voulait faire les rois littérateurs. Louis XIV a beaucoup écrit, mais surtout les dépêches graves de son conseil adressées aux ambassadeurs. Quelques Mémoires restent de lui; mais la prétention du roi ne fut point le bel-esprit; il protégeait les auteurs, mais il ne le fut pas lui-même; il en est des œuvres de Louis XIV comme de ces *testaments politiques* que l'on attribuait à tous les ministres, depuis le cardinal de Richelieu; les penseurs du temps faisaient passer sous le patronage d'un nom retentissant leurs idées de gouvernement, leurs réformes sociales, leurs méditations personnelles.

Je trouve sur ce règne un travail complet; j'entends parler du *Siècle de Louis XIV*, par Voltaire; comme pour la Ligue et Henri IV, j'ai devant moi l'homme le plus fécond, le plus influent sur son époque. Si la *Illiade* n'a paru le plus médiocre tableau de nos guerres civiles, le travail qui a propagé les plus étroites et les plus fausses idées sur le temps de Henri IV, porterai-je le même jugement sur le *Siècle de Louis XIV*? Ce dernier ouvrage a une évidente supériorité; il est intéressant, vif, élégamment narré; c'est une suite des plus spirituels ta-

bleaux, mais vous y cherchiez vainement une idée haute, puissante, pour éclairer l'époque. Le *Siècle de Louis XIV* est un journal de nouvelles comme on les fait aujourd'hui, avec une prodigieuse finesse d'aperçus, des flatteries pour certains noms, des sarcasmes pour d'autres; et tout cela distribué avec cette justice qui caractérise Voltaire, à savoir: si un duc et pair le caressait; le plaçait au sommet du Parnasse, le poète le lui rendait en encens et en gloire; malheur à qui l'avait méconnu! Ne nous en donnons point, il n'y a rien de plus cuisant pour la supériorité que de n'être pas unanimement proclamée.

Dirai-je mon opinion sur quelques ouvrages et recueils modernes qui traitent du règne de Louis XIV? Les uns m'ont paru vulgaires, d'autres m'ont semblé conçus dans la vieille pensée du dix-huitième siècle, avec si peu d'aveur avec un terre-à-terre si complet, qu'en vérité tous font regretter le style brillant du *Siècle de Louis XIV*. Voltaire au moins était l'écrivain des gentilshommes; sa phrase n'avait rien de froid, de gourmé, de philosophique sans philosophie; lui au moins intéressait, se faisait lire, il était poète; mais une narration compassée, didactique, sans nouveauté d'idées, est-elle supportable? Dans le travail de Voltaire il y a du sarcasme, l'esprit d'une exquise compagnie; on n'y porte pas une phrase médiocre aussi fièrement qu'une grande pensée politique.

La méthode que j'ai adoptée en histoire s'est développée dans une suite de travaux; j'y persiste; elle part de cette conviction profonde que jusqu'ici les temps ont été méconnus, parce que personne n'a osé se dépouiller des préjugés et des opinions reçues, pour aller haut à la vérité; la postérité est molle et paresseuse; elle ne veut pas se donner le soin de l'étude et du changement, elle prend les habitudes faites. On sera peut-être étonné des idées que je développe sur la déclaration de 1682 et la révocation de l'édit de Nantes; on a tant vécu avec les libertés de l'église gallicane! on a stéréotypé tant de phrases sur le coup d'état contre les calvinistes! Lorsque je publiai mon travail sur la ligue municipale du seizième siècle, on jeta mille cris de réprobation: aujourd'hui, il n'est

pas un esprit un peu sérieux qui n'adopte ces vérités constatées par d'irrécusables monuments. Tel est le sort de toute nouveauté; il y a tant de gens qui ont vécu avec une idée! Quand il vient un livre, un événement qui la leur détruit, rien d'étonnant que ces pauvres esprits se mettent en colère; vous leur ôtez leur pain.

Ce courage dans la vérité historique m'impose l'obligation de recourir aux sources les plus certaines, les plus variées. Jusqu'ici je n'ai rien négligé. Voici l'exposition de mes recherches pour arriver à un travail complet sur le règne de Louis XIV. Les documents appartiennent à deux ordres de faits distincts. Louis XIV a été constamment en rapport avec l'Europe; si donc on ne consultait que les auteurs de la France, on ne connaîtrait qu'un seul côté de la question diplomatique. Il m'a fallu dépouiller ou faire dépouiller : 1^o les archives espagnoles; 2^o celles de la Hollande, de l'Angleterre et de l'Allemagne; on en verra le résultat dans ces deux volumes; et ceci non seulement pour les pièces sérieuses et diplomatiques, mais encore pour les gazettes, les nouvelles de journaux, les pamphlets, les chansons, les grotesques caricatures. Rien n'a été négligé; j'aime à vivre avec un temps tout entier : pourquoi n'aurais-je omis les cartons de Romain et de Hooge et ses piquantes caricatures contre Louis XIV et M^{me} de Maintenon? pourquoi aussi n'aurais-je pas reproduit les images et belles estampes enluminées en France contre Guillaume III d'Angleterre, cette haute figure qui apparaît pour s'opposer à la fortune de Louis XIV? La vieille école, toute passionnée pour les classiques grecs et romains, peut bien dire que cela est indigne de la gravité historique, quel témoignage peint mieux un temps? comment pénétrer dans les entrailles de la société, si ce n'est par toutes ces expressions intimes et populaires? L'école du dix-huitième siècle est dédaigneuse et aristocratique, avec des prétentions à la démocratie; elle écarte tout ce qui vient du peuple, seule source des grandes opinions; elle craindrait de se compromettre si elle descendait jusqu'à la rue; le bel-esprit aime les beaux salons, la belle phrase; il ne veut ni les chants des places publiques, ni les processions de confréries, annales vivan-

tes des multitudes qui se meuvent dans l'histoire.

Les documents sur l'administration intérieure de Louis XIV sont immenses. J'ai dû les diviser encore en deux séries spéciales : Paris et la province, c'est-à-dire le gouvernement central et local. C'est du règne de Louis XIV que date l'administration à proprement parler; son action part de Paris. L'administration est dirigée par les secrétaires d'État, mais c'est dans les registres des intendants que se trouvent les documents les plus curieux sur la marche de l'esprit provincial, et je n'ai pas dissimulé mes prédilections pour ces nationalités diverses où l'esprit de liberté se maintient avec le blason des races et des familles. Louis XIV a fait dresser le plus vaste travail administratif qu'on l'ait imité à peine dans les temps modernes; c'est une statistique rédigée provinces par provinces, avec les généralités, bailliages, communes, fiefs; cette statistique forme plus de 60 volumes in-folio de la collection Colbert; elle contient les plus précieux renseignements sur la géologie, l'histoire naturelle, la population et l'administration de tout le royaume. Aucun travail plus complet n'a été publié dans notre époque de civilisation avancée.

La législation de Louis XIV est non moins importante; c'est sur ses ordonnances qu'ont été copiés nos codes civils, et de commerce surtout; ses instructions sur l'armée, l'administration civile et politique, sont le fondement de toutes les mesures prises aujourd'hui encore par l'autorité publique; je m'y suis beaucoup arrêté, mais en dépouillant ce travail aride des formes et des expressions qui pourraient fatiguer les intelligences frivoles; par l'étude des mœurs on s'élève jusqu'à la théorie des lois. Quoi de plus attrayant que la lecture des coutumes de provinces, quand on sait les animer par le tableau des habitudes? Les lois ne font que régler les grands faits de l'existence humaine : la naissance, le mariage et la mort.

J'entre dans l'ère administrative de la monarchie des Bourbons; c'est l'époque où cette dynastie abandonne la noblesse et l'esprit provincial, qui sont ses deux forces. Le moyen âge

est complètement effacé; je quitte avec douleur, je ne le dissimule pas, ces temps de croyances et de légendes religieuses et municipales; l'histoire perd sa poésie. L'esprit de croyances, c'est tout; la foi seule produit les grandes choses; l'enfance des peuples est comme celle des individus, elle est le temps des illusions d'or. Le moyen âge ne m'a jamais apparu sans exciter un rayonnant joie; j'aime ses églises, ses anniversaires de Noël, avec ses chants de pasteurs, ses deuils de la semaine sainte, ses fêtes de genêts et de Pâques-fleuries, la Pentecôte de l'esprit, la Fête-Dieu avec ses processions d'enfants et de guirlandes!

Que nous reste-t-il aujourd'hui? quelle croyance demeure debout? Celle du pouvoir? chacun la dispute et l'abîme; la famille? elle est dispersée et presque indifférente; nous sommes trop fiers pour avoir foi dans ce qui nous entoure. Nous sommes riches, savants, les aises ne nous manquent pas, et pourtant il y a partout un vide de bonheur, une indicible inquiétude qui agite les peuples; la croyance s'est envolée de nos âmes, et avec elle les caressantes illusions.

Nous n'avons plus l'espérance qui console, ces légendes dorées, où le pauvre était toujours représenté avec la douce récompense de ses peines et de ses travaux. Tout, dans le système catholique, était constitué pour le peuple; le riche avait ses joies sur la terre; il savourait les

mets du festin, il vidait les larges coupes, et pouvait rester mécréant pour le ciel quand le monde lui offrait toutes les jouissances matérielles; mais pour le pauvre, la croyance d'un temps meilleur le soutenait; le ciel était là, rayonnant de lumières, plein de bonheur, d'anges, d'esprits, de vierges au doux maintien, à la ceuronne blanche, à la robe bleuâtre et flottante! Il n'avait pas le désespoir, la vengeance au cœur; la vie était un temps de passage et d'épreuves; sa misère devait avoir un terme, car il n'avait pas en face ce néant du tombeau, ce système d'os et de chair, qui condamne le pauvre, après avoir donné ses sueurs et ses larmes à la terre, à lui léguer son corps; le catholicisme avec son paradis resplendissant était la grande compensation morale offerte au peuple en face des jouissances matérielles du riche. Aujourd'hui que l'en a détruit cette illusion, la multitude cherche à rétablir l'égalité elle-même par la force brutale, et voilà ce qui produit les révolutions.

Me serais-je trop épris des vieux temps? mais après avoir achevé le puissant règne de Louis XIV, je retournerai aux époques féodales. J'ai joie de préparer un long pèlerinage avec Hugues Capet et son cortège de barons, dans les grandes et naïves chroniques de Saint-Denis en France.

Lausanne; octobre 1836.



LOUIS XIV,

SON GOUVERNEMENT

17

SES RELATIONS DIPLOMATIQUES AVEC L'EUROPE.

CHAPITRE PREMIER.

GOUVERNEMENT DE LOUIS XIV.

Louis XIV prend le pouvoir. — Conseil du roi. — Ministres. — Chancelier. — Letellier. — Conseil des dépêches. — De Lionne. — Surintendance des finances. — Fouquet. — Esprit du gouvernement de Louis XIV. — Réformes. — Disgrâce et procès de Fouquet.

1661.

La monarchie de Louis XIV sortait victorieuse de la Fronde; ces temps d'orage populaire, de guerre municipale s'effaçaient peu à peu de la mémoire. Quand un gouvernement régulier s'établit, il n'y a rien qui disparaisse plus facilement que le souvenir des tempêtes publiques; un règne tout de force et de jeunesse invitait la noblesse aux plaisirs, aux ballets, aux brillants carrousels, et puis aux distractions plus actives de la guerre. Quelques frondeurs encore conservaient dans leur âme un dévouement ancien pour les troubles de la minorité; ils aimaient à raconter les scènes de l'Hôtel-de-Ville, les beaux jours de madame de Longueville et du cardinal de Retz; mais la masse, gentilshommes, bourgeois et peuple, suivaient l'impulsion d'un nouveau règne; car il y a toujours de l'énergie dans un pouvoir qui repose sur une jeune tête.

Les cloches de la vieille église de Vincennes annonçaient à peine la mort de Mazarin, et Louis XIV, réunissant en toute hâte le conseil au Louvre, dé-

clarait que désormais il ne voulait plus de premier ministre, et qu'il ferait lui-même ses affaires : « Je veux que tout me soit communiqué, depuis la dépêche diplomatique jusqu'à la dernière passe et requête. » Tel fut le commandement du roi. Il y avait longtemps déjà que cette résolution était prise; Louis XIV avait plus que sa grande majorité de vingt-un ans; il se sentait la force et la volonté d'agir seul, et s'il avait laissé la direction du conseil au cardinal Mazarin, c'est que de hauts services et les habitudes de gouvernement avaient placé le premier ministre dans une sphère qu'il était difficile d'atteindre. C'est de ce moment que l'omnipotence ministérielle disparaît, et le roi prend la pleine possession de sa couronne. Cette révolution dans la politique monarchique fut consacrée par des médailles et des allégories; le roi est reproduit déjà sous la forme d'Hercule; c'est lui qui dompte l'hydre à mille têtes (1), et vivifie tout, comme le soleil, de sa brillante et majestueuse clarté.

Le conseil se composait de Michel Letellier, chancelier de France, l'homme des traditions du cabinet; depuis Richelieu, le cardinal Mazarin avait en Letellier la plus grande confiance; il l'avait pris pour confident dans ses disgrâces; il s'abandonnait à lui dans toutes les questions de justice et d'administration publique (2). La fortune politique de Letellier était grande; ce n'était pas un esprit étendu, mais un caractère tenace, ferme, ce qui équivaut souvent à la supériorité dans les affaires. Michel Letellier plaisait au roi par l'extrême admiration

(1) Voyez le cabinet des estampes, Bibliothèque du roi, règne de Louis XIV, ann. 1661.

(2) Voyez tome VIII de Richelieu, Mazarin.

qu'il avait de la Majesté Royale; il ne faisait rien sans la consulter; il avait étudié cette puissance de commandement qui déjà se montrait dans Louis XIV. Autant la dignité de la couronne avait été abaissée durant la Fronde, autant le roi semblait prendre à tâche de la relever. De là cet orgueil du pouvoir, cet entourage de majesté que déployait Louis XIV dans les grandes affaires comme dans les plus petites habitudes de cour. On eût dit que le roi s'était donné la mission de restaurer la dignité solennelle des monarches, au moment même où le principe monarchique était si violemment ébranlé. De l'abaissement où l'avaient jetée la Réforme, la Ligne et la Fronde, Louis XIV voulait relever sa couronne jusqu'à la puissance des empereurs de Rome et de Constantinople; il tentait d'absorber l'esprit féodal des gentilshommes, si actif, si remuant, l'indépendance des villes et des provinces, dans l'unité administrative et dans la force du pouvoir.

Le chancelier Letellier avait élevé sous son aile, l'aîné de ses fils, qui portait le titre du marquis de Louvois. Enfant, le marquis de Louvois avait été nourri dans les idées de la prérogative royale; le chancelier Letellier appartenait à cette école parlementaire, qui avait déserté les troubles de la Fronde pour se jeter aux pieds de la couronne lorsque Mazarin secoua le gouvernement populaire. Puis Louvois, tout jeune homme, était venu en cour, et le chancelier Letellier l'avait présenté à Louis XIV en lui disant : « Sire, prenez mon fils, faites-en l'élève et le reflet de votre sagesse, qu'il marche en vous et avec vous »; et le roi avait été flatté de créer un ministre de sa propre main; il destinait Louvois à l'ordinaire et à l'extraordinaire des guerres, poste qu'il occupa plus tard avec toute la tenacité héréditaire dans sa famille.

M. de Lionne tenait le département des dépêches ou des affaires étrangères, la partie essentielle du conseil. Au temps de Mazarin, M. de Lionne était un agent habile et actif, rompu à toutes les négociations; il avait été employé à Londres, à Madrid, à Vienne; dans les importantes transactions de ces époques de vastes développements diplomatiques. M. de Lionne restait à ce département, mais Louis XIV s'en réservait la direction suprême. Toutes les dépêches intimes émanaient de sa volonté; quelques-unes mêmes étaient écrites sous sa propre dictée. Le ministre était secrétaire du roi

dans le sens absolu; il obéissait aux ordres de son maître.

Les finances étaient encore aux mains du surintendant Fouquet, ministre à ressources, qui avait parfaitement répondu aux besoins toujours renouvelés du trésor pendant les guerres. Fouquet, l'élève de Mazarin, en avait imité les magnificences dans ses palais; il s'était fait le protecteur des arts, de la poésie, de tout ce qui vivait de l'esprit et de l'intelligence; son impulsion généreuse, sa protection d'or furent plus fécondes que celles de Colbert; c'est lui qui créa le système dont son successeur reçut tout l'éclat. Si l'on visitait sa magnifique retraite de Vaux, on trouvait ses jardins dessinés par Le Nôtre, les galeries peintes par Le Brun (1), les statues de Puget, de bouillonnantes cascades, des grottes de porphyre, où les nymphes, les dryades se montraient en leurs plus brillants atours. Dans les bosquets touffus de Vaux, Boileau essayait ses satyres et ses épitres au roi, La Fontaine venait écrire ses fables et ses contes; et les poètes, enthousiastes des merveilles de Fouquet, ne s'étonnaient plus « qu'un surintendant ne trouvât jamais de ruelles », allusion à la gracieuse mademoiselle Béjard, paraissant demi-nue dans une conque de corail, au milieu des cygnes, des satyres luxuriels qui poursuivaient les nymphes timides à travers les roseaux (2). Péllisson était l'écrivain politique de Fouquet; c'était lui qui défendait et développait ses projets, dirigeait les prologues des fêtes (3), les mémoires pour les parlements, afin de préparer l'enregistrement d'un édit, d'une taxe nouvelle ou d'un emprunt sur les rentes de l'Hôtel-de-Ville.

Il y avait dans les bureaux du surintendant un jeune homme fort actif, très-laborieux, fils de la classe bourgeoise et commerçante; il se nommait Jean-Baptiste Colbert; Fouquet l'avait distingué, alors que ce sieur Colbert n'était que premier commis des aides; il l'avait poussé dans ses bureaux, et Louis XIV, qui aimait les jeunes hommes laborieux et zélés, l'avait pris sous sa spéciale protection. Colbert était déjà intendant général du commerce, fonction qui dépendait de la surintendance des finances; il se montrait dur pour le peuple, comme tous les anciens commis des gabelles; il avait goûté de l'impôt, ne reculant jamais devant une taxe; il avait tout ce qu'il fallait pour faire un bon instrument dans les mains d'un prince habile à manier les hom-

(1) « C'est Le Brun par qui Vaux embellie présente aux regards mille rares spectacles. » LA FONTAINE, *Lettre à Fouquet*.

(2) LA FONTAINE, *le songe de Vaux*.

(3) Le prologue était de la façon de notre ami Péllisson. » LA FONTAINE, *Lettre au surintendant Fouquet*.

mes. Aussi, dans la pensée de Louis XIV, Colbert était-il destiné à remplacer le surintendant Fouquet, contre lequel des murmures s'élevaient déjà. Colbert, par ses relations de famille et de classe marchande, était fort entendu dans les arts et aux manufactures, il savait tourner et fondre une pièce de drap, il connaissait le secret des points d'Angleterre, des tapis de Turquie, des haute et basse lisse, des tanneries enivrées et dorées selon la méthode levantine (1).

C'est à l'aide de ces instruments que Louis XIV commençait son règne. Dès qu'il eut pris la direction du conseil, le roi sentit le besoin de marquer les premiers temps de son administration par des actes populaires; il voulait faire voir ainsi que les sujets avaient tout à gagner dans le gouvernement personnel du prince. La réforme des abus dans la vieille monarchie était l'espérance de la bourgeoisie et des halles, le but avoué de chaque avènement. Un roi, pour se rendre populaire, devait diminuer l'impôt, poursuivre les maltôtiers, et livrer quelquefois même à la justice le surintendant des finances. C'était une ancienne coutume de sacrifier le surintendant des finances aux éléments du peuple; par-là on semblait venger les pauvres payeurs d'impôts, soulager les villes et les campagnes chargées de tailles et gabelles. La disgrâce de Fouquet est une résolution arrêtée dans l'esprit du roi dès qu'il prend la conduite des affaires; il croit cette disgrâce une chose nécessaire à la force de son pouvoir, et il n'attend plus que l'instant propice pour l'exécuter. Comme il veut préparer cette disgrâce et lui donner un grand retentissement, Louis XIV établit une chambre spéciale contre les maltôtiers, pilliers du peuple; on fit la chasse aux traitants. Une gravure contemporaine reproduit les supplices de tous les gabelons de fermes et d'impôts; les uns sont pendus, d'autres battus de verges, marqués d'un fer rouge, et tous sont hués par les marchands, bouchers, fariniers des halles, et contraints de rendre gorge, aux applaudissements de chacun (2).

Le surintendant Fouquet, soit qu'il eût instinct de ce qui se tramait contre lui, soit qu'il eût volonté de se créer un appui pour ensuite disputer les finances à Colbert, se mit en communication avec le vieux parti de la Fronde; ses rapports avec les gens de lettres lui en facilitaient les moyens. Il y

avait quelques boudoirs parmi les gentilshommes de province, dans la société du Marais, et les faiseurs de pamphlets politiques, dont l'esprit démentait sans occupation depuis que les troubles étaient pacifiés. La fortune de Fouquet s'élevait à plus de 40 millions; avec cet argent on pouvait se faire bien des créatures, acheter bien des appuis. Le projet de Fouquet paraît être de semer une sorte de fermentation dans les provinces contre le gouvernement du roi; son entreprise tend à restaurer la puissance ministérielle, vivement attaquée par l'autorité royale, qui veut régner seule: le surintendant vise au rôle de Richelieu et de Mazarin, au gouvernement réel; pour arriver à ce résultat, il cherchait à se poser surtout en Bretagne, pays d'Etat difficile à conduire, car sa population était toujours agitée. Fouquet acheta Belle-Isle à la famille de Retz (3).

Pendant que ces projets se tramaient, Fouquet montrait sa soumission, son obéissance au roi, et son enthousiasme pour la majesté de la couronne; il régala le prince dans sa retraite de Vaux, et par de magnifiques efforts il tint à prouver combien il mettait de prix à plaire à son maître; il savait que Louis XIV aimait les fêtes; le monarque se plaisait dans ces fêtes que le dévouement et l'enthousiasme semaient sous ses pas. Tout courroux à la fête de Vaux; on y vit des palais d'or, des olympes de feu, des ballets, des représentations théâtrales, des artifices qui se déployaient comme le Vésuve, des millions de fusées qui éclataient en soleils sur la tête du jenne prince (4). Fouquet dépensa plus d'un million dans ces somptosités; il désirait séduire le roi, il ne fit que décider une disgrâce plus prochaine. Louis XIV dut juger, par les magnificences royales du surintendant, quels projets ses immenses richesses pouvaient préparer; combien ne serait-il pas populaire de punir un tel faste? et en quittant les fêtes de Vaux l'arrestation de Fouquet fut décidée. D'autres motifs furent donnés à ce coup de force monarchique. On prétendit que Fouquet avait élevé ses prétentions jusqu'à M^{re} de La Vallière; il est d'habitude dans les cours frivoles d'indiquer de petites causes aux grandes disgrâces de la fortune; Fouquet subit la destinée de tout ministre qui cherche à se faire une position indépendante et haute à côté de l'autorité royale jeune et

(1) Mss. de M. de Colbert. Bibliothèque du roi.

(2) Cette gravure contre les traitants est à la Bibliothèque du roi, cabinet des estampes, premier carton de Louis XIV.

(3) Procès-mss. de Fouquet, Bibliothèque du roi.

(4) De ce bruit Neptune étonné
Ét éraint de se voir détrôné,
Si le monarque de la France
N'eût rassuré par sa présence.
Lettre de La Fontaine, 22 août 1661.

forte, il eut l'orgueil de sa puissance, et fut brisé.

La famille du surintendant était nombreuse et en crédit; son gendre, le comte de Béthune, fils du comte de Charost, était capitaine des gardes; les frères de Fouquet étaient, l'un archevêque de Narbonne, l'autre évêque d'Agde. L'ordre de disgrâce les comprit tous: on les frappa d'exil, on les mit en captivité, et Fouquet fut conduit à Angers sous bonne garde, puis à Vincennes, et transféré à la Bastille. On nomma des commissaires pour le juger, car le parti du parlement était presque tout entier prononcé pour le surintendant, son procureur général; la vieille Fronde l'entourait alors: voilà ce qui explique comment les débris de cette ligue de provinces prirent si chagement la défense de Fouquet. Tout le Marais gémit de la captivité du surintendant; M^{me} de Sévigné, qui conservait les allures frondeuses, se fait l'expression de ces plaintes (1). Les écrivains firent leur propre cause de celle de Fouquet, et plus ils prenaient sa défense, plus le roi se montra inflexible, car il avait en haine tout ce qui se rattachait aux temps de troubles. Le surintendant fut accusé, devant les commissaires, d'avoir écrit un commencement de projet sur ce qu'auraient à faire ses parents et amis, au cas où on voudrait le perdre et l'opprimer; d'avoir acheté Belle-Isle à la famille de Retz, et mis du canon dedans; enfin d'avoir pris des engagements de toute main par lesquels diverses personnes s'obligeaient à soutenir le surintendant contre tous et envers tous (2).

La défense de Fouquet fut une affaire de parti; ses lettres, ses Mémoires furent travaillés comme s'il s'agissait d'une opinion menacée dans son chef et dans sa grande existence; M^{me} de Sévigné suit jour par jour toutes les phases de cette procédure contre le *petit ami* (3); elle analyse les convictions des juges, les avis de chacun. Comme toute la vieille Fronde, elle n'a d'éloges que pour le surintendant; il y avait un projet écrit de la main de Fouquet, dans lequel il prenait ses précautions de résistance, il y nommait ses amis et ses ennemis, « et au cas, dit-il, où je gémirois sous l'oppression, on pourrait se retirer à Belle-Isle, mettre des matelots et soldats étrangers dans les vaisseaux qui sont à moi, et l'on peut compter sur la bonne volonté de M. de La Rochefoucauld, de M. de Marsillac, de Créqui et de Fabert (4). »

(1) Voyez ses lettres, nos 1 à 8.

(2) Précis de Fouquet, mss. Bibliothèque du roi.

(3) Expression que M^{me} de Sévigné emploie, lettres V à VII.

(4) Défense de Fouquet sous le nom de Lattaingant. Paris, ann. 1661.

Ce projet si significatif, Fouquet le repoussait comme une simple rêverie jetée sur le papier; avait-il jamais été mis à exécution? Depuis quand une pensée, une confiance de l'âme, pouvaient-elles créer un crime tant qu'il n'y avait pas commencement d'exécution? De quoi d'ailleurs s'agissait-il dans cet écrit? du cas où Mazarin avant sa mort eût voulu prendre une mesure arbitraire contre moi; il n'y avait aucun dessein contre la Majesté Royale; loin de là, il ne s'agissait que de la seconder. » Enfin Fouquet concluait en déclarant la juridiction spéciale des commissaires; comme surintendant, premier ministre chargé de la garde du trésor, il ne pouvait être jugé que par le parlement. D'ailleurs sa qualité de procureur général ne permettait pas d'autre juridiction que celle de ses pairs. » Enfin, disait Fouquet, ce que je ne puis dissimuler, c'est l'horreur des outrages que mes ennemis ont vomis contre mon honneur au moment que j'ai été arrêté, ayant méchamment, et par un complot qui ne peut avoir été concerté qu'avec les démons les plus enragés, supposé des lettres scandaleuses que les plus perdues de toutes les femmes publiques ne voudraient pas avoir écrites ni pensées, et d'avoir eu l'effronterie de les publier sous des noms de personnes de qualité, qu'on a voulu diffamer par-là, et me rendre odieux au roi et au public, encore que le tout fût calomnieusement forgé dans la boutique de ces abominables forgerons, qui n'éviteront jamais le châtimement de leurs méchancetés, puisqu'elles sont si détestables qu'elles ne sauraient être suffisamment vengées que par l'enfer même qui les a produites. On a eu l'impudence de dire que ces lettres dissolues avaient été trouvées sous mes scellés, et ceux qui les avaient mises dans leurs poches en sortant de leur propre main ont feint de les avoir trouvées dans la mienne, avec d'autres papiers dont ils s'étaient saisis; ils y ont mêlé le nom des personnes qui pouvaient animer le roi contre moi; et pendant que j'étais rigoureusement détenu, et sans commerce, on distribuait par tout le royaume les copies de ces infâmes compositions d'un infâme auteur (5). »

Les instructions, procédures et défenses de Fouquet durèrent plus de trois ans, ce fut une affaire plutôt politique que judiciaire; on négocia auprès du roi, comme il s'agissait d'une question de parti

(5) « Inventaire des pièces baillées à la chambre de justice par N. Fouquet, tom. VII, page 94, ann. 1661. » Dans l'original, à côté de cet article, est une apostille ainsi conçue: « En écrivant ceci, j'en ai juré sur les saints Évangiles de Dieu, en présence de mon conseil et de M. d'Artagnan. Signé Fouquet. »

et d'opinion; on sauva la vie à Fouquet, mais on ne put rien gagner quant à la détention perpétuelle; elle fut impitoyablement prononcée. En vain des sollicitations arrivèrent de toutes parts! Jamais disgrâce ne souleva de plus chauds dévouemens; La Fontaine, tout bonhomme, tout paresseux qu'il était, retrouva son activité pour gémir sur la captivité du surintendant, et solliciter quelque soulagement à sa peine. La Fontaine avait passé sa jeunesse dans la maison de Fouquet, il en avait reçu des bienfaits, des pensions, il ne l'oublia point; et dans sa belle ode aux nymphes de Vaux, il cherche à toucher la pitié de Louis XIV pour celui que la foudre des dieux a frappé (1). Pélisson se montra aussi fidèle pour le surintendant, il reçut un ordre d'exil. Louis XIV demeura dans son inflexibilité, car il s'agissait de la Fronde, de cet es prit remuant qu'il ne pardonna jamais. La mesure que le roi résolut contre le surintendant était fondée sur plusieurs motifs : d'abord il rendait son avènement populaire, en brisant le chef des taxes et impôts en punissant celui que le peuple accusait de ses misères. Ensuite il donnait une leçon aux ministres les plus puissans, les plus riches, car désormais il suffisait d'un acte de sa volonté pour anéantir leur crédit; personne ne pouvait plus prétendre au rôle de Richelieu ou de Mazarin. Enfin la Majesté royale éclatait contre ceux qui pouvaient faire des projets en dehors des volontés de la couronne. Fouquet demeura captif à la Bastille, dans une prison douce et modérée; on fit sur lui mille contes vulgaires; on voulut voir le Masque de fer, sorte de tradition qui s'est perpétuée d'âge en âge. Le Masque de fer fut peut-être une de ces créations fantastiques que le dix-huitième siècle jeta à la face de la royauté, alors qu'on voulut supposer que des peines horribles, que des tourmens indicibles étaient imposés aux captifs. L'inconvénient des prisons d'Etat est de multiplier ces traditions de revenans à la figure hâve, aux chaînes lourdes et retentissantes; on croit tout quand on ne peut pas tout examiner. Le pouvoir paraît toujours cruel envers ceux qu'il dérobe aux yeux du monde, et c'est en quoi la justice et les

formes sont encore pour les gouvernemens une cause de force et de facilité.

Les détentions perpétuelles s'étaient alors substituées, pour les puissans et les hauts gentilshommes, à la peine de mort; quelquefois, pour cacher le visage du captif, on lui imposait un masque de velours. Le masque était la mode de la fin du règne de Louis XIII; il entra dans le costume des gentilshommes, des femmes surtout; on dansait, on se battait le visage couvert. Plus d'un prisonnier d'Etat porta le masque en velours dans les longues captivités de la Bastille, de Pignerol ou de l'île Sainte-Marguerite. L'histoire se borne là quand elle ne veut pas entrer dans le domaine du roman philosophique.

CHAPITRE II.

COUR DE LOUIS XIV.

Le roi à vingt-trois ans. — Le duc d'Orléans. — La reine Anne d'Autriche. — Marie-Thérèse d'Espagne. — Les princes du sang. — Naissance du dauphin. — Amours du roi. — M^{lle} de La Vallière. — Bâtimens de la couronne. — Versailles. — Création des chevaliers de l'Ordre. — De ducs et pairs. — Fêtes de cour. — Ballets.

1661 — 1652.

A vingt-trois ans Louis XIV formait un gentilhomme accompli; il était d'une taille peu élevée, mais bien prise; il la relevait par de hauts talons rouges, signe alors de la race noble; la mode de la grande perruque n'était point venue encore, et le roi brillait par sa chevelure châtain-brune et épaisse qu'il portait longue et flottante comme les rois de race franque, ses ancêtres. Son nez était grand et bien fait; sa bouche agréahle; ses yeux bleus plus majestueux que vifs (2); il montait à cheval avec grâce, il aimait les fatigues de la

(1) Si le long de vos bords Louis porte ses pas,
Tâchez de l'admirer, fléchissez son courage;
Il aime ses sujets, il est juste, il est sage;
Du titre de élément rendez-le ambitieux,
C'est par-là que les rois sont semblables aux dieux.
Du magnanime Henri qu'il contemple la vie,
Dés qu'il put se venger il en perdit l'euvie.
Inspirez à Louis cette même douceur :

La plus belle victoire est de vaincre son cœur.
Orante est à présent un objet de clémence;
S'il a eu les conseils d'une aveugle puissance,
Il est assez puni par son sort rigoureux;
Et c'est être innocent que d'être malheureux.

(2) Je me suis procuré un portrait en pied de Louis XIV à l'âge de vingt-cinq ans; c'est ce portrait que j'ai reproduit.

ehasse et les travaux de la guerre; sa voix avait quelque chose d'accentué et de lent qui imprimait un indicible respect autour de lui. Il avait l'esprit vif, mais il s'était tellement habitué à la gravité, à la lenteur, qu'il mettait du flegme et de la réflexion dans toutes ses réponses (1); il se contenait parfaitement, il disait rarement des choses dures, mais il prenait des résolutions soudaines, élevait haut ou frappait de disgrâce les gentilshommes qui l'entouraient, et une fois ses résolutions prises, il en revenait difficilement. Il avait de la sagacité dans l'esprit, mais une si puissante opinion de lui-même, qu'il se laissait peu diriger par les conseils; on aurait dit que le roi avait fatigue de toute domination ministérielle; il avait souvenir de Louis XIII sous Richelieu, de son enfance à lui-même sous Mazarin; il voulait constater aux yeux des peuples qu'il était roi.

Le jeune frère de Louis XIV, Philippe de France, duc d'Orléans, avait deux ans de moins que le roi; prince de mœurs douces, d'un courage de champ de bataille, et d'habitudes efféminées à la cour, vrai type de cette noblesse qui se berçait dans les plaisirs et conrait aux combats avec une valeur de chevalerie. Il y avait jalousie entre les deux frères; les bruits qui circulaient depuis, sous la régence, n'avaient point cours encore; on ne parlait ni du mystère de la naissance de Louis XIV, ni de ces accusations d'adultère, de ces suppositions de l'aisance au profit du puîné contre un enfant jumeau qu'on voulait retrouver depuis dans le Masque de fer, mystère d'Etat, légende politique, car il en faut au peuple (2). Mais la jalousie de Philippe d'Orléans était fondée sur cette volonté de Louis XIV de tenir tout ce qui était sa famille même dans les rapports de profond respect envers la royauté; il voulait qu'une certaine distance retint dans la soumission ses plus proches parents; n'était-ce pas dans la famille des rois qu'on avait choisi ces chefs d'opinions, lesquels, à l'époque de la Ligue et de la Fronde, avaient pris en main la cause des gentilshommes mécontents ou des halles séditionnaires? Le duc d'Orléans jalonsait le droit d'aisance de son frère; la vieille hiérarchie monarchique était pour lui un joug d'autant mieux senti, que Louis XIV prenait comme à plaisir de le lui rappeler. Philippe d'Orléans avait épousé Henriette d'Angleterre, fille de Charles 1^{er} décapité à Whitehall, sœur de Charles II, d'abord fugitif enfant, puis restauré

sur son trône, roi léger et oublieux de ses malheurs dans les bras de sa maîtresse la duchesse de Portsmouth. Henriette d'Angleterre avait été élevée à la cour de France, et le roi la traitait avec une tendresse galante qui tenait à la beauté de sa personne, à la grâce et à la facilité de son esprit.

Anne d'Autriche, la mère de Louis XIV, naguère si puissante dans sa tutelle, avait vu son autorité décroître, même à la fin du ministère de Mazarin. Quand le roi se fut réservé la direction des affaires, Anne d'Autriche se relégna dans le Val-de-Grâce, qu'elle embellissait de roses et de tulipes hollandaises dans de magnifiques corbeilles; c'était sa distraction. Louis XIV l'entourait de respect; c'était tout ce qu'il lui rendait, car pour le pouvoir elle n'y entraînait plus en partage; on avait réveillé les vieilles idées de Rome sur les mères des empereurs; on leur élevait des temples, mais la couronne des Césars ne touchait point leur front; et quand les poètes célébraient Anne d'Autriche, c'était comme la mère du nouvel Auguste, heureuse d'avoir donné le jour au prince. Une commune origine l'avait rapprochée de la jeune infante Marie-Thérèse, sa nièce et sa fille d'alliance tout à la fois; elles se rappelaient ensemble dans la langue du Cid, alors si à la mode, le beau soleil d'Espagne, les vastes conloirs de l'Escorial, les jardins du Tage et le couvent de Saint-Hélénse. La pauvre petite infante avait bien besoin de consolations; le roi la traitait avec égard comme la reine de France, mais il n'avait point d'amour pour elle; jeune et brillant, Louis XIV passait ses instants de plaisir parmi les filles de la cour, et quoique son choix ne fût point fixé encore sur une maîtresse en titre, il effeuillait ces roses, comme le dit Bussy-Rabutin. Toutefois la naissance d'un dauphin était venue rattacher Louis XIV à Marie-Thérèse (3); c'était une belle solennité que la naissance d'un dauphin, enfant de France, berce sur le sein de l'Hôtel-de-Ville de Paris. La reine-mère et Marie-Thérèse voyaient une cour nombreuse les entourer encore; les princes du sang, tels que Comté, Conti, qui avaient joué un si grand rôle durant la Fronde, s'étaient tout-à-fait rapprochés de Louis XIV, ils ne songeaient plus qu'aux brayantes distractions, au noble plaisir de servir le roi dans ses armées.

Cependant il ne fut bruit à cette époque que d'une galanterie sérieuse du roi, qui, pour la

(1) Le comte Bussy-Rabutin, Mémoires, an. 1661.

(2) Ce ne fut qu'après la mort de Louis XIV qu'il fut question du masque de fer; il faut se délier de l'histoire

écrite sous la régence; elle avait un but.

(3) Le dauphin naquit à Fontainebleau, le 1^{er} nov. 1662.

première fois depuis son mariage, affichait une maîtresse. Parmi les filles qui avaient l'honneur de servir Madame, il en était une d'une taille médiocre, mais délicatement prise, un peu boiteuse, des cheveux d'un blond hasardé sur le rouge, la figure marquée de petite-vérole, les yeux bruns et vifs, la bouche grande et vermeille⁽¹⁾; ses dents étaient blanches, mais larges; elle n'avait ni gorge ni épaules, son bras était petit et plat; au reste bonne fille, on la disait généreuse et sincère; son nom était Louise-Françoise de La Banne Leblanc, demoiselle de La Vallière⁽²⁾; elle avait alors dix-huit ans, et la fraîcheur du jeune âge jetait quelque éclat sur toute sa personne. Le roi, qui venait visiter souvent Madame, avait fait jusqu'alors peu d'attention à la petite de La Vallière, mais celle-ci au contraire avait remarqué le roi; elle avait dit à plusieurs de ses amies qu'elle aurait souhaité qu'il ne fût point un grand monarque. Ce bruit s'était partout répandu, et un jour que le roi était chez Madame, le duc de Roquelaure, l'homme spirituel de la cour, dit en plaisantant: « Sire, La Vallière vous aime passionnément, et ma foi ce n'est pas un vilain choix qu'elle a fait.—Quelle est donc cette fille, Roquelaure? lui dit le roi.—La voilà, Sire » et la prenant par la main, le duc de Roquelaure la fit approcher: « Venez donc, petite fille qui n'en valez qu'à de grands monarques, voici votre glorieux amant. » Le roi fut flatté de cette conquête personnelle, il reçut M^{lle} de La Vallière avec un ton de politesse affectueuse. Depuis ce temps-là, Louis XIV allait plus souvent chez Madame; quelques uns interprétaient ses assiduités par une passion qu'il avait conçue pour sa belle-sœur; mais un jour on vit le roi causer pendant plus de deux heures, derrière une porte damassée, avec M^{lle} de La Vallière, et dès ce moment on s'aperçut bien que le prince l'avait distinguée, et qu'il en ferait sa maîtresse à titre. Madame en fut très-dépitée; elle disait « qu'elle ne concevait pas que le roi pût choisir en lieu si bas, et qu'il se ravalât dans de telles amours »; mais plus l'opposition était vive, plus le monarque redoublait d'attentions, et un jour M^{lle} de La Vallière

parut avec un collier de perles et des boucles d'oreille en diamant qu'elle avait reçus de la main même du roi⁽³⁾. Quand la passion fut ainsi déclarée, M^{lle} de La Vallière eut bientôt son parti en cour; elle devint le point de mire de deux intrigues: l'une qui se rattachait à elle, l'autre qui s'opposait à sa faveur. La jeune fille paraissait comprendre le rôle qu'elle allait jouer; elle cachait de l'ambition sous sa simplicité, un peu de ruse dans sa douceur; et l'on vit bientôt tout ce qu'elle pouvait quand elle déjoua les démarches du marquis de Vardes, qui avait dénoncé à la reine les petites infidélités de son époux⁽⁴⁾. Louis XIV frappa de l'exil grands et petits; il déclara à la reine « qu'il ne voulait pas être gêné, qu'il ne faisait qu'un lit avec elle, on ne pouvait pas exiger davantage. » M^{lle} de La Vallière demeura donc en pleine possession de toute la faveur du roi, mais elle trouvait des moqueries et des sarcasmes tout autour d'elle, dans les antichambres de Madame, si bien que, pour échapper à ces railleries, M^{lle} de La Vallière, moins par dévotion ascétique que par le sentiment de sa fierté blessée, se retira en toute hâte au monastère de Chaillot. Là elle pouvait essayer sa puissance sur le cœur du roi⁽⁵⁾; si ce prince l'abandonnait, eh bien! alors elle échappait à une position de cour qui n'était pas tenable; si au contraire l'amour du roi était aussi vif que profond, il éclaterait par des démonstrations passionnées. Tels étaient les petits calculs que faisaient les amies de M^{lle} de La Vallière, en conseillant à la jeune fille la retraite au couvent de Chaillot. Les monastères étaient alors un lieu d'asile et de repos; on n'avait pas besoin d'y prendre le voile pour y trouver protection dans les dépités et les douleurs de la vie.

Le roi apprit dans une audience qu'il donnait à l'envoyé du doge de Gènes, la fuite de sa maîtresse; ses traits se décomposèrent; impatient d'attendre ses carrosses, il monta à cheval, et se rend tout seul au couvent de Chaillot; il demande M^{lle} de La Vallière et l'enlève d'autorité. La jeune fille n'embrassa pas la croix pour trouver une protection contre ses faiblesses; son amour était trop vif pour qu'elle résistât; elle suivit donc le roi, qui la

(1) Je calcule ce portrait d'après le grand tableau en pied de la duchesse de La Vallière et les Mémoires du temps.

(2) Bussy-Rabutin, qui n'aimait pas la duchesse de La Vallière, la fait descendre d'une famille bourgeoise de Tours, *Voyez l'Histoire amoureuse des Gaules*, pag. 236.

(3) Les Mémoires s'occupent de ces premières amours du roi comme d'une grande affaire.

(4) Déjà à cette époque les pamphlets hollandais parlaient de l'amour du roi; il faut les comparer avec discrétion aux Mémoires contemporains, Saint Simon est ennemi de Mademoiselle de La Vallière.

(5) Tout ce qui a été dit des résistances de mademoiselle de La Vallière doit être placé dans les gracieuses légendes d'amour qu'on a écrites sur elle.

conduisit lui-même chez Madame : « Vous prendrez soin de cette personne, lui dit le roi, elle m'est plus chère que ma vie. — Vous me donnez-là un bel emploi, Sire, reprit Madame; je ferai ce que Votre Majesté m'ordonne. Je regarderai La Vallière comme une fille qui vous appartient. » Madame insista avec ironie sur ce mot de *fille*, pour faire comprendre quel emploi M^{lle} de La Vallière était destinée à occuper auprès du roi. Depuis ce moment la passion de Louis XIV devint impétueuse : la reine-mère voulut lui faire des remontrances; il lui répondit sèchement et en présence de toute la cour, « qu'on avait bonne grâce de prêcher la vertu quand on était sur le retour. » La pauvre petite infante se contenta de lui dire avec beaucoup de douceur : « En vérité, Sire, vous n'êtes guère maître de vos passions. — Si je ne le suis pas de mes passions, je le serai de ceux qui me feront pièce. » M^{lle} de La Vallière fut créée duchesse. Bientôt la pâlleur, la fatigue de ses traits unoncèrent à la cour qu'elle était grosse. Louis XIV en fut transporté de joie, il veillait sur sa maîtresse comme sur l'objet de sa plus intime affection; quand elle fut en mal d'enfant, le roi la soutint de ses propres mains dans ses douleurs; ses habits étaient en désordre. La duchesse de La Vallière, en se pendant à son cou, lui déchira un collet de point d'Angleterre de dix mille écus. Quand elle tomba en pâmoison et syncope; « elle est morte! » s'écria M^{re} de Choisi. Et le roi, fondant en larmes, s'écriait : « Rendez-la-moi, et prenez tout ce que j'ai. » La duchesse de La Vallière accoucha d'une fille qui fut nommée M^{lle} de Blois (1).

Les amours de Louis XIV avaient un grand retentissement à la cour, qui déployait un éclat merveilleux. Les rois de France, depuis Henri IV et sous l'influence des Médicis avaient pris le goût des bâtiments somptueux, des palais magnifiques. Chaque prince avait voulu marquer son règne par quelques uns de ces nobles demeures, lesquelles, plantées au milieu des bois épais, offraient le plaisir de la solitude et de la classe. L'enfance de Louis XIV s'était passée à Saint-Germain, lieu fortifié plutôt encore que maison de plaisance. Saint-Germain était le véritable château féodal du moyen âge, avec ses larges tourelles, ses meurtrières, ses escaliers en colimaçon, sa cour de Diane de Poitiers, sa forêt des vieux temps. Monument de l'esprit d'une autre époque, et sans aucune unité, il ne s'y révélait pas

Touvrage d'un seul roi, mais de la marche des arts et des siècles. Louis XIV voulut avoir son palais à lui, en harmonie avec l'idée une et majestueuse qu'il s'était faite de la royauté. Il choisit Versailles, jusqu'alors simple rendez-vous de chasse, maison des bois jetée sur un terrain sec et aride. Son projet fut de créer de rien quelque chose, et d'imiter ainsi l'œuvre de Dieu; des sommes immenses furent prodiguées pour y creuser des canaux à perte de vue, des cascades, des allées couvertes, des labyrinthes mystérieux. Il y eut des escaliers de marbre; des aqueducs élevèrent les eaux au-dessus des montagnes, les portèrent à travers les vallées dans de vastes réservoirs; des arbres d'une colossale grandeur furent transportés dans des masses de terre pour en conserver les racines, des statues de marbre et de bronze, des conques de porphyre, des herceaux d'orangers et de eitroutiers croisaient leur feuillage, et mollement se balançaient sur ce peuple de courtisans qui parcourait les sombres allées. Versailles fut une merveille, mais une merveille toute décolorée, car le manque de nature s'y révélait partout; cette monotonie dessinée, ces eaux vertes et saumâtres, ces gazons entretenus à tant de frais, ces statues couvertes de mousse, ces magnifiques escaliers incrustés, tout cela a je ne sais quoi de compassé qui indique une vie factice créée par l'homme. Oh! combien étaient préférables ces petits bijoux du moyen âge féodal, ces châteaux façonnés, ces petites tourelles ici là flanquées, ces larges pavillons du centre, cette salle d'armes, ces petits réduits qui formaient les angles de la tour d'où l'on voyait venir de loin les pages sur leurs destriers, alors que le nain du château faisait entendre le son d'un cornet retentissant! Qui n'éprouve un sentiment de tristesse en descendant ce vaste péristyle de Versailles? Le cœur se flétrit à l'aspect de cette solitude; l'imagination seule la peuple. Il y a au fond de ce tableau une lutte si constante entre la nature et l'art, qu'on dirait un corps qu'on vent vainement rappeler à la vie. Versailles est comme une belle figure de cire, bien pleine de vermillon, avec les yeux brillants de verre, la bouche toujours au sourire; ses grands arbres, ses parcs, ressemblent à ces chevelures ondoyantes et d'emprunt qui se déploient en boucles noires sur la peau desséchée d'un front vieilli et chauve (2).

Il y eut cette année une création des chevaliers de l'ordre du Saint-Esprit, la seule des chevaleries

(1) Pour tout ce qui tient à Madem. de La Vallière, il faut lire et comparer le *Passé-Temps royal*, dans les *Amours des Dames illustres*, l'*Histoire*

amoureuse des Gaules, par Bussy-Rabutin, etc.

(2) Je donnerai plus tard le budget des bâtiments de Versailles.

prises en cour, car elle constituait la haute noblesse. Les chevaliers de l'Ordre reconnaissaient pour grand maître et souverain le roi; désignés comme novices dans les six mois qui précédaient leur réception, ils entraient en chapelle le jour de Pentecôte (1); ils se rendaient tous en procession dans leur magnifique costume en toiles d'argent, en bas de soie gris de perle, en souliers blancs et la mule de velours noir; la toque également de velours noir, relevée d'une agrafe de diamant avec une aigrette, leur riche cape de soie était brodée de perles et de pierres; et au-dessus se voyait en argent le Saint-Esprit qui rappelait les jours de fatale mémoire du règne de Henri III. Pour être chevalier de l'Ordre, il fallait faire preuve de noblesse en plusieurs quartiers, et le maréchal Fabert eut la modestie de refuser d'y entrer, car sorti des rangs de l'armée, il n'avait d'autre illustration que son épée; le roi voulait le dispenser des preuves, mais Fabert persista, et ne voulut point violer les statuts de l'Ordre (2).

Il y eut aussi une promotion de ducs et pairs, dignité alors ambitionnée, parce qu'elle donnait droit à tous les honneurs de la cour; les ducs étaient en France ce que les grands étaient en Espagne, les *ricos hombres*; les dignitaires s'asseyaient en présence du roi, comme la grandesse restait son chef couvert devant la royauté, en souvenir des vassaux puissants. La promotion s'éleva au nombre de quatorze; c'était considérable sans doute, mais il s'agissait aussi de briser la majorité du parlement: les ducs y avaient siège au même degré que les présidents à mortier; ils délibéraient avec les magistrats, ils prenaient part à toutes les séances, et dans les lits de justice leur voix était comptée (3). La noblesse envahissait les bancs de la magistrature.

Dans une cour toute jeune, rien de plus simple que cet amour de fêtes et de dissipations, cette ardeur de ballets et de danses. Le sieur de Benzerade nous a laissé tout au long la description d'un grand ballet, *les Amours déguisés*, qui fut dans cette

année (4). Vous dirai-je que l'ouverture du théâtre fut une agréable dispute entre Pallas et Vénus; la première accompagnée des Vertus et des Grâces, l'autre des Amours et des Plaisirs? Mercure, pour les accorder, prend le roi comme arbitre. Que dire ensuite de cette jolie troupe d'Amours qui veulent mettre Proserpine en la puissance de Pluton? Proserpine était la reine. Et ensuite s'offrait le palais d'Armide, Renaud énamouré à ses pieds, et Renaud c'était encore le roi. Parlerai-je des sauvages de la Colchide, des amours déguisés en dieux marins et en tritons, et ces belles nymphes si gracieuses qu'autour d'elles on ne voyait que de l'onde, autour d'elles tout était en feu (5)? Enfin l'embranchement de Troie, des guerriers un flambeau à la main; puis quatre soldats et quatre goudjaks qui se disputaient le butin après l'incendie du château de Priam.

Le divin talent de Molière nous a conservé aussi la description de la fête « des plaisirs de l'île enchantée », qui se donna à Versailles. C'est là que fut représentée pour la première fois *la princesse d'Elide*, comédie mêlée de danses et de musique. Toute la fête roula sur le palais d'Aleïne, si gracieuse création du Boïardo; Aleïne, dont le petit pied soutenait un voluptueux édifice d'ivoire et de éarmin, tel qu'il nous est décrit dans l'*Orlando innamorato* (6). Le roi représentait le brillant Roger; le harnais de son beau coursier était couleur de feu, le hennissement du palefroi faisait retentir le palais de la fée. Le duc de Guise représentait Otger le danois; le comte d'Armagne Aquilan le Noir; le duc d'Orléans faisait Rolland. Des chars couverts d'or, des monstres célestes, le serpent Python, le Temps avec sa fanx et sa vieillesse décrépite, les douze heures avec les signes du zodiaque; des pages, des chevaliers avec des vestes couleur de feu enrichies d'argent. Et au milieu de ces pompes, mademoiselle de Brie, de la troupe de Molière, vint adresser des vers à la reine, tandis que les douze signes du zodiaque et les quatre saisons dansaient un ballet: le Printemps, vêtu en vert brodé d'ar-

(1) Voyez les statuts de l'Ordre du Saint-Esprit dans l'*Armorial de France*. — Louis XIV érigeant des chevaliers du Saint-Esprit (Médaille).

Grand roi donnant des prix d'honneur,
Vous faites plus qu'on ne pense,
Car vous inspirez la valeur
Sous prétexte de récompense.

(2) La lettre de Fabert a été publiée; elle se trouve textuellement copiée dans le recueil de gravures ma-

T. I.

nuscrites. Biblioth. du roi, nd ann. 1662. — Les médailles du règne de Louis XIV en contiennent une de grande dimension sur la promotion de l'Ordre du Saint-Esprit.

(3) Registre du parlement, ad ann. 1662.

(4) Voyez les œuvres si remarquables de Benzerade, tome I.

(5) Il faudrait qu'autour d'elles on ne vit que de l'onde,

Autour d'elles tout est en feu.

(6) Chant vi.

gent, montait un cheval d'Espagne; l'Été paraissait sur un éléphant, l'Automne sur un chameau et l'Hiver sur un ours. Ensuite se déploya une magnifique table, qu'entourait le quadrille de l'Abondance, de la Joie, de la Propreté et de la bonne Chère. Des masques, brillamment vêtus, soutenaient deux cents flambeaux de cire blanche qui portaient chacun vingt-quatre bougies. L'Aurore chantait un beau récit, c'était le réveil pour la chasse. « Il faut avoir vu M. de Molière, dit un contemporain, qui dormait sous l'habit de Lisiscas, et les figures inimitables qu'il fit en s'éveillant au bruit des vœux, pour juger de ce jeu de théâtre, dans lequel aucun de ceux qui l'ont copié depuis ne l'a jamais bien imité. Enfin Lisiscas s'étant mis aussi à crier de toute sa force, plusieurs cors et trompes de chasse se firent entendre, et concertés avec les violons, commencèrent l'air d'une entrée sur laquelle six valets de chiens dansèrent avec beaucoup de justesse et de disposition, reprenant à certaines cadences le son de leurs cors et de leurs trompes (1). »

Ces fêtes n'étaient pas seulement de royales distractions et les plaisirs d'une jeunesse folâtre; elles avaient pour but de donner une occupation à l'esprit de la noblesse, de l'amollir et de le distraire dans des galanteries efféminées. On voulait la réunir à la cour de Versailles, et par conséquent détruire l'esprit provincial, les plaisirs de châteaux, la vie militaire et murée de la gentilhommerie dans les vieux manoirs. Ensuite ces fêtes multipliaient les dépenses, ruinaient la noblesse, et la faisaient ainsi plus immédiatement dépendre de la grandeur royale. Les nobles devenaient besogneux; ils avaient nécessité, pour vivre selon leur rang, que la royauté leur tendit sa main, et cela les plaçait dans une perpétuelle soumission; ils ne tenaient leur vie que de la couronne. Ce luxe enfin jetait de l'argent parmi les métiers, faisait travailler les manufactures, agrandissait la fortune de la bourgeoisie; ce n'étaient que brocards d'or, que tentures magnifiques, que soieries, rubans, joaillerie et bijoux. Combien cette nécessité d'étaler un luxe d'État et de maison ne dut-elle pas accroître l'activité des classes bourgeoise et marchande! La richesse des cours, contre laquelle la philosophie populaire s'est si souvent élevée, est néanmoins le plus puissant mobile de la circulation et de l'industrie; c'est le type sur lequel les familles se modelent. Dans un état social qui n'est pas à son apogée de civilisation, il faut des consommations exceptionnelles et toutes de magnificence pour alimenter la production.

(1) BERNIERE, SES ŒUVRES, tom. 1.

CHAPITRE III.

RELATIONS EXTERIEURES DE LA FRANCE.

Situation de l'Europe après le traité des Pyrénées.

— Question de préséance pour les ambassadeurs de France et d'Espagne. — Le duc de Créquy à Rome. — Insulte au palais de France. — Traité de réparation. — Succession de Lorraine. — Conséquences de la restauration d'Angleterre. — Cession de Dunkerque à Louis XIV. — Renouvellement des alliances avec la Suisse.

1661 — 1663.

Le traité des Pyrénées avait mis fin aux grandes guerres entre la France et l'Espagne, comme les traités de Munster et de Westphalie avaient posé un terme aux longues rivalités de l'Empire et du nord de l'Europe. La paix régnait donc après les sanglantes secousses imprimées au monde par la Réforme; on avait pu sans danger diminuer les armées, rendre à la culture des terres les paysans levés par des engagements ou par suite des devoirs du vasselage. Bon nombre de troupes étaient licenciées; des documents incontestables portent à plus d'un tiers la réduction qu'avaient éprouvée les régiments et les escadrons dans les différentes armes en France (2); le repos était partout, et la noblesse pouvait se livrer joyeusement à toutes ces fêtes que le roi multipliait dans ses magnifiques résidences.

Un des soins de la couronne, depuis Henri IV surtout, avait été de choisir de dignes et habiles ambassadeurs à l'étranger. A mesure que le droit des gens prenait une force nouvelle, les prérogatives des ambassadeurs reposaient sur des bases plus respectées. Richelieu, Mazarin avaient envoyé auprès des cours étrangères des hommes d'une maturité d'esprit et d'une finesse de moyens remarquables. Il y avait alors des familles qui, de père en fils, se destinaient à la diplomatie; les ambassades étaient leur étude et leur ambition; ces familles étaient ou parlementaires ou nobles. On aimait les gentilshommes parce qu'ils apportaient de la fierté, une certaine hauteur de formes, une magnificence de costumes et d'attributs, propres à éblouir une na-

(2) « Etat militaire de la France, de 1661 à 1665 dans les papiers de Louvois. »

tion alliée ou rivale. On aimait les parlementaires, parce qu'en eux se déguisait une certaine subtilité de clerc, une étude profonde des mœurs, des usages, et l'intelligence des faits qui donnait à leurs dépêches un haut caractère d'aperçus et d'examen. Selon le cardinal Mazarin, « le meilleur ambassadeur était celui qui réunissait le caractère haut et magnifique des gentilshommes, l'étude et la finesse des fils du parlement (1). » Ces qualités ainsi mariées se rencontraient dans les noms tels que les comtes d'Estrades, Lionne, d'Avaux, le duc de Créqui, le comte de Gramont, qui occupèrent les premières ambassades sous Mazarin et Louis XIV (2).

On mettait à cette époque un grand prix aux questions de préséance; c'était un temps tout de formules d'étiquette, et il ne faut pas croire que ces âges soient puérils; chaque chose a son principe, chaque habitude sa cause; les formules coexistent souvent des questions sérieuses et sociales, les préséances ne sont que la hiérarchie: qu'est-ce que la hiérarchie, si ce n'est la société? Dans les difficultés de diplomatie, la question de savoir si un ambassadeur aura le pas sur un autre décide souvent de la supériorité d'un cabinet. Or cette question de primauté devait s'élever puissamment surtout entre la France et l'Espagne. Depuis le seizième siècle, la lutte s'était engagée (3); Charles-Quint et Philippe II avaient voulu soumettre à leur monarchie la couronne des Valois et des Bourbons, ils l'avaient touchée de leur grande politique; depuis, l'Espagne avait éprouvé bien des revers de fortune; non seulement la France pouvait prétendre à l'égalité avec elle, mais après les ministères de Richelieu et de Mazarin, la supériorité était complètement conquise, dès lors on devait s'empresse de la constater. Un fait est traditionnellement acquis comme un droit lorsqu'il est consacré par l'usage et le temps.

(1) Dépêche à Letellier, ad ann. 1659.

(2) Il y a dans le médaillon de Louis XIV (Bibliothèque royale) une médaille sur l'altitude du monarque par rapport à l'Europe. Pour exprimer les prompts effets de l'application du roi aux affaires, on l'a représenté sous la figure d'Apollon, assis sur un globe chargé de trois fleurs de lis. D'une main il tient le gouvernail, pour marquer qu'il conduit tout par lui-même, et de l'autre une lyre, symbole de la parfaite harmonie. La légende: *Ordo et Felicitas*, et l'exergue *Rege curas imperii copessente* 1661; ils signifient que le roi ayant pris les rênes de l'état en 1661, l'ordre et la félicité ont commencé d'y régner.

(3) La dispute de préséance commença à Venise en 1558; elle se reproduisit à Rome en 1564, en Pologne en 1573.

(4) Mémoires politiques et dépêches du comte

Ce fut à Londres, dans une cérémonie publique, que le comte d'Estrades voulut assurer violemment sa prééminence sur l'ambassade espagnole, dirigée alors par le baron de Vatteville (4). Le comte d'Estrades avait annoncé que si l'ambassadeur espagnol osait prendre le pas sur lui, il ordonnerait à ses pages et estafiers d'ambassade de couper les traits des mules, de telle sorte que le carrosse étant arrêté, lui, noble ambassadeur de la couronne de France, prendrait la tête du cortège. Que fit le baron de Vatteville? Sous les cordes en cuir et les traits de ses mules pimpantes, il fit mettre des chaînes en fer, de sorte que lorsque les estafiers de France arrivèrent pour les couper, ils trouvèrent une résistance qui les irrita au dernier point: on en vint aux mains dans les rues de Londres; gentilshommes et valets coururent les uns sur les autres, et tandis que la paix était signée aux Pyrénées entre les deux couronnes, le sang coulait à Londres et la guerre était prête à renaitre; car sur la dépêche du comte d'Estrades, Louis XIV indigné donna ordre au comte de Fuensaldagne de quitter la cour sur-le-champ; il déclara que si l'on ne faisait pas satisfaction à son ambassadeur, il recommencerait la guerre immédiate et forte; il intimait en *ultimatum* à l'Espagne, qu'elle eût à reconnaître comme un droit irrévocablement acquis, « que les ambassadeurs de France avaient le pas sur ses envoyés au même degré. » Philippe IV était vieux et affaibli, il désavoua donc les rodomontades du baron de Vatteville, et le marquis de la Fuente eut mission de venir déclarer en plein Louvre que désormais les ambassadeurs d'Espagne céderaient le pas à ceux de France dans toutes les cérémonies. Louis XIV mit de la solennité à cet aveu, sorte de foi et hommage qu'il recevait. Le procès-verbal en fut dressé en présence du conseil et du corps diplomatique (5), et lorsque

d'Estrades, en manuscrit (Bibliothèque du roi).

Lors de la discussion sur les préséances entre les ambassadeurs de France et d'Espagne à Londres, on vendit une caricature représentant l'ambassadeur espagnol sur un âne, recevant la bastonnade de la main d'un Français:

On ne va plus à Rome, on vient de Rome en France. Pour gagner les pardons de quelque grande offense; L'Italie tout entière est soumise à ces lois, Un Espagnol s'oppose à ce droit de nos rois, Mais un Français présent jura des bastonnades. Et punit l'insolent de ses rodomontades. 1661.

(5) Procès-verbal a été gardé de cet hommage de l'Espagne; voici quelques fragments du texte qui est en original à la Bibliothèque du roi, manuscrit de Béthune: « Ce jourd'hui 24^e mars 1662, Sa Majesté ayant eu agréable de

le marquis de la Fuente, un des envoyés, eut dit en espagnol : « Le roi notre seigneur reconnaît que la préséance est due aux ambassadeurs de France », Louis XIV répondit avec dignité : « Je m'avisais d'avoir entendu la déclaration que vous avez faite de la part du roi votre maître, d'autant qu'elle m'obligerait à continuer de bien vivre avec lui. » Puis se tournant vers le nonce qui était là comme doyen des ambassadeurs, le roi ajouta : « Vous avez ouï la déclaration que M. l'ambassadeur d'Espagne m'a faite ; je vous prie de l'écrire aux rois vos maîtres, afin qu'ils sachent que Sa Majesté Catholique a donné ordre à ses ambassadeurs de céder le rang aux miens en toute occasion (1). » Louis XIV mettait une grande importance à ainsi constater sa supériorité dans les relations à l'extérieur ; il voulait relever sa dignité à l'étranger comme il l'avait restaurée en France après la Fronde ; il se montrait le maître partout ; et pour cela, le moment était bien choisi : jeune comme il était, Louis XIV pouvait effrayer la vieille Europe. Il est des époques usées où une volonté vigoureuse et tenace dirige facilement la société ; elle obtient tout ce qu'elle ordonne, parce qu'il n'y a plus aucune énergie dans ce qui lui est opposé ; c'est le temps où un esprit mâle et digne peut étreindre un pays et le dominer de sa hauteur ; il n'y a plus devant lui de force sociale qui l'arrête.

Le duc de Créquy tenait l'ambassade de Rome avec un faste digne de sa maison et de la couronne de France. Le pavillon fleurdelisé n'était point alors aimé dans la capitale du monde chrétien ; Mazarin s'était élevé contre l'élection du nouveau

pape, Alexandre VII ; les princes Chiggi, de la famille pontificale, voyaient avec des haines italiennes tous les familiers de l'hôtel de France. Un jour que quelques pages du duc de Créquy s'en revenaient de la *piazza d'Espagna* vers la *piazza del Popolo*, ils se prirent de querelle avec la garde corse du pape ; ils en vinrent aux mains, et bientôt ces soldats irrités assiégèrent le palais de l'ambassade de France ; ils insultèrent même M^{me} de Créquy à sa sortie de Saint-Pierre jusqu'à l'obélisque de Trajan, où la poursuivant à coups de cailloux pris au Tibre ; et le lendemain, comme s'il s'agissait d'une révolte de peuple, les Corses se rendirent sous l'arc de Titus (2), au *Campo Vaccino*, non loin du Colisée, pour de là assiéger les Français dans l'hôtel de M. de Créquy. Le désordre fut grand ; mais l'ambassadeur, conservant toute sa dignité, expédia à l'heure même un courrier à Louis XIV. Le roi ordonna au nonce de quitter Paris le même jour ; un arrêt du conseil confisqua le Comtat d'Avignon ; des régiments français passèrent le Rhône sur deux points et s'emparèrent des terres papales ; l'ordre fut donné à l'escadre de Toulon pour qu'elle eût à se porter à Civita-Vecchia et à y débarquer les troupes du roi. De telles mesures excitèrent un haut sentiment de crainte dans Rome ; le pape offrit toute sorte de satisfaction ; la garde corse fut licenciée, le cardinal secrétaire d'Etat destitué. Enfin un traité solennel fut conclu pour fixer désormais les rapports du souverain pontife et du roi de France ; on obligea le pape à quelques résessions territoriales favorables au duc de Mantoue et à la Toscane (3). Ce traité avec la cour de Rome, la re-

donner audience dans son grand cabinet amarré de la Fuente, nouvellement arrivé en sa cour, et M. le comte d'Armagnac l'ayant amené à Sa Majesté ledit marquis de la Fuente, après lui avoir présenté la lettre de créance du roi catholique qui le déclarait son ambassadeur, et fait ses compliments en la manière accoutumée, rendit à Sa Majesté une seconde lettre du roi catholique, aussi en espagnol sur lui, au sujet de l'offense commise par le baron de Vatteville ; en présence de nous, Louis Phelippeaux, sieur de la Vrillière, comte de Saint-Florentin, baron de Herville et de Châteauneuf-sur-Loire, commandeur des ordres du roi ; Henri de Guénégon, seigneur du Plessis, marquis de Monci, vicomte de Semoine, baron de Saint-Just, commandeur des Ordres de Sa Majesté ; Michel Letellier, aussi commandeur desdits Ordres et Louis-Henri de Loménie, comte de Brienne et de Montbrou, baron de Pougny ; tous conseillers du roi notre dit seigneur en ses conseils, secrétaire d'Etat et de ses commandements. »

(1) Procès-verbal en original. Bibliothèque royale.

— On frappa une médaille sur le droit de préséance reconnu par l'Espagne. La légende : *Ius præcedendi assertum*, droit de préséance confirmé. L'exergue : *Hispanorum excusatio coram XXX Legatis principum*, 1662.

(2) Il y eut une dissertation spéciale sur cet événement diplomatique ; elle porte le titre d'*Histoire des démêlés de la cour de France et de la cour de Rome*, par M. Régnier-Desmarests, Paris, ann. 1665. — Voyez aussi les *Risées de Pasquin*, ou l'*Histoire de ce qui s'est passé à Rome entre le pape et la France*, dans l'ambassade de M. de Créquy, in-12, ann. 1662. — Lettre du roi au pape sur l'affaire de M. de Créquy, et autres pièces, dans le manuscrit coté n° 311, Suppl. franç., et le n° 1038, fonds de Saint-Germain, ann. 1662. — Relation de la conduite présente de la cour de France, adressée à un cardinal de Rome en 1664, mss. col. n° 190, fonds de Saint-Germain.

(3) Voici le préambule de ce traité de satisfaction : « Le détestable attentat commis dans Rome par les sol-

connaissance de la suprématie diplomatique de la France sur l'Espagne relevèrent tout-à-fait la dignité des ambassadeurs du roi à l'étranger. Il y eut un sentiment d'obéissance éraltive pour tout ce qui émanait de Louis XIV ; on prit garde de ne jamais blesser cette majesté royale ; on sut tous les résultats d'une offense jetée à sa face, qu'elle élevait si haut.

En même temps un plus utile traité donnait Dunkerque à la France ; Dunkerque, ville espagnole d'abord, avait été cédée à l'Angleterre à l'époque de Cromwel ; par ce moyen Mazarin avait obtenu l'alliance intime du Protecteur durant la guerre d'Espagne. La possession de Dunkerque offrait un intérêt immense pour la France ; c'était tout à la fois la clef de la Flandre et de la Picardie, un point fortifié et de débarquement facile pour les Anglais. La possession de Dunkerque devenait comme le complément d'un système de fortifications ; la frontière de France était désormais préservée. Cette cession de Dunkerque se fit au prix d'un subside de 5 millions payé par Louis XIV à Charles II (1), conséquence de la restauration des Stuarts. Les relations intimes entre Louis XIV et Charles II dataient de l'exil de ce prince en France ; pour se maintenir sur son trône à peine relevé, Charles II avait besoin de la protection de Louis XIV. Un plan parait dès cette époque arrêté entre les deux souverains : la restauration de France avait été absolue,

faits corse, le 20 août 1662, contre M. le duc de Créquy, ambassadeur extraordinaire du roi très-chrétien, ayant donné à Sa Majesté un juste sujet de déplaisir, et causé à Sa Sainteté une très-vive douleur ; sa dite Sainteté, comme un bon père jaloux de l'honneur de ses enfans, désirant réparer entièrement une telle injure faite au fils aîné de l'Eglise, en la personne de son ambassadeur, afin d'entretenir de son côté, ainsi que Sa Majesté du sien, une parfaite correspondance, et de prévenir tous les maux que la chrétienté pourrait souffrir des suites de cet accident, a donné à M. Rasponi plein pouvoir et faculté entière de convenir avec le plénipotentiaire du roi très-chrétien des satisfactions dues à Sa Majesté pour un si grand outrage. » Extrait du traité de Pise, le 12 février 1664. — Il existe une médaille sur ce traité de Pise. (Bibliothèque royale). — Sur la pyramide érigée à Rome par suite de l'insulte faite à M. de Créquy, on lisait : *In exsecrationem damnati facinorosi contra duem Crequium oratorem regis christianissimi a militibus coris, 13 kal. septembris anno 1662, Petri corsica natio inhabilis et incapax ad ardi apostolicæ inseriendum ex decreto jussu serenissimi Alexandri VII, pont. max. edito in executionem concordia Pisis initæ ad perpetuam rei memoriam declarato est.* 1664.

le roi se trouvait le maître avec la libre disposition de son royaume ; il n'en était pas ainsi de Charles II ; celui-ci était aux prises avec son parlement, en présence de ses communes parliementaires et mécontentes. Tout avait bien marché pendant les cinq premières années, mais la monarchie anglaise était travaillée par les sectes diverses, par les vieilles opinions qui restaient comme un débris des temps de Cromwel et de la république. Si donc Louis XIV prêtait des subsides et des hommes, n'y avait-il pas moyen de rétablir l'autorité en Angleterre aussi forte, aussi puissante qu'elle l'était dans la monarchie de France ? Ensuite d'autres projets étaient concertés entre Charles II et le roi. Henri IV et Richelieu avaient favorisé l'établissement et la consolidation de la république hollandaise ; il s'agissait pour eux d'affaiblir les forces de l'Espagne. Depuis, les Etats-Généraux avaient excité de vives craintes dans l'esprit de Louis XIV ; de la Hollande partaient la plupart des écrits anti-monarchiques ; le double symbole républicain et calviniste s'était là posé en face du principe absolu, couronné en France.

Pour l'Angleterre et la famille des Stuarts, il y avait encore d'autres dangers : d'abord la rivalité maritime ; la Hollande s'élevait à un degré de force et de prospérité qui devait blesser la supériorité des mers proclamée par la Grande-Bretagne ; enfin la maison d'Orange avait des rapports avec les sectes dissidentes et les mécontents de l'Angleterre. Plus

(1) Voici l'article vi du traité, tel qu'il fut arrêté par le comte d'Estrades à Londres, le 27 octobre 1662 : « Ladite vente faite pour et moyennant le prix et somme de cinq millions de livres, à compter en la manière et monnaie de France, ayant cours présentement ; savoir, l'écu d'argent à 60 sous. De laquelle somme il sera payé comptant deux millions de livres dans ladite place en même temps qu'elle sera remise entre les mains dudit seigneur roi très-chrétien ou de ses commissaires, lesquels deux millions seront portés et remis dans les vaisseaux que ledit seigneur roi de la Grande-Bretagne enverra dans les havres de ladite place à cet effet, et qui auront la liberté d'en sortir quand bon leur semblera. Et les trois millions restans, deux ans après, savoir, quinze cent mille livres chaque année en quatre paiemens de trois en trois mois, les trois premiers de quatre cent mille livres chacun, et le dernier de trois cent mille, faisant ensemble pour lesdites deux années lesdits trois millions. Lesquels paiemens desdites deux années se feront dans ladite ville de Dunkerque à ceux qui auront ordre pour cela dudit seigneur roi de la Grande-Bretagne, pour la sûreté desquels il sera baillé caution solvable dans Londres. » Il existe à la Bibliothèque royale une médaille pour l'acquisition de Dunkerque.

tard, le prince Guillaume épousait une des filles du duc d'York, tandis qu'Anne s'unissait à l'héritier du Danemark; toutes deux se posaient comme l'expression du principe calviniste et luthérien; Charles II dut chercher dans Louis XIV une alliance monarchique, une force pour se soutenir en Angleterre contre les partis. Les choses allèrent si loin qu'un traité de partage des Pays-Bas hollandais fut signé à Londres par le comte d'Estrades, et ratifié par Louis XIV. La cession de Dunkerque s'explique par ces motifs; elle était le prix donné à la France pour l'appui qu'elle prêtait à la maison des Stuarts en subsides et en hommes. Dunkerque devenait en outre un point militaire d'occupation dans la campagne que préparaient en commun contre la Hollande Charles II et Louis XIV (1).

La Lorraine était également réunie à la couronne. Cette province, érigée sous le titre de duché, avait appartenu à la maison d'Anjou, puis à celle des Guises; l'indépendance de la Lorraine était en opposition avec la circonscription géographique de la monarchie française; le duché de Lorraine était entouré de toute part par les terres de France, ses ducs ne se défendaient que par l'antiquité de leur maison, et la protection qu'ils avaient acquise des empereurs d'Allemagne. La Lorraine était un beau pays, à la convenance des rois de France; ils l'avaient plusieurs fois réunie par la conquête; Louis XIV chercha à l'obtenir par la stipulation des traités. Charles de Lorraine céda au roi la propriété de ses domaines de Lorraine et de Bar, leurs dépendances et annexes, pour les posséder après son décès, en tout droit de souveraineté, et demeurer à jamais unis et incorporés à la couronne de France (2). Il était difficile à ce'te maison de Lorraine, vicille rivale des Bourbons, d'éviter tôt ou tard la réunion de son duché à la couronne; elle ne tenait sa bonne ville de Nancy, ses beaux domaines du Bar que par tolérance, il suffisait de quelques régimens pour les contenir. L'acte de réunion fut enregistré au parlement de Paris (3); le roi voulut donner une grande solennité à cet édit pour le rendre à tout jamais valable. C'est ainsi du moins que

s'exprima M. Talon en pleine séance de la cour (4). Il y eut des protestations du prince Nicolas-François de Lorraine, frère du duc régnant; il invoquait la loi salique et le principe de l'inviolabilité du domaine; ce fut en vain: le parlement passa outre. A la suite des revers de Louis XIV, la Lorraine fit retour à l'antique maison de seigneurs. Une des habitudes les plus profitables à la couronne de France, avait été le principe des réunions; c'était par la confiscation, les alliances et les traités que le territoire d'abord si restreint du domaine de France, qui n'allait pas au delà de la Loire, s'était étendu jusqu'à l'extrémité de la Provence, et touchait aux Pyrénées. L'agglomération des petits États dans les grands est une des conditions des époques de guerres et des vastes luttes de cabinets (5).

Louis XIV renouvelait aussi son alliance avec les cantons suisses; les bons compères amis et confédérés avaient été dans tous les temps les auxiliaires fidèles des rois de France, qui avaient eu jusqu'à 20 mille lances, halberdiers ou mousquetaires des cantons à leur solde. Les Suisses, braves montagnards, formaient une pitoyable cavalerie, caracolant en pauvres escadrons; mais pour l'infanterie, rien ne pouvait leur être comparé; ils étaient solides dans toutes leurs manœuvres, rudes à la fatigue, obéissans et doux, à moins que le vin clair ne leur montât à la tête; ils maniaient la halberde et le mousquet avec adresse, leurs balles manquaient rarement leur coup, et la pointe de leurs plumes le cœur ou la tête de leur ennemi. L'alliance avec les cantons, contractée sous Henri IV, avait été déclarée obligatoire pour ce prince et Louis XIII son fils (6); elle cessait de plein droit à la mort de Mazarin, et les deux parties avaient un égal intérêt à la renouveler. Les envoyés des cantons vinrent donc à Paris; ils furent accueillis avec empressement par le roi, qui connaissait l'ancienne fidélité des cantons; l'alliance fut renouvelée (7). Lorsque les conditions eurent été signées, on voulut donner de la solennité à la ratification; l'église de Notre-Dame fut choisie comme plus propre à inspirer par sa grandeur les sentimens de respect à ces mon-

(1) Texte du traité du 27 octobre 1662, et les dépêches originales du comte d'Estrades. — Une médaille de l'année 1662 représente la ville de Dunkerque aux pieds de Louis XIV: *Dunkerca recuperata. — Prossidentia principis.* — Une renommée avec cette devise:

Monde, viens voir ce que je voi,

Et ce que le soleil adauire;

Rome dans un palais, dans Paris un Empire,

Et tous les Césars dans un roi.

(2) Traité du mois de mars 1662, dans la grande collection diplomatique. Il existe à la Bibliothèque royale une médaille sur cette réunion de la Lorraine.

(3) Registre du parlement, ad ann. 1662.

(4) Œuvres de Talon, tom. II.

(5) Voyez sur les réunions successives à la couronne mon travail sur *Philippe-Auguste*.

(6) Voyez mon *Histoire de la Réforme*, tom. VIII.

(7) Traité du 15 avril 1663.

tagnards agrestes qui avaient quitté leurs laes et leurs montagnes: « Sa Majesté, dit une relation contemporaine, précédée des cent-suisses de la garde, arrivait à la porte de l'église, y fut reçue par les principaux du chapitre et conduite au chœur, ayant avec elle quatre hérauts d'armes, et à ses côtés les huissiers de la chambre portant les masses. Elle se plaça au milieu du chœur sur un tapis couvert de velours rouge, semé de fleurs de lis d'or, sous un riche dais, accompagnée de Monsieur, du prince de Condé et du duc d'Enghien. Les évêques et autres prélats étoient en leurs rangs accoutumés, ainsi que les secrétaires d'Etat, le corps de ville, les ambassadeurs et autres ministres des princes étrangers. Les ducs et pairs et les maréchaux de France avoient la droite, et les quatre premiers gentilshommes de la chambre venoient après. Les ambassadeurs des cantons ayant pris leurs places, et le roi les ayant salués, la messe fut célébrée par l'évêque de Chartres, et ensuite les secrétaires d'Etat montèrent sur l'estrade où étoit le roi. En même temps le sieur de Lionne, qui avoit le département des affaires étrangères, porta le traité sur un carreau semé de fleurs de lis d'or, et le secrétaire de l'ambassade des Suisses le même traité sur un autre carreau, et après que le sieur de la Barde, ambassadeur du roi auprès des cantons, eut parlé sur ce sujet, le cardinal Antoine, grand aumônier de France, s'approcha du prie-dieu du roi, et y tint le livre des Evangiles, sur lequel Sa Majesté mit la main en même temps que l'un des ambassadeurs y posa aussi la sienne. Alors le doyen du conseil, en l'absence du chancelier, fit la lecture du serment. La cérémonie étant achevée, et le *Te Deum* chanté, les ambassadeurs furent conduits à l'archevêché et régalez magnifiquement. Au milieu du repas, le roi leur fit l'honneur de venir dans la salle où ils mangeoient, but à la santé des cantons, et ajouta toutes les autres marques d'amitié propres à cimenter la nouvelle alliance (1). »

Tout étoit solennités dans les actes et les conventions; les formes religieuses avaient imprimé un caractère saint à toutes les actions dans la vie politique des Etats comme dans l'existence des individus. Il y avait plus de respect pour ce qui apparaissait dans ces fêtes d'encens et de sole, dans ces sermens prêtés aux pieds de l'autel. Jusqu'ici la diplomatie personnelle de Louis XIV n'a qu'un

but, c'est de poser son unité et sa suprématie, de constituer en quelque sorte une grande puissance d'opinion autour de ses ambassadeurs; il veut que l'Europe sache qu'on ne les insulte pas impunément, qu'il est véritablement roi, et prêt à venger, comme les chevaliers aux temps héroïques du moyen âge, toutes les insultes faites aux armoiries de sa maison. Qu'importe que ces insultes viennent de son beau-père d'Espagne ou du pape chef de la religion catholique? Son projet est de constater l'indépendance de sa couronne, et le haut sentiment qu'il a de sa propre dignité; résultat nécessaire après un temps où l'Europe entière s'étoit mêlée des affaires de France, et les avait souvent dominées par les intrigues politiques. Depuis le seizième siècle la monarchie des Valois, comme celle des Bourbons, avait été le but des conspirations diplomatiques de l'Espagne. Sous Louis XIII, comme pendant la Fronde, le cabinet de l'Escurial avait tramé les projets de révolte et de sédition. Il fallait passer aux relations régulières d'Etat à Etat, reconstruire la dignité extérieure de la France, comme sa force et son unité à l'intérieur.

CHAPITRE IV.

ESPRIT PUBLIC ET LITTÉRAIRE. — ADMINISTRATION DE LA FRANCE.

Les deux écoles, littéraire et politique. — Vieille école frondeuse. — La Rochefoucauld. — La Fontaine. — Corneille. — Ecole royaliste. — Boileau. — Racine. — Ecole chevaleresque. — Bussy-Rahutin. — M^{re} de Scudéry. — M^{re} de Sévigné. — Fondations d'académies. — Inscriptions et belles-lettres. — Sciences. — Institutions commerciales. — Administration de Paris. Embellissements. — Législation. — Uniformité et centralisation. — Publication du Code Louis.

1661 — 1666.

Deux idées se disputent éternellement le monde moral: d'un côté, le pouvoir avec l'obéissance et la hiérarchie; de l'autre, la liberté avec le sentiment

(1) Bibliothèque royale, mss. de Béthune, vol. cot. n° 9334, ann. 1663. Il existe une médaille pour le renouvellement de l'alliance avec les Suisses (Bibliothèque

que royale); une gravure dans le même recueil est très-curieuse à consulter.

exagéré du droit, l'indépendance tumultueuse et irritante. Ces idées se transforment, mais ne se perdent jamais; qu'elles se fassent mythologiques ou religieuses, qu'elles se résument dans le libre arbitre ou la Providence, dans le catholicisme ou la réforme, dans la royauté absolue ou la féodalité sans frein, dans la couronne ou le parlement, la liberté d'esprit ou la censure, la croyance ou la philosophie, la lutte est éternelle. Ainsi rien d'étonnant qu'après le triomphe de l'autorité royale sur la Fronde, l'indépendance de la pensée cherche encore à se faire jour; elle prend d'autres formes, mais la liberté a ses vieux écrivains, comme l'autorité royale a de plus jeunes adeptes; toute idée forte n'a point péri avec l'époque frondeuse.

Quand on étudie la littérature du dix-septième siècle, on aperçoit cette double tendance de l'esprit; deux écoles se manifestent dans le mouvement intellectuel: qui ne distingue dans les œuvres de Corneille un amour malé et ferme des républiques antiques? Il n'y a qu'un admirateur fervent de la liberté romaine qui puisse employer cette magnificence d'expressions républicaines, ces images austères sur les beaux temps du sénat et des tribuns. Corneille n'est point monarchique; sa plume a trop étudié dans Tacite la laide du pouvoir absolu et de la tyrannie pour que ce cœur n'en ait pas conservé une vive et profonde empreinte; sa muse porte le latéclave et vit au Forum; si Corneille, vieillard affaibli, jette l'encens au grand roi, il le fait d'une parole austère; c'est une flatterie grave qui admire, mais ne fléchit pas le genou. Lorsque la république périt sous une grande main qui prend le pouvoir absolu, alors les esprits de la vicille école de liberté, forcés d'encenser cette haute figure, le font avec une dignité triste et résignée; ils honorent l'homme supérieur qu'ils dominent, pour déplorer plus à l'aise le naufrage de la liberté publique (1).

A côté de Corneille il faut placer le naïf La Fontaine, vieux républicain de principes, et qui carresse dans ses apologues ses sympathies pour la liberté. Toutes les fois que l'ingénieux fablier pent s'élever contre la tyrannie, ne le fait-il pas avec

un indicible plaisir? Le lion, le lion, ces images de la force brute et absolue, ne sont-ils pas le symbole de la tyrannie? Les grenouilles se fatiguent de la république, et demandent un roi qui les croque: « La raison du plus fort est toujours la meilleure; tout flatter vit aux dépens de celui qui l'écoute (2); » ces maximes sont jetées là contre cette cour brillante de Louis XIV, où la pensée du maître se manifestait sans contrôle. La Fontaine se montre penseur politique dans la fable de l'Estomac et des Membres; c'est la constitution de l'Etat qu'il révèle, il explique l'harmonie du pouvoir et de la liberté, l'image de la monarchie pondérée, de la république sous un roi. La Fontaine déguise tout cela par sa simplicité; c'est une enveloppe transparente sous laquelle il essaie ses principes. Après les grandes crises de liberté, il survit encore quelques-uns de ces bons hommes des vieux temps qui, à travers la naïveté spirituelle de leurs critiques, laissent percer leurs regrets pour ce qui est tombé; frondeurs à l'aspect inoffensif, ils sèment çà et là leurs doctrines, gravent leurs opinions sur leurs œuvres, et font avancer les idées plus que les boudoirs inquiets et moroses qui déclament contre l'ordre social.

La Rochefoucauld appartient à la même école; la société tout entière excite la profonde investigation de l'auteur des *Maximes*; il s'en prend au genre humain de la triste perte de la liberté des gentilshommes. La Rochefoucauld a des idées moins larges de gouvernement que La Fontaine, il n'a point autant de principes applicables; c'est le caractère humain, c'est la famille qu'il étudie et qu'il pénètre profondément; ses formes sont plus graves, mais ses conclusions moins politiques; il tend au même but que Corneille et La Fontaine, c'est-à-dire à relever les idées de liberté; il cherche à poser des limites morales à ce pouvoir absolu de Louis XIV, qu'il salue sans doute, mais qu'il voudrait arrêter dans sa marche ascendante: La Rochefoucauld est l'école philosophique de la Fronde.

Cette magnifique autorité de Louis XIV a aussi ses défenseurs zélés. Boileau est, ce semble, l'écrivain qui a élevé le plus haut l'adoration pour le

Les petits ont pâti des sottises des grands.

Les grenouilles demandent-elles un roi, on leur en envoie un.

Qui les croque, qui les tue,
Qui les gobe à son plaisir.

De celui-ci contentes vous,
De peur d'en rencontrer un pire.

(1) Ce même caractère se reproduit à l'époque du consulat et sous l'empire de Napoléon; qu'on lise les œuvres de Chénier et de Ginguené, on y verra ces regrets pour la révolution.

(2) Dans le *Chêne et le Roseau*, on lit un avertissement aux forts et aux puissants qu'un bon coup de vent pent balayer. Puis le fablier s'écrie :

Hélas! on voit que de tout temps

pouvoir, le culte pour la royauté. C'est une adulation ampoulée dans de beaux vers, une idolâtrie pour la couronne; on dirait que le poète tient sa vie, son talent, sa tête de la volonté du grand roi : « Il cessera d'écrire si Louis ne cesse de vaincre; » ce qu'il flatte surtout dans le roi, « c'est qu'à l'exemple des dieux, il fait tout par lui-même. » Boileau, comme toute l'école bourgeoise, s'abaisse sans dignité; il n'aime pas la noblesse, les aïeux ! il n'en a pas lui-même; mais l'autorité unique de Louis XIV peut s'exercer sans frein; il le dit, il le proclame (1). Le caractère des classes moyennes est de ne pas savoir garder de mesure entre le mécontentement séditieux et la bassesse dans l'obéissance. Molière est l'écrivain royaliste par excellence, ses fêtes, ses moindres pièces, sont consacrées à la gloire de Louis XIV; toute la mythologie est mise à contribution pour exprimer l'autorité d'un seul et légitimer sa puissance, et même ses caprices; les nymphes, les dryades, les sylvestres des forêts sortent de leurs grottes humides pour célébrer la puissance du roi; en lui se concentrent tous les enthousiasmes et toutes les forces de la société. Louis XIV ne cesse pas d'être en scène dans les pompes de Molière, et ce n'est pas sans motifs que le prince comble le poète de mille grâces et de bontés inépuisables.

Racine comprend l'autorité royale sous des formes plus douces; poète religieux, il vient jeter une teinte biblique et colorée sur les amours et les faiblesses du roi; il ne veut pas qu'il y ait rien de petit dans la majesté du trône; c'est Hector s'arrachant des bras d'Andromaque pour voler aux combats, ou encore Bajazet, Alexandre ou Titus. Plus tard c'est le puissant Assuérus touché des pleurs d'Esther. Racine n'a, comme Molière, qu'une seule pensée, celle de diviniser Louis XIV; il couronne cette vie d'écrivain royaliste par un trait qui la résume tout entière : il meurt parce que Louis-le-Grand ne l'a point regardé. Et il ne faut pas croire que cette avidité d'adulation, que ce sang-froid avec lequel Louis XIV recevait l'eucens qu'on lui jetait à la face, ne fût motivé que par une vaine fierté de soi-même et le fol orgueil de sa royauté.

(1) On n'a qu'à lire, pour se convaincre de cette vérité, les nombreux discours et épitres de Boileau au grand roi : *contre les conquêtes*; sur le *passage du Rhin*. Ce que le poète admire, c'est ce

Jeune et vaillant héros dont la haute sagesse
N'est point le fruit tardif d'une lente vieillesse,
Et qui seul, sans ministres, à l'exemple des dieux,
Soutiens tout par toi-même, et vois tout par tes yeux.

T. 1.

Louis XIV avait de plus fortes idées. La Fronde avait favorisé dans toute la société de tristes opinions sur les grandes œuvres de la couronne; Louis XIV avait ses souvenirs d'enfant, tout remplis de l'abaissement de son sceptre : le roi avait été obligé de s'enfuir presque en chemise; il avait passé des nuits sans sommeil sur un lit dur et étroit. Toute cette dégradation avait laissé de fatales empreintes; plus la royauté avait été abaissée alors, plus Louis XIV s'était efforcé de la relever; il se revêtit de brocart d'or, il parut brillant comme le soleil pour effacer le souvenir de son enfance de misère; il combla sa royauté, il voulut que tout fût grave et solennel autour d'elle, et Boileau, Racine, Molière servirent ce dessein; leurs grandes œuvres placèrent le roi au-dessus des mortels; ils remplacèrent la loyauté féodale par la religion envers la couronne : le roi fut une idole offerte au respect des peuples; il reçut un nouveau sacre de la poésie pour sanctionner celui que la religion lui avait donné à Reims.

Dans ce conflit de deux opinions il y avait aussi une école littéraire de gentilshommes aux principes chevaleresques, qui cherchaient à maintenir les formes de la vieille société; l'esprit de la noblesse provinciale s'en allait, et l'on trouve la dernière expression de cet esprit pénétrant, vif et moqueur, dans le comte Bussy-Rabutin. Il y a dans l'auteur de *l'Histoire amoureuse des Gaules* (2), et dans *Mémoires sur Louis XIV*, un enquetant fin et mordant; la louange pour le roi est piquante, sacrée, comme tout ce que disait la noblesse. Ce n'est plus l'école bourgeoise; tout le livre sent le gentilhomme. M^{re} de Scudéry conserve le type purement chevaleresque des vieux sentiments; ses romans, tant attaqués par Boileau, sa douce Clélie, sont les derniers débris d'une littérature et d'une société qui s'en va, de ces temps du moyen âge, si poétique (3). Cervantes et Boileau firent une guerre impitoyable, l'un aux formes sociales et toutes colorées du moyen âge, l'autre à la littérature merveilleuse de cette époque, et en cela ils firent une mauvaise action. Boileau nous priva de tous les mythes des temps chevaleresques, qui forment no-

(2) Paris, 1665.

(3) On sait l'immense réputation dont jouit Mademoiselle de Scudéry parmi ses contemporains qui la surnommèrent la *Sapho du siècle*, après l'avoir introduite au Parnasse comme dixième muse. Son plus grand ouvrage est le roman d'*Artamène ou le Grand Cyrus*, qui a 10 gros volumes in-8°.

tre propre histoire; il lui substitua sa froide poésie, ses traductions grecques et romaines, sa plaisanterie compassée du Lutrin, farce de clercs et d'écoliers. M^{re} de Scudéry fut le représentant de la littérature des gentilshommes; elle apporta une belle âme dans de beaux ouvrages. M^{re} de Sévigné se posa sous Louis XIV comme l'esprit de la vie du Marais, des provinces et des châteaux; c'est la frondeuse convertie, mais qui conserve, comme La Fontaine et La Rochefoucauld, l'esprit mordant de la société Scarron et de l'hôtel Lesdiguières; elle n'aime point Louis XIV, quoique souvent elle l'admire; elle se maintient dans cette éritique intime qui s'attaque à la nouvelle cour et ne garde d'encens que pour les noms de la vieille Fronde, Condé, la grande Mademoiselle (1). Lorsqu'une opinion n'existe plus comme force, elle se réserve néanmoins une certaine prédilection pour ses vieux amis; elle abdique tout, excepté ses affections pour ceux qui, aux temps de lutte, partagèrent ses doctrines.

Louis XIV avait la conviction profonde que les gens de lettres étaient une puissance, et de là ses soins attentifs pour régner sur ce qu'on appelait alors la république du Parnasse. L'autorité politique a deux moyens de dominer les forces de la société: elle doit ou les diriger avec habileté, ou les comprimer avec violence. En politique, il n'y a d'habile que la direction, et c'est là le rôle que choisit Louis XIV. Richelieu avait fondé l'Académie française dans un but administratif, pour centraliser la langue et se donner des auxiliaires dans la lutte de pamphlets qu'il dirigeait contre ses ennemis; en fondant l'Académie des médailles et inscriptions, Louis XIV voulut perpétuer les merveilles de son règne, et avoir sous sa main une histoire toute prête, des flatteries en inscriptions et en bronze. Telle fut la destination spéciale de l'Académie des inscriptions et médailles (2); elle fut fondée deux ans après que le roi eut pris personnellement la direction des affaires; ses premiers membres furent choisis au sein de l'Académie française, ou parmi quelques hommes qui, dans la

pensée de Louis XIV, devaient être appelés à écrire son histoire (3). Puis vinrent les fondations de l'Académie des sciences pour les recherches qui tenaient à l'astronomie, aux mathématiques, aux connaissances exactes (4); enfin l'Académie de peinture et de sculpture sous Perrault (5), l'Académie de musique sous Lulli. Cette classification de toutes les sciences humaines sous une direction et une règle commune, se rattachait au système monarchique; dans ce système, on ne peut laisser indépendantes aucune des idées de la société, il faut toutes les classer sous une direction uniforme. Une grave question est de savoir si les académies furent utiles à la science, si elles ne comprimèrent pas plutôt l'essor de l'esprit, en lui imposant des règles étroites et inflexibles, qu'elles n'aidèrent son mouvement. Le principe d'association est une puissance quand il produit, mais il est aussi un empêchement à tout quand il reste immobile et prend à tâche de laisser l'esprit stationnaire.

Ce mouvement d'association, Louis XIV le favorisa pour toutes choses; ses institutions commerciales en rendent témoignage: ce fut le roi qui créa les compagnies des Indes; Colbert, sorti de la classe bourgeoise et marchande, avait emprunté à la Hollande le principe d'association industrielle qui avait fait tant de merveilles. Comme dans une société les intelligences et les forces ne sont pas toutes égales, le privilège n'est souvent qu'un moyen d'égaliser les facultés humaines. Les chartes concédées aux compagnies commerciales par Louis XIV furent le mobile des grandes entreprises à cette époque; si on avait laissé les forces éparpillées, elles se seraient perdues et disséminées; en leur donnant un corps, une constitution, elles purent remplir leur destinée; elle créèrent ce vaste commerce qui fit la richesse et la gloire de la France. Le système de protection domine toutes les institutions commerciales de Colbert; il ne laisse point la liberté à tous, parce qu'en certains temps, la liberté c'est de l'isolement et de la faiblesse; on ne crée que par le système protecteur et prohibitif; il n'y a que les nations qui sont à la tête d'un mou-

(1) Ce fut aussi M^{re} de Sévigné qui, à la mort du cardinal de Retz, ce foudroyant meneur de la Fronde, s'empressa de reproduire les bruits d'empoisonnement qui circulèrent dans le public; elle semble insinuer que la rumeur ne fut pas étrangère à ce qui n'est qu'un soupçon sans aucun fondement. Le cardinal de Retz mourut presque subitement en 1679, chez sa nièce, la duchesse de Lesdiguières.

(2) Cette Académie fut établie en 1663. C'est elle qui donna pour devise à Louis XIV le soleil.

(3) Histoire de l'Académie des inscriptions. C'est elle aussi qui reproduisit Louis XIV sous l'image d'Hercule, avec cette devise: *Erit hæc quoque cognita monstris*.

(4) L'Académie des sciences reçut son privilège en 1666.

(5) Son fondateur primitif fut le secrétaire d'Etat Desnoyer, surintendant sous Louis XIII; mais l'idée en fut reprise par Colbert en 1671. — Mémoires pour servir à l'histoire de l'Académie royale de peinture et sculpture, ann. 1663. Mss. cot. n° 330, Suppl. franç.

vement d'industrie et de commerce à l'abri de toute rivalité, qui puissent proclamer la maxime : « Laissez faire, laissez passer. » Les industries naissantes vivent de privilèges, principe qui explique toute la pensée de Colbert dans ses fondations des manufactures des Gobelins (1), des points de Hollande, des tapis de Turquie, dans l'établissement des compagnies de Saint-Malo, du Havre-de-Grâce. Toutes ces industries n'eussent pas produit leurs merveilleux résultats, si elles n'eussent pas eu pour elles le privilège et leur charte spéciale (2).

En même temps la police civile et militaire recevait des règles et une forte direction à Paris; le lieutenant de police était spécialement chargé de surveiller, à l'aide du guet, toutes les classes de la capitale. Paris, même sous la minorité de Louis XIV, était un triste lieu à habiter après que le couvre-feu avait sonné; il n'y avait d'autre éclairage que quelques chandelles, ici, là, placées sur les fenêtres, et les lampes qui veillaient au coin de chaque rue devant la croix et les saints de la confrérie ou du quartier (3); à chaque pas que l'on faisait dans les rues étroites et fangeuses, on rencontrait un spadassin qui dégainait son épée contre un gentilhomme pour vengeance ou querelle d'amour; un peu plus loin, une bande de malfaiteurs ou de filous de la famille de la mère Jeanne, si célèbre alors par son argot. Marchiez-vous vers la Cité par les rues Saint-Honoré ou Saint-Martin, il y avait de larges trous, des embarras de poutres et solives, des mares d'eau infectes et puantes; deux ou trois balles suffisaient pour l'approvisionnement de Paris; toutes les boucheries et truanderies étaient sales et mal tenues, ce qui occasionnait des épidémies au milieu de cette masse d'habitants. Par l'ordre du roi, un autre système de police fut adopté; on fit un repavage général de Paris en pierres larges et bien jointes, on perça quelques belles rues dans le faubourg Saint-Germain; tout fut tiré au cordeau (4); des jardins bien plantés furent joints aux magnifiques hôtels; on put aller en carrosse dans la ville sans être caboté à chaque pas; les bourgeois, clercs, médecins et bonnes dames purent renoncer à monter sur leur mule et à trotter dans l'enceinte de Paris. Perrault commença la co-

lonnade du Louvre, et les spadassins et filous ne trouvèrent plus abri dans l'obscurité, car des lanternes et réverbères furent attachés non loin les uns des autres, de telle sorte qu'un jour lumineux était jeté des grandes rues aux carrefours et même aux euls-de-sac.

L'ordre militaire fut non moins fortement maintenu. Après le licenciement préparé par le traité des Pyrénées, les troupes ayant été réduites, il fut plus facile de les contenir sous les lois rigoureuses de la discipline. On imposa aux régiments un uniforme; jusque-là les soldats n'avaient eu qu'une hausse-col et un baudrier fleurdélié pour les distinguer; les Gardes seules et les Suisses portaient des habits de même étoffe et couleur. Quant aux braves bataillons de Champagne, Bourgogne, etc., ils n'étaient désignés par rien; les uns se montraient revêtus de bure et de gros habits, les autres de hauts-de-chausse et de justaucorps plus légers; on ne savait qu'ils étaient soldats du roi de France qu'à leur moustache crochue à la va-de-bon-cœur, à leur chapeau qu'ils portaient ordinairement sur l'oreille, et à leurs trois fleurs de lis. L'uniforme fut alors imposé (5); Louvois, qui s'occupait avec passion de l'art militaire, ordonna que chaque régiment eût sa couleur, ses liserés, ses passe-poils, de telle sorte qu'il ne se trouva plus rien de disgracieux dans les revues et le campement d'une armée. L'uniforme fut une noble garantie de la discipline, il empêcha les excès, en faisant peser sur chaque corps une responsabilité morale: dès qu'on put désigner la compagnie d'un soldat, le corps se surveilla lui-même. Il y eut ainsi l'honneur de l'uniforme, le sentiment de délicatesse qui maintint plus d'une fois l'armée française dans la plus stricte discipline. Les troupes durent également marcher au pas, ce qui était l'uniformité dans le mouvement du soldat. Cette méthode de marquer le pas fut une grave révolution dans l'art militaire, car elle permit les grandes manœuvres, la marche des masses s'avancant comme un seul homme; tout sautellement désordonné fut prosaïque dans les rangs; les régiments purent se développer avec ordre et marcher avec précision.

Le but de tout pouvoir est l'uniformité; les ré-

(1) Le peintre Le Brun en fut le premier directeur.

(2) On frappa une médaille pour l'établissement des manufactures. On y voit Minerve entourée de fuseaux, de navettes, de pelotons de laine, etc. La légende: *Minerva locupletata iæ; l'exercit: Artes instaurante.* 1664.

(3) La satire de Boileau sur les embarras de Paris est postérieure à cette époque (Satire v).

(4) Voyez le Recueil des lois et ordonnances sur la police de Paris, ad ann. 1663-1664.

(5) Voyez Daniel, *Histoire de la Milice française*, un des plus curieux ouvrages de l'école militante des jésuites.

sistances individuelles, les coutumes particulières heurtent et blessent la pensée générale. Cela explique comment le système de Louis XIV eut pour but également de centraliser la législation. Il n'est pas de vaste tête ou d'autorité absolue qui n'ait eu l'ambition d'un code de lois; un code est pour les coutumes et les lois ce que la monarchie est pour le fédéralisme; c'est le passage de la multitude à l'unité. Ainsi, ce que le roi avait fait pour la couronne, Colbert pour les sciences et le commerce, Louvois pour la milice et l'armée, le chancelier Letellier le tenta pour la législation par son ordonnance sur les procédures civiles, laquelle précéda les autres codes d'instruction criminelle et de commerce. Ces codes pourtant ne furent point la pensée d'un seul homme; le chancelier procédait avec l'intervention des parlements et des juriscultes (1). On désignait des commissions choisies dans toutes les cours; les commissaires se réunissaient, discutaient les dispositions, et ces dispositions, une fois adoptées, étaient admises comme ordonnances sur la présentation du chancelier. Les ordonnances civiles corrigeaient un grand nombre de vieux abus; on parlait de ce principe, fondement de toute procédure, que les formes dans les actes doivent être considérées comme des garanties, et qu'elles ne peuvent jamais être le motif d'une oppression. En établissant cette base, on dut naturellement supprimer beaucoup de ces chicanes qui nourrissaient le Palais; de là l'opposition du barreau et des parlements. L'ordonnance sur les procédures civiles fut une véritable conquête; Louis XIV, qui avait toujours un poète satirique à ses ordres pour populariser ses mesures, insinua peut-être à Racine la comédie des *Plaideurs*, comme il avait inspiré à Molière ses *Précieuses ridicules* contre les vieilles femmes frondeuses. Il faut bien remarquer que la comédie des *Plaideurs* est de la même année que l'ordonnance contre les procès (2). Dandin et Chicaneau ne sont ici que l'image ridicule des parlementaires et des procureurs qui criaient à tue-tête contre l'ordonnance de procédure civile. Jamais roi ne se servit autant des gens de lettres que Louis XIV pour arriver à ses fins politiques; les poètes lui préparèrent l'opinion, et tournèrent en ridicule les obstacles; épitres, comédies, satires, tout fut dirigé dans un même but, tout fut destiné à accomplir le grand œuvre monarchique. Il y eut des odes pour

ses victoires, des épitres pour manifester sa grandeur, de mordantes épigrammes contre ceux qui se déclarèrent ses ennemis : à l'aide de ces forces, Louis XIV constitua sa monarchie. La grande habileté est de s'emparer de l'intelligence d'une époque, et de l'absorber dans la pensée du pouvoir. Ainsi, lorsque le Code Louis fut proclamé contre les procédures ruineuses, toutes les bouches spirituelles et influentes retentirent des abus déplorables des vieux procès, et Boileau, l'écrivain politique par excellence, adressa à l'abbé Des Roches le salutaire conseil « de ne point imiter ces fous, dont la sottise avarice allait de vingt procès engraisser la justice, qui toujours assignant ou assignés demeurent gneux après le gain de vingt procès (3). » Ces satires retentissaient bientôt dans les parloirs aux bourgeois, dans les parvis du Palais, aux halles et marchés de Paris, et assuraient la popularité des ordonnances.

CHAPITRE V.

SITUATION RELIGIEUSE ET POLITIQUE DU PARTI CALVINISTE.

Les sectes en Angleterre. — En Hollande. — En Allemagne. — A Genève. — En France. — Situation respective du catholicisme et de la réforme. — Législation sur le calvinisme. — Mesures d'administration.

1661 — 1666.

Depuis la pacification religieuse du règne de Henri IV, les questions d'église semblaient s'être effacées de la politique; la guerre que Richelieu avait faite aux calvinistes de France, couronnée par la prise de La Rochelle, avait été déclarée plutôt au protestantisme, en tant que parti territorial et féodal, qu'à l'opinion religieuse. Toutefois, après la restauration des Stuarts, l'esprit catholique et la réforme se trouvant une fois encore en face, la lutte s'était de nouveau engagée entre deux

(1) Voyez les discussions recueillies par ordre du roi sur chaque ordonnance (Paris, ann. 1670).

(2) Ann. 1667.

(3) N'imité point ces fous, dont la sottise avarice

Va de ses revenus engraisser la justice,
Qui toujours assignant, et toujours assignés,
Souvent demeurent gneux de vingt procès gagnés.
DIDEROT, *Épit. II, à l'abbé Des Roches.*

grandes masses d'idées. Comme au seizième siècle, tout le mouvement politique et social se rattacha à l'Eglise romaine ou aux sectes dissidentes; les principes d'autorité monarchique et du catholicisme s'unirent contre l'esprit de réforme et de révolution; et cette situation des partis, quand elle sera bien appréciée, expliquera plus que les petites intrigues de cour la législation de Louis XIV contre les calvinistes. Nous aurons l'occasion de remarquer que la révocation de l'édit de Nantes et la révolution anglaise de 1688 se touchent à peine de trois années de date : ni de ces événements fut peut-être la réaction de l'autre (1).

La race écossaise des Stuarts n'avait aucun conviction religieuse bien profonde; Charles II, de galante mémoire, s'occupait plus de dissipations, de plaisirs et de fêtes que de controverses et de dissertations; le duc d'York seul avait fait profession secrète du catholicisme durant ses voyages en France. Il y avait néanmoins dans cette race des Stuarts ce sentiment fortement gravé que l'autorité absolue, les prérogatives de la couronne, seraient mieux assurées avec la foi catholique ou l'Eglise anglicane qu'avec les *dissenter*. De là cette faveur intime accordée tout à la fois à l'Eglise établie et au papisme, seules formes régulières de la souveraineté; et en face, cette opposition vigoureuse que les sectes dissidentes préparent contre la prérogative royale et la tendance vers le papisme qu'elles voient naître et se développer chez les Stuarts. Ainsi, le combat s'est engagé en Angleterre entre les formes religieuses; s'il y a un affreux incendie à Londres, ce sont les catholiques qui en sont les auteurs; si la peste ravage cette immense cité, c'est à Rome encore qu'il faut en chercher la cause (2). Les Stuarts ont pour alliée l'autorité absolue du roi de France; les *dissenter* en Angleterre ont leurs protecteurs dans la famille d'Orange, parmi les anabaptistes aux Pays-Bas; l'empreinte religieuse reparait partout pour se mêler aux idées et aux accens politiques.

C'est en Hollande que se place désormais le grand foyer de la réforme; le gouvernement républicain qu'elle a produit est un type; Genève n'est plus que la vieille métropole vénérée encore, mais elle n'a plus cette importance du temps des Calvin et des

Servet. La force du calvinisme s'était déplacée; il avait en Hollande son gouvernement organisé, sa forme sociale en quelque sorte; à La Haye, à Amsterdam, s'imprimaient tous les pamphlets politiques et religieux contre la souveraineté des idées catholiques et le principe de la monarchie (3). Toutes les conjurations qui ont pour but d'affaiblir la royauté ont leur source dans les Pays-Bas calvinistes; c'est le système républicain incarné, jetant, ici, là, ses idées de protectorat et de changemens de dynastie. La Hollande est bien plus encore que l'Allemagne le principe actif de toutes les tentatives militaires contre l'unité de la monarchie; ces marchands, laissés à eux-mêmes, sans les conquêtes de Louis XIV et les victoires de son règne, après avoir tenté une république calviniste, eussent favorisé en France les élémens d'une révolution de 1688.

Dans cette France le parti calviniste restait paisible sans doute; il n'y avait aucun mouvement matériel, aucune tentative essayée pour préparer la révolte et reconquérir les armes à la main les positions militaires de l'édit de Nantes. Les calvinistes n'avaient plus aucune place de sûreté, ils n'avaient plus ni force organisée, ni fortifications de châteaux, ni canons ou conueuvres sur les remparts; tout cela appartenait à d'autres époques; mais il existait une action morale, un progrès de prosélytisme qui pouvait menacer le principe même de la monarchie. Ainsi les calvinistes de France étaient en rapport avec les ministres de la Hollande et de l'Angleterre; sous prétexte d'une communauté de sentimens, ils entraient souvent dans une communauté de complots; les ministres, ayant liberté de prédication, faisaient allusion dans leurs discours aux malheurs d'Israël, à la tyrannie des Pharaons, aux impiétés, aux adorations du Veau d'Or des Babyloniens et des Assyriens; et l'on pouvait, avec la plus légère attention, s'apercevoir que toutes ces phrases de l'Ecriture étaient des allusions à peine déguisées, à l'état présent des églises calvinistes en France (4). Les intendants de province écrivaient de jour en jour pour annoncer quelle était l'attitude demi-hostile du calvinisme; ils alarmaient ainsi par des rapports exagérés le conseil déjà si mal disposé pour les sectes dissidentes. Dans une société plus religieuse que poli-

(1) La révocation de l'édit de Nantes est de 1685.

(2) Tous les faits relatifs à l'incendie de Londres ont été recueillis quatorze ans après dans l'enquête de 1699 contre les catholiques. Voyez le livre de S. R. Coke, tom. 1.

(3) Un des plus curieux recueils sur les affaires de la Hollande est celui des dépêches du comte d'Estrades, depuis 1666 jusqu'à 1672.

(4) Remontrances du clergé dans l'assemblée de 1666.

tique, une secte, c'est une véritable faction (1).

Il résulte d'incontestables documents que le projet fut arrêté entre Charles II et Louis XIV d'éteindre successivement toutes les sectes dissidentes, pour ne plus laisser dominer que le catholicisme et l'Eglise anglicane, parce que ces deux constitutions protégeaient seules la suprématie royale (2). L'Eglise anglicane elle-même n'avait qu'un pas à faire pour entrer dans l'orthodoxie romaine, et cette unité religieuse assurait une immense force à l'unité monarchique. Ceci explique toute la législation de Louis XIV à l'égard des huguenots; cette législation était le résultat d'une convention des deux couronnes dans l'intérêt de la prérogative royale en France et en Angleterre, sorte de réaction contre la réforme politique et luthérienne du seizième siècle.

Un autre motif bien puissant existait : le clergé catholique, constitué comme une grande force dans l'Etat, était propriétaire d'une portion du sol, riche d'immenses revenus; ses assemblées représentatives étaient appelées à voter chaque année un subside à la couronne de France; ce subside remplaçait l'impôt territorial, il s'élevait souvent jusqu'à cinq millions; mais en même temps qu'elle votait des secours à la couronne, l'assemblée du clergé faisait des remontrances sur l'état de la religion et les empêchements qu'éprouvait le culte; il n'était pas un des cahiers de l'assemblée ecclésiastique qui ne se plaignît de la liberté des protestants en France, et de l'esprit de prosélytisme qui les animait; on dénonçait un roi les ministres « qui dans leurs exhortations perfides cherchaient à entraîner les fidèles. » Dans certaines villes on entendait les cloches du prêche plus bruyantes que celles mêmes du presbytère; les ministres prêchaient en places publiques; les protestants conservaient leur attitude fière et irrespectueuse en face des saints mystères, alors que le prêtre portait le viatique aux malades, ou que les pieuses confréries processionnaient dans la cité. « Est-ce que le roi très-chrétien souffrirait l'hérésie planant au-dessus de notre sainte mère l'Eglise (3)? » Et il ne faut pas croire que ces plaintes fussent alors isolées, qu'elles n'eussent pas le peuple pour elles; l'antipathie de la population catholique pour les huguenots n'était point com-

plètement calmée; dans les villes, les vieux de la cité, les âmes exaltées, voyaient avec dépit les huguenots s'élever jusqu'à la dignité des orthodoxes; il ne pouvait y avoir égalité de croyances sans confondre la vérité avec l'erreur (4). Les temps de la Ligue n'étaient plus, mais il en était resté une mutuelle protection entre confréries; ces associations religieuses forçaient la puissance publique elle-même à des concessions. A toutes les époques il existe ainsi une opinion au-dessus du pouvoir qui l'entraîne souvent et le domine.

Le système de Louis XIV contre les huguenots dute de son avènement à la puissance, il ne fut pas tout d'un coup violent; la révocation de l'édit de Nantes ne vint point, comme la foudre, obliger les huguenots par la force à l'adoption des croyances catholiques; ce fut le développement d'un long système, modéré d'abord, et qui ne devint violent que par la résistance. La pensée du conseil paraît être de multiplier les conversions par des avantages qu'on assurerait aux ministres et aux religionnaires convertis; presque partout les intendants reçurent l'ordre de proposer aux huguenots qui s'annuaient à la religion catholique, une existence honorable; si les ministres voulaient se faire avocats ou procureurs, ils en avaient la faculté absolue; on les dispensait de tous grades, on devint les favoriser pour obtenir des buillages et vigneries; s'ils voulaient entrer dans l'université, étudier la médecine, prendre enfin une profession libérale, ils le pouvaient également; toute faveur leur serait accordée. Si le huguenot converti était gentilhomme, s'il avait un fief et portait l'épée, ses fils étaient admis dans les armées du roi, recevaient les brevets des régiments; on leur accordait des postes de confiance dans les Gardes ou dans l'administration des palais. Rien de plus naturel que ces faveurs; en tous les temps le pouvoir a secondé ceux qui viennent à ses opinions, c'est son droit; il doit la justice à tous, et les grâces à ceux qui le servent.

Le second moyen adopté par la législation de Louis XIV fut moins légitime, quoiqu'il s'adaptât parfaitement aux habitudes et aux principes de ces siècles : ce fut le prosélytisme. Partout où il y avait des huguenots assemblés, l'évêque pouvait envoyer des prêtres pour prêcher ostensiblement au milieu

(1) Plusieurs de ces rapports d'intendants subsistent encore, mais les plus curieux documents ont été publiés par Nicolas Joseph Foucauld, intendant du Béarn. Les mémoires de Foucauld ont été publiés par M. Bernier.

(2) Dépêche du comte d'Estrades, n° 25. L'ambassa-

deur espagnol à Paris. Le comte Fuensaldagne, en écrit à sa cour. Archives de Simancas, col. B. 65.

(3) Cahier de l'assemblée du clergé de 1660, § 1.

(4) Voyez les Mémoires de l'intendant Foucauld, un des plus zélés pour la conversion des huguenots, ad ann. 1672.

d'eux et leur démontrer les vérités du catholicisme. Ce prosélytisme allait si loin qu'on avait établi dans chaque état et métier des prédicateurs qui, commissionnés par le clergé, prenaient la parole et devenaient controversistes au milieu des paroisses et des réunions de la confrérie (1). Il y eut des controversistes patentés; tantôt un tailleur, un marchand de drap, le plus disert de l'état, prenait la parole et engageait une thèse sur la foi, la grâce ou la suprématie du pape; tantôt c'était un soldat couvert du lourd enlaid, qui, à l'imitation des saints de Cromwel, provoquait une dispute religieuse dans une soudaine inspiration; par ce moyen le clergé obtenait quelques conversions dans les basses classes, et il assurait comme récompense au meilleur controversiste des pensions et des prébendes sur ses revenus (2).

Ces controverses s'agrandissaient jusqu'aux plus hauts rangs et aux dignités supérieures de l'Eglise et du prêche; les évêques et les pasteurs du consistoire invoquaient tour à tour les révélations du Christ et le texte saint des Ecritures (3). On employa également la privation de toute espèce de fonctions publiques contre le huguenot s'il refusait de se convertir; était-il endurci ou relaps, il n'avait droit à aucune faveur de cour; s'il était officier des armées du roi, on le regardait avec méfiance, on lui ôtait

son brevet au premier manquement; on épiait sa conduite pour le dénoncer et le poursuivre; il fallait avoir un bien grand mérite pour s'élever jusqu'aux hautes dignités quand on avait contre soi une tache religieuse. En cour, les évêques, les prélats les plus éloquents, Bossuet, Bourdaloue écrivaient de beaux livres pour préparer la conversion des hérétiques; ils se donnaient mission de convertir quelques gentilshommes d'épée ou de race (4). Le roi et la cour s'en mêlaient; on leur montrait tous les allèchements, le bâton de maréchal, le cordon bleu, les honneurs du palais, un duché-pairie. Dans les plus basses conditions on cherchait chicane pour les états et confréries; le protestant ne pouvait plus être désormais ni maire ni échevin de sa ville, fût-ce même à Montauban (5), à Castres, à La Rochelle, aux Cévennes, lieux où la majorité des habitants était demeurée dans la croyance de Calvin; la maîtrise des arts, l'association à une corporation était refusée à ceux qui ne se convertissaient point, et la raison qu'en donnaient les édits, était que puisque la confrérie se plaçait sous l'invocation d'un saint ou d'une image bénite, un huguenot ne pouvait être admis par les statuts de l'Ordre, sans croire aux articles de cette foi. La société alors était entièrement organisée sous les idées et les émotions catholiques; il fallait tout renverser, institutions,

(1) Voici sur ce point un document intéressant curieux; c'est la réception d'un controversiste du clergé de France, maître cordonnier à Poitiers. Collection FONTANIER, tom. *coctiv*, *coctev*. « Charles Pasquet, écuier, sieur de la Vergne, conseiller du roi en son conseil, maire et capitaine de la ville de Poitiers, à tous ceux, etc.; savoir faisons que ce jourd'hui est comparu par devant nous, en notre hôtel, Jehan Moreau, maître cordonnier de Montauban, controversiste de Nos Seigneurs du clergé de France, traitant à présent la controverse en cette ville, lequel requiert qu'il nous plaise le recevoir à la maîtrise de cordonnier en cette ville. Après nous être pleinement informé des bonnes vie, mœurs et religion dudit Moreau, et de l'utilité de son emploi de controversiste, nous lui avons octroyé sa demande, et fait prêter serment en présence des maîtres jurés et autres maîtres cordonniers anciens qui ont consenti, avec permission donnée au susdit d'ouvrir boutique et tenir des ouvriers quand bon lui semblera.

« 9 juin 1666. Signé PASQUET, maire.

« Comme receveur des droits des communautés, je confesse avoir reçu de Jehan Moreau de Favière la rétribution ordonnée pour sa réception de maître cordonnier, dont je le quitte par la présente. 9 juin 1666. DSSAVER.

Non-seulement les évêques avaient à leurs ordres des gens de bas état, instruits à la controverse, qui allaient dans les prêches disputer avec les protestants, mais ils y étaient autorisés par le haut clergé de France, comme on le voit, et ces gens-là prenaient, dans les actes publics, le titre de *controversistes*.

Bien après, et à propos de la constitution *Unigenitus*, on vit à Paris un savetier célèbre qui cherchoit à ressusciter la profession de controversiste. Il eut d'ailleurs peu de succès.

(2) Il y avait aussi défense aux ministres d'insulter le catholicisme. « Que cesdits ministres ne se servissent dans leurs prêches et ailleurs de termes injurieux et offensifs contre la religion catholique ou l'Elat; mais au contraire se comporteront dans la modération ordonnée par les édits, et parleront de la religion catholique avec tout respect. » (Edit du 2 avril 1666).

(3) Je ferai dans un autre chapitre l'histoire des controverses entre les évêques et les plus célèbres des ministres protestants.

(4) Voyez l'Histoire de la conversion de Turcenne.

(5) « Les charges de greffiers des maisons consulaires, ou secrétaires des communautés et Ingénieurs-portiers, ne pourront être tenues que par les catholiques. » (Edit du 2 avril 1666).

lois, ordres de chevalerie, statuts de métiers, pour admettre à une égalité de droits deux croyances en hostilité. En politique, on voit habituellement et sans se plaindre ces exclusions d'un parti envers un autre.

Les calvinistes, quoique tolérés, éprouvaient un indurable mécontentement d'être ainsi soumis à des restrictions inessantes contre leur liberté. Plus une opinion est dans une situation inégale dans la société, plus elle subit douloureusement les mesures que l'on prend contre elle; il n'y a rien de plus exigeant que les minorités; les huguenots, naturellement mécontents, ne cessèrent de se plaindre et d'invoquer les édits; n'avaient-ils pas été fidèles aux jours des malheurs de la monarchie? les avait-on vus se mêler à une révolte, prendre parti sous les troubles de la Fronde? était-ce ainsi qu'on les récompensait? Qu'aurait-on fait de plus contre eux, s'ils s'étaient associés au prince de Condé, au duc de Beaufort, aux halles et aux confréries de Paris (1)?

L'organisation et la hiérarchie des Églises protestantes ne s'étaient pas modifiées; en cessant d'être parti militaire, la réforme en France avait conservé son administration, qui la faisait agir et mouvoir comme un seul homme; elle ne s'était point brisée, comme en Angleterre, en mille sectes dissidentes; la réforme avait pris l'unité de l'école de Calvin; elle obéissait à la hiérarchie des synodes, dont les registres nous ont été conservés (2). Les synodes délibéraient sur des articles de foi et sur l'administration matérielle de la corporation; à chaque église était attaché un ministre qui enseignait l'Évangile, célébrait la cène, faisait le prêche le matin et le soir. Indépendamment des ministres à troupeaux fixes, il y avait encore des prédicants qui allaient de provinces en provinces, depuis les grandes villes jusqu'aux montagnes les plus arides et les plus élevées; ces prédicants étaient en général pleins d'un ardent enthousiasme; ils ne raïgnèrent rien, ni les fatigues, ni les pieux sacrifices; ils choisissaient un lieu désert, une contrée où vivaient des habitants grossiers; et là ils faisaient entendre les paroles du Père éternel aux populations simples qui avaient hérité de la foi des Albigeois et des pauvres de Lyon.

La circonscription des églises protestantes se

faisait par provinces, et les pasteurs se les étaient divisées entre eux, comme les catholiques les évêchés. Il y avait peu de huguenots dans la Normandie et dans la Bretagne; quelques prêches rares avaient été bâtis à Evreux, à Laval, jusqu'à Angers; mais à mesure qu'on quittait le bassin de la Loire, en s'étendant vers Niort, Châteauroux, Poitiers, les calvinistes devenaient plus nombreux; là était un des grands sièges de leur puissance. C'était bien autre chose après la Dordogne, à Périgueux, Rhodès, Montauban, Alby, Privas, Sainte-Affrique. L'ancienne patrie des Albigeois; ici la majorité des populations était calviniste; c'était le vieux et simple costume du seizième siècle, le chapeau à larges bords, la veste de bure, les mœurs simples, la vie austère de la réforme puritaine; il fallait faire violence aux habitants de toutes ces provinces pour ne point confier les fonctions municipales à des calvinistes, pour ne pas donner le pouvoir à qui avait la force matérielle (3). En quittant Sainte-Affrique commençait la grande chaîne des Cévennes, ces montagnes arides et sombres, ces coteaux qui longent le Rhône; là étaient Privas, le Puy-en-Velay, célèbre dans les croisades, seules villes un peu considérables de ce pays d'agrestes montagnards; les Cévennes offraient le spectacle du gouvernement primitif de la commune par l'élection, de cette magistrature des montagnes, comme aux Pyrénées du temps des pasteurs, et dans les Alpes helvétiques. Les habitants des Cévennes avaient conservé, à travers des mœurs simples, la chaleur des guerres civiles; il y avait là encore pendue au râtelier l'arquebuse à rouet des batailles du seizième siècle; les pères montraient à leurs fils la hallebarde qui avait servi dans les expéditions contre les catholiques. En poussant plus loin, vers le Béarn, on trouvait une nombreuse population protestante, que le gouvernement de Jeanne d'Albret et de Henri IV avait favorisée. C'étaient les fils de cette brave chevalerie qui avait suivi le Béarnais depuis les Pyrénées jusqu'aux plaines de Paris. Dans le Béarn, sur trois castels il y en avait deux de huguenots; sur cinq feux, trois appartenaient à la réforme; des villages entiers ne comptaient pas un seul catholique; on ne voyait ni croix, ni églises, ni presbytères; le prêche était sur la place publique, comme celui de

(1) Voyez le livre éloquent du ministre Dubosq, sous ce titre : *Observations sur les déclarations du roi du 2 avril 1686*; Amsterdam, chez Jaquet le jeune, 1686.

(2) J'ai trouvé un registre original des actes et déli-

bérations de l'église réformée de France; il est dans le fonds nouveau. (Bibliothèque du roi).

(3) Aussi les édits portaient des exceptions pour quelques moes de ces villes. Voyez la déclaration de 1666.

Calvin à Genève. En quittant le Béarn pour l'autre partie du midi de la France, on trouvait peu de huguenots dans la Provence; quelques villages des basses Alpes jusqu'à Gap étaient demeurés dans la fermeté des simples principes de la réforme du douzième siècle; les pauvres de Lyon avaient donné la main aux villages des hautes et basses Alpes. C'était en s'étendant vers la Drôme et l'Ar-dèche qu'on trouvait encore le calvinisme puissant, au vieux pays du baron des Adrets, sur toutes les côtes du Rhône, à Grenoble, Vienne, dans toutes ces contrées qui s'étendent jusqu'à Avignon, la ville papale, la Cybèle aux mille tours, la prostituée, comme l'appelaient les ministres huguenots. Puis, d'Avignon jusqu'à Lyon, les calvinistes étaient bien nombreux: qui ne se souvenait qu'à d'autres époques ils avaient fait la loi à Lyon même? et la cathédrale de Saint-Jean portait encore les marques des mutilations du seizième siècle; les vieux saints de pierre étaient renversés, les vierges gothiques étaient décollées sur leur piédestal à ogives. Passé le Rhône, tout le Bourbonnais, la Bourgogne, la Champagne et le Paris comptaient une population fervente et catholique; en un mot, d'après un relevé fait à cette époque, il y avait en France deux cent mille cens de huguenots, ce qui supposait onze ou douze cent mille sectateurs de la foi de Calvin (1). Or, un système de persécution calenée, s'attaquant à une si grande masse d'individus, devait naturellement rencontrer une puissante résistance, et c'est ce qui amena les exécutions militaires à la suite de la révocation de l'édit de Nantes. Nous ne devons point devancer les temps, mais prendre soin de préparer leur explication.

CHAPITRE VI.

QUESTION DE SUCCESSION ESPAGNOLE. — GUERRE DE FLANDRE ET DE FRANCHE-COMTÉ. — TRAITÉ D'AIX-LA-CHAPELLE.

Mort de Philippe IV. — Prétentions de l'infante Marie-Thérèse sur la Flandre et la Franche-

Comté. — Réponse de l'Espagne. — Système des juriconsultes. — Préparatifs de guerre. — Alliées de la France. — Traité avec le Portugal. — Condé et campagne de Flandre. — Turenne et campagne de Franche-Comté. — Médiation de l'Angleterre, de la Hollande. — Traité d'Aix-la-Chapelle. — Places de Flandre réunies à la couronne.

1665 — 1668.

Les monarchies de France et d'Espagne s'étaient liées deux fois par mariage; Anne d'Autriche et Marie-Thérèse avaient reçu le jour à l'Escurial; toutes deux étaient issues de la grande famille de Charles-Quint; mais en s'unissant aux rois de France, les infantes avaient scellé des actes de renonciation à tous les droits qui résultaient de leur filiation. En Espagne la loi salique n'était point admise, les femmes succédaient, aussi bien dans les royaumes d'Aragon et de Castille que dans le grand fief d'Autriche, d'où était sorti Charles-Quint. C'est pourquoi la renonciation de l'infante avait été indispensable pour éviter la réunion des deux couronnes de France et d'Espagne sur une même tête (2): l'acte était formel; l'infante avait abdicqué, moyennant sa dot, toute prétention à la monarchie espagnole; de sa jeune main elle avait écrit au bas de l'acte qu'en aucun cas elle ne pourrait réclamer ni droits ni facultés en dehors des stipulations matrimoniales.

Philippe IV venait de mourir; la question de succession pour la monarchie espagnole ne pouvait se présenter, car il laissait un fils que le baise-main des grands proclama sous le nom de Charles II (3). Tout aussitôt les juriconsultes de la couronne de France élevèrent une prétention fondée sur les coutumes et le droit romain pour les minorités. Marie-Thérèse était fille du premier lit de Philippe IV. Cela ne faisait rien sans doute pour la couronne d'Espagne; mais en invoquant les coutumes de Flandre, de Brabant et de la Franche-Comté (ancienne comté de Bourgogne), les juriconsultes soutenaient que les filles succédaient aux fiefs, la dévolution de ces terres devait s'accomplir au profit

près par l'archevêque d'Embrun, mon ambassadeur en Espagne, pour me donner avis que le 17 du passé, sur les quatre heures du matin, Dieu avait appelé à soi le roi catholique mon beau-père, d'une maladie qui n'a duré que cinq jours. La tendresse de la proximité dont nous nous touchions en tant de manières m'a donné beaucoup de douleur de cette perte, quoique prévue

(1) Etat de la population protestante en 1666, par les leux. Paris, 1667.

(2) *Foyes* tome VIII de *Richelieu*, *Mazarin* chapitre LXXXVIII.

(3) Voici sur la mort du roi Philippe IV une dépêche de la main même du roi. « J'ai reçu, écrit Louis XIV au comte d'Estrades, samedi dernier un courrier dépêché ex-

de Marie-Thérèse par la seule mort de sa mère (1). Ensuite, quant à ce qui touchait à la renonciation de l'infante, les juristes de la couronne de France établissaient qu'elle avait été consentie en toute minorité, par une jeune fille de douze ans, et que le mineur ne pouvait en aucune manière s'engager pour l'avenir ; sa convention était radicalement nulle (2).

Ces prétentions si extraordinaires dans le droit public européen, puisqu'elles brisaient le traité des Pyrénées, étaient facilement repoussées par les légistes espagnols, par les savants docteurs des universités de Salamanque, de Madrid, de Valladolid et d'Alcala ; ils disaient : « Toutes les terres de la monarchie espagnole sont indivisibles, elles forment un tout transmissible avec la couronne ; c'est pourquoi la Franche-Comté de Bourgogne, comme la

Flandre, doivent échoir au jeune roi, puisqu'elles sont une annexe inséparable du territoire. On parle des coutumes spéciales de la Flandre et de la Franche-Comté, mais elles ne sont applicables qu'en cas où il n'y aurait pas de mâles héritiers ; celui qui porte l'épée des batailles doit également porter la couronne de comte pour gouverner. Enfin, et par-dessus tout, la renonciation de l'infante Marie-Thérèse n'est-elle pas formelle et complète ? On oppose la minorité ; mais dans le droit politique on ne peut invoquer les règles générales des codes romains ; la couronne ou un fief ne sont pas des choses privées, mais des choses publiques, *res publica* ; or le traité des Pyrénées étant une convention où Louis XIV lui-même est partie, en appeler la modification aussi essentielle, c'est violer la foi sacrée des traités (3). »

Depuis longtemps pour ne pouvoir être évitée. Le testament dudit roi ayant été ouvert, on a trouvé qu'il laisse la tutelle du jeune roi, nommé Charles II, et la régence de ses Etats à la reine sa femme, avec un conseil de six personnes qu'il a nommées, et qui ne doivent néanmoins avoir d'autre voix que consultative. Ces six conseillers sont le président de Castille, ou son successeur dans la même charge, le vice-chancelier d'Aragon, vice-roi de Naples, l'archevêque de Tolède ou celui qui le sera, le cardinal de Sandoval, qui l'était, étant mort le même jour que le roi ; le marquis d'Aytona et le comte de Peguerenda. Il appelle à la succession de tous ses Etats le prince d'Espagne et tous ses enfants, mâles et femelles, et après eux l'impératrice Marguerite, attendu, dit-il, la renonciation de l'infante Marie-Thérèse, reine de France. J'ai témoigné en cette occasion à l'ambassadeur d'Espagne que je veux prendre la protection du jeune roi, mon beau-frère, et lui donner toutes les marques d'amitié et de tendresse qui seront en mon pouvoir. » 2 octobre 1665.

(1) La coutume de Brabant disait : « Si un homme et une femme ont des enfants, et que l'un d'eux vienne à mourir par la séparation du mariage, la propriété des fiefs venus du côté du plus vivant passe à l'enfant ou aux enfants nés du même mariage, et le plus vivant n'a plus aux mêmes fiefs qu'un usufruit héréditaire. » La coutume de Malines était encore plus contraire aux pères et mères que celle de Brabant ; voici comment elle s'exprimait : « Si le mari ou la femme meurt laissant des enfants, la propriété des fiefs appartiendra aux enfants, et le survivant des conjoints aura seulement la moitié des revenus ordinaires, outre et par-dessus les profits extraordinaires et casuels du patronage du fief. »

(2) Une série de pamphlets, tous destinés à établir les droits de la reine Marie-Thérèse sur la succession d'Espagne, furent lancés dans le public ; je possède les suivants : « Soixante-quatorze raisons qui prouvent plus

clair que le jour que la renonciation faite par la reine de France est nulle. » — « Traité des droits de la reine très-chrétienne sur divers Etats de la monarchie d'Espagne. » — « Dialogues sur les droits de la reine, etc... » Ann. 1666.

Les juriconsultes de France, s'appuyant sur les lois romaines, soutenaient « qu'il y a une espèce d'homicide à traiter de la succession d'une personne vivante, et que de convenir avec un père qu'on ne lui succéderait point, c'est comme un meurtre dans l'ordre de la nature et de la justice. »

(3) Voyez l'excellent mémoire pour l'Espagne, sous le titre de : *De Jure hispanico*, Valadol. 1667. Les défenseurs de la couronne d'Espagne soutenaient « que toute renonciation faite sous serment par une fille qui a passé les douze ans, en faveur de son père, dans son contrat de mariage, par lequel on lui assigne une dot suffisante, doit valoir, quoiqu'elle soit encore sous la puissance de son père. » — Je me suis procuré, sur cette affaire diplomatique, les pièces suivantes :

« Projet de la conquête du comté de Bourgogne, en 1667 et 1668. » Mss. in-4°.

« Discours ou Relation véritable sur le succès des armes de la France dans le comté de Bourgogne, en 1668, ouvrage nécessaire à tous ceux qui dérivent l'histoire du temps, pour ne point foiblir dans le récit des événements » ; ann. 1673, in-4°.

« Le bon Bourguignon, ou Réponse à un livre injurieux à l'onguste moison d'Autriche et à la Franche-Comté, intitulé : *Bellum segnanicum secundum* » ; ann. 1668, in-12.

« Le Bourguignon intéressé. Cologne », in-12.

« Les fausses démarches de la France sur la négociation de la paix » ; ann. 1668, in-12.

« Discours d'un véritable Hollandais sur les affaires présentes de la guerre et de la paix avec l'Angleterre » ; ann. 1668, in-12.

Le droit était évidemment pour l'Espagne. Louis XIV, tout plein de ses projets de guerre, multiplia les manifestes et les ambassades afin de soutenir ce qu'il appelait les justes griefs de sa femme; la France dut appuyer au besoin, par les armes, les principes développés dans ses mémoires et ses notes diplomatiques. La réaction s'opéra contre l'Espagne; elle avait voulu autrefois dominer les affaires de France; du sombre convent de San-Geronimo, Philippe II soulevait l'Europe catholique contre le Béarnais; maintenant le petit-fils de Henri IV lui dictait des lois par la force de sa diplomatie et de ses armées.

Avant de s'engager dans la guerre, les conseillers de Louis XIV se hâtèrent d'assurer les alliances à l'extérieur et de recruter les régiments de France, car ils étaient fort appauvris depuis le licenciement amené par le traité des Pyrénées. La question des alliances avait été depuis longtemps préparée par les efforts habiles et l'active diplomatie de Louis XIV; une négociation s'ouvrit de nouveau avec le Portugal. La monarchie de la maison de Bragance avait été produite en quelque sorte par une séparation matérielle de la vieille terre espagnole; il y avait haine et rivalité; le Portugais voyait avec dédain l'habitant de Castille : « Le Tige, selon l'expression d'une satire imprimée à Lisbonne, contaient bien également en Espagne et en Portugal, mais sur la terre d'Espagne il était étroit, plein de fange, roulant une poussière noirâtre, tandis qu'il était majestueux et grand sur la terre portugaise, image des deux peuples, différence que le créateur avait jetée là pour distinguer la petitesse des uns et la grandeur des autres (1). » En s'alliant avec le Portugal, en s'obligeant à payer un subside de neuf cent mille crusades, la diplomatie de Louis XIV savait qu'elle

se donnait un auxiliaire d'autant plus utile qu'il pressait l'Espagne sur ses derrières et l'obligeait à une indispensable diversion; trente mille portugais placés depuis Bragance jusqu'à Ayamonte, pouvaient tenir en échec une bonne partie des troupes espagnoles, menacer Madrid même par Ciudad Rodrigo, et pendant ce temps les troupes du roi de France opéraient paisiblement leurs conquêtes militaires en Flandre et en Franche-Comté (2).

Des motifs tout-à-fait semblables donnaient un grand prix à l'alliance des Etats-Généraux de Hollande avec la France. Indépendamment des vieilles inimitiés de population qui existaient entre la Hollande et l'Espagne, il y avait des causes qui se rattachaient à la situation topographique; rien ne favorisait plus une expédition en Flandre que la présence d'une armée hollandaise sur les derrières des corps espagnols qui campaient depuis Lille jusqu'à Anvers. La Hollande était ainsi pour la France espagnole ce que le Portugal était pour la Péninsule, elle menaçait la queue des places de Flandre. Depuis long-temps, le comte d'Estrades, envoyé auprès des Etats-Généraux, préparait cette grande diversion; on ne ménageait aucun sacrifice; le comte d'Estrades seronnait même le parti populaire sous Jean de Witt; la bienveillance de la France fut portée à tel point que lors de la guerre de la Hollande contre l'évêque de Munster, un corps français auxiliaire de 6 mille hommes passa au service des Etats; 4 mille hommes d'infanterie, 2 mille de cavalerie longèrent le Rhin; et quoique cette population froide et puritaine excitât le sourire des gentilshommes et les bons mots des soldats, cependant au milieu de toute espèce de privations, ils servirent avec dévouement tant que dura la guerre (3). Le comte d'Estrades était parvenu à faire comprendre

(1) La copie en est aux Archives de Simancas, cot. B 36.

(2) Dans le traité conclu entre Louis XIV et le roi de Portugal Alphonse VI, il est dit : « que le roi très-chrétien déclarera la guerre au roi de Castille par mer et par terre, dès qu'il aura fait la paix qu'il traite avec l'Angleterre. Que si ladite paix ne se conclut pas dans l'espace de trente mois, Sa Majesté très-chrétienne ne laisserait pas de déclarer la guerre à l'Espagne, et que le traité s'observerait pendant dix ans, à compter du jour qu'il aurait été conclu. Que Sa Majesté très-chrétienne donnerait et continuerait, par forme de subvention au roi de Portugal, pendant les dix ans la somme de 900 mille crusades par an, faisant ladite somme un million 800 mille livres de France, qui seraient exactement payées pendant tout le temps que Sa Majesté très-chrétienne n'aura point encore déclaré

la guerre, et que lorsqu'elle l'aura déclarée, elle paiera seulement un million de livres par an. Que ladite alliance et ligne durera jusqu'à ce que les deux rois demeurent respectivement satisfaits. Qu'il ne sera pendant les dix ans licite à nul des deux rois de faire paix ni trêve séparément. » Lisbonne, 31 mars 1667.

(3) a Nous n'avons, écrit au duc d'Ormond le chevalier Temple, ambassadeur d'Angleterre à La Haye, presque rien appris des troupes françaises depuis leur passage. Elles ont jugé à propos d'en insulter aucun de ces pays (Pays-Bas). Il s'en fallait fort peu qu'elles ne composassent un corps de six mille hommes. Leur cavalerie était belle et en bon ordre, lorsqu'ils possédèrent par Moëricht mois leur infanterie était pitoyable; ils avaient les pieds tout écorchés, et portaient leurs souliers sur l'épaupe; et ils faisaient consister leur galanterie à donner les Hollandais mille fois au diable, pour les remercier de

aux États-Généraux toute l'importance qu'il y aurait pour eux de voir les Espagnols à tout jamais expulsés de leur voisinage (1).

Des négociations s'étaient engagées dans le même sens avec l'Angleterre. On a dit les liens intimes qui s'étaient formés entre Louis XIV et Charles II depuis la restauration des Stuarts, et les traités qui préparaient la durée des alliances. Il y avait deux influences bien marquées dans la diplomatie de l'Angleterre : la royauté et le parlement ; la royauté exclusivement dévouée à la politique de France, laquelle voulait la restauration du pouvoir unique ; le parlement, méfiant pour les traités secrets conclus avec Louis XIV, poussant ainsi avec énergie le roi Charles II dans les idées de guerre et de rupture avec la France. Pour un moment les communes avaient obtenu gain de cause : les hostilités commencèrent contre la France (2), mais avec tant de mollesse qu'on en revint à l'intimité naturelle entre les deux couronnes. Charles II voulait-il obtenir des subsides, tout aussitôt il déclarait à son parlement qu'il allait armer contre la France ; et puis, quand les subsides étaient une fois obtenus, il les dépensait en folles distractions, en joyeuses pompes. Avare d'immunités, prodigue d'argent, Charles II se croyait sûr de l'appui de la France ; il devenait l'auxiliaire de la guerre qu'on allait entreprendre (3).

Dès le moment que la guerre fut résolue pour réclamer les fiefs de Flandre et de Franche-Comté, Louvois, que Louis XIV avait placé au département de la guerre, réunit des armées, fortifia la discipline, convoqua le ban de la noblesse, enfin prépara tous les élé-

ments d'un succès prompt et décisif. La cour était disposée à toutes les entreprises hardies. La plupart des gentilshommes, compagnons de plaisirs de Louis XIV étaient jeunes ; il restait de la guerre civile une certaine fermentation d'esprit, une ardeur bruyante de chercher de l'avancement et des honneurs dans les batailles ; rien n'était plus populaire dans cette cour que de s'y distinguer sous les yeux du roi, car Louis XIV avait déclaré qu'il prendrait lui-même le commandement de son armée en Flandre ; le prince de Condé fut chargé de conduire l'expédition de la Franche-Comté. Turenne, tout brillant de ses gloires et de la science militaire, venait de quitter la religion de Calvin, et dans les idées de Louis XIV cette conversion doublait la faveur du maréchal. Le prince de Condé, alors dans l'âge mûr, réunissait à l'impétuosité de son humeur bouillante et conragense, à la hardiesse de son époque héroïque, les improvisations de la tactique la plus avancée. Le roi avait oublié pour lui les torts de la Fronde ; Condé, chagrin et emporté, cherchait à effacer ces vieux temps, qui n'étaient plus que de l'histoire.

Louis XIV ouvrit en personne la campagne de Flandre par le siège de Lille ; les préparatifs furent si prompts, la marche si rapidement accomplie, que le comte Marsini et le prince de Ligue, généraux des troupes espagnoles, n'eurent point le temps de secourir la forte place de Lille. Les lenteurs et les habitudes de prudence qu'apportaient toujours les armées espagnoles les mettaient souvent dans l'impuissance de résister à l'impétuosité première des gentilshommes (4). Le roi assiégea Lille neuf jours ; les Espagnols et les habitants fi-

les avoir invités avec tant d'affection à venir chez eux. Ils ne payèrent rien dans leur passage, ou s'ils payèrent quelque chose, ce fut en fausse monnaie. » 10 décembre 1667. (Dépêche originale).

(1) A cette époque déjà la France convoitait Maëstricht. « N'y aurait-il pas moyen, écrit le secrétaire d'Etat, M. de Lionne, au comte d'Estrades, n'y aurait-il pas moyen d'introduire quelque bonne négociation pour l'acquisition et l'achat de Maëstricht, qui n'est qu'à charge aux Etats ? Comme vous êtes fort heureux en pareille négociation, je vous prie de m'en mander votre pensée, et par quel biais vous estimez qu'on s'y dût prendre pour y réussir ; et cependant vous n'y ferez, s'il vous plaît, aucun pas que sur notre réponse. Je n'ai pas eu le temps de vous mander précisément les sentiments et les instructions du roi. » (Dépêche originale).

(2) Elles durèrent six mois.

(3) Voici les articles secrets du traité de Breda, qui fut conclu entre les deux couronnes, le 31 juillet 1667,

« Le roi très-chrétien rendra au roi de la Grande-Bretagne la partie de l'île Saint-Christophe que les Anglais possédaient en 1^{er} janvier 1665. — Le roi de la Grande-Bretagne restituera aussi, et rendra au ci-dessus nommé roi très-chrétien, le pays appelé l'*Acadie*, situé dans l'Amérique septentrionale, dont le roi très-chrétien avait autrefois joui. — Le roi très-chrétien restituera aussi au roi de la Grande-Bretagne les îles appelées *Antigon* et *Monsurat*. »

(4) Voyez sur cette campagne les pièces suivantes, toutes contemporaines :

« Lettre du roi à la reine d'Espagne, touchant la résolution d'entrer en armes dans les Pays-Bas espagnols, pour se mettre en possession de ce qui devait lui en revenir du chef de la reine ; de Saint-Germain-en-Laye, le 6 mai 1667. »

« Le Siège de Lille, avec le Journal de ce qui s'est passé en la marche de Sa Majesté, depuis le 1^{er} août. » Paris, ann. 1667, in-4^o.

« Le véritable Flamand, touchant l'entrée de l'ar-

rent une belle résistance, car les Flamands avaient le goût et les habitudes castillanes. Le siège fut bien conduit; la noblesse, sous les marquis de Créquy et de Bellefond, s'y couvrit de gloire, selon le rapport de Turenne à Louvois; on prit 1,500 chevaux, 5 paires de timbales, plusieurs étendards, 18 drapeaux et un grand nombre d'officiers (1).

Dans la Franche-Comté, le prince de Condé suivait toutes les opérations de la guerre; le roi en personne vint visiter ses camps devant Besançon, tandis que le comte de Boutteville, depuis duc de Luxembourg, entra dans Salins, à l'extrémité de la comté de Bourgogne. Le duc de Roquelaure, qui faisait ses bons mots et dictons, même au milieu des mousquetades, vint assiéger Dôle, et les affaires du roi furent si bien conduites dans la Franche-Comté, qu'avant la fin de l'hiver il ne restait pas une seule ville qui arborât encore le drapeau espagnol. A chacune de ces cités le roi conservait ses privilèges, et cela dans le but de les attirer à la couronne par une réunion définitive; tandis que Lille en Flandre obtenait la confirmation de ses chartes, que ses seigneurs d'armes et gantiers pouvaient déployer leurs bannières, à Besançon les vieilles lois des ducs de Bourgogne étaient enregistrées en pleine cour, et Louis XIV promettait de les maintenir envers et contre tous (2).

Ces rapides conquêtes avaient réveillées les craintes de quelques-unes des puissances qui s'étaient rapprochées de Louis XIV au commencement de la campagne; les Hollandais surtout voyaient pour eux s'accroître le danger par la conquête de la Flandre; combien les Français n'étaient-ils pas à redouter une fois maîtres de la ligne d'Anvers à Lille? Louis XIV ne serait-il pas tenté de se jeter sur la Hollande? le Rhin serait-il une barrière sûre? D'un autre côté, le parlement anglais, ennemi de la France, poussait Charles II à prendre une détermination pour arrêter les conquêtes de

Louis XIV. Il y avait déjà ce sentiment profondément éprouvé en Angleterre, que la France, qui possède Brest, Dunkerque et Calais, ne peut être maîtresse d'Anvers, car ce serait envelopper l'Angleterre de vastes bras, la ténailleur de la tête aux pieds. La vieille idée de la conquête normande était restée empreinte sur le sol, et les Anglais craignaient de voir Louis XIV s'établir sur le Zuydère.

Il n'y eut pas hostilité; on ne passa pas de l'alliance à la guerre, mais on s'imposa comme une médiation armée: l'Angleterre et la Hollande s'entendirent pour proposer des conditions à Louis XIV, afin d'arrêter les conquêtes qui brisaient d'une manière absolue l'équilibre des relations extérieures. Les envoyés de Hollande et d'Angleterre demandèrent à la France quelles étaient les bases du traité qu'on pouvait proposer. Le comte d'Estrades, plénipotentiaire à La Haye, insista pour que l'on maintint la possession accomplie, c'est-à-dire que l'Espagne cédât au roi ses conquêtes telles qu'elles étaient alors acquises; la Flandre et la Franche-Comté devaient être réunies à la couronne (3). Selon les notes du ministre de France, un tel arrangement était d'autant plus juste qu'il ne s'agissait pas seulement d'une possession matérielle résultant d'un droit de conquête, mais que cette conquête, au contraire, n'avait fait que sanctionner un droit constant et consacré par les règles générales des successions. Il fut répondu par la Hollande et l'Angleterre, « que pour les questions en litige, aussi bien que pour le droit successoral et la conquête réelle, il était toujours procédé par des moyens de transaction, et qu'une transaction supposait des cessions réciproques. » Ce point admis, les plénipotentiaires déclarèrent que la France devait opter entre la réunion du duché de Luxembourg, Cambrai, Douai, Aire, Saint-Omer ou de la Franche-Comté, mais qu'en aucun cas elle ne pourrait obtenir cette double augmentation de territoire (4).

mée française en Flandre, 30 juin 1667. » Manuscrits.

Il existe une médaille pour la campagne de 1667. Le roi à cheval, armé, le casque en tête et un javelot à la main. Les mots de la légende: *Jus augustæ conjugii indicuntur*; l'exergue: *Expediit Belgica*.

(1) Une copie contemporaine du rapport de Turenne est aux mss. de la collection Fontenue, 1667.

En 1667 on caricatura de nouveau les Espagnols, alors vaincus en Flandre; on vendit le capitaine Rotodos dansant avec la Flandre, hors de cadence.

La Flandre ajuste en vain sa danse

A ce violon hollandais.

Ce capitaine va de guingois

Et n'entre jamais en cadence.

Dans l'Espagnol chassé de Flandre, on voit :

L'Espagnol lâche et sans vertu,

Par la Flandre qui le méprise,

Se voit d'un coup de pied au cu

Chassé comme un pèteur d'église.

Aussi le François son vainqueur

La possède de telle sorte,

Qu'elle le lège dans son cœur

Pendant qu'il boise la porte.

(2) Collection d'ordonnances, 1667.

(3) Dépêche originale du comte d'Estrades, 1667.

(4) L'article 2 du traité conclu entre la France, l'Angleterre et les Etats-Généraux des Provinces-Unies est ainsi conçu : « Le roi très-chrétien accorde une

Ces conditions, quelque modifiées qu'elles pussent être, étaient dures pour le cabinet de Madrid ; il y avait union intime entre les villes de Flandre et la couronne d'Espagne ; les Wallons formaient une garde spéciale à Madrid, leurs régiments entouraient le monarque et le trône ; une compagnie d'*allobardos* était spécialement choisie au sein des métiers et des corporations de Douai ; les deux peuples avaient adopté les mêmes coutumes ; ils processionnaient municipalemment, leurs *gigantos* et leurs *ninos* en tête ; les communes de Flandre et les *comuneros* de Castille et d'Aragon avaient de semblables privilèges, magistrature, coutumes et lois.

Ce fut pour la cession des villes de Flandre que le plénipotentiaire français opta ; elles convenaient par leur situation sur l'extrême frontière. Depuis le seizième siècle, c'était par le nord que la France avait été menacée ; c'était là que les rois d'Espagne avaient placé le siège de leurs mouvements contre la France : au temps de la Ligne, c'était de Cambrai, de Donal, de Saint-Omer que s'avancèrent ces *regimientos*, formidable infanterie que conduisait le duc d'Albe. Il y avait danger à laisser sur ses derrières toute une province hostile avec ses places fortes, tandis qu'une armée française se portait aux Pyrénées pour tenter une marche en avant dans l'Espagne.

Par le traité d'Aix-la-Chapelle, la cession de ces cités de la Flandre espagnole fut ratifiée complètement (1) ; Louis XIV abandonnait ses conquêtes dans la Franche-Comté, simple point d'arrêt, retard consenti à l'inévitable avenir d'une réunion définitive. La Franche-Comté était plus encore que la Flandre éloignée de toute espèce de point d'ap-

pui ; l'Espagne ne pouvait y envoyer que des forces incomplètes, lesquelles ne parvenaient jusqu'à Besançon ou Dôle qu'en passant le Milanais par les Alpes, c'est-à-dire en violant le territoire suisse, la Savoie ou le Piémont. La Franche-Comté couvrait parfaitement la France ; ce bon pays, arrondissant une de ses frontières, devait tôt ou tard venir à elle ; c'était sa destinée. Six grandes cités de Flandre étaient cédées définitivement à Louis XIV et sans esprit de retour. Elles constituaient une acquisition réelle, la réunion d'un territoire à la couronne, territoire qui lui est resté depuis adhérent comme la vicomté de Paris même.

L'Espagne, dans ce traité, se montre avec toute sa faiblesse, elle dispute à peine ses villes, elle laisse agir ses plénipotentiaires sans discussions, elle accepte des médiateurs sans intervenir elle-même. La réaction s'opère complètement contre elle ; on voit qu'elle sort des mains d'un vieillard pour tomber dans celles d'un enfant, et sous la tutelle d'une faible femme. La monarchie de Louis XIV est pleine de jeunesse et de vigueur, celle de Charles-Quint s'affaïsse et tombe : c'est la destinée des Etats que ces chances de fortune ; ils ont leur grandeur et leur décadence. Alors recommencent encore les caricatures vives et mordantes contre les Espagnols. Quand un Etat est à sa fin, tout se réunit contre lui ; on combat une puissance forte ; on ne caricature que les nations dont la gloire se flétrit ; comme les héros d'Iliade, les peuples insultent à leur ennemi étendu dans la poussière. Il fut publié une multitude de plaisanteries contre les troupes espagnoles qui avaient combattu le prince de Condé. Dans « le Triste adieu des espagnols aux dames de Dôle (2) », tous ces rodomonts, montés sur de pitoyables che-

cessation de toute espèce d'entreprises et d'attaques sur les places fortes des Espagnols, à la condition du réciprocisme du côté de l'Espagne, jusqu'au dernier jour de mai inclusivement. » Ce traité fut signé à Saint-Germain, le 16 avril 1668 ; les plénipotentiaires étaient pour la France : Letellier, Lionne et Colbert ; pour l'Angleterre et les Etats de Hollande, les sieurs Trevor et van Beuningh.

(1) Art. 3 du traité d'Aix-la-Chapelle : « En contemplant de la paix, le roi très-chrétien retiendra, demeurerait et jouira effectivement de toutes les places, forts et postes que ses armes ont occupés ou fortifiés pendant la campagne de l'année passée. A savoir : de la forteresse de Charleroi, des villes de Barch et d'Ath, des places de Douai, le fort de Scarpe compris, Tournai, Oudenarde, Lille, Armentières, Courtray, Bergues et Furnes, et toute l'étendue de leurs bailliages, châtellenies, territoires, gouvernances, prévôtés, apparte-

nanecs, dépendances et annexes, de quelque nom qu'elles puissent être appelées. » Le traité fut signé à Aix-la-Chapelle, le 2 mai 1668, et ratifié par le roi à Saint-Germain, le 30.

(2) Caricature contre les Espagnols après la prise de Dôle. Février 1668. — « Le triste adieu des Espagnols aux dames de Dôle. » Montés sur de pitoyables chevaux, les Espagnols saluent piteusement quelques dames qui sont aux fenêtres :

Les Français font tirer leurs guêtres
A ces rodomonts mal contents,
Et ces dames par leurs fenêtres
Leur disent adieu pour long-temps.

Dans une caricature contre les Espagnols, au sujet de la conquête de la Franche-Comté, on lisait :

LE TAILLEUR ESPAGNOL.

Saluons-nous, Lazarille ! et fermons la boutique,

vaux, saluent piteusement les dames aux fenêtres; les Français leur font tirer leurs guêtres, et c'est pour long-tems que les dames leur disent adieu. » Puis venait la plainte du tailleur espagnol : « Il faut fermer boutique, s'écriait-il, car le *garde-infant* n'est plus de mise aujourd'hui; les Français m'ont tenté ma pratique. » Et la Franche-Comté personnellement lui répondait, à que la France venait de la délivrer d'un habit incommode et de lui dégager la taille; c'est pour le coup qu'elle allait s'appeler *Frache-Comté*. » Il y avait dans cette caricature un vieux Suisse qui, dans son jargoon, déclarait qu'il n'aimait point les Espagnols, erqueurs d'oignons; il préférait grasse enisaine : « Adieu, fanfaron, continuait le bon montagnard; laisse-moi *mon voisine*, moi point toi pour voisin. »

Ces caricatures peignent bien l'esprit d'une

Le garde-infant n'est plus à la mode aujourd'hui;
Ce tailleur fait si bien qu'il m'ôte ma protique,
Et je n'en connais point de plus adroit que lui.

LA FRACHE-COMTÉ.

D'un habit incommode à la fin délivrée,
Et d'un joug qui m'étoit toute la liberté,
Ce François a si bien ma taille dégagée,
Qu'on me peut à bon droit nommer Frache-Comté.

LE FRANÇAIS.

Tu sais que par pitié je te l'avais rendue,
En échange de mes droits pour t'accorder la paix;
Mais après que ton bras l'a si mal défendue,
Seigneur, tu peux lui dire un odieu pour jamais.

LA SUISSE.

Moi, point erqueur d'oignon, j'aime grasse enisaine
Cerfelas et chambron en trinquant le bon vin,
Fourte, atieu, fanfaron, laisse là mon foisine,
Parti lo bon François, moi point toi pour foisin.

(1) Caricature sur les Espagnols au sujet du traité d'Aix-la-Chapelle; 1668.

« Pronostie merveilleux sur l'étrange maladie du sieur don Diego d'Avalllos. » Ce don Diego d'Avalllos est une espèce de Saneho tout trapu, aux jambes courtes, au ventre proéminent; il est atteint d'un vomissement effroyable, et il dégobille, comme le dit la gravure, plusieurs villes, châteaux, navires, qui lui chargeaient l'estomac :

LE MÉDECIN SUÉDOIS.

Espagnol, dont la faim n'est jamais assouvie,
Il vous fait rendre gorge, ou bien perdre la vie,
Vous avez trop mangé;
Ce ventre monstrueux, plein de tant de matières,
Menace tout le corps d'un triste cimetière,

époque; depuis la Ligue elles se multipliaient. On fut bien plus hardi lorsque le traité d'Aix-la-Chapelle eut donné à la France quelques-unes des grandes villes de Flandre. Dans le pronostie merveilleux sur l'étrange maladie du sieur Diego d'Avalllos, on le voit, ledit Seigneur don Diego, qui décharge son estomac à l'aise, des villes, châteaux, et le médecin lui dit : « Espagnol, vous avez trop mangé, il vous faut rendre gorge. » Le chirurgien déclare qu'il va le saigner, et le malheureux rodomont, tout essoufflé, tout pâle, s'écrie : « Je n'en puis plus, je meurs, je me pâme; enfin, je rendrai tant, qu'il faudra rendre l'âme (1). »

Les Etats-Généraux de Hollande, médiateurs, n'aperçoivent pas la portée de la cession des villes de la Flandre; dans cette cession était le germe de la guerre qui les menaça quelques années plus tard.

S'il n'est bientôt purgé,

Je vais vous nettoyer, bien mieux qu'un Ripporrate,
Les reins, les intestins, les pommens et la rate,
Avec tant de bonheur
Que le monde, étonné d'un si rare spectacle,
Le publiera partout comme un nouveau miracle,
En me comblant d'honneur.

LE CHIRURGIEN FRANÇAIS.

Monsieur le médecin, prenez la patience
De voir faire à vos yeux un coup de ma sciener
En ce pauvre perclus;
Je m'en vais le saigner avecque tant d'adresse,
Que son sang épuisé, le ventre ni la graisse
Ne l'empêcheront plus.

LE CHEVALIER SUÉDOIS.

Courage, Castillon, déjà votre mal cède
Aux soins du médecin dont le divin remède
Travaille à vous purger.
O Dieu! qui vit jamais de merveille semblable,
Votre boncho vomit des vaisseaux effroyables,
Qui sont prêts à nager.

LE CAPITAINE ESPAGNOL.

Hélas! je n'en puis plus, je me meurs, je me pâme,
Enfin je rendrai tant qu'il faudra rendre l'âme:
Vous me ferez mourir.

Dans une gravure, *le Retour de la Paix*, la déesse, sur un char, sème à pleines mains les fleurs et les fruits. Un Espagnol, étendu par terre, en fait bonne provision :

Ce galant couché de la sorte
Semble notre ami de la paix,
Qu'à cause des froids qu'elle apporte
Voyez comme il se traîne, et comme il court après.

La Flandre espagnole était jetée entre la Hollande et la France comme un Etat intermédiaire, forte annexe d'une puissante monarchie telle que l'Espagne; l'alliance des deux peuples pouvait opposer des forces aux invasions de la France. Une fois ce point intermédiaire effacé, la Hollande se trouvait frontalière immédiate de la monarchie, et Louis XIV devait essayer une campagne sur La Haye et Amsterdam!

CHAPITRE VII.

FORCES DE MER ET DE TERRE DE LA FRANCE.— ADMINISTRATION FINANCIÈRE.

Marines et ports. — Rochefort. — Brest. — Honfleur. — Le Havre. — Saint-Malo. — Cette. — Toulon. — Dénombrement des navires. — Force des escadres. — Administration. — Gentilshommes de mer. — Levées des matelots. — Troupes de terre. — Maison du roi. — Régimens de provinces. — Etrangers. — Noblesse. — Recrutement. — Ressources de finances. — Budgets de Louis XIV.

1661 — 1670.

Le traité d'Aix-la-Chapelle était plutôt une trêve entre des intérêts qu'une pacification définitive; aussi cette suspension d'armes n'amenait-elle pas un désarmement complet. Louis XIV, déployant l'activité de son esprit, donna une forte impulsion aux deux élémens de la guerre : l'armement des escadres, l'augmentation et la discipline des armées de terre. C'était l'ambition de ses jeunes années; Louis secondait toutes les volontés du roi; il se montrait ferme, inflexible dans le conseil sur toutes les règles de la discipline; aucun officier ne pouvait manquer à ses devoirs sans encourir disgrâce, quel que fût son rang. Les ordonnances implacables sur le duel furent renouvelées; on ne put désormais croiser le fer sur le pré sans subir la

peine de mort; le duel fut rangé au même rang que le viol, crime irrémissible, car aux époques de force et de violence, la législation punit plus sévèrement les crimes qu'enfantent la force et la violence, ce qui explique l'admirable édifice catholique au moyen âge, ces légendes d'enfer et de purgatoire, effrayant tableau qui arrêtait la puissance sans frein du baron bardé de fer. Après le catholicisme vint la législation royale, impitoyable pour comprimer les derniers désordres des coutumes féodales (1).

Sous le ministère et la surintendance du cardinal de Richelieu, les armemens maritimes avaient pris en France un développement remarquable. Richelieu, grand-amiral de France, Mazarin, Louis XIV dès son avènement, prêtèrent une attention spéciale aux affaires de la marine. Le sol de la France était belliqueux : rien de plus simple que de lever et d'entretenir des régimens destinés aux batailles. Depuis les vieilles conquêtes des Francs, il y avait toujours eu sur ce sol des hommes pour acquérir la gloire dans des expéditions aventureuses : fallait-il aller en Flandre, en Allemagne, en Italie, on trouvait tout prêt un peuple de gentilshommes qui abandonnait ses châteaux et ses seigneuries pour ajouter un signe de gloire à son blason, un fief à ses domaines. Le même goût, la même vocation ne portaient point le peuple du centre de la France vers les expéditions maritimes; toutefois l'étendue des côtes était grande, depuis Dunkerque jusqu'à Bayonne; la Méditerranée baignait le Languedoc et la Provence; la population de ces rivages était habituée aux aspects de la mer; elle se jouait avec les grandes eaux à travers les vagues de la tempête. A mesure donc que le royaume de France, s'étendant du centre vers les extrémités, eut réuni à son territoire le duché de Bretagne avec ses habitans lous de mer, la Guienne aux mœurs anglaises, le Languedoc avec ses ports de Cette et d'Agde, la Provence brillante de la république de Marseille et de la vaste rade de Toulon; quand ces réunions furent accomplies, la France devint une puissance aussi fortement maritime qu'elle était militaire, et la rivalité avec l'Angleterre lui en fit une impérieuse nécessité (2).

Les premiers soins de Louis XIV se portèrent vers la construction d'arsenaux, la fortification

(1) Une médaille sur l'abolition du duel. La légende : *Justitia optimi principis*, la justice du meilleur de tous les princes. L'exergue : *Singularium certaminum furor coercitus*, la fureur des duels arrêtée. 1662.

On frappa une médaille pour la réformation de la justice. Le roi est assis sur son trône, tenant une ba-

lanee; la Justice debout lui présente son épée. La légende : *Litium series rescissa*, les procédures abrégées. L'exergue : *Novo codice*.

(2) C'est à Versailles que se trouvent réunies les anciennes Archives de la marine, elles sont dans un grand désordre; à Paris, on ne trouve au ministère que les documens sur la révolution et l'Empire.

des ports, la réunion d'un vaste matériel pour maintenir dans toutes les mers l'honneur du pavillon et des escadres de France; Dunkerque, au nord, offrait un bon port, quoique sa rade fût peu sûre; c'était surtout un abri pour les corsaires et les pêcheurs hardis, bravant la tempête dans les mers d'Islande et de Norwège. Depuis sa réunion à la France, Dunkerque fut restaurée, on y construisit une citadelle pour éviter un coup de main de la part de l'Angleterre qui n'avait jamais cessé de convoiter cette porte du détroit, ouverte par Charles II. En s'étendant vers le midi, la côte était sans défense jusqu'à Cherbourg, car on ne pouvait considérer comme ports de guerre Abbeville, Dieppe et le Havre. Cherbourg même, à l'extrémité de la côte, n'avait point de bassin creusé, et ses dunes mouvantes (1) ne permettaient pas d'abriter une escadre, tandis que l'Angleterre avait en face Portsmouth, non loin de Haslugg, lieu fameux aux annales normandes. Dans l'enfoncement d'une large baie se cachait Saint-Malo; qui ne connaissait les fameux corsaires malouins, lesquels attachaient leur barque et leur brûlot à la proue des navires d'Angleterre ou de Hollande, et se vantaient d'avoir plus d'une fois coulé bas les riches galions? Brest, tête de pont de la Bretagne, se déployait avec sa rade sûre, où s'abritaient les plus fortes escadres. Nantes, sur la Loire, n'était pas un port de guerre; jusqu'à la Rochelle, la côte était découverte, et ce fut pour la protéger que Louis XIV fit construire Rochefort sur la Charente: un bassin fut creusé, des fortifications bâties et soutenues par une artillerie formidable; les vaisseaux du roi purent se mettre à l'abri dans ce havre fait de main d'homme (2); le riche commerce de Bordeaux fut convoqué par des escadres qui trouvaient asile à Rochefort. Ainsi

Dunkerque au nord, Brest au centre, Rochefort au midi, formaient les lignes de ports fortifiés sur l'Océan; depuis on ajouta Cherbourg pour surveiller Plymouth et Portsmouth deux des grands arsenaux de l'Angleterre.

Pour la Méditerranée le même système fut suivi. Toulon était le seul grand port de guerre depuis Port-Vendres jusqu'à Nice, car on ne pouvait compter comme station militaire Marseille, quoique parfaitement abritée. Son port était merveilleux comme refuge; ni corsaires ni ennemis ne pouvaient approcher de son rivage, alors surtout que les forteresses Saint-Jean et Saint-Nicolas avaient été construites; mais les eaux du bassin n'étaient pas assez profondes pour recevoir les grands navires du roi; les galères seules y formaient la garnison militaire, depuis la tour Saint-Nicolas jusqu'à la Loge; elles arboraient en proue la croix municipale, signe de la cité. Vous eussiez vainement cherché des navires de construction nouvelle, des vaisseaux aux larges flancs et portant 120 canons; ces navires étaient obligés de s'arrêter dans sa rade peu sûre, ou d'aller chercher refuge dans Toulon (3). Louis XIV fit construire le port de Cette, qui fut pour le Languedoc ce que Toulon était pour la Provence. Tout le golfe de Lyon fut ainsi protégé; la France put y entretenir des escadres pour convoier le commerce du Levant et punir au besoin les Barbaresques, si grands pillleurs de mer, l'effroi des côtes de Provence où ils faisaient des esclaves chrétiens, enlevaient de jeunes filles pour peupler le sérail de Constantinople.

Le matériel de la marine royale était mis en rapport avec les vastes développements de l'état militaire (4): ce n'était plus seulement les galères aux rames étroites, portant deux maigres coulevrines

(1) Le port militaire de Cherbourg est de construction plus récente.

(2) Voyez la description et peinture du port de Rochefort, ordonné par le roi. Paris, 1689. Une médaille fut frappée à cette occasion.

(3) Voyez la vieille et excellente Histoire de Marseille, par M. de Ruffy; in-fol., 1698.

(4) Voici un état de la marine, tel que je l'ai trouvé en original, pour l'Océan.

Liste des vaisseaux de l'armée navale qui doit servir en l'année 1670.

A. DOCUMENT.

M. de Rabinières, capitaine du vaisseau *Le Superbe*, de 70 canons.

T. I.

M. de Gaharet, capitaine du vaisseau *Le Fondroyant*, de 68 canons.

M. Gombaut, capitaine du vaisseau *Le Grand*, de 64 canons.

M. Michaut, capitaine du *Conquérant*, de 64 canons. M. de Grangeay, capitaine de *L'Illustré*, de 70 canons.

M. de Beaulieu, capitaine de *L'Admirable*, de 70 canons.

M. le commandeur de Verdille, capitaine de *L'Invincible*, de 70 canons.

M. d'Estival, capitaine du *Sans-Pareil*, de 62 canons.

M. d'Ymaguion, capitaine de *L'Excellent*, de 58 canons. M. de Blenar, capitaine du *Fort*, de 64 canons.

M. de Tourville, sur le *Galant*, de 40 canons.

M. de Villeneuve-Férier, sur le *Brillant*, de 40 canons. M. de La Vigerie, sur le *Hasardeux*, de 34 canons.

sur la proue; mais des vaisseaux de guerre de plus de cent pièces, dont les flancs contenaient jusqu'à huit cents matelots, soldats et bombardiers, avec trois batteries en sabord, l'arrière ornée d'une immense poulaie au soleil d'or à trois rangs de baleons dorés; puis l'immense fanal qui éclairait les longs sillons du gouvernail épais. La frégate, plus légère, était un emprunt à l'Angleterre; la flûte et le brick étaient d'origine hollandaise. Toutes ces masses de bâtiments se groupaient en de nombreuses escadres; il n'était pas rare de compter jusqu'à cent navires réunis en un seul commandement, sous les pavillons et signaux de diverses couleurs. Il n'y a pas d'époque où de plus grandes flottes se soient heurtées entre elles; la science maritime n'était pas avancée, mais la pratique des manœuvres dans les fortes escadres était portée à un haut degré. Les états de la marine, conservés à Versailles, portent de 210 à 230 le nombre des navires de toute espèce entretenus par le roi de 1661 à 1670; ce nombre s'accroît encore considérablement jusqu'à la bataille de la Hogue, qui fut un des grands choes de la marine au dix-septième siècle. Le matériel était immense; on admirait déjà la corderie de Toulon, les magasins de gréage de Brest et de Dunkerque. Les ordonnances pour les bois et forêts soumettaient au martelage en faveur de la marine tous les vieux et nobles arbres, et nul propriétaire n'avait le droit d'en disposer sans la permission du roi.

Les gentilshommes avaient en d'abord répugnance de servir sur mer; ce n'était pas leur élément de bataille; mais les antiques familles de Provence, de Languedoc, de Guienne, de Bretagne, telles que les

(Brûlots.)

M. Rocachou sur le *Fus*,
M. Ozier-Thomas sur le *Périlleux*,
M. Vidant sur le *Folle*,
M. du Rivant sur le *Inconnu*,
M. Serpont sur le *Deguisé*,
M. Chaboisseau sur l'*Entrepreneur*.

A BRÛLÉ.

M. de C... sur le *Saint-Philippe*, amiral,
M. Duquesne, lieutenant général, sur le *Terrible*,
M. des Ardans sur le *Tonnant*,
M. de Vallabelle sur le *Brave*,
M. de Sourdis sur le *Fuillant*,
M. de Larcon sur le *Teméraire*,
M. de Quoyvet sur l'*Ori flamme*,
M. de Quéruville sur le *Bourbon*,
M. d'Infreville sur le *Rubis*,
M. d'Ebeville sur le *Duc*.

Forbin, les Duquesne, les Tourville, les Beaulieu, les Villeneuve, les Vallabelle, les Grosbois, s'étant illustrées dans la conduite des escadres, on se jeta dans cette périlleuse carrière avec ardeur. Louis XIV fonda des écoles pour l'éducation des jeunes gentilshommes; dès l'âge de douze ans, la bonne noblesse monta sur les vaisseaux du roi et fit le service des vieux loups de mer dans les deux Indes. Louis XIV donna des privilèges au corps de la marine, il eut le pass sur l'armée de terre, il lui réserva les riches commanderies; on porta la croix d'or de Malte, on se consacra au service de Saint-Jean-de-Jérusalem ou des rois de France, tantôt en montant les galères, tantôt les vaisseaux de Sa Majesté. Les gentilshommes conservaient dans les expéditions de mer cet esprit aventureux qui distinguait leurs ancêtres: il y eut sous ce règne plus d'un tiers de la noblesse qui se voua aux armées navales. Les ordonnances permirent rarement l'avancement maritime à la roture, et quand il y eut exception, ce fut avec éclat. Le rustre Bart sortit des pêcheurs de Dunkerque pour être chef d'escadre en France; la marine marchande fournit quelquefois ses hommes pour le service de Sa Majesté, et ce fut l'origine des officiers auxiliaires.

Le recrutement des matelots se faisait par le système de l'inscription maritime et par l'antique idée normande de la presse. La presse, c'était l'appel tumultueux de tout vassal lors de l'invasion, quand on levait le gonfanon pour que tout fidèle accourût au cri de *Auro* à la convocation du ban et de l'arrière-ban du roi. Le matelot, une fois inscrit sur la matricule, était comme le vassal au service du suzerain, et lorsqu'il voulait échapper à cette obli-

M. de Coquelain sur le *Colle*,
M. Panetier sur l'*Heureux*,
M. de Bleor sur le *Acyon*,
M. de La Roque-Souffret sur le *Hardi*.

(Frégates légères.)

M. de... sur le *Tempête*,
M. de Bellemont sur l'*Aurore*,
M. de Gravaçon sur la *Raillieuse*,
M. de Saint-Michel sur la *Subtile*,
M. de Grosbois sur la *Lutine*,
M. d'Elmouts sur la *Goillardie*.

(Brûlots.)

Le Trompeur; le *Serpent*. — Deux tartanes.

M. Duquesne gardera les côtes de La Rochelle avec une escadre de quatorze vaisseaux. — M. Martel commandera une escadre de quatorze vaisseaux, qui servira de corps de réserve.

gation des chartes, il était puni et puni pour crime de félonie : ainsi le voulait la féodalité. Le matelot de France était robuste; on était le Breton pour sa valeur tête, pour sa courageuse persistance dans les lointaines entreprises. Le blond Normand, quoique fort de ses membres velus, était plus mou, il se hasardait moins sur les grandes mers; son commerce se bornait au cabotage. Le matelot de la Guienne jusqu'à Bordeaux fréquentait surtout les deux Indes; le marin provençal avait toutes les mers du Levant pour domaine; il trouvait ses consuls et son pavillon à Smyrne, Athènes et Constantinople; il soutenait l'honneur de ses villes sur les côtes de Barbarie. Louis XIV venait de commander une expédition contre les corsaires levantins. Le duc de Beaufort obtint sur la flotte le titre d'amiral; le commandeur Paul, un des braves hommes de mer du temps, conduisit l'escadre d'avant-garde. On ne put pas opérer une descente sur la côte d'Afrique; les difficultés de l'abordage sur ces rives, toujours exposées aux tempêtes, la famine et les maladies ne permirent pas aux intrépides marins de France de jeter là un établissement durable : le temps n'était pas venu (1).

L'institution d'un ministère spécial pour la marine en faveur du marquis de Seignelay, fils de Colbert, était à L'ouvois la surveillance du matériel et du personnel de l'armée de mer. Tous les soins du ministre se portèrent sur l'armée de terre, et sur ce qu'on appelait alors l'extraordinaire des guerres. La maison du roi avait pris une grande extension; les gardes-du-corps étaient organisés par quatre compagnies, sous des capitaines désignés par le roi, braves jeunes hommes choisis au sein de la noblesse provinciale, et à qui la personne du prince était confiée; une telle surveillance avait paru nécessaire, surtout depuis Henri IV, que le poignard des assassins avait menacé si souvent, et qui avait succombé

sous de si criminelles tentatives (2). Les gardes-du-corps avaient charge du service intérieur. Tout était formé dans le palais, et ces formules tenaient à des usages de respect envers la majesté royale, ou bien elles se rattachaient à des mesures de sûreté personnelle. Ainsi toutes les portes intérieures étaient confiées aux gardes-du-corps; quand le service de table commençait, ces jeunes gentilshommes accompagnaient les plats, afin qu'une main perfide ne semât point le poison; quand l'écuyer versait à boire, ils devaient le suivre des yeux et saluer la coupe du roi. Avec les gardes-du-corps marchaient les mousquetaires, gris ou noirs, dans leur magnifique costume et leur beau visage, car on choisissait tous les hommes d'élite, d'une noblesse sûre et d'un blason sans reproche. Les mousquetaires cheminaient au-devant et aux côtés de la voiture du roi; ils n'avaient pas l'entrée du palais, ils n'en dépassaient jamais les portes; voilà pourquoi ils portaient de larges bottes à calice, tandis que les gardes-du-corps, à bas rouges, à petits souliers à talons, ne chaussaient la botte forte que lorsqu'ils accompagnaient le roi aux batailles. Les gendarmes étaient le corps le plus vieux de la maison du roi; leur origine remontait à Charles VII, lorsque, délaissé à Bourges, il appelait à son aide tout ce qui restait de bonne noblesse dans le centre de la France (3). Les cheval-légers, d'origine plus moderne, étaient un corps gracieusement armé, qui se mouvait avec prestesse, caracolant à droite et à gauche sur des chevaux de petite taille; ils portaient une veste de brocard d'or, un casque d'argent relevé d'un joli panache, sous lequel peulait une perruque frisée et bouclant sur les épaules. Dans la garde du roi entraient aussi deux régiments d'infanterie fort nombreux et bien disciplinés, sous le nom de *gardes françaises*, composés d'hommes à haute stature, d'une force de corps remarquable, marchant serrés

(1) *Gazette de France*, ad ann. 1663

(2) Voici la liste exacte de la maison du roi sous Louis XIV.

Gendarmes, cheval-légers et mousquetaires à cheval.

Quatre compagnies des gardes-du-corps.	1,039 hom.
Compagnie de gendarmes écossais.	105
Deux compagnies de mousquetaires à cheval.	554
Compagnie de gendarmes anglais.	105
Compagnie de cheval-légers anglais.	110
Gendarmes de la reine.	154
Gendarmes de M. le dauphin.	200
Compagnie de cheval-légers dudit seigneur.	108

Gendarmes d'Anjou.	105
Gendarmes d'Orléans.	154
Compagnie de cheval-légers d'Orléans.	157

Total. 3,800 hom.

Régiment des gardes françaises, 30 compagnies de 100 hommes chacune.	3,000 hom.
Régiment des gardes suisses, 10 compagnies de 200 hommes.	2,000
Gendarmes du roi.	200
Cheval-légers de la garde.	200

Total. 8,400 hom.

(3) Voyez mon *Histoire constitutionnelle*, tom. IV.

par compagnies sous divers capitaines. Un Contant-Biron avait le commandement des gardes françaises, charge achetée et de tradition dans cette famille de noblesse (1).

Puis venaient les compagnies étrangères; et d'abord les Écossais, excellentes troupes qui depuis Charles VII étaient continuellement admises dans les gardes du roi. Les aïeux de ces braves Écossais étaient demeurés si fidèles au pauvre roitelet de Bourges! Un comte de Douglas avait tenu la connétable de France aux jours difficiles de la royauté. Là était l'origine de la compagnie écossaise des gardes du roi : sans porter le costume de la patrie, ces Écossais avaient l'habit bariolé de vert et de rouge, pour rappeler qu'ils avaient pris naissance dans les montagnes de l'Écosse, aux clans héréditaires; ils marchaient au son des tambours, quelques-uns se couvraient du plaid et portaient la claymore. Les Suisses comptaient également deux régimens dans les gardes; ils étaient vêtus de rouge et de

bleu, et quelques compagnies avaient encore la cuirasse, les brassards, comme au temps de Henri IV. D'autres surmontaient leur chef d'un large bonnet à plumes; leur costume militaire était un casque de fer battu et le mousqueton sur l'épaulé. Toute la maison du roi formait un corps de dix mille hommes.

Les autres régimens qui appartenaient aux divers corps de l'armée se recrutaient, ainsi qu'on l'a dit, de provinces en provinces; ils se divisaient en grosse cavalerie par escadrons de cent hommes pesamment armés. La cavalerie légère, qui avait un grand attrait pour les jeunes fils de châteaux, était portée alors à un bon tiers des troupes montées. L'arme des dragons et carabins recevait une grande extension, car ceux-ci servant à pied et à cheval tont à la fois, pouvaient rendre un double service pour la guerre de montagnes et de plaines (2). On comptait quarante-six régimens français et quinze régimens étrangers, allemands, suisses et piémontais. Il y avait aussi un fort régiment Ir-

(1) Voici la liste des régimens de cavalerie légère.

Cavalerie légère dont les régimens sont de six compagnies de 64 hommes chacune.

Colonel général de ladite cavalerie.	Deux régimens étrangers.
Maître-de-camp général de ladite cavalerie.	Cravates du roi.
Commissaire général de ladite cavalerie.	La Reine.
Royal du roi.	Dauphin.
Rouvrai.	Orléans.
Gassion.	Condé.
Desfourneaux.	Enghien.
Joyeuse.	Tilladet.
Boovesé.	Sourdis.
Fouville.	Uxelles.
Resmel.	Bligny.
Cabouet.	Lasablière.
Moatauban.	Lambert.
Pillois.	Cabrerel.
Coulaage.	Humières.
Nerlin.	Pronille.
Saint-Loup.	Bortillae.
Caebae.	Beaupré.
Saint-Août.	Panlmy.
Derdelin.	Beaufort.
Douget.	Carendo.
Dueondé.	Sauvay.
Nogent.	Chenillet.
	Noüart.
	Somasiacure.
	Hanion.

Nombre, cinquante régimens de six compaignies, chacune de 64 hommes, soit par régiment 324 hommes, et en tout 16,200 hommes.

(2) *Autres régimens de cavalerie de trois compagnies chacun, de 64 hommes par compaignie.*

Coislin.	Grignan.
Estrades.	Laurières.
Béthune.	Granville.
Montgeorge.	Daroure.
Buzenval.	Néré.
Basleroy.	Thury.
Thiangé.	Valavoire.
Longueville.	Arnolfiny.
Bagny.	Harecourt.
Bouillon.	Armagnac.
Anvergner.	Saint-Aignan.

Nombre, 66 compagnies, formant un tout de 2,564 hommes.

Cavalerie légère étrangère.

Prince de Piémont, dix compagnies, dont l'une de 64 hommes, et les autres de 54.	650 hom.
Konismarek, vingt-quatre compagnies de 64 hommes.	1,296
Anglais, dix compaignies de 64 hommes.	640
Schomberg, trois compag. de 64 hom.	192
Rose, id.	168
Housset, id.	168
Total.	2,872

Deux régimens de dragons.

Colonel-général desdits dragons, de six compagnies de 104 hommes chacune.	624 hom.
Dragons du roi, de six compaignies de 64 hommes.	324
Total.	948

landais formé par les gentilshommes qui avaient fui les guerres religieuses. Plus tard, après la révolution d'Angleterre, les catholiques irlandais eurent en France plus de douze mille hommes sous les drapeaux (1).

Les dépenses qu'exigeait ce puissant état militaire étaient réglées chaque année par des projets de budget que rédigeait Colbert, et définitivement adoptés par le roi. J'ai retrouvé encore quelques uns de ces budgets écrits de la main du ministre, modifiés et approuvés par Louis XIV; ils peuvent donner une idée des formes financières de cette époque. Colbert propose pour les dépenses des maisons royales 8 millions 500 mille francs; le roi fixe sans discussion le budget à cette somme; le ministre propose 800 mille francs pour le comitant du roi, le prince élève ce comtant à 1 million; ils s'accordent tous deux à donner 600 mille francs pour les bâtimeus de Sa Majesté, et les 300 mille francs alloués aux ligues suisses; les 3 millions

pour les états de troupes sont portés à 4 millions; on accorde d'une commune volonté 200 mille livres pour gratification aux officiers de troupes. L'extraordinaire des guerres est la partie de ce budget qui s'élève le plus haut, car il est porté pour 42 millions, sans y comprendre 4 millions pour le pain de munition; la marine reçoit 8 millions, les galères 2, les fortifications du dedans 1,500 mille livres, et les garnisons 2 millions 800 mille livres. Quant aux affaires étrangères, on accorde 500 mille livres aux ambassadeurs, puis des subsides pour l'Allemagne, la Suède, l'Angleterre, Munster, Cologne et la Bavière, pauvre petit Etat alors, car il n'est porté que pour 100 mille livres. 110 mille livres sont aussi assurées pour le pavé de Paris, et 100 mille livres pour la Bastille. Enfin le total de ce budget, y compris les additions, s'élève à plus de 93 millions de livres, ce qui excède d'un bon tiers les recettes présumées (2). On aperçoit dans ce travail de cabinet toute la sollicitude de Louis XIV

(1) *Régimens d'infanterie française de 53 hommes par compagnie, les chefs compris.*

Compagnies.		Compagnies.	
Picardie.	70	Régiment d'Anjou. . .	70
Champagne.	70	Praslin.	18
Navarre.	70	Lyonnais.	35
Piémont.	70	Dauphin.	70
Normandie.	70	Crisol.	18
La marine.	70	Montaigu.	16
La marine.	32	Turenne.	33
Castelnau.	33	Lamothe.	17
Auvergne.	33	Dampierre.	16
Desault.	33	Louvigny.	18
Bandeville.	16	Grancé.	16
Régiment du Roi.	70	La Reine.	70
Régiment Royal.	70	Montpezat.	16
Les Voisieux.	70	La Fère.	16
Orléans.	33	Condé.	17
Artois.	33	Enguien.	17
Bretagne.	16	Jonzac.	18
Carignan.	16	Montperoux.	16
Châteauneuf.	16	Bouillna.	16
Sourches.	18	Bourgogne.	33
Vendôme.	16	La marine nouveau. . .	20
Lafercé.	18	Vernandois.	20
Conti.	16	Fusiliers du roi.	24

Quarante-six régimens, faisant 1550 compagnies sur le pied de 53 hommes chacune; en tout 83,157 hommes.

Régimens d'infanterie étrangère.

Alsace, douze compagnies de 182 hommes chacune.	2,184
<i>A reporter.</i>	2,184

Report. 2,184

Écossais et Anglais, vingt compagnies à 123 h.	2,460
Roussillon, vingt compagnies, id.	2,460
Furstenberg, douze compagnies à 182 hom.	2,184
Irlandais, douze compagnies à 104 hommes.	1,248
Autres irlandais, seize compagnies à 104 hom.	1,664
Royal-Italien, vingt-sept compagnies à 104 h.	2,808
Royal-Anglais, huit compagnies à 103 hom.	824
Stoupe suisse, douze compagnies à 200 hom.	2,400
Erlac suisse, id.	2,400
Festa suisse, id.	2,400
Salls suisse, id.	2,400
Anglais, huit compagnies à 103 hommes.	824
Cinquante compagnies franchees à 200 hom.	10,000

Nombre total. 36,256

(2) *PROJET DE DÉPENSES.*

<i>De la main de Colbert.</i>		<i>De la main du roi.</i>	
Livres.		Livres.	
8,500,000	Maisons royales.	8,500,000	
300,000	Augmentation pour l'armée	300,000	
800,000	Comptant pour le roi.	1,000,000	
600,000	Bâtimeus.	600,000	
300,000	Lignes suisses.	300,000	
3,000,000	Étapes.	4,000,000	
200,000	Gratifications aux officiers des troupes.	200,000	
	Extraordinaire des guerres.		
	Chevan-légers de la garde.		
41,000,000	Gardes françaises.	42,000,000	
	Gardes suisses.		
	Artillerie et fortifications.		
1,000,000	Plus.		
4,000,000	Pain de munition.	4,000,000	

pour les affaires de son gouvernement. Les ministres font une simple proposition : rarement les rois ses prédécesseurs s'occupaient des détails d'un budget ; ils cherchaient à pourvoir aux ressources personnelles, sans s'inquiéter de la régularité des services. Henri IV donnait à tort et à travers des acquits au comptant, sans en fixer d'avance le chiffre ; Richelieu et Mazarin ne sont occupés qu'à se procurer, par des expédients, les services dont ils ne prévoient pas les limites fixes ; Louis XIV le premier balance matériellement, par la rédaction d'un budget régulier, les recettes avec les revenus. Ce ne fut souvent dans ses mains qu'une formule pour constater un déficit qu'on ne prenait pas la peine d'éviter. En matière de comptabilité, les formes ne servent jamais qu'à lors qu'une base d'économie est admise en principe. Il vaut mieux s'abstenir de dépenser que de savoir légalement qu'on dépense plus qu'on ne reçoit. Ces budgets se continuent pour tout le règne de Louis XIV avec une exactitude matérielle. Tout consiste en une simple et grande feuille de papier avec des chiffres sur deux colonnes ; les uns contiennent la proposition ministérielle, les autres les sommes arrêtées par le roi ; tous les services se règlent par ses ordres ; la comptabilité ministérielle trouve dans la volonté du souverain une suffisante justification (1).

<i>De la main de Colbert.</i>		<i>De la main du roi.</i>
<i>Livres.</i>		<i>Livres.</i>
7,500,000	Marine	8,000,000
1,500,000	Galères	2,000,000
1,500,000	Fortification du dréons	1,500,000
300,000	Ouvrages du canal	
600,000	Ambassades	
71,000,000		72,000,000
100,000	La Bastille	100,000
2,000,000	Dépenses extraordinaires	2,000,000
1,200,000	Allemagne, par les alliés	
3,000,000	Angleterre	
1,800,000	Suède	
768,000	Munster	
576,000	Cologne	
264,000	Nouveaux traités	
360,000	Hanovre	
108,000	Evêque de Paderborn	
1,080,000	Nouveau traité d'Hanovre	
180,000	Evêque d'Osnabruck	
108,000	Neubourg	
100,000	Bavière	
600,000	Nouveau traité	
1,000,000	Autres traités, par estimat.	
100,000	Ponts et chaussées	100,000

CHAPITRE VIII.

LES DEUILS ET LES PASSE-TEMPS DE SAINT-GERMAIN ET DE VERSAILLES.

Mort de la reine-mère. — Sa situation à la cour. — Son caractère et ses funérailles. — Louis XIV et la duchesse de La Vallière. — Naissance de M^{lle} de Blois. — Du duc de Vermandois. — Marie-Thérèse. — Le duc d'Orléans. — M^{lle} de Montpensier. — Le comte de Lauzun. — La princesse de Monaco. — M^{lle} de Montespan. — Retraite de la duchesse de La Vallière.

1666.

En quittant la régence de son fils, Anne d'Autriche avait conservé, au moyen de Mazarin, quelque influence sur le gouvernement ; les anciens rapports du premier ministre et de la régente ne s'étaient point effacés, et ce ne fut qu'à la mort du cardinal que l'autorité de la reine-mère disparut absolument. Louis XIV avait les passions trop vives, le besoin de commandement trop prononcé pour souffrir les remontrances, même d'une mère ; im-

<i>De la main de Colbert.</i>		<i>De la main du roi.</i>
<i>Livres.</i>		<i>Livres.</i>
100,000	Pavé de Paris	100,000
300,000	Intérêts de remboursements	300,000
600,000	Menus dons et voyages	800,000
600,000	Intérêts d'avances et frais de recouvrements	600,000
85,432,000		
2,712,000	Pensions, appointements et gages du conseil	2,712,000
520,000	Appointements des maréchaux de France	520,000
200,000	Acquits	200,000
2,800,000	Garnisons	2,800,000
92,064,000	Somme totale	92,132,000

Augmentation depuis le projet n°

L'excrcice des guerres	1,000,000
Bâtiments	700,000
Somme totale	93,832,000

Ce budget est dans le fonds et achats nouveaux de la bibliothèque du roi, cortons non cotés encore.

(1) Bibliothèque du roi, cortons et fonds nouveaux.

pétueux jeune homme, le roi n'avait pas toujours respecté la personne d'Anne d'Autriche, et quand celle-ci lui faisait quelques observations sur le désordre de sa conduite, sur la position de Marie-Thérèse, chaste infante d'Espagne, obligée de subir en cour l'autorité et la puissance adultère d'une maîtresse, Louis XIV s'était emporté jusqu'à ce point de dire à sa mère « qu'il n'avait plus besoin des conseils de personne, et qu'il était assez grand pour se guider lui-même (1). »

C'était noire et profonde ingratitude de la part du roi : se souvenait-il en effet des services immenses que lui avait rendus Anne d'Autriche, des exils qu'elle avait subis, et de ses diverses fortunes, le tout pour soutenir l'autorité royale ? Aux temps de la Fronde, n'était-ce pas Anne d'Autriche qui avait emporté Louis XIV enfant dans ses bras à travers les barricades, et qui l'avait réchauffé dans son lit de paille de Saint-Germain ? Les passions seules, dans leurs brûlantes atteintes, avaient pu effacer au cœur du roi des souvenirs aussi profonds, et à la fin de sa vie Anne d'Autriche s'était retirée au Val-de-Grâce, cette maison de la montagne Sainte-Genève, que plus d'une fois, en d'autres temps, Richelieu avait fait fouiller pour y découvrir les traces de la conjuration espagnole (2). Ce Val-de-Grâce avait été construit sur les dessins de Mansard, l'église s'était agrandie ; Anne d'Autriche, loin de la cour, recevait les visites intimes de quelques fidèles courtisans et de la reine Marie-Thérèse sa nièce ; elle était là en quelque sorte l'expression d'un vieux système auquel d'autres idées avaient succédé. Autour d'Anne d'Autriche se réunissaient les mécontents, les partisans de l'administration de Mazarin, lesquels alors étaient en disgrâce ou en exil, sans en excepter les propres nièces du cardinal, les duchesses de Bouillon et de Mazarin (3).

Anne d'Autriche ne vécut pas long-temps dans les ennuis de la retraite. Quand on a passé ses jours au milieu de agitations politiques, dans le mouvement passionné des affaires, rien n'avance la vie comme la solitude, cette espèce de tête-à-tête de l'âme avec elle-même ; de la vie bruyante au repos il n'y a souvent d'autre résultat que la mort. Les

ingratitude de Louis XIV abrégèrent les jours d'Anne d'Autriche ; elle cessa de vivre le 20 janvier de l'année 1666, à l'âge de 64 ans. Louis XIV manifesta à peine de la douleur ; il ordonna de magnifiques funérailles, dans cet intérêt de dignité royale qui dirigeait toutes ses actions. La fille, la mère, l'épouse et la sœur des rois fut célébrée dans les sonnets (4) ; mais les distractions de cour eurent bientôt fait oublier Anne d'Autriche. La reine-mère avait laissé peu de traces ; ferme de caractère comme princesse, faible comme femme, elle offrit le perpétuel contraste d'une volonté tenace en matière de gouvernement, et d'un grand laisser-aller de coquetteries, de plaisirs, et s'il faut en croire les pamphlets, de légèreté amoureuse. Le roi Louis XIV lui fit sentir, même très-durement, cette situation ; il osa rappeler à sa mère que sa conduite passée commandait l'indulgence pour les autres.

Et en ce moment, comment le roi, épris comme il l'était de M^{lle} de La Vallière, aurait-il pu écouter les leçons de morale que lui répétait incessamment Anne d'Autriche ? Jamais roi n'avait manifesté des sentiments plus chauds pour une maîtresse, sa première passion d'amour, l'entrée de son cœur dans la vie. A la naissance de M^{lle} de Blois, on l'avait vu partager les communes douleurs, faire l'office de médecin aux frais et dépens de son bant-de-chausse tout sali et de ses points d'Angleterre déchirés. Combien de folies ne fit pas le roi à la naissance de l'enfant mâle qui prit le nom de duc de Vermandois ? Saint-Germain se para tout de fête, car il était né un fils au roi. A cette époque déjà Louis XIV témoignait cette honte paternelle pour ses enfants naturels, noble et faible côté de sa vie, en face de sa nombreuse génération : toutefois il n'échappait point aux courtisans que la duchesse de La Vallière cessait d'être exclusivement agréable au roi ; elle était toujours aimée, mais de cet amour fatigué qui n'est plus qu'une habitude dans l'existence de l'homme. Les deux couches de M^{lle} de La Vallière avaient pâli son visage en effaçant cette fraîcheur de jeunesse, sa seule beauté réelle ; elle était alors plutôt mère qu'amante, et Louis XIV, sans cesser de

(1) *Mémoires du duc de Saint-Simon*, ad ann. 1660.

(2) Voyez tom. vi de *Richelieu, Mazarin et la Fronde*.

(3) Toute la littérature mécontente s'adressait à cette vieille cour. Voyez LA FONTAINE, dans ses *dédicaces*.

(4) Voici le plus célèbre :

*Et soror, et conjux, et mater, nataque regum
Nulla unquam tanto sanguine digna fuit.*

Une médaille sur la mort de la reine-mère représente un tombeau d'où s'élève une pyramide surmontée d'une couronne fermée, et au milieu de laquelle on a placé le portrait de la reine. La légende : *Anna Austriaca, matri colendissima* ; l'exergue : *Obiit vigesimo januarii 1666.*

la voir, cherchait autour d'elle d'autres distractions. La princesse de Monaco, la plus gracieuse fille du comte de Gramont, quoique déflorée, selon l'expression de Bussy-Rabutin, par le comte de Lauzun, eut d'abord les fugitifs hommages du roi. La princesse de Monaco ne fut point traitée comme une favorite, mais comme une de ces femmes qui inspirent un caprice et l'éteignent presque aussitôt (1).

Il n'en fut pas de même d'une autre passion du roi qui jeta d'ardentes et profondes racines. Dans les ballets de cour qui furent dansés à Versailles, Louis XIV avait remarqué une jeune femme à l'expression vive et impérieuse; elle appartenait à la belle race des Mortemart, à ce noble sang qui se dessinait en lignes magnifiques sur la physionomie de quatre ou cinq générations; elle avait le nom de Françoise Athéniste, marquise de Montespan, car elle avait épousé depuis deux ans l'héritier du marquisat de Montespan dans la Guienne, ce qui faisait qu'elle portait à son blason, sous la couronne de marquise, l'hermine et la tourelle de la maison de Montespan. Depuis quelque temps elle ne quittait pas M^{lle} de La Vallière, et elle avait joué avec elle un rôle de gracieuse bergère dans le ballet des *Muses*, œuvre de M. de Benserade (2). Dans cette belle fête, et tandis qu'Uranie dirigeait les sept planètes, que Melpomène représentait les amours de Pyrame et de Thisbé, que Thalie récitait la comédie de *Mélicerte* de Molière (3), M^{lle} de Montespan récitait les vers de Benserade, qui exprimaient les hommages passionnés de la rose au soleil. La duchesse de La Vallière s'était alarmée de cette tendresse nouvelle du roi; mais timide qu'elle était, elle n'osait point dire encore toutes ses impressions; et d'ailleurs cette passion n'était pas tellement déclarée que la favorite en titre pût s'enscuser le roi monarque; elle s'enhardit à mesure que les sentiments de Louis XIV se manifestèrent davantage, et comme elle s'en plaignait avec une chaleur expressive, le roi lui déclara qu'il conservait bien encore pour elle toute son amitié, mais qu'elle savait par expérience qu'il ne voulait pas être gêné. La duchesse de La Vallière dissimula, versa quelques larmes et souffrit patiemment les entrevues du roi et de M^{lle} de Montespan.

La cour était tout occupée d'un amour comme d'une affaire; l'élévation ou la chute d'une favorite était une question sérieuse qui agitaient les courti-

sans, les ducs et pairs et les parlementaires. A peine quelques femmes s'occupaient-elles de Marie-Thérèse, la chaste épouse de Louis XIV, qui consacrait sa vie aux exercices de piété; elle était de forme peu gracieuse, ses manières se ressentaient d'une mauvaise éducation, mais sa résignation admirable n'était jamais reprochée. Si Louis XIV la traitait bien par respect de sa personne, il l'outrageait moralement, sans lui épargner la lie du calice; ses maîtresses habitaient son palais, elles avaient tous les hommages, et Marie-Thérèse, ange de religion et de vertu, était reléguée comme en exil; quand elle osait rappeler les liens du mariage: « Est-ce que, madame, répondait le roi, nous n'avons pas le même lit? que pouvez-vous demander de plus? » Ce langage, durement exprimé à plusieurs reprises, avait ôté la force et la voix à Marie-Thérèse; elle n'était plus qu'une pauvre résignée.

J'ai dit que M. le duc d'Orléans avait deux ans de moins que Louis XIV; il était la véritable expression de la noblesse de France, fou de courage, plus fort encore de plaisirs, de dissipations et de fêtes galantes, de gracieuse figure, de manières tant soit peu efféminées, en sorte qu'un de ses caprices était de s'habiller en femme et de paraître ainsi affublé dans les ballets et les danses royales avec le chevalier de Lorraine, son favori, ce qui faisait beaucoup jaser. Le duc d'Orléans avait épousé la princesse Henriette d'Angleterre, de la race brillante des Stuarts. La princesse Henriette avait souhaité la conquête de Louis XIV; ambitieuse du pouvoir, elle voulait ainsi régner. Louis XIV tenait son frère à grande distance de lui; sa pensée était de maintenir sa famille dans le respect profond pour l'aîné de la race; trop longtemps la monarchie française avait été tourmentée par les prétentions des oncles et des frères de rois: la Fronde n'avait-elle pas vu le premier prince du sang à la tête du mouvement populaire?

L'autre race des ducs d'Orléans, qui avait eu pour chef Gaston, était représentée par la grande M^{lle} de Montpensier, la vieille frondeuse des halles de Paris; héritière de tous les liefs de cette branche d'Orléans, M^{lle} de Montpensier était riche de sept cent mille livres de rentes, haut parti de cour sollicité par les princesses et les rois, et pourtant la grande Mademoiselle n'avait pas encore vu célébrer

(1) *Histoire amoureuse des Gaules*, par le comte Bussy-Rabutin, tome II.

(2) Ballet des *Muses*, œuvres de Benserade, tom. II.

(3) Molière travailla beaucoup cette pièce, comme il le dit lui-même. Voyez la préface en tête de cette comédie, Œuvres, tome II.

ses éponsailles. Tout à coup le bruit se répand en cour d'une nouvelle incroyable, que M^{me} de Sévigné donne à deviner à cent et à mille (1); cette nouvelle qui est toute une merveille, c'est que le comte de Lauzun, un simple gentilhomme, épouse Mademoiselle; est-ce possible? la propre cousine du roi! Et qu'est-elle donc que ce comte de Lauzun qui était appelé à une si grande alliance? un homme tout petit, un peu disgracieux de taille, hardi de manières, à la parole douce et persuasive. Gentilhomme à bonnes fortunes de la cour, il avait eu pour maîtresses les grandes dames et les jeunes filles qui sortaient du convent, et M^{me} de Montespan elle-même, avant qu'elle ne devint favorite. Lauzun ne doutait de rien, et en présentant ses hommages à M^{lle} de Montpensier, il lui fit la proposition de l'épouser. L'amazone d'Orléans et des jours turlutlens de la Fronde s'éprit de Lauzun au dernier point d'exaltation; vieille fille qu'elle était, elle eut les faiblesses de son âge, elle eût tout donné pour avoir Lauzun, fiefs, terres, beaux châteaux; et qu'importe la naissance! est-ce que les passions du retour de la vie calculent les dires du monde? Lauzun, que Louis XIV aimait, fit hardiment la demande de M^{lle} de Montpensier, et, le croira-t-on, il l'obtint sans difficulté. Ce n'était pas seulement l'amitié que Louis XIV avait pour Lauzun qui pouvait déterminer ces fiançailles extraordinaires; il y avait encore un motif politique: M^{lle} de Montpensier était demeurée l'expression vivante de l'esprit de la Fronde que Louis XIV poursuivait partout; si la grande Mademoiselle avait épousé un prince du sang, la Fronde restait représentée dans une puissante race; il était habile de la dégrader en la faisant tomber jusqu'à un petit gentilhomme, en donnant pour mari à la grande Mademoiselle un simple comte de Lauzun. Rien ne tue comme l'abaissement; la cour aurait donc glorieusement de toute manière, on se serait amusé des faiblesses de la vieille frondeuse; le parti aurait éprouvé la flétrissure de son amazone (2).

Tel était, à vrai dire, le sentiment du roi; mais il rencontra la plus vive opposition dans le sein de la famille; les Condé surtout firent valoir combien serait préjudiciable à l'honneur de leur maison un tel mariage: si le roi ne protégeait pas plus son propre sang, que deviendraient alors les branches collatérales? si un simple gentilhomme pouvait épouser la fille d'un duc d'Orléans, un roturier serait donc apte à s'unir aux Condé, aux princes du

sang? Quelles que pussent être ses idées politiques, Louis XIV avait le haut sentiment de la dignité de sa race; il fit droit aux réclamations des Condé. Le mariage de la grande Mademoiselle n'eut pas lieu; elle s'en dépitait, vieille folle qu'elle était, elle s'abandonna plus que jamais corps et âme à Lauzun, et quand le roi connut qu'elle était secrètement mariée, qu'elle n'en pouvait plus d'amour, il punit Lauzun en le faisant enfermer dans la forteresse de Pignerol. Le voilà donc, le pauvre gentilhomme, sentant ses cheveux blanchir comme les grisâtres murailles de la tour.

M^{me} de Montespan s'était faite l'interprète, dans cette circonstance, des princes du sang; c'est elle qui, par rancune, s'était vengée de Lauzun, son ancien amant, et de quelques mauvais propos qu'il avait tenus sur elle. La faveur de M^{me} de Montespan grandissait, elle était alors favorite déclarée, au comble de ses vœux, car l'amour du roi était dans sa plus vive ardeur; le mari de la favorite, le marquis de Montespan, reçut l'ordre de ne plus habiter avec sa femme, et une lettre de cachet le relégua dans ses terres des Pyrénées. Le marquis se sépara les larmes aux yeux d'une femme qu'il aimait, et quand il eut atteint son château, quand il eut visité ses domaines, il trouva dans une cassette une rescription de 200 mille livres à toucher sur l'intendance de Bayonne et sur la généralité du Béarn. Ce fut dès lors une singulière existence que celle du marquis de Montespan; il se revêtit de noir, comme si la marquise était morte, il avait un crêpe long et traînant, son haut-de-chausse était gris comme pour les deuils, le tout couvert par sa large veste de velours d'Utrecht.

La marquise de Montespan était resplendissante en cour; quand elle devint enceinte, ce fut le dire et la causerie de toutes les ruelles. Pour cacher les premières marques de cette fécondité adultère, on inventa des jupes larges et paniers qui amoindrirent la taille et dissimulaient le ventre. Grande rage que cette mode! chacun la porta à l'envi, filles et femmes; elle vint à l'aide de bien d'amoureuses faiblesses, comme le disent maintes chroniques scandaleuses. Quand M^{me} de Montespan fut au dernier terme de sa grossesse, le roi montra la plus vive inquiétude; il avait souvenir des accouchements laborieux de M^{me} de La Vallière, de cette fièvre brûlante qu'il avait eue avec elle pendant plusieurs nuits. Dès que le valet de chambre du roi vint annoncer que M^{me} de Montespan avait les dou-

(1) Je n'ai pas besoin de rappeler ici la lettre tant citée sur le mariage de la grande Mademoiselle.

T. I.

(2) Voyez les *Mémoires du duc de Saint-Simon* sur cette intrigue de Lauzun, ad ann. 1666, 1668.

leurs, Louis XIV se leva inquiet de son lit : « Va chercher Clément, » cria-t-il. C'était le nom d'un chirurgien qui habitait une maison secrète dans la rue Saint-Autoine. Femme ou fille de cour voulait-elle accoucher sans bruit, une voiture de ville partait en toute hâte, sans armoiries, sans plumes ; on faisait lever l'habile chirurgien, on lui bandait les yeux ; puis on le transportait sous qu'il pût rien voir jusque dans une pièce largement drapée et éclairée à la faible lueur d'une bougie ; là il opérât l'accouchement, puis il s'en retournait les yeux bandés encore, et on lui mettait une bourse en mains. L'accouchement de M^{me} de Montespan fut heureux, et Louis XIV eut un enfant de plus (1).

Que faisait alors la duchesse de la Vallière ? Tant que l'amour du roi pour M^{me} de Montespan s'était tenu dans certaines bornes, la femme naguère tant aimée se consolait par l'idée que ce serait encore un caprice passager, une de ces passions d'un instant, telle que le roi en avait conçue pour la princesse de Monaco. Lorsque la pauvre femme s'aperçut que M^{me} de Montespan prenait plus d'empire, et que, maîtresse déclarée, elle allait devenir mère des œuvres du roi, alors le dépit, la douleur, ce mouvement enfin qui jette aux pieds des autels par le repentir et le désabusement de la vie, poussèrent la duchesse de La Vallière à une de ces résolutions énergiques que le désespoir met au cœur des femmes ; elle manifesta la volonté de se consacrer à Dieu dans l'ordre le plus sévère, celui des Carmélites du faubourg Saint-Jacques ; elle devait s'y revêtir de bure, jeûner, se macérer par des actes de contrition. Quand viennent les pensées de repentance, il y a besoin de s'imposer des obligations dures, des douleurs poignantes, et de corriger l'esprit par le corps. Tout le monde connaît l'histoire de sœur Louise de la Miséricorde, devenue en quelque sorte une légende qui brise le cœur des jeunes filles. La Madeleine du Christ est la sainte de ces âmes désordonnées qui, vivant dans la débauche, pensent qu'un jour la parole du pardon les appellera au grand festin des émotions religieuses. La Vallière est restée le touchant symbole d'une seule faiblesse de cœur qui invoque la miséricorde de Dieu ; tant il y a dans le catholicisme de grandeur et de ressources pour toutes les

douleurs de la vie ! Je relisais encore l'admirable livre de la pauvre sœur Louise sur la miséricorde de Dieu (2) ; c'est de l'amour aussi ; c'est l'élanement de l'âme vers un culte céleste, quand la terre, la jeunesse et ses illusions nous abandonnent. Aux jours des rêves d'or, Louis XIV fut toute la pensée de La Vallière ; aux jours de douleurs, c'est Dieu. Le même cœur parle ; seulement l'objet du culte a changé : ainsi va la vie (3) !

CHAPITRE IX.

HISTOIRE INDUSTRIELLE SOUS COLBERT.

Esprit d'association. — Système de protection. — Canaux. — Jonction des deux mers. — Routes. — Corporations industrielles. — Métiers. — Privilèges des ouvriers. — Forces d'associations. — Arts. — Dorure. — Peinture. — Sculpture. — Porcelaines. — Points d'Angleterre. — Draps. — Soieries. — Tentures. — Gobelins.

1661 — 1670.

La force de l'esprit industriel au moyen âge se résumait entière dans l'association ; tout se groupait dans les confréries marchandes, dans les droits de maîtrise et de compagnonage. Aux temps de luttes vigoureuses contre une civilisation d'armes et d'énergie matérielle, la corporation était un puissant moyen de protéger les individualités si faibles, si délaissées. Tout le commerce du moyen âge, tous les arts agissent sous l'influence des confréries de métiers ; l'échange se fait dans les grandes foires et Landits ; le marchand, le juif, le changeur, s'y rendent en pèlerinage sous la franchise du saint, couchant d'oratoires en oratoires, à l'abri par la trêve de Dieu (4). C'est sous la protection de saint Denis, de saint Finère, de saint Martin que les transactions s'engagent pour les draps et riches soieries du seigneur comme pour l'humble cape du serf. Dans la foire et Landit

(1) Notes sur la vie et la santé de Louis XIV, par Fagon, Mss. cot. n° 127, Suppl. franç.

« Les véritables caractères du héros, rendus sensibles dans la personne de Louis-le-Grand, par de Lionnière », Mss. cot. n° 9350/2.

(2) Voyez l'édition de Paris, ann. 1680.

(3) Je n'ai pu me procurer qu'une seule lettre autographe de M^{me} de La Vallière ; elle est signée *sœur Louise de la Miséricorde*. Il y en a une aussi sous verre à la Bibliothèque du roi.

(4) Voyez l'Histoire de Philippe-Auguste, tom. IV.

tout se fait et s'échange par paroles; point d'écrit, aucune charte, si ce n'est avec le Juif prêtent à usure, qui ne peut rien réclamer selon les coutumes, s'il n'y a rôle visé par le sénéchal ou bailli (1).

Cette civilisation industrielle avait ses merveilles comme la nôtre; les commodités de la vie populaire n'étaient pas également étendues à toutes les classes; elles se restreignaient dans des limites; mais quand on étudie les arts et l'industrie au moyen âge, que de chefs-d'œuvre ne découvre-t-on pas! quel fini de ciselure et gravure! qui pourrait lutter avec l'orfèvrerie placée sous la légende de saint Eloi? et ces beaux ouvrages d'ivoire et d'ébène, et ces couleurs vives et empreintes sur les miniatures des manuscrits ou sur les vitraux indélébiles, et ces somptuosités de fourrures et d'hermines pour les barons et les parlementaires, ces agrafes d'or, ces riches chaînes de pierreries qui pendaient en ordres brillants sur la poitrine des seigneurs! Quelles riches fabriques que celles de Gand, de Lille, cités flamandes avec leur cinquante mille ouvriers, gantiers, fournisseurs d'armes! Là se tissait le drap et se teignaient les toiles en mille couleurs; on y trempait les bonnes épées, les coutelas de chasse, on y façonnait la corne de cerf en larges coupes; toute une corporation de métier s'était consacrée à brumir les éperons d'acier, aussi bien pour l'homme d'armes que pour le faucon qui s'envolait; fier oiseau de proie, il rapportait les petitsoiselets tout épouvantés aux damoiselles et aux valets, alors que le cor retentissait pour la chasse du sanglier sauvage dans les massifs de Fontainebleau ou de Compiègne (2).

A l'esprit d'association, qui était la base de toute l'industrie du moyen âge, Colbert substitua le système de protection, c'est-à-dire que ce que la corporation avait fait par ses propres forces, Colbert l'accomplissait par l'impulsion et les encouragements monarchiques; Louis XIV avait antipathie pour tout ce qui était association populaire. Quand les corps de ville eurent été restreints, quand on démolit les privilèges impenetrables des confréries, il fallut bien substituer la protection générale de la couronne, et ce fut là le mobile de toute l'administration de Colbert; il voulut rattacher l'industrie à l'unité royale, comme Louis XIV y avait rattaché la science, la poésie et les forces politiques de la société. Ce mouvement n'était point une créa-

tion de Colbert; il venait de Fouquet: le surintendant captif avait imprimé un premier essor à l'industrie; les plans de manufactures et canaux viennent presque tous de lui; la différence qui existait entre les deux ministres, c'est que Fouquet se réservait toute la gloire de ses créations; il fut sacrifié: Colbert la donna au roi.

A mesure que les provinces se groupaient autour d'un centre, les communications entre elles durent appeler une attention spéciale; ici ne manifeste la sollicitude de Louis XIV et de Colbert pour la confection des canaux et la construction des routes. Les Hollandais avaient poussé fort haut l'art de la canalisation; des ingénieurs français avaient visité cet admirable système qui féconde une terre disputée aux eaux. Une compagnie étudia également les lagunes de Venise, et dès lors un plan général de canalisation fut soumis à Colbert; il en existe des fragments encore (3), écrits de la main de l'ingénieur Italien Andréossi, qui fut associé à Riquet, baron de Bonnehose, dans son grand projet de la jonction des deux mers par le canal du Languedoc, immense entreprise qui changea la nature des transactions commerciales dans tout le midi de la France. Le projet de canalisation d'Andréossi est établi sur une vaste échelle; le centre est Paris, idée fondamentale du système de Richelieu; d'un côté la Seine est navigable jusqu'à l'Océan par le Havre, d'un autre côté, un canal la lie à la Loire par Briare; par la Marne, Paris peut être mis en communication, et au moyen des canaux, avec tout le nord, l'Escaut et le Rhin lui-même. Rien de plus simple que d'obtenir pour le midi le même résultat, en canalisant depuis la Garonne jusqu'à Cette. C'est sur cette dernière idée qu'Andréossi et Riquet appellent l'attention du conseil du roi: les difficultés sont grandes, il faudra percer des montagnes, perforer des rochers, essayer de grandes dépenses pour des résultats qui ne seront pas immédiats; mais d'après les deux ingénieurs, « cette canalisation est la plus grande, la plus utile, car il ne s'agit pas seulement de rapprocher deux provinces, deux plateaux tels que celui de la Seine et de la Loire, mais l'immense résultat obtenu, c'est la jonction des deux mers; on évite au commerce la nécessité de passer le détroit de Gibraltar (4). » Le devis primitif du canal de Languedoc est porté à 12 millions; dans les budgets écrits de la main de Louis XIV, les ouvrages du ca-

(1) Ordonnance de 1356 sur les usures des Juifs. Voyez mon livre sur les Juifs au moyen âge.

(2) Il y eut bien des livres écrits sur le déduit de la chasse.

(3) Mss. Colbert. Bibliothèque royale.

(4) Voyez l'Histoire spéciale du canal de Languedoc. — Il existe une médaille pour le canal de Languedoc. Neptune, d'un coup de son trident, frappe la ter-

nal sont cotés chaque année, soit pour 1 million 200,000 livres, soit pour 1,500,000 (1).

Les ponts et chaussées ont aussi un article à part, minime, alors, parce que la plupart des provinces faisaient elles-mêmes les travaux par les corvées et les prestations en nature. Il restait en France quelques vestiges des voies romaines; elles avaient servi de point de départ pour les grandes routes royales qui conduisaient de cités en cités; le système des chaussées fut préféré. Partout des chemins-modèles furent construits à l'entour de Paris; la grande route de Versailles exigea l'application la plus attentive, soit pour adoucir les pentes, soit pour faciliter les montées. La côte de Saint-Germain fut lournée, des ponts furent jetés, de beaux arbres firent de ces grands chemins comme des avenues; on essaya le pavé en grès pour éviter les amas de boue et les inconvénients de l'hivernage. Les ordonnances de Louis XIV distinguent déjà en plusieurs classes les différentes natures de routes royales ou provinciales (2). Il y eut des édits pour le percement des forêts, pour les ronds-points des rendez-vous de chasse, pour les abattis d'arbres; le système des cantonniers, de la surveillance et de la responsabilité communale, fut développé dans des édits qui ont été pris pour modèles aux temps même où la science administrative a fait de plus graves progrès (3).

Les communications devenant ainsi plus faciles, le commerce de foires par agglomérations s'affaiblit; on put plus facilement se livrer aux spéculations individuelles, on n'eut pas besoin de transporter à grands frais ses marchandises pour les vendre; de simples correspondances suffirent; on put sans se déplacer demander tout ce dont une cité avait besoin. Il ne fut plus nécessaire d'avoir de ces grands marchés qui au moyen âge avaient été la seule voie d'échange et de transport; on conserva quelques foires, telles que Beaucourt, Troyes en Champagne, Saint-Denis en Paris. Les commerçants y vinrent pour communiquer entre eux, connaître leurs forces, étudier les produits divers, achever des ventes qui avaient lieu en dehors de la foire. Les transactions sortirent de ce cercle tout matériel; la civilisation commençait à avoir des besoins trop pressants pour qu'elle attendît à jour fixe d'une année à l'autre pour les satisfaire (4).

re, et il en sort un gros bouillon d'eau qui se répand à droite et à gauche. La légende : *Juncta mara*; l'expression : *Fossa n Gurnund ad portum Setim*. 1067.

(1) Je donne plus tard le texte de ces budgets.

(2) Ordonnance de 1661.

(3) L'ordonnance sur les eaux et forêts est un admirable travail de législation.

Les corporations industrielles, privées de leur puissance politique, conservèrent leur confraternité commerciale. Colbert releva beaucoup le droit de maîtrise; la maîtrise fut le cautionnement de capacité et de responsabilité; nul ne pouvait passer maître dans un art sans avoir fait son chef-d'œuvre, c'est-à-dire un travail de perfection qui garantissait l'aptitude de l'ouvrier dans les entreprises qu'on pourrait lui confier. Tout ouvrier qui se présentait pour passer maître devait s'adresser au syndicat de la corporation, au chef de ces petites républiques industrielles; là on s'enquerrait de sa vie et mœurs, s'il était fils de famille honorable de bourgeoisie; et si tous ces rapports étaient favorables, on l'admettait comme maître orfèvre, joaillier, passementier. Le nombre des maîtrises était fixé (5), et tant le droit de la corporation était respectable, qu'aucun intrus ne pouvait s'immiscer dans les états; le roi considérait comme une de ses belles prérogatives, de nommer un maître en chaque profession, depuis la boucherie jusqu'à la bonneterie, au jour solennel de son avènement (6).

Les privilèges des maîtres et ouvriers étaient nombreux; nul ne pouvait travailler en un état qu'il ne fût reçu dans l'association. Les statuts des différentes maîtrises étaient soumis à la sanction royale; ils sont encore insérés dans la grande collection des édits; chaque maîtrise et jurande avait prix vénal; le plus souvent elles se transmettaient de père en fils. Il y avait une belle soumission dans la famille, une habitude de prendre l'état du père, son enseignement, de maintenir comme un noble héritage l'ancienne réputation de probité et d'habileté; il n'y avait pas ce vague désir de science, cette rongeuse qui monte au front de l'homme né dans une échoppe. Toute la société était classée, chacun était fier de sa profession; ce qui n'empêchait pas que lorsqu'un talent d'élite se révélait, il ne se posât de lui-même dans la société. Colbert sortait de race bourgeoise et marchande; le surintendant Fouquet n'avait-il pas été lui-même un simple commis de finances se produisant par son mérite? Quand la puissance de poésie faisait irruption dans des têtes de grande et haute nature, comme celles de Molière, de Boileau ou de Racine, le génie brisait la contrainte de la famille, et secouait les haillons du

(4) Consultez sur les foires et Landis le grand recueil des ordonnances du Louvre.

(5) Voyez dans le recueil du Louvre les ordonnances de Louis XI sur les métiers, elles sont les plus parfaites.

(6) Cette prérogative a été conservée jusqu'à Louis XVI.

pillier des halles ou la poussière des études, ces grands hommes prennent leur place dans cette société entifiée qui entourait la cour de Louis XIV. Ces exceptions magnifiques ne troublaient pas l'harmonie générale du système; on restait dans son état, seulement on le perfectionnait. Les arts libéraux n'étaient point envahis par une multitude de médiocrités inquiètes, et Boileau pouvait dire : « Soyez plutôt maçon, si c'est votre métier. »

Les arts n'en reçurent pas moins un vif éclat dans ce mouvement régulier de la société industrielle; ils furent surtout destinés à satisfaire la vanité, car c'est le caractère naturel d'un siècle de distinctions, de classes et de noblesse que cette tendance vers la magnificence plutôt que vers l'utilité. On s'explique dès lors comment l'art fini et délicat de la broderie, de la dorure, les magnifiques velours, la dentelle aux mille jours reçut un éclat et une perfection admirables sous le règne de Louis XIV. Des manufactures furent partout établies; elles étaient ou royales, c'est-à-dire dirigées par l'intendant des bâtiments de la couronne, ou bien elles étaient créées par compagnies, et alors Colbert donnait une somme d'argent, devenait commanditaire de la compagnie, l'encourageait par des privilèges et des concessions. Le privilège était le droit commun, parce que dans les temps de renaissance, dans les commencements d'une industrie, il faut la cultiver par toutes sortes de soins, lui assurer une domination exclusive, si l'on veut qu'elle se développe et porte fruit (1).

Les graves dessins de Nicolas de Ponsin, les belles œuvres de Lebrun et de Lesueur, les groupes de Puget servirent de modèle aux arts de l'industrie (2); on reproduisit sur le velours, la toile, les tissus, les scènes mythologiques ou les batailles d'Alexandre, ces chefs-d'œuvre un peu compassés de l'école française; on eut le Parnasse et les Muses, Apollon couronné de lauriers, la Mort de Porus, Alexandre recevant sous sa tente les femmes et les filles de Darius, et vainqueur de l'Asie, se vainquant encore lui-même, pour se servir de l'expression du poète. La peinture, qui est un véhicule si puissant sur l'industrie, donna aux manufactures de France une certaine supériorité; on ne fut plus tributaire de la Turquie pour ses tapis, de Venise pour son orfèvrerie, de Florence pour sa ciselure, de la Hol-

lande et de l'Angleterre pour leurs tissus; la cour se para désormais de tous les produits de la France.

Luxe des arts se manifesta dans les palais; l'architecture, sous Perrault, se modèle sur les formes purement romaines; c'est toujours le type invariable du Parthénon; sa colonnade du Louvre est ainsi calquée sur les idées grecques; rien de neuf dans cette froide canelure, dans cet ordre immuable de cintres, de colonnes et de chapiteaux. Les dessins de Le Nôtre pour les jardins ont encore cette monotone physionomie: un parterre émaillé en face du château, des roses en corbeilles, des milliers de fleurs embaumant l'air jusqu'aux pieds de la terrasse, quelques bassins et jets d'eau ici, là; puis le grand massif d'arbres parsemé de belles statues, avec des corbeilles encore au milieu, d'où s'élèvent un centaure, un sanglier mythologique, pour exprimer que là est la forêt. Au-delà encore, une terrasse élevée, d'élégantes balustrades, enfin la grille du parc et les fossés qui le protègent. Ces formes dessinées se trouvent partout où Le Nôtre jette ses jardins; ce qui en signale la richesse, c'est la forte végétation du parc, la symétrie harmonieuse des statues. Puget enfante ses nobles modèles; ici l'immense Nil avec ses attributs, l'Hercule colossal, une Vénus aux formes aériennes, des enfans qui se jettent au milieu des flèves, le centaure Chiron qui s'applique à l'éducation d'Achille, et l'Arc en main, lui enseigne à atteindre les plus agiles habitants des forêts.

Les dessins variés se reproduisent avec uniformité sur la porcelaine. C'est à Sèvres que Colbert établit une vaste manufacture où se modelèrent les vases antiques, les urnes à la façon chinoise ou d'Allemagne; on y copia les peintures les plus admirables, les chasses dans les bois, des batailles, des fleurs naturelles et purpurines; cinquante ouvriers sont convoqués des diverses parties de l'Europe; tout y est soumis à un règlement, à des épreuves: la terre, l'eau qu'on emploie dans la confection. La porcelaine de Sèvres acquit bientôt cette renommée qui la fit européenne; le roi l'envoyait en cadeau de cour en cour; elle était comme une gracieuseté d'ambassade, comme un présent à la suite des traités. La manufacture de Sèvres fut un sujet d'orgueil pour Louis XIV (3).

Bientôt encore ces mêmes règles royales furent

(1) Les principales ordonnances sur les compagnies industrielles sous Louis XIV portent la date de 1664 à 1672.

(2) J'ai retrouvé une médaille sur l'Académie de peinture et de sculpture. Deux génies: l'un s'exerce à peindre, l'autre travaille à un buste. La légende: *Scholam*

augustæ; l'esquise: Academia regis pictura et sculptura; Lætitia et Roma instituta 1667.

(3) Les règlements pour la manufacture de Sèvres sont insérés dans la grande collection des lois, édits et ordonnances de Louis XIV.

appliquées aux tentures de haute et basse lice, aux tissus des Gobelins. L'usage des maisons royales était alors que le sol et toutes les murailles, les portes elles-mêmes, fussent couvertes de grands tapis, d'innombrables draperies. Dans ces vastes palais tels que la royauté les avait conçus, il était impossible d'habiter sainement, si les murailles froides, si les dalles des planchers n'eussent été couvertes d'une épaisse tenture; les larges foyers embrasés où pétillaient les vieux troncs d'arbres de saint-Germain ou de Compiègne n'eussent point suffi pour échauffer des pièces de trente pieds de hauteur, pavées de marbre. Les peintures à fresques d'Italie ne pouvaient convenir au froid et humide climat du nord et du centre de la France. La boiserie commença à s'introduire dans les palais de Mazarin; au Louvre et dans les maisons royales, on adopta les tentures sur lesquelles on pût reproduire tous les sujets des antiquités grecque et romaine, de la mythologie ou de l'histoire sainte. Les tentures des Gobelins sont les tableaux vivans du règne de Louis XIV; rien ne peint mieux l'esprit d'une époque; la cour du monarque est partout empreinte, elle s'y révèle par toutes les formes, car il n'y a pas de règne qui ait plus que celui-là sa personnalité; c'est le solennel égoïsme d'un homme supérieur se mirant partout dans ses œuvres, et devenu en quelque sorte le centre de toute une époque. Le règlement des Gobelins est fait sur le même modèle que celui de la manufacture de Sèvres (1), avec la même exemption de taille et redevance pour les ouvriers, le même privilège pour leurs œuvres, soit qu'ils dessinent les tableaux des grands maîtres, soit qu'ils tissent en haute ou basse lice. Une gravure contemporaine reproduit une visite de Colbert à la manufacture des Gobelins; le ministre, appuyé sur sa longue canne, habit de brocard, le chapeau cornu sur son chef, passe devant les tentures des Gobelins, qui se déploient en magnifiques formes et offrent l'aspect d'un Olympe (2); sa physionomie sévère au milieu de ces groupes de peintres et d'ouvriers semble pourtant encourager et approuver leurs travaux. Les moindres progrès de l'industrie étaient ainsi gravés sur des médailles; les perfectionnemens passaient à la postérité; on gardait mémoire des efforts faits par les manufactures pour obtenir les beaux points d'Angleterre et de Hollande, la draperie soyeuse, les vêtements de brocard et d'or. Tous ces arts sont naissans, leur

patronage est inhérent à la couronne; l'industrie a passé par deux degrés, la corporation et la protection; c'est à ce point que l'a laissée le règne de Louis XIV.

CHAPITRE X.

PRÉPARATIFS DE GUERRE CONTRE LA HOLLANDE. — ALLIANCES DE L'EUROPE.

Motifs de la guerre contre les Hollandais. — Question territoriale. — Question d'opinion. — Calvinisme. — Système républicain. — Pamphlets et médailles contre Louis XIV. — Préparatifs des alliances. — L'Angleterre. — Charles II. — L'Espagne. — L'Empire. — L'Autriche. — Médiation de la Suède. — Manifeste de la France.

1669-1672.

Les cessions territoriales consenties par le traité d'Aix-la-Chapelle portaient la France aux frontières de Flandre. La Hollande était ainsi menacée, car il n'existait plus entre elle et la monarchie de Louis XIV des Etats intermédiaires qui pussent arrêter une armée victorieuse. L'Espagne ne possédait plus qu'une langue de terre; ses comtés de Flandre et du Brabant, désormais isolés, pouvaient être conquis dans une campagne. Les Etats-Généraux, en se posant comme médiateurs dans la paix d'Aix-la-Chapelle, n'avaient pas calculé les conséquences inévitables de cette situation. Il en résulta que quelques mois après la conclusion du traité, il fut déjà question dans les conseils du roi de France d'une expédition aux Pays-Bas hollandais pour venger certaines insultes qui, disait-on, avaient été commises par les fiers républicains contre la majesté de Louis XIV.

Dans les affaires diplomatiques, quand une puissance a intérêt et volonté d'accomplir ses desseins, il est rare qu'elle ne trouve un grief pour justifier des armemens. Telle était la position réelle de Louis XIV vis-à-vis les Hollandais: le roi cherchait un prétexte pour la conquête, ce territoire magnifiquement créé, cette formidable marine, ces grands arsenaux qui s'étendaient d'un bout à l'autre du Zuyderzée; tout cela tentait l'ambition du roi; on voulait ainsi

(1) Voyez la collection des réglemens de Louis XIV.

(2) Cette gravure est rare dans les collections; elle

n'est même pas à la Bibliothèque du roi; je l'ai trouvée de hasard dans un étalage de quai.

répondre à cette impatience de la noblesse qui sortant de la Fronde, appelait comme distraction les champs de bataille; et quand on songait à la proximité de La Haye et d'Amsterdam, dix journées devaient suffire pour qu'une armée française pût se rendre maîtresse de la nouvelle république. Quelle opposition pouvait donc rencontrer la conquête de la Hollande? Quelques marchands buveurs de bière, au ventre épais, à la démarche pesante, ne pouvaient arrêter la bouillante et fière noblesse; c'était un magnifique lot pour la monarchie que la conquête des Pays-Bas: quel beau fleuron à ajouter à la couronne (1)!

À cette époque d'ailleurs, l'école républicaine de la Hollande faisait des tentatives et des progrès. Quand Henri IV avait si puissamment favorisé l'indépendance des États-Généraux et du peuple batave, c'est qu'il était dominé par la pensée de l'abaissement de l'Espagne, antique rivalité de la monarchie des Bourbons. Depuis, les prétentions hautaines des calvinistes avaient modifié les rapports de bonne intelligence entre la France et les États-Généraux; les presses d'Amsterdam et de La Haye surtout jetaient une foule de pamphlets hardis, où les questions de monarchie étaient soulevées avec d'incroyables expressions et une énergie de principes qui devaient blesser au cœur les couronnes. En Hollande se réfugiaient tous les mécontents, et de là ils lançaient des histoires scandaleuses pour démolir le prestige de la royauté de race. L'importance récente qu'avaient obtenue les États-Généraux dans la médiation qu'ils avaient offerte pour la convention d'Aix-la-Chapelle, les merveilles du commerce, les immenses flottes qu'ils pouvaient mettre sur la

mer, avaient grossi le cœur des Hollandais, de telle sorte qu'ils ne gardaient plus de mesure; ils imprimaient dans leurs pamphlets: « Que c'était à eux que l'Europe devoit la paix; que Louis XIV aurait été vaincu et forcé de traiter, si la Hollande n'avait pas provoqué l'immédiate signature du traité (2). » Enfin des médailles étaient frappées, injurieuses aux prétentions de Louis XIV, le roi avait pris pour devise le magnifique soleil, le *neo pluribus impar*, pour signaler que rien ne pouvait être élevé jusqu'à sa gloire. Les paritains de Hollande se moquèrent de ces prétentions; cette image du soleil, ils la couvrirent de ridicule. Dans une de ces médailles, la flamme lumineuse et puissante de l'astre du jour pâlit et s'éteint sous les flots que la Hollande verse sur ses rayons demi-effacés (3): « Que demandes-tu? dit un pamphlet à Louis XIV, ô roi d'un peuple léger! Naguère tu étois pauvre et délaissé, et maintenant tu veux voir l'univers à tes pieds; mais sache bien qu'il est ici des hommes capables de te faire repentir de tes pitoyables desseins. Enfin les vieux gueux, ainsi que tu les appelles, ne craignent ni tes escadrons pondreux, ni tes coques de vaisseaux démantés (4). »

Il suffit de connaître le caractère de Louis XIV pour comprendre combien de telles insultes devaient blesser sa fierté de roi. Quelle était donc cette république de bourgeois et de marchands en habit brun, qui prétendait faire la loi à tout ce que la France avait de fiers gentilshommes et de noblesse titrée? Ce que l'aïeul du roi avait tiré de la poussière, un autre roi pouvait également le réduire en poudre, le fouler de ses bottes; les griffes du lion batave n'étaient pas très-redoutables, et au besoin

(1) Pour se faire une juste idée de l'opinion à cette époque, il faut lire les nombreux pamphlets qui furent publiés sous les titres suivants:

« La France démasquée, ou ses irrégularités dans sa conduite, seconde édition augmentée, avec des réflexions enriennes. » La Haye, Laurent, ann. 1670, in-12.

« Apologie pour les Français, ou Vérification de leur constance. » Cologne, ann. 1670, in-16.

« La France politique, ou ses Desseins exécutés ou à exécuter, sur le plan du passé, projetés en pleine paix contre l'Espagne au Pays-Bas et ailleurs, et tirés de ses mémoires, ambassades, négociations et traités. » Charleville, Denis François, ann. 1671, in-12.

« Le Politique du temps, ou le Conseil fidèle sur les mouvements de la France, tiré des événements passés pour servir d'instruction à la triple alliance. » Charleville, ann. 1671, in-12.

(2) J'ai compulsé un grand nombre de ces pamphlets.

Quant aux médailles, consultez l'*Histoire métallique de la république de Hollande*, par Bizot. Voici quelques médailles que j'ai recueillies. Dans l'une, faite pour la paix de Breda, on voit Pallas tenant un sceptre et foulant aux pieds la Discorde, avec ces mots au-dessus: *Mitis et fortis*, et au-dessous: *Procul hinc, mala bestia regnis*. Dans une autre, c'est le lion de Belgique qui tient entre ses griffes un canon avec ces mots: *Sic finis nostris, leges tutum et undas*. Une autre enfin renfermait cette inscription: *Assertis legibus, emendatis moribus. Adjutis defensionis, conciliatis regibus, vindicatis marium libertate, pace egregia virtute armorum parta. Stabilita orbi Europae quiete. Numisma hoc Status fœderati Belgii emidi fecerunt. Ann. 1668*.

(3) Une médaille porte cet exergue: *In conspectu meo stetit Sol*.

(4) Pamphlet dans la collection de la Bibliothèque du roi. La Haye, 1670.

cent mille hommes en ferraient justice aux premiers ordres du prince (1). Il y eut plus d'une chanson grivoise et mordante sur l'insolence des Hollandais; la plus courue et la mieux chantée fut la *Réjouissance des soldats français* sur l'air: *Mon mari, vous me foulez*; on y appelait le soldat aux armes, car le roi voulait faire la guerre à la Hollande; il fallait aller voir les gros valeurs de bière: « Pauvres marchands de fromages, dites donc votre *in manus*, des vins de France vous n'aurez plus (2) ».

L'opinion que s'était faite Louis XIV de sa monarchie, c'est que l'Europe devait être à son égard dans des rapports de quasi-vassalité; rien ne devait résister à l'ascendant de la couronne de France. C'est toujours la prétention des princes qui visent à la monarchie universelle; le roi considérait les procédés des Hollandais comme une véritable infraction aux hommages que ce peuple lui devait. La guerre fut donc résolue, non seulement par des motifs d'intérêts territoriaux, mais encore comme conséquence de cette idée qu'en aucun cas la monarchie de Louis XIV ne pouvait souffrir ni insultes ni mépris. Peu importait que les institutions républicaines de la Hollande permissent la liberté d'écrire sans la responsabilité des Etats; d'après la doctrine royale, la république tout entière était responsable des pamphlets et des médailles gravées contre la monarchie et la personne du prince.

La question de la guerre une fois décidée il fallut la rendre la moins chanceuse et la plus brillante possible. Si les Etats-Généraux étaient laissés seuls dans la lice, le succès ne pouvait être douteux; il n'y avait que la marine hollandaise de redoutable. Rien de plus mal organisé que l'état militaire des Pays-Bas; tout y avait été réglé avec la parcimonie des républiques; les mélanges entre le prince d'Orange, ses querelles intestines avec Jean de Witt, avaient fait diminuer successivement la solde des gens de guerre, à ce point que cet Etat n'avait pas sur pied 15 mille hommes au moment où Louis XIV méditait sa grande expédition; mais cette guerre qu'on allait entreprendre devait soulever de plus rudes adversaires; on ne pouvait rompre ainsi

l'équilibre européen sans que l'Allemagne, depuis les princes des bords du Rhin jusqu'à l'Autriche, sans que l'Espagne surtout ne prit fait et cause pour la Hollande. Il y aurait derrière cette expédition de Louis XIV dans les Pays-Bas le principe d'une guerre générale avec toutes les puissances du continent.

Dès la signature du traité d'Aix-la-Chapelle, des négociateurs habiles avaient été envoyés en Espagne, en Allemagne, avec des instructions écrites de la main de M. de Lionne, pour expliquer et justifier les motifs de la campagne qui allait s'ouvrir dans les Pays-Bas. L'important n'était pas seulement d'obtenir une neutralité absolue et expectante, il fallait avoir l'appui et la coopération active de l'Angleterre, qui, depuis l'avènement de Charles II, partageait toutes les pensées politiques et religieuses de la cour de Louis XIV. Charles II avait des griefs particuliers contre la Hollande; les puritains d'Angleterre, vieux ennemis des Stuarts, n'avaient cessé d'être en rapport avec les partisans de Jean de Witt et les austères calvinistes qui entretenaient une communauté de principes en France, en Angleterre et en Hollande. Tous les proscrits s'étaient réfugiés à Amsterdam et à La Haye; là ils dérivèrent des satires virulentes contre ce qu'ils appelaient « le tyran de leur pays, ce prince qui se livrait à tous les débordements de la passion, et qui ne craignait pas de souiller sa cour par la débâche (3) ». L'alliance de Louis XIV et de Charles II était donc en quelque sorte l'union du principe monarchique contre la pensée républicaine et calviniste de l'école hollandaise; c'était le développement de la double restauration politique et catholique; la Hollande devait être effacée de la carte européenne pour que le règne de Charles II fût paisible. Tel était l'intérêt commun des deux couronnes; mais le parlement anglais avait des méfiances sur ce traité intime de Louis XIV et de Charles II; il savait qu'il ne s'agissait pas seulement d'une guerre politique, mais encore d'une hostilité ouverte aux prérogatives de la constitution. L'armée anglaise victorieuse de la Hollande tournerait peut-être son épée contre le parlement qui refusait les subsides;

(1) Une médaille de Louis XIV a pour exergue: *J'ai su les élever, je saurai les détruire*. Une autre porte: *Hunc solum, o Jovine, sistere tempus adest*.

(2) La *Réjouissance des soldats français* sur la déclaration de la guerre contre les Hollandais, sur le chant: *Mon mari, vous me foulez*. » 1672:

Aux armes, soldats français,
Notre grand roi le commande;
Il prétend à cette fois
Faire la guerre en Hollande.

Allons voir, allons voir, allons voir,
Ces gros valeurs de bière;
Dites donc votre *in manus*,
Pauvres marchands de fromages;
Dites donc votre *in manus*,
De vins français n'aurez plus.
Allons voir, allons voir, allons voir,
Les forces qu'ils peuvent avoir.

(3) J'en ai plus tard, dans un chapitre à part, à faire l'histoire de l'école des réfugiés en Hollande.

rien ainsi n'était moins populaire qu'une guerre avec les Etats-Généraux.

C'est pour aider et entraîner tout-à-fait Charles II dans une coopération active à ses desseins, que Louis XIV choisit encore une fois pour intermédiaire une princesse, femme d'esprit, Henriette d'Angleterre, duchesse d'Orléans; la cour tout entière s'était rendue en Flandre pour visiter les récentes conquêtes du roi, et Henriette profita de l'extrême proximité des deux côtes pour passer de Dunkerque à Douvres; elle y vit là le roi Charles II, son frère, sur lequel la princesse exerçait une grande influence (1). Parmi les demoiselles qui suivaient Henriette d'Orléans, se trouvait la jeune Yolande de Kerwal, vieille famille bretonne; Charles II, de race noble et galante, en devint éperdument amoureux, et l'autorité de M^{lle} de Kerwal, depuis duchesse de Portsmouth, hâta la conclusion du traité d'alliance (2).

La convention signée entre les deux couronnes était le développement de la réaction catholique contre le mouvement protestant du seizième siècle; on y arrêtait un partage de la Hollande. Les Pays-Bas avaient été une des créations politiques de la réforme, une de ses grandes merveilles; démolir ce vaste édifice, n'était porter un coup aux résultats de la réformation. L'armée navale de l'Angleterre devait coopérer dans la guerre qui allait s'engager; elle unirait son pavillon à celui de la France en cette croisade des monarchies absolues contre le principe républicain, dans cette tentative des deux Eglises établies contre le calvinisme et les idées puritaines. A toutes les époques, indépendamment des pensées d'ambition, il y a dans la plupart des guerres une nécessité morale, fondée sur les incompatibilités des principes sociaux qui se heurtent; souvent les intérêts sont sacrifiés aux principes, et l'on remarquera que dans l'histoire, l'alliance de l'Angleterre et de la France fut toujours fondée plutôt sur une

sympathie d'idées que sur une communauté de caractère, de force et d'intérêts.

Ce traité une fois conclu, il était également essentiel de s'assurer la neutralité des grandes puissances européennes, afin qu'elles ne prêtassent point secours aux Etats-Généraux. Le marquis de Villars fut envoyé à Madrid; ses instructions portaient « qu'il eût à démontrer aux ministres de Sa Majesté Catholique l'importance pour l'Espagne d'abaisser la souveraineté des Etats-Généraux de Hollande (3); les Pays-Bas calvinistes n'étaient-ils pas un démembrement des anciennes provinces espagnoles? Les Hollandais avaient fondé leur puissance sur un territoire qui naguère appartenait aux successeurs de Charles-Quint. » Rien de plus simple que de faire rentrer le cabinet de Madrid, si ce n'est en pleine possession de la Hollande, au moins d'une certaine portion de villes et de bourgs qui pussent agrandir le territoire que possédait encore l'Espagne dans la Flandre. » Les instructions ajoutaient qu'en cas où l'Espagne demanderait des gages, M. de Villars devait offrir, pour garantir la coopération, quelques-unes des places fortes rêdées à la France par le traité d'Aix-la-Chapelle; bien entendu que ces villes ne seraient tenues que comme dépôt et nantissement jusqu'à un traité définitif (4).

En même temps le commandeur de Grémonville, ambassadeur à Vienne, avait ordre de déclarer à l'empereur « que sa cour n'avait pas un dessein de rompre territorialement dans la guerre qu'elle allait entreprendre; le but de Sa Majesté Très-Chrétienne étoit de châtier surtout l'insolence des Hollandais qui avoient insulté à la dignité de la couronne; si elle armoit, ce n'étoit que dans ce dessein. En tous les cas, et quels que fussent les résultats de la guerre, Sa Majesté Très-Chrétienne déclaroit qu'elle n'avait aucune volonté de blesser les droits de l'Empire et les rapports européens (5). » Des envoyés furent également chargés de missions spécia-

(1) Dépêches et Mémoires du chevalier Temple, 2^e partie.

(2) Le traité public est de l'année 1669. Il porte stipulation de subsides, surtout pour attaquer et prendre la flotte hollandaise venant de Surinam. Voyez collection des traités de Marleu, tom. v.

(3) Instructions de M. de Villars, et Histoire de ses négociations. Mss. Colbert, 1671.

(4) Instructions originales de M. de Villars. Mss. Colbert. Ces instructions du roi au marquis de Villars, envoyé en Espagne, le chargeaient de dire à Sa Majesté Catholique « que l'orgueil et l'insolente prospérité des Hollandais avoit attiré son indignation par une insulte d'endroits, il avait enfin résolu de les châtier;

qu'à cet effet il avait donné ses ordres pour l'équipage de cinquante vaisseaux navires de guerre, et pour un armement non moins considérable par terre. Que néanmoins ses intentions n'avaient reçu aucun échange ni altération à l'égard de l'Espagne, laquelle il désirait toujours maintenir dans la liberté et tranquillité, et qu'ainsi il espérait que Sa Majesté Catholique ne prendrait aucun ombrage de l'armement qu'il faisait, ni ne voudrait point s'intéresser en aucune manière, directement ou indirectement, dans la cause de ses ennemis. » (Dépêche originale).

(5) Voici le passage extrait des instructions données à M. le commandeur de Grémonville: « Craignant avec raison que l'Espagne, d'accord avec les Provinces-Unies,

les anprès de la plupart des petits princes de l'Allemagne; tons devaient ajouter « que le roi de France, content des avantages qu'il avoit obtenus par les traités de Munster, des Pyrénées et d'Aix-la-Chapelle, ne vouloit que se maintenir dans cet état glorieux. » La plupart de ces missions réussirent; le commandeur de Grémonville parvint à signer un traité de neutralité le 1^{er} novembre 1671 avec l'empereur d'Allemagne (1). Le comte de Crécy-Verjus conclut avec l'électeur de Hanovre une convention de subsides et d'alliance intime (2); le prince de Furstemberg y adhéra; l'évêque de Munster, ce vieil ennemi des Hollandais, promit une levée d'hommes extraordinaire. Les villes libres de Liège, de Cologne reçurent assurance de la part du roi qu'elles seraient protégées dans leur liberté municipale (3); enfin le duc de Savoie promit, comme conséquence d'une alliance intime, un corps de 3,000 hommes formant deux régimens d'infanterie légère et de carabins habitués à la vie agreste de la montagne (4).

Une puissance avait alors une certaine influence sur les destinées diplomatiques de l'Europe: c'était la Suède, elle devait cet éclat moins encore aux succès de Gustave-Adolphe, à ses troupes si dures et si vaillantes sur les champs de bataille, qu'à l'action salutaire de sa constante médiation. La Suède n'était pas forte, comparativement aux autres grandes monarchies, mais sa diplomatie avait un aspect de science et de justice qui se faisait écouter même aux plus vives époques de la guerre. Grotius, ambassadeur des Etats-Généraux, était le fils de l'illustre et vieux publiciste, l'auteur du traité de *jure gentium*, où les principes de la diplomatie étaient résumés par les nobles idées du droit des gens. Un des efforts des Etats faibles et neutres est de ramener sans cesse les vastes monarchies aux principes de l'équité naturelle; les écrits de Grotius et les commentaires de Puffendorf n'eurent que cet objet

ne songeât à rallumer de nouveau le feu de la guerre, et ne eberbât aussi dans la suite à se prévaloir des liaisons du sang pour engager Sa Majesté Impériale dans la même ligue. Sa Majesté Très-Chrétienne pour prévenir un si grand malheur, désirait avec passion de contracter avec Sa Majesté Impériale une alliée de paix et d'amitié, par le moyen de laquelle la paix de l'Empire se trouvât fermement établie sur le pied des traités de Westphalie. » (Instruction originale).

(1) Mss. Colbert. et les traités de Martens, tom. iv.

(2) Cette convention est du 10 déc. 1672.

(3) Voici la lettre autographe que le roi écrivit aux bourgeois de Liège: « Très-chers et bien-aimés, ce que nous avons ordonné à M. de Maisons, gentilhomme

de protéger les petits Etats contre les grands, de créer entre les cabinets les rapports de sociabilité qui garantissent les faibles contre les forts. Ce ne sont jamais les Etats formidables qui favorisent de telles publications; ils ont pour eux la puissance, et s'y tiennent. La diplomatie du dix-septième siècle était laborieuse; non seulement elle faisait les affaires, mais encore elle posait les principes; elle créa le droit public. Grotius, dont le père avait autrefois représenté la Suède à Paris, pouvait entraîner l'envoyé de cette puissance, le comte de Koningsmark, en lui montrant les intérêts qu'avait la Suède à soutenir les petits Etats; M. de Pomponne, un des plus habiles négociateurs de la France, partit pour Stockholm avec la mission d'offrir des subsides, afin d'obtenir que 10,000 Suédois fussent à la disposition de la France, un cas où une guerre viendrait à éclater avec la Hollande. La Suède se trouvait ainsi placée entre deux systèmes; la neutralité médiatrice que M. de Koningsmark proposait comme le seul moyen de donner une importance pacifique à la cour de Stockholm, et les instructions de M. de Pomponne, dont le but était d'entraîner la Suède dans une alliance offensive et défensive avec Louis XIV (5).

Ainsi, pour bien résumer la situation diplomatique au moment où Louis XIV essaie une expédition contre la Hollande, on peut dire que les Pays-Bas calvinistes étaient abandonnés officiellement; ils n'avaient ni appui ni alliés intimes. La France avait attiré à elle Charles II d'Angleterre, elle préparait la neutralité de l'Allemagne et de l'Espagne; de plus, l'évêque de Munster, les électeurs de Hanovre et de Bavière se prononçaient contre les Etats-Généraux; la Savoie fournissait ses régimens; enfin la Suède offrait la médiation d'un neutre, mais au fond bien plus favorable à la France qu'elle ne pouvait l'être aux Etats-Généraux calvinistes.

ordinaire de notre chambre, de vous dire de notre part, vous donnera un nouveau témoignage de notre affection en votre endroit, et du soin que nous avons de protéger et conserver votre liberté et neutralité contre ceux de vos voisins qui pourroient avoir la pensée d'entreprendre quelque chose à l'encontre. Nous rapportant, quant au reste, à ce qui vous sera dit de notre part par ledit sieur de Maisons pour vous expliquer notre favorable intention à votre égard. Nous ne ferons pas la présente plus longue, sinon pour prier Dieu qu'il vous prenne en sa garde. Louis. »

(4) Voyez la collection des traités de Martens, t. iv.

(5) Voyez les dépêches de M. de Pomponne. Bibliothèque du roi, mss. fonds Saint-Germain.

Est-ce à dire que la Hollande fût dépourvue de toute force morale ? Elle avait au contraire partout des appuis secrets. Si Charles II d'Angleterre s'était ouvertement prononcé pour Louis XIV, le parlement, les parliains et tous les *dissenter* d'Angleterre étaient favorables à l'indépendance politique de la Hollande. L'empereur d'Allemagne promettait bien sa neutralité, mais dès qu'il verrait une armée de France s'emparer de Maëstricht, de Liège, de Namur, pourrait-il, en ce cas, ne point porter appui à la Hollande qui touchait aux frontières de l'Empire ? Et la monarchie espagnole resterait-elle témoin des nouvelles conquêtes de Louis XIV, sans s'en alarmer ? Tant que les projets du roi ne se montreraient pas ouvertement, l'Europe attendrait ; mais dès que la conquête se manifesterait, la Hollande devait trouver des auxiliaires naturels dans le mouvement des intérêts et dans les jalousies des hautes puissances contre le roi de France. Quand un Etat est depuis assez de temps constitué, avec un territoire et une existence reconnue, il ne peut disparaître au profit d'un autre Etat ; s'il n'y a partage entre les voisins, il y a guerre pour se disputer les dépouilles.

Cependant le mouvement belliqueux se développant, le conseil du roi de France fit lancer des publications et des manifestes contre la Hollande. Il y avait alors dans le droit public un besoin profond de justice ; on dissertait sur les droits de chacun ; des volumes étaient publiés pour soutenir une prétention, pour expliquer une démarche hostile. Le roi fit donc écrire par M. de Lionne à tous les ambassadeurs, afin qu'ils justifiasent non seulement aux yeux des gouvernements, mais des peuples et des nations, l'équité des griefs que Sa Majesté avait contre les Hollandais (1). En France, des publications se multiplièrent encore ; la déclaration de guerre contre la Hollande, qui se retrouve en original, était faite de manière à convaincre les sujets qu'il était impossible qu'on ne fit pas la guerre pour venger l'honneur de la couronne et le pavillon de France. Le 7 avril au matin, par un jour assez pluvieux, les bérants d'armes, les chevaux couverts de housses, précédés de trompettes caparçonnées, parcoururent la ville, faubourgs et carrefours de Paris, et à chaque place la trompette retentissait, et les bérants d'armes, la tête nue,

s'écriaient : « Bourgeois, manans et habitans de Paris, la mauvaise satisfaction que Sa Majesté a de la conduite que les Etats-Généraux des Provinces-Unies ont eue depuis quelque temps en son endroit étant venue si avant que Sa Majesté, sans diminution de sa gloire, ne peut dissimuler plus longtemps l'indignation qui lui est causée par une manière d'agir si peu conforme aux grandes obligations dont Sa Majesté et les rois ses prédécesseurs les ont comblés si généreusement ; Sa Majesté a déclaré, comme elle déclare présentement, qu'elle a arrêté et résolu de faire la guerre auxdits Etats-Généraux des provinces-Unies, tant par mer que par terre ; ordonne par conséquent Sa Majesté à tous ses sujets, vassaux et serviteurs de courir sus aux Hollandais, et leur défend d'avoir ci-après aucun commerce, communication, ni intelligence avec eux, sur peine de la vie. Pour le même effet, a aussi, Sa dite Majesté, révoqué par la présente toutes provisions, passeports, sauvegardes ou sauf-conduits qu'elle auroit pu accorder par le passé, ou qui auroient pu être accordés par ses lieutenans généraux et autres officiers, contraires au contenu de la présente, les déclarant tous nuls et de nulle valeur, défendant aussi à qui ce soit d'y avoir aucun égard. De plus, mande et ordonne Sa dite Majesté à M. le comte de Vermandois, grand-maitre, président et surintendant général de la navigation et commerce du royaume, aux maréchaux de France, gouverneurs et lieutenans généraux pour Sa Majesté dans ses provinces et armées, maréchaux de camp, colonels, mestres de camp, capitaines, les chefs et conducteurs de ses armées, tant à pied qu'à cheval, François et étrangers, et tous autres ses officiers qu'il appartiendra, de faire mettre à exécution le contenu de la présente, chacun à son égard, sous son district et juridiction. Car tel est le plaisir de Sa Majesté, laquelle veut et entend que la présente soit publiée et affichée en toutes ses villes tant maritimes qu'autres, et en tous les ports, havres et autres lieux de son royaume où il sera de besoin, afin que personne n'en prétende cause d'ignorance (2). »

Cette publication était suivie de plusieurs édits et ordonnances contre les sujets des Etats-Généraux ; on mettait embargo sur tous les navires au pavillon des Provinces qui se trouvaient dans les ports (3).

(1) Négociations de Louis XIV, in-fol. Bibliothèque Royale.

(2) « Il est ordonné à Charles Canto, crieur ordinaire de Sa Majesté, de publier et afficher par tous les lieux de cette ville, faubourgs, bailliage et vicomté de

Paris, où besoin sera, l'ordonnance du roi du 6 de ce présent mois et an. afin qu'on n'en prétende cause d'ignorance. » 6 avril 1672.

(3) Collection d'ordonnances de Louis XIV, ann. 1672.

Une exception était faite pour les Hollandais qui s'étaient habitués et logés dans le royaume par suite du traité de 1662; ils pourraient pendant six mois vendre leurs marchandises, les transporter ainsi qu'ils jugeraient convenable, car la guerre ne pouvait les toucher; ils étaient sous la protection du droit des gens, sans qu'aucun sujet du roi ne pût les molester, si ce n'est pour fait et par voie de justice (1). Ainsi la guerre restait jusque-là dans les principes de justice européenne; on en expliquait la nécessité par le seul et imminent besoin de venger les insultes du pays de France et l'honneur de son roi.

CHAPITRE XI.

CAMPAGNE DE HOLLANDE. — PASSAGE DU RHIN.

Forces défensives de la Hollande. — Territoire. — Armée. — Flottes. — Ruyter. — Situation des partis. — Finances de la Hollande. — Invasion des Français. — Sièges des villes. — Rapides conquêtes. — Les Français sur l'Yssel. — Louis XIV sur le Rhin. — Passage. — Situation d'esprit des Hollandais. — Combat naval entre le duc d'York et Ruyter.

1672.

Quand le manifeste de guerre fut lancé contre la Hollande, les Etats-Généraux n'étaient point préparés à la résistance. Depuis leur affranchissement de l'Espagne, les Hollandais n'avaient pas eu de guerre sérieuse; s'ils avaient montré une grande énergie dans ce mouvement d'indépendance, depuis, l'activité nationale s'était portée sur les entreprises commerciales; les Hollandais n'avaient songé qu'à agrandir leurs colonies, qu'à multiplier leurs comptoirs; leurs navires aux larges flancs naviguaient dans les deux Indes comme au fond de la Méditerranée; les fortunes particulières étaient immenses et nombreuses. Dans cette longue paix, ils avaient négligé tous les arts des batailles; les places fortes avaient à peine garnison; le parti bourgeois et puritain de Jean de Witt avait lutté contre le parti militaire et féodal du prince d'Orange, et les méfiances des marchands contre les comtes et barons d'origine allemande avaient affaibli tous les éléments de résistance (2). C'était

pourtant ingratitude, car les nobles hommes de race germanique, mieux que les marchands d'Amsterdam et de La Haye, avaient vaincu les troupes espagnoles lors de la révolte des gueux. La guerre des partis était dans son plus grand désordre; le prince d'Orange en avait fini avec Jean et Corneille Witt; tous deux condamnés au bannissement, ils tombèrent massacrés par le peuple uni aux nobles. On les accusait de trahison. Quand le cri de guerre retentissait, ils demeuraient mous et pacifiques comme les bourgeois dont ils étaient l'image.

La position territoriale de la Hollande était pourtant favorable pour une défense; couverte par une ligne qui s'étendait depuis Maëstricht jusqu'à Wesel, Bois-le-Duc et Breda, la Meuse la couvrait en seconde ligne; et telles étaient les constructions artificielles qui séparaient la mer de la terre de Hollande, qu'en faisant une trouée aux digues on pouvait noyer sous les grandes eaux du Zuiderzée les myriades d'invasisseurs. Mais une fois ces difficultés franchies, rien n'empêchait qu'une armée de France pût se déployer de Rotterdam à La Haye et à Amsterdam, grandes cités pleines de richesses immenses; si bien qu'on faisait ce calcul sous les tentes de France, que si Amsterdam était prise, il reviendrait à chaque simple soldat une part de butin de quatre mille livres. La république hollandaise ne comptait pas plus de vingt mille hommes de troupes, mauvais soldats, excepté deux ou trois régimens de levées allemandes, conduits par le prince d'Orange et le landgrave du Rhin. Rien de plus pitoyable surtout que la cavalerie hollandaise; c'était une maxime au moyen âge, que pour être bon cavalier il fallait naître de gentilhomme; or, cette nation de marchands enjambait plutôt un hallot de laine qu'un coursier de race à l'œil vif, au poil bai. Il n'en était pas de même de la flotte; la protection d'un commerce aussi vaste que celui des Hollandais avait nécessité l'entretien de grandes escadres; il s'était fait là d'intrépides marins, des amiraux expérimentés. Autant les Hollandais hésitaient devant un engagement de terre, autant étaient-ils déterminés dans les expéditions de mer; leurs constructions étaient un peu lourdes, leurs navires opéraient difficilement; mais quand un de ces navires s'était bien posé au milieu d'une escadre, c'était une forteresse mouvante, une citadelle vomissant mille feux par les sabords. La Hollande avait des amiraux qui ne craignaient pas de se mesurer avec les plus habiles marins de France et d'Angleterre: et qui aurait osé disputer le courage et la science de mer à Ruyter?

(1) Edit de Saint Germain-en-Laye, 6 avril 1672.

(2) Voyez mon *Histoire de la Réforme*, tomes III et IV.

Le brave amiral, depuis l'âge de huit ans, avait parcouru les deux hémisphères, de la Nouvelle-Zélande jusqu'aux îles de Shetland et l'Islande. Comme résistance navale, la Hollande n'était donc point au dépourvu, elle pouvait lutter tout à la fois contre la France et l'Angleterre, au cas où elles opposeraient leurs flottes au pavillon des Provinces-Unies.

Cette république de marchands avait encore un grand mobile pour elle, la richesse et le crédit. L'Europe ne manquait point de soldats; les licenciements qui suivirent les traités d'Aix-la-Chapelle avaient mis sur pied bon nombre de troupes; on trouvait toujours beaucoup de soudards lorsqu'on avait beaucoup d'argent; dans un mois on pouvait recruter en Allemagne, en Suisse plus de troupes que n'en exigeait le mouvement de la guerre; le recrutement était aisé si les bourgeois d'Amsterdam et de La Haye voulaient défoncer leurs grosses tonnes pleines d'or et d'argent. Indépendamment de l'avarice et de la parcimonie bourgeoise, il y avait un motif politique qui empêchait que l'on ne voit de fortes sommes pour la défense commune: le développement des moyens militaires devait donner la supériorité au parti féodal des princes d'Orange, et les bourgeois jaloux n'en voulaient pas. Ces dissensions entre les classes diverses de

la république divisaient ses forces et facilitaient les conquêtes de l'armée de France.

Louis XIV et son ministre de la guerre, le marquis de Louvois, déployèrent une immense activité pour préparer l'expédition contre la Hollande; le roi et le conseil n'ignoraient pas que toute l'Europe avait les yeux sur la France, et que de cette expédition devait résulter un avenir de force et d'autorité morale pour la monarchie. Toute la noblesse avait été convoquée; des efforts inouïs furent faits; il n'était pas un château de France qui ne fournit son contingent avec cette prodigalité qui caractérisait alors la gentilhommerie. Chaque officier à qui mieux mieux étalait son équipement de guerre, afin de briller sous les yeux de son roi; les états de revue qui existent encore portent à cent dix-huit mille hommes effectifs l'armée qui entra en campagne; elle comptait cent trente escadrons de cavalerie à un total à peu près de douze mille cinq cents hommes, et l'artillerie de guerre plus de cent bouches à feu (1). Toutes ces troupes n'appartenaient pas à la France; elles étaient, selon l'usage du temps, l'amalgame de plusieurs nations; on y voyait d'abord trois mille Catalans, braves gens en costume national de miquelets, avec leur arme légère, leur mousquet en bandoulière, admirables tireurs

(1) J'ai retrouvé dans un manuscrit contemporain cette curieuse liste :

Noms des officiers généraux de l'armée du roi, pour servir dans la campagne de 1672.

MONSIEUR, généralissime.

M. de Turenne, général.

Lieutenants généraux. — M. de Gagne; M. le duc de La Feuillade; M. le comte de Soissons; M. le grand-maître; M. de Lorge; M. de Rochefort.

Marechans de camp. — M. le chevalier de Lorraine; M. Martinet; M. de Montal; M. de Fourille est maître de camp de la cavalerie, et sert toujours.

Brigadiers de cavalerie. — M. de La Feuillée; M. le comte de Roze; M. de Chazeron; M. de Beauveau est brigadier de l'infanterie.

Aides de camp. — M. le comte d'Ayen; M. d'Albret; M. le chevalier de Nogent; M. le marquis d'Angou; M. de Breauté; M. de La Roche-Courton.

État de l'armée de M. le Prince.

Lieutenants généraux. — M. le comte de Guiche; M. de Saint-Avre; M. Foucaut.

Marechans de camp. — M. le comte du Plessis; M. le comte de Nogent; M. de Magaloty; M. de Choiseul.

Commissaire général de la cavalerie. — M. de La Corlonnière.

Brigadiers de la cavalerie. — M. de Beauvezé, M. Vivien; M. des Fourmeaux.

Brigadier d'infanterie. — M. Pillay.

État de l'armée que de voit commander M. le maréchal de Créquy.

M. de Nanterre, lieutenant général.

Marechans de camp. — M. de Vauvray; le chev. du Plessis.

Brigadier de cavalerie. — M. de Pierrefite.

Le roi a nommé M. de Sainsandoux, major du régiment des gardes, major général de son armée. Il a aussi nommé M. de Traey, capitaine aux gardes, major général de M. le Prince; et M. de la Marillière, lieutenant colonel du régiment de la Reine, major général de la troisième armée.

Officiers généraux de l'armée des allies.

M. de Luxembourg, lieutenant gén. de M. l'évêque de Munster.

M. de Chaully, lieutenant général de M. l'évêque de Cologne.

M. de Renel commandera la cavalerie.

M. de Moray commandera l'infanterie.

L'armée de Roussillon sera commandée par M. Lebreton.

pour faire la guerre de partisans. Ensuite venaient deux régiments de Savoyards, un de cavalerie, l'autre d'infanterie; puis dix mille Suisses nouvellement levés et tout-à-fait indépendants des anciens régiments capitulés au service de France. On avait essayé même d'organiser un régiment de cavalerie suisse, et l'on fut obligé de le licencier avant la fin de la campagne, tant tous ces gens se tenaient gauchement sur leur lourd cheval de bataille, tant ils excitaient la risée des vieux cavaliers de l'armée! On avait engagé dans les différents corps des compagnies d'Allemands et d'Italiens, qui se mettaient au service de qui les payait mieux; et comme la campagne était bonne dans un pays aussi neuf que la Hollande, il y avait un véritable peuple de volontaires, de carabins, gens sans aveu, qui suivaient les camps, comme les oiseaux de proie flairent les corps morts le lendemain des batailles. En résultat, c'était pour la première fois que l'on voyait réunie sur le même point une armée de plus de cent mille hommes, innovation décisive en stratégie.

Et l'on ne comptait pas encore dans ces masses ce qu'on appelait les volontaires nobles, qui composaient près de deux mille hommes. D'après le système féodal, tout gentilhomme possédant fief devait le service militaire; or, comme il n'y avait pas toujours des places vacantes d'officiers dans les régiments ou dans les gardes, cette noblesse était groupée par compagnies de volontaires sous l'étendard fleurdélysé; elle arrivait à la première sommation, tout équipée, avec ses reluisantes épées, ses chevaux de bataille, de l'argent tant qu'elle pouvait, car les gentilshommes aliénaient tout, terre, château, vivier, pour aller en guerre. Une fois au camp, ces brillants gens d'armes demandaient toujours l'honneur d'aller les premiers au feu: y avait-il un coup de main un peu hardi, ils s'y précipitaient; leur but était de se distinguer sous les yeux du roi, la récompense d'une parole affectueuse ou d'un sourire, et avant tout la vanité de s'être bien battus. Le roi traitait ces volontaires avec déférence, il ne les appelait jamais que *messieurs*, parce que c'était la fleur de sa noblesse; il se découvrait souvent en leur présence. Chez eux peu de discipline, jeux de brelan, d'enfer, repas où l'on rivalisait de bonne chère et de gais propos, si bien

qu'une des premières ordonnances de Louis XIV, en entrant en campagne, fut de défendre à tout officier, quel qu'il fût, général ou simple gentilhomme, les repas où il y aurait plus de deux services de viande, légumes ou confitures; quant au rôti, on pouvait s'en donner tant qu'on voulait, parce que c'était le produit de la chasse; or, interdire la chasse à un gentilhomme, c'était le priver de son droit (1).

La grande armée de France fut partagée en trois corps: le prince de Condé eut la division d'avant-garde et tous les régiments destinés à l'exécution d'un plan de campagne hardi et prompt. Turenne reçut le commandement du deuxième corps détaché sur Maëstricht (2); enfin le roi, qui avait confié les pleins pouvoirs de son gouvernement à la reine (3), conduisit en personne sa maison qui formait la réserve de l'armée, laquelle fut mise sous le marquis de Chavigny. On comptait dans les rangs de l'armée d'invasion tout ce que la noblesse française avait de plus illustre et de plus vaillant. Condé était avec son fils le duc d'Enghien, et le duc de Longueville, nom si fameux sous la Fronde; puis le duc de Coislin, le prince de Mursillac, les comtes de Guiche et de Nogent, le marquis de Vitry, le prince de Soubise à la tête des cheval-légers et gendarmes, le comte de Lorges, dont le nom brillait déjà par la plus puissante valeur, tous gentilshommes désireux de se distinguer sous les yeux du roi. Le rendez-vous général de l'armée fut fixé à Charleroi; le prince de Condé avait formé son corps de bataille à Sedan; il se mit en communication avec Turenne par Maëstricht; le comte de Chavigny réunissait les gardes à Tongres et rejoignit le roi à Vizay. On essaya une fausse attaque sur Maëstricht, elle ne réussit pas; la place fut laissée sur la gauche, le comte de Chavigny eut ordre de l'observer avec un corps de réserve, tandis que la masse de l'armée se portait sur le Rhin. Le prince de Condé allait toujours à l'avant-garde, et tant les Hollandais étaient peu préparés à la résistance, que les Français firent une marche de huit jours sans rencontrer même un corps d'observation. Au mois de mai on était déjà sur l'Yssel (4).

C'était derrière le Rhin que se formait en divisions l'armée hollandaise, sous les ordres du général allemand Wirtz et du marquis de Mombas, réfugié

(1) Ordonnance de Louis XIV, ad ann. 1672.

(2) Voyez l'*Histoire de la campagne de Hollande*, tom. II, ann. 1672.

(3) « Pouvoirs donnés par le roi à la reine pour commander en son absence dans le royaume; enregistré au par-

lement le 3 mai 1672. » — Paris, chez Frédéric Léonard.

(4) Une des plus curieuses lectures pour cette époque est celle du *Mercur Hollandais*; les exemplaires en sont rares, mais je suis parvenu à m'en procurer un tout contemporain.

calviniste français au service de la Hollande; ces troupes ne s'élevaient pas au-delà de 15,000 hommes, mais le fleuve les protégeait comme un grand retranchement. Le prince d'Orange, si froid, si profondément calculateur, savait que, pour reconquérir sa toute-puissance en Hollande, il fallait repousser l'invasion des Français. Il était besoin de l'ascendant de la victoire pour que le parti militaire et de la noblesse allemande saisis la domination sur la portion bourgeoise et marchande des États-Généraux. Malheureusement pour le système de défense adopté, la sécheresse avait fait baisser les eaux de l'Yssel et du Rhin; le rapport des ingénieurs avait constaté qu'il y avait des endroits gâtés sur un des bras du Rhin; on pouvait y hasarder la cavalerie. Le passage fut donc résolu; les Français s'assurèrent de toutes les places qui pouvaient protéger leur entreprise, Orsoy, Wesel, Emerik, Dendekom et Rhinbergue; aucune ne fut sérieusement défendue, toutes s'abaissèrent devant la fortune de Louis XIV (1).

Un conseil de guerre s'assembla pour discuter le passage du Rhin; le roi le présidait, et il se composait de Condé et de Turenne, noms glorieux, expressions de la science militaire de l'époque. Il fut reconnu qu'en franchissant rapidement le Rhin, on pouvait tomber sur le derrière de l'ennemi, lui couper toute communication avec La Haye et Amsterdam, en finir une fois pour toutes avec le prince d'Orange, le feld-maréchal Wurtz et leur armée, seules forces que la Hollande pouvait opposer aux grands projets de l'armée du roi. Turenne fit laisser pour maintenir sur la rive gauche les villes conquises; Condé, toujours à l'avant-garde, se chargea du passage du fleuve. On ne pouvait craindre la présence du prince d'Orange occupé du recrutement de l'armée; et le marquis de Nombas, qui commandait cinq régiments hollandais, gagné par des séductions, ou craignant le reproche de félonie de se trouver ainsi à la face de son roi, s'était retiré en toute hâte; il laissa un escadron à peine sur les bords du Rhin. Le feld-maréchal Wurtz accourut avec quatre régiments de cavalerie et deux d'infanterie, se retranchant à l'abri d'un mur de terre, à une lieue de l'endroit où les Français devaient franchir le fleuve (2).

Ce fut un beau spectacle que le matin du 5 juin 1672; le régiment des cuirassiers, dont le comte

de Revel était colonel, commença à s'enfoncer dans les eaux du Rhin; ces hommes de forte stature, bardés de cuirasses, montés sur des chevaux de haute taille, s'avançaient par escadrons à travers le courant du fleuve; leurs armes brillaient de mille feux resplendissants au soleil. Parvenu au milieu du Rhin, les cuirassiers ne purent tenir leur rang, quelques uns furent entraînés par la rapidité du flot, et se noyèrent; heureusement pour ces braves gens, le feld-maréchal Wurtz n'avait aucune artillerie, tandis que Condé les protégeait de quelques volées de coups de canon; et de nouveaux escadrons se mirent en bataille au bord de l'eau. Les volontaires gentilshommes, comme le dit M^{me} de Sévigné, donnèrent ici quelque glorieux plat de leur métier. Un de ces braves gens d'armes, nommé Langallerie, à la tête de deux cent cinquante jeunes volontaires, attaqua avec hardiesse le camp de Wurtz et le força à la retraite. Dès lors toute la maison du roi passa paisiblement le fleuve; le prince de Condé, les ducs d'Enghien et de Longueville traversèrent en bateaux, et tous, infanterie et cavalerie vinrent se ranger en ordre sur la rive droite et envelopper les retranchements défendus par les deux régiments d'infanterie de Wurtz. Le maréchal fit sa retraite avec précipitation, délaissant son arrière-garde, Les Allemands se rendirent d'abord; mais comme les volontaires leur firent quelque insulte, ils essayèrent une décharge à bout portant, et le duc de Longueville reçut une mousquetade à travers le corps dont il mourut sur-le-champ. On ne fit dès lors aucun quartier aux Allemands et aux Hollandais qui étaient dans le camp; ils furent passés par les armes (3).

Tel fut ce passage du Rhin, exalté par la poésie et la peinture; on le compara au passage du Granique par Alexandre en face des innombrables armées des Perses; Le Poussin s'en inspira pour un des magnifiques tableaux de la vie d'Alexandre, et Boileau, dont toute la pensée fut la gloire éternelle du roi, en écrivit le bulletin en vers: « La muse du poète lui parloit impuissante pour raconter les conquêtes du roi: les villes n'étoient pas si faciles à chanter en vers qu'à prendre à grands coups d'épée (4); il y avoit peu de rimes pour raisonner à côté de ces noms barbares de cités; le vers étoit en déroute et le poète à sec. Boileau, si peu épique, faisoit néanmoins intervenir le vieux fleuve du

(1) Voyez l'Histoire de la campagne de Hollande, ann. 1672, tom. II.

(2) Mercure hollandais. Juin 1672.

(3) Hist. de la campagne de Hollande; ann. 1672, t. II.

(4) Ce pays où cent murs n'ont pu se résister,
Grand roi, n'est pas en vers si facile à dompter.

Rhin, ses nâdes tremblantes, le fleuve essayoit sa barbe limoneuse, il exaltoit les Hollandais à se défendre; la honte faisait en eux l'effet de la valeur; mais qui pouvoit résister à l'armée du roi? Le comte de Guiche, soutenu des regards du héros, passoit le premier le fleuve; puis le bouillant Lesdiguères, Vivonne, Nantonillet, Coislin, Vendôme, tous à l'envi traversent le Rhin frémissant sous un aussi noble poids. Le bruit se répand que le fleuve est passé par ce Condé dont le seul nom fait tomber les murailles, force les escadrons et gagne les batailles (1). »

Cet enthousiasme de Boileau était de la poésie à la gloire de Louis XIV; dans la réalité, la conquête des villes et le passage du Rhin avaient été faits sans résistance; c'était la marche d'une grande armée rencontrant à peine quelques régiments pour l'arrêter; aucune place n'avait tenu, si ce n'est Maëstricht, et Maëstricht n'était point tombée au pouvoir du roi. Quarante mille hommes avaient traversé le Rhin en face de trois mille, quoi d'étonnant! la véritable lutte avait été contre les canaux du fleuve. Il n'y avait en ni stratégie ni grands efforts militaires, la noblesse s'était montrée dévouée et courageuse, c'était son héritage. On exalta ce passage du Rhin parce que le roi s'y était trouvé en personne, et que tout ce qui tenait au prince était alors loué outre mesure. Cette première partie de la campagne contre la Hollande ne fut rien, à vrai dire; les véritables mouvements stratégiques ne se firent que plus tard, alors que la guerre s'engagea sur une vaste échelle. Jusqu'ici c'était une invasion, une sorte de débordement sur un pays qui n'était

point préparé. Telle est la marche naturelle de toute armée d'invasion; les succès sont pour elle dans les premiers mois; les difficultés n'arrivent que quand les peuples envahis se ravissent; alors vient la réaction, et cette réaction emporte souvent la conquête.

Le roi passa le Rhin sur un pont de bateaux, construction récente inventée par Vanban; on transportait ces bateaux sur des bêtes de somme, on les liait entre eux au moyen de chaînes; des planches étaient rapprochées, puis cavalerie et infanterie pressaient sur ce pont de nouvelle forme alors. Le Rhin fut traversé à la nage par la presque totalité de la cavalerie; on s'en faisait un honneur et un devoir. Les gentilshommes ne voulurent ni bateaux ni ponts; si bien que les cheval-légers de la garde, ayant franchi le fleuve sur des batelets, furent le sujet de la risée de toute l'armée. Cette armée envahit la province d'Utrecht; Turcotte prit Nimègue en quelques jours (2). L'opinion générale était dans le camp que toute la Hollande allait se rendre au roi sans résistance; on faisait déjà à Amsterdam les préparatifs d'une soumission municipale, et Louis XIV, qui sans doute désirait s'assurer la possession paisible de ses conquêtes, promit aux villes qui se rendraient, privilèges, franchises, et liberté de conscience; mais par contraire, toutes les cités et villages qui feraient résistance seraient brûlés de fond en comble, et les habitants dispersés. Le conseil du roi voulait ainsi organiser militairement et administrativement la Hollande, et s'en réserver la pleine et entière domination (3).

On se rappelle qu'un double plan de campagne

(1) Un bruit s'épand qu'Enghien et Condé sont passés, Condé dont le seul nom fait tomber les murailles, Force les escadrons et gagne les batailles.

BOILEAU, *Épît.* IV.

Médaille sur la campagne de Hollande. Le roi est à cheval, un javelot à la main, précédé par la Victoire, qui tient une couronne de lauriers et une palme. La légende: *Prælia victoria*; l'exergue: *Expeditio Batavica*; 1672.

Médaille sur le passage du Rhin. La Victoire couronne le roi, qui foule aux pieds le fleuve du Rhin. La légende: *Transitus Rhenus*; l'exergue: *Hostes ripam adversam obtinentes*, 1672.

(2) « Journal de la guerre de Hollande, depuis le départ du roi jusqu'à son retour, en 1672, par Henri Estienne, sieur du Belle. » Paris, ann. 1672. in-12, 2 vol.

(3) « Relation de ce qui s'est passé en Hollande, aux sièges faits par l'armée que commandait M. le prince, en l'année 1672, » in-fol.

« Le Conseil d'extorsion, par la Volerie des Français exercée dans la ville de Nimègue par le commissaire Methélet et ses suppôts, » in-12; ann. 1672.

(3) « De par le roi: Sa Majesté, considérant combien il a plu à Dieu de bénir ses justes desseins, et faire prospérer les entreprises qu'elle a faites depuis son arrivée en campagne, et voulant traiter avec la dernière douceur les peuples des provinces où elle pourra étendre ses victoires, et afin de leur faire savoir ce qu'ils auront à faire pour se rendre dignes de ses bontés; Sa Majesté a fait déclarer et déclare par la présente, que tous les habitants des villes de Hollande qui se rendront volontairement à son obéissance, et recevront les troupes qu'elle trouvera bon de leur envoyer pour leur sûreté et pour leur défense, seront non seulement traités aussi favorablement qu'ils pourraient désirer, mais encore seront maintenus dans tous leurs privilèges et franchises, et auront toute liberté de conscience, avec libre exercice de leur religion. Mais au contraire, que ceux qui ne se voudront pas

avait été combiné. Ce n'était pas assez de l'invasion des provinces par terre : les flottes de France et d'Angleterre s'étaient ralliées dans la Manche; la première était composée de soixante vaisseaux de haut-bord; les Anglais en comptaient cent vingt-six, sous les trois pavillons, l'escadre rouge, l'escadre bleue, et l'escadre blanche; le duc d'York commandait en chef les deux flottes, et le comte d'Estrées la division française. Ruyter, à la tête de cent cinquante-huit voiles, attaqua avec impétuosité les immenses forces de France et d'Angleterre réunies, et parvint à les diviser. Il fallut voir le vaillant amiral sur son beau navire *les Sept-Provinces*, de cent trente pièces de canon, accostant le duc d'York, qui avait hissé son pavillon rouge; rien de brave comme ce duc d'York, savant marin, affrontant les mers et les canons à mitraille, assis sur l'arrière de son vaisseau, puis au pied du grand mât de hune à demi-coupé par le canon de Ruyter (1). Ce duc d'York fut depuis Jacques II. Le comte d'Estrées et les Français mirent cape au vent et se débarrassèrent de la mêlée; ils avaient répugnance de servir sous le pavillon du comte d'Estrées. Ruyter fit supérieur en nombre, les flottes se séparèrent sans qu'il y eût avantage déterminé d'une part ou de l'autre.

soumettre, de quelque qualité ou condition qu'ils soient, et tâchant de résister aux forces de Sa Majesté par l'inondation de leurs digues ou autrement, seront punis de la dernière rigueur. Et cependant on exercera toute sorte d'hostilités contre tous ceux qui voudront s'opposer aux desseins de Sa Majesté; et lorsque les glaces ouvriront le passage, Sa Majesté ne donnera aucun quartier aux habitants des villes, mais ordonnera que leurs biens soient pillés et leurs maisons brûlées. » 24 juin 1672.

(1) Voyez la vie hollandaise de Ruyter. La Haye, ann. 1690; et celle du comte d'Estrées.

(2) Les victoires du roi en Hollande sont perpétuées dans une foule de gravures emblématiques; les armées françaises par des nuées de coqs, et la population hollandaise par des milliers de grenouilles, lesquelles sont presque toutes étendues mortes ou n'osant bouger dans un coin :

Le coq français par son courage,
Surmontant celui des lions,
Bat ces grenouilles dans leur rage
Comme il ferait des mouchecons.

(1) Une médaille sur la prise de Maëstricht; elle a

T. I.

Ainsi, lorsque Louis XIV s'avancait vers La Haye et Amsterdam, sa flotte sous le comte d'Estrées était en fuite, cherchant un refuge dans les ports de l'Océan. C'est que surmer la Hollande avait une incontestable supériorité; là était son empire; il n'y a que la marche des temps qui ait modifié cette situation. Tous les échos retentirent en France pour célébrer les victoires du roi; emblèmes, caricatures, sonnets, furent mis au service des gloires de Louis XIV. On ne peut se faire une idée de la multitude de gravures et estampes qui restent encore. Voici d'abord la bataille des coqs et des grenouilles; le coq, c'est le Français vigilant et belliqueux, symbole de la race gauloise; les grenouilles, c'est le Hollandais lourd et crouissant dans ses marais, et que le coq mange comme mouchecons infects (2). Ensuite la Hollande malade, entourée de ses bourgmestres et médecins s'écrie : « Voyons ma langue; elle est ulcérée; oh! la méchante langue! il lui faut un grand vomitif. Vous êtes triste, hélas! — Que faire, monsieur? — L'Anglois et moi, dit un Français, nous vous ferons danser, madame la Hollande (3). » Puis c'était une poésie plus sérieuse et plus solennelle : « Peuple ambitieux sur la terre et sur l'onde, vous avez voulu enlever les princes comme la mer; malheureux obstinés, quittez vos bastions devant ce Mars dont la foudre en tout lieu vous terrasse, et devenez sujet du roi. »

pour légende : *Virtus et præsentia regis; l'exergue : Trajectum ad Mosam expugnatum; 1673.*

« La Hollande malade, caricature contre la Hollande. — Madame la Hollande, étendue sur un fauteuil et entourée de bourgmestres, se fait apporter un miroir :

Voyons la langue un peu; ma mort est menacée;
Oh! la méchante langue! elle est toute ulcérée;
Le plus fort gargarisme est inutile là.
— A ces sortes de maux le remède effectif
Est de prendre bientôt un fort grand vomitif.
— Un vomitif, Monsieur? je ne puis plus rien prendre!
— C'est l'unique remède, il faut crever ou rendre.
Vous êtes triste, hélas! plus qu'on ne peut penser;
Monsieur l'Anglois et moi nous vous ferons danser.
— Je ne saurais danser, ma faiblesse est trop grande;
— Vous danserez pourtant, madame la Hollande.

tei, madame la Hollande danse en effet au milieu d'un médecin anglais et d'un médecin français, qui s'évertuent à lui faire faire des entrechats.

Deux bourgeois et deux matelots, assis à une table et buvant de la bière, parlent ainsi :

Buvons ce pot; à vous c'est ce que je demande,

9

CHAPITRE XII.

ATTITUDE DES PUISSANCES DURANT LA GUERRE DE HOLLANDE. — MÉDIATION DE LA SUÈDE.

Esprit de la diplomatie de Louis XIV. — But des conquêtes. — Mécontentemens des grands cabinets. — L'Espagne. — L'électeur de Brandebourg. — L'Empire. — Intervention des Suédois. — Propositions de paix de la part de la France. — Contre-projet des Hollandais. — Fixation d'un congrès à Cologne.

1672 — 1673.

Les notes diplomatiques remises par le marquis de Villars à Madrid et le comte de Gremouville à Vienne avaient précisément déterminé le but avoué de l'expédition de Louis XIV en Hollande; d'après leurs instructions spéciales, ils avaient annoncé, ainsi qu'on l'a dit, que le roi de France ne franchissait pas les limites des Pays-Bas pour faire des conquêtes et assurer de nouvelles terres à sa souveraineté, mais seulement pour venger une injure personnelle, ce qui ne changeait en rien les divisions territoriales posées par les traités de Munster et des Pyrénées (1). Si en effet le but de la campagne n'allait pas au-delà, les grandes puissances n'avaient pas à se plaindre; c'était une course chevaleresque qu'il fallait laisser à l'honneur et à la susceptibilité du roi de France. Mais dès les premiers pas de la conquête, les cabinets durent s'apercevoir que Louis XIV avait d'autres desseins. D'abord l'immensité des armemens militaires ne pouvait faire croire qu'il ne s'agit dans une telle campagne que d'un simple point d'honneur; on ne mettait pas sur pied cent vingt mille hommes sans avoir le projet d'en retirer un avantage matériel ou d'agrandisse-

ment de territoire. La conduite des armées de France ne permettait pas de douter de l'esprit dans lequel l'invasion avait lieu; après la reddition de chaque ville, tous les actes de souveraineté étaient faits au nom de Louis-le-Grand (2); on organisait le pays comme si à tout jamais il devait appartenir au royaume de France, on l'y incorporait avec les formes d'administration telles qu'elles existaient dans la monarchie.

Quand cet esprit de la conquête fut bien connu des cabinets, ils durent immédiatement prendre des précautions pour empêcher que la balance de l'Europe ne fût aussi ouvertement bouleversée. Dans les congrès politiques, les plénipotentiaires avaient toujours cherché à limiter la puissance territoriale de chaque grand Etat, de sorte qu'aucun d'entre eux ne pût prétendre à la monarchie universelle. La France sortait évidemment des limites imposées, elle étendait outre mesure son influence; on dut dès lors facilement s'entendre pour l'arrêter. L'Espagne, la plus vivement intéressée dans la question, porta des plaintes aigres (3); comme elle ne s'était pas complètement liée aux notes du marquis de Villars, elle avait ordonné des préparatifs militaires dans la Franche-Comté et les Pays-Bas; un corps d'observation fut placé dans la Belgique, tout prêt à se jeter sur les derrières de l'armée d'invasion. Le cabinet de Madrid fit plus: sous le titre de volontaires ou de simples auxiliaires, il envoya un détachement de troupes espagnoles conduites par le comte Marsini; ces troupes devaient agir de concert avec le prince d'Orange pour la défense de La Haye et d'Amsterdam. Si ce n'était point encore là une déclaration positive de guerre, une telle démarche entraînait la rupture des relations. C'est ainsi que procédent souvent les cabinets entre eux; avant de se déclarer une guerre tête levée, ils prêtent des secours déguisés à leurs alliés sur un champ de bataille qu'ils n'abordent pas encore eux-mêmes.

L'empereur d'Allemagne s'était également ef-

Comment se porte donc madame la Hollande?

— Chacun la tient fort mal où je la viens de voir;

Elle doit prendre encore un lavement ce soir.

— Ou la fera mourir, je pense qu'on y tâche;

Pourquoi ce lavement? on dit qu'elle est si lâche,

Qu'elle laisse aller tout.

Sonnet sur la Hollande; 1672.

Peuples ambitieux, aveugles obstinés,
Présumptueux guerriers sur la terre et sur l'onde,
Qui croyez engloutir les empires du monde,
Et voir dans vos liens des princes enchaînés:
Les flots, la mer, les vents contre vous mutins,

Les élémens confus, le tonnerre qui gronde,

En roulant tout autour de cette masse ronde,

Ont fait que tous vos dieux vous ont abandonnés.

Malheureux obstinés, quittez vos bastions,

Sacrifiez vos vœux et vos ambitions

A ce Mars dont la foudre en tous lieux vous terrasse;

C'est l'unique moyen d'arrêter ses exploits;

Et vous serez heureux encor, dans vos disgrâces,

De devenir objets du plus puissant des rois.

(1) Voyez sur ces transactions diplomatiques les tomes v à viii de *Richelieu*, *Mazarin*, etc.

(2) Voyez le *Mercurius hollandicus*, ad ann. 1672.

(3) Archives de Simancas, col. Bas.

frayé pour les droits et les franchises de l'Empire, des projets de Louis XIV contre la Hollande. Wesel, sur lequel le pavillon français flottait, faisait partie du territoire allemand : Nimègue se déployait sur la frontière; Maastricht assiégée était un boulevard formidable en face des possessions de l'Empire. Cet Empire avait donc intérêt à surveiller au plus haut point les opérations militaires de Louis XIV dans la Hollande, pour empêcher que la conquête ne donnât à la monarchie française des frontières trop étendues; l'empereur porta une armée d'observation sur le Rhin, de plus de quarante mille hommes; elle eut mission d'attendre les événements et de se concerter avec le corps espagnol du comte Marsini, au cas où il faudrait agir vigoureusement par un coup de main militaire contre les Français (1).

L'électeur de Brandebourg, qui possédait un des grands territoires allemands, alla plus loin; il ne se borna pas à de simples précautions. La Prusse avait des sympathies pour la Hollande; la réforme y avait trouvé son berceau; la France, une fois maîtresse de la Hollande, menaçait directement la portion de l'Allemagne qui obéissait à l'électeur de Brandebourg. Dans une cause commune, l'électeur n'hésita pas à signer un traité d'alliance offensive et défensive avec le prince d'Orange (2); vingt mille hommes durent marcher sur le Rhin, et appuyer au besoin les opérations de l'armée hollandaise; le stadhouder et l'électeur s'engagèrent à se soutenir mutuellement dans la lutte. Ainsi la position militaire prise par Louis XIV n'était pas sans danger; il n'y avait déclaration de guerre de la part d'aucune puissance; chacune d'elles se tenait le mors au bit, éclairant la marche du roi conquérant, décidée à se saisir du premier échec ou à se coaliser contre ses victoires. L'armée de Louis XIV était maîtresse du pays, mais de toute part on la surveillait; elle avait des succès, mais aucune sécurité. Dans ces circonstances graves, la Suède offrit encore une fois sa médiation; elle voyait la guerre prête à éclater, une conflagration générale pouvait s'ensuivre; quel beau rôle donc pour la Suède que de se placer en tous ces intérêts pour prendre une prépondérance de justice et d'équité, qui est aussi une grande autorité en diplo-

matie! La Suède d'ailleurs avait le droit d'être écoutée: elle n'était pas sans doute puissance de premier ordre, mais elle avait à sa disposition une armée de 30 à 40,000 hommes qu'elle pouvait jeter de droite et de gauche dans la balance. Une telle médiation armée devait être ménagée, et lorsque le cabinet de Stockholm parla de la réunion d'un congrès, la France porta une sérieuse attention aux propositions qui furent faites. C'est une haute habileté en diplomatie, pour une puissance, de se poser ainsi en médiatrice armée, préparée à se dessiner pour l'un des belligérants; elle décuple son importance.

Avant toutes choses, il fallait les bases préliminaires d'un traité, et ces propositions, de la part de qui viendraient-elles? Les conquêtes rapides du roi avaient jeté un grand effroi dans la Hollande; cette population de bourgeois et de marchands avait éprouvé une indélébile terreur à l'aspect de l'armée envahissante qui prenait les villes et les provinces après un mois de marche. On n'entendait donc dans Rotterdam, Amsterdam et La Haye, que des plaintes répétées d'en finir avec la guerre par une soumission. De toute part, les marchands quittaient leurs riches comptoirs, emportaient tout l'or qu'ils pouvaient pour se mettre à l'abri du pillage. La classe bourgeoise est ainsi faite; c'est elle souvent qui entraîne les catastrophes et les guerres par ses mécontentements, par ses petites jalousies, et quand la guerre vient, alors elle ne parle que de traiter, que d'en finir avec les tristes conséquences de l'état social qu'elle a fait; en face du danger elle n'offre que des intérêts menacés et des peurs. Il n'en était pas de même du parti militaire en Hollande; si la bourgeoisie marchande et trembleuse souhaitait l'immédiate signature d'une convention de paix à quelque prix qu'elle fût accordée, le prince d'Orange, les comtes de raccalemarde, la portion chevaleresque de la population voulaient que l'honneur demeurât intact dans les négociations; et comme ils savaient quelles étaient alors les intentions de l'Europe toute prête à prendre parti pour les Hollandais, ils n'étaient pas aussi pressés que la bourgeoisie à implorer la clémence et la pitié des vainqueurs.

La peur était si généralement répandue, que le parti bourgeois l'emporta, et Grotius vint sous les tentes de Louis XIV pour demander quelles seraient enfin les conditions que l'on imposerait au vaincu. La négociation s'ouvrit entre Grotius et M. de Pom-pone. Le 27 juillet le conseil de Louis XIV remit aux envoyés des États une note qui rappelait textuellement les seules bases sur lesquelles le roi de

(1) Dépêches du comte de Greimoville; elles précèdent la France de tous les mouvements de la confédération germanique. (Dépêches man. originales, Bibliothèque du roi.)

(2) Il n'est point recueilli dans la collection de Martens, peut-être parce qu'il n'en est pas de suite.

France consentait à faire la paix. Les premières clauses étaient toutes relatives à des intérêts commerciaux : « Les tarifs de la Hollande sur les vins, caux-de-vie de France et les produits de ses manufactures devaient être révoqués. Venaient ensuite les clauses territoriales ; les États-Généraux devaient céder toutes les provinces, villes et places qu'ils possédaient tant en Flandre qu'en Brabant, y compris la ville de Nimègue (1) ; il serait permis désormais à tous les sujets du roi d'aller et venir dans les pays hollandais, tant par mer que par terre, sans qu'ils puissent être sujets au paiement d'aucun droit ni à la visite de leurs marchandises ou bagages. Un article spécial stipulait les conditions pérenniaires : Louis XIV demandait la somme de 20 millions comme indemnité de guerre (2) ; de plus, et en reconnaissance de la paix, les États-Généraux feraient présent tous les ans à Sa Majesté, par un ambassadeur extraordinaire, d'une médaille d'or pesant un marc, laquelle perpétuerait la bonté du roi de France, qui conservait auxdits États la même liberté que les rois ses prédécesseurs avaient aidé à leur acquérir. »

Cette note, rédigée sous les yeux et par les ordres de Louis XIV, contenait l'expression hautaine de tout ce que la victoire pouvait exiger ; le roi de France ne traitait pas d'égal à égal avec les États-Généraux de Hollande ; il leur imposait des conditions impératives que les États devaient accepter sans observation, comme émanant d'un vainqueur. Ces prétentions devaient alarmer l'Europe, elles lui signalaient les desseins futurs de ce jeune roi qui commençait son règne par un grand mouvement militaire au profit de la monarchie universelle : il y avait dans cette pensée, commune à tous les cabi-

nets, le germe d'une vaste coalition contre la France.

Les propositions de Charles II étaient non moins humiliantes pour la Hollande : le roi d'Angleterre entendait que les États lui cédaient l'honneur du pavillon sans aucune contradiction ; des flottes entières de 100 vaisseaux même devaient abriter le mât de hune pour un seul navire anglais portant le pavillon de Sa Majesté jusque sur les côtes de la Hollande, solennelle reconnaissance de la supériorité britannique sur les mers, développement et application des pamphlets sur le *dominium maris* recueilli et proclamé par Selden (3) ; Charles II voulait en outre que les Provinces-Unies se hâtassent de rejeter du sol hollandais tout réfugié politique, tout auteur de libelle dirigé contre la couronne d'Angleterre et les droits de la maison des Stuarts. Cette guerre aux pensées hostiles à sa monarchie, était le résultat de la situation de Charles II en présence d'un parlement inquiet ; le roi d'Angleterre demandait que le droit d'asile ne fût plus complètement inviolable ; on posait ce principe protecteur en diplomatie : « qu'en toute circonstance un gouvernement peut exiger d'un de ses voisins l'expulsion des réfugiés qui menacent son existence ou inquiètent son administration. » Charles II allait plus loin ; il demandait que la forme républicaine de la Hollande fût modifiée, pour lui imposer une organisation quasi-monarchique ; la Hollande devait se constituer en principauté sous la famille d'Orange (4). Il s'agissait d'atténuer dans les Pays-Bas cette effervescence de sectes, d'opinions, cette activité hardie de l'esprit républicain. Dans l'histoire, il est assez curieux de rapprocher cette note émanée du chef de la maison des Stuarts, imposant le prince d'Orange comme condition au

(1) « Céderont lesdits États à Sa Majesté, la ville de Nimègue avec ses appartenances et dépendances ; le fort de Cantseburg, celui de Skink, et toute la partie de la province de Gueldre, située en-deçà du Rhin, au regard de la France, comme aussi toute l'île de Bommel, l'île et fort de Worne, le fort de Saint-Aadre, le château de Louvestein et le fort de Crèvecoeur. » Art. 1 des propositions de paix.

(2) « Promettront aussi lesdits États de rendre indemnisée Sa Majesté des dépenses excessives qu'elle a été obligée de faire pour cette guerre, et de lui faire, dans le temps qui sera stipulé, la somme de 20 millions ; moyennant quoi, Sa Majesté leur quittera les 3 millions qu'ils lui devoient payer, suivant le prêt à eux fait en l'an 1031 par le père de Sa Majesté, de glorieuse mémoire, comme aussi les intérêts qu'ils lui devoient depuis ladite année. » Art. 11 des propositions de paix.

(3) Le grand ouvrage sur le droit maritime de Selden est rare en France ; sa première édition est de 1656.

(4) Voici le texte de la note anglaise : « Remboursement à Sa Majesté des frais de la guerre, jusqu'à un million de livres sterling, dont 400 mille seront payés dans le mois d'octobre, et le reste à 100 mille livres sterling par an. — Paiement annuel de 10 mille livres sterling à perpétuité, pour la permission que le roi donnera de pouvoir pêcher des harengs sur les côtes d'Angleterre, Ecosse et Irlande. — Le prince d'Orange d'à présent et ses descendants posséderont la souveraineté des Provinces-Unies, excepté ce qui écherra en partage aux deux rois et à leurs alliés ; ou à tout le moins jouiront des dignités de gouverneur et amiral-général à perpétuité, en la manière la plus avantageuse que les princes précédents les ont possédées. » Art. 4, 5 et 6 des demandes et conditions du roi d'Angleterre, ann. 1673. (Négociations originales.)

gouvernement hollandais, et l'acte du parlement qui, seize ans plus tard, banit les Stuarts au profit de Guillaume d'Orange. En politique, souvent les hommes d'un peu de force qu'on élève comme des instrumens d'une pensée, sont les premiers à préparer votre propre chute et la ruine de la pensée qui les a produits.

Si l'état d'abaissement de la Hollande réduite par la conquête était misérable, les propositions que faisaient les deux puissances alliées étaient trop oppressives pour ne point trouver une grande résistance : l'argent ne manquait pas à La Haye et à Amsterdam ; les bourgeois avaient consenti enfin à des sacrifices (1) : les Etats voyaient qu'il s'agissait de défendre leur existence politique, car ce que demandait la France et l'Angleterre, n'était-ce pas la ruine de la république fondée il y avait tout un siècle ? N'était-ce pas assez des cessions territoriales ? voulait-on encore imposer à la Hollande les conditions et les formes de son gouvernement (2) ? Les espérances grandissaient ; l'armée du prince d'Orange était déjà portée à 30,000 hommes ; l'électeur de Brandebourg promettait de nouveaux armemens. Les Etats n'ignoraient pas non plus les mécontentemens de l'empereur à l'aspect des conquêtes de Louis XIV ; les armées espagnoles étaient prêtes à un coup de main ; bientôt peut-être prendraient-elles un parti décisif, et dans ce cas, ce ne serait pas seulement les Hollandais que le roi de France aurait sur les bras, mais encore toute l'Europe coalisée contre l'ambition d'un prince jeune et impétueux (3).

Les propositions réunies de la France et de l'Angleterre furent donc rejetées par les Etats ; ils ne pouvaient les accepter sans se condamner à périr ; la guerre européenne allait-elle être déclarée ? allait-on briser tous les anciens traités pour courir de nouveau aux armes ? Cette situation, la Suède l'avait comprise une fois encore ; elle vint offrir sa médiation. L'électeur de Brandebourg l'avait proposée avant elle ; il avait été repoussé, par ce motif qu'ayant été partie belligérante de concert avec

la Hollande, il ne pouvait plus être médiateur. La Suède possédait ce noble droit de médiation, cette qualité reconnue ; Louis XIV la ménageait beaucoup, car au cas d'une guerre générale, la Suède unie à la France pourrait prendre l'Allemagne en flanc, comme au temps de Gustave-Adolphe ; la mission de M. de Pomponne à Stockholm n'avait pas d'autre objet. Celui-ci, à son retour, fut fait secrétaire d'Etat des affaires étrangères, pour donner un nouveau gage à la médiation suédoise. Dans cette position à part, la Suède proposa, par l'organe de ses envoyés extraordinaires, les comtes de Sparre et d'Erenstein, la réunion d'un congrès où chacune des parties apporterait ses propositions, et les plénipotentiaires indiquèrent Dunkerque ou Cologne (4). Dunkerque avait été désigné par les rois de France et d'Angleterre ; Cologne par l'empereur. Les médiateurs exposèrent « que, puisqu'il avait plu à toutes les parties d'accepter la médiation de Sa Majesté suédoise, chacune d'elles eût à désigner des envoyés avec des propositions nettes et conciliantes pour aboutir à une paix générale et définitive. »

Les Etats-Généraux, qui avaient tout à gagner des retards ; déclarèrent « qu'ils ne pouvoient rien faire seuls, et qu'ils communiqueroient les propositions du médiateur aux ministres de l'empereur et de Sa Majesté Catholique. » Cette réponse tendait à indiquer que déjà les liens secrets d'une alliance unissaient les trois puissances dans une cause commune. La note définitive porta « que Dunkerque étoit un lieu mal choisi, et qu'on ne pouvoit quant à présent l'accepter. Et d'ailleurs, si l'on avoit bonne volonté de se rapprocher, il falloit arrêter une suspension d'armes, car négocier pendant la guerre étoit exclusivement avantageux à la France et à l'Angleterre. » Les médiateurs répondirent que « par toutes ces difficultés on voyoit bien que les Etats n'avoient nulle envie d'arriver à un traité, mais à se donner les moyens de continuer la guerre » ; les Etats répliquèrent immédiatement « qu'ils les remercioient affectueu-

à une conférence. — Que puisque la ville de Dunkerque avait été nommée par les rois de France et d'Angleterre, il plut à leurs hautes puissances d'y envoyer leurs ambassadeurs au plus tôt. — Qu'il plut enfin à leurs hautes dites puissances, de choisir pour cet effet des personnes aimant la paix, et de leur donner les ordres et les instructions nécessaires, à ce qu'une œuvre de telle importance fût amenée à une bonne fin en peu de temps. » (Négociation manuscrite.)

(1) Voyez le *Mercurius hollandicus*, ad ann. 1672.

(2) Négociations de la Hollande. mss. Bèthune.

(3) *Mémoires du chevalier Temple*, ad ann. 1672.

(4) Les médiateurs présentèrent aux Etats-Généraux un Mémoire qui contenait les propositions suivantes : « Que puisqu'il avait plu à leurs hautes puissances d'accepter la médiation de Sa Majesté suédoise, il leur plut aussi d'avancer un ordre si charitable, et de faire de leur côté les démarches nécessaires pour en venir

sement des peines qu'ils prenoient pour arriver à une si sainte œuvre que l'étoit celle de la paix, et qu'ils la désiroient tous avec sincérité. (1) »

La France et l'Angleterre persistèrent quelque temps dans le choix qu'elles avaient fait de Dunckerque pour le lieu des conférences; toutefois, comme ni l'empereur ni l'Espagne ne voulaient accepter un congrès dans une ville qui n'avait aucun caractère de neutralité (2), on fixa la réunion à Cologne avec l'option d'Aix-la-Chapelle; l'une ou l'autre de ces grandes cités devait être neutralisée, afin de recevoir les plénipotentiaires et le congrès. Si Cologne fut préférée, c'est qu'assise sur les bords du Rhin, elle offrait une facilité plus active de communication; et puis les libertés commerciales et municipales des villes du Rhin assuraient l'indépendance des rapports et ne préjugeaient aucun des droits essentiels de la souveraineté et des prérogatives diplomatiques dans les congrès (3).

Les plénipotentiaires choisis par la France furent le duc de Chaulnes, car il fallait que les ambassades du roi eussent de l'éclat; un grand seigneur de cour, revêtu de l'antique pairie, faisait merveilles au milieu des fêtes et des splendeurs qui se mêlaient aux négociations diplomatiques. Les parlementaires Courtin et Barillon l'accompagnaient; ils étaient chargés de la rédaction des notes, et des affaires sérieuses qui sortaient du cérémonial. L'Angleterre délégua pour ses plénipotentiaires le comte de Sunderland, si célèbre depuis, et les chevaliers Jenkins et Williamson (4). Les envoyés de Hol-

lande au nombre de quatre, parmi lesquels Beverning et Renswood, hommes d'Etat remarquables, avaient mission de diriger les conférences. L'Espagne et l'empereur n'eurent d'abord aucun député au congrès de Cologne, car jusque-là ils avaient conservé leur neutralité; la guerre dont ils menaçaient la France n'était pas encore officiellement déclarée; ils se tenaient prêts à tout, leurs masses de troupes s'augmentaient; leur contenance militaire devait empêcher que les Hollandais ne consentissent à un traité de paix qui ne serait pas honorable.

Dès que les plénipotentiaires furent réunis à Cologne, les médiateurs s'y rendirent pour déterminer les bases principales, même du cérémonial qui serait suivi. Après les visites d'usage, qui durèrent depuis le 8 jusqu'au 16 du mois de juin, il fut décidé « qu'on admettroit les plénipotentiaires d'Espagne et de l'Empire, quoiqu'ils ne fussent pas intéressés immédiatement dans la question, et par la même raison l'électeur de Cologne et l'évêque de Munster pourroient y envoyer des députés. » L'Espagne et l'empire n'eurent là que des diplomates de second ordre: don Emmanuel de Lira représenta la première de ces puissances, et le baron d'Isola, l'empereur. Les médiateurs désignèrent le convent des Carmes pour le lieu des conférences; ils avaient enriement divisé les vieux appartemens du monastère; ils se composaient de neuf pièces, quatre d'un côté où se groupaient les plénipotentiaires de France, d'Angleterre, de Cologne et de Munster;

(1) Dans une conférence tenue par les ministres des puissances alliées de la Hollande, il fut dit « qu'il n'était nullement à-propos d'accepter la proposition des médiateurs, parce que sous l'apparence amiable d'un remède salutaire, elle cachait un venin très-pernicieux; qu'il était aisé de reconnoître qu'elle partait de sa générosité, comme les Français vantoient le faire noirceur. — Que c'était une maxime généralement connue et reçue de ne donner jamais à un ennemi ce qu'il demande, et que si on la négligeroit en cette occasion, il en pourroit résulter de très-grands inconvénients; parce qu'en laissant au roi très-chrétien tout le temps de faire ses préparatifs, on lui donneroit lieu d'achever les conquêtes qu'il avait si heureusement commencées. »

Les médiateurs suédois mandèrent aux États-Généraux, « qu'ayant communiqué la résolution de leurs hautes puissances aux rois de France et d'Angleterre, ils avaient tâché de leur faire accepter l'une des places proposées, et que le roi de France n'avait donné là-dessus ni refus positif ni espérance considérable, mais

que le roi d'Angleterre avait expliqué leur refus comme une marque d'aversion pour la paix, et qu'il avait fait savoir, à eux médiateurs, que la peine qu'ils prenoient lui était bien agréable, mais que puisque les États ne satisfaisaient pas aux moyens qu'on avait proposés, il était obligé de laisser le cours des affaires entre les mains de Dieu. » Mémoire du 13 février 1673.

(2) Dans un nouveau mémoire, remis le 10 mars 1673 par les médiateurs suédois aux États-Généraux, ils disaient « que le roi très chrétien n'aurait eu aucune répugnance à choisir l'une des huit places proposées, et que le roi d'Angleterre ne se serait pas non plus rendu difficile à cet égard, s'il y en avait eu qu'une entre toutes aussi commode pour la négociation que celle de Dunckerque. Mais que Sa Majesté britannique ayant considéré que toutes ces places étaient fort éloignées de sa cour, cela lui avait fait croire que de ce côté on avoit fort peu d'inclination à la paix. »

(3) Récit des conférences de Cologne, mss. Bibliothèque du roi, 1673.

(4) Mémoires du chevalier Temple, ad ann. 1673.

dans les quatre pièces du côté opposé se trouvaient les ministres de l'empereur, de la Hollande, d'Espagne et de Brandebourg. Au milieu était la salle décorée de vieilles armoiries, et destinée aux médiateurs; les plénipotentiaires de la Suède devaient se faire porteurs de paroles, concilier les esprits, afin d'obtenir un résultat pacifique (1).

L'échange des pouvoirs étant accompli, la première question posée fut celle d'une suspension d'armes; il fallait pour préparer la paix, selon les médiateurs, que les parties se rapprochassent d'abord par un armistice. Ce point fut contesté par la France et l'Angleterre; M. de Chaulnes établit positivement « que les négociations pouvoient continuer au milieu du mouvement militaire, aucune partie ne devant perdre les résultats obtenus. » Comme les armes cessèrent d'être favorables au roi de France, M. de Chaulnes modifia sa réponse et accepta les conditions de l'armistice. Alors les Etats de Hollande répondirent aux médiateurs « qu'en aucune manière ils ne vouloient laisser au roi de France le loisir de faire ses préparatifs afin d'achever ses conquêtes; rien n'empêchoit qu'on ne continuât les conférences et qu'on établît les bases réciproques sans suspendre les hostilités. » Dans cette situation, les médiateurs demandèrent à chacune des parties les conditions auxquelles la paix pût être arrêtée et acceptée. On s'en tint aux anciens projets, c'est-à-dire de la part de la France, on exigea cession de territoire, indemnité de guerre, sujétion en quelque sorte et vasselage de la Hollande. De la part de l'Angleterre, une indemnité de 10 millions pour laquelle la ville de Flessingue serait engagée, l'abaissement du pavillon, enfin le rétablissement du prince d'Orange dans tous ses droits et principautés (2).

Ces prétentions exorbitantes étaient une faute des plénipotentiaires français et anglais; les circonstances n'étaient plus les mêmes, pour qu'on pût reculer avec les exigences d'une autre époque; on ne ménageait pas assez l'Espagne et l'Allema-

(1) Les ambassadeurs hollandais écrivirent une lettre aux médiateurs suédois, par laquelle ils déclaraient « que les hauts et puissans États-Généraux, leurs seigneurs et maîtres, appréhendant l'entière ruine et désolation de leurs États, avoient été obligés de contracter de nouvelles alliances avec l'empereur, le roi d'Espagne et le duc de Lorraine; que déjà les ratifications étoient échangées; de sorte qu'ils ne pouvoient plus continuer la négociation sans la présence et communication des ministres de ces princes, et particulièrement de celui de Son Altesse Sérénissime de Lorraine, pour la sûreté duquel ils demandoient avec instance,

gne, toutes prêtes à se dessiner. Les Hollandais étoient trop sûrs de la coopération des cabinets de Madrid et de Vienne pour ne pas rejeter les projets communément présentés par le comte de Sunderland et M. de Chaulnes; ils déclarèrent donc hautement « que les propositions faites étoient inacceptables, et qu'il falloit choisir d'autres bases. » Les médiateurs suédois eux-mêmes trouvèrent dures et injustes les notes des plénipotentiaires français et anglais. Les États-Généraux avoient plus d'une intelligence en Angleterre, ils savaient que l'alliance avec la France n'y étoit pas populaire; le parlement étoit opposé à toute tentative de guerre sérieuse contre les États-Généraux, car un commun symbole de liberté les unissait; les sectes hollandaises étoient d'accord avec les *disseuters* d'Angleterre, et tôt ou tard l'influence du parlement devait réagir sur la couronne et l'empêcher d'accomplir l'alliance avec la France, si profondément attaquée dans les communes. En cet état, le résultat du congrès de Cologne devait dépendre du plus ou moins de succès des opérations militaires, qui n'avoient pas été un seul moment suspendues. La campagne se développoit sur le Rhin, la Meuse et le Zuyderzée.

CHAPITRE XIII.

GUERRE DE 1673. — PREMIÈRE LIGUE DE L'ESPAGNE, DE L'EMPIRE ET DE LA HOLLANDE CONTRE LOUIS XIV.

Campagne de Turenne dans le Palatinat. — Du prince de Condé en Hollande. — Du duc d'Orléans en Belgique. — Prise de Maëstricht. — Montécuculli et les Impériaux. — Diète de Francfort. — Décla-

et au plus tôt possible, les passeports nécessaires; concluant, au reste, à ce que les ambassadeurs des deux rois donnassent à entendre les intentions de leurs Majestés touchant la médiation de l'Empire, laquelle eux, ambassadeurs des hauts et puissans États, n'alloient, pour agir conjointement avec Sa Majesté suédoise, et dans lesquelles leurs dites Majestés et hautes puissances pourroient faire entrer respectivement les princes qu'il leur plairoit de nommer. » (Négociation manuscrite.)

(2) *Mémoires du chevalier Temple*, ad ann. 1673.

ration de guerre de l'Allemagne. — Manifeste de l'Espagne. — Aspect de la guerre. — Evacuation de la Hollande par Louis XIV.

1673.

A mesure que les renseignemens diplomatiques des ambassadeurs français à Londres, à Vienne et à Madrid annonçaient les préparatifs militaires de l'Allemagne et de l'Espagne, Louis XIV multipliait ses ressources de batailles, afin de préparer une campagne plus sûre, plus décisive. Quand il ne s'agissait que de faire la guerre à quelques bourgeois d'Amsterdam, d'opposer des masses de cinquante mille combattans sur un seul point à quelques régimens levés à la hâte par le prince d'Orange, on pouvait facilement marcher en avant sans s'inquiéter des obstacles; mais depuis les mouvemens militaires de l'Espagne et de l'Empire, il était impossible que le roi pénétrât en Hollande sans exposer ses propres frontières. Les Impériaux étaient sur le Rhin, les Espagnols tenaient toute la Belgique; supposez le moindre échec dans la conquête, l'armée était prise sur ses derrières, forcée peut-être à une retraite désastreuse, coupée, comme elle aurait été de ses propres lignes. La position de Louis XIV était la même que celle de tous les conquérans qui s'avancent dans un pays en laissant derrière eux des populations hostiles, des alliés incertains, et des gouvernemens intéressés à les combattre; il y a pour eux nécessité de vaincre et de surveiller tout à la fois : au premier échec ils sont perdus (1).

Dès que le conseil du roi de France apprit les mouvemens de l'ennemi en Belgique, il divisa l'armée en plusieurs commandemens, chacun destiné à suivre les marches militaires des Impériaux ou des Espagnols qui menaçaient de devenir hostiles. Turenne, avec un corps de quarante mille hommes,

s'avança sur le Rhin et le Palatinat; sa gauche donnait la main à une armée de vingt mille hommes, que le duc d'Orléans conduisait par Sedan et Namur sur Bruxelles, et ce corps du centre liait ses opérations par Aix-la-Chapelle avec Maëstricht, alors assiégé par le roi en personne. Condé, qui formait l'avant-garde, étendait sa ligne jusque sur Breda et Bois-le-Duc. De cette manière tout était prévu, toutes les forces se tenaient les unes par les autres : on ne commençait pas les hostilités contre l'Espagne et l'Empire; mais au cas où ces deux puissances se déclareraient ouvertement, on était prêt à les recevoir sans déranger l'expédition principale, qui de Maëstricht devait se porter sur Amsterdam (2).

Turenne faisait rassembler ses régimens de batailles lorsqu'il reçut l'ordre impératif de Louvois d'envahir le Palatinat, et d'imprimer là une terreur telle que les électeurs fussent intimidés et ne pussent se joindre aux troupes de l'Empire dans la campagne qui allait s'ouvrir. Peu importaient les lieux de parenté : le duc d'Orléans, le propre frère du roi, avait épousé une princesse palatine (3); il fallait frapper durement et vite; c'était nécessité, car la diète de Ratisbonne allait avoir à décider la paix ou la guerre contre la France. C'est ce qui explique les ravages de Turenne dans le Palatinat; rien ne fut respecté; on vit de grandes cités et des villages en cendres, des contributions multipliées sur plusieurs points. Louvois, qui connaissait le but secret de ces mesures implacables, commanda au maréchal de Turenne de ne faire aucun quartier, et tous ces soldats, si pillards et si larrons, ne ménagèrent ni le citoyen des villes libres, ni le pauvre cultivateur qui labourait ses champs. On mit le désespoir au cœur de ces populations, de sorte qu'on les souleva unanimement contre la France. Le but de Louvois fut manqué; la cruauté souilla les lauriers de Turenne sans servir la politique : l'électeur palatin se jeta tout-à-fait dans les bras de l'empereur; il vint de sa

(1) Une douzaine d'estampes sont destinées à reproduire les cruautés commises par les Français dans les villages de Bodegrave et de Swamerdam, dont le duc de Luxembourg s'était emparé le 28 décembre 1672. Toutes ces estampes sont de l'école hollandaise; elles représentent des femmes, des enfans dénudés, transpercés d'outre en outre; de malheureux vieillards tenaillés, puis démembrés par des soldats en fureur; de jeunes filles toutes nues sont placées au haut des piques, et de là attachées à des gibets après maints outrages et avanies; de pauvres petits enfans crucifiés à côté de leur mère, d'autres jetés impitoyablement

dans les canaux, où l'on fait feu sur eux. En résumé, l'aspect général de ces gravures présente la plus grande désolation; le feu est dans toutes les fermes, les récoltes sacragées, les troupeaux fuient au loin, et la rage des soldats semble les poursuivre (Biblioth. du roi, carton de Louis XIV, n° 2).

(2) Voyez sur cette stratégie le grand recueil des *Gazettes de France*, ad ann. 1673.

(3) Henriette d'Angleterre, femme du duc d'Orléans, était morte le 10 septembre 1670; le prince se remaria l'année suivante avec Elisabeth-Charlotte, fille du palatin du Rhin.

personne à la diète, réunie à Ratisbonne pour débattre sur la paix et la guerre (1).

L'Empire voyait alors s'élever un de ces généraux, hommes habiles, qui sont appelés à dominer les destinées des batailles; Raymond, comte de Montécuculli, était né dans le Modénais, d'une famille illustre : l'Italie avait presque toujours fourni les généraux renommés de l'empereur; les Allemands avaient du courage, de la force, de la rudesse dans les déterminations; les Italiens seuls étaient subtils, adroits dans les ressources de guerre, prêts à profiter de toutes les fautes dans un plan de campagne. Montécuculli était aimé du soldat; par son origine italienne il excita des préventions parmi la noblesse allemande; l'empereur lui destinait le commandement de l'armée sur le Rhin; mais pour que cette guerre pût commencer avec efficacité, il fallait que toute l'Allemagne entrât dans les intérêts de l'empereur, et la diplomatie de Louis XIV, ainsi que les mouvemens rapides de Turenne, étaient destinés à empêcher ce résultat. Depuis Henri IV et Richelieu, la France s'était toujours préoccupée de détacher les principautés secondaires de l'Allemagne de la cause générale de l'Empire; elle payait des subsides de guerre aux villes libres comme aux électeurs; la France voulait ainsi éparquiller les forces de l'Allemagne, tandis que la diète tendait à les réunir (2).

Turenne achevait sa campagne du Palatinat, attendant l'arrivée de Montécuculli, lorsque le duc d'Orléans pénétra, sans déclaration préalable, dans les possessions espagnoles de la Belgique. Vainement le comte de Monterey, qui commandait pour Sa Majesté Catholique, fit des remontrances pour demander comment en pleine paix une armée française envahissait un territoire qui n'était point ennemi; Louvois fit déclarer au gouverneur espagnol des Pays-Bas « que les opérations militaires contre la Hollande exigeant qu'un corps de troupes traversât les possessions espagnoles de la Belgique, Son Altesse Royale M. le duc d'Orléans occuperait ce territoire de bonne volonté ou de force, repoussant les troupes, quelles qu'elles fussent, qui s'opposeroient à ce projet (3). » Cette

manière de traiter hautaine et impérative entraînait dans les habitudes royales de Louis XIV; elle lui aliénait bien des amitiés, elle faisait accuser ses projets de monarchie universelle. Aux temps de prospérités, ces hauteurs se justifient; il faut rester constamment grand pour commander sans obstacle; viennent les jours de malheur, on vous tient rancune de tout cela. Dans cette courte campagne, toute d'observation, le duc d'Orléans ne démentit point cette témérité de courage qui le faisait renommer à la cour et à la guerre; il compromit les négociations avec l'Espagne par ses impétuosité; il amena la rupture (4).

Maëstricht continuait d'être assiégé par le roi en personne; on faisait de cette place importante le pivot et le centre de toutes les opérations, car elle dominait tout à la fois les bords du Rhin, la Hollande et la Belgique. La tranchée fut ouverte sous la direction de Louvois et de Vanban. Louvois montra dans cette campagne une admirable aptitude d'administration militaire; sa correspondance constate toute l'énergie de ses moyens, sa puissance d'organisation (5), sans oublier que lorsqu'on agit en présence d'un prince absolu et par ses ordres, l'administration est plus facile, parce qu'elle est sans responsabilité. A la guerre, un général ou un administrateur qui doit répondre de la propre impulsion qu'il donne, en reçoit une empreinte de timidité qui souvent le démoralise; il n'en est pas de même d'un souverain qui ne répond qu'à lui-même. Vanban suivit les opérations du siège de Maëstricht; il jeta là les premières idées de ces formes nouvelles de tranchées, de ces mouvemens réguliers d'un siège, qui font qu'à jour fixe une place doit se rendre. Maëstricht se rendit en effet après deux mois de tranchée. Dès ce moment les différens corps d'armée trouvèrent un point d'appui solide: les fortifications de Maëstricht, ses murailles élevées devinrent le centre pour les opérations des armées combinées de Louis XIV, du duc d'Orléans et du prince de Condé (6).

Le grand Condé, avec son corps d'avant-garde, s'était porté de Wesel sur Rotterdam; la saison

(1) Les ambassadeurs de France déclarèrent aux médiateurs suédois « que les hostilités dont on se plaignait avaient été commises sans ordre du roi, et qu'il n'était pas toujours au pouvoir des généraux de réprimer la licence du soldat, outre que l'on ne croyait point qu'elle eût été à beaucoup près si grande qu'on la représentait. » (Négociation manuscrite, fonds Colbert.)

(2) Voyez l'Histoire de la Réforme, de la Ligue et du règne de Henri IV, tom. iv.

(3) Recueil des Gazettes de France, ad ann. 1673.

(4) Mercure hollandais, ann. 1673.

(5) Elle existe en manuscrit à la bibliothèque du roi.

(6) Gazette de France, ad ann. 1673, et le Mercure hollandais, ann. 1673.

était pluvieuse, les digues ouvertes avaient livré un large passage aux eaux; la campagne était en partie inondée, et partout fauveuse, de telle sorte que la cavalerie ne pouvait se monvoir; les grosses pièces sur leurs immenses affûts roulaient pesamment sur ces routes dégradées; il fallait attendre l'hiver, profiter de la gelée, afin de s'avancer en rase campagne sur Amsterdam, en même temps que l'évêque de Munster, allié de la France, agirait sur les derrières de l'armée hollandaise par la province de Frise. On souhaitait les premiers jours de janvier pour développer ce plan de campagne (1); il fallait pour cela livrer bataille au prince d'Orange, qui groupait une armée de trente-cinq mille hommes, Allemands et Hollandais, dernière ressource des Etats. La flotte combinée d'Angleterre et de France devait en même temps débarquer au Texel. Le plan de Louvois était complet, il enveloppait la Hollande de tous côtés, on pouvait en finir par un coup de main.

Les obstacles se multipliaient : la diète de l'Empire, réunie à Ratisbonne, après quelques hésitations, s'était prononcée pour soutenir l'empereur dans sa guerre contre la France. Tant que les électeurs n'avaient vu dans l'appui du roi de France qu'une protection contre les empiétements de la maison d'Autriche, ils n'avaient pas hésité à s'allier à lui, parce qu'indépendamment des subsides fournis par le roi, ils n'avaient qu'à gagner et rien à perdre dans ce système, qui permettait à chaque souveraineté allemande de se gouverner par elle-même, sans obéir absolument à la maison d'Autriche. Alors la France était loin des limites du Rhin; elle ne pouvait jamais être oppressive. Mais dès que les Français, s'emparant de Maëstricht, se posèrent sur le territoire allemand, les petites principautés craignirent que des rapports de sujétion et de vassalité ne les soumissent à la domination de Louis XIV; à protection égale, elles préférèrent

conserver leur nationalité allemande, et se rapprocher de l'Autriche leur protectrice. La diète vota donc les subsides et les armes nécessaires pour une guerre nationale; l'armée de l'Empire, portée à quatre-vingt mille hommes, dut marcher immédiatement sur le Palatinat, car la conduite des Français dans cette partie de l'Allemagne avait excité au plus haut point l'indignation des esprits; l'empereur voulait profiter de cette réaction pour porter les grands coups contre Turenne (2).

L'Espagne, qui jusque-là avait timidement agi et désavoué tout-à-fait les projets hostiles, eut le moment arrivé de se prononcer ouvertement. L'essentiel, lorsqu'une coalition se forme, c'est qu'elle éclate simultanément, de telle sorte qu'elle offre contre la puissance attaquée une masse de forces accablantes pour elle. Les retards ont perdu presque toutes les coalitions offensives; la progression lente dans l'attaque paralyse les grands coups de guerre qui en finissent avec un Etat assez fort pour résister à chaque puissance séparément. L'Espagne, après avoir tant patienté, se déclara contre Louis XIV; elle avait engagé une négociation avec l'Empire et la Hollande; il fut convenu, dans un traité secret, que si, par les événements de la guerre, Maëstricht revenait au pouvoir des coalisés, la possession en serait cédée au roi d'Espagne comme indemnité de la campagne actuelle (3). Ce traité une fois signé, il fallait exposer de part et d'autre les griefs qui entraînaient l'Espagne encore une fois dans la voie des batailles, et une solennelle déclaration du conseil de Castille ordonna à tous gouverneurs, généraux, chefs, officiers et soldats de courir sus les sujets de Sa Majesté le roi de France, et la confiscation de toutes les propriétés appartenant à des Français sur le territoire espagnol (4). Le conseil du roi de France répondit par une semblable déclaration; il défendit aux Français d'avoir aucune communication par terre ou par mer avec les Espagnols, sous peine de la vie (5).

On publia aussi les ordres suivants : « D'autant qu'il y a guerre entre les couronnes d'Espagne et de France, l'on fait savoir à tous les bourgeois et habitants de cette ville, qu'ils aient à retirer promptement tous les biens et effets qu'ils pourroient avoir en France ou dans les pays cédés. » Octobre, ano. 1673. (Pièces originales.)

(6) Voici le texte de la déclaration de guerre de Louis XIV contre l'Espagne, 19 octobre 1673 : « De par le roi; Sa Majesté ayant été informée que le gouverneur des Pays-Bas espagnols a soit commencer des actes d'hostilité partout la frontière sur les sujets de Sa Majesté, elle a ordonné et ordonne par la pré-

(1) *Mercurie hollandais*, ann. 1673.

(2) *Mercurie hollandais*, ann. 1673.

(3) Traité du mois de septembre 1673.

(4) « D'autant qu'il a été résolu de traiter les sujets du roi très-chrétien comme ennemis déclarés du roi notre Sire et de ses royaumes, et d'exercer toutes sortes d'hostilités et de violence contre eux, sans admettre aucune correspondance, communication ni commerce entre eux et les sujets dudit roi notre Sire; mais plutôt leur faire sentir par toutes sortes de moyens les rigueurs de la guerre; c'est pourquoi un chacun est averti d'en prendre connoissance par la présente publication. »

Cette déclaration officielle de guerre fut immédiatement suivie de manifestations militaires. Dans les villes de Bruxelles et d'Anvers, au milieu de toutes ces cités flamandes, le comte de Monterey, gouverneur des Pays-Bas, fit publier à son de trompe que tout paysan, sujet du roi d'Espagne, tout homme libre, citoyens ou habitants, eussent à prendre les armes pour repousser l'injuste invasion des Français, leur courir sus, fermer au besoin les barrières; en un mot, le ban et l'arrière-ban de noblesse et de bourgeoisie des comtés et des cités de Flandre furent convoqués selon les vieux usages (1). Cette levée en masse devait inquiéter les Français les priver de leurs vivres, les entraîner enfin dans un développement de forces qui ne permettrait pas les opérations subséquentes d'une campagne. Après sa déclaration de guerre, l'Espagne rappela son ambassadeur, le comte de Molina; le roi très-chrétien lui avait déjà envoyé ses passe-ports par le comte de Pomponne, secrétaire

sente, signée de sa main, à tous ses sujets, vassaux et serviteurs, de courir sus aux Espagnols, tant par mer que par terre; et leur a défendu et défend d'avoir ci-après avec eux aucune communication ni intelligence à peine de la vie. Et pour cette fin, Sa Majesté a révoqué et révoque toutes permissions, passe-ports, sauves-gardes ou sauves-conduits, qui pourroient avoir été accordés par elle ou par ses lieutenans-généraux, et les a déclarés nuls et de nulle valeur, défendait à qui que ce soit d'y avoir aucun égard. Mande et ordonne Sa Majesté à M. le comte de Vermondois, oncial de France, aux gouverneurs et lieutenans-généraux en ses provinces et armées, maréchaux-de-camp, colonels, capitaines, chefs et conducteurs de ses gens de guerre, tant de cheval que de pied, françois et étrangers, et tous autres ses officiers qu'il appartiendra, que le contenu en la présente ils fassent exécuter chacun à son égard dans l'étendue de leurs pouvoirs et juridictions. Car telle est la volonté de Sa Majesté, laquelle entend que la présente soit publiée et affichée en toutes ses villes, tant maritimes qu'outres, et en tous les ports, havres et autres lieux de son royaume que besoin sera, à ce qu'aucun n'en prétende cause d'ignorance. — « Il est ordonné à Charles Canto, juré-crieur ordinaire du roi, de publier et faire afficher en tous les lieux de cette ville, faubourgs, prévôté et vicomté de Paris, que besoin sera, l'ordonnance du roi du 10 de ce mois et an, afin qu'il n'en soit prétendu cause d'ignorance. »

(1) « D'autant qu'il y a guerre entre Sa Majesté et le roi de France, disait le gouverneur, comte de Monterey, nous ordonnons aux généraux, gouverneurs, chefs et autres officiers de guerre et soldats, tant à pied qu'à cheval, et à tous sujets de Sa Majesté, de

d'Etat des affaires étrangères; M. de Villars dut quitter aussi Madrid après la rupture, car sa mission diplomatique était achevée. Ces actes entre cabinets furent accompagnés d'une grande politesse et d'un respect de formes remarquable; le comte de Molina eut son audience de congé de Louis XIV comme s'il ne s'agissait que d'une séparation momentanée: « M. l'ambassadeur, dit le roi très-chrétien, je suis fâché de ce qui arrive; votre maître est trop jeune pour que je lui impute à faute; quant à la reine catholique, baisez-lui les mains de ma part, et assurez-la de toutes mes amitiés, quoique les circonstances nous portent à la guerre. » Louis XIV aimait cette courtoisie chevaleresque, ces formes solennelles apportées dans les relations de couronne à couronne, alors même qu'elles rompaient violemment entre elles (2).

Tout était à la guerre; la diète de Ratisbonne ayant voté les subsides nécessaires en hommes et en armes, les Impériaux déployèrent leurs troupes

courir sus, et attaquer ceux du roi de France. En quelques villes ou places qu'ils puissent être; et à tous vassaux et sujets de Sa dite Majesté qui sont sous la domination de la France, d'en partir et retourner sous celle de Sa Majesté dans quinze jours après la publication de la présente, et de n'entretenir aucune correspondance, communication ou commerce avec ceux dudit roi de France sous notre expresse conséquence. » Bruxelles, 26 octobre 1673.

Le comte de Monterey fit encrever publier un ordre à Bruxelles portant « que puisque toutes les injonctions de l'année précédente, lesquelles il avoit fait publier pour empêcher tous désordres, courses, et autres insolences qui se sont faites sous prétexte de la guerre entre la France et la Hollande, avoient été sans effet, son Excellence, pour garantir les sujets du roi de plus grande perte et dommage, avoit trouvé bon d'ordonner que les paysans prendroient les armes, et qu'ils se mettroient à tous les passages, ponts et barrières, et ne permettroient point à aucune troupe étrangère de rien entreprendre contre le repos public, mais s'y opposeroient à force d'armes; et en cas qu'ils ne fussent pas assez forts, avertiroient les villes voisines, ordonnant à tous gouverneurs, commandans, officiers de guerre et autres, de prêter lo main à l'exécution des ordres de son Excellence. »

(2) Sur cette déclaration de guerre j'ai trouvé encore des caricatures à sujets populaires. C'était l'esprit du temps; l'une porte ce titre : *Le grand effort du Castillan*; 1673.

Quelque faux bruit qu'il fasse courir
Au lieu d'un exploit voleurieux,
Dr ce Castillan la bravoure
Dégénère en un pet foireux.

sur le Rhin. Montécuculli y parut à la tête de soixante mille hommes, divisés en trois corps : le centre sous son commandement ; il devait occuper le haut Palatinat. Le duc de Beurnonville développait ses colonnes par Nuremberg, tandis que le feld-maréchal Werthmüller se concentrait en troisième ligne et facilitait les communications entre Montécuculli et Beurnonville. Le corps du prince d'Orange manœuvrait autour de Bonn, dont il faisait le siège ; et toute ces divisions se maintenaient sur la ligne du Rhin, depuis Mayence jusqu'à Dusseldorf (1). Ainsi placés, les alliés occupaient les derrières de l'armée française avec des forces tellement considérables, qu'il n'était pas prudent aux troupes du roi de tenir une ligne aussi étendue et aussi avancée que celle de l'Yssel et du Rhin dans les Pays-Bas. Turenne, menacé par Montécuculli, opéra sa retraite, et vint recevoir un corps de dix mille hommes détachés de l'armée de Condé. Cette manœuvre compromettait également le centre des opérations de Louis XIV ; il fallut se résoudre immédiatement à évacuer la Hollande pour reprendre la ligne de Dunkerque, Cassel au nord, de Mons et de Namur au centre ; on ne garda de toutes les places que Maëstricht (2). Le conseil de guerre reconnut qu'une des grandes fautes commises pendant la campagne de Hollande avait été de multiplier les garnisons, de telle sorte qu'il ne restait plus de corps d'armée disponibles en masses suffisantes pour se porter sur tous les endroits menacés par la coalition. Le siège de la guerre allait être désormais dans le Palatinat et sur le Rhin ; les grands coups devaient se donner entre Turenne et Montécuculli ; le théâtre des batailles était changé.

Une des causes qui avaient aussi contribué à l'évacuation de la Hollande par les troupes de France, c'était le non-succès de l'expédition anglo-française dirigée par mer sur le Texel. Les deux flottes combinées étaient plus nombreuses, plus formidablement armées que celle de Hollande ; elles portaient six mille Anglais, bonne infanterie qui devait s'emparer d'Amsterdam et de la Haye, et donner ainsi la main au corps du prince de Condé. Cette expédition échoua complètement ; le brave Ruyter et sa flotte moins considérable en hommes et en canons, défendirent le Zuyderzée avec un courage digne de l'époque de Tromp (3). Les Anglais se battirent mollement ; l'expédition de Hol-

lande n'avait rien de national, pas plus que l'alliance avec la France. C'était un lien de couronne plutôt que de peuple, alliance sans énergie, parce qu'elle était sans popularité. La belle défense de Ruyter préserva la république hollandaise ; le débarquement n'eut pas lieu. Ainsi l'avant-garde de Condé était menacée ; son centre se trouvant dégarni par le corps détaché vers Turenne, la retraite fut complète, et à la fin de l'année les Français n'avaient plus une seule place en Hollande.

Pour bien résumer l'esprit et la marche de cette première campagne, il est évident qu'elle tourne en définitive au désavantage de Louis XIV, soit dans les négociations, soit dans les mouvements militaires. Quand le roi franchit les frontières, quand il dépasse la ligne du Rhin, il n'a d'autre ennemi déclaré que la Hollande ; son armée est formidable, elle trouve devant elle peu d'obstacles, les places se rendent comme à volonté ; le roi peut tout organiser, tout préparer pour l'occupation du territoire hollandais. Ses premiers succès l'éblouissent ; sa diplomatie change de ton, elle ne s'arrête devant rien ; Louis XIV prend possession d'une manière permanente des places fortes qu'il occupe, il y fait tous les actes de souveraineté ; ses armées envahissent tout à la fois la Lorraine, le Palatinat, ses avant-postes se portent même jusqu'à Strasbourg. A ce moment l'Europe se réveille ; l'Espagne et l'Empire, qui s'étaient abstenus jusque-là de toute manifestation, se prononcent ; le cabinet français ne tient pas assez compte de leurs remontrances au congrès de Cologne. A la fin de la campagne les armées de l'Empire et de l'Espagne sont en mouvement et manœuvrent sur le derrière de l'expédition de Hollande, et c'est ce qui entraîne l'évacuation de ce territoire. La faute de Louis XIV est ici d'avoir cherché à substituer une politique de violence et de force à l'habileté et à la souplesse. Il y a toujours un certain danger attaché à l'omnipotence d'un cabinet ; il ne sait pas assez garder de mesure ; l'enivrement de la victoire ne permet plus ni ménagements ni précautions ; on dédaigne tout arrangement qui n'est pas l'obéissance, tout accord qui n'est pas un hommage. Une telle politique est naturellement irritante, elle blesse profondément toutes les puissances intermédiaires, elle prépare la chute de l'invasion. La fin de cette campagne fut malheureuse pour Louis XIV, elle fit une fâcheuse impression morale, et il n'y eut que la poésie de Boileau qui put célébrer encore les victoires du roi au moment même où la fortune faisait éprouver de rudes échecs. Louis XIV était désormais sur la défensive, et ses armées étaient en pleine retraite !

(1) *Mercur hollandais*, ad ann. 1673.

(2) La *Gazette de France* cherchait à expliquer cette retraite des Français.

(3) *Mercur hollandais*, ad ann. 1673.

CHAPITRE XIV.

RUPTURE DE L'ALLIANCE ENTRE LA FRANCE ET L'ANGLETERRE. — RÉSOLUTION DU CONGRÈS DE COLOGNE.

Esprit de l'alliance anglaise. — Motifs qui affaiblissent les rapports des deux peuples. — Propositions des Hollandais de traiter séparément avec l'Angleterre. — Envoi des ambassades respectives. — Notes de M. de Ruigny. — Paix entre l'Angleterre et la Hollande. — Développement du congrès de Cologne. — Enlèvement du prince de Furstemberg. — Protestation. — Rupture du congrès. — Alliance intime de la France et de la Suède.

1674.

L'ALLIANCE entre la France et l'Angleterre reposant, comme on l'a dit, sur les droits et les prérogatives des deux couronnes absolues, n'avait rien de populaire. Dans la marche des temps il est assez remarquable que jamais l'alliance entre les cabinets de Londres et de Paris ne fut durable. Quelques questions politiques peuvent servir de rapprochement momentané; mais les intérêts permanents sont tellement distincts, que la rupture suit presque toujours. C'est ce qui arriva encore une fois dans cette circonstance: Charles II et Louis XIV s'étaient unis dans le but commun de soutenir mutuellement leur prérogative. C'était ici une question tout individuelle, les peuples n'y étaient nullement intéressés; aussi rien n'excitait au plus haut point la vive animosité des communes que le vote des subsides annuellement accordés pour la continuation de la guerre, l'armement de la flotte ou l'augmentation des régiments de bataille (1). Le parlement avait la certitude que, durant son long séjour en France, Charles II avait contracté des obligations intimes envers Louis XIV, et que dans cette guerre le pavillon britannique ne paraissait que comme auxiliaire du roi de France. Ici s'élevaient des questions graves. Le sentiment d'orgueil national, et de plus le mariage projeté du duc d'York avec une princesse de Portugal, l'intention qu'on lui supposait d'introduire le papisme en Angleterre comme religion fondamentale, plaçaient le roi Charles II dans une fâcheuse position en face de son parle-

ment. Les ministres étaient poursuivis, harcelés, et le roi, qui voulait à tout prix des subsides, était déterminé à faire des concessions à la majorité de ses communes.

La Hollande agrandissait ces difficultés de la couronne vis-à-vis du parlement: les deux pays étaient perpétuellement en rapport; tous deux professaient la croyance de la réforme; les États-Généraux espéraient que les vœux du parlement pour la paix seraient tôt ou tard accomplis, et alors, moyennant une somme d'argent, ne serait-il pas facile de détacher Charles II, prince léger et de peu de foi, de son alliance avec Louis XIV? Ce fut l'Espagne qui se chargea de cette médiation spéciale; elle y avait un double intérêt: d'abord, en évitant le mariage du duc d'York avec une princesse de Portugal, elle empêchait que ce royaume, formé d'un démembrement de sa monarchie, prit une certaine attitude en Europe; ensuite l'Angleterre, détachée de la France, laissait cette dernière puissances dans l'isolement, et il était désormais possible de ressaisir les anciennes conquêtes des Pays-Bas. Ce fut donc l'ambassadeur d'Espagne à Londres, le marquis del Fresno, esprit habile, en correspondance avec don Bernardo de Salinas, envoyé extraordinaire à La Haye, qui entama la question du traité (2). L'ambassadeur eut ordre de négocier dans les conditions les plus larges et sur des bases essentiellement avantageuses pour l'Angleterre. Charles II avait besoin de subsides, eh bien, on lui en donnerait; on stipulait une indemnité annuelle de deux millions. L'important pour les États-Généraux était d'obtenir un traité séparé de tout contact avec la France, ce qui permettait des conditions meilleures. En diplomatie, les traités séparés sont toujours les plus profitables; ils autorisent les stipulations privées, des avantages plus spécialement assurés. Le marquis del Fresno déclara « que Messieurs les États-Généraux donnaient les millions que le roi catholique avait fait offrir en leur nom au roi d'Angleterre; enfin, qu'on réglerait à l'amiable tous les intérêts du commerce de l'Inde et de la pêche du hareng (3). »

De telles négociations n'avaient pas été tenues si secrètes, que le marquis de Ruigny, ambassadeur de France à Londres, n'en eût connaissance; il écrivit immédiatement à sa cour que l'alliance avec l'Angleterre était sur le point d'être brisée par la médiation de l'Espagne; il était donc essentiel qu'on multipliât les offres et les efforts pour

(1) Mémoires du chevalier Temple, ann. 1672 à 1674.

(2) Archives de Simancas, cot. B. 350.

(3) Archives de Simancas, cot. B. 356.

empêcher que le cabinet de Madrid n'arrivât à ses fins, car on savait toute l'importance de conserver les intimes rapports de la France et de la Grande-Bretagne. Sur ces communications, ordre fut donné par M. de Pomponne au marquis de Ruivigny, de rappeler au cabinet de Londres la nécessité d'agir en commun dans la négociation d'un traité définitif, en supposant que la paix fût indispensable. Une note longuement développée fut remise par l'envoyé extraordinaire de France à la cour de Londres et au parlement; ou y déclarait « qu'en conformité de ce que Sa Majesté avoit dit à tout le monde, et particulièrement aux Hollandois, son honneur et sa réputation ne lui permettoient pas de traiter à l'exclusion de la France; le parlement étoit lui-même trop engagé à la guerre pour se refuser à voter des subsides, dans le but immédiat de conclure un traité de paix (1). »

Les communes, fortement dessinées dans un système opposé à la couronne de France, ne prêtèrent pas la moindre attention à la note du marquis de Ruivigny. Charles II ayant communiqué au parlement les propositions qui étoient faites pour solliciter son concours, il n'y eut pas un seul moment d'hésitation dans le vote; les communes se prononcèrent pour la paix, qui seroit conclue séparément de la France. Les lords mirent un peu plus de tenue

dans leurs actes, ils se bornèrent à cette formule, « qu'ils désiroient une paix honorable et équitable (2). »

Le mouvement de haines et d'antipathies nationales entre les deux peuples étant ainsi engagé, le cabinet de Londres envoya comme plénipotentiaires en Hollande le lord Deventry, le vicomte Latimer, les ducs de Montmouth, d'Ormond, le comte d'Arlington, et le secrétaire d'Etat Coventry. Tous les principaux articles de la paix étoient préparés à Londres par la médiation de l'Espagne; on laissa de côté la question nationale du pavillon et la suprématie des mers, ou, pour parler plus exactement, on restreignit la difficulté du *dominium maris* à la Manche. Le droit public de cette époque n'avoit pas encore proclamé la liberté des mers; les détroits, les passages tels que le Sund, Gibraltar, la Manche, étoient considérés comme des propriétés particulières, des espèces de lacs sur lesquels une puissance exerçoit le *dominium maris*, et par conséquent la suprématie du pavillon. Un article secret établissant que « comme il étoit impossible de rappeler officiellement les soldats de la légion britannique actuellement au service de Sa Majesté Très-Christienne, l'Angleterre s'obligeoit à ne plus fournir de nouveaux auxiliaires (3), et donnoit en même temps aux Etats-Géné-

(1) « Mémoire touchant le traité de paix entre l'Angleterre et la Hollande, présenté à Sa Majesté Britannique par M. de Ruivigny, envoyé extraordinaire de France. » 30 janvier 1674.

« Le marquis de Ruivigny supplie présentement, et demande à Sa Majesté Britannique, au nom du roi son maître, qu'en conformité de ce que Sa Majesté a annoncé à tout le monde, et particulièrement aux Hollandois, elle déclare plus expressément à son parlement que son honneur et sa réputation ne lui permettent pas de traiter à l'exclusion de la France, et cependant qu'ils examineront les traités faits entre les deux couronnes, et les propositions des Hollandois que Sa Majesté leur a communiquées, afin qu'elle prit des résolutions qui soient plus convenables; elle leur recommande derechef que sans aucun délai ils avouent les provisions et apprêts nécessaires pour la continuation de la guerre, afin de faire une paix avec avantage et sûreté, en sorte que ce ne fût que pour se mettre à couvert des téméraires entreprises des Hollandois, ainsi qu'ils firent lorsque le traité de Breda étoit sur le point d'être conclu et signé. Et ledit envoyé déclare de sa part à Sa Majesté Britannique, et elle à son parlement et à toute la nation, que le roi très-chrétien demeure toujours ferme dans le même sentiment de garder fidèlement le traité de l'étroite alliance avec

l'Angleterre, soit pour continuer la guerre comme on la jugera plus avantageuse pour la nation, ou pour faire une paix de concert sur telles conditions qui se pourront ajuster avec l'avis du même parlement, Sa Majesté Très-Christienne ne soumettant pas moins l'avantage de Sa Majesté Britannique et de ses sujets que le sien propre. » (Document manuscrit.)

(2) « Le parlement remercie Sa Majesté de la favorable communication qu'il lui a plu de lui donner de cette affaire, en considération de laquelle et des propositions faites par les Etats-Généraux, ils sont humblement d'avis qu'il plaise à Sa Majesté d'entrer en traité avec lesdits Etats-Généraux, afin d'obtenir une paix prompte et heureuse. »

(3) Le traité est du 5 février 1674. — A l'occasion de l'alliance entre l'Angleterre et la Hollande, en 1674, on fit en France une gravure, au bas de laquelle on lisait :

Pour le conseil de nos malheurs,
Dans ce concert si magnifique,
Nous avons bien dans la musique
Prétendre chanter à trois chœurs;
Nous chantons haute et contre taille,
Tous nos efforts sont superflus,
Et la basse n'est rien qui vaille,
La France a toujours le dessus.

raux un bill pour les enrôlemens dans toute l'étendue de la Grande-Bretagne; il seroit donc libre à ces Etats de recruter autant d'hommes qu'ils le voudroient pour le service de l'armée de terre. » Une dernière stipulation politique suivait la conclusion de ce traité; on y déclarait que les Etats feroient tous leurs efforts pour assurer, dès la fin de la guerre, au prince d'Orange, l'ancienne et pleine possession du stathoudérat, ce qui imprimait la forme quasi-monarchique à la constitution de la république hollandaise. Le roi Charles II. vouloit éviter les intrigues dangereuses qui s'étoient engagées depuis long-temps entre les puritains de Hollande et les *dissenters* d'Angleterre; la république d'Amsterdam étoit un exemple qui rappelait aux Anglais les temps de Cromwel, l'époque populaire encore des puritains. Une fois le prince d'Orange créé stathouder, avec une puissance héréditaire, la forme monarchique étoit substituée à l'effervescence républicaine; l'aristocratie militaire pourroit dominer le gouvernement bourgeois et marchand des Provinces-Unies.

Ces négociations engagées à La Haye, et si promptement accomplies, rendaient inutiles les opérations du congrès réuni à Cologne. Dans cette antique cité, il s'agissoit d'un traité général, d'un arrangement dont le résultat définitif devoit être une pacification européenne sous la médiation de la Suède; or, dans ce même temps, à La Haye, les puissances traitaient séparément; un des grands cabinets intéressés, l'Angleterre, faisait sa paix avec la Hollande; l'Espagne et l'Empire s'étoient hautement déclarés, le duc de Lorraine s'étoit joint à eux; comment dès lors les médiateurs auroient-ils pu atteindre le but désiré? Les ambassadeurs suédois multipliaient les notes, ils exposaient « l'intérêt commun qu'avoient toutes les puissances à flur les sanglantes querelles qui agitoient les populations; avant d'en venir aux grandes opérations militaires, comment ne pas essayer d'abord une transaction pour la paix territoriale? » Mais rien n'est plus difficile que de faire entendre à une forte puissance engagée dans une guerre décisive, qu'elle

doit devenir modérée; quand on a l'habitude de traiter par le commandement, on ne descend plus aux concessions réciproques, à un arrangement sur des bases d'égalité parfaite. Louis XIV. avoit fait une expédition vaine; il n'étoit point vaincu; son usage étoit de parler en maître, sa diplomatie étoit dominée par ce même esprit de souveraineté absolue; elle ne faisoit point assez attention que l'Europe étoit coalisée contre le roi de France, et que l'invasion de la Hollande étoit manquée.

Dans cette situation des esprits, les formes solennelles et les lenteurs du congrès de Cologne devenaient importunes à presque toutes les puissances, si ce n'est aux médiateurs, qui voulaient prendre de l'importance en préparant la paix. Souvent les assemblées diplomatiques ne sont qu'un prétexte pour que chacun des cabinets se dispose un peu mieux pour les mouvemens militaires; or, les dispositions une fois faites, le congrès ne devient plus qu'un embarras, il se dissout et tombe de lui-même; on recherche les causes secrètes de cette rupture subite des négociations, ces causes se trouvent dans la lassitude mutuelle des cabinets, qui n'ont plus besoin de dissimuler et consent à la guerre. Dès que la diète de Ratisbonne (1) eut voté les subsides et les hommes de bataille pour l'empereur, les Impériaux ne se soucièrent plus du congrès de Cologne, ils en empêchèrent de toutes les manières les délibérations. Cologne, ville libre, reçut néanmoins garnison des troupes de l'Empire; quelques uns des membres du corps diplomatique furent insultés. L'événement le plus grave fut l'enlèvement en plein congrès du prince de Furstenberg, ordonné par l'empereur; cet enlèvement se fit de vive force par des cavaliers armés, et cette mesure fut prise dans le but de prouver à tous les membres de l'Empire qu'ils ne pouvaient rester neutres dans une question qui intéressait tout le corps germanique. Il y eut une réclamation à l'occasion de cet attentat du droit des gens; le célèbre baron de Puffendorf, ambassadeur de Suède à Vienne, exposa dans une note fort détaillée les principes d'inviolabilité de la personne des ambassadeurs (2),

(1) Relation de ce qui s'est passé dans la diète de Ratisbonne. Mss. Biblioth. de M. de Fontanieu, intitulé : *Recueil de pièces*; 1073.

(2) « Mémoire présenté par le sieur de Puffendorf, résident du roi de Suède à Vienne, à Sa Majesté l'empereur. » Bibliothèque royale, manuscrit cot. 1410, supplément français.

« Le soussigné, ambassadeur de Sa Majesté suédoise, supplie très-humblement Votre Majesté qu'il lui plaise non seulement de donner une satisfaction convenable,

et d'ordonner que le prince de Furstenberg soit ramené en tout honneur, et ainsi qu'il appartient à son caractère, au même lieu d'où il a été enlevé par force; mais aussi que les officiers et dhérens, mauvais conseillers et transgresseurs des ordres de Votre Majesté, et qui sont causes du violerment de l'honneur, de la foi et de la sûreté publique de tant de rois, princes, États, et de Votre Majesté, soient principalement du roi mon maître (d'autant que c'est par son moyen qu'on a fait délivrer les passe-ports de port et d'autre, et que

selon lui, la médiation ne pouvait plus continuer en face de telles violences, c'était une insulte à tous ceux qui étaient revêtus du caractère sacré de plénipotentiaire. Il lui fut répondu, par une simple note de cabinet fort laconique, « que l'empereur avait jugé à propos cette exécution dans l'intérêt de la paix et des droits consacrés par les constitutions de l'Empire, et qu'il avait usé de sa prérogative (1). »

La France voulait tirer à son tour profit de cette violation du droit des gens; ses jurisconsultes cherchèrent à prouver qu'il y avait abus de la force, crime politique contre la justice européenne. Cela était vrai; mais quelle était la conclusion de toutes ces notes, leur résultat probable? évidemment la dissolution du congrès; or, c'est ce que désiraient toutes les puissances en commun; l'assemblée n'était plus qu'un embarras, qu'une forme, il y avait partout fatigue; on désirait trouver un prétexte, on le saisit. Le congrès de Cologne disparut ainsi sans laisser de traces. Dans l'origine, la France ne l'avait point désiré, elle y avait consenti par une sorte de condescendance envers la Suède, puissance médiatrice (2); plus tard, lorsque la Hollande, l'Espagne, et l'Empire se furent ligés, ces puissances à leur tour ne se soucièrent guère de suivre les négociations avant d'avoir essayé leurs forces militaires. Enfin, lorsque l'Angleterre fut entièrement détachée de la France, et que la diète de Ratisbonne eut donné les moyens de guerre, l'empereur ordonna l'enlèvement du prince de Furstenberg; cette violence mit fin tout d'un coup à une réunion qui devait être sans résultat.

Restait la situation du médiateur; quelle allait être l'attitude de la Suède dans le grand conflit qui

se préparait? pouvait-elle demeurer spectatrice et neutre? Dans les guerres décisives, il est difficile qu'un médiateur ne prenne pas un parti lorsque ses efforts de conciliation ont été impuissants; on ne peut rester immobile dans les batailles qui embrasent l'Europe. Il est peu d'exemples d'une médiation armée qui n'ait été suivie d'une alliance intime du neutre avec une des grandes puissances ouvertement engagées dans la lutte; la neutralité serait une abstraction au milieu des faits vivaces d'une campagne. On a dû voir que dès l'origine, la Suède, à travers son action impartiale pour la conclusion définitive de la paix, avait manifesté un secret penchant pour la France; c'était le résultat d'antiques alliances; il y avait entre les deux nations une communauté de caractère, de courage chevaleresque et bouillant; on avait appelé plus d'une fois les Suédois les Français du nord. Quand les soldats de Gustave-Adolphe, vêtus de bure, parurent aux plaines de l'Allemagne, n'y venaient-ils pas pour y seconder les entreprises de Richelieu? Les Suédois, nation pauvre et toute de fer, avaient besoin de subides; leur équipement militaire, leur luxe de cour étaient souvent soldés par la France; ils échangeaient les produits de leurs mines, les magnifiques matières de leurs forêts, contre les vins du Midi et les richesses des manufactures. La noblesse suédoise était fort aimée des gentilshommes français; elle n'avait rien du flegme de la Germanie. Les yeux brillants des gentilshommes suédois s'animaient au récit des grandes choses; la race scandinave, partie aux temps fabuleux des provinces d'Asie, était venue s'établir dans des régions lointaines et froides avec ses scaldes, ses poètes, ses légendes d'Odin et de Thor.

parfaite santé, où il reçoit toute sorte de bon traitement. » 15 février 1674.

Voiez la lettre du roi à ses ambassadeurs et ministres chez les princes étrangers sur l'enlèvement du prince Guillaume de Furstenberg. Mus. col. n° 177, suppl. fr.

(2) Les médiateurs de Suède exposèrent aux plénipotentiaires hollandais « que les ambassadeurs de Sa Majesté Très-Christienne ne pouvoient continuer le traité, à moins que l'on n'eût premièrement relâché le prince Guillaume de la prison; et ils les prioient de faire leurs efforts auprès de l'empereur pour obtenir son élargissement. » Les envoyés hollandais répondirent qu'ils ne pouvoient pas encore faire cela, mais qu'ils le feroient lorsque le roi de France leur auroit accordé les passe-ports nécessaires pour les ministres de M. le duc de Lorraine, afin de continuer ledit traité. »

la sûreté du lien a été procurée et obtenue), soient punis de la dernière rigueur pour servir d'exemple à la postérité, ainsi que les droits sacrés des ambassadeurs qui ont été violés avec tant de licence, »

(1) Voir la lettre écrite par le marquis de Grana sur cette arrestation: « Sa Majesté impériale ayant trouvé bon de faire arrêter et enlever ici le prince de Furstenberg, apparemment pour parvenir plus tôt à une paix, à laquelle, comme aussi à l'union de l'Allemagne, il a apporté tant d'obstacles depuis si longtemps, j'ai dû vous avertir que l'affaire a été exécutée hier soir, et que quoiqu'on eût espéré d'en venir à bout sans aucune violence, néanmoins plusieurs gens qui étoient avec lui s'étant mis en une vigoureuse défense, il y en a eu de blessés de part et d'autre. Pour ce qui est du prince même, on avait ordre de le quitter beaucoup plutôt que de lui faire le moindre mal: en conséquence de quoi il se trouve aujourd'hui à Bonn en

La conformité d'intérêts et de caractère portait donc les Suédois vers une alliance intime avec la France, et après la dissolution du congrès de Cologne, rien ne fût plus facile que de renouveler les anciens traités de subsides; la Suède promit sa coopération active dans la campagne qui allait s'ouvrir. Il fut convenu qu'un corps de Suédois surveillerait le Danemark d'un côté, tandis qu'une armée de 15.000 hommes seconderait le mouvement des troupes françaises dans l'Allemagne. Ce traité ne devait point étonner les autres puissances de l'Europe, elles n'avaient point assez ménagé la médiation de la Suède, elles l'avaient souvent traitée avec dédain en la forçant de prendre un parti. La Suède restait dans son droit; puissance de second ordre, elle se plaçait au premier rang par l'alliance avec la France, elle se posait surtout comme l'expression des grands principes de la neutralité et du droit des gens, violés dans les conférences de Cologne (1).

Ainsi, à la dissolution de ce congrès de Cologne, l'Europe se trouvait divisée de la manière suivante : d'un côté la France, s'appuyant sur l'alliance suédoise, ayant pour auxiliaire la Savoie, qui, du haut des Alpes, surveillait la Franche-Comté espagnole; et le Portugal au midi, posé en quelque sorte sur les derrières de l'Espagne, et empêchant le développement de ses moyens. De l'autre côté, l'Empire réunissant toutes les forces de la confédération germanique votées par la diète de Ratisbonne; sur la même ligne, l'Espagne menaçant la France par les

Pyrénées, la Franche-Comté et la Flandre; le duc de Lorraine donnant la main tout à la fois à la confédération allemande et à l'Espagne; la Hollande avec ses trésors et ses flottes; enfin l'Angleterre ne se déclarant point encore, mais toute pleine de haines et de passions contre la monarchie de Louis XIV. C'est entre ces forces opposées que les grandes batailles allaient se donner.

CHAPITRE XV.

CAMPAGNE DE TURENNE ET DU PRINCE DE CONDÉ.

Changemens dans les plans militaires. — Concentration. — Campagne de Franche-Comté. — De Lorraine. — Des Pays-Bas. — D'Allemagne. — Batailles de Sintzheim. — De Senef. — D'Entzheim. — Stratégie du vicomte de Turenne dans la campagne d'Alsace. — Convocation du ban et de l'arrière-ban.

1674.

Le mouvement de retraite opéré d'après les ordres de Louis XIV et de Louvois avait un but de concentration vers la frontière : l'occupation de la Hollande compromettrait l'ensemble des opérations militaires, car dès que les troupes de l'Empire, mar-

en vers héroïques et demi-burlesques. Paris, 1674. in-12. »

« Prédications tirées des Centuries de Nostradamus, qui se peuvent appliquer à la guerre entre la France et l'Angleterre contre les Provinces-Unies; 1673, in-12. »

« Remarques sur le discours du commandeur de Gremontville, fait au conseil d'État de Sa Majesté Impériale. La Haye, 1673. in-12. »

« L'Entrée des troupes du roi dans la Franche-Comté, et la prise de Besançon par l'armée de Sa Majesté. Paris, 1674, in-4°. »

« Lettres d'un gentilhomme bourguignon, écrites de Venise à un de ses amis à Besançon, au sujet de la conquête de la Franche-Comté, par Louis XIV; in-12. »

« Mémoire manuscrit de M. le prince de Condé sur la ville de Besançon, écrit de sa main, et donné au roi avant son départ de Paris. servant de premier point à la conquête du comté de Bourgogne. »

« Relation de ce qui s'est passé en Hollande aux sièges faits par l'armée que commandait M. le Prince en l'année 1673. Mss. col. n° 1409, suppl. fr. »

(1) Voici la liste de toutes les pièces et brochures que j'ai consultées sur cette guerre de 1673 et 1674, imprimées ou manuscrites :

« Mémoires du comte de Montbas, général des troupes hollandaises, pour sa justification sur la conquête de la Hollande. Utrecht, ann. 1673, in-12. »

« Le Cabinet français, ou Découverte des desseins que la France avait médités long-temps et qu'elle va exécuter maintenant; 1673, in-4°. »

« Avis fidèle aux véritables Hollandais touchant ce qui s'est passé dans les villages de Bodegrave et de Swammerdam, et les évanités inouïes que les Français y ont exercées; avec figures en taille dorée. 1673, in-4°. »

« Relation de ce qui s'est passé entre les armées navales de France et d'Angleterre, et celle de Hollande, pendant les années 1672, 1673, avec la liste des termes de marine, et les instructions pour la route et la discipline. Paris, Clousier. in-12. »

« Journal du siège de Maëstricht. Paris, 1673, in-4°. — L'extraordinaire valeur des Français, ou Journal du siège et de la prise de Maëstricht, décrite

chant sur le Rhin, pouvaient prendre l'armée française en revers, la conquête des Pays-Bas hollandais devenait une pointe imprudente; l'attitude des coalisés nécessitait une modification essentielle dans la ligne d'opérations. Au printemps tout commença sur une base nouvelle. Il y eut trois corps de bataille qui se portèrent du centre et convergèrent, le premier, sous le vicomte de Turenne, vers le Palatinat, l'Alsace jusqu'au Rhin; le second, que Louis XIV conduisait en personne, se dirigea vers la Franche-Comté; le troisième enfin, sous le prince de Condé, maintint la ligne de la Flandre en se groupant vers les Pays-Bas espagnols. Par ce changement de front, le théâtre de la guerre fut transposé sur une ligne toute différente; l'armée principale ne manœuvra plus sur le Zuyderzée, mais sur le Rhin et dans les montagnes des Vosges; le centre des opérations ne fut plus sur les frontières nord de la France, mais à l'est; et ce changement donnait toute la charge et la responsabilité de la campagne au vicomte de Turenne, qui commandait l'armée du centre sur le Rhin.

Pour exécuter ce nouveau plan de guerre, deux moyens s'offraient aux armées de France: on pouvait rester sur la défensive, attendre le développement des forces de l'ennemi, ou prendre l'offensive, c'est-à-dire marcher immédiatement à lui, l'empêcher de passer le Rhin ou de déborder par Bâle. Ce dernier plan fut préféré par le conseil du roi, car il convenait mieux au caractère français, à cette impétuosité d'attaque qui est un type national. On n'hésita pas, et le corps de bataille que conduisait Louis XIV envahit la Franche-Comté (1); le duc de Navailles emporta en moins d'un mois tout le territoire qui s'étend depuis Saint-Amour jusqu'au Jura; toutes ces villes qui arboraient le pavillon espagnol, telles que Vesoul, Lons-le-Saulnier, Poligny, la jolie cité au pied des montagnes, se soumirent presque sans combattre aux conquêtes du roi. En même temps on traitait avec les Suisses, et moyennant un million de livres, la jouissance de Neuchâtel et de Salins, les cantons consentirent à soutenir hautement le roi dans la conquête et la possession de la Franche-Comté. Il n'y eut point là de résistance; les troupes de France n'eurent qu'à se montrer pour amener la soumission sue-

cessive de toutes ces villes, défendues par de très-faibles garnisons, lesquelles avaient peu d'espoir d'être activement secourues.

Pendant ce temps, Turenne multipliait les manœuvres aux pieds des Vosges pour y attirer l'attention de l'ennemi; il venait d'apprendre que le duc de Lorraine avait fait une trêve sur Nancy, et qu'avec une armée composée d'Allemands il s'était concentré vers Sintzheim. Turenne, alors à Bâle, sachant que le corps du duc de Lorraine (2) était compromis, puisqu'il n'était ni flanqué ni appuyé, côtoie les Vosges, et après trois jours de marches pénibles, il apparaît en face du duc de Lorraine à Sintzheim. Après cette hardie manœuvre, il tombe sur le corps des Lorrains et livre bataille; l'infanterie formée en colonnes, la cavalerie se déployant à mesure par escadrons sous la protection du feu de l'infanterie. L'affaire fut chaude; lorsque Turenne eut étendu sa ligne de manière à riposter partout à l'ennemi, il se mit à la tête du régiment colonel de cavalerie, chargé de sa personne, brisa les carrés d'infanterie, donnant ainsi le dernier coup à la bataille, qui prit le nom de Sintzheim. Le résultat fut la conquête absolue de toute la Franche-Comté: Besançon et Dôle firent leur soumission.

En se portant si rapidement sur la Franche-Comté Turenne avait naturellement dégarni la ligne du Rhin et fait sa retraite du Palatinat. Les Impériaux profitèrent de l'absence du maréchal pour passer le Rhin à Mayence; leur armée s'empara de la tête du pont de Strasbourg, et bientôt le Palatinat fut rempli de troupes allemandes. Le marquis de Vaubrun, avec un corps de cavalerie, n'arriva que pour voir les Impériaux maitres du pont de Strasbourg et se déployant en colonnes dans les plaines d'Entzheim. Turenne essaya encore une fois un de ces grands coups de partie qui décident de la fortune d'une campagne; à l'aide de son seul corps d'armée, il arrive sur les hauteurs de Molsheim, attaque sans hésiter les Allemands, leur prend dix pièces de canon, leur tue trois mille hommes, fait quatre mille prisonniers. Cette bataille d'Entzheim ne fut qu'une surprise (3); les Allemands se ravisèrent, et les secours qu'ils reçurent par la jonction de l'électeur

(1) « Lettres et autres pièces sur les conquêtes de la Franche-Comté. » Mss. cot. n° 291, cabinet de Gagnières.

(2) Une médaille sur la conquête de la Lorraine, 1673. La France, d'une main, tient l'épée haute, et de l'autre s'appuie sur son bouclier. Près d'elle on voit à terre

deux autres beculiers, l'un aux armes de Lorraine, et l'autre aux armes de Bar. La légende: *Carolo duce, Lotharingia novae res moliente; l'exergue: Lotharinga capta; 1673*

(3) J'ai trouvé une caricature sur les alliés, au sujet de la bataille d'Entzheim, 1674. Elle est suivie de

de Braubourg ne permirent plus aux Français de tenir la ligne du Rhin : Turenne fut obligé d'évacuer l'Alsace, tandis que le maréchal de Créquy et le comte de Sault abandonnaient les trois évêchés. On se reporta ainsi sur la ligne des Vosges, manœuvre qui découvrait l'armée des Pays-Bas et le prince de Condé.

Cette armée avait en face Guillaume d'Orange, alors à la tête de cinquante-cinq mille hommes, recrutés d'Allemands, de Hollandais décidés à pénétrer sur les frontières de France (1). Condé n'avait avec lui que quarante mille hommes, et encore avait-il détaché quelques régiments pour appuyer Turenne dans l'Alsace. Le prince d'Orange, soutenu du comte de Souches, général des troupes de l'empereur, et du comte de Monterey, gouverneur des Pays-Bas, se concentra autour de Grave, dont il fit le siège. Telle était alors l'attitude des alliés, que si le prince d'Orange obtenait un succès décisif, il pouvait pénétrer au cœur même de la monarchie. Vaillant capitaine, Guillaume d'Orange appelait la bataille; il savait la hardiesse militaire du prince de Condé, combien son courage téméraire le poussait souvent à des fantes. Avec sa froideur hollandaise et germanique, le prince d'Orange manœuvrait méthodiquement; il avait choisi un champ de bataille au-delà de Senef;

« la Déroute des Marchands confédérés de fromages » :

Nous croyons qu'ayant bien calculé,
De nos fromages en serions salariés,
Mais le soleil qui nous a châtia
A su nous punir de notre témérité.

LE HOLLANDAIS.

De mes fromages croyant faire ménage,
Avec l'orange les bien assaisonner,
Mais je prévois que tout pourra renverser;
Car le goût n'en vaut pas le laitage.

L'ESPAGNOL.

Je suis des humains le plus malheureux,
La Sicile m'abandonne, Messine me chasse,
A Senef le destin me contraint d'abandonner la place,
Et Oudenarde me fait retirer tout honteux.

L'ALLEMAND.

Des écus du Pérou je m'enflomme;
J'arme, et je fais des triples alliances,
Mais surtout du fromage de Mayence;
Néanmoins je suis vaincu par le Français.

LE FLAMAND.

L'Allemand, l'Espagnol et l'Hollandais
Peuvent de mes fromages faire lutin;
Puisque dans mon pays ils servent de lutin;
Que puis-je faire, sinon de tendre la main aux Français?

il voulait y entraîner le prince de Condé, qui, avec l'élite des troupes de France, et la maison du roi, enroulait autour de lui afin de surprendre et couper quelques corps détachés. Pour arriver à Senef il fallait que l'armée coalisée traversât une assez longue suite de défilés qui ne lui permettaient pas de déployer toutes ses forces : le prince d'Orange divisa son armée en trois corps; avec les Hollandais il prit le centre de la bataille, le comte de Souches eut le commandement de l'avant-garde, les Espagnols firent l'arrière-garde; tous étaient ainsi obligés de marcher à de longs intervalles. Condé, bien informé des mouvements de cette armée, profita de l'instant où elle se trouvait complètement morcelée, tombe sur l'arrière-garde composée d'Espagnols, la disperse et s'empare du village de Senef. Au bruit de cette surprise, le prince d'Orange accourt, fortifie toutes les hauteurs, force Condé à des attaques successives et infructueuses. Guillaume d'Orange connaissait le fougueux courage de son adversaire (2); Condé éprouva l'infanterie et cavalerie, gendarmes et cheval-légers pour gagner quelques positions militaires, et à la fin, la bataille fut tellement douteuse, les succès si variés, les pertes si balancées, que les deux combattants parurent également s'attribuer la victoire (3).

Après la bataille de Senef, le prince de Condé se

LE VALET ESPAGNOL.

Du plus malheureux je suis le valet,
J'ai beau exécuter ses ordres,
Il s'en ensuit beaucoup de désordres;
Messine le chasse, du Français il est le jouet.

(1) En 1674 parut une gravure hollandaise contre la France, sous le nom de *l'Alchimiste des Français*. Le diable et ses suppôts y jouent un très-grand rôle; on les voit surgir dans chaque coin de l'estampe; ils poursuivent surtout l'évêque de Strasbourg, lequel paraît grandement effrayé. On lit pour légende : « L'évêque de Strasbourg d'alors, à qui le diable se présente en toute figure. » Dans un petit carré joint à cette gravure, se trouve encore cet évêque de Strasbourg; à côté de lui on voit sa mitre et sa crosse; il est aux prises avec un monstre ailé qui a la tête d'un coq, et ce pauvre évêque, les cheveux hérissés, semble en proie à la plus mortelle frayeur. Au-dessous on lit : *In faustus faustus van Straetsburg*.

(2) Une médaille sur la bataille de Senef, 1674. — La Victoire, tenant d'une main une couronne de lauriers, et de l'autre un étendard, vole sur un amas d'armes. La légende : *Cecis aut capitis hostium X millibus, signis relatis centum septem*; l'exergue : *Pugna ad Senefum, 1674*.

(3) Voici la lettre que le roi Louis XIV écrivit au

retrancha dans Oudenaerde, tandis que Guillaume d'Orange se concentrait autour de Gand, afin d'être prêt à un coup de main. Ce qui ralentissait la marche des alliés dans la Flandre, c'étaient les discordes perpétuelles qui divisaient les trois corps d'armée hollandais, espagnol et allemand. Les généraux n'étaient jamais du même avis ; le prince d'Orange, le plus capable, était contrarié, surtout par les chefs allemands, qui voulaient marcher avec prudence et ne point exposer leurs troupes. On se disputait sur le degré d'utilité que pouvaient avoir un siège, une opération, une bataille ; on se jetait mille récriminations. Comme toujours parmi les armées coalisées, il n'y avait aucune harmonie dans les opérations offensives, chacun y apportait son égoïsme, si bien qu'à la fin de la campagne le prince de Condé put détacher sans danger de nouveaux régimens d'infanterie et de cavalerie destinés à l'armée de Turenne, qui avait alors en face Monténuelli et les impériaux. Ces régimens joignirent le glorieux maréchal lorsqu'il prenait position sur la Sarre.

Turenne voulait ressaisir l'offensive, quoique l'armée allemande fût de plus de cinquante mille hommes ; il y avait épuisement sous les tentes de France ; il fallait chercher un campement dans les plaines de l'Alsace. Le maréchal projetait, à l'aide d'un grand détour, d'y rentrer par Bèfort ; et comment se serait-on tenu plus long-temps dans la Lorraine avec le manque de toutes choses qui se faisait sentir ? « Si bien, dit un témoin oculaire, qu'il y avait un capitaine Gascon prêt à manger sa servante morte par accident ; et à cet effet il l'avait mise dans un saloir. » Un des plus brillants officiers qui commandaient les compagnies détachées de l'armée du prince de Condé fut interrogé par M. de Turenne sur ce qu'il pensait des résultats de la campagne (1). Ce jeune officier a raconté lui-même les circonstances de cette conversation dans laquelle Turenne exprime ses plans et ses embar-

preux des marchands sur cette victoire douteuse. « De par le roi ; très-chers et bien aimés ; les grands et avantageux succès avec lesquels il a plu à Dieu de bénir la justice de nos armes, depuis le commencement de cette campagne jusques à maintenant, dans toute la conquête de la Franche-Comté, et les autres avantages importants qui ont été remportés par notre armée, sans le commandement de notre cousin le maréchal de Turenne, sur celle de l'empereur, commandée par le duc de Lorraine, dans la bataille de Sinsheim, et la fuite qu'il l'a entraînée de prendre jusque par-delà le Mein, n'a pas été suffisante pour faire comprendre à mes ennemis la nécessité qu'ils ont d'accepter une paix, la-

ras : « Je crois, lui dis-je, que vous empêcherez l'armée des ennemis de se séparer et d'hiverner dans le plat pays et les villages d'Alsace ; mais il ne tiendra qu'à eux de mettre toute leur infanterie dans les grosses villes, comme Mulhouse, Colmar, Schlestadt. La cour y est effectivement résolue, car elle vous a mandé plusieurs fois, à ce qu'on dit, de séparer votre armée, qu'elle était parfaitement contente de ce que vous aviez fait, et qu'il était temps de mettre les troupes en quartier d'hiver et en repos. » Il me répondit : « La cour est quelquefois contente lorsqu'elle ne doit pas l'être, et ne l'est pas quand elle le doit. Pour moi je vais au mieux que je m'imagine qu'on puisse faire ; et fiez-vous à moi, il ne faut pas qu'il y ait un homme de guerre en repos en France tant qu'il y aura un Allemand au-delà du Rhin en Alsace. Remettez seulement vos troupes en bon état, j'en ferai mon avant-garde. » Le corps d'armée ainsi renforcé par des troupes vigoureuses et rafraîchies, Turenne résolut un de ces coups de manœuvres qui remplacent le nombre par l'activité ; il suivit la ligne des Vosges à travers les montagnes jusqu'à Bèfort, simulant ainsi une retraite pour chercher des quartiers d'hiver. C'était dans le mois de décembre, avec 10 degrés de froid ; tout devait faire croire qu'on allait se refaire dans les villes pour reprendre la campagne au printemps. Arrivé à Bèfort, Turenne remonta sur Colmar par le vallon de Durkheim ; l'armée impériale s'y était réunie, couverte par le ruisseau de ce nom : la position était difficile à attaquer. M. de Turenne va droit sur les hauteurs, prenant ainsi les ennemis en flanc, ce qui força l'électeur de Brandebourg à une retraite hâtive ; les Allemands furent obligés d'abandonner leur camp et de se retirer sur Strasbourg, qui convertit leur ligne et devint le centre de leur position.

Turenne avait ainsi gagné de bons quartiers d'hiver, il passait d'un manque absolu à l'abondance leur a été offerte si souvent. La confiance qu'ils avaient en la jonction des trois armées ; à savoir, celle de l'empereur, de l'Espagne et de Hollande leur donnoit lieu de former de nouveaux desseins, d'attaquer et de prendre nos principales places, et de mettre le pied dans notre royaume. Mais la providence divine a anéanti leurs grands desseins, et permis que notre cousin le prince de Condé les ait attaqués le 11 de ce mois avec tant de force et de courage, qu'après un combat de quinze heures, le plus sanglant qui se soit donné de long-temps, il a entièrement ruiné et rompu l'arrière-garde de leur armée. » 19 août 1674.

(1) Mémoires du marquis de L. F., ann. 1674.

dance; on pouvait s'abriter sous Colmar, depuis Nancy, Epinal, et tirer ses subsistances de la Champagne, mais en résultat ces avantages n'étaient pas tellement décisifs que la France pût être définitivement sauvée d'une invasion. Le grand art de Turenne et de Condé, dans cette campagne de Flandre, de Lorraine et d'Alsace, fut de manœuvrer avec des armées très-inférieures en nombre, autour d'adversaires qui comptaient des forces considérables. L'armée était sur la défensive partout, et cependant elle obligeait l'ennemi à la retraite; elle l'écharpait dans des combats successifs. L'art admirable de Turenne se résuma dans des marches rapides et imprévues, dans une suite de manœuvres qui portaient à l'improviste des masses d'un point sur un autre sans qu'elles fussent attendues; il allait de surprises, en surprises, tantôt apparaissant dans les Vosges, tantôt sur le Rhin, à Bâle, dans les environs de Strasbourg. A cette activité toujours éveillée, Turenne joignait une grande prudence, la ferme et noble résolution d'épargner le soldat; il n'aimait point les batailles sans manœuvres, cette fixité terrible de deux corps en face l'un de l'autre qui se canonent et se fusillent. Turenne frappait des coups décisifs par la stratégie; il coupait un corps d'armée, apparaissait en face d'un autre au moment où celui-ci n'y prenait garde, de telle sorte qu'il l'enlevait sans coup férir; c'était le tacticien habile qui agissait à vol d'aigle, le général des marches et des contremarches. S'il épargnait la vie du soldat, il ne marchandait pas avec ses fatigues, et plus d'une fois les braves gentilshommes murmurèrent autour de lui, en cherchant à deviner une manœuvre qu'ils ne comprenaient pas, tant elle était contraire aux règles du noble courage qui fait qu'on marche toujours en avant. Turenne, sous ce rapport, descendait aux plus petits détails; il aimait à s'expliquer avec ses officiers; c'était le génie du raisonnement autant que de la guerre.

Le talent militaire du prince de Condé est tout différent; c'est un véritable chef de cavalerie légère, un capitaine hardi que rien n'arrête; ses plans naissent sur le champ de bataille; dès qu'il les a conçus, ils l'entraînent à les défendre. Condé a-t-il résolu de prendre une position, il l'ordonne coûte que coûte; qu'importe qu'une grande effusion de sang en soit le résultat! une fois qu'il a arrêté un plan il faut qu'on exécute; il n'écoute pas les remontrances, il traite de lâches les gentilshommes qui n'obéissent pas jusqu'à la mort; il fait prendre des mamelons par la cavalerie, il sacrifie les gardes-

du-corps, ses réserves, pour s'emparer d'une position qu'il croit utile; en un mot, il n'épargne pas le sang du soldat, il le prodigue pour aboutir à son plan de campagne. Mais combien le génie de Condé n'est-il pas admirable lorsqu'il improvise une attaque soudaine sur un corps d'armée, puis sur un autre, de telle sorte qu'il frappe à droite, à gauche, toujours avec le même courage, le même sangfroid personnel. A chaque engagement Condé a deux ou trois chevaux tués sous lui; il est blessé, il s'expose à la mort, il semble que son sang n'est pas plus précieux que celui du dernier soldat, ce qui n'est pas le métier du général en chef; c'est l'esprit de la vieille chevalerie, la vive expression de cette société de gentilshommes que Richelieu a attaquée de face. Turenne, en un mot, c'est l'art militaire froid et moderne, c'est le chef de la nouvelle école qui va paraître avec sa stratégie réfléchie, son artillerie mouvante, à dos de mulets; Condé, c'est encore la tactique des batailles féodales, à l'aide de cette cavalerie légère des gentilshommes qui avait remplacé les barons bardés de fer du moyen âge.

A la fin de cette campagne, la France est loin d'avoir obtenu des avantages décisifs; on voit au contraire qu'elle sent ses dangers; un édit de Louis XIV convoque le ban et l'arrière-ban (1), pour que tout noble homme, possesseur de fief, monte à cheval et vienne joindre le roi, qui se porte en personne à la tête de ses armées. Telle était la coutume des ancêtres; le système administratif de la monarchie ne l'avait point effacée; tout noble se devait corps et biens à son suzerain; s'il ne marchait pas à la guerre sur la convocation, s'il ne montait pas à cheval avec son grand équipage de bataille, il perdait sa qualité de gentilhomme, et la terre qu'il tenait de la couronne, à condition d'un service d'armes. Droit de fief, supposait devoir de vassal; le ban était comme le message du suzerain, qui antrefois convoquait barons, vassaux et ravasseurs à venir sous le gonfanon. De telles convocations n'avaient lieu que dans des circonstances critiques pour la monarchie; c'était lorsque le territoire était menacé, lorsque l'ennemi était aux frontières du royaume, comme à d'autres époques quand les fiers barons attaquaient la ville ou le château royal du suzerain: « Seigneur ne quierre ban et arrière-ban, disent les assises de Jérusalem, qu'au cas de dangier. » Et il fallait bien que l'invasion fût menaçante pour que l'on convoquât l'armée des gentilshommes, courageuse, mais turbulente: « Comme

(1) Edit du 11 août 1674.

les ennemis, dit le roi, se mettent en devoir de lever des troupes pour les joindre à celles de l'empereur et faire irruption dans nos Etats, nous nous trouvons obligé de recourir aux moyens les plus assurés pour nous y opposer; et comme le meilleur et le plus prompt que nous puissions trouver dans un besoin si pressant est celui d'employer notre noblesse, nous avons résolu de la convoquer dans notre province de.... par la forme ordinaire du ban et arrière-ban, étant bien persuadé, par l'intérêt qu'elle doit avoir pour la gloire de cette monarchie et le maintien de notre autorité, ainsi que pour son avantage particulier, qu'elle ne se portera pas avec moins de zèle et d'affection pour notre service en cette rencontre, qu'il a été fait pour celui du feu roi notre très-honoré seigneur et père, et des rois nos prédécesseurs, qui ont été toujours assistés et servis par la noblesse en de pareilles occasions (1). »

A cet appel du roi, bien de nobles hommes de Normandie, de Guienne et de Provence quittèrent leurs châteaux, leur vieille demeure pour répondre au mandement de Sa Majesté. Il y eut des familles en Guienne, en Poitou, en Saintonge et en Béarn, lesquelles n'avaient jamais entendu parler de la cour et de Louis XIV, qui obéirent avec le dévouement des temps de la féauté, et mangèrent leur dernier sol et obole pour s'équiper et se vêtir. Pen manquèrent à l'appel; ils avaient lu dans les chartes des ancêtres, aux archives de châteaux, que tel était leur devoir, et ils l'accomplissaient. Tous ces nobles formaient des escadrons de volontaires, parce que souvent ils n'étaient point assez riches pour acheter une compagnie; et ces braves gens, il suffisait que le roi leur dit : « Messieurs, il faut prendre telle redoute, escalader tel rempart, passer telle rivière », pour qu'ils s'y jettassent, enfans perdus qu'ils étaient, fiers de mourir pour leur suzerain; c'était le naturel trépas des gentilshommes!

(1) « Louis, par la grâce de Dieu, etc., mandons et ordonnons à tous nobles, barons, chevaliers écuyers, vassaux et autres, tenant de nous des fiefs et arrière-fiefs, qu'ils aient, toutes excuses cessantes, sur peine de saisie et confiscation de leursdits fiefs, à se mettre en armes, monter et équiper selon qu'ils sont tenus et obligés de faire pour notre service, et se trouver prêts au jour et au lieu qui leur sera désigné par notre gouverneur et notre lieutenant général en la province, pour, sous le chef qui sera choisi d'entre eux pour les commander suivant la forme accoutumée, aller joindre le corps de troupes que commande le sieur marquis de

CHAPITRE XV¹⁰¹.

LES GRANDS CODES DE PROCÉDURE DE LOUIS XIV.

Travail des juriconsultes.—Le droit romain.—Le droit coutumier.—Philosophie du droit.—Ordonnance de 1667.—Sur les procédures.—Jurisdiction.—Ajournement.—Instance.—Sentence des Juges.—Ordonnance de 1670 sur la procédure criminelle.—Faux.—Questions.—Monitoire.—Jugemens des criminels.—Prescription.—Résultat des ordonnances.

1661—1670.

Les conquêtes territoriales sont périssables; l'agrandissement d'un empire s'efface avec le temps; la puissance des lois se perpétue quand elle émane des principes éternels de la justice. L'époque de Louis XIV est surtout remarquable par ce prodigieux travail de l'esprit, qui s'attache à toutes les parties de la science. Le droit, considéré comme grande étude des principes, se régularise et se formule. De vastes codes embrassent et coordonnent les dispositions éparses; les édits de Louis XIV sont en quelque sorte le résumé législatif de la science de droit, au point où elle était alors parvenue; d'immenses travaux avaient été faits depuis le seizième siècle surtout, et les commissions désignées par le chancelier Letellier n'eurent qu'à recueillir les faits existants, et à les rédiger en dispositions impératives.

La France était divisée en deux législations distinctes: la coutume et le droit romain. La coutume n'avait aucune unité dans ses principes; elle variait de provinces en provinces, et quelquefois même de villes en villes. Le grand coutumier com-

Rochefort sur la Meuse, et nous y servir, tant sous son autorité que celle des autres officiers généraux sous lui, dans ledit corps de troupes; et ce, durant le temps de deux mois, du jour qu'ils y seront arrivés, pour après, et selon les ordres que nous leur en donnerons ou ferons donner, s'en retourner en leur province, et se retirer chacun chez soi en bon ordre, et sans être à charge au peuple. » Ann. 1674.

« Relation de ce qui s'est passé à la convocation de l'arrière-ban et voyage de France en Allemagne, par C. Joly. » Mss. aut. n° 50672.

prennit soixante-dix législations toutes différentes, et encore étaient-elles commentées par des jurisconsultes, et interprétées surtout par les parlements. L'autre partie de la France obéissait au droit romain, introduit dans la législation au quatorzième siècle. Chaque pays tenait à ses usages, qui réglaient toutes les transactions de la vie, tous les intérêts de la famille. On s'occupait peu de la liberté politique alors, mais l'existence civile, le toit, la maison, étaient sous l'empire des coutumes, et les populations y étaient attachées comme à leur propre sol.

Cette double législation du droit romain et des coutumes formait le code général de la monarchie; les magistrats, les jurisconsultes étudiaient le grand coutumier de France, le commentaient dans de longues paraphrases. Le seizième et le dix-septième siècles furent l'époque des commentations sérieuses sur le droit; dans chaque province des avocats célèbres, des magistrats éclairés, consacraient leurs labeurs au rapprochement du *Corpus juris* et de la loi locale; c'étaient leurs veilles, leur amour. Coquille pour le Nivernais, Dumoulin pour la coutume de Paris, Bourher pour celle de Poitou, Maisony pour celle de Provence, Maynad et La Roche pour le Languedoc, accomplissaient de longs travaux et de laborieuses investigations; plus de 800 volumes in-fol. ou in-4° sont destinés au commentaire des législations provinciales (1).

S'il y avait une active érudition dans les livres des jurisconsultes, ces commentaires infinis jetaient une confusion indicible dans l'interprétation de la jurisprudence. Le sens des coutumes était expliqué par mille solutions opposées; la chicane pouvait dissenter sur chaque disposition de lois. Le texte offrait-il un sens douteux, tout aussitôt arrivaient les hypothèses, les décisions particulières, et les jurisconsultes se livraient à l'examen de toutes les questions de famille ou d'individualité. Les parlements avaient aussi leur jurisprudence; les cas une fois décidés étaient invoqués dans les plaidoiries comme un précédent irréfutable.

Dans un système régulier, une telle confusion portait préjudice aux intérêts; il fallait ramener quelque unité dans la jurisprudence civile et criminelle. Les coutumes de provinces devaient céder devant les principes généraux du droit, lorsque surtout le gouvernement monarchique triomphait; la royauté pouvait dès lors imposer ses prescriptions à l'universalité du territoire. On se proposa deux

but: en adoptant le système des ordonnances générales: le premier fut tout politique et de centralisation; le second fut d'utilité pratique; on voulut simplifier les formes, et préparer une meilleure justice pour les sujets au moyen de codes spéciaux.

Les deux grands actes législatifs de cette première période du règne de Louis XIV, sont ses ordonnances de la procédure civile et criminelle; l'une porte la date de 1667, l'autre de 1670. La procédure est la garantie la plus haute, la plus forte de la liberté civile; elle est comme l'exécution de la loi, la forme qu'elle revêt dans ses rapports avec les citoyens, et les formes préservent la fortune et les droits de chacun. Ces deux ordonnances furent longtemps élaborées, elles sont le résultat des progrès de la civilisation; on y trouve des imperfections encore; elles se ressentent surtout des habitudes des criminalistes, mais enfin en les comparant aux actes de la législation antérieure, on doit reconnaître qu'un grand pas est fait vers les principes d'éternelle justice et de jurisprudence protectrice (2).

En matières civiles, toute citation désormais doit être libellée, c'est-à-dire contenir l'énonciation des faits; nul ne peut être distrait de son bailiage ou sénérhaussée. Quand une partie requiert jugement, il ne peut lui être refusé, car la justice est la dette du suzerain. On compte plusieurs espèces de juridiction: la sénérhaussée ou bailliage est le premier ressort, le parlement le dernier. S'il s'agit de causes privilégiées, on est dispensé du premier ressort; les parties sont immédiatement justiciables du parlement: telles sont les causes des mineurs et de l'Eglise. Toutes les instances se divisent en personnelles et réelles; quand elles sont personnelles, elles sont de la compétence du juge du domicile; lorsqu'elles touchent à la terre, à la propriété, elles rentrent dans le ressort du juge du lieu où se trouve située la propriété; la citation est suivie du jugement ou de l'arrêt: ces actes sont exécutoires comme les ordonnances même de la royauté.

L'exécution des arrêts se fait souvent par la saisie mobilière ou par la saisie immobilière; quand il s'agit de meubles, vingt-quatre heures suffisent; lorsqu'il faut saisir et vendre une propriété, on ne peut dépouiller le possesseur de la terre avec autant de facilité; les délais sont plus longs, les

(1) Catalogue. Bibliothèque royale, article *Jurisprudence*.

(2) La meilleure édition des ordonnances est celle qu'a donnée Bornier, avec des commentaires. Paris, ann. 1861, 2 vol. in-4°.

formes plus religieusement observées. La propriété est chose sacrée, on ne peut impunément l'ébranler; la vente *sub hasta* du droit romain n'aura lieu qu'après trois sommations. Toute contestation entre plaideurs suscite des actes infinis; par exemple, lorsque deux parties se disputent une chose, à qui reviendra-t-elle ? provisoirement comment donnera-t-on la possession ? La pression est une question de fait; s'il y a doute sur un point, le juge peut ordonner l'enquête; après l'audition des témoins, si le cas est douteux encore, on peut nommer un séquestre pour détenir la chose, et par conséquent il est essentiel de fixer les devoirs des gardiens. Le jugement étant rendu, si le juge a été mal informé, il peut y avoir lieu à requête civile, mais pour des cas rares, afin de ne pas compromettre la dignité des jugemens. Si le juge est parent, s'il a eu des rapports tellement intimes avec l'une des parties, qu'on puisse justement le soupçonner, il y a lieu à récusation, cas rare encore, car il blesse la conscience du magistrat.

En matière criminelle, la procédure est plus grave. Le premier crime écrit qui se présente, c'est le faux; il faut prendre des précautions particulières. L'individu qui en accuse un autre de faux doit porter sa plainte en se déclarant partie civile; tout doit être employé pour rechercher et constater le crime: la comparaison des écritures, l'expertise; si le plaignant succombe, il peut être condamné à une amende parce qu'il a troublé la foi des conventions. Quand un crime a été commis, c'est au magistrat qu'il appartient d'informer d'office; il doit se livrer à la recherche de la vérité par tous les moyens qui sont en son pouvoir: l'enquête, la commission rogatoire, les interrogations. Il y a aussi un moyen religieux, c'est le monitoire; si l'auteur d'un crime reste inconnu, si toutes les recherches ont été impuissantes pour le découvrir, le juge peut ordonner au curé de la paroisse, et à son défaut au vicaire, de monter dans la chaire, et là, le prêtre doit lire le monitoire, et menacer tout témoin de l'attentat, tout catholique qui en a connaissance, des foudres de l'excommunication s'il ne se hâte de le révéler. Quand il y a preuves ou éléments suffisantes, le juge peut procéder à l'arrestation de l'inculpé, pourvu néanmoins qu'il soit interrogé dans les vingt-quatre heures; il peut ordonner sa détention dans la maison d'arrêt; le géolier le recevra. La justice doit au prisonnier le pain, l'eau et la paille; s'il vent manger de la viande, c'est à ses frais, et l'on observera néanmoins les abstinences du carême et des jours maigres, à moins de maladie. On ne peut mettre les fers aux

pieds et aux mains du prisonnier si ce n'est pour rébellion; quand il comparaitra devant le juge, il sera libre et sans liens, à moins d'ordonnance spéciale. Si le juge trouve de grandes preuves, et que l'accusé d'un crime capital (et là devra se borner toute la latitude) persiste à le nier, le juge pourra ordonner la question par l'eau seulement; on fera boire à l'accusé de l'eau chaude jusqu'à ce qu'il fasse des aveux. Lorsque la première pinte d'eau sera buë, on demandera à l'accusé s'il persiste dans ses dénégations, et ce n'est qu'alors que la seconde pinte lui sera donnée. Le juge est toujours maître de suspendre la question, s'il aperçoit que la vérité ne peut être connue.

Quand l'information est complète, on procède à l'arrêt; chaque juge doit voter individuellement; toute faveur est pour l'accusé. Les votans doivent signer l'un après l'autre l'arrêt de condamnation ou d'acquiescement, sous peine d'amende; la lecture se fait par le greffier de la Toirnelle à l'accusé dans sa prison, et l'exécution en est immédiate ou suspendue, selon la volonté de la chambre qui prononce l'arrêt. S'il s'agit de la mort, le condamné sera conduit au lieu du supplice accompagné d'un confesseur; il pourra être admis aux sacrements, à la discrétion du curé de la paroisse. S'il s'agit d'une femme enceinte, l'état de grossesse constaté, on doit suspendre l'exécution; l'enfant n'était point frappé pour le crime de sa mère, car il était conçu antérieurement à l'arrêt.

La procédure contre les contumaces se poursuivait dans les mêmes formes, mais avec plus de brièveté qu'à l'égard de l'accusé présent; on s'emparait provisoirement de ses biens, mais le roi ne pouvait disposer de son revenu, tant qu'il n'y avait pas confiscation définitive; le fisc n'avait qu'une détention provisoire; il ne pouvait conférer à des tiers les biens en séquestre. Si le contumax se constituait prisonnier, la jouissance de ses biens lui était immédiatement rendue; il y avait lieu à nouvelle instruction et instance. La réhabilitation peut avoir lieu après l'arrêt définitif, pourvu qu'il y ait preuve constante et avérée de l'innocence de l'accusé. Il y a terme pour toute poursuite, même lorsqu'il s'agit d'un crime; de là toutes les mesures de prescription; on ne peut éternellement menacer la liberté et la vie d'un homme. Un délai est fixé pour toutes les instances; si la poursuite n'a pas lieu, elle est périmée.

Telle est l'analyse succincte des principes posés par les deux grands codes de procédures, connus sous le titre générique d'*Ordonnances de Louis XIV*; ils forment avec l'*édit du commerce*

et de la marine, dont il sera plus tard question, un ensemble de lois qui demeure encore comme la source de notre législation moderne. La pénalité et les principes du droit civil ne sont pas modifiés par les codes de procédure; les ordonnances ne règlent que les formes; la pénalité demeure dans sa barbarie des quinzième et seizième siècles: on punit encore le sortilège, les incantations des masques et des sorciers. On place parmi les crimes irrémissibles, le sacrilège, et le roi lui-même se prive éternellement de le gracier pas plus que le viol, l'incendie et le duel. Les supplices n'ont rien perdu de leur sanglante cruauté; la pendaison est la mort ordinairement infligée aux coupables, si c'est pour le contrebandier, dans la montagne ou la forêt, afin que le éraquement des os, secoués par le vent, soient un mémorable exemple de la justice du roi. Quand le crime est atroce et que le parlement veut inspirer la terreur, il ordonne que le malheureux soit écartelé, roué, rompu vif; il a toute faculté arbitraire. Les parlements, en matière de supplice, possèdent la plénitude des juridictions; la Tournelle était souveraine, si bien qu'elle pouvait ordonner qu'on jetât du plomb fondu dans les artères de l'accusé. C'était un effroyable spectacle que l'agonie de ces misérables, et c'était pour eux une douceur que d'être condamnés seulement à être pendus et étranglés, puis leur cadavre brûlé et consumé. La décapitation était réservée aux gentilshommes, car le bourreau ne les touchait pas; déjà s'introduisait l'exécution militaire par les armes, comme juridiction de la maréchaussée et de l'armée.

Les ordonnances générales de Louis XIV ne trouvaient pas une facile exécution; comme elles s'appliquaient à tous les parlements, aux localités les plus diverses, elles devaient rencontrer l'obstacle des coutumes dans chaque province, et des habitudes surtout parmi les parlementaires et les praticiens. Ce ne fut pas la partie la moins active et la moins influente du règne de Louis XIV, que l'administration du chancelier Letellier; ses correspondances continues avec les parlements de provinces, ses lettres nombreuses aux intendants, constatent les immenses difficultés que les ordonnances rencontraient dans leur prescription. Les vieux parlementaires, tout ce qui tenait au barreau, à la basoche, ne comprenaient pas qu'on violât

les réglemens de la justice et les coutumes en exécution depuis des siècles: « Comment, disait-on, les arrêts de monsieur le premier président et des parlementaires réunis, n'ont plus force de lois en face des ordres du chancelier Letellier! » Ces plaintes se renouvellent partout dans les remontrances; une des grandes occupations des intendants fut de presser partout l'obéissance aux ordonnances du roi.

A Paris, elles furent plus facilement registrées et exécutées; le premier président Lamoignon ne s'était jamais opposé aux volontés du chancelier Letellier; homme de prudence extrême, le premier président savait bien qu'il ne fallait pas lacer la puissance souveraine. Dans sa douce retraite de Baille, alors que Boileau tout animé de sa gaieté de basoche, chantait les arrêts du premier président, à *plein verre exécutés* (1), M. Lamoignon recevait sans murmures les ordonnances sur les procédures civiles et criminelles, les juriconsultes s'empressaient déjà de les commenter et de les conférer avec la vieille législation; quelques-unes étaient à peine rendues, qu'il avait paru: « des livres ou commentaires des ordonnances comparées avec le vieux droit et les coutumes »; ces ouvrages de jurisprudence étaient destinés à la pratique du barreau, vivement inquisiteur sur la presque impossibilité où il se trouvait de mettre à exécution les nouveaux modes de procès devant les cours. Les vieux procureurs chicaniers, les clercs, les tabellions notaires, ne pouvaient plus vivre aux *dépens de leurs clients*, beau mot inventé du droit romain pour signaler que le pauvre plaideur avait un patron dans les procureurs et avocats, et qu'il ne pouvait sortir de leurs mains crochues qu'après opposition, tierce-opposition, *faux et lettres royaux*, comme l'avait si bien écrit Racine dans sa réjouissante comédie des *Plaideurs*. Il y eut désolation au palais; la basoche maudit les auteurs des ordonnances qui lui enlevaient la moitié de ses revenus. On déclama pendant longues années, sous les hauts piliers des Pas-Perdus, contre le chancelier Letellier et la tyrannie du roi; les vieux procureurs se rappre-

(1) On se souvient des froids couplets faits à Baille par Boileau, chez le premier président Lamoignon:

Que Baille me semble aimable
Quand des magistrats le plus grand,

T. I

Permet que Barchas à sa table

Soit notre premier président.

(2) Le commentaire de Bornier est le meilleur ouvrage de droit sur les ordonnances de Louis XIV.

quand le fermier ou maltôtier ne trouvait pas un paiement prompt, il ne s'épargnait pas les poursuites, jusqu'à ce point de faire vendre en Châtelet les meubles des pauvres héres, lesquels ne pouvaient pas toujours payer le prix de leurs cotes. Oh ! que les temps étaient changés depuis l'avènement du roi Louis XIV, alors qu'on annonçait que tous les traitans et fermiers qui vexaient la multitude seraient livrés à des cours de justice, comme le rapelaient les riantes et moqueuses caricatures affichées aux piliers du palais ! Loin de là, les fermiers étaient plus puissans que jamais ; on avait besoin de leur argent et de leurs prêts pour la guerre.

Comme expression de ces plaintes populaires, déjà commençant à circuler des vers clandestins, où l'on parlait en termes aigres des souffrances que le pays de France subissait sous Colbert (1). Le surintendant était devenu pour le peuple la personnification de la maltôte. Avec son infatigable activité, Colbert avait organisé tout le système des impôts réguliers et extraordinaires. C'est le surintendant qui avait divisé en deux grandes catégories le mode de perception de l'impôt, à savoir, la ferme et la régie ; la ferme avait l'avantage de permettre de fortes avances à l'épargne ; les fermiers s'obligeaient à verser le montant de leur bail à des époques déterminées ; quand un ministre avait besoin de certaines ressources pour faire une grande guerre, il s'adressait aux fermiers-généraux, et il était sûr de trouver des facilités de tout genre pour se procurer de l'argent. En échange, les fermiers-généraux demandaient un nouvel impôt, indiquaient les objets susceptibles d'un droit sur le pauvre peuple. La régie directe avait l'avantage d'être plus régulière, mais elle était d'une gestion moins facile ; elle faisait crier les marchands contre le roi (2).

Indépendamment de ces causes générales de mécontentemens populaires, l'esprit du calvinisme

menaçait aussi d'une insurrection favorable aux Hollandais ; les provinces huguenotes avaient été trop vivement châtiées sous le ministère de Richelieu, pour oser une tentative de sédition sans être fortement soutenues par l'étranger. L'esprit national n'était pas complètement formé encore : l'appel de l'étranger n'avait pas ce caractère odieux des temps modernes ; on était plutôt ecclésiastique que compatriote, et la patrie morale l'emportait sur la patrie matérielle, comme à toutes les époques de grande exaltation. La guerre de Hollande avait réveillé les sympathies religieuses ; les calvinistes de France n'eussent pas pris les armes pour se révolter, comme ils l'avaient fait sous Richelieu, mais ils auraient rattaché leur concours à une descente des troupes hollandaises, si les flottes des Pays-Bas avaient débarqué sur les côtes des corps assez considérables pour seconder la révolte armée. La levée du ban et de l'arrière-ban avait fortement remué les esprits, on était mécontent de ces réquisitions forcées d'hommes et de vivres, de ces tumultes d'armes et de recrutemens. La province était comme au pillage, on ne ménageait ni les cités ni les campagnes ; combien n'était-il pas facile de préparer ainsi un soulèvement que favorisait l'absence du roi ! Quand toutes les troupes étaient employées à l'étranger, la répression à l'intérieur devenait plus difficile.

Dans ces circonstances, deux sortes de négociations furent ouvertes par les ennemis dans les provinces de la France : l'Espagne, qui avait conservé les anciennes relations de la Ligne, et dont les agens étaient partout répandus, s'engagea à jeter des doublons aux gentilshommes de Normandie, de Bretagne (3), tandis que les États-Généraux de Hollande devaient trouver sympathie parmi les calvinistes de Guienne, Saintonge, jusqu'aux Cévennes ; l'argent ne fut point épargné, et dans le triste état où se trouvaient les peuples, c'était un bien grand allègement à leur misère que cet or que

*Augmentations résolues et ajoutées par le roi
le 15 mars 1675.*

Pour les fortifications des places du dedans . . .	1,100,000
A MM. de Brisac et de Salisbury . . .	400,000
Pour les bâtimens . . .	1,200,000
Pour la marine . . .	600,000
Pour les dépenses, etc. . .	500,000
Pour les achats de blés . . .	300,000
Pour l'augmentation du pain . . .	2,100,000

8,120,000

D'autre part . . . 86,332,000

Somme totale à payer pour l'année 1675. 92,452,000

- (1) J'ai souvenance
Des souffrances
Qu'a souffert
Paris sous Colbert.

(2) Très-humbles remontrances faites au roi, d'un style respectueux, burlesque, sérieux et de carnaval, par M. de Briand, écuyer, premier président en l'élection de Noët, concernant les concessions et les malversations commises par les financiers, partisans et traitans. Noët, ann. 1662, in-8°. — Fragmens d'une comédie intitulée : *Colbert enragé*, 1664 ; pièce en vers, et deux sonnets contre le même. Mss.

- (3) Archives de Simancas, out. B3a.

faisaient pleuvoir sur le paysan les négociateurs espagnols et les calvinistes de Hollande et d'Angleterre. Le chef de cette conjuration à l'intérieur fut le chevalier de Rohan, gentilhomme de grande famille, et dont la race se liait tout à la fois à la réformation et à la catholicité. Le chevalier de Rohan était seigneur d'un grand nombre de terres en Bretagne; long-temps à la cour de Louis XIV, il l'avait brusquement quittée; quelques-uns disent que les faveurs qu'il avait obtenues de M^{lle} de Thianges et de M^{me} de Montespan avaient irrité le roi contre lui. Les agents de l'Espagne et des Pays-Bas s'étaient hâtés de saisir ce moyen de fortifier un mouvement provincial contre le roi; le chevalier de Rohan était un chef tout trouvé, un homme d'un grand courage et d'une ambition démesurée, on pouvait se fier à lui dans ses résolutions contre la cour. N'était-il pas de la race des ducs de Bretagne (1)? Cette province de Bretagne, sous la ligne, n'avait-elle pas reconnu la domination absolue de l'Espagne, et salué son drapeau?

Le premier soulèvement devait avoir lieu en Normandie; quelques gentilshommes s'obligeaient à livrer le flanc et l'honneur à la flotte hollandaise; en même temps les Espagnols devaient débarquer en Bretagne, s'emparer de l'embouchure de la Loire; ces deux expéditions seconderaient les troubles de Guienne, province pleine encore de châtellenies féodales et indépendantes. Selon le projet des alliés, il fallait, pour en finir, porter la guerre au cœur de la monarchie même, et attaquer la France en France. Ces desseins furent dénoncés par les ambassades; la diplomatie était alors instruite; Louis XIV avait porté au plus haut point cet art d'investigation et d'examen d'une cour à l'égard de l'autre; on n'épargnait rien pour obtenir les secrets d'Etat.

Le maréchal de Créquy reçut l'ordre de se porter vers la Normandie; un autre corps de troupes nombreux se dirigea vers la Bretagne. Dans cette province, la guerre était dégénérée en véritable truanderie, le bas peuple avait pris les armes à Rennes, à Dinan, à Morlaix; on avait brûlé les bureaux de recettes et de péages sur les ponts; tout ce peuple avait pris pour grief l'impôt sur les tabacs, nouvelle invention de la fiscalité. Il n'eût pas été impossible que, dans cette effervescence, un Rohan, d'une ancienne famille bretonne, n'obtint l'ancien duché de Bretagne; c'était le plan des étrangers et

des huguenots. La cour y mit bon ordre, et le duc de Chaulnes, le gouverneur, parcourut la province avec dix mille hommes de troupes; sur quelques points il trouva de la résistance, sur d'autres il obtint une soumission absolue. Dans les circonstances périlleuses de guerre où l'on se trouvait, on fut obligé de ne point renoncer à la clémence; une amnistie fut accordée, la plupart des impôts abolis. Mais ce qui calma entièrement les esprits, ce fut le non-succès de l'expédition hollandaise qui devait débarquer dans la Loire; Ruyter fit de vains efforts, il ne put prendre terre.

Les projets du chevalier de Rohan avaient été livrés; des poursuites furent commencées; on avait le fil de la conjuration! Le chevalier fut traduit devant le parlement de Paris; la Tournelle instruisait criminellement pour le cas de lèse-majesté. Rohan appartenait à cette opinion de gentilshommes insipides et moqueurs qui, depuis Maudclere, avait paru de temps à autre en Bretagne; il avait ce charme de manières, cette persuasion de formes qui, au moyen âge, était souvent confondue avec la sorcellerie et les enchantemens, type du caractère de Faust dans les légendes et les vieilles chroniques. On convainquit le chevalier de Rohan en pleine Tournelle, non seulement du crime de lèse-majesté, mais encore de maléfices et séductions envers jeunes filles et femmes (2): peu lui avaient résisté; on croyait alors qu'il existait une sorte d'enchantement qui s'emparait des sens et de la chair d'une créature, et la livrait corps et âme à une autre; la parole et le souffle transmettaient une obéissance démoniaque, sorte de magie sensuelle, punie par les lois divines et humaines.

L'arrêt qui condamne le chevalier de Rohan à la décollation n'est publiquement motivé que sur le crime de lèse-majesté; ce n'est que dans les délibérations secrètes de la Tournelle que se trouve mentionné le crime d'incantation. Il n'y eut point de pitié pour le pauvre chevalier, il fut décapité en pleine place de Grève, en face du peuple. Louis XIV fut inexorable, soit que le conseil crût que dans les circonstances graves où se trouvait la monarchie il était nécessaire d'un exemple, soit, comme disent les Mémoires, qu'il y eût du ressentiment contre le chevalier de Rohan, qui avait obtenu les faveurs de M^{me} de Montespan et de Thianges. Il n'y a rien d'impudicable comme la jalousie quand elle se place dans la puissance: les passions de Louis XIV

(1) Tous les procès du parlement, faits aux grands du royaume, se trouvent avec les récépés des débats dans la collection des Mss. de la Bibliothèque du roi.

(2) Procédure manuscrite contre le chevalier de Rohan. Bibliothèque du roi.

étaient un peu orientales, ses maîtresses durent être sacrées pour ses courtisans. Une estampe contemporaine reproduit le supplice du chevalier de Rohan (1); on y déploie un grand appareil de force militaire; on voit qu'il s'agit d'un exemple qu'il faut donner à la noblesse. Depuis Richelieu, il n'y avait pas eu d'arrêt du parlement contre une maison puissante: un groupe de femmes éplorées se tient à l'écart; au fond du tableau quelques diables soufflent dans des baquets où se trouvent mêlés des cœurs et d'indécentes images. Il y a trois parties dans cette gravure: la procession du chevalier de Rohan, puis quand il monte sur l'échelle, enfin lorsque, décapité, sa tête roule sur l'échafaud.

Le supplice du chevalier ne comprima pas tous les mouvements de révolte; ils éclatèrent dans la Guienne avec une énergie non moins grande: peuple, parlement, bourgeois marchèrent à la sédition, qui avait pour prétexte l'impôt; le maréchal d'Albret entra dans Bordeaux avec douze mille hommes. Les privilèges de la ville lui furent enlevés; le parlement, qui était pour tout pays la force de justice, de gloire et d'antiquité, fut ôté à Bordeaux pour être transporté à Condom; on éleva contre la ville un de ces châteaux fortifiés que la royauté plaçait partout pour soutenir ses prérogatives. Bordeaux eut le Château-Trompette comme Marseille le fort Saint-Nicolas: l'esprit communal était ainsi réprimé par la force militaire. Dans le Béarn, la résistance plus longue obligea le conseil d'accorder des lettres d'abolition absolue, car le Béarn, voisin de l'Espagne, était exposé à l'invasion, et des *regimientos* de Castille, de Léon et d'Afrique étaient prêts à passer les Pyrénées. L'opinion calviniste, si puissante dans ces provinces, ne s'agita point; les huguenots attendaient les débarquements de Tromp et des Hollandais; c'est à ce moment que devait éclater l'organisation militaire des réformés; ils avaient peu de sympathie pour les populations catholiques. Les calvinistes ne procédaient pas par ces révoltes tumultueuses qui s'acharnaient sur l'impôt; leur organisation était plus formidable, elle agissait plus régulièrement; par cela seul qu'ils étaient petite minorité, les calvinistes s'entendaient d'un bout du royaume à l'autre; ils avaient des chefs, des organes avoués, ils formaient une véritable république dans l'Etat. Ils ne s'agitèrent point, parce que les catholiques les avaient en haine, tout

aussi bien que la maltôte. Dans plus d'une ville de Bretagne le peuple saccagea les temples avec les bureaux de recettes; de telles populations ne pouvaient s'entendre entre elles dans une commune révolte contre la royauté. Si Tromp et ses matelots puritains eussent débarqué, alors seulement les calvinistes se seraient montrés pour les recevoir.

Tandis que les provinces étaient ainsi agitées, Paris et la cour s'occupaient exclusivement des batailles du roi, de ses succès et de ses revers dans la guerre. Louis XIV avait entraîné à sa suite toute la fleur des gentilshommes; à moins d'être vieillard et infirme, il leur était impossible de rester à Versailles dans les bosquets odorans et fleuris, bercé sur les genoux des dames, lorsque la trompette de guerre se faisait partout entendre; courtisans, ducs et pairs, mousquetaires ou chevaliers-légers, tous étaient sous la tente du roi, dans l'armée de M. de Turenne ou du prince de Condé, de sorte que Versailles était triste comme s'il n'eût plus resté de noblesse en France; on ne rencontrait que dames et demoiselles seules, lisant lettres qu'on recevait des quartiers du roi, ou bien encore le *Mercurie galant* (2), qui se distribuait et se lisait tout haut au cercle de la reine. Ce *Mercurie* venait de paraitre, il était recherché avec une avidité encurieuse; son rédacteur, excellent journaliste, narrait tous les exploits des courtisans, toutes les blessures reçues, mêmes aux parties les plus secrètes, comme le dit Molière, et les demoiselles y retrouvaient le nom de leurs aventureux amans. Chaque jour de nouveaux deuillets venaient affliger la galante cour, et l'on apprenait la mort de quelques-uns de ces jeunes hommes qui s'en étaient allés à la gloire avec le roi: le *Mercurie galant* jetait ainsi l'éloge à tous. Ce bulletin officiel de la campagne faisait heureusement disparaitre avec le *Mercurie hollandais* (3), satire mordante et puritaine contre cette cour d'Assyriens et de Babyloniens, qui, selon le langage austère des ministres du saint Evangile, entouraient l'Assénus de la France. Le *Mercurie hollandais* était proscrit partout, mais plus d'une famille huguenote en faisait lecture en secret; on le répandait clandestinement de provinces en provinces; une traduction en était faite à l'usage du bas peuple, quoique la lecture fût punie des galères perpétuelles.

De temps à autre, Louis XIV arrivait à Versail-

(1) Collection des estampes. Bibliothèque royale, 1074.

(2) Le *Mercurie galant*, la plus curieuse collection d'histoire coupée et parsemée d'anecdotes, est rare-

ment complet. Une de mes joies d'écrit a été de m'en procurer un exemplaire.

(3) Le *Mercurie hollandais* paraissait par feuille, puis par volumes. La Haye, 1658 à 1688.

les; il y venait habituellement passer ses quartiers d'hiver. Alors c'étaient de nouvelles fêtes; de nombreux gentilshommes l'accompagnaient; on se dédoublait bien des privations que la guerre avait imposées. Versailles s'ornait de mille délices : « On avoit depuis peu embelli la grotte, comme se comptoit à le redire un bel esprit, de figures incomparables; on y voyoit un grand Apollon environné de plusieurs nymphes qui le couronnaient et lui lavoient les pieds et les mains. Ce merveilleux ouvrage est de M. Girardon et Renaudin. Dans deux niches qui sont aux côtés, on y a mis quatre chevaux du soleil qui semblent jeter du feu sans pouvoir être arrêtés par les puissans tritons qui les tiennent. On a encore placé dans cette grotte plusieurs autres belles figures de M. Batiste, sculpteur très-fameux. Je n'aurois jamais fait si je voulois vous parler des merveilles que les eaux produisent dans ce lieu délicieux; le sieur Denis les y a fait venir par des pompes et des aqueducs admirables; et M. de Francine leur fait faire des choses qui surpassent l'imagination, témoin le Marais, l'Arbre et le Mont-d'Eau, sans oublier le Théâtre, où les changemens de décoration d'eau y sont aussi fréquens que ceux des pièces de machines qui en sont les plus remplies, et l'on voit des parterres entiers très-beaux et très-fleuris, sous lesquels il y a des réservoirs d'eau. Les miracles que fait M. Nôtre (1) dans ces superbes jardins ne sont pas moins considérables; le grand nombre d'orangers plantés en fait foi, aussi bien que les grands arbres qui ont été transplantés pour élargir la grande allée, ce qui ne s'est encore jamais vu (2) »

C'est dans ce beau palais de Versailles que se donnaient toutes les grandes représentations lorsque Louis XIV quittait ses guerres; M^{re} de Montespan gouvernait absolument les sens et le cœur du monarque; elle l'avait même suivi quelque temps en Flandre; le sang des Mortemart ne craignait pas ce spectacle des batailles et la gloire des camps. Depuis que M. de Turenne avait mis à la mode les campagnes d'hiver, les campemens dans les glaces, le passage des Vosges au milieu des neiges, il n'y avait plus grand moyen de distractions; les temps de froidure n'étaient pas toujours l'époque des dures. Cet hiver pourtant l'on joua plusieurs

pièces à la cour, et parmi ces pièces, l'une, intitulée *le Mariage de Bacchus et d'Ariane* : « Les chansons, dit le *Mercur*, en ont paru fort agréables, et les vers en sont faits par ce fameux M. de Molière, dont le mérite est si connu. Elle est de l'auteur des *Amours du soleil*, qui firent tant de bruit l'année dernière, et qui cet hiver ont encore occupé le théâtre pendant deux mois. Je ne vous dirai rien à l'avantage de ces pièces, l'auteur est trop de mes amis, et les louanges que je lui donnerois seroient suspectes. L'autre pièce est une tragédie intitulée *Bajazet*, et qui passe pour un ouvrage admirable. Je crois que vous n'en douterez pas quand vous saurez que cet ouvrage est de M. Racine, puisqu'il ne part rien que d'élevé de la plume de cet illustre auteur. Le sujet de cette tragédie est ture, à ce que rapporte l'auteur dans sa préface (3). »

Cette magnificence qui se déployait à Versailles, le roi Louis XIV la portait partout, spécialement dans sa bonne ville de Paris. La grande fondation de cette époque fut l'établissement royal et militaire des Invalides. La pensée n'appartint pas exclusivement au siècle de Louis XIV; Henri IV et Louis XIII, après leurs grandes guerres, établirent aussi des asiles pour les soldats blessés, pour les braves soldats qui avaient long-temps servi aux batailles; les guerres si meurtrières de la Hollande ayant multiplié les blessures, Louis XIV dut ouvrir aux vieux soldats un plus vaste asile. Il y avait là également une pensée de police; la plupart de ces soldats mutilés vaguaient sur les grands chemins, commettant de grands désordres, on ne rencontrait sur sa route que des invalides, qui imposaient l'aumône du bout de leur escopette; les intendans leur payaient trois sols par jour pour toute retraite; et comme dit le mémoire sur la fondation de l'hôtel, ils prenaient le supplément en dettes et en pilleries. Le règlement des Invalides conserva aux vieux soldats une organisation toute militaire, ils durent se maintenir en discipline sous leurs officiers comme s'ils étaient sous le drapeau (4). L'on voit établir une retenue sur la solde des camps, et cette retenue fut appliquée à la dotation perpétuelle des Invalides. On leur assigna aussi un certain revenu sur les prises et naufrages; le roi fit le supplément de la dotation; la police de l'hôtel fut confiée à un gouverneur, doyen des maréchaux,

(1) Le *Mercur* écrit M. Nautre.

(2) *Mercur galant*, tom. 1, ann. 1672, édition in-18. Imprimé chez Claude Barbin, au Palais, sur le second perron de la Sainte-Chapelle. — *Foyez aussi* « Amenblement du roi pour son grand appartement de Ver-

sailles, fait par Simon Delobel. » *Mss.* vol. ent. 803 778.

(3) *Mercur galant*, tom. 1, ann. 1672.

(4) Le règlement pour les invalides est dans la grande collection des ordonnances de Louis XIV.

lequel devait avoir pouvoir absolu, quoique assisté d'un conseil choisi parmi les officiers. Les bâtimens des Invalides furent somptueux et jetés sur le mode des châteaux royaux mêmes, un pavillon du centre, deux vastes ailes, un dôme en forme de coupole, qui s'élevait jusqu'aux nuages; partout de merveilleuses peintures reproduisant les conquêtes du roi, des plans en reliefs des villes fortes de France, une nombreuse bibliothèque; tout à la fois la vie en commun et la vie solitaire; un jardin dessiné par Le Nôtre, une vaste cour encastrée comme au Louvre et au Carrousel; tout ce qui pouvait enfin désennuyer la vie militaire, quand on a passé ces premiers feux de la jeunesse qui embellissent d'or même les fatigues et les périls des batailles.

En même temps que Paris voyait s'élever l'hôtel des Invalides, M. le prévôt des marchands, échevins, d'après le vœu de M. Lafeuillade, posaient la première pierre de la place des victoires, qui prenait son nom des récents exploits de Louis XIV. Le maréchal avait l'intention, qui s'exécuta quelques années plus tard, d'élever au milieu de ces nouveaux hôtels magnifiques la statue héroïque du roi dans les attributs des empereurs romains; à ses pieds devaient être les nations enchaînées, pour exprimer la coalition vaincue. Il y eut aussi grande pompe dans une des cours des Tuileries; on y célébra un carrousel en l'honneur du roi, courtoise joute où tous se signalèrent sous les yeux du monarque et de la reine, qui distribuèrent les prix aux vainqueurs. Depuis ces nobles jeux, la cour des Tuileries porta le nom de *Carrousel* en commémoration.

Paris était sous l'intendance d'un lieutenant de police de grande valeur administrative, M. de La Reynie; non seulement la finesse et la sagacité de son esprit s'attachaient à la surveillance matérielle des rues, mais encore à l'extinction complète des crimes et vols dans la capitale. Sous l'administration de M. de La Reynie, les rues si sombres de Paris s'éclairèrent de magnifiques réverbères, ce qui ébahissait les bourgeois et permettait de parcourir les ruelles après le couvre-feu (1). Les rues du faubourg Saint-Germain, nommé le quartier neuf, étaient, par les ordres de Louis XIV, larges et bien percées; les quais étaient commencés sur une vaste échelle, les réglemens de police pour l'alignement ne permettaient plus des pâtés de maisons sans ordre, caractère du vieux Paris; tout était tiré au cordeau. Les guets et gardes se multi-

pliaient; quand M. de La Reynie et le commissaire Lamarre montaient à cheval avec leur large chapeau, la belle robe de la prévôté, ils étaient respectés de tous, et les voleurs craignaient le prévôt comme la peste, car monseigneur savait l'argot tout aussi bien que la langue des Bohèmes et les cantilènes des triands: les arrêts de M. le prévôt étaient exécutés au Châtelet et au parlement même, quoiqu'il réprimât souvent les écarts de M. de la basoche, gens turbulens qui tourmentaient les paisibles métiers dans leur états. La crainte qu'inspirait M. le prévôt était si grande, qu'on disait partout: « Dieu vous garde de damnation et des soupçons de La Reynie! »

Alors disparut successivement Paris municipal, la cité du moyen âge et ses antiques institutions. La ville aux rues étroites et tortueuses était liée au système de prévôté et d'échevinage; tout se tenait dans ces vieux temps! Le voisinage des maisons, le partage et les mauvais dîners des uns sur les autres, cette petite médisance, ce commérage de voisins qui n'était que la censure municipale! Quand il y avait des rues étroites, des fenêtres rapprochées, chacun se connaissait, se voyait, se touchait dans sa vie publique et privée, et cette existence commune était inhérente à l'esprit bourgeois. La vie isolée et inconnue dans de vastes rues devait, avec le temps, effacer l'amour de la cité; on n'était plus lié corps et âme à sa maison, à son clocher, à sa paroisse. Et c'est pourtant cette union mystique et touchante qui constitue le système municipal. Les larges rues, les vastes places, la séparation des maisons, la démolition successive de ces petits ponts suspendus aux quatrième et cinquième étages, qui unissaient les ménages, tous les enjolivemens des cités, affaiblirent le lien communal. Les habitans demeurèrent étrangers les uns aux autres; il y eut moins de mœurs, moins d'esprit d'union, parce qu'on se surveillait moins. Il fut nécessaire d'un plus grand gouvernement politique là où il n'exista plus d'administration de famille.

CHAPITRE XVII.

EXPÉDITION DE SICILE. — NOUVELLE CAMPAGNE D'ALLEMAGNE ET DE FLANDRE.

Révolte de Sicile. — Le duc de Vivonne. — Gouvernement des Français à Messine. — Combat des flottes de France et d'Espagne. — Campagne de

(1) Voyez l'admirable travail du commissaire de Lamarre sur la police de Paris. — Paris, 1690.

Catalogne. — Turenne en Allemagne. — Bataille d'Altenheim. — Mort de Turenne. — Résultat de la bataille. — Louis XIV et le prince d'Orange. — Caricatures. — Situation de la France.

1675 — 1677.

La monarchie espagnole possédait depuis deux siècles Naples et la Sicile en pleine souveraineté. Ces deux beaux royaumes obéissaient à des gouverneurs sous le titre de vice-rois ; c'est par ce système d'administration que, du fond de l'Escurial, les rois d'Espagne avaient cherché à mettre quelque unité politique dans leurs vastes possessions. Les soldats siciliens et napolitains servaient en Flandre ou dans la Franche-Comté, tandis que la Sicile et Naples obéissaient aux gardes wallones, aux blonds enfans des Pays-Bas. C'était le système de l'ancienne Rome et de ses légions éparses dans le monde. On a vu que Naples avait plusieurs fois tenté de secouer le joug depuis Mas-Aniello (1). Les retards qu'avaient éprouvés les secours d'armes et d'argent promis par la France, empêchèrent la séparation de ces États d'avec la monarchie espagnole. Sous Richelieu et Mazarin, il eût été facile de réveiller les prétentions de la vieille maison d'Anjou ; on le négligea : la situation lointaine de Naples, l'esprit léger de ses habitans, n'avaient pas permis de seconder efficacement leurs tentatives de séparation : ils rentrèrent sous la domination espagnole, mais en peuple plutôt vaincu par la force que soumis volontairement à un gouvernement national (2).

Dans l'été de l'année 1675, un mouvement populaire éclata contre les Espagnols à Messine : le territoire de la Sicile était partagé en grandes propriétés féodales qui obéissaient à des familles souveraines dans chaque district, Palerme, Céphal, Trapani, Girgenti, Syracuse : ces familles se disaient l'expression du vieux patriciat romain, mais la plupart de leurs noms indiquait une origine nor-

mande ou grecque du Bas-Empire. La Sicile avait une population bruyante, une multitude composée de pêcheurs, de Sarrazins et de juifs convertis ; ses villes, la plupart opulentes, se livraient à un commerce étendu ; les rivages de l'île n'étaient point sûrs ; c'étaient les filles de Sicile que les Algériens, les Tunisiens enlevaient sur les côtes pour pourvoir le sérail de Constantinople, et plus d'une de ces filles à la chevelure grecque, parées des attributs que les camées et les mosaïques donnent aux vierges de Naples, avaient été saisies par les corsaires aux fontaines du rivage, puis étaient devenues sultanes favorites, se souvenant encore des jours de leur enfance, de leur pauvre cahane de pêcheur (3). Messine, lieu de résidence du gouverneur, ville forte, s'était ébranlée sous la sédition. Les Messinois, dans ces journées de fêtes et de carnaval qui empiétaient de licence tous les divertissemens de l'Italie, avaient costumé en Pilate l'image de leur gouverneur, don Diégo de Féria, le petit-fils de ce don Diégo que le parti parlementaire avait aussi caricaturé au temps de la Ligne sous l'image d'un paon aux mille couleurs (4). Don Diégo avait voulu réprimer les Messinois, et ceux-ci l'avaient chassé de son propre palais ; le gouverneur se réfugia dans la forteresse de San-Salvador, tandis que les *regimientos* espagnols se préparaient à marcher sur Messine pour mettre les mutins à raison (5). Les idées d'indépendance et de république germaient au milieu de la Sicile ; des envoyés secrets quittèrent l'île pour se rendre à Versailles et demander des secours à Louis XIV. L'expérience avait délaissé le conseil du roi, on était en pleine guerre avec l'Espagne, c'était l'attaquer dans ses possessions que de soutenir les tentatives des Siciliens en révolte. Aussi six vaisseaux de guerre sous les ordres du chevalier Vallebelle reçurent ordre de se porter dans les mers de Sicile pour se mettre en communication avec les Messinois. Ces six vaisseaux escortaient des flûtes et navires chargés de munitions ; les Français s'emparèrent de San-Salvador, dès lors ils eurent un point de débarquement (6).

man 1^{re} ; elle était fille d'un pauvre marin, et fut prise, selon les historiens ottomans, au bord de la mer, où elle était assise jouant avec son jeune frère. On pourrait encore citer Bassa, sultane valide, mère de Méhémet III.

(4) Voyez tom. vi de mon *Histoire de la Ligne*.

(5) *Mercurio galant*, ad. ann. 1676. — Relation de ce qui s'est passé en Sicile depuis l'entrée de M. de Vivonne en 1675. Paris, Amsterdam et Venise, in-12.

(6) Archives de la Marine. — 1676.

(1) Richelieu, Mazarin, tom. iv.

(2) Relation des mouvemens de la ville de Messine, depuis 1671 jusqu'en 1675. — Paris, de la Caille, ann. 1675. — Lyon, ann. 1679, in-12.

Della congiura de i ministri del re di Spagna contra la fedelissima città di Messina, nell' anno 1671 et sequenti. Racconto historico di Columma, cavaliere messinese. — In Messina, anno 1676, in-4^o, 3 vol.

(3) Parmi les grandes sultanes ou sultanes valides nées en Sicile, on distingue Zuléma, mère de Soli-

A son tour la flotte d'Espagne vint se placer à l'entrée du phare de Messine, de sorte que Français et Siciliens furent bientôt réduits à la dernière extrémité. Ce fut dans ces circonstances que le duc de Vivonne reçut du conseil de Versailles la commission de vice-roi de Sicile, avec pleine et entière autorité comme le roi lui-même l'aurait exercée dans ses conquêtes. Le duc de Vivonne appartenait à la famille des Mortemart, car il était le frère de M^{me} de Montespan; comme toute cette race, il était fier, hautain, plein de loyauté et de courage, avec ce laisser-aller, cet abandon de plaisir et ce mépris profond pour tout ce qui n'était pas la cour. La protection de M^{me} de Montespan couvrait tous les défauts de son frère, défauts saillants dans un pays qu'il fallait maintenir par l'obéissance, en ménageant ses coutumes et ses préjugés mêmes. Le duc de Vivonne partit sur une grande escadre que commandait Duquesne; il inaugura son commandement par un succès décisif contre la flotte espagnole qui bloquait Messine : Duquesne et le maréchal de Vivonne soumirent successivement toutes les côtes, qui arborèrent le pavillon du roi (1).

Cependant la nomination du maréchal de Vivonne comme vice-roi de Sicile avait indiqué à ces populations que le bon secret de Louis XIV était moins de fournir un secours que de s'assurer la possession définitive de l'île. L'indépendance qu'on leur avait promise, était donc un vain leurre qu'on leur jetait pour les dominer plus facilement. Le caractère léger et moqueur des Français ne respectait pas assez la foi domestique. Le beau climat de Sicile avait enivré les sens de ces gentilshommes, la plupart du nord de la France; ils étaient à peu près

dans la même situation que les chevaliers normands lorsque l'insolence de la branche d'Anjou excita les Vêpres siciliennes. Le duc de Vivonne, plus léger encore que ses compagnons, passait sa vie à la plus gracieuse des toilettes, il se paillait depuis la tête jusqu'aux pieds. On n'entendait que le cliquetis des verres aux joyeux festins, le vin de Syracuse coulait à plein bord dans des vases antiques, dans ces belles amphores qu'on trouve ici, là, parmi les villes de Sicile; des courtisanes couronnées de fleurs s'asseyaient à des banquets qui commençaient au soleil couché et finissaient au soleil levant. Les Français enlevaient les femmes à leurs époux, les filles au toit paternel; on faisait des plaisanteries sur la surveillance des maris, et ce n'est pas capricieusement que Molière, qui suit toutes les phases de la société sous Louis XIV, personifie la noire jalousie dans les époux siciliens. C'était en vain que le roi recommandait dans ses instructions une extrême prudence au maréchal de Vivonne; c'était en vain qu'il lui disait qu'il fallait ménager jusqu'à la susceptibilité de ce peuple (2). Le vice-roi de Sicile passait des batailles aux plaisirs; la politique n'entraît pour rien dans son gouvernement; les Français ne voyaient qu'une question de force et de conquête. Dans cette situation, le roi reconnut qu'il était impossible de prendre possession définitive de la Sicile; en changer le gouverneur, c'eût été blesser M^{me} de Montespan. On garda l'île, dans le dessein de l'échanger en un prochain congrès, pour la faire entrer comme compensation à quelque indemnité territoriale; telle serait la cession, par exemple, de la Franche-Comté, qui arrondissait parfaitement le royaume de France (3).

(1) Voyez la *Vie de Duquesne*. Paris, ann. 1688.— Relation du combat donné entre les vaisseaux du roi, commandés par M. Duquesne, lieutenant-général des armées navales de Sa Majesté, et la flotte des Espagnols et des Hollandais, sous le commandement de l'amiral Ruyter. Paris, ann. 1676. in-4°.

(2) Les instructions manuscrites de M. de Vivonne se trouvent à la Bibliothèque royale.

(3) Voici au reste comment le roi s'expliquait sur la possession de la Sicile : « Manifeste concernant les affaires de Messine, publié en Italie au commencement du novembre 1678. »

« L'état déplorable où se trouvoit l'année dernière la ville de Messine, prête à retomber plus cruellement que jamais sous un joug que les violences des Espagnols lui avoient déjà rendu insupportable; le recours qu'eut cette ancienne et fameuse ville à la protection du roi, et la compassion qu'excita dans l'esprit de Sa Majesté la vue d'un grand peuple sur le point de périr, tant par

la rigueur d'une longue famine que par les supplices qui leur étoient préparés, portèrent Sa Majesté, plus encore par un mouvement de générosité que par l'intérêt d'une diversion importante contre l'Espagne, à ne pas abandonner de pauvres innocents opprimés, à qui il ne restoit d'espérance de salut que dans sa seule bonté. Les vaisseaux qu'elle donna ordre d'armer en Provence portèrent double secours à Messine; ils y firent cesser, par l'entrée des vivres qu'ils y conduisirent, le plus puissant de tous les maux dont elle étoit attaquée, et lui rendirent, par une victoire signalée, la liberté du port que les forces maritimes d'Espagne tenoient fermé depuis long-temps. De si grands bienfaits imprimèrent aux Messinois la reconnaissance qu'ils devoient à leur libérateur; ils eurent le pouvoir la lui mieux témoigner qu'en le choisissant pour maître, et ne pouvoient rien faire de si avantageux pour eux-mêmes que de s'assurer de la protection de la France, qu'ils venoient d'éprouver si puissante et si favorable. Ils

Une flotte, unie sous le double pavillon de la Hollande et de l'Espagne, s'était portée dans les mers de Sicile pour en ressaisir la conquête. Duquesne cingla vers cette flotte avec l'escadre de France, et là se donna encore une fois le magnifique spectacle d'un de ces combats de mer où des centaines de voiles s'entre-choquaient, galères à rames, vaisseaux de haut bord, aux larges poulaines et balcons dorés, flûtes de transport, frégates légères se heurtant par tribord et bas-bord. Ruyter, le vieux marin hollandais, y reçut le coup de la mort; Duquesne eut l'honneur de triompher des deux flottes ennemies; il put faire le tour de la Sicile, ravitailler Messine, et ce fut un bel aspect que cette rentrée des gentils-hommes qui tous avaient combattu vaillamment sur la flotte. On parcourut les rues de Messine aux flambeaux, on passa les jours et les nuits en fêtes, et le duc de Vivonne put écrire à M^{re} de Montespan « que si on avoit vaincu sur mer le Hollandois et l'Espagnol, on avoit vaincu sur le rivage plus d'une belle Sicilienne, non rigoriste au fait d'amour (1). »

Le système des campagnes de Louis XIV était d'attaquer l'Espagne partout. Aussi une autre expédition se dirigea-t-elle, sous le maréchal de Navailles, vers la Catalogne, province un peu turbulente, toujours prête à se séparer de la couronne d'Espagne pour défendre ses antiques *fueros*. Le maréchal de Navailles pénétra par le col de Perthus jusqu'à la petite ville de Figueras; les rivages fleuris du Ter furent forcés par les Français l'épée à la main. Cette campagne eut peu de résultats militaires; le maréchal n'avait pas assez de troupes, on se borna au siège de Figueras et de Gironne. Il y avait toujours dans la Catalogne un parti français; cette province ne se croyait pas complètement espagnole, elle avait des coutumes et des lois particulières, une fierté laborieuse, un besoin de liberté qui lui faisait défendre ses *fueros* comme son indépendance. Le maréchal de Navailles prit ses quartiers d'hiver à Gironne (2).

Toutes ces expéditions n'étaient qu'auxiliaires des grandes campagnes qui s'ouvraient dans l'Alle-

magne et dans les Pays-Bas : là se portaient les coups décisifs, qui seuls pouvaient amener une solution aux différends qui agitaient l'Europe. Turenne conservait le commandement de l'armée d'Allemagne; le roi conduisait encore en personne la guerre des Pays-Bas, et avec lui marchait le prince de Condé, destiné à l'avant-garde; ces armées devaient se tenir la main comme dans la campagne précédente, et faire tête, savoir, les troupes d'Allemagne à Montécuculli et aux Impériaux; l'armée des Pays-Bas au prince d'Orange avec les Hollandais et le contingent espagnol. Les Suédois, qui appuyaient la France, devaient faire diversion pour seconder l'armée du nord et les opérations du prince de Condé. Les alliés, qui avaient compris ce mouvement des Suédois, leur avaient opposé l'électeur de Brandebourg et les Danois, qui venaient de faire alliance avec les États-généraux de Hollande. Le combat de Rathenau avait forcé les braves auxiliaires de la France à la retraite, et l'électeur de Brandebourg put détacher dix mille hommes pour fortifier le corps de bataille du prince d'Orange.

L'armée impériale, que devait combattre le maréchal de Turenne, était composée de quarante-cinq mille hommes, qui se déployèrent sur le Rhin, indépendamment du camp volant du duc de Lorraine, qui avait placé sa ligne sur la Sarre. Le comte Montécuculli manœuvrait autour de Strasbourg pour passer le Rhin; Turenne l'avait passé à son tour à Altenheim. On s'escarmoucha de part et d'autre sans succès décisif; il y eut des engagements de cavalerie, et le comte Montécuculli simula une retraite pour engager Turenne jusqu'à un village de Sasbach; là les Impériaux s'y établirent, après avoir choisi le champ de bataille et offert le combat aux Français. Le maréchal de Turenne, avec son activité habituelle, fit ses dispositions; il monta sur une hauteur avec le marquis de Saint-Iliaire, lieutenant-général de l'artillerie, pour lui indiquer le lieu où il désirait qu'on dressât une batterie, lorsqu'il reçut un coup de canon au travers du corps, et tomba au champ d'honneur. Une gra-

supplément Sa Majesté de les recevoir au nombre de ses sujets, et elle voulut bien accepter, à leurs prières, les serments de fidélité qu'ils lui en prêtèrent, avec l'appellandement général de tout le peuple. »

(1) *Mercurie galant*, add ann. 1678.

(2) *Mercurie galant*, add ann. 1678. — Comparez avec le *Mercurie hollandais*, ann. 1675-1678. — Mémoires très-fidèles et très-exacts des expéditions militaires qui se sont faites en Allemagne, en Hollande et ail-

leurs, depuis 1664 jusqu'en 1678. Paris, ann. 1784, in-12, 2 vol. — Relation de ce qui s'est passé dans les armées du roi en Allemagne et en Flandres, depuis le commencement de 1675 jusqu'en 1678, avec les particularités du combat de M. de Créqui et du siège de Trèves. Cologne, ann. 1678, in-12. — Relation des guerres d'Allemagne, es années, 1675, 1676, 1677. Lyon, ann. 1677, in-12.

vure contemporaine reproduit cette triste scène; on y voit le boulet près d'atteindre Turenne à cheval; à ses côtés est le marquis de Saint-Hilaire, qui n'a plus que son tronçon de bras sanguinolent; il dit ces belles paroles à son fils: « Ce n'est pas moi qu'il faut pleurer, c'est cet homme dont la perte est irréparable (1). » Turenne avait bien rempli sa grande vie; il était né en septembre 1611, et par conséquent il atteignait sa soixante-quatrième année. Long-temps il professa la religion réformée, comme le chef de sa race, Henri de la Tour d'Auvergne, duc de Bouillon, prince souverain de Sedan; Sa mère était de la famille des Nassau; c'est à l'âge de cinquante ans que Turenne s'était converti au catholicisme, par suite d'une instruction sérieuse; Bossuet, avec sa parole puissante, avait été son instructeur; il appartenait au plus grand des orateurs d'enseigner le plus grand des capitaines; la pensée forte s'adressait au bras fier et haut. D'immenses honneurs funèbres furent rendus à Turenne; ses funérailles eurent cette magnificence que Louis XIV savait partout imprimer; les princes conquérans aiment ainsi à multiplier les honneurs sur une tête de guerre qui expire, parce que dans cette tête ils honorent l'armée qui meurt pour eux. Le tombeau de Turenne est reproduit sur mille gravures encore (2); le maréchal paraît sur le marbre agenouillé en face de la mort, squelette vêtu de blanc, et ce squelette, le sablier des heures à la main et sa faux fatale, semble prendre à mépris le monde. Dans une autre image, le maréchal, tout de marbre noir, couché sur un cénotaphe, est endormi comme les vieux barons du moyen âge, lesquels ne se réveilleront plus dans les cathédrales qu'au jugement dernier. Ces figures de la mort drapées de linéols apparaissant aux quatre coins

des tombeaux, vous regardant de leurs yeux creux, avec tous les symboles du néant, imprimaient aux monuments funèbres de cette époque une effrayante physionomie de poussière et d'humilité; et lorsqu'on jetait ces ossements en face des grands du monde, lorsqu'un orateur chrétien venait rapprocher les éblouissantes fortunes avec cette poussière, il inspirait dans tous les cœurs un sentiment d'humilité profonde et de pitié pour les vaines grandeurs de la vie (3).

La mort de Turenne changea l'aspect des batailles sur le Rhin; le commandement de cette armée fut confié au marquis de Vaubrun, le plus ancien des lieutenans-généraux; il monta à cheval, quoique blessé d'un coup de mousquet au pied, le comte de Lorges, neveu du vicomte de Turenne, lui disputa l'honneur de conduire les Français. Il fut résolu de repasser le Rhin et de se concentrer dans l'Alsace. Montécuculli, par une marche hardie, voulut couper toute retraite sur le pont de Strasbourg; la bonne contenance de l'infanterie française permit à l'armée de se retirer paisiblement derrière le Rhin. Dans ce combat de retraite, le duc de Vendôme fit ses premières armes; jamais les Français n'avaient montré une plus admirable ardeur: ils voulaient venger Turenne. A dix-huit ans, le duc de Vendôme fut ainsi baptisé d'un coup de mousquet qui lui traversa la cuisse. Le maréchal de Créquy vint prendre le commandement de l'armée du Rhin. Cette armée éprouva un grand échec; le maréchal fut livré en quelque sorte prisonnier aux ennemis; la bataille fut perdue, ainsi que Trèves, qui tomba au pouvoir de Montécuculli. Condé se rendit sur-le-champ en Alsace pour rétablir l'ordre et remplacer le maréchal de Turenne; sans cette résolution prompte, une portion des frontières de

(1) Quand le roi apprit cette mort, il s'écria : « Hélas! nous perdons tout aujourd'hui : M. de Turenne est mort! » *Mercur galant*, ad ann. 1675. *Foyes*, pour la gravure, le cabinet des estampes, Bibliothèque royale, à l'année 1675.

(2) *Foyes* encore la collection des estampes, ann. 1675-1676.

(3) *Stances sur la mort de Turenne*, 1676. Turenne a son tombeau parmi ceux de nos rois, C'est le fruit glorieux de ses fameux exploits; On a voulu par-là couronner sa vaillance, Afin qu'aux siècles à venir On ne fit point de différence Da porter la couronne ou de la soutenir.

Prosopopée de Turenne.

Qui que tu sois, arrête au tombeau d'un vainqueur

Dont le bras arrêta si long-temps tout l'Empire : Veux-tu savoir son nom, ses exploits, sa valeur, Sa gloire, ses combats, sa mort, son lit d'honneur, Son éloge, son rang? Turenne c'est tout dire. Après ce coup fatal, la victoire est en deuil; C'est ici que la parque étale avec orgueil Dans l'ombre de la paix le héros de la guerre. Un foudre foudroyé, Mars lui-même au cercueil, Un prince immortel mort, et Turenne par terre. Mais ces titres sont vains, son nom seul les comprend, Et ces mots de héros, de Mars, de conquérant N'expriment pas assez ce fameux capitaine; Tout ce qu'on en peut dire ou penser de plus grand, Est moindre que ce prince, et dit moins que Turenne.

Vie du vicomte de Turenne, par Dubuisson; voyez aussi celle de Ramséy, ainsi que celles des abbés Raguenet et Pérau, ann. 1675.

France se trouvait menacée par les alliés (1).

En Flandre, le maréchal de Luxembourg prenait le commandement de l'armée sous le roi ; cette armée était opposée au prince d'Orange. Il n'y avait de progrès réels ni de part ni d'autre ; on ne s'occupait que de sièges, de stratégie, de petits mouvements, dans lesquels on évitait de grandes affaires ; le roi fit le siège de Huy, le duc d'Enghien celui de Limbourg ; puis on entra en quartiers d'hiver, et Louis XIV s'en revenait à Versailles. Prendre des villes était alors le principal but d'une campagne ; on ne procédait pas par batailles décisives, rarement on exposait de grandes masses ; lorsqu'à chaque campagne on avait conquis une ou deux villes fortifiées, le vainqueur était content, les gentilshommes s'en revenaient glorieux. Cette année on assiégea Condé ; le roi envahit le pays de Liège, le duc d'Orléans attaqua Bouhain : on aurait pu livrer bataille ; mais Louis XIV n'aimait pas ces actions décisives qui en finissent avec une campagne. A Bouhain, l'occasion était belle : les deux armées française et orangiste campaient dans une vaste plaine, chacune avec un bois sur sa droite. Le roi de France évita le combat, il ne voulait point ainsi compromettre les destinées de la campagne. Rien de plus ennuyeux que la manière dont Louis XIV vint à la guerre pendant ces cinq ou six années d'hostilité ; il paraissait sous la tente, deux, trois mois ; puis il s'en revenait en toute hâte à Versailles, reparaissait encore au camp pour s'en retourner au plus vite. Comment expliquer cette conduite militaire ? Le roi n'aimait pas faire la guerre en personne, il préférait les travaux de Versailles aux fatigues des combats ; il prenait le commandement en chef, moins pour conduire les troupes que pour faire taire mille jalousies, qui sans cela eussent éclaté entre les maréchaux, même parmi les simples gentilshommes qui commandaient une ou deux compagnies. La présence du roi pouvait seule apaiser ces différends ; une parole du prince suffisait pour donner des récompenses et calmer les rivalités. Il y

en avait de toute espèce, jalousies de naissance ou d'ancienneté ; si le roi n'avait pas été présent, comment accorder dans l'armée des Pays-Bas le duc d'Orléans et le prince de Condé, les maréchaux de Luxembourg, de Créquy ou d'Humières ? Le roi venait donc au camp moins pour combattre que pour régier et diriger les gentilshommes (2).

Il n'en était pas de même du prince d'Orange ; il était soldat et capitaine dans toute l'étendue du mot ; Guillaume avait besoin de vaincre pour justifier sa nouvelle élection au stathouderat ; tous les partis avaient les yeux sur lui. Les Etats-Généraux, en lui accordant le pouvoir, lui avaient donné mission de le défendre ; le succès était une invariable condition. Aussi Guillaume d'Orange se montra-t-il infatigable dans cette campagne de Flandre ; il était partout de sa personne, il offrait sa vie à bon marché, car lorsqu'on veut être fondateur d'un pouvoir ou d'une dynastie, il ne faut pas marchander avec les périls. La campagne de Flandre fit le plus grand honneur au prince d'Orange ; il avait en face de lui le prince de Condé, assez bon capitaine pour qu'on hésitât à se mesurer avec lui. Ce fut le véritable rival du prince d'Orange. Louis XIV ne prit qu'une part d'observation et d'encouragements aux opérations militaires. A la fin de cette campagne, Guillaume conquit presque partout l'offensive ; il fit en personne le siège de Maëstricht (3) ; les Français se tinrent sur la défensive dans les Pays-Bas comme dans l'Alsace ; ils se placèrent dans de bons retranchements, de manière à se mettre parfaitement à couvert. On négociait alors, et les plénipotentiaires à Nimègue cherchaient à rapprocher les grands Etats, trop long-temps agités par les guerres.

Durant les quatre années de batailles et de sièges, toutes les formes d'éloges furent épuisées pour Louis XIV ; apparaissait-il au camp, les poètes rappelaient les dieux et les demi-dieux, le Jupiter et le Mars des batailles ; on eut des oracles de la Sibylle, des prédictions surhumaines pour attester

(1) *Mercurie galant*, ad ann. 1676.

(2) Le roi donnait lui-même tant qu'il pouvait l'exemple de l'obéissance. Il disait au prince de Condé : « Mon cousin, je ne suis que volontaire en votre armée, et cela étant ainsi, je ne permettrai pas que mon général campe dans la plaine pensant que je serai dans une maison. » *Mercurie de France*, ann. 1676.

(3) Il existe une gravure sur la levée du siège de Maëstricht par le prince d'Orange, en août 1676. On y lit au bas : « La honteuse fuite du prince d'Orange devant la ville de Maëstricht, par une précipitation si

extraordinaire qu'il a été obligé d'abandonner une partie de son canon, et l'autre partie qu'il a fait jeter dans la Meuse avec le débris de toute son armée. A l'approche des troupes du roi commandées par les maréchaux de Schomberg et d'Humières. » — *Foyes la lettre du marquis de Louvois au maréchal d'Humières sur le projet du siège de Gand*, du 4 février 1678. Cette lettre passe pour le chef-d'œuvre d'habileté du marquis de Louvois en matière d'opérations de guerre. Bibliothèque royale, collection de Fontanieu, cot. p. 79. et vol. cot. 404, 495.

la grande gloire du roi (1) : « Quel peuple et quels rois pourraient-ils résister aux foudres de Louis ? »

En même temps les plus moqueuses caricatures poursuivaient l'Espagnol, comme sous la Ligne; puis encore le Hollandais, l'Allemand, tout ce qui s'opposait aux gloires de Louis XIV; veuillez-vous lire « le Chapelet de l'Espagnol, pesant et à gros grains », vous trouverez que chaque jour défilait un de ces gros grains, qui est une ville flamande : « N'est-ce pas de catholicité que ce faux dévot se pique ? Le voilà pourtant qui défend des Etats hérétiques; mais son grand chapelet chaque jour se défile (2). » Et les alliés n'étaient pas plus épargnés que les Espagnols : « ils étoient, disait-on, trois têtes dans un bonnet; mais quelles têtes et quels hommes ! Tous trois sont montés sur maigres haridelles, et en cet état ne font-ils pas plutôt pitié que peur ? Quels sont donc ces vaillans champions ? où peuvent-ils avoir pris cette belle monture qui ressemble à Bayard des quatre fils d'Aymond ? C'étaient les trois alliés; l'Allemand les tenait at-

tachés, et l'Espagnol n'était assis que sur une fesse (3). »

L'Espagnol manquait-il de prendre Gaud, ou se moquait « de l'hidalgo sans gant, qu'un gentilhomme français portait au bout de sa pique; tandis que les Wallons et le Castillan le cherchent à grand renfort de besicles et de lanternes. Le Français emporte le gant au bout de son épée; l'Espagnol a beau faire, il ne l'aura jamais, si la paix ne le lui rend (4). » Venez voir aussi madame la Hollande à l'article de la mort : « elle est âgée de plus de cent ans, et le pauvre lion de Belgique est fortement malade aussi ! Qu'en dites-vous, monsieur le Suédois ? elle ne la fera pas longue; et vous, monsieur le Danois ? je regarde la langue, elle est pleine de chancre; et vous, grand Espagnol ? il faut lui donner un confortant, je cours chez un confesseur; quait à nous, Français, nous croyons madame la Hollande trop remplée, il lui faut une évacuation (5). »

A ces caricatures la Hollande opposait les

Que l'Allemand, qui tient les deux autres liés,
L'assure que lui seul leur veut sauver la vie ?

L'Espagnol, néanmoins, se plaint de sa promesse,
Et jure que dans peu on le verra périr,
Si quelque autre que lui ne le vient secourir,
Ne pouvant résister assis sur une fesse.

(4) Caricature contre les Espagnols sur la prise de Gaud : « L'Espagnol sans Gand. » On voit un Français portant au bout de sa pique un gant, tandis que deux Espagnols le cherchent avec soin, à grand renfort de besicles et de lanternes :

Charles, qui dans son Gand se vantoit de pouvoir
Enfermer tout Paris, seroit surpris de voir
Que le Français l'emporte au bout de son épée;
L'Espagnol a beau faire, avec le soin qu'il prend,
Sa peine à le chercher est en vain occupée;
Il ne l'aura jamais, si la paix ne lui rend.

(5) Caricature contre la Hollande. — La comtesse de Hollande à l'article de la mort, âgée de cent ans ou environ. — Une vieille femme est étendue dans un lit, ayant à ses pieds le lion de Belgique presque mort, le prince d'Orange à ses côtés, et environnée de cinq médecins. — Le Suédois lui tâte le pouls, et dit qu'elle ne la fera pas longue. — Le Danois lui regarde la langue et dit qu'elle est pleine de chancre. — L'Espagnol lui ordonne un confortatif pendant que l'on trouvera un confesseur pour lui ordonner de faire restitution. — Le Français, qui la trouve trop remplée, lui ordonne de grandes évacuations, souvent répétées. — L'Anglais dit, quoiqu'elle soit fort âgée, qu'un vomitif lui sera très-salubre. — La malade dit au prince d'Orange : « Je ne puis faire testament; ren-

(1) Les Oracles de la Sibylle française par les nombres mystérieux des Pythagoriciens sur les heureux succès des armes de Louis-le-Grand, dans les années 1670, 1677 et 1679. » *Mss. cot. n° 8371/2.*

(2) En 1678 les caricatures contre les Espagnols recommencèrent. Dans l'une d'elles, « le Chapelet de l'Espagnol qui se défile », on voit un hidalgo, l'oir piteux, ayant à la main un chapelet à gros grains, sur chacun desquels est inscrit le nom d'une ville flamande; mais plusieurs déjà sont à terre, et plusieurs autres sont sur le point de se défilier; on lit les vers suivants :

De catholicité ce faux dévot se pique;
Mais depuis qu'il défend un Etat hérétique,
On le peut bien nommer catholique à gros grain;
Son volet l'avertit, par un soin inutile,
Que son grand chapelet tous les jours se défile;
Il n'y peut donner ordre, et c'est là son chagrin.

(3) Une autre caricature contre les alliés : « Trois têtes dans un bonnet », figure en effet trois hommes tous éclopés, dont les trois têtes assez hideuses sont placées sous un seul bonnet de forme espagnole. Tous trois sont montés sur une haridelle qui paraît n'avoir que le souffle : l'un d'eux s'écrie :

En nous voyant, n'ayez frayeur,
Nous faisons plus pitié que peur.
Chacun va demandant qui sont ces champions
Qui sont si différens de mine et de posture,
Où ils peuvent avoir pris cette belle monture
Qui ressemble Bayard des quatre fils Emond.
Un qui les connoît bien dit à la compagnie :
Quoi ! ne voyez-vous pas que tous trois alliés,

pamphlets, les peintures bizarres avec cet art merveilleux et original qu'imprimait l'école flamande. Si les productions austères et puritaines des calvinistes reproduisaient Louis XIV sous l'aspect le plus hideux, avec les mœurs de Sodome et de Gomorrhe, si elles montraient les Français accablés de toutes les malédictions de l'ancien et du nouveau Testament, l'école flamande, plus spirituelle et plus mordante, caricaturait Louis XIV, le représentait sous les traits d'une femme coiffée comme M^{me} de Montespan, avec une belle queue de paon au derrière; un peuple affamé entourait son trône brisé en mille pièces. Les profusions du roi de France, le malheur des provinces, tout était représenté en images gravées à La Haye ou à Amsterdam, lesquelles circulaient partout en Allemagne, comme les caricatures anti-papales au temps de Luther (1); et ces pamphlets de l'école hollandaise ne disaient que faiblement encore la situation financière de la France, pressurée par l'impôt. Toutes les prévisions de dépenses avaient été dépassées pour ces années de batailles. On peut en trouver un témoignage dans le projet original du budget de l'année 1677 (2), époque de la guerre la plus vive, la plus générale. Le projet arrêté par Colbert ne s'élevait qu'à 97,632,000 fr.

dez à César ce qui lui appartient, et tâche de garder mon comté. »

(1) Voyez la grande collection des estampes de la Bibliothèque du roi, ann. 1672 à 1688.

(2) VOUS VÊLEZ LE PROJET DES DÉPENSES DE L'ÉTAT, 1678.

De la main de Colbert.

Projet de 1677.

	De la main du roi. Dépenses effectives.	
Maisons royales. 8,500,000	8,800,000	8,000,000
Augmentation p ^r l'armée . 300,000		
Compt. du roi. 1,000,000	1,450,429	1,500,000
Bâtimens . 2,400,000	2,791,405	3,000,000
Lignes suisses. 300,000	300,000	300,000
Garnisons . 2,800,000	2,800,000	2,800,000
Étapes . 4,000,000	5,000,000	5,000,000
Pain de mun. 6,000,000	6,000,000	6,500,000
Extraordinaire des guerres. 46,600,000	51,567,008	48,000,000
Gratifications aux officiers des troupes. 1,000,000	1,000,000	1,000,000
Marine . 6,000,000	8,632,868	8,000,000
Galères . 2,000,000	2,373,170	2,400,000
Fortifications du dedans		
A reporter :	80,900,000	80,724,960

les dépenses effectuées avaient dépassés 111 millions. Et dans ce calcul les articles qui appelaient la plus large augmentation étaient les étapes, portées de 4 millions à 5; l'extraordinaire des guerres, porté de 46 millions à 51; la marine, s'élevant de 6 jusqu'à près de 9 millions, et les fortifications, également augmentées de 1 million; les prévisions de Colbert pour 1678 allégeaient le projet de dépenses de près de 6 millions; mais pour arriver à ce résultat il fallait la paix immédiate; seule elle permettait l'abaissement d'un état militaire porté à plus de cent mille hommes, sans compter les auxiliaires, et quarante mille matelots sur les vaisseaux du roi. Une continuation de guerre eût été désastreuse; la France n'en pouvait plus, et l'Europe elle-même, fatiguée des batailles, attendait la solution de toutes les difficultés diplomatiques alors agitées au congrès de Nimègue.

CHAPITRE XVIII.

CONGRÈS DE NIMÈGUE. — OPÉRATIONS MILITAIRES. — PAIX GÉNÉRALE.

Histoire du congrès. — Médiation suédoise. — Médiation anglaise. — Tentatives d'un congrès à

De la main de Colbert.

Projet de 1677.

De la main du roi. Dépenses effectives.

Report . . .	80,900,000	80,724,960	80,500,000
du royaume. 2,800,000	2,842,418	2,400,000	
Ouvr. du canal. .	566,666	»	»
Ambassades . 500,000	500,000	500,000	
La Bastille. . 100,000	100,000	100,000	
Pensions, gages du cons.	2,712,000	2,712,000	2,712,000
Appointemens des maréch. de France et autres . .	520,000	520,000	520,000
Ordonnan. de comptant . 2,000,000	2,000,000	2,000,000	
Subs. étrang. 8,000,000	6,000,000	8,000,000	
Acquits-paens 200,000	200,000	200,000	
Ponts et chauss. 100,000	100,000	100,000	
Pavé de Paris. 100,000	100,000	100,000	
Remboursem. intér. d'avanc. et frais de recouvrem. 600,000	1,451,881	1,000,000	
Deniers payés par ordonn. et voyages . 800,000	800,000	1,000,000	
Totaux . .	97,632,000	110,680,506	103,432,000

Breda. — Fixation de ce congrès à Nimègue. — Plénipotentiaires. — Question de prérogatives. — Propositions de la France, de la Hollande, de l'Espagne et de l'Empire. — Campagne pendant le congrès. — L'Angleterre se déclare pour la coalition. — Mariage du prince d'Orange. — Négociations séparées avec la Hollande, avec l'Espagne. — Traité définitif avec les puissances. — Résultat territorial de la paix de Nimègue.

1676 — 1678.

Le congrès de Nimègue est un des actes les plus importants de la diplomatie; cette habitude des congrès était née au seizième siècle, époque des grandes guerres et des bouleversements de territoires et d'opinions. Les ministres des cours avaient à se voir, à se pénétrer les uns les autres, dans des discussions partielles ou générales; presque tous ces diplomates étaient des hommes habiles ou supérieurs, qui déployaient dans les notes écrites et dans les discussions actives une capacité peu commune. Les congrès avaient l'avantage de mettre toutes les prétentions en présence; ils avaient peu de résultats, tant qu'une des puissances prétendait à la monarchie universelle. Mais à mesure qu'elles s'égalisaient mutuellement, les congrès devenaient un théâtre sur lequel l'habileté de chaque négociateur s'exerçait. C'était là que l'on décidait un ennemi à passer à l'état de neutre, un neutre à devenir allié; des fonds considérables étaient destinés aux ministres plénipotentiaires; les budgets secrets de Louis XIV (1) en font foi; on employait tour à tour l'adresse, les menaces, la corruption même, et la paix longuement préparée n'était signée souvent qu'après deux ou trois années de discussions.

Le congrès de Cologne s'était dissous à la suite de l'enlèvement du prince de Furstemberg; l'Europe avait rompu volontairement des négociations qui n'étaient pas suffisamment préparées par les résultats décisifs d'une campagne. L'enlèvement d'un des plénipotentiaires ne fut qu'un prétexte pour en finir avec des embarras que chaque cabinet soulevait dans la marche des négociations. Il est des temps où les idées de paix sont repoussées comme importunes; les puissances veulent s'essayer dans

les batailles, et, pleines d'énergie, elles n'ont pas éprouvé encore ces échecs qui préparent et commandent les idées de modération. La Suède offrait encore en vain sa médiation armée; bien qu'elle se fût dessinée pour la France en se portant sur le duché de Braubourgn, néanmoins elle se croyait appelée à reprendre son influence par le triomphe des sentiments modérés; le baron de Sparre exposait l'importance d'une nouvelle réunion d'un congrès; selon lui, « ce qui s'était passé à Cologne ne devait pas empêcher les plénipotentiaires de renouer des négociations nécessaires pour tous, car la guerre continuait depuis cinq ans avec des succès variés; il y avait une terrible effusion de sang, et au milieu des partis en lutte, nul ne pouvait se vanter d'un résultat décisif. La Suède insistait d'autant plus sur la question de médiation, qu'alliée de la France, elle savait que cette puissance avait un immense besoin de paix : depuis cinq ans des sacrifices inouïs avaient été faits, les peuples murmuraient hautement, plusieurs provinces de France étaient en pleine révolte; la noblesse suivait le roi avec dévouement, mais elle était ruinée, ses plus braves enfans mouraient sur le champ de bataille. La paix sembloit être une nécessité pour une nation qui avait fait tant de sacrifices (2). »

Ce même besoin se faisait sentir pour la Hollande; c'était contre les États-Généraux que la guerre avait commencé; la Hollande payait tous les subsides des grandes puissances; si les richesses du commerce d'Amsterdam étaient immenses, depuis le commencement de la guerre, les impôts avaient été doublés; on avait fait partout des emprunts forcés ou volontaires; le patriotisme avait des bornes, et l'on ne pouvait indéfiniment imposer la bourgeoisie républicaine de La Haye et de Rotterdam. L'Espagne, sans éprouver cette même nécessité d'une paix immédiate, était sous l'empire d'une régence molle et sans énergie; tout ce qui l'obligeait à une décision, à un système de guerre continue, devait avoir une bien faible popularité dans le conseil de Castille; on devait désirer la paix au moins tant qu'en France; la monarchie espagnole était arrivée à ces époques de découragement et de décadence qui ne permettent plus un mouvement énergique (3).

(1) Voyez les dépêches de Louis XIV et de M. de Pomponne, manuscrit, vol. coté 450-464.

(2) Note du baron de Sparre. Voyez les six volumes contenant les négociations de la paix de Nimègue. Bibliot. du roi, mss. de Colbert, vol. cot. 459 à 464.

(3) « Réflexions curieuses et précautions nécessaires

sur les raisons et moyens qui peuvent servir à la paix générale, par un Français désintéressé. » Villefranche. chez Charles de La Vérité, ann. 1676, in-12. — Eutrope curieux touchant les plus secrètes affaires de plusieurs cours de l'Europe, avec une clef. Cologne ann. 1674, in-16.

Il n'en était pas de même de l'Empire : là la guerre était populaire parmi tous les pauvres princes d'Allemagne, qui recevaient de bons subsides des Etats-Généraux de Hollande ; lèrre noblesse, elle avait besoin des combats pour ensuite joyeusement passer la vie dans ses vieux châteaux des sept montagnes, en vidant ses larges tonnes de vin du Rhin et de la Moselle. Il y avait un an à peine que l'Empire était entré dans la coalition ; de grandes espérances entouraient Montécuculli, qui déployait sa capacité militaire en Allemagne. On était dans l'enivrement des premiers succès sur le Rhin ; on rêvait une invasion en Champagne, comme au temps des reîtres et des lansquenets. Turcotte n'existait plus ; quel général de renommée la France pourrait-elle désormais opposer aux armées impériales ? Il y avait donc peu de désir de paix en Allemagne ; on avait des chances nombreuses de succès, et on voulait en profiter (1).

L'Angleterre, après sa séparation de l'alliance de France, offrit aussi sa médiation comme la Suède, mais il y avait ici deux opinions bien distinctes. Les sentimens personnels du roi Charles II étaient toujours pour l'alliance de France, ou au moins pour une médiation bienveillante qui, en résultat, se serait tournée au profit de Louis XIV ; les traités de mutuelle garantie entre Charles II et le roi de France pour le triomphe de la prérogative royale avaient une grande force dans l'esprit des deux monarques, mais ce résultat ne pouvait naître que d'une intelligence parfaite dans les questions de paix et de guerre. Ce n'était pas ainsi que les communes voyaient les affaires diplomatiques ; la nation anglaise était tout entière destinée pour la Hollande ; les sympathies existaient d'autant plus fortes pour les Etats-Généraux, que le parlement n'ignorait pas que le premier résultat de l'alliance avec la France serait le triomphe absolu des prérogatives de la couronne, si puissamment soutenues par Louis XIV. Il y avait alors antipathie prononcée contre ce prince ; le parlement, dans chaque adresse, poussait Charles II (2) à un rapprochement

de libertés et d'intérêts avec les Provinces-Unies contre la France ; ce rapprochement venait d'être sanctionné par le mariage du prince d'Orange et de la fille du duc d'York ; le stadhouderat s'unissait ainsi à la couronne d'Angleterre ; la république aristocratique des barons anglais s'appuyait désormais sur la démocratie bourgeoise de la Hollande. Plus tard cette conformité de foi religieuse et d'idées politiques produisit la révolution de 1688 et le triomphe du parlement sur la prérogative féodale des Stuarts.

Dans cette situation des cabinets, ayant tout à la fois des intérêts de paix et de guerre, il n'était pas impossible pourtant d'amener un traité. Les deux parties principales dans la querelle, la Hollande et la France, étaient fatiguées ; les auxiliaires seuls pouvaient les pousser aux hostilités ; mais si les Etats-Généraux ne fournissaient plus de subsides, que pourraient faire les armées impériales ? Est-ce que l'Allemagne, pauvre et féodale, leverait ses régimens sans paye ? La Suède marcherait-elle sans l'aide de la France ? Il était évident que si les deux cabinets spécialement intéressés, Louis XIV et les Etats-Généraux, appelaient la paix de leurs vœux, les autres puissances devaient tôt ou tard accéder à cette volonté déterminante ; la Hollande avait plus d'argent à elle seule que tous ses auxiliaires ; si elle fermait ses tonnes pleines d'or, il n'y aurait plus d'armée permanente chez les alliés. A toutes les époques, la puissance qui paie les subsides reste prépondérante et maîtresse dans les questions de paix et de guerre.

Quelques difficultés surgissaient sur la réunion d'un congrès : l'enlèvement du prince de Furstenberg avait fait un profond effet dans le corps diplomatique ; la prérogative des ambassadeurs avait été là méconnue ; pouvait-on se fier encore aux privilèges municipaux d'une ville impériale, lorsque les troupes de l'empereur avaient enlevé en pleine assemblée un des plénipotentiaires ? La France déclarait en conséquence « qu'elle ne voulait accepter aucune ville libre de l'Empire pour le lieu

(1) « Moyens de réduire la France à un état plus chrétien pour le bien de l'Europe, ann. 1670, in-12. — Mauvaise foi et violences de la France. Villefranche, 1677, in-12. — Le pot aux roses des François découvert. » Cologne, ann. 1677, in-12.

(2) Charles II répondit que « vouloir lui imposer telle ou telle alliance, c'était faire brèche à son droit si essentiel à la couronne, qu'on n'y avait jamais donné aucune atteinte que pendant les guerres civiles. Que ce n'était pas au parlement à lui prescrire quelles alliances, et encore moins avec qui il en devait faire ;

qu'il sembloit que ce fût avec leur permission, plutôt qu'à leur sollicitation, qu'il dût s'y engager. Que les princes étrangers auroient sujet de douter si la souveraineté résidoit en sa personne, et de refuser à l'avenir de traiter avec un roi qui n'en auroit que le seul nom. En un mot, qu'il ne pourroit souffrir qu'on attentât à un droit auquel aucune sorte de considération ne le feroit jamais renoncer, puisqu'il était le fondement de la couronne. » Acte du parlement, ad ann. 1675. — Voyez aussi le pamphlet, « L'Europe esclave, si l'Angleterre ne rompt ses fers. » Cologne, ann. 1677, in-12.

de la tenue d'un congrès, et afin qu'on ne pût pas lui imputer de retarder par de futiles motifs une mesure de paix, la France offroit d'indiquer Breda, cité hollandaise, qu'on neutraliserait jusqu'à dix lieues de son enceinte, afin que les immunités diplomatiques fussent observées dans leur sens le plus absolu. » La France, en donnant cette marque de confiance aux Etats-Généraux, avait un but; c'était de les séparer de la coalition, afin de traiter particulièrement avec la Hollande. Breda ne fût point agréé, et l'on choisit d'un commun accord Nimègue, ville tout à la fois d'origine allemande et flamande; par sa position elle offroit de plus grandes facilités aux plénipotentiaires germaniques. La ville fut également neutralisée, et les plénipotentiaires purent s'y rendre dans le mois de décembre⁽¹⁾, afin de hâter les conclusions d'une paix qui devenait impérieuse pour quelques-uns des Etats engagés dans les hostilités.

Le roi désigna pour les conférences de la paix à Nimègue le duc de Vitry, et en son remplacement, le maréchal d'Estrades, MM. de Colbert et de Mesmes comte d'Avaux, de cette famille de négociateurs au règne de Henri IV et de Louis XIII. Les plénipotentiaires désignés par les autres puissances furent, à savoir : pour l'Angleterre, qui voulait jouer le rôle de médiatrice, lord Barclay; pour les Etats-Généraux, Jean Jenskins; pour la Suède, le comte d'Oxenstierna; pour l'Allemagne, le comte de Kinsky, pour l'Espagne, don Pedro Runquillo. Tous ces ambassadeurs, désignés par les cours, n'arrivèrent que successivement à Nimègue. S'il y avait un désir vague de négociations, toutes les puissances n'étaient pas également pressées; plusieurs voulaient attendre les résultats des opérations militaires. Les conférences de Nimègue n'étaient pour quelques-uns des cabinets consultés, qu'un moyen de témoigner à la Hollande qu'ils avaient comme elle un désir de désarmer, et tout cela afin qu'on leur continuât les subsides de guerre.

(1) Pièces manuscrites du congrès de Nimègue. Bibliothèque du roi, mss. de Colbert, n° 459 à 484.

(2) Voici l'analyse d'une note qui démontre tout le désir qu'avait la France d'en finir avec les négociateurs : « Les plénipotentiaires français ne pouvaient comprendre, vu l'état présent des choses et les intérêts de la plus grande partie des princes qui étoient engagés dans la guerre, qu'ils la voulaient continuer avec tant de désavantage, sur des espérances qui n'avoient pas beaucoup de fondement. La Hollande, disoient-ils, n'avoit rien à gagner, et perdoit beaucoup par les dépenses excessives qu'elle étoit obligée de faire. L'empereur se voyoit bien effectivement au plus haut point

ou voit, dès le commencement du congrès, tout le besoin qu'avait la France d'une paix immédiate; ses plénipotentiaires se hâtent de se rendre à Nimègue, ils y arrivent les premiers, ils n'élèvent presque aucune difficulté sur les formes, qui avaient été presque toujours pour la France un moyen de temporiser; les ambassadeurs du roi ne traitent plus avec le ton impératif du commandement, la seule opposition qu'ils élèvent est relative aux qualités souveraines du duc de Lorraine, et encore ne s'arrêtent-ils qu'un moment; ils admettent ce que les médiateurs imposent à ce sujet. Par contraire, les ambassadeurs d'Espagne et de l'Empire n'arrivent que lentement au congrès, ils se ralentissent en chemin sous mille prétextes; tantôt c'est la goutte, tantôt une question de privilèges, de titres et de prérogatives. En diplomatie, cela signifie qu'on a peu de presse d'en finir avec des négociations, et qu'on attend quelque événement décisif pour leur donner une couleur parfaitement dessinée (2).

En effet, la campagne de 1676 s'était ouverte pour la France sous des auspices peu favorables, la mort de Turenne avait fait une vive et triste impression sur ses armées; le découragement était partout. En Allemagne, le maréchal duc de Luxembourg avait relevé un peu la gloire des drapeaux fleurdelisés; le duc de Créquy avait envahi le comté de Montbéliard, tandis que le roi et Condé assiégeaient quelques places dans les Pays-Bas; mais en résultat, la campagne n'était pas bonne; les Français avaient presque toujours été sur la défensive. Moutécenli avait remporté plusieurs avantages décisifs; la ligne du Rhin était menacée, tandis que l'électeur de Brandebourg repoussait les Suédois qui venaient sur le champ de bataille porter secours à la France, en exécution des traités de subsides. D'un autre côté, les alliés connaissaient la situation véritable des esprits en Angleterre; Charles II était passé de l'alliance intime avec Louis XIV

de sa grandeur, par l'établissement de son autorité reconnue dans tout l'Empire; mais il n'y avait presque plus moyen de faire trouver des quartiers d'hiver aux troupes impériales; et la plupart des princes d'Allemagne étoient si las et si incoummodes de la guerre, qu'il étoit à craindre que l'empereur ne s'en vît abandonné au besoin. L'Espagne avoit presque toutes les puissances de l'Europe dans ses intérêts, et ne pouvoit jamais s'en promettre un pareil secours dans mille autres conjonctures; mais elle n'en recevoit pas, selon eux, un grand avantage pour cela, puisque la France lui enlevait ses meilleures places en Flandre. » (Pièce originale, 459, 464.)

à la neutralité, ce qui ne satisfaisait pas les mécontents et les hains du parlement et de la nation ; les puritains, les *dissenter* appelaient une déclaration de guerre contre Louis XIV, seul moyen d'en finir avec cette monarchie universelle et catholique qui les menaçait. Des plénipotentiaires secrets étaient envoyés de La Haye, de Vienne et de Madrid, afin de pousser les rois à cette déclaration ; le Danemark avait donné l'exemple et s'était joint, par une déclaration solennelle, à la coalition (1). Il se faisait donc un grand retour contre la monarchie universelle de Louis XIV, naguère la France marchait ayant derrière elle toute l'Europe dans son alliance, ou au moins gardant sa neutralité ; en ce moment, au contraire, l'Europe se tournait entière contre Louis XIV. Ces réactions sont fréquentes en politique ; tout ce qui viole et domine l'indépendance des souverainetés, affaiblit précisément le pouvoir qui l'emploie. Quand on a brisé les circonscriptions territoriales, les lois de démarcations des peuples, il se forme une réaction de toutes les souverainetés déclarées contre le pouvoir tyrannique qui les opprime.

Dès l'instant que toutes les grandes puissances se réunissaient ainsi contre la monarchie de Louis XIV, les négociations changeaient de nature. Dans l'origine, la question était purement hollandaise ; l'invasion des Pays-Bas l'avait soulevée ; c'était pour arrêter les conquêtes de Louis XIV au nord de sa monarchie que les cabinets avaient pris les armes. Maintenant les succès avaient agrandi les prétentions ; la question cessait d'être exclusivement hollandaise ; chaque puissance révélait ses griefs ; l'Empire prenait la haute main, l'Espagne venait en seconde ligne, la Hollande n'était plus qu'un prétexte dans les négociations, qui se plaçaient sur un plus vaste théâtre. Dès lors la diplomatie habile du cabinet de Versailles pouvait séparer les Etats-Généraux de la coalition, et en leur accordant quelques avantages, traiter avec eux spécialement ; la légation française n'avait-elle pas facilement représenter

aux Etats-Généraux que les alliés suivaient une politique égoïste, en dehors des intérêts de la Hollande ? Ne pouvait-on pas traiter séparément d'eux par une convention particulière ? La Hollande fournissait les subsides ; dès l'instant qu'on en tarirait la source, les armemens ne pourraient plus se continuer sur une échelle aussi étendue ; l'Allemagne, pauvre, n'enverrait plus cent mille hommes sous les armes pour faire campagne au-delà du Rhin. M. de Pomponne eut donc mission de bien exposer à la Hollande l'intérêt qu'elle avait de traiter séparément avec le roi ; ce n'était plus pour elle qu'on combattait, mais pour les intérêts germaniques et espagnols : pourquoi dès lors se refuserait-elle à un rapprochement utile avec la France (2) ?

Dès les mécontentements des Etats-Généraux envers la coalition se manifestent à Nimègue ; les plénipotentiaires de la Hollande déclarent « qu'ils ne s'expliquent pas les retards qu'éprouvent les négociations, d'autant plus qu'ils sont certains que la France ne désire pas autre chose que d'entamer une prompte et honorable négociation, et que si les Etats-Généraux voyaient une certaine mauvaise volonté de la part des cabinets de Vienne et de Madrid, ils seraient forcés de refuser les subsides, parce que si la Hollande a désiré une guerre juste pour la défense de ses droits et de son propre territoire, elle ne veut pas soutenir une guerre de conquêtes et d'ambition (3). » Les plénipotentiaires faisaient entendre qu'au cas de refus du traité, la Hollande cesserait les hostilités contre la France, et s'arrangerait séparément avec elle. Ces menaces firent une grande impression sur les plénipotentiaires ; tous les retards qu'on avait jusqu'alors imposés eurent leur terme, chaque puissance exposa ses griefs et développa ses prétentions ; la neutralité de Nimègue, jusque-là contestée, fut admise ; on l'étendit à quelques lieues de son territoire ; les ambassadeurs se livrèrent avec plus ou moins d'activité à des conférences décisives.

Ce fut un brillant spectacle alors que Nimègue :

(1) Voici la déclaration de Louis XIV contre le Danemark : « De par le roi, Sa Majesté sachant qu'au préjudice du traité de paix signé à Copenhague, en l'année 1660, entre la Suède et le Danemark, de l'exécution duquel Sa Majesté fit la garantie, le roi de Danemark n'a pas laissé d'attaquer et de faire la guerre au roi de Suède, sans que de sa part il ait aucunement contrevenu audit traité de paix, ni que les offices amiables que Sa Majesté a fait faire par son ambassadeur auprès du roi de Danemark pour prévenir cette guerre l'aient pu empêcher ; Sa Majesté, estimant qu'il y va de sa gloire de ne pas souffrir une

telle contravention audit traité, ni qu'un prince avec qui elle est en paix et allié soit ainsi attaqué par ledit roi de Danemark sans s'en ressentir ; Sa Majesté, pour les raisons et conditions susdites, a déclaré et déclare par la présente, signée de sa main, avoir arrêté et résolu de faire la guerre au roi de Danemark, tant par mer que par terre. » (Extrait de la déclaration datée de Versailles, le 28 août 1676.)

(2) Note de M. de Pomponne, mss. Colbert, vol. 6211 à 62112.

(3) Note des plénipotentiaires hollandais, ann. 1676.

chaque plénipotentiaire déployait le luxe de sa cour, on ne voyait que fêtes, que galas et spectacles. Colbert, qui était le chef de la légation française, reçut l'ordre du roi d'éblouir par tout le faste de sa maison les négociateurs espagnols et allemands ; trois cents chevaux de main, des voitures toutes d'or, à gîaces de Venise, des centaines de cavaliers d'ambassade, distinguaient partout la légation de France ; chaque semaine on dépensait trente mille écus en seuls frais de représentation, sans compter encore les présens intimes qu'on employait pour connaître le secret de toutes les légations. C'était une des grandes habiletés de Louis XIV ; il y avait bon nombre de pensionnaires sur les fonds attribués aux affaires étrangères ; tantôt c'était un conseiller ou second secrétaire rétribué pour révéler les secrets de la légation ; tantôt l'ambassadeur lui-même ou quelque ministre influent qui recevait des dons annuels sur les fonds spéciaux régis par le roi, et qui s'élevaient annuellement à près de 1,500 mille livres⁽¹⁾.

Les notes, les réclamations des puissances réunies au congrès de Nimègue existent encore en original. Toutes, en quelque sorte, sont dirigées contre la France ; l'Empereur demandait restitution des places prises par le roi depuis vingt ans, et indemnité pour tous les dommages soufferts⁽²⁾. L'Espagne voulait qu'on discutât sur les bases posées en 1665, et par conséquent elle exigeait la restitution des places de guerre, puis encore des munitions et de l'artillerie⁽³⁾. Les Danois appelaient aussi une pleine et entière indemnité, et leurs réclamations territoriales s'adressaient spécialement à la Suède⁽⁴⁾. La Hollande voulait qu'on lui restituât Maastricht, et le prince d'Orange sa belle princi-

pauté sur le Rhône avec ses villes aux tours papales, et ses riches campagnes. L'électeur de Brandebourg demandait également indemnité, le duc de Lorraine la restitution de ses domaines⁽⁵⁾. Au fond, on voulait ramener la situation politique et territoriale à l'état où elle se trouvait à l'avènement de Louis XIV à la couronne.

La France répondait à chacun de ces griefs en particulier : par rapport à l'Allemagne, elle ne demandait que l'exécution religieuse du traité de Westphalie, traité solennel qui avait réglé le droit public de l'Europe ; au roi d'Espagne, elle répondait que « ce n'étoit pas Sa Majesté Très-Chrétienne qui avoit brisé le traité d'Aix-la-Chapelle » ; l'Espagne ayant ainsi violé elle-même la foi des conventions antérieures, on ne pouvait prendre d'autres bases que l'*uti possidetis*, c'est-à-dire l'état des conquêtes actuelles. Au Danemarck on opposait le traité de Copenhague de 1660 dans lequel la France avoit été partie ; il n'y avoit pas lieu à indemnité toutes les fois qu'un cabinet prenait les armes spontanément sans qu'il y eût de part et d'autre une violation de la foi promise⁽⁶⁾. A l'égard de la Hollande, que la France voulait ménager, les plénipotentiaires se montrèrent plus accommodans ; on leur déclarait que le roi étoit prêt à recevoir toutes les propositions qui pourraient lui être faites séparément par les Etats, même pour un traité de commerce. Les plénipotentiaires français se refusant à reconnaître la qualité du duc de Lorraine, et opposaient à l'électeur de Brandebourg le texte du traité de Westphalie, dont le cabinet de Versailles demandait l'exécution pour toute l'Allemagne.

Dans cette situation des choses, tout dépendait

de sûreté pour l'avenir. » (Note originale.)

(6) « L'Espagne ayant attaqué la France contre la justice et la foi du traité d'Aix-la-Chapelle, Sa Majesté Très-Chrétienne demande que toutes choses demeurent en l'état que le sort des armes les a mises. »

« Sa Majesté Très-Chrétienne n'a déclaré la guerre au roi de Danemarck que parce qu'on préjudice du traité de Copenhague, ledit roi avoit attaqué la Suède ; Sa Majesté Très-Chrétienne est prête à faire cesser la guerre de sa part, pourvu que ledit traité soit rétabli et respecté. »

« La France n'ayant jamais ri-n tant désiré que la religieuse observation du traité de Westphalie, elle verroit avec plaisir que l'Allemagne fût redevable une seconde fois à l'observation de ces mêmes traités du rétablissement de son repos. » (Réponses de la France aux demandes des plénipotentiaires étrangers, nos. Colliert, volumes 439 à 404.)

(1) Budget du comptant du roi. déjà cité.

(2) « Le roi et le royaume de France restitueront à l'empereur, à l'Empire et aux autres alliés, tout ce qui leur a été pris, et ils seront indemnisés de tous les dommages soufferts. » (Note des plénipotentiaires de l'Empire.)

(3) « Sa Majesté Catholique demande la restitution de ce qui a été pris dans les royaumes d'Espagne depuis 1665 ; toutes les ruines, démolitions et incendies devront être réparés. » (Note originale.)

(4) « La France doit à Sa Majesté le roi de Danemarck une pleine et entière satisfaction, ainsi que le remboursement de tous les frais de la guerre. » (Note originale.)

(5) « Son Altesse l'électeur de Brandebourg demande une indemnité pour les dommages que les troupes françaises ont faits dans ses Etats pendant le cours de la guerre ; et de plus, que la France lui donne toute sorte

des chances diverses de la guerre, des résultats décisifs de la campagne militaire. Ce qui caractérisait la situation, c'est qu'aucune des puissances n'avait voulu suspendre les hostilités, même en négociant avec le plus d'activité; on traitait en pleine guerre, parce qu'espérant que le résultat définitif lui serait favorable, chacun désirait faire valoir des prétentions plus fortes en vertu des succès de la guerre. Tout bulletin de victoires ou de défaites donnait la mesure des réclamations; on se montrait plus ou moins exigeant, à raison du succès obtenu la veille. Il est rare que ces sortes de conférences aient un résultat favorable à une paix générale et permanente. Les alliés voyaient leurs forces grandir; Charles II avait vainement opposé une vive résistance à son parlement; les Communes avaient imposé la guerre contre la France (1); la déclaration en arriva au congrès de Nimègue, et plaça naturellement la France dans une condition de faiblesse et d'infériorité. Quelques jours après on annonça le mariage du prince d'Orange et de la fille aînée du duc d'York, laquelle pouvait être appelée à la couronne protestante d'Angleterre; dès lors le pouvoir royal de Charles II ne pouvait plus rien pour l'alliance avec la France. L'Angleterre, de l'état de neutre, passait à la coalition; elle se déclarait hostile au cabinet de Versailles; elle mettait à la disposition des confédérés ses escadres formidables et les subsides de son parlement.

A ce moment, par un coup d'habileté diplomatique, la France obtenait que les Etats-Généraux se séparassent de la coalition de l'Europe; j'ai énuméré les motifs qui portaient la Hollande à traiter séparément. M. de Pomponne, avec une grande puissance de raison, exposait en outre aux Etats-Généraux « combien il serait dangereux pour eux de laisser l'autorité du prince d'Orange s'établir et se fonder sur l'alliance anglaise; ne serait-ce pas là la perte de leurs libertés? le stathouderat n'absorberait-il pas le pouvoir des Etats, l'indépendance de leurs délibérations et de leurs votes? Ce mariage avec une princesse d'Angleterre ne signalait-il pas le désir d'établir en Hollande une monarchie au lieu et place de la vieille république

(1) Louis XIV envoya le duc de Créquy en ambassade auprès du roi d'Angleterre; il était porteur d'une lettre dans laquelle le roi mandait : « Quo quoique les facilités qu'il apportoit à la paix n'en avançaient pas la conclusion, il vouloit bien néanmoins, au milieu des prospérités dont le ciel le comblait, consentir à une trêve générale pourvu que le roi de Suède se trouvât dans les mêmes sentimens. Et comme il ne pouvoit avoir un libre commerce avec ce prince, il prioit le roi

marehande? » Ces motifs furent très-développés dans plusieurs notes que présentèrent successivement les plénipotentiaires au congrès de Nimègue (2). Dès ce moment des conférences séparées s'engagèrent entre les Hollandais et les ambassadeurs de France à Nimègue; les alliés cherchèrent bien à les empêcher, mais les intérêts des parties contractantes étaient pour la paix; également désirée à Versailles et à La Haye, cette paix fut signée dans le mois d'août à des conditions qui témoignaient tout l'intérêt que mettait le roi Louis XIV à en finir immédiatement avec la coalition; l'uti possidetis était admis, et comme le roi avait évacué toutes les conquêtes de la Hollande, il s'ensuivait que les Etats-Généraux ne perdaient rien. La France s'engageait à rendre Maëstricht, cette place de guerre qui avait coûté tant d'efforts, un siège si long et si meurtrier; on ne se payait aucune indemnité de part et d'autre. Les frais de guerre restaient à la charge de chacune des parties; le roi restituait au prince d'Orange tous les comtés et possessions qu'il pouvait avoir en France par origine de famille, droit de conquête et d'héritage (3), la noble et belle principauté du Rhône avec ses châteaux, ses arcs de triomphe, vestiges de Rome impériale.

Cet traité partiel brisait la coalition; il n'y avait plus un faisceau de forces réunies contre la monarchie de Louis XIV; les plénipotentiaires des alliés à Nimègue sentirent dès lors qu'il fallait se hâter de signer la paix séparément afin de trouver chacun de meilleures conditions. L'Espagne fut la première à entrer dans cette voie; elle avait beaucoup souffert de la guerre, elle n'avait pas de forces suffisantes pour continuer long-temps des hostilités qui dévoraient son trésor et ses régimens de batailles. La paix fut signée le 17 septembre à des conditions avantageuses pour la France, car l'Espagne lui céda le comté de Bourgogne, et de plus Valenciennes, Bonchain, Cambrai, Aire, Saint-Omer, Maubeuge, Dinan et Charlemont (4). Ces cessions territoriales étaient une large indemnité pour la guerre, et c'est dans ces stipulations que se montra spécialement toute l'habileté des négoc-

d'Angleterre d'en savoir les intentions; ne doutant pas qu'il ne fût bien persuadé du véritable désir qu'il avoit de seconder les bons offices de sa médiation, et de contribuer même à la paix générale de tout son pouvoir, quelque avantage qu'il eût lieu d'attendre de ses armes. » (Pièce originale.)

(2) Mss. de Colbert, vol. cot. 450 à 464.

(3) Recueil de Martens, ad ann. 1678.

(4) Recueil de Martens, tom. iv, ad ann. 1678.

ciateurs français. S'il y avait eu un traité commun, les puissances eussent sans doute stipulé en se garantissant mutuellement l'intégralité de leurs possessions; ici au contraire on pouvait imposer la loi, puisqu'on brisait les forces simultanées. Louis XIV s'indemnisait de ses grands sacrifices militaires par la réunion effective d'une ligne fortifiée au nord et à l'est. Au temps de ses prospérités, l'Espagne eût fait vingt ans la guerre pour céder une place; dans les conférences de Nimègue, il suffit d'une ou deux campagnes pour lui faire abandonner des provinces riches et fortes, et cela parce qu'elle traitait dans toute sa faiblesse individuelle; l'Espagne était soumise au règne juvénile de Charles II, roi de dix-sept ans. Puis il arrive des époques fatales où les États en complète décadence, s'affaiblissent et se perdent sans que rien puisse arrêter leur ruine.

Vint ensuite le traité avec l'empereur; il fut signé avec répugnance, mais l'Allemagne ne pouvait pas lutter seule contre Louis XIV, et dès que les plénipotentiaires espagnols eurent apposé leur scel aux conditions de Nimègue, il fallut bien également adhérer à la paix générale. Les maréchaux de Luxembourg et de Créquy venaient d'ailleurs de remporter quelques avantages sur les impériaux⁽¹⁾, et des troubles fomentés par la France éclataient en Hongrie; Tékéli, à la tête d'une brave noblesse, osait proclamer l'indépendance de la nation hongroise; l'empereur avait besoin de porter là ses forces; la paix avec la France était devenue dès lors une impérieuse nécessité. Le traité stipulait la cession complète de Philipsbourg, restitué par Louis XIV à l'empire, qui en échange cédait Fribourg à la France; on rétablissait le duc de Lorraine dans la pleine possession de son duché, sauf la ville de Nancy qui demeurait réunie au domaine de la couronne; Toul devenait la capitale des ducs de Lorraine. Les hautes parties contractantes renonçaient mutuellement à réclamer toutes les dépenses faites durant la guerre, et par suite, des traités séparés étaient conclus avec tous les États de second ordre, lesquels avaient pris part à la grande lutte qui venait de s'accomplir⁽²⁾.

En récapitulant tous les événements depuis l'invasion de la Hollande par Louis XIV jusqu'à la paix de Nimègue qui met fin à cette guerre, on aperçoit des caractères généraux et des faits significatifs dans l'histoire militaire et diplomatique.

Louis XIV commence la campagne avec des armées considérables et les alliances de presque toute l'Europe; il obtient des succès rapides; de fortes places s'abaissent devant lui; il touche La Haye et Amsterdam. A ce moment l'Europe se ravise. L'Espagne d'abord devient menaçante et arme; l'Empire après l'Espagne; la Hollande répand avec habileté les subsides, elle intrigue surtout en Angleterre, et bientôt le cabinet de Londres lui-même, échappant à l'alliance intime de la France, devient neutre d'abord, puis déclare la guerre. Ainsi l'Europe marche actuellement contre Louis XIV, qui n'a plus pour appui que les Suédois; et tous ces faits diplomatiques se développent au milieu des chances diverses des batailles. Les campagnes ne furent pas toujours heureuses pour la France, les succès furent bien variés; mais par cela seul que les armées du roi furent conduites sous une même direction, les avantages leur restèrent en définitive. La faiblesse des coalitions résulte de ce qu'elles marchent rarement unies; les armées d'Espagne, d'Allemagne et de Hollande ne se prêtèrent jamais franchement la main. L'habileté de la diplomatie française fit le reste; elle eut d'abord pour principe de ne jamais consentir à une suspension d'armes; le congrès de Nimègue se continua au milieu des hostilités; et pourquoi? C'est que ces hostilités avaient lieu sur un territoire en dehors de la France; elles étaient à la charge de l'étranger. Il y avait aussi avantage pour le cabinet de Versailles à frapper des coups décisifs, tantôt sur une armée, tantôt sur une autre, de manière à favoriser les traités séparés avec chacune des puissances présentes aux conférences; la capacité des plénipotentiaires français s'empara des moindres circonstances, excita les passions et les intérêts. Quand ils furent maîtres d'un traité avec la Hollande, ils dominèrent facilement l'Espagne et abaissèrent l'Empire. Le congrès de Nimègue me paraît le plus haut effort de la diplomatie en France, car les ambassadeurs obtinrent d'admirables résultats, au milieu pourtant des chances diverses et des accidents très-variés de la guerre. Le plus beau succès en diplomatie n'est pas d'obtenir des traités par la victoire, mais d'assurer des avantages à un État qui n'a pas toujours en pour lui les chances de batailles; le règne de Louis XIV a cela de particulier, que les sacrifices militaires furent toujours suivis d'une réunion de villes et de provinces importantes; ces conquêtes-

(1) Voyez le combat de Rheimsfeld, donné par le maréchal de Créquy, Paris, 1678, in-4°; particularités de ce combat. Paris, 1678, in-4°. — Relation de la

campagne de Flandre en 1678, et en Allemagne jusqu'à la paix. Paris, Quinet, ann. 1679, in-12, 2 vol.

(2) Recueil de Martens, 6 février 1679.

là nous sont restées et défendent encore nos frontières.

Tous ces traités de paix, apportés à Versailles par le comte de Vins, y excitèrent une joie vive et bruyante; le peuple était fatigué; les gentilshommes n'en pouvaient plus de ces campagnes continues qui les appelaient sous la tente, sans cesse ni repos. Il y eut des fêtes, des jeux et de beaux dîners sur la paix de Nimègue: « Villageois et villageoises dansoient en joyeux branle au son de la flûte et du tambourin: la beauté de ces belles n'étoit-elle pas sans fard? et leurs yeux de l'amour dissipoient les nuages, Qu'elles se réjouissent donc, l'Europe ne va-t-elle pas se reposer dans mille prospérités? les troubles que Bellone a produits sont dissipés par le soleil de France, et le peuple va jouir des bienfaits de l'âge d'or (1). » Ainsi la paix allait au cœur du peuple; les intérêts matériels se trouvaient en repos. Ces époques de calme dans les intérêts sont plus vivement énumérées par les grandes querelles d'opinions.

CHAPITRE XIX.

SITUATION DES ÉCOLES RELIGIEUSES ET PHILOSOPHIQUES SOUS LOUIS XIV.

Ecole libérale. — Les Jésuites. — Leurs grands docteurs. — Sanchez. — Molina. — Suarez. — Escobar. — Le P. Lemoine. — Doctrines des Jésuites. — Le libre arbitre. — Économie politique. — Leur sociabilité. — La hiérarchie et la liberté. — Ecole puritaine. — Doctrines de Port-Royal. — Ses écrivains. — Nicole. — Arnauld. — Pascal. — Sa théorie religieuse et philosophique.

(1) Réjouissance générale des Français touchant la paix de Nimègue, 1678. C'est un joyeux branle de villageois et de villageoises au son de la flûte et du tambourin :

La beauté de ces belles est sans fard,
Les amans sont charmés des traits de leur visage,
En elles la nature est plus belle que l'art,
Et leurs yeux de l'amour dissipent le nuage.
Rendons grâces au ciel; l'Europe désormais
Jouira d'un repos, et durable, et prospère,
Puisqu'au gré de nos vœux l'abondance et la paix
Chassent de ces climats la guerre et la misère.
Les troubles et les maux que Bellone a produits
Dissipés par l'éclat du soleil de la France;
Ainsi qu'au siècle d'or le peuple en assurance

que. — Les pamphlets de Pascal. — Les Provinciales.

1650 — 1682.

Les temps de paix et de repos matériel pour les sociétés politiques sont toujours pleins de controverses morales, de luttes acharnées entre les doctrines. Quand la Fronde agitait tout Paris échauffé de barricades, on discutait peu les questions religieuses et les idées scolastiques; parlementaires, bourgeois, peuple des halles se pressaient sur la place publique, au palais ou dans les parloirs, et là ils délibéraient sur les droits de la cité municipale, ou sur les moyens de se défendre contre le Mazarin et les mauvais courtisans du roi. Alors on trouve des pamphlets, des caricatures, moqueuse expression des intérêts et des idées politiques, mais on chercherait vainement les grandes thèses d'universités qui marquent les époques de repos, les points d'arrêt dans la marche des siècles.

L'esprit de dispute est inhérent à toute sociabilité; les générations sont éternellement condamnées à se diviser en deux partis, en deux écoles opposées qui s'entre-choquent par leurs doctrines, par leurs opinions; les systèmes se tuent les uns par les autres, comme si le monde moral était soumis, ainsi que le monde physique, à la triste et fatale loi de se dévorer et de se reproduire! La Réforme, la Ligue, les grandes guerres des minorités, avaient été l'expression de ce dualisme d'opinions hostiles; l'autorité absolue de Louis XIV avait bien pu comprimer la puissance effervescente des gentilshommes, et l'esprit municipal de la Fronde; l'opposition et la dispute se placèrent ensuite dans d'autres forces de la société, car il est impossible d'arracher le cœur humain à sa destinée, l'homme

Va goûter de la paix les agréables fruits.

Une médaille au sujet de la paix de Nimègue. Le caducée, symbole de la paix, est planté au milieu d'un foudre, marque de la souveraine puissance. La légende: *Pace in suis leges confectæ; l'exergue: Neomagus*. — 1678.

Dans une estampe, le roi est représenté sous la figure du soleil. La Hollande, la France, l'Espagne, le Danemark et l'Allemagne, ayant chacun un verre à la main, s'écrient :

Le soleil des Français, lui seul fait nos beaux jours,
Son pouvoir est incomparable;
Tant qu'il nous sera favorable,
Nous nous divertirons toujours.

à sa nature raisonneuse, l'esprit à cet arbre de la science, son tourment et sa triste fatalité!

C'est à la fin de la minorité de Louis XIV que commence à se développer l'active querelle des jansénistes et des molinistes. Quand l'opposition politique fut vaine sur la place publique, elle chercha un refuge dans les controverses; c'est sa force et sa ressource: un parti vaincu dans le présent travaille à sa puissance d'avenir; il la conquiert par la parole et la prédication de ses doctrines; ceci explique comment les vieux parlementaires frondeurs se jetèrent presque tous dans le jansénisme. L'esprit d'opposition n'est pas toujours l'esprit de liberté; il y a souvent une opposition étroite; elle est alors plus frondeuse que libérale. Aperçus de leur superficialité, les débats du jansénisme et du molinisme paraissent puérils pour la société actuelle; il semble que les querelles de mots aient favorisé cette sorte de schisme dans le sein de la catholicité; la philosophie sceptique sourit de pitié à l'aspect de ces divisions, sur lesquelles des milliers de volumes furent écrits; et pourtant les peuples ne se prennent point ainsi pour des folies; lorsque les questions n'ont pas un sens social, c'est vainement qu'on veut leur donner de l'importance; on ne réveille pas tout un siècle avec des subtilités, quand elles ne cachent pas un intérêt plus grave, plus intime. La querelle du jansénisme se rattache par son essence, non seulement à la vie religieuse, mais encore à la philosophie, à la politique, à tout ce qui émeut et ébranle l'esprit; elle fit la préoccupation des hommes sérieux pendant un demi-siècle (1).

L'Église catholique, comme toutes les grandes écoles de l'antiquité, fut sans cesse partagée sur cet immense doute du libre arbitre et de la prescience divine. Comment concilier la destinée implacable, inflexible, avec cette spontanéité qui fait la morale des actions? Ce n'est pas sans but qu'Eschyle nous reproduit la triste famille des Atrides poursuivie par le destin sanglant. Les écoles d'Orient, comme le judaïsme, portent aussi leur dispute sur ce doute éternel; la Grèce et Rome ne le secoururent que par le sensualisme indifférent, la doctrine du plaisir et de la douleur physique, et par leurs cirques, leurs fêtes, leurs banquettes où s'asseyaient mille convives couronnés de fleurs.

Quand vint le Christ, avec sa doctrine toute mo-

(1) Les querelles des jansénistes et des jésuites ont donné lieu à près de 2,000 volumes; j'ai compté à la Bibliothèque du roi 250 volumes in-fol., 800 volumes in-12, et plus de 600 brochures; on en a fait une biographie spéciale.

rale, toute spirituelle, les mêmes controverses s'introduisirent dans le sein de son Église, dans la prédication de ses apôtres, parce que le principe qui les faisait naître était au cœur de l'homme et dans la méditation de son esprit. De là l'opposition de la grâce et du libre arbitre, de la doctrine de saint Augustin (2) et de saint Thomas; on disserta sur la grâce efficiente, sur la volonté toute-puissante des actions, sur la tache du péché originel, questions brûlantes qui émeuvent profondément quand on les dépouille des formes et des subtilités des écoles; car enfin qu'est-ce que nos mesquins intérêts, nos passagères douleurs, nos plaisirs plus futiles encore, en face de cet inconnu mystère de mort et du tombeau? Les subtilités tiennent à chaque époque; elles ne sont point spéciales au moyen âge. Lorsque dans quelques siècles de nous, d'autres générations se reporteront à nos étroites querelles politiques, à nos idées mixtes de monarchie constitutionnelle, de prérogative royale, qui sait peut-être si elles ne prendront pas en pitié nos hommes, nos livres et nos dissertations? Au moins les époques du passé eurent d'immenses physionomies; et quels philosophes pourrions-nous opposer à saint Augustin, à saint Bernard, à Abelard et à saint Thomas? Des générations entières ont médité les grandes œuvres, ces *Sommes* immenses, ces merveilleux Commentaires: il y a toujours un motif dans une influence si universelle.

Ce furent ces deux idées du libre arbitre et de la grâce qui devinrent le drapeau des molinistes et des jansénistes; les premiers, représentés par les jésuites, les seconds, par Port-Royal et les puritains chrétiens, qui comptèrent pour chefs, Arnauld, Pascal et Nicole. Les jésuites exprimaient les idées de l'école avancée, les jansénistes se posèrent comme les champions inflexibles des doctrines sévères, despotiques, qui déponillaient l'âme de toute espèce de sensualisme pour réduire le corps à la négation de lui-même. Je crois, d'après un mûr examen de tous ces livres, que les idées de sociabilité appartiennent aux jésuites; les jansénistes se détachaient du monde vivant et actif pour le désert et la solitude, tandis que les enfans de Loyola voulaient plier le catholicisme à toutes les conditions d'une loi mondaine politique et social; ils faisaient sortir la parole du Christ des idées pures de la cité de Dieu, pour les appliquer aux réalités de notre nature matérielle.

(2) Voyez les Controverses de saint Augustin contre Pelage dans ses œuvres; édition des Bénédictins, 11 vol. in-fol., 1070.

Il y eut cela d'admirable dans l'institution de saint Ignace, qu'elle jeta au monde deux grandes idées : 1^{re} la hiérarchie, c'est-à-dire l'obéissance absolue à la pensée première de son gouvernement; 2^{re} la sociabilité catholique, c'est-à-dire le partage habile de la loi sensuelle et de la loi morale, la conciliation douce de ce que la loi chrétienne impose de devoirs et d'abnégation de soi, avec les passions qui assiégent la jeunesse, la vie, ce monde enclin tout d'entraînement et de matière; et c'est en quoi l'organisation des jésuites était spécialement libérale et sociale, elle ne faisait pas de la loi chrétienne une abstraction pour quelques âmes d'élite qui visaient à une existence céleste et d'avenir; cette grande loi, ils la rendaient facile à tous, ils l'offraient comme une consolation et un pardon. De là cette entraînante mysticité pour tous les symboles qui représentaient la miséricorde divine, et cette adoration du cœur de Jésus, percé d'une flèche poignante, douloureuse image de la grande loi du pardon, et cette admirable exaltation du culte de la Vierge, tendre mère du Seigneur qui rachetait les hommes (1). Dans un système où il fallait tant pardonner, on avait besoin de perpétuelles intercessions, le purgatoire, belle idée d'épuration sensuelle, adoucissait la dure doctrine des peines éternelles; un pauvre rosaire avec l'image immaculée, un vêtement de bure noire, quelques prières ardentes et fécondes, récitées en de pieuses intentions, servaient à soutenir l'âme dans cette prison de feu et de sens qui la corrompt.

Comme expression de l'école philosophique de saint Ignace, on trouve cinq de ses plus fameux docteurs qui en forment la pléiade, pour me servir de la définition poétique du temps : Sanchez, Molina, Suarez, Escobar et le P. Lemoine. Les quatre premiers appartiennent à l'Espagne et aux Pays-

Bas; le P. Lemoine était né en France, et s'était empreint de la plus douce éducation. Sanchez est le juriconsulte profond, dissertant sur les cas de conscience, décidant les questions catholiques par le droit des basiliques et la législation romaine des canons. Son plus bel ouvrage est sur le sacrement du mariage, sainte institution dont Sanchez pénètre le mystère et le but (2). Molina est le disciple érudit et travailleur de saint Thomas, développant l'imitable *Somme* du saint philosophe du moyen âge, l'invariable défenseur du libre arbitre. Molina veut néanmoins faire concorder la Providence et le libre arbitre, cette ardente question, ce doute immense; il y consacre une haute dissertation qui remue les universités et le monde savant; et tandis que l'Eglise s'ébranle pour discuter son livre, Molina publie un admirable traité sur la Justice et le Droit, en six volumes in-folio (3).

Le P. Suarez décide toutes les questions par la politique; c'est un penseur profond qui a l'intelligence des classes diverses de la société, et se montre capable de les dominer par la supériorité d'esprit. Son livre de la Loi est une grande dissertation sur la puissance des lois divines et humaines (4). Escobar est le docteur d'une philosophie douce et indulgente, cherchant à concilier la discipline chrétienne, toute spirituelle et d'avenir, avec les faiblesses inséparables de la nature humaine. Homme pieux et simple, Escobar avait médité toute sa vie sur la loi du pardon (5); sa doctrine est molle peut-être, elle fait la part des faiblesses de la civilisation, des tendances de notre nature. Il ne faut jamais séparer l'enseignement d'Escobar de l'époque à laquelle il appartient; le siècle se personnifie dans ses vastes ouvrages; il ne comprend pas la loi chrétienne comme une abstraction rigide qui se résume dans un monde futur (6); Escobar s'ef-

(1) Voyez le beau livre du père Barry sur « le Paradis ouvert par cent dévotions à la mère de Dieu. »

(2) L'œuvre principale de Sanchez est le traité qui parut sous ce titre : *Disputationes de sacro matrimonio sacramento*. La première édition est celle de Genève, 1602, in-fol. Il s'en est fait depuis une multitude d'autres. La plus recherchée est celle d'Anvers, Martin Matius, 1607, in-fol. — Tous les ouvrages du P. Sanchez ont été recueillis en 7 vol. in-fol. Venise, 1740.

(3) Voyez la précieuse édition originale de l'ouvrage de Molina, publié en 1688, à Lisbonne, sous ce titre : *De liberi arbitrii cum gratia donis... concordia*; avec un appendix, in-4°. — On a encore de Molina un traité : *De Justitiâ et Jure*. Mayence, 1650, 6 vol. in-fol.

(4) Les ouvrages de Suarez sont très nombreux; ils

forment 23 volumes in-fol. La meilleure édition est celle de Venise, 1740. Il en existe un abrégé fait par le P. Noël Genève, 1732, 2 vol. in-fol. Le traité des Loix de Suarez passe pour son meilleur travail.

(5) Escobar a publié une vingtaine d'ouvrages, composant près de 42 volumes in-fol. Ceux qui ont été le plus critiqués par Port-Royal sont : 1^{re} *Théologie morale*. On en a fait sept éditions en Espagne, une à Venise et une à Lyon. — 2^{re} *De Justitiâ et Jure*, 2 volumes in-fol. — 3^{re} *Summula casuum conscientie*. Pampelune, 1620.

(6) Escobar dit au tr. 3, ch. 6. n^{os} 4, 23, 44 : « Ce seroit insure de prendre du profit de ceux à qui on prête, si on l'exigeoit comme dû par justice; mais si on l'exige comme dû par reconnaissance, ce n'est point usure. » Il ajoute, n^o 3 : « Il n'est pas permis

force de la concilier avec quelques-unes des passions de notre triste nature ; à lui appartiennent la plupart des principes d'économie politique qui depuis ont dominé les codes. La loi ecclésiastique défendait le prêt à intérêt, le prix de l'argent, l'insure des anciens enfin ; Escobar l'autorise comme une nécessité des transactions. La loi chrétienne prohibait également le bénéfice libre sur la vente des marchandises ; le docteur de saint Ignace déclare qu'il n'y a plus contrat là où il n'y a pas faculté illimitée de fixer le prix de la chose. Si les passions humaines entraînent un jeune homme à de folles amours ; si le cœur d'un noble bouillonnant sous l'insulte qu'il a reçue, cherche à se venger par le fer et le duel (1) ; si l'épouse adultère se repent comme la femme aux pieds du Christ ; si le riche se repaît dans de larges festins, et emplit les amphores de vin de Clos-Vougeot, de Clairvaux ou de Tournier, la ville aux abbayes (2) ; si le riche dévore son superflu, car le superflu est selon les conditions (3), Escobar trouve pour tous ces péchés une parole d'indulgence et de pardon. En politique, son école se rattache aux jours populaires de la Ligne, c'est la souveraineté des masses catholiques ; il a des excuses pour ces bruyantes décisions des peuples qui

en finissent avec les rois ; il proclame l'égalité des petits et des grands. L'école d'Escobar est antiroyale, ou, comme il le dit lui-même, « le siècle nous a mis tous ici, avec des droits semblables, au sein de notre sainte mère l'Eglise. » A ses yeux la seule souveraineté n'est pas la suprématie territoriale d'une couronne, mais la puissance édue du pape, la parole, c'est-à-dire la clairie, le conseil, c'est-à-dire la confession, puissance toute morale et indépendante ; l'Eglise, c'est-à-dire le peuple, est la souveraine, et quand les rois s'en écartent, on peut les frapper. L'école d'Escobar est véritablement révolutionnaire, elle se lie aux doctrines toutes populaires de l'*Admonitio* de Johannes, attribuée à Jean Boucher, le curé de Saint-Benoît, le hautain ligueur (4) ; aux livres encore de Sanctarel, *De republica* ; enfin aux séditions théoriques de Mariana sur l'institution royale et le roi, véritable pamphlet régicide qui place la souveraineté dans la multitude catholique (5).

Le P. Lemoine est le poète, le littérateur de l'école de saint Ignace ; son talent d'écrivain est hautement remarquable ; sa philosophie est vaste, et je considère son livre de la *Dévotion aisée* comme un des beaux travaux de la littérature

d'avoir l'intention de profiter de l'argent prêt immédiatement ; mais de le prétendre par l'entremise du bienveillant de celui à qui on l'a prêté, *mediâ benevolentia*, ce n'est point usure. »

(1) Henriquez, liv. xiv, chap. 1, n° 3, et Escobar, tr. 1, ex. 7, n° 48, dérivent : « On peut tuer celui qui a donné un soufflet, quoiqu'il s'en suive, pourvu qu'on évite de le faire par haine ou par vengeance, et que par-là on ne donne pas lieu à des meurtres excessifs et nuisibles à l'Etat. Et la raison en est, qu'on peut ainsi courir après son honneur comme après du bien dérobé ; car encore que votre honneur ne soit pas entre les mains de votre ennemi, comme seroient les bardes qu'il vous auroit volées, on peut néanmoins le recouvrer en la même manière, en donnant des marques de grandeur et d'autorité, et s'acquérant par-là l'estime des hommes. Et en effet n'est-il pas véritable que celui qui a reçu un soufflet est réputé sans honneur jusqu'à ce qu'il ait tué son ennemi ? »

Non ut malum pro malo reddat, sed ut conservet honorem.

..... Licet acceptare et offerre duellum.

Ex contentiâ omnium licet contumeliosum occidere, et ultior in injuriâ arceri nequit.

(2) *An comedere et bibere usque ad satietatem abque necessitate ob colam voluptatem, cit peccatum ? Cum Sancto negativè respondet, modò non*

T. I.

obest valetudini, quia licet poteat appetitus naturalis suis actibus frui. » Escobar, sententia.

(3) Vasquez, dans son *Traité de l'Amour*, ch. iv, n° 14, s'exprime ainsi : « Ce que les personnes du monde gardent pour relever leur condition et celle de leurs parents, n'est pas appelé superflu ; et c'est pourquoi à peine trouvera-t-on qu'il y ait jamais de superflu chez les gens du monde, et non pas même chez les rois. »

(4) En 1625 il parut un ouvrage sous le titre : *G. R. Theologi ad Ludovicum XIII, admonitio*, etc., in 4°. *Augustæ Finkelcarum*, 1625. — *Idem*, en allemand, in-4°, 1626. — *Idem*, en français, in-4° ; Francheville, 1627. On l'attribue d'abord à Jean Boucher, ce fougueux ligueur, curé de Saint-Benoît, et depuis archidiacre de Tournai ; mais on a vu qu'il était d'André-Eudémon Johannes, jésuite, qui vint en France avec le cardinal Barberini, légat du pape. Ce livre attaque les alliances que le roi avait faites avec les puissances protestantes sous Richelieu. La Sorbonne l'a plusieurs fois condamné comme renfermant des maximes pernicieuses en matière d'Etat. On peut voir ces condamnations dans le *Collectio judiciorum* de Dargentré.

(5) Le livre de Mariana, *de Rege et Regis institutione*, fut condamné au parlement « par rapport aux maximes dangereuses qu'il renferme, dit l'arrêt de lo cour, et surtout celle si pernicieuse qui permet aux peuples de tuer les rois qu'ils regardent comme des tyrans. »

15

de Louis XIV. Le but que se propose le P. Lemoine est toujours de concilier la loi chrétienne, si pure, si détachée du monde, et la société matérielle et positive; il veut raviver l'esprit dans la chair; il attaque le spiritualisme rigide. S'il peint le dévot tout chrétien, puritain et mélancolique, le père Lemoine s'écrie: « Il est sans yeux pour les beautés de l'art et de la nature. Il eroirait s'être chargé d'un fardeau incommode, s'il avait pris quelque matière de plaisir pour soi. Les jours de fêtes, il se retire parmi les morts. Il s'aime mieux dans un tronc d'arbre ou dans une grotte, que dans un palais ou sur un trône. Quant aux affronts et aux injures, il y est aussi insensible que s'il avait des yeux et des oreilles de statue; l'honneur et la gloire sont des idoles qu'il ne connaît point, et pour lesquelles il n'a point d'encens à offrir. Une belle personne lui est un spectre. Et ces visages impérieux et souverains, ces agréables tyrans qui font partout des esclaves volontaires et sans chaînes, ont le même pouvoir sur ses yeux que le soleil sur ceux d'un hibou (1). » Attaquant toujours cette idée du pharisaïsme en matière religieuse, le P. Lemoine ne nie pas « qu'il y ait des dévots pâles et mélancoliques de leur complexion, qui aiment le silence et la retraite, qui n'ont que du flegme dans les veines et de la terre sur le visage; mais il en est d'autres qui sont d'une complexion plus heureuse, pleins d'abondance et d'une lueur douce et chaude, de ce sang benin qui fait la joie. » Avec la froide rigidité du cœur, est-il étonnant qu'on ne coure pas à la vertu quand on la fait si dure? « Et pourtant la vertu ne s'est encore montrée à personne, ou n'a point fait de portraits qui lui ressemblent; il n'y a rien d'étrange qu'il y ait si peu de personnes disposées à monter sur son rocher escarpé; on en a fait une

fâcheuse qui n'aime que la solitude, on lui a associé la douleur et le travail; enfin on l'a faite ennemie de la liberté et des jeux qui sont la fleur de la joie, l'assaisonnement de la vie. » Dans cette douce philosophie, le P. Lemoine s'abandonne à la poésie; il aime l'art divin des vers, il veut causer du monde et de l'amour, de la pudeur, de tout ce qui fait l'ornement des femmes: « Vous rougissez, écrit-il à Delphine, et toutes les belles choses ne sont-elles pas rouges, la rose et vos lèvres, les chérubins n'ont-ils pas la face rouge et brûlante? O Delphine! la rougeur éclate en toi, car l'honneur est sur ton visage vêtu de pourpre comme un roi (2). »

Certes, ce n'est plus ici la doctrine austère des pères de l'église, cette renonciation aux sens telle que saint Paul, le grand organisateur du christianisme, l'avait enseignée; le père Lemoine ne veut plus ni le désert, ni les catacombes, ni la simplicité de la vie solitaire; il ploie la loi du Christ à la plus facile des sociabilités; le chrétien n'est plus une âme d'élite, le soldat céleste aux prises avec les pointilleux de la chair qu'il dompte, mais un homme qui vit au milieu du monde; il excuse toutes ses faiblesses, pourvu que l'amour soit pur et que l'honneur brille comme un roi au front de la jeune fille. Toutes ces patientes vies d'érudits ne s'occupaient pas solitaires de leurs œuvres laborieuses; rien de plus populaire que leurs livres; il n'est pas de productions retentissantes à notre époque qui aient été plus souvent imprimées, reproduites que les œuvres d'Escobar, de Sanchez, de Molina et de Suarez: Escobar a écrit 42 volumes in-folio, et l'Espagne seule compte onze éditions; les bibliographes érudits en ont recueilli vingt-une dans l'espace d'un demi-siècle. Et comment eroire que ces œuvres si publiques, si souvent éditées ne se

(1) Le père Lemoine s'exprime ainsi, toujours dans son livre de *la Dérivation aisée*, page 92: « La vertu ne s'est encore montrée à personne; on n'en a point fait de portrait qui lui ressemble. Il n'y a rien d'étrange qu'il y ait eu si peu de presse à grimper sur son rocher. On en a fait une fâcheuse qui n'aime que la solitude; on lui a associé la douleur et le travail, et enfin on l'a faite ennemie des divertissements et des jeux, qui sont la fleur de la joie et l'assaisonnement de la vie. » — « La jeunesse, dit encore le père Lemoine, peut être parée de droit naturel. Il peut être permis de se parer en un âge qui est la fleur et la verdure des ans. Mais il faut en demeurer là; le contre-temps seroit étrange de chercher des roses sur la neige. Ce n'est qu'aux étoiles qu'il appartient d'être toujours au bal, parce qu'elles ont le don de jeunesse perpétuelle. Le meilleur donc en ce point seroit de prendre conseil de la

raison et d'un bon miroir, de se rendre à la bienséance et à la nécessité, et de se retirer quand la nuit approche. »

- (2) Les chérubins, ces glorieux
Composés de têtes et de plumes,
Que Dieu de son esprit allume,
Et qu'il éclaire de ses yeux;
Ces illustres faces volantes
Sont toujours rouges et brûlantes,
Soit du feu de Dieu, soit du leur,
Et dans leurs flammes mutuelles
Font du mouvement de leurs ailes
Un éventail à leur chaleur:
Mais la rougeur éclate en toi,
Delphine, avec plus d'avantage,
Quand l'honneur est sur ton visage
Vêtu de pourpre comme un roi.

liassent pas aux plus puissans intérêts de la société? Les générations ne s'occupent que de ce qui touche à leur principe et à leur vie sociale : elles sont indifférentes pour tout le reste.

En face de cette école mondaine, qui rattachait la loi spirituelle du christianisme aux besoins et aux passions de la sociabilité, s'élevait le puritanisme de Corneille Otto, plus connu sous le nom de *Jansénisme*. Comme toute doctrine, le jansénisme se composait de principes et de formes ; en principe, il adoptait le système de la grâce, c'est-à-dire l'absence du libre arbitre, une certaine inflexibilité dans les destinées, telle que l'avait conçue l'école de Calvin ; de là cette rigidité dans la conduite, puisque la grâce, la parole, la puissance, la volonté de Dieu devaient agir sur chacun, et dominer la vie entière. Les doctrines de Jansénius eurent du retentissement en France, comme réforme surtout dans les mœurs et les habitudes du clergé. Quelques hommes se réunirent, et abandonnant toutes les douceurs de la vie séculière, ils vinrent s'imposer la loi chrétienne dans son renouement aux passions et à la matière ; le salut fut leur préoccupation ; la grâce le sujet qu'ils méditaient plus profondément. Une communauté, dirigée par l'abbé de Saint-Cyran, du nom de *Duverger de Hauranne*, adopta avec enthousiasme les propositions de Jansénius ; bientôt une affiliation d'hommes remarquables vint donner une consistance à ce puritanisme catholique en face du puritanisme protestant ; ce furent les quakers de l'Eglise romaine. Alors on vit une petite Eglise se poser au sein de la grande ; elle eut ses temples, ses catéchismes, ses prières, sa loi inflexible du refus de sacrement ; le janséniste eut un vêtement simple, une vie retirée, toute de foi, un égoïsme du toit domestique, une personnalité austère et impitoyable pour autrui, car l'éternelle loi du salut absorbait chacun dans l'étude de lui-même.

Toutes les fois qu'une doctrine neuve et mystique apparaît dans la société, il est rare que des hommes de talent n'arrivent pour se grouper autour d'elle.

(1) Nicole a écrit un grand nombre d'ouvrages ; on peut en consulter la liste très-étendue dans le dictionnaire de Moréri, 1759 ; et à la suite de sa *Vie*, par l'abbé Goujet. Ses œuvres principales sont : *La Perpétuité de la Foi de l'Eglise Catholique, touchant l'Eucharistie*, défendue contre le ministre Claude, 3 vol. in-4°. — *Extrait de morale et Instructions théologiques*, 25 vol. in-12 : les éditions les plus estimées sont celles de 1741-1744. — *Les Imaginaires et les Visionnaires*, ou *Lettres sur l'Herésie imaginative*, 1667, 2 vol. petit in-12. Cette édition, in-

Il y a dans les esprits supérieurs une tendance aux nouveautés qui se présentent avec les vives couleurs de l'imagination et de la solitude. Port-Royal vit bientôt des noms illustres dans la science ; Nicole, esprit rude, à la parole dissertatrice, telle que l'entendait la Sorbonne (1) ; l'abbé Arnauld, esprit pur, méditatif, écrivain plus facile que Nicole (2) ; Pascal, le grand penseur, dont l'imagination vive et travailleuse marchait toujours vers l'inconnu par cette curiosité soudaine qui traîne l'esprit et le cœur d'abîmes en abîmes, de doutes en doutes jusqu'au vide éternel, précipité sans fond que l'âme spéculative de Pascal apercevait comme terme à la carrière humaine ; Boileau, poète froid et didactique ; Racine, dans ses derniers jours de pitié et de vie fatiguée. La société de Port-Royal vécut dans la solitude, dans cet égoïsme de soi-même qui pardonne peu aux autres. Avec une supériorité de talents remarquables, rien de plus arriéré que ses doctrines d'économie politique ; le prêt à intérêt banni, mille branches de commerce déclarées illicites ; les plus douces émotions exclues de la société ; les pratiques religieuses accomplies avec une rigidité judaïque ; la pénitence refusée à quiconque n'avait pas la grâce ; l'usage de la communion restreint à des cas rares ; point de luxe dans les vêtements, l'austérité dans la famille patriarcale, et par-dessus tout une Eglise presque nationale ; la résistance à Rome, telle que les parlements l'entendaient. Le jansénisme substituait la petite Eglise à la grande, l'esprit de secte à la catholicité, puissance universelle, une comme le pape.

En se plaçant sur ce terrain, les deux écoles des jésuites et des jansénistes durent se livrer une guerre vive et continue ; elles portaient toutes deux des principes différens : les sectateurs de saint Ignace défendaient le libre arbitre, l'indépendance des actions, et par conséquent les faiblesses de notre nature, les passions du cœur et de l'esprit ; les jansénistes leur opposaient la grâce, ce droit inflexible des actions, l'impossibilité de seconder la destinée. Dans cette lutte, les deux parties écrivirent à Liège, fait partie de la collection des Elzeviers français.

(2) Le recueil complet des écrits d'Arnauld a été publié en 45 vol. in-4°, à l'usage, 1777 à 1783. Deux de ses principaux ouvrages sont ses *Reflexions philosophiques et théologiques* sur le Traité de la Nature et de la Grâce, publiées en 1685. — *Pratique morale des Jésuites*, 8 vol. in-8°. Il existe une Vie d'Arnauld extrêmement détaillée, 2 vol. in-8° ; Lamsane, 1743.

rent beaucoup, et l'on voit évidemment dans ces écrits que la civilisation et la liberté appartiennent aux jésuites; leurs docteurs sentent qu'ils sont de leur siècle, et qu'ils doivent des concessions à ses faiblesses, à son tempérament. Le pamphlet de Pascal, sous le titre de *Lettres provinciales* (1), est peut-être, aux yeux de l'observateur impartial, la démonstration la plus évidente des principes avancés du jésuitisme; il n'y a pas de plume plus atrabilaire, plus nerveuse et plus despotique que celle de Pascal. Que reproche-t-il aux jésuites? la connaissance de la civilisation, l'intelligence de leur époque: puritain sombre et enthousiaste, il passe en revue tous les principes de l'école de saint Ignace; et que trouve-t-il à reprocher? précisément les innovations que la marche des idées avait introduites au sein des idées chrétiennes. C'est un solitaire en face d'une vie spéculative, qui écrit contre le monde actuel et la vie réelle; il reproche aux jésuites de ne pas ordonner le jeûne avec assez de rigueur, de ne point se macérer sous d'incessantes pénitences, de permettre le prêt à intérêt, les vastes gains dans le commerce, les entraînements du cœur dans une vie toute d'entraînement, de ne point appliquer rigide-ment la loi chrétienne quand toute la sociabilité consiste à rapprocher les côtés sensuels de l'homme de cette loi inflexible. Je ne sache rien de plus illibéral que les *Provinciales*, méditations d'un esprit qui déclame contre les mœurs de son siècle. Les jansénistes purent être les philosophes, les cénobites de l'Eglise; ils eurent leurs grands hommes sous les frais ombrages de Port-Royal; ce furent des esprits forts chacun dans leur unité, et s'il faut le dire, dans la vie il n'y a de véritable puissance d'esprit que dans cet isolement, dans cette individualité de chacun pour les grandes œuvres; mais les jésuites furent les seuls organisateurs, les seuls politiques de l'Eglise, depuis le seizième siècle, car la société de Jésus, je le répète, est deux grandes idées qui sont le fondement de tout pouvoir: l'obéissance dans la hiérarchie, et l'esprit social dans la législation. Après la Fronde, le jansénisme se réunit à l'esprit parlementaire dans sa lutte contre les jésuites; il devint la base de l'opposition à la cour de Rome. Il y avait sympathie entre l'austérité parlementaire, les inflexibles magistrats de la Tournelle et les âmes intraitables de

Port-Royal; Nicole, Pascal, Arnauld étaient unis aux Lamoignon, aux Séguier, aux Molé, or, l'esprit d'opposition a toujours certaines allures d'indépendance; il arrive souvent ainsi qu'une école étroite, à petites vues, s'imprégnât des apparences de libéralité; on confond les habitudes avec le fond de doctrines. On prend les esprits insoumis pour les esprits libéraux.

CHAPITRE XV.

THÉORIE DE L'ÉGLISE NATIONALE. — DÉCLARATION DE 1682.

L'Eglise universelle et l'Eglise nationale. — Catholicisme et gallicanisme. — Principes de liberté dans l'Eglise catholique, — d'autorité dans l'Eglise gallicane. — Assemblée des évêques. — Action de la royauté. — Bossuet et la déclaration de 1682. — Autorité de l'Eglise nationale. — Action sur les doctrines. — Controverse entre les écoles protestante et catholique. — Evêques de France. — Ministres eschismistes de Hollande et de Genève. — Pamphlets des deux écoles. — Brochure de Bossuet sur l'exposition de la foi catholique. — Les ministres Paul Ferry, Bastide, Jurieu, Claude. — *Histoire des variations.*

1675 — 1682.

L'ÉCOLE de Jansénius se résu-rait, pour sa discipline, à la constitution d'une Eglise nationale. Les jansénistes et les parlementaires, unis dans une manifestation identique de principes, ne se mettaient en communion avec la papauté qu'à des conditions déterminées, comme ils partaient de l'idée première de la grâce, c'est-à-dire de l'individualisme philosophique et solitaire, ils n'admettaient pas absolument la supériorité du pape. Les parlementaires ajoutaient le système mixte des libertés de l'Eglise gallicane, à savoir: l'indépendance de la couronne pour toute sujétion temporelle, et la suprématie des conciles généraux sur

(1) Les *Provinciales* de Pascal parurent d'abord séparément et furent appelées les *Petites Lettres*, parce que chacune ne contenait qu'une feuille d'impression de huit pages in-4°, excepté les trois dernières, qui sont plus étendues. Les Ecrivains les réunirent et en

donnèrent une jolie édition; Cologne, 1557, in-12. On leur fit les honneurs de la polyglotte, car il y en eut une belle édition en quatre langues, 1684, in-8°. Elles furent lues dans ces quatre langues au concile de 1689.

les papes. Telle était l'école représentée par Dupuy et Dumoulin, jurisconsultes savants, commentateurs du droit romain et des coutumes provinciales (1).

Déjà l'invasion des barbares, l'Eglise catholique et universelle s'était mise en opposition avec le principe féodal ou de la terre, éternelle rivalité de l'esprit contre la matière, de l'intelligence contre la force brute et militaire; c'était encore la résistance de l'opprimé, invoquant, par les évêques et les prêtres, les peines d'une vie à venir pour arrêter le glaive prêt à frapper les vaincus. Tout le moyen âge offrit le spectacle de cette lutte entre le baron et le clerc; l'homme d'armes envahissait les terres de l'abbaye voisine, plantait son gonfalon sur la haute tour du Montier, on envoyait ses chevaux de bataille paître dans les riches prairies des mannes abbatiales. L'Eglise se défendait à son tour par le droit de l'excommunication; elle rejetait le baron violateur des privilèges des moines, de la bourgeoisie et des villes, hors la communion des fidèles. Quand les terreurs de la mort arrivaient pour ébranler les âmes bronzées de ces hommes de batailles, l'Eglise reprenait toute sa force: si le fier vassal avait violé les immunités d'une cité, s'il avait brisé les bannières d'un des métiers, si son majordome avait fait subir à ses serfs un régime cruel; si lui-même, dans la folle vigueur de ses jeunes années, avait pénétré, le sourire de mépris sur les lèvres, dans le Montier du voisinage, si l'avait vidé le cellier de l'abbaye, et, selon l'expression de plus d'une vieille chronique, orduré dans le baptistère, alors ce baron agonisant s'agenouillait sur un lit de cendres, et l'épée qu'il tenait, le pommeau relevé en forme de croix, de ses mains jaunes et débiles, requerrait pardon de ses fautes du passé; alors il fondait des messes pour les âmes du purgatoire, multipliait les dons pour que son image ne fût point placée en peinture grossière entre les griffes des démons, au milieu d'un enfernoir et puant (2).

Dans ce combat, qui se perpétua depuis le huitième siècle jusqu'au quinzième, les Eglises avaient

cru indispensable de choisir des protecteurs et des vidames; le vidame, c'était le chevalier défenseur du monastère ou de la cathédrale du moyen âge; l'Eglise lui inféodait une ou deux mannes productives pour son salaire, ou bien lui accordait des prières et des immunités pour sa race. Le vidame pouvait s'asseoir avec les chanoines sur les sièges à bras qui décoraient le chœur, il pouvait mourir revêtu de l'habit ecclésiastique avec la dalmatique et l'étole, comme s'il avait reçu les ordres cléricaux (3); c'était la lance de l'archange Michel, telle que nous la reproduisent les peintures des basiliques, c'est à-dire la force temporelle venant en aide au spiritualisme de l'Eglise catholique.

Les rois de France, sacrés à Reims, se déclarèrent depuis le dixième siècle les protecteurs des églises, les vidames en titre de bon nombre de grandes cathédrales; en échange, ils prétendirent au droit de régale, c'est-à-dire à la perception d'une certaine redevance, à l'avènement de chacune des hautes dignités de l'Eglise; ils s'immisçaient par ce moyen dans la gestion des biens du clergé, belle et légitime possession qui résultait de la source la plus pure; car si les terres des barons avaient été conquises par la violence, celles des clercs provenaient des dons volontaires et de la piété fervente des hommes d'armes repentants. Et qu'était l'Eglise alors, si ce n'est la réunion des fils de la bourgeoisie et des misérables serfs de la campagne? Quelquefois un pauvre artisan s'élevait la mitre en tête contre le baron et le suzerain usurpateur; l'Eglise, c'était l'élection et l'égalité dans la hiérarchie sociale, sans mélange de cette force brutale qui avait triomphé avec la conquête (4).

Dès ce moment, la rivalité du catholicisme et de la féodalité se transforma: le roi prit la place des barons; la couronne, à l'aide de ses parlements, esprits procéduriers, lutta contre le souverain pontife, le principe moral et électif dans la société catholique. On n'osa point la réforme, on n'eut pas cette puissante bardie des innovations de Luther et de Calvin; on créa l'Eglise gallicane pour l'opposer à l'Eglise universelle, on matérialisa le prin-

(1) *Le Traité des droits et des libertés de l'Eglise gallicane*, de Dupuy, parut en 1639, 3 vol. in-fol. Il y eut, en 1651, une édition des *Preuves* en 2 vol. in-fol. Dupuy avait également composé une *Apologie pour la publication des Preuves* qui est restée en manuscrit. Lenglet Dufresnoy en a publié un Commentaire, 1751, in 4°. Dupuy est auteur d'une immense quantité d'ouvrages et de Mémoires. — Les œuvres de Dumoulin, publiées d'abord par lui séparément, ont

été recueillies en plusieurs volumes in-fol., savoir: 3 vol. en 1612; 4 vol. en 1654. La meilleure édition et la plus rare est celle de Paris, 1681, 5 vol. in-fol.

(2) Voyez *l'Histoire de Philippe-Auguste*, t. IV. Je peindrai cet état social dans le travail que je prépare sur Hugues Capet et son siècle.

(3) Dueange, v° *Vidame*.

(4) Dueange, v° *Servis Episcop.*

eipe tout moral du catholicisme en le renfermant dans un territoire fixe; on voulut imprimer ainsi un caractère de nationalité à ce qui était universel de sa nature et de son principe. Cette théorie des libertés de l'Eglise gallicane se résumait en définitive en une question d'argent; la suprématie du pape ne pouvait être niée sans ébranler tout l'édifice catholique; mais ce que les hommes parlementaires établissaient surtout, consistait en ce principe « Qu'aucune redevance ne pouvait être portée en cour de Rome sans la permission de l'autorité royale (1). »

Tous les rois absolus, hautains, favorisèrent ce principe d'une Eglise nationale, et pourquoi? C'est que rien n'était plus simple que de s'en faire proclamer les chefs, que de disposer des abbayes et des riches revenus de l'Eglise au profit des courtisans et des conseillers parlementaires; les libertés de l'Eglise gallicane n'étaient que la servitude et l'abaissement de la pensée morale devant la puissance absolue de la couronne; quoique timidement, les rois essayèrent la même révolution que le dur et bizarre Henri VIII avait opérée au sein de l'Eglise anglicane (2). Dès lors la classe bourgeoise et populaire devait être exclue des bénéfices; évêques et abbés devenaient les élus de cour. Les parlements secondèrent ce mouvement, parce que leur croyance était pour le pouvoir absolu de la couronne, avec limite de leurs remontrances: « Si veut le roi, si veut la loi », telle était leur maxime. Et comment d'ailleurs n'auraient-ils pas applaudi à la prérogative royale, qui leur distribuait les bénéfices? Leurs conseillers clercs et les cadets de leur famille n'étaient-ils pas dotés de la plupart des riches abbayes et de leurs revenus territoriaux?

Il était impossible que Louis XIV n'adoptât pas quelques-unes de ces idées de suprématie; elles allaient à la pensée exagérée qu'il s'était faite de son pouvoir; les relations diplomatiques avec l'Europe devaient mettre souvent le roi en opposition avec le pape, souverain temporel, et l'on a vu qu'au commencement de son règne Louis XIV avait vengé sur les agens de Rome un manque de respect envers ses ambassadeurs (3). Un monarque fier et naturellement fort, en présence d'un pouvoir pontifical moralement puissant et matériellement faible, devait engager une lutte tenace.

(1) Voyez Dictionnaire ecclésiast., v^o *Regalia*.

(2) Comparez Aubrey, *Traité de la Régale*, avec le plaidoyer de M^r Diguon, avocat-général, sur le même sujet.

(3) Voyez la déclaration du 18 avril 1678, ainsi conçue: « D'après le droit et la coutume, la régale

L'histoire de la déclaration de 1682 se rattache tout entière à la querelle des régales; les prétentions sur les régales remontaient au concordat de François I^{er}. La régale était le droit qu'avait le roi de percevoir les revenus des bénéfices pendant la vacance des sièges; sa doctrine était que cette faculté lui appartenait universellement dans tous les archevêchés et évêchés de son royaume, terres et seigneuries de son obéissance. Un grand édit fut donné à ce sujet, vérifié en la cour des comptes; deux seuls évêques, profondément pénétrés des droits de l'Eglise, s'opposèrent à l'exécution de cet édit; ce furent ceux d'Alais et de Pamiers; ils en appelèrent au Saint-Siège, unique autorité compétente, selon eux, pour décider en définitive les droits et les devoirs de l'Eglise. Innocent XI, qui portait la tiare, écouta la plainte des évêques; il adressa au roi un bref pour lui déclarer que le mal allait toujours en empirant, et sous couleur des régaliats, la collection des bénéfices et des institutions canoniques était empêchée, les droits des évêques foulés aux pieds: « Nous sommes nous, continue le pontife, de l'affection intime de notre âme, et par les entrailles de Jésus-Christ, à prier Votre Majesté que se souvenant de ce que le Sauveur a dit au chef de l'Eglise: « Qui vous écoute m'écoute », elle prête l'oreille à nous qui lui servons de père, et de père très-affectionné (4). »

A ce bref, d'une si touchante paternité, le roi répondit en convoquant une assemblée de l'Eglise gallicane. Louis XIV entra dans les idées du jansénisme; les parlementaires étaient vivement épris de toutes ces décisions de conciles et d'assemblées ecclésiastiques; leurs présidents, conseillers et greffiers avaient tant écrit sur ces matières! Les conciles étaient en quelque sorte les parlements de l'Eglise, et toutes ces institutions se liaient les unes aux autres. Les évêques de France ne s'avançaient pas aussi hardiment dans les idées hostiles à Rome; mais tous possesseurs de bénéfices, nommés par le roi, ils ne devaient pas opposer une vive et profonde résistance à ses volontés.

C'est à la suite de l'admonition du souverain pontife que le clergé se réunit encore une fois pour invoquer les libertés de l'Eglise gallicane contre les déclarations pontificales. Louis XIV n'aimait pas les résistances; tous ces évêques réunis devaient

non appartenir universellement dans tous les archevêchés et évêchés du royaume, terres et seigneuries de notre obéissance, à l'exception de ceux qui en sont exempts à titre onéreux. » Voyez aussi la déclaration du 2 avril 1675.

(4) Cette bulle du pape est du 28 décembre 1679.

prêter force à sa volonté absolue, comme le parlement l'avait fait en d'autres circonstances. Le roi voulait avoir des instrumens et non des obstacles; l'Église gallicane lui donna aide, et à sa tête il faut placer Jacques Bénigne Bossuet, évêque de Meaux. Bossuet, sans s'être donné entièrement à l'école de Jansénius, professait néanmoins cette rigidité de principes, cette sévérité de morale, cette sublimité d'apprit de style, qui caractérisaient Port-Royal. Les jansénistes condamnés à Rome, presque séparés de communion avec les pontifes, avaient secondé de toutes leurs forces la résistance opposée par la royauté aux volontés du pape; le pouvoir absolu du roi leur plaisait, ils trouvaient là une suffisante garantie contre les bulles qui les menaçaient; liés avec l'école parlementaire, les jansénistes partageaient toutes les préventions des vieux conseillers pour les théories de l'Église nationale, pour ce système mixte, sans hiérarchie et sans unité. Bossuet s'établit donc comme le prêtre dominateur qui proclamait la suprématie de l'Église gallicane. L'assemblée du clergé de 1682 se montra toute concédante envers la couronne; ses actes ne sont en quelque sorte qu'une profession d'allégeance au profit de Louis XIV; car on y déclarait : « 1^{re} Que le concile général étoit au-dessus du pape, conformément à la doctrine établie dans les sessions 4 et 5 du concile de Constance, n'approuvant pas le sentiment de ceux qui soutiennent que cette maxime n'a lien que dans le temps des schismes. 2^o Que le pape ni l'Église universelle n'avoient aucun pouvoir sur le temporel des rois; qu'ils ne pouvoient être déposés, et que les sujets ne pouvoient jamais être dispensés ni exemptés du serment de fidélité envers leurs légitimes souverains. 3^o Que la puissance du pape devoit être limitée par les canons, et que Sa Sainteté ne pouvoit rien faire ni statuer qui fût contraire aux maximes établies par les conciles ni aux libertés de l'Église gallicane, qui ne sont point des immunités ni des privilèges, mais qui sont comme des barrières pour défendre les Français, et les garantir des mauvais conseils des souverains pontifes, et de l'abus qu'ils font de leur autorité, au préjudice du droit commun, qui est fondé sur les anciennes constitutions. 4^o Que bien que le pape ait la principale autorité dans les choses qui regardent la foi, ses décisions ne sont pas néanmoins authentiques sans le consentement universel de l'Église; ce qui marque que le pape n'est

point infaillible, à moins qu'il ne soit à la tête du concile, et que c'est l'arrêté de ce concile œcuménique, lequel représente toute l'Église, assistée du Saint-Esprit, qui décide, et rend le pape infaillible quand il prononce conformément à l'arrêté et à la décision de ce concile légitimement assemblée (1). »

La déclaration des évêques fut le triomphe absolu de l'école janséniste et parlementaire; tous les principes qu'on y établissait avec tant de soin se trouvaient textuellement exprimés dans les livres de Dupny et les arrêts du parlement depuis la pragmatique sanction. Ces articles furent long-temps discutés par le concile national, et enfin signés par chaque évêque individuellement. Il y eut encore bien des répugnances, des scrupules, car qu'étoit cette déclaration de 1682, si ce n'est le protestantisme déguisé, une réforme coraude se montrant avec respect pour le pontife, mais résistant comme Luther à son origine? La maxime que le concile général étoit au-dessus du pape, étoit renouvelée des grandes querelles du quinzième siècle, alors que l'assemblée universelle de Constance avoit dominé le souverain pontife, et essayé la république chrétienne contre la monarchie catholique et papale. Quant à l'indépendance temporelle des rois, c'étoit donner gain de cause à l'autorité matérielle sur le principe moral; on décidait le grand débat du moyen âge au profit de l'homme d'armes; l'Église se dépoûillait de cette censure indispensable pour réprimer les écarts du fort contre le faible; elle abdiquait elle-même et prononçait sa déchéance; la doctrine de la faillibilité du pape lorsqu'il est séparé du concile étoit encore un souvenir réveillé de l'école de Luther, alors qu'il harbonillait de lie la figure de Léon X dans les caricatures allemandes. Le dogme catholique étoit ainsi profondément ébranlé au profit de la puissance royale. Presque tous les prélats qui avoient signé cette déclaration s'en rétractèrent successivement; ils s'étoient déterminés dans le feu d'une querelle théologique, et pour obéir à l'impérieuse volonté de Louis XIV; ils n'avoient pas envisagé toutes les conséquences de la doctrine qu'ils souscrivaient comme corps de l'Église orthodoxe. La déclaration de 1682 devint dès lors une œuvre plutôt parlementaire qu'ecclésiastique; jamais l'Église de France ne l'adopta universellement, car elle ne vouloit point se jeter dans la réforme; c'est ce qui expli-

(1) Le texte latin de la déclaration est partout. Pour les détails sur la déclaration, on peut consulter le

livre si intéressant des anecdotes sur la déclaration de 1682, par l'abbé Emery.

que comment l'esprit d'opposition de toutes les époques s'empara de cet acte du jansénisme contre la hiérarchie catholique (1).

La déclaration de 1682 avait pour le clergé un but politique : en constituant l'Église nationale, elle la rendait plus forte, elle la plaçait dans de meilleurs rapports avec la royauté, sorte d'essai pour accomplir la tentative de Henri VIII, sans se séparer complètement de la cour de Rome. Plus on s'écartait de l'unité catholique et pontificale, plus il était besoin de montrer son zèle, d'établir la fermeté de ses doctrines. Il n'y a pas d'opinions plus intolérantes que celles qui se sont faiblement séparées de l'orthodoxie absolue; alors elles éprouvent un instinct, une force de persécution, afin de constater leur dévouement pour les principes qu'on les accuse d'apostasier. Cette force nouvelle, l'Église de France l'employa contre le calvinisme : l'école qui triomphait était de sa nature dispn- tense; Bossuet, le grand controversiste, se plaçant à la tête de l'Église gallicane, devait se jeter avec sa haute parole dans ce champ indéfini des querelles religieuses. Il est de l'essence des hommes supérieurs de tendre constamment à l'unité; tous sont animés d'un sentiment de fusion, ils voudraient réunir sous leur main les partis et les doctrines. Une puissante intelligence consacre toujours sa vie entière au développement et au triomphe d'une idée qui devient sa pensée constante, sa méditation unique, le feu qui soutient son génie, la maladie qui dévore ses entrailles.

Bossuet se préoccupa de la réunion des Églises catholique et réformée; c'est la mission de sa vie, et dans ce dessein il publia son livre : *de l'Exposition de la foi catholique*, sorte de catéchisme à l'usage des fidèles et des dissidents. L'évêque de Meaux y exposait avec une grande simplicité de formes les dogmes et les règles de discipline de l'Église. Dans ses développements, pleins de concen-

sions, il démontrait que les points par lesquels se séparaient les deux croyances n'étaient pas aussi décisifs que les controverses cherchaient à l'établir. Bossuet réfute toutes les idées que les calvinistes essayaient de répandre sur ce qu'ils appelaient la superstition des images, la présence réelle dans l'Eucharistie, toutes questions violemment controversées depuis les premiers siècles chrétiens. Aux yeux de l'école mystique ou puritaine dans le catholicisme, le livre de Bossuet parut une étrange concession; on dit que ce n'était plus là une foi vive et profonde, telle que les pères de l'Église l'avaient enseignée; Bossuet eut besoin de recourir à Rome pour faire justifier sa doctrine, en ce qui touche les principes constamment disputés entre les catholiques et les réformés. Telle est l'inévitable tendance de tous les esprits qui visent à la fusion des écoles; ils perdent quelque chose de leur asperité naturelle pour s'emprendre des doctrines opposées à leur propre opinion.

L'École calviniste ne resta point indifférente en face de ces controverses engagées : quatre ministres principaux prirent part à cette savante lutte; ce furent Paul Ferri, Claude, Bastide et Juriu; ils écrivirent aussi des expositions de foi, des catéchismes, des manifestes au nom de leurs croyances. Claude (2) et Bastide représentèrent la fraction modérée du calvinisme. Paul Ferri et Juriu se posèrent comme l'opinion emportée qui ne voulait à aucun prix une transaction. Le catéchisme de Paul Ferri fut un résumé puritain de toute la doctrine calviniste; on y retrouve la rigidité de l'école primitive de Genève, sans mélange d'idées politiques et c'est en quoi Paul Ferri se distinguait de Juriu, dont les opinions appartiennent tout entières à l'école hollandaise (3). Il ne faut jamais oublier que Genève et La Haye, quoique sous le mouvement d'une même réforme, n'étaient pas sous l'empire de semblables idées; l'école hollandaise était

(1) Je ne sache pas d'actes de gouvernement qui aient excité de p'as ardentes et de plus longues controverses que la déclaration de 1682. Il s'éleva une école nixte qui, dans ces derniers temps, fut représentée en France par M. l'évêque d'Hermopolis.

(2) Le ministre Claude a laissé une grande quantité d'ouvrages. Les principaux sont : 1° *Defense de la réformation contre le livre intitulé : Préjugés légitimes contre les calvinistes*; La Haye, ann. 1690-1693, 2 vol. in-18. — 2° *Réponse au livre de M. de Meaux, intitulé : Conférence avec M. Claude, ministre de Charenton*; La Haye, ann. 1693, in-12. — 3° *Les plaintes des protestans cruellement opprimés dans le royaume de France*; Colmar, ann. 1696, in-

12. Basnage en a donné une nouvelle édition in-8°. ann. 1713, avec une préface plus longue que le texte. Ces plaintes sont adressées à tous les États et princes de l'Europe, et au pape lui-même.

(3) Paul Ferri avait commencé par écrire un *Catéchisme général de la réformation*. Il publia successivement : le dernier *Désespoir de la tradition contre l'Écriture*; l'*Indicium pro scholastico orthodoxo*; Leyde, ann. 1680. — *Scholastici orthodoxi specimen*; Godstad (Genève), ann. 1618, in-8°. Ferri a laissé en manuscrit des sermons qui avaient eu un grand succès; selon dom Calmet, il y en avait douze cents sur la seule épître de saint Paul aux Hébreux.

surtout politique, la réforme ne se bornait pas à une simple contemplation, à des dogmes purement religieux. Les savans et les ministres d'Amsterdam, de Rotterdam et de La Haye, étaient véritablement des hommes politiques mêlés aux projets de révolution; ils colportaient des idées en Angleterre dans les Cèvennes, dans le Poitou, partout enfin où les croyances religieuses s'étaient mêlées à la fermentation des peuples contre les rois; tandis que Genève, toute méditative, se limitait au développement pacifique des dogmes, sans jeter à la face des princes des insultes et des mépris. L'existence de Jurieu fut consacrée à ces agitations soudaines qui brisaient en un seul jour les efforts de conciliation; Jurieu fut le pamphlétaire du calvinisme, considéré en tant que parti; car alors encore les écrivains remarquables se firent journalistes pour défendre une opinion, pour soutenir un système (1). Toute époque est ainsi marquée; seulement le but de la controverse diffère. L'*Histoire des Variations* de Bossuet fut-elle autre chose qu'un sublime pamphlet destiné au triomphe d'un parti? L'évêque de Meaux, comme l'avaient fait Cornéille, La Fontaine, Molière ou Boileau, écrivit sous l'inspiration des circonstances; il fut homme politique autant qu'évêque du catholicisme. Il se mêla aux querelles de son temps; aucun esprit supérieur n'y échappe; chacun prend part aux luttes vives des générations. Quand on a le génie, on ne vit pas au désert!

Dans ce conflit entre l'autorité, représentée par l'Eglise romaine, et l'examen dont l'expression se trouvait au sein du calvinisme, commence à se montrer alors une autre école plus libre encore dans ses allures; je veux parler du scepticisme moqueur et critique, du soéanisme spirituel qui remontait jusqu'à Montaigne, et allait trouver un peu plus tard son représentant scientifique et travailleur dans Bayle. Cette école prenait sa force dans le grand principe d'examen, fondement de la doctrine calviniste; la raison pure devait-elle avoir des limites dans ses investigations indéfinies? de quel droit Calvin imposait-il des barrières? en vertu de quel principe admettait-on certains dogmes et en rejetait-on certains autres? Dieu seul était accepté comme une vérité constatée; mais au-delà tout

n'était que révélations, et qui disaient révélations exprimait une chose enseignée et controversable. Le rationalisme attaquait donc plus fortement encore la réforme que l'Eglise romaine, car cette Eglise au moins portait du principe de l'autorité, tandis que le calvinisme établissait l'examen comme l'invariable loi de la réforme; l'examen c'est la raison pure, libre et fière de l'école soécienne.

Ainsi donc, la déclaration de 1682, bien que dirigée contre le pape, n'était point favorable comme acte politique au calvinisme; elle constituait une Eglise gallicane plus fortement territoriale, placée sous le glaive temporel de Louis XIV; tout ce qui se séparait de cet ordre ecclésiastique, désormais royal, devait être soumis par la persuasion ou par la force. De là les controverses engagées par les évêques avec les ministres, les prédications continues, les conversions achetées par l'appât de positions plus brillantes, par des concessions de familles, d'honneur ou de privilèges. Avant d'arriver à la persécution matérielle, le pouvoir emploie toujours la persécution morale; l'une est aussi dure que l'autre. Il y a une certaine gêne qui oppresse l'âme lorsqu'on vous enlève les facultés naturelles dans la vie sociale, l'ambition qui excite, l'avenir qui soutient, les carrières enfin qui agrandissent l'existence. Que voulez-vous que fit un pauvre gentilhomme quand Louis XIV, avec son regard impératif, lui disait : « Caumont, Duras ou Duquesne, tant que vous serez huguenot, vous ne serez pas de mes amis, vous renfermerez l'épée dans le fourreau; plus d'honneurs, plus de fortune, plus de crédit. » Il fallait avoir une puissante foi, une conviction religieuse bien trempée, pour résister aux menaces ou aux allèchemens; ce sont d'austères figures que les huguenots qui demeurèrent à cette époque fermes dans leur croyance. Lorsqu'un système domine en politique ou en religion les masses ou les gouvernemens, on porte les yeux avec un indigne intérêt sur ces grandes physionomies qui représentent l'opinion persécutée et en ruine; elles se font là comme l'expression d'un vieux monde. Depuis la déclaration de 1682, tout le système fut combiné pour éteindre les derniers débris du calvinisme en France; ce fut là

(1) Jurieu est auteur de nombreux ouvrages. Les plus remarquables sont les suivans : 1° *Préserutif contre le changement de religion*; Rouen, ann. 1680, in-12. — *La politique du clergé de France pour détruire la religion protestante*; Amsterdam, ann. 1681, in-12. — *Histoire du calvinisme et du papisme mis en parallèle*; Rotterdam, ann. 1682, 2 vol.

in-4°, ann. 1683, 4 vol. in-12. — *Les Soupçons de la France enclaire qui aspire après sa liberté*, in-4°. — *Histoire critique des dogmes et des cultes bons et mauvais qui ont été dans l'Eglise depuis Adam jusqu'à Jésus-Christ*; Amsterdam, ann. 1704, in-4°. C'est un des meilleurs ouvrages de Jurieu.

préoccupation du moment; on en parlait partout, dans les chaires, dans les conseils, comme à d'autres époques, quand on voulut éteindre l'opinion républicaine, on en fit le sujet des lois, des actes, des harangues de tribune et des persécutions organisées. Cela se voit toujours dans la marche des siècles; c'est la lutte incessante entre la force ou le droit qui règne, la force ou le droit qui s'oppose, dualisme éternel auquel Dieu semble avoir condamné les sociétés humaines.

L'assemblée du clergé de 1682, comme toutes les assemblées politiques, parlementaires ou ecclésiastiques, fut chansonnée par les gens de cour, les poètes bourgeois, tous les beaux esprits du temps. Depuis le seizième siècle, la théologie s'était souvent costumée en chanson, et au colloque de Poissy n'avait-on pas vu les orateurs huguenots ou catholiques caricaturés dans de petits poèmes, où Bèze et le cardinal de Lorraine étaient mis en scène avec leurs dissertations subtiles (1)? La déclaration de 1682 fut spirituellement attaquée, comme un acte de lâcheté et de condescendance de l'épiscopat au profit de Louis XIV; les véritables catholiques s'élevaient contre cette pragmatique qui donnait tout au roi et au Père Lachaise, très-partisan des libertés de l'Eglise gallicane: « Voyez quel triste spectacle! des prélats quittent leur diocèse pour préparer le triomphe du Père Lachaise! Et tous ces messeigneurs sont des sujets vivans sous la loi; faut-il dire à quel prix on obtient la régle, et qu'importe même qu'on ait contre soi le Saint-Père et qu'il condamne l'erreur fatale (2)! »

(1) Voyez mon *Histoire de la Ligne*, tom. II.

(2) Quel spectacle nouveau se présente à mes yeux!
Prélats de tous côtés quittant leurs diocèses,
Viennent pour préparer un triomphe à Lachaise;
Tout fléchit pour le rendre heureux,
Certes, obéissez, soumettez-vous, Saint-Père,
Craignez ce jésuite en colère;
Tous les messeigneurs que je vois
Sont autant de sujets qui vivent sous sa loi;
Quand on obtient la régle,
Qu'importe à quel prix!
Que le Saint-Père surpris
Condamne l'erreur fatale
Qui coûte tant d'argent, d'assemblées et d'écrits,
Quand on obtient la régle,
Qu'importe à quel prix!

Recueil manuscrit de Manrepas, Biblioth. du roi.

(3) Sur l'air: *O filii es filius*.
Les docteurs avoient de l'esprit,
Et l'on croyoit au Saint-Esprit;
L'assemblée a changé cela,
Alleluia.

D'autres vers moins sérieux chansonnaient la servilité des prélats: « Jusques alors les docteurs avoient de l'esprit, et l'on croyoit au Saint-Esprit, l'assemblée a changé cela, *alleluia*; et pourquoi? c'est que Harlay, Lachaise et Novion n'ont pas voulu que le roi cédât (3). En vérité, prélats abbés séparez-vous, chacun se moque de vous, et toute la cour vous méprise, car on vous ferait signer l'Alcoran avant qu'il fût un an (4). »

Ainsi, dans l'opinion commune et générale, la déclaration de 1682 fut considérée non point comme le triomphe d'un système catholique, mais comme un acte de faiblesse et de courtoisie de l'épiscopat et des parlementaires au profit de Louis XIV. La résistance au pape, le chef suprême de l'Eglise, ne fut que l'égoïste adhésion d'évêques, de présidents et de conseillers qui voulaient se conserver la bienveillance du roi et du Père Lachaise. L'Eglise ne fut point nationale, mais royale; sa hiérarchie et sa liberté dépendirent désormais du monarque, qui voulait tout soumettre à l'unité de son gouvernement.

CHAPITRE XXI.

MOUVEMENT CATHOLIQUE EN FRANCE.—RÉACTION DE LA RÉFORME EN ANGLETERRE.

La pensée du salut.—Prédications catholiques en France.—Mesures administratives contre les cal-

La Sorbonne défend la loi,
Et le clergé l'édit du roi;
On ne sait qui l'emportera,
Alleluia.

Harlay, Lachaise et Chanvallon.
Et le président de Novion,
N'ont voulu que le roi cédât,
Alleluia.

Qu'on nous tienne pour insensés
S'ils sont jamais canonisés,
A moins d'un bon meû en culpâ,
Alleluia.

Recueil de chansons, vaudevilles, sonnets, etc., manuscrit, Biblioth. royale, tom. V, collection Manrepas.

(4) Prélats, abbés, séparez-vous;
Laissez en paix Rome et l'Eglise;
Un chacun se moque de vous,
Et toute la cour vous méprise,
Ma foi, l'on vous ferait, avant qu'il fût un an,
Signer à l'Alcoran.

vinistes.—Avènement de Jacques II.—Mouvement simultané et protestant contre le principe monarchique.—Traité de défense mutuelle entre Jacques II et Louis XIV.—Moyens de préparer l'unité religieuse.—Conversions.—Violences.—Prédications.—Mouvement militaire.

1682—1685.

A toutes les époques, les sociétés se préoccupent de certaines idées qui dominent quelque temps les esprits comme un besoin ou comme une mode; tout le monde les exprime, y croit, s'y attache; on n'est plus de son temps quand on ne les adopte pas, on se condamne à vivre dans un siècle qui n'est plus le sien. Vers le milieu du règne de Louis XIV, la cour, la ville, gentilshommes et bourgeois, furent sous la préoccupation d'une seule pensée, celle de faire son salut : sermons, édits, causeries spirituelles de courtisans, lettres familières, tout ne porte plus que sur la nécessité du salut; ce fut un besoin de réconcilier l'âme avec Dieu, une sorte d'ivresse, de jubilé dans les plaisirs du monde (1).

L'idée du salut est un détachement de l'existence temporelle pour se porter vers la perfection chrétienne; elle arrive au milieu de la vie, à cette transition critique pour les âmes fortes et faibles, où la jeunesse s'en va avec ses illusions et ses plaisirs. Il prend alors une sorte de mélancolie qui saisit l'âme et déchire les entrailles. Le roi en était arrivé là; et comme Louis XIV donnait l'impulsion à toute sa cour, et sa cour à la société, il ne fut bientôt plus question que de se convertir soi-même et de convertir les autres. Il n'est pas une seule lettre, un seul livre de cette époque qui ne révèle la pensée générale du salut; elle devint la préoccupation de tous les âges, comme l'était la gloire pour les gentilshommes. Non seulement la chaire retentissait de la nécessité du salut, mais les ouvrages de morale et de politique placent ce besoin au-dessus de tous les autres, or, le salut de soi et de tous, entraîne vers les conversions et le prosélytisme.

Le catholicisme prenait ainsi une attitude militante; il n'y a rien de plus dominant que la prédication des principes qui forment la conviction d'un

homme: l'amour-propre se mêle ici à la conscience; ce que l'on croit, on veut que chacun le pense également. Le prosélytisme, en religion comme en politique, a d'irrésistibles entraînements; on veut faire des catholiques alors par tous les moyens, comme en d'autres temps on voulait faire des républicains et des monarchistes; on persécuta les dissidents, parce qu'il entre dans la nature de tout prédicateur de doctrine de s'irriter des résistances. On est rarement convaincu sans se faire persécuter.

On a vu qu'une guerre sourde avait été déclarée par l'administration du royaume à la religion réformée; les parlements, les évêques, les intendants de provinces avaient rigoureusement exécuté les édits émanés du chancelier Letellier et de Colbert. Ces édits n'étaient encore que des modifications à la grande Charte connue sous le nom d'*Édit de Nantes*; on n'osait point, au milieu des guerres, attaquer ouvertement la constitution des huguenots. En général, lorsque le pouvoir veut abolir les privilèges d'un grand parti, il ne va pas immédiatement à son but; il tourne ces privilèges par mille moyens secondaires; il essaie longtemps ses forces avant de tenter un coup d'État. Il y a toujours une certaine prudence qui retient les gouvernements avant de marcher dans les voies violentes.

Parmi les édits de Louis XIV sur le fait de la religion, les uns privaient les huguenots de toutes fonctions administratives; les autres leur enlevaient leurs temples, leurs ministres, les moyens même de baptiser leurs enfants et d'entendre le prêche. Les registres des intendants qui existent encore indiquent toute la sollicitude qu'ils apportaient dans leurs desseins; on abandonnait tout, finances, judicature, édits de réforme administrative et judiciaire pour ne s'occuper que des buguenots. Il y a sur ce point le récit vaif de l'intendant Foucauld, nommé dans le Béarn; ardent et habile administrateur, il consigne jour par jour les efforts inouïs qu'il multiplie pour arriver à la conversion des calvinistes, si nombreux dans sa province; Foucauld les réunit par grandes masses, leur communique les ordres du roi, les prend tour à tour par la crainte et par l'ambition; il ne se fie pas seulement à ses propres missionnaires, l'intendant le devient lui-même; il exerce une sorte de proconsulat (2)

(1) Comparez les lettres de M^{me} de Maintenon, édition de La Haye, 1708, avec celles de M^{me} de Sévigné. Toutes les œuvres de Bourdaloue ne sont que le développement de l'idée du salut.

(2) « Au mois de novembre 1683, les religionnaires

des Cévennes ont tenté d'engager ceux de Montauban dans leur révolte, ce qu'ils ont refusé, nonobstant les sollicitations des nommés Caussade et Verdier, avocats séditieux. J'ai mandé à M. de Châteaufort qu'il faudroit les reléguer. A la fin de cette année le roi a

avec des pouvoirs absolus, il destitue les officiers municipaux, il démolit les temples (1); car à toutes les époques de réaction, un besoin de démolition s'empare du pouvoir comme du peuple. Foucauld ne voit partout que la nécessité d'abolir la réforme; il envoie ses rapports à la cour, demande des prédicateurs et des régimens, avec un zèle et un dévouement qui témoignent de sa conviction profonde; l'intendant voudrait engager personnellement des controverses (2) avec les ministres, et discuter comme à Poissy les principaux dogmes et les mystères de la croyance catholique, tant il éprouve cette ardeur de conversions. Pourquoi ne laisserai-je pas parler l'administrateur plein de zèle, qui donne la mesure de l'esprit politique de son temps? Au mois de janvier 1679, j'ai reçu un arrêt du conseil qui exclut les habitans de la religion prétendue réformée des charges municipales de la ville

rendu des arrêts qui ont exclu du consulat les habitans de la religion prétendue réformée de plusieurs communautés où le consulat étoit mixte. » Mémoires de messieur Nicolas-Joseph Foucauld, conseiller d'État ordinaire, publiés par M. Bernier.

(1) « Le 23 juin 1683, j'ai mandé à M. de Châteaufort, à M. le chancelier et au père de Lachaise que le temple de Montauban a été démolé en exécution de l'arrêt du parlement de Toulouse, et que cette démolition avoit été faite en présence du commissaire nommé par le parlement, en dix-neuf heures, après que les trois jours donnés aux religionnaires pour le faire démolir ont été expirés. Pendant cette démolition, qui a été faite naturellement et sans préméditation, dans l'octave du Saint-Sacrement, les boutiques ont été ouvertes. Les religionnaires n'ont marqué aucune inquiétude, ils ont fait paroître une entière soumission. » Mémoire de l'intendant Foucauld, ano. 1682 — « Le 22 février 1685, j'arrivai à Pau. Je fis commencer de suite la démolition de quinze temples, déclarés par le procureur général en contravention aux arrêts et édits du conseil. Leur procès avoit été bientôt fait, ainsi que les arrêts qui ordonnèrent de les démolir. Ils furent abattus promptement, en sorte qu'en moins de six semaines il ne resta pas un temple dans tout le Béarn. Cette démolition engagea tous les ministres de sortir de la province, et par leur désertion, ces faux pasteurs ne laissèrent le champ libre aux conversions. » Mémoires secrets de l'intendant Foucauld, publiés par M. A. Bernier, t. II, p. 273.

(2) « J'ai fait faire l'ajuration du calvinisme au sieur Gonford, ministre d'Oléron, dans la cathédrale de la ville, en présence de M. l'évêque et de plus de huit mille personnes de l'une et de l'autre religion. La plus grande partie des habitans de la religion prétendue réformée d'Oléron se sont convertis depuis la couver-

de Montauban, et ai proposé à la cour d'en rendre un pareil pour toutes les autres villes. Le 3 mai, j'ai reçu un arrêt du conseil pour faire saisir les revenus de l'évêque de Pamiers; j'ai proposé de les employer aux dépenses et charges ordinaires et réglées de l'évêché, et d'appliquer le reste à la subsistance des nouveaux convertis du diocèse. Le 12 juillet, j'ai mandé à M. Colbert qu'il étoit convenable et même nécessaire d'achever le bâtiment commencé par M. Bertier, évêque de Montauban, les religionnaires ayant démolé l'ancienne maison épiscopale, qui même avoit été enfermée dans les fortifications de la ville. Au mois d'octobre 1680, M. Colbert m'a envoyé un arrêt qui exclut les religionnaires de tout emploi de recette des deniers du roi (3). Le 23 juillet 1681, j'ai proposé à M. de Louvois de faire venir du Roussillon deux compagnies de cavalerie dans le haut Rouergue et dans

sion de leur ministre, et les autres se font instruire. »

— « Le 17 juin 1684, je suis venu à Pontac avec M. l'évêque de Tarbes pour travailler aux conversions. Il y avoit encore cinq cents religionnaires; nous en avons eu deux jours convertis une centaine. » Mémoires secrets de l'intendant Foucauld.

(3) Cet impitoyable système de Foucauld, des intendants, excita de vives plaintes de la part des colvinistes; j'ai trouvé les stances suivantes d'un protestant :

Grand prince, en qui l'Europe admire
Des vertus qu'on ne peut décrire,
Et qui de notre amour sont les nobles objets,
Souffre qu'avec respect mon zèle ose te dire
Que la rigueur que l'on t'inspire
Contre de fidèles sujets
Est un piège qu'on tend aux illustres projets
Qui te mènent si droit au trône de l'Empire.
En nous perdant, tu perds la digue
Qui s'oppose à l'injuste ligne
Qui forme contre toi la race des Césars.
Contre la secrète cabale
Si funeste à la France, à nos rois si fatale,
Nos pères ont été les plus fermes remparts;
Et leurs fils, dans ces champs de Mars,
Te suivant fidèlement de victoire en victoire,
Ont essuyé mille hasards
Qui leur ont mérité quelque part dans ta gloire.
Que ta justice et ta clémence
L'emportent dans sur ta puissance
Dans tes arrêts et tes édits;
Destemples abattus, des pasteurs interdits
Sont une triste récompense
De tant de sang versé pour la gloire des lis!

(Recueil des Mss. Mss. Mss., tom. V.)

le hant Quercy, pour seconder les missionnaires ecclésiastiques. Le 6 août, j'ai écrit une lettre au père de Lachaise, par laquelle je lui ai mandé les bonnes dispositions où je trouvois les ministres et principaux religieux de Montauban, pour leur retour à l'Eglise romaine; que leur conversion attireroit infailliblement celle de toutes les villes du Quercy, du Rouergue et du bas Languedoc, qui ne cherchoient qu'une porte honnête pour rentrer dans l'Eglise; qu'ils demandent pour cet effet, et pour sauver leur honneur, qu'on fasse une conférence où les points controversés seroient agités; que ceux qui sont les plus considérés et les plus accrédités dans le parti m'ont assuré que c'étoit la seule voie qui pût faire réussir le grand projet des conversions; que celles de rigneur, de privation des emplois, les pensions et les grâces seroient inutiles. Ayant fait depuis la même proposition à M. le chancelier Letellier, dans un voyage que je fis à Paris, il la rejeta absolument, disant qu'une pareille assemblée anroit le même succès que le colloque de Poissy; que le pape trouveroit mauvais que l'on fît une pareille conférence sans sa participation, et il me défendit d'en parler au roi. Sa timidité naturelle dans une entreprise qu'il jugeoit périlleuse est peut-être cause que l'ouvrage des conversions, qui auroit pu réussir par les conférences, soutenues d'autres moyens doux, a coûté la ruine d'un si grand nombre de religieux et la perte du commerce et des arts. J'ai reçu, pendant cette année et les suivantes, des arrêts pour exclure les religieux des charges publiques et des emplois dans les villes (1). »

Foucauld continue : « J'ai mandé à M. le chancelier que les habitants du Béarn, de la religion prétendue réformée, étant exclus de toutes charges et emplois, ceux qui n'élèvent pas leurs enfans aux armes et au commerce, les font étudier en droit et les envoient à Pau pour y être reçus avocats et en faire la fonction; en sorte que d'environ deux cents avocats qui composent le barreau de ce parlement, il y en avoit au moins cent cinquante de la religion prétendue réformée, et même c'étoient les plus employés; et que, comme il s'en présente tous les jours pour être reçus, j'avois empêché qu'ils ne l'aient été jusqu'à ce que je fusse informé des intentions du roi sur ce sujet; qu'il sembloit convenable que les avocats catholiques fussent plus forts, au moins du tiers en nombre, que ceux de la religion prétendue réformée; que j'attendois sur

cela ses ordres, et que cependant je continuerois de faire surseoir à la réception de ceux qui se présenteroient (2). »

Tels sont les rapports de Foucauld, l'intendant zélé. Le résultat de ce système d'oppression administrative devoit être une résistance patiente d'abord, puis armée; enfin une certaine émigration de calvinistes, portant à l'étranger leurs haines contre l'autorité qui les avoit poussés à l'exil. Toutes les fois qu'un pouvoir fort visé à l'unité de doctrines, que ce pouvoir s'appelle Convention ou royauté, peu importe, il a toujours soulevé dans ses prescriptions impératives la guerre civile et l'émigration. Les Cévennes furent la Vendée huguenote. Les réfugiés protestans qui portèrent en Europe leurs ressentimens contre Louis XIV, ne furent pas plus coupables que cette émigration, laquelle un siècle plus tard secona une autre tyrannie; la révolution de 1789 visait à l'unité politique, comme Louis XIV avoit visé à l'unité religieuse; et ces deux époques virent la persécution. Les réfugiés calvinistes allèrent en Hollande, en Angleterre, se grouper autour de Guillaume d'Orange, qui étoit la personnification de leurs principes, comme les émigrés royalistes allèrent outre Rhin se grouper autour du prince de Condé et du duc de Brunswick, le symbole de leur foi chevaleresque et monarchique. Les grandes opinions n'ont pas de territoire; les convictions ardentes trouvent bientôt un chef qui leur plaît, un drapeau qu'elles saluent, et ce drapeau devient la patrie.

Le mouvement de résistance des huguenots en France eut son retentissement parmi tous leurs coreligionnaires en Europe; l'école calviniste étoit devenue d'une indéchirable hardiesse: souvent les partis en minorité veulent ainsi reconquérir l'ascendant par le bruit; et dans ce temps se préparait le pamphlet du ministre Jurien sur l'origine de toute souveraineté; son titre est celui-ci : *Les soupçons de la France esclave qui aspire à la liberté*; sa thèse étoit profondément anarchique et toute républicaine; il refusoit à la royauté son droit imprescriptible; toute puissance venoit du peuple et de sa souveraineté inaliénable; la révolte étoit permise contre quiconque cherchoit à usurper la tyrannie sur la multitude; c'étoient des assemblées que les monarques tenaient leurs droits, et non pas de la transmission et de la naissance. Appliquant ensuite ces théories à la situation de la France, l'écrivain s'élève contre toute l'administra-

(1) *Mémoires de messire Nicolas Foucauld, conseiller d'Etat ordinaire, publiés par M. A. Bernier.*

(2) *Mémoires de l'intendant Foucauld. ann. 1694.*

tion de Louis XIV (1). Jurieu était disciple de l'école hollandaise; il appartenait à ces réformateurs qui proclamaient l'empire des masses sur les rois, de l'élection sur les races. Cette école grandissait avec les menées du prince d'Orange contre la maison des Stuarts; le stathouder Guillaume secondait la publication de ces livres, qui pouvaient servir à ses dessein sur le trône de la Grande-Bretagne. Jamais les questions de l'origine des souverainetés n'avaient produit un si haut retentissement qu'à cette époque; les pamphlets sont jetés par milliers : si Racine, Boileau exaltaient en France la grande royauté de Louis XIV, les écrits anglais et hollandais établissent la souveraineté des peuples; l'élection des monarques par l'autorité des parlements.

Il faut rappeler que la question politique menaçait encore de se faire religieuse; l'attitude de la maison des Stuarts vis-à-vis le parlement tendait à l'hostilité profonde. Charles II venait de mourir, et le trône passait paisiblement au duc d'York, qui prit le nom de Jacques II. Le bruit était en Angleterre que ce prince, dévot catholique, était lié avec Louis XIV par un traité d'intime alliance pour préparer la restauration romaine; le parlement et le peuple signalaient avec inquiétude la chapelle papiste de White-Hall. Quand les puritains au large chapeau, à la mine austère, à la démarche grave, voyaient s'élever les parfums des autels catholiques, quand ils entendaient la cloche du soir, une vive indignation se manifestait contre cette race agenouillée devant les superstitions de Rome; des bruits sinistres circulaient aussitôt sur les intentions perfides d'un souverain sacrifiant son royaume au papisme et à la France. N'avait-on pas trouvé sur le livre de Psalmes de Jacques II, au préface, un faux titre qui cachait toute la liturgie romaine (2) ?

En Angleterre, la croyance se divisait toujours en sectes diverses et ardentes; l'Eglise établie était en pleine possession du sol; mais les puritains, les calvinistes austères, quoique persécutés à certains intervalles, n'en possédaient pas moins une grande importance; et comme d'ailleurs la haine était commune envers les catholiques, toutes les sectes

se réunissaient contre le pouvoir protecteur du papisme. Jacques II essaya d'abord un édit de tolérance religieuse; aux temps calmes, cet édit eût été un progrès, mais dans les époques de passions, la tolérance est considérée comme une trahison. Les partis veulent chacun dominer exclusivement et absolument; ils ne permettent jamais qu'une opinion qui n'est pas à eux respire à l'aise. Le mouvement portait alors aux idées nettes et absolues; Genève souffrait à peine qu'un ambassadeur de France eût une chapelle catholique; l'Angleterre se soulevait parce que Jacques II préparait un édit d'égalité protection, et Louis XIV décidait en silence la révocation de l'édit de Nantes, la Charte de tolérance des huguenots. Il ne faut jamais séparer ces faits intimés dans l'histoire, car ils s'expliquent et s'interprètent mutuellement.

Il est incontestable que deux droits publics s'élevaient l'un contre l'autre à ce moment : l'un portait de l'unité catholique et de la souveraineté de race; il avait pour expression Louis XIV et Jacques II; avec leurs traités d'alliance et de garantie; l'autre était réformateur avec le principe plus ou moins agrandi de la souveraineté du peuple et du parlement. Ces deux principes paraissent alors en face, et ils ne se souffrent pas dans leur liberté spontanée; toute concession mutuelle leur est interdite, ils marchent à l'accomplissement de leurs desseins sans transiger; on ne supporte pas plus les catholiques en Angleterre, à Genève, en Hollande, que les huguenots ne sont tolérés en France; les esprits les plus éclairés n'auraient pas même compris cette indulgence entre des idées et des opinions ennemies. En temps d'émotion les choses marchent ainsi.

Le traité de royale assurance entre Louis XIV et Jacques II donna plus de hardiesse et de courage dans l'accomplissement des mesures communes pour la restauration de la prérogative. Jacques II lutta avec plus de ténacité contre son parlement; la correspondance diplomatique indique jour par jour les conseils, les avis secrets que le roi de France fait passer à son frère de la Grande-Bretagne, et chaque jour, à la suite de ces conseils, Jacques II osait davantage (3); la chapelle papale s'agrandit. Le

(1) Je me réserve d'analyser plus tard le pamphlet de Jurieu; car peut-être faut-il en reporter la date à 1688, époque où les questions de la souveraineté furent vivement agitées. Le livre de Jurieu est fort rare, et la seule édition que je me suis procurée est de 1689-1690: ce livre est divisé en Mémoires. On le paie jusqu'à 1,000 fr. dans les ventes. Toutefois je dois avertir que les neuf premiers Mémoires ont été réimprimés à Am-

sterdam, 1788, sous ce titre: *Le Vau d'un Patriote*.

(2) James Fox, *a History of the early part of the reign of James the second*.

(3) « Il sera facile au roi d'Angleterre, écrit Louis XIV à M. de Barillon, son ambassadeur à Londres, et aussi utile à la sûreté de son règne qu'au repos de sa conscience, de rétablir l'exercice de la religion catholique, qui engagera principalement tous ceux qui en

roi assiste dévotement dans White-Hall à tous les exercices de l'Eglise romaine; il s'entend avec les catholiques d'Irlande; ses agensecrets parcourent ce pays, et cherchent un appui pour sa cause. Jacques II autorise les prédications clandestines, il caresse les lords et les courtisans qui viennent à lui par la catholicité; c'est un prosélytisme comme l'essayait Louis XIV à sa cour. Aussi les hants barons, l'aristocratie de la terre, les envahisseurs surtout des biens ecclésiastiques distribués par Henri VIII, de ces abbayes qui formaient les patri-moines, les grands Etats de la noblesse anglaise, s'agitent publiquement pour défendre l'Eglise établie contre le papisme. Toute la richesse de l'aristocratie anglaise reposait sur la confiscation; plus d'un lord anglais attachait ses lévriers de chasse à la vieille tourelle du clocher. La salle du festin était le réfectoire noirci où les moines se réunissaient en chœur après la prière du soir; les armures de fer du baron enchaînaient à peine les niches antiques des saints mutilés dans la guerre iconoclaste sous Henri VIII et Elisabeth. Les vastes prairies, les moullus banaux étaient les grasses mannes abbatiales! La forêt séculaire héritait encore quelques chapelles saxonnes, avec leurs légendes de Saint-Hubert et de Robin Wood, que les moines contaient pour distraire les chevaliers vidames dans les libations joyeuses des longues soirées d'hiver. Toutes les existences territoriales de l'aristocratie étaient ainsi menacées par un retour au papisme; quoi d'étonnant dès lors qu'elles cherchassent vigoureusement à se défendre? Quand une certaine révolution a fait passer la terre dans de nouveaux intérêts, il est impossible de retourner en arrière. La mutation des propriétés est la plus grande puissance pour un nouveau système de force et de gouvernement.

En France la volonté de Louis XIV trouvait moins d'opposition; le mouvement vers l'unité religieuse s'opérait avec des difficultés sans doute, mais des résultats étaient acquis. Indépendamment des moyens d'ambition que les intendants reçurent ordre d'employer, on organisa des prédications ambulantes, des missions monastiques de provinces

en provinces; elles se dirigèrent surtout vers le midi de la France, depuis la Loire jusqu'aux Pyrénées, de la Rochelle jusqu'aux Alpes par les Cévennes. Des troupes de minimes allaient de villages en villages, et là tous les matins, au son de la cloche, les calvinistes étaient réunis. Le prédicateur les exhortait à se convertir à l'Eglise catholique, un baptistère était tout prêt, des confesseurs se plaçaient dans chaque paroisse, l'évêque recevait l'abjuration, et bientôt le nouvel adepte était admis aux sacrements de l'Eglise catholique.

A ces mesures de persuasion il fallut joindre bientôt la force militaire; le conseil confia le gouvernement des provinces méridionales à des gentilshommes d'un grand dévouement, capables de prendre des partis extrêmes, et disposés surtout à obéir à tous les ordres du ministre de la guerre, le marquis de Louvois. Il nous reste encore les Mémoires du maréchal de Noailles (1), à qui le gouvernement du Languedoc fut confié, et le maréchal emploie tour à tour la ruse et la violence. La guerre des Cévennes n'a point commencé encore, le paysan ne saisit pas la vieille arquebuse du temps des guerres civiles; mais lorsqu'une commune huguenote des montagnes aperçoit de loin les prêcheurs catholiques, elle ferme ses portes quand elle est murée, ou elle fuit au désert pour entendre la parole ecclésiastique d'un ministre inspiré de Dieu. Le maréchal de Noailles demande à chaque instant des troupes à la cour; il écrit au marquis de Louvois pour avoir quelques régiments de dragons, soldats de pieds et de cheval, qui peuvent être utilement employés dans ces montagnes arides; le maréchal de Noailles ne comprend pas la langue grossière de ces paysans, mais il suffit qu'ils se rebellent contre le roi pour qu'il les fasse pendre ou les condamner aux galères perpétuelles. Les parlements secondent ce mouvement, et c'est ainsi que deux années avant sa révocation l'édit de Nantes n'existait plus que comme un de ces monuments historiques qui ont cessé d'appartenir à l'époque présente. Louis XIV n'hésite pas à attaquer hardiment le parti huguenot!

feront profession dans son royaume à le servir bien plus fidèlement; au lieu que s'il laisse perdre une conjoncture aussi favorable qu'elle l'est à présent, il ne trouvera peut-être jamais tant de dispositions de toutes parts, ou à concourir à ses desseins, ou à souffrir qu'il les exécute » Dépêche du roi Louis XIV à M. de Barillon, août 1685. — Lord Sonderland écrivait à l'ambassadeur anglais à Paris: « Le roi mon maître n'a

rien dans le cœur si avoué que l'envie de rétablir la religion catholique; il ne peut même, selon le bon sens et la droite raison, avoir d'autre but. Sans cela il ne sera jamais en sûreté, et sera toujours exposé au rôle indiscret de ceux qui échauffent les peuples contre la catholicité, tant qu'elle ne sera pas plus pleinement rétablie. » (Dépêches officielles.)

(1) *Mémoires de Noailles*, rédigés par l'abbé Millot.

CHAPITRE XXII.

ADMINISTRATION DE LOUIS XIV.

Le marquis de Louvois. — Guerre et régimens. — Ecoles. — Gouvernemens des provinces. — Colbert. — Finances. — Intendans. — Le marquis de Seignelay. — Marine et maison du roi. — Le chancelier Letellier. — Justice. — Parlement. — Police de Paris. — Département des affaires étrangères.

1670 — 1685.

L'unité religieuse et politique, telle est la double tendance du gouvernement de Louis XIV; toute volonté forte est dominée par la pensée de ramener le gouvernement à elle; depuis Mazarin et Fouquet, qui exercent ou veulent exercer la puissance souveraine, il n'y a plus aucun ministre du roi qui prétende à l'indépendance (1); aucun d'eux n'établit un système en dehors du prince pour le dominer; ils reçoivent l'impulsion et ne la donnent pas: Louvois, Colbert, Seignelay, même le vieux chancelier Letellier, n'ont aucune influence absolue sur les affaires. Le seul maître, c'est le roi; tous ses ministres sont de hauts commis qui exécutent avec intelligence les ordres du prince. Et il ne faut pas dire que cette action passive, que cette obéissance résignée, soient dénuées de toute puissance d'esprit; il y a une certaine capacité à s'empêcher de la volonté d'un autre plus grand, plus intelligent et plus fort. La bonne application d'une pensée de gouvernement n'appartient qu'à des esprits d'élite; l'exécution quelquefois est tout; l'homme supérieur qui est destiné à subir une volonté haute et tenace est toujours assez habile pour insinuer ses propres idées, et pour faire croire que ses œuvres personnelles sont celles du monarque; il identifie

tellement sa pensée à la pensée qu'il doit diriger, que l'une et l'autre ne forment plus qu'un tout dans le dessein commun d'administrer l'État.

Les guerres qui s'étaient continuées depuis tant d'années jusqu'à la paix de Nimègue avaient créé la puissance du marquis de Louvois; il était dans la nature des choses que le ministre chargé du département militaire prit une importance plus grande, alors que les batailles se donnaient sur une aussi vaste échelle. Les fortunes des campagnes avaient été diverses; on avait vu alternativement des victoires et des défaites (2); mais dans toutes ces chances l'activité du marquis de Louvois s'était montrée; son caractère dur, tenace, persévérant, s'était manifesté dans les positions les plus difficiles, en même temps qu'il avait pourvu à tous les besoins de l'ordinaire et de l'extraordinaire des guerres, avec un zèle et des sueurs dont le roi lui savait gré. Le marquis de Louvois semblait l'homme de la situation. Le grand crédit dont jouissent certains caractères politiques en d'administration n'est pas toujours pur caprice; le hasard crée moins les positions que ne les fait la nécessité: quand un ministre ou un homme d'État se maintient long-temps dans une situation contre toutes les intrigues, c'est qu'il est indispensable à cette situation dont il est le symbole. Le marquis de Louvois se trouvait bien placé à l'ordinaire et à l'extraordinaire des guerres; son administration inexorable était en parfaite harmonie avec une organisation militaire tout entière aux mains des gentilshommes; quel désordre ne serait pas résulté d'un système qui plaçait les régimens dans une sorte d'indépendance sous le commandement de chaque colonel propriétaire!

Si l'on portait ses regards sur la province, on trouvait, dans l'ordinaire des guerres, des gouverneurs en possession des forteresses (3), commandant des troupes, et si l'on n'avait pas bridé tel maréchal ou tel grand seigneur aux pays de Provence, de Languedoc ou de Poitou, est-ce que ceux-ci n'eussent pas été entraînés à reconquérir leur indépendance violemment arrachée par le sys-

(1) L'unité ministérielle cesse en 1681.

(2) On écarte tout le marquis de Louvois sur ses prétentions à faire la guerre. Voici des vers contre lui:

Dieu Mars, que veux-tu de moi?
Mon cœur n'est pas fait pour toi;
Non, je ne prétends point une gloire immortelle,
Je n'eus jamais pour toi de véritable zèle;
Je haïssais Colbert, je voulais son emploi,
Dieu Mars, que veux-tu de moi?

J'entends Mansart qui m'appelle,

Faisons revenir le roi,

C'est mon fait que la truelle.

(3) J'ai trouvé des renseignemens assez curieux sur le gouvernement des fortifications et de l'artillerie dans les deux ouvrages suivans:

Traité de la défense des places, présenté à Louis XIV par Deshoulières. Mss. cot. n° 7041, 2. 2.

Observations militaires de M. de Saint-Luc, grand-maître de l'artillerie, 1677 Mss. cot. n° 7112 et 7072, 4.

tème du cardinal de Richelieu ? Chaque régiment était une petite république sous les ordres de gentilshommes braves, mais mutins et indisciplinés ; le capitaine était maître de sa compagnie, l'habillait de pied en cap, achetait les chevaux, les harnachait ; chaque colonel était propriétaire de son régiment, de telle sorte qu'en quittant le service il pouvait le vendre et le transmettre comme un héritage, et cette troupe ainsi indépendante était toujours tentée de courir aux duels, aux pillages. Le marquis de Louvois, avec sa puissance inflexible, n'était donc que l'expression de la discipline, d'autant plus dure que l'esprit d'organisation et d'ordre était plus difficile à maintenir dans des régiments ainsi constitués ; un secrétaire d'État doux, insouciant de l'esprit militaire, eût préparé la décadence des beaux régiments de France. Cette volonté absolue excitait de vives plaintes de la part de la noblesse ; elles s'élevaient de toutes parts contre Louvois, qui ne permettait pas aux gentilshommes de maintenir leurs franchises allures, leurs habitudes d'insubordination. M^{re} de Sévigné criait presque à la tyrannie, parceque Louvois n'expédiait pas assez vite les provisions de colonel à son petit-fils, le gentilmarquis, âgé de dix-sept ans (1). Il est vrai qu'alors l'armée de France voyait beaucoup de ces glorieux enfans, qui dans les rangs de volontaires allaient perdre un oeil, une jambe, un bras, comme de petits héros, à la construction des fascines, à un siège ou dans une bataille rangée ; quand le roi leur disait : « Je prendrai soin de vous », c'était la plus douce récompense, ils l'écrivaient dans leur manoir, à leur mère attentive et souffrante (2) ; ces nobles dames pleuraient quelquefois, mais jamais elles n'eussent détourné un fils du métier de la guerre ; c'était l'élément de la noblesse, le patrimoine des gentilshommes, le seul métier pour eux. Les vieux féodaux, leurs ancêtres, leur avaient légué cette mission des camps ; les bustes rembrunis, l'armure rouillée des barons, suspendus dans la grande salle des festins, à côté des cornes du cerf ou de la hure des sangliers, indiquaient à la noblesse qu'elle n'avait d'autres devoirs, comme d'autres distractions, que la guerre et la chasse, le champ de bataille ou la vieille fo-

rêt, le noble exercice du cheval, l'art de l'eserime, d'estoc et de taille ; enfin, quand on s'en revenait des périls lointains, on s'offrait à Versailles tout rubané, tout éblouissant de broderies, et le roi vous souriait, M. le dauphin vous donnait son bougeoir, vous admettait dans la balustrade de son lit ; et dans les carroussels les dames vous indiquaient leur livrée comme au temps de la chevalerie. Rien n'est plus touchant et plus brillant à la fois que cette histoire de ces jeunes gentilshommes, troupes volontaires que Louis XIV conduisait de sièges en sièges, de combats en combats, pauvres enfans tout criblés de balles, meurtris de leurs corps avant qu'ils eussent connu la vie : Richelieu avait abattu les hautes têtes des gentilshommes ; Louis XIV épuisait ce noble sang en sa source.

L'esprit organisateur de Louvois voulut empreindre d'une certaine régularité ce fougueux courage de la jeune noblesse ; il érigea des écoles militaires comme un moyen de soumettre à des leçons et à l'obéissance les enfans des gentilshommes de France. Il y eut des écoles spéciales d'artillerie, de cavalerie et d'infanterie (3) ; on habitua la jeune noblesse aux exercices, à monter de fougueux coursiers, à manier le pistolet, la carabine ou la rapière ; les écoles devinrent la source d'une multitude de bons officiers ; on donna des règles au courage, on joignit l'instruction à la valeur désordonnée ; on eut des officiers tout pleins de leur profession et qui portèrent leur science et leur tactique sur les champs de bataille de l'Europe.

Ce que le marquis de Louvois organisait pour la guerre, Colbert l'achevait également pour les finances et l'administration intérieure. La rivalité des deux ministres, qu'on rattache à de petites intrigues, résultait de la position naturelle entre deux branches d'administration si différentes. Si le marquis de Louvois était le créateur de la discipline et de l'organisation militaire, Colbert était aussi le créateur de l'administration financière, et cela seul constituait la rivalité. Dès qu'on admettait l'unité absolue absorbant tout dans la société, il fallait également un centre administratif, une organisation qui de Versailles s'étendit jusqu'au dernières provinces du royaume. Le système des

(1) Lettre du 20 octobre 1688.

(2) « Le petit compère (le marquis de Grignan) est tout aereoulumé ; le voilà reçu dans la profession qu'il doit faire, il écrit gaïement avec un esprit libre ; il o monté deux fois à la tranchée, il a porté des fascines, il se porte très-bien. Le chevalier en est ravi, et lui a mandé : « Vous n'êtes plus un petit garçon, vous n'êtes

« plus mon neveu, vous êtes mon camarade. » Cela le paie de tout ce qu'il fait. Quelle joie vous aurez, ma chère comtesse, quand nous vous manderons : « Philis ! le bourg est pris, votre fils se porte bien ! » — Lettre de M^{re} de Sévigné à M^{re} de Grignan. Du 20 octobre 1688.

(3) Règlement sur les écoles militaires. — Paris, 1685.

intendances ne fut pas la création de Colbert, il se reporte à Richelieu; mais Colbert lui imprima un vigoureux esprit d'unité; les intendants devinrent, dans chaque province, des fonctionnaires assez importants pour résister au gouverneur militaire, surveiller ses actes, régler le mécanisme administratif. Les intendants correspondaient directement avec le ministre, ils l'informaient de tout; à eux appartenait la surveillance de l'impôt, des gabelles et levées de deniers; les emplois de finances prirent alors une grande importance dans les provinces, généralités, vigueries et communes. Tous les Mémoires parlent de l'insolence des gabeloux percepteurs d'impôts, qui étaient soutenus par les intendants sous l'impulsion et la direction de Colbert (1). La correspondance des intendants est une des plus curieuses histoires du règne de Louis XIV; nous connaissons bien Paris, ses fêtes et Versailles, mais ce que nous ignorons encore, c'est l'administration des provinces, les résistances et les plaintes du pays. Cette correspondance intime des intendants nous montre la lutte des derniers privilèges des provinces contre l'autorité royale. L'esprit communal expire avec la nationalité, mais la lutte est longue et persévérante; on tient encore les Etats de Provence, de Bretagne, mais tout se fait par commissaires, au moyen des intrigues des intendants. On envoie un duc et pair siéger à Rennes ou à Aix; ce grand seigneur s'entend avec l'intendant pour préparer le don gratuit de la province, la perception de l'impôt. Quand la province a ainsi fait son don, chaque ordre nomme ses commissaires pour la répartition en vigueries, et chaque viguerie, à son tour, a ses répartiteurs par communes et feux; c'est après cette opération accomplie que la perception de l'impôt commence.

Colbert veillait avec un soin particulier à remplir

(1) Voyez les rapports de police des intendants: un grand nombre se trouve dans le fonds nouveau de la Bibliothèque du Roi. Le pauvre peuple se vengeait par des chansons:

Prétends-tu, mandit partisan,
Le ciel pour récompense
Du vol du pauvre paysan
Et de toute la France?
Si Dieu te fait un jour pardon
A ton impertinence,
Ce sera comme ou bon lorrain,
Au haut d'une potence.

(2) On chansonnait Colbert et son ministère dans les

les coffres du roi; son administration est dure comme celle de Louvois, et ceci tient à la même cause. Le ministre, conservateur des finances, chef de l'administration civile, éprouve un besoin d'organisation comme le chef du département de la guerre; c'est le même désordre qu'il faut réparer, et tout ce qui participe au désordre trouve dure la main qui le comprime; Colbert centralise, gouverne; et quand on gouverne après une époque agitée, on est toujours contraint de se montrer inflexible. Ainsi donc, en face l'un de l'autre se trouvaient Colbert et Louvois, suivant une commune impulsion organisatrice, mais tons deux pour une branche distincte de la gestion d'un Etat, branches jalouses et hostiles entre elles. A Louvois, l'action militaire; à Colbert, l'action administrative et financière (2); or, dans la marche de tout gouvernement, ces deux forces sont constamment opposées; il est rare que le chef du département de la guerre ne soit pas en opposition avec le chef du département des finances; l'un a besoin de beaucoup dépenser pour constituer l'Etat militaire; l'autre est parcimonieux de deniers, et veut régler l'administration civile; la rivalité est ici permanente, et ne résulte pas d'accidents et de petites intrigues; les intrigues peuvent être les moyens, mais elles ne sont pas la cause.

Déjà, depuis la paix de Nimègue, on avait préparé de grandes diminutions dans le budget de l'Etat; on se rappelle que le budget de 1674 s'était élevé à plus de 92 millions; déjà, en 1681, trois ans après la paix générale, les propositions de Colbert ne fixent plus les dépenses qu'à 68 millions; néanmoins l'on trouve encore l'exercice des guerres porté pour plus de 30 millions, les fortifications pour 4, et la marine pour 3, sans comprendre les 2 millions des galères; les maisons royales y sont co-

salons de la noblesse comme dans le parloir des bourgeois.

Chanson sur l'air de Joconde.

Seignelay, vêtu de velours,
Chargé de pierres fines,
Nous cache de sales amours
Sous son hypoërisie;
S'il ne veut plaire qu'au Seigneur,
Pourquoi tant de parure!
Qu'il porte avec un humble cœur
De ses pères la bure.

tées pour 9 millions et les bâtimens pour 2 (1).

Colbert ne dissimule pas que les moyens de soutenir les dépenses ne sont pas suffisans. « Sans doute, en calculant les revenus tels qu'ils sont, on trouve encore 70 millions en forçant la recette. Mais ne sait-on pas que pendant la guerre il a été consommé sur les années suivantes plus de 22 millions ? En 1680, la dépense avoit excédé la recette de 20 autres millions, et de plus on devoit encore, pour toute espèce de dépenses, de 12 à 13 millions (2). Comment donc équilibrer ces dépenses et ces recet-

tes ? A tout prix, il faut aussi soutenir le crédit ; par ce moyen on pourroit se procurer 5 ou 6 millions sur les rentes, 6 millions par prêt sur baux ; et d'ailleurs peut-on se dissimuler la misère profonde des peuples ? elle est constatée par toutes les correspondances des intendants. Il seroit nécessaire de diminuer les tailles, au lieu de les accroître, la protection du commerce, des manufactures n'est-elle pas un point essentiel en finances, et ne demande-t-elle pas quelques centaines de mille livres distribuées à propos ? (3) » Ces observations, pleines

(1) PROJET DE DÉPENSES RÉGLÉES PAR LE ROI

pour l'année 1681.

De la main de Colbert.

Maisons royales.	9,000,000*
Maison de M ^{te} la dauphine.	1,000,000
Comptant du roi.	1,500,000
Bâtimens.	2,000,000
Lignes suisses.	200,000
Garnisons.	2,500,000
Étapes.	1,000,000 ¹¹
Exercice des guerres.	30,300,000
Gratification aux officiers des troupes.	400,000
Marine.	3,000,000
Galères.	2,200,000
Fortifications, département de M. de Louvois.	4,000,000
—département de M. de Seignelay.	500,000
Canal des mers.	néant.
Ambassades.	600,000**
La Bastille.	100,000***
Pensions et gages du conseil.	2,712,000
Appointemens des maréchaux de France.	520,000
Ordonnances de comptant.	1,500,000
Ordonnances pour affaires secrètes.	1,500,000
Aequits patens.	150,000
Ponts et chaussées.	200,000
.	150,000
Paré de Paris.	100,000
Commerce et manufactures.	40,000
Remboursemens.	1,500,000
Intérêts d'avances.	1,000,000
Menus dons et voyages.	1,000,000****
Total.	68,972,000

* Régler et retrancher les dépenses de la chambre aux dîners, dont l'ordonnance monte à 527,272 livres ; et l'exercice, sans consommation, à 5 ou 100,000 livres. — Les exercices de 1681 monteront à 10 millions. (Voir la différence des sommes). — Les exercices de la chambre aux dîners de la reine montent à plus de 200,000. — Les exercices de l'argenterie et dentiers de la reine à 50,000. — Les carreaux de Monsieur, en gratifications, voyages, etc., 200,000. — Les exercices de l'argenterie du roi à 1,000,000. — Les exercices des menus,

(2) Sur les moyens de soutenir les dépenses.

Les revenus du roi, avec toutes les augmentations qui s'y peuvent faire, monteront à 70 millions.

Pendant la guerre, il a été consommé sur les années vivantes. 22,000,000

En 1680, il a été consommé plus que le revenu. 20,000,000

Il est encore dû, de toutes sortes de dépenses, 12 à 13 millions. 12,000,000

Total. 64,000,000

(3) « Pour soutenir les dépenses de 1681, il seroit nécessaire de retrancher encore les dépenses de 3 millions pour les réduire à 65 millions. — Dans le milieu de l'année 1681, en retrancher encore 2 millions. — Affecter toujours de l'abondance, et payer même les dettes qui seront demandées pour soutenir le crédit, de 15 millions ; en soutenant le même crédit, les rentes peuvent produire 6 ou 8 millions ; les prêts des baux 6 millions. Mais ce qu'il y a de plus important et sur quoi il y a plus de réflexions à faire, c'est la misère très-grande des peuples, dont toutes les lettres qui viennent des provinces sont pleines, soit des intendants, soit des receveurs généraux des finances ou autres personnes, même des évêques. Si le roi réduisoit ses dépenses en 1682 à 60 millions de livres, on pourroit encore donner 6 ou 8 millions de diminution aux peuples sur les tailles en 1682 et 1683. Il seroit encore très-nécessaire d'apporter dans l'assiette, à la pais, quelque règlement sur la ferme des aides, dont la multiplicité et prodigieuse diversité des droits établis, sur les avis de toute sorte de traitans pendant les guerres passées, exposent les peuples à toutes sortes de violences, de friponneries et de vexations de la part de tous les commis. Le principal et plus important point des finances consiste, selon moi, à distribuer tous les ans au moins cent mille livres, et lorsqu'il sera possi-

100,000. — Les exercices des carreaux du roi, 100,000.

L'on pourroit facilement retrancher 50 ou 100,000 livres sur tous ces dépenses.

On demande 150,000 liv. pour les carreaux de M. le dauphin. A régler en sorte que la dépense n'excède pas.

** Cette dépense ira à 200,000 liv.

*** Vins et autres montés à 150,000 liv.

**** Pour réduire cette dépense à 600,000 livres, il faut la mesurer.

de raison et d'expérience, frappent l'esprit juste de Louis XIV; sur les propositions de son ministre, il réduit son budget des dépenses à 62 millions. Dans un projet écrit de sa main, il supprime tout-à-fait la dépense pour la maison de M^{me} la Dauphine, et la comprend dans les allocations pour sa propre maison; s'il réduit l'ordinaire des guerres, de 30 millions, taux auquel il est porté, à 25, il augmente de 2 millions les fortifications; car après la paix il faut se tenir sur la défensive; il restreint nécessairement les menus frais et voyages, les pensions et gages du conseil, les intérêts et remises, les ambassades, tout ce qui est luxe ou peu nécessaire dans la marche administrative de la monarchie (1).

Le département de la marine, confié au marquis de Seignelay, fils de Colbert, prenait au moins autant d'importance que l'administration de la guerre. La levée et l'enrôlement des armées de terre étaient une vieille coutume de la monarchie; rien n'était plus familier aux gentilshommes que la carrière des régiments et des compagnies. La marine, au contraire, était une création plus récente, commencée sous Richelieu, et portée au plus haut point de force et de splendeur par Louis XIV. Le marquis de Seignelay était jeune comme Louvois; il apportait dans toutes les institutions navales l'énergie et la persévérante volonté du roi. Depuis les armemens unis de l'Angleterre et de la Hollande, la marine de France eut redoubler de zèle et d'efforts; Duquesne, le maréchal d'Estrées avaient alors le commande-

ment principal des escadres. Le marquis de Seignelay lui-même étudiait profondément les théories navales, et dans l'expédition de Gênes, le ministre, monté sur l'escadre de France, put arborer le pavillon royal comme signe de commandement. Que fit alors Duquesne, qui commandait effectivement l'escadre? il refusa de sortir de sa chambre, ne voulant point abaisser sa dignité d'amiral devant un simple ministre qui n'avait aucun grade dans la marine. Le marquis de Seignelay conserva mémoire de ce refus de Duquesne; toutes les faveurs furent pour le maréchal d'Estrées, et non seulement il dut diriger l'escadre du Ponent, mais encore celle du Levant. Duquesne fut ainsi dans une sorte de disgrâce, car, huguenot, n'avait-il pas aussi refusé de se convertir, même sur les instantes prières du roi (2)?

L'institution qui fait honneur au marquis de Seignelay, c'est la création de l'école des cadets de marine et des gardes du pavillon. Les écoles spéciales sont nécessaires pour toutes les armes d'exception; il n'y a que quelques esprits d'élite qui peuvent s'élever par la pratique à la théorie, et grouper d'eux-mêmes les faits en système; les écoles de marine furent destinées à donner l'instruction première aux jeunes cadets qui se vouaient à la mer. Pour entrer dans ces écoles, il fallait être gentilhomme, car les armes étaient le privilège d'une seule caste, et on appelait officiers de fortune les hommes de bourgeoisie et de peuple qui arrivaient

ble, jusqu'à cent mille encore à ceux qui font le commerce de mer, qui entreprennent de nouvelles compagnies, de nouvelles manufactures, même à soutenir les compagnies d'Orient et d'Occident, parce que ces moyens servent à maintenir et conserver l'argent dans le royaume, à faire revenir celui qui en sort, et à tenir toujours les Etats étrangers dans la nécessité et le besoin d'argent où ils sont.

(1) 1681.

De la main du roi.

Maisons royales.	9,000,000
Comptant es mains du roi.	1,500,000
Bâtimens.	2,000,000
Exercices des guerres.	25,000,000
Etape.	1,000,000
Artillerie.	"
Lignes suisses.	200,000
Garnisons.	2,800,000
Gratification aux officiers.	400,000
Marine.	3,000,000
<i>Report.</i>	44,900,000

D'autre part. 44,900,000

Galères.	2,200,000
Fortifications.	6,000,000
Canal des mers.	"
Ambassades.	500,000
La Bastille.	100,000
Pensions et gages du conseil et des maréchaux de France.	2,800,000
Ordonnances du comptant.	1,500,000
Comptant pour affaires secrètes.	1,500,000
Commerce, manufactures.	40,000
Aquits, etc.	150,000
Ponts et chaussées.	150,000
Pavé de Paris.	60,000
Routes.	"
Remboursemens.	1,500,000
Intérêts et remises.	300,000
Menus dous et voyages.	600,000

Total. 62,300,000

(2) *Vie de Duquesne*, tom. I.

aux grades de l'armée ou des escadres. Dans ces temps de corporations séparées et distinctes, à chaque condition sociale était attachée une destinée : la bourgeoisie faisait le négoce, acquérait fortune, et la noblesse dédaignait toute autre carrière que le métier des armes. Il n'y avait jamais confusion dans les conditions diverses de la société ; on naissait avec la foi de ses pères, avec la maison et l'art de ses pères ; ce n'était point privilège, mais seulement habitude et tradition. Les gardes de la marine devinrent fort nombreux ; les statuts des deux écoles de Brest et de Toulon existent encore ; les élèves recevaient une instruction particulière, une véritable éducation de mathématiques, de sciences exactes ; puis tout ce qui constituait l'agilité et l'élégance d'un gentilhomme d'épée ; à l'âge de quinze ans, ils passaient des écoles sur des navires de guerre, avec le titre de gardes-marine ; et c'est après cet apprentissage sur les forts vaisseaux du roi, avec les braves amiraux aux grandes mers, que les gardes étaient admis au rang d'officiers dans les escadres de Sa Majesté (1).

La marine et la guerre étaient les deux parties actives de l'administration de Louis XIV. Le chancelier de France, encore aux mains du vieux Letellier, n'avait plus qu'à s'occuper de la réforme des lois ; car les institutions judiciaires étaient alors entièrement subordonnées à la volonté de Louis XIV (2). L'époque parlementaire était complètement finie ; on n'avait plus à redouter la résistance des cours : premiers présidents, présidents à mortier, conseillers, procureurs généraux ou parquets, aucun n'osait la moindre résistance aux volontés royales. Le temps des remontrances était passé, toute discussion politique ou financière avait été interdite par l'express commandement du roi, et aucune chambre ne l'eût tenté. La police administrative se faisait par arrêts du conseil ; quand le roi avait besoin d'avoir une affaire sous la main, il l'évoquait en son conseil privé, où ses ministres à départemens dominaient toujours. Les rapports se faisaient par les maîtres des requêtes ; et tant le sentiment de la magistrature était abaissé, que tel président des Tournelles ou à mortier sollicitait l'honneur d'être maître des requêtes au conseil de Sa Majesté, chose qu'à d'autres époques on eût re-

puissée comme incompatible avec l'indépendance de la toge.

Le même sujétion se rencontrait dans les cours des comptes, des aides et monnaies, toutes institutions autrefois libres pour l'épuration des recettes ou le contrôle des dépenses. On voit dès ce moment la tendance à confondre les fonctions judiciaires et les formes administratives ; la plupart des premiers présidents dans les parlements de provinces deviennent en même temps les intendans ; ils sont tout à la fois ainsi l'expression de la justice et les agens de finances. Pour expliquer et justifier cette confusion, les gens du roi disaient que les parlements étant chargés du fardeau de la gestion locale, rien n'était plus naturel que le premier président fût aussi le chef de l'administration royale. Ici la couronne avait un but intéressé : elle donnait d'abord aux cours judiciaires un caractère d'obéissance administrative ; et comme l'intendant était de sa nature hostile au pouvoir militaire du gouverneur, on mettait le parlement dans les intérêts opposés, et on empêchait ainsi à tout jamais cette coalition de la noblesse et des parlementaires, laquelle avait été le grand mobile de la Fronde.

Ensuite le parlement venait en aide au système d'impôt, quand son premier président avait l'intendance de la province ; non pas que le conseil de Louis XIV reconnût aux grandes cours judiciaires le droit d'enregistrement et de contrôles des ordonnances, mais les parlements étaient instruits dans les divers systèmes d'impôts ; ils avaient dans leurs archives le terrier de la province ; ils savaient si telle terre était noble fief, franc alevé, exempté d'impôts ; ils connaissaient tous les privilèges des corporations et des villes. La plupart des conseillers étaient experts aux matières de tailles, aides, finances, emprunts et capitation. Il y avait donc grande utilité à confier l'intendance administrative au premier président (3).

Le chancelier Letellier occupa toute la fin de sa vie des réformes de judicatures préparées par l'ordonnance de 1667 (4). L'unité des édits, leur exécution absolue par tout le royaume, sont l'objet de ses continuelles sollicitudes ; et le vieux chancelier ne trouvait pas une exécution facile dans ces réformes ! Si en matière politique les parlements abandonnaient sans murmure leurs droits, si la force n'était plus à ces résistances de corps, les parle-

(1) Je me suis procuré un *Traité de l'artillerie de la marine* en 1671, par le sieur L'empereur. Mss. cot. n° 7941.3.

(2) Recueil de lettres écrites concernant la justice, par le chancelier Letellier. Mss. cot. n° 60, fonds de Mortem., 9824/1.

(3) Voyez Reg. du parlement de Provence. Dans cette province l'intendance était complètement unie à la première présidence.

(4) Voir *ibid.* t. I^{er}, pag. 380 de cet ouvrage.

mentaires faisaient merveilleuse contenance pour défendre les abus coutumiers, les préjugés des Tournelles en matières criminelles, même pour les questions de sorcellerie. Presqu'à toutes les époques, le pouvoir est plus avancé que les corps dans le mouvement de la civilisation : les vieux corps résistent par essence à tout ce qui est nouveauté ; quand un conseiller blanchi par les ans sous sa toge pontifiée voyait qu'on ôtait quatre ou cinq cas de question ordinaire et extraordinaire, à savoir qu'on ne faisait boire que trois pots d'eau à l'accusé au lieu de cinq ou six, selon la coutume des ancêtres, *more majorum* (1) ; lorsqu'un conseiller clerc ou laïque au Châtelet apprenait qu'on enlevait deux ou trois appointements à la requête civile, ou bien qu'on diminuait les rôles grossoyés, les inscriptions de faux, tous cas de bonnes épices, émoluments de toute espèce ; lorsque le procureur, le clerc de la basoche, fluet et remuant, voyaient s'amoindrir l'édifice des procédures, quand il n'y avait plus moyen de faire inventaires sur inventaires, d'obtenir lettres royaux, bordereaux d'ordre, tous devaient murmurer que la société était perdue ; le siècle devenait de fer, les charges et les études ne valaient pas la moitié des bons revenus des temps parlementaires de la Ligue et de la Fronde ; ces murmures étaient bien plus redoutables que les résistances politiques, car ils se rattachaient aux intérêts, toujours si vivaces dans la société.

La chancellerie était d'autant plus occupée alors que les malheurs et les crimes du temps venaient d'imposer la création d'une chambre spéciale, désignée sous le nom de *chambre ardente*, pour la recherche et la punition du crime d'empoisonnement, qui s'était produit avec une effroyable ténacité. Je rappelle que la police de Paris était confiée à un fonctionnaire unique, désigné sous le nom de *lieutenant général de police* ; le sieur de La Reynie avait toutes les conditions éminentes que nécessitait cette position délicate. Il était ferme d'abord, d'une très-grande finesse et pénétration ; sa sagacité était infinie, sa vigilance sans bornes. M. de La Reynie était bien connu de tous les flous de Paris (2). C'était ce lieutenant de police qui avait achevé l'éclaircissage de la capitale, substituant des réverbères resplendissants aux petits cierges verts et jaunes, aux lampes mesquines et graisseuses qui détrempaient sur les passans, au pied de chaque vierge dans la niche. Avec La Reynie le roi

était sûr de Paris ; il avait établi des commissaires dans tous les quartiers, hommes actifs et laborieux comme lui, et ces commissaires savaient à point nommé tout ce qui se passait en maisons particulières ou en hôtelleries, quel étranger était arrivé à la Lampe-d'Or, à l'Écuille-de-Bois, à l'Écu-d'Acier, à l'enseigne de la Croix-du-Tiroir, hôtelleries bien connues et bien hantées. Ces commissaires de quartiers faisaient chaque soir des rapports à La Reynie ; une grande partie ont passé sous mes yeux, et l'histoire aime à voir ces petits détails de mœurs administratives dans une vaste capitale. Parmi ces commissaires de quartiers était le savant Delamarre, l'érudit dont les travaux consciencieux ont servi de base et d'élément à tous les écrits postérieurs sur l'administration active de Paris (3).

Or, dès l'année 1670, tous ces commissaires travaillaient à déronvrir la source des crimes inouïs qui depuis une année environ donnaient un aspect si sombre à la capitale ; on n'entendait que récits effrayants sur les attaques nocturnes de Paris, on sur le crime d'empoisonnement ; voici comment les choses se passaient. Un homme était saisi, frappé au cœur d'un poignard long et effilé par des gens masqués ; quels étaient ces assassins ? d'où provenaient-ils ? était-ce par brigandage ou vengeance religieuse des huguenots persécutés ? C'est ce que ne pouvait deviner La Reynie, quelle que fût sa vigilance. C'était bien autre chose pour les empoisonnements : toute une famille tombait le soir, et du banquet paternel passait au lit de mort ; qui avait donné le poison ? quelle était la main impie moissonnant ainsi toute une génération ? On n'en savait rien, car aucune trace n'en restait.

Après le procès sinistre de la marquise de Brinvilliers, le roi établit une chambre spéciale à l'Arseuil, sorte de commission de justice et de police, avec toute la plénitude des pouvoirs, comme dans les circonstances extraordinaires ; c'était le vigilant La Reynie qui la présidait nuit et jour ; ses exempts, le subtil Desgrais en tête, le guet, les archers parcouraient la ville, épiaient et érouaient pour connaître enfin la source des calamités qui désolaient Paris. La Reynie ne respectait rien, ni la naissance, ni les privilèges, ni même les immunités monastiques ; fallait-il envahir un couvent pour y vérifier une dénonciation, s'emparer d'un gentilhomme, d'un maréchal même, sans s'inquiéter si cela blessait l'insigne honneur de la noblesse (4),

(1) Voyez l'ordonnance de 1667, article des *Procédures criminelles*.

(2) Les papiers de La Reynie, aussi que le *Expli-*

querai plus tard, sont déposés à la Bibliothèque du Roi.

(3) Traité de la police de Paris, 1810.

(4) La duchesse de Bouillon et le maréchal de

La Reynie lançait un décret de prise de corps pour être traduit es-prisons de l'Arsenal, afin de répondre aux faits et griefs imputés aux délinquans. La Reynie donnait la question par l'eau, le feu : tous les moyens lui étaient bons ; ne voulait-il pas pénétrer enfin l'épouvantable mystère des assassinats et des empoisonnemens ? C'est ainsi que La Reynie parvint à découvrir rue Tire-chappe Catherine Deshayes, veuve Monvoisin ou La Voisin, et Cardillac. La Voisin, accoucheuse secrète, tireuse de carte et d'horoscope ; maître Cardillac, honnête orfèvre, bien famé et marguillier de Saint-Paul, qui frappait droit au cœur ses victimes pour leur arracher les bijoux que la veille il avait vendus comptant aux seigneurs de la cour ou aux riches bourgeois.

Les affaires étrangères formaient un département spécial plus immédiatement soumis au roi, qui se réservait la correspondance avec les souverains. Les négociations de ce département étaient immenses, et Louis XIV mettait un admirable sens dans le choix de ses secrétaires d'Etat. Jusqu'à la grande guerre contre la Hollande, M. de Lionne avait eu le département des dépêches, et le dirigeait avec grande intelligence ; il fut remplacé à sa mort par Pomponne (1), de la famille grave et janséniste des Arnauld d'Andilly. Pomponne, comme la plupart des négociateurs, appartenait à l'école du parlement ; il avait représenté la France tour à tour à Venise, à Rome, à Stockholm. Depuis le seizième siècle, les négociateurs étaient toujours choisis parmi les parlementaires, ministres sérieux et habiles tout à la fois. Pomponne conserva le portefeuille des dépêches quelques années ; mais un peu de négligence, une facilité extrême dans les communications (2) préparèrent sa disgrâce. Il fut remplacé par le marquis de Croisy, le propre frère de Colbert, capacité bien inférieure à M. de Pomponne.

Le travail des affaires étrangères se faisait spécialement dans le cabinet du roi, où toutes les dépêches étaient ouvertes en sa présence ; des commis fidèles transcrivaient les chiffres, le secrétaire d'Etat lisait à haute voix la dépêche, et le roi émettait son avis. Si c'était une affaire secrète, elle ne se portait

pas au conseil ; Louis XIV donnait la réponse, et tout se passait entre lui et son ministre ; quelquefois le roi écrivait directement à ses ambassadeurs, comme cela se vit durant la mission intime du cardinal de Retz à Rome. Si la question était de politique générale, elle se rapportait comme toute autre au conseil, et on en délibérait. Les idées du roi étaient généralement claires, précises, mais trop souvent il se laissait emporter par un sentiment de fierté hautaine et d'implacables représailles : il était alors bien difficile de le retenir dans les règles de prudence et d'habileté diplomatique ; il provoquait la guerre, mécontentait les alliances, poussait les neutres à se prononcer contre lui, en exigeant trop de leur concours : cette politique réussit aux temps de victoires ; viennent les revers, elle vous tue !

CHAPITRE XXIII.

VERSAILLES. — LES TROIS AGES DES AMOURS DU ROI.

Travaux publics. — Emploi de l'armée. — Idées romaines. — Histoire des amours du roi. — Caractères. — M^{me} de Montespan. — M^{lle} de Fontanges. — M^{me} de Maintenon. — Esprit de la cour de Louis XIV. — Retour vers la pensée religieuse. — Le Père Lachaise. — Pompes et carrousels. — Étiquette. — Le doge de Gènes. — Ambassadeurs de Siam, de Moscovie.

1680 — 1686.

La passion du roi pour les bâtimens et les travaux d'architecture s'augmentait avec les années ; le désir de laisser son nom partout, cette grande personnalité royale qui voulait s'empreindre sur son époque, se manifestait et dans la construction de l'hôtel des Invalides et à Versailles, l'objet constant de la sollicitude du roi. Dans le but d'avancer les travaux, de faciliter les moyens d'exé-

luxe, les luxembourgs furent arrêtés. Voyez Reg. du parlement, ad ann. 1679. La comtesse de Soissons se réfugia à Bruxelles.

(1) La surprise, la joie et l'embarras vous frapperont tout ensemble, car vous ne vous attendez pas que je vous fusse secrétaire d'Etat, étant dans le fond du Nord. Une distinction aussi grande, et un choix fait sur toute la France, doivent toucher un cœur

comme le vôtre ; et l'argent que je vous ordonne de donner peut embarrasser un homme qui a moins de richesses que d'autres qualités. » Dépêche de Louis XIV à M. de Pomponne, du 5 septembre 1671.

(2) On trouve dans les écrits attribués à Louis XIV un jugement très-sévère sur M. de Pomponne, jugement émané du roi ; mais j'ai dit déjà tous mes doutes sur l'authenticité des Mémoires attribués à Louis XIV.

ention, Louvois n'hésita point à proposer en conseil l'application des troupes aux travaux publics : idée puissante et toute romaine. Les légions parcourant le monde jetaient ici, là, de superbes monuments, de larges voies, des aqueducs, des cirques, des autels de pierre élevés au génie de l'Empereur et de la Victoire. A chaque pas que le voyageur faisait dans la Gaule, dans la Bretagne indomptée, au sein des forêts de la Germanie, dans la Thrace, dans l'Assyrie, il pouvait contempler les gigantesques œuvres de la 10^e ou 20^e légion, « lesquelles conduites par ses centurions et ses tribuns, et sous les auspices des dieux de Rome », dressaient ces masses de pierre, nobles ares de triomphe qui couronnent encore de leur tête séculaire les fragiles œuvres des nouvelles générations. Louvois trouva donc économie et utile d'appliquer les régiments aux travaux publics : l'oisiveté du soldat engendrait les vices des camps; quand les régiments n'étaient pas en campagne, ils contraignaient toutes les mauvaises habitudes des villes de garnison, la paresse disputée, et il ne se passait pas six mois sans qu'on fût obligé de faire dégarnir des cités les régiments de Champagne et de Bourgogne, de Royal-Vaisseau et de Guienne. Le travail fortifie le corps, endureit les soldats à la fatigue; il n'y a plus ce passage rapide et souvent mortel de la vie paresseuse de garnison à l'activité fatigante d'une campagne.

Tel fut le plan de Louvois lorsqu'il appliqua les troupes du camp de Compiègne à la confection des aqueducs, qui de la rivière d'Eure devaient conduire les eaux à Versailles. Les Mémoires ont exploré le triste résultat de cet essai; on en a fait un des griefs historiques contre Louis XIV, et pourtant, à des époques modernes, on est revenu à cette

idée d'employer l'armée à des travaux publics. Ce n'était pas seulement un projet d'agrément pour le pare et le château de Versailles; la ville était privée d'eau, elle n'avait qu'un marais infect et verdâtre pour nourrir ses fontaines et ses puits. Le plan de Le Nôtre fut d'emprunter à la rivière d'Eure une masse d'eau de quelques pieds, qui d'aqueducs en aqueducs serait conduite jusqu'à Versailles; l'Eure appartient à un plateau plus élevé que la Seine; on aurait pu ainsi se dispenser de la machine hydraulique de Marly, et des travaux immenses pour pousser les eaux jusqu'à la hauteur de Versailles.

Comme tout projet nouveau, l'idée de Louvois, par rapport à l'emploi des troupes, trouva une vive opposition. Le terrain était malsain et souvent marécageux; l'intempérance des travailleurs dans les chaleurs de juillet, lorsque les champs se couvraient de fruits, occasionna des maladies; de déplorables épidémies enlevèrent jusqu'au tiers on la moitié des régiments; ce fut un essai bientôt abandonné. L'opposition qui se manifesta dans la cour, parmi la bourgeoisie, ne put être vaincue; on déploya néanmoins une grande rigueur pour la faire taire. Les caricatures du temps reproduisent les différentes peines imposées aux mauvaises langues et mal parlens des travaux de Versailles; chaque état de bourgeoisie qui s'était permis une épigramme était condamné à envoyer ses syndics, ses maîtres, travailler une semaine aux aqueducs; les boulangers et mitrons, toujours mauvais diseurs, furent contraints à prendre la hotte, et à porter terre et moellons pour les travaux du roi: on se moquait d'eux de toutes les manières, car s'ils étaient bien experts au fait de la boulangerie, ils n'entendaient rien à manier la truelle et le plâtre (1). La

(1) Le carrousel des mitrons avec la désolation de leur retour à Paris, pour avoir crié: *Serre la hotte, au pont de Sevrès*. Sur le chant: *Quand je bois du vin*.

« Le régiment des boulangers allant voir le carrousel à Versailles. » Ann. 1685. — Chanson des mitrons, sur l'air: *Quel plaisir d'aimer sans contrainte*.

Écoutez, Messieurs, je vous prie,
Des mitrons la grande raillerie,
A qui on leur a frotté les côtes
Pour avoir dit: *Serre la hotte*.

Un jour ils s'en firent à Versailles
Pour le carrousel, point je ne raille,
Braves et bien mantés de bannette
Disant sans tarder: *Serre la hotte*.

Étant au bout du pont de Sevrès,
Ces drôles ne demandaient pas trêves,
Aux gens d'un seigneur disoient de sorte
Gardez et reculez: *Serre la hotte*.

Ce seigneur entendant ces drôles,
En lantes leurs verbales paroles,
Leur dit: Il vous souviendra de sorte
De nous avoir dit: *Serre la hotte*.

Ce Monsieur voyant leur audace,
Il dit à ses gens: Faites main-basse
Dessus ces mitrons de bonne sorte
Qui s'en vont criant: *Serre la hotte*.

Sitôt les laquois de furie
Se jetèrent dessus la friperie
Des pauvres mitrons, d'étrange sorte,
Disant tout de bon: *Serre la hotte*.

plus curieuse caricature est destinée à reproduire les pauvres marchands de draps et fripiers de Paris, condamnés comme les maîtres boulangers à porter la hotte en restant et demeurant tout habillés et endimanchés de beaux draps. « Et n'étoient-ils pas gracieux comme des paniers d'orties ? Ils avoient la gravité d'ânes qu'on étrille ; tous rioient jaune comme safran, et s'écrioient dolement : « Pour avoir trop habillé, nous faut porter la hotte ; trop parler nuit comme trop gratter cuit (1). » Ces mesures de police blessaient profondément tous les corps de métiers.

Les travaux de Versailles préoccupaient le roi, que les plaisirs d'amour pouvaient distraire à peine. Trois époques dominent les affections amoureuses du monarque ; elles se rattachent aux trois âges de sa vie, aux sensations intimes qu'elles entraînent : jeune homme, Louis XIV s'prend d'une véritable passion pour M^{lle} de La Vallière ; c'est de l'irrésistible entraînement, l'amour impétueux, puissant, tel qu'il est au cœur de la jeunesse. M^{me} de Montespan vient après ; la vanité commence avec l'âge mûr ; alors on a une maîtresse pour la montrer, pour entendre dire qu'elle est belle, pour se la voir envier. Puis vient l'époque de fatigues, de lassitude, de désabusement de la vie ; alors il survit un peu de libertinage, beaucoup d'ennuis ; on appelle l'amitié calme, conseillère, l'esprit qui distrait, la servante soignée, qui s'attache à vous, passe vos caprices, et subit les boutades de cet âge, le plus terrible de tous, et dans lequel on ne veut pas se résigner à la vieillesse encore. Ce fût l'époque de M^{me} de Maintenon, de ses soins empressés ; quelle vie monotone M^{me} de Maintenon ne s'imposait-elle point pour arriver à un bon résultat ! Ce fut une des femmes les plus malheureuses de tout le royaume, chargée de distraire le prince le plus fatigué, le plus vide de bonheur !

Qui ne connaît l'histoire de M^{lle} d'Anbigné, de

Comme on leur donnoit la poussee
A coups de cannes de grande volée,
Sur les reins, sur le ventre et les côtes,
En disant toujours : *Serre la botte.*

Ces pauvres maîtres de colère
Répondoient acrobates de misères :
Nous nous souviendrons de bonne sorte
Lorsque nous dirons : *Serre la botte.*

(1) Collection de gravures. Bibliot. du Roi, année 1675.

(2) *Vie de madame de Maintenon*. La Haye, 1720.

cet enfant de l'exil d'Amérique, dont toute l'existence ne fut qu'un sacrifice de ses émotions à son avenir de position et d'honneur ? A dix huit ans, elle donne sa vie de jeune fille pour trouver un gîte honorable chez Scarron, le joyeux frondeur ; elle préfère un podagre qui lui offre son titre d'époux, à tous les brillants gentilshommes qui lui envoient leur amour chez Ninon ou chez Marion de l'Orme. Après la mort de Scarron, la voilà pauvre solliciteuse ; elle se fait garde et bonne d'enfant auprès de la maîtresse impérienne et à titre, M^{me} de Montespan. Ici elle se résigne encore avec un admirable sang-froid, subit sans se plaindre, avec une grande patience, les colères, les caprices, les hauteurs de la maîtresse du roi (2) ; elle marche sans se détourner à son but ; elle est bien, elle y reste. Sa lutte avec M^{me} de Montespan est un chef-d'œuvre d'habileté, elle est le triomphe de la femme qui se possède sur la tête fière et ambitieuse, toujours colère et impérieuse. M^{me} de Maintenon n'a pas de sens, et peu de cœur ; elle sait le roilibertin, et s'inquiète à peine de son amour pour M^{me} de Fontanges, nouvelle La Vallière pour Louis XIV à l'âge mur (3). Les convenances dominent M^{me} de Maintenon jusqu'à la fin ; comme elle n'a rien de ce qui chauffe l'imagination et étirent l'âme, elle attend paisiblement la mort de la reine pour répondre à l'amour de Louis XIV ; elle veut que tout vienne de l'habitude ; car l'habitude, quand on avance dans la vie, est la seule puissance qui reste vivace. A mesure que le roi se détache des émotions brillantes, M^{me} de Maintenon sent que sa puissance grandit, elle devient dominante, elle n'est ni capricieuse, ni sensible ; elle raisonne ses sentimens pour Louis XIV ; elle suit un plan de conduite jour par jour. La lecture attentive de sa correspondance révèle une tête sérieuse qui s'est habituée à tout mener par le calcul et la réflexion ; comme aux jours qu'elle était M^{me} Scarron, elle sacrifie tout à garder la position

(3) J'ai trouvé ces deux couplets sur le roi et M^{me} de Fontanges.

Notre prince, grand et bien fait,
Qui ne lait rien que de parfait,
Landeriette,
Ne travaille plus qu'à demi,
Landeriri.

Sa jeune maîtresse, dit-on,
A mis au monde un avorton,
Landeriette ;
La grosse en a le cœur bouffi,
Landeriri.

* Madame de Maintenon.

qu'elle a acquise; ses lettres sont un cours sur l'art de se bien conduire dans les positions diverses de la vie (1); c'est une femme pure et honnête, mais qui marche à ses fins avec la volonté d'y arriver par les résignations et les sacrifices; le cœur est souvent à froid, et l'esprit lui tient lieu de cœur.

La cour était alors un monde difficile à connaître et à juger. L'éclat puissant que jetait Louis XIV, cette majesté sévère, répandaient autour de lui l'obéissance et la crainte. Cette cour nous est bien révélée par les Mémoires du temps; mais la partie caustique allait se réfugier dans les chansons et le noël clandestin, qui se répandaient de foyer en foyer, de ruelle en ruelle, parmi la noblesse et la bourgeoisie. Il serait difficile de reproduire dans leur texte ces chants licencieux pour la plupart, ces couplets qui étonneraient par leur cynisme une génération habituée à de plus chastes œuvres. Quelques-uns seulement, qui peuvent être cités, donnent mieux encore que les Mémoires l'aspect pitto-

resque de ce Versailles si coloré de courtisans: « Hélas! dit l'un de ces mordans couplets, il n'est plus de mode à la cour d'avoir commerce d'amour, car le roi ne songe plus à plaire. M^{re} de Montespan renonce à être maîtresse pour d'autres complaisances (2) » Dis-nous donc, messager fidèle, dis-nous donc ce qu'on fait à la cour? » Le messager répond: « Les gens du ministère sont seuls contents. Et le roi, le grand Alcandre, renonce-t-il à l'amour? n'a-t-il soupité pour personne? est-il vrai qu'il travaille au moins le tiers du jour? En homme d'habitude, il va chez Maintenon; elle est humble, elle est prude, et cela lui plaît! Et la superbe maîtresse se soumet-elle à la rigueur de son sort? est-il vrai que sans ses enfans elle se joindrait aux mécontents? Que fait dans son bel âge Monseigneur le Dauphin? ne se plait-il qu'à la chasse, et ne revient-il plus à son jeu? Et Madame la Dauphine a-t-elle du pouvoir? aime-t-elle toujours la comédie? Sans elle, Madame ne ferait rien (3). Que se dit-il chez les dames,

(1) Lettres de M^{re} de Maintenon. Paris, 1726.

(2) Sur Louis XIV. — 1683.

Ce n'est plus la mode à la cour
D'avoir un commerce d'amour,
Le roi ne songe plus à plaire,
Lere la lere lan lere,
Lere la lere lan la.

Si Châteaufort par sa beauté
N'a rien pu sur Sa Majesté,
Qui peut espérer de lui plaire,
Lere la lere lan lere,
Lere la lere lan la.

Ne pouvant plus être P.....,
La Montespan s'est faite enfin
M.....e pour lui plaire,
Lere la, etc.

Elle a fait venir la Doré,
Dont on l'a tant leurré;
Elle ne fit que lui déplaire,
Lere la, etc.

Noailles étoit de son parti,
Mais il en eut le démenti;
Il s'en plaignit à Dieu le père,
Lere la lere lan lere,
Lere la lere lan la.

(3) Chanson sur la cour. — 1683.

O messager fidèle
Qui reviens de la cour,
Apprends-nous pour nouvelle
Ce qu'on fait chaque jour.

Plusieurs, à l'ordinaire,
Y passent mal leur temps;
Les gens du ministère
Y sont les seuls contents.

Que fait le grand Alcandre
Tandis qu'il est en paix?
N'a-t-il plus le cœur tendre?
N'aimera-t-il jamais?
On ne sait plus qu'en dire,
Ou l'on s'ôte en parler;
Si son grand cœur soupire,
Il sait dissimuler.

Est-il vrai qu'il s'occupe
Au moins le tiers du jour
Où son cœur est la dupe
Ainsi que son amour?
En homme d'habitude,
Il va chez Maintenon;
Elle est humble, elle est prude,
Il trouve cela bon.

La superbe maîtresse
En est-elle d'accord?
Voit-elle avec tristesse
La rigueur de son sort?
L'on dit qu'elle en murmure,
Et que, sans ses enfans,
Elle ferait figure
Avec les mécontents.

Que fait dans son bel âge
Monseigneur le Dauphin?
Est-il toujours bien sage?
Va-t-il toujours son train?

en celui de respect ? les amans y ont-ils toujours peu d'argent dans leur bourse , peu d'amour dans leur cœur , et les dames renommées se sont-elles réformées ? Et chez les aventurières l'intrigue vaut-elle son cours comme l'eau dans la rivière ? Qu'appelle-t-on aujourd'hui peccadilles d'amour ? petites bagatelles dont les dames amusent leurs amans. Est-il vrai que les filles d'honneur se complaisent à lire certains auteurs , et Arétin sur tout ? Et que dit la gouvernante Maintenon du plaisir nouveau qu'elle a goûté ? l'a-t-elle trouvé bon ? portera-t-elle plainte au tribunal ? Et Louis, témoins ouïs, ne sait-il pas que pour ce fait il condamne au mariage (1) ? »

Toute influence se résume en général dans une idée : la pensée du salut fut le mot magique qu'employa M^{me} de Maintenon pour dominer le roi ; cette repentance saisit les âmes vieilles, alors surtout qu'elles ont à se reprocher de fols écarts de jeunesse. C'est ce qui explique cette alliance de la maîtresse

et du confesseur, de M^{me} de Maintenon et du Père Lachaise, double représentation de la même lassitude dans la vie. Le Père François d'Aix de Lachaise était petit-neveu du Père Cotton, le célèbre confesseur de Henri IV ; comme lui, il appartenait à l'ordre des jésuites. Les rois aimaient à choisir des confesseurs dans cet ordre, parce qu'indépendamment des études et des idées très-avancées de l'institution, les jésuites faisaient vœu de n'accepter aucune fonction épiscopale ; ils ne pouvaient être ni évêques, ni archevêques ; et comme les confesseurs avaient à leur disposition la feuille des bénéfices, ils demeuraient tout-à-fait désintéressés dans leurs distributions. Un Confesseur après des rois était une des belles institutions du catholicisme ; quand les lois du pays disaient que la puissance du monarque était sans contrôle, la religion plaçait à leur côté une voix amie, indulgente, quelquefois sévère, pour leur rappeler qu'il était quelque chose après la vie, et qu'arriverait la terrible égalité du

Il se plaît à la chasse ,
Cela lui coûte peu ;
Quand ce plaisir la lasse,
Il revient à son jeu.

Madame la Dauphine
A-t-elle du pouvoir
Comme elle s'imagine
Qu'elle en devoit avoir ?
Son pouvoir se publie,
Elle en use fort bien,
Et sans la comédie
Elle ne feroit rien.

- (1) Que fait-on chez les dames ?
En ce lieu de respect
Le commerce des flammes
Y devient-il suspect ?
Les galans sans ressource
Font voir pour leur malheur
Peu d'argent dans leur bourse,
Peu d'amour dans leur cœur.

Des dames renommées
Ne dit-on que cela ?
Sont-elles réformées ?
Ont-elles dit holà ?
Chez les aventurières
L'amour règne toujours,
Ainsi que les rivières,
Celles-là vont leur cours.

O messager fidèle
Revenu de la cour,
Dis-nous ce qu'on appelle

Peccadilles d'amour ?
Ce sont des bagatelles,
Petits amusemens
Dont les dames cruelles
Amusent leurs amans.

Je me suis laissé dire
Que les filles d'honneur
Ont pris plaisir à lire
Certains joyeux auteurs !
Arétin qu'on appelle,
Selon le bruit commun :
La moindre bagatelle
Et cela, c'est tout un.

Quo dit la gouvernante
De ce plaisir nouveau ?
En est-elle contente ?
L'a-t-elle trouvé beau ?
L'âme d'horreur atteinte,
Prenant la chose en mal,
Elle porta sa plainte
Jusques au tribunal.

Sur ce fait d'importance,
Et les témoins ouïs,
Dis-nous quelle sentence
A prononcé Louis ?
Ce prince, bon et sage,
Grand en tout ce qu'il fait,
Condamne au mariage
Pour punir ce forfait.

Bib. royale. Collection manuscrite de chansons (Manuscr.), t. ou. v, in-4°.

tombeau. Le Père Lachaise était bon, indulgent; il s'était fait un devoir de très-rarement se mêler des questions politiques et des débats de cour: homme du monde, il en connaissait les faiblesses, et laissait à la marche du temps le soin d'amener le repentir, qui ne manque pas quand viennent les années; il ne heurta jamais le roi, parce qu'il ne voulait point se faire briser; il pardonna beaucoup, mais manqua-t-il ses fins de pitié, et Louis XIV ne fit-il pas un retour vers les idées morales et religieuses? On ne domine jamais un caractère hautain en le brusquant; M^{re} de Maintenon et le Père Lachaise, qui sont les deux grandes influences de la fin du règne de Louis XIV, arrivèrent simultanément aux résultats qu'ils se proposaient, parce qu'ils caressèrent doucement les défauts pour les corriger, et qu'ils laissèrent beaucoup faire au temps. Il n'y a rien d'aussi fort que la patience. Le père Lachaise se plaça par sa seule force comme à la tête de l'Eglise. C'est lui qui donna l'impulsion à la résistance de 1682, et l'épiscopat n'agit que sur ses instances. Comme toutes les fortes autorités d'une époque, le père Lachaise fut vivement attaqué par les partis d'opposition; on lança contre lui mille enlornies; et nous, qui avons vécu en des temps de passions, nous pouvons nous expliquer ces tristes satires qui poursuivaient les hommes élevés (1).

Après la paix de Nimègue, le roi Louis XIV semble absorbé sous sa propre grandeur; toute la cour caresse sa vanité; la devise du soleil, le *Nec pluribus impar* paraît incontestablement acquiescé; quoique le roi ne doit être frappé comme de la foudre. Les rapports diplomatiques se ressentent de cette position: ce ne sont plus des relations d'États indépendants, c'est un prince qui commande et veut être obéi; la moindre insulte au pavillon, la moindre hésitation dans un tribut à payer ou dans un hommage à rendre, est immédiatement punie par

la guerre et la destruction. Cette puissance s'essaye contre les barbaresques; lorsque les flottes de France paraurent devant Alger, sous l'amiral Duquesne, la soumission avait été entière; tous les esclaves faits par les barbares avaient été rendus. La soumission d'Alger fut le résultat de trois périlleuses campagnes sur mer où commanda Duquesne: dans la première, l'amiral et la flotte de France purgèrent la Méditerranée des corsaires tripolitains et algériens, pirates hardis qui pillaient toutes les côtes et les riches marchands qui commerçaient aux deux Indes. Dans la seconde, Alger fut bombardé, et les vieilles gravures reproduisent encore la flotte de Duquesne embossée sur le rivage; mille galères à rames, des galiotes à bombes lancent des boulets rouges sur les maisons et remparts. La troisième campagne se réduisit à un blocus tellement pressé, que les Algériens envoyèrent des ambassadeurs pour faire leur soumission au roi de France. Pauvres vaincus, ils vinrent à Versailles fléchir leur tête nue devant Louis XIV (2)!

Après Alger, Gènes dut s'abaisser devant le roi. Cette république de marchands était au plus haut degré de sa splendeur; ses sénateurs aux bonnets de laine, habitaient de splendides palais de marbre. On disait mille légendes sur leurs richesses: les uns remontaient à pelée les ducats d'or et les sequins de Venise; les autres pouvaient paver en écus de France, mis en cordon, les dalles de leur longue galerie. Cela donnait de la fierté aux doges, et Gènes ne respecta pas toujours le pavillon du roi; ses galères s'emparèrent de quelques bâtiments de Marseille; on ne traita pas les ambassadeurs de Louis XIV avec tout le respect qu'ils méritaient. Dès ce moment l'envoyé auprès de la république reçut ordre de quitter Gènes, et de déclarer au doge que si une réparation n'était pas promptement faite, une flotte et une armée seraient simultanément envoyées pour

(1) Les jeunes gens de votre cour
De leur corps font folie,
Et se régalaient tour à tour
Des plaisirs d'Italie,
Autrefois pareille action
Eût mérité la braise;
Mais ils ont un trop bon patron
Dans le père Lachaise.

(2) Il y a une médaille sur le bombardement d'Alger; la légende: *Circa a piratis recuperati*; l'exergue: *Algeria fulminata*, ann. 1683.

On voit au cabinet des estampes une gravure en l'honneur du roi, avec cette devise:

Louis en terre est radieux

Comme le soleil dans les cieux;
Ses vertus seront l'honneur
Autant de rayons de sa gloire.

L'auteur chante toutes les vertus du roi; sa bonté, sa sagesse, sa justice, sa modération, sa libéralité; puis enfin sa puissance:

Rien ne fait plus de résistance,
Tout tremble ou sont abattus
Devant sa guerrière puissance,
Que soutiennent tant de vertus.

Relation de tout ce qui s'est passé à l'attaque de la ville d'Alger par le sieur Duquesne, lieutenant général des armées du roi, au mois de juin 1683. — Paris, in-4°.

s'emparer de la république. Une note diplomatique de M. de Croissy déclara au sénat que si la réparation n'arrivait pas, il lui en coûterait 300 mille francs par jour, du moment où les troupes seraient mises en mouvement. La république en appela à la médiation du pape ; toutes ces petites puissances d'Italie commençaient à être protégées par les grands États du continent ; elles se maintenaient libres par l'intérêt qu'avait chacune des hautes puissances à ce qu'aucune d'elles ne s'agrandît aux dépens des petites, en violant ainsi les règles éternelles de la neutralité. Mais alors le traité de Nimègue avait reconnu à la France une supériorité incontestable ; qui se serait opposé à une expédition des Français contre Gênes, la Savoie et le Piémont ? Une armée de France ne se serait fait aucun scrupule de traverser un pays neutre, et de marcher par les Alpes sur l'Italie. Les Impériaux n'étaient point prêts à envoyer des troupes dans le Milanais, et le pape n'était pas une puissance assez forte pour protester autrement qu'au spirituel contre les prétentions de Louis XIV. Gênes fut donc obligée de céder ; la république envoya son doge et ses sénateurs à Paris. Le roi aimait ces représentations théâtrales, et lorsque les vieux républicains vinrent à Versailles, leur doge en tête, Louis XIV les accueillit sur sa chaise d'argent massif, le chapeau sur son chef, foulant de ses pieds de magnifiques tapis de Turquie épais et brochés d'or. Une fois l'hommage rendu, Louis XIV se montra gracieux, et leur fit visiter ses jardins et ses fontaines. Ce qu'il voulait surtout, c'était la sujétion, la reconnaissance de son droit de souveraineté universelle (1).

On cherchait, par ces hommages devant la puissance du roi, à distraire un peu cette existence ennuyée ; ces pompes plaisaient à Louis XIV et lui constataient sa grandeur. En même temps arrivaient d'autres ambassades, qui caressaient plus fortement encore l'amour-propre du roi : telle fut la présence à Versailles des envoyés du roi de Siam, porteurs des présents de l'Inde, « tels que la reine de Saba en offrit au roi David. » Ces ambassadeurs venaient-ils

réellement de Siam, ou étaient-ils seulement quelques Indiens des côtes de Coromandel ou du Bengale, recueillis par les flottes royales qui cinglaient dans les grandes mers ? Le doute reste encore ; il faut néanmoins se rappeler qu'à cette époque les rapports des missionnaires avec Siam étaient très-nombreux ; ils y avaient prêté la foi avec ardeur, y acquérant l'ascendant quedonnent les lumières et la science sur des peuples non civilisés. Quelques hardis gentilshommes avaient parcouru ces contrées, et l'histoire du chevalier de Forbin, devenu généralissime et ministre du roi de Siam, constate la possibilité que des envoyés fussent venus à Versailles pour contracter un traité d'alliance et de commerce. Ils y furent accueillis avec plus de splendeur encore que le doge de Gênes ; on les promena par tout Paris ; le roi ordonna de leur faire voir ses palais et fontaines, et il se complaisait à les recevoir sur son trône, parce que, selon l'usage oriental, ils devaient se prosterner la face contre terre, et ne regarder le prince qu'avec cette frayeur tremblante des esclaves devant le maître. Des gravures contemporaines multiplient à l'infini les magnificences de ces réceptions de Versailles : ici c'est le doge de Gênes, à la figure grave et vénérée, revêtu du manteau ducal, suivi des sénateurs qui se présentent également à l'audience royale. Louis XIV, le regard sévère, son chef couvert du chapeau à plumes, sa main appuyée sur la canne de commandement, semble dire qu'il accepte l'hommage de la république humiliée. Là c'est la réception pompeuse des envoyés siamois : on les voit, offrant leurs présents au roi, ou bien visitant les jardins, puis les monuments de Paris et les conquêtes aux Pays-Bas. Leurs physiognomies blafardes se distinguent par des yeux ronds et à fleur de tête, leur nez épaté et large, leur tête en forme de boule, surmontée de leur bonnet en cône ; leur large robe de Perse et de l'Inde est rattachée par une ceinture d'or ; leurs doigts, leurs oreilles resplendissent de bijoux qui manifestent leur opulence et leur haute origine de rare japonaise (2).

Venir lui rendre hommage au milieu de sa cour.

Des élimés étrangers s'il est l'honneur,
Il est de ses sujets l'amour et les délices ;
Sous lui on ne voit plus ni d'erreurs ni de vices,
Il est de ses États le plus bel ornement.
Siam par ses présents, et par ses députés,
A voulu révéler un si puissant monarque ;
Pouvait-on désirer une plus belle marque
Du bruit qu'a fait son nom aux pays écartés ?
Vivez prince, vivez, et pour notre bonheur,
Que le ciel de ses soins toujours vous favorise ;

(1) Dialogues de Gênes et d'Alger, villes fondroyées par les armes invincibles de Louis-le-Grand, en 1684 ; avec plusieurs particularités historiques, touchant le juste ressentiment de ce monarque, et ses prétentions sur la ville de Gênes, avec les réponses du Génois. — Amsterdam, Desbordes, ann. 1685, in-12.

(2) Alliance de la France avec le roi de Siam, 1686.

Louis, des nations la terre et l'amour,
Aimable dans la paix et redoutable en guerre,
Règne tranquillement, et voit toute la terre

D'autres gravures également reproduisent la réception à Versailles des ambassadeurs du duc de Moscovie. Qu'on se représente aujourd'hui cette puissance russe à son origine, un duc de Moscovie à peine connu dans les relations de l'Europe! La Russie est alors encore plus nation asiatique qu'européenne; comme la Pologne et la Hongrie, elle se défend contre les Turcs qui furent la grande force militaire des quinzième et seizième siècles. La diplomatie de Louis XIV ne connaissait pas toute l'importance d'une intimité politique entre la France et la Russie contre l'empire d'Allemagne. On savait à peine qu'il existait une Moscovie, et qu'elle commandait à d'immenses populations. Je n'ai pas trouvé de traité régulier antérieur à l'époque de Pierre-le-Grand, entre la France et les czars. Louis XIV dédaignait cette puissance, qui cent cinquante ans plus tard sauva sa monarchie du plus déplorable démembrement. La pensée du roi, victorieuse et satisfaite à l'étranger, se reporta tout entière vers l'unité religieuse. Après la victoire sur les ennemis au dehors, le roi pensait à vaincre les vieux adversaires du gouvernement catholique. Ici vient la révocation de l'édit de Nantes.

CHAPITRE XXIV.

PRÉPARATIFS DE LA RÉVOCATION DE L'ÉDIT DE NANTES. — ORDONNANCE DE RÉVOCATION.

Mobiles de conversions. — Publication des livres catholiques. — Maison pour les nouveaux convertis. — Distribution d'argent. — Bulletin de surveillance. — Édit formel de révocation. — Mesures contre les personnes, — contre les biens. — Confiscation. — Démolition des prêches.

1682 — 1685.

La révocation de l'édit de Nantes fut une œuvre patiente, développée avec une sollicitude et une

Vous soutenez l'État, vous défendez l'Eglise,
Et quel autre que vous nous ferait tant d'honneur!

Une médaille sur la réception des ambassadeurs siamois.

Le roi est sur son trône dans la galerie de Versailles; à ses pieds sont les ambassadeurs. La légende :

prudence particulières. Le conseil du roi n'alla point tête levée d'abord contre un grand parti, dont la puissance s'étendait dans tout le royaume; il ne risqua formellement l'édit de révocation que lorsque les choses arrivèrent à ce point de maturité qu'on pouvait tenter un coup d'État sans dangers immédiats. La pensée de Louis XIV, que déjà j'ai fait connaître, se rattachait à sa haute idée monarchique: le roi se persuadait que là où il avait posé l'unité politique, l'unité religieuse devait également se produire et se proclamer. La déclaration de 1682 réalisait l'obéissance dans l'Eglise nationale: le soin du roi, par la révocation de l'édit de Nantes, fut d'imposer son autorité souveraine aux sectes dissidentes.

Tous les moyens furent employés d'abord pour la conversion des protestants. Quand l'autorité eut dans une certaine nature d'idées, elle multiplie les écrits, les publications favorables à son système. A toutes les époques, des sommes considérables furent destinées à cet usage de police littéraire ou religieuse; les cartons de M. de La Reynie (1) constataient que plus de 800 mille francs furent consacrés à l'achat de livres, reliure, à leur envoi dans les provinces; des commissaires spéciaux étaient nommés à cet effet; on rédigeait Mémoires sur Mémoires pour suivre les progrès de ces distributions et leurs heureux résultats. Les intendans étaient eux-mêmes chargés de cet acte de police, comme à d'autres époques des fonctionnaires d'un autre nom furent chargés de répandre des brochures politiques. On usa de tous les moyens contre un parti qu'on veut détruire, quel que soit le principe qui le fait exister.

L'argent fut aussi abondamment distribué: tout nouveau converti pauvre, et dans l'impuissance du travail, avait droit à un secours pris sur les fonds de police, réglé par Louis XIV lui-même. Les commissaires de chaque quartier faisaient un rapport sur les nouveaux convertis qui avaient besoin de secours; ces rapports étaient adressés à l'intendant de police, lequel soumettait les propositions définitives au roi. Ces secours différaient de 150 à 1000 livres; quelquefois même Louis XIV écrivait de sa main: « Vous donnerez trois louis d'or au pétitionnaire, portés sur ma cassette; » ces secours deve-

Fama virtutis; l'exergue: Oratores regis Siam, 1686

(1) Les papiers de l'administration de M. de La Reynie, que j'ai trouvés à la Bibliothèque du Roi, contiennent des documents sur l'administration de Paris, formant 8 vol., in-f^o 791/5. Ils contiennent des états de dépenses considérables pour frais d'impression et de reliure de livres de controverse.

naient des pensions permanentes. Plus souvent des petits dons temporaires étaient faits aux convertis; étaient-ils vieillards, estropiés, invalides, le lieutenant de police leur assignait 50 ou 60 livres sur ses fonds spéciaux (1).

Des maisons de refuge furent également constituées pour y recevoir les fils et les filles des protestants convertis; ces maisons étaient fondées comme des monastères sous le titre de *Nouvelles converties*; on y jetait les jeunes filles des familles protestantes; l'enseignement de l'Eglise leur était offert dans tous ses développements de grandeur et de mansuétude sous l'immense parole de Bossuet. Souvent, par un triste abus d'autorité, on arrachait par la force ou la ruse les enfans du sein de leurs parens hérétiques, et on les élevait, contre leur volonté même, dans les lois et les principes catholiques. M^{me} de Maintenon suivait avec ardeur cette mission; ses lettres intimes indiquent combien elle invitait la noblesse huguenote à gagner les bonnes grâces du roi, si ce n'est par leur conversion personnelle, au moins par l'abandon de leurs enfans à la grande éducation catholique. Une déclaration du roi portait que les enfans âgés de quatorze ans et au-dessous, dont les pères étaient morts faisant profession de la religion prétendue réformée, devaient être instruits et élevés en la religion romaine : et avec défense de leur donner pour tuteurs, subrogés-tuteurs ou curateurs d'autres que des catholiques, à peine contre les contrevenans d'amende arbitraire et bannissement pour neuf ans du ressort des lieux de leur demeure. Défenses aux ministres et aux anciens de souffrir les enfans de la qualité susdite dans leurs

assemblées, à peine, contre les ministres qui auront souffert avec connaissance lesdits enfans dans les temples, d'être condamnés à l'amende honorable, au bannissement à perpétuité hors du royaume, et confiscation de leurs biens, et d'interdiction pour toujours de l'exercice de la religion prétendue réformée dans les lieux où il sera contrevenu à ces présentes (2).

Une indicible surveillance était exercée sur les actes et les paroles des familles protestantes. Comme à toutes les époques où l'autorité craint la puissance et les menées d'un parti, on en pénétrait les moindres démarches : un bourgeois allait-il au prêche chez l'ambassadeur de Danemarck, de Suède ou de Hollande, aussitôt un rapport d'espion dénonçait le numéro du logis; on disait si le bourgeois demeurait en l'hôtel du Grand-Cerf ou de la Corne; s'il était à l'enseigne de la Treille ou du Grand-Figuier. Les rapports indiquaient la fortune, la réputation dont ledit bonhomme jouissait dans son quartier; c'étaient, en un mot, des actes de surveillance que la police des États commande contre tout parti remuant, quand une mesure politique se prépare. « Les anciens de la religion prétendue réformée, écrivait le savant commissaire Delamare, s'assembloient autrefois chez l'un d'eux pour délibérer sur la distribution des charités du consistoire. Depuis quelque temps il n'y en a plus qui osent souffrir cette assemblée dans leurs maisons, par l'apprehension d'être découverts et punis de cette contravention aux ordonnances. Ils ont été quelque temps sans s'assembler, et cette interruption fit beaucoup murmurer leurs pauvres; quel-

(1) Il existe plusieurs états des sommes distribuées à titre de secours aux nouveaux convertis. En voici un modèle : « Etat de la somme de trois mille livres reçues de M. Delabert, trésorier général de la marine, qui ont été distribuées aux nouveaux convertis, secourus par ordre du roi. — A la dame Fandin, âgée de 80 ans, et sa fille estropiée, 60 livres. — A François Prevot, horloger, âgé de 70 ans, sa femme et trois enfans, 60 livres. — A Marie Latra, femme de Pierre Moutret, bourgeois et joaillier de Paris, qui l'a mise sur le pavé depuis sa conversion, 50 livres. — A Marie-Antoine Gude, ci-devant commis aux aides, 60 liv. — Pour la nourriture de quatre enfans pendant quinze jours, abandonnés par Marie Payen leur mère, qui étoit de la religion prétendue réformée, 5 livres. — A une pauvre femme qui a fait abjuration entre les mains de M. le curé de Saint-Sulpice, 3 liv. — A Guillemette Breton, veuve de Simon Pierret, orfèvre, et à sa fille, pour l'établir par un mariage, 180 liv. — A Adrien Goré, marchand distillateur, ci-devant portier-fos-

soyeur de Charenton, 50 livres. — A Noël Marehand, rubanier, et Marie Lavigne, sa femme et leurs enfans, dont un est marié et en ménage, à partager entre eux selon leurs besoins, 300 livres, etc. » Bibliothèque royale, Mss. de M. de La Reynie, vol. cot. 701/3, t. 1, suppl. franç.

(2) Registrée au parlement le 26 juillet 1685. — « De par le roi : Sa Majesté étant informée que la dame de Paulin tient cachée dans quelque maison particulière la demoiselle de Beaufort, sur le soupçon qu'elle a eu qu'elle vouloit se convertir à la religion catholique; Sa Majesté ordonne à ladite dame Paulin, et à tous ceux entre les mains de qui ladite demoiselle de Beaufort pourroit être, de la représenter incessamment, même de la remettre entre les mains de la dame duchesse d'Uzès, au cas qu'elle soit dans Paris, et dans un mois si elle est hors de ladite ville. *Signé Louis, et plus bas, COLBERT.* » — Mss. de M. La Reynie, Biblioth. royale, cot. no 701/3, t. 1, suppl. franç.

ques-uns, dans ce temps, se convertirent, et entre autres une famille entière du faubourg Saint-Germain, qui est aujourd'hui à l'hôpital. Ils ont depuis pris l'expédient de s'assembler chez M. de Ruigny toutes les semaines, le samedi ou le lundi, et de crainte d'être découverts, voici ce qu'ils observent : le sieur de Ruigny loge au faubourg Saint-Germain ; il y a une boutique de serrurier joignant sa porte, et chez ce serrurier, à la seconde chambre, loge le nommé Chaussel secrétaire de M. de Ruigny ; et dans la chambre de Chaussel il y a une porte de communication pour entrer chez M. de Ruigny ; de sorte que la plus grande partie des anciens et autres personnes de cette assemblée entrent par la boutique du serrurier, montent à la chambre de Chaussel, et passent par cet endroit en la maison de M. de Ruigny (1). »

« Monseigneur, ajoute M. de Vançay, lieutenant général du présidial de Blois, je me sens très-étroitement obligé, étant ce que je suis, et par ma condition et par ma charge, de vous donner avis, comme bon et fidèle serviteur du roi, qu'au préjudice de ses édits et déclarations, l'on fait des assemblées secrètes depuis un long temps chez la nommée Varenne, veuve d'un imprimeur, qui loge dans la cour neuve du Palais à Paris ; elle est huguenote, et en cette qualité et sous ce prétexte de vendre des livres, toutes les semaines c'est un concours inévitable de ceux de la religion prétendue réformée, surtout des ministres, tant de ce royaume que d'Angleterre, Suède, Danemark, Allemagne, Hollande, etc. Le sieur Gilbert, qui est un graveur de cachets, son proche voisin à la descente de la cour du Palais, en est témoin, et m'a assuré qu'il en

(1) « Sur l'ordre que M. Le Monnier, nouveau converti, a reçu de vous, monseigneur, de faire un Mémoire de ce qu'il sait sur ce qui se passe dans Paris à l'occasion des mal convertis, et de me le donner pour vous le remettre, il m'a dit, 1° que le nommé Vesfelt, tailleur, demeurant à la Fleur-de-Lis, rue Saint-Honoré, devant la Croix du Tiroir, retire chez lui ceux que les huguenots français qui sont à Berlin envoient ici pour déboucher leurs pareus et leurs amis mal convertis ; 2° le nommé Desbans, polier d'étain, rue des Fossés-Saint-Germain, est l'agent de tous les mécontents de Paris, et que sa femme va de maison en maison porter des livres et des lettres ; 3° que chez le nommé Lebœuf, à la place Maubert, on s'assemble quelquefois ; 4° que la femme de Bizard, ci-devant ancien de Charenton, est une séditieuse qu'il faudroit mettre en lieu de sûreté ; 5° que le nommé Ingrand, marchand, rue du Petit-Lion, qui a des correspondances en Hollande et ailleurs à l'occasion de son commerce, reçoit

voyoit aller et venir jusqu'à un nombre de quatre-vingts ou cent. Et comme, Monseigneur, il n'est point à présumer que ces sortes d'assemblées se fassent que contre le service de Sa Majesté, et qu'il s'y fait des discours et des propositions entre eux trop séditieuses, j'ai cru qu'il étoit de mon devoir d'en faire avertir pour y être pourvu (2). »

« Le lundi 28 septembre, sur le soir, dit un autre rapport de police, Pierre Chevre, étant au service de Jacques Périmet, marchand de vin, demeurant faubourg Saint-Marc, tous deux de la religion prétendue réformée, reçut un coup d'épée dans le corps, et puis il fut porté chez un voisin, aussi de la religion prétendue réformée, où il fut pansé. Le mardi après midi, le vicaire de l'église Saint-Médard ayant appris que le blessé étoit en danger de perdre la vie, il y fut et couvra avec lui, puis se retira sans avoir pu rien obtenir. Le menu peuple en ayant eu connaissance, s'assembla en un moment au nombre de sept à huit cents, et étant devant la maison du blessé, ils firent toutes les violences qu'on se peut imaginer, frappèrent à coups de pierres et bâtons contre les portes qu'ils rompirent, et cassèrent toutes les vitres, s'efforcèrent d'entrer dans ladite maison, s'écriant : « Sont des huguenots » et parpaillots qu'il faut assommer, même mettre » le feu aux portes, s'ils ne nous rendent le blessé. » Il y en eut quelques-uns qui passèrent par-dessus les murs et entrèrent jusque dans la cour de ladite maison. Le femme dudit Périmet, appréhendant encore quelque chose de plus, vint en donner avis au commissaire Prioult, qui s'y transporta, où entrant dans la rue il fut reconnu de cette populace, qui prit la fuite ; puis entra dans la maison, reçut la

tous les faux édits et libelles qu'on y fabrique ; 6° dans la rue de Taranne, dans une murgerie dont le nom est échappé audit sieur Le Monnier, qui se termine en ar., il y a huit jours qu'il y avoit un homme travesti, habillé d'un drap brun, ayant de grands yeux bleus fort ronds, deux signes au visage du côté droit, l'un en haut et l'autre en bas, un doigt de la main droite avec un gros orteil élevé, et une perruque noire, que l'on dit être un ministre qui vient ici déboucher les gens ou les confirmer dans leur erreur ; 7° que chez M^{me} Léger de Saint-Quentin, dans la rue des Bourdonnais, à la Perle-des-belles-Toiles, on s'y assemble, et elle m'a dit se remettre ; 8° le sieur de Mesmes, banquier, qui a épousé la fille de Moricette, a des correspondances secrètes avec les huguenots de France retirés en Angleterre. » Bibl. royale, Mss. de M. de la Reynie, vol. cot. 791/5, t. 1, suppl. franç.

(2) Mss. de M. de la Reynie, cot. 791/5, t. 1, suppl. franç.

plainte et la déclaration du malade, qui persista dans sa religion. Le malade est décédé huguenot le lendemain mercredi (1). »

Cette surveillance sévère et active contre le parti huguenot préparait le coup d'Etat qui était déjà dans la pensée du conseil. Le pouvoir n'a pas de pitié pour le parti qui résiste; il le surveille, il le brise; c'est son droit, droit inexorable qu'il applique dans toute sa rigueur: police, tribunaux, force militaire, sont également employés pour frapper ce qui arrête l'action de sa volonté. Au temps où nous vivons, ces mesures peuvent facilement se comprendre; n'avons-nous pas eu également des proscriptions d'idées et de croyances politiques! Quand les protestans furent divisés, démoralisés en quelque sorte, on osa avec plus de sûreté la révocation de l'édit de Nantes. Pour qu'un coup d'Etat n'excite pas une résistance trop violente, il est essentiel en politique que les esprits soient préparés et assouplis. On travaillait à l'œuvre de la révocation depuis trois ans: déjà on avait aboli le prêche, détruit les temples, pros crit les ministres; des régimens entiers de dragons étaient envoyés partout où la persistance religieuse aurait pu se changer en rébellion. Sous prétexte de logemens de troupes, on imposait les villages, et chaque feu de huguenot payait le triple des catholiques, si bien que les populations fuyaient à l'approche de ces fatales compagnies de dragons au court monarque, qui combattaient à pied et à cheval dans les défilés comme en plaines; et tout cela provoquait à peine de la pitié parmi les populations catholiques; car aux temps d'émotion les grands partis n'ont pas de tolérance, et quand les adversaires sont frappés, on s'en félicite comme d'une victoire.

La révocation de l'édit de Nantes fut présentée au conseil en avril, et arrêtée au mois d'août 1685. Il y eut plusieurs longues réunions chez le vieux chancelier Letellier, qui s'était posé comme le promoteur le plus acharné des édits contre les protes-

tans. Chaque système a ainsi ses hommes de conviction, qui poussent les choses jusqu'au bout et persécutent avec conscience; que ce soit en politique comme en religion, peu importe. Le chancelier Letellier ne pouvait pas croire qu'on pût avoir d'autre foi, d'autre pratique que la foi et la pratique catholiques; aussi mourut-il dans la joie de son âme, en entonnant le *Nunc dimittis*, comme pour dire que sa carrière était pleine et finie. La révocation de l'édit de Nantes fut entièrement basée sur le principe de l'unité religieuse et monarchique; en conséquence, toutes les concessions faites sous les règnes des rois Henri IV et Louis XIII étaient déclarées nulles et comme non avenues; tous les temples de ceux de la religion prétendue réformée, situés dans le royaume, devaient être incessamment démolis; défenses de s'assembler, pour faire l'exercice de ladite religion, en aucun lieu ou maison particulière, sous quelque prétexte que ce puisse être, à peine de confiscation de corps et de biens. Tous les ministres qui ne voudraient pas se convertir étaient tenus de sortir du royaume quinze jours après la publication de l'édit; par contraire, ceux des ministres qui se convertiraient jouiraient, eux et leurs veuves, des mêmes exemptions de tailles et logement de gens de guerre qu'ils avaient pendant qu'ils remplissaient les fonctions de ministres: « et en outre nous payerons auxdits ministres, aussi leur vie durant, une pension qui sera d'un tiers plus forte que les appointemens qu'ils touchaient en qualité de ministres. Que si aucuns desdits ministres désirent se faire avocats ou prendre les degrés de docteurs ès-lois, nous voulons qu'ils soient dispensés de trois années d'études; et pour leur réception, ils payeront seulement la moitié des droits que l'on a accoutumé de percevoir pour cette fin. » Les écoles particulières pour l'instruction des enfans de la religion prétendue réformée étaient défendues; tous les enfans qui n'altraient dorénavant seraient baptisés par les curés des pa-

(1) Le commissaire Gazan écrivait à M. de la Reynie: « L'on m'a donné avis aujourd'hui que dans le cabaret du Riche Laboureur, qui est à l'entrée de la rue des Fossés-de-Monsieur-le-Prince, il s'y assemble presque tous les soirs des marchands et artisans de la religion et des nouveaux catholiques, où ils se trouvent quelquefois jusqu'à dix-huit au vingt, et qu'ils y tiennent des discours scandaleux. Il est venu aussi ce soir une fille de chambre de M^{me} l'envoyée de Brandebourg, qui est catholique, et a été évangélisée aujourd'hui du service de ladite dame, qui m'a dit qu'il y a grand monde retiré en la maison dudit envoyé,

que la dame de Tillamont de Normandie y est morte, et fut enterrée samedi dernier dans la petite cour; que les deux demoiselles ses filles y sont veuves, avec un grand nombre de prisonnes de qualité, entre lesquelles sont la demoiselle de la Haussaye et un jeune garçon de quatorze ans de la maison de Saxe, qui passe pour son page; que dans cette maison il y a été apporté par ceux de la religion des biens immenses, qu'il y a dix coffres-forts dans le cabinet du secrétaire, pleins d'argent, et qu'il en fait tenir à ceux qui sont passés aux pays étrangers. » Biblioth. royale. mss. de M. de la Reynie, vol. cat. 701/3, t. I et II, suppl. franç.

roisses; les pères et mères devaient les envoyer aux églises à peine de 500 livres d'amende. « Faisons très-expresses et graves défenses à tous nos sujets de ladite religion, de sortir, eux, leurs femmes et enfans, de notre dit royaume ni d'en transporter leurs biens et effets, sous peine, pour les hommes, des galères, et de la confiscation de corps et de biens pour les femmes. Pourront au surplus lesdits de la religion, en attendant qu'il plaise à Dieu de les éclaircir comme les autres, demeurer dans les villes et lieux de notre royaume, y continuer leur commerce et jouir de leurs biens, sans pouvoir être troublés ni empêchés, à condition de ne point faire d'exercice, ni de s'assembler sous prétexte de prières ou de culte de ladite religion (1). »

Cet édit de révocation appelait de nombreuses mesures d'exécution, en ce qu'il concernait les personnes et les propriétés des protestans; il devait trouver une grande et forte résistance. Les convictions religieuses et politiques sont puissantes; il se rencontre toujours dans les partis des consciences hautes et inflexibles qui ne transigent pas. L'attention du conseil fut donc de pourvoir à l'exécution exacte des dispositions principales du coup d'Etat. Un premier ordre du roi porta tout entier sur le séjour des protestans à Paris; un certain nombre y étaient venus chercher refuge des villages environnans, afin d'éviter les charges des gens de guerre, et de s'abriter sous le tumulte de la cité. Le roi disait : « Sa majesté étant informée qu'il y a un bon nombre de gens de la religion prétendue

réformée, de toutes les provinces de son royaume, qui se sont retirés depuis peu dans sa bonne ville de Paris, que même ils y tiennent des conférences secrètes au préjudice de ses édits, Sa Majesté a ordonné et ordonne que dans quatre jours, pour tout délai, tous ceux de ladite religion qui ne sont habitués que depuis un an dans la ville de Paris en sortiront pour se retirer dans le lieu ordinaire de leur demeure, à peine de 1000 livres d'amende. Fait défenses de leur donner retraite, sous les mêmes peines que dessus (2). »

Toute mesure politique contre les personnes, tout coup d'Etat contre un parti, est habituellement suivi d'une réaction contre la presse. La révocation de l'édit de Nantes fut accompagnée d'un mandement spécial de l'archevêque de Paris, proscrivant deux mille huit cents ouvrages, livres ou brochures divisés en matières politiques, religieuses ou morales : c'est le plus large index du temps. La police de M. de La Reynie dut rechercher : « la Défaite de Goliath, ou réfutation de l'anti-Calvin catholique, par Charles Andrien. — Ratram ou Bertram, prêtre de l'Eucharistie, avec un avertissement. — Abjuration et erreurs de l'Eglise romaine, faite à La Rochelle. — Taxe des parties casuelles de la boutique du Pape. — Le protestant pacifique (3). — Modeste déclaration de la sincérité des Eglises réformées. — Les cantelles, canons et cérémonies de la messe, ensemble la messe intitulée du corps de Jésus-Christ : le tout en latin et français, avec certaines annotations.

(1) L'édit de révocation est daté de Fontainebleau, au mois d'octobre 1685, contresigné par Letellier et Colbert, et scellé du grand sceau de cire verte, sur laes de soie rouge et verte.

(2) Le roi écrivait à M. de La Reynie : « Monsieur, j'ai été averti qu'il y a un grand nombre de gens de la religion prétendue réformée de toutes les provinces de mon royaume qui se sont retirés depuis peu de jours dans ma bonne ville de Paris, que même ils y tiennent des conférences secrètes au préjudice de mes édits et ordonnances. C'est ce qui m'oblige de vous écrire celle-ci pour vous dire que mon intention est que vous teniez la main à ce que l'ordonnance que je vous envoie soit ponctuellement exécutée, que vous procédiez contre les contrevenans suivant la rigueur d'icelle; et la présente n'étant à autre fin, je prie Dieu qu'il vous ait, M. de La Reynie, en sa sainte garde. » 14 octobre 1685. — Bibliothèque royale, mss. de M. de La Reynie, cot. 791/5, suppl. franç., tom. 1.

(3) On faisait de minutieuses visites chez les libraires, imprimeurs, relieurs et brocheurs de la capitale;

tous les livres de la religion prétendue réformée étaient saisis et déposés au greffe du Châtelet. Le 19 janvier 1687, le commissaire Delamare écrivait à M. de La Reynie : « Monsieur, j'ai trouvé chez Laval, qui exerce la profession de relieur et d'imprimeur, de quoi travailler jusqu'à neuf heures; je vous envoie les mémoires de ce qui s'est trouvé. J'ai scellé tous les livres reliés dans un coffre, deux armoires et deux casettes, et les livres en blanc je les ai chargés après en avoir fait la description. J'ai passé ensuite chez M. Thierry, qui m'a dit qu'il savoit bien que Laval reliait en livres, et que c'est pour envoyer en Angleterre; il sera sa caution. » — Suit une longue nomenclature de tous les ouvrages de la religion prétendue réformée, trouvés chez ledit Laval. Delamare termine ainsi sa lettre : « M. l'ambassadeur d'Angleterre se dispose d'emmener beaucoup de jeunes gens prétendus réformés avec lui, les faisant passer pour gens de sa maison. C'est le nommé Cebu, horloger rue Mazorine, au roi Charles, qui prend le soin de les élever, et c'est lui-même qui l'a dit aujourd'hui. » Mss. de M. de La Reynie, cot. 791/5, t. 1, suppl. franç.

— Les trois Conformités, à savoir l'harmonie et convenance de l'Eglise romaine avec le paganisme, judaïsme et hérésies anciennes. — Lettre de M. Lecoq, sur le changement de religion de M. Colby. — Dialogue sur la descente de Jésus Christ aux enfers, et autres dialogues. — Le Franc-Archer de la vraie Eglise contre les abus et énormités de la fausse. — Le Capucin réformé, déclarant les causes de sa conversion à l'Eglise réformée. — Les Déguisemens et Fuites de Jean Gontery, jésuite. — Le Bâton de la foi chrétienne, pour rembarquer les ennemis de l'Evangile. — L'Accroissement des eaux de Siloé, pour éteindre le feu du purgatoire, et noyer les satisfactions et indulgences papales. — L'Anatomie de la messe. — Description de l'Ante-Christ et de son royaume. — La Classe de la bête romaine, où est évidemment prouvé que le Pape est l'Ante-Christ. — Le Monde allant pire, et le Monde démoniaque (1). »

Le mandement de l'archevêque était une proscription tout à la fois religieuse et politique, une réaction contre le mouvement des idées de la réforme. Il faut bien dire que la presse huguenote n'avait rien respecté; jamais il ne s'était vu un tel débordement de doctrines anti-royales et anticatholiques; c'étaient les pamphlets du seizième siècle avec plus de hardiesse encore, car le pouvoir civil et la souveraineté n'étaient pas respectés par de fougueux écrivains. Des mesures de rigueurs matérielles accompagnaient les actes de police politique; les formules de lettres de cachet se multipliaient par milliers; on assignait par ordre de police une résidence à tel bourgeois de Paris qui ne voulait pas se convertir; on l'envoyait à Orléans, à Bourges, à Lyon pour y être placé sous une surveillance particulière. Ces lettres de cachet étaient ainsi conçues: « De par le roi; il est ordonné au nommé Dalaix de se rendre incessamment à Dinan en Bretagne, et d'y demeurer jusqu'à nouvel ordre, à peine de désobéissance. Fait à Versailles, le 11^e jour du mois de décembre 1685. — Au sieur

Girardot, de se rendre incessamment à Sancerre en Berry. — Au sieur Lecoq, au Mans. — Au sieur Bussière, à Dun-le-Roy. — Au sieur Renu, à Brives en Limousin. — A la femme du nommé Bézar, marchand de bois, de se rendre incessamment avec son mari en la ville de Châteaunou (2). »

Les commissaires de chaque quartier dressaient des états exacts de la fortune et des propriétés de chaque habitant qui professait la religion calviniste. On y disait quelles bonnes maisons les huguenots possédaient rue des Marais-Saint-Germain ou Saint-Denis, des *Vieilles-Audriettes* ou d'*Aubry-le-Boucher*; avaient-ils laissé des meubles, on se hâtait d'en faire l'inventaire. Le huguenot était comme mort civilement; les ordonnances royales, les arrêts du parlement décidaient que la famille catholique pouvait légitimement se pourvoir devant le Châtelet, afin de se faire mettre en possession; et s'il n'y avait pas de catholiques, la succession tombait en déshérence au profit du roi (3).

On défendait sous les peines les plus sévères aux sujets du roi de quitter le royaume; on ne permettait pas non plus d'envoyer les fortunes mobilières à l'étranger. Il s'était néanmoins organisé des compagnies à cet effet; de braves Hollandais, Danois ou Anglais, moyennant une somme d'argent, s'engageaient à conduire les calvinistes hors du royaume. La police les suivait à la piste, les dénichait dans leurs hôtels; les édits du roi les condamnaient aux galères perpétuelles; il s'en sauvait un grand nombre à travers la campagne; quant à l'argent, on le convertissait en lettres de change sur Amsterdam, Londres et Vienne; de sorte que les héritiers catholiques et le fisc n'avaient rien à démêler dans les biens des huguenots.

Un rapport indique comment les calvinistes sortaient de France pour se réfugier à l'étranger; il est adressé au lieutenant de police: « Lespinois dit savoir plusieurs chemins pour faire passer les religionnaires en Hollande, sans aller par les villes ni

(1) Mandement de Mgr. l'archevêque de Paris sur la condamnation des livres contenus dans le catalogue suivant: Biblioth. royale, mss. de M. de La Reynie, cot. n° 791 s., suppl. franç., t. 1.

(2) Biblioth. royale, mss. de M. de La Reynie, cot. n° 791 s., suppl. franç., tom. 1.

(3) « Edit du roi portant que les plus proches parents et légitimes héritiers des religionnaires fugitifs entreront en possession des biens qu'ils ont laissés dans le royaume, sans néanmoins les pouvoir vendre ni aliéner qu'après cinq années. Donné à Versailles, au mois de décembre 1689. » Paris, chez Etienne Michallet,

premier imprimeur du roi, rue Saint-Jacques, à l'Image-Saint-Paul, près la fontaine Saint-Severin.

« Déclaration du roi concernant les domestiques dont les prétendus réformés et les nouveaux convertis peuvent se servir. » 11 janvier 1686, Paris, chez François Muguet, imprimeur du roi et de son parlement, rue de la Harpe.

« Déclaration du roi concernant les formalités nécessaires pour les mariages des mineurs dont les pères, mères et tuteurs faisaient profession de la religion prétendue réformée, sont absents. » 6 août 1686. — Mss. de M. de La Reynie, vol. cot. 791 s., tom. 1, suppl. franç.

grands chemins, et voilà de la manière qu'il en parle : Pour les sortir de Paris, ce sont les jours de marché à minuit, à cause de la commodité des barrières, que l'on ouvre plus facilement que les autres jours, et ils arrivent avant le jour proche Sentlis, qu'ils laissent à main gauche. D'autres qui vont jusques à Saint-Queutin, et qui n'y entrent que les jours de marché dans la confusion du monde; et y étant, ils ont une maison de rendez-vous où ils se retirent et où les guides les viennent prendre. Pour les faire sortir, ils s'habillent en paysans et paysannes, menant devant eux des ânes ou mulets, et lorsqu'ils sont au dernier passage, ils se détournent du chemin et des guides, qui sont ordinairement deux ou trois; l'un va devant pour passer, et s'il ne rencontre personne, l'autre suit; s'il y rencontre du monde, l'autre qui suit voit ou entend parler, et suivant ce qu'il voit ou entend de mauvais, il retourne sur ses pas trouver les huguenots et les mène par un autre passage, ou bien ils prennent leurs bêtes pour passer, et s'ils trouvent que ce ne soit que des soldats, ils passent par argent, qu'ils leur donnent. Quant aux paysans, ils ne font pas de même lorsqu'ils sont plusieurs, d'autant que l'un veut et l'autre est contre; mais comme les passages sont gardés de huit jours en huit jours par de nouveaux gardes, ils sont d'autant plus faciles à rompre. Ledit Lespine a dit que s'il avoit vu des huguenots à passer, et qu'ils fussent à Valenciennes le soir à la brune, il les rendroit tous le lendemain à la porte ouvrante à Mons. Les guides viennent attendre les huguenots sur les chemins, et ne disent ni leur nom ni leur domicile; la plupart desdits guides sont bandits qui n'ont feu ni lieu, et se sont sauvés des galères. Lespine a parlé à une femme appelée M^{me} Le Roy, qui demouroit rue Saint-Martin, entre un pâtissier et un rôtisseur, pour la passer en Hollande, où elle avoit déjà une fille; il y avoit aussi une fille qui vouloit passer avec elle. Il dit aussi qu'il y a encore plusieurs familles de qualité dont il a connoissance qui veulent partir pour passer; et que si on vouloit lui donner sa liberté, il feroit prendre plusieurs desdites familles. Ledit Lespine, quoique sujet du roi paroli dans ses discours plus Hollandois que François (1). »

Les propriétés immobilières tombaient seules sous la rapacité des légistes. Un état rédigé par M. de La Reynie peut donner une idée de la manière

dont on connoissoit la fortune des individus (2). On établissait d'abord la grande division des quartiers; d'un côté, on inscrivait le nom et la demeure des personnes, de l'autre, leurs biens meubles et immeubles : « Quartier Saint-Martin. Judith du Pré, veuve de Pierre de Fremont, secrétaire du roi, et ses fils, demeurant rue Saint-Martin, possèdent une grande maison dans ladite rue, vis-à-vis celle aux Ours, louée 1400 livres; la terre de Brevanne, sise proche Villeneuve-Saint-Georges; une maison avec orangerie à Chaillot, une à Passy, une à Saint-Germain-en-Laye, etc. — La veuve Papillon, marchande de vin, rue Saint-Martin : néant. — Sara Chapon, veuve de J. Deslauriers, tailleur d'habit : néant. — Paul de la Fargue, de Bordeaux, banquier, rue Grenier-Saint-Lazare : néant, sinon quelques papiers dont il n'en parolt aucuns bons; ils sont scellés au greffe. — Louis Jacob de Mauroy et sa femme, rue Quinampoix : scellé a été apposé sur les effets qu'ils ont laissés, par le commissaire Guyenet; ont pour plus de cent mille livres de biens immeubles à Viry; leurs meubles vendus, et les deniers en provenant sont entre les mains du sergent qui a fait la vente. — Le sieur Conrart père. Sa femme et ses enfans sont nouveaux catholiques : deux maisons rue des Vieilles-Étuves; une maison rue Saint-Martin, où pend pour enseigne l'image Saint-Michel; des rentes sur l'Hôtel-de-Ville. — Quartier du Faubourg Saint-Germain. Le sieur Morin, guidon des gendarmes de M. le Prince, rue des Marais, a mis ses effets à couvert. — Marie Monglave, rue de Bourbon : un 6^e d'une maison, rue de Seine, louée 1000 livres. — Quartier de la Cité. Jean de Laet, sieur de Fresnay, sa femme, leurs fils, deux laquais, deux servantes ont vendu leurs meubles, carrosses et chevaux. Le père dudit sieur de Laet a du bien, et persiste dans la religion prétendue réformée, etc. »

Quelquefois aussi des ordres particuliers étaient donnés pour les hommes d'élite du parti protestant. Qui ne connoissoit le ministre Claude, cet admirable adversaire de Bossuet, homme simple, instruit, éloquent, noblement estimé par l'évêque de Meaux? Le roi veut que des précautions spéciales soient prises à sa sortie du royaume : « De par le roi : il est ordonné à La Guerre, valet de pied de Sa Majesté, de se transporter incessamment dans la maison du sieur Claude, ci-devant ministre de la religion pré-

(1) Biblioth. royale, mss. de M. de La Reynie, cot. n° 7015, t. 1 suppl., franç.

(2) État et Mémoire des personnes connues et domiciliées à Paris, qui sont sorties du royaume à cause de

la religion sans la permission du roi; ensemble les biens tant meubles qu'immeubles qu'elles ont laissés. Biblioth. royale, mss. de M. de La Reynie, cot. n° 7015, suppl. franç. tout. II.

tendue réformée, à Charenton, et de lui faire commandement de la part de Sa Majesté de sortir de la ville de Paris dans vingt-quatre heures au plus tard, pour se retirer incessamment hors du royaume; à l'effet de quoi, ledit La Guerre l'accompagnera jusque sur la frontière par laquelle il désirera sortir. Fait à Fontainebleau, le 31 octobre 1685. Louis (1).»

Pendant long-temps toute la police de Paris ne fut plus occupée qu'à surveiller l'exécution du coup d'Etat qui révoquait l'édit de Nantes; l'intérêt politique se concentrait tout entier dans cette mesure. Des rapports secrets suivaient avec une attention scrupuleuse tous les actes des calvinistes : s'il arrive des étrangers à Paris, gentilshommes, bourgeois ou roturiers, l'on s'informe s'ils ont accédé à la loi et à l'organisation catholique; cette abjuration est-elle sincère? en a-t-on un certificat dûment signé par l'évêque? remplit-on les devoirs

que cette loi impose? le billet de confession n'était en quelque sorte que le certificat de civisme. Tout était violent, tout système dominant exige ainsi des preuves authentiques et fortes d'adhésion (2). Chaque commissaire de quartier fait son rapport sur les habitants qui ont adopté le catholicisme; on sait ceux qui s'y sont refusés. C'est un acte bien méritant lorsqu'un commissaire peut dire qu'il n'y a plus dans son quartier que de bons catholiques, comme à d'autres époques quand un fonctionnaire peut encore dire que ses administrés sont de bons citoyens obéissant à la loi (3).

Une formule d'abjuration est arrêtée comme une sorte d'adhésion à l'ordonnance royale : cette formule imprimée doit être signée et scellée par chaque converti; le conseil suit avec une vive et profonde sollicitude l'exécution de l'ordonnance (4) : si l'on apprend que des assemblées clandestines se

(1) Biblioth. royale, mss. de M. de La Reynie, eat. n° 701js, suppl. franç. tom. 1. — Le marquis de Signe-loy écrit à M. de La Reynie : « Monsieur, je vous envoie le valet de pied qui doit conduire le ministre Claude hors du royaume, afin que vous lui remettiez demain l'ordre du roi, à l'heure que vous trouverez à propos. »

(2) Le 10 janvier 1686, le commissaire Hémond écrit à M. de La Reynie : « En mon quartier il ne reste que le sieur d'Esteville, qui est un garçon, lequel ne veut ni signer ni faire abjuration. Jean-Louis Alexandre n'a signé non plus, ni ne veut faire abjuration. Quant de la Verrerie, à l'hôtel de Bourbon, sont logés M. le marquis d'Innocent, madame sa femme, leur fils et quatre filles, et leur femme de chambre, tous de la religion prétendue réformée, avec un laquais de même religion et trois Allemands luthériens. M^{me} d'Innocent sait que la déclaration du roi porte quinze jours pour congédier les domestiques; elle refuse de renvoyer les trois luthériens. Le sieur d'Esteville, ci-devant capitaine au régiment de Comminges, logé à la Tête d'Or; il est de la religion prétendue réformée; son laquais est catholique. Monsieur de Louvois l'a fait demander pour lui venir parler. » — Le 18 janvier 1686, le même commissaire mandait de nouveau : « Après que j'ai eu beaucoup pressé la veuve Alexandre pour sa profession de foi, elle a enfin fait son abjuration et a signé de M. Legrand, pénitencier, dont elle m'en a fait voir hier au soir le certificat signé dudit sieur pénitencier; elle doit aller demain à l'archevêché le porter pour en retirer le certificat imprimé de sa profession, qu'elle m'apportera. Son fils, Jean-Louis Alexandre, n'est pas visible et ne veut rien faire du tout, non plus que le sieur d'Esteville, qui refuse de signer et professer, duquel d'Esteville je n'ai pu avoir une seule parole de vérité, et même il finit moquerie

de ce que l'on lui dit. » Bibl. royale, mss. de M. de La Reynie, vol. eat. n° 701js, tom. 1, suppl. franç.

(3) Le commissaire Canonnet écrit à M. de La Reynie le 30 janvier 1686 : « Dans le quartier Saint-Denis n'y a aucune personne de la religion prétendue réformée, à l'exception d'un nommé de La Mothe, maître boutonnier, qui est venu demeurer dans la rue Sainte-Feix au présent terme, lequel de La Mothe, voyant que nous nous sommes présentés à la maison où il est demeurant, il s'est absenté et ne parolt plus. »

Le commissaire Lepage mandait le 22 janvier 1686 : « La femme de Scringuier, perruquier, ayant fait sa rémission, et son neveu ayant fait la même chose il y a trois jours, il ne reste dans le quartier de la Grève que la servante du sieur Vorth qui m'a donné sa parole : une malade qui lui est survenue en a retardé l'exécution. »

Le commissaire Gorillon mandait aussi le 22 janvier 1686 : « Monsieur, pour satisfaire à l'honneur de vos ordres, je vous annonce qu'il n'y a personne d'obstiné dans mon quartier (le Marais), et qui n'ait signé ou promis de faire la profession que le roi souhaite. La demoiselle Crespin exécuta hier sa promesse devant le vicar de cette paroisse, et je me tiens si près de ceux qui n'ont signé, que je erois que cette semaine ils satisfieront à leur devoir, une bonne partie ayant déjà fait. J'ai cependant été averti que depuis quelques jours un homme de quatre-vingts ans, de la religion prétendue réformée, s'étoit voulu établir dans mon quartier : je tâcherai de le découvrir et de vous donner son nom. » Bibl. royale, mss. de M. de La Reynie, vol. eat. n° 701js, tom. 1, suppl. franç.

(4) *Formule d'abjuration* : « Je crois de ferme foi tout ce que l'Eglise catholique, apostolique et romaine croit et professe; je condamne et rejette très-sincèrement toutes les hérésies et opinions erronées que

réunissent, aussitôt ordre est donné de les dissoudre par la force (1); on prépare la démolition des temples, même de celui de Charenton, bel édifice qui était le symbole de la réforme à Paris (2). Cette rage de démolition saisit le pouvoir comme le peuple dans tous les systèmes violents : les anciens de Cha-

renton sont obligés de s'éloigner du temple et des cérémonies de leur culte par les ordres exprès du roi (3). Les proscriptions deviennent de plus en plus impitoyables et cruelles; comme l'émigration augmente, on punit de mort tous ceux qui la favorisent (4). Ainsi l'on marche toujours à la peine

la même Eglise a condamnées et rejetées. Ainsi, Dieu soit à mon aide et ses saints Evangiles, sur lesquels je jure de vivre et mourir dans la profession de cette même foi. — Nous soussignés, négocians, faisant profession de la religion prétendue réformée, mandés en l'hôtel de monseigneur le marquis de Seignelay, secrétaire d'Etat; après avoir conféré ensemble sur ce qu'il nous a fait l'honneur de nous dire, que le roi ayant été informé de nos bonnes dispositions et de la manière dont nous répondions aux intentions de Sa Majesté, et au soin qu'elle prend de réunir tous ses sujets à la religion catholique, Sa Majesté avoit bien voulu nous faire témoigner la satisfaction qu'elle en avoit et nous faire assurer en même temps de sa protection; promettons de faire incessamment notre profession de foi conformément à l'acte ci-dessus transcrit. Fait à Paris le 14 décembre 1686. (Suivent 67 signatures.) » Bibl. royale, mss. de M. de La Reynie, vol. cot. 791/3, t. 1, suppl. franç.

(1) *Arrêt du parlement*, 1686, « Sur ce que le procureur du roi nous a remontré qu'il a été averti qu'en core que par les articles 2 et 3 de l'édit du mois d'octobre dernier, qui contient la révocation de celui de Nantes, Sa Majesté ait expressément défendu à ses sujets de plus s'assembler pour faire l'exercice de la religion prétendue réformée en aucun lieu ou maison particulière, sous quelque prétexte que ce soit, néanmoins quelques-uns de ceux qui font encore profession de ladite religion vont chez les ambassadeurs et ministres étrangers, et y font l'exercice de ladite religion prétendue réformée, et d'autant que c'est une contravention de l'édit très-préjudiciable à la religion et au service du roi, et qui par conséquent ne peut être soufferte et mérite punition; nous avons ordonné que les articles 2 et 3 dudit édit seront exécutés selon leur forme et teneur, et en conséquence faisons défenses à tous les sujets du roi qui font profession de la religion prétendue réformée d'aller chez les ambassadeurs et ministres des princes étrangers pour y faire aucun exercice de ladite religion, ni même d'y assister, le tout sous les peines portées par ledit édit. » Bibl. royale, mss. de M. de La Reynie, vol. cot. 791/3, t. 1, suppl. franç.

(2) Il y a une estampe satirique gravée par les réformés sur la destruction de leur temple à Charenton, 1686.

Le diable conduit attaché au monstre hideux à sept têtes, parmi lesquelles on reconnaît le roi et plusieurs cardinaux et évêques. Vis-à-vis se trouve le temple de

Charenton, que l'on démolit; des femmes sont jetées par les croisées, d'autres battues à coup de fourches. On lit au bas : *Les suppôts de Satan assemblés pour la destruction du temple de Charenton.*

(3) Le 12 novembre 1686, M. de La Reynie écrivait, d'après les ordres du roi, aux commissaires de Paris le billet suivant, touchant les anciens de Charenton : « Je vous envoie les ordres du roi pour les sieurs, ... , que vous leur remettrez incessamment entre les mains, et leur enjoindrez à chacun d'eux en particulier d'y obéir, et pour cet effet, de partir de cette ville au plus tard dans vingt-quatre heures. Vous leur ferez aussi savoir que j'ai ordre de leur expliquer plus amplement l'intention de Sa Majesté, et vous dresserez du tout procès-verbal, sur lequel ils reconnoîtront que vous leur avez remis les ordres qui sont adressés à chacun d'eux. Prenez sur ce sujet toute la diligence nécessaire, et m'informez sur-le-champ de ce que vous aurez fait. » Bibl. royale, mss. de M. de La Reynie, vol. cot. n° 791/3, t. 1, suppl. franç.

(4) Déclaration du roi pour changer la peine des galères en celle de mort contre ceux qui favoriseront l'évasion des nouveaux catholiques hors du royaume. — « Louis, par la grâce de Dieu, etc. : ayant été informé que plusieurs personnes, tant de nos sujets qu'étrangers, se mêlent de conduire des nouveaux convertis hors de notre royaume, soit en se chargeant de les guider elles-mêmes, soit en les excitant à prendre ce mauvais parti, et leur indiquant des routes par où ils pourront passer plus commodément, nous avons résolu d'empêcher la continuation de ce désordre, en imposant un châtement et une punition plus rigoureuse que ceux des galères ordonnés par notre déclaration du 7 mai 1686. A ces causes, nous avons dit, déclaré et ordonné, nous, déclarons et ordonnons par ces présentes, signées de notre main, voulons et nous plaît que ceux de nos sujets et autres, quel qu'ils soient, qui se trouveront prévenus et coupables d'avoir, après la publication de la présente déclaration, directement ou indirectement, favorisé et contribué à l'évasion et retrait des nouveaux convertis hors de notre royaume, soit en les conduisant eux-mêmes, soit en leur indiquant des routes et des guides pour les en faire sortir, soient punis de mort au lien de la peine des galères portée par notre dite déclaration du 7 mai de l'année dernière. Donnée à Fontainebleau, le 12 octobre 1687. » — Paris, chez François Niguet, premier imprimeur du roi et de son parlement, rue de La Harpe, 1687.

capitale quand on s'est jeté dans les coups d'Etat, car alors il n'y a plus de barrière !

Il ne faut pas croire que cette mesure de la révocation de l'édit de Nantes inspira aux générations contemporaines les sentiments de réprobation générale qui plus tard éclatèrent ; la société vit proscrire les protestants sans regret. Telle est toujours la tendance du parti dominant ; il est sans entrailles pour toutes les opinions qui nuisent à sa quiétude ; prenez une société monarchique, elle verra proscrire les républicains sans leur donner la moindre plainte, le plus petit sentiment de pitié. Il en fut de même alors pour les calvinistes ; il y eut peu de remontrances en France ; par contraire, la joie fut native ; tous les monuments contemporains sont remplis d'éloges, de pompes déclamatoires sur la grande mesure qui ramène l'unité dans la monarchie catholique. Jamais il n'y eut plus entière unanimité dans les chants, les odes, les épiques ; ce ne fut pas seulement le Père Ménétrier qui plaçait parmi les plus hautes actions du roi l'hérésie atteinte et le vice abattu (1), mais encore presque

(1) A la gloire de Louis XIV, sur la révocation de l'édit de Nantes, par Claude-François Ménétrier, 1685.
 Louis occupe seul le temple de la gloire :
 La grandeur de son nom et ses faits immortels
 Parmi les nations avoient eu des autels,
 Rien de si grand que lui ne s'offre à la mémoire.
 Des siècles à venir il remplira l'histoire,
 Les princes comme lui doivent être éternels ;
 Les Grecs et les Romains n'en eurent point de tels,
 Et nos neveux un jour auront peine à le croire !
 Héros, disparaissez, il vous efface tous :
 Ce qu'il a fait pour lui, ce qu'il a fait pour nous,
 A la postérité fournit de grands exemples.
 Mais l'hérésie atteinte, et le vice abattu
 Sous les vastes débris de plus de mille temples,
 Veulent que l'univers en dresse à sa vertu.

(2) Estampe commémorative de la révocation de l'édit de Nantes, ayant pour devise un soleil avec ces mots : *Illuxit vobis*.

Louis par sa prudence et ses édits célèbres,
 Enfin a dissipé vos plus sombres ténèbres,
 De vos affreuses nuits il a percé l'horreur.
 Arbres naissans, plantes nouvelles,
 Vous voilà délivrés de ces monstres d'erreur :
 Croissez, portez des fruits, goûtez votre bonheur,
 Rendez à ce héros des grâces immortelles.

(3) « La religion prétendue réformée aux abois, »
 Une femme couchée dans un lit à l'air en effet bien malade, un médecin lui tâte le pouls, tandis que Calvin, assis au chevet du lit, débite force prières :

Te voilà, grâce au ciel, à la fin de ta vie,

tous les poètes de l'Académie française chantaient les vertus du roi : « Car Louis avoit par ses édits célèbres dissipé les plus sombres ténèbres ; les arbres naissans, les plantes nouvelles étoient délivrés des monstres de l'erreur ; et ne falloit-il pas rendre à ce héros des grâces immortelles (2). ? » Puis venaient les caricatures, les satires mordantes : « Te voilà donc à la fin de ta vie, religion de Calvin ! tu peux bien dire adieu à ton hypocrisie : il faut sauter le pas. Calvin et ses suppôts, que tu consultes en vain, ne te guériront pas du passage des morts (3). »

Il y a sans doute pour toutes les mesures de violence et de terreur, des chants officiels qui exaltent le pouvoir ; mais lorsque une certaine unanimité se rencontre, lorsque les livres, les publications d'un temps se réunissent pour louer un acte, on peut conclure qu'il ne soulève pas dans les esprits un sentiment de réprobation unanime. Il faut le répéter sans cesse, une grande opinion voit presque toujours disparaître sans regret la minorité de résistance qui gêne ses sentimens et ses allures, et cela tout aussi bien dans le système poli-

Religion de Calvin tout-à-fait désolée ;
 Tu peux bien dire adieu à ton hypocrisie,
 C'en est fait pour jamais, ton heure est arrivée.
 En vain te donnes-tu tant de peines et de soins,
 Il faut passer le pas. Calvin et ses supports,
 Que tu consultes comme de fameux médecins,
 Ne te guériront point du passage des morts.

Une autre gravure représente la démolition des temples des religionnaires ; on voit sur les toits de chaque temple un diable en aile, le corps velu, une petite queue par derrière ; il s'enfuit agilement. Au-dessous est cette légende :

Sitôt que le préche est démolé,
 Le malin esprit s'enfuit.

Louis XIV faisant bâtir plusieurs églises, 1685, 1686.

A l'aspect de ce front où Mars s'est peint lui-même,
 France, bénis l'autre de ta gloire suprême,
 Que la triste hérésie en pâlisce d'effroi.
 Le voici ce héros qui la force à se rendre,
 Qui fait pour ton bonheur tout ce qu'on peut attendre
 D'un père, d'un chrétien, d'un conquérant, d'un roi.

Trophée à la gloire du roi sur la révocation de l'édit de Nantes. D'un côté, on voit Salomon dominant le plan pour la construction du temple ; de l'autre, David, l'épée en main à la poursuite des Philistins. Louis XIV se trouve au bas costumé en Hérode, et à ses pieds se traîne un vieillard, pieds et poings liés ; ann. 1685.

Devise à la gloire du roi sur la révocation de l'édit de Nantes ; c'est un cadran à plusieurs faces, qui marque toutes la même heure sous un soleil :

Lex una sub uno.

tique que dans le système religieux; peu de catholiques pleurèrent les huguenots exilés.

La révocation de l'édit de Nantes trouva dans les provinces une plus forte opposition qu'à Paris. La capitale était soumise à une organisation plus active, plus centralisée. Il y avait des cités, des communes tout entières dans le Béarn, le Languedoc, le Dauphiné et les Cévennes où la réforme de Calvin dominait. L'œuvre était commencée depuis cinq ans; tous les efforts des intendants sont dirigés vers l'unité religieuse; aussi c'est en province surtout que l'émigration se développe. La révocation de l'édit de Nantes n'en agrandit que faiblement le cercle; elle ne fit que ratifier le système administratif suivi avec tant de ténacité. Les marchands, les manufacturiers, les artisans formèrent la masse des émigrés; il y eut beaucoup de gentilshommes possesseurs de la terre. Quant aux paysans calvinistes, les uns saisirent violemment l'arquebuse; les autres se soumettent aux prédications catholiques. Les registres de confiscation pendant les années 1685 et 1686 portent à 17 millions de livres les propriétés réunies au domaine, et autant qu'il est possible de fixer la population exilée, d'après les cartons des généralités pendant la même période, on peut l'évaluer à 225 ou 230 mille âmes; à savoir: 1,580 ministres, 2,300 anciens, 15,000 gentilshommes, et le reste composé de toutes les classes d'artisans dans la société (1). Rapprochement curieux: c'est à peu près le même nombre de nobles et bourgeois qui quittèrent la France aux premières années de la révolution de 1789 pour échapper à la terrible unité politique, comme les huguenots abandonnèrent la France pour s'affranchir de l'unité religieuse. Tant il est vrai que les mêmes situations se reproduisent, et que les croyances seules se modifient!

CHAPITRE XXV.

REACTION EUROPÉENNE DE L'ESPRIT PROTESTANT CONTRE LE CATHOLICISME.

Effet produit par la révocation de l'édit de Nantes.

— Hollande. — Genève. — Allemagne. — Ligue

(1) Je pourrai relever plus tard, famille par famille, le nombre des huguenots sortis de France: j'en trouve dans la grande statistique dressée en 1700 par ordre de Louis XIV, généralité par généralité, le nombre de calvinistes qui abandonnèrent le royaume. Voici ce qu'on lit dans le mémoire de la généralité de Paris: « Avant la révocation de l'édit de Nantes, il y avait dans la généralité de Paris 1933 familles huguenotes;

d'Augsbourg. — Angleterre. — Réfugiés français et anglais à La Haye. — Guillaume d'Orange. — Symptômes de révolution en Angleterre. Manifestes de Louis XIV. — De l'Empereur. — Du prince d'Orange. — Préparatifs de guerre.

1685 — 1688.

Les opinions du calvinisme n'étaient pas circonscrites en France; elles tenaient à une vaste croyance qui avait ses frères à l'étranger. Dans un Etat constitué, le plus grand danger est lorsqu'un parti a pour soutien des gouvernements voisins qui professent les mêmes doctrines. Ainsi les calvinistes de France trouvaient sympathie en Hollande, en Allemagne, à Genève, en Angleterre; le coup que leur portait l'édit de révocation devait retentir et produire une réaction inévitable. Aux temps d'opinions ardentes, les actes de l'administration intérieure modifient les rapports à l'étranger; ils ne se limitent pas à un territoire.

La situation diplomatique de Louis XIV était difficile depuis le congrès de Nimègue; le roi avait acquis une certaine supériorité sur l'Europe; il avait réalisé quelque chose de sa monarchie universelle, et cette prétention était de nature à blesser la susceptibilité des Etats européens. On la subissait tout en se préparant à des guerres; l'Empire d'Allemagne, la Hollande, l'Angleterre, résolvaient en silence une réaction contre la souveraineté universelle du roi très-chrétien: tous ces Etats avaient un intérêt commun à se rapprocher par une ligue offensive. La révocation de l'édit de Nantes donnait un nouvel aliment à ces récriminations (2). La guerre ouvertement faite au parti calviniste avait plusieurs résultats; elle affaiblissait les moyens militaires du roi, en exigeant l'emploi de forces imposantes en provinces; elle donnait par l'émigration des gentilshommes et des fervens calvinistes de France, de nombreux auxiliaires dans le cas d'une invasion; enfin il devait se manifester au sein des populations réformées de Suède, de Danemark, d'Allemagne, d'Angleterre et de Genève, un sentiment profond

il en est sorti depuis 1202, et il en est resté 731. Dans l'élection de Paris il y avait un temple à Charenton; il y avait un autre temple à Villiers-le-Bel. » Mss. du fond de Mortemart. Biblioth. royale.

(2) Une multitude de brochures furent publiées sur cette situation diplomatique de la France et de l'Europe. En voici les titres:

« La source véritable de la grandeur de France;

de vengeance contre l'auteur de l'acte de révocation de l'édit pacificateur.

Dès cette année 1685, la Hollande fermente contre Louis XIV; le stathouder, le prince d'Orange, examine avec son sang froid habituel sa double situation vis-à-vis de la France et de l'Angleterre; Guillaume voit que le moment est bien choisi pour préparer la guerre; l'abaissement des Etats-Généraux répugne à sa fierté, il veut que cette sujétion cesse; il n'ignore pas les traités qui lient Louis XIV à Jacques II pour l'extinction du protestantisme; il multiplie ses intrigues sur tous les points de l'Angleterre; Guillaume est en rapport avec les réfugiés de France et les exilés de la Grande-Bretagne, alors nombreux. Après les grandes émigrations il est rare que la guerre n'éclate comme une conséquence naturelle; ces réfugiés, habituellement irrités par le malheur et l'injustice, deviennent d'ardents promoteurs des hostilités de l'étranger contre la patrie qui les proscribit (1).

Si la Hollande était le centre politique et actif du calvinisme, Genève en était la capitale scientifique; c'était là que s'élaboraient les livres de controverse, les plaintes sévères et retentissantes des protestants. La position de Genève était trop menacée pour qu'elle osât insulter par la moquerie ou le sarcasme sérieux, la majesté hautaine de Louis XIV; deux régimens français auraient envahi le pays de Gex, et porté les fleurs de lis de France sur les murs de la petite municipalité de Genève. La république se contentait donc de multiplier les remontrances en termes dolens et plaintifs; les ministres Genevois rédigeaient les placets que les huguenots des provinces de France adressaient au roi; ils y mettaient une grande expression de douleurs religieuses (2): « Sire, avant ils dit avant la révocation de l'édit de Nantes, vos très-humbles, très-obéissans et très-fidèles sujets,

faisant profession de la religion prétendue réformée, voient croître leurs maux tous les jours, mais ils ne sentent point diminuer dans leur cœur la confiance qu'ils ont toujours eue en votre justice et en votre bonté royale. Ils sont persuadés qu'ils trouveront dans vos équitables mains le secours dont ils ont besoin, quand leurs plaintes seront entendues de Votre Majesté, et qu'ils ne sont misérables que parce qu'elle n'est pas informée de leurs misères. » Ces misères étaient excessives, et les calvinistes en faisaient un sombre tableau: « Quelque considérables que soient les plaintes des supplians, elles ne comprennent néanmoins, Sire, qu'une partie de leurs maux; leur condition est maintenant si déplorable, soit à l'égard de leurs biens, ou de leur honneur, ou de leur vie même, que si Votre Majesté ne se laisse toucher à leurs larmes, il faut qu'ils succombent sous le poids de leur douleur. Mais, Sire, ce seroit inutilement que Votre Majesté feroit la grâce aux supplians de remédier à tous ces désordres, si ses soins paternels ne s'étendoient jusqu'au principal. Car il y a encore un mal plus grand que ceux qui viennent d'être représentés, un mal qui entraîne avec soi tous les autres, un mal qui tient lien de tous maux à vos sujets de la religion prétendue réformée, et qui leur rendroit vaines et sans fruit vos bontés protectrices. C'est la ruine de leurs exercices religieux, de leurs fêtes et de leurs temples qu'on attaque depuis quelque temps, et de leurs académies qu'on leur veut enlever d'une manière qui les jette dans une consternation inexprimable. Ne souffrez pas, Sire, que la haine qu'on leur porte les prive de ce bonheur innocent qu'ils sont consistés à pouvoir respirer librement dans votre Empire; ils n'y seront pas inutiles, ils contribueront à y faire fleurir le commerce, les manufactures et les arts; leur fidélité y sera pour

« La cour de France trebanisée, et les trahisons démasquées, par M. L. B. v. — Cologne, Marteau, ann. 1689, in-12.

(1) *Etat des réfugiés français au service de Guillaume d'Orange.* — *Mercure hollandais*, 2d ann. 1688.

(2) On continuait à chansonnier les huguenots en France :

Calvin, outré des arrêts qu'on publie,
La larme à l'œil, a dit à Lucifer :
Ah ! e'en est fait, un secte est convertie ;
Il faut songer à rétrécir l'enfer.
Il ne faut pas que eslo vous chagrine,
Dit Lucifer, eet habile démon,
Le mal n'est pas si grand qu'on s'imagine,
Car tous ees gens n'ont échangé que de nom.

l'empire en danger de choir, et la Hollande sur le point de sa perte, par une paix mal concertée », par Warinot, ann. 1683, in-4°.

« Entretiens d'un Français et d'un Hollandais sur les affaires du temps. » — Cologne, Lejeune, ann. 1683, in-12.

« Histoire de la décadence de la France, prouvée par sa conduite. » — Cologne, ann. 1687, in-12.

« Manifeste du roi Louis XIV, touchant les causes de la guerre, ou Mémoire des raisons qui ont obligé le roi à reprendre les armes, du 24 septembre 1688. » — Paris, in-4°.

« L'Esprit du France et les Maximes de Louis XIV, découverts à l'Europe », revu, corrigé et augmenté, ann. 1688, in-12.

vons à toute épreuve, et ils ne perdront jamais d'occasion de le témoigner par toutes les actions qu'une sincère et inviolable obéissance peut inspirer à de bons sujets. »

Ces plaintes n'avaient pas arrêté la volonté suprême du roi, décidé à ramener l'unité d'opinion dans ses États; il y voyait une résistance séditieuse, un de ces murmures importants qui fatiguent les pouvoirs sans les éclairer, quand ils ont résolu une forte, une irrévocable mesure. Alors en Allemagne un grand retentissement s'était fait sentir. L'Autriche n'était pas calviniste; la majorité de la population germanique avait conservé la foi de ses pères, le vieux catholicisme qui se dessinait en vives images dans ses cathédrales, aux peintures de ses vitraux. Les griefs de l'Empire contre la France résultaient d'autres intérêts; on doit se rappeler que les électors catholiques étaient les moins dévoués à la France; c'était avec les princes protestants que Henri IV et Richelieu avaient ouvert des négociations au seizième et dix-septième siècles, et payé des subsides. Après la révocation de l'édit de Nantes, les électeurs de la religion réformée ont hâte de se séparer de la politique de Louis XIV; le coup porté à leur parti religieux, à leurs frères de doctrines a de l'écho dans l'Allemagne; elle s'éloigne tout entière du système français. Les électeurs étaient pauvres, ils avaient besoin de subsides, mais il y a des temps où toutes les considérations intéressées cèdent devant un mouvement énergique d'opinion.

Rien donc ne fut plus facile à l'empereur que de réunir tous les princes à Augsbourg; les prétextes de la ligue furent les menaces des Turcs sur l'Europe, l'observation des traités de Munster, Nimègue et Ratisbonne, les empiètements successifs que faisait le roi de France sur les droits de l'Allemagne, et les privilèges politiques des électeurs. Louis XIV avait voulu imposer le cardinal de Furstenberg à l'électorat de Cologne, vieille querelle diplomatique renouvelée des précédents congrès. Le mobile réel de la Ligue d'Augsbourg fut le mouvement de réaction de la réforme contre la révocation de l'édit de Nantes. Les intérêts se mêlaient au ressentiment protestant; tous les signataires de la Ligue n'étaient pas également animés par les querelles religieuses, tous en profitaient pour se poser en ennemis de la monarchie universelle de

Louis XIV. La Ligue d'Augsbourg, tenue secrète, était conclue et signée par les électeurs de Saxe et de Bavière, les cercles de Souabe et de Franconie, par les princes et États de l'Empire, par les Hollandais, le duc de Lorraine et le prince d'Orange (1), et successivement par l'empereur et le roi d'Espagne. La signataire principale du traité fut la Hollande, partie active de la coalition; Louis XIV allait trouver un adversaire digne de lui; le stattholder, Guillaume d'Orange, se proclamait chef du parti protestant. Dans la marche du temps, il y a toujours des caractères qui se placent ainsi à la tête d'une situation; si Louis XIV se manifestait comme le chef de la catholicité, le roi de l'Eglise gallicane et de l'unité religieuse; Guillaume d'Orange à son tour allait conduire tous les partis dissidents à une puissante opposition contre l'unité religieuse et monarchique.

Les menées du prince d'Orange en Angleterre échappaient encore à la diplomatie de Louis XIV; l'ambassadeur de France à Londres, M. de Barillon, tout occupé de ses instructions, qui consistaient à pousser le roi Jacques II vers une restauration du catholicisme, ne voyait pas ces accidents de parti qui révèlent une situation. Le comte de Sunderland, lié tout à la fois à Jacques II et à Guillaume, ne disait à M. de Barillon que les faits généraux; après lui, le vicomte Preston dissimulait, par ignorance ou par faiblesse, les dangers réels des Stuards. Il reste des dépêches de M. de Barillon sur l'état de l'Angleterre, curieux documents qui montrent le peu d'intelligence qu'on avait de la position. La tentative qui menaçait l'alliance de la France et de la Grande-Bretagne devait venir de la Hollande et de son stattholder. M. de Barillon s'en occupe à peine, il ne croit pas aux préparatifs de Guillaume, il prévient sa cour que s'il y a quelques armemens, ils seront tous dirigés sur les côtes de France, et c'est là qu'il faut porter sa sollicitude (2). Les dépêches de M. de Barillon constatent que souvent la diplomatie s'occupe d'un danger fictif à côté du péril réel; l'ambassadeur de France n'étudie pas assez le mouvement d'opinion qui se prononce en Angleterre, et ce mouvement est très-grave; il n'aperçoit que la question de cour, sans remarquer que la prépondérance de l'Eglise établie brise l'alliance de la France et de l'Angleterre. Il est dans les torts de la diplomatie de ne point assez pénétrer

(1) Collect. des Traités de Martens. 9. juillet. 1688.

(2) Les dépêches de M. de Barillon sont en copies dans les manuscrits de Colbert. J'ai découvert à la Bibliothèque du roi une longue suite de rapports, de

dépêches de l'abbé Renaudot, toutes inédites, sur la révolution de 1688 et les tentatives de restauration : je les ferai connaître plus tard.

au fond des partis ; car eux seuls décident les questions.

Guillaume d'Orange est patient ; pour se prononcer en face, il attend que le roi de France ait rompu avec l'empereur. Ce résultat ne devait point se retarder après la Ligue d'Augsbourg ; le ton de supériorité qu'avait pris Louis XIV dans toutes les affaires diplomatiques, devait le pousser à prévenir les hostilités de l'Empire. Le cabinet de Versailles savait les actes d'Augsbourg ; il voulait marcher avant que la coalition n'eût la possibilité de se reconnaître et de se réunir ; les succès des armes de France empêcheraient peut-être l'adhésion de quelques puissances secrètement décidées à signer la Ligue. Le roi ordonna de se porter sur Philisbourg (1) ; en même temps il fit publier son manifeste de guerre ; il était dit : « que la France consentait à terminer à l'amiable les différends qui regardoient la succession palatine, de rendre Philisbourg après qu'elle l'aurait pris, et fait démolir les fortifications, à condition qu'elle garderoit les nouvelles fortifications qu'elle avait fait construire sur le Rhin : « La modération de Sa Majesté est évidente ; en attaquant Philisbourg, elle n'a d'autre but que de s'emparer de la place la plus capable de faciliter à ses ennemis l'entrée de ses Etats ; et de se mettre en possession de Kaiserslautern jusqu'à ce que l'électeur palatin eût restitué à Madame, belle-sœur de Sa Majesté, ce qui lui doit appartenir de la succession de ses père et frère ; et comme elle n'a pas entrepris le siège de Philisbourg pour s'ouvrir des moyens d'attaquer l'Empire, mais seulement pour fermer l'entrée de ses Etats à ceux qui voudroient exciter de nouveaux troubles, elle offre pour faciliter davantage le traité de paix, de faire démolir les fortifications de ladite ville, lorsqu'elle l'aura réduite à son obéissance. » En résumé, les reproches adressés à l'empereur par le manifeste de la France étoient que le traité de Nimègue n'avait pas plutôt été ratifié que les ministres impériaux s'étaient appliqués à faire de nouvelles Lignes contre la France, comme il paraissoit par le traité d'Augsbourg ; que Sa Majesté impériale avait rejeté les insinuations qu'on lui avait faites de convertir

le traité de trêve en un traité de paix ; l'électeur palatin n'avait-il pas refusé la satisfaction qu'il devait à M^{me} la duchesse d'Orléans, pour son droit dans la succession palatine, et suggéré à l'empereur d'agir contre la France ? Enfin le cardinal de Furstemberg avait été exclu, par les sollicitations des ministres de l'empereur, de la dignité électorale, contre la liberté du chapitre, et contre les canons et les traités de paix (2).

Ce manifeste, qui n'était qu'une forme, car les hostilités étoient commencées, ne resta point sans réponse ; l'empereur exposait à son tour : « Qu'après tant d'infraction de la paix de Nimègue, en s'emparant de plusieurs provinces sous des prétextes inouis de réunion, de dépendance, colorés d'une figure ridicule de justice, les armes de France venoient encore de fondre subitement sur toute l'Allemagne sans respecter la trêve, et sans rien observer de ce que la coutume très-ancienne prescrivait aux rois qui veulent faire la guerre ; avoit-on le moindre sujet légitime de guerre ? car les vains prétextes qu'on alléguoit ne passeroient jamais pour des raisons suffisantes de rompre une trêve et de porter la désolation dans les Etats de l'Empire. L'empereur se plaignoit de ce que dans le temps que la cour de France pratiquoit toutes ces choses sans avoir observé aucune des formalités établies par le droit des gens, elle vint, par des protestations récentes et des insinuations d'une amitié constante, assurer qu'elle ne songeoit qu'à l'affermissement de la tranquillité publique ; Sa Majesté impériale (ajoutait ce manifeste avec humilité) se lave les mains des suites de cette guerre, et déclare devant Dieu et à la face de toute la terre, que le roi de France a devant lui le feu et l'eau, et qu'il peut porter la main du côté qu'il veut ; quels que soient les succès qu'il plaira à Dieu d'accorder aux armes de France, Sa Majesté impériale adorera toujours les jugemens de sa providence, qui se sert quelquefois du fléau des Attila pour châtier dans sa miséricorde ceux qu'elle aime. »

La guerre étoit ainsi engagée, immédiatement après la révocation de l'édit de Nantes, tant cet acte du pouvoir avait influé sur la situation des affaires à l'étranger ! Le manifeste de l'empereur

La paix est l'éternel des héros,

Et cette ridicule

Fut un jour très-mal à propos

Filer le grand lierre.

(2) « Mémoire des raisons qui obligent le roi à reprendre les armes, et qui doivent persuader à toute la chrétienté des sincères intentions de Sa Majesté pour l'affermissement de la tranquillité publique. » Bibliothèque royale, mss. de Béthune, 1688.

(1) L'esprit de guerre étoit inhérent aux gentilshommes. Voici une chanson adressée à Louis XIV, sur l'oisiveté dans laquelle la trêve conclue en 1684 jetoit tout le royaume :

A la requête du dieu Mars,
Grand prince un peu de guerre,
Il portera ses étendards
Aux deux bouts de la terre ;

était d'une modération extrême; il y régnait un sentiment religieux des droits de l'empire, qui s'adressait aux petits Etats allemands; on voulait les rattacher à la ligue d'Augshourg. Tandis que le marquis de Louvois partait pour visiter les troupes du roi en Alsace, Guillaume d'Orange faisait les derniers préparatifs pour seconder le mouvement protestant en Angleterre. Le parlement résistait de toutes ses forces à Jacques II; les lords, tout dévoués à l'Eglise établie, voyaient avec douleur et colère les persécutions systématiques contre les évêques anglicans. Les Communes combattaient énergiquement pour soutenir leurs prérogatives; l'armée était incertaine, les ministres trahissaient. Il y a des époques où tout un pays abandonne une cause; alors il ne faut qu'un coup de main pour renverser même le plus audacieux des pouvoirs!

Les ordres de départ étaient donnés à la flotte hollandaise, et ce fut à ce moment que l'ambassadeur français à La Haye annonça les desseins du prince d'Orange. Il envoyait, avec une dépêche chiffrée, la copie du manifeste de Guillaume contre la maison de Stuart. Ce manifeste contenait trois points principaux: le premier était un dénombrement des griefs du peuple anglais contre le roi Jacques II; dans le second, le prince d'Orange faisait connaître que plusieurs seigneurs d'Angleterre, ecclésiastiques et séculiers, l'ayant appelé à leur secours pour se garantir des maux dont ils se voyaient menacés, il avait d'autant plus acquiescé à leurs prières, qu'étant par la princesse son épouse le plus proche héritier de la couronne, il était plus intéressé que personne à la conservation des lois et de la religion du royaume, dont on avait même entrepris de lui ôter la succession par la supposition d'un prince de Galles; enfin, le troisième point de justification était ainsi conçu: « Un parlement libre est le seul remède qu'on peut apporter aux maux de la nation, et jamais un parlement ne sera libre sous un roi qui règne sans égard aux lois; nous avons donc pris la résolution de passer la mer avec des forces suffisantes pour appuyer les décrets d'un parlement rendu à sa liberté, exhortant en même temps tous les bons Anglois de se joindre à nous pour concourir à un si louable dessein, n'ayant nul désir d'évaloir le royaume, mais seulement de faire réussir un parlement libre et légitimement assemblé, afin de pourvoir au maintien de la religion pro-

testante et à une bonne union, tant entre l'Eglise anglicane et les divers protestans, que pour la défense et le repos de tous ceux qui veulent vivre paisiblement sous le gouvernement, sans souffrir la moindre persécution au sujet de leur créance, les catholiques même n'en étant pas exceptés (1). »

Il n'y avait plus à douter des projets définitifs du prince d'Orange; c'était contre les desseins catholiques de Jacques II, ses idées d'alliance avec la France, en un mot contre les traités secrets qui unissaient Louis XIV et les Stuarts, que l'expédition était dirigée. On ne pouvait plus hésiter, et M. de Croissy reçut des ordres du roi pour qu'il eût à signifier à la Hollande: « Que le départ de la flotte du prince d'Orange seroit considéré comme une dénonciation de guerre »; le roi très-chrétien déclarait qu'aux moindres hostilités contre le pavillon du roi Jacques II, le fidèle allié de la France, les armées et les flottes de Sa Majesté traiteraient en ennemi le territoire et le pavillon des Etats-Généraux. Quels pouvaient être les desseins du stathouder? La paix n'était pas rompue, et un armement aussi considérable ne devait avoir qu'un but hostile. M. de Croissy se plaignait surtout de la présence en Hollande d'une multitude de réfugiés, qui ne cessaient de comploter contre la puissance et la vie du roi de France (2).

Les partis étaient trop engagés pour que des menaces produisissent un résultat; les Provinces-Unies avaient signé la ligue d'Augshourg; la Hollande avait besoin de l'appui de l'Angleterre dans la lutte qu'elle allait engager, elle ne pouvait l'obtenir que par un changement de dynastie. Les préparatifs continuèrent dans toute leur activité; des régimens hollandais et allemands furent réunis à La Haye et à Amsterdam; soixante navires de guerre durent porter l'expédition sur les côtes de la Grande-Bretagne, avec le dessein avoué de prêter appui au parlement et aux idées de réformation en Angleterre. On ne savait pas précisément où se dirigerait d'abord la flotte de Guillaume; des chansons populaires distribuées à Paris annonçaient: « que le prince d'Orange allait quitter la Hollande; où porterait-il la guerre, en Angleterre, en France ou vers Alger? Schoenberg l'accompagnait, et le peuple hollandais lui disait: « Monseigneur, ne revenez plus, car l'Etat monarchique ne s'accorde point avec notre république (3). »

(1) « Déclaration de Son Altesse Guillaume-Henri, par la grâce de Dieu, prince d'Orange, etc.... pour justifier qu'il n'est entré en armes dans le royaume d'Angleterre que pour la conservation de la religion protestante, et pour le rétablissement des lois et des

libertés d'Angleterre, d'Ecosse et d'Irlande. » 1688.
(2) Note manuscrite de M. de Croissy. Biblioth. du roi.

(3) O messenger fidèle,
Qui reviens d'Amsterdam,

A ces préparatifs Louis XIV opposa des mesures de représailles; le roi ordonna qu'un embargo général serait mis sur tous les navires, sur toutes les marchandises hollandaises qui se trouvaient dans les ports et territoire du royaume. Les Etats déclarèrent que cet acte était contraire au texte du traité de Nimègue (1); l'embargo fut levé, mais l'activité des arsenaux, le recrutement des troupes de terre annonçaient que la guerre allait éclater puissante et sérieuse. Le traité de Nimègue était déchiré, et c'est ce qu'exposait la France avec une expression digne et modérée; Louis XIV avait besoin de rassurer ses alliés; car sa position était délicate: la guerre pouvait devenir universelle. Le manifeste envoyé par copie à toutes les cours et ambassades était ainsi conçu: «Après tout ce que Sa Majesté a fait pour donner la paix à l'Europe, les places importantes qu'elle a restituées pour parvenir au traité conclu à Nimègue en l'an 1678, et les soins que depuis elle a apportés, non seulement pour l'établissement de la trêve, mais aussi pour la faire convertir en une paix perpétuelle; Sa Majesté avoit bien d'espérer que les Etats-Généraux des provinces-Unies des Pays-Bas, qui avoient témoigné tant d'empressement pour la conclusion de cette trêve, n'en auroient pas moins pour la maintenir. Cependant Sa Majesté a en plusieurs avis que depuis quelques mois lesdits

Etats, se laissant emporter au désir de ceux qui n'ont d'autre intention que de voir recommencer la guerre dans l'Europe, faisoient des levées et armemens extraordinaires, et prenoient des engagements avec des princes de l'Empire pour traverser par toutes voies l'établissement du cardinal de Furstenberg dans l'électorat de Cologne; Sa Majesté se trouvant obligée de soutenir les intérêts dudit cardinal, fit exhorter les Etats-Généraux, par son ambassadeur, de ne point employer les forces extraordinaires qu'ils mettoient sur pied à rien qui pût troubler le repos de l'Europe. Sa Majesté a depuis été informée qu'ils n'ont pas laissé de commencer d'exécuter leurs desseins contre les intérêts dudit cardinal de Furstenberg, ce que ne voulant pas dissimuler plus long-temps, Sa Majesté a résolu de déclarer la guerre, comme elle fait par la présente, auxdits Etats-Généraux des Provinces-Unies des Pays-Bas, tant par mer que par terre. Ordonne et enjoint Sa Majesté, pour cet effet, à tous ses sujets de courir sus aux Hollandais, et leur a défendu très-expressément d'avoir eu-après avec eux aucune communication, commerce ni intelligence, à peine de la vie; et à cette fin, Sa Majesté a dès à présent révoqué toutes permissions, passe-ports, soit par mer, soit par terre même pour subsistances. Mande et ordonne Sa Majesté à M. l'amiral, aux maréchaux de France, gouverneurs et tous autres officiers

Dis-nous quelle nouvelle
De ce projet si grand ?
Le bon prince d'Orange
Quitte les Hollandais,
Et chose fort étrange,
Pour la dernière fois.

Il a ponc l'entreprise
Un homme qui le sert
D'une valeur exquise,
C'est monsieur de Schomberg.
On doute si la guerre
Qu'il va faire sur mer
Est contre l'Angleterre
Ou contre ceux d'Alger.

En passant par la rue
Entouré de guerriers,
Il vit grande cohue
De tous ses créanciers
Qui, les âmes saisies,
Lui dirent : Monseigneur,
Arrêtez nos parties;
Ce qu'il fit de bon cœur.

Toute la populace,

Joyeux au dernier point,
Crioit : Que le ciel fasse
Qu'il ne revienne point;
Car l'Etat monarchique
Qui de tous temps déplaît,
Avec la république
Ne s'accorde jamais.

(1) L'art 15 du traité de paix de Nimègue était ainsi conçu : « Et pour mieux assurer à l'avenir le commerce et l'amitié entre les sujets du roi très-chrétien et ceux des seigneurs Etats-Généraux des Provinces-Unies des Pays-Bas, il a été accordé et convenu qu'arrivant eu-après quelque interruption d'amitié ou rupture entre la couronne de France et lesdits seigneurs Etats des Provinces-Unies (ce qu'à Dieu ne plaise), il sera toujours donné six mois de temps, après ladite rupture, aux sujets de part et d'autre, pour se retirer avec leurs effets, et les transporter où bon leur semblera; ce qu'il leur sera permis de faire, comme aussi de vendre ou transporter leurs biens ou meubles en toute liberté, sans qu'on leur puisse donner aucun empêchement, ni procéder, pendant ledit temps de six mois, à aucune saisie de leurs effets, moins encore à l'arrêt de leur personne. »

qu'il appartiendra, que le contenu en la présente ils fassent exécuter, car telle est la volonté de Sa Majesté (1). »

La guerre devait se poursuivre contre la Hollande de deux manières, l'armement vigoureux d'une grande escadre pouvait arrêter l'expédition du prince d'Orange et la détruire avant son arrivée sur les côtes de la Grande-Bretagne. Tel était l'avis du marquis de Seignelay, ministre de la marine; il offrait de tenir prêts quarante vaisseaux. Un long mémoire du ministre dédaignait parfaitement combien il serait facile de disperser la flotte hollandaise dans la Manche (2), et d'en finir ainsi par un coup de main contre l'expédition. Le second parti, développé également dans un mémoire du marquis de Louvois, consistait dans un système d'invasion sur la frontière hollandaise; mais selon la méthode lente et tenace du marquis de Louvois, il proposait de s'emparer d'abord de quelques places frontalières d'Allemagne, telle que Philipsbourg, afin de maintenir les Impériaux (3). Une correspondance de Jacques II indiquait un plan simultané: quarante vaisseaux de ligne dans la Manche et la marche rapide de cinquante mille hommes sur Maëstricht; avec cette double démonstration, le roi d'Angleterre promettait que le prince d'Orange ne remuerait pas (4).

Ainsi la paix de Nimègue était rompue; toute la situation diplomatique avait changé. L'Empire s'ébranlait en armes contre Louis XIV, et la Hollande envoyait une expédition contre Jacques II, le plus intime allié du roi de France. Tel était le résultat le plus immédiat de la révocation de l'édit de Nantes. Les circonstances produisaient un prince qui le premier était capable de lutter contre Louis XIV. C'est le fait d'une situation nouvelle que ces noms nouveaux eux-mêmes, qui en deviennent la forte et grande expression; jusqu'ici Louis XIV n'avait trouvé aucun digne adversaire de sa politique; l'Espagne était morte, l'Empire sans unité. Qu'était la Hollande avant le stathoudérat du prince d'Orange, et l'Angleterre avant Guillaume III? C'est ce Guillaume qui devient le véritable, le seul adversaire

de Louis XIV, et cela moins par sa propre importance que parce qu'il se fait le symbole d'une idée, d'un principe, d'une résistance fondée sur un parti vivace qui était la réforme. Louis XIV, c'est la monarchie puissante, gouvernementale, catholique: Guillaume III, c'est le gouvernement aristocratique pondéré, représentatif; c'est l'Eglise anglicane et la force des lords possédant les fiefs des vieux monastères, la couronne et la propriété du sol anglais!

CHAPITRE XXVI.

RÉVOLUTION DE 1688.

Adhésion à la Ligue d'Augshourg. — Le Danemark et la Suède. — Siège de Philipsbourg. — Caricatures et pamphlets. — Régiments des réfugiés français. — Débarquement du prince d'Orange en Angleterre. — Actes des lords et des communes. — Déchéance de Jacques II. — La grande chartre de 1688. — Parallèle avec la révocation de l'édit de Nantes.

1688.

La ligne d'Augshourg fut la réaction protestante contre le système d'unité catholique proclamé par Louis XIV, et contre cette monarchie universelle qui formait le droit public de sa diplomatie. Le traité de Nimègue avait été enfreint par Louis XIV, qui n'avait tenu aucun compte des stipulations territoriales; Strasbourg et Casal avaient été réunis à la France; par Strasbourg le roi menaçait l'Allemagne; Casal lui ouvrait les portes du Piémont; les Alpes et le Rhin étaient également dominés par les récentes conquêtes du roi. Aussi tous les princes des Etats réformés s'empressèrent-ils d'adhérer aux conditions arrêtées par l'empereur

Dedans la Normandie,
Surtout au comté d'Eu,
Chacun se fortifie,
Ayant, morbleu! cette cruelle envie
De mettre tout en feu.

(3) Mss. de Colbert (guerre de Hollande).

(4) Dépêches originales; manuscrits de Colbert. — Réflexions politiques sur les démarches de la Hollande contre les attentats de la France, ann. 1688, in-12.

(1) Biblioth. royale, mss. de Béthune. Cette déclaration est datée de Versailles, le 26 novembre 1688.

(2) On ignorait tout-à-fait où se porterait d'abord la flotte du prince d'Orange.

Ce grand prince d'Orange
Qui vient de s'embarquer
Pour un dessein étranger,
Morbleu! veut-il avec sa phalange,
Veut-il nous attaquer!

reur et les électeurs de l'Empire; la France attaquait la foi religieuse alors se rattachant aux constitutions d'Etat; rien de plus simple que tous vissent successivement approuver le traité par lequel l'on faisait un appel aux idées de la réforme contre le mouvement catholique.

Deux souverainetés, vieilles alliées de la France, entrèrent dans la ligue d'Augsbourg, et ce fut là une des plus tristes conséquences de la révocation de l'édit de Nantes (1); la Suède qui avait suivi le drapeau fleurdelisé depuis Richelieu et le grand Gustave, rompit avec la France; c'était pour la monarchie la perte d'un antique auxiliaire. La Suède avait constamment joué le rôle de puissance médiatrice dans les congrès; toutes les fois qu'il avait fallu se prononcer, elle s'était hautement déclarée pour la France; la bravoure des Suédois retentissait en Allemagne, et de glorieux champs de bataille en avaient conservé la renommée. La Suède recevait des subsides de Versailles, mais dans la circonstance d'une guerre toute de croyance, quand la Réforme faisait un appel, la Suède crut indispensable de prêter appui aux calvinistes, et d'entrer dans la coalition. Il en fut de même du Danemark, où la réformation avait été si unanime et si fortement consolidée. Les deux Etats se dessinèrent pour la ligue d'Augsbourg, et prirent parti contre la France (2).

Cette ligue, toute de réaction, se présentait ainsi sous un aspect formidable; les forces réunies de

(1) Recueil de Martens, tom. I, ad ann. 1688.

(2) Manifeste de la Suède, *Mercure galant*, ann. 1688. — *Mercure hollandais*, ibid.

(3) Au dauphin, lorsqu'il fit le siège de Philisbourg. 1688.

Retourne en cour
Et quitte la cuirasse;
Retourne en cour,
Laisse-là Philisbourg;
Il est plus doux
De courir à la chaise
Que d'aller aux coups;
Craint les jaloux.
On ne prend pas les places
Comme on prend les loupes.

(4) Sur la prise de Philisbourg.

Le dauphin n'a pas démenti
Le bon sang dont il est sorti;
Il est digne fils de son père,
Lère là, lère lan lère.
Philisbourg ouvre le chemin
A son héroïque dessein;

tous les Etats allaient déborder sur les frontières du royaume. Il y avait alors deux grands intérêts qui seuls pouvaient arrêter les effets de la ligue d'Augsbourg; c'était le siège de Bude par les armées impériales, où toute la noblesse aventurée s'était portée; ensuite la révolte de la Hongrie sous Tékéli, romanesque épisode au milieu de l'époque toute compassée de Louis XIV. Cette ligue d'Augsbourg, à laquelle devaient se joindre les vieilles inimitiés de l'Espagne, quoique catholique, menaçait profondément la monarchie de Louis XIV; cependant le roi devait trouver dans la lenteur de ses ennemis le temps de préparer ses forces, afin de résister par des masses à toute la coalition. Ce fut dans le dessein de déjouer les efforts simultanés de tant de puissances réunies que Louvois résolut de brusquer les hostilités par le siège de Philisbourg. Là, monseigneur le dauphin fit ses premières armes comme généralissime des troupes, au lieu et place du roi (3). Philisbourg fut le rendez-vous de toute la noblesse de France; on s'y portait de Versailles comme à une fête, à un simple carrousel. Des enfans de quinze ans, cadets et gentilshommes venaient y recevoir leur baptême de monseigneur sous les ordres de monseigneur. *Philisbourg est pris* (4) fut la nouvelle qui eut le plus de retentissement, et tous se vantaient, sous les charmes de Versailles, d'avoir fait partie de cette glorieuse expédition (5)!

L'esprit français babillait joyeusement devant

Son exercice le plus doux
Semblait n'être que pour les loupes,
Noble essai de ce qu'il sait faire.
Lère la, lère lan lère.

Cologne erie qu'elle espère,
César n'aurait su mieux faire.

(5) Sur la prise de Philisbourg, 1688. — C'est la ville qui parle:

Gustave fut deux ans à vaincre ma puissance
Pour me soumettre au joug du plus juste des rois.
L'Espagnol me reprit; et ce Mars de la France
Par la force en dix jours me rendit sous ses lois.

A la gloire du dauphin, après la prise de Philisbourg, 1688.

L'aigle qui vole dans les airs,
Qui s'élève au-dessus des mers,
Qui poursuit le croissant pour le réduire en poudre,
Qui veut jusqu'au soleil porter sa foudre,
Ne conquiert Philisbourg qu'après de longs combats:
Pour toi, dauphin, conduisant tes soldats,

les périls de la monarchie; la ligne d'Augshourg devint le sujet de chansons plaisantes, de moqueries amères, dans lesquelles on tournait en ridicule tous les alliés dans la grande ligue, depuis l'empereur en bonnet blanc jusqu'aux marchands de fromage de Hollande, et aux rodomonts de Castille réunis contre le prince habillé à vaincre et à dominer l'Europe: « l'empereur y perdra sa couronne, la Hollande ses vaisseaux, les électeurs leur boucle et leur épée. » Il y a toujours le type de l'Espagnol, tel que nous le reproduisent les caricatures contre la Ligue, ce Castillan au chapeau rond, aux moustaches épilées et écrochues, à la rapière longue et battante. Viennent ensuite maints dires et propos rians: « J'ai beau bâiller en m'éveillant, dit un Liégeois, et demander une bonteille, je ne puis pas avaler le coq des François dont le chant me réveille. — Je frotte mes yeux et regarde ce coq, ajoute l'électeur de Brandebourg, mais au diable, je ne me hasarderai pas d'aller me faire étriller. — Ce coq est né pour mon infortune, s'écrie un Flamand, le voilà encore avec sa voix importune qui vient troubler mon repos. — Je dormais tranquille, continue un Espagnol, sur la bonne foi de mon voisin, et ce coq habile est venu me donner le réveille-matin. — Quoi! s'écrie Guillaume d'Orange, vous voilà tous endormis? vous n'entendez donc pas le coq qui nous réveille? vite

Quel spectacle! en vingt jours tu le pris à la nage,

Et fis partout ravage.

Taisez-vous donc jaloux,

Apprenez qu'il savait plus que chasser des loups.

Une médaille sur la prise de Philipsbourg. La légende: *Providenter*; l'exergue: *Philippiburgum expugnatum*, 1688.

(1) Caricature française sur la ligue d'Augshourg: Un énorme coq est placé au-dessus d'un eadran; il paraît chanter avec force.

UN LIÉGEOIS.

En m'éveillant j'ai beau bâiller,
Et demander une bonteille,
Je ne suis pas près d'avalier
Ce coq dont le chant me réveille.

UN BRANDENBOURG.

Je frotte mes yeux et regarde
Ce coq qui du matin nous vient tous éveiller;
Mais au diable si je hasarde
D'aller à Mons pour me faire étriller.

LE SAVOYARD.

Ce réveille-matin fatal,
Par un merveilleux artifice,

à moi, mes amis, suivez-moi, vous verrez merveille — Comment, répond le Hollandais, vouloir rompre mon sommeil avant le lever du soleil! non, non, pour moi jusqu'à midi je me repose (1). »

A ces populaires publications, l'Europe opposait des pamphlets d'une autre nature. La révocation de l'édit de Nantes avait un double résultat; elle avait produit d'abord une émigration littéraire; tous ces ministres protestants, qui étaient obligés de fuir le sol de la France par des arrêts de proscription, livraient leur esprit et leur plume à l'étranger; ils avaient conçu des haines profondes, des inimitiés fatales contre le tyran qui les forçait de quitter leur foyer domestique, le prêche saint et d'aller au désert porter la parole du Père. A peine arrivés en Suisse, en Allemagne, en Hollande, ils laissaient une libre issue à leur indignation: dans leurs prédications demi-paraboliques, ils s'écriaient: « N'avons-nous pas vu, mes chers frères, ce prince, le plus ignorant de tous les hommes, se laissant gouverner dans les premières années de son règne par des hommes impies, persécuter les plus habiles et les plus saints docteurs de la vraie Eglise, les faire enlever, les tenir dans les prisons obscures on les obliger à sortir du royaume, et à aller, comme des vagabonds et des scélérats, courir çà et là chercher quelque asile contre la tyrannie? Qui ne sait, mes chers frères, que depuis ce temps-là une femme,

Quand l'Espagnol à Mons en ouït le signal
J'en entendis l'aubade à Nice.

LE FLAMAND.

O coq né pour mon infortune!
Ah! qu'à mon gré mal à propos
Tu viens de ta voix importune
Du matin troubler mon repos!

L'ESPAGNOL.

Tandis que je dormais tranquille
Sur la bonne foi du voisin,
Bien plus que moi le coq habile
Est venu me donner du réveille-matin.

GUILAUME D'ORANGE.

Quoi! vous voilà tous endormis,
Et vous n'entendez pas ce coq qui nous réveille?
A moi, vite à moi, mes amis;
Suivez-moi seulement, et vous verrez merveille.

LE HOLLANDAIS.

Qui vit jamais pareille chose!
Quoi! vouloir rompre mon sommeil
Avant le lever du soleil!
Non, non, jusqu'à midi pour moi je me repose.

antrefois une impudique, une abandonnée, maintenant une hypocrite, une ambitieuse, s'est emparée à son tour de l'esprit foible, timide et superstitieux du roi? Notre cause est commune, mes chers frères, nos justes plaintes sont communes, nous avons un même et commun oppresseur; prenons donc mêmes mesures, attaquons-le à communs efforts, concertons-nous, unissons-nous, détruisons son pouvoir arbitraire; que ce cruel prince se trouve en même temps abandonné de tous ses sujets; jamais conjoncture ne fut plus heureuse, mes chers frères, jamais il ne parut dans les esprits de tout un peuple de plus prochaines dispositions à secouer le joug (1). » Quelques écrivains plus plaisans reproduisaient contre Louis XIV les caricatures de l'époque de Luther telles que l'art les dessinait alors en Allemagne, en Hollande et en Angleterre; esclamations lourdes, vivement et grossièrement colorées; les recueils hollandais nous en gardent quelque souvenir. Louis XIV y apparaît successivement en Gorgone échevelée de serpens, en soleil pâle et noyé dans les eaux de la Hollande victorieuse (2).

La seconde émigration fut toute armée; les impitoyables édits de Louis XIV proscrivaient une multitude de gentilshommes; cette odieuse contrainte qui les attaquait dans leur foi religieuse, dans leur existence de châteaux et de provinces, excitait parmi ces nobles huguenots un sentiment d'animosité qu'ils portaient à l'étranger. Depuis l'année 1675, qui commença les persécutions, jusqu'à la date de 1685, époque de la révocation de l'édit de Nantes, le nombre des gentilshommes calvinistes qui avaient fui à La Haye s'élevait à plus de cinq mille. Guillaume d'Orange, qui avait vu tout le parti qu'on pouvait tirer de cette brave noblesse, l'avait divisée en deux régimens d'émigrés ou de réfugiés; le prince savait leur valeur, leurs haines profondes contre Louis XIV; comme tous les exilés, ils excrétaient la tyrannie qui les avait forcés à fuir le noble sol de la France: que le prince d'Orange eût marché aux Pays-Bas ou qu'il suivit son expédition d'Angleterre, il devait s'entourer de cette troupe d'élite, qui le regardait comme le chef et le protecteur de la religion réformée. Il avait mis à la tête de ces émigrés un gentilhomme, illustre émigré lui-même, le maréchal de Schomberg, qui avait quitté la France plutôt que de renoncer à la foi de ses pères: quand les croyances religieu-

ses ou politiques sont vivaces, on s'y rattache plutôt qu'aux idées vagues de patrie et de territoire; le sol n'est que le matérialisme dans les héroïques sentimens.

Le premier effet de la ligue d'Augsbourg fut de permettre au prince d'Orange d'accomplir paisiblement son expédition d'Angleterre; cette ligue n'était pas complète tant que la Grande-Bretagne n'entrait pas dans les mêmes intérêts, et le gouvernement de Jacques II interdisait à ce pays la libre et spontanée manifestation de ses idées; il fallait l'aider. La révolution de 1688 fut un coup de diplomatie comme de religion. L'empereur avait vainement cherché à entraîner Jacques II dans la ligue d'Augsbourg, ce prince s'était fidèlement déclaré pour Louis XIV; la Hollande l'avait pressé dans le même sens, et sur ce double refus, toute la diplomatie européenne, exceptée celle de France, agit contre Jacques II. Ce fut contre le prince catholique et l'allié de Louis XIV que la révolution d'Angleterre s'organisa; c'est ainsi que Sunderland et Churchill comprirent le mouvement que favorisait l'expédition du prince d'Orange contre les Sturats.

Guillaume, secondé par toute l'Europe réformée, s'embarqua sur sa flotte à La Haye le 29 octobre 1688; cette magnifique expédition comptait soixante-cinq gros vaisseaux de guerre, plus de cinq cents flûtes hollandaises, avec vingt-un mille hommes dont huit mille hollandais et Allemands, soldats londs et sans activité militaire. Ses troupes se composaient en majorité d'émigrés; indépendamment des régimens de Français que commandaient le maréchal de Schomberg et ses fils, Guillaume avait aussi trois mille Anglais sous les ordres des lords Charles Talbot, de la vieille époque du prince Noir, le comte de Shrewsbury, Charles Gérard, comte de Macklesfield, Henri Morden, Henri Sidney et le vice-amiral Herbert. C'était une expédition toute de mécontents et d'émigrés allant porter les armes en Angleterre pour réagir ensuite contre la France par la ligue d'Augsbourg, et en cela les calvinistes suivaient l'énergique loi de la conviction; ils marchaient au nom de la patrie d'opinion contre la patrie territoriale. Cette grande flotte à peine en mer arborait la devise de fermeté et de noblesse de la maison d'Orange: « Je maintiendrai »; et comme pour indiquer le but de l'entreprise, les longues flammes des flûtes et frégates déployaient ces deux mots: *pour la religion et la liberté* (3).

(1) Collection de pamphlets hollandais, bibliothèque de La Haye. (*Mercurius hollandicus*, 1688).

(2) Collection de Romain de Hooge, Bibliothèque du roi.

(3) Comparez le *Mercurius galant*, 1688, et le *Mercurius hollandicus* sous la même date.

On ne peut dire les contes et bulletins que l'on semait en France sur l'expédition de Guillaume d'Orange; tantôt une maladie aigüe avait emporté le prince et la moitié de son armée; tantôt Guillaume était mort assassiné. En temps de parti, toutes ces nouvelles sont recueillies avec avidité; car alors il n'y a de faux bruits que ceux qui ne plaisent pas. Les correspondances, lettres, récits des courtisans ne s'occupent que de la flotte hollandaise, et M^{me} de Sévigné elle-même reproduit tous les caquetages de cour comme la chose importante (1), elle annonce avec joie que les eaux ont englouti Guillaume et sa fortune. La flotte, une première fois dispersée par la tempête, se remit en mer le 10 novembre et aborda aux côtes de Dartmouth, Torbay et Exmouth. Une gravure contemporaine donne le tableau de ce débarquement; ces masses de lances et de mousquets, groupées autour des pavillons et étendards, mi-partie Orange et Angleterre, la foule du peuple, les orateurs des comités (2). Tout vint à souhait pour Guillaume; on lut sur les places la déclaration du prince d'Orange, qui expliquait son entrée en armes sur le territoire de la Grande-Bretagne, dans le seul but de conserver la religion protestante et de rétablir les lois et libertés d'Angleterre, d'Ecosse et d'Irlande. Cette déclaration, sur-le-champ promulguée, compléta la révolution. Ce fut en vain que Jacques II invoqua les secours de la flotte pour courir sus les Hollandais et le prince d'Orange; sur soixante-cinq capitaines, six seulement furent fidèles avec loyauté à leurs sermens; le roi en appela à un parlement libre, aux évêques, à tout ce qui avait une force d'opinion en Angleterre, tous les corps de l'Etat ne répondirent que par des refus aux ordres de leur souverain légitime (3). Quand une révo-

lution est achevée dans les esprits, tout le reste n'est plus qu'une forme qui sanctionne le fait accompli; Jacques II était délaissé par l'Angleterre parce qu'il avait tourné à la religion, qui était la loi de l'Etat.

Il est utile, quand on médite l'histoire, de mettre en présence la révolution d'unité religieuse préparée par la révocation de l'édit de Nantes, et la révolution d'unité dans l'Eglise anglicane opérée par l'avènement de Guillaume III. Ces changements sont deux faits d'intolérance à côté l'un de l'autre; Louis XIV ramène l'unité religieuse par la persécution contre les huguenots, comme les Communes d'Angleterre ramènent l'unité par les actes contre les catholiques et les *dissenters*, en vertu de la même tendance. C'est que la société était alors aux prises sur un principe religieux; les lois de tolérance n'étaient plus possibles, parce qu'elles n'étaient plus en harmonie avec les besoins politiques de la situation; les catholiques prirent les armes en Irlande comme les huguenots dans les Cévennes par le même mobile. Jacques II, le représentant de la tolérance religieuse, de la liberté de croyance, fut obligé de fuir l'Angleterre, parce qu'on avait aperçu une petite chapelle catholique et qu'il avait souffert quelques moines dans son palais; les ministres protestans quittaient la France, parce qu'ils voulaient prier paisiblement dans leurs temples.

L'avènement de Guillaume III était si bien préparé, que la déchéance de Jacques II fut à peine une question. Il y avait long-temps déjà que les pamphlets huguenots ou de l'école du tiers parti avaient établi la maxime de la souveraineté pure et simple du peuple, pouvant à son gré renverser un trône ou une dynastie (4): « Par rapport à l'Angleterre, disait un livre contemporain, c'a été

(1) Lettres de madame de Sévigné, ann. 1688.

(2) Pour la gravure hollandaise et la légende, voyez *Recueil sur l'Histoire de France*, cabinet du roi, ad ann. 1688.

(3) *Mémoires de Jacques II*.

(4) J'ai déjà parlé du pamphlet ou du journal en forme de mémoires du ministre Jurieu; en voici les sommaires principaux:

Le 3^e mémoire traite: « Des tristes effets de la puissance arbitraire et despotique de la cour de France; que cette puissance est tout aussi despotique que celle du grand-seigneur. »

Le 7^e mémoire explique: « Le second moyen général pour prouver que la puissance absolue des rois de France est usurpée; les Etats ont toujours été les principaux dépositaires de la souveraineté, et sont supérieurs aux rois. »

10^e mémoire: « Nouvelles preuves contre la puissance absolue, tirée de l'histoire des rois, comtes, marquis, barons et gentilshommes. Les grands du royaume qui sont aujourd'hui esclaves, étoient autrefois indépendans du roi, et lui étoient égaux, excepté l'hommage. »

12^e mémoire: « Première raison pourquoi les Français doivent penser à ramener la monarchie à sa forme ancienne; c'est qu'elle court risque d'être ruinée si elle n'est réformée. Digression sur la conduite des cours de Rome et de France à l'égard l'une de l'autre. »

13^e mémoire: « Nouvelles preuves de la nécessité qu'il y a de réformer l'Etat. Les dominations violentes ne sauroient être de durée. La gloire et la réputation d'un Etat ne dépendent pas de la puissance arbitraire de son souverain: la réputation de la France est perdue. » Amsterdam, 1689.

l'opinion générale des siècles précédens que le parlement de ce royaume a incontestablement le droit de limiter, restreindre et circonscrire la succession comme il le juge à propos pour le bien public, et que dans tous les siècles il a mis ce pouvoir en pratique; si bien qu'un historien a raison de dire que jamais, ou rarement, la couronne d'Angleterre n'a été possédée par trois héritiers consécutifs en ligne directe. La proximité du sang ne donne un titre immuable pour les successions que relativement au consentement des peuples et à l'application du successeur à maintenir les lois une fois établies. Autrement ce seroit réduire un Etat dans l'incapacité de se défendre lui-même et de recevoir les changemens auxquels les différentes conjonctures le soumettent et l'obligent indispensablement. La couronne n'est pas un simple héritage, c'est un héritage qui renferme un office de confiance, si bien que celui qui a un défaut qui le rend incapable de cette confiance, est déchu de cet héritage. Ce sentiment, conforme au droit de la nature et aux lumières de la raison, n'est pas particulier à l'Angleterre; il est encore conforme à l'usage et à la pratique des autres royaumes et Etats, dans lesquels non seulement on a passé sur plusieurs coutumes et réglemens, quoique anciens, toutes les fois que la nécessité l'a requis; mais on a même souvent exclu de la succession le plus proche héritier du côté du sang, quand il a eu d'ailleurs quelque défaut qui l'a rendu inhabile à succéder. Et sans chercher des exemples ailleurs que dans la monarchie française, Mérovée, qui a donné le nom à la première race, quoiqu'il ne fût que le troisième roi, n'est parvenu à la couronne qu'en desituant de ce droit les héritiers légitimes. Il est vrai que l'histoire n'a laissé que des momens douteux et incertains d'un temps si éloigné; mais cependant Mézerai remarque que selon la plupart des auteurs les plus approchant de ce temps-là, Mérovée n'étoit pas fils de Clodion, mais seulement son parent et le tuteur de ses enfans, lesquels furent privés de la succession paternelle, dont l'un se jeta entre les bras d'Aétius, général romain, et l'autre se mit sous la protection d'Attila. Il est même remarqué que Childeéric qui succéda à Mérovée, étant un prince fort adonné à ses plaisirs et à ses débauches, les François, qui n'étoient

pas accoutumés à ces infamies, le dégradèrent de la royauté pour élire en sa place Gyllon, maître de la milice des Romains, quoiqu'il fût étranger, mais en grande réputation de sagesse et de probité.

Ce développement donné par l'école protestante aux droits du peuple, s'étendait naturellement à Louis XIV, et ce n'étoit pas sans motifs que les huguenots austères rappelaient que les débauches et les dissipations étoient un cas d'exclusion de la couronne. N'étoit-ce pas là précisément le crime que les pamphlétaires imputaient à Louis le dissolu, à l'époux de la Maintenon? C'est à cette époque que le ministre Jurien commençait à publier les premiers mémoires de son grand pamphlet en forme de journal contre Louis XIV: « La France seule, y étoit-il dit, le plus beau pays de l'Europe, la plus noble partie du monde, se voit assujettie à une domination cruelle, tyrannique, et à une puissance qui ne se donne pas de bornes. Des peuples libres et qui ont tiré le nom de France ou de François de leur ancienne liberté, sont aujourd'hui les plus assujettis de tous les peuples, sans excepter ceux qui gémissent sous la tyrannie du Turc. Aujourd'hui toute liberté est perdue, jusqu'à celle de parler et de se plaindre. C'est pourquoi j'envoie ma voix aux pays étrangers, dans l'espérance qu'elle reviendra de là par réflexion, et qu'elle réveillera mes compatriotes qui dorment à mes côtés sous la pesanteur de leurs chaînes. Je regarde avec compassion la cruelle tempête dont ma patrie est menacée; je pleure la désolation de ses villes, la mort de ses enfans et la perte de ce que la tyrannie de son gouvernement lui a laissé de reste. Et je ne saurois m'empêcher de lui souhaiter un retour de raison et de courage; de raison, afin qu'elle comprenne que les privilèges des peuples ne souffrent point de prescription, et ne périssent point par l'usurpation des princes, et qu'ainsi un siècle ou deux de tyrannie ne lui ôtent pas le droit de se remettre en liberté. De courage, afin qu'elle puisse profiter des circonstances présentes, les plus heureuses qui furent jamais pour ramener le gouvernement du royaume à son ancienne forme, et pour secouer le joug de cette puissance despotique, selon laquelle les François sont traités avec une dureté inconnue à tous les peuples qui vivent sous des princes chrétiens (1) »

(1) *Les Soupirs de la France esclavée qui aspire après la liberté* : 1^{er} mémoire du 1^{er} septembre 1688 : « Les rois de France se sont faits papes, muphtis, grands pontifes et princes absolus sur les choses sacrées. »

« La noblesse avoit autrefois de grands privilèges ;

aujourd'hui elle est réduite à l'extrémité comme le reste de l'Etat, et les privilèges des nobles ne sont plus que des ombres, des toiles d'araignées qui ne les mettent à l'abri de rien; leurs fermiers et leurs vassaux payent au roi des impôts si excessifs, que tout le revenu du fouds est consumé. Sous prétexte de remédier

Pendant ce temps, Guillaume d'Orange renversait comme d'un souffle le parti de Jacques II; la Convention était réunie pour décider du trône d'Angleterre. Le prince d'Orange exposait à la Convention, convoquée pour prendre en considération l'état du royaume: « Qu'ayant fait tout ce qu'il dépendoit de son pouvoir pour accomplir ce qu'on avoit souhaité de lui pour la paix et pour la sûreté publique, surtout depuis que l'administration des affaires lui avoit été commise, c'étoit maintenant aux deux chambres d'établir les fondemens d'une sûreté inébranlable pour la religion, pour les lois et pour les libertés. » Son Altesse espérait que Dieu achèverait son ouvrage, en répandant sur les conseils de cette assemblée l'esprit de paix et d'union; l'état dangereux où se trouvait la religion réformée en Irlande ayant besoin d'un prompt secours, et les affaires des pays étrangers étant dans la même nécessité, le prince d'Orange représentait: « Qu'après le danger des divisions qui pourroient se glisser à contre-temps, rien ne pouvoit être plus fatal que la lenteur des délibérations; en outre il assurait que le risque où les Etats-Généraux des Provinces-Unies s'étoient mis pour concourir à la délivrance du royaume, leur feroit trouver toutes les marques réciproques d'amitié et d'une prompt assistance contre le puissant ennemi qui leur avoit déclaré la guerre. » Il fut répondu par une adresse « que les deux chambres remercioient Son Altesse avec tous les témoignages de joie et de reconnaissance de la conservation du royaume, dont elle avoit été le glorieux instrument, de même que du soin particulier qu'elle avoit pris de l'administration des affaires publiques, la suppliant de continuer jusqu'à ce qu'on s'adressât plus particulièrement à elle (1). »

L'élévation de Guillaume III au trône d'Angleterre n'étoit plus qu'une formule en l'état des esprits; tout avoit été fait habilement; on avoit contraint le roi Jacques à quitter l'Angleterre, et une fois qu'il eut fui le sol de la Grande-Bretagne, on prit prétexte de la vacance du trône pour proclamer la déchéance: « Jacques II, ci-devant roi, y disoit-on, a renoncé au trône, en s'efforçant de détruire le gouvernement de ce royaume, contre les lois qui y règnent et qui y sont reçues, et Son Altesse monseigneur le prince d'Orange, en vertu

de l'autorité qui lui a été mise entre les mains, a fait élire des députés pour assister à la présente Convention; la chambre proteste qu'elles s'attache à la déclaration de ce prince, et consent que Leurs Altesses monseigneur le prince et M^{me} la princesse soient déclarés roi et reine d'Angleterre pendant leur vie, et qu'en cas que le prince d'Orange meure sans enfans, la couronne appartiendra à M^{me} la princesse Anne de Danemark et à ses enfans, et après eux, à ceux du prince d'Orange, en cas qu'il ait des enfans d'une autre reine, et que le prince aura l'administration des affaires sa vie durant; qu'après ces mots de roi et reine d'Angleterre, on ajoute de France, d'Irlande, etc....; et qu'enfin, comme elle est persuadée que M. le prince achèvera la délivrance qu'il a si heureusement commencée, elle consent que Leurs Altesses monseigneur le prince et M^{me} la princesse d'Orange soient élevés sur le trône de cette nation. »

Ainsi donc la révolution qui s'accomplissait en 1688 avoit plusieurs résultats, tous hostiles à la politique de Louis XIV: 1^o L'alliance de la France et de l'Angleterre, cimentée par les traités secrets conclus sous l'influence de l'ambassadeur français, Barillon, étoit complètement brisée; 2^o la Grande-Bretagne se jetait dans la ligue d'Augsbourg, et alloit donner une force nouvelle à toutes les inimitiés soulevées contre Louis XIV; 3^o à l'unité catholique proclamée par les édits de Louis XIV, la révolution d'Angleterre opposait l'unité de l'Eglise anglicane; l'action et la réaction se trouvaient en présence; 4^o enfin, au droit public monarchique, à l'hérédité de race affibée par le roi de France, on substituoit la souveraineté parlementaire, idée si odieuse à la cour de Versailles. Désormais l'école des réfugiés de Hollande, de Genève avoit un principe et un exemple nouveau pour combattre le système monarchique tel que l'avoit constitué la royauté absolue après la Fronde.

Ces conséquences sont vivement pressenties par le conseil de Louis XIV; il n'est sorte de calomnies que les pamphlets de cour ne se permettent contre Guillaume III, « ce tyran couronné, cet usurpateur misérable. » Il existe une suite de caricatures sinistres contre le prince d'Orange; dans une gravure contemporaine on le place même sur l'échafaud. Une immense peinture reproduisait le

à quelques désordres, qui meritoient sans doute qu'on y eût égard, on a envoyé des intendants dans les provinces qui exercent sur la noblesse un empire insupportable et qui la réduisent en esclavage. Aujourd'hui il faut qu'un gentilhomme ait droit et demi pour ga-

gner son procès contre un paysan; un sergent de ville fait insulte à son seigneur, et est assuré d'être protégé dans toutes ses violences. »

(1) Texte de la déclaration. — Rég. du parlement, 1688.

roi Guillaume III sous les traits de la Discorde, tout décharné, la tête hérissée de serpens, assis sur un trône, le sceptre en mains, ayant autour de lui plusieurs devises; l'une d'elles porte : « Guillaume le tyran, violateur des lois divines »; l'autre : « Trône usurpé par la discorde. » L'Angleterre, sous les traits d'une belle femme, est là éplorée devant lui. A ses côtés est le commerce qui s'envole, car il est détruit par la guerre. Le peuple, représenté par des groupes d'hommes enchaînés, est réduit aux abois par la misère. Puis enfin sur un petit médaillon est la couronne d'Angleterre qui écrase une orange. Le titre de cette gravure est : « L'Angleterre désolée par la ruine entière de son commerce et le renversement de ses lois sous la tyrannie du prince d'Orange, usurpateur de sa couronne (1). » Dans une autre estampe, sorte de festin de Balthazard, on voit le roi Guillaume III à table, ayant à ses côtés le docteur Burnet et le violent ministre Jurien : au-dessus de leur tête est suspendue une énorme meule, retenue par un fil qu'une main armée d'une paire de ciseaux va couper; une autre main écrit dans le fond du tableau : *Tes jours sont comptés*. L'ombre de Nostradamus apparaît, son grand livre de prédictions en mains, et elle annonce au prince d'Orange que sa fin est prochaine (2).

Telle est la triste nature des opinions, elles ca-

(1) Collection de gravures de la Bibliothèque du roi.

(2) Voilà le beau sire

Que se sont fait les perfides Anglois,
Dn eiel il a mérité l'ire,
Il va périr à cette fois;
Celle ombre avec sa frêle voix
Dedans ce moment vient lui dire,
Que la meule sur lui va faire agir son poids.

(3) *Sur le prince d'Orange. — 1688.*

Laissez cet Orange passer,
Il aime tant à s'empreser,
Monsieur le fit un jour tant danser
Qu'il laissa là la bande,
Jurant qu'il n'iroit plus chercher
De telle sarabande.
Le dessein du prince d'Orange
Est aussi malheureux qu'étrange;
La fortune le pousse à bout
Malgré sa dépense et ses peines,
En repos dans Londres et portout
On élante : Vo-t-en voir s'ils viennent.
Chez l'Anglois s'accomplit la fable
D'un peuple qui fut misérable
Pour s'être fait un roi nouveau;

l'omnient tout ce qui n'est pas elles, tout ce qui s'oppose à leurs desseins; elles ne pardonnent ni à la politique, ni à la fermeté, ni à la gloire. Guillaume III devenait l'expression de l'idée puritaine et gravé dans la monarchie représentative; Louis XIV se posait comme le symbole brillant de la monarchie absolue. Des chants, des vers pour ou contre Guillaume III parcouraient aussi l'Europe. Le prince d'Orange était la grande personnification d'un système, et ces hautes figures sont le point de mire des éloges exagérés ou des satires calomnieuses. « Laissez cet Orange passer, disait le chant de Paris, il aime tant à s'empreser et Monsieur l'a fait tant danser; hélas! chez l'Anglois s'accomplit la fable du peuple malheureux, parce qu'il se fit un roi nouveau; Charles étoit un ivrogne, Jacques un soliveau, et Guillaume sera la cigogne (3). Indigne avorton de la gloire, s'écriait un autre poète; faux soutien d'une fausse loi, tu fus toujours l'horreur de la victoire; sais-tu bien que ce roi que tu poursuivis, scélérat achevé, monstre, il te terrassera aux pieds de nos autels (4). » Puis, par une tournure de poète, qui tient à l'époque, les amis et les partisans du prince d'Orange retournent en vers élogieux les mêmes rimes : « Prince, disait-on à Guillaume, roi vaillant et achevé, marche où te conduira ton courage intrépide; ta valeur te doit mettre au rang des immortels (5). » Comme aux époques de partis, il

Charles étoit un bon ivrogne,
Jacques n'étoit qu'un soliveau,
Guillaume sera la cigogne.

(4) *Sur le prince d'Orange. — 1688.*

Indigne avorton de la gloire,
Orgueilleux fantôme de roi;
Faux soutien d'une fausse loi,
Prince qui fus toujours l'horreur de la victoire,
Tes crimes sont si grands qu'un jour à notre histoire
Nos neveux manqueront de foi,
Et le lecteur saisi d'effroi
Rendra justice à ta mémoire.
Ce roi que tu poursuivis, scélérat achevé,
Te réduira plus bas que tu n'es élevé;
Où la foudre à la main, ce monarque intrépide,
Comme aux faibles titans firent les immortels,

A nos yeux ce nouvel Aleide
Te terrassera, monstre, aux pieds de nos autels.

(5) Ce prince dont le cœur va si droit à la gloire,
Qui n'a pas un dessein qui ne soit d'un grand roi,
D'honneur et d'équité se faisant une loi,
Saura dans ses projets engager la victoire.
Le cœur me dit qu'un jour sans flatter son histoire
On pourra l'appeler défenseur de la foi;
Les rois chrétiens de nom en paîtront d'effroi,

n'y a pas de milieu entre l'éloge insipide et la calomnie perverse.

Les idées de tolérance religieuse s'expatriaient de l'Angleterre avec Jacques II. Le roi exilé débarquait à Ambletense, et partout il était accueilli avec les hommages dont Louis XIV entourait une royauté proscrite, et qui s'était sacrifiée pour lui? plus de dix portraits de Jacques II, gravés en France, indiquent tout l'intérêt qu'on portait à son infortune; on cherche dans des chants religieux à réveiller le zèle pour la cause du roi d'Angleterre. Quand Jacques II vient à Versailles, Louis XIV s'avance vers lui, l'embrasse comme son frère et son égal; il lui assigne des subsides et le vaste palais de Saint-Germain pour sa royale habitation; Saint-Germain eut sa cour, ses gardes, ses fêtes. Si Guillaume III avait autour de lui des régiments de réfugiés de France, des gentilshommes huguenots du Béarn, du Rouergue, de Normandie, Louis XIV et Jacques II eurent également de braves Irlandais catholiques qui formèrent plus tard jusqu'à des corps de quinze à vingt mille hommes; un maréchal de France, Schomberg, commandait les armées de Guillaume, et plus tard le duc de Berwick, de la grande race des Stuarts, commanda les armées de Louis XIV. Quand deux idées politiques ou religieuses sont fortement empreintes dans les cœurs, il n'y a plus de patrie territoriale; le sentiment moral l'emporte; on combat pour sa conviction chevaleresque, pour sa religion ou pour son roi; on émigre républicain du sol monarchique, on émigre huguenot de la patrie catholique, on émigre noble gentilhomme d'un pays livré aux révolutions. En ces actes de dévouement il n'y a pas de crime.

CHAPITRE XXVII.

LA COUR A VERSAILLES. — JACQUES II A SAINT-GERMAIN.

Situation de la famille de Louis XIV. — Mort de la reine. Mariage secret avec M^{lle} de Maintenon.

L'éclat de ses vertus flétrira leur mémoire.

Prince le plus vaillant et le plus achevé

Que le ciel sur le trône ait jamais élevé,

Marche où te conduira ton courage intrépide;

Ta valeur te doit mettre au rang des immortels,

Tu détruiras un jour plus de monstres qu'Aleide,

Assurant à Dieu seul des cœurs et des autels.

(1) Je reviens un peu sur les temps; je garde dans

— Ministères. — Louvois. — Colbert. — Maladie du roi. — Mort du prince de Condé. — Le roi à l'Hôtel-de-Ville. — Fondation de Saint-Cyr. — Gloire de Louis XIV. — Caricatures hollandaises.

1683 — 1689 (1).

Lorsque Jacques II apparaissait aux vieilles tours de Saint-Germain, tout avait pris un aspect solennel à la cour de Louis XIV; l'exemple du monarque détroné, loin d'abaisser dans l'esprit du roi l'immense idée qu'il s'était faite de la royauté, l'avait exalté en quelque sorte; on aurait dit que Louis-le-Grand voulait constater que la dignité des rois n'avait rien perdu dans le fatal échec des Stuarts (2). Indépendamment des préparatifs militaires que le roi de France poursuivait avec vigueur, il avait partout ordonné qu'on redoublât d'honneurs et d'égards pour la royauté exilée; le contrôleur général eut l'avis de faire remettre dix mille louis à Jacques II pour ses premiers besoins; la reine d'Angleterre, le prince de Galles furent traités sur le même pied que la défunte reine et le dauphin. Louis XIV quittait Versailles deux ou trois fois la semaine, et ses lourds carrosses, traînés par huit chevaux harnachés d'or, conduisaient le roi de France jusqu'au château qui avait vu son enfance et les premiers actes de son règne lors des troubles de Paris. Louis XIV avait conservé quelques répugnances pour Saint-Germain, non pas comme on l'a dit, pour fuir cette pensée de mort qui lui apparaissait, alors que fixant ses yeux sur la plaine, il apercevait au loin les tours de Saint-Denis, sépulture de ses ancêtres; le roi ne craignait pas la mort. Sa répugnance pour Saint-Germain venait surtout de souvenirs d'émeutes et des séditions de son enfance orageuse sous la Fronde; c'était dans la salle froide et humide de Diane de Poitiers que, par un soir d'hiver, le roi avait passé cette nuit d'alarmes qui suivit les barrières, et la mémoire des jours de troubles, Louis XIV la reconnaît de tous ses efforts. Puis le vieux château féodal, avec ses irrégularités, lui était insupportable; il préférait les formes grandioses et compassées de l'école grecque et romaine

et livre moins l'ordre chronologique que l'ordre des faits et des idées.

(2) Une médaille sur la réception du roi d'Angleterre en France. On y voit la France qui reçoit le roi et la reine d'Angleterre, et le prince de Galles. La légende : *Perfugium regibus*; l'exergue : *Jacobus II, magnus Britannia rex, cum regina conjuge, et principe Wallie in Gallia receptus*, 1689. — Voici une

que Perrault, Mansard et Le Nôtre avaient jetés dans l'architecture des bâtimens et dans l'art des jardins, à Versailles, la magnifique demeure du roi.

Louis XIV était parvenu à sa 48^e année, à cette époque où l'on se résigne difficilement à passer à la condition et aux infirmités de la vieillesse. Le roi, si dissipé, si volage en ses jeunes ans, n'avait jamais cessé d'éprouver ce vide d'esprit, cet ennui de la fortune qu'il seconait par les fêtes et les éblouissantes distractions. A mesure que l'âge venait, cet ennui s'accroissait encore, de sorte que depuis ses 41 ans, sauf sa passagère émotion pour M^{lle} de Fontanges, le roi avait épuisé toutes les sensations de la vie. Il n'avait plus que la passion de l'autorité et du commandement; il ressentait cet affaiblissement de toutes les facultés de l'âme, cette satiété qui est le plus cruel remords, la plus cuisante des douleurs, car elle entoure les sens fatigués d'un vide sans limites. Louis XIV était l'homme le plus ennuyé de sa cour, et le tact exquis de M^{me} de Maintenon avait parfaitement compris les avantages de cette position pour ses desseins à venir; admirable causeuse, douée d'un esprit droit et ferme, d'une patience résignée, M^{me} de Maintenon était apparue à l'âge où l'on a plus besoin d'une compagne au chevet du lit que de jeunes amours ardentes et capricieuses; elle écoutait tout ce que le roi lui disait sans murmures (1) : était-

stance à Jacques II, sur ce qu'il s'abandonnait trop aux conseils des jésuites :

Vous deviez soutenir, grand roi,
La foi de Jésus et sa loi,
Sans entrer dans sa compagnie;
On ne la connaît point aux cieux;
Si de la terre on l'eût bannie
Le monde et vous en seriez mieux.

(1) Madame de Maintenon avait déjà sa part de flatteurs. Voici l'ode qu'ils lui adressèrent en 1686 :

Ton esprit vaste et solide
Semble entrer dans de grands projets,
Et les plus sublimes objets
N'ont jamais rien qui t'intimide;
La prudence et la fermeté,
La justice et la netteté
Font briller ton heureux génie;
Et c'est dans un si juste choix
Qu'on voit la sagesse infinie
Du plus magnanime des rois.

Souffre que ta modestie,
Maintenon, cède à mon ardeur;
Si j'ai su chanter ce vainqueur,

elle consultée? elle avait l'art difficile de pressentir la pensée du roi et de ne jamais la contrarier; sa parole était attrayante, elle dissipait les idées tristes, elle s'abstenait de toute mauvaise impression; elle laissait le roi dans une heureuse quiétude. Avec ce système on prend une grande puissance sur les âmes, puissance légitime, car elle naît du bonheur que l'on donne à qui n'a plus autour de lui que dégoût et désenchantement.

La reine de France, la légitime épouse de Louis XIV, venait de mourir; la pauvre infante, appelée au plus beau des trônes, mais délaissée dès les premiers temps, avait quitté la vie sans regret; elle aimait le roi, elle lui était restée fidèle dans les plaisirs entraînants de Versailles, alors que son royal époux lui donnait l'exemple des adultères avoués et publiés au milieu de sa cour. Louis XIV traitait la reine avec respect; il aurait puni le plus petit outrage à sa personne, vint-il même de ses favorites; dans les vives émotions de l'âme, ce respect compassé est le plus froid, le plus cruel des outrages aux chastes ardeurs d'une épouse; il lui rappelle qu'une autre est moins respectée, mais plus aimée. La reine de France avait paru à toutes les fêtes de Versailles, sa place y était grande, mais elle et sa cour n'appartenaient pas à cette époque; la reine n'avait aucune influence sur les affaires publiques; elle ne s'était jamais mêlée aux actes de la couronne; Marie-Thérèse

Ma muse n'est point ralentie,
Je saurai peindre ta vertu,
Le vice à tes pieds abattu.

Que tu fais éclater de gloire
Parmi la pompe et la grandeur,
Refusant ces titres d'honneur
Qui donnent un rang dans l'histoire!
L'estime du plus grand des rois,
Qui daigne t'honorer du choix
De sa confidente sacrée;
C'est ce qui t'élève aujourd'hui
Et rend ta vertu révérée
Des peuples qui vivent sous toi.

C'est toi que ma muse chante,
Ton heureux destin l'a ravi,
Ton éclat charmant l'éblouit,
Et ta rare vertu l'enchanté.
On ne vante de tous côtés
Que tes divines qualités;
Dans la grandeur la modestie,
L'agrément dans la piété,
Et dans les honneurs de la vie
La douceur et l'honnêteté.

d'Espagne, reine de France, n'aurait pas obtenu pour ses protégés la moindre place de cour; cette impuissance de crédit venait peut-être encore de la vieille méfiance que Richelieu et Mazarin avaient transmise contre les infantes reines de France, dans un système politique presque toujours en opposition avec la monarchie espagnole. La reine mourut le 30 juillet 1683, sans laisser traces dans les affaires sérieuses de Louis XIV; un simple mausolée de marbre noir lui fut élevé, et bientôt son souvenir s'effaça de la mémoire oublieuse des courtisans (1).

La mort de la reine donnait de plus vastes espérances à M^{me} de Maintenon, alors déjà en cour; le roi avait tout-à-fait rompu avec M^{me} de Montespan. Dans cette circonstance, M^{me} de Maintenon avait gardé sa supériorité froide et réfléchie; la favorite était renvoyée; l'impitoyable mort avait frappé M^{lle} de Fontanges. Le roi s'éprenait de plus en plus de la causerie de M^{me} de Maintenon; il avait dans son salon toutes ses habitudes, son large fauteuil à bras, mille petits soins empressés, une conversation brillante, et toutes ses aises pour dormir et se tenir sans gêne si cela lui convenait. La physionomie de M^{me} de Maintenon n'avait certes rien d'attrayant; l'âge s'y dessinait d'une manière indélébile; ce n'était plus cette gracieuse mademoiselle d'Aubigné, au teint rose et frais, tant loué par la compagnie de Ninon; ce n'était plus la coquette M^{me} Scarron, l'objet des hommages de tous les gentilshommes; M^{me} de Maintenon était grasse, mais d'un embonpoint sans fraîcheur naturelle; ses yeux avaient conservé l'attraction vive et pénétrante d'une garde-malade aimante, qui avait passé du lit de Scarron au berceau du duc du Maine, et de là au fauteuil du roi fatigué et vieilli; son nez avait perdu sa forme gracieuse, ses Jones étaient flasques et pendantes; son cou fort et épais se liait à une poitrine large et belle encore. M^{me} de Maintenon ne pouvait prétendre à plaire, mais dans cet âge où l'on n'aime plus à se déranger, cette intimité de plusieurs heures était commode pour le roi (2). En femme sage et habile,

M^{me} de Maintenon cherchait à réveiller les sentimens religieux dans le cœur de Louis XIV; ce n'était pas difficile avec l'éducation catholique que les Bourbons recevaient dès le berceau; elle témoignait un vif amour pour le roi, tout en faisant entendre les sermuns de conscience. Son idée paraissait être le salut. Une fois cette conviction arrêtée dans l'esprit du roi, n'était-il pas simple et facile de faire naître le désir de mariage comme consécration des sentimens qu'il était impossible de légitimer aux yeux de Dieu que par le serment aux pieds des autels?

Ce plan, M^{me} de Maintenon le suivit-elle comme une idée fixe et consciencieuse? profita-t-elle seulement des circonstances avec la douceur et froide habileté d'une femme d'esprit et de tenue? Dans la vie humaine on fait trop la part du calcul et pas assez celle du hasard. Le mariage secret de Louis XIV et de M^{me} de Maintenon fut un résultat de commodité et d'habitude; il ne fallut pas grand'peine au père Laeaise pour pousser le roi à légaliser une position vieille déjà; quelques idées religieuses, la pensée absorbante du salut le déterminèrent à un mariage secret; il fut célébré par l'archevêque de Paris, en présence de Louvois et du père Laeaise. Le silence fut imposé comme pour une affaire d'Etat, car la fierté du roi s'était humiliée devant une sujette. Le crédit de M^{me} de Maintenon devint sans bornes, elle fut plus puissante que ne l'avait été la reine de France à titre. Ce mariage fut le plus beau triomphe que puisse obtenir l'ascendant moral d'une femme d'esprit, sur un caractère fier et superbe comme celui de Louis XIV (3).

Dans la hiérarchie de famille, le prince qui prenait le titre de Monseigneur tenait le premier rang. Louis dauphin de France, était né le 1^{er} novembre 1661; il avait donc, lors du mariage du roi avec M^{me} de Maintenon, 24 ans accomplis. Louis XIV exigeait qu'on le traitât avec le plus grand respect, mais il ne lui laissait aucune influence sur les affaires: c'était l'ancienne coutume du royaume; le dessein de régner avait si souvent séduit les dauphins de France depuis Louis XI! Ce n'était plus

(1) *Stances sur la mort de la reine; 1683.*

La France pour sa reine a beau faire un effort,
Le plus puissant des rois en vain pleure à sa mort;
Elle voit de ses jours finir le cours rapide.
Mais au fond de son cœur brûlant de charité
L'espérance lui montre une félicité,
Où pour vivre à jamais la foi lui sert de guide.
Connais par-là, mortel, des grandeurs enchanter,

Que sceptres, pompes, honneurs, ne sont que vanité,
Et que la vertu seule offre un bonheur solide.

(2) Plusieurs portraits de madame de Maintenon existent encore; Rom. de Hooge en a fait de fréquentes caricatures dans sa collection, 4 vol. in-fol.

(3) Pour tout ce qui tient au mariage secret de Louis XIV et de M^{me} de Maintenon, comparez les *Mémoires de Saint-Simon* et les *Mémoires* d'un peu aventureux de Labanuelle. Amsterdam, ann. 1755.

le temps où l'on enfermait les héritiers de la couronne dans un vieux château féodal, asservissant leurs bras et leur esprit sous l'éducation obscure d'un gentilhomme en fait d'armes et d'un moine du Plessis-lès-Tours ou de Saint-Denis; Monseigneur vivait dans une cour brillante. Si son habit de brocard d'or, son épée à poignée de diamant, son large cordon bleu sur la poitrine le distinguaient de toute cette cour si noble elle-même, Monseigneur n'assistait pas aux conseils, ne pouvait faire avoir une pension ou une compagnie qu'en la sollicitant du roi son père; les secrétaires d'Etat avaient ordre de ne pas accéder à ses recommandations directes. Et pourtant Monseigneur était le seul des enfants légitimes du roi encore vivants; la petite vérole, cette sombre messagère de mort avait enlevé Philippe et Louis, tous deux portant le titre de ducs d'Anjou, Anne-Elisabeth, Marie-Anne et Marie-Thérèse de France, enfants de quelques années ou de quelques mois encore; et tandis que la lignée légitime du roi s'amoindrisait ainsi, ses bâtards vivaient presque tous autour de leur père; on aurait dit comme Shakespeare « Que les enfants légitimes, conçus entre le sommeil des royaux époux fatigués, n'avaient pas cette sève de vie, que les forces d'amour prêtent aux bâtards de race. » Des enfants de M^{re} de La Vallière, on remarquait la petite mignonne, M^{lle} de Blois; le comte de Vermandois était mort tout jeune de la petite vérole; des fils de M^{re} de Montespan il restait Auguste, duc du Maine, Louis-Alexandre, comte de Toulouse, Louise-Françoise, M^{lle} de Nantes, Françoise-Marie, encore M^{lle} de Blois, depuis femme du duc de Chartres; toute cette belle et grande génération qui unissait le sang magnifique de Louis XIV et des Mortemart. Louis XIV portait un tendre intérêt à sa jeune famille d'enfants naturels (1); froid avec Monseigneur, il témoignait une sollicitude toute paternelle à ses fils d'amour, qu'il légitimait: l'origine de sa tendresse pour M^{re} de Maintenon n'était-elle pas les soins qu'elle avait donnés au duc du Maine? Le roi aimait à s'entourer de cette famille; dans les gravures contemporaines on le voit suivi des princes de sa maison, gras, joufflus, avec leurs beaux yeux, leur noble front, leur chevelure flottante, leur cravate de dentelle sur leur justau-

corps de satin brodé, la petite canne à pomme d'ivoire à la main (2); c'était le cortège habituel de Louis XIV, même dans ses jours de repentir.

Philippe, duc d'Orléans, frère du roi, vivait dans le beau château de Saint-Cloud, au milieu des dissolutions secrètes; il venait peu à la cour; le roi n'avait point pour lui de tendresse vive et prononcée; le duc d'Orléans occupait tous ses soins à élever dans les idées et les intérêts de sa maison, son fils, le duc de Chartres, jeune homme de grande espérance; Mademoiselle Marie-Louise d'Orléans, sœur du duc de Chartres, avait épousé Charles II d'Espagne (3); et reine couronnée, elle assistait avec grandes pompes, aux auto-da-fé de Sigüenza, de Valadolid et de Madrid; Monsieur se mêlait peu d'affaires, il était vif, impérieux; quand il avait conçu une haine, il la sentait vivement. Le roi avait sur lui l'autorité de la couronne, il lui parlait toujours avec gravité: « Mon frère réfléchissez mieux, songez à votre maison, vous ne vous conduisez pas avec convenance. » Telles étaient toutes les causeries de Louis XIV avec Monsieur. Dans les idées de la vieille monarchie, le roi avait la tutelle des princes de sa race; il en était le maître dans le sens du droit romain; c'était le roi qui avait constitué l'apanage de Monsieur des plus riches domaines, et quand le duc de Chartres eut atteint l'âge des statuts, le roi lui conféra de ses mains l'ordre brillant du Saint-Esprit; à sept ans les princes du sang étaient reçus chevaliers des ordres.

Louis XIV commençait à ressentir les premières atteintes de la vieillesse; en plusieurs circonstances il s'était plaint de la goutte, mais une incommodité plus grave fut une fistule ou tumeur qui se produisit avec de vives cuissons sur ce corps mollement habitué à toutes les douceurs de la vie. Le roi ne pouvait souffrir la douleur, il craignait toutes les opérations; Félix, son médecin, homme habile, se renferma dans l'hôtel-Dieu, et pendant un mois il fit des essais sur de pauvres malades atteints de la même infirmité que le roi. Quand tout fut prêt, le prince se prépara à l'opération, alors terrible, car l'expérience chirurgicale n'avait fait aucun progrès. Le plus grand secret fut gardé; l'Europe était sur le point d'armer contre Louis XIV, la mort du roi, les dangers mêmes de sa maladie

(1) Voyez la généalogie des Bourbons dans le *Grand Généalogiste de France*, la-4^e.

(2) Voyez les belles estampes d'après les tableaux de Lebrun, Bibliothèque royale, cartons de 1675 et suiv.

(3) Une médaille pour le mariage de la reine d'Espagne, 1679. On voit l'ambassadeur d'Espagne faisant

la demande, et le roi qui, tenant Mademoiselle par la main, l'accorde à cet ambassadeur. Monsieur, frère unique du roi, père de la princesse, est présent. La légende: *Pax prouba; l'exergue: Maria Ludorica unclinnensis Carolo secundo Hispaniarum regi collocata; 1679.*

enssent hâte la ligue d'Angsbourg. Il n'y eut donc que quatre personnes dans la confidence, M^{me} de Maintenon, Louvois, Félix et Monseigneur. Dans la chambre du roi on voyait un sévère spectacle; M^{me} de Maintenon debout contre la cheminée (1), le visage attristé et flétri; le marquis de Louvois à côté de Sa Majesté lui tenant la main, couverte d'une froide sueur, Monseigneur auprès du lit, et Félix opérant avec dextérité, de telle sorte que le roi ne ressentit presque aucune douleur; il voulut se montrer à ses courtisans l'opération faite; il souffrait, mais il se garda de la manifester par son visage abattu et contracté. Jamais il ne consentit que la Dauphine suspendît ses réceptions, et ce qu'un appelait alors l'appartement; et quand éplorée elle lui dit: « Mais, Sire, je ne puis danser. — Je vous l'ordonne, répondit Louis XIV, un roi ne peut être malade. » Ce mouvement de royal courage se liait à la politique du cabinet, qui avait besoin d'un prince actif et fort au moment d'une guerre (2).

Louvois restait seul ministre puissant; Colbert venait de disparaître de la scène du monde; il n'était point vieux encore, mais très-usé à travers les affaires; et puis la fortune de Louvois l'avait tué. Le système de Colbert, tel qu'il a déjà été défini, se résumait en cette pensée: « Tout doit se faire par le système protecteur, toute protection doit

émaner de la couronne; et cette maxime est incontestablement rationnelle à une époque où tout naît et se montre faible ou incertain dans l'industrie. Les contemporains ont porté les jugements les plus divers et les plus passionnés sur Colbert; on l'a loué et blâmé dans une suite de pamphlets qui l'exaltent ou l'insultent (3). Colbert subit les conséquences naturelles de tout système régulier et vigoureux substitué au désordre; en finances, ce qui fait cesser des abus excite les murmures; ainsi les lois répressives de la contrebande, les barrières, la perception uniforme de l'impôt, la capitation, contribution toute orientale, sont l'œuvre de Colbert, et soulevèrent contre le contrôleur général les clameurs du peuple. La maxime fondamentale de son administration est de tout centraliser et de tout niveler; ses projets en matière d'impôt sont un peu révolutionnaires; Colbert est monarchique par la tête, et démocrate par les moyens. Voulez-vous savoir tout ce qu'on écrivait de lui, tout ce qu'on chansonnait sur lui? Le roi avait-il donné le cordon bleu à Colbert, les nobles lui disaient en moquerie: « Pourquoi donc, M. Colbert, n'imitiez-vous pas Fabert; vous êtes fils de marchand comme lui; on lui offrit le cordon bleu, et il ne le prit pas; vous n'avez pas les mêmes scrupules (4). — Ci-gît, dit une plaisante épitaphe, qui peu dormit et beaucoup travailla; il

(1) *Stance sur la fermeté avec laquelle Louis XIV souffrit l'opération.*

Il n'est plus de ressource à présent pour l'envie,
Et sa malice désormais
Ne sauroit plus trouver de traits
Pour obscurcir l'éclat d'une si belle vie,
Et quels que soient enfin tous ces superbes noms,
Et ces titres que nous lisons
Sur ces grouds mommens que lui dresse la Frénoe,
Nous l'avons vu (Je tremble encore quand j'y pense),
Dans son lit tranquille et souffrant,
Justifier par sa constance
L'excès des honneurs qu'on lui rend.

(2) *On fit aussi des épigrammes contre Louis XIV à l'occasion de sa fistule:*

Noires filles du Styx, qui tenez en vos mains
La trame de tous les humoins,
Sur celle de Louis n'écoutez point l'envie,
Laissez lui terminer tant d'illustres projets,
Et sur le seul besoin qu'en ont tous ses sujets,
Mesurez le fil de sa vie.
Si quelque dieu jaloux en menaçoit le cours,
Détournez le coup sur nos têtes,

Et n'allez pas compter ses jours
Par le nombre de ses conquêtes.

(3) Testament politique de J.-B. Colbert, ministre d'État, où l'on voit ce qui s'est passé sous le règne de Louis-le-Grand jusqu'en 1683, avec des remarques sur le gouvernement du royaume. — La Haye, Van Balderen, ann. 1684, in-12.

Vie de J.-B. Colbert, ministre d'État sous Louis XIV. — Cologne, ann. 1683, in-12.

Pater noster de M. Colbert, mis en vers burlesques. — Cologne, Marteau, ann. 1684, in 12.

(4) Eh quoi donc, monsieur Colbert!
Que n'imitiez-vous Fabert,
Qui disoit qu'un fils de marchand,
Vous fêtes aussi,
Souvenez-vous-en,
Qui disoit qu'un fils de marchand
Ne pouvoit tenir ce rang.
Ce cordon bleu fut offert
A ce généreux Fabert,
Mais étant fils de marchand
Il n'en voulut pas,
Souvenez-vous-en,
Mais étant fils de marchand
Vous en deviez faire autant.

eût mieux valu pour le peuple, qu'il eût dormi tout le temps qu'il veilla. — Quand Caron vit Colbert sur le rivage, il s'écria plein d'inquiétude, il va mettre un impôt sur mon pauvre passage (1) » C'est ainsi que le peuple se vengeait de la sévérité exacte et administrative du contrôleur général. Telle est la destinée de toute capacité intellectuelle qui s'élève au-dessus du vulgaire dans le gouvernement des Etats.

La mort de Colbert laissait toute la puissance du conseil dans les mains du marquis de Louvois, l'impitoyable exécuteur des ordres du roi vis-à-vis la noblesse. Louvois avait la protection de M^{me} de Maintenon ; le travail ministériel se faisait dans les appartemens de Madame ; on portait là les portefeuilles, les dépêches étaient communiquées et dépouillées sur le bureau, en présence du roi ; M^{me} de Maintenon en prenait connaissance, et presque toujours ses conseils étaient bons et parfaitement inspirés ; elle avait un merveilleux instinct des choses et des hommes de gouvernement ; tout en s'abstenant d'un avis officiel, elle dominait les résolutions définitives. Madame donnait des expédiens pour sortir avec honneur des situations délicates ; elle fournissait des notes excellentes sur les courtisans qui méritaient des faveurs, sur les officiers qui s'étaient distingués ; M^{me} de Maintenon avait une idée si parfaite du mérite de chacun, que rarement elle se trompait sur les récompenses à décerner : elle faisait peu d'injustices.

La mort s'emparait aussi du grand Condé, vie prodigieuse, qui avait son origine dans les barri-

des de la Fronde, et sa fin dans la fidélité la plus soumise à Louis XIV. Son talent militaire avait brillé dans cent batailles, mais plutôt encore comme courage téméraire que comme tactique réfléchie. Condé n'était point ménager du sang de la noblesse, à la différence de Turenne, si prudent, si méditatif dans ses plans de campagne. Condé s'était presque entièrement séparé de la cour, et vivait en vrai gentilhomme, dans son riche manoir de Chantilly, cultivant ses orilles et tulipes de Hollande, dessinant ses jardins, belle vieillesse pour le prince qui avait vécu au milieu des coups retrançans de la guerre (2). A son lit de mort, le prince de Condé sollicita du roi le retour de son neveu le prince de Conti, alors en pleine disgrâce, et lorsque cette lettre fut remise à Louis XIV, avec la nouvelle de la mort de Condé, le monarque versa des larmes : « Je perds là un grand capitaine », dit-il d'une voix émue. De somptueuses funérailles furent commandées. Condé était comme le représentant de la vie des gentilshommes ; il fut couché dans un lit de parade, et sa mâle figure, où se dessinait si fortement le nez des Bourbons, fut couverte du voile de la mort. On lui décerna un magnifique mausolée ; c'était comme une tente dont les coins étaient soulevés par d'effrayans squelettes, vêtus d'un lin-euil, avec la faux et le sablier ; son oraison funèbre fut confiée à Bossuet, qui se jeta fièrement dans toutes les orages de cette vie si pleine.

Le roi se rétablissait lentement, mais le chirurgien Félix promettait une guérison infaillible. Quand la santé fut tout-à-fait venue avec ses plai-

(1) ÉPIGRAMME DE COLBERT.

Ci-git qui peu dort et qui beaucoup travailla
Pendant son fâcheux ministère ;
Que ne fit-il tout le contraire,
Et que ne dormit-il tout le temps qu'il veilla ?

AUTRE ÉPIGRAMME.

Quand Caron vit sur le rivage
Colbert venir, dit aussitôt :
Ne vient-il pas mettre un impôt
Sur mon pauvre passage ?

AUTRE ÉPIGRAMME.

Quand Colbert rendit l'esprit,
Lucifer, ô ce qu'on dit,
L'enleva sur la moustache
Du curé de Saint-Eustache.

- (2) Condé traita la mort d'un air audacieux,
On eût dit qu'il gagnait sa dernière victoire ;
A peine l'univers est assez spacieux
Pour suffire à pouvoir contenir tant du gloire.

Nous rhrons ses beaux faits toujours devant les yeux,
Moumens éternels du temple de mémoire,
Et d'un si grand héros les restes précieux
Que la postérité refusera de croire.

Quelle tête, quel bras, quels talens à choisir !
Tout en fut merveilleux jusques à son loisir,
Dont le bruit a rempli l'un et l'autre hémisphère.
Nul ne sut mieux agir quand il fut à propos ;
Et comme il sut aussi noblement ne rien faire,
Nul ne sut mieux goûter un triomphant repos.

L'Espagne par mon bras, aux plaines de Rocroy,
Reçut le coup mortel qui commença ma gloire ;
Lens, Nordlingue, Fribourg gardent avec effroi
Du grand nom de Condé l'éternelle mémoire.
Les sièges, les combats furent des jeux pour moi ;
Mes différens travaux ont enrichi l'histoire.
Et si j'avois toujours combattu pour mon roi,
On m'auroit vu partout suivi de la victoire.

sirs et ses joies, Louis XIV résolut de visiter la bonne ville de Paris, pour remplir le vœu qu'il avait fait d'un pèlerinage à Notre-Dame, la vieille cathédrale. Depuis sa sortie de Paris, l'oragane cité de la Fronde, le roi n'était plus rentré en sa capitale; il avait répugnance pour cet échevinage et bourgeoisie qui avait voulu traiter avec lui et le contraindre à s'abaisser devant Broussel ou tel autre président à mortier du parlement; et quel triste souvenir ne lui inspirait pas Paris, la ville turbulente! A Versailles, le roi était chez lui; il y trouvait ses goûts et ses loisirs dans les grandes et belles allées, toutes tirées au cordeau; mais Paris moyen âge, avec ses rues tortueuses et puantes, n'avait rien d'attrayant pour le roi. Sa Majesté ayant fait vœu d'aller à Notre-Dame pour rendre grâce de sa guérison, il écrivit à ses chers et féaux le prévôt et échevins, son intention de visiter les bourgeois de sa bonne ville, et ceux-ci à l'envi s'endimanchèrent pour montrer à leur roi et souverain combien ils étaient heureux de voir Sa Majesté: « En sortant de Notre-Dame, le roi se rendit à l'Hôtel-de-Ville (1); les rues étoient trop étroites pour contenir tout le monde, il y en avoit aux fenêtres une quantité prodigieuse; le pont Notre-Dame, par où le roi passa, étoit tendu de riches tapisseries; le carrosse de Sa Majesté étoit obligé d'aller lentement par la difficulté qu'il avoit de percer la foule; surtout lorsqu'il fut à la Grève, cette place se trouva remplie d'une infinité de peuple qui faisoit entendre de grandes acclamations. Enfin le roi étant arrivé à l'Hôtel-de-Ville, le prévôt des marchands et les échevins le reçurent à la porte et le conduisirent à la chambre de la reine, où il y avoit une table de cinquante couverts. Elle fut servie avec tant de magnificence que quand s'auroient été les officiers de la bouche qui s'en seroient mêlés, ils n'auroient pu mieux s'en acquitter; ce qui fut le plus admiré, c'est que, quoique chaque service fût de plus de cent plats (et il y en eut trois de la sorte), il n'y en eut pas un dont les bords ne fussent couverts des plus belles fleurs, comme si l'on eût été au milieu du printemps. Il y eut outre cela quatre tables de trente couverts chacune pour les seigneurs de la cour, et elles furent servies avec la même magnificence et la même délicatesse. Tant que dura le repas il y eut un concert de hautbois et de violons, mais il ne fut point entendu

au dehors à cause du grand bruit que faisoit la multitude. Ce qui aidait beaucoup à ce bruit, c'est que dans la place de Grève il y avoit cinq fontaines qui jetoient du vin, une au milieu, et les autres aux quatre coins de la place. Cela dura depuis le matin jusqu'au soir. Ce fut le prévôt des marchands qui servit le roi à dîner, et les échevins servirent Monseigneur, Madame la Dauphine, Monsieur et Madame. Devant et après le dîner, le roi se fit voir aux fenêtres, et à chaque fois que le peuple l'aperçut il recommença ses acclamations (2). Le roi sortit de l'Hôtel-de-Ville aux trois heures, et s'en retourna par la place des Victoires. En sortant de Paris il se trouva pendant deux lieues des illuminations et des feux d'artifice le long de la rivière de Seine. » Ainsi donc MM. les échevins, bourgeois et prévôt s'efforçaient d'effacer les répugnances du roi pour sa bonne ville; ils le remerciaient surtout des riches bâtiments et places qui se construisaient sous son règne; d'abord on bâtissait le faubourg Saint-Germain sur l'ancien boulevard de la Clérelle, avec ses rues et ses hôtels grands, et ses jardins bien plantés; on admirait la belle place que M. de La Fontaine avait fait jeter entre le Mail et Saint-Eustache, au vieux hôtel La Vrillière; enfin une plus grande place encore qui s'achevait sur l'emplacement de l'ancien hôtel Vendôme, près les Jacobins.

Le roi était tout entier préoccupé de la fondation de Saint-Cyr (3). Cette maison de bonne renommée fut une des plus nobles créations de l'époque. Dans cette société il n'y avait pas, comme on l'a dit si souvent, des privilèges en matière d'impôt; tout au contraire chacun payait sa taxe; le bourgeois par la taille, dîmes et redevances; le noble par le sang; il engageait son patrimoine pour courir aux batailles. Le service militaire était l'impôt de la noblesse; elle ne pouvait le refuser. A la convocation du ban le gentilhomme devait tout au roi, sa fortune et sa vie; de sorte qu'après les grandes guerres de Louis XIV, la noblesse se trouva entièrement ruinée. Saint-Cyr, fondation réparatrice, fut une succursale des Invalides, le couronnement de ce bel édifice. Les quatre quartiers de noblesse demandés n'étaient qu'un certificat de longs services, car quatre quartiers supposaient quatre générations de sacrifices et de dévouement. On éprouve un indélébile sentiment de tristesse quand on parcourt

(1) Regist., et procès-verbal de la Ville de Paris, ad ann. 1687.

(2) Regist., de l'Hôtel-de-Ville, ad ann. 1687.

(3) Médaille sur la fondation de Saint-Cyr. — On y

voit des demoiselles de différents âges. La Piété, sous la figure d'une femme majestueuse, préside à cette institution. La légende: CCC puellae nobiles Sancyrianae, 1687.

les placets de cette pauvre noblesse, demandant des places à Saint-Cyr pour ses filles, enfans de sept à douze ans. J'ai retrouvé le registre original de ces placets : tantôt c'est un brave gentilhomme, capitaine d'Anvergne ou de Royal-Dauphiné, ruiné de patrimoine au service du roi, sollicitant une place à Saint-Cyr ; tantôt un officier, privé de ses biens par les ravages des gens de guerre. Tous ces placets sont apostillés de la main du roi : « Accordé si on remplit les conditions requises ; » puis s'ensuit la signature du roi. C'était un travail spécial que Louis XIV se réservait chez M^{me} de Maintenon ; il voulait lui-même vérifier les titres ; il s'informait, par cette sorte d'inventaire régulier de l'état de sa noblesse militaire : c'était son devoir de roi et de premier gentilhomme de son royaume. Quels touchans placets que ceux que les nobles adressaient à leur suzerain ! *Au roi* : « Sire, Bonnavillier ayant servi trente-cinq ans à votre régiment de Piémont en qualité d'enseigne, lieutenant, capitaine, capitaine de grenadiers commandant le bataillon major, lieutenant-colonel, où il a été estropié, et Votre Majesté dans la poix lui a accordé une pension de 900 livres pour se retirer chez lui. Il a été assez heureux pour se rétablir, et sert aujourd'hui en qualité d'inspecteur général des milices de Picardie pour la garde des côtes. Il supplie Votre Majesté de lui accorder une place aux demoiselles de Saint-Cyr pour sa fille, qui a produit les certificats nécessaires de monsigneur l'évêque d'Amiens ; lui accordant cette grâce, il sera plus en état de soutenir trois de ses fils au service de Votre Majesté, et Campanelle son neveu, capitaine de grenadiers au régiment de Piémont, que Votre Majesté a gratifié d'une pension pour la prise de Rosacque en Italie ; et il continuera ses vœux et prières à Dieu pour la santé de Votre majesté et la prospérité de ses armes. » De la main du roi, « Accordé si elle a les qualités requises. Louis (1). »

Au roi : « Sire ; Degrien, lieutenant dans son

régiment Royal des carabiniers, ayant l'honneur de servir Sa Majesté depuis vingt-trois ans, supplie très-humblement Sa Majesté de lui accorder, en considération de ses services, une place à Saint-Cyr pour une de ses filles, et s'il lui plaisait de lui accorder cette grâce pour deux, l'une âgée de dix ans et quatre mois, et l'autre de neuf ; cela le mettrait en état de continuer ses services avec plus d'aisance, étant né pauvre gentilhomme, cadet de Normandie, et se trouvant chargé d'une grosse famille. » De la main du roi : « Accordé une place à la cadette, si elle a les qualités requises (2). »

Au roi : « Sire, Sainte-Gemme, premier capitaine au régiment de dragons de Rohan, qui a l'honneur de servir Votre Majesté depuis vingt-cinq ans, dont quinze de commission de capitaine, ayant eu plusieurs compagnies où il a dépensé la plus grande partie de son bien à les soutenir ; il a en deux frères tués au service de Votre Majesté, où ils ont aussi dépensé leur bien ; présentement, que le suppliant se trouve chargé d'une grosse famille, et qu'il n'est pas en état de l'élever dans une éducation convenable à sa naissance, supplie très-humblement Votre Majesté de vouloir bien accorder une place en la maison royale de Saint-Cyr pour une de ses filles âgée de sept ans. » De la main du roi : « Accordé, si elle a les qualités requises. Louis (3). »

L'établissement de Saint-Cyr devint une des grandes préoccupations du roi et de M^{me} de Maintenon ; la construction des bâtimens, la forme de l'enseignement, les règles intérieures, tout fut l'ouvrage personnel de Louis XIV. Dans les longues soirées, chez M^{me} de Maintenon, quand les ennuis et la lassitude donnaient une physionomie fatiguée au roi, on causait de Saint-Cyr, de jeunes élèves qu'on y admettait, des piéces de tragédies saintes, du rôle d'Esther ou d'Assuérus, et le roi s'en occupait comme d'une question d'état, avec le même soin et la même sollicitude ; c'était la petite souveraineté

(1) Bibl. royale, mss. cot. n° 2044, Suppl. français.

(2) Bibl. royale, mss. cot. n° 2044, Suppl. français.

(3) *Au roi* : « Sire, la demoiselle de La Feye, pauvre orpheline âgée de onze ans, dont les parens ont consommé leur bien au service de Votre Majesté, la supplie très-humblement de lui accorder une place à Saint-Cyr pour elle, et elle continuera ses prières pour la santé et prospérité de Votre Majesté. » « Accordé, si elle a les qualités requises. Louis. » Bibl. royale, mss. cot. n° 2044, Suppl. franç.

Le sieur Dostrel, baron de Flers, de la province d'Artois, expose qu'il lui a été pris cent arpens de

prairies valant plus de 18,000 livres, pour les fortifications de Saint-Venant ; que les troues de l'armée de Sa Majesté lui ont coupé dans ses bois plus de huit mille chênes, et que la plupart de ses autres biens situés près de Tournay sont abandonnés depuis la prise de la place ; qu'il a un fils page du roi ; que Sa Majesté, en considération de ces pertes, lui avait accordé une place à Saint-Cyr pour une de ses filles, laquelle vient d'y mourir ; et comme il est encore chargé de dix enfans, il demande ladite place pour une autre de ses filles, qui aura bientôt douze ans. » « Bon : Louis. » Bibl. royale, mss. cot. n° 2044, Suppl. franç.

de Madame. Plus que jamais Louis XIV était devenu le symbole de la monarchie; son soleil d'or brillait partout; la poésie, l'histoire ne parlaient que de lui; on épuisait les comparaisons mythologiques dans les arts, dans les sciences; tout était lui. Si un poète traçait le plan d'une tragédie ou d'un poème, si l'artiste dessinait un sujet de la vieille histoire, ou un Parnasse français; si un savant dissertait sur les anciennes épopées, si un astrologue prédisait une destinée, c'était toujours le roi qu'on découvrait sans peine sous le costume d'Apollon, de Jupiter, d'Alexandre ou d'Assuérus. Il en est ainsi de toutes les hautes têtes qui dominent leur époque; tout ce qui gravite autour vient se rattacher à elles comme à l'autorité qui les absorbe (1).

Dans cet enivrement de la puissance, Dieu n'a

(1) Cette année est l'époque des grandes louanges; j'ai trouvé de jolies stances, intitulées *La Fauvette à Sapho*, par M^{lle} de Seudéry; j'en copie les passages qui tiennent à la soumission de Gênes :

Plus vite qu'une hirondelle,
Je viens avec les beaux jours,
Comme fauvette fidèle,
Avant le mois des amours.
J'ai trouvé sur mon passage
Un spectacle fort nouveau;
Pour m'expliquer davantage,
C'est le doge et son troupeau.

Quoi! lui dis-je, entrer en France
Et vous montrer en ces lieux?
C'est, dit-il, par la clémence
Du plus grand des demi-dieux.
Son cœur toujours magnanime,
Ne pouvant se démentir,
Veut oublier notre crime,
Voyant notre repentir.

Ah! m'écriai-je ravie,
Ce héros par son grand cœur
Pardonne à qui s'humilie,
Et de lui-même est vainqueur!

Dieu! quel bonheur est le vôtre,
D'aller recevoir sa loi,
De n'en vouloir jamais d'autres;
Mais ce bien n'est pas pour moi.

C'est assez que ma maîtresse
Souffre que ma faible voix
Chante et rechante sans cesse
Qu'il est le phénix des rois.

Allez, doge, allez sans peine
Lui rendre grâce à genoux;

pas permis que l'adoration fut complète; quand tout un peuple est prosterné, il se trouve toujours un certain coin de terre où d'amères dérisions, des caricatures mordantes viennent protester, au nom de la libre pensée, contre ce culte souvent imposé. Si donc la France multipliait ses héroïdes en l'honneur du roi, si tous les arts étaient mis à contribution pour célébrer sa gloire; en Hollande, en Angleterre, les mêmes arts, cette puissance de la plume et de la presse étaient dirigés contre Louis XIV. A cette époque les caricatures deviennent plus mordantes et plus suivies; c'est une guerre à outrance déclarée au roi. Le coq gaulois, que les artistes ont pris pour symbole de la nationalité française, dans la grande collection de Romain de Hooge, est représenté une croix, un chapelet à la patte; M^{me} de Maintenon, assise dans

La république romaine

En eût fait autant que vous.

Le Triomphe de la religion sous Louis-le-Grand, représenté par des inscriptions. — Paris, ann. 1687, in-12.

Relation du voyage du roi à Luxembourg, au mois de juin 1687. — Lyon, ann. 1687, in-12.

Panegyriques et Harangues à la louange du roi, par l'Académie française. — Paris, ann. 1687, in-8°. — Le Triomphe de la gloire ou les dernières conquêtes de Louis-le-Grand. — Paris, ann. 1687, in-12.

BONNET.

C'est ce roi si fameux dans la paix, dans la guerre,
Qui seul fait à son gré le destin de la terre;
Tout reconnoît ses lois ou brigue son appui.
De ses nombreux combats le Rhin frémit encore,
Et l'Europe en cent lieux a vu fuir devant lui
Tous ces héros si fiers que l'on voit aujourd'hui
Faire fuir l'Ottoman au-delà du Bosphore.

Louis, qui fait trembler la terre
Et ne tremblera jamais,
Qui se fait redouter à coups de cimeterre,
Et se fait admirer à force de bienfaits,
A paru trop aimer les périls de la guerre
Pour n'aimer pas un peu les plaints de la paix.

Thèmes de nativité de Louis XIV, et de plusieurs autres princes, par Barbi-Vielclair. Mss. n° 601. 7106/3.

Éloge de Louis XIV, ou Discours sur la proposition d'ériger une statue équestre à Sa Majesté dans Marseille, prononcé dans la salle de l'Hôtel-de-Ville, par Marc-Antoine Choduet, avocat, de l'Académie royale d'Arles, et assesseur de Marseille. — Marseille, Mesnier, ann. 1687, in-4°.

un char est traînée par une panthère, et le père Lachaise, en bonnet de jésuite, sert de cocher à cette sorte de char de l'État qui s'avance à travers des cadavres. D'autres gravures reproduisent le coq gaulois mordu, dépouillé par le lion belge, l'aigle de l'Empire et le léopard d'Angleterre; au-dessous sont les satires les plus ingénieuses qui s'adressent à Louis XIV. Or, quand on se représente le grand roi au milieu de l'enivrement complet de sa cour, recevant en secret de Hollande ces caricatures, ces écrits dirigés contre son pouvoir (1), on s'explique très-bien le vif ressentiment qu'il éprouvait contre ces princes et ces peuples qui niaient sa puissance et se moquaient de sa renommée.

CHAPITRE XXVIII.

LA SOCIÉTÉ SOUS LA PREMIÈRE PÉRIODE DU RÈGNE DE LOUIS XIV.

État des personnes. — Nobles. — Clercs. — Bourgeois. — Magistrature. — Gens de lettres. — Peuple des villes. — Paysans. — Serfs.

État des propriétés. — Fiefs. — Francs-Allens. — Châteaux. — Presbytères. — Biens communaux.

Administration. — Provinces. — Sénéchaussées. — Bailliages. — Communes. — Formes de gouvernement militaire. — civil. — Ecclésiastique.

Législation. — Ordonnances maritimes. — Assurances. — Compagnies commerciales. — Codes de la mer et des noirs. — Finances. — Monnaies. — Tailles. — Emprunts. — Prorégiers judiciaires. — Hypothèques. — Châtelet.

1661 — 1688.

Dans l'histoire des faits, on a pu suivre le mouvement social à sa surface; il est bon maintenant de pénétrer dans l'esprit même de la monarchie de Louis XIV, et de résumer l'époque tout entière. Le classement par tableaux a l'avantage de faire revivre toute une civilisation.

(1) Ces caricatures se trouvent dans le recueil de Romain de Hooze. (Biblioth. du roi.)

La noblesse avait tenu une belle place dans les grandes annales de France; les gentilshommes étaient les seuls bras des batailles, dans un temps où tout se décidait par les armes. La noblesse était essentiellement provinciale, son existence se mêlait à l'histoire de chaque nationalité, son blason était inhérent aux couleurs de la commune, son château aux rochers élanés qui offrent encore leurs ruines éparses, asiles des oiseaux de proie. Quand vous parcouriez le Parisis, la Normandie ou le Languedoc, qui ne savait les beaux manoirs des Montmorency? qui ne connaissait dans la Bretagne, les suzerainetés des Rohan; dans l'Orléanais et la Bourgogne la tour noire et fleurdelisée des Courtenay, et en Provence les brillants châteaux, les écussons armoriés des Forbins, des Blacas et des Castellans? Coutumes, lois, privilèges, concessions, usages, tout se confondait avec les couleurs des grandes races, patriciat provincial si puissant aux jours de la féodalité.

La noblesse, ruinée depuis les guerres religieuses, s'était attachée à Henri IV; elle l'avait suivi à sa cour du Louvre. Sous Louis XIII, la noblesse revint à ses châteaux de province, d'où elle fut violemment expulsée par le système de Richelieu. La Fronde vit briller un moment encore la gentilhommerie avec les cités insurgées. Louis XIV affaiblit le patriciat provincial en l'appelant à sa cour; dès lors les gentilshommes négligèrent d'habiter leurs châteaux pour résider à Versailles; la vieille demeure des ancêtres avec ses antiques forêts fut considérée comme une terre d'exil; on démolit ses murailles, on combla ses fossés, et les formes des châteaux royaux de Louis XIV furent presque partout substituées aux constructions féodales. On maintint encore les hauts créneaux, les signes de juridiction, tels que les carreaux, le vol du chapon, la basse justice et la seigneurie sur la commune; mais la force provinciale de la noblesse s'éteignit, surtout après la révocation de l'édit de Nantes. Les seigneurs huguenots étaient campés dans la province; les vieux donjons de la montagne leur appartenaient, leurs habitudes austères les éloignaient de la cour; ils étaient aimés des populations ferventes du calvinisme; leur vie était patriarcale et militaire; les seigneurs huguenots avaient conservé les mœurs féodales, les usages de la vassalité. La révocation de l'édit de Nantes les força de quitter le manoir des ancêtres, de venir à la cour ou de s'expatrier à l'étranger; la plupart des châteaux furent ainsi démolis; on sema de sel quelques terres, les forêts séculaires furent rasées. Le noble, sous Louis XIV, ne fut plus qu'un grand seigneur con-

tisan; il n'en eut sur sa province qu'une influence très-restreinte; le gouverneur et l'intendant furent tout. Les gentilshommes ne durent avoir désormais sur leurs vassaux, que des droits à peine reconnus en parlement; leur vie, leur existence était à Versailles; cette éblouissante cour les absorbait; ils revenaient à regret dans leur manoir, ils réparèrent à tout prix leur fortune détruite. De là les mésalliances avec les traitans et la roture. Dès Louis XIV la noblesse était perdue; elle gardait ses beaux airs et dissipait sa force morale; elle déposait son casque, son brassard, et voulait encore inspirer de la crainte et du respect lorsqu'elle se condamnait à porter l'habit pailleté, la perruque et la culotte de soie molle; Louis XIV l'avait tuée en l'enlevant à la province.

Le clergé, sous le grand roi, n'avait plus le haut caractère de l'Eglise du moyen âge; l'épiscopat comptait des capacités brillantes, Bossuet, Bourdaloue, Fénelon, et plus tard Massillon; mais l'Eglise n'était plus indépendante; la déclaration de 1682, loin de proclamer la liberté de l'Eglise gallicane, l'avait asservie à la couronne; le roi nommait à tous les bénéfices, percevait les régales. Le clergé n'avait donc plus son caractère de peuple comme dans le moyen âge; le monastère ne comptait plus pour abbé un pauvre artisan, ainsi que le narraient les chroniques et légendes; les abbés bénéficiaires, les évêques, chanoines, prébendiers, étaient pour la plupart des gens de cour ou des parlementaires. Le concordat de François I^{er} avait brisé la puissance populaire de l'Eglise; les courtisans envahissaient l'épiscopat comme les autres dignités. Si vous demandiez le nom de l'abbé d'un monastère, on le trouvait à la cour. Quelquefois un archevêque, un évêque, de renommée possédait six ou sept abbayes de 10 mille livres de produit; c'était comme son patrimoine, son plus beau revenu; les services ecclésiastiques étaient mal faits, les prélats étaient rarement à résidence. Le roi ne respectait même pas le seuil des monastères; il enleva M^{lle} de La Vallière du convent de Chaillot, et les portes retentirent du bruit des éperons d'or qu'il portait à ses bottes de daim en forme de calice. Cette situation du clergé affaiblissait le respect des peuples; au moyen âge, l'Eglise c'était la force morale, car elle était libre; l'abbé du saint monastère, qui disputait, la crosse en main, les droits de ses frères, tous fils de roture et d'artisans; cet abbé qui luttait contre les seigneurs de Montmorency ou les comtes de Soissons, sortait de ce peuple; l'élection ecclésiastique l'avait porté si haut; mais sous Louis XIV il ne devait plus son élévation qu'au

roi, à une favorite, et quelle force pouvait-il invoquer dans la société chrétienne?

La bourgeoisie grandissait; elle comptait déjà plusieurs classes: les financiers, le bourgeois rentier ou le propriétaire de bonnes maisons, inhérent à la cité comme les pierres de l'Hôtel-de-Ville. Les financiers, depuis Henri IV, avaient pris une certaine influence; le système d'épargne de Sully et de Richelieu avait fait place aux fermes, aux emprunts, usage des banques d'Italie. Les traitans formaient donc une classe opulente, fière de sa fortune; les uns l'avaient acquise aux grandes fermes des aides sur le sel, vin ou tabac; les autres dans les prêts et avances faits au roi. La finance n'était qu'un système d'usure agrandi; on ne se faisait aucun scrupule de prêter au denier 11, et les banquiers et traitans acquéraient des millions de livres, sans presque coup férir. Aussi étaient-ils en baine au peuple, mais très-recherchés des seigneurs. Au moyen âge, le baron allait au juif pour lui emprunter des écus d'or sur le gage de sa bague à émeraude, sur son fief et château; mais tout en lui prenant ses deniers, il le méprisait, lui brisait dix dents de la mâchoire pour peu qu'il fût en colère. Sous Louis XIV, la noblesse n'en était plus là; elle épousait les filles du traitant; elle pouvait bien, dans son expression goguenarde, dire qu'elle fumait ses terres; mais ces mésalliances perdaient la vieille nature des gentilshommes; la noblesse n'était plus elle-même.

Si le traitant tout occupé de fermes et de vexations sur le peuple n'inspirait aucune considération, s'il était méprisé dans les dictons et les vers de l'hôtel de Bourgogne, il n'en était pas de même des négocians armateurs, professions nouvelles dans la société sous Louis XIV; il s'était établi aux ports de mer, des maisons opulentes de France, de Hollande, d'Angleterre, et ces compagnies entreprenaient un commerce vaste aux Indes et dans l'Amérique; leurs bénéfices quadruplaient les capitaux. Colbert les avait prises sous sa protection, leur donnait des statuts, les encourageait par la distribution des deniers du trésor. Ces classes d'armateurs et de négocians formaient en quelque sorte la noblesse du commerce; Louis XIV les admettait avec honneur à la cour; le gentilhomme ne dérogeait pas en se faisant armateur; était plus élevé que le simple marchand en sa boutique, véritable pilier des halles, établi à ces époques à l'enseigne de la Croix d'or ou un Mortier d'argent. C'étaient certes de bons bourgeois que les drapiers, les fripiers, les merciers, les marchands d'épices, les revendeurs de vins, toujours

fraudant, même la piquette et cervoise (1) ; ils avaient joué un rôle actif sous la Fronde, au temps de la garde bourgeoise ; aujourd'hui le roi les recevait avec cordialité à son Hôtel-de-Ville, mais les confrères, les métiers n'avaient plus l'importance turbulente et criarde du moyen âge.

Le bourgeois de Paris, rentier ou propriétaire, avait un caractère particulier ; c'était l'homme municipal, le type de la cité. La plupart de ces noms de bourgeoisie remontaient aux troubles de Paris sous Charles VI ; on les retrouvait alors dans les émeutes des halles. Le bourgeois de Paris s'inquiétait des moindres détails de la gestion de sa commune ; son souci, c'était son quartier, sa ville. Les glas de la paroisse annonçaient-ils un décès ? le bon bourgeois savait le nom du défunt, il en connaissait la fortune, le nombre de cierges et luminaire qu'on faisait brûler au convoi, et s'il avait laissé des legs par testament ; y avait-il un mauvais ménage en sa rue, un larcin d'amour ? il en savait toutes les circonstances, et les narrail le soir au souper de famille. Le bourgeois de Paris était aussi opulent que certains nobles, il se plaignait toujours de la lourde charge des impôts, et de la mauvaise paie des locataires ; oiseau de triste augure, il annonçait les épidémies, la révolution des astres, et plusieurs autres conjectures d'après Nostradamus et Pierre Larrivay. S'il était rentier, sur l'Hôtel-de-ville ou sur les fermes, on le voyait toujours inquiet des arrêts du conseil ; le proverbe disait habituellement : « plus pâle qu'un rentier », car il était sans cesse en crainte qu'on réduisît d'un quartier ses rentes ; et c'étaient ces deniers de l'Hôtel qui lui servaient à célébrer en famille,

les fêtes de Noël, de Pâques et de la Pentecôte.

Les parlementaires formaient une classe de bourgeois ; si vous étiez remonté à l'origine des Molé, Séguier, Brisson, Voysin, vous les eussiez trouvés sortant d'un bon marchand de laines, de drap, ou de quelques greffiers, notaires ou tabellions. Les parlementaires se liaient essentiellement à la riche bourgeoisie ; la plupart avares de deniers, intéressés, comme marchands et procureurs, ils acquéraient plus de fortune encore par des alliances avec la riche finance. Quand ils regorgaient d'écus, ils achetaient une ou deux seigneuries, avec de beaux châteaux, et ils s'appelaient ainsi sires de Champêtreux ou de Gartempe, etc., dénomination de marquisat ou de comté. La magistrature, sous Louis XIV, était mécontente, mais soumise ; le roi l'eût brisée à la moindre résistance. Le temps était passé où l'on refusait l'enregistrement d'un édit, d'après les arrêts du conseil, les remontrances ne pouvaient même être présentées au roi que dix jours après l'enregistrement accompli (2). La classe des parlementaires n'en inspirait pas moins de respect à la bourgeoisie ; quand un parlementaire se montrait dans la rue, il avait les saluts et témoignages de soumission de la part de tout son quartier ; on allait le visiter aux solennelles fêtes, et la cour de son hôtel était remplie de tous les bons bourgeois du voisinage.

Les parlementaires avaient une clientèle nombreuse. D'abord la magistrature inférieure, les conseillers aux petits et grands Châtelets, clercs des comptes et des aides ; et puis la police municipale de la bonne ville de Paris, sous les ordres d'un lieutenant, qui siégeait comme juge au Châtelet. Qu'an-

(1) J'ai trouvé une curieuse chanson populaire sur les marchands de vins, ann. 1680.

Arboulin,
Faux marchand de vin,
Gros Boneingaut,
Rousseau, Baron, Lamy, Béraut,
Ardivilliers, Souches et Crené,
Vieux malpêigné ;
C'est en ce jour
Que sans nul retour,
Pour les forfaits
Que vous avez soits,
La chambre contre vous rendra mil arrêts.
Tremblez, tremblez empoisonneurs,
De vos malheurs
On ne dira
Pour vous nul libère ;
On moudira

T. I.

Le père qui vous engendra ;
Au lieu d'un beau sautoir,
Vous entendrez erier : tolle,
Monsieur Barbeau,
Avec de l'œu,
Rehaussant l'éteou
Vous fera boire à crève peou,
Vous aurez beau confesser alors
Avec mille remords,
Que, sans aucun dessein malin,
Vous avez frelaté le vin ;
Pouvez-vous rétablir nos corps
Et ressusciter les morts ?
Infâmes !
Vous méritez tous nos transports,
Et point de salut pour vos âmes,
Lucifer nous vengera

Lorsque de l'eau du Styx il vous abrenvera.

(2) Ordonnance de 1671.

riez-vous dit également de toutes ces professions de procureurs, avocats, tabellions, notaires, huis-siers, clercs de la basoche, nœuds de corbeaux qui s'abattaient sur les tourelles du Châtelet, auprès des bâtimens du nouveau Palais de Justice, ou sur l'autre de Thémis, comme le disaient les beaux esprits du temps (1). Les procureurs et avocats n'avaient pas une bonne renommée; on les considérait comme voleurs, pillards des deniers de la veuve et de l'orphelin; mais on avait besoin de tous ces chicsnaux; la bourgeoisie recourait à eux. Que raconter de MM. les sergens, qui recevaient vingt coups de bâton sur les épaules, et verbalisaient néanmoins, et de MM. de la basoche, si bruyans et mutins! Oh petits clerc! que vous étiez détestés de tous les quartiers, quand vous faisiez vos sarabandes et élection du roi de la basoche! Toutes ces classes du parlement étaient mécontentes du règne de Louis XIV; les ordonnances avaient amoindri les bénéfices de tous ces pillards de deniers; ils protestaient en vain contre la taxation par rôles.

Si la classe des gens de justice avait ainsi perdu quelque chose de sa vicille importance, il était né à côté d'elle une autre profession d'intelligence et d'arts, laquelle devait remplacer toutes les autres par son influence sur le siècle. Louis XIV créa la profession des gens de lettres. Aux vieux temps de notre histoire, il y avait bien des trouvères, des écrivains moralistes, et plus tard des faiseurs de pamphlets, de vers et d'héroïdes; mais l'art d'écrire n'était pas un état, ou ne formait pas une classe d'hommes spéciaux; l'Université était le seul lien commun; la couronne faisait quelques petites pensions à qui la louait en vers ou en prose, puis on se corpora en académies. Louis XIV donna la vie à cette profession de l'esprit qui depuis domina le dix-huitième siècle; Corneille, Boileau, Molière, fils de marchands ou de greffiers, furent appelés à la cour, et y vécu-

rent dans les plus grands honneurs; le roi traita les nobles d'intelligence comme les gentilshommes de race. Il y eut des compagnies d'artistes, de savans et de gens de lettres, puissantes et représentées auprès de Louis XIV, Poussin, Puget, Le Nôtre, Mansard, Perrault, entourèrent sa cour comme Racine et Molière; le Parnasse fut une généalogie comme une autre; l'artiste, le littérateur ne firent plus relégués dans un triste grenier avec les souris et les rats, comme le dit Montaigne, mais ils eurent des logemens au Louvre, dans le plus somptueux des palais royaux.

Tout cela était bourgeois ou plus ou moins riche et huppé; tout cela portait l'habit des quatre saisons, soie, camelot, drap ou velours; mais il était dans la société d'autres classes moins heureuses de fortune et de profession. Le peuple, à proprement parler, se divisait en habitans des villes et des campagnes. La population des villes était déjà agglomérée en grandes masses. Sous Louis XIV, on comptait à Paris 580 mille habitans, 95 mille à Lyon, 80 mille à Marseille, 66 mille à Bordeaux. Le peuple, en en séparant le pauvre, le vagabond, truand et malfaiteur, s'était tout groupé par confréries, admirable organisation de police catholique et municipale; tout syndicat répondait des maîtres d'un état, tout maître des ouvriers; chaque corporation avait ses devoirs, ses plaisirs, ses fêtes merveilleusement réglées. On n'était admis qu'en faisant son chef-d'œuvre, et une fois admis, la police des métiers voulait qu'on travaillât tant d'heures par jour; le labeur fini, l'ouvrier avait ses joies religieuses et domestiques, les messes, les processions; quel honneur de tenir le cierge, de s'asseoir comme prêtre au hanc drapé de rouge! puis des collations, des repas, tous dominés par la pensée et la discipline chrétienne; la parole du Christ ne disait-elle pas à l'ouvrier: « Malheur au riche! je suis venu au

(1) Couplets sur la mauvaise justice qui se rendait dans la grand' chambre du parlement de Paris, ann. 1680.

Ami, garde-toi de plaider,
L'injustice est trop grande,
Résous-toi plutôt d'accorder
Ce que l'on te demande.
Le palais est plein de brigands,
Sauve-toi de leurs pattes,
Et la grand'chambre, dans ce temps,
Fournirait vingt pirates.

Ce n'est pas seulement sur mer
Qu'on trouve des corsaires;

Le palais en a comme Alger,
C'est un séminaire.
Ces misérables, tous les jours,
Y vont faire leurs courses,
Et surprendre, par cent détours,
Les plaideurs et les bourses.

Grand roi, le modèle des rois,
L'arbitre de la terre,
L'injustice, malgré tes lois,
Nous fait coquer la guerre.
Parmi tant de divers forfaits
Dont tu purges le monde,
Venge-nous des marchands d'arrêts
Dont notre siècle abonde.

nom de mon père pour tendre la main aux pauvres. » L'esprit de confrérie s'étendit à tout, depuis les piliers des halles jusqu'aux ouvriers des ports ; ce que la police règle aujourd'hui, la paternité du syndicat et l'Église, principe moral, le dirigeaient alors. Il y avait confrérie entre tous les états pour les barbiers, classes si habillarde et novelliste, comme pour les bouchers et tripiers, faiseurs de séditions aux halles. La confrérie fut le principe populaire au moyen âge, la loi commune du pauvre ; tout se groupa en petites républiques ; la création d'un lieutenant général de police fut la plus vive attaque contre les confréries ; les métiers durent désormais obéir à M. de La Reynie ; le registre des bannières lui fut confié. La liberté fut perdue ; il n'y eut plus de corps d'artisans que comme moyen d'impôt pour obtenir le prix des maîtrises. Le peuple, au reste, ne fut pas plus heureux ni plus moral, lorsqu'il passa du gouvernement des confréries à l'administration de la police.

Dans les campagnes, la population se divisait en communaux et paysans de seigneurie. Il n'y avait plus qu'un petit nombre de serfs comme on l'entendait au moyen âge, c'est-à-dire corvéables et taillables à volonté sous le fouet cuisant du majordome. Le serf, dans les vieux temps était l'homme *de poeate* (*potestate*), comme le disent les chartes ; le sire du lieu pouvait l'imposer dans son travail comme dans son pécule ; le serf n'avait d'autre refuge que l'église, sous la protection de la chaise sainte et des reliques traditionnelles. Au dix-septième siècle, il n'y avait plus de serfs que dans quelques provinces réunies, telle que la Franche-Comté, et dans des seigneuries isolées. Le paysan, qui formait la population des campagnes, dépendait de son seigneur, obéissait à sa juridiction, d'après les règles déterminées par la coutume du lieu ; s'il cultivait un champ de terre concédé par le sire, il lui devait sa redevance pour Pâques, l'Assomption et Noël. Les chartes originaires fixaient les droits et les devoirs réciproques ; le paysan avait pour juge le bailli de son seigneur, et obéissait à ses commandemens ; il avait à remplir les charges de la milice ; dans les campagnes se recrutaient alors les meilleurs régimens de la province (1).

Les communaux formaient de petites populations libres groupées autour du clocher de la paroisse ; les libertés des grandes villes étaient presque partout abolies ou restreintes, mais on avait laissé les vieilles chartes à la plupart des communes seigneuriales ; celles-ci n'étaient pas à craindre.

Deux ou trois cents feux réunis composaient les communes, en général procédurières et plaideuses pour conserver leurs droits, usages, privilèges de coupes de bois ou de pâturages. Les communes étaient écoutées avec faveur par l'administration de l'intendant, et quelquefois par les parlemens, lorsqu'il s'agissait du seigneur avec lequel les communaux plaidaient ne se trouvait pas un président à mortier, membre de la grand'chambre ou des Tournelles. Les ordonnances de Louis XIV tendaient à soumettre les communaux à la centralisation de l'intendance ; il y avait gestion moins paternelle, mais plus régulière. Les revenus des communes s'améliorèrent quand les paysans furent soumis, comme les habitants des grandes villes, à l'action plus ou moins immédiate de la couronne.

Le peuple de la campagne était vêtu de bure, et portait le costume des ancêtres ; le paysan de Normandie, avec ses cheveux blonds et flottans, rappelait les enfans du nord, les Scandinaves du neuvième siècle. Les coiffures droites et élevées des femmes étaient le vieil ornement de l'agent seigneurial au treizième siècle, ainsi que le reproduisent les figures raides des miniatures d'or et de carmin. Les paysans bourguignons, dauphinois ou provençaux avaient aussi conservé le costume des pasteurs au temps de la croisade ; leur vie était simple, ils s'occupaient des travaux des champs avec la régularité traditionnelle : la semaille, la coupe du blé, la taille de la vigne telles que les anciens l'enseignaient. Les exercices pieux animaient la vie ; on aimait à orner la chapelle ou l'oratoire du pèlerinage. Au monastère voisin était l'apothicaire ; le pauvre y trouvait secours dans des distributions journalières, devoirs impératifs des ordres mendiants. Chaque dimanche était le jeu de l'arbalète devant le sire du lieu ou son bailli ; noes, festoimens, naissances, tout se faisait sous le grand orme de la place communale.

Le sol de la France était divisé presque partout en grande culture ; les propriétaires n'étaient point en nombre infini sur l'étendue du territoire. Ici, là, se déployaient de magnifiques forêts, des parcs tout pleins de vieux sangliers, de bêtes fauves, de daims sauvages, nobles habitans des bois séculaires. Après les bois, des étangs, des lacs, des petites futaies, des champs cultivés par les laboureurs, tradition de Rome et des Gaules. Tel était l'aspect de la campagne au moyen âge ; tous les défrichemens se firent par les monastères jusqu'au seizième siècle, où déjà des ordonnances royales commencent à s'opposer au ravages des belles forêts,

(1) DECAUX, v. Vassal, Vilain.

qu'elles placent sous la protection d'un régime sévère. Alors s'introduisait la coutume des morcellements et des petites cultures; aux grandes et soudaines inondations des fleuves et des torrens, succédaient les petits canaux, les arrosements artificiels, et l'industrie de l'homme venait en aide aux magnifiques produits de la nature.

Les coutumes reconnaissaient deux espèces de propriétés: le fief et le franc-alléu (1). La maxime commune en France était celle-ci: « nulle terre sans seigneur »; elle était admise dans les provinces du nord et du centre de la monarchie. Dans la majorité des provinces du midi, tout était présumé franc-alléu jusqu'à preuve contraire; cela venait de la vieille liberté romaine et municipale qui s'était surtout maintenue en Languedoc et en Provence; à côté, la Guienne était un pays tout féodal. Le fief était soumis à un ordre hiérarchique; la féodalité, en tant que gouvernement, n'existait plus, mais elle survivait comme propriété. Les juristes, sous Louis XIV, admettaient encore la maxime que toutes les terres, par un ordre de subordination, venaient se rattacher aux tours du Louvre; le roi était seigneur définitif de tous les fiefs; de là le droit de confiscation attribué à la couronne en cas de félonie. Le franc-alléu était la terre purement libre; elle dépendait du roi en tant que monarque, mais non point comme propriétaire suzerain. Aussi le franc-alléu ne reconnaissait d'autre maître que le possesseur, le plus souvent bourgeois de la ville voisine, qui faisait cultiver son champ par des paysans libres.

Tout village, hameau, avait son seigneur propriétaire; la France était couverte de ces châteaux, quelques-uns de construction féodale encore, avec murs, fossés, tourelles souvent baignés par un étang ou une rivière; d'autres, viens débris des guerres religieuses ou féodales, étaient perchés sur les montagnes à pic, entourés de vallées profondes et de torrens écumeux. Le seigneur du château possédait la majorité des terres qui environnaient son manoir; il les faisait cultiver par ses hommes ou les concédait en arrière-fiefs à des familles libres qui, placées sous sa juridiction, lui payaient certaines redevances fixes et annuelles, ou acquittaient envers le seigneur des services personnels, et devenaient ainsi hommes de corps du supérieur.

A côté des propriétés seigneuriales se déployaient celles de l'Eglise: tout monastère, tout évêché, toute cure, possédait certaines terres qui étaient

attachées à la possession viagère de son titulaire. Les terres de l'Eglise étaient considérables; elle les avait reçues du seigneur ou chevalier, qui accumulait ainsi les fondations pieuses pour se racheter de ses fautes. Les terres de l'Eglise étaient parfaitement cultivées; les conditions faites aux paysans étaient douces et modérées. Les bonnes méthodes de culture avaient été enseignées par les moines; long-temps ils défrichèrent de leurs mains ces vastes terrains, couverts de sables et de petite futaie, qui prennent dans les chartes le nom de *désert* (2). Là se trouvaient éparpillés les solitaires ermitages, les oratoires consacrés, lieux de repos pour les pèlerins. A force de soins, ces déserts s'étaient fécondés; les propriétés religieuses étaient presque partout nommées terres du bon Dieu, non seulement pour rappeler leur sainte destination, mais encore pour signaler leur fertilité merveilleuse. Leur administration usufructière appartenait à chaque titulaire; mais comme le roi conférait l'épiscopat ou les titres de l'Eglise, il avait la distribution et le partage définitif de ces terres; Louis XIV s'en réservait la disposition absolue.

Il y avait également une multitude de propriétés communales. En ces temps de corporations et de confréries, les membres de toutes ces agrégations se devaient non seulement protection commune et individuelle, mais encore la subsistance au sein même de la communauté; de là ce grand nombre de propriétés et de terres attachées à chaque ville ou corporation municipale. Toutes les communes avaient des bois, des fermes cultivables; souvent les chartes donnaient à tous les habitants sans distinction un droit individuel dans les biens communaux; le pauvre bûcheron couvert de hure pouvait couper du bois dans les forêts pour alimenter son foyer domestique, et le berger conduisait dans les vastes pâturages ses bestiaux, dont les têtes étaient comptées d'avance par la coutume du lieu. Les propriétés communales étaient la richesse des habitants, c'était la loi la plus égale, la plus parfaite; il n'y avait d'indigènes que les infirmes, les vieillards; les terres communes suffisaient pour alimenter le pauvre; elles étaient gérées et défendues par les maires et anciens de chaque hameau. Les ordonnances de Louis XIV commencent à attaquer ce gouvernement primitif et paternel; on veut soumettre à l'intendance la gestion des biens communaux, le tiers usager, la vaine pâture, tout ce qui était la propriété

(1) DUCANGE, *v.º* Fief, et Allod.

(2) DUCANGE, *v.º* Eremité.

des habitants depuis l'époque gauloise et franque (1).

La propriété, quelle que fût alors sa nature, ou fief, ou biens d'Eglise ou terres communales, n'était pas absolument libre; le franc-allend seul ne devait que l'impôt. Le fief, la terre du paysan vassal, étaient soumis à de nombreuses restrictions. Les coutumes locales défendaient souvent de miner les terres, afin que les meutes du seigneur pussent poursuivre le lièvre et la perdrix dans les blés et vignes, usage odieux qui néanmoins avait son origine dans le droit, car la terre avait été concédée par le seigneur au vassal, et dès lors celui-ci avait pu imposer les conditions à la chose donnée (2). La propriété était ainsi soumise à mille restrictions, à des redevances d'argent, au service du corps, et les ordonnances de Louis XIV avaient laissé subsister ces coutumes obligatoires introduites entre le seigneur et le vassal dans les concessions de la propriété foncière. Quant aux biens d'Eglise et des communes, ce n'était pas un droit absolu, mais un simple usage, sans abus de la chose; la société avait alors un esprit de perpétuité et de conservation.

La nationalité des provinces s'était trop profondément maintenue pour qu'il y eût en France unité d'administration; chacune de ces petites nations cernées avait stipulé et gardé ses privilèges, ses antiques droits, de sorte qu'il y avait des formes inessamment variées dans la gestion sociale. On divisait la France en pays d'Etat ou d'intendance parlementaire et royale. L'administration n'avait pas été imposée comme un droit de conquête par l'autorité royale rayonnant au centre; cette administration locale était sortie du sein même de la province, des entailles du pays; toutes l'avaient préservée comme leur patois, leurs fêtes, leurs usages; néanmoins les ordonnances de Louis XIV introduisent et consacrent les premières idées de la centralisation absolue; les coutumes locales sont des obstacles au pouvoir, et on veut les briser. Trois ordres de service se attachent dès lors à l'administration territoriale du royaume : 1° le gouvernement militaire; 2° l'administration proprement dite; 3° l'ordre judiciaire, et chacune de ces formes se groupe dans une hiérarchie à part ferme et réglée.

Le gouverneur était spécialement attaché à la gestion militaire; la force guerrière se rattachait à l'idée féodale d'où étaient sorties la coynauté et la

noblesse. Toute province avait un gouverneur noble, parce qu'elle était en elle-même une nationalité qui avait besoin d'un chef; les gouverneurs, le plus souvent choisis parmi les grandes races du pays, étaient tout entiers subordonnés à la cour qui les révoquait de leurs fonctions, leur permettait ou leur défendait à son gré la résidence. Le plus souvent le gouverneur n'allait en sa province que pour tenir les États, préparer l'exécution d'un édit important, et alors on l'écoutait pactant comme le représentant et l'image de la coynauté; les cloches sonnaient aux paroisses, les échevins venaient au-devant de lui, et lui offraient sur des plats d'or les dons gratuits de la province. Le gouvernement par province avait cela d'admirable qu'il donnait un chef à chaque nationalité, à une circonscription territoriale que la nature et l'usage avaient faite. Au-dessous des gouverneurs, dans l'ordre militaire, étaient les lieutenants du roi, ceux-ci toujours à poste fixe, parce qu'ils n'étaient pas assez importants dans la province pour porter ombrage à la royauté. Les lieutenants du roi présidaient à la levée des milices, au recrutement des corps, aux états, droit de police des gens de guerre. Quand le ban et l'arrière-ban sonnaient afin que la noblesse montât à cheval, le lieutenant du roi adressait les missives à tous les gentilshommes, avec ordre de se rendre à la montre ou revue qui se préparait; le plus souvent, devenu officier général en retraite, il donnait l'exemple de son dévouement, et pouvait montrer de nobles cicatrices sur sa face de gentilhomme. Chaque cité de guerre avait aussi son lieutenant spécial, officier invalide, qui, hors les temps de guerre, passait sa belle vieillesse dans les murs de la citadelle désarmée; quand l'invasion était menaçante, le gouverneur des places de guerre était remplacé par des officiers valides; ainsi le voulaient les ordonnances de Louis XIV.

L'administration financière de la monarchie se rattachait moins spécialement à chaque nationalité provinciale; le fief sous Collect avait plutôt cherché ses aises pour la régularité de la perception que pour la facilité des contribuables. Néanmoins la province est encore l'unité; l'intendant l'administre; au-dessous de lui sont des intendans de généralités, seconde division; puis le receveur et gabelou de la commune ou de la ville; on adopte les circonscriptions naturelles, les lignes de démarcation telles qu'elles ont été admises par le temps et les coutumes. L'intendant est l'agent direct du pouvoir; c'est une autorité nouvelle, inconnue aux vieux temps de la nationalité; c'est le premier pas vers la destruction de l'esprit de liberté; l'inten-

(1) Ordonnances de 1671, 1678.

(2) Coutume normande, celle du Paris et de la Bresse.

dant est en général odieux, comme un étranger qui vient là s'imposer aux coutumes locales. Louis XIV en agrandit beaucoup les pouvoirs; ici se révèle son but de centralisation, le premier chaînon de la hiérarchie gouvernementale.

La division judiciaire du royaume de France paraît, comme tout ordre politique et administratif, de la province, qui avait son antique parlement, ses conseillers en robe rouge si populaires, si intimement unis aux intérêts du sol, des races, des cités. Quand on parlait d'un parlement, on ne trouvait d'autre parallèle, pour constater son antiquité, sa force, son identification, qu'avec les montagnes de la province et ses rivières profondes : parlement et Rohan, tels étaient les cris d'armes des Bretons; les Provençaux comparaient le parlement d'Aix à la Durance, et son vieux palais était aussi exalté que la montagne de Sainte-Victoire et les institutions du roi René. Au-dessous des parlements étaient les sénéchaussées et bailliages, formes identiques, mais qui indiquaient la séparation entre la langue d'oc et la langue d'oïl. La sénéchaussée appartenait spécialement à la Provence, au Languedoc jusqu'à la Loire; au-delà se trouvaient les baillis d'épée ou de robe, juges en premier ressort. Le sénéchal était presque partout homme d'épée, il siégeait pen; les assesseurs le remplaçaient en son prétoire. Quant aux baillis, ils formaient une institution tout à la fois féodale et judiciaire; le bailli était en réputation aux seigneuries des environs de Paris, et plus d'une piquante raillerie le présentait comme le ridicule représentant de la justice seigneuriale.

La nationalité provinciale n'était pas seulement dans l'administration, elle était encore dans la coutume; chaque province avait sa législation à part. C'était en vain que Louis XIV imposait l'unité par ses ordonnances; les coutumes étaient inhérentes aux habitudes transmises de générations en générations. Ainsi, à Paris, qui aurait jamais osé méconnaître le système de la communauté entre époux, en Provence le régime dotal, en Normandie le droit d'aînesse exclusif des coutumes féodales, si bien que la jeune fille n'avait qu'un capel de roses pour tout héritage paternel? La législation de Louis XIV porte plutôt vers l'unité politique et administrative que vers l'unité du droit civil et des coutumes; celles-ci vivent encore long-temps après que les institutions politiques ont disparu.

Les ordonnances de Louis XIV sont de plusieurs natures, ses vastes codes embrassent presque toutes les matières; l'ensemble de ses actes législatifs

est aussi considérable que les décrets d'une autre époque, laquelle également marcha vers la centralisation. Il est important de mettre quelque ordre dans l'analyse de ces dispositions légales. Toutes les ordonnances de Louis XIV ont un caractère général, une pensée de codification qui n'échappe pas aux graves études des légistes. Jusqu'à ce prince, les ordonnances, les édits du roi, avaient conservé quelque chose de la chartre du moyen âge, c'est à-dire cette personnalité d'idées, ce caractère de circonstances qui en rendaient les dispositions passagères. Si l'on excepte les vastes édits de Moulins et de Blois, rendus sous l'influence du droit romain qui venait de se montrer à la France, les ordonnances étaient alors plutôt encore des actes d'administration que de législation. Louis XIV veut formuler une codification générale; il établit à *toujours*, et voilà pourquoi ses édits embrassent toute une matière et la règlent dans ses moindres détails. Le chancelier Letellier était un des esprits les plus actifs, les plus élevés de cette forte époque; il s'entourait de capacités les plus éminentes pour la confection des édits. Tous ou presque tous sont rédigés par des commissions au choix du chancelier; s'agissait-il de préparer un acte sur le commerce, la marine ou les colonies, c'était aux commerçants, aux vieux capitaines, aux manufacturiers que le ministre s'adressait; il appelait également pour la législation civile, ou pour les procédures, des praticiens savants et expérimentés. C'est ce qui fait des ordonnances de Louis XIV de véritables codes qui embrassent et éclairent tout un ordre de législation (1).

L'état des personnes dépendait de l'Église; tous les grands actes de la vie humaine, la naissance, le mariage et la fin de toute chose, la mort, étaient signalés par de saintes cérémonies qui parlaient au cœur des peuples. L'ordonnance de Moulins voulait que les clercs consignassent sur des registres spéciaux tous les actes de l'état civil, car les clercs alors étaient les seuls lettrés. Louis XIV impose un double registre; un de ces cahiers paraphé dut être déposé aux greffes des sénéchaussées et bailliages; l'état civil des hommes était la portion la plus essentielle de leur existence sociale. Après les personnes, les ordonnances de Louis XIV s'occupent des propriétés; le système des hypothèques venait du droit romain, mais le *Corpus juris* ne réglait que l'hypothèque occulte; la publicité des registres et matricules, cet actif moyen de circulation, était

(1) On peut comparer le travail spécial de Bornier, sous ce titre : *Conférences des nouvelles ordonnances de Louis XIV*. Paris, non, 1681, 2 vol. in 4°.

inconnu. Un édit du roi prescrit l'inscription des hypothèques sur un registre spécial établi dans chaque greffe (1). Cet édit trouva de vives oppositions à une époque où tant de gentilshommes avaient tristement affecté les châteaux et les fiefs aux dettes qu'ils avaient contractées : la publicité des hypothèques eût été le hilaire de la monarchie.

Le droit romain inspira l'édit de répression contre le fils de famille; le père a le droit de le faire enfermer s'il désobéit à cette vénérable puissance du toit domestique. C'est encore les idées de la vieille Rome qui président au *Code noir*, le grand système de pénalité à l'égard de l'esclave. La puissance du maître sur l'esclave est absolue, comme le proclament les *Institutes* et le sénatus-consulte Silanien. Tous forment la famille; dans tout pays où les esclaves sont plus nombreux que les maîtres, la loi doit être inflexible. Quand les couvres couronnés de fleurs se couchaient mollement aux festins, entourés de quelques milliers d'esclaves, si les sénatus-consultes s'étaient pas montrés impitoyables, Rome aurait péri mille fois sous la révolte. Ces idées furent appliquées aux colonies, et le code noir ne fut que l'expression d'un besoin de conquêtes et de colonisation (2).

Le code noir se lie à la législation maritime, objet spécial des ordonnances de cette époque; l'amiral était la base de toutes les institutions de la marine, qui se classent en deux grandes catégories : la police de mer, l'organisation militaire des escadres. Louis XIV proclame un code de la course et des prises, pour la délivrance des lettres de marque, le jugement des prises et le partage entre les capteurs. Tout est fixé, l'enrôlement des matelots, leur salaire, leur inscription au rôle, le mode de levée et de licenciement. L'ordonnance de la marine (1681) est le principe de la législation sur les affaires de mer. Il n'est pas une seule disposition du code moderne qui ne s'y trouve : la compétence de l'amiral, les fonctions des courtiers, la conduite des navires, les droits et les devoirs des consuls à l'étranger, la saisie et vente des vaisseaux, le service des gens de mer, depuis le capitaine jusqu'à l'écrivain et le pilote. Puis viennent les nolisements, louages et affrètements des navires, le loyer des matelots, le contrat à la grosse, sorte de prêt aléatoire quand le navire manque d'argent; les assu-

rances, système si largement adopté dans les temps modernes; les avaries, fatales chances de la navigation, le jet en mer, et la contribution de tous, marchands et navigateurs, au sacrifice dans l'intérêt commun, disposition vieille comme les lois rhodiennes; enfin la police des ports, côtes, madragues, la pêche du hareng et de la morue (3). Cet admirable monument législatif fut une des belles créations du règne de Louis XIV; on consulta, pour l'élever, l'expérience de tous les peuples : le *consulat de la mer* des Catalans, les statuts de la vicille cité de Marseille, les lois d'Oléron, les registres des villes anséatiques.

Le code maritime était destiné à protéger les opérations commerciales, qui sont aussi réglées par les ordonnances de Louis XIV. L'esprit de cette législation est de tout corporer. S'il se produit une profession nouvelle qui n'entre pas dans le système général des associations, le roi lui assigne une dénomination légale; toutes les compagnies sont protégées, reçoivent des avances, et si les chances commerciales ne les favorisent pas, c'est le roi qui en prépare la liquidation. Le grand commerce se fait par ces compagnies; elles embrassent l'Afrique par le Sénégal, et les côtes de Bone et d'Alger pour la pêche du corail. La compagnie des grandes Indes s'étend de l'Île-de-France à Pondichéry, aux terres de l'Indoustan où se recueillent les épices et les tissus précieux; des établissements se fondent à Canton, malgré la jalousie des Portugais et des Hollandais, maîtres paisibles de tout le commerce de l'archipel indien. Les compagnies des Indes occidentales s'appliquent moins aux îles colonisées qu'au Canada et à la Louisiane, pays tout neufs encore. A mesure que la colonisation est parfaitement achevée, on fait sortir le commerce du monopole des compagnies pour le rendre à la liberté; c'est l'esprit de la législation de Louis XIV (4). Quand une branche d'industrie n'a plus besoin de protection ni de privilèges, on la laisse aux spéculations. L'ordonnance de 1673, code du commerce, règle les devoirs et droits des apprentis, maîtres commerçants, marchands isolés ou en société; puis le change et rechange, les banques, faillites et banqueroutes (5).

Le code des rivières a surtout pour but de fixer les péages et de rendre la navigation facile; les ordonnances imposent les droits et les devoirs des riverains pour la pêche, les chemins de halage, les ports, les

(1) Versailles, mars 1673; Recueil de la cour des comptes, registre PP.

(2) Versailles, mars 1685, VALIN, tome 1, pag. 428.

(3) Fontainebleau, août 1681; cette ordonnance a été commentée par Valin.

(4) Voyez l'ouvrage de Moreau-de-Saint-Méry, tom. 1, pag. 283 et suiv.

(5) Versailles, mars 1673, rég. cour des comptes, PP.

débarquemens ; on sait toujours le système de canalisation pour rapprocher les fleuves entre eux. Le roi ordonne la construction du canal de Loing, il en concède la jouissance, prépare les réglemens qui devront être appliqués. Aucune ordonnance n'est plus complète que celle qui traite de la navigation de la Seine, ports et marchés de Paris; elle comprend plus de cent articles où tout est prévu et réglé. Un long édit sur la police de l'Hôtel-de-Ville fixe la juridiction des prévôts et échevins, et détermine les réglemens pour la conduite des marchandises par eau, leur arrivée aux ports de Paris, les fonctions des maîtres de pouts et débardeurs, les bateaux-coches, passagers d'eau, les marchands de grains, poissons d'eau douce, bois neuf ou flotté, les marchands de charbon, tout ce qu'il faut enfin pour l'approvisionnement d'une grande cité (1).

Paris voyait accroître sa population et son enceinte ; les ordonnances déclarent que les murailles de la cité ne suffisent plus. La nouvelle barrière doit comprendre le faubourg Saint-Germain, le Marais, si grand, si beau. La ligne des murailles passera sur l'extrémité de la Croix-Rouge, la rue de Sèvres, par la porte Saint-Jacques jusqu'à la porte Saint-Victor, venant joindre par la Bastille les nouvelles portes Saint-Denis et Saint-Martin, arcs de triomphe pour le roi (2). Un nouveau plan de Paris en relief, maison par maison, sera dressé et déposé à l'Hôtel-de-Ville ; cette statistique servira à mieux répartir les aides et impôts, et à fixer le prix des propriétés. L'accroissement de la population exige un nouveau Châtelet ; l'ancien ne répond plus aux procès et à la police d'une grande capitale. Cette police s'étend aux vagabonds, trands et bohèmes dont on purge les villes et les campagnes. Un édit sur les bohèmes défend à tous châtellains, chevaliers de leur donner asile, car les vieilles bohémiennes trouvaient souvent protection sous les donjons des châtellenies. On aimait tant à s'entendre dire ses bonnes fortunes de chevaliers et de dames dans les longues

soirées ! Peut-être aussi les chefs de troupes de bohèmes payaient-ils une redevance en bon argent aux seigneurs qui leur donnaient asile ; tant il y a que les ordonnances privent de la juridiction seigneuriale tout noble qui prêterait son toit aux bohèmes, de jour comme de nuit ; la rigueur va même jusqu'à la confiscation du fief au profit du roi (3). Le fief alors c'était le grand sonet de la couronne, on en tirait tout ce qu'on pouvait ; des édits imposent le timbre et l'insinuation à tous actes, sous peine d'une amende. Le monopole de la poste est établi comme une prescription impérative, de telle sorte que personne ne peut désormais porter une lettre, sous peine de punition corporelle ; enfin de nombreux édits sur les comptables établissent le déchet pour chaque jour de retard dans les versements qu'ils doivent au trésor.

Toutes ces ordonnances ont passé dans nos codes modernes et nos réglemens administratifs ; après les essais si hardis et si malheureux de nos assemblées politiques, quand Napoléon songea sous le consulat aux règles pratiques du gouvernement et de la législation, il fit fouiller les ordonnances de Louis XIV ; il trouva là ses codes et ses décrets. Le code civil, les décrets sur la marine, le code de commerce, sont calqués sur les travaux des ordonnances et des légistes de l'époque de Louis-le-Grand. Les sociétés ne se modifient pas dans un siècle ; les formes extérieures seules prennent un nouvel aspect, le fond des intérêts et des mœurs reste le même ; les grandes lois sont considérées comme l'expression de la sagesse éternelle ! Il n'est pas d'époque historique qui présente un ensemble plus complet des progrès de l'esprit humain. Tout s'avance simultanément. Ce n'est pas seulement une branche du grand arbre de la science qui déploie sa merveilleuse fécondité, mais toutes se développent brillantes de la force du génie. Il est ainsi des temps de grandeur, comme il arrive des périodes de petitesse. Tout alors s'y coordonne ; Dieu fait marcher le monde moral par action et réaction.

(1) Décembre 1672, Archives de la préfecture de police.

(2) 26 avril 1672, carton des ordonnances, 15-3 Z 272.

(3) Versailles, 11 juillet 1692 ; Recueil de la cour de cassation, Archives.

LETTRE

SUR LA LUTTE POLITIQUE

DE

LOUIS XIV, GUILLAUME III ET JACQUES II.

Trois caractères de princes, fortement marqués, dominent la période qui s'ouvre devant moi. Le hasard ne les jette point au monde; il ne leur imprime pas une capricieuse direction. Jacques II, Guillaume III, Louis XIV, ne sont point là de simples unités quo la destinée groupe et mène, aveugle qu'elle est dans le tourbillon des événements. Ces trois princes sont l'expression des idées qui dominent l'époque; chacun personnifie un reflet de la société, une pensée morale ou un besoin matériel; l'ordre ou le changement, la monarchie absolue ou le système parlementaire, le catholicisme ou la réforme, la perpétuité dans les races ou l'usurpation des couronnes, l'émigration pour la liberté de conscience, ou le dévouement pour protéger les besoins matériels de la patrie; lutte éternelle d'idées et de faits dans la vie des peuples.

Jacques II, brave marin, politique têtue, apparaît à mes yeux comme l'exemple le plus frappant de la ténacité du droit, de cette haute et profonde conviction qui fait tout sacrifier, le bien-être, la sécurité, la paix du foyer domestique, à l'invariable sentiment de son droit. Le monde

remue, le sol tremble, Jacques II le voit à peine; la société est vivement agitée par la parole religieuse et politique; le fils des Stuarts, renversé du trône, n'a qu'une seule pensée, qu'un seul cri de conscience : « Cette couronne est à moi. » Ce sentiment si intime, si tenace, cette continuelle protestation du légitime propriétaire contre le fort et le vainqueur, cette voix du faible contre le puissant, tout cela a son côté noble, son immense portée. Aux époques usées et matérielles, on se rit du droit; on jouit, on possède, on aime ce sensualisme moqueur qui accepte tous les faits accomplis, parce qu'ils sont heureux; mais le martyr de sa foi, cet homme qui poursuit ce qui est à lui, la couronne ou la liberté, sa prérogative; on son opinion, défend la propriété de tous; il se sacrifie pour tous.

Rien de plus haut et de plus ferme que cette persévérante lutte de Jacques II contre Guillaume III. De temps à autre il est nécessaire de voir s'élever ces caractères de vieillards obstinés qui réclament jusqu'au lit de mort un patri-moine envahi; cette croyance de son droit est

belle et naïve; elle reporte la société au berceau de ses idées, à sa primitive candeur. Jacques II est, sous ce point de vue surtout, un caractère historique; il forme une admirable unité; il se résigne aux coups de la fortune, aux fatalités de la destinée, mais sa couronne, il la revendique; on lui en offre d'autres, grandes et nobles, ou lui présente des subsides d'or, des pensions, des honneurs; on lui parle de transactions, d'arrangement: « Nun, répond » toujours le monarque exilé, ce n'est pas mon » droit, ce n'est pas ma couronne d'Angleterre. » Persévérante idée qui donne au pouvoir une origine profonde, morale, immense; car elle protège la propriété et l'autorité, invariables conditions de l'ordre social.

Jacques II n'est point un esprit médiocre; l'œuvre qu'il a conçue n'appartient pas à une intelligence arriérée; il lutte pour la liberté de conscience contre le despotisme de l'Église établie; il veut cette émancipation catholique que l'Angleterre accomplit aujourd'hui; seulement son idée est trop avancée, et toute idée qui vient avant son temps, importune la société qui n'y est point préparée. La révolution de 1688 fut toute d'aristocratie et de despotisme ecclésiastique; elle expulsa le roi national pour appeler un étranger; elle ne fut profitable qu'aux lords et au clergé anglican; et cela est si vrai, que la réforme populaire attaque aujourd'hui dans sa base tout l'édifice de la révolution de 1688.

Guillaume III, caractère éminemment remarquable, est la plus saillante expression de la force et de la capacité aux prises avec les difficultés d'un gouvernement nouveau. Il y a aussi du martyre dans cette condition d'un pouvoir en lutte constante avec les passions mauvaises; c'est une des plus cruelles expiations que Dieu jette dans cette vie d'une royauté qui n'a pour elle qu'un fait accompli. Quelle tâche n'est pas imposée au fier stadhouder d'Orange! Il ne lui a pas suffi de ses efforts en Hollande; il a broyé la poussière de vingt champs de bataille; les canons, les mousquetades l'ont atteint plus d'une fois: le voilà roi; et puis les complots l'assaillent incessamment, le menacent. Si Jacques II est martyr du droit, Guillaume III est

une perpétuelle expiation du fait. Toute sa vie est un combat, triste, laborieux, contre la mort qui le menace et la conspiration qui gronde; sa pensée politique ne se réalise qu'à travers mille obstacles; son front se plisse sous de graves soucis. Les partis sont pour lui implacables; il n'est vivement soutenu que par le calvinisme, dont il s'est fait le symbole et le vigoureux défenseur.

Cette royauté nouvelle est aux prises avec les vieux débris des saints de Cromwel et des temps de la république; elle doit réprimer les jacobites non moins irrités; Guillaume s'agit dans sa haute mission, et ce devait être une secrète joie pour les amis des Stuarts que ces tribulations de l'usurpateur; ils l'accablent de leurs pamphlets, de leurs moqueuses caricatures. Le froid caractère de Guillaume III poursuit son but avec une inflexible ténacité; il parvient à se faire reconnaître par Louis XIV, son plus fier adversaire. Quel triomphe pour le stadhouder que d'abaisser devant lui le prince orgueilleux, le protecteur des royautés vieilles et légitimes! Guillaume III fut aidé dans cette lutte par deux circonstances décisives; toute une opinion d'abord se plaça derrière lui et le soutint; c'est une force que celle d'un grand parti qui vous prend pour symbole. Le protestantisme entoura la révolution de 1688, et en fit sa royauté; ensuite la jalousie de l'Europe contre l'ambition de Louis XIV servit les projets du prince d'Orange: les vieilles dynasties admettaient Guillaume III comme un utile auxiliaire; Jacques II était l'allié de la France, les Stuarts ses amis, et cela suffit aux yeux de l'Europe pour reconnaître Guillaume III comme le légitime possesseur de la couronne d'Angleterre. En d'autres circonstances, il eût fallu de longues années pour faire saluer sincèrement sa royauté; ici la diplomatie servit l'avènement du prince d'Orange, car il se plaça immédiatement à la tête de la ligue d'Augsbourg contre le roi de France.

La vie de Louis XIV eut aussi son expiation; si on la prend en effet, cette vie, dans ses jours de jeunesse, de plaisirs et de gloire, pour la conduire à la fatale satiété du corps et de l'âme, et au traité de Riswick, qu'il dut en coûter à cette tête si fière, si hautaine, d'ainsi s'abaisser

sous la fatalité! quelle distance entre le jeune roi tout floqueté de rubans, tout galonné d'or aux genoux de M^{lle} de La Vallière, et le prince beau encore de traits, mais fatigué, vieilli, souffrant d'une fistule sur les larges fauteuils de M^{me} de Maintenon? Louis XIV s'est donné une mission, il l'a accomplie; il veut restaurer la dignité des rois, si étrangement insultée sous la Ligue et la Fronde. Il n'est si hautain, si fier de sa couronne que parce qu'il a vu les désordres de son enfance; il ne se relève dans son soleil éclatant d'or que pour faire oublier le jeune roi qui passa une nuit tout grelotant de froid sous les plafonds humides de St-Germain! Sa pensée est de tout centraliser, d'organiser la France en nation avec sa langue, sa littérature, son gouvernement unique, sa force à l'extérieur et son plan de diplomatie mené à fin avec tant de persévérance, à savoir : l'abaissement de la maison d'Autriche et l'avèment d'un Bourbon en Espagne.

Le règne de Louis XIV fut aussi une lutte vivace contre mille obstacles à ses desseins; le roi avait également des partis à comprimer dans l'intérieur, les calvinistes et des provinces entières en armes; puis une émigration haineuse qui portait la réprobation de son nom royal à l'étranger. Les batailles que Louis XIV engage contre l'Europe ne sont pas seulement déterminées par un but d'ambition; il y a pour lui nécessité de combattre des faits nouveaux et dangereux pour sa couronne. La Réforme réagit contre le catholicisme et les vieilles souverainetés; la guerre de Hollande cachait cette pensée, et c'est pourquoi elle est peussée avec tant de vigueur. La Réforme va toujours le menaçant; la querelle n'est pas finie; la révolution de 1688 a créé d'incessans dangers pour la monarchie de Louis XIV, toute froissée encore par le souvenir du Parlement et de la Fronde.

Les temps dont je vais dire l'histoire embrassent le mouvement armé qui suit la révolution de 1688, jusqu'au testament de Carlos II qui précéda la guerre de succession. La querelle s'engage de deux manières : par le champ de bataille et par la libre pensée. Il y a là double guerre des armes et des pamphlets; dix ans la terre tremble sous le bruit des sièges et des

combats à outrance. Louis XIV, le prince d'Orange, Jacques II lui-même, prennent part au mouvement d'invasion ou de défense qui ne se suspend qu'à la paix de Riswick : ce congrès ne décida définitivement aucune des questions politiques; elles étaient trop vivaces encore; les esprits étaient fatigués, mais les haines étaient loin d'être éteintes; en signa parce qu'en n'en pouvait plus d'épuisement d'hommes et de subsides.

La querelle la plus violente ne se poursuivait pas alors sur le champ de bataille; la plaie vive, profonde, saignante de la monarchie de Louis XIV, vient des écrits des réfugiés. C'est à la fin du dix-septième siècle que commença cette polémique destructive de toute autorité, qui réagit si bruyamment en France au dix-huitième siècle. L'école des réfugiés pousse aux idées d'indépendance, de souveraineté populaire; le calvinisme, proscrit par Louis XIV, s'en venge sans pitié sur sa couronne; il prépare la chute de sa descendance. Jamais opinion plus haineuse que celle des réfugiés; c'est là que se préparaient tous ces livres, ces dissertations lourdes d'histoire, écrites on longs pamphlets d'érudits; il y a peu de style, moins de celeris encore. Il y domine une amère critique pleine de science et de destruction; ces œuvres ont un caractère à part et un but saisissant; c'est une littérature passionnée, toute de réaction. On en veut au prince qui a révoqué l'édit de Nantes; la Hollande et l'Angleterre ont leur école implacable de controversistes, poursuivant les écrivains qui défendaient avec une activité ardente en France l'œuvre religieuse et monarchique. Ce serait une histoire curieuse à suivre que celle de la filiation des doctrines depuis l'école des réfugiés calvinistes jusqu'à la révolution française de 1789; elle n'échappera pas à la suite de mes recherches.

Jamais temps ne fut plus fertile en faits politiques que la période qu'embrassent ces nouveaux volumes; elle commence à la ligue d'Angsbourg, qui est la réaction protestante contre Louis XIV. Je prends les événements après la révolution de 1688. Louis XIV déclare la guerre à la Réforme et à Guillaume III, qui en est l'expression couronnée; Jacques II est

exilé à Saint-Germain ; mais dans toute la vivacité et la force de ses premières illusions, il conçoit l'expédition d'Irlande ; la population catholique lève l'étendard pour la religion et le roi ! Et cette époque offre encore le caractère d'une guerre religieuse, car la lutte au fond est entre les Eglises anglicane et catholique, la religion des vainqueurs et celle des vaincus. L'expédition d'Irlande est suivie de la triple campagne contre la coalition, en Allemagne, en Hollande et en Flandre ; il y a de grandes batailles sous Luxembourg et Catinat, les deux têtes militaires de cette période ; la marine de France prête son concours, mais elle est détruite, après des merveilles, dans la bataille de la Hogue. Ces opérations de guerre n'ont rien de décisif pendant sept ans ; elles se résument en des sièges, en des combats où s'exercent déjà, sous la tente des alliés, deux renommées belliqueuses, Eugène et Marlborough, alors simples colonels.

À côté des opérations militaires se poursuivent les négociations diplomatiques, et là se montre l'habileté de Louis XIV. En commençant la guerre de 1688, toute l'Europe est coalisée contre lui ; le roi de France est seul, sans alliance sûre et défensive ; à mesure que la guerre se continue, le cabinet de Versailles parvient successivement à détacher quelques cabinets, tels que le Danemark et la Suède, puis la Savoie ; il entraîne enfin la Hollande elle-même, et la paix de Ryswick est conclue contre le gré de l'empereur. Les négociations pour le testament de don Carlos, en faveur du duc d'Anjou, sont d'une remarquable habileté ; les explications qu'en trouvera dans cet ouvrage feront briller dans tout son éclat la diplomatie de Louis XIV. Je me suis spécialement arrêté sur cette série de belles et fortes intelligences qui sortaient des bureaux des dépêches, depuis M. de Torcy jusqu'à M. d'Avaux, pour diriger la diplomatie de la France. Les temps modernes n'ont rien offert de comparable ; les Bourbons excellèrent surtout dans la direction des affaires étrangères, depuis Henri IV jusqu'à l'infortuné Louis XVI.

L'administration intérieure, jusqu'alors si protectrice, est suspendue par les crises de guerre et les luttes d'opinions ; on ne rencontre

plus ces codes vastes et complets qui marquent la première période du règne de Louis XIV ; il n'y a plus d'ordonnances générales sur la marine ou sur le commerce. On voit que la législation est dominée par la nécessité de la guerre ; on ne songe qu'aux emprunts, aux pressants intérêts du trésor, à la levée des hommes, aux alliances politiques. La législation est empreinte d'un caractère de circonstance : c'est pourtant à cette époque que furent dressées les statistiques des provinces, les états de leurs forces, de leurs moyens, merveilleux travail, commandé sans doute par le besoin de compter les ressources du pays dans la triste prévoyance d'une invasion ; car la répartition de l'impôt est le mobile actif des améliorations administratives ; c'est souvent la source d'un progrès.

Les opinions et les partis ne restent pas stationnaires. La lutte est vivace entre la Réforme et le catholicisme dans cette période des controverses entre Bossuet et Jurien, Fléchier et Basnage, incessant combat de l'Eglise et du calvinisme. On ne s'épargne point, et tandis que les rois se mesurent sur les champs de bataille, les organes des deux opinions hostiles font entendre de vives paroles. Au sein du catholicisme même apparaît la dispute du jansénisme, tentative de réforme modérée et pacifique ; puis le mysticisme éloquent et exalté de M^{lle} Guyon, cette femme si éminente qui domine une génération de sa brûlante intelligence. La belle littérature faiblit quand la controverse éclate ; ce triste temps eût un lugubre nécrologe pour la grande poésie ; Corneille, Molière, Racine, La Fontaine quittent la vie, et avec eux disparaît la magnifique galerie qui décorait le règne de Louis XIV.

Alors se montre une nouvelle génération qui porte un reflet du style et de la ligne des réfugiés ; école mécontente et chagrine, elle attaque tous les principes jusque dans leur dernier fondement. Rien semble avoir marqué chaque siècle d'un caractère particulier ; les écrivains de la Réforme et de la Fronde démolissent la vieille société, ses institutions, sa royauté, l'autorité forte et la croyance ; vient ensuite la littérature de Louis XIV qui reconstruit les idées morales avec la magnificence de l'ordre politi-

que; puis recommence une fois encore l'œuvre de démolition, qu'accomplit dans son effrayante activité la philosophie du dix-huitième siècle. Tout est ainsi dans le moule action et réaction. A partir d'alors, Louis XIV cesse de donner la haute impulsion; l'époque ne lui appartient plus; il a trop vécu! Vieillard, il se résigne à son temps, mais il ne le conduit plus de sa main victorieuse. Ainsi chaque destinée se survit à elle-même, elle dépérit vivante encore; elle se voit mourir avant le tombeau; rois, poètes, écrivains, vous tous renommées saisissantes, vous demeurez condamnés à ce supplice déchirant de voir une nouvelle génération qui arrive moqueuse, et brise vos faibles œuvres sur la tombe béante de votre gloire finie.

Tel est le tableau qu'embrasse cette partie de mon travail sur Louis XIV; j'ai suivi, comme dans les précédents ouvrages, les développemens de la pensée politique et morale de la société; je n'ai jamais hésité devant un aperçu nouveau, quand il m'a paru fondé sur les pièces et les documens authentiques. L'ambition de la singularité en histoire a ses dangers; on marche au faux pour éviter le commun et le banal; seulement j'ai dû secouer les petits préjugés enracinés par l'esprit de coterie; l'étude des questions sociales a fait maintenant trop de progrès pour qu'on ne puisse dire la vérité entière sur les opinions et les partis. Nous avons des théories plus ou moins bien développées, beaucoup de déclamations en bistoire; quant aux faits et au véritable esprit de chaque époque, on les a dédaignés. Il a paru trop vulgaire aux écrivains du siècle dernier d'entrer dans les mœurs et l'esprit d'une génération; la philosophie ne descendait pas jusque-là; c'eût été faiblesse: elle traitait le passé avec un petit mépris de grand seigneur! elle souriait du pitié en face des poétiques figures des vieux temps! Le dix-huitième siècle était si exempt de préjugés! nous sommes aujourd'hui nous-mêmes si puissans du vérité et de dignité, nous sommes si hauts pour l'histoire!

Les documens sur lesquels ce livre est écrit sont nombreux; j'ai eu le bonheur d'en publier quelques-uns d'inconnus. On verra, pour les négociations diplomatiques, toute l'histoire se-

crète du congrès de Riswick et des transactions pour la succession d'Espagne. Beaucoup de faits ont dû être rectifiés par suite de ces pièces; j'ai apporté quelque soin à cette critique. Des travaux spéciaux à la bibliothèque du roi m'ont révélé l'existence de plus de soixante volumes in-folio de statistique sur l'administration des provinces de France; je m'en suis servi pour l'histoire inconnue du gouvernement provincial de Louis XIV. En général, ébloui par cette immense personnalité royale, on avait négligé l'administration du pays; je crois qu'on ne pardonnerait pas aujourd'hui une telle omission. Il est essentiel de révéler ce beau système provincial, si naturel, si simple, si facile à manier. La province était une nationalité que le temps et les habitudes avaient faites. Etats, parlemens, communes, corporations, tout cela vivait d'une même existence; le système administratif n'avait rien de coûteux et de factice comme dans les divisions arbitraires d'une autre époque. On n'avait pas constitué les populations en violentant les coutumes, en groupant des localités sans rapports, sans intelligence des intérêts. La province était le vieux sol, l'antique race!

Je répète toute ma répugnance pour les petits Mémoires de ces hommes qui ont vécu au milieu des événemens sans les voir; il n'est pas d'époque qui ait inspiré tant de récits vrais ou faux; on a brodé des anecdotes sur un fond historique, et l'on a dit: Voilà Versailles, ses intrigues, sa politique. J'excepte de cette réprobation les Mémoires de Dangeau. Le marquis de Dangeau a une belle qualité; c'est son admiration sincère, droite, désintéressée; il se trompe peut-être, mais c'est une âme naïve en contemplation devant Louis XIV; il faut le lire, et, tout en s'en méfiant, le relire encore. Quant à Saint-Simon, ses Mémoires ne sont le plus souvent qu'un plagiat de Dangeau pour les premières années; l'auteur a cousu quelques méchancetés en langage spirituel, souvent obscur et pédantesque. Si le titre des Mémoires de Saint-Simon ne portait pas un nom respectable et une certification d'authenticité, je les croirais un plaiege transparent qu'une main exercée et mécontente aurait jeté, pour les trois premiers volumes au moins, sur les Mémoires si simples de Dangeau.

Prenez, par exemple, tout le solennité de la reconnaissance du duc d'Anjou par le roi Louis XIV, par l'ambassadeur d'Espagne, Castel dos Rios, et les courtisans*; tout y est presque le mot à mot. Il faut se rappeler le parti que la révolution a toujours tiré des Mémoires de Saint-Simon, depuis l'édition de Soulasie jusqu'à la dernière, qui parut en 1828 **. C'était le temps d'une restauration réparatrice, si étrangement attaquée par le vieux parti libéral; le vent était à l'opposition; on ne voulait rien debout; le libéralisme anéantissait la croyance dans l'autorité politique, comme la réforme du seizième siècle avait anéanti la croyance dans l'autorité religieuse; ce nom de Louis XIV gênait pour la destruction d'une dynastie que le grand roi euvrait de sa gloire; on avait besoin d'un pamphlet: les Mémoires de Saint-Simon parurent.

On m'a reproché une fois encore de me servir des chansons et des poésies légères de tout un temps pour en faire connaître l'esprit. Il m'a été dit qu'on ne pouvait se fonder, en histoire, sur des feuilles aussi frivoles, qui n'étaient que l'expression des passions contemporaines. Grande et neuve vérité qu'on m'apprend là! Et sans doute je sais bien que ces tristes épi grammes, ces méchants écrits des partis, ces juies des passions furieuses, ne sont pas dans la sincérité des faits. Nous avons vécu à une époque trop active elle-même pour ne pas savoir le cas qu'il faut faire des pamphlets comme vérité historique; mais ces pièces, je ne les donne pas pour constater un fait ou juger un événement; ai-je besoin de répéter que je les publie comme l'expression des sentimens contemporains, comme une preuve des mauvaises passions de toutes les époques? et cela est utile. J'aime à faire connaître un temps tout entier, jusque dans ses entrailles; la chanson est le journalisme du dix-septième siècle. Eh! qui pourrait écrire l'histoire contemporaine sans

les journaux? Certes, la couleur d'un temps est là, si la vérité n'y est pas toujours. Mon amour pour les documens m'a fait donner toutes les pièces qui peuvent éclairer les annales de notre France; j'aime à conduire la forte et jeune génération au milieu des halles, et même dans les petits soupers, pour lui faire entendre une chanson populaire ou un Noël de gentils hommes. Ce livre est assez grave par les pièces administratives et diplomatiques, pour que je cherche à déridier quelquefois les fronts méditatifs; et d'ailleurs il y a souvent bien du sérieux dans une chanson moqueuse des halles ou des multitudes!

Ces deux volumes racontent une époque où se trouvent encore les derniers débris des sentimens chevaleresques, des opinions nobles et désintéressées, de la foi dans le pouvoir, de la croyance religieuse et politique. Le temps qui lui succède (le dix-huitième siècle) est une grande émeute morale contre la foi et la croyance appliquées dans leur plus large acception, à Dieu comme aux rois, à l'Eglise comme à l'autorité. Le dix-huitième siècle, en bouleversant notre conviction, en jetant la tempête parmi nous, nous a fait cette société indifférente, ce synérétisme qui adopte tout, prend tout, la vertu et le vice, le beau et le hideux, caractère que je retrouve dans Rome, abîmée de sensualisme, couronnée de fleurs au milieu de l'ivresse des cirques, mais aussi dans la lassitude et le désabusement de la vie aux derniers temps de ses empires. Alors se manifestèrent les doctrines de l'école d'Alexandrie; tous les dieux furent admis dans le Panthéon, le Christ avec sa divine figure, Mithra et ses initiations, le Bacchus syriaque avec son thyrses d'ur; et l'un disait: Tout cela est Dieu! Sortira-t-il de notre époque, un peu confuse, un travail de reconstruction sociale? Je le crois, car il se fait dans toutes les âmes d'élite un retour vers l'ordre moral et la nécessité d'un pouvoir fort et grand. Je ne suis

* Mémoires de Saint-Simon, tom. III. — Mémoires de Dangrau, tom. II.

** On a fait un étrange usage des Mémoires du duc de Saint-Simon; ils ont été plusieurs fois réimprimés; il en existe diverses éditions antérieures à celle de 1828. La première date de 1789; c'était un abrégé en 3 vol.

in-8°; 4 vol. de supplément furent publiés l'année suivante. — Une autre édition en 13 vol. in-8°, date de 1791; elle est grossie de notes et de pièces justificatives sans intérêt. Enfin, en 1819, une nouvelle édition parut en 6 vol. in-8°.

pas tellement épris des vieux temps que je ne sache reconnaitre les bonnes tendances de notre génération ; il y a des faits nouveaux, des idées, des intérêts qui protègent le présent et garan-

tissent l'avenir ; il ne s'agit plus que d'organiser toutes ces forces dans une puissante hiérarchie, et désormais c'est la tâche des gouvernemens.

2 juillet 1837.



OBSERVATION ET ERRATA.

Quand j'ai parlé de Locke, de Bayle à l'occasion de l'histoire des réfugiés, je n'ai pas entendu dire qu'ils appartenassent aux calvinistes qui avaient quitté la France. J'ai voulu seulement personnifier le véritable caractère de l'école dite des réfugiés, qui se mêle à la philosophie anglaise et à la critique hollandaise.

LOUIS XIV,

SON GOUVERNEMENT

ET

SES RELATIONS DIPLOMATIQUES AVEC L'EUROPE.

CHAPITRE XXIX.

LA SOCIÉTÉ. — LA COUR. — LES ÉCRIVAINS.

La société décrite par Molière. — Racine et Boileau. — Esprit politique de la tragédie d'*Esther*. — La Fontaine. — Corneille. — La littérature des réfugiés. — Ecole critique. — Historique. — Philosophie. — Jurien, Bayle, Basnage. — Saint-Evremond. — Caractère de la philosophie. — Descartes. — Mallebranche. — Locke. — Hobbes.

1670 — 1688.

Molière n'existait plus; toute la vie du grand poète avait été une puissante lutte contre la vieille société; Molière avait commencé son immense carrière par *les Précieuses Ridicules*, mordante satire contre la Fronde et les ruelles du Marais, qui'en avaient conservé les traditions et l'esprit; il la finissait, cette carrière si pleine, par la *Comtesse d'Escarbagnas* (1), tableau contre la noblesse provinciale, l'antique force de la monarchie. Ses comédies-pamphlets se moquaient de cette gentillesse qui avait conservé les mœurs rustres des ancêtres. Tout était sacrifié à la cour, le culte

(1) « La comtesse d'Escarbagnas fut représentée pour la première fois devant la cour en 1671. » Molière mourut en 1673 (17 février).

(2) Lettre de Molière au roi, en tête de la comédie des *Fâcheux*.

T. I.

exclusif de Molière; c'est pour Versailles qu'il écrivait ses ballets féériques, ses bergeries et ses héroïdes. Quand il se jouait de toutes les classes, de la société, des bourgeois politiques comme des femmes frondeuses, il le faisait au profit de Louis XIV; ses joies, ses divertissemens étaient consacrés à Versailles. « Il étoit bien juste, écrivait le poète, de donner sa peine pour distraire un moment le héros qui venoit d'enchaîner les ennemis de la France (2). » Molière avait suivi toutes les pensées du roi; ses pièces s'empreignent de toutes les révolutions de cour; Louis XIV, jeune et brillant encore, s'est-il prononcé contre les jansénistes, Tartufe devient le fidèle tableau de cette dévotion outrée qui cache la faiblesse et l'hypocrisie sous l'austérité; l'œuvre de Molière est moins une censure de mœurs que le service intelligent et délicat d'un courtisan qui flatte la dévotion facile d'un roi, alors aux bras innocens de M^{lle} de La Vallière, et plus tard aux adultères amours de M^{me} de Montespan. Quoi d'étonnant d'ailleurs que Louis XIV protégeât Molière contre une résistance qui venait des vieux parlementaires jansénistes et frondeurs (3)!

Racine subit mieux encore que Molière cette royale influence des idées de cour; ses grandes œuvres jusqu'à *Esther* se ressentent des fortes études de Tacite et de l'antiquité, mais de l'antiquité empreinte de la flatterie qui s'élevait jusqu'au roi; sa belle pièce d'*Alexandre* ressemblait à ces tapisseries de haute-lisse, où étaient reproduits les vastes

(3) *Tartufe* date du règne de M^{lle} de La Vallière, époque de dévotion facile; la cour étoit alors en guerre avec les jansénistes du parlement.

25

tableaux de Lebrun, le passage du Granique, Alexandre vainqueur des Perses. C'était toujours le roi, et cette image héroïque se reproduisit ainsi sous des formes inécessamment divinisées. Dans *Esther*, le caractère politique devient plus saillant encore; la tragédie est ici un véritable pamphlet insinué par M^{me} de Maintenon; l'esprit de la pièce est saint, la cour est devenue dévote et repentante; Aman, c'est l'implacable Louvois; Assuérus, c'est Louis XIV, devant lequel la cour tremblante s'agenouillait (1). Les pompes orientales flattaient le roi; M^{me} de Maintenon, qui n'aimait point Louvois, se plaçait comme l'intermédiaire de la clémence du prince pour le peuple de Dieu, et dans ce peuple quelques ministres calvinistes voyaient les malheureux proscrits du fatal édit. M^{me} de Maintenon ne les avait point persécutés; plus d'une fois elle s'était souvenue que, jeune fille, elle avait chanté les psaumes de Marot dans le préche. M^{lle} d'Aubigné ne poursuivait point les buguenots; sa correspondance revête pour eux la plus douce, la plus intime sollicitude (2); elle pouvait désirer leur conversion, mais elle n'alla jamais jusqu'à la persécution dure et implacable, qui fut l'œuvre de Letellier et de son fils Louvois. Racine est l'écrivain politique de M^{me} de Maintenon, et cet édit de tolérance, qu'*Esther* agenouillée sollicite d'Assuérus, n'était-il pas l'humble pétition de la favorite pour qu'un peu de pitié fût donné à ses anciens frères les calvinistes? Le supplice d'Aman signalait peut-être la disgrâce que M^{me} de Maintenon préparait alors contre Louvois (3). Ces allusions furent saisies, et c'est ce qui fit concentrer dans les murs de Saint-Cyr les représentations d'*Esther*.

Ce caractère politique que prennent généralement les deux poètes du roi, Racine et Boileau, explique très-bien le motif qui les fit appeler au titre d'historiographes de France; toutes leurs idées se reportant à un seul objet, Louis XIV, l'histoire comme la poésie devaient converger vers une com-

mune destinée. Boileau et Racine étaient des hommes politiques dans le sens de l'époque; leurs œuvres, en empruntant le charme des vers ou de la prose sévère, n'avaient en vue que la gloire du roi; leurs livres secondaient ses plans. Cette préoccupation se révèle dans la plus intime correspondance. Si Boileau va chercher aux eaux de Bourbon un remède contre la maladie de poitrine qui lui éteint la voix, il presse son ami et son confrère Racine « de ne laisser échapper dans son travail d'historiographe rien de ce qui peut relever l'honneur du monarque, en qui est tout à la fois Alexandre et Auguste; sa tristesse est de ne pouvoir suivre que de loin tant de gloire et de fortune; que n'est-il dans son jardin d'Auteuil, sous la pampre jaunée, au pied de ses grands arbres, abrité comme Horace par la puissance de Mécène (4) ! »

Ce rôle d'écrivain politique plaît à Racine; dans sa correspondance, il agit des questions d'administration publique; nommé trésorier des finances à Moulins, il développe ses plans, jusqu'à la grande disgrâce qui fut également le résultat d'un écrit politique; mais cet écrit était d'une nature d'opposition, et Louis XIV n'aimait pas les remontrances, alors même qu'elles s'empreignaient de toutes les expressions du respect et du dévouement. La place de trésorier des finances de la généralité de Moulins, qu'occupait Racine, ne l'autorisait pas à contrôler les plans de l'État.

Tout ce qui se rattache à l'esprit frondeur et mécontent excite le plus profond ressentiment dans l'âme du roi. La Fontaine, le vieux opposant, le moraliste hardi, l'ami indépendant de Fonquet, ne put avoir l'approbation royale à son élection d'académie française qu'après que Boileau, l'écrivain royaliste, eut obtenu sa propre élection. La Fontaine pourtant avait payé son tribut à la grande autorité royale; il avait célébré Louis XIV, le vainqueur, le pacificateur de l'Europe (5); sa muse insouciance avait jeté l'éloge au duc de Vendôme, au prince de

(1) Il peut confondre Aman, il peut briser nos fers
Par la plus faible main qui soit dans l'Univers.

Esther, Act. I, se. III.

(2) Lettres de M^{me} de Maintenon, édition de La Haye ann. 1726.

(3) Dans le troisième acte, *Esther* s'adressant à Aman, s'écrie :

Misérable ! le dieu vengeur de l'innocence
Tont prêt à te jnger tient déjà sa balance;
Bientôt son juste arrêt te sera prononcé;
Tremble ! son jour approche, et ton règne est passé.

(4) Lettres de Boileau à Racine, datées de Bourbon. Août 1687.

(5) Voyez, dans les œuvres complètes de La Fontaine, ses lettres de 1685 à 1687. La Fontaine avait loué même M^{lle} de Fontanges.

Charmant objet, digne présent des cieux !
Et ce n'est point langage du Parnasse;
Votre beauté vient de la main des dieux,
Vous l'allez voir au récit que je traie.
Puisent mes vers obtenir tant de grâce
Que d'être offerts au dormeur des bûnains,
Et présentés par vos divines mains !

Épître à M^{lle} de Fontanges. 1680.

Conti, « plus glorieux que César et Alexandre » ; mais ses amitiés sincères et dévouées sont pour les débris de la Fronde. La Fontaine est en correspondance avec les mécontents qui se sont réfugiés en Angleterre, avec les duchesses de Bouillon et de Mazarin en pleine disgrâce ; il a commencé sa vie avec Fouquet, il la finit avec M^{me} de Sévigné et de La Sablière ; là seulement sont ses intimités. Quand l'esprit d'une vieille société s'efface, il reste encore debout quelques caractères de ce temps passé ; eux-là seuls se touchent, se pressent, ils échangent de communes pensées ; il n'y a de sincère amitié qu'entre eux, ils se prêtent leurs confidences ; ils subissent la nouvelle société, ils ne l'adoptent pas. Le grand Corneille appartient également à l'époque finie, ses mâles accents ne sont plus compris, c'est moins le talent qui faiblit, que les idées et les formes qui changent. Pierre Corneille, comme La Fontaine, a chanté le roi Louis XIV, mais ses habitudes frondeuses donnent une certaine gaucherie à sa manière ; il faisait tenir un autre langage à ses républicains de Rome ou à ses chevaliers, images de la noblesse fière et provinciale. Aussi Corneille languit, pauvre, sans secours ni pensions ; si la main royale s'étend jusqu'à lui, c'est à l'intervention de Boileau et de Molière, les écrivains royalistes, qu'il doit les 200 pistoles que lui envoie Louis XIV ; il meurt presque sans honneurs, parce que la société a changé, et que sa pensée n'est plus comprise (1).

Tous ces écrivains frondeurs étaient en rapport avec les mécontents et les réfugiés. Depuis l'avènement de Louis XIV, le nombre des exils s'était accru chaque année. L'époque de la Fronde avait été trop violente, trop désordonnée, pour que l'établissement d'une administration régulière n'entraînât pas des exils volontaires et nombreux : le roi tenait à l'exercice plein et entier du pouvoir absolu ; il multipliait les lettres de cachet, les proscriptions capricieuses et individuelles. Un duel d'honneur, dernière raison de la noblesse, un Noël, une épigramme, suffisaient pour imposer la fuite et l'exil à un gentilhomme ; et la vie anglaise de Saint-Evremond, l'amant chéri de Marion Delorme, cette vie littéraire, aux mâles et moqueuses pensées, est un exemple de cette existence des réfugiés (2). La révocation de l'édit de Nantes avait peuplé la Hollande, l'Allemagne et l'Angleterre d'écrivains justement ulcérés contre les actes de

violence et de despotisme de Louis XIV ; ils formèrent bientôt une école politique, philosophique et littéraire, dont la réaction fut très puissante sur le mouvement intellectuel même du dix-huitième siècle.

Le type spécial de l'école des réfugiés fut d'abord la libre pensée. La réforme avait établi l'indépendance d'examen ; l'autorité catholique avait été violemment secouée, et la double révolution d'Angleterre donnait une facile issue à ces mécontentements. En France, tout portait l'empreinte d'une même pensée ; les opinions étaient dominées par la toute-puissance du roi ; l'école réfugiée s'en vengeait à l'étranger. On contracte dans l'exil un esprit d'aigreur contre le pouvoir qui vous frappe ; il n'y a que des âmes d'élite qui puissent se conserver impartiales dans le malheur dont on peut dénoncer la cause aux contemporains et à la postérité. L'activité des réfugiés fut grande ; elle ne laissa passer aucune circonstance, elle écrivit contre le roi et la monarchie de Louis XIV ; elle prépara la révolution intellectuelle que le dix-huitième siècle accomplit. Cette école est guidée, sérieuse ; son style est froid, dissertateur ; mais il y a des idées hardies et une liberté chagrine. L'école des réfugiés se divisa en trois grandes branches. La première fut toute politique et de pamphlets contre la puissance de Louis XIV et son établissement monarchique ; la seconde fut d'entendement et de philosophie ; la troisième enfin fut historique et critique.

Si l'on examine la littérature politique en France sous le règne de Louis XIV, elle n'a qu'un seul et même retentissement : soit qu'elle prenne la forme des vers, soit qu'elle se montre dans des manifestes solennels, elle est entièrement consacrée à l'éloge du roi, à la justification de ses armes. Il n'y a pas d'école politique à proprement parler ; on ne disserte pas sur la valeur d'un système ou d'un projet ; toutes les plumes se consacrent à le faire triompher quand Louis XIV l'a conçu. C'est l'école des réfugiés qui se jeta la première dans ces questions de politique depuis si largement agitées, et par exemple, l'origine et la forme de la souveraineté. L'intérêt des Etats-Généraux et de Guillaume III était de favoriser la publication de ces écrits, qui se rattachaient à leur propre révolution, et la justifiaient dans son origine. Le chef de ces pamphlétaires, le ministre Jurin, était un des conseillers

(1) Corneille mourut le 1^{er} octobre 1684, dans un état voisin de l'indigence.

(2) Voyez le bel ouvrage de Saint-Evremond sous

ce titre : *Reflexions sur les divers génies du peuple romain dans les divers temps de la république*, 2 vol. in-8°.

de Guillaume d'Orange; ses pamphlets sont rarement sous la forme religieuse; Jurieu poursuit la pensée politique, c'est-à-dire la substitution du principe de la souveraineté du peuple au droit antique de l'hérédité de race. Presque toutes ces questions réagirent plus tard contre la dynastie de Louis XIV; le germe des principes de la révolution française fut recueilli à l'école des réfugiés; c'est là leur origine, ils secondèrent l'énergie des mécontents. Le ministre Jurieu fut implacable; il s'adressa à tous les ordres de l'Etat en France contre Louis XIV, et après avoir parlé aux paysans des Cévennes, il appela les puissances de l'Europe à se réunir dans la ligue d'Augsbourg (1).

L'école philosophique des réfugiés se manifeste avec une indépendance non moins active. En France, la philosophie s'était affranchie des formules d'Aristote, pour entrer dans le magnifique idéalisme de Descartes, et après lui, dans les ingénieuses combinaisons de Mallebranche. La pensée morale, l'âme enfin, dominait les sens, l'intelligence, la matière; telle était la belle théorie de Descartes (2). L'école des réfugiés ne pouvait s'attacher à ce système trop profondément en rapport avec les dogmes de l'Eglise romaine. Hobbes et Locke attaquèrent tous les philosophes idéalistes: Hobbes remontait à l'origine des sociétés, à l'état de nature, pour expliquer le mécanisme de la pensée humaine; Locke parlait d'une sorte de matérialisme mitigé. Le système des sensations se pliait admirablement aux doctrines de l'école protestante; il n'y avait pas d'idées innées, tout venait des sens par la vue, le tact, l'ouïe; dès lors le principe religieux n'était en nous que par une révélation discutable. Cette philosophie se prêtait à toutes les hardiesses sociales et religieuses; il n'y avait rien d'autérieur aux sensations (3).

(1) J'ai déjà parlé du pamphlet de Jurieu: « Les soupçons de la France esclave, qui aspire après la liberté »; c'est là où se trouvent déposées toutes les haines politiques de l'école calviniste.

(2) Les œuvres de Descartes ont été réunies sous le titre de: *Opera omnia*. Amsterdam, ann. 1690, 1701, 8 vol. in-4°. L'édition française contient 13 vol. in-12. On peut voir les nombreux *Traites* de Mallebranche sur la morale, sur l'amour de Dieu, sur l'existence de Dieu, sur la communication du mouvement, sur l'infini créé; son travail sur la *Recherche de la vérité*, et ses *Méditations chrétiennes et métaphysiques*, développement des idées posées par Mallebranche, dans son *Traité de la Nature et de la Grâce*.

(3) Thomas Hobbes mourut en 1679. Chalmers a donné la liste de tous ses ouvrages, au nombre de

L'école historique et critique des réfugiés calvinistes se jeta dans de plus ardentes spéculations. En France, l'histoire n'était que le froid récit des faits, le résumé des gazettes, l'éloge du roi, le bulletin comparé des événements. Le temps était passé des bous et livres chroniqueurs. Quand un moine pieux faisait le récit des actes d'invasion du roi ou des hommes d'armes sur le monastère, quand il plaçait aux enfers l'usurpateur des biens de l'Eglise, le méchant majordome qui enchaînait le serf, il faisait acte de liberté; il donnait une naïve couleur historique même à son indignation. Le temps des chroniques n'était plus; les historographes avaient envahi le domaine des faits en France. Si quelques seigneurs ou quelques parlementaires écrivaient la vérité lutine des événements, c'était en silence; ils la transmettaient à leurs descendants sous le sceau le plus secret, avec ordre de ne jamais la publier, dans la crainte d'offenser la majesté royale ou de compromettre leur blason. C'est l'école des réfugiés qui la première s'empara de la critique historique; le Dictionnaire de Bayle, les Histoires de Basnage, les travaux de Levassor, discutèrent les événements avec indépendance, souvent avec aigreur. Le caractère spécial de cette école des réfugiés fut surtout un esprit d'opposition tourd, étroit et fastidieux. Bayle est le plus spirituel de tous: sa critique est hardie, dissertatrice; les doctrines les hommes sont également jugés et appréciés avec ce scepticisme qui n'admet rien *a priori* (4). Basnage opposa sa féconde et persévérante érudition à Bossuet; son Histoire de l'Eglise, ses vastes Annales des Juifs, supposent des études patientes, invincibles; mais quel désordre, quel style! quel esprit de plomb, sans aucun ornement de goût, privé de ce charme même de la critique élégante et raisonnée. Basnage

quarante-deux; celle de Nicéron est incomplète. La plupart des travaux de Hobbes ont été réunis sous le titre de *Moral and political Works*. London, ann. 1750, in-fol. Les œuvres de Locke ont été recueillies en 3 vol. in-fol. Londres, 1714, 1723, 1752. Le docteur Law en a donné une édition in-4°. La plus estimée est celle de 1801, 10 vol. in-8°.

(4) Le dictionnaire de Bayle a eu une multitude d'éditions. La première est de 1697, 2 vol. in-fol. La plus complète est de 1740, 4 vol. in-fol. Une édition in-8° a été dans les derniers temps commencée à Leipzig. L'ouvrage entier a été traduit en anglais, avec de nombreuses augmentations, ann. 1734, 1741, 10 vol. in-fol. Il y a aussi une édition hollandaise. La Haye, ann. 1727, 1737.

à cette petite érudition qui voit les faits un à un, ce qui équivaut à ne pas les voir à travers les grandes générations (1). Levassor est l'historiographe de la Hollande, de l'Angleterre et de la réforme, plutôt que celui de la monarchie de France (2); il écrit un livre sérieux comme une page de la Gazette de Leyde et de La Haye. Toutefois cette école critique et historique a ce résultat remarquable de ne plus laisser les caractères politiques en dehors de la discussion. Bayle, dans son Dictionnaire, s'empare de tous les noms de l'histoire, disserte sur tous les systèmes, et de ce libre examen résulte un jugement plus haut et plus impartial; la passion elle-même aide à la vérité.

En France, si la discussion politique et historique était interdite aux opinions, il restait néanmoins une issue à la controverse. Indépendamment des livres publiés contre les religionnaires, il y avait alors de vifs débats dans le sein de l'Eglise même. On remarquera qu'à toutes les époques, et dans le progrès de tous les systèmes, trois nuances d'opinions se dessinent : 1^{re} l'autorité; 2^{re} le libre arbitre; 3^{re} l'idéalisme. On trouve ces nuances dans la politique, la philosophie et la religion. J'ai déjà exposé les querelles du jansénisme et du molinisme, qui sont l'expression de la lutte vivace du pouvoir et de la liberté; plus tard je suivrai l'histoire de la secte des quietistes, qui se développe avec M^{re} Guyon et l'archevêque de Cambrai; cette secte n'est autre chose que le système de Platon, transmis aux gnostiques, et que les philosophes chrétiens appliquaient avec de nouvelles formes à l'organisation du catholicisme. Cette opinion avait l'enveloppe brillante des idées mystiques, elle se renfermait dans la plus sévère orthodoxie, mais elle croyait aux extases frémissantes et douces, aux apparitions des saintes Inimées, aux éblouissantes transmissions de l'esprit de Dieu. De là des rapports d'une charité plus grande, d'une sociabilité plus expansive. A côté du jansénisme, rigide observateur de la loi chrétienne, et de l'école des jésuites, si sensuelle, si indulgente, il s'était ainsi élevé une philosophie du cœur et de l'âme. La vie

contemplative, ce détachement du corps, entraînait aux extases et aux visions: c'était sainte Thérèse et son exaltation d'amour, le cœur de Jésus percé de mille bèches; tout était méditation sur les mystères, sur les miracles et les apparitions silencieuses (3). Plus tard, cette école si paisible et si entraînante fut exposée aux critiques et aux attaques des opinions religieuses plus en avant dans les affaires mondaines. Tel est en général le sort de tous les systèmes trop dominés par le spiritualisme; ils n'ont pas les éléments matériels pour se défendre, ils se lient trop à leur puissance d'imagination, ils dédaignent l'action des faits, et c'est cette action qui fait la vie d'un système; d'où il résulte que les idéalistes sont persécutés sans avoir aucune force actuelle pour les soutenir dans leur lutte avec les passionnés de la société!

CHAPITRE XXX.

CARACTÈRE DES OPINIONS EN EUROPE.

Le catholicisme. — France. — Espagne. — Italie. — Eglise anglicane, sectes dissidentes. — Irlande catholique. — Luthéranisme. — Suède. — Danemark. — Allemagne. — Calvinisme. — Genève. — Situation du calvinisme en France.

1688 — 1690

La marche des opinions est la plus solennelle étude de l'histoire: les gouvernements, les faits, les incidents politiques gravitent sous cette puissante énergie des opinions, et celles-ci se modifient, se transforment dans le cercle invariable de l'autorité et de la liberté, dualisme éternel qui se dispute le monde. Le dix-septième siècle avait vu de grands efforts, une réaction énergique du catholicisme contre la réforme: en France, la révocation de l'édit de Nantes; en Angleterre, la ten-

(1) La liste des grands travaux de Basnage se trouve dans les tomes IV et X de Nicéron. Son *Histoire des Juifs*, le plus connu de ses ouvrages, a eu plusieurs éditions; 1^{re} première est de 1706, 5 vol. in-12. Son *Histoire de l'Eglise* a été imprimée à Rotterdam ann. 1690, 2 vol. in-fol.

(2) L'historien Levassor était né dans la religion catholique; il avait même fait partie de la congrégation de l'Oratoire. Ce ne fut qu'en 1697 qu'il fit profession

de la réforme à Londres. Il publia une apologie des principes de l'Eglise anglicane, sous ce titre : *Traité de la manière d'examiner les différens de religion* Ann. 1697, in-12.

(3) On a publié un *Recueil de poésies spirituelles de M^{re} Guyon*. Amsterdam, 5 vol. in-8^e; recueil qui a été traduit en anglais par Cowper. Ses lettres et cantiques spirituels forment 9 v. L'édition des œuvres complètes de M^{re} Guyon comprend 30 v. in-8^e. Cologne,

tative de Jacques II pour rétablir le papisme. Si la puissance absolue de Louis XIV avait réussi à frapper la réforme, les Stuarts étaient en exil, parce que la réaction qu'ils méditaient avait trouvé trop d'intérêts hostiles au rétablissement de la hiérarchie romaine; Guillaume III et la révolution de 1688 avaient été l'expression de cette résistance des opinions et des faits contre les projets d'un prince qui les heurtait de face.

L'unité catholique avait presque absolument triomphé en France; l'organisation de l'Eglise s'était conservée avec toute sa force dans ses vingt-cinq métropoles, depuis Lyon et Reims, les vieilles primaties, jusqu'au diocèse de Paris, plus récemment élevé aux honneurs du siège métropolitain. Lorsque le voyageur parcourait les provinces de France, des Pyrénées au Rhin, partout l'aspect du pays était catholique; les cités, les monuments, les places, les rues, les foires, les halles populaires, tout empruntait le nom d'un saint, tout se plaçait sous son antique protection. Cette forte organisation religieuse embrassait les pensées et les émotions de la vie. Les fêtes solennelles, les délasséments de la jeunesse, les faiblesses et les douleurs du vieil âge, le pèlerinage aux oratoires, la corporation de la cité, comme l'association des métiers, tout se liait à la pensée catholique, dont la cathédrale était le vieux symbole au milieu de ses populations provinciales. Cette grande ligne de basiliques, cette longue et magnifique liasse de nefs, d'ogives surmontées de croix, de saints, un maintien sévère, de vierges adorées, cette pétrification, pour ainsi dire, de toute une croyance qui était peuple, faisait de la France un pays essentiellement catholique (1).

Au-delà des Pyrénées, la même croyance se maintenait puissante. En Espagne, le catholicisme s'était mêlé à la délivrance nationale. Les Maures n'étaient-ils pas les maîtres de Castille, d'Aragon, de Valence et de Grenade, lorsque quelques braves et nobles chevaliers chrétiens, sortant des montagnes des Asturies, délivrèrent l'Espagne de la domination étrangère? Tout s'était dès lors constitué en vertu du principe religieux; cette pompeuse cathédrale de Burgos, toute de marbre, pleine de lampes d'or sur les tombeaux des comtes de Castille, était un monument qui rappelait les mille exploits du

peuple; c'était sa fierté et sa gloire. De Séville à Valence, de Grenade à Salamanque, presque toutes les églises s'élevaient sur les mosquées; les minarets où le muzzim appelait naguère à la prière du soir, retentissaient du son des cloches d'argent (2). Les reliquaires étaient incrustés d'or avec les sequins d'Orient et de Venise, avec la riche poignée du cimeterre, ou la pierre précieuse qui brillait au turban des Abencérages, les ennemis des chrétiens d'Espagne. L'oratoire de saint Jacques de Compostelle était l'antique hôpital où les chevaliers allaient faire soigner les blessures qu'ils avaient reçues pour la patrie. Saint Ignace de Loyola n'était-il pas un brave guerrier frappant le Maure? Il n'existait pas d'église qui ne fût un souvenir national, un drapeau des grands jours de la délivrance; il n'était pas une institution qui ne fût empreinte de cet esprit, même l'inquisition, sorte de police introduite après les luttes violentes du peuple contre l'usurpation étrangère. Tout système triomphant traite les vaincus en ennemis, et lorsque le seul signe de reconnaissance était la croix pour la délivrance de la patrie, il n'était pas étonnant qu'une police impitoyable poursuivît les consciences incertaines, ces faux chrétiens qui appelaient de leurs vœux les Maures d'Afrique. Quand la conquête s'est emparée violemment d'un peuple et l'a expulsé de ses possessions, il s'établit tout naturellement un système de surveillance et d'inquisition: ce système se lie à la sûreté de l'Etat. En politique comme en opinions religieuses, il y a des tribunaux extraordinaires pour les circonstances exceptionnelles, la force défend son œuvre. Les gouvernements ont besoin de veiller à leur salut; les Maures étaient des ennemis; on les proscrivait parce que l'islamisme était puissant encore, et qu'il pouvait tenter de nouvelles invasions en Espagne. Le Turc assiégeait Vienne! les Maures d'Afrique pouvaient se jeter sur l'Andalousie, et la subjuguier comme l'avaient fait leurs glorieux ancêtres, et l'Espagnol voulait éviter les catastrophes.

Le principe catholique devait dominer en Espagne, parce qu'il se liait à la victoire, à la grande époque de la délivrance, et cette conformité d'opinions devait par la suite des temps abaisser les Pyrénées. Les répugnances entre Français et Espagnols tenaient à des circonstances politiques; on se

(1) J'ai développé cette puissance populaire du catholicisme dans l'*Histoire de la Ligne*.

(2) Tout est construit sur les débris des mosquées à Séville, Valence et Grenade. Je visitai l'Espagne en 1833, et peu de pays m'ont laissé une plus solennelle

idée du patriotisme religieux. A côté du scepticisme sans énergie d'un petit nombre de bourgeois, je distinguai la foi ardente des populations pour le catholicisme, le privilège et l'orgueil provincial.

moquait des soldats castillans depuis la Ligue, aux jours où Condé avait besoin de les battre en rase campagne de Flandre ou de Lorraine; mais l'Espagne était en mille rapports avec la France! On parlait sa langue à la cour; ses infantes s'étaient assises sur le trône; sa littérature avait dominé les mœurs et l'esprit des seizième et dix-septième siècles; ajoutez la conformité de croyance, et puis on s'expliquera la facilité que trouvèrent les armes de France à expulser celles des archiducs et des Anglais dans la Péninsule à la suite du testament de Charles II; les souvenirs de la maison d'Autriche et de Charles-Quint ne purent lutter contre l'intimité religieuse et l'intelligence du même culte qui animaient les populations des deux côtés des Pyrénées.

En Italie, ce n'étaient plus les mœurs graves de l'Espagnol; le catholicisme ne se rattachait pas à des souvenirs de gloire et de délivrance; la religion de l'Italie se mêlait à l'histoire de l'art; si son grand poète avait chanté la délivrance du sépulchre du Christ (1), ses peintres, ses sculpteurs, le Pérugin, Raphaël, Michel-Ange, et Salvator Rosa lui-même, dans sa farouche indépendance, avaient créé le culte vivant, poétisé le magnifique symbolisme des Écritures. Avant la renaissance, les fresques du *Campo Santo* de Pise racontaient tous les faits de la sainte Bible depuis la création, où Jéhova paraît en sa face rayonnante, jusqu'à ce mélancolique jardin des Oliviers où le Christ pleure sur la grande expiation de la croix; Raphaël Sanzio, le peintre divin, avait idéalisé pour le peuple l'angélique figure de la Vierge, avec le front jeune et majestueux, cet air de bonté et d'indulgence qui appelle toutes les larmes, toutes les consolations, et la Madeleine du Titien, cette magnifique image de l'amour qui s'est oublié jusqu'aux égarements; la Madeleine avec ce repentir en désordre, ce corps demi-nu, ces cheveux épars, cette pénitence dure sur la pierre du désert, au milieu des torrens sauvages, n'est-elle pas le symbole de ce désespoir qui prend le cœur et le flétrit après les grands égarements de la vie? La peinture italienne avait tout embrassé: si l'âme sublime de Raphaël enfante la Vierge divine intercédant auprès de son fils, Michel-Ange prodnait le jugement dernier, cette horrible sentence du juge inexorable; et

petit nombre de justes, et enfer où tombent pélemêle le mauvais riche avec sa bourse d'or, ces femmes grasses et luxurieuses, et le roi couronné; le ciel qui s'ouvre tout resplendissant et plein de souffreteux et de pauvres, admirable compensation des iniquités de la société humaine.

L'Italie ne pouvait donc cesser d'être catholique sans oublier toute son histoire et son passé de poésie et d'art; le catholicisme avait créé tout ce qui parlait à sa vive imagination; la grande musique, la peinture, ces immenses monumens de marbre et d'or qui couvraient Florence, Pise et Rome. Le cirque du vieil empire, les temples détruits du paganisme, ce Panthéon sanctifié par le culte de tous les saints, étaient laissés à la curiosité de quelques érudits; mais l'Italien ne sentait, ne vivait que par ses artistes. Saint-Pierre de Rome faisait son orgueil et sa gloire; et quand les joyeuses promenades *del Corso*, et son carnaval de masque et de folie avaient cessé, la population courait au *Slabat Mater* à Saint-Pierre-ès-liens, aux stations de la croix dans le Colysée (2), ou à la basilique de Saint-Jean-de-Latran: le catholicisme, c'était le sol même de l'Italie.

Ainsi en France le catholicisme s'était maintenu parce qu'il se liait à l'organisation de la commune, des métiers, des corporations populaires; en Espagne, parce qu'il rappelait les souvenirs de la patrie victorieuse; dans l'Italie, enfin, parce que ses mythes, ses symboles, ses cérémonies se rattachaient à son admirable histoire des arts. Rien ne vit que ce qui est peuple: les fragiles institutions que les circonstances politiques fondent, disparaissent dans la marche des temps; mais ce qui se lie aux idées populaires, au sol et à l'histoire d'un pays, les idées qui ont leur racine dans la conscience humaine, résistent à ces petites tempêtes des caprices politiques.

L'Angleterre voyait son église territoriale se consacrer par la révolution de 1688 et l'avènement de Guillaume III; le changement que Henri VIII avait violemment préparé portait ses fruits, parce que la révolution avait touché la propriété, et que c'est le seul moyen de la rendre complète. L'Église anglaise avec son riche et puissant évêque, ses barons libres possesseurs des anciennes abbayes, recevait sa force et sa consécration par l'avène-

(1) C'est avec joie que je vois enfin la *Jérusalem délivrée* traduite littéralement et expliquée par les chroniques et l'histoire de l'art en Italie, dans l'élégant et précieux travail de M. A. Mazuy.

(2) J'assistai à Rome en 1836 à l'une de ces stations;

les papes, pour sanctifier le Colysée, ont dressé douze petits oratoires: sans cette sanctification, les Romains catholiques n'auraient pas respecté les solennelles pierres de Rome impériale.

ment d'un roi vivement intéressé à combattre le catholicisme. Le prince se faisait le chef de la religion de l'Etat; quand le clergé de Westminster ou de Canterbury, avec ses riches et blanches aubes, entonnait d'une voix grave et sévère les psaumes de l'Ecriture, il y mêlait le nom du roi, le chef puissant de l'Eglise établie; l'organisation politique et religieuse se confondait dans un commun système et dans une même vie, et c'est ce qui en faisait l'énergie et la durée. L'avènement de Guillaume III donnait une action plus énergique aux sectes dissidentes. Au temps où la réforme fut prêchée en Angleterre, il apparut une multitude d'opinions diverses; les saints de Cromwell, ces soldats puritains couverts de leurs brassards et de leurs lourdes cuirasses, avaient laissé de nombreux partisans en Ecosse; les sectes graves et paisibles des quakers, les enthousiastes méthodistes, s'étaient répandus sur le sol de l'Angleterre; les rapports plus intimes avec la Hollande et les Pays-Bas avaient favorisé les progrès du calvinisme et du socialisme, deux opinions qui dominaient alors Amsterdam et La Haye. Les gardes hollandaises qui accompagnaient Guillaume d'Orange à son débarquement sur le sol anglais étaient calvinistes. Il en était de même de ces réfugiés qui avaient quitté la France par suite de la révocation de l'édit de Nantes; ces braves gentilshommes gascons, normands, poitevins, professaient la religion de Calvin; le ministre Jurieu était leur représentant et leur organe auprès de Guillaume III. Cette bante influencée de Jurieu auprès du nouveau roi d'Angleterre s'expliqua ainsi: il représentait l'opinion calviniste, puissant parti qui soutenait la révolution de 1688 (1).

L'Irlande était demeurée catholique, et par conséquent dévouée à Jacques II, tant à cette époque encore le principe religieux était énergique. Ces populations fondaient dans la même antipathie la réforme et la race anglaise, l'Eglise établie à Canterbury et l'oppression étrangère; le papisme, pour elles, était le symbole de l'indépendance de leur paroisse; la dîme ecclésiastique était leur don religieux et volontaire; la payer à des évêques ou à des ministres anglicans était le plus triste des impôts. La population de l'Irlande, depuis la révolution de 1688, était en complète résistance aux actes de Guillaume III. L'Irlandais n'avait point cessé de saluer le vieil étendard de Jacques II, le

symbolisme de sa foi; une expédition anglaise le menaçait, mais le peuple était décidé à vendre cher la liberté de ses opinions religieuses et de sa loyauté politique. Plus tard, si Guillaume III favorisait les troubles des Cévennes, Louis XIV armait ses vaisseaux pour préparer un débarquement en Irlande.

La destinée des opinions en Hollande se liait désormais à la révolution d'Angleterre; les deux Etats se trouvaient complètement unis de sentiments et de principes. Les populations ne s'aimaient pas; il n'y avait pas de sympathie entre le baron anglais, fier et hautain possesseur de la terre, et le marchand hollandais économe et modeste; la puissance d'opinions communes avait seule rapproché les intérêts. Les Hollandais étaient calvinistes ou puritains; ce territoire, naguère peuplé de grandes et belles églises, ne voyait plus que le prêche simple, à la parole austère. Tandis que les Pays-Bas espagnols conservaient les magnifiques cathédrales d'Anvers et de Bruges, les villes d'Amsterdam et de La Haye ne souffraient que le temple aux murailles blanches et à peine ornées aux jours de grandes fêtes. Le sombre et fier calvinisme excluait les images travaillées comme l'idolâtrie; et les beaux tableaux de l'école hollandaise, les magnifiques portraits de Van Dyck, les fêtes et bacchanales joyeuses de Romain de Hooge ou de Rubens n'ornaient que les édifices publics, l'Hôtel-de-Ville, maison commune de l'antique municipalité. L'esprit méditatif des Hollandais se dirigeait vers toutes les opérations mercantiles; pour remuer ces imaginations froides et absorbées, il fallait les scènes de gaieté, lourdes encore, quoique bruyantes; quelquefois la caricature insultante ou bien les grandioses orgies de l'art, telles que la Tentation de saint Antoine de Calot, la plus étonnante composition de ces époques moqueuses et déjà si sceptiques.

Le Danemark, qui touchait à la Hollande, se maintenait dans les opinions de la réforme luthérienne avec persévérance; le caractère saxon et germanique de ces populations s'y révélait. Deux Etats s'étaient ainsi tenus fermes dans la réforme telle que Luther l'avait enseignée: le Danemark et la Suède; la domination territoriale de la noblesse, l'esprit féodal qui séparait encore les diverses fractions des peuples, contribuaient à préserver la Réformation des écarts et des excès des opinions trop avancées. En Allemagne, le luthéranisme était puissant dans les électoraats; le duc de Brandebourg grandissait à ce point qu'il cherchait à se constituer en monarchie; et cela

(1) Dans toutes les gravures contemporaines, le ministre Jurieu est reproduit aux côtés de Guillaume III. *Foyez* Bibliothèque royale, collect. ad. ann. 1688.

s'expliquait (1). La couronne impériale restant catholique, l'opinion de la Réforme en Allemagne devait trouver son organisation propre, sa monarchie, autour de laquelle tôt ou tard elle allait se grouper. Quand un fort parti existe dans un État, il élève tout naturellement le pouvoir qui s'en fait l'expression et l'organe; et c'est ce qui constitua la Prusse en monarchie : l'électeur de Brandebourg s'était posé depuis le seizième siècle comme le défenseur de la Réforme, et la Réforme triomphant en Angleterre avec Guillaume d'Orange, dut chercher de nouveaux appuis sur le continent; la révolution de 1688 eut donc son retentissement en Allemagne. Dans la politique, il est difficile qu'une révolution dynastique ne crée pas d'autres royautés autour d'elle. Une dynastie qui se fonde a besoin d'exemples et d'encouragements pour se justifier. Ainsi la monarchie prussienne sortit du conflit des opinions; elle fut l'organisation du protestantisme.

La Suisse, comme l'Allemagne, offrait un mélange d'idées catholiques et réformées; toutefois le calvinisme dominait les autres croyances avec la suprématie de Genève, la savante métropole de Calvin. Jetée sur les frontières de la Savoie et de la France, Genève exerçait une certaine puissance d'opinion sur toute la ligne de montagnes qui s'étend des Alpes aux Cévennes. Au sommet de ces rochers escarpés, il existait des familles d'humbles pasteurs, paysans à demi-sauvages qui allaient aux prêches avec toute la ferveur des temps primitifs; depuis les jours de la persécution, ce zèle semblait se réveiller plus énergique. Ces colonies de pauvres de corps et d'esprit appelaient la parole des ministres comme la manne céleste. Au temps des persécutions, il s'élève toujours des hommes inspirés, des prophètes qui annoncent des jours meilleurs, et préparent ainsi à l'espérance. Le calvinisme si rigide, si profondément ennemi des

miracles, eut alors des prophètes : la montagne retentit d'éclatantes paroles (2); de pauvres femmes, de jeunes filles, comme la bergère de Crest, agitées par l'esprit saint, prêchaient au milieu des tourmens et des supplices; toutes avaient le don de la double vue; elles apercevaient au loin les détachemens de milice ou de dragons chargés d'exécuter les ordres impératifs de Louis XIV; elles prévenaient les fidèles qui se cachaient dans les cavernes; et tandis qu'un soldat avide de pillage brûlait les chaumières, enlevait les bœufs, ces pieux montagnards écoutaient la prédication des ministres anstères ou de jeunes vierges; on les voyait parlant des merveilles et de la bonté de Dieu, en face des flammes qui sillonnaient les hameaux dans ces sauvages contrées. Telles étaient les opérations; les faits politiques avaient marché!

CHAPITRE XXXI.

DÉVELOPPEMENT DE LA LIGUE D'AUGSBOURG.

Délibération de la diète. — Préparatifs de guerre. — Puissances engagées. — Guillaume III. — La Hollande. — Charles II d'Espagne. — L'empereur Léopold. — L'électeur de Brandebourg. — Princes d'Allemagne. — Suède. — Danemark. — Le duc de Savoie. — Le Pape. — Moyens militaires. — Subsides.

1689 — 1690.

Le grand fait diplomatique était alors la ligue signée à Augsbourg par les puissances allemandes

après quoi il entonnait de toute sa force quelque psaume de Marot ou de Bize.

« Mes frères », disait le prophète, « amendez-vous. faites pénitence, la fin du monde approche; repentez-vous du grand péché que vous avez commis d'aller à la messe : c'est le Saint-Esprit qui parle par ma bouche. » Ils faisaient de grands cris de miséricorde, d'imprécation contre les prêtres, contre l'Église, contre le pape, contre l'empire anti-chrétien, de blasphèmes contre la messe, d'exhortations à se repentir d'avoir abjuré leur religion, de prédictions de la chute prochaine du papisme et de la délivrance de la réforme. Tout ce qu'ils disaient dans ces momens était écouté et reçu avec respect et vénération. »

26

(1) C'est en 1700 que la monarchie prussienne fut établie; j'en développerai plus tard les causes.

(2) Voici ce que j'ai trouvé dans le livre si rare publié par les colvinistes sous le titre de *Théâtre sacré des Cévennes*, en l'année 1689 : « A peine le jour marqué pour l'assemblée commençait à poindre, que de tous les hameaux dalentour on voyait sortir en foule hommes, femmes, filles, garçons, les enfans mêmes, qui, quittant leurs chaumières à la hâte, pénétraient les forêts, grimpaient sur les rochers, et venaient au lieu indiqué.

» Après que le prophète s'était agité quelque temps, il commençait à prêcher et à prophétiser : il récitait à haute voix la prière que les fidèles avaient accoutumés de dire au commencement de leurs prêches;

des; on avait spécialement choisi Augsbourg pour donner un caractère plus solennel et plus national à cette alliance. Toute la politique de la France, depuis Henri IV, avait consisté à séparer les électeurs en les rattachant à la monarchie française aux dépens de l'Empire; la ligue d'Augsbourg les réunissait sous un commun étendard contre Louis XIV. Une nouvelle diète avait été convoquée, et l'empereur exigea de tous les électeurs un concours efficace en soldats et en argent, car l'Empire allait être menacé par les armes de France (1). Le seul prince allemand un peu incertain dans la communion était l'électeur de Bavière; Louis XIV se l'était attiré par le mariage de Mgr le dauphin avec la gracieuse et spirituelle fille de l'électeur (2). L'empereur avait répandu le bruit parmi les princes allemands que le dessein de Louis XIV (3) était de ceindre au front de son fils la grande couronne impériale, afin de reconstruire l'immense monarchie de Charlemagne, projet au reste déjà essayé sous François 1^{er} et Henri IV; plan gigantesque que Napoléon tenta plus tard en posant les deux limites de son empire à Hambourg et aux bouches du Cattaro, sur les limites de la Dalmatie.

(1) Les caricatures continuent contre la ligue d'Augsbourg. Il en est une curieuse à la bibliothèque du roi sous ce titre: « La Hollande, hanknière de la ligue d'Augsbourg. » — La Hollande, sous les traits d'une grosse femme, fait une large distribution de ducats; toutefois le Brondebourg, en face d'un coffre vide, s'écrie :

Où donc est ce qu'on m'a promis ?
Je ne vois que des coffres vides;
La Hollande pourtant sait que de ses amis
Les mains sont diablement avides.

L'ESPAGNE.

Vite, vite au secours, et sans me faire attendre,
Où de vous planter là je me vois contraint;
Tout mon feu se réduit en cendre,
Et pour trop embrasser, hélas! j'ai mal étreint.

L'ESPAGNE.

Ayez, grosse doudon, égord à l'indigence
De ce fanfaron hidalgo;
Si peu que de vos nazins il touche de finance,
Il en ira manger des oignons à gogo.

(2) Marie-Anne-Christine-Victoire, fille de l'électeur de Bavière Ferdinand-Marie, avait épousé le dauphin le 7 mars 1680; elle mourut le 29 avril 1690, des suites des couches du duc de Berri; étant sur le point d'expirer, elle se fit apporter cet enfant, et lui dit en l'embrassant : « C'est de bon cœur, quoique tu me écoutes bien écher ! »

Le principal moteur de la ligue d'Augsbourg était ce prince d'Orange, Guillaume de Nassau, qui venait d'être élevé à la couronne d'Angleterre; la révolution de 1688, fait désormais accompli, donnait un ascendant moral à la ligue d'Augsbourg. Guillaume III, à son avènement, touchait à sa trente-neuvième année, âge d'énergie et de puissance; sa taille n'était pas haute, mais forte; sa large main, son bras court signalaient une grande vigueur musculaire; il était homme de fer et de guerre; ses traits n'avaient rien de distingué, ses yeux étaient grands, avec l'expression d'un calme terne, quoique scrutateur; sa bouche était épaisse; son nez long et fort. Il régnait en toute sa personne une froideur moqueuse et fière qui révélait un caractère sans entrailles pour les petits accidents qui gênent une grande pensée, un but arrêté; cette figure de Guillaume III était tellement sans expression saillante, que les beaux portraits de l'école anglaise et hollandaise n'ont pu lui imprimer cette poésie de traits et de caractère dont Van Dyck a laissé les inimitables modèles dans sa galerie des Stuarts (4).

Guillaume III était encore dans la première

(3) Les griefs de l'Empire contre la France étaient amplement développés dans une note des plénipotentiaires à la diète: « 1^o contre les traités, la France s'était emparée de plusieurs places, avait élevé des citadelles, bâti des ponts sur le Rhin, coupé des bois, et s'était approprié des pays entiers par ces prétendues réunions; — 2^o dans les places ainsi prises et réunies, elle avait fait des changements injustes, tant en ce qui regarde le spirituel que le temporel; — 3^o violant les traités de paix et de trêve, et les assurances réitérées, elle avait attaqué l'Empire par surprise pris Philipsbourg, envoyé plusieurs électors, sans parler des incendies, ravages et autres hostilités barbares; — 4^o elle avait détruit le chambre impériale de justice, et fait emporter les archives, titres et documents; — 5^o elle avait voulu contraindre l'Empire, par la force, à reconnaître le cardinal de Furstemberg pour électeur de Cologne, contre l'élection canonique qui avait été faite par le Saint-Siège, etc. » (Note présentée à la diète, 1688.)

(4) J'ai trouvé en manuscrit, Bibliothèque royale, un curieux ouvrage inédit destiné à combattre la prétention du prince d'Orange; en voici les sommaires: « Les intrigues du prince d'Orange et les négociations secrètes avec toutes les cours des souverains de l'Europe, pour parvenir à l'usurpation de la Grande-Bretagne, et la politique avec laquelle il s'y maintient; où l'on voit le portrait de Guillaume-Henri de Nassau, les intrigues à la cour de Rome, à la cour de l'empereur, à la cour de France, à la cour d'Espagne, en

émotion de son avènement ; il avait à dominer les partis, le parlement ; l'Écosse était agitée, l'Irlande en pleine rébellion, mais sa politique avait un besoin profond de guerre ; Guillaume III devait trouver sa force dans les expéditions et les ligueurs européens contre Louis XIV. La coalition d'Angsbourg se liait à son avènement ; s'il voulait dompter l'Irlande, comprimer les partis en Angleterre, il devait porter la guerre sur le continent, et atteindre, dans la politique de Louis XIV, la source intime de tous ses embarras. Il est difficile qu'une royauté nouvelle puisse s'introduire dans la famille des couronnes sans essayer ou subir la guerre. Tous les préparatifs de la ligue d'Angsbourg aboutissaient à Guillaume III ; c'est lui qui en dirigeait le fil, et ce n'est pas sans raison que les caricatures du temps nous le représentent conduisant les alliés sous la figure d'ours et de singes que le bâton fait minauder et grimacer à volonté (1).

En s'emparant de la couronne d'Angleterre, Guillaume III n'avait point renoncé au stathoudérat, et par conséquent à l'influence absolue en Hollande ; la lutte des princes d'Orange contre Jean de Witt avait eu pour résultat de soumettre le grand pensionnaire, sorte de tribun de la bourgeoisie, à l'autorité du stathouder, imitation du consul militaire tel que l'entendait Rome. Les États-Généraux, depuis le meurtre de Jean de Witt, n'étaient plus qu'une assemblée bourgeoise et encline, qui ne pouvait résister à la volonté de Guillaume d'Orange : sa récente élévation au trône d'Angleterre avait caressé l'orgueil de la bourgeoisie d'Amsterdam et de La Haye. Ce n'était pas la première fois que l'Angleterre et la Hollande s'étaient placées dans un même système ; le plan de Cromwell recevait son exécution et son développe-

ment : on se rappelle que le protecteur avait modifié la fusion de la Grande-Bretagne et de la Hollande sous une commune république, avec des administrations distinctes néanmoins ; l'avènement de Guillaume III réalisait ce plan d'union, il cimentait l'indestructible alliance.

Charles II d'Espagne avait signé la ligue d'Angsbourg ; il avait alors vingt-huit ans ; le descendant de Charles-Quint, l'empereur de forte et grande mémoire, livré à l'indolence et à d'obscurs plaisirs, ne s'occupait pas des affaires sérieuses de son royaume ; sa santé était débile et fatiguée ; de déplorables intrigues s'agitaient autour de lui, et les mémoires du temps indiquent d'affreuses manœuvres pour préparer son impuissance de transmettre le noble sang du grand empereur. La jeune reine d'Espagne, de la race d'Orléans, ne put être mère, et mourut (2). Tout s'en allait en décadence à Madrid depuis la mort de Don Juan d'Autriche, glorieux bâtarde qui, à l'imitation de Dunois avait couvert de sa large épée, la monarchie en péril ; Charles II portait déjà le germe de cette lente maladie qui le conduisit au tombeau ; il était blond de face, grêle de corps, et dans ses plus belles années ses jambes supportaient à peine le poids de son manteau de velours, tout éclatant de joyaux des deux Indes, qui tombait ondoyant sur ses épaules, relevé par la Toison-d'Or. Charles II s'était prononcé pour la ligue d'Angsbourg ; dès ce moment Louis XIV avait compris la nécessité d'unir l'Espagne à sa dynastie. Ce que Richelieu et Mazarin avaient fait par les mariages, le roi cherchait à le préparer par la force ou par un testament. Il ne voulait pas laisser le midi à découvert quand il avait à porter ses armées au nord de la monarchie (3).

Raillerie sur le prince d'Orange.

Guillaume sur sa grande jument,
Ah ! qu'il y va gaïement
Tout le long de la rivière.
Ah ! qu'il, etc.

Angleterre avant et après son usurpation, à la cour de Danemark, à la cour de Suède, à la cour de Portugal, à la cour de Pologne, à la cour de Savoie, au sénat de Venise, à la république de Gènes, aux exilés suisses, auprès de l'électeur de Brandebourg, à la cour du grand-duc de Tuscane, à la cour du Grand-Seigneur, à Alger, à Tunis.

(1) Dans une caricature, c'est encore le prince d'Orange, coché, et dans un état de délabrement pitoyable ; il parle ainsi à ses alliés qui l'entourent :

Chers amis, vos secours ne sont plus de saison ;
La mort vient de finir ma détestable vie ;
Par-là je suis puni de mon ambition,
Tout se meurt avec moi, et finit mon envie.
J'ai voulu être roi contre Dieu et raison,
Vous avez appuyé ma fausse passion,
Et fait tous vos efforts pour soutenir ma gloire ;
Mais, hélas ! ce moment renverse nos desseins.

(2) Marie-Louise d'Orléans, fille de Monsieur, Les Mémoires rapportent que la jeune princesse avait aspiré à la main du dauphin ; lorsque Don Juan d'Autriche vint l'épouser par procuration, elle se montra triste au milieu des fêtes et des pompes de la cour. Louis XIV lui dit : « Mais, mon enfant, je ne pourrais faire mieux pour ma fille. » — « Ah ! Sire, répliqua-t-elle, vous pourriez faire quelque chose de plus pour votre nièce ! » Elle mourut à Madrid le 12 février 1689.

(3) J'ai vainement cherché dans la collection des

L'empire d'Allemagne était aux mains de Léopold, fils de Ferdinand III, prince de fermeté et de résolution politique. Léopold n'ignorait pas le dessein de Louis XIV; il était à peu près du même âge que le roi de France; quand il signa la ligue d'Augsbourg, il touchait à sa quarante-sixième année; fils d'une infante d'Espagne, il s'était encore uni à la puissante lignée de Charles-Quint par son mariage avec Marguerite-Thérèse, fille de Philippe IV, née comme la mère de Léopold sous les voûtes de pierre de San-Lorenzo. L'empereur n'était point homme de guerre, mais une tête adroite et politique; la ligue d'Augsbourg était un résultat qu'il avait obtenu à force de soins et de démarches; il avait réuni tous les intérêts allemands, jusqu'alors dispersés par la diplomatie habile des rois de France. La révocation de l'édit de Nantes n'avait que trop secouru les efforts de l'Empereur Léopold (1).

dépêches sur la succession d'Espagne, récemment publiée par une société officielle, quelques notes curieuses ou importantes sur cette succession. Je ne sache pas de recueil qui offre moins de ressources; les mémoires de Torcy, les collections sur Louis XIV, de la Bibliothèque du roi, contiennent des renseignements autrement précieux.

(1) La diète résolut : « 1^o de remercier Sa Majesté impériale des soins qu'elle avait déjà pris pour la défense commune, et des assurances données de sa part qu'elle assisterait l'Empire de plus de trente mille hommes dans cette guerre, quand même la paix avec la Porte ne se conclurait pas; 2^o qu'attendu tous les griefs ci-dessus énoncés, on déclarerait la couronne de France ennemie de l'Empire; que cette guerre devait être réputée pour une guerre commune d'États, et qu'on la publierait comme telle dans toute l'étendue de l'Empire; 3^o qu'on opposerait aux prétextes de religion, malicieusement inventés pour désunir les membres de l'Empire, une concorde et union de toutes les forces pour rétablir les choses en leur premier état, et contraindre l'ennemi à réparer les griefs et les dommages qu'il avait causés; 4^o qu'on ne pouvoit entretenir, sous quelque prétexte que ce fût, aucune correspondance ou neutralité avec la France, ni avec ses ministres ou adhérents; que tous ceux qui l'assisteraient directement ou indirectement seraient tenus pour ennemis; enfin que l'on cancélerait au plus tôt ensemble les moyens d'entretenir et de continuer cette guerre selon les constitutions de l'Empire; qu'on s'adresserait à Sa Majesté impériale pour régler la manière de l'interdiction des marchandises et manufactures de France, et pareil en empêcher le transport dans l'Empire. » Quelques jours après, le prince Hermann de Bade présenta à l'Assemblée l'acte suivant émané de l'empereur : « Qu'étant notoire que la couronne de France a

Les intérêts allemands étaient d'abord représentés par l'électeur de Brandebourg, qui avait toujours joué un rôle militaire dans la réformation, l'électeur Frédéric III n'avait point pris encore le titre de roi; prince brave, digne fils de Frédéric-Guillaume I^{er}, il ne gouvernait que depuis un an. La population de la Marche de Brandebourg, issue du sang saxon, était de race toute belliqueuse; c'étaient d'intrépides soldats que les Brandebourgeois; Richelieu les avait eus long-temps à sa solde. Quant à Frédéric III, nouveau prince, il ambitionnait la royauté (2), et ce but qu'il voulait atteindre était favorisé par toute l'opinion réformée de l'Allemagne: l'empereur devait faire cette concession à l'électeur de Brandebourg, et celui-ci se jeter corps et armée dans la ligue contre Louis XIV (3). A cette ligue avait également adhéré Jean-Georges III, électeur de Saxe (4), l'un

fomenta la rébellion en Hongrie et excita le Turc contre Sa Majesté impériale; que même on a des avis certains qu'elle a fait offrir à la Porte-Ottomane une alliance offensive, avec assurance que, comme elle a commencé la guerre pour procurer son rétablissement, elle ne fera la paix que conjointement avec elle; on devait, à cause de cela, tenir et déclarer cette couronne pour l'ennemi commun, non seulement de l'Empire, mais aussi de toute la chrétienté, de même que le Turc, ainsi qu'il fut pratiqué en 1644 en pareil cas contre la France, par le *conclusum* de l'Assemblée générale tenue à Spire. » (Actes de la diète, an. 1686.)

(2) Ce n'est que plus tard (16 janvier 1701) que l'électeur Frédéric fut proclamé roi à Königsberg; il se mit lui-même la couronne sur la tête.

(3) La déclaration de l'électeur de Brandebourg étoit ainsi conçue : « S. A. l'électeur est porté à cette guerre d'une manière toute particulière, non seulement par un effet de son zèle pour l'Empire et pour son propre pays, en le mettant à couvert des cruautés et des tyrannies dont il étoit être menacé, mais aussi pour tirer une satisfaction juste et raisonnable de toutes les pertes que Son Altesse électoral, ses alliés et confédérés, avoient souffertes de la part de la France; espérant que Dieu prendroit leur juste défense en mains, et qu'en hâissant les armes qu'ils étoient obligés de prendre, il leur donneroit un bon succès et une pleine victoire, en sorte que l'ambition sans bornes de ceux qui n'étaient pas voulu contenter des avantages qu'on leur avoit accordés de temps en temps, dans le dessein de maintenir la paix en Europe, se trouveroit limitée à leur honte et confusion. » (Déclaration officielle.)

(4) Jean-Georges III étoit né le 20 juin 1697; il commanda l'armée de l'Empire sur le Rhin en 1691, et mourut à Tübinge le 22 septembre de la même année.

des capitaines distingués de l'armée allemande, qui déjà se réunissait à Mayence. Le duc administrateur de Wurtemberg, Frédéric-Jean, à peine âgé de trente ans, prince aux nobles traits, de belle taille, commandait également dans les armées de Léopold comme feld-maréchal de l'Empire; et quant au brillant duc Maximilien-Emanuel de Bavière, il s'était aussi décidé pour la ligue d'Augsbourg: jeune homme de vingt-un ans, enfant de gloire, il était accouru pour délivrer Vienne assiégée par les Turcs en 1683; à vingt-cinq ans, il avait emporté d'assaut Belgrade; rien n'égalait sa valeur aventureuse; il portait le casque sur sa chevelure blonde et flottante, tel qu'on le voit encore dans le magnifique portrait en pied de la galerie ducale; le duc de Bavière était le noble frère de M^{me} la dauphine de France.

Le roi de Suède qui avait signé la ligue d'Augsbourg, était ce Charles XI, roi populaire, et tyran de l'ordre de la noblesse, tout-puissant en Suède; le clergé, les bourgeois et les paysans lui avaient donné le pouvoir, et Charles XI l'avait employé à courber avec violence la tête haïssable des nobles (1). La tyrannie a toujours été constituée par les multitudes, elle ne vient jamais des classes supérieures, qui sont habituellement indépendantes et jalouses du pouvoir; ce sont les masses qui font les despotes. Charles XI avait besoin de la guerre, et les braves Suédois devaient paraître sur le champ de bataille; toutefois les Suédois, comme les Danois, avaient trop l'habitude des subsides pour que la coalition pût compter sur la fidélité des deux cabinets de Copenhague et de Stockholm: la diplomatie habile de Louis XIV devait détacher successivement ces cours du nord de la coalition. C'est ce qui fut préparé par le traité de commerce de 1691. La Suède d'ailleurs avait joué à toutes les époques un rôle de neutralité armée qui lui avait toujours réussi pour l'agrandissement de son territoire et de son influence.

Deux petits Etats intermédiaires étaient placés entre la France et les possessions de la maison d'Autriche et d'Espagne: j'entends parler des ducs de Savoie et de Lorraine. Victor-Amédée II, duc de Savoie, avait été l'un des fidèles alliés de Louis XIV; il s'était entièrement abandonné à sa politique, et

après la révocation de l'édit de Nantes, on l'avait vu conduire ses armées contre les paisibles habitants des vallées de Luzerne et d'Angrone; ceux-ci professaient le culte simple des Vaudois, cette hérésie du moyen âge qui avait tant retenti au centre et au midi de la France. Depuis, Victor-Amédée s'était ébranlé dans son alliance; il n'avait plus le même dévouement; il attendait la coalition pour se montrer. Quand la ligue d'Augsbourg fut conclue, le duc de Savoie n'hésita plus; la négociation, comme on le verra plus tard, fut conduite avec habileté par le prince Eugène. Le duc de Lorraine avait pris un parti plus franc; il portait le nom de Charles V: né dans l'exil, privé de ses Etats par Louis XIV, il avait pris d'abord, comme les princes allemands, du service contre les Turcs; Charles de Lorraine, glorieux chef de l'armée impériale, compagnon de Jean Sobieski, avait délivré Vienne, et ce service retentissait alors dans le monde chrétien: il conduisit ensuite l'armée de l'empereur sur le Rhin, au nom de la ligue d'Augsbourg.

Le pape Innocent XI, Benoit Odescatchi, ne resta point étranger au mouvement diplomatique de l'Empire; on pourrait s'en étonner, car le principe de la réforme dominait les intérêts allemands; mais la guerre contre la France n'était pas la destination absolue de la ligue d'Augsbourg; il y avait une pensée de croisade contre les infidèles. Innocent XI, en dissidence avec Louis XIV, avait défendu l'unité catholique contre l'Eglise nationale que constituait la déclaration de 1682; il pouvait voir avec une satisfaction secrète la coalition contre le roi de France; son prétexte était que la ligue d'Augsbourg devait préparer une croisade contre les Ottomans, objet des vœux et des pensées du pontife (2). Innocent XI mourait, au moment où la ligue était signée, et tandis que le peuple de Rome courait aux basiliques pour proclamer la sainteté d'Innocent XI, le conclave exaltait Pierre Ottoboni, Alexandre VIII, tout-à-fait sous l'influence de la France. Aussi Louis XIV se hâta de lui restituer le Comtat Venaissin et la ville d'Avignon qu'il avait fait saisir pendant ses querelles avec Innocent XI (3).

J'ai pour lui des respects profonds;

Ah! qu'il est digne de louanges

D'avoir choisi pour ses seconds

Schomberg et le prince d'Orange!

(3) Louis XIV était mécontent de la cour de Rome depuis l'affaire de la régence et des frondeuses; la déclaration du pape en faveur du prince Clément de Bavière accrut les ressentiments du roi; il dénonça la

(1) Charles XI, à peine âgé de quatorze ans, avait succédé en 1660, au roi Charles-Gustave, sous la régence d'Heilwig sa mère, et d'un conseil. Il mourut le 18 avril 1697.

(2) J'ai trouvé des épigrammes contre le Pape Innocent XI, que ne respectaient pas les pamphlets.

Le Saint Père, du jansénisme

A passé dans le calvinisme;

La ligue d'Angsbourg avait des moyens militaires très-considérables. Le sol allemand était guerrier, sa population belliqueuse; les ducs de Lorraine, de Wurtemberg, de Bavière, l'électeur de Brandebourg, avaient tout le courage inhérent à la noblesse germanique; tous avaient fait leurs preuves dans la périlleuse campagne contre les indidèles. A toutes les époques, cette brave noblesse des bords du Rhin avait brillé sur le champ de bataille; ses ducs, ses électeurs, ses margraves s'étaient exposés comme de simples soldats; ils avaient pris parti dans l'armée; et s'étaient élevés avec elle et par elle. Tous menaient leurs vassaux à la guerre comme leurs valeureux ancêtres les seigneurs des sept collines du Rhin! Ces vieilles maisons de Bavière, de Wurtemberg, de Saxe se mêlaient aux primitives races qui avaient foulé le sol germanique; leurs blasons dataient de Karl-le-Grand, alors qu'il tenait sa cour plénière à Aix-la-Chapelle avec ses pairs, telle que nous l'a décrite le bon archevêque Turpin. Les vieilles bandes d'Espagne étaient-elles aussi à dédaigner? Elles avaient été souvent vaincues depuis Henri IV et Condé, mais elles conservaient leur réputation d'admirable infanterie que pouvait flaqueur la cavalerie allemande; les Savoyards, chasseurs des montagnes, experts au tir du chamois, pouvaient les soutenir à leur tour de leurs bonnes carabines. L'argent était fourni par la nation la plus riche, la plus industrielle, la Hollande; il ne manquait pas même à la confédération une tête sérieuse et haute; Guillaume III était l'âme de ce grand corps composé d'intérêts si différents et quelquefois si hostiles.

Quand on rapproche les souvenirs de cette coalition des époques plus récentes, on est vivement frappé des grands traits de ressemblance qui existent entre le mouvement de l'Europe contre la monarchie universelle de Louis XIV, et cette autre réaction qui, en 1813, souleva les cabinets et les peuples contre Napoléon. La ligne d'Angsbourg fut une réaction contre la souveraineté diplomatique et religieuse à laquelle prétendait Louis XIV; le principe de la coalition partit de l'Angleterre

et du sein de l'Allemagne, comme aux derniers temps de Napoléon. Il y aura plus tard à examiner comment Louis XIV put résister à ce grand choc du monde contre lui, et par quelle autre destinée l'empire français succomba.

CHAPITRE XXXII.

FORCES ET ALLIANCES DE LOUIS XIV.

Traité entre la France et la Porte Ottomane. — Pologne. — Hongrie. — Russie. — Irlande. — Petits États de l'Italie. — Neutralité. — Suisse. — Portugal. — Malte. — Forces militaires. — Parti calviniste en France.

1688-1690

Louis XIV avait suivi dans tous ses développemens la coalition formidable qui se préparait contre la France. Jusqu'alors le cabinet de Versailles avait adopté une tactique habile, qui consistait à détacher les petits États de leur alliance avec les grandes souverainetés; les ambassadeurs de Louis XIV jetaient à propos les subsides, les corruptions aux ministres des cours, et en échange ils en obtenaient un appui de soldats, ou au moins la neutralité dans la guerre. Mais en signant la ligue d'Angsbourg, les petits États avaient pris une part active à la coalition, de sorte que la France ne pouvait plus compter sur ces puissances intermédiaires qui secondaient ses armées et ses négociations; la plupart avaient signé le pacte d'alliance entre l'Angleterre, la Hollande, l'Empire et l'Espagne contre la monarchie française.

Cependant l'active diplomatie de Louis XIV n'était pas restée indifférente en face de ce mouvement armé de l'Europe; les dépêches du roi à M. de Châteaufort, les lettres autographes au duc de Nemours et au grand-visir indiquent tout le prix que met-

tenait la France à la reprise de la ville d'Avignon et du comtat Venaissin. Les raisons qu'il en alléguait, par sa lettre au cardinal d'Estrées, en forme de manifeste, furent : « Que le pape n'avait pas voulu convenir à des tempéramens sur la régale; qu'il refusait de donner des bulles à ceux qui avaient été nommés aux évêchés vacans de son royaume; qu'il se faisait un point d'honneur d'ôter les franchises à ses ambassadeurs; qu'il avait refusé de donner audience au Mar-

quis de Lavardin; qu'il n'avait pas voulu écouter une personne qui voulait lui parler de sa part; qu'il avait fait paroître sa haine personnelle contre la couronne de France; et sa partialité pour la maison d'Autriche touchant la postulation du cardinal de Furstenberg à l'archevêché de Cologne, en donnant un bref d'éligibilité à un jeune prince âgé seulement de dix-sept ans. » (Actes de négociations, mss. Seignelay.)

tail la cour de Versailles à l'alliance de la Porte. Pendant cette année, plus d'un million de fonds secrets fut envoyé à M. de Châteauneuf pour être distribué entre les membres du divan (1). Cette alliance de la Sublime-Porte et de la France était vieille de date; au temps de François 1^{er}, déjà lorsque la monarchie de Charles-Quint menaçait de se poser universelle, des traités avaient été conclus avec le Turc. L'esprit politique s'était substitué au pieux enthousiasme des croisades; les intérêts du commerce avaient vivement affaibli les antipathies religieuses. Dans toutes les échelles du Levant, des consulats français s'étaient établis; il existe, aux dépôts publics, des lettres de Henri IV aux sultans de Constantinople; le cardinal de Richelieu, Mazarin lui-même, avaient adopté cette politique utile, et cela s'explique (2). Lorsque l'empire d'Allemagne s'ébranlait pour les batailles, la France et la Porte avaient un commun intérêt à le comprimer et à le restreindre; l'abaissement de la monarchie de Charles-Quint fut le premier fondement des traités secrets entre la France et la Porte au seizième siècle.

Le sultan, qui gouvernait alors le vaste empire des Osmanlis, était Soliman III, fils d'Ibrahim, le faible successeur de Mahomet III, si longtemps la terreur du nom chrétien. On ne peut dire à quel point de force l'empire ottoman s'était élevé sous le visir de Mehmed-Kioprlili, ou Caprogli, et d'Ahmed son fils, le vainqueur de Candie; on n'entendait retentir en Europe que le bruit des victoires des Ottomans; leurs innombrables armées avaient débordé sur la Hongrie; Belgrade, Mongatz, vieilles murailles, avaient vu les étendards jaunes, le croissant et les queues à crinières flottantes de l'armée des infidèles; et les chevaux tartares avaient henni sous les murailles même de Vienne; l'épée de Jean Sobieski avait sauvé l'Empire. Les Turcs, sous le visir Monstapha-Caprogli, s'emparèrent de Nissa, Vidin et Semendria, tandis que le sultan, hydrolique et presque imbécille, vivait au milieu des délices du sérail, impuissant pour lui donner une émotion de gloire ou même de plaisir (3).

Louis XIV savait toute l'importance du concours de la Porte contre la ligue d'Augsborg; les armées ottomanes devaient faire une diversion active

et rapide sur les frontières orientales de l'Allemagne; le visir se portait sur les grandes eaux du Danube, en même temps que les armées françaises se déployaient sur le Rhin. M. de Châteauneuf reçut l'ordre d'exposer nettement à la Sublime-Porte les motifs d'intérêts communs qui exigeaient un emploi simultané des forces actives : « Le roi de France, disait la note de l'ambassadeur, ne fera ni paix ni trêve avec les ennemis, que du consentement et avec le concours de Sa Hautesse; » en conséquence, un traité de subsides fut conclu à Constantinople, et ratifié par Louis XIV et Soliman III (4); c'était en vain que les puissances chrétiennes s'élevaient contre cette politique anti-religieuse; on répondait par le sentiment de la défense personnelle contre la ligue d'Augsborg.

La Pologne, cette ennemie de l'empire turc, ce boulevard de la chrétienté, voyait à sa tête le grand Sobieski, ce Jean de mémoire immortelle, le sauveur de Vienne, de qui l'Allemagne put dire : « Il fut un homme venu de Dieu pour me délivrer. » Jean Sobieski, tout occupé alors de reconquérir la Moldavie et la Valachie pour les rendre héréditaires dans sa race, n'avait pris aucune part à la ligue d'Augsborg; sa destinée était d'être en perpétuelle croisade contre le Turc; il ne s'en détachait pas pour des intérêts purement diplomatiques. Il y avait en Pologne trois partis distincts : le parti français, secondé par l'argent de Louis XIV et les subsides qu'il y jetait habilement; le parti allemand ou saxon, plus fort parce qu'il permettait à la noblesse sa haute et fière indépendance; enfin le parti moscovite, faible encore, car la puissance russe ne s'élevait point au premier rang. C'était une glorieuse nation que la Pologne; elle était toute de race chevaleresque; au-delà des nobles, il n'était rien; la multitude se parquait en villages de serfs et de juifs, sales et pauvres; mais ces vastes plaines, toutes de prairies, de sables et de grands bois, étaient peuplées de châteaux fortifiés ou embellis; là vivaient des seigneurs castellans, ou quelquefois, comme dans les romans ou les fées du moyen âge, une fière dame à l'hospitalité chevaleresque; cette noblesse, fervente catholique, montait à cheval pour élire son roi, comme pour marcher à la croisade contre les infidèles; il n'y

(1) Ambassade de Châteauneuf. Bibliothèque du roi, manuscrit Seignelay; papiers secrets de Torcy et de Renaudot.

(2) Voyez mon livre sur Richelieu et Mazarin, t. IV et VII.

(3) Il est dommage que le consciencieux travail

de M. de Hammer sur l'empire ottoman ne se soit pas éclairé aux Archives de France pour le chapitre des alliances.

(4) Ambassade de Châteauneuf, manuscrit Colbert, Seignelay, (Bibliothèque du roi.)

avait pas là de peuple, mais des clercs et des nobles, les plus brillants de l'Europe. Les ambassadeurs de Louis XIV en Pologne cherchaient à préparer un mouvement anti-germanique contre la ligue d'Angsbourg (1).

La Hongrie avait joué un trop grand rôle dans son opposition à l'Empire, pour que la diplomatie de Louis XIV ne voulût pas l'attirer à son alliance; mais ce temps était changé où la noblesse hongroise se rebellait hautement contre l'empereur et appelait les Turcs à son aide! Tékéli, le brave Hongrois, cette tête fière qui avait défendu pied à pied tous les privilèges de la noblesse, parcourait en exilé l'empire ottoman. Tandis que l'indomptable magnat traînait sa vie au milieu des vergers d'Antioche et de Laodicée, cultivant de ses mains les roses et les citronniers de l'Asie mineure, les États de Hongrie, soumis par la force, proclamaient l'archiduc Joseph, enfant de sept ans, leur roi héréditaire; c'est en vain que la comtesse Tékéli, forte femme, défend pendant des années la forteresse de Mongatz, cette place est enfin soumise à la couronne impériale. C'étaient les subsides de Louis XIV qui avaient favorisé la révolte des Hongrois; la noblesse avait reçu des secours secrets, des subsides en argent et des munitions de guerre; plus d'un gentilhomme de France avait combattu à côté de ces magnats hautains, au bonnet d'ours sauvage, au manteau d'hermine, au cimenterre recourbé, sorte de nation demi-ottomane, conservant la vieille éducation classique et latine. Le cabinet de Versailles n'avait pas perdu tout espoir de soulever encore une fois la Hongrie contre l'Empire; ses agents s'étaient partout répandus; une révolte de magnats devait être une heureuse et forte diversion au mouvement armé de la ligue d'Angsbourg. On s'y attendait à Versailles (2).

Le czar Pierre commençait à peine son grand règne sur la Moscovie; la nation russe était tout orientale; son organisation orageuse, ses révoltes de Strélitz, ses mouvements de palais, la rapprochaient beaucoup des mœurs et des habitudes ottomanes. Pierre, jeune homme encore à peine de dix-sept ans, régnait en commun avec son frère Ivan. Les armées russes se dirigeaient tout entières vers la Crimée; la préoccupation de la Russie était alors

de dompter la race tartare et espérer pour s'ouvrir un débouché vers la mer Noire. Le czar, aidé de l'officier genevois Lefort, commençait cette immense carrière de travaux militaires, s'essayant comme un simple soldat au maniement des armes. Louis XIV avait envoyé quelques agents secrets en Russie, ainsi que le constate sa correspondance diplomatique (3); mais l'éloignement de cette puissance, les traités conclus avec la Porte-Ottomane, étaient de nature à blesser la puissance moscovite. La cour de Versailles ne mettait pas assez d'importance dans l'alliance russe; elle confondait les Moscovites avec les peuples asiatiques, et ce fut une faute de sa diplomatie. La ligue d'Angsbourg n'aurait jamais été aussi menaçante, si Louis XIV eût jeté sur ses derrières les Russes, les Ottomans et les Polonais; est-ce que l'armée impériale aurait osé s'avancer jusqu'au Rhin?

Les négociations de la France tendaient également à créer des ennemis à la maison d'Autriche dans ses possessions du midi; là se trouve l'origine de tous les traités avec les puissances secondaires de l'Italie. A Naples, la France cherchait à soulever les multitudes comme à l'époque de Masaniello; ses escadrons tournaient la Sicile, et excitaient les populations des villes et les hommes de la montagne. Les Napolitains étaient mécontents; ils étaient soumis à un régime qui blessait leur nationalité; ils pouvaient dès lors saisir l'occasion d'une guerre générale pour chasser leur vice-roi ou gouverneur espagnol. Le lazzaroni était toujours disposé à la révolte; quelques carlini, adroitement distribués, devaient suffire pour préparer une prise d'armes. A Rome, l'élection d'un nouveau pontife avait fortifié l'influence française; le temps d'Innocent XI, le promoteur de la ligue d'Angsbourg, était passé; Louis XIV était décidé d'ailleurs à faire toutes concessions au souverain pontife; il ne tenait plus aussi fermement à la question des régales et aux principes d'Église nationale développés dans la déclaration de 1682. Ce relâchement sur les quatre articles, qu'on n'expliquait pas très-bien, tenait ainsi à des causes diplomatiques (4).

Gènes, Venise étaient essentiellement anti-impériales: ces deux riches et puissantes républiques semblaient pressentir que les destinées les résér-

(1) L'ambassade fut confiée à l'abbé, depuis cardinal de Polignac; on y adjoignit ensuite le frère de Châteauneuf.

(2) C'était par la banque de Venise que les subsides de guerre étaient envoyés aux rebelles hongrois, comme cela est constaté aux manuscrits Colbert, Bibliothèque

royale. Voyez sur toutes ces négociations de Hongrie les Mémoires si curieux de Bethléem-Nikols, l'ami et le compagnon de Tékéli.

(3) Mss. Colbert, Seignelay. (Biblioth. royale.)

(4) Négociations avec Rome, mss. Colbert, Seignelay. (Bibliothèque royale.)

vaient à l'influence germanique. Venise s'était épuisée dans la guerre contre les Turcs; elle avait accompli une croisade autant commerciale que religieuse; elle défendait les comptoirs de ses négociants comme les lieux de pèlerinages chrétiens. Venise était une puissance maritime et coloniale; ses traités la rapprochaient de la France; son livre d'or contenait en tête le nom du roi très-chrétien, le plus fidèle allié de la république; ses galères à mille rames s'étaient unies à Duquesne pour la répression de la piraterie, ses armées et ses flottes avaient combattu contre les Turcs. Gènes s'était maintenue plus indifférente au milieu des débats politiques; elle avait été obligée de fléchir le genou devant Louis XIV; ses doges, ses sénateurs vêtus de la robe de pourpre, avaient imploré à genoux la clémence royale, et les fils des Doria, des Brignolli, des Durazzo, s'étaient vus avec étonnement et orgueil au milieu des merveilles de Versailles, de ce palais plus vaste encore et plus somptueux que les bâtiments de marbre qui ornent Gènes la superbe (1).

Les alliances avec les puissances italiennes avaient un grand but de politique. Indépendamment de la diversion que ces alliances faisaient dans les opérations militaires du midi, soit par rapport à la Savoie, soit pour le Milanais, les républiques de l'Italie étaient les sièges de toutes les opérations de banque et d'emprunt pour la France. Tant que la Hollande avait été ouverte aux spéculations du cabinet de Versailles, c'était là qu'il avait essayé toutes ses ressources pour les cas de guerre et de conquête; les banques d'Amsterdam et des villes hanséatiques prêtaient volontiers sur joyaux de la couronne; mais quand la guerre fut déclarée aux États-Généraux et à l'Angleterre, où devait-on chercher les subsides? Les républiques de Gènes et de Venise étaient admirables pour procurer de l'argent aux États obérés; une simple conférence entre quelques juifs commerçants et banquiers suffisait

pour préparer un emprunt au change de sept à quinze pour cent, taux ordinaire pour le prêt sur gages de diamans ou de bijoux de la couronne; le taux était plus élevé lorsqu'on n'affectait à l'emprunt qu'un revenu d'impôt ou de ferme, comme cela se faisait constamment dans l'administration de la monarchie.

La diplomatie de Louis XIV se servait souvent, comme on l'a vu, de la révolte des peuples pour atténuer les forces d'un cabinet dans un grand mouvement militaire; cette politique se manifeste surtout vis-à-vis de l'Irlande, alors en sédition manifeste contre la domination de l'Eglise anglicane et de Guillaume III. Le prince d'Orange était le principal mobile de la ligue d'Augsbourg; il était urgent de l'atteindre au sein de ses États; des agents secrets et des secours effectifs étaient déjà envoyés en Irlande, où l'on attendait le débarquement de Jacques II; le comte de Tyrconnel s'était abouché avec les chefs d'escadre du roi de France qui parcouraient le canal Saint-Georges. Tout était fixé pour la rébellion; les drapeaux de Louis XIV et de Jacques II devaient s'unir dans une guerre commune. Beaucoup de sympathies existaient entre les deux peuples; l'Irlandais était fervent catholique, avec quelque chose de vif, de pétulant, une imagination ardente qui le rapprochait du caractère français. Le cabinet de Versailles avait aussi des agents jusque dans les clans et les montagnes d'Écosse; la révolte des montagnards se préparait par des mobiles moins religieux que politiques. Il n'était pas nouveau de voir les Écossais unis à la France (2). Depuis Charles VII, une compagnie écossaise faisait même partie de la garde personnelle du roi de France; on mettait de l'importance à attaquer ainsi Guillaume III sur son propre territoire; comment pourrait-il encore s'occuper de la ligue d'Augsbourg, lorsqu'il serait lui-même menacé dans sa monarchie naissante et contestée?

(1) Il existe une collection de riches gravures, Bibliothèque royale, sur la réception des sénateurs de Gènes. (Carton *Histoire de France*, cabinet des estampes, 1688.)

(2) J'ai trouvé dans les papiers secrets de Renaudot la liste des clans écossais qui devaient préparer la restauration de Jacques II par les armes.

États des douze mille trois cents montagnards qui offrent de prendre les armes.

Les Mackensies.	2000
Les Mackleams.	1200
Les Macdonald	2000

T. I.

Les Camrous	800
Les Macleods.	1000
Les Mackinons.	800
Les Macphersons.	800
Les Ferniharsons.	500
Les Honard du Nord	800
Les Frasers	1000
Les Chrisolms.	300
Les Roses.	800
Les Southerlands	800
Les Grants.	800

12,300

27

Quelques États avaient déclaré leur propre neutralité : telle était d'abord la confédération helvétique. A toutes les époques, les bons compères les Suisses s'étaient de préférence prononcés pour la France; on disait sans doute « point d'argent, point de Suisse », mais il s'était formé des liens d'habitude entre les braves montagnards et la monarchie. Les arquebusiers suisses étaient habitués à Paris ou à Versailles; quand, vieillards, ils revenaient dans le canton de Berne ou de Zurich, ils contaient l'excellente vie qu'ils faisaient aux quartiers et casernes du roi, la forte solde qu'ils en recevaient, cela donnait de l'ardeur aux recrues. Rien d'étonnant dès lors qu'ils se maintinssent dans l'alliance lucrative avec la France. La révocation de l'édit de Nantes avait refroidi cette intimité. Les cantons protestants, qui recrutaient les régimens capitulés par le roi, avaient mal accueilli la loi de proscription; les ministres de l'Évangile à Genève réveillaient les scrupules et animaient les haines. C'était donc en vain que Louis XIV avait cherché à négocier une alliance intime; la question religieuse était trop solennellement engagée pour qu'on pût se prononcer contre la Réforme. Les montagnards suisses se déclarèrent en complète neutralité; ils ne voulurent point prendre part ni pour la France ni pour les puissances engagées dans la ligne d'Augshourg. Cette première déclaration de la neutralité helvétique a été le principe de la situation actuelle (1).

Un autre Etat déclara également sa neutralité; ce fut le Portugal sous la maison de Bragance. Le royaume de Portugal devait son origine à la diplomatie française, qui avait ainsi favorisé la rivalité entre les couronnes de Lisbonne et de Madrid. Don Pedro ou Pierre II s'était d'abord lié avec la France; mais tout préoccupé des conquêtes portugaises dans les deux Indes, de leur riche commerce, de leurs merveilleuses colonisations, don Pedro ne voulait se compromettre ni avec l'Espagne, qui menaçait son territoire, ni avec l'Angleterre et la Hollande, dont les flottes cinglaient aux mêmes mers. Tout Etat faible et riche craint la guerre : son rôle est la neutralité; il ne songe qu'à la faire respecter dans son pavillon, qui doit se promener librement au milieu du monde en armes.

Il y avait aussi de braves et dignes chevaliers,

(1) Négociations manuscrites; collect. Colbert, Seignelay.

(2) Copie de la lettre écrite par M. de Lamoignon de Bâville, intendant en Languedoc, à M. de Montmor,

souverains de l'île de Malte; leur neutralité était au principe du droit des gens. Les chevaliers de Malte ne faisaient qu'un vœu de guerre, c'était de combattre jusqu'à l'extermination les infidèles : leur sainte origine de eroisade leur en imposait le devoir; l'Ordre avait son principe dans l'éducation des gentilshommes, à savoir : la religion et les batailles. Comme tous les Ordres monastiques, l'institution de Malte était une sorte de république élective sous un chef souverain; ses affections étaient pour la France, son origine. La plupart de ses grands-maitres appartenaient à la langue de Bourgogne, de Champagne; leurs riches commanderies, leurs plus beaux prieurés étaient en France; quoique le grand-maitre fût alors Grégoire Caraffa, vieillard de la langue de Naples, la monarchie de Louis XIV comptait trois mille chevaliers nés dans ses provinces; beaucoup servaient dans ses armées, mais l'institution ne permettait pas que l'on prit une part active aux guerres de chrétiens à chrétiens. Le grand-maitre se bâta de faire reconnaître sa neutralité; Malte devint, au milieu du conflit de l'Europe, comme ces pieux monastères, lieu d'asile devant lesquels s'agenouillaient au moyen âge toute une chevalerie; il y aurait eu anathème contre la puissance qui aurait insulté l'étendard de Malte à larges croix blanches, si redouté des barbaresques.

Ainsi Louis XIV, en commençant sa lutte contre la ligne d'Augshourg, ne pouvait pas compter sur d'intimes alliances; il devait s'appuyer sur ses propres forces. La France avait en face l'Europe armée; c'était une des grandes coalitions, mieux cimentée que toutes les précédentes; elle avait un chef de capacité supérieure, des subsides en Hollande et en Angleterre, une marine formidable. La ligne parlait à des sympathies de popularité en France; la réforme avait un grand parti. Des documents irrécusables constatent que dès l'année 1689, des agents nombreux du prince d'Orange parcouraient le Languedoc, les Cévennes pour préparer la révolte des populations calvinistes contre Louis XIV. L'intendant habile qui administrait alors la province de Languedoc, M. de Bâville, de la famille des Lamoignon, surveillait avec une sollicitude active tous les agents de l'étranger (2); tantôt c'était un ministre protestant qui parcourait les campagnes, et dans la solitude

intendant général des galères, datée de Nîmes le 20 novembre 1689. On remarquera que cette date est antérieure de quinze ans à la révolte des Cévennes. « Monsieur, j'ai condamné depuis peu aux galères un

des bois séculaires, rassemblait les gentilshommes mécontents pour les exciter à prendre les armes contre Louis XIV (1); tantôt les marchands de Hollande ou d'Angleterre, espions jetés aux côtes de Bretagne, répandaient de l'argent dans les campagnes pour leur faire ressaisir la vieille arabeuse des ancêtres; les mesures implacables de l'intendant du Languedoc, les peines de mort on de galère, jetées avec profusion contre les gentilshommes, les prédicants, tenaient ainsi à des mesures de police politique. Quand des ministres soldés par le prince d'Orange (2) prêchaient aux montagnards, était-ce autre chose que des paroles de révolte ou de sédition? Quand les gentilshommes se réunissaient la nuit, l'épée et les pistolets au poing, sous l'orme ou le châtaignier de leur parc, faisaient-ils autre chose qu'une conjuration séditieuse contre l'État? Nous qui avons passé à travers les temps de guerre et d'émotions politiques,

gentilhomme des Cévennes nommé Valobscure, convaincu d'avoir eu commerce avec Vincens, prédisant, revenant des pays étrangers pour exciter une révolte dans le pays. Ce gentilhomme, qui doit être présentement à Marseille, sait toute cette intrigue, qu'il n'a point voulu déclarer. Quand il aura été quelques jours dans les galères, j'en doute pas qu'il ne soit fort fatigué de ce métier, et il sera peut-être plus disposé à parler. Je crois que vous rendriez un service important si, par le moyen de quelqu'un que vous pourriez commettre pour le visiter, vous pouviez lui exciter à dire ce qu'il sait; il faudrait l'assurer de sa liberté, au cas que, par les indications qu'il peut donner, Vincens soit arrêté, et je ne fais fort d'obtenir sa grâce. BAVILLE.

Mémoire des faits sur lesquels il faudrait faire parler les trois condamnés aux galères nommés dans la lettre de M. de Bâville :

1° Ou est Vincens et le ministre de Brug, qui sont entrés dans les Cévennes? 2° Qui sont ceux qui étaient dans le dernier attroupement, conduit par Vincens, et les faire nommer en détail? 3° S'il y a des gentilshommes qui y aient été? 4° Qui a donné retraite à Vincens et à Boron, dit l'Allemand, qui a été pris avec eux? 5° Ce qu'ils peuvent savoir de toute cette intrigue? 6° S'il n'est pas vrai que Vincens soit gagé du prince d'Orange? 7° Ce qu'est devenu le nommé Boron de Dauphiné, qui s'est sauvé des prisons du château de Gordes? 8° (Mss. de la Biblioth. du roi, liasse du fonds nouveau.)

(1) a Valobscure déclare que sa connaissance avec Vincens venait de ce que deux ans auparavant ce dernier trouble, il en avait causé un autre par des assemblées qu'il faisait, et que, pour le faire cesser, il avait demandé qu'on le laissât sortir du royaume avec huit cents de ses frères, mais qu'il n'en aurait pu obtenir

à ces époques sans pitié pour les opinions, ne nous est-il pas facile de comprendre, sans la justifier pourtant, cette législation des jours difficiles, au milieu d'une guerre qui faisait gronder les forces de l'Europe sur la tête du roi de France!

Louis XIV ne se laissa point abattre; il fit un sincère appel à la noblesse; les ressources de la monarchie étaient grandes, l'esprit de la population belliqueux; le ban et l'arrière-ban furent encore convoqués. Le service militaire était dû par tout gentilhomme; c'était le devoir de son fief; il n'était propriétaire de son manoir qu'à cette condition : qui aurait osé rester à Versailles, si ce n'est le vieillard, quand le roi avait dénoncé la guerre! Depuis l'âge de quatorze ans jusqu'à soixante, tout gentilhomme devait sa vie à son prince; et cela se faisait naturellement, sans murmures et sans contrainte, comme une chose convenue; belle institution de guerre vraiment que cette noblesse!

que quarante-huit, du nombre desquels il y eut uno nière dudit Valobscure, qui fut par-là obligé de la lui recommander; en sorte que Vincens et so petit troupe s'étoient retirés à Barcelonne, se rendirent ensuite en Hollande, où Vincens parla et conféra plusieurs fois avec le prince d'Orange en personne, qui l'a envoyé dans les Cévennes pour y exciter les troubles qu'il y a en, et qu'il y vint avec treute ou treute-cinq personnes, qui étoient dans la même cabale, lesquelles se servirent de l'oraison de la foire de Beaune pour passer comme marchands, ainsi que ledit Vincens en a assuré ledit Valobscure. Que Vincens est un petit homme, brun, bardi et entreprenant, âgé d'environ vingt-huit ans. et qu'il lui étoit difficile de se déguiser parce qu'il étoit marqué, on pour mieux dire étoit boiteux, en sorte qu'il seroit facile de le reconnaître, et quo M. le commandant pour le roi dans les Cévennes, aussi bien que M. l'intendant de Languedoc, avoient fait mettre des affiches par tout le pays, portant promesse de donner cinq cents louis d'or à celui qui remettroit ledit Vincens mort ou vil. (Procès-verbal adressé à l'intendant, mss. Biblioth. du roi.)

(2) a Le vendredi matin 23 décembre 1689, je me suis rendu à l'hôpital des forçats, où j'ai trouvé le sieur Pene dans son petit cabinet, et m'y ayant laissé, j'y ai fait monter Valobscure, lequel ayant d'abord entretenu sur des affaires indifférentes, nous sommes insensiblement tombés sur celles dont il s'agit, et lui ayant témoigné qu'il falloit que Vincens eût bien de l'argent, pour tant voyager et agir comme il faisoit, il m'a enfin avoué, mais en confidence, que Vincens avoit huit cents livres de pension par an du prince d'Orange; sur quoi je lui ai dit que ce n'étoit pas grand'chose pour foire tant de bruit; mais il m'a répondu qu'outre cela Vincens savoit où en prendre; que

CHAPITRE XXXIII.

LES COURS DE VERSAILLES ET DE SAINT-GERMAIN.

Louis XIV. — M^{me} de Maintenon. — Louvois. — Le Peletier. — Pontchartrain. — Travail du cabinet. Dépêches. — Ambassades. — Influence du dauphin. — Mort de la dauphine. — Jacques II à Saint-Germain. — Conférences sur l'Angleterre. — Sur l'expédition d'Irlande.

1689-1690

Il est à remarquer dans la vie politique des hommes considérables, que le péril leur donne une énergie nouvelle, une grande puissance de moyens : tel fut Louis XIV au moment où la ligue d'Augsbourg se déclara formidable contre lui. Le roi, très souffrant depuis l'opération de la fistule, et dans de continuelles alternatives de maladie et de santé, ne songea plus à ses cuisantes douleurs (1); toute sa préoccupation fut la défense des frontières de la monarchie, le développement de ses moyens militaires et des ressources financières qui s'épuisaient. Les fêtes de Versailles étaient suspendues; on savait le péril; le conseil en mesurait la portée.

Le roi avait pris toutes ses habitudes de travail chez M^{me} de Maintenon; c'était là qu'il recevait les ministres secrétaires d'État. Tous travaillaient en présence de Madame; on discutait devant elle; quelquefois Louis XIV lui adressait la parole, et provoquait son avis. M^{me} de Maintenon répondait presque toujours avec justesse et modestie; souvent le conseil se rendait à ses avis. Tout en travaillant à sa tapisserie ou même au rouet, Madame exerçait la plus haute influence sur l'État; ses idées tendaient à la modération; et plus sa grande position était équivoque, plus elle mettait de prix à la justifier

lorsque Vineens lui déclara le dessein pour lequel il était revenu en France, l'edit Valois seigneur lui dit qu'il prenait mal son temps; qu'il fallait attendre que le prince d'Orange fût quelque descente en France du côté de Bordeaux ou ailleurs, avant de se disposer à faire des mouvements; qu'il y avait seize ou dix-sept compagnies à l'entour d'eux, qui ne manqueraient pas de les envelopper dès qu'ils feraient la moindre assemblée; que l'armée de Catalogne était à leur porte, et que le moindre détachement qu'on en ferait les détruirait ou les disperserait; et qu'enfin lui Valois seigneur n'était pas d'avis que l'on entreprît à présent la moindre chose, et qu'il fallait que chacun se retirât. » (Ibid.)

par la douceur et la bienfaisance : elle penchait hautement pour la paix; M^{me} de Maintenon avait ses écrivains, ses poètes qui secondaient le triomphe de ses opinions tempérées et, je l'ai déjà dit, *Esther* ne fut qu'un pamphlet écrit par ses ordres contre Louvois.

Le sévère, le dur ministre Louvois, dominait avec une infatigable activité le département de la guerre; il créait des armées par des moyens extraordinaires et d'impitoyables édits; une vive opposition s'élevait contre lui du sein de la noblesse; la discipline qu'il avait voulu établir, sa hauteur, irritaient les gentils-hommes; et comme le roi sollicitait plus que jamais des sacrifices de sa noblesse, il était naturel que le crédit de Louvois commençât à baisser. Quand un pouvoir a besoin d'une certaine classe ou d'une certaine opinion dans un État, il est dans l'ordre que cette classe fasse ses conditions, et qu'elle impose même son ministre. Louvois était odieux à la noblesse, importun à M^{me} de Maintenon, qui visait à la popularité; le roi le laissait au ministère parce qu'il était actif, infatigable, une de ces capacités dures et organisatrices, indispensables aux époques de crise; c'était merveille que les armées ainsi jetées à la frontière par Louvois; l'état militaire de la France s'élevait alors à près de cent quatre-vingt mille hommes, parfaitement tenus dans la plus sévère discipline.

Depuis la mort de Colbert, le contrôle ou l'administration des finances était aux mains de Le Peletier, consciencieux honnête, mais d'une certaine médiocrité de moyens; le roi confia ensuite les finances à Louis Phélyppeaux, seigneur de Pontchartrain, aussi de famille parlementaire, esprit également de peu de portée et à petites ressources. Les besoins des épargnes et du trésor étaient grands, par suite de la ligue d'Augsbourg; M. de Pontchartrain ne sut trouver que des impôts vulgaires et pesants (2). Ce fut lui qui mit les lettres de noblesse à

(1) J'ai découvert à la Bibliothèque du roi deux volumes manuscrits, en entier écrits de la main de Fagon le médecin de Louis XIV; c'est l'histoire médicale du roi; j'en donnerai plus tard quelques fragments; et un travail hygiénique curieux serait de voir l'influence que les événements politiques ont exercée sur la santé du roi; sorte d'étude médicale de l'action du cerveau sur les entrailles. Ces deux volumes manuscrits, tout couverts de fleurs de lys, portent le n° 127, fonds nouveau.

(2) Les satires se multiplient beaucoup à cette époque contre les ministres; c'est une habitude et une petite vengeance de toutes les générations; j'en ai recueilli quelques-unes.

l'encan ; pour deux mille écus, on put être gentilhomme. Ainsi ce beau privilège qu'on devait aux armes, cette illustration qu'on recevait de ses ancêtres hardés de fer dans les batailles, on put l'obtenir désormais moyennant finances. Tout fut taxé à prix d'argent, même le blason, signe d'honneur et d'illustration d'origine; on soumit à un fort droit de scel les lettres de duebè, de marquisat et de baronnie; les titres et les timbres même durent tributs; de là résulta la noblesse de finances, la plus orgueilleuse, la plus intolérable. Au temps de la gentilhommerie provinciale, celle-ci formait comme un patriciat de famille et du sol; elle était connue de tous; on savait l'histoire du seigneur, les services, et les droits de ses ancêtres: la noblesse portait avec elle-même une sorte de responsabilité morale de ses actions. Mais quand le financier put acquérir, moyennant deniers, comté ou marquisat, quand il put avoir tournelles et droits féodaux comme le fier homme d'armes qui l'eût assommé, lui juif ou roturier, au moyen âge, il y eut une certaine dureté qui s'introduisit dans les

rapports du seigneur et du vassal : les agents des sires financiers pressurèrent le pauvre paysan, et devinrent des maîtres implacables. Il y avait de la générosité dans la noblesse provinciale, il n'y eut plus que vexations et tyrannie chez le financier anobli. On distingua bientôt dans la province trois espèces de seigneurie : celle du noble de race, impatient, colère, mais généreux et bon; le parlementaire processif, faisant querelle et instance aux communes; puis le seigneur financier, hautain, marquis tout bouffi d'orgueil pour le pauvre; ainsi la Provence, par exemple, bénissait les sires de Pontevès, de Sabran, de Forbin, si populaires dans les annales de la marine et de la municipalité de Marseille; tandis que le seigneur détesté de toute la contrée, M. Guiton, était un enrichi et qui avait acheté le marquisat de Mazarque, pauvre colonie de pêcheurs, qui, selon les chants populaires, préféraient les grandes vagues de la mer aux bouffées orgueilleuses du seigneur financier et de ses officiers à encreau et galères.

M. de Pontchartrain détruisit ainsi le principe

Epigramme sur les quatre derniers ministres d'État qui ont gouverné les finances du royaume de France.

Sous Fouquet qu'on regrette encor,
Nous avons vu le siècle d'or;
Le siècle d'argent vint ensuite.
Qui fit contre Colbert concevoir du chagrin;
L'indolent Peletier, par sa fade conduite,
Amena le siècle d'airain;
Mais la France aujourd'hui, sans argent et sans grain,
Au siècle de fer est réduite
Par le hasardeux Pontchartrain.
Colbert avec son sérieux
Prévoyait un malheur sinistre;
Il méditait, il rêvait creux,
C'était en tout un vrai ministre,
Tout au contraire Pontchartrain :
Soit guerre, soit peste ou famine,
Il en rit, il joue, il badine;
Ce n'est au foud qu'un turlupin.
France, le plus beau des États,
Que je prévois sur toi d'événements sinistres!
Tu triomphes par tes soldats,
Et tu périras par tes ministres.

Chanson sur Claude Le Peletier, ministre d'État.

C'est un papa,
Que Peletier ministre;
C'est un oiseau sinistre,
Sans force et vertu,

Et cependant,
Rentre dans sa coquille,
Le petit pédant,
Il a plus mis
De biens dans sa famille

Qu'il n'a fait d'amis.

L'ancien ministre Claude était un homme habile,
Capable d'enseigner notre saint Évangile
Et de former une nouvelle loi;
Mais le nouveau qu'a fait notre bon roi,
A qui Dieu donne longue vie,
Ne fera jamais d'hérésie.

Chanson sur Louis de Phélypeaux.

Pontchartrain, tu passes partout
Pour un ministre fort habile;
De quoi te viendra point à bout
Ton esprit grand, vaste et facile?
Juste Dieu, conservez-le-nous;
Pour les autres, prenez-les tous.

Il y avait aussi des écrivains ministériels; j'ai trouvé une réponse un peu fade aux vers précédents; la chanson était véritablement le journalisme du temps.

Mauvais faiseurs de satire,
Taisez-vous, méchants railleurs,
Allez vous vanter ailleurs
De trouver le mot pour rire;
Des vers que vous avez faits
Ne songez qu'à vous dédire,
Des vers que vous avez faits
Vous serez mal satisfaits.

moral de la noblesse (1), en la rendant vénale. Il substitua l'arrogance à l'honneur, la couardise opulente à la naissance pauvre. Henri IV avait son pourpoint déchiré, et tous ses gentilshommes, obérés et couverts de fer, le suivaient pour conquérir la France; hélas! que resterait-il à la postérité de Louis XIV, si on ne lui laissait pour la soutenir que des nobles de finances? M. de Pontchartrain chercha également des ressources dans un impôt sur le luxe, les velours, les toiles d'or et d'argent (2), l'industrie était trop dans son enfance, pour qu'elle pût ainsi supporter le poids d'un impôt spécial. Il y avait à peine quelques années que la munificence du roi avait protégé les manufactures et en avait favorisé le développement; c'était les arrêter dans leur essor. Les moyens d'emprunt furent mieux combinés. Tout emprunt doit se justifier, dans la vie financière d'un Etat, par un besoin instantané ou une circonstance imprévue, et la ligue d'Augsbourg n'était-elle pas un motif suffisant pour autoriser les ressources exceptionnelles? Les idées de M. de Pontchartrain étaient incomplètes, en ce que l'emprunt se trouva dénué de toute possibilité de remboursement, ce qui dut laisser aux successeurs le poids indéfini des charges, et par conséquent la banqueroute (3).

Le roi voulut donner l'exemple des sacrifices dans cette circonstance décisive; il déclara qu'il ferait porter à la Monnaie ses buffets d'argent, ses magnifiques ciselures qui ornaient Versailles. Les plus habiles artistes avaient consacré leurs admirables soins à perfectionner de grands meubles, des statuettes d'argent, des tables en vermeil, des armoires longues de plusieurs pieds, qui reproduisaient en or et en pierres précieuses Alexandre vainqueur de Darius, le passage du Rhin ou bien quelques sujets mythologiques, Apollon et les Muses, le roi vainqueur du monde sous la figure d'Hercule ou du Dieu du jour. Toutes les œuvres d'art furent sacrifiées aux besoins de la guerre; il y eut pour trois millions d'argent et cinq cent mille écus d'or. Cette mesure eut pour effet de jeter beaucoup de numéraire dans la circulation; mais elle fit disparaître de magnifiques reliefs, ces pièces d'orfèvrerie, si perfectionnées en France depuis les premiers temps de la monarchie et de ce saint Éloi, le patron des ouvriers; car le système catholique au moyen âge mettait dans son panthéon le type de tous les arts comme celui de toutes les vertus morales. La noblesse suivit l'exemple du roi; on en-

voya tout à la monnaie pour le service de la monarchie menacée; M^{me} de Sévigné se complait à compter toutes les belles pièces d'argenterie qui sortirent des manoirs; elle ne s'en plaignit pas, car le roi l'avait voulu; il en savait gré aux gentilshommes. La bourgeoisie ne resta point en arrière; elle formait un grand et bel ordre tout orné de ses privilèges. On offrit de l'argent par corporation; les villes levèrent et armèrent des compagnies à leurs frais. Ils s'agissait de défendre le territoire de France et la couronne du roi.

Jamais les affaires de la monarchie n'avaient été plus compliquées et plus actives. Louis XIV possédait une haute puissance de travail; il s'occupait d'administration publique, jusqu'à douze et quatorze heures par jour, il était le chef de son cabinet; sa préoccupation s'appliquait surtout au département des dépêches ou affaires étrangères. Louis XIV avait pu laisser aux mains de Louvois et de Colbert, deux têtes véritablement administratives, l'exécution de certains plans connus de chacun individuellement, et pourquoi? c'est que les finances et la guerre ne sont, après tout, que des formes d'exécution, mais les relations avec l'Europe tiennent à un ordre d'idées supérieures. C'était la pensée du système, et voilà pourquoi le roi, se les réservant, n'y appela jamais que des commis d'un talent élevé. Après Pomponne, M. de Croissy tint le portefeuille pour les affaires réservées, et encore la plupart des dépêches sont-elles personnellement écrites par Louis XIV. Sa correspondance est des plus actives; presque à toutes les dépêches officielles le roi joint un billet de sa main, qui est tout à la fois un ordre et un encouragement. Le système des pensions personnelles et des dons d'argent aux diplomates étrangers est toujours recommandé par le roi; il forme le mobile le plus puissant des négociations diplomatiques. Louis XIV prépara beaucoup de traités importants dans de graves circonstances où ses armes n'avaient pas complètement servi sa fortune.

À cette époque, l'influence du dauphin commençait à grandir; le roi l'envoie dans les camps et lui donne le commandement supérieur de ses troupes; Louis XIV, qui a l'instinct de toutes les situations, sait bien qu'il vieillit trop pour mener aux batailles la jeune noblesse; une génération nouvelle et forte veut être guidée par quelqu'un qui sente et voie comme elle. Le dauphin était là le chef naturel de tous les gentilshommes qui n'avaient pas vingt-cinq

(1) Ordonnances financières, 1689-91. Elles ne furent point enregistrées au parlement.

(2) Ordonnances financières, 1689.

(3) M-s. fonds nouveau, Bibliothèque royale.

ans, nobles volontaires qui voulaient être guidés par un chef de leur âge et de leur cœur. De là cette faveur qui entoure M. le dauphin dans sa tente. Tous les poètes chantent le vainqueur de Phillipsbourg; les murailles sont tombées devant lui; une auréole de gloire orne son front; c'est qu'il est l'homme de la nouvelle génération; on le reconnaît ainsi; on le salue (1). Monseigneur venait de perdre sa femme, madame la dauphine, spirituelle et douce princesse; elle avait plus d'une fois égayé par ses saillies l'esprit fatigué du roi de France; elle mourut en donnant le jour au duc de Berry, beau prince si gracieux, si joufflu sous ses fraîches chairs d'enfant toutes rosées, telles que le classique pin-céau de Lebrun les a reproduites. « Pauvre enfant, dit la princesse mourante, que tu me coûtes cher! » et elle expira. La mort de la dauphine n'était pas seulement un deuil de cour, mais encore un événement politique. La princesse était fille de l'électeur de Bavière, qui était entré dans la ligue d'Autembourg; une de ses filles était unie à l'héritier de la couronne de France; cette considération ne

devait-elle pas déterminer l'électeur à se séparer de la ligue? Ce fut donc un malheur politique que la mort de madame la dauphine: elle rendait plus incertains les rapports avec la Bavière.

Louis XIV supporta ce nouveau contre-temps en roi, avec sa fermeté habituelle. Le conseil était tout occupé de ses plans militaires et de ses expéditions navales, qui se concertaient avec le roi Jacques II; le prince exilé devait jouer un rôle politique trop important pour qu'il ne fût pas initié aux résolutions de la campagne qui allait s'ouvrir. Le château de Saint-Germain offrait alors un spectacle nouveau et pittoresque. Ses vastes appartements, ses longs couloirs, abandonnés depuis la minorité de Louis XIV, s'étaient tout à coup animés par la présence d'une cour étrangère. Jacques II occupait le pavillon du centre avec sa femme, mère déjà du prince de Galles, et entourée de nouveau pour constater sa fécondité (2). Le roi d'Angleterre était entouré de toute une cour qui grossissait journellement. Bien de fidèles Anglais, Écossais ou Irlandais bravaient les lois de proscription pour être

- (1) Du bonheur de Louis trop faibles envieux,
Craignez de son dauphin la heureuse destinée;
Par un arrêt du ciel, à son char glorieux
Je me vois moi-même enchaînée.

On ne peut dire toutes les formes que prit l'éloge pour célébrer le dauphin sans blesser le roi. En voici un admirable exemple; on fit une série de peintures et de devises ainsi conçues:

Un aiglon regardant le soleil, et ces mots: *non degener.*

Un aiglon portant la foudre de Jupiter, *quo me jussit Jovis.*

Un torrent tombant d'une montagne, et emportant tout, pour faire voir la rapidité de ses conquêtes, *currendo obtentio vincit.*

Un lionceau entrant dans la lice, qui est entouré d'autres animaux, *patrius vigor.*

Un bélier abattant du premier coup un pan de muraille pour marquer sa première campagne, *impeto primo.*

Un beliotrope ou tournesol, *sequitur restigia solis.*

Un soleil naissant dans le signe de la canicule, *splendet et urit ab ortu.*

Un cadran solaire, *mi reggo ut suo corso.*

Jupiter déguisé en taureau folâtrant auprès d'Europe, *non l'hô ancora, ma l'horero.*

Une épine naissante, *non primo nasci mi pange.*

Vous, grand roi, vous, dauphin, digne fils d'un tel père,
Vivez toujours heureux, et triomphes toujours;
Que le ciel, constant à vous plaire,

Jamais ne change le cours

De ces beaux jours;
Vivez et triomphes toujours.

(*Mercur galant*, ann. 1690, — Janvier.)

(2) J'ai trouvé de tristes vers sur le roi d'Angleterre et ses rapports avec le roi de France; ainsi procédaient les partis!

Chanson dans laquelle l'auteur fait parler Louis XIV, roi de France, à Jacques II, roi d'Angleterre, et répondre le roi d'Angleterre au roi de France.

A Jacques disait Louis,
A Jacques disait Louis,
De Galles est-il votre fils?
Oui, de par sainte Thérèse,
Comme vous de Louis treize.
Lampous, lampous,
Camorade, lampous, etc.

Le roi d'Angleterre au roi.

SONNET.

Roi, protecteur des rois sous leur adversité,
Je fonde sur toi seul toute mon espérance,
Je viens dans mes malheurs implorer ta vengeance
Contre le sacrilège et l'infidélité.
J'ai maintenu la paix par mon autorité;
Les plus fiers potentats brigaient mon alliance,
Et dans ce haut degré de gloire et de puissance,
Tout semblait conspirer à ma félicité.
Cependant, en milieu de ma grandeur suprême,
Abandonné, trahi, je perds le diadème;
Ce terrible attentat fait horreur aux mortels.

chir le genou devant le roi légitime et baiser cette main si belle et si blanche, signe traditionnel de la race des Stuarts. Louis XIV avait fait toute espèce d'honneur à Jacques II; il lui avait envoyé la compagnie écossaise tout entière; il venait visiter deux ou trois fois par semaine son frère d'Angleterre, comme témoin de la plus noble hospitalité. On eût dit que Saint-Germain était encore Whitehall ou Hyde-Park; tout y sentait l'Angleterre; le roi y vivait avec ses fidèles, ses amis et ses courtisans.

La campagne qui allait s'ouvrir avait besoin des conseils de Jacques II; le roi exilé, mari d'expérience, n'était-il pas ce brave duc d'York qui avait combattu contre Ruyter? les belles annales de mer racontaient que Jacques, duc d'York, s'était fait attacher au grand mât par une affreuse tempête, afin de mieux commander les manœuvres à ses cadres au pavillon rouge et bleu. Jacques II connaissait parfaitement les opinions et les partis en Angleterre; il avait étudié les blasons des lords,

Chanson sur ce qu'on prétendait que la guerre commença l'an 1688, avait été causée par les mauvais conseils du P. de Lorkhaize, confesseur du roi de France Louis XIV; du P. Peters, confesseur du roi d'Angleterre Jacques II, et par l'opiniâtreté du pape Innocent XI.

Trois Pères trop à leur aise
Ont brouillé tout l'univers:
L'un est le Père Lorkhaize,
L'autre est le Père Péters,
Le tiers est Père Innocent;
Tous trois ont fait pour Guillaume;
Jacques en est pour son royaume,
Et Louis pour son argent.

(1) Je donne la liste inédite et officielle de cette promotion; c'est un souvenir et un titre pour bien des familles; j'aime à rappeler les grandes races.

Promotions du Saint-Esprit.

César d'Estrees, cardinal, ci-devant évêque et duc de Laon, pair de France. — Pierre, cardinal de Bonzi, archevêque de Narbonne. — Charles-Maurice Letellier, archevêque, duc de Reims. — Pierre du Cambout de Coislin, premier ommunier du roi, évêque d'Orléans. — Louis-Joseph duc de Vendôme et de Merœur, pair de France, prince d'Annet et de Martignes, gouverneur et lieutenant général en Provence, lieutenant général des armées du roi. — Louis de Lorraine, grand-écuyer de France, gouverneur et lieutenant général de la province d'Anjou, grand sénéchal héréditaire de Bourgogne. — Henri de Lorraine, comte de Brienne, reçu en survivance de la charge de grand-écuyer de

les intérêts qu'on pouvait susciter pour les rattacher à sa cause; il savait les privilèges et les préjugés de chaque corporation anglaise, écossaise ou irlandaise; et comme Louis XIV avait décidé l'expédition d'Irlande, tout dut se faire de concert avec Jacques II; les ministres à département travaillaient avec lui; le plan de campagne fut arrêté sous ses yeux. Il s'agissait tout à la fois de frapper un grand coup en Irlande, en Flandre, en Allemagne et en Angleterre; ou s'était flatté d'un résultat immédiat en profitant surtout de la généreuse effervescence des esprits.

Cette guerre qui allait s'ouvrir était immense; la noblesse y prenait une part si active, qu'il fallut songer à la récompenser; on fit donc à la cour de Versailles une promotion plus nombreuse de chevaliers du Saint-Esprit (1); la dignité de chevalier des Ordres était hautement prise en cour; le beau et noble eordon bleu, jeté sur un justaucorps de velours broché d'or, allait admirablement à cette toilette

France et du gouvernement d'Anjou. — Le prince Philippe de Lorraine. — Charles de Lorraine, comte de Marsan. — Charles, seigneur de la Trémoille, duc de Thonars, pair de France, prince de Talmont, comte de Laval, premier gentilhomme de la chambre du roi. — Emmanuel de Crussol, duc d'Uzès, pair de France, prince de Soyon, comte de Crussol ou autres lieux, gouverneur et lieutenant général des provinces de Saintonge et d'Angoumois. — Maximilien-Pierre-François de Béthune, duc de Sully, pair de France, prince souverain d'Henriebemont et de Boisbelle, marquis de Rosny, et autres lieux, gouverneur et lieutenant général aux pays Vexin, ville et château de Mantel. — Armand-Jean du Plessis, duc de Richelieu, et de Fronsac, pair de France. — François, duc de La Rochefoucauld, pair de France, prince de Marsillac, grand veneur, et grand maître de la garde-robe. — Louis de Grimaldi, prince de Monaco, duc de Valentinois, pair de France. — François Annibal d'Estrees, de Lauzières, duc d'Estrées, pair de France, marquis de Cœuvres, gouverneur et lieutenant général au gouvernement de l'Île-de-France. — Antoine-Charles, duc de Grammont, pair de France, souverain de Bidache, gouverneur de Navarre et pays de Béarn, de la ville et citadelle de Bayonne, et de Saint-Jean-Pied-de-Port. — Armand-Charles, duc de Mazarin, de la Meilleroye et de Mayenne, pair de France, prince de Portien, comte de la Ferté et de la Marle, gouverneur de la Haute et Basse-Alsace, et de la ville et château de Brisach. — François de Neufville, duc de Villeroy et de Beaupréau, pair de France, lieutenant général des armées de Sa Majesté, gouverneur de la ville de Lyon, pays Lyonnais, Forêts et Beaujolais — Paul, duc de Bauxilliers et de saint-Agnan, pair de France

toute dentelée des courtisans de Versailles. La promotion de 1689 fut de cinquante cordons bleus ; elle descendait du haut au bas de l'échelle de tous les titres. On ne vit à Versailles que cordons bleus, ce qui en rabaisait un peu le prix ; mais il fallait contenter la noblesse qui donnait tant au roi. Il y eut des familles qui comptèrent jusqu'à trois chevaliers des Ordres ; les Grignans en eurent deux , et pourtant ils étaient en quasi disgrâce de cour ; ils avaient racheté de leur sang les souvenirs un peu inutiles de la Fronde. Le cordon bleu vous élevait à l'égalité des princes ; Monseigneur en était décoré au berceau ; les fils de France à sept ans ; et comment la noblesse n'eût-elle pas tout sacrifié pour porter les insignes de cette grande chevalerie !

Avec le cordon bleu il fut faite une nombreuse promotion dans l'armée ; on allait entrer en cam-

pagne ; les dernières batailles avaient fait ravages ; il fallait récompenser des services et remplir les vides aux rangs épars des officiers gentilshommes : on nomma dix lieutenans généraux , vingt-deux maréchaux de camp ; des charges de colonels furent transmises dans les familles ; les volontaires nobles reçurent des compagnies de la main du roi ; les pauvres gentilshommes furent dispensés d'en payer le prix ; Louis XIV les solda sur son comptant ; il y eut des capitaines de quinze ans , des colonels de dix-sept ans dans les troupes de monseigneur le dauphin , et tous ces braves jeunes hommes couraient gaiement au péril ; c'étaient les plus intrépides officiers de l'armée. Les vieux soldats des régimens du Roi et de Bourgogne étaient accoutumés aux prouesses de ces petits Césars , comme les appelle M^{re} de Sévigné.

premier gentilhomme de la chambre du roi , chef du conseil royal de ses finances , gouverneur et lieutenant général au gouvernement du Hvre-de-Grâce et pays en dépendans , capitaine et gouverneur des villes et château de Laëles et Beaulieu. — Henri-François de Foix de Candalle , pair de France , *duc de Bandau*. — Léon Potier , *duc de Gesvres* , pair de France , premier gentilhomme de la chambre du roi , conseiller de Sa Majesté en ses conseils d'État et privé , lieutenant général , en ses armées , gouverneur et lieutenant général de la ville , prévôt et vicomte de Paris , gouverneur et grand bailli du pays de Valois , gouverneur du château et capitainerie royale de Montcaux. — Anne-Jules , *duc de Noailles* , pair de France , comte d'Ayen et autres lieux , premier capitaine des gardes-du-corps du roi , commandant en chef en Languedoc , gouverneur et lieutenant général des comtés et vigueries de Roussillon , Couflons et Cerdagne , gouverneur particulier des villes , châteaux et citadelles de Perpignan , lieutenant général des armées de Sa Majesté. — Armand du Cambout , *duc de Coislin* , pair de France , comte du Cambout , de Greay et autres lieux , lieutenant général des armées du roi. — César-Auguste , *duc de Choiseul* , pair de France comte du Plessis-Proslin , lieutenant général des armées du roi. — Louis-Marie d'Aumont de Rochebaron , *duc d'Aumont* , pair de France marquis de l'île et autres lieux , premier gentilhomme de la chambre du roi , gouverneur de Boulogne et du Boulonnais. — François-Henri de Montmorency de Luxembourg , *duc* , pair et maréchal de France , capitaine des gardes-du-corps du roi , gouverneur et lieutenant général des provinces de Champagne et de Brie. — François d'Aubusson *de la Feuillade* , vicomte d'Aubusson , comte de La Feuillade , marquis de Boisi , baron de la Borie , premier baron de la Marche , *duc*

de Roanne , pair et maréchal de France , colonel du régiment des gardes françaises , gouverneur du dauphin. — Charles-Honoré d'Albert , *duc de Cherbourg* , pair de France , capitaine-lieutenant des chevaux-légers de la garde du roi. — Bernardin Gigault , marquis de Bellefonds , maréchal de France , premier écuyer de madame la dauphine. — Louis de Crevant d'Humières , maréchal de France , général des armées de Sa Majesté , grand maître , capitaine général de l'artillerie , gouverneur et lieutenant général en la province de Flandre , gouverneur de la ville et citadelle de l'île , et de la ville et château de Compiègne. — Jacques-Henri Durfort , *duc de Duras* , pair et maréchal de France , capitaine des gardes-du-corps du roi , gouverneur et lieutenant général du comté de Bourgogne , et de la ville et citadelle de Besançon. — Guy-Alphonse de Durfort , comte de Lorges et de Quintin , vicomte de Pommeroy , maréchal de France , capitaine des gardes-du-corps du roi. — Armand du Béthune , *duc de Charost* , pair de France , lieutenant général en Picardie , gouverneur de la ville et citadelle de Calais , et du fort de Nienlay. — Philippe de Courcillon , marquis de Dangeau. — Louis François de Bonfflers , marquis de Bonfflers , lieutenant général des armées du roi , colonel général des dragons de France , et gouverneur de Lorraine. — François de Harcourt , marquis de Beuvron. — Henri de Mornay , marquis de Montchevreuil , capitaine et gouverneur de Saint-Germain-en-Laye. — Adhemar de Monteil de Grignan , comte dudit Grignan et autres places , lieutenant général pour Sa Majesté en Languedoc. — Jean-Armand de Jougues , lieutenant général des armées du roi , gouverneur de la ville et citadelle de Nancy.

CHAPITRE XXXIV.

EXPÉDITION DE JACQUES II EN IRLANDE.

Mesures pour l'expédition d'Irlande. — Esprit des peuples. — Manifeste. — Départ de Jacques II. — Etat de l'Irlande. — Tyrconnel. — Le duc de Lauzun. — Débarquement. — Opérations de la campagne. — Siège de Londonderry. — Bataille de la Boyne. — Retraite de Jacques II.

1689-1690.

Deux systèmes divisaient le conseil en France depuis les menaces de la ligue d'Augsbourg : le premier, soutenu par le marquis de Seignelay, consistait à porter immédiatement une flotte de débarquement en Angleterre et en Irlande, pour y soutenir le roi Jacques; le second, défendu avec ténacité par le marquis de Louvois, voulait surtout qu'on s'occupât de la campagne militaire en Allemagne et en Flandre, afin de repousser la ligue d'Augsbourg qui déployait ses armées sur le Rhin. Un mémoire de M. de Seignelay, parfaitement déduit, constatait l'importance d'attaquer le prince d'Orange, le chef de la coalition, dans ses propres Etats; la tête ainsi frappée, il était facile de dissoudre la ligue menaçante (1). Le mémoire de Louvois établissait au contraire qu'il fallait se hâter de faire une pointe militaire en Hollande, les banquiers en quelque sorte de la confédération; quarante mille hommes dirigés sur Amsterdam, devaient en finir avec ce gouvernement de républicains d'où venait toute l'opposition contre le roi de France et sa grande monarchie (2).

Les deux systèmes avaient leurs avantages, surtout s'ils étaient simultanément adoptés; l'un devait nécessairement appuyer l'autre. Mais le temps de disgrâce commençait pour Louvois; les vues d'une politique morale et généreuse dominaient

avec M^{me} de Maintenon, et l'expédition d'Irlande fut préparée selon l'avis du marquis de Seignelay. Les nouvelles qu'on recevait de ce pays étaient favorables à Jacques II; l'Irlande s'était presque entièrement maintenue dans la loyauté et l'obéissance à son légitime souverain; les grandes cités, telles que Dublin, Limerick, continuaient d'arborer les couleurs de Jacques II sur les clochers élevés des églises catholiques. Le comte de Tyrconnel avait fait des progrès, et il n'y avait plus que Londonderry qui défendît la cause de Guillaume III sous l'ardent ministre Walker. (3).

Dans ces circonstances, la cour de Versailles dut hâter l'expédition d'Irlande : déjà quelques braves auxiliaires français s'étaient embarqués sous M. de Saint-Ruth; Lauzun, dont la vie était si chevaleresque, si digne des gentilshommes du moyen âge, avait offert ses services; le roi le créa duc, à la satisfaction de Sa Majesté d'Angleterre qu'il devait suivre; toujours vif et pétulant, selon le caractère de son esprit, Lauzun promettait d'enchaîner captif aux pieds de la reine d'Angleterre l'usurpateur prince d'Orange, comme les preux d'une autre époque jurent sur le paon féodal de pourfendre un géant ou de le conduire, vassal soumis, aux pieds de leur dame. Le commandement des troupes auxiliaires fut confié au duc de Lauzun et à M. de Saint-Ruth; on donna la conduite de la flotte au comte de Château-Renaud, l'un des plus habiles marins de l'escadre.

Louis XIV fit précéder cette expédition d'un manifeste solennel. Il ne reconnaissait point la qualité de roi au prince d'Orange; « c'était un usurpateur qui avait renversé le souverain légitime. » Ce n'était point à la nation anglaise que Louis XIV déclarait la guerre, mais au détenteur de la couronne, et pour le soutien des droits sacrés de la royauté (4). Des pamphlets violents développaient cette idée en termes insultants pour Guillaume III, et des images sanglantes répandues parmi le peuple, le reproduisaient avec les attributs de l'enfer au milieu des plus atroces supplices (5).

prouvé qu'ils sont envoyés pour porter de la part de Dieu.

Mais peut-être le prince d'Orange qui aspire à l'empire de l'antichristianisme, dont il porte déjà d'assez bonnes marques, ayant violé, comme Absalon et Ahimelech, les lois du ciel et de la nature, se fondant sur son 31^e article de sa Confession de foi, dira que son précurseur et prophète Jureieu est, comme autrefois Luther et Calvin, assésité d'une façon extraordinaire, et que par conséquent il est exempt, ainsi qu'eux, de prou-

(1) Mss. Bibliothèque royale; fonds nouveau.

(2) Mss. Bibliothèque royale; fonds nouveau.

(3) Dépêches dans les collections de Renaudot et du marquis de Seignelay. Bibliothèque royale. (Fonds nouveau.)

(4) *Mercure galant et Gazette de France.*

(5) J'ai trouvé un vieux manuscrit sous ce titre :

Suite des prophéties, divinations, extications, predictions et pronostications. — Art. 1^{er}. Que les prophètes ne doivent dire crux qu'après avoir

Athalie, cette magnifique tragédie conçue et représentée à cette époque, n'est-elle pas une sublime thèse en vers en faveur de la légitimité ? *Athalie*, la reine altière et implacable, n'a-t-elle pas plus d'un trait de ressemblance avec Marie, la femme de Guillaume, la froide et implacable ennemie de la légitimité du prince de Galles, cette princesse que les pamphlets jacobites nous reproduisent comme Tullie faisant passer son char sur le corps de son père ? Nathan, c'est le ministre Jurieu ; la tribu de Joad et du temple représente le catholicisme anglais ; et la restauration de l'enfant n'est-elle pas une espérance donnée aux vrais et sincères Jacobites ? Ainsi Racine, comme tous les esprits supérieurs, n'était pas resté étranger à l'empreinte politique de son temps, un mouvement actif des opinions (1).

ver sa mission ; sur quoi je lui demandai qu'il ait à produire ce prétendu privilège, ou du moins qu'il en cite la date, s'il ne veut, comme ces deux bérénarques, passer pour faux prophète et envoyé par l'esprit de Satan pour troubler l'Eglise de Dieu. C'est pourquoi M. Jurieu, qui fait fortement espérer aux mauvais Français le rétablissement du calvinisme, sera reconnu aussi grand fauteur et menteur que Luther le fut dans le dernier siècle, lorsque, pour faire espérer à ceux de sa secte l'abolissement du papisme, il leur eubonta cette prétendue prophétie :

Pestis eram vivens, moriens ero mors tua, Papa.

Je suis encore plus surpris du procédé de la princesse d'Orange contre le roi son père, et contre le prince de Galles son frère : elle a monté sur le trône d'Angleterre par un parricide et par un fratricide volontaire, ayant imité l'exécrable reine *Athalie*, et l'abominable romaine Tullia, femme de Torquin et fille du roi Servius Tullius. Celle-là, en Samarie, se voyait sans en-fans, voulut faire périr tous ceux de la lignée royale, et il n'y eut que le prince Joad qu'on déroba à leur fureur, pour monter sur le trône, ainsi qu'il est écrit au 4^e livre des Rois ; et celle-ci, dans Rome, fit passer son char sur le corps de son père. Néanmoins, comme je sais que cette princesse a la vue fort tendre, je ne puis me persuader qu'elle ait eu le cœur assez dur pour ne pas trembler en montant sur le trône du vivant de son père, et du vivant du prince de Galles son frère, quelque exhortation que l'esprit de l'ambition du prince d'Orange lui ait faite pour la porter à faire une dé-marche si dénaturée.

Puisque c'est pour régner, prends le plus court chemin ; Ne crains pas de passer sur le corps de mon père,

Ce n'est pas une affaire,

Digist à son cocher la femme de Tarquin.

Une fois l'expédition résolue, le roi Jacques II fit ses préparatifs de royale campagne ; prince pieux et catholique, il résolut, avant son départ, un pèlerinage à Notre-Dame, pour faire solennellement en la grande cathédrale un acte de foi par sa communion publique. Jacques II partit de Saint-Germain-en-Laye dans son carrosse de cérémonie ; il avait à ses côtés le duc de Lauzun, tout nouvellement revêtu de la Jarretière, plus brillant, plus spirituel que jamais ; puis lord Melfort, le confident du roi, et le duc de Mailly, que Louis XIV avait mis auprès de son royal frère comme premier gentilhomme de la chambre. Quand Jacques II arriva sous les murs de Paris, les échevins, bourgeois, vinrent au-devant du roi d'Angleterre, et lui adressèrent un beau compliment en prose (2). Jacques se rendit à pied à travers toutes

Fais-toi voir en nos jours une fille plus dure,
Pousse sans nul égard ton orgueil plus avant,
Et foulant à tes pieds le sang et la nature,
Passe, afin de régner, sur ton père vivant.

(1) Racine, devenu de plus en plus écrivain politique, est particulièrement en butte aux satires, couplets mordans ; j'en ai trouvé plusieurs dans les recueils du temps.

Chanson à Jean Racine gentilhomme ordinaire de la maison du roi, sur la tragédie d'Athalie, qu'il avait composée, et qui parut au mois de mars 1690.

Racine, de ton *Athalie*

Le public fait bien peu de cas :

Ta famille en est annoblie,

Mais ton nom ne le sera pas

Quand tu réciteras *Athalie* ;

Je disais d'une âme ravie :

Racine est un poète excellent ;

Mais quand tout seul j'ai pu la lire,

J'ai dit : Que l'ouvrage est méchant,

Comment a-t-il pu me séduire ?

Le critique ajoute : « Le sieur Racine, non-seulement fait très-bien des vers, mais il les récite encore avec un agrément extraordinaire, et leur donne une grâce surprenante. »

Épigramme sur Jean Racine, gentilhomme de la maison du roi Louis XIV, de l'Académie française, sur sa tragédie d'Athalie.

Gentilhomme extraordinaire,

Poète missionnaire,

Transfuge de Lucifer,

Comment diable es-tu pu faire

Pour renchérir sur *Esther* ?

(2) Il est conservé dans les registres de l'Hôtel-de-Ville, ad ann. 1690.

les rues peuplées de la Cité jusqu'à la métropole, où l'archevêque le reçut : là, il se confessa et communia avec toute l'expression du respect religieux, ce qui le rendit si populaire à Paris, qu'on fut près de le porter en triomphe à la sortie de Notre-Dame, tant le peuple était dévot en la bonte Vierge ! Un bourgeois remarqua que le roi observait l'abstinence, car il ne prenait que du thé jusqu'à son dîner de trois heures. Jacques II habita pendant cette journée l'hôtel de M. de Lanzun, qui le servit en vrai et loyal gentilhomme. Le soir du 15 février, le roi visita la grande et vieille frondeuse M^{lle} d'Orléans au palais du Luxembourg. M. de Lanzun l'accompagna, et il était là comme à son propre hôtel ; il y eut de magnifiques collations et un baise-mains chevaleresque.

Le lendemain, le roi d'Angleterre quitta Paris pour prendre son audience de congé de Louis XIV. Ce monarque le reçut à Versailles, et vint ensuite le visiter à Saint-Germain : « Adieu, mon cher frère, dit Louis XIV à Jacques II ; ce que je puis vous souhaiter de plus heureux, c'est de ne plus vous revoir, » et il le pressa tendrement dans ses bras. Jacques lui recommanda sa femme, son fils le prince de Galles. « Ils sont chez eux à Saint-Germain, répliqua Louis XIV ; la reine d'Angleterre me permettra quelquefois d'aller la visiter. » Jacques II monta dans son carrosse royal, et partit en poste pour la Bretagne ; sa suite était de trente personnes. D'après l'itinéraire qui nous a été conservé, partout le roi fut accueilli par les gouverneurs et gentilshommes avec un enthousiasme religieux ; la population était fervente, catholique, et ce prince, marchant combattre en Irlande, semblait un pieux croisé qui allait délivrer des frères dans l'oppression (1). Enfin, le roi Jacques vint à Morlaix, rendez-vous de la noblesse bretonne ; c'était à Brest et à Nantes que se réunissaient en bon ordre les troupes de débarquement sous le chevalier de Rosen. Jacques II aborda en Irlande sans obstacles.

Pendant ce temps, Guillaume III cherchait à repousser l'invasion française ; une flotte, sous l'amiral Hébert, se réunissait dans la Manche pour combattre l'escadre sous les ordres du comte de Château-Renaud. Les correspondances secrètes de Jacques II (2) annonçaient que l'amiral Hébert était disposé à se joindre au mouvement jacobite. L'illusion de presque tous les partis est de croire à l'inévitable défection parmi leurs

adversaires ; au lieu de cette défection, un combat s'engagea très-vif entre les deux flottes. Il favorisa l'heureux passage des vivres et des troupes auxiliaires en Irlande sous M. de Saint-Ruth. Lanzun, le brave, le chevaleresque, vint rejoindre le roi ; Jacques, avec sept mille Français et tous les gentilshommes, se portèrent sur-le-champ dans la partie septentrionale de l'île qui s'était déclarée pour Guillaume III. La faute fut de s'arrêter trois mois au siège de Londonderry ; là se trouvait un ministre presbytérien d'une grande force de caractère. Walker prêcha la population protestante, et la souleva tout entière pour la défense de ses temples et de sa foi (3) ; il y fit une défense héroïque qui donna le temps au général anglais Kirke de secourir les assiégés : Kirke força la ligne des catholiques, et Jacques II fut obligé de lever le siège de Londonderry avec une perte de plus de huit mille soldats ; de braves gentilshommes français, des Bretons surtout, y perdirent la vie ; autant les enfans de la Bretagne détestaient les Anglais, autant ils avaient sympathie pour les Irlandais, ennemis comme eux de la race saxonne et normande.

Dès l'origine de la révolution de 1688, Guillaume III avait calculé les conséquences de l'invasion de Jacques II en Irlande ; ses premières armes s'étaient dirigées vers l'Écosse : Edimbourg avait résisté pendant quelques mois ; le roi Guillaume l'obtint par capitulation. L'Écosse, ainsi pacifiée, le duc de Gordon soumis, le prince d'Orange s'embarqua pour l'Irlande, afin d'arrêter les progrès du roi Jacques II. L'armée de Guillaume III se composait de quatre régimens hollandais et allemands, pesante et forte troupe ; de deux régimens de réfugiés français, gentilshommes ou bourgeois, qui avaient quitté la France. Les corps des réfugiés étaient sous les ordres du maréchal de Schomberg, émigré lui-même, et que Guillaume III venait d'élever au titre de duc ; le reste des troupes du prince d'Orange se formait d'Anglais et de Hanovriens à sa solde. Rien ne pouvait se comparer à la haine des émigrés calvinistes contre Louis XIV ; les projets les plus hardis étaient dans leur pensée ; ils ne voulaient pacifier l'Irlande que pour débarquer ensuite en Bretagne et en Normandie, afin de teinter un soulèvement du peuple contre le roi de France ; ces grands desseins se rattachaient alors à Schomberg (4).

L'armée de Jacques II se composait d'abord des populations catholiques irlandaises ; la majorité des

(1) Recueil des *Gazettes de France*, ann. 1690.

(2) Lisez les *Mémoires de Jacques II* sur ce point historique.

(3) Recueil des *Gazettes hollandaises*, ad ann. 1690.

(4) *Gazettes hollandaises*, ann. 1690. — *Pamphlets de Cologne*, recueil, ad ann. 1690.

villes était en son pouvoir. Il y avait une haine nationale et profonde contre ces étrangers, anglais, hollandais, allemands, qui venaient sous l'usurpateur dompter la vieille et fidèle Irlande; Jacques II avait à ses côtés, et comme ses conseillers, le rhéva-leresque Lauzun, le lieutenant général Saint-Ruth, et puis le jeune et froid duc de Berwick, le fils naturel du roi. Fitz-James, eréé duc de Berwick, avait alors dix-neuf ans; sa tête était belle et fière, son front haut et large, surmonté d'une blonde chevelure; il avait toute la froideur de la race nor-mande. Colonel des dragons, il se distinguait déjà par son coup d'œil sûr et prompt; son courage était sans ardeur, mais il possédait ce calme indif-férent au feu des batailles, énergie plus grande que l'ivresse qui court au-devant de l'ennemi; Lauzun était son patron de combats, M. de Saint Ruth son maître; mais Fitz-James, duc de Berwick, se fiait à sa propre fortune, avec cette fierté anglaise qui ne demande ni secours ni conseils (1).

Le débarquement de Guillaume III en Irlande fut annoncé par la fuite des populations qui abandon-naient leurs champs de terre et leurs paroisses. Le duc de Berwick courut au-devant du colonel Wos-lei, qui formait l'avant-garde; il fut battu et blessé à Cavan. Rien ne s'opposa plus au dévelop-pement militaire de l'armée de Guillaume III; le comte de Douglas, de la grande famille écossaise, commandait le corps le plus avancé; le brave général major Kirke conduisait l'aile droite; le comte d'Oxford l'aile gauche; Guillaume s'était réservé le corps de bataille que dirigeait Schom-berg; c'est ainsi que les Anglais, les Allemands, les émigrés français s'avancèrent dans le plat pays de l'Irlande (2).

L'armée de Jacques II se mit en retraite, afin de chercher une position favorable; elle se con-centra sur la rivière de la Boyne. Il devait s'y livrer une bataille décisive, Guillaume III en sentait l'importance, et avec son coup d'œil exercé il voulut voir la position de l'ennemi : il fit sonder le gué, et tandis qu'il s'avancait vers la rivière, un boulet de canon froissant sa large épaule gan-che, brisa le nœud de sa cuirasse, lui emporta son chapeau gris à plumes blanches, et lui fit une blessure assez profonde. On le crut atteint mortel-lement; le sang coulait sur ses vêtements : « Ce n'est rien, dit le prince d'Orange, je me suis arrêté

à temps, il n'aurait pas fallu que je fusse allé un pas en avant. » L'école anglaise nous a laissé un beau tableau de cette scène de la vie de Guil-laume; il est là, le nouveau roi, prêt à monter son bel azean après sa blessure; autour de lui règne une visible inquiétude; et le prince, homme de guerre, le visage calme, porte sur son front méditatif la pensée de la postérité (3).

Le lendemain se donna la bataille décisive de la Boyne. Sous une tente, Jacques II et le duc de Berwick; sous l'autre, Guillaume III et le prince Georges de Danemarck : ici des régimens français émigrés sous un maréchal de France Schomberg; là des Français encore sous Lauzun et M. de Saint-Ruth. La bataille de la Boyne s'engage, Schomberg essaie de passer la rivière. Le maréchal se met à la tête de deux régimens de dragons, d'une brigade d'infanterie, et tente le passage à gué. Ils sont reçus avec vigueur par huit escadrons français; Lauzun fait une charge brillante, mais le corps de bataille de Guillaume III arrivant en ligne, les Irlandais s'ébranlent autour du roi Ja-cques et prennent la fuite. Il n'y eut plus sur le champ de bataille que les Français conduits par Lauzun, braves troupes qui s'abritèrent dans un fort village. Vous eussiez vu tous ces insurgés de l'Irlande armés de piques et de mauvais mousquets fuir devant les Hanovriens de Guillaume. Ce ne fut dès ce moment qu'une véritable lutte de Français à Français. Lauzun, retranché dans les maisons du village, engagea un combat meurtrier avec Schom-berg et le régiment du sieur de la Melonière, colonel des émigrés, combat haineux et à outrance, où le maréchal de Schomberg reçut deux coups de sabre à travers le visage; noble vieillard aux cheveux blancs, il fut achevé d'un coup de pistolet. L'ardent ministre Walker fut également tué; le roi Guillaume reçut une nouvelle blessure au talon. Lauzun se retira en bon ordre et ne put être en-tamé; mais dès lors l'expédition principale était manquée; les auxiliaires de Jacques II durent se tenir sur la défensive; le roi lui-même fut obligé de quitter l'Irlande. Tout le monde n'avait pas fait son devoir; les Irlandais, population insurgée, n'avaient montré que très-peu d'ardeur. L'argent, les vivres avaient manqué à Jacques II; tout avait été fait avec parcimonie par les ministres de Louis XIV (4). Dans les insurrections, les ressour-

(1) Il existe plusieurs portraits du duc de Berwick, mais ils appartiennent à un âge plus avancé.

(2) *Gazette de Hollande comparée avec la Gazette française*, ann. 1690.

(3) Ce beau tableau a été bien souvent reproduit par la gravure anglaise.

(4) Jacques II en fit de vives plaintes dans ses Mé-moires.

ces de guerre doivent être abondantes, si l'on veut réussir. Les paysans de l'Irlande se groupaient sans ordre pour combattre contre les troupes les mieux exercées de l'Europe; Guillaume III, les Allemands, les Hollandais, opposaient leur flegmatique courage à l'ardente indiscipline des Irlandais. Quels succès pouvait avoir les paysans armés de piques contre une armée pourvue de canons et de mousquets, contre ces dragons hanovriens, les premiers soldats de bataille pour la fermeté de leurs rangs? Il n'y avait pas non plus une intelligence complète entre les généraux irlandais et les auxiliaires de France. Sous la tente de Jacques II, trouvait-on un homme d'un caractère mâle et ferme comme le prince d'Orange? Les soulèvements de populations sont domptés par les armées régulières, quand ils ne se concentrent pas dans la montagne ou dans les cités aux rues étroites; la rase campagne n'est bonne que pour les manœuvres des troupes disciplinées, et puis, quand la destinée se tourne contre une cause, tout sert à la précipiter dans l'abîme; il semble que les temps soient finis pour elle!

Jacques II quittait l'Irlande pour retourner en France et reprendre son exil de Saint-Germain, et toute la monarchie de Louis XIV retentissait de ses victoires! On avait répandu à Paris le bruit de la mort de Guillaume d'Orange. La blessure de la Boyne avait été considérée comme mortelle; la dépêche secrète avait confondu Guillaume III et Schomberg, qui en effet avait succombé. On avait lu un soir aux flambeaux le bulletin arrivé d'Angleterre et qui annonçait : « La justice de Dieu contre l'usurpateur du trône. » Parlementaires, bourgeois, halles avaient été informés des victoires de Jacques II, et comment, « en face de ce bon prince, l'usurpateur avait été frappé de la foudre. » Ce

furent des réjouissances à ne plus finir. Des feux de joie s'élevèrent en toutes les places et carrefours; il y eut des illuminations en l'hôtel-de-Ville; les conseillers, les échevins et maîtres des corporations se réunirent en un seul banquet, et l'on porta la santé du roi Jacques II, « lequel, à son départ, était venu en la bonne cité rendre ses hommages et devoirs à la benoîte Vierge. » On répandit je ne sais combien de terribles images contre l'usurpateur, que l'on voyait frappé d'un carreau tout brûlant par la vengeance de Dieu (1); puis il était dans un lit, couché, pâle et malade. Vous l'eussiez vu entouré des ministres de Satan; de Burnet, le misérable archevêque de Canterbury; de Juriën, l'ardent pamphlétaire, avec des figures de diables et diaboloteaux; puis on chantait mille couplets et refrains aux coins et carrefours des rues de Paris contre le maudit roi frappé de la justice divine. « Oh! maintenant qu'il fit la guerre s'il le vouloit, car le voilà mordant son drap, enragé qu'il étoit; donnez-lui des folles et confortances, ce sera bien vain qu'on scellera ses plaies, car les coups que Dieu a portés durent éternellement. » Ainsi les partis et les opinions ardentes jugent les caractères historiques! Ainsi les passions implacables ne pardonnent jamais à tout ce qui, dans l'ordre moral comme dans l'ordre politique, se donne une haute mission!

CHAPITRE XXXV.

PARIS ET LA PROVINCE DURANT LA GUERRE.

Esprit de la population. — Parloirs et réunions de bourgeois. — Opinion des halles. — Action de la police. — Publications royalistes et populaires.

Une gravure représente le roi Guillaume, entouré de boiteux, de borgnes, de manchots, faisant son entrée dans Londres. Devant lui se trouvent plusieurs ouvriers; on lui présente une paire d'éperons; un autre, une immense lunette. Le premier lui dit :

Si pour fuir à son ordinaire
Votre jument, Guillaume, a besoin d'éperons,
Munissez-vous de cette paire,
Et sur son flanc étique appuyez le talon.

LE LUNETIER.

Toujours témoin de desoeps, Guillaume, on vous reproche
Que pour en bien juger ce n'est pas d'assez près;
Voulez-vous sans péril distinguer les objets?
Cette lunette les rapproche.

(1) En 1690, le bruit courut dans Paris de la mort du prince d'Orange; une foule de gravures, en signe de réjouissances, furent faites. Dans l'une, on voit le prince d'Orange ayant à côté de lui le maréchal de Schomberg, tous deux frappés de la foudre.

On dit que le prince d'Orange
Est mort d'une façon étrange,
Et que le ciel, juste vengeur,
A puni cet usurpateur
Par un insuprême coup de foudre,
Qui vint, dit-on, le mettre en poudre
Au milieu de tous ses soldats,
Gens ramassés, tous scélérats;
Schomberg suivit la même trace,
Et font tous deux triste grimace.

— Sentimens du peuple sur la paix et la guerre.
— Situation des provinces. — Villes commerçantes.

1690.

Le goût de la noblesse était pour la guerre; les gentilshommes aimaient à briller sur un champ de bataille, aux sièges des villes ou dans les combats à outrance; ils en avaient hérité de leurs ancêtres, les barons et les chevaliers du moyen âge. Mais la bourgeoisie avait tout à gagner dans la paix: l'impôt était pesant et doublé; chaque maison payait la taille, chaque tête la capitation; les métiers étaient taxés pour leur bannière, et chaque officier du roi au parlement ou au Châtelet pour sa charge; de sorte qu'il n'était plainte partout que sur la lourdeur des taxes (1). Dans les villages, on devait tout à la fois l'impôt et la milice, laquelle s'exerçait tous les dimanches aux tir à l'oie ou au pigeon. Souvent quelques sergens recruteurs, vieux compagnons des régimens de Champagne et de Bourgogne, paraissaient au milieu des foires animées de gaieté et de vin nouveau; ils entraînaient le jeune paysan au cabaret, et là, dans les libations fréquentes, ils lui parlaient des félicités du soldat, des joies qu'il allait trouver, des lits de plumes, du pain blanc, des femmes adorées, et le pauvre paysan signait son engagement; alors il était au service du roi; il ne pouvait le quitter sous peine de mort, en paix ou en guerre (2). Ce recrutement par supercherie désolait la campagne; dans les villes, il enlevait souvent la partie bruyante de la mauvaise population.

La guerre pesait au bourgeois. La bonne ville de Paris, la principale cité de France, vivait d'industrie et de commerce; les hostilités en arrêtaient le développement. Tous les nobles qui allaient aux frontières ne consumaient plus ni draps d'or ni vêtements pailletés ou de soie; les meilleures maisons de Paris n'étaient pas louées. Si vous parcouriez le Marais et le nouveau faubourg Saint-Germain, vous trouviez la plupart des hôtels vides; le suisse, avec sa hallebarde, n'allait plus que très-rarement chez le tavernier et cervoisier. Les dimanches et jours de fêtes, le bourgeois, le vénérable syndic de corporation, le bon ouvrier en passementerie ou en ganterie de daim, ne couraient plus

aux riantes guinguettes des alentours de Paris, à Vaugirard, célèbre par ses oies friandes! Oh! que la foule était rare à Vincennes, où le vin d'Orléans se vendait à bouteille et éhopine; à Roumainville la gaie, où maintes traditions existaient sur « les amoureux bienheureux », comme le disaient les chansons et les images enluminées du bon jeu des tarots! Aux beaux jours de la paix, la bourgeoisie s'en allait à Saint-Denis en France, pour entendre les complies des chanoines, puis jouait et folâtrait aux bords fleuris de la Seine. Toute cette gaieté avait disparu depuis la guerre, car l'argent était rare et il fallait donner le peu qu'on en avait dans sa huche pour le service de Sa Majesté.

Le gouvernement municipal n'existait plus que de nom à Paris; on y trouvait encore un Hôtel-de-Ville, une prévôté; mais les échevins, le prévôt des marchands étaient les hommes du roi. Il y avait réaction contre l'époque bruyante et comminale de la Fronde; le système administratif, en grandissant, envahissait tout. L'opposition se contentait de paroles mal sonnantes dans les parloirs où se réunissaient les bourgeois propriétaires bien famés. Là on se plaignait du bas prix des maisons; les avocats, bavards et procéduriers, venaient s'y soulager par des coups de mauvaise langue contre les réformes de la procédure ou tout autre élit du roi. Les novellistes se rassemblaient aux piliers du Palais ou bien au jardin de l'hôtel Richelieu, alors déjà nommé Palais-Royal, avec ses allées touffues où grandissait l'arbre de Craevie aux branches étendues et à la belle ombree; que de nouvelles étaient mises en circulation! Les riches achetaient le *Mercur galant* du mois; s'il était relié en parchemin, il coûtait vingt-huit sous; en veau, le coût était de trente (3); on en lisait les plus saillans articles, et les mécontents les commentaient par ricaneries et mauvaises paroles: quelques-uns recevaient secrètement les nouvelles à la main de Hollande ou d'Angleterre (4); si on les saisisait, gare à eux, et c'est pourquoi l'on avait inventé ce proverbe: « Trop gratter cuit, trop parler nuit. » Il y avait plus de patriotisme dans les halles; de la Fronde ardente et armée, on était passé à l'enivrement des batailles; là on n'avait rien à perdre; on se plaisait à compter les beaux et bons régimens qui défilaient aux rues de Paris, marchant aux frontières; les fêtes, les triomphes militaires plaisaient au bas peuple; et si

(1) Ordonnance de Louis XIV, ann. 1688, 1691.

(2) Voyez les ordonnances de 1674-1678.

(3) A chaque numéro de mon édition du *Mercur galant* il y a l'annonce du prix de l'exemplaire.

(4) Je n'ai pu me procurer que quelques volumes dépareillés du *Mercur des réfugiés hollandais* et de la *Gazette de Cologne*, ces pamphlets acérés contre Louis XIV.

par hasard on lui jetait quelques fontaines de vin à la Bastille où à la place de Grève, il disait *vive le roi* avec un vrai cœur de halle, comme autrefois il criait *vive Bourgogne*, ou *vive Broussel et Lesdiguières*! L'objet seul du culte était changé. M. le prévôt et le lieutenant de police avaient soin d'entretenir cet esprit du peuple (1). On chantait dans les rues de beaux récits de batailles données par le roi ou par ses généraux; tantôt on excitait la haine contre l'Allemand grossier et pillard, tantôt la moquerie contre le vicil Espagnol, éternel sujet des railleries aux halles de Paris. La caricature exerçait une grande puissance; les gens du guet, les archers de la garde, montraient au peuple toute espèce de joyeuses images, et l'on n'entendait que rires et plaisanteries contre les ennemis du roi (2).

La cour n'ignorait pas que beaucoup de pamphlets hollandais et anglais, écrits en français par les réfugiés proscrits à la suite de la révocation de

l'édit de Nantes, parvenaient jusqu'à Paris, et distillaient le helleu milieu des populations. Les parlementaires, les savans et académiciens étaient en correspondance avec Londres et La Haye; ils recevaient les publications qui de l'étranger débordaient sur toute la France. Les parlementaires, rancuniers et mécontents contre Louis XIV, favorisaient ces publications et les répandaient souvent eux-mêmes à l'abri de leurs immunités. On écrivait beaucoup alors. Jamais puissance ne commençait une guerre sans la justifier dans toutes les formes de rhétorique. Les publicistes commentaient le droit public et le droit canon pour en conclure la légalité des batailles qu'on allait entreprendre.

Comme ces publications étaient bien répandues, le roi ordonna à son conseil de répondre par un manifeste qui serait distribué dans les villes et provinces, afin de montrer le bon droit de la monarchie; c'est ce qui donna lieu à un long récit des affaires du temps que le *Mercur galant* envoya à ses abonnés

La Gloire.

L'Europe a beau s'armer; aussitôt qu'il commande,
Tout est à ses ordres soumis,
Et plus il aura d'ennemis,
Et plus sa gloire sera grande.

Thémis.

Le roi, le protecteur des rois,
Que l'on a vu valoir de victoire en victoire,
Va, pour le comble de sa gloire,
Forcer tout l'univers à recevoir ses lois.

(2) Voici une de ces plaisanteries caricaturées.

« Le Français, marchand de pilules. »

Ces pilules ne sont autre chose que des bombes d'une forte dimension. Un Français en tient une dans chaque main, et il dit aux ennemis qui l'entourent :
En vain ne se laissant purger qu'avec regret,
Votre faible esordron recule;
Malades obstinés, j'ai trouvé le secret
De vous faire par force avaler la pilule.

LE SAVOIR

A Nice, il m'en souvient, leur violente poudre
Me fit voler diablement haut;
En prenne qui vaudra, je ne puis me résoudre
A refaire un semblable saut.

LE PALATIN.

Pardon, seigneur marchand, vous jugez à mon mine
Que vos remèdes me font peur;
D'autres en tâteront, mais pour moi, serviteur :
Chat échaudé craint la cuisine.

(1) *Stances irrégulières sur la guerre commencée à la fin de l'année 1688, dans laquelle la plus grande partie de l'Europe était armée contre la France.*

Pourquoi vous étonner de voir
Toute l'Europe unir contre nous son pouvoir ?
Pourquoi chercher ce qui l'excite,
Et cause aujourd'hui tant de maux,
Vous qui savez que le mérite
N'a jamais paru sans rivaux ?
L'envie a toujours fait la guerre
Aux vertus que ses yeux ont vu trop éclater,
Et dès les premiers temps, sans craindre le tonnerre,
La gloire du grand Jupiter
Fit-elle pas armer les enfans de la terre ?
C'est ainsi que l'on voit vainement s'assembler
Contre Louis et son Empire
Tant de princes jaloux unis pour l'assauter ;
Chacun d'eux contre lui conspire,
Et tous vaudraient lui ressembler.

L'auge de la France et l'auge de la Religion.

Anges saints, dont la force est partout révérée,
Vous voyez aujourd'hui l'Europe conjurée
Marcher sous l'étendard du crime et de l'erreur,
Pour porter ici l'épouvante et l'horreur.
Nous devons tous leux craindre en ce péril extrême,
Il y va de la foi comme du diadème;
Et de quelque couleur qu'an couvre l'attentat,
On en veut aux autels aussi bien qu'à l'Etat.

La Renommée

Toute l'Europe est en alarme
De la puissance de Louis.
Et nous voyons qu'elle arme
Pour arrêter le cours de ses faits inouis.

à vingt mille exemplaires, sorte d'histoire des guerres. On suspendit les petites histoires, les galanteries joyeuses, les sensibles épisodes d'amour, les douces et tendres romances où les amans exprimaient leur martyre, pour rappeler, dans quatre volumes de deux cents pages, les droits de Sa Majesté et la bonne justice qui accompagnait ses victoires. Il fut déclaré dans ce manifeste que toute la cause de la guerre était dans le prince d'Orange, l'ennemi juré de la religion et de Sa Majesté. « C'était un vil usurpateur qui prétendait imposer au roi de France; Sa Majesté ne commençait pas la guerre; c'étaient ses ennemis qui l'avaient dénoncée et qui la continuaient sanglante. La gloire du roi les offusquait; ils ne pouvaient soutenir les feux de ce soleil de victoire! Fallait-il recevoir la loi de l'ennemi? devait-on baisser la tête devant l'Angleterre et le Hollandais, si souvent vaincus? » On répandait ces justifications de la politique de Sa Majesté dans tous les rangs de la société (1).

Le peuple s'associait ainsi aux griefs de la cour contre l'Europe. Il y eut des saturnales à Paris; on brûla en effigie l'empereur d'Allemagne, Guillaume d'Orange et le roi d'Espagne; on dansait en rond autour des feux de joie dressés aux moindres victoires. Louis XIV ne perdit pas un moment sa popularité parmi la multitude des Parisiens; cette multitude aime la gloire, les grandes actions; tout ce qui est brillant l'éblouit; elle préfère des conquérants aux rois débonnaires. Le lieutenant de police la connaissait bien, quand il publiait des bulletins mensongers chaque semaine; ces publications maintenaient l'enthousiasme des halles. Les portes Saint-Denis et Saint-Martin s'élevaient. On travaillait à mettre une belle grille autour de la statue du roi enchaînant les nations vaincues, telle qu'on la voyait en la place des Victoires. Comme complément, M. le prévôt avait fait placer la statue équestre de Sa Majesté sur la principale porte de l'Hôtel-de-Ville. C'était sur le pailleur de cet hôtel en Grève

que la Fronde avait placé le siège de son pouvoir; là on avait entendu M. les conseillers Broussel, les parlementaires de la grand'chambre en robe rouge, haranguer M^{me} de Lesdiguières ou M^{lle} d'Orléans, fière et noble amazone; l'image équestre de Louis XIV fut placée sur la porte d'entrée de l'Hôtel-de-Ville, comme pour constater le triomphe du pouvoir unique sur le tumulte populaire. À cette occasion, le roi adressa une lettre close à M. le prévôt, afin qu'il eût à remercier M. de la ville de ce témoignage de dévouement et de fidélité (2).

Si Paris souffrait de la guerre, la province en était plus encore accablée: si vous approchiez des frontières, pauvres et riches étaient pressurés par le passage incessant des armées qui marchaient à l'ennemi; la discipline était rigoureuse, mais tous ces vieux et jeunes soldats conservaient, même sur la terre de la patrie, des habitudes de désordre et de pillage; le drapeau blanc du roi, qui flottait sur le haut clocher des villages en Picardie, en Flandre ou en Alsace, ne préservait pas les paisibles habitants des vexations de toute espèce; on ne voyait que soldats ou cavaliers d'armées qui embranchaient oisons et volailles au bout de leurs piques, à la désolation des fermiers et paysans. Il y avait un nombre de régiments étrangers au service du roi; ils traitaient la France en pays conquis; des hautes vivaces existaient de province à province; les soldats ne parlaient pas le même idiome ni le même patois; quand le Provençal était chez le Picard, il lui était aussi étranger que l'Espagnol ou l'Italien; et quand à son tour le Normand traversait le Languedoc pour marcher sur l'Espagne, il traitait le paysan du Midi aussi brutalement qu'un ennemi; il mangeait ses raisins et dévrait ses riches moissons, ainsi que le racontent les registres municipaux de chaque paroisse. La grande marche des troupes était d'autant plus onéreuse, que les soldats avaient moins de solde fixe; on les payait à discrétion

(1) J'ai le manifeste en quatre petits volumes; je crois que l'abbé Renaudot en est l'auteur, et qu'il est revu par le marquis de Seignelay. En même temps je trouve dans un écrit royaliste du temps la dissertation qu'on va lire, et qui peint bien l'esprit véritable de la guerre.

Portrait de l'Hérésie.

« L'hérésie, dit-il, se sert de l'autel pour attaquer le trône, et du trône pour renverser l'autel. Elle en veut à l'un et à l'autre: à l'autel, parce qu'il lui impose le joug de la foi; au trône, parce qu'il la sou-

met à celui de la loi. L'un s'oppose à sa liberté, l'autre à son libertinage; tous deux au désir qu'elle a de l'indépendance. Que doit donc faire un roi pour le règne de Jésus-Christ? Doit-il user d'exhortations et de conférences avant que d'en venir aux ordonnances et aux édits? Cette conduite est sans doute pleine d'équité; mais s'il arrive que la rébellion et l'opiniâtreté, qui sont les filles de l'hérésie, ferment l'oreille des hérétiques à la doctrine de l'évangile, toujours véritable, et leur cœur à l'autorité royale, toujours légitime, que reste-t-il pour la détruire, si ce n'est la verge de fer? »

(2) Registre de l'Hôtel-de-Ville, ad ann. 1690.

dans les villes. C'était un beau privilège que d'être en franchise des troupes du roi; quelques villes de bourgeoisie avaient stipulé ce droit absolu, ce qui obligeait les colonels à faire camper leurs régiments dans les campagnes. Les vivres étaient rares alors: tous les champs n'étaient pas cultivés; le passage des soldats était un véritable ravage dans le pays qu'ils traversaient. Tous les dix ans étaient marqués par une grande famine; la libre circulation n'était pas admise comme un principe administratif; la moindre pénurie de grains se faisait sentir aussitôt comme une triste désolation au milieu du peuple (1).

Les provinces centrales étaient moins exposées que les frontières aux ravages des gens de guerre; elles éprouvaient plus poignantes les charges de l'impôt. Depuis la guerre de 1688, les intendants avaient ordre de tout imposer; les minots de sel avaient augmenté de deux sols; il y avait des greniers jusqu'aux plus petites villes, et le fermier en tenait le prix à un taux très-élevé; quand le pauvre paysan voulait nourrir ses brebis, fortifier ses bœufs, il était obligé de porter ses écus et ses économies au grenier royal, qui, en échange, lui donnait quelques minots de sel avec parcimonie. La taille était grosse d'un tiers, et on faisait rentrer au domaine le plus de bien qu'on pouvait; cela jetait du trouble dans les propriétés féodales et bourgeoises. Il n'était pas rare de voir ça et là en province des terres vagues et abandonnées, des troupes de pauvres et de mendiants qui voyageaient de ville en ville: les uns étaient vêtus en pèlerins avec le bourdon et la panetière, et ce vêtement consacré les faisait respecter de tous; les autres cheminaient en bandes, et trouvaient l'hospitalité de monastère en monastère. Les rapports des intendants de province commençaient à être d'une grande tristesse sur la misère publique; le Languedoc paraît spécialement

souffrir; l'impôt se levait péniblement. Il existe un rapport très-détaillé de l'intendant M. de Bâville: « Mousaigneur, écrit-il au surintendant des finances, si le roi ne finit pas la guerre cette année, il n'y aura plus possibilité de lever les charges l'an prochain, car toute la province est en retard de dix mois dans le paiement des taxes (2). »

Les villes maritimes, favorisées par les armemens de Sa Majesté, n'éprouvaient pas une si grande souffrance de la guerre: Toulon, cité de guerre, se félicitait de sa merveilleuse activité; on voyait entrer et sortir les escadres du roi toutes pavisées; les hôtels et les lieux de plaisirs étaient enrichis par cette foule de gentilshommes qui montaient les navires de France pour le service des flottes; les gardes marines, brillante troupe, étaient chéris des dames, qui se groupaient sur le rivage à l'abri de quelques tentes de voiles pour saluer leur arrivée et leur départ, comme on le voit depuis aux belles marines de Vernet. Les ports de l'Océan, tels que Brest, Lorient, avaient une incessante activité; on n'apercevait que constructions, mâtures, cordages étalés sur les ports et havres; les forçats, si nombreux, servaient d'auxiliaires aux caïfats et constructeurs, qui opéraient des merveilles aux vastes chantiers. Dans l'espace de trois ans, de 1687 à 1690, il fut construit dans les ports militaires de l'Océan et de la Méditerranée soixante vaisseaux de haut bord à plusieurs rangées de canons (3); avec leurs grands balcons et leurs belles poulaines.

Il y avait d'autres ports également qui gagnaient à la guerre: tel était, par exemple, Saint-Malo, asile de corsaires et des braves loups de mer qui se jonnaient avec les immenses eaux de l'Océan; Louis XIV avait favorisées les armemens particuliers, qui étaient précieux pour la marine royale; tous ces petits corsaires, partant par division, se séparaient ensuite en mer pour courir sur les riches

(1) Sonnet au roi Louis XIV, sur ce qu'il continuait la guerre avec ardeur, malgré la misère où elle avait réduit la France.

Louis, tu vas courir de victoire en victoire;
Mais prends garde surtout de triompher en vain;
Tu seras, il est vrai, rassasié de gloire,
Mais nous, le serons-nous de pain?

Consulte ta bonté, prends soin de ta mémoire;
Craint qu'en parlant de nous, un fidèle écrivain
Ne dise un jour: Louis, pour vivre dans l'histoire,
Les a tous fait mourir de faim.

Que peux-tu désirer? mille et mille lauriers
Te font nommer partout le plus grand des guerriers;
Ta grandeur est presque divine.

Laisse-nous donc jouir des douceurs de la paix;
Quel funeste plaisir d'obliger tes sujets
A craindre victoire et famine!

(2) Dépêches de M. de Bâville, un des intendants les plus distingués. Mss. Biblioth. du roi. (Fonds nouveau.)

(3) On trouve dans les Archives de Versailles, nd ann. 1688, la note suivante: « Nous aurons deux escadres en mer pendant tout l'hiver, si considérables qu'elles pourraient passer pour une armée. Voici les noms des vaisseaux et des commandans de la première:

a L'Elephant, MM. le marquis d'Ampeville et de Ribète, capitaines. — Le Constant, MM. le marquis de Némoud et de Monbeau. — Le Glorieux, MM. le chevalier de Flacour et de Bouvroy. — L'Ardent,

cargaisons anglaises et hollandaises; ils ne craignaient pas de se mesurer avec de gros navires. Le courage remplaçait la force militaire; ils se jetaient en enfans perdus à l'abordage, le tromblon et la hache d'armes à la main, sur des navires marchands même armés; et peu leur résistaient quand le pavillon de Jean Bart se hissait, car Bart déjà se faisait un nom retentissant dans les fastes maritimes.

Les villes purement de commerce et de transaction souffraient beaucoup de la suppression des affaires. Marseille, Bordeaux, Nantes, si grandement embellies, ne voyaient plus les mille pavillons dans leur port. Marseille était en relation avec le Levant où elle avait jeté ses consuls et ses belles institutions de mer; Nantes et Bordeaux commerçaient avec l'Inde, la Chine et le Japon d'où venaient ces produits, naguère l'objet de transactions exclusives des Portugais et des Hollandais. Louis XIV prescrivit que, pendant la guerre, tout voyage se fit par convoi sous escorte; cent navires sortaient des ports accompagnés d'une flottille de guerre qui se dévouait à leur défense; elle ne se séparait pas du convoi qui, voguait dans les deux Indes. Ce commerce avec escorte avait ses difficultés; il ne permettait pas les spéculations hâtives et individuelles. Il y avait embarras dans les négociations; Marseille réparait cet affaiblissement du commerce levantin par l'activité belliqueuse des galères. Si sa *loge* ou bourse, tout nouvellement construite, était désarmée de négocians, on ne voyait que *comes* de galères sur les gaillards d'arrière, ou officiers de Malte, commandans et capitaines; toutes ces galères banderolées faisaient un magnifique effet en face de l'arsenal bien pourvu de munitions de toute espèce pour l'équipement de cent vaisseaux.

Ainsi la France voyait diversement la guerre: la majorité des habitans était pour la paix; le pays souffrait des hostilités, sauf quelques villes d'exception qui vivaient de l'activité vigoureuse qu'imprimaient les grandes expéditions militaires. Il y avait ennui et malaise; mais il fallait rendre cette justice au pays de France, c'est qu'il se dévouait avec énergie pour repousser l'invasion. La révocation de l'édit de Nantes avait donné une immense popularité au roi parmi la population catholique, qui était la France; la campagne militaire contre

Guillaume III et la ligne d'Augsbourg était pour ainsi dire religieuse. Il n'y a rien qui donne plus de feu au cœur et à la tête qu'une guerre d'opinion: alors on a un peuple derrière soi, des imaginations et des bras à son service. Les efforts inouïs faits à cette époque tiennent à ce sentiment si puissant parmi les catholiques: « qu'on allait combattre les huguenots et Guillaume leur chef. » Comme ces sentimens sont loin de nous, nous ne les comprenons plus; mais jetez-les sur d'autres temps historiques, ils vous expliqueront comment l'étranger fut repoussé en 1793; alors un autre culte produisit ses héros: et son énergie: on sacrifiait à la liberté républicaine comme sous Louis XIV on sacrifiait à la religion et à la monarchie. Il n'y a de dévouement et d'énergie que dans la croyance!

CHAPITRE XXXVI.

STRATÉGIE DES ALLIÉS ET DE LA FRANCE.

Situation des armées. — Siège de Mayence. — Invasion de l'Alsace, de la Flandre, du Hainaut. — Bataille de Fleurus. — La Savoie passe à la confédération. — Combat de Staffarde. — Siège et prise de Mous. — Le duc de Luxembourg. — Vendôme. — Catinat. — Premières armes de Churchill et du prince Eugène.

1689-1691.

Dès que la coalition contre Louis XIV eut décidé la guerre, les alliés se réunirent pour arrêter le plan de campagne. Leurs forces étaient considérables; tous les contingens de la confédération avaient rejoint. Les alliés étaient au complet; ils marchèrent dans un ordre régulier au combat; l'armée du nord, formée de Hollandais, d'Anglais et d'Hanovriens, sous le prince de Waldeck, se concentra dans les Pays-Bas pour déborder ensuite sur la Flandre. Elle était en communication avec le premier contingent de l'armée allemande sous l'électeur de Brandebourg, qui conduisait les Prussiens, les Hollandais

MM. de Septème et d'Héricourt. — *Le Marquis*, MM. de Belle-Ile Hérard et de Bicon. — *Le Prince*, M. le chevalier de Belle-Fontaine. — *L'Arrogant*, MM. de l'Arteloire et le chevalier de Chaulieu. — *L'Entrepreneur*, MM. de Seperille et le comte de Chavigny.

— *L'Apollon*, MM. Bidaut, et le chevalier de la Luzerne. — *Le Fernandois*, MM. du Châlard et le chevalier d'Unire. — *Le Bon*, MM. le chevalier d'Igoine et le chevalier de Mongou. — *Le Précieux*, MM. de Sallampart et le Motteux.

et les Saxons; son aile gauche était en communication avec le prince de Waldeck, tandis que son aile droite s'unissait par Cologne à la troisième armée qui formait le centre, sous les ordres du duc de Lorraine. Le but de ce mouvement était Mayence, dont les deux armées devaient faire le siège, afin de s'assurer un point d'appui. La quatrième armée, composée d'Espagnols et d'Allemands, se rassemblait dans le Milanais; mais pour opérer efficacement, elle devait être fortement appuyée par la Savoie; le duc ne s'était point encore complètement dessiné (1). Le jeune prince Eugène, alors seulement colonel d'un régiment au service de l'Autriche, avait été envoyé auprès de Victor Amédée pour le déterminer à se mettre en campagne; un corps allemand devait être à son service. Tout-à-fait au midi, l'Espagne avait également préparé une diversion active aux Pyrénées. Enfin, comme complément à la coalition, une armée d'Anglais, de réfugiés français et de Hollandais devait débarquer en Normandie, en Bretagne et en Guyenne, pour opérer un soulèvement contre la tyrannie de Louis XIV, pour nous servir de l'expression du ministre Jurien (2).

La coalition était formidable; les alliés marchaient ayant en réserve derrière eux les Danois et les Suédois, qui devaient entrer en campagne. Quelles forces allait lui opposer la France? avait-elle isolément assez de ressources pour résister? son cabinet avait-il l'espoir en moins de dénouer quelques-uns des liens de cette confédération militaire? Au nord les Français, sous les ordres du maréchal d'Humières, capacité médiocre, étaient opposés au prince de Waldeck, tenant la ligne de Luxembourg à Dunkerque. D'Humières donnait son aile droite au maréchal de Duras, qui couvrait

Mayence; le cardinal de Furstenberg avait livré cette place à la France. Mayence avait une garnison de dix mille Français, sous le marquis d'Uxelles. Le maréchal de Duras couvrait la rive du Rhin; mais sa capacité militaire ne pouvait être comparée à celle de l'électeur de Brandebourg et du duc de Lorraine, qui lui étaient opposés. Le maréchal de Luxembourg n'était point encore employé. Comme tout le plan de campagne se faisait à Versailles, sous la direction personnelle de Louvois, on ne cherchait que des officiers du second ordre pour l'exécuter. Il n'y avait donc point dans cette première opération de ces chefs d'un esprit élevé qui conçoivent et suivent un plan d'inspiration. Le sage et prudent Catinat avait seul reçu le commandement d'une armée d'observation qui se formait en face des hautes montagnes du Piémont, en s'étendant jusqu'à la Savoie et la Suisse; elle devait agir au premier mouvement du duc Amédée, prévenir sa jonction avec les alliés et les Espagnols du Milanais. L'armée du midi, sous les ordres de Anne Jules, duc de Noailles, devait envahir la Catalogne, et prévenir les tentatives de l'Espagnol au-delà des Pyrénées; enfin des efforts prodigieux avaient créé les magnifiques escadres qui allaient s'opposer à toute espèce de débarquement sur les côtes de France, gardées par les milices et l'arrière-ban de la noblesse (3).

Les alliés, en s'avancant sur la frontière, durent s'assurer d'une place forte, comme point d'appui pour leurs opérations militaires. Depuis la dernière campagne, les Français étaient maîtres des deux grandes clefs de l'Allemagne, Mayence et Philisbourg; les alliés ne pouvaient agir sur le Rhin sans s'appuyer sur l'une de ces places; ils résolurent donc à Francfort de se porter en masse

(1) *Mercurio hollandais*, ann. 1691. — *Gazette de Cologne*, ibid.

(2) « Le prince d'Orange, de son côté, avec tout le parti protestant, avait promis à ceux qui s'étaient retirés de France, qu'il les y établirait sitôt qu'il serait reconnu roi d'Angleterre, assurant qu'il avait des intelligences avec les nouveaux convertis de ce royaume; qu'il donnerait l'épauvante à toutes les côtes, et qu'il était impossible qu'elles fussent tantais assez bien gardées pour l'empêcher de trouver à descendre par quelque endroit avec une armée formidable et qui serait secondée par les rebelles du dedans, qui ne manqueroient pas de se déclarer aussitôt qu'il paraîtrait. » (Note secrète, mss. Remondot.)

(3) *Mercurio galant*, ann. 1691. J'ai trouvé en original à la Bibliothèque royale une pièce diplomatique curieuse.

Déclaration de la guerre à l'Espagne, envoyée à M. le duc de Noailles, commandant à Perpignan l'armée du roi en Catalogne. (Cabinet Gagnières, n° 2798.)

« Tant que l'entreprise du prince d'Orange parut douteuse et son succès ébranlé, on avait montré à Madrid des dispositions favorables pour les différentes affaires de la France; mais aussitôt qu'on a vu l'insurrection d'Angleterre se consolider, on n'a parlé à la cour d'Espagne que de déclarer la guerre à Sa Majesté Très-Christienne. En même temps le gouverneur des Pays-Bas espagnols levait des troupes, et facilitait les Provinces-Unies de s'y joindre pour marcher contre la France. Informée de ces dispositions, Sa Majesté donna ordre au marquis de Rebeane, son ambassadeur à Madrid, de demander une explication positive aux

contre Mayence, défendu par le marquis d'Uxelles et dix mille Français : l'armée centrale des alliés, commandée par le duc de Lorraine, campa autour des murailles de Mayence; elle était composée de quarante mille hommes; et l'on y voyait briller tous les princes de la confédération allemande, braves officiers sur le champ de bataille, et qui venaient de combattre le Turc sur le Danube: tels étaient le duc de Saxe, l'électeur Palatin, le duc de Wurtemberg, le grand-maître de l'ordre Teutonique, le prince Eugène lui-même; il avait le grade de colonel dans l'armée confédérée; tous maintenaient les traditions de bravoure héréditaire dans les races allemandes. Le siège de Mayence fut poussé avec vigueur par cette armée belliqueuse. Rien de plus beau également que la résistance des Français sous le marquis d'Uxelles; la garnison soutint des assauts, fit d'admirables sorties. Presque tous les princes confédérés reçurent des blessures graves sur la tranchée; la capitulation de Mayence fut accordée à des conditions honorables. Le marquis d'Uxelles et la garnison française sortirent avec les honneurs de la guerre, les tambours battant, le drapeau déployé, et quand ces braves troupes passèrent devant la noblesse allemande, elles furent saluées par le Duc Charles leur chef; le marquis d'Uxelles fut accueilli avec honneur (1).

En même temps l'électeur de Brandebourg opérait son mouvement par Bonn et Cologne; ces deux villes étaient tombées en son pouvoir, et ses avant-gardes se mirent en communication avec l'armée du centre. Le maréchal de Duras ne put éviter cette jonction, il manquait de forces suffisantes; les

ministres de Sa Majesté Catholique. La réponse évasive qu'a reçue l'ambassadeur de Sa Majesté, en même temps que les agents du prince d'Orange touchoient des sommes considérables d'argent à Madrid et à Cadix, ne laissant aucun lieu de douter que l'intention du roi catholique ne soit de se joindre aux ennemis de la France, Sa Majesté eut devoir prévenir de si mauvais desseins, et a résolu de déclarer la guerre au roi catholique, tant par mer que par terre. Ordonne et enjoint pour cet effet, Sa Majesté, à tous ses sujets, vassaux et serviteurs, de courir sur eux et Espagnols, etc.

» LOTIS. »

(1) Il est curieux de comparer cette capitulation avec celle de la garnison républicaine de Mayence en 1794.

(2) *Mercur hollandais*, ann. 1801.

(3) On voit immédiatement l'effet de l'arrivée des princes à l'armée; je lis dans les bulletins: « M. de Duras a presque toujours été à cheval pendant toutes ces courses, et a plus fatigué qu'aucun de l'armée,

Français firent de Strasbourg et de Philishourg les deux pivots d'opérations. Le ministre Louvois jugea nécessaire d'appuyer le maréchal de Duras par un corps d'armée de réserve placé sous les ordres du maréchal de Lorges; ce corps devait se porter au besoin sur la ligne qui serait la plus faible et la plus menacée. En Flandre, le maréchal d'Humières opérait sa retraite devant le prince de Waldeck; l'armée coalisée avait passé la Sambre, et après la triste défaite de Valecourt, l'armée française abandonna même cette ligne; la marche de l'électeur de Brandebourg la débordait par l'aile droite. La prise de Bonn détermina la retraite immédiate sur un point mieux protégé (2).

Quand les froids de l'hiver imposèrent aux armées la nécessité de prendre leurs quartiers, la France était ainsi menacée d'une invasion par le Rhin, la Sambre et la Meuse; de là cette énergie de la cour et du peuple pour seconder les armes du roi moins heureuses. Quelques avantages aux Pyrénées, obtenus par le duc de Noailles n'étaient pas une diversion suffisante pour arrêter les progrès des alliés; tous les régiments en arrière, les gardes françaises, la maison du roi à cheval et à pied, quittèrent leurs quartiers de Paris et de Versailles; le gnet de Paris même fournit cent cinquante hommes et la ville un régiment de cavaliers. Les jeunes princes légitimes, le duc du Maine, le comte de Toulouse, allèrent sous la tente comme le dauphin était allé l'année précédente au siège de Philishourg; il fallait sauver la monarchie (3)!

Les grands coups devaient se donner à l'armée du Nord; le maréchal d'Humières n'y avait pas fait

n'ayant pas le temps souvent de manger. M. le prince de Conti l'a toujours suivi avec une ardeur digne de son rang. M. le duc de Vendôme et M. le grand-prieur ont témoigné le même empressement de se signaler, et ont essuyé les mêmes fatigues: elles ont été grandes, puisqu'en quinze jours on a fait toutes les expéditions que vous venez de lire, et ruiné tout ce qui s'est trouvé dans quarante lieues de pays, en quelque endroit qu'il fût situé. Les avant-gardes étoient alors à la portée du pistolet; M. le maréchal de Humières visita tous les postes, et trouva à son retour, à un château nommé Fontaine, un magnifique dîner que M. le duc du Maine avoit fait préparer, et auquel ce prince avoit invité presque tous les officiers de l'armée; il y avoit vingt tables dans un bois. Il envoya aux officiers des gardes, des gentilshommes et des chevaux-légers, qui ne s'y purent trouver, des pâtés, des jambons, des Langues et du vin. Ce repas étoit pour marquer la joie que le prince avoit de se voir sur le point de combattre dans une bataille rangée. » (*Mercur galant*, août 1801.)

preuve d'une haute capacité: comme cette armée était belle et forte, on la confia au maréchal duc de Luxembourg, élevé à la grande école de Condé et de Turenne. La race des Montmorency était à la tête de la noblesse et au moment où on lui demandait tant de sacrifices, Louvois fut obligé de céder à ses volontés. Le duc de Luxembourg prit le commandement de l'armée du nord; le maréchal d'Humières fut détaché sur les côtes de Picardie et de Normandie, pour surveiller les mouvements d'une escadre anglaise qui menaçait de débarquer un corps de réfugiés destiné à soulever les provinces. Le maréchal de Duras fut également remplacé à l'armée du centre par le duc de Lorges; l'école de Turenne et le parti de la noblesse triomphaient ainsi d'une manière absolue. Catinat recevait l'ordre de prendre l'offensive contre le duc de Savoie qui entraînait en ligne avec les Allemands.

Tout dépendait des succès de l'armée du nord sous le maréchal de Luxembourg. Le plan de campagne avait été parfaitement dressé par Louvois, car tout se faisait à Versailles: dans les temps de crise, il est souvent nécessaire que les plans de guerre émanent d'une pensée centrale. Le passage de la Sambre fut subitement effectué sans que le

prince de Waldeck parvint à l'empêcher: le maréchal de Luxembourg put manœuvrer à l'aise entre la Sambre et Fleurus; un combat d'avant-garde avait aussi montré la supériorité de la cavalerie française. Le prince de Waldeck rangea son armée en bon ordre, la gauche appuyée sur Fleurus, la droite sur Saint-Amand, situation forte, comme on l'a vu depuis dans une triste et édifiante bataille. Le maréchal de Luxembourg fit surveiller cette position par le duc de Vendôme, son tuteur général, de lignée bâtarde encore, capacité militaire; le 1^{er} juillet, la bataille de Fleurus fut livrée. La position des alliés n'était exposée que par la gauche; Vendôme tourna Saint-Amand, et avec sa brillante cavalerie, fit des charges qui ébranlèrent les alliés (1), tandis que le maréchal de Luxembourg attaquait le front des lignes; la cavalerie des alliés résista peu, mais l'infanterie fit sa retraite en bon ordre, soutenue par un feu bien nourri. La bataille de Fleurus fut néanmoins décisive; les alliés y perdirent douze mille hommes tués ou prisonniers; elle déterminait la retraite du prince de Waldeck, et laissa la ligne de la Sambre sans contestation à l'armée de France; le maréchal de Luxembourg et le duc de Vendôme y prirent position (2).

(1) La maison du roi fit de grandes pertes dans cette bataille, voici la liste officielle :

Capitaines. — MM. de Laage, Chamillard, d'Attignac, de Noiville, tués. MM. Champblanc, de Saillan, blessés. — *Lieutenants*, MM. de Marsal, de Binaville, tués, MM. de Foubetou, Desmin, Carrellin, de Boisy, de Sansac, Guyon, blessés. — *Aides-majors*, MM. de Mongeorges, de Vitry, blessés. — *Sous-lieutenants*, MM. le chevalier de Saillan, Sauqueus, Doillet, le comte d'Artagnan, Nossi, Latour de Camps, Soulebon, blessés. — *Enseignes*, M. de Luzancé, tué. MM. de Renaussat, de Rousvèreon, de Contode, blessés.

Chapitaines. — *Capitaines*, M. Dageons, tué. MM. de Vervins, lieutenant-colonel; Gasquet, major; Closet, capitaine de grenadiers; Flagel, Vase, Duplessis, de Roux, Danquifordon, second capitaine de grenadiers, blessés. — *Lieutenants*, MM. Grose, Saint-Amand, lieutenants de grenadiers; Courrière, Ginoy, Mousonville, Figeau, Menebousin, Boigarn, blessés; M. Fedeau, écorché d'un pan de muraille, et non mort, trois sergents tués, et deux blessés.

Musiciens de Roi. — M. Chasseron, exempt de la compagnie de Noailles, blessé à mort. — *Cavalerie*, Villepion. — M. Romainville, capitaine, tué; M. Villeneuve, aide-major, blessé à mort; un cornette tué, et un autre blessé à mort; Clavison, volontaire, ci-devant lieutenant aux gardes, blessé. Nous avons perdu près de quatre cents hommes dans la même occasion, et il y en a eu environ trois cents blessés.

(2) On voit toute l'importance de la bataille de Fleurus par la joie qu'elle excita en France; on fit mille chansons en son honneur, en voici quelques strophes :

Chanson sur la bataille de Fleurus.

Le brave duc de Luxembourg,
Par sa bonne conduite,
Aux ennemis en moins d'un jone
A fait prendre la fuite;
Il est mille fois plus vaillant
Que ne fut jadis en son temps
Fen Jean de Werth.

Ce fut auprès de Charleroi
Que le grand capitaine,
Pour le service de son roi,
Dit au beau duc du Maine:
« Mon prince, nous les combattons,
Ensent-ils vingt mille escadrons,
Et Jean de Werth, »

Ce jeune Mars, très-digne fils
Du plus grand des monarques,
Concut chargé ses ennemis
A la barbe des Porques;
Il se preut comme un Amadis,
Et se bat comme fit jadis
Fen Jean de Werth.

Guillaume écrivit à Waldeck :
« Combattre, je l'or donne;

L'armée française en Allemagne, opposée au duc de Bavière qui avait le commandement depuis la mort du duc de Lorraine, ne fit que des mouvements de simple observation. Le dachstein la commandait en personne, et le duc de Lorraine ses ordres ; on escarmouchait sur les deux rives du Rhin, dans ces combats au pistolet et à l'épée, sorte de duel où venaient expirer de grands noms, où de hautes races allaient s'éteindre. Le plan de la cour de Versailles était limité : l'armée d'Allemagne devait se borner à de simples mouvements. Les opérations décisives, dirigées sur la Sambre et aux Alpes, devaient entamer les deux ailes de la coalition ; les ducs de Luxembourg et de Vendôme au nord, en détachant un corps par Liège et Cologne, et Catinat en envahissant le Milanais par le Piémont : de cette manière, le centre de l'ennemi était débordé ; et la ligne du Rhin forcée. Le plan de campagne avait réussi au nord, il fallait également l'accomplir au midi, et c'est ce qui donnait tant d'importance aux opérations militaires de Catinat.

Le duc de Savoie avait quelque temps hésité avant de se réunir à la coalition ; le prince Eugène, député auprès de lui pour l'engager à se joindre aux ennemis de Louis XIV, l'avait à la fin déterminé ; il

publia son manifeste de guerre. Dès lors Catinat n'eut plus à ménager sa neutralité ; les Français envahirent la Savoie, et Catinat aborda hardiment les hautes montagnes du Piémont. Là vivait une population paisible de Vaudois, connus dans les chroniques de France sous le nom de Barbeta, à cause de leur barbe longue et touffue et de leurs habitudes solitaires : leur culte était simple ; ils avaient hérité des principes de ces *pauvres* de Lyon qui avaient prêché et défendu si hardiment la croyance des Manichéens au treizième siècle. Les Vaudois étaient en rapport avec les calvinistes de Genève ; ils en recevaient les ministres et les prédicateurs ; ils vivaient au milieu de montagnes escarpées, dans d'innaccessibles rochers ; longtemps ils avaient été persécutés par le duc de Savoie, et après la révocation de l'édit de Nantes, beaucoup avaient été proscrits à l'instigation de Louis XIV. En se joignant à la coalition, Victor Amédée donna la liberté de croyance aux Vaudois ; il s'en fit ainsi des auxiliaires ardents et soumis. C'était un moyen de se rapprocher de Genève et de la Suisse ; si l'on pouvait déterminer les cantons à changer leur neutralité en alliance, tout le plan de Catinat était compromis (1) ; comment se porterait-il dans les fertiles

Soutenez par là le bonnet
Dont j'ai fait ma couronne ;
Mais par un malheureux échec
Luxembourg a rossé Waldeck
En Jean de Werth. »

Le grand prince, dans ce conflit,
Fit rage de se battre ;
Il occit, à ce que l'on dit,
De leurs chefs plus de quatre,
Criant : « Coquins, allez là-bas
Raconter votre pitoyable cas
A Jean de Werth. »

*Chanson ou plainte de M. le prince de Waldeck sur
la bataille de Flenrus.*

Aussi fort qu'un saoud,
Vous frappez sans doute,
Dit à Luxembourg
Waldeck en déroute,
Morguenne de vous !

Quel homme ! quel homme !
Morguenne de vous,
Quel homme êtes-vous !

Quel bras vigoureux !
Un seul coup assomme ;
J'aimerais bien mieux, etc.

Hommes et chevaux,
Partout on attrape,
Canons et drapeaux, etc.
Avec mes soldats
J'aurais fait rapaille ;
Ils sont tous à bas, etc.

(1) Aussi les dépêches étaient toutes rédigées pour rappeler aux Suisses leur alliance avec la France, et les dangers pour eux de la coalition. Voici le passage d'une brochure publiée à Berne : « Nous savons, Messieurs, que nous n'avons jamais éprouvé l'appui de la France pour notre secours, que ses propres intérêts s'accordent avec l'esprit florissant auquel il a plu à Dieu de nous mettre, et qu'elle n'a aucune prétention sur nous. Nous connaissons, au contraire, celles que la maison d'Autriche a sur plusieurs de nos cantons, et aueun de nous n'ignore que ceux de Zurich, de Berne et de Lucerne jouissent même du comté de Hapsbourg, d'où cette maison tire son origine, et dont l'empereur et le roi d'Espagne mettent encore la qualité parmi leurs titres. Nous voyons clairement, par les offres que le roi nous a faites, qu'il n'a d'autre but que de fermer et d'assurer sa frontière aux environs de Bâle, sans aucun dessein de l'agrandir, ni de rien faire qui puisse nous donner de l'inquiétude ; mais nous sommes éloignés de pouvoir faire le même jugement des intentions de la maison d'Autriche ; car enfin, qui nous assurera qu'ayant réuni avec elle toutes les for-

plaines du Milanais, ayant sur ses flanes les troupes du Piémont, les Vandois et les Suisses ? Un édit du duc de Savoie rendit toute liberté aux pauvres pasteurs des vallées de Luzerne et des Alpes : ceux-ci se préparèrent à recevoir vigoureusement les Français ; ils opposèrent à la bravoure l'énergie des opinions.

Le marquis de Feuquières fut détaché par Catinat pour dompter les Vandois, tandis que lui se portait sur la rive gauche du Pô dans le dessein d'assurer la position de Saluces. La tentative de Catinat était hardie ; depuis la déclaration de guerre du duc de Savoie, il était sans communication avec Feuquières, occupé à dompter les Barbets dans les montagnes. La liberté de conscience proclamée par Victor Amédée avait rassemblé tous les calvinistes proscrits. Si l'on rencontraient des émigrés français dans l'armée de Guillaume III en Angleterre et en Irlande, on en trouvait également dans les armées du duc de Savoie. L'Angleterre et la Hollande avaient accueilli les protestants du nord et du centre de la monarchie, des côtes de Guyenne et de Gascogne ; la Suisse, le Piémont avaient donné asile aux proscrits du Dauphiné et du Lyonnais. Un régiment de réfugiés français, commandés par le marquis de Loches, marchait sous les étendards du duc de Savoie ; beaucoup de Suisses et de ministres de Genève professaient des haines religieuses contre Louis XIV.

ces de l'Empire, elle ne songe pas à profiter de la première occasion qu'elle trouvera de faire revivre des prétentions sur les pays qui composent à présent le corps helvétique ? Les places de Constance et de Rheinfeld, et les pays qui appartiennent à cette maison, enclavés dans les cantons, ne lui donnent que trop de facilité d'entreprendre sur notre liberté, et nous ne devons pas douter qu'elle s'en fût toujours ennemie, tant par le souvenir de ce que nous avons fait contre elle, qu'à cause de l'étroite alliance qui est établie depuis si long-temps entre la France et les louables cantons. C'est cette alliance qui peut seule fuir un obstacle invincible aux desseins que la cour de Vienne pourrait former sur notre liberté, et nous y devons prendre d'autant plus de confiance, que l'intérêt du roi très-chrétien s'accorde avec les assurances qu'il nous donne de son affection, et qu'au contraire les princes d'Allemagne favoriseront toujours ceux de la maison d'Autriche, lorsqu'il s'agira de réunir au corps de l'Empire ce qui en a été démembré, pour quelque raison que ce puisse être, même de leur consentement. » (Lettre d'un officier suisse à MM. du canton de Zurich, ann. 1690.)

(1) Archives du Versailles, mss. 1690. J'ai trouvé également la pièce suivante :

Dans cette situation, le marquis de Feuquières continua vivement la guerre des montagnes ; après d'incroyables efforts, il poursuivit les Barbets du pie *le Pain-de-Sucre* aux glaciers de la Charbonnière et au col de Tende. Les Vandois se dispersaient à l'approche des troupes, puis se groupaient au désert pour le préche. Catinat dut assurer ses communications, coupées par la levée en masse du calvinisme et par l'armée du duc de Savoie. Il repassa le Pô et vint au devant de l'ennemi ; il livra bataille tout à côté de l'abbaye de Staffarde. L'armée savoyarde était dans une bonne position, son aile droite se trouvait protégée par des *cassines* et des maisons de plaisance ; Catinat la força dans ses retranchemens et la mit en pleine déroute ; il put dès lors rétablir ses communications avec le marquis de Feuquières qui continuait sa pénible guerre des montagnes. Plus d'un bataillon vieux et aguerri s'enfuit devant ces soldats improvisés dans les hameaux, fils ardents des croyances religieuses. Les Barbets entourèrent deux bataillons du régiment de Champagne, et leur firent déposer les armes.

La bataille de Fleurus au nord, et le combat vigoureux de Staffarde au midi, réalisèrent le plan de Louvois. La victoire navale que Tourville remporta sur les flottes anglaise et hollandaise de l'amiral Hébert (1) ; ce grand évènement, où l'on vit fuir les alliés devant le pavillon de France, donna de

Le roi à M. le duc de Nonilles. (Cabinet Gagnières, n° 2798.)

Combat naval de Wight.

« Mon cousin, le 19 de ce mois, la flotte des ennemis, se trouvant fortifiée par l'arrivée de plusieurs vaisseaux qu'ils attendoient, vint vent arrière sur nous armée navale, commandée par le comte de Tourville. Après sept heures de combat, les ennemis furent obligés de plier et de prendre la fuite en désordre. Ils perdirent en cette occasion le vaisseau le *Friedland*, qui se rendit au vaisseau le *Souverain*, commandé par M. le marquis de Nesmond, et deux autres de la même force furent coulés bas avec deux brûlots. Cependant mon armée, profitant des marées, poursuivit encore la flotte ennemie, qui, se voyant sans espérance de sauver les vaisseaux qui avaient été démâtés, prit le parti d'en faire sauter trois et d'en couler bas quatre autres.

« Le 12, les flottes ennemies (angloise et hollandaise) se trouvant par le travers du cap Ferley, à trente lieues de l'île de Wight, où le combat avait commencé, et mon armée les poursuivant toujours, le comte de Tourville découvrit sous le vent six vaisseaux démâtés. Ils longoient le côté d'Angleterre ; il détacha un. cadre, sous le commandement du marquis

l'énergie aux opérations de la campagne. L'armée d'observation des côtes de Normandie, sous le maréchal d'Ilumières, put se rapprocher de la Flandre et seconder le maréchal de Luxembourg. Comme complément à cette pensée d'unité dans la guerre européenne, la cour de Versailles résolut le siège de Mons. Des préparatifs immenses furent faits; cent mille hommes durent suivre le roi en personne, qui devait aller là avec toute sa cour; il n'y avait plus de courtisans à Versailles. On avait appris que Guillaume III était débarqué en Hollande: il allait prendre le commandement des alliés, au nord de la France. Ainsi les deux royaux adversaires se trouvaient en présence; ils avaient l'un pour l'autre de la haine; leur querelle devait se vider dans ce siège. On enracola sans en venir aux mains. Louis XIV hésitait devant une affaire décisive; il n'y eut pas de batailles; le duc de Luxembourg et Vendôme couvrirent les opérations.

Mons fut pris (1) après des efforts de courage et de stratégie (2); on rivalisa de zèle et d'ardeur sous les yeux du roi, qui voulut tout voir et tout suivre de sa personne. Le prince d'Orange, après de savantes manœuvres, n'osa point aborder de front l'armée française; le maréchal de Luxembourg et Vendôme le suivaient, l'observaient dans ses moindres mouvements, tandis que le roi de France restait aux tranchées avec un sang-froid remarquable. Il avait besoin de témoigner qu'il ne

de Villette, qui fit brûler quatre de ces vaisseaux, et échouer les deux autres. En sorte que je me trouve à présent maître de la Manche, après avoir battu les Anglois, qui se vantoient depuis plusieurs siècles de tenir ce passage, et qui étoient fortifiés de tous les vaisseaux de la Hollande. Voulant qu'il soit rendu grâce à Dieu de la protection que sa bonté divine accorde à la justice de mes armes, j'écris aux archevêques et évêques de mon royaume de faire chanter le *Te Deum* dans leurs églises, et à vous, mon cousin, pour que vous fassiez tirer le canon, faire des feux de joie, et donner toutes les marques de réjouissance publique que méritent de si heureux événements. Versailles, le 18 juin 1690. *Signé Louis, Letellier.* »

(1) *Stances irrégulières sur la prise de la ville de Mons par le roi Louis XIV, commandant son armée en personne, le 8 avril 1691.*

Un roi de nouvelle fabrique,
Qui tout d'un coup de gloire et de grandeur se pique,
Vient être égal au grand Louis,
Et dans le dessein téméraire
D'imiter ses faits inouis,
Abandonne le trône et vient pour le voir faire.

T. 1. »

craignait pas la mort de face. Quand toute la monarchie s'ébranlait pour la défense du roi, il fallait que les princes payassent de leur personne, et Louis XIV avait compris ce devoir. La prise de Mons complétait le système de la campagne; de cette grande citadelle du Hainaut, on menaçait tout à la fois la Hollande, les Pays-Bas et toute l'Allemagne du bas du Rhin. C'était la clef d'une magnifique position.

Dans cette campagne étaient apparus des noms illustres dans les batailles. Sous les tentes de France, d'abord Henri-François de Montmorency, duc de Luxembourg, vieilli déjà, car il avait soixante-trois ans; il était fils posthume du fameux comte de Boutteville, décapité par la haine implacable de Richelieu (3), qui s'attachait avec acharnement au sang des Montmorency, comme au plus noble et au plus pur. Le duc de Luxembourg avait été près de dix ans en disgrâce, et l'on avait saisi le prétexte des empoisonnements de la Voisin pour le compromettre et le jeter à la Bastille. La nécessité de faire des concessions à la noblesse avait placé une fois encore au Montmorency à la tête des armées de France. L'élève de Condé et de Turenne répondait à toutes les épreuves par la bataille de Fleurus, coup de fortune et de hardie tactique qui sauva le territoire d'une invasion.

Louis-Joseph, duc de Vendôme, était issu de la race royale de Henri IV, et de lignée bâtarde;

Malgré les flots glacés et les vents furieux,
Comme un autre César, il affronte Neptune,
Et dans un faible esquif, ce prince ombiteux
Commet Guillaume et sa fortune,
Pour voir prendre Mons à ses yeux.

Ce héros, qui eroit vaincre un jour toute la terre,
A pris heureusement son temps
Pour être le témoin d'un grand exploit de guerre,
Et retourner des plus contents
En faire part à l'Angleterre,
Dont les lords inquiets n'ajouteraient point foi
A cette conquête incroyable
Sans le témoignage d'un roi.

(2) *Sur la prise de Mons.*

STILLES.

Conquête de Louis, Mons, honneur du Hainaut,
Rends grâce au ciel de ta défaite;
Du même bras qui te maltraita
Attends, après un rude assaut.
Une tranquillité parfaite.

(3) *Voyez mon travail spécial sur l'époque de Richelieu.*

30

son père était le duc de Mercœur, fils de ce César, noble enfant que Gabrielle d'Estrées avait ainsi nommé en l'honneur de son glorieux amant. Le duc de Vendôme avait trente-sept ans; simple volontaire dans l'expédition de Hollande, à l'âge de dix-huit ans, puis élevé au gouvernement de la Provence, chevalier des Ordres du roi et lieutenant général, il s'était couvert de gloire à toutes les rencontres, frappant d'estoc et de taille dans les charges de cavalerie, digne en tout du sang de Henri IV. Ce que le maréchal de Luxembourg n'avait pas comme activité, le duc de Vendôme le possédait. Par la rapidité et l'instinct de son coup d'œil, il contribua aux succès de l'armée de Flandre.

Nicolas Catinat, de race parlementaire, avait quitté la robe pour la grande épée; il s'était élevé, par la patience de son courage, d'une simple lieutenenance aux premiers grades militaires. Catinat n'avait pas de hautes conceptions, mais c'était un soldat de fortune créé par ses actions d'éclat; toute sa vie était pleine de beaux traits; Condé lui-même avait remarqué en lui cette force de courage qui renversait tout devant elle. A Senef, ce glorieux combat de cavalerie, Catinat avait reçu des blessures par tout son corps, si bien que Condé, si dur, si insensible, lui écrivit de sa main : « Il y a si peu de gens comme vous, qu'on perd tout quand on les perd. » Au reste, les parlementaires exaltaient extraordinairement Catinat; c'était un des leurs; ils vantaient ses vertus civiques. Toute opinion a besoin ainsi de son homme d'armes et de gloire qu'elle caresse et soutient.

Au sein de la coalition s'élevaient aussi deux grandes renommées. Le duc Charles de Lorraine était mort, mais le prince Eugène-François de Savoie paraissait au camp avec Churchill, créé duc de Marlborough, alors simple colonel de dragons. Eugène, arrière-petit-fils du duc de Savoie, était fils du comte de Soissons et de cette gracieuse Olympe Mancini, nièce de Mazarin, si haineuse contre Louis XIV, et qu'on avait impliquée comme le duc de Luxembourg dans l'affaire des empoisonnements. Eugène était d'une faible complexion; jeune encore, on l'appelait le petit abbé. Le roi lui refusa un régiment comme incapable, et de là sa haine et cette vengeance éclatant dans plus de dix victoires. Eugène, à vingt-cinq ans, avait assisté à toutes les campagnes impériales, et c'était comme général-major de l'armée allemande, au service de la Savoie, qu'il commença sa puissante carrière militaire contre la France.

James Churchill, depuis créé duc de Marlborough, si beau de taille et de physionomie, avait commencé

sa vie comme page du duc d'York, ce prince depuis exilé sous le nom de Jacques II; simple enseigne des gardes, il prit du service dans l'espèce de croisade dirigée contre les Maures de Tanger. Successivement élevé aux grades de cour, il se distingua au siège de Nimègue. L'armée ne l'appelait que le bel Anglais; son œil était vif, son visage ovale, ses traits remarquablement nobles, son port majestueux et pleine grâce; à la cour de Jacques II, il devint l'homme à la mode, il reçut la main de Sarah Jennings, la favorite de la princesse Anne; quelques mémoires disent que ce mariage cachait un amour plus élevé. Toutes les faveurs vinrent à lui. Lors de la révolution de 1688, il abandonna Jacques II, et conquit un grand ascendant sur Guillaume III, qui l'éleva au titre de colonel de sa garde. Churchill s'était mesuré pour la première fois avec les Français à la bataille de Valcourt, si désavantageuse au maréchal d'Hamières. Il commençait sa savante stratégie sous le prince d'Orange, alors en personne dans la Flandre.

Le prince Eugène et Marlborough n'avaient point encore de commandement en chef; ils n'avaient pas ainsi la responsabilité de la campagne. Elle n'avait pas été favorable aux alliés, cette campagne; les Français demeuraient maîtres de leurs positions. Le plan de la cour de Versailles avait été habile et sûr. L'histoire doit remarquer qu'il fut suivi depuis par la France, quand elle eut à se défendre contre d'autres coalitions. En 1792, la bataille de Fleuras en fut qu'une étude de la stratégie du maréchal de Luxembourg et de Vendôme. En 1815, le plan de Louvois devint celui du ministre Carnot et de Napoléon; que fit-on à cette époque? on porta l'armée principale en Belgique, aux Quatre-Bras et aux fatales plaines de Waterloo; le Rhin fut observé; la Savoie envahie par le maréchal Suchet, comme elle l'avait été par Catinat; seulement la destinée ne fut plus pour nous!

CHAPITRE XXXVII.

VERSAILLES. — FONTAINEBLEAU ET SAINT-GERMAIN.

Retour du roi à Versailles. — La cour. — Embellissements. — Louis XIV. — Le dauphin. — Le duc de Bourgogne. — Monsieur. — Saint Cloud. — Le duc de Chartres. — Le duc du Maine. — Le comte de Toulouse. — La duchesse de Bourbon. — Mort de Seignelay. — De Louvois. — Séjour à Fontainebleau. — Jacques II à Saint-Germain.

— Arrivée des Irlandais. — Mariage du duc de Chartres et de M^{lle} de Blois, du duc du Maine et de M^{lle} de Bourbon.

1690-1692.

La cour belliqueuse avait suivi le roi au siège de Mons. Tout ce qu'il y avait de brillants gentilshommes était sous la tente. Qui aurait osé se montrer aux grandes charnelles de Versailles, toutes solitaires, alors que le roi, le suzerain seigneur, M. le dauphin, les princes légitimes avaient tous marché aux batailles ? Le château était donc abandonné ; les merveilles des jardins se déployaient sous ce vaste horizon qui de la terrasse plonge au fond du parc, à travers les gazons émaillés, les fontaines jaillissantes, les cascades écumantes, les châteaux d'eaux coupés de verts et frais bosquets et de labyrinthes impénétrables. Le magnifique soleil d'or, cette devise hautaine du roi, resplendissait partout sur le fût des colonnes de marbre et de porphyre, sur les admirables groupes de Neptune, avec son char rocaillieux, sur les tritons, les nymphes, les faunes, les satyres qui suivent, dans les eaux murmurantes, Vénus, la fille de l'onde ; lascives images empruntées au temps de jeunesse et d'amour de Louis XIV.

Le roi fatigué rentrait à Versailles après la prise de Mons ; la jeunesse belliqueuse était restée sous les tentes ; Louis XIV s'en revenait avec les plus anciens de ses courtisans, mieux en rapport avec ses goûts et son âge. La cour se divisait alors en deux fractions, les vieux et les jeunes ; les mêmes goûts n'existaient plus dans cette grande et inflexible division de la vie humaine. La jeune cour était conduite par M. le dauphin et les graciennes princesses légitimes, filles de M^{me} de Montespan. M^{lle} de Blois, toute mignonne et moqueuse, se grimaît

comme les vieux courtisans ; sa conversation était pleine de sarcasmes et de riantes pensées, M^{lle} de Nantes, son aînée, alors duchesse de Bourbon, possédait également le rire insouciant des jeunes années ; elle faisait des vers à merveille, et, petite malicieuse, elle grondait contre la cour un peu décrépite pour elle qui ne rêvait que ballets et représentations théâtrales, moins savantes et moins ennuyeuses qu'*Esther* et *Athalie*, jouées par les demoiselles de Saint-Cyr (1). Cette cour avait opéré tout une révolution de modes, de manière à effrayer toutes les vieilles têtes un peu chenues ; M^{me} de Sévigné ne se console pas, elle qui avait porté toute sa vie ses unions, de ce qu'un petit arrêt du caprice avait défilé les fontanges à plate couture ; plus de coiffures élevées jusqu'aux nues, plus de casques, plus de jardinières. On fait usage de ses cheveux, « et sur cela on a fait un bruit, un désordre à Versailles qu'on ne saurait se représenter (2). »

M. le grand dauphin donnait l'impulsion à la nouvelle cour ; il était alors à l'armée d'Allemagne, noble soldat, au hardi courage, sans grande tactique militaire pourtant. Louis XIV le mettait en avant parce qu'il sentait bien qu'il fallait une expression de jeunesse à la génération de gentilshommes qui n'avaient pas trente ans. M. le dauphin était père d'un fils qui avait reçu le nom de duc de Bourgogne ; ce tout frère enfant faisait trembler par les symptômes de son caractère ; il était dur, colére, emporté, mutin, à ce point qu'il battait tout venant à coup de ses petits pieds et de ses petites mains ; l'esprit sortait par tous ses pores, de ses yeux noirs, de ses gestes, de son regard ; il était barbare en railleries ; sa toute brève parole assommait de ridicules cuisans même le vieillard froid et calme. Tel était le duc de Bourgogne à l'âge de sept ans, lorsque son éducation fut confiée à deux âmes révérentes, à deux hommes éminents le duc de Beauvilliers et Fénelon (3). C'est par la douceur et le

(1) Vers adressés aux courtisans qui étaient revenus à Versailles, avec le roi Louis XIV, en juin 1691, au retour du voyage que Sa Majesté avait fait en Flandre pour y assembler ses armées.

Cette chanson a été faite par Louise-Françoise de Bourbon, fille naturelle du roi, femme du Louis, duc de Bourbon, prince du sang, grand-maitre de France et gouverneur de Bourgogne, en survivance de Henri-Jules de Bourbon, prince de Condé, son père.

Enfin, après un mois, je vous vois de retour, Courtisans surannée, vrais remèdes d'amour.

Je vous revois, vieux fous si chéris de nos mères,

Lorsque restés sur nos frontières,

Nos amans loin de nous sont dans le champ de Mars Pour livrer leurs beaux jours aux plus cruels hasards. Ah ! qu'une vieille cour à nos yeux est hideuse !

On n'y parle jamais ni d'amour ni d'amis ;

Qu'une princesse est malheureuse

D'y passer ses plus jeunes ans !

Que c'est une chose ennuyeuse

De ne voir que de vieux pédans !

(2) Lettre de M^{me} de Sévigné, ann. 1692.

(3) Voici comment le *Mémoire galant* annonce le choix de Fénelon : « Monsieur l'abbé de Fénelon, docteur en théologie de la Faculté de Paris, a été ébaoui pour précepteur de monseigneur le duc de Bourgogne. Il est fils de feu M. le marquis de Fénelon, et neveu

travail qu'ils ployèrent le caractère entier du petit-fils de Louis XIV. Fleury, le laborieux et simple historien de l'Eglise, nommé sous-précepteur, appliqua cette intelligence mutine aux études, et le duc de Bourgogne, à l'âge de dix ans, écrivait le latin avec élégance. La spirituelle M^{lle} de Blois ne l'appela plus que le *marmot pédant*; un gracieux dessin de sa main nous le représente en longue perruque, comme un conseiller clerc ou un membre de l'université.

Monsieur, duc d'Orléans, avait quitté les frais ombrages de Saint-Cloud pour suivre le roi à l'armée. Son courage personnels'était montré au siège de Mons, comme il s'était manifesté dans la campagne de la Hollande à l'époque de Condé et de Turenne. Son riche apanage, formé d'abord des duchés d'Orléans, de Valois et de Chartres, s'était encore agrandi des duchés de Nemours, de Condé, de Dourdan et de Romorantin, et du marquisat de Concy et de Folembray (1). Le château de Saint-Cloud était ses délices; cet admirable parc, situé sur des coteaux de la Seine, faisait contraste avec la plantation plate et monotone de Versailles. Il y avait là des eaux bouillonnantes, mais naturelles; des arbres vieux déjà sur un gazon épais. Saint-Cloud, à l'extrémité du bois de Boulogne, reproduisait dans ses impénétrables allées les antiques demeures féodales; Monsieur y avait sa cour, peu nombreuse sous le chevalier de Lorraine. Le duc d'Orléans avait ses aises et son franche-parler avec le roi son frère; il recevait à sa table quelques parlementaires ou des gentilshommes qui n'avaient pas les faveurs de Versailles et de Louis XIV. Son fils, le duc de Chartres, avait suivi le roi à la guerre, et donnait des preuves d'une brillante valeur.

Le roi à son retour à Versailles, était ivre d'orgueil des princes légitimés; il avait montré le duc du Maine et le comte de Toulouse à l'armée des gentilshommes, et ces braves bâtards avaient brillamment soutenu leur royale origine. Louis Auguste de Bourbon, duc du Maine fils de Louis XIV et de M^{lle} de Montespan, avait vingt ans lors du siège de feu M. de Lamotte de Fénelon, lieutenant de roi de la Marche, si fameux par sa valeur, par sa véritable dévotion, et par une probité que la médisance même a toujours été obligée de respecter. L'ancienneté de sa noblesse et les grandes alliances de sa maison sont assez connues. Le séjour qu'il a fait dans le séminaire de Saint-Sulpice est une preuve de sa piété; il prêcha avec cette éloquence qui a donné tant de réputation à saint Jean-Chrysostôme dans l'Eglise grecque, et il a fait plusieurs missions avec succès pour la conversion des hérétiques, dont un grand nombre s'est

de Mons; enfant, il avait été bercé par M^{lle} de Maintenon; il s'était si bien attaché à sa bonne et patiente gouvernante, qu'il la préférait à sa mère, impérative et brillante. N'était-ce pas M^{lle} de Maintenon qui avait accompagné le jeune duc du Maine aux bains de Borréges à travers les Pyrénées? et sa douce correspondance avait plus d'une fois ému Louis XIV pour la femme spirituelle et attentive qui ne vivait que de la vie de cet enfant (2). Le duc du Maine, légitimé à l'âge de trois ans, reçut la charge de colonel général des Suisses et Grisons; il était plein de verve, de gaieté et de saillance, à ce point qu'il avait le privilège de déridier la grave figure du roi; sa face n'était pas belle; sa jambe droite faible le faisait un peu boiter, ce qu'il cherchait à corriger par la hantise de ses talons rouges; Louis XIV l'affectionnait tant, qu'il le fit tout à la fois prince souverain de Dombes, gouverneur du Languedoc et général des galères, charges brillantes et productives; le duc du Maine avait vingt ans lors du siège de Mons; il avait toujours chargé à la tête de son régiment, et M. de Jussac, son ancien gouverneur, avait été tué à ses côtés dans la tranchée (3).

Il était bien plus merveilleux encore, cet enfant de douze ans, le comte de Toulouse, qui avait suivi le roi au siège de Mons. Louis-Alexandre de Bourbon comte de Toulouse, troisième fils de Louis XIV et de M^{lle} de Montespan, avait été créé amiral de France à cinq ans. Rien de comparable à cette valeurieuse et étourdie; le comte de Toulouse s'élance sur la tranchée en tête de son régiment, et quand un boulet emporte un cheval à ses côtés, il s'écrie en souriant: « Un coup de canon n'est que cela? » C'est le comte de Toulouse qui avait mis en honneur parmi les gentilshommes de porter les fascines au pas, glorieux préjugé parmi les jeunes nobles; ce que le roi fut obligé de défendre. Il faut le voir, cet enfant, dans les tableaux de Lebrun et de Mignard, assistant aux travaux du siège, donnant les fascines, et dirigeant les travaux une petite canne de commandement à la main; sa figure est expressive et rendu à ses raisons et s'est confirmé dans la foi, encore plus persuadé que jamais par son exemple. Nous avons quelques ouvrages de lui, qu'on voit bien qui sont de main de maître. »

(1) Édit du roi Louis XIV, mars 1661, enregistré au parlement, le 10 mai; déclaration du 24 avril 1672, enregistrée le 3 septembre.

(2) Correspondance de M^{lle} de Maintenon, édition Lahoumelle. Amsterdam, 1760.

(3) Gazette de France, 24 juin 1662.

helle ; il vous regarde de ses grands yeux , il vous sourit de ses lèvres purpurines ; ses cheveux bouclés pendent sur ses épaules ; sa cravate est un gracieux nœud de rulant de ce beau bleu de l'ordre du Saint-Esprit qui se déploie majestueusement sur sa petite poitrine ; il a un justaucorps et une vestelougue de drap d'or tout moncheté de perles ; sa main droite est renfermée dans un étroit manchon de zibeline , et l'enfant se rehausse tant qu'il peut par ses talous rouges , car il veut être un homme , un héros , lui aussi ; il se grandit tant , le bel enfant , qu'il fut blessé l'année suivante au siège de Namur (1).

Versailles , tout en deuil encore de madame la dauphine , sans carnaval et sans ballet , vit s'effacer de la vie deux ministres : le premier , ce fut le marquis de Seignelay , le fils de Colbert , ministre de la marine ; il avait fait de prodigieux efforts pour étendre les escadres de France ; il avait systématisé la navigation , en séparant les troupes de combat des équipages du bord ; les premières , commandées par des officiers souvent étrangers à la mer ; les secondes , toutes formées de marins et pris dans la navigation marchande. Le marquis de Seignelay avait , dans son ministère commencé à vingt-quatre ans , dépensé toute son activité d'esprit et de corps ; il avait voulu tout voir dans son département , jusqu'à ce point d'assister à des batailles navales en personne. Dans un mémoire qu'il avait soumis au roi , le marquis de Seignelay exposait la nécessité d'agrandir le système maritime , de multiplier les ports ; et le motif qu'il en donne s'applique parfaitement à la position de la France. « Le royaume , disait-il , a sans doute besoin d'une grande force militaire ; mais cette force , il la trouve toujours dans l'esprit de la population , dans sa noblesse belliqueuse ; ainsi rien n'est plus facile que de pourvoir à un cas d'invasion ou de conquête territoriale. Mais pour la marine , il n'en est pas de

même : c'est pour elle une force à demi-artificielle ; il faut la créer et la développer constamment ; le roi sera le maître du monde , du moment que sa marine sera la première au Levant et au Ponent. » M. de Seignelay expose la nécessité d'une marine auxiliaire et marchande et des lettres de marque : « Les corsaires font du mal à l'ennemi , et créent d'intrépides marins ; c'est dans cette classe qu'on doit choisir les capitaines de la marine royale. Si la direction militaire des troupes sur les vaisseaux doit être laissée à la noblesse , la conduite de la navigation peut être confiée à des hommes du bord , même marchands et corsaires. » Dans les idées du ministre , Tourville , d'Estrées et Château-Remond , sont les seuls chefs d'escadres doués d'une capacité remarquable pour la conduite des flottes , Forbin , Jean Bart sont des marius de combat , et non pas de stratégie et de combinaison , chose toute distincte pour les opérations de mer (2). Le marquis de Seignelay mourut jeune encore , à trente-neuf ans à peine. Il avait usé sa vie dans cette activité prodigieuse ; il s'éteignit de langueur ; une mélancolie soudaine et affreuse le saisit ; Seignelay avait dépensé trop vite tout ce qu'il avait de vitalité , et alors les âmes ardentes et laborieuses n'ont plus la puissance physique qui les soutient ; elles s'affaissent sous la mort.

Louvois aussi mourut , mais lui subitement ; il y avait long-temps que le marquis de Louvois devait s'attendre à une disgrâce. Dès que les besoins de la monarchie avaient nécessité les services de la noblesse , le roi avait subi les influences de l'ancienne école de Turenne et de Condé sous la teute ; dès lors le marquis de Louvois était menacé dans son pouvoir (3). Ce ne fut pas un caprice du roi ou de M^{me} de Maintenon qui bouleversa la fortune politique du ministre , mais la nouvelle situation des affaires qui rendait à la noblesse sa vieille et grande autorité. Le maréchal de Luxembourg ne pouvait

(1) Gravure , collection de la Biblioth. royale , ad ann. 1691.

(2) Mus. Bibliothèque royale , Supplément.

(3) J'aime à donner ces écrits , qui , à toutes les époques , sont l'expression moins de la vérité absolue que des opinions contemporaines sur un homme , sur une chose ou sur un événement.

Épithètes de François-Michel Letellier , marquis de Louvois , ministre secrétaire d'État , chef et surintendant des postes et chevaux de relais de France , des bâtimens , arts et manufactures , chancelier des Ordres du roi , mort subitement à Versailles le 10 juillet 1691.

Ci-gît vous qui tout plint ,
Que Louis honora d'une estime parfaite ,
Louvois que personne n'aimait ,
Et que tout le monde regrette.
Louvois est mort , ce ministre très-digne ;
Pour ses amis , c'est une perte iugine ,
Mais pour l'État , on le compte pour rien ,
Car , Dieu merci , le roi se porte bien.
La mort a tort d'avoir ravi Louvois ,
C'était sans doute une tête excellente ;
Mais quoi ! la mort , en l'enlevant au roi ,
Lui rend par-là trois millions de rente :
La mort n'a pas tort à ce prix ;
Ce qu'elle rend vaut bien ce qu'elle a pris.

être à la tête des armées de France sans la disgrâce du marquis de Louvois. Le ministre administrateur et le chef militaire de la noblesse ne pouvaient simultanément rester au pouvoir. Louvois était une forte capacité ; son intelligence était vaste et ferme, ce qui constitue l'homme d'Etat. Il avait conçu la plupart des plans de campagne qui eussent les frontières. C'était un de ces esprits nés pour dominer le pouvoir centralisé, esprits d'élite et d'exception ; il exécutait un plan avec ténacité ; il préparait sous sa main tous les moyens d'action ; Louvois créait des armées, enfantait des ressources militaires pour les sièges, les batailles, les campagnes. Il y avait de la dureté dans ce cœur, comme dans celui de tous les hommes qui marchent aux résultats par les masses, et ne s'arrêtent pas assez aux individualités souffrantes et sacrifiées. Supérieur à Colbert (capacité bourgeoise, de détails et de petits moyens), Louvois se fatiguait des impossibilités que les bureaux du contrôleur général jetaient à travers sa pensée politique ou militaire ; jamais ministre de la guerre n'a tant fait pour la discipline, l'ordre et la bonne tenue de l'armée. C'est la seule figure d'hommes d'Etat après Richelieu.

Dans un des derniers conseils, Louvois avait voulu imposer au roi une de ses opinions, et Louis XIV, contre son habitude, lui avait résisté ; Louvois jeta son portefeuille sur la table ; on le lui fit reprendre sans empressément, et dès lors le ministre put s'apercevoir qu'il était en disgrâce. Au prochain conseil, il vint encore, mais pâle, défait, il se trouva mal ; puis, transporté chez lui, il expira presque subitement, à peine âgé de cinquante ans. On fit courir le bruit qu'il avait été empoisonné ; c'était l'accusation vulgaire de ces temps : elle arrive à l'esprit de tous ceux qui ne croient qu'aux douleurs matérielles. Il y a un poison moral plus puissant que celui que donne une main criminelle, c'est ce froissement d'entrailles qui vous déchire quand arrive une grande déception ou une immense infortune dans la vie ; ce poison subtil atteint sur-

tout les hautes têtes qui ne savent pas fléchir sous la destinée. Louvois fut enterré sous le dôme des Invalides, cet immense bâtiment élevé d'après ses ordres ; on lui rendit de grands honneurs funéraires, mais le roi le pleura peu. Louis XIV s'habitua-t-il déjà au spectacle de la mort, qui devait fancher autour de lui tant de têtes ? ou bien le roi était-il aise de se débarrasser d'un ministre trop important alors pour qu'il pût le dominer ? Le marquis de Barbezieux, fils de Louvois, lui succédait ; il était jeune alors comme l'avait été son père au moment où Louis XIV l'avait fait entrer dans le cabinet. Le roi aimait les jeunes intelligences ; il les trouvait plus souples, plus faciles à conduire ; il pouvait dire et proclamer qu'elles étaient ses élèves. Les poètes s'écriaient : « que la pensée du ministre s'imprégnât des feux du soleil » ; et le roi se glorifiait de tous ces éloges.

Versailles était donc triste, et l'on résolut d'aller à Fontainebleau pour la saison de la chasse. Fontainebleau est jeté dans ces bois épais où semblent se confondre de gigantesques restes de la création antédiluvienne. Voyez-vous ces rochers de granit, vieilles tables des fées, aux époques des grands sabbats où dansaient les montagnes, ces chênes séculaires, ces conaux, ces étangs empoisonnés de vieilles carpes au collier d'or de François I^{er} ? Voyez-vous ce château dont le style appartient à tant d'époques diverses, cet escalier à demi-ruiné, ces salles d'armes toutes revêtues de haute-lignes ; c'est la plus parfaite image de la vie féodale, et Louis XIV vint animer ces froides murailles pour la saison d'automne. Toute la cour fut invitée au voyage ; mais l'homme essentiel, celui qui devait attirer le plus l'attention des courtisans, ce fut le roi Jacques II, le représentant des Stuarts, à peine de retour de sa malheureuse expédition d'Irlande (1).

Le roi avait dit qu'à Fontainebleau on s'occuperait de la prochaine campagne militaire, car Jacques II prenait place au conseil ; on devait y examiner la situation réelle de Guillaume III, afin de

(1) Voici comment une note secrète parle de l'échec du roi Jacques en Irlande. « La guerre finit en Irlande quand le prince d'Orange n'y a plus de bonnes troupes, et qu'il a perdu l'année dernière au siège de Limerick tout ce qu'il avoit de braves François réfugiés, qu'il exposoit à tous les assauts, les croyant plus intrépides, et voulant épargner les Anglois. Ainsi, il a défait le roi de tous ceux qui étoient capables d'entretenir des intelligences en France, et qui par la bravoure naturelle aux François, et par les leçons qu'ils avoient

prises en France dans le métier de la guerre, pouvoient apprendre à vaincre aux étrangers qui combattoient avec eux, et rendre aux troupes du roi les victoires plus difficiles. Outre tous ces avantages, le roi tire encore d'Irlande treize ou quatorze mille Irlandois, et ces troupes doivent être bonnes, puisqu'elles viennent de leur plein gré, et qu'elles sont animées du zèle qu'inspirent la fidélité, la belle gloire et la véritable religion. »

tenter une nouvelle expédition soit en Écosse, soit en Irlande. Jacques II avait une grande expérience des combats de terre et de mer : la guerre devait s'ouvrir sur une plus vaste échelle. Tout n'était pas perdu en Irlande ; Limerick tenait encore ; deux brigades irlandaises avaient suivi le roi Jacques en son exil en France, et cette belle troupe de catholiques était campée autour de Versailles (1). Louis XIV avait vu ces régimens déjà fermes au feu ; il les destinait au camp formé alors sur les côtes de Bretagne et de Normandie ; on préparait l'armée d'Angleterre qui devait tenter une descente sur les terres ennemies, tandis que l'armée de France opérerait un nord et sur le Rhin. Une force navale respectable allait seconder dans la Manche ce vaste plan de campagne. On croyait indispensable de porter la guerre au sein même de l'Angleterre, le siège de la puissance de Guillaume III, chef de la coalition.

Jacques II, intelligent et actif, avait toutes les illusions des causes compromises ; il se croyait maître de l'Angleterre ; ses agens sillonnaient les trois royaumes en tous sens ; quelques-unes de ses instructions, écrites de sa main, existent encore ; elles sont des modèles de surveillance et d'intrigues politiques. « Vous vous informerez, dit le roi à ses agens, des fautes commises par le gouvernement envers le commerce ; vous montrerez le mépris et le peu d'égard qu'on a eu pour les avis donnés par le Parlement, et le peu de raison qu'il y a d'accorder des subsides l'un sur l'autre, sans qu'on satisfasse la nation sur ses griefs ; le mauvais succès qu'on a eu hors du royaume, nonobstant les grandes assurances qu'on aurait données de faire les derniers efforts pour cette campagne : les dettes exorbitantes du gouvernement, nonobstant le calcul exact de toutes les dépenses nécessaires, suivant lequel le Parlement a réglé les subsides ; si il ne serait pas à propos d'accuser les ministres et généraux hollandais à cause de leur mauvaise conduite, et sur ce qu'ils ont des intérêts contraires aux véritables intérêts de l'Angleterre, y étant obligés par serment ou par intérêt particulier, comme Bentinck ; faire

écrire plusieurs personnes pour répandre des libelles et autres écrits capables d'instruire les députés du Parlement. Si les premières chaleurs se sont ralenties par le soin qu'a eu le prince d'Orange de favoriser le parti républicain en ses intérêts particuliers ; vous verrez ce qu'on peut faire pour engager ce parti à nous servir, en promettant des récompenses proportionnées aux services de ceux qui voudront s'y engager, ou en leur faisant connaître combien l'intérêt public de la nation doit être préféré à toutes les considérations particulières, et qu'il ne peut s'accorder qu'avec notre service ; que si quelqu'un d'entre eux est disposé à traiter, vous nous enverrez leurs propositions. Vous vous informerez du véritable état de l'armée en général, et en particulier de chaque régiment, comment les colonels et les capitaines sont disposés ; qui sont ceux qui ont le plus de crédit et d'autorité parmi les troupes, et comment on peut les gagner ; de quelle manière on pourvoit à leurs nécessités, comment ils sont en quartier, en quel temps à peu près ils pourront être assemblés, comment ils s'accordent avec les Hollandais ; s'il n'y a pas moyen de semer de la jalousie entre eux ; s'il n'y a point quelque garnison qui puisse être gagnée et comment les troupes s'opposeroient à la descente ; quelles promesses nous pourrions leur faire pour les gagner ; enfin quelles sommes le prince d'Orange peut faire passer de Hollande ou de Flandre en Angleterre en cas de besoin. Vous vous informerez de l'état de la flotte, si les mauvais succès qu'elle a eus depuis peu, la durée du service et la difficulté du paiement ouvrent quelques moyens de traiter avec ceux qui la commandent ; de quoi vous aurez soin de rendre compte. Vous saurez ceux qui peuvent être utilement employés en différens ports pour s'instruire des dispositions des officiers subalternes et des matelots, et ceux qui, étant dans la ville, peuvent apprendre celles des commandans en chef ; les expédiens les plus propres pour les gagner, desquels vous nous ferez un rapport exact, afin de recevoir de nous de plus amples instructions sur ce sujet (2). »

C'est à cette époque que les deux cabinets de Ver-

(1) J'ai trouvé la liste suivante des familles nobles et Irlandaises arrivées à Saint-Germain. — De la province d'Ultonie, le colonel Gordon, O'Neill, milord de Tyreone, Magnis, milord Juagh, milord d'Iniskilling, O'Donel, lieutenant colonel dans Fitzgerald ; Henri O'Neill, fils du lord Syrius O'Reilly ; Eugène Mac-Mahon et autres. — De la province de Mononie, milord de Brittas, Eugène Macartie, colonel ; Macartie Spornatz, capitaine ; O'Julliscane, ibid. ; O'Callahane,

ibid. ; Macauliffe, ibid. ; Macdonoh et autres. — De la province de Lagonie, Nugent, brigadier et colonel d'un régiment, et les autres officiers du régiment de Nugent. — De la province de Conatie, Dillon, lieutenant général ; O'Gara, colonel ; O'Shuhanssey, lieutenant-colonel ; O'Conor, capitaine, Macdonald, capitaine, et autres.

(2) Papiers secrets de Renandot, agent de Jacques II, Bibliothèque royale, fonds nouveau.

sailles et de Saint-Germain sont le plus intimement en rapport. Il ne s'agit plus seulement d'un échange de royale bienveillance; on discutait les plans de guerre comme un système commun; le marquis de Barbezieux et lord Melford arrêtaient toutes les dispositions militaires; les pères Péters et Lachaise étudiaient les moyens religieux propres à préparer le mouvement des opinions. Ces moyens donnaient une force immense; il s'agissait d'une grande lutte de partis armés, et les représentants du catholicisme en France et en Angleterre devaient exercer une naturelle puissance sur le conseil. L'importance des pères Péters et Lachaise s'explique par d'autres causes que par l'ardente dévotion des deux princes dont ils dirigeaient la conscience: les pères Péters et Lachaise étaient chefs d'une grande opinion qui devait seconder le mouvement politique; leur crédit venait de là. En d'autres temps, on a toujours vu des chefs de partis en crédit auprès des gouvernements, lorsqu'ils leur apportaient une force, un appui de peuple et de principes dans une entreprise militaire qu'ils méditaient (1).

Le séjour d'automne à Fontainebleau fut marqué par deux conventions de mariage: le duc de Chartres épousa M^{lle} de Blois, et M. du Maine s'unit à la petite-fille du grand Condé, Anne-Louise-Bénédictine de Bourbon; ce double hymen décidait tout à la fois une querelle de préséance et une difficulté politique entre les princes du sang et les princes légitimés; les uns et les autres étaient élevés à la même grandeur; c'était inouï, mais la haute puissance du roi ne voulait point de résistance. Le plus étonnant de ces mariages fut certainement celui du duc de Chartres: un fils de France, épouser une fille naturelle! Mais la famille d'Orléans avait besoin de se mettre en grâce auprès du roi; Monsieur était un peu boudé; on lui rendait tout faveur à l'occasion de ce mariage. Madame, avec sa pureté de blason, en était rouge jusqu'aux oreilles; le duc de Chartres, brillant, jeune, superbe, tout vaillant au combat, ne s'en souciait pas le moins du monde; Monsieur obéissait au roi son frère; on lui confirmait son apanage; le duc de Chartres obtenait la transmission du Palais-Royal pour remerciement, et tout

cela compensait un peu de honte pour les armoiries. Madame signa le contrat avec répugnance; et pourtant elle était bien gracieuse cette M^{lle} de Blois, toute mignonne; elle avait du sang de Louis XIV et des Mortemart! Pauvre enfant née d'un commerce adultère, que pouvait-elle répondre quand Madame, fière princesse de Navarre, d'une chasteté allemande, ne l'accueillait qu'avec une hauteur dédaigneuse? M. le duc du Maine, l'ainé de M^{me} de Montespan, fut également bien allié: le sang des Condé était beau; la princesse de Bourbon était riche de son patrimoine; la vieille M^{lle} de Montpensier, la frondeuse, l'aimait beaucoup, et elle avait promis un bon héritage. Toutes ces noces firent bien du scandale à la cour; ce fut un acte de paternité attentive et souveraine de la part de Louis XIV; il avait une grande tendresse pour ses enfants naturels; sa volonté était tenace et inflexible; il élevait ces princes qu'on dédaignait; il avait exigé ces mésalliances de sa royale famille. Elle avait obéi en murmurant. Plus les obstacles étaient grands, plus le roi mettait d'obstination à les vaincre, pour faire constater son pouvoir absolu sur les siens comme sur le royaume!

CHAPITRE XXXVIII.

SITUATION DIPLOMATIQUE.

La ligue d'Angsbourg. — Réunion germanique à La Haye. — Guillaume III et les confédérés. — Efforts de la France. — Elle détache de la ligue la Suède. — Le Danemarck. — Porte-Ottomane. — La Hongrie. — Pologne. — Russie. — Suisse — Rome.

1692.

Tandis qu'en France le roi Louis XIV et Jacques II préparaient, au nom de l'autorité suprême des rois

(1) On ne parlait alors que de la cour d'Angleterre; les poètes faisaient des vers sur le moindre événement.

Sur l'arrivée du prince de Galles en France.

Ne tirons pourtant point d'augures
De l'injuste destin qu'ont eu vos premiers mois:
Dans les plus grands héros, les tristes aventures
Ont souvent devancé les plus heureux exploits.

En un état plus pitoyable
Se trouva sur le Nil l'enfant par qui le ciel
Voulait exécuter le dessein honorable
De confondre l'Égypte et venger Israël:
Tous deux perdus en apparence,
Vous êtes exposés à la merci des flots;
Mais une main divine a pris votre défense
Contre un peuple infidèle et le danger des eaux.

et du catholicisme (1), la campagne qui allait bientôt s'ouvrir, Guillaume III, invoquant les intérêts des royautes élues, et de la réforme qui en faisait la base, fortifiait la vaste lignée d'Augustbourg. Après la pacification presque absolue de l'Irlande, Guillaume avait débarqué en Hollande, afin de se placer en personne à la tête de la coalition. L'Irlande n'était plus qu'un point secondaire dans ses vastes pensées; il y laissait Georges Kirke, l'un de ses meilleurs généraux. Guillaume III savait bien que sa couronne ne pouvait s'affermir sur sa tête que par le succès complet de la formidable coalition du continent contre Louis XIV. Les lords et les communes d'Angleterre lui faisaient les conditions dures, impératives (2); il se trouvait mal à l'aise dans la cité de Londres. Guillaume revint avec enthousiasme cette terre de Hollande, d'où il était naguère parti avec sa fortune et sa gloire; il y fut accueilli avec enthousiasme. Les états-Généraux considéraient le nouveau roi Guillaume III comme leur ouvrage; ils l'avaient accompagné de leurs vœux, secours de leurs subsides; il était parti simple stathouder; il arrivait ceint de la couronne d'Angleterre; et ce qui était plus encore à cette époque, la réforme avait complètement triomphé. Les bourgeois, les corporations de cités, vinrent au-devant du stathouder Guillaume d'Orange, le valeureux

défenseur de la Hollande. Des arcs de triomphe furent semés sur ses pas; on multiplia alors ces magnifiques feux d'artifice dont les gravures de l'école hollandaise nous ont laissés les éblouissantes reproductions. Le portrait de Guillaume se mariait aux images des bourgmestres et des grands pensionnaires, dans l'hôtel de ville de la Haye et la magnifique Bourse d'Amsterdam (3).

Les états-Généraux de Hollande, le grand pensionnaire Heinsius, étaient entièrement dévoués aux intérêts de leur noble stathouder, élevé au trône d'Angleterre; ils consentirent à tous les sacrifices nécessaires pour la campagne qui allait s'ouvrir. Pendant son séjour à La Haye, Guillaume d'Orange devint le centre et le point d'appui de la ligue d'Augustbourg. Tous les princes de la Confédération allemande vinrent s'aboucher avec lui sur l'état de la guerre. Guillaume III se posait comme le chef de la race allemande. N'était-il pas issu de la maison de Nassau? Son influence s'accroissait comme prince; il exerçait à ce titre une sorte de patronage sur toutes les familles électorales de Germanie. Dans le congrès de La Haye, il fut arrêté qu'on poursuivrait la guerre avec vigueur; on devait se déployer par grandes masses dans les Pays-Bas et sur le Rhin (4). Maître de disposer des états-Généraux, Guillaume III, avec son activité

(1) Rien ne marque mieux ce caractère tout catholique de la guerre entreprise par Louis XIV, que les publications qui furent faites à cette époque. Si les notes diplomatiques invoquent les souverains au nom du principe religieux, voici comment les poètes du temps font porter la religion aux rois :

Du suprême pouvoir sacrés dépositaires,
Sur qui Dieu fait briller ses plus vifs caractères,
Et que le ciel engage à défendre mes loix,
Par les augustes noms de chrétiens et de rois;
Princes, mes chers enfans, ouvrez vos cœurs aux plaintes
Qui vont de ma douleur vous marquer les atteintes.
J'espérais sur vos fronts, du crime révérend,
Trouver pour mes saints droits des asiles sacrés,
Et que de votre rang ma gloire inséparable,
Aux prophètes humains me rendait vénérable.
Mais que vois-je aujourd'hui! vous trompez mon espoir,
Vnus souffrez des enfers l'attentat le plus noir;
Du fier usurpateur l'affreux tyrannie,
Le crime couronné par l'audace impunie;
L'oint du seigneur errant sur de frères voissieux,
En proie à la fureur des marins et des eaux.
Des motifs exilés l'insolente entreprise
Semblait avoir en but la seule papauté;
Mais les coups qu'ils portaient au prince de l'Eglise
Attaquaient dans le cœur l'auguste royauté.

T. I.

Six de nos rois, armés et de fer et de flamme,
Pour abattre cette hydre ont en vain combattu;
Sans répandre aucun sang, cette peste de l'âme,
Cède à Louis, armé de sa seule vertu.

(2) Les pamphlets jacobites ne cessent d'attaquer Guillaume III. Voici le texte de l'un de ces pamphlets sur les matières religieuses. « Rien n'a mieux encore marqué le mépris que le prince d'Orange soit des deux religions dominantes en Angleterre, que d'avoir nommé le docteur Burnet chef des commissaires des évêques pour la réunion de ces deux religions. Cela a plus l'air d'une comédie que d'une affaire sérieuse. On voit un erodisinel d'État au premier chef envers le feu roi d'Angleterre, prêcher dans les chœurs de Londres, au lieu que, selon les lois divines et humaines, il ne devrait haranguer que sur l'échafaud. On voit un presbytérien, pasteur d'une religion qu'il ne professe pas, ou plutôt un homme sans religion, qui, par des raisonnemens que lui a dictés un usurpateur, tâche d'unir deux religions. »

(3) Voyez la collection des beaux dessins de Romain de Hooge. (Biblioth. royale.)

(4) A Paris on chansonnait toujours le prince d'Orange : on se moqua du voyage de Guillaume en Hollande.

31

accoutumée, entama une double correspondance : la première avec l'empereur d'Allemagne, la seconde avec le roi d'Espagne, Charles II. Dans ses dépêches, il appelle un secours fort et immédiat, en rapport avec les immenses moyens que déploie Louis XIV. « Il ne faut pas hésiter dans une attaque simultanée, dit-il; plus elle sera ferme et unanime, moins la France trouvera de ressources pour résister au mouvement des alliés; sa marine est impuissante; ses armées désorganisées, les provinces mécontentes et sur le point de se révolter. » Ces notes qui se trouvent encore aux archives de La Haye, quelques-unes écrites de la main de Guillaume III, constatent l'étonnante vigilance de ce prince. C'est la tâche d'une royauté nouvelle que cette attention de tous les instants sur les affaires et les opinions qui l'entourent comme d'un cercle de feu. Guillaume III n'était point sûr de la couronne d'Angleterre; il avait laissé à Londres Marie, sa femme, en butte à tous les partis, exposée aux coups du Parlement; qu'elle était plus heureuse alors, que, fille soumise de Jacques II, elle avait la bénédiction de son père! Les lords se montraient impérieux,

exigeants, les communes inquiètes. Guillaume n'était réellement puissant qu'en Hollande, tant il est vrai que les influences anciennes et naturelles sont seules fortes, seules incontestées!

A côté des notes diplomatiques, la Hollande encourageait l'usage des pamphlets et des caricatures, expressions diverses de l'opposition contre le roi de France; ces caricatures débordaient dans tout le nord de l'Europe, depuis Londres jusqu'à Copenhague ou Stockholm. Le pinceau de Romain de Hooge variait à l'infini cette guerre moqueuse. On trouve de petites collections de deux ou trois cents médaillons, tous destinés à humilier la fierté de Louis XIV; la devise du soleil fut basoquée de mille sortes, jusqu'à ce point que cette belle et grande image est submergée par les eaux bourbeuses, et dévorée par les rats et les grenouilles. Ces caricatures avaient pour but d'affaiblir, parmi les populations du nord et de l'Allemagne, le prestige d'autorité de Louis XIV, tactique habile, au moment d'un conflit si général et si décisif, opposition raisonnée à cet enthousiasme qu'inspirait le roi (1).

A l'assemblée de La Haye, Guillaume III avait pu

Complainte intitulée : Le Pèlerinage du prince d'Orange à Notre-Dame de Hall : au mois d'avril 1691.

Guillaume laissant dans Bruxelles
Castanaga,

Par le grand chemin de Nivelles
Droits'en alla.

Mais en commençant sa neuvaine,
Dieu, quel chagrin
Lorsqu'un courrier parti de Braine
Vint du matin!

« Quoi! s'écria-t-il en colère,
Mon est rendu!

Pour la ligne quelle misère!
Tout est perdu.

Ka pèlerin se présenter
A Notre-Dame,
Ce fut pour lui recommander
Les succès de ses armes,

Lui dire qu'il fallait plier
Vite bagage,

Et son prompt secours renvoyer
Pour un autre voyage!

Retournons-nous-en promptement
En Angleterre;
Là, nous serons plus sûrement
A l'abri de la guerre. »

Madrigal sur le même sujet.

Le prince d'Orange est un homme habile,
Il sait les tours les plus fins;

Pour ne pas perdre à sa barbe une ville,
Il se fait raser tous les matins.

Paroles de Guillaume d'Orange. 1692.

Mon royaume se change en un désert affreux;
Mes habitants du séjour fromageux (les Hollandais),
Pour empêcher ma triste décadence,
Redoublez, s'il se peut, pour moi votre finance.

Ah! c'est fait de ma couronne,
Mon règne, mon règne finit;
Quoi donc, je serai détruit?

Ma constance m'abandonne;
Louis me fait trembler, ma gloire s'évanouit.

Ah! c'est fait de ma couronne,
Mon règne, mon règne finit.

(1) Il fut publié un grand nombre de pamphlets européens sur la grande lutte qui s'engageait; en voici les titres:

« La Monarchie universelle de Louis XIV, où l'on voit en quoi elle consiste », traduite de l'italien de Gregorio Leti. Amsterdam, Wolffang, in-12, 2 vol.

« L'Europe ressuscitée du tombeau de M. Leti, ou Réponse à la Monarchie universelle de Louis XIV »; par J. D. M. D. H. Utrecht, in-12.

« La France toujours ambitieuse et toujours perside. » Ratisbonne, 1692, in-12.

« Le Prince assis sur une chaise dangereuse ou le Roi très-chrétien se confiant en un jésuite confesseur qui le trompe. » Cologne, 1692, in-12.

« Sentiment véritable des Flamands, pour faire voir l'injustice de la déclaration de guerre du roi de France

compter sur le concours effectif des puissances allemandes de second ordre; toutes lui avaient promis leur adhésion. Il s'était également expliqué avec l'empereur sur son plan de campagne et le besoin d'une coopération active sur le Rhin. L'empereur était très-décidé pour la guerre; il avait repoussé les insinuations de Jacques II (1), qui s'était adressé à lui comme au protecteur naturel des couronnes légitimes; « La pourpre catholique des empereurs romains, des successeurs de Constantin et de Charlemagne, devoit-elle servir de manteau à un usurpateur? » Tel était le langage des dépêches de Jacques II; ces sollicitations avaient été peu écoutées. L'ambition de Louis XIV humiliait les lêtes couronnées; Guillaume III n'avait pas de plus fidèle allié que l'empereur d'Allemagne, et celui-ci à son tour avait négocié avec le duc de Savoie qui venait de se déclarer pour la coalition (2).

La correspondance diplomatique de Guillaume III avec le cabinet de Madrid, est curieuse en ce sens qu'elle n'appelle pas à son aide les intérêts protestants sans cesse invoqués dans les dépêches du roi aux princes allemands ou aux États-Généraux de la Hollande. Le cabinet de San-Lorenzo n'aurait pu adhérer aux idées de la réforme; il était catholique et demeurait dans toute sa ferveur. Les principes qu'invoque Guillaume III s'adressent à la fierté du caractère espagnol; il établit que Louis XIV vise à la monarchie universelle: « Croyez bien, écrit-il,

contre Sa Majesté (catholique), et la justice de la contre-déclaration du marquis de Castanaga. » Bruxelles, in-12.

« Felicias Gallus. » 1692, in-12.

« Giudizio della Publica nemesi, su la scrittura francese intitolata: Memoria delle ragioni eh' ann' obligato il Re a ripigliare le armi. » Bouleu, in-12.

« La Vérité chrétienne à l'audience du roi donnée à Versailles le 16 juillet. » In-12.

« La Chambre des comptes d'Innocent XI dialogue entre saint Pierre et le pape, à la porte du paradis. » Villefranche, petit in-12.

« La fausse Clef de tous les cabinets des princes de l'Europe, où tous les secrets les plus enfoués sont renouvelés et Rome trahie, etc., etc. » Osnabruck, petit in-12.

« Affaires du temps au sujet de la guerre commencée en 1688. » In-12, 10 vol.

« L'Erection de la statue de Louis-le-Grand, justifiée contre l'ignorance et les calomnies d'un hérétique français réfugié en Hollande; par le P. Claude-François Ménéstrier. » Lyon, 1690, in-12.

« Mémoires de la Cour de France pour les années 1688 et 1689: par M^{me} Magdeleine de Lavergne, com-

que les territoires et populations de la Franche-Comté agrandiront définitivement les domaines de France; le roi Louis s'est emparé de l'Alsace contre l'Allemagne; il s'arrondira plus tard par les villes flamandes qui ont conservé pavillon espagnol (3). » Ainsi la politique était bien changée depuis Henri IV et Richelieu, alors que la France et la Hollande étaient dans une alliance intime contre l'Espagne. Dans la période nouvelle, l'Espagne, l'Angleterre et la Hollande marchaient de concert contre la France; Louis XIV avait succédé à l'ambition immense de la monarchie universelle de Charles-Quint et de Philippe II; en prenant l'héritage de grandeur il succédait également aux rivalités.

L'activité de Guillaume III se trouvait en face de la diplomatie de Louis XIV, non moins habile et attentive. En même temps que le département de la guerre formait ses régimens, M. de Croissy multipliait les dépêches aux ambassades et aux ministres de la monarchie française auprès des puissances qu'on pouvait détacher de la ligne d'Augsbourg. M. de Croissy n'avait pas une haute capacité, mais le bureau des dépêches était parfaitement composé; le roi était fort habile à donner une bonne direction aux affaires à l'extérieur, depuis Mazarin c'était son occupation spéciale. Il dictait la plupart des dépêches importantes écrites par un secrétaire d'Etat. La diplomatie de France comprenait une réunion d'hommes d'étude et d'expérience; l'habitude du

tesse de La Fayette. » Amsterdam, Bernard, 1731, in-12.

« Le Tableau de la France attaquée par les puissances de l'Europe, sa grandeur, etc. » Cologne, 1690, in-12.

« Le Salut de la France. » Cologne, 1690, in-12.

« Dialogue de Louis XI et Louis XIV dans les Champs-Élysées. » Paris, 1690, in-12.

« Estretien de Louis XI, roi de France, et de Charles-le-Hardi, duc de Bourgogne. » Amsterdam, Desbordes, 1690, in-12, 56 pages.

« La France intéressée à rétablir l'édit de Nantes. » Amsterdam, 1690, in-12.

« Li Mezzi di liberare l'Europa dall' usurpazione della Francia. » 1690, in-12.

« Les Moyens de délivrer l'Europe de l'usurpation de la France. » La Haye, 1690, in-12 (traduction).

« La France calomniatrice, ou Réponse ou mémoire des raisons qui ont porté le roi de France à reprendre les armes. » Cologne, 1690.

(1) Jacques II donne le texte de sa correspondance avec l'empereur dans ses mémoires, tom. II, ad. mm. 1692.

(2) Archives de La Haye, ann. 1692.

(3) Archives de Simancas, ann. 1692.

rol était de les choisir parmi les parlementaires et presque toujours dans les mêmes familles. Ainsi, par exemple : les Colbert avaient fourni Croissy et Torcy ; la race des comtes d'Avaux était de père en fils dans les négociations ; les Pomponne s'étaient tous voués à la diplomatie, et d'intimes alliances les unissaient aux Torcy. Il y avait quelques familles de gentilshommes qui se consacraient aux missions d'apparat et de fierté diplomatique ; celles-ci soutenaient les prétentions du roi dans les circonstances et les négociations où il fallait déployer ce caractère décidé et superbe qui brusquait un dénouement ; ces grands seigneurs, tels que Vivonne, les Chaulnes, les Villars, n'étaient pas les négociateurs destinés aux affaires du cabinet ; on ne les envoyait que comme les représentants de la Majesté Royale, rayonnante sur l'Europe.

La diplomatie de Louis XIV avait profondément médité sur l'état des cabinets et sur le conflit de leurs intérêts ; ses négociations se rattachèrent surtout à détourner quelques-unes des puissances du nord de l'intime alliance conclue par la ligue d'Augsbourg. On a vu que le Danemark et la Suède avaient signé la ligue et préparé des armées d'observation pour soutenir la cause commune ; la diplomatie de Louis XIV s'agita pour détacher ces deux cabinets de la coalition ; ou entama des pourparlers avec la Suède d'abord ; « n'étoit-elle pas l'ancienne alliée de la France ; quel intérêt avoit la Suède à porter ses armées en Allemagne pour secourir la puissance de l'empereur, le rival naturel des États du nord ? alléguoit-on le motif religieux ? n'étoit-ce pas là un simple prétexte ? car enfin chacun savoit que la ligue d'Augsbourg avoit été suggérée par le pape Innocent XI. Pourquoi dès lors la Suède ne prendroit-elle pas un rôle de puissance neutre et médiatrice, rôle qui lui convenoit, car elle s'étoit toujours montrée si impartiale et si influente (1) ? » A ces motifs publics des notes et des négociations, le cabinet de Versailles ajoutait des offres de subsides et des traités de commerce. La Suède envoyait à la France ses bois de mâture coupés aux forêts de la Baltique ; et elle, en échange, lui donnait ses vins et ses produits manufacturés. La Suède consentit facilement à reprendre son rôle de neutralité politique qui lui avait si bien réussi depuis le seizième siècle, dès l'époque de Henri IV.

La négociation avec le Danemark souffrit plus de difficultés ; la princesse Anne, qui régnait là,

s'était entièrement liée à l'Angleterre et à l'expédition de Guillaume III son beau-frère ; il eût été très-difficile de séparer absolument le cabinet de Copenhague de la coalition ; mais il y avait jalousie entre les deux populations hollandaise et danoise ; la cour du Danemark conservait une certaine méfiance des opinions démocratiques qui dominaient en Hollande ; on pouvait désirer une république comme à Amsterdam et à La Haye. Jacques II d'ailleurs n'avait jamais cessé d'être en rapport avec la princesse Anne sa fille préférée (2) ; les idées de restauration n'étaient pas étrangères à la reine Anne ; c'était la meilleure des filles de Jacques II ; la diplomatie de Louis XIV l'entourait de ses sollicitations. Sans déclarer sa neutralité, la cour de Copenhague ne prenait plus une part aussi active à la coalition. Ainsi, au nord les alliances de la ligue d'Augsbourg étaient ébranlées et n'entraient pas dans le mouvement offensif.

Louis XIV menaça l'empereur par un traité plus intime avec la porte-Ottomane ; M. de Châteauneuf dut se hâter de se rendre à Constantinople ; ses instructions portaient : « Qu'il eût à détourner la Sublime-Porte de tout arrangement actuel avec l'Empire, lui exposant les embarras où se trouvoit l'Allemagne, en guerre ouverte alors avec le roi de France. » Le marquis de Châteauneuf resta longtemps à Andrinople auprès du grand-visir tout-puissant, à la tête des armées musulmanes. Un compte écrit de la main de l'ambassadeur porte à un million de piastres environ les cadeaux secrets qu'il fut obligé de multiplier auprès de tous les grands de l'Empire ; il fut arrêté entre M. de Châteauneuf et le visir que la guerre serait vivement poursuivie sur le Danube. C'est après cette conférence préliminaire que l'ambassadeur fit son entrée publique à Constantinople ; elle fut riche et brillante ; Louis XIV avait ordonné que l'éclat de cette réception pût éblouir l'œil étonné et fataliste des Musulmans ; Châteauneuf y réussit par ses brillants équipages, par les sequins d'or qu'il jetait au peuple. Les marins de dix vaisseaux du roi saluèrent le nouvel ambassadeur, et le Bosphore se couvrit d'une épaisse fumée, aux tonnerres répétés de plus de mille canons (3). Le *Mercurius Galant* dit que « les femmes du sérail prirent ainsi une belle opinion des gentilshommes français et de la gloire du roi. » Les écrivains officiels de la ligue d'Augsbourg faisaient de vifs reproches à Louis XIV de son alliance avec les peuples ennemis du nom chrétien ;

(1) Dépêches de Croissy, ad. ann. 1692.

(2) Mémoires de Jacques II, ad. ann. 1692.

(3) La dépêche de M. de Châteauneuf est dans la collection de sa correspondance imprimée, ann. 1692.

les ministres calvinistes publiaient en Europe des diatribes contre ce roi impie, foulant aux pieds les saintes lois du Christ : « Ne s'unissoit-il pas aux ennemis de la foi contre les princes fidèles (1) ? » De nombreuses publications rappelaient que telle avait toujours été la tactique ambitieuse des rois de France : « Avoiént-ils oublié, les princes de l'Europe, que cette politique sans foi étoit la conduite que s'étoient toujours permise les monarques qui se disoient très-chrétiens ? François 1^{er} n'avoit-il pas traité avec Soliman contre l'empereur Charles-Quint ? » Les princes confédérés dans la ligue d'Augsbourg sentaient toute l'importance de briser l'alliance de Louis XIV avec la Porte-Ottomane, et d'ainsi annuler la mission diplomatique de M. de Châteauneuf.

Si la Hongrie n'étoit plus en révolte, il y avait encore des éléments de discorde entre la noblesse et le jeune fils de l'empereur, que les États venaient d'élire roi. Les troupes hongroises étoient excellentes; les alliés ne pouvaient les mettre en campagne, car elles auraient tourné leurs armes contre la race allemande, à laquelle les Hongrois étoient antipathiques. Deux agens secrets de M. de Châteauneuf avoient mission de travailler l'esprit de la noblesse pour une nouvelle prise d'armes; on promettoit, de la part du roi, la reconnaissance de la Hongrie comme État indépendant et constitué, dès que les magnats auraient arboré le drapeau de leur nationalité (2).

La Pologne, la Russie ne s'étoient pas plus fortement dessinées qu'au commencement de la ligue; elles étoient en dehors de la lutte; leur attention étoit tout entière absorbée par les Turcs; mais dès ce moment on voit toute la sollicitude de la diplomatie française se porter sur la Pologne. On espère une vacance du trône, pourquoi ne chercherait-on pas à pousser l'élection vers un prince français? Le duc d'Anjou, depuis Henri III, n'avoit-il pas été roi de Pologne au seizième siècle? Il y avait intimité et similitude entre les deux nations; l'union de la Pologne et de Louis XIV plaçoit la confédération allemande entre deux feux; elle ne permettait plus de ligue contre la France. La Pologne menaçait tout à la fois l'électeur de Brandebourg et le centre de l'Allemagne.

On se rappelle que la Suisse avoit fait proclamer sa neutralité; mais depuis que la Savoie étoit entrée dans la ligue d'Augsbourg, M. de Torcy, qui accomplissait une mission secrète à Berne et Zurich,

eut ordre de sa cour de bien faire remarquer aux cantons l'attitude que prenoit le duc de Savoie à leur égard. « Aucun des hauts et puissans cantons confédérés, dit une note de l'ambassade, ne peut ignorer que le duc de Savoie a dessein de réincorporer à ses États les anciennes villes qui se sont détachées de son domaine pour se constituer en république et se fédérer avec les cantons. Telle est Genève, par exemple; convient-il dès lors à la Suisse de rester spectatrice dans une question qui la touche de si près (3) ? » Le roi de France lui offroit des subsides et une protection tout-à-fait désintéressée. Dès lors on voit les cantons, même protestans, se dessiner plus ouvertement pour Louis XIV; le roi peut y recruter des soldats; il trouve un emprunt à Genève sur les banquiers. La guerre cesse d'avoir un caractère purement religieux, elle se fait politique et territoriale.

La mort d'Innocent XI avoit jeté la cour de Rome dans une complète neutralité sur la question de politique européenne. Innocent XI avoit été un des grands promoteurs de la ligue contre Louis XIV; Alexandre VIII, son successeur, se posa comme médiateur; mais son pontificat ne dura qu'un an et quelques mois; il y eut donc un nouveau conclave, et le cardinal Pignatelli, le protégé de Louis XIV, légat en Pologne, tête diplomatique d'un mérite élevé, fut élu pape sous le nom d'Innocent XII. Le cardinal d'Estrées, ambassadeur de France, et l'envoyé extraordinaire, M. le duc de Chaulnes, dominèrent l'élection, s'engageant envers le nouveau pontife à faire confirmer la restitution du comtat d'Avignon par le roi leur maître. Dès lors le pape fut tout entier dans les intérêts de la France, et c'étoit encore une force alors que Rome, à ne la considérer même que comme puissance matérielle en vertu de sa souveraineté et de sa neutralité italique.

Ainsi, pour bien résumer la situation diplomatique de la France à cette époque, et la différence qui existait entre la campagne achevée en 1691 et celle qui s'ouvrait cette année, on peut dire que si les alliés avoient acquis l'alliance du duc de Savoie, franchement dessiné pour eux, ils avoient perdu le concours effectif et militaire de la Suède et du Danemark, qui étoient passés de la position d'alliés à celle de neutres. La France avoit déterminé la Suisse à se déclarer pour elle, en quelque sorte; le pape étoit tout français. Cette influence grandissait également en Pologne; la Porte refusait la paix à l'Empire, par suite des instigations du marquis de

(1) L'école réfugiée a publié bien des pamphlets remplis de ces reproches.

(2) Collection des dépêches, ad. ann. 1692.

(3) Dépêches de Torcy, ad. ann. 1692.

Châteauneuf; la position était donc meilleure pour Louis XIV, en ouvrant cette nouvelle campagne. L'Europe entière n'était plus contre lui!

CHAPITRE XXXIX.

CAMPAGNE CONTRE LA COALITION.

Marine de France. — Amiraux. — Duquesne. — d'Estrées. — Tourville. — Château-Beuant. — Marine de combats. — Forbin. — Jean-Bart. — Duguay-Trouin. — Plan de campagne. — Armées de terre. — Expédition de l'Océan. — Bataille de la Hogue. — Jacques II — Siège de Namur. — Expédition d'Allemagne. — Campagne de Catinat. — Noailles en Catalogne.

1692-1693.

Le vieux Duquesne, tout chargé de blessures et d'années, était trépassé; fier amiral, huguenot tenace, il n'était resté en repos que les deux dernières années de sa robuste vieillesse, et encore demandait-il du service au roi, tant l'indécible amour de la mer saisit et pénètre la poitrine du marin: la terre est pour lui un lieu d'exil, une patrie vide et sans émotion. Quand on a une fois goûté des grandes vagues et du spectacle des tempêtes, le sol qui ne tremble pas paraît étroit, on y respire mal lorsque les poumons se sont long-temps dilatés dans l'immensité de l'Océan. Duquesne mourut presque en quittant son vaisseau; le roi lui avait dit qu'il était temps de songer au repos; pour lui le repos fut la tombe. Il en est presque toujours ainsi des âmes long-temps agitées. (1).

Duquesne laissa des successeurs dans la royale marine: le premier par son titre et par son grade fut Victor-Marie, comte, puis duc d'Estrées, vice-amiral de France; il tenait à la race de Gabrielle d'Estrées, et par conséquent il était cousin du duc de Vendôme: son père était ce maréchal comte d'Estrées, eréé vice-roi d'Amérique par le roi, à l'imitation de la vice-royauté des deux Indes, si puissante dans les Espagnes. A dix-huit ans, il avait fait une guerre vigoureuse aux Barbaresques; il accompagna Duquesne au bombardement d'Alger. D'Estrées fut vice-amiral à vingt-quatre ans, ensur-

vivance de son père; son esprit et son courage avaient quelque chose de chevaleresque, comme toute la noblesse de France. Jamais il n'abaisa son pavillon pour commencer un salut militaire; sur les côtes d'Espagne, Victor d'Estrées engagea une véritable bataille navale plutôt que d'accorder le salut du pavillon à l'amiral Papacini, qui commandait l'escadre de Charles II. D'Estrées quitta un moment la mer, et vint assister comme volontaire au siège de Philipshourg; il y fut tellement blessé à travers le corps, qu'on le voyait parcourir le camp et les charmes de Versailles, pendant dix-huit mois, soutenu sur deux béquilles. La mer l'appela encore, et chef d'une escadre de dix vaisseaux, il alla brûler la flotte de l'amiral anglais Torrington et les 200 navires d'un convoi prêt à mettre à la voile. La flotte de d'Estrées se montre partout, au siège de Nice, au bombardement d'Alicante et de Barcelonne. Brave amiral, toujours en mer, d'Estrées était encore passionné pour la science et les livres; il parlait le latin comme un maître ès-lettres de la Sorbonne; toutes les langues de l'Europe lui étaient familières; sa belle chambre à bord de son navire était remplie de volumes, et son plus doux délassement était de s'inscrire aux travaux d'histoire et d'archéologie (2).

Plus expérimenté dans les campagnes de mer, Anne-Hilarion de Cotentin, comte de Tourville, avait, comme le comte d'Estrées, le titre de vice-amiral de France. Qui aurait reconnu sous ces traits basanés par la pluie, brunis par le vent et les coups de vague, ce petit Tourville, chevalier de Malte à quatorze ans? D'Hoquincourt, alors capitaine de galères, vieux loup de mer, disait de lui à M. de La Rochefoucault: « Que voulez-vous que je fasse de ce petit Adonis, plus propre à suivre les dames de la cour qu'à supporter les fatigues de la mer? » Ce petit Adonis au teint blanc, aux couleurs vives, aux traits si délicats, se noierait à l'abordage contre des frégates algériennes! Tourville reçut le baptême de trois blessures en combattant à la tête des équipages, le drapeau de Malte à la main. Le voilà donc en pleine caravane sur mer pendant six ans, délivrant la Méditerranée des Barbaresques, comme les anciens preux purgeaient les grandes routes des géans discourtois et des châtellains mécréants. Tourville vint à la cour à vingt-quatre ans, et toutes les dames voulaient voir le jeune chevalier de Malte qui n'avait pas pris terre depuis huit ans. Le roi lui donna le commandement d'un vaisseau; il fit la campagne du comte d'Estrées et du chevalier de

(1) Vie de Duquesne, Paris, ann. 1695.

(2) L'amiral d'Estrées fut membre de l'Académie des inscriptions. Voyez son éloge par de Boze.

Valbelle, en Hollande, en Angleterre, en Sicile; Tourville, pendant la paix, suivit Duquesne au terrible bombardement d'Alger; il devint le fléau des corsaires; car, chevalier de Malte, il avait fait vœu, de ne jamais faire paix ou trêve avec les infidèles. Louis XIV le nomma lieutenant général des armées navales, et après la seconde expédition d'Alger, il fut élevé au rang de vice-amiral. Tourville commanda dès lors les grandes flottes, et c'est à la tête d'une de ces fortes divisions qu'avec le comte de Château-Renaut il gagna, par le travers de l'île de Wight, une bataille navale contre les escadres de Hollande et d'Angleterre. L'Europe retenissait encore de cette belle victoire des escadres de France; plus tard, le désastre de la Hogne vint en affaiblir l'éclat (1).

François-Louis de Ronssellet, comte de Château-Renaut, avait commencé sa carrière au grade de simple enseigne de vaisseau, en 1661. Comme Tourville, il s'essaya contre les corsaires avant de s'attaquer aux fortes escadres; il battit l'amiral anglais Eversen, et vint se heurter contre le grand Ruyter lui-même. Château-Renaut était homme de tactique et d'évolutions; Tourville commandait bien dix, vingt vaisseaux; d'Estrées était un général combinant une bataille navale comme un combat de terre, mais Château-Renaut était véritable manœuvrier dirigeant les flottes nombreuses; il menait cinquante, soixante vaisseaux de haut-bord avec un ordre et une discipline admirables. Château-Renaut est supérieur à tous les noms de la marine de Louis XIV, même à Duquesne, qui est plus encore marin de combats que de manœuvres et de stratégie (2).

Les chefs d'escadre ne manquaient pas à la marine de France, alors si fertile en prodiges; qui ne connaissait l'aventureux Claude de Forbin, la plus extraordinaire des existences de mer? Il était de la famille antique de Palamède de Forbin, ce bon conseiller du roi René, seigneur de Soliers aux belles Eaux. Claude de Forbin était né à Gardane, dans un de ces châteaux des montagnes de Provence perchés sur des collines tellement à pic, qu'on dirait toujours que pour y parvenir il faudrait l'hippogriffe, ce beau cheval ailé que le bon archevêque Turpin met à la disposition de Roland, d'Astolphe et des paladins du grand Charles. L'enfance de Forbin s'était passée aux bastides de Marseille, toutes odorantes des pins qui bruissent comme la mer, des ifs si salés qu'on les dirait trempés aux eaux de la Méditerranée. Forbin débuta comme enseigne de

vaisseau dans les campagnes du comte d'Estrées, puis il suivit le chevalier de Chaumont à son ambassade de Siam; et avec cet esprit vif, entreprenant, qui distingue la race méridionale, il conquit la confiance du prince de Siam, et il devint son grand-amiral et gouverneur de Bangkok; il resta là deux ans, et dans les mémoires qu'il écrivit à sa bastide de Marseille, sous l'olivier et l'amandier des ancêtres, il ne dissimule pas que cette cage d'or aux extrémités du monde l'enluyait. Lui, toujours aventureux dans les rudes chocs d'escadres à escadres. Forbin, de retour en Europe, obtint le commandement d'une frégate, et devint le compagnon d'armes et de captivité de Jean Barten Angleterre; Louis XIV lui donna un vaisseau de haut-bord, puis le grade de chef d'escadre. Forbin était un officier valeureux dans le combat, mais il n'avait aucune de ces combinaisons qui constituent les grands amiraux des campagnes navales.

La vie de Jean-Bart est une légende offerte à tous ces braves matelots qui du peuple se sont élevés au premier grade de marine; comme toutes les légendes, elle s'est successivement ornée de tout ce que la glorieuse crédulité est venue déposer de hauts faits d'armes dans les fastes maritimes. Il faut à l'homme la croyance (et il n'y a qu'elle qui fasse les grandes choses), il lui faut quelques-unes de ces vies d'exception qu'il vienne adorer, parce qu'elles expriment un sentiment exalté de gloire, de pitié ou de grandeur; Jean Bart est le vrai saint du matelot; sa naissance sur le rivage de la mer, à côté des filets d'un pêcheur, cette intrépidité, sa rudesse même, cet esprit qui ne se ploie pas à la cour, ce prince qui le protège et l'élève, tout cela est la légende du matelot; c'est sa carrière, la fortune qu'il souhaite, la récompense qu'il attend. L'ours, comme on l'appelait à Versailles, avait été d'abord simple corsaire; son nom avait partout retenti, et quand Forbin, son ami, son compagnon de course, le conduisit à Versailles, le roi le nomma chef d'escadre avec cette grandeur et cette politesse de manières qui distinguaient Louis XIV. Bart n'était au reste qu'un intrépide corsaire, un marin de hardies entreprises, un manœuvrier de petites frégates et d'escadre peu nombreuse.

Le jeune Duguay-Trouin apparaissait à peine alors dans la marine: destiné d'abord à l'état ecclésiastique, il s'était livré à toutes les dissipations d'une jeune vie; mais à l'âge de quinze ans, la famille Duguay, ayant armé une frégate, le fils y fit sa première campagne comme volontaire. A cette

teau-Renaut n'aient pas été étudiées et appréciées sous le point de vue de la stratégie navale.

(1) Vie de Tourville. Paris, 1743.

(2) Je regrette que les campagnes maritimes de Châ-

époque de grandeur, de corporations et de classes, si la noblesse avait ses privilèges, le négociant, le bourgeois, tout, jusqu'à l'aggrégation d'ouvriers, avait les siens; il y avait à Dunkerque, à Saint-Malo, à Nantes, à Bordeaux, à Marseille, de riches maisons d'armateurs qui rivalisaient avec la marine royale (1); de simples commerçants armaient trois, six frégates pour courir sur l'ennemi; les fortunes étaient immenses; toutes les corporations se groupaient dans un sentiment de religion et de patriotisme. Duguay-Trouin n'était encore que capitaine de frégate; il avait dix-neuf ans; sa tête était belle, mais une indicible mélancolie se traînait sur son front; il n'avait que le péril pour le distraire, on remarquait qu'il était superstitieux, comme tous les esprits qui méditent trop sur eux-mêmes; Duguay-Trouin devait fournir une belle carrière.

La marine royale était à son apogée de puissance

(1) La note suivante sur les prises peut donner une idée de l'activité de la course marchande sur la côte de l'Océan. « Depuis la déclaration de la guerre, les ennemis de la France se vantaient d'avoir fait beaucoup de prises sur nous, mais ils ne les nomment point; au lieu que nos armateurs en font tous les jours, et un plus grand nombre qu'on ne le publie. L'un d'eux en a fait une sur les Anglais depuis peu de temps, et il l'a conduite à Saint-Malo; elle est estimée quinze à seize cent mille livres. Un autre armateur leur a pris un bâtiment qui était chargé de vins de Canarie. Le vaisseau nommé *le Ciment* s'est aussi rendu maître d'un bâtiment qui revenait de Lisbonne; il était chargé de sel. Le 20 du mois passé, quatre prises anglaises furent amenées à Saint-Malo, où la frégate, appelée *la Vierge de grâce*, en avait déjà amené une qu'on estimait quinze mille écus. Le 27, une autre prise fort considérable fut amenée dans le port de Brest par trois de nos armateurs: c'était un bâtiment anglais chargé de diverses marchandises, et entre autres d'un fort grand nombre de balles de soie; cette prise est estimée cent mille écus. Monsieur la chevalier d'Amblimont, après six semaines de course, rentra le 4 de ce mois au port de Dunkerque avec un navire maitié guerre, moitié marchand, de trente-deux pièces de canon, et une grande flûte, le tout pris sur les Hollandais. » (Gazette, 1692.)

(2) J'ai trouvé aux archives de la marine une note sur l'état de la flotte aux ordres du comte de Tourville.

Les vaisseaux qui composeront l'armée navale du roi, commandée par M. le comte de Tourville.

CORVETTES.	VAISSEaux.	CARAVES, ÉQUIP.
M. de Bélingois,	<i>le Fougueux,</i>	81 600
M. le chevalier d'Infreville,	<i>l'Arctique,</i>	70 400
M. le chevalier de Rhodes,	<i>le Fidèle,</i>	54 300

et de force militaire en ouvrant cette campagne; la France comptait des escadres nombreuses parfaitement équipées. La force de ses vaisseaux de haut bord variait de cinquante-deux à cent six canons; la construction en était un peu lourde, mais capable de résister à la tempête. Les plus beaux de ces vaisseaux étaient: *le Soleil royal*, *le Dauphin*, *le Victorieux*, *le Souverain*, *l'Orgueilleux*, *le Terrible*, *le Monarque*, *l'Intrepide*. Les équipages s'élevaient de trois cents à neuf cents hommes; ils étaient commandés par ces beaux noms retentissants dans les annales de mer, les capitaines d'Infreville, de Cœtlogon, de Champagny, de Villars, de Guiche, de Chavigny, de Sévigné, de la Galissonnière, Roche-Alart, de Septèmes, vieilles illustrations de la marine de France. Plus de soixante vaisseaux de haut bord devaient se réunir dans l'Océan pour seconder les armes du roi (2).

CORVETTES.	VAISSEaux.	CAR. ÉQUIP.
M. de Pallas,	<i>le Content,</i>	70 450
M. de Faussole,	<i>le Grand,</i>	80 600
M. du Chastell,	<i>le Triomphant,</i>	70 500
M. du Rivarol,	<i>l'Excellent,</i>	64 375
M. de Castelnau,	<i>le Neptune,</i>	50 300
M. le chevalier de Genlis,	<i>le Brave,</i>	60 375
M. le chevalier de Moutboud,	<i>l'Assuré,</i>	64 400
M. de Mérocourt,	<i>l'Espoir,</i>	70 400
M. de Pervant,	<i>le Bonheur,</i>	64 400
M. de Châteaufort-Dauphin-Renaud,	<i>le Royal,</i>	100 800
M. le chevalier de Bellefontaine,	<i>le Belliqueux,</i>	78 500
M. le chevalier de Boudrie,	<i>le Fin,</i>	80 500
M. de Colbert-Saint-Nicolas,	<i>le Conflant,</i>	64 400
M. le chevalier de Châteaufort-Renaud,	<i>le Vigilant,</i>	54 375
M. le chevalier d'Hervant,	<i>le Précieux,</i>	60 350
M. le chevalier de Canches,	<i>le Minion,</i>	64 380
M. le baron des Adrets,	<i>le Français,</i>	52 300
M. de Combes,	<i>l'Industrie,</i>	76 500
M. de Forest,	<i>le Saint-Philippe,</i>	84 500
M. de Belle-Ile,	<i>le Saint-Esprit,</i>	70 400
M. de la Roque-Percin,	<i>le Saint-Louis,</i>	60 380
M. le chevalier du Palais,	<i>le Téméraire,</i>	64 380
M. de Rouvray,	<i>le Bon,</i>	36 360

CORVETTES.	VAISSEaux.	CAR. ÉQUIP.
M. de Berguign,	<i>le Furieux,</i>	60 375
M. de Forbin-Bardanne,	<i>la Perle,</i>	56 350
M. de Moutboud,	<i>le Murde,</i>	54 375
M. de Cogolin,	<i>le Superbe,</i>	70 400
M. de Vilette,	<i>le Victorieux,</i>	96 800
M. de Vaudécourt,	<i>le Terrible,</i>	80 500
M. Duquesne-Monier,	<i>l'Arc-en-Ciel,</i>	54 350
M. le chevalier de la Rongère,	<i>le Fort,</i>	60 375
M. le chevalier des Adrets,	<i>l'Irrogant,</i>	60 375
M. de Pallières,	<i>l'Apollon,</i>	80 400
M. de Bismar,	<i>le Sévère,</i>	82 400
M. de Cœtlogon,	<i>le Magnifique,</i>	86 600
M. de Tourville,	<i>le Soleil Royal,</i>	100 900
M. de la Porte,	<i>le Conquerant,</i>	84 600
M. de Champagny,	<i>le Guillard,</i>	66 380
M. de l'Altaville,	<i>le Henri,</i>	66 400
M. le chevalier de Villars,	<i>le Saint-Michel,</i>	60 360
M. de Roucourt,	<i>l'Aquilon,</i>	56 350
M. d'Ivry,	<i>le Modeste,</i>	56 350
M. le chevalier de Guiche,	<i>le Sage,</i>	54 330
M. de Huguon,	<i>l'Amable,</i>	70 400

Le plan de campagne adopté par Louis XIV et le roi Jacques, dans l'entrevue de Fontainebleau, se partageait en deux idées bien distinctes : le conseil avait décidé qu'il serait fait un grand effort pour restaurer les Stuarts sur le trône d'Angleterre. Louis XIV n'en faisait pas seulement une question de dignité royale, de générosité politique, mais encore un point de diplomatie très-important : le rétablissement de Jacques II était la restauration de l'influence française en Angleterre; le prince d'Orange recevait un échec au sein même de sa nouvelle monarchie. C'était une immense diversion qu'une descente en Irlande et en Écosse à l'époque où Guillaume d'Orange, tout occupé de la guerre continentale, avait laissé le gouvernement à sa femme Marie, embarrassée déjà de ce grand fardeau. La correspondance secrète avec les mécontents d'Angleterre annonçait qu'un mouvement se préparait au profit de Jacques II; on annonçait que Parker Imi-même, l'un des commandans de la flotte, et qui conduirait l'escadre bleue, devait arborer en mer le pavillon des Stuarts. En conséquence, le roi ordonna qu'une armée de débarquement se formerait sous le maréchal de Bellefonds en Bretagne et en Normandie; les brigades d'Irlandais réfugiés devaient en faire partie. Cette armée, destinée pour l'Angleterre, serait convoyée et protégée par une flotte formidable sous le commandement de Tourville; elle choisirait un point de débarquement favorable, soit en Écosse, soit en Irlande (1). En même temps

le siège de Namur était résolu au nord; le roi devait s'y porter en personne par le même motif qui avait déterminé Jacques II à marcher à l'expédition d'Angleterre. Ainsi s'ouvrait une guerre de royaumes! Chacun allait se défendre à la pointe de l'épée. Quel sujet pouvait dès lors se dispenser des batailles, quand les souverains s'y portaient l'épée au poing?

Le maréchal de Lorges prenait, comme durant la dernière campagne, le commandement de l'armée d'Allemagne (2); les opérations ne devaient pas y être décisives cette année, car la guerre contre les Turcs, ménagée par M. de Châteauneuf, avait détourné une grande partie des forces germaniques; elles s'étaient portées sur le Danube et en Hongrie. Le maréchal de Lorges manœuvrant pour ainsi dire en observation, prêtait sa droite à Catinat qui devait se déployer cette année dans la Savoie et attaquer le Milanais, magnifique possession de l'Espagne. On laissait au duc de Noailles la conduite et la responsabilité de la campagne dans la Catalogne et le royaume de Valence; une escadre légère, détachée de Toulon, devait le seconder et se porter successivement sur toutes les côtes d'Espagne pour assiéger les villes et opérer un débarquement sur le point le plus facile de Barcelone à Malaga.

Ce plan de campagne largement conçu reçut sa première exécution sur les côtes de la Manche; l'armée française d'Angleterre s'y rassembla avec un ensemble remarquable. Les levées irlandaises formaient deux brigades, en tout onz mille hom-

COMMANDANS.	VAISSEAU.	CAN. ÉQUIP.
M. de Flacourt,	<i>le Magnifique,</i>	84 550
M. de Saint-Hermine,	<i>la Couronne,</i>	76 500
M. de Chevigny,	<i>le Ferme,</i>	64 400
M. de Levy,	<i>le Sans-Pareil,</i>	60 370

ESCADRE BLEUE.

COMMANDANS.	VAIS.	CAN. ÉQUIP.
M. la chevalier de Montgou,	<i>le Fleuron,</i>	60 360
M. de Foerville,	<i>l'Indien,</i>	54 330
M. de Sevigné,	<i>l'Entrepreneur,</i>	60 370
M. de la Galissonnière,	<i>la Sirène,</i>	60 400
M. de Langron,	<i>le Sauvagein,</i>	84 600
M. de Bédault,	<i>l'Invincible,</i>	70 430
M. de Roche-Martin,	<i>le Trident,</i>	54 330
M. le chevalier de Fougères,	<i>le Daumont,</i>	60 370
M. de Bignon,	<i>la Vierge,</i>	60 330
M. Jean Bart,	<i>l'Estrope,</i>	60 400
M. de Saint-Pierre,	<i>le Content,</i>	66 400
M. de Sebeville,	<i>la Florissant,</i>	75 500
M. d'Ampeville,	<i>l'Orgueilleux,</i>	98 800
M. de Septèmes,	<i>le Tonnant,</i>	81 500
M. le chevalier d'Ampeville,	<i>le Fernandols,</i>	60 375
M. le chevalier d'Ailly,	<i>l'Agrable,</i>	64 400
M. la Motte Gousselle,	<i>le Courageux,</i>	60 370
M. la Vierge,	<i>le Fendant,</i>	66 330
M. de Rois,	<i>le Loueur,</i>	64 350
M. des Franches,	<i>l'Éclairci,</i>	70 400
M. d'Aligre Solle,	<i>le Pompeux,</i>	76 500
M. de Neumond,	<i>le Numarque,</i>	92 500

T. I.

COMMANDANS.	VAISSEAU.	CAN. ÉQUIP.
M. le chevalier des Angers,	<i>le Meure,</i>	60 380
M. de Marchant,	<i>le Pacifique,</i>	66 400
M. d'Aublement,	<i>l'Intéressé,</i>	80 450
M. le chevalier de Château-Morant,	<i>le Glorieux,</i>	68 400

(1) Voyez Mémoires de Jacques II, ad ann. 1692.

(2) Voici la composition de l'armée du maréchal de Lorges, telle qu'elle est réglée dans les états : — Les maréchaux de camp de M. le maréchal de Lorges seront : MM. le chevalier de Grignan, de Busca, de Crillon, de Vins, de la Hoquette, de Feuquières.

Il y aura trois camps volans.

M. de Chamilly en commandera un à Strasbourg, dont il est gouverneur; M. de Montclar, un en Alsace, dont il est lieutenant général; M. de Catinat, un dans son gouvernement de Luxembourg; M. de Bissy, un en Lorraine, dont il est lieutenant du roi; M. de Montal, un à Mont-Royal, dont il est gouverneur; M. de Sourdis, un à Bonn; M. de Renty, un en Franche-Comté, dont il est lieutenant du roi; M. le marquis d'Uxelles, un à Mayence; et M. de Choisy, très-habile ingénieur, servira dans cette ville-là. M. de Laré, maréchal de camp, commandera les troupes du Dauphiné. (Note des Archives de la guerre, ann. 1691.)

32

mes; quelques régimens d'infanterie, un régiment de dragons, une belle artillerie s'étaient réunis depuis Caen jusqu'à la Hogue; trois cents bâtimens de transport aux larges flancs devaient jeter l'armée d'invasion, plus nombreuse que cette troupe de braves Normands qui, au temps de la féodalité héroïque, domptèrent la race Saxonne. Comme tout devait dépendre de la marine, Tourville eut mission de préparer la flotte à Brest; le comte d'Estrées dut appareiller de Toulon pour rejoindre les forces de Tourville; il fut assailli par une tempête et ne put entrer que tardivement dans l'Océan. Tourville, sur les ordres exprès de Louis XIV, devait attaquer l'ennemi, entreprise périlleuse, car les flottes anglaise et hollandaise avaient fait leur jonction; réunies, elles s'élevaient à quatre-vingt-un vaisseaux de haut bord (1).

Cet ordre exprès et hâtif du roi Louis XIV, qui se trouve conservé en original (2), s'expliquait; tout dépendait d'abord de la promptitude de l'expédition; il ne fallait pas laisser aux Anglais le temps de se reconnaître; on croyait aussi à la défection de l'escadre bleue d'Angleterre; et puis si Tourville agissait avec énergie, il pouvait empêcher la jonction des escadres anglaise et hollandaise, les battre enfin séparément. Ce plan échoua par l'activité de l'amiral Russel; les flottes anglaise et hollandaise englobèrent dans la Manche à pleines voiles. D'après les ordres du roi, Tourville sortit de Brest et se porta vers l'ennemi; il eût été plus prudent d'aller au-devant du comte d'Estrées, puis le ralliant, on pouvait revenir en masse pour attaquer les Anglais et les Hollandais réunis. Tourville n'avait que quarante-quatre vaisseaux actifs, en y joignant la petite escadre du marquis de Villette qui l'avait rejoint en mer; pouvait-il affronter les deux flottes anglo-hollandaises?

(1) L'esprit français se montrait encore en toute chose. On échantillonnait le bon et le mauvais temps sur l'expédition d'Angleterre.

Complainte sur le mauvais temps et le vent qu'il faisait au mois de mai 1692, lorsque Jacques II, roi d'Angleterre, attendait sur les côtes de Normandie un vent et un temps propre pour descendre en Angleterre.

Qu'est devenu le printemps?
Où sont les zéphirs et Flore?
L'affreux hiver règne encore;
Et j'entends gronder les vents;
Quel astre vient après Pâques
Troubler la belle saison?
C'est l'étoile du roi Jacques
Et celle de Bellefleur.

C'est à travers une brume épaisse que le comte de Tourville se déploya majestueusement en vue de la flotte formidable sous les pavillons anglais et hollandais. Ce fut chose admirable que ce petit nombre de vaisseaux de haut-bord en face d'une flotte double en nombre et qui se partageait en trois divisions; la première tout anglaise, sous les ordres de Russel, la seconde hollandaise, sous le contre-amiral Alemonde; la troisième enfin anglaise encore, sous le comte Ashby. Parker avait été soupçonné de trahison et ne commandait plus l'avant-garde. Tourville tint conseil des capitaines en montrant à tous, ses ordres précis pour attaquer; les capitaines répondirent qu'ils étaient prêts à les exécuter: vieux et jeunes s'em brassèrent comme des frères d'armes et de braves officiers. Tourville se plaça au corps de bataille sur le *Soleil-Royal*, majestueux navire que nous reproduisons encore les belles gravures contemporaines de la bataille de la Hogue. Le marquis d'Infréville, hardi marin, prit l'avant-garde; M. de Gabaret conduisait l'arrière-garde, la réserve prête à se porter sur le point de la ligne menacé. Le plan d'attaque de Tourville consistait à lancer son avant-garde entre les escadres ennemies, vent arrière pour les couper; lui formant le corps de bataille avec son formidable *Soleil-Royal*, devait supporter pendant cette attaque le choc de toute la flotte alliée. Ce fut une terrible mêlée; quel beau et triste fait d'armes pour la marine de France! Chaque vaisseau au pavillon blanc en avait deux comme suspendus à ses larges flancs; le *Soleil-Royal* lutta contre six vaisseaux de haut-bord. J'ai contemplé souvent cette bataille de la Hogue, telle que les gravures anglaises nous la reproduisent, ces vaisseaux qui se heurtent, ces montagnes de bois aux beaux écussons de fleurs de lis ou aux armes d'Angleterre, ces palais en feu avec leurs balcons

Chanson sur ce que le temps devint calme, et par conséquent favorisait davantage l'embarquement du roi d'Angleterre, Jacques II.

Enfin l'orage et les vents,
Qui nous déclaraient la guerre,
Tournent contre l'Angleterre,
Et menacent les Flamands;
Malgré les frimas de Pâques
Nos champs sont tous réjoins,
Et l'étoile du roi Jacques
Cède à celle de Louis.

(2) Il est à déplorer que les archives de la marine, pleines de documents curieux, ne soient point mises en ordre. Jacques II, le vaillant et brave duc d'York, ce marin expérimenté, blâme toutes les mesures prises pour le combat de la Hogue.

dorés et leurs poulaines peintes de mille couleurs, ces petites barques d'abordage toutes remplies de matelots bruns et fortement membrés commandés par des officiers à la figure calme et héroïque, (1) ces brûlots qui s'avancent tout de flammes et qui donnent au ciel une teinte rougeâtre, cette épouvantable vérité d'un glorieux combat de mer vous jette dans une admiration rêveuse sur ce triple courage du marin qui lutte tout à la fois contre le vent, l'eau et la balle meurtrière. Tourville se retira libre du combat ; le clair de lune avait favorisé un grand choc de nuit jusqu'à dix heures du soir. Les pertes se firent sur les côtes mêmes de Normandie, où lord Russel parut bientôt à toutes voiles pour incendier les navires qui avaient échappé à la bataille de la Hogue.

Ici je laisserai parler l'intendant même de Normandie, Foucault, qui, provoqué par M. de Pontchartrain pour lui rendre compte des suites de la bataille et des causes secrètes de ce sinistre événement, s'exprima avec toute sincérité sur les fautes commises (2) : « M. de Tourville, dit-il, arriva à la Hogue avec douze vaisseaux, le dernier de mai au matin. Il mouilla le soir dans la rade, à la portée du canon de terre, le fond du bassin de la Hogue étant bon pour l'ancre. Mais M. de Sepville, neveu de M. le maréchal de Bellefonds qui montoit le *Terrible*, pour avoir voulu ranger de trop près l'île de Tatihou, s'échoua sur une pointe de roche qui parolt de basse mer; et comme nos vaisseaux pouvoient approcher plus près de terre, le sieur de Combes, qui a dressé les plans pour faire

un port à la Hogue, sut leur marquer le mouillage, et sur les neuf heures du matin du premier juin, les douze vaisseaux vinrent chacun prendre leur place, les ennemis demeurant toujours mouillés à deux portées de canon du plus avancé en mer de nos vaisseaux. M. de Tourville, accompagné de M. d'Infreville et de Villette, vint trouver le roi d'Angleterre à la Hogue, pour prendre l'ordre de ce qu'ils avoient à faire. Ils proposèrent tous trois d'attendre les ennemis et de se défendre. M. Villette dit, dans son avis, que si le vaisseau qu'il commandoit étoit marchand ou corsaire, il le feroit échouer, mais que s'agissant des vaisseaux du roi, il croyoit la gloire de Sa Majesté intéressée à les défendre jusqu'à l'extrémité. Le roi d'Angleterre et le maréchal de Bellefonds furent sans balancer de ce sentiment, et il fut résolu que nos vaisseaux demeureroient mouillés et attendroient les ennemis. M. de Tessé, lieutenant général, Gassion et de Sepville, maréchaux de camp, milord Melford, M. de Bonrepos et Foucault furent présents à cette délibération; et M. de Tourville, d'Infreville et de Villette retournèrent chacun à leur bord pour donner ordre à tout. M. Foucault y fut avec eux et eutra dans le vaisseau de M. de Villette pour savoir si lui ou les autres capitaines avoient besoin de quelque chose. On lui demanda de la poudre, la plupart des vaisseaux n'en ayant pas suffisamment; celle qu'ils avoient eue à Brest étoit trop faible, et ne pouvoit pas le boulet la moitié si loin que la poudre des ennemis. Au surplus, le vaisseau de M. de Villette étoit en fort bon état, et on

(1) On fit grand nombre de couplets sur la triste déroute de la Hogue; on plaisanta sur cet épouvantable désastre; tels sont les partis, exploitant même les douleurs publiques.

Épigramme sur la bataille navale que Anne-Hilarion de Cotentin, comte de Tourville, vice-amiral de France, perdit dans la Manche d'Angleterre, le 29 mai 1702.

Ma loi, vous êtes un peu trop vif,
Écrit le comte de Tourville
A ce ministre déceuf
Qui n'a jamais vu que la ville;
De la mer laissez là le soin
Et gouvernez le port ou foin.

A quoi servent dans un royaume
Les ministres ? dit-il Guillaume;
Voyez, le grand roi des Français.
Fier de la nouvelle disgrâce

Qui vient d'arrêter nos exploits,
Nous feroissex voir qu'il s'en passe.

Si tu n'es pu, quoique vainqueur,
Rétablir Jacques en sa place,
Pour un effet de ton bonheur
Compte, grand roi, cette disgrâce,
C'est un profit tout clair d'épargner ce transport,
Il ne vaut pas le port.

Chanson au roi Louis XIV, après la perte du combat naval.

Grand roi, par ce revers sinistre
Tu vois qu'il te faut un ministre;
A Saint-Cyr laisse maintenant,
Mets Pelletier à la cuisine;
Que Barbezieux reste à Mendon,
Et prends quelqu'un pour le marine.

(2) Relation de ce qui s'est passé à la Hogue au brûlement de nos vaisseaux, les 1^{er} et 2 juin 1702. (Registre de l'intendant Foucault.)

assura M. Foucault qu'aux ancrs près, les autres étoient de même. On envoya très-diligemment chercher toute la poudre qui étoit dans les magasins de Valognes et de Carcutan, mais elle ne servit de rien, car la résolution qui avoit été prise le matin de se défendre à l'ancre, fut changée le soir par M. le maréchal de Bellefonds en celle de faire échouer les vaisseaux. Elle ne fut néanmoins exécutée que le lendemain 2 juin, à la pointe du jour, avec beaucoup de précipitation, de désordre et d'épouvante. Les matelots ne songeoient plus qu'à quitter les vaisseaux et à en tirer tout ce qu'ils purent; ils s'en occupèrent depuis la nuit du dimanche 1^{er} juin jusqu'au lendemain sept heures du soir. Pendant tout ce temps, les ennemis n'avoient fait que rôder autour de nos vaisseaux sans en approcher à la portée du canon, pendant qu'ils les avoient vus à flot. Dès qu'ils furent échoués, ils envoyèrent des chaloupes sonder et reconnoître l'état où ils étoient. Voyant qu'ils n'avoient pris aucune précaution pour en défendre l'approche, ils firent avancer avec la marée une chaloupe qui vint mettre le feu au vaisseau de M. de Sepville (1), le plus avancé en mer et entièrement sur la côte. D'autres chaloupes suivirent cette première avec un brûlot, et vinrent brûler les cinq autres vaisseaux qui étoient échoués sous l'île de Tatihou. On tira à la vérité plusieurs coups de canon du fort sur ces chaloupes; mais ce fut sans effet, de même que les coups de mousquet que nos soldats tirèrent du rivage, et les ennemis ramènèrent leur brûlot, n'ayant pas été obligés de s'en servir. Tout cela se passa à la vue du roi d'Angleterre et de M. le maréchal de Bellefonds, qui étoient à Saint-Vaast, près la Hogue, où ils restèrent fort long-temps à considérer ce triste spectacle. Le lendemain à huit heures du matin, les ennemis revinrent avec la marée, du côté de la Hogue où étoient les six autres vaisseaux échoués sous le canon du fort. Plusieurs de leurs chaloupes abordèrent ces vaisseaux, et les brûlèrent avec la même facilité qu'ils avoient trouvée la veille pour incendier les six premiers, nonobstant le canon du fort et celui d'une batterie que M. le chevalier de Gassion avoit fait dresser à barquette, qui seule produisit de l'effet, ayant écarté quelques chaloupes dont elle tua plusieurs hommes. Lorsque les ennemis eurent mis le feu à ces six vaisseaux, ils eurent l'audace d'avancer dans une espèce de havre, où il y avoit vingt bâtimens

marchands, deux frégates légères, un yacht et un grand nombre de chaloupes, tous échoués près de terre, et brûlèrent huit vaisseaux marchands; ensuite ils entrèrent dans plusieurs bâtimens, qu'ils eurent la liberté et le loisir d'appareiller et d'emmener avec eux, en criant : *God save the King* ! Sans la mer qui se retiroit, ils auroient brûlé ou enlevé le reste. La première expédition ne leur avoit pas coûté un homme; il y en eut peu de tués ou blessés dans celle-ci, quoique les mousquetaires ennemis se fussent approchés si près du rivage, bordé de leurs chaloupes, que le cheval du bailli de Montebourg, qui étoit près du roi Jacques, eut la jambe cassée d'un coup de mousquet tiré des chaloupes anglaises. Elles s'étoient fait suivre par deux brûlots qui, pour s'être trop avancés, échouèrent sur des pêcheries, et les ennemis y mirent le feu en se retirant. Il n'y a pas lieu de s'étonner que cette seconde entreprise ait si heureusement réussi pour eux. Après les premiers vaisseaux brûlés, il étoit trop tard pour prendre des précautions afin de sauver les autres, la mer ayant été basse pendant la nuit qui fut l'intervalle laissé entre les deux actions; par conséquent, il n'auroit pas été possible de se servir de nos frégates et de nos chaloupes, qui étoient échouées. Mais voici la grande faute que l'on a faite, et qui a causé tout le mal : c'est de n'avoir pas pris, dès le 31 mai au soir que nos vaisseaux arrivèrent, la résolution de les faire échouer; car dès ce moment on auroit commencé par faire jeter les canons dans la mer, et retirer tous les meubles et ustensiles, ce qui auroit sauvé les canons et allégé tous les vaisseaux. Ils se seroient échoués plus proche de terre, et auroient été mieux couverts et défendus par les batteries des forts et de notre mousqueterie. L'on auroit fait ensuite des estacades avec des vaisseaux marchands enlèvés à fond, avec des radeaux, des mâts, vergues et chalnes de vaisseaux, qui auroient empêché les brûlots d'approcher. Il y avoit deux cents chaloupes que l'on avoit fait venir de tous côtés pour l'embarquement de l'armée destinée pour l'Angleterre, sans compter les chaloupes de nos vaisseaux; elles pouvoient être armées, et il étoit aisé de les faire soutenir par les deux frégates légères et yachts qui vont à rame et à voile, et ont du canon. On pouvoit encore jeter des grenadiers et des mousquetaires dans les vaisseaux échoués, qui, à la réserve de celui de M. de Sepville, ont toujours été droits sur leurs quilles. Ces défenses, jointes à celle du canon et de la mousqueterie de terre, étoient suffisantes pour écarter les brûlots des

(1) Relation de ce qui s'est passé à la Hogue au brûlement de nos vaisseaux, les 1^{er} et 2 juin 1702. (Registre de l'intendant Foucault.)

ennemis ; et ils auroient été réduits à prendre le parti de canonner nos vaisseaux de loin , et par conséquent avec peu d'effet. On pourra dire que les Anglois et les Hollandais ne nous auroient pas laissé le temps de prendre tant de précautions , et qu'ils auroient venus brûler nos vaisseaux dès qu'ils les auroient vus échoués ; mais ils n'auroient osé l'entreprendre , s'ils avoient été remorqués tout-à-fait sous le canon de nos forts , si la mer s'étoit montrée à leurs yeux couverte de chaloupes , soutenues par nos frégates , car il ne falloit que les mettre à flot , et y faire entrer des matelots et des soldats , et les ennemis nous auroient laissé assez de temps pour faire l'estacade. Quoi qu'il en soit , il falloit au moins donner ordre de faire toutes ces choses , ou les mouvemens nécessaires pour les exécuter ; mais M. le maréchal de Bellefonds est resté dans une inaction qui a découragé tout le monde. Le désordre et la confusion se sont mis parmi les équipages des vaisseaux , les matelots et les soldats n'ayant plus songé qu'à piller et à se sauver , jusqu'à ce qu'ils aient vu les ennemis approcher. La consternation a même passé aux troupes de terre , qui n'ont donné dans les deux actions aucune marque de courage ; on a vu des soldats sortir avec les officiers d'une barque marchande où on les avait mis , du plus loin qu'ils ont aperçu une chaloupe des ennemis. Le roi d'Angleterre a été spectateur de la seconde action avec la même tranquillité d'esprit et sérénité de visage qu'il a fait paraître pendant la première ; il n'a jamais été d'avis de faire échouer les vaisseaux (1). »

Le rapport de l'intendant Fonceault indique les moindres circonstances de l'affaire de la Hogue , et les causes secrètes de ce grand désastre ; les Intendants étoient dans les provinces des espèces d'officiers de police , chargés de recueillir toutes les particularités intimes d'un événement. C'étoit moins la valeur française qui avait failli que le bon ordre dans les mesures prises pour assurer la retraite ; l'esprit de la nation s'étoit montré une fois encore ; ardent , impétueux dans l'attaque , il avait été découragé et bruyant dans la retraite ; c'étoit une espèce de *saute qui peut* parmi les

marins. A qui étoit la faute ? A personne et à tous ; dans ces sortes de désastres , il y a un entraînement qui pousse tout le monde ; la fatalité s'attache à toutes les résolutions. En France l'officier , le soldat , n'ont pas cette froide réflexion qu'exige une retraite ; on dirait qu'on y est tellement accoutumé à la victoire , qu'on ne peut supporter la tristesse de fuir l'ennemi. Jacques II seul conserva du sang-froid.

Le désastre de la Hogue n'étoit pas seulement fatal à la marine française ; il ne permettait plus le vaste plan de campagne adopté par Louis XIV dans tous ses développemens. Un des moyens décisifs arrêtés au conseil de Versailles étoit le débarquement d'une armée en Angleterre , et la possibilité d'y opérer une restauration. Devait-on y songer alors ? il falloit même se défendre sur les côtes de Normandie. La flotte coalisée comptait plus de 60 grands vaisseaux de ligne disponibles ; elle pouvait faire une démonstration soit en Bretagne , soit même en Guyenne. L'armée d'expédition d'Angleterre , sous le maréchal de Bellefonds , dut se placer en observation , de Brest à Saint-Malo , en remontant jusqu'à Amiens , et donner la main à l'expédition de Flandre.

Louis XIV avait senti qu'il falloit un coup de hardiesse pour couvrir le désastre de la Hogue ; il ordonna le siège de Namur. Quoique bien fatigué cette année , il se porta de sa personne à l'armée du nord ; il voulut prendre Namur , comme l'année précédente il avait pris Mons. Ce fut une marche royale ; les concerts , les danses suivirent le roi ; on tint cour plénière sur la route comme à Versailles même. L'armée , sous le maréchal de Luxembourg , étoit brillante ; il y avait plus de 100,000 hommes effectifs , sans y comprendre les chevaux-légers , les gendarmes et les gardes-du-corps du roi. Le siège de Namur fut une affaire d'apparat et de royale conquête. Le maréchal de Luxembourg fut seul chargé des opérations militaires importantes ; le roi assista au siège , mais ne le fit pas. Tous les princes du sang et les légitimés s'y couvrirent de gloire ; le petit comte de Toulouse y fut légèrement blessé. Le duc de Chartres (2) , tout nouvel époux de M^{lle} de Blois , s'y battit plus fort que tous

Je chéris les frimas , et j'aime les glaçons ;
Tu ramènes mon prince , et ta rigueur extrême ,
Pour nous le redonner , le dérobes à soi-même.
Plein d'un nouvel éclat il paraît à nos yeux ,
Et c'est toi dont nous vient un bien si précieux.
L'agréable printemps n'a plus pour moi de charmes ;
Ses beaux jours à mon cœur ont trop coûté de larmes !

(1) Récit de l'intendant Fonceault ; il faut le comparer avec les Mémoires de Jacques II ; le brave amiral se plaint des mauvaises dispositions de la marine de France.

(2) J'ai trouvé beaucoup de vers sur le courage de M. le duc de Chartres ; le *Mercur* en donne un sonnet.

Sur le retour de M. le duc de Chartres.

Hiver , tu me tiens lieu de toutes les saisons ,

les autres; la maison du roi fit des prodiges, et Namur se rendit après sept jours de tranchée ouverte.

Il n'y eut pas assez d'odes et de poésies louanges pour cette prise de Namur; le *Mercur* *Gaillant* est tout rempli de sonnets et de madrigaux en l'honneur de Louis XIV. Il fallait couvrir le malheur de la Hogue, exalter la présence du roi sous les tentes. Boileau reprit ses chants, qu'il avait délaissés pour les pieuses observations de Port-Royal. Il célébra en vers rocamilleux (1) la prise de Namur, et le roi devant qui les hautes murailles s'abaissaient. Bien des poètes comparèrent Namur à une jeune fille qui n'avait pu résister aux feux et à la beauté du soleil, comparaison qu'on eût expliquée aux temps des tendres amours du roi pour M^{lle} de la Vallière; mais à cette époque de vieillesse souffrante et avancée, ce parallèle de Namur et d'une jeune vierge qui écoutait les vœux de Louis XIV, était plus qu'une flatterie de poète (2).

Que faisait Guillaume III tandis que Louis XIV assiégeait Namur? déployait-il les ressources militaires des alliés? Ce prince avait réuni une armée

anglo-hollandaise et allemande, et, de concert avec l'électeur de Bavière, il se tenait en face de Namur, tantôt sur le flanc de l'armée d'invasion, tantôt à quelques lieues devant elle: les coalisés étaient surveillés et suivis par cinquante mille hommes détachés du siège, et sous les ordres du maréchal de Luxembourg. Comme la masse des Français était d'un tiers plus forte que l'armée coalisée, Guillaume III n'osa point attaquer le maréchal pendant le siège; il savait toute la valeur française; il comptait bien sur les Anglais et les Allemands, mais les Hollandais, mauvais soldats, pouvaient-ils se hasarder contre l'élite de la noblesse de France? Les tentes des coalisés étaient sévères; il s'y trouvait beaucoup d'officiers français, calvinistes et exilés par suite de la révocation de l'édit de Nantes; l'esprit puritain était dans ces troupes; elles faisaient contraste avec le luxe et la brillante tenue des armées royales de France. Les hésitations de Guillaume en présence des tentes françaises et du siège de Namur donnaient lieu à mille plaisanteries (3), à des jeux de mots, à de mordantes épigrammes. « Comment! ce grand

(1) Boileau est devenu tout-à-fait l'écrivain politique et royaliste; c'est une puissance; et on l'attaque de toute part avec une grande vivacité. J'ai recueilli quelques épigrammes.

Boileau, tu veux, dis-tu, suivre à grands pas la trace
De Pindare, qui, plein d'audace,
Sait quelquefois sortir de la raison,
Pour y rentrer même avec plus d'abandon.
Mais tu sais-assez mal ses pas
Dans tes emportemens bizarres;
Car si loin du bon sens, comme lui tu t'égaras,
Comme lui tu n'y rentres pas.

Horace a dit à la postérité
Que Pindare jamais ne peut être imité.
N'en doute point, Boileau, la voix publique
Fait le procès à l'ode pindarique;
Laisse les vers, ta muse est au tombeau,
Mais la préface est une belle chose;
On y retrouve encore le grand Boileau,
Il soit injurier en prose.

(2) Il serait impossible de recueillir tout ce qui fut écrit en vers et en prose sur la prise de Namur; j'ai choisi les pièces les plus saillantes; comme ces chants se récitaient dans l'armée et à la cour, ils font connaître l'esprit moqueur de notre pays; on faisait alors la guerre en épigrammes comme on la faisait dans les batailles. Guillaume d'Orange surtout est en butte à ces traits de la satire;

Guillaume fait des actions
D'une gloire immortelle,

Lorsqu'il nous a vu prendre Mons;
Il a gardé Bruxelles;
Il vient nous voir prendre Namur
Pour défendre Liège,
Sa présence est un moyen sûr
Pour terminer un siège.
Flamands, Hollandais vous voyez
Jusqu'où va son courage:
Pour le bien de ses alliés,
Il met tout en usage;
Car voyant Namur aux abois
Pour contenter Bavière,
N'a-t-il pas fait sembler deux fois
De passer la rivière?
Mais bien que Namur soit pris,
Rassurez vos esprits:
Je ferai pour garder Bruxelles
Ce que j'ai fait pour garder Mons;
De cela je vous en répons;
Mais d'un combat, non, non.

(3) Le soldat français était impitoyable pour le prince d'Orange; il chantait:

Monsieur le prince de Nassau
A prison vol un peu trop hant;
De cet teur,
De ce barbare
La cire fond;
Nostradamus répond
Que dans peu Bellefond
Lui creuse un abîme profond.

prince d'Orange fuira donc toujours? Les Français ne pourront jamais le voir en face? Nassau n'avait pu regarder fixement le soleil (1). »

Les coalisés souffraient avec impatience le triomphe de Louis XIV; Guillaume voulut faire un coup d'éclat; il surprit les avant postes français à Steinkerk. Ce fut une bataille improvisée pour le maréchal de Luxembourg qui ne s'y attendait pas; on se chargea avec un indécible acharnement. Le prince de Conti, le duc de Chartres firent merveille encore; les alliés perdirent le terrain; Guillaume opéra sa retraite avec une perte de plus de sept mille hommes. Steinkerk fut une bataille sans stratégie, une de ces mêlées où le courage individuel se manifeste avec éclat, et alors la valeur des gentilshommes put s'y déployer. Il y eut des prodiges hautement célébrés par les poètes avec le bel éloge du maréchal de Luxembourg.

L'armée française d'Allemagne était placée sous le commandement du maréchal de Lorges; elle manœuvrait dans les environs de Philipsbourg, ayant en face le marquis de Brandebourg, le landgrave de Hesse et le duc de Wurtemberg. L'armée du maréchal de Lorges n'était pas assez nombreuse pour tenter un grand en avant sur le territoire germanique; elle avait remporté quelques avantages au combat de Bienheim. Le duc de Wurtemberg y fut fait prisonnier par les Français dans une rencontre

de cavalerie. Ces avantages n'étaient pas tellement décisifs qu'on pût tenter une campagne en règle contre les Impériaux. Alors une fraction de cette armée impériale et les Savoyards faisaient une irruption soudaine dans le Dauphiné, sous la conduite du prince Eugène. Victor-Amédée s'était hautement déclaré pour la coalition; l'armée anstro-sarde entra en ligne précédée des huguenots et des Vandois révoltés. Le maréchal de Lorges fut obligé de détacher six régiments d'infanterie et deux régiments de dragons pour augmenter l'armée française sur les Alpes. Catinat avait poussé ses avant-postes jusque dans le Piémont; Montmélan avait capitulé (2); la Savoie était en son pouvoir lorsque le prince Eugène, à la tête des Impériaux, entreprit sa campagne des Alpes. L'ennemi pénétra dans le Dauphiné, et marcha de montagnes en montagnes jusqu'à Gap, Embrun, Sisteron, sur les confins mêmes de la Provence. Là fut le terme de l'invasion, qui passa comme un torrent dévastateur au milieu de ces villes et de ces campagnes sur la cime des Alpes. Le corps détaché du maréchal de Lorges s'avancant sur Grenoble par Lyon, et une levée en masse de paysans contre l'ennemi forcèrent le prince Eugène, malade de la petite-vérole, à reprendre la ligne de la Savoie. A côté de ce mouvement, l'armée du midi, sous le duc de Noailles, manœuvrait avec succès dans la Cata-

(1) Les caricatures ne manquaient pas contre la coalition; j'en ai trouvé une sous ce titre: *les Pilules des Français*.

L'ESPAGNOL.

Grâce à leur vertu purgative,
Depuis que j'en ai pris j'ai tout lâché sous moi;
Monsieur, Namur... ouf! je crains que quelque autre me suive,
Je n'en puis plus, je vais rendre encore Charleroi.

LES LIGÉROIS.

Ces pilules causent un flux
Qui d'abord épuise une bourse;
Après ce que j'en sais quoique gueux, sans ressources,
M'en donnent-on gratis, je n'en avale plus.

Cette caricature fut faite en 1692, à l'occasion du bombardement de Charleroi, dans le mois d'octobre. (2) J'ai recueilli tout ce qui fut publié sur ces campagnes. Voici le titre des ouvrages:

« Journal de la campagne du Piémont en 1691, sous le commandement de M. de Catinat, et du siège de Montmélan en 1691 »; par Jacques Moreau, sieur de Brassy, capitaine d'infanterie dans le régiment de la Sarre. Paris, Langlois, ann. 1692, in-12.

« Les victoires du roi en Savoie, par l'armée com-

mandée par M. de Catinat, contenant le siège et la prise de Villefranche, du château de Montmélan, de la ville de Nice, etc, ann. 1691, in-4°.

« Mémoire des offres faites de la part du roi au duc de Savoie, pour le rétablissement de la paix en Italie. »

« Relation du combat de Leuze, près Tournay, entre l'armée commandée par le maréchal de Luxembourg et celle des alliés, commandée par le prince de Woldceek, le 18 septembre 1691, in-4°.

« Lettre du maréchal François-Henri de Montmorency, duc de Luxembourg, au roi, sur ce qui s'est passé au combat de Steinkerk. » Paris, ann. 1692, in-4°.

« Relation du combat de Steinkerk. » Paris, Michollet, ann. 1692, in-12.

« Journal du siège de Namur. » Paris, ann. 1692, in-4°. — Suite de ce Journal, avec la prise du château. Paris, ann. 1692, in-4°.

« Relation du siège de Namur par les Français » Paris, 1692, in-fol., avec figure.

« Siège de Namur, avec un journal des mouvements faits pendant le siège, par l'armée du roi et celle des alliés. » Paris, Guérault, ann. 1692, in-12.

« Recueil de pièces, touchant le siège de Namur, in-4° »

logne; cette armée était comparativement très-faible, tant on l'avait dégarnie pour seconder les opérations du Dauphiné et l'expédition d'Italie. Cependant le duc de Noailles assiégea Rose, Gironne, très-fortes cités, tandis que l'armée navale du comte d'Estrées bombardait Barcelone et Alicante. La tactique de Louis XIV était de forcer le roi d'Espagne à se séparer de la coalition, en faisant à ses sujets le plus de dommages possibles (1).

En résumant les opérations belliqueuses de cette année, on pouvait dire que la malheureuse bataille de la Hogue avait frappé au cœur la marine de France; c'était une perte irréparable que ces grands vaisseaux dispersés et brûlés sur le rivage; l'expédition d'Angleterre était ainsi manquée (2). Au nord, la prise de Namur et le combat de Steinkerke avaient donné une bonne ligne à l'armée française. Sur le Rhin, le maréchal de Lorges n'avait tenté aucune opération décisive; l'invasion des Allemands et des Savoyards dans le Dauphiné n'était qu'une dévastation. Enfin, l'armée de Catalogne faisait plutôt une petite guerre de forteresse qu'elle n'accomplissait avec fermeté un de ces plans de campagne qui en finissent par un coup d'éclat; de part et d'autre, aucun résultat décisif n'était obtenu; on avait essayé ses forces!

CHAPITRE XL.

PÉNURIE DE LA FRANCE. — TENTATIVES POUR LA PAIX.

Situation du royaume. — Disette de grains. — Misère publique. — Esprit d'opposition. — Effervescence du peuple. — Cris contre les ministres. — Vers contre le roi. — Le parlement. — Monsieur, duc d'Orléans. — Conti. — Catinat. — Tentatives de négociations. — Offres de médiations. — La Suède. — Le Pape. — Le Danemark. — Mission secrète en Hollande. — Projets de Louis XIV.

1693.

La campagne qui venait de s'ouvrir avait eu des succès variés; on avait exalté ses résultats militai-

res; l'éloge avait été épuisé pour célébrer la grandeur des victoires et le courage personnel du monarque; c'était là le brillant d'un règne vu dans son jour le plus haut et le plus noble; mais le fond du pays souffrait profondément de cette guerre sanglante et continue; les récoltes de l'année avaient été mauvaises, le blé manquait dans plusieurs provinces, et les intendans avaient reçu l'ordre de diriger de fortes masses de grains et de fourrages vers la frontière pour garnir les magasins des armées. Le système administratif de la monarchie n'admettait point encore cette entière liberté du commerce des grains, heureuse innovation des époques modernes; l'esprit provincial jetait des barrières sur chaque limite. Il y avait un égoïsme de localité qui ne permettait pas ces secours mutuels, ces communs échanges d'une province à l'autre qui constituent la même nationalité.

La misère était profonde dans la campagne surtout; les rapports des intendans étaient sur ce point unanimes (3); des villages entiers fuyaient leurs toits de chaume et allaient chercher un abri dans les villes. Sur plusieurs points la terre était desséchée et inculte; on rencontrait sur les grandes routes des troupes de pauvres laborieux portant leur misérable mobilier sur le dos; ils traitaient leurs petits enfans à la main, couverts des haillons de la misère. Leur physionomie avait ces traits caractéristiques des serfs et des truands du moyen âge, ces instincts bas et avilis de la brutalité et de la servitude, comme le reproduisent encore les dessins de Callot ou de Rembrandt. Ces troupes de vagabonds parcouraient la campagne, comme les vieux Bohèmes des chroniques; ils s'alreuvaient de l'eau du ciel, dévoraient les racines et l'herbe des champs (4); quelques-uns cherchaient dans le pillage des ressources que la terre semblait refuser dans cette année stérile. Divers rapports d'intendans, spécialement de ceux de la Normandie et de la Bretagne, signalèrent la possibilité et la juste crainte d'une révolte de paysans, renouvelée des jaqueries du quatorzième siècle; ces mouvemens auraient été d'autant plus graves, que les Anglais et les Hollandais surveillaient les côtes, et qu'ils auraient pu ainsi profiter du mécontentement du peuple pour tenter une invasion dans les provinces voisines de

(1) Les campagnes du maréchal de Noailles ont été fort détaillées dans les Mémoires, que l'abbé Millot a rédigés, édit. de 1777.

(2) Jacques II, dans ses Mémoires, énumère longuement les causes qui firent échouer l'expédition d'Angleterre; il déguise à peine la vérité, et rejette toute

la faute sur le maréchal de Bellefonds et Barbezieux, 1692.

(3) Lettres de Bavière, de Foucauld, Berthier, etc. Bibliothèque royale.

(4) Dans l'affreux état de misère où se trouvait le royaume, il y avait encore des épigrammes, des plai-

la Guicenne, ancien théâtre de la huguenerie et des conquêtes de l'Angleterre sous le prince Noir (1).

Ce n'était pas seulement chez les paysans de la campagne désolée que ce douloureux mécontentement se faisait sentir ; dans les grandes villes, à Paris même, l'esprit d'opposition éclatait à côté des misères générales. Les balles moqueuses et chantantes selon le vieil usage, attaquèrent les ministres, les conseillers intimes de la couronne ; elles disaient toute espèce de mauvaises paroles contre Barbezieux, Le Peletier, voleurs des deniers publics. Combien d'épigrammes furent dirigées contre le triumvirat de mauvais ministres ! L'outrage s'élevait

sonneries jetées à la face du peuple mourant de faim.

Le pain blanc se mange à grand frais,
Le bon vin ne se trouve guère,
Et l'argent, qui sert à tout faire,
Devient plus rare que jamais.
Plaignons, amis, nos infortunés,
La guerre augmente nos besoins ;
Les femmes seules sont communes,
Et c'est dont l'on use le moins.

(1) La crainte était si grande d'une révolte des huguenots, qu'il fut publié plusieurs pamphlets pour les exhorter à rester tranquilles. Voici ce qu'on lit dans la *Gazette* : « Une personne de naissance, du nombre de celles qui ont obéi nouvellement les erreurs de Calvin, a depuis peu donné au public un ouvrage intitulé : *avis fraternel aux nouveaux convertis de France, et particulièrement à ceux qui habitent les provinces de Picardie, Maine, Anjou, Bretagne et Normandie*, pour les exhorter à se comporter durant la présente guerre envers notre invincible monarque, comme doivent faire de véritables sujets qui sont éclairés du christianisme. L'auteur de cet écrit heureusement publié, après avoir blâmé la conduite de leurs frères qui se sont retirés de ce royaume pour aller servir l'usurpateur d'Angleterre, et leur avoir fait connaître que leur fuite ne peut s'accorder avec les préceptes de l'Evangile, entre dans le détail des écrits séditieux et satiriques que font ces réfugiés contre la gloire de leur souverain, il leur montre combien ce longoge est éloigné de celui des véritables chrétiens, et afin de leur faire concevoir que ces sortes de discours ne peuvent servir qu'à les éloigner de Sa Majesté, il entreprend l'examen de ces libelles, dont il leur fait voir la fausseté. »

(2) J'ai trouvé cette affreuse colomnie jetée en vers sur la table du roi :

Faire la guerre sans combattre,
Faire mourir son peuple de faim,
T. I.

plus haut encore ; le roi, qui jusqu'alors avait été respecté dans sa majesté souveraine, fut insulté jusque dans son propre palais ; on vint écrire sur la table de son cabinet « qu'on voyait par sa cruauté pour son peuple, qu'il n'était pas le petit-fils de Henri IV, mais l'enfant de Mazarin (2) ; » les plus atroces calomnies étaient jetées contre M^{re} de Maintenon, Saint-Cyr et tout ce qui touchait à la personne du roi ou à ses affections ; les pamphlets ne venaient plus de l'étranger, de la Hollande, toujours l'ennemi de Louis XIV, mais de la France même, de la cour, de la domesticité, de la bourgeoisie et du peuple (3).

Dans ces circonstances, le parlement avait pris

C'est être fils de Mazarin,
Et non pas petit-fils d'Henri Quatre.

Louis XIV fit rechercher par la police l'auteur de ce hardi quatrain ; le lendemain le roi trouva sur sa table cette réponse, qui ressemblait un peu aux mots du festin de Balthazar flamboyant au milieu de l'ivresse de la pnisance : « Tu cherches ce que tu ne trouveras pas. »

Quelques mois plus tard parurent encore des vers d'un caractère non moins hardi.

L'idole de la terre,
Esclave de la vanité,
Ennemi de la vérité,
Dupé à la paix,
Fit mal la guerre ;
A la fin le ciel irrité,
A qui son orgueil fit injure,
Lui fait payer avec usure
L'abus de sa prospérité.

(3) Rien de plus piquant encore que le *Pater noster* populaire adressé à Louis XIV, idée mordante et dévote tout à la fois :

Notre père qui êtes à Morly, votre nom n'est plus glorieux, votre règne est sur la fin, votre volonté n'est plus faite, ni sur la terre, ni sur la mer ; pardonnez nos offenses comme vous pardonnez à vos grands généraux ; ne nous indignez point à la rivalité, mais délivrez-nous des maux. Ainsi soit-il.

On chansonnait le Père Lachaise, confesseur du roi, à qui l'on supposait de l'influence. L'impiété du dix-huitième siècle se fit pressentir dans les vers suivants :

Le père de Lachaise,
Dedans son beau jardin,
Tous les jours à son aise
Goûte le meilleur vin,
Et laisse croire un paradis
A ce pauvre Louis.

Le *Mercur* répondait à ces méchantes longues par

une certaine attitude qui ne laissait pas de susciter des craintes. Le roi avait violemment brisé depuis la Fronde, la résistance parlementaire qui avait effrayé ses jeunes années; tout le soin de Louis XIV avait été de brider la judicature mécontente et tracassière. Il y était parvenu à ce point que jamais le parlement n'eût osé s'opposer à un acte du cabinet royal, à la volonté expresse du roi; mais les parlementaires n'étaient pas contents. Beaucoup d'entre eux étaient intéressés et recevaient avec joie les gratifications de la cour: tel conseiller laïque, tel doyen, tel président à mortier, obtenait un beau bénéfice d'église pour son cadet, une légation diplomatique pour son poulxé, et la remise du droit de charge pour l'ainé, héritier de la toge magistrale. Au fond, tout en recevant ces grâces, le mécontentement restait le même. Les parlementaires avaient une grande austérité dans les formes, un certain costume de dignité qui parlait au peuple: la robe rouge de M. du parlement avait laissé des souvenirs profonds dans les masses; les magistrats ne se croyaient privés que momentanément et par la force matérielle du droit de remontrance et de l'action politique; l'exemple du parlement d'Angleterre était là puissant: n'avait-il pas fait une révolution? Un tout petit conseiller, au fond du Marais, dans son hôtel de la rue du Harlay ou des Beaux-Treillis, rêvait le rôle des Grey, des Russel et des Sunderland.

Le parlement avait ses princes, ses généraux de prédilection qu'il couvrait de sa protection et des éloges exclusifs; tels étaient le prince de Conti et Catinat. Le prince de Conti avait toutes les allures de l'école parlementaire; il était bon légiste, et en toute occasion il avait montré une grande

de petites poésies. Il fit ainsi parler les paysans sur leur prospérité:

Malgré les boguenots et le prince d'Orange,

Je faisons en poix la vendange,

Notre bon roi défend notre raisin;

Ils ont bien y faire la guerre,

Ils ne feront, morguë, que de l'eau toute cloire,

Et nous je ferons du bon vin.

(1) L'assemblée du Parlement se tint le 20 novembre 1693; elle est toute conservée en original sur le registre du Parlement à sa date; aucun historien n'en a parlé; les recueils judiciaires n'en disent rien non plus. Cependant c'est une nouvelle tentative que firent ces corps judiciaires pour ressaisir l'autorité politique dont ils étaient privés depuis la fronde; c'est ce que présentaient les chansonniers de cour quand ils jetèrent au public les vers qu'on va lire:

déférence pour M. les présidents et conseillers; il siégeait avec assiduité aux séances publiques et solennelles; Conti visitait le plus humble de Messieurs; il allait s'asseoir à son digne foyer de famille; il admirait tout, et respectait cette antique et grave éducation des fils de Harlay, Séguier, de Lamignon, de Brisson. Catinat était lui-même de famille de robe; c'était le général tout trouvé d'une guerre de parlement, au cas qu'elle devint nécessaire contre la royauté absolue, comme cela s'était fait et vu en Angleterre; et c'est ce qui explique un peu cette exaltation continue des chefs parlementaires pour le prince de Conti et Catinat; on célèbre leur vertu, leur courage, leur désintéressement. C'est ainsi qu'en agissent toujours les partis lorsqu'ils veulent élever l'homme de leurs desseins et de leur fortune politique. Tous ont besoin d'un chef militaire; ils le proclament.

Le parlement avait saisi l'occasion de la disette de grains et de la pénurie du peuple pour se réunir en assemblée solennelle; on prit le prétexte du droit qu'avaient les chambres de veiller à l'administration publique, à la gestion des subsistances pour se réunir; et là, présidents et conseillers s'apitoièrent sur la misère du peuple. On voyait sur son siège cramois, M. de Harlay, premier président, reconnaissable à sa longue barbe de boue qu'il portait sous le menton, à sa royale fort longue et fort velue, à ses yeux vifs quoique éraillés. On prit en considération l'état de la cité et de la province; les approvisionnements de la ville furent également arrêtés en chambres réunies; il n'y avait plus qu'un pas à faire pour ressaisir l'influence politique des temps antiques, et les parlementaires y visaient (1).

C'est notre premier président,
Homme humain, compatissant,
Qui, touché de notre misère,
Dit au roi, d'une même façon:
Vous n'aurez qu'à me laisser faire,
On auro du pain à foison.

Mais comme ce grand magistrat
Fuit tout et le faste et l'éclat,
Crainte d'en avoir la gloire,
Il a convoqué prudemment
Toute la gent à robe noire,
Pour demander leur sentiment.

Il leur a dit modestement:
Le mal vient du gouvernement,
On n'a ni soin ni prévoyance;
Et nous, jadis tuteurs des rois,
Souffrirons-nous que notre France
Soit réduite aux abois?

Pendant ces réunions du parlement et l'absence du roi, Monsieur avait obtenu de son frère la lieutenance générale du royaume ; c'était un pouvoir tout instantané ; Monsieur ne devait pas en abuser ; la branche d'Orléans n'était pas assez forte pour être hardie. Monsieur s'absorbait dans sa belle retraite de Saint-Cloud ; il s'effaçait tant qu'il pouvait, laissant la gloire d'illustrer son nom à son fils le duc de Chartres, jeune homme qui rivalisait avec Vendôme et Luxembourg. Le duc de Chartres avait un grand instinct militaire ; c'était un général de cavalerie distingué. Il n'est pas à croire qu'à cette époque Monsieur songeât aux chances d'une révolution comme celle de 1688 en Angleterre ; qui aurait osé se mesurer en grandeur avec Louis XIV. Monsieur le heurtait quelquefois de propos, et voilà tout. Mais la diplomatie et les réfugiés y songaient. Plus d'un pamphlet, publié en Hollande, indique le désir que la branche d'Orléans jouenn rôle politique ; telle était la pensée de Guillaume III et de lord Galloway (le marquis de Ruvigny) son confident. Tandis que la presse étrangère attaque Louis XIV avec tant de vivacité, elle ménage Monsieur et le brillant duc de Chartres son fils ; elle parle de la dépendance des princes du sang et des humiliations qu'ils éprouvent en face de cette paternité royale tout occupée des bâtarde de sa race. Les partis ont un instinct merveilleux des chefs qu'une situation indique ; ils s'en emparent quelquefois, même quand ces chefs n'ont ni la volonté assez hardie, ni le courage assez ferme pour se poser activement dans la position que la fortune leur a faite.

La gravité des circonstances ; l'inquiétude des esprits, avaient préoccupé Louis XIV et le conseil de Versailles. M^{me} de Maintenon n'était point pour

les révolutions violentes et dessinées ; elle écoutait volontiers les plaintes, elle craignait, dans sa position un peu équivoque, que l'indignation publique ne fit trembler le sol ; plus une fortune est extraordinaire, plus elle a besoin de se justifier elle-même par la bonté et la modestie. M^{me} de Maintenon était pour la paix ; le repos lui donnait le roi, la guerre le jetait au sein de la noblesse sous la tente ; et combien de plaintes ne s'élevaient pas alors jusqu'à elle ! Les batailles se donnaient du plus pur sang des gentilshommes ; à chacun de ces combats à outrance périssaient de beaux noms, de grandes races : ce n'étaient que deuil public ! On était accablé de reproches et de pétitions des veuves et des orphelins qui demandaient des pensions et des indemnités pour le brave officier mort à cheval ou sur l'affût d'un canon de siège ; Versailles ne désemplassait pas de ces pauvres femmes en deuil (1).

Louis XIV avait répugnance à faire directement les premières avances pour la cessation des hostilités ; en France on s'était accoutumé à cette idée que c'était toujours le roi qui accordait la paix à ses ennemis vaincus et agenouillés ; ne voyait-on pas les quatre nations enchaînées sur la place des Victoires ? comment dès lors faire le triste aveu qu'on avait besoin de traiter ? Cela coûte aux conquérants, et presque toujours ces négociations secrètes échouent, parce que ceux-ci s'imaginent qu'ils peuvent continuer de traiter aux temps difficiles comme ils avaient négocié aux époques de leur prospérité impérieuse et dominante. Louis XIV néanmoins s'y résigna, mais il prit des moyens déguisés ; il mit en avant des agens secrets et non avoués. Il ne voulait pas se compromettre, et tout en continuant la campagne avec vigueur, il donna

Messieurs, voici l'heureux moment
Pour rétablir le parlement,
Tel qu'il fut du temps de nos pères ;
Faisons donc connaître aujourd'hui
Que la France, dans ses misères,
N'a de recours qu'à notre appui.

Mais si nous fournissons du pain
A ce peuple qui meurt de faim,
Peut-être verrons-nous renaitre
Ce temps par nous si regretté,
Où le parlement sera maître
Comme dans la minorité.

Pour vous quel comble de bonheur,
Si dans le fort de la rumeur
Nous pouvions un jour faire dire,
Comme on eût au bon vieux temps :

Vive le roi, notre bon sire,
Et nos seigneurs du parlement !

Flotté par un si bon projet,
Chacun opino du bonnet ;
Sacrifions tous nos épées,
S'écrie un zélé magistrat ;
Et la chambre offrit ses sousses,
Grande ressource pour l'État.

Alors le premier président,
Les yeux baissés, le cœur content,
Dit : Messieurs, il faut, pour bien faire,
Choisir à chacun son emploi ;
Chercher du blé, c'est votre affaire ;
La mieune est d'en parler au roi.

(1) Correspondance de M^{me} de Maintenon, édition de 1768.

la main à quelques puissances neutres qui intervinrent au nom de la France et dans ses puissants intérêts (1).

La première négociation s'ouvrit avec M. le duc de Savoie, qui était trop récemment uni à la coalition pour tenir essentiellement à tous ses desseins; on le fit pressentir par le nonce du pape. Le duc répondit: « qu'il était intimement lié par les traités de subsides aux intérêts militaires du prince Eugène; il ne pouvoit donc traiter séparément; que si le roi de France consentoit à négocier, c'étoit en commun avec les alliés (2). » Le conseil de Versailles, après avoir délibéré sur la situation véritable du royaume, déclara qu'on devoit faire une démarche pour poser les bases d'une paix commune à tous les pouvoirs actuellement engagés dans la guerre. L'envoyé de Danemark à Londres dut la proposer à la cour d'Angleterre; le pape à Charles II d'Espagne, l'électeur de Bavière à l'empereur. On se servit à cet effet du duc de Wurtemberg que le sort des armes avait jeté dans les mains des Français; il dut quitter Versailles avec la mission de pressentir les alliés. Le résident de Pologne à Amsterdam, du nom de Molo, s'était également rendu à Paris, sous prétexte de réclamer une prise illégalement faite sur un négociant de Dantzick. Aux premières ouvertures d'une mission de paix, M. Molo déclara qu'il se chargeoit d'autant plus volontiers de cette négociation, que le roi de Pologne l'avoit envoyé avec le désir sincère de se poser comme médiateur (3). » M. Molo ajouta qu'il ne s'agissoit plus de la part de la France que de rédiger nettement les conditions auxquelles le cabinet de Versailles consentirait à traiter.

M. De Croissy remit au nom de Sa Majesté une note exacte des bases très-larges de cette négociation. A l'Espagne on rendoit toutes les conquêtes du roi en Catalogne; on lui restituait Mons et

Namur, à la condition que Charleroi serait rasé; on restituait Huy à l'évêque de Liège; et quant aux relations politiques et commerciales avec les États-Généraux, on les établirait sur le même pied qu'elles étaient réglées par le traité de Nimègue, c'est-à-dire l'*uti possidetis* de 1678 (4). L'envoyé de Danemark qui dut secondar cette mission reçut l'invitation de pressentir Guillaume III et les États-Généraux sur l'éventualité de la succession d'Espagne, qui allait jeter de nouvelles complications dans la politique. Toute la diplomatie s'occupait de Charles II, malade et sans enfants; la plus riche, la plus puissante des successions tombait en vacance; que ferait-on des Pays-Bas? Comment serait réglée la grande loi du partage (5)? Si l'on s'entendait sur tous les points, on déclarait: « qu'il ne seroit pas impossible que le roi de France reconnût officiellement Guillaume III comme les autres potentats (6). » Le résident polonais devoit faire les mêmes tentatives auprès des États-Généraux de Hollande, en déclarant que rien n'étoit plus simple que de préparer des négociations sur ces bases préliminaires, sauf à continuer les hostilités pendant que l'on traiterait à La Haye ou sur tout autre point neutralisé pour un congrès.

Afin de hâter le succès de ces négociations, des offres secrètes et brillantes furent faites au duc de Bavière: une note du cabinet de Versailles lui offroit « un million de livres comptant et la souveraineté éventuelle des Pays-Bas à la mort du roi d'Espagne, s'il déterminoit les alliés à accepter les offres de la France (7); » tant Louis XIV avoit besoin alors de la paix! C'étoit une des nécessités de la situation du pays; l'offre ne fut point agréée. La proposition de l'envoyé du Danemark ne séduisit aucun des princes entrés en lice; ils savaient la faiblesse et l'épuisement de la France; ils s'attendaient tous à un soulèvement populaire, à une démonstration

(1) Le cabinet de Versailles met un grand prix alors à se donner l'alliance de la Hollande. M. de Croissy développe dans un mémoire les intérêts de la Hollande pour la paix. « Le salut de la Hollande dépend de trois choses: premièrement, d'être le commandement de l'armée des États au prince d'Orange, et de le donner à un homme affectionné à la république; secondement, de se rendre maître de ce prince tandis qu'on le tient dans le pays, ou tout au moins de ne lui plus donner aucun argent; troisièmement, de faire une paix particulière avec la France. (Note manuscrite de M. de Croissy.)

(2) Négociations diplomatiques pour le traité de Ryswick dans l'histoire de ce traité, 1694.

(3) Note de M. Molo, 26 juin.

(4) La note ajoute: « Toutes les réclamations relatives aux Pays-Bas du Luxembourg seront réglées par des arbitres. » (Note manuscrite.)

(5) « Sa Majesté consent, dit la note, à ne jamais étendre les limites de son royaume du côté des Pays-Bas, pourvu que l'empereur fasse de son côté une semblable déclaration. » (Note manuscrite.)

(6) « Le roi très-chrétien reconnaitra le roi Guillaume sur le même pied que tous les potentats de l'Europe le regardoient, et cette condition n'arrêtera pas la paix générale. » (Note manuscrite.)

(7) Note secrète de M. de Croissy au ministre danois.

hostile de la part des calvinistes, et c'est ce qui explique les résistances hautaines de l'Europe armée. Partout la France était victorieuse; on ne pouvait interpréter le refus persévérant des alliés que par l'espérance d'être secondés des huguenots. Les papiers secrets du marquis de Guiscard ne laissent plus de doute sur les forces d'un grand parti de mécontents en France (1), même parmi les catholiques.

La négociation engagée spécialement par le résident polonais, M. Molo, à La Haye, eut plus de résultat; M. Molo partit de Versailles accompagné de MM. de Harlay et de Caillères, premier commis aux affaires étrangères. Ces trois plénipotentiaires se rendirent avec des pouvoirs limités en Hollande; et bientôt M. Molo communiqua la mission dont il était chargé aux États-Généraux. Les États ne dédaignèrent pas ces ouvertures, et confièrent une mission à M. Dickvelt pour se mettre en rapport avec le ministre de France et recevoir les propositions écrites. On se réunit à La Haye, puis à Maëstricht; on se fâta sur tous les points, mais rien de positif ne fut résolu. M. Dickvelt communiqua les offres de la France à Guillaume III, qui ne trouva pas les termes de sa reconnaissance assez précis, ni les négociateurs assez autorisés pour traiter sur ces bases; les pourparlers furent immédiatement suspendus. Cette négociation, toute secrète et antérieure à la paix de Ryswick était jusqu'à présent inconnue; elle constate que quatre ans avant la paix, la reconnaissance de Guillaume III, était un fait presque arrêté par la France, pendant que Jacques II était encore tout puissant à Saint-Germain; on n'était en discussion que sur les termes de cette reconnaissance, et de l'acte qui en serait l'expression. Il faut dire que la question de la paix n'était pas assez avancée pour que les négociations ouvertes secrètement à La Haye et à Maëstricht pussent aboutir au résultat d'un traité solennel. Louis XIV s'était déterminé à faire cette démarche politique, non seulement par la triste situation de son royaume, mais pour constater aux yeux de tous qu'il n'était point poussé par un désir immodéré de conquête et de guerre; il mettait un terme à sa politique envahissante. La succession d'Espagne n'était pas non plus étrangère à cette démarche; elle n'était pas ouverte encore, Charles II existait de sa vie débile; mais on voulait se tenir prêt à toutes les éventualités de l'événement depuis long-temps prévu: un testament ou un partage!

(1) Je parlerai plus tard des projets du marquis de Guiscard, et de la noblesse méridionale contre Louis XIV.

Un travail de cabinet écrit de la main de M. de Croissy peut donner une juste idée de tout ce que déployait d'activité et de moyens habiles la diplomatie de Louis XIV; ce travail, tout divisé en chapitres, trait d'abord de l'Espagne: « Tenir pour une proposition d'éternelle vérité, que la France et l'Espagne ne seront jamais dans une sincère intelligence tant qu'elles seront en concours d'égalité et de puissance; il faut que l'une domine l'autre; cette vérité est confirmée par le consentement de tous les âges et par l'expérience de tous les pays. — Ne point appréhender de laisser un mauvais exemple contre soi-même, car quelque favorable traitement que l'Espagne pût recevoir, jamais il ne se présentera aucune occasion d'exciter des troubles en ce royaume que l'Espagne n'embrace avec chaleur. — Se souvenir que les Espagnols détiennent à la France les royaumes de Castille, d'Aragon, de Valence, de Navarre, de Sicile, de Naples, le duché de Milan, la Franche-Comté et les provinces des Pays-Bas qui sont les plus anciens fleurons de la couronne. — Ne point oublier la défection du comté de Bourbon; — les desseins du maréchal de Biron; — les paroles outrageuses de l'empereur Charles-Quint en présence de Paul III et des cardinaux. — Avoir de puissantes forcessur l'une et l'autre mer, afin de couper les linéons d'Espagne avec les Pays-Bas et l'Italie. — Acquérir le nonce du pape à Madrid et y gagner des intelligences, car les Espagnols assurés du secret sont prenables par cet endroit comme la plupart des autres hommes. — En cas de mort du roi d'Espagne, dresser un manifeste court et clair, dont la première partie contienne les nullités de la renonciation, réduites à sept raisons invincibles; et la seconde une déclaration de Sa Majesté qu'elle préfère des amis et des feudataires à des sujets; qu'elle se restreint à la Franche-Comté, aux Pays-Bas, au royaume de Navarre et à la Catalogne. — Quant à la Navarre et à la Catalogne, pourvu qu'on eût Rose et Fontarabie, je ne tiendrais pas la France plus puissante. — Etablir en Espagne, si la chose était possible, plusieurs rois. — Quant à la Sardaigne, au royaume de Naples, à la Sicile, on rendra souverains les vice-rois et les gouverneurs, on les protégera puissamment. — Si les Flamands résistent; s'emparer de Nieupoort, Ostende, Blankenberg, et ensuite de Charlemont, parceque les portes par où entrent les secours étrangers étant entre nos mains, le dedans du pays ferait apparemment joug. — Observer religieusement les capitulations; faire goûter aux nouveaux sujets plus de douceur que sous la domination d'Espagne; mais pour les opiniâtres, ne leur donner nul quartier.

— Monsieur, duc d'Orléans, ne pourrait-il pas être roi d'Espagne ? — Je réponds que les intérêts du roi de France y résistent ; les deux royaumes ne laisseraient pas d'être ennemis. — Les descendants de Philippe-le-Hardi, que n'ont ils point entrepris contre la branche aînée ? — Les liens de la nature et du sang séparent et désunissent plutôt les souverains et les voisins qu'il ne les joignent ensemble.

« A l'égard de l'Angleterre, de la ligue des Anglois, des Hollandois et des Impériaux, je réponds que Philippe-Auguste en coupa une beaucoup plus serrée et plus forte en 1194, François I^{er} en 1540, Henri II en 1552, et Louis XIII en 1622 ; mais ces ligueurs-là furent coupés par le tranchant de l'épée, et il n'est pas difficile de les délier par l'adresse et l'habileté. — De plus, c'est un coup d'État et un des plus importants, que la chrétienté voie qu'on ne craint point, et c'est aujourd'hui l'âme de la réputation de la France que d'apprendre à ces petits voisins, à ces ingrats débiteurs de la liberté et de la souveraineté de nos rois, que les Français ont le pouvoir de protéger les opprimés et de châtier les ingrats, outre qu'il n'est pas malaisé d'en affaiblir les forces en les défilant. — Il faut encore tenir que la France a son étendue naturelle au Rhin, aux Suisses, aux Alpes, à Monaco, à Villefranche, à Nice, à la mer du Levant, à Rose, aux Pyrénées, à Fontarabie inclusivement et à l'Océan (1). » Ce curieux document indique les desseins définitifs du cabinet de Versailles ; il n'est pas sans intérêt de voir les limites du Rhin et des Alpes, largement indiquées alors par la diplomatie de Louis XIV, comme elles ont été réclamées aux temps modernes. Pendant ces négociations, les hostilités n'étaient pas un instant suspendues, les armées se déployaient en Flandre, en Allemagne et dans le Piémont (2).

CHAPITRE XII.

MESURES MILITAIRES ET ADMINISTRATIVES POUR LA GUERRE — CAMPAGNES DE 1693 à 1694.

Création de maréchaux de France. — Institution de

Saint-Louis. — Agrandissement de Saint-Cyr et des Invalides. — Rétirantes. — Pensions — Système financier. — Impôt de guerre. — Refonte des monnaies. — Emprunt. — Fermiers-Généraux. — Samuel Bernard. — Armée du nord. — Luxembourg. — Bataille de Nerwinde. — Armée d'Allemagne. — Armée d'Italie — Bataille de la Marsaille. — Armée d'Espagne. — Bataille du Ter.

1693-1694.

Lorsqu'un système s'empare d'un caractère belliqueux, il est difficile que toutes les institutions ne suivent pas ce mouvement imprimé à la pensée première d'un gouvernement. Depuis quatre ans en France, tout était à la guerre ; le roi demandait à la noblesse des sacrifices de toute espèce ; il lui fallait une récompense à ce brave peuple de soldats qui campait à la frontière pour défendre la France. A la campagne précédente il y avait eu une promotion de chevaliers des ordres ; en annonçant les nouveaux sacrifices que la guerre imposait, le roi créa sept maréchaux de France, pris parmi les lieutenans généraux. L'institution des maréchaux remontait haut dans la monarchie ; c'était d'abord une fonction unique comme celle de connétable ; puis successivement on porta les maréchaux à quatre, six, huit, puis à douze, ce qui était le nombre des douze pairs, ce symbolisme des bons apôtres qui domine tout le moyen âge. Les sept maréchaux de la promotion de cette année furent : le comte de Choiseul, le marquis de Joyeuse, les ducs de Ville-roi, de Noailles, le marquis de Boufflers et Catinat ; on prit le comte de Tourville dans la marine. Tous ces officiers généraux avaient commandé en chef des armées, ou des corps de troupes assez considérables pour être assimilés à des armées. Cette promotion élevait au premier grade Catinat, de race bourgeoise et parlementaire, de l'école de Fabert. Cette loi d'égalité devait naturellement se développer à mesure que la bourgeoisie prendrait part au service militaire ; ce n'était pas trop d'accorder le

(1) « Intérêts de la France à l'égard des étrangers, dans la conjuncture présente des affaires de l'Europe, » (Mansuetti Colbert, Seignelay, Bibliothèque royale.)

(2) On peut consulter sur les campagnes de ces années, « le Journal des marches, campemens, batailles, sièges et mouvemens des armées du roi en Flandre, et de celles des alliés, depuis l'an 1690 jusqu'en 1694 », par Vaultier, commissaire ordinaire d'artillerie. Paris, Coignard, ann. 1694, ix-12.

« Le même, avec des observations sur l'art de faire la guerre », par le même. Paris, ann. 1696, in-12.

« Dictionnaire militaire de Flandre, depuis l'année 1690 jusqu'en 1694 inclusivement, qui comprend le détail des marches, campemens, batailles, sièges et mouvemens des armées du roi et de celles des alliés, pendant ces cinq campagnes » : ouvrage fait sur les Mémoires manuscrits des camps, marches, batailles et sièges de M. le maréchal de Luxembourg, sur sa cor-

bâton de maréchal au glorieux sacrifice de son sang et de sa vie pour le pays (1).

Avec la promotion des maréchaux, Louis XIV institua un ordre militaire de pure égalité; ce fut l'ordre de Saint-Louis, la première chevalerie où tout le monde put être admis, nobles et roturiers, pourvu qu'on se fût voué à la guerre: à mesure que l'esprit chevaleresque s'effaçait avec le sentiment moral de ses hautes obligations, on avait cherché à reconstituer une bonne et grande fraternité d'armes par des insignes matériels. Jusqu'alors le collier des ordres avait été restreint à quelques races nobles et titrées; il fallait faire de longues preuves dans sa généalogie; l'ordre de Saint-Louis appela indistinctement tous les courages à porter le signe ostensible des services; le cordon rouge devait bientôt lutter avec le noble ruban bleu céleste de l'ordre du Saint-Esprit. Tout officier, pauvre ou riche, avait droit, après de nombreuses années de service, à cette distinction. Les chevaliers portaient une ample croix sur l'habit, avec l'effigie

resplendissante de la cour, sur celle des officiers généraux employés sur la frontière pendant ces mêmes années, et sur le Journal imprimé de M. Vaultier, lieutenant d'artillerie, chevalier de Saint-Louis, dédié et présenté au roi par le chevalier de Beaurain, géographe ordinaire du roi, et ci-devant chargé de l'éducation de monseigneur le douchin. Paris, 1768, in-fol., cinq parties, 2 vol.

(1) L'ordonnance de promotion est du 27 mars.

Il fut fait également de grandes promotions dans l'armée; les besoins de la guerre les nécessitaient; en voici la liste:

Maréchaux de camp. M. le marquis de Créquy; M. le comte du Bourg, maréchal-des-logis de la cavalerie; M. le prince d'Elbeuf; M. le duc de Roquelaure; M. d'Artagnan, major des gardes; M. Desbordes, gouverneur de Philipbourg; M. de Naves; M. de Polastron, du régiment du roi, M. de Lambénie; M. de Vertillac, gouverneur de Mous. — *Brigadiers d'infanterie.* M. le comte de Moilly; M. de Greder, Allemand; M. Sorbeck; M. de Coraman. — *Brigadiers de cavalerie.* M. Conde; M. de Rostembourg; M. de Courtebonne; M. le chevalier de Sainson; M. d'Artagnan, cornette de la compagnie aux mousquetaires blancs; M. le marquis de Toirou; M. de Saint-Vians; M. de Rigoville, cornette de la compagnie des mousquetaires noirs; M. le comte de Gassio; M. Philippeaux; M. de Mongon. — *Brigadiers de dragons.* M. le marquis de Saille; M. le baron d'Asfeld l'ainé.

On a donné des commissions de maître de camp à trois lieutenants de gendarmerie, qui sont: MM. de Messières, Betomas et Sepeville.

On en a donné de colonels à MM. Serisy, Dachy et

de Saint-Louis, ce grand roi, fier soldat de Taillebourg et de Damiette, bon légiste des établissements et des statuts du prévôt Boillève. Les commandeurs la portaient en sautoir; les grand'croix avec crachats d'argent comme les chevaliers de l'ordre. Une dotation de terre et d'argent était attachée à l'institution de Saint-Louis; les pauvres chevaliers recevaient six cents livres, ce qui complétait la retraite militaire, et donnait aux vieux invalides quelques-unes de ces jouissances qui viennent secouer la vie militaire (2).

L'agrandissement que reçut l'institution des dames de Saint-Cyr est encore un témoignage de cette sollicitude du roi pour la pauvre noblesse; les dames institutrices furent portées de 36 à 80; plus de 500 demoiselles de braves gentilshommes ruinés dans les guerres y étaient admises et entretenues aux frais du roi, et l'ordonnance portait: « Considérant l'application que la dame de Maintenon donne journellement à la maison de Saint-Cyr, nous voulons par ces présentes et comme

Résigny; et de lieutenants-colonels à MM. Haiche, Bourson et Vertilly. — M. le chevalier de Courcelles a été fait capitaine de cuirassiers.

Le roi vient de nommer les généraux de ses cinq armées de terre, et les officiers généraux qui doivent commander sous eux pendant cette campagne. En voici les noms:

ARMÉE DE FLANDRE. — M. de Lutembour, général. *Lieutenants généraux.* M. le duc de Choiseul; M. de Souhise; M. le marquis de Joyeuse; M. de Rosen; M. le marquis de Tilladet; M. le duc de Vendôme. — *Maréchaux de camp.* M. le duc du Maine, M. de Vatteville; M. de Vivans; M. de Montchevreuil, M. le grand prieur de France; M. de Polastron; M. d'Artagnan, major général.

ARMÉE DE LA MOSELLE. — M. le marquis de Boufflers; M. Dauger; M. de Ribbentel. — *Maréchaux de camp.* M. le marquis de Villars; M. le comte de Gassé; M. le duc de Roquelaure; M. le marquis de la Volette; M. de Vervins, major général.

ARMÉE D'ALLEMAGNE. — M. le maréchal de Lorges, général. — *Lieutenants généraux.* M. le comte d'Avvergne; M. le duc de Villeroy; M. le comte de la Feuillade; M. le marquis d'Uxelles. — *Maréchaux de camp.* M. de Bartillat; M. de Talar; M. le marquis de Coigny; M. de Mélie; M. le Duc; M. le prince de Conti.

ARMÉE D'ITALIE. — *Maréchaux de camp.* M. le comte de Tessé; M. le marquis de Fenquères; M. de Saint-Silvestre.

(2) Ordonnance du mois d'avril 1693 (Archives.) — Ordonnance 33-4, s. 225. On la trouve aussi en original aux Archives de la cour de cassation.

une charge de la fondation, qu'elle jouisse sa vie durant de l'appartement que nous lui avons fait construire dans notre dite maison, en y jouissant de tous les honneurs, de toutes les prérogatives de fondatrice (1). » Cette *dame de Maintenon*, dont parle si modestement l'ordonnance, était la toute puissante dominatrice, l'esprit distingué qui subjuguait le roi si grand, si respecté dans son royaume.

C'était alors une des vives sollicitudes du conseil que le bien-être de l'armée. Il y avait chaque année de nombreux blessés, de vieux soldats qui prenaient leur retraite; ils avaient deux ressources à leur carrière : s'ils étaient aises d'entrer aux Invalides, dans cette communauté militaire sous le grand dôme, ils en avaient l'option. Les bâtiments s'étaient étendus; chaque année voyait une aile de plus à l'hôtel, si bien qu'on comptait aux Invalides plus de trois mille soldats estropiés, sans y comprendre cinq cents officiers de divers grades. Tous, en frères d'armes, s'asseyaient autour des tables modestes, en face des batailles reproduites par Lebrun, beau souvenir de vie militaire. Si le soldat préférait à cette communauté de bien, à ce grand hospice après les batailles, une existence douce et isolée dans sa province, sous le vieux toit de famille, il pouvait opter; alors le roi accordait une petite pension que les intendans payaient sur les fonds de l'ordinaire des guerres. Le roi voulait qu'une belle exactitude présidât à la paie des invalides, car c'était le pain conquis par le sacrifice de sa vie au service de Sa Majesté. Un règlement sur les pensions militaires ordonne qu'elles seront fixées selon les besoins et les services de celui qui les a rendus. Il n'y a pas encore de principes inflexibles, une règle commune; et arbitraire est souvent une nécessité pour pénétrer plus paternellement dans les services et les besoins de chaque individu. Les ordonnances sur l'armée étaient plus spécialement émanées de Sa Majesté, des actes qu'on nommait de propre mouvement, puissante idée qui faisait du roi le chef militaire absolu; cela appelait l'obéissance sans condition de la part du soldat, ce qui caractérise la hiérarchie militaire.

Tous ces accroissements dans les dépenses publiques exigeaient qu'on réunit d'immenses ressources. Lorsque la guerre fut déclarée en 1689, il y avait eu un certain mouvement d'esprit national; toutes les classes, toutes les corporations dans la société s'étaient imposés des sacrifices, et l'on avait vu les pauvres comme les riches contribuer de

leurs deniers à l'expédition qu'on allait entreprendre contre Guillaume III et la coalition. L'argenterie des châteaux, les belles orfèvreries de Versailles avaient été fondues par ordre du roi, et les grands seigneurs, à l'envi, avaient imité cet exemple. Les registres de la Monnaie indiquent qu'il fut frappé pour plus de cent quarante-trois millions de louis d'or ou écus de six livres et autres pièces d'argent, sans compter les sous marqués et les pièces de six liards (2). Il y eut aussi une opération pour diminuer le titre de l'argent, ressource toute féodale. On redonna cours aux monnaies depuis long-temps en dehors du commerce; les pièces étrangères, les doublons d'Espagne, les ducats d'Italie et d'Allemagne furent admis en circulation dans le royaume. Il y en avait beaucoup d'enfous au temps de la Ligue, quand l'Espagne les jetait aux Guises, aux villes intimement liées à la sainte union.

On eut recours également aux avances des fermiers généraux, ces riches compagnies bourgeoises détestées du peuple : les fermiers généraux étaient alors au nombre de douze, leur luxe était magnifique; ils rivalisaient avec la haute noblesse par le merveilleux de leurs équipages, ils étaient d'une condescendance empressée pour la cour; il était rare que le roi demandât deux fois une avance à un fermier général; aussi leur rendait-il avec sa grandeur accoutumée les services qu'il pouvait demander. Quand il s'agissait de renouveler le bail des fermiers, le roi ne tenait pas à un ou deux millions de plus que pouvait lui offrir une compagnie nouvelle; il préférait les anciens fermiers généraux, qui lui avaient rendu tant de services pour son trésor. Les financiers prenaient ainsi de l'importance dans la monarchie; si on jouait déjà leur faste et leur bouffissure sur le théâtre, on recourait à eux dans les besoins. Qui ne connaissait Samuel Bernard, jeune encore, mais qui faisait la banque de tout le royaume! il spéculait sur tout, et par sa facilité à réunir de l'argent, il pouvait accaparer toutes les denrées et en relever le prix à son gré, si bien qu'un jour ayant acheté tous les vins d'Espagne, il les revendit le double de leur valeur. Samuel Bernard était fils d'un autre Samuel Bernard, pauvre peintre d'invention, grand faiseur de tableaux à la gouache; Samuel avait amassé de l'argent dans les fermes, et il pouvait au besoin avancer jusqu'à dix millions au roi sans se gêner beaucoup. Samuel Bernard était-il juif? On n'osait le dire, mais sa physiono-

(1) Ordonnance du mois de mars 1694 34-4, v. 305.

(2) Archives de la cour des comptes, ad. ann. 1693.

mie accusait son origine, ainsi que son prénom de famille ; ses jeunes filles avaient les beaux traits israélites, et quand l'une d'elles devint la femme du premier président Molé, en transmettant à cette race parlementaire et toujours fort économe de sa huche, son château des Marais, en engraisant de ses deniers les terres de Champlâtreux, elle imprima sur la face de sa descendance les traits inaltérables de juiverie (1).

Les emprunts se faisaient surtout en rentes sur l'Hôtel-de-Ville; on ne connaissait pas encore le crédit sur le trésor royal; mille moyens étaient employés. Il y avait l'emprunt à rente viagère, la loterie appliquée aux opérations de crédit; en général, le taux de l'argent était trop cher pour qu'on pût opérer en grand par emprunt sur rentes cotées. Dans toutes les opérations financières, on appliquait un revenu spécial aux emprunts; tantôt il fallait donner l'exploitation des mines, tantôt la régie du sel, une portion des fermes même; comme il y avait pour toutes ces branches de service un revenu certain, le contrôleur-général trouvait des prêts avec assez de facilité. Le vice de ce système consistait en ce que l'emprunt absorbait successivement une partie du revenu, de telle sorte qu'il fallait toujours emprunter davantage, même pour acquitter les intérêts.

Le conseil voulut mettre un terme à ce mauvais système, par l'édit sur la contribution forcée pour toutes les classes de la société, sorte de capitation agrandie (2). Le mode adopté par cet édit changeait tous les éléments de l'impôt depuis l'origine de la monarchie: on se rappelle qu'il existait des privilèges, des exemptions, des terres imposables et des terres affranchies; le gentilhomme ne devait que son épée et sa vie, le religieux que sa prière et le don gratuit, voté par l'assemblée du clergé (3); les corporations de villes, les métiers ne devaient

que les redevances stipulées par les statuts de leur état. L'édit de 1695 établit une sorte d'imposition générale sans distinction de races, et réglée seulement sur la fortune et la position de chacun; tous les sujets du royaume sont divisés en vingt-deux classes, le roi en tête paie pour sa personne et pour ses biens; les princes du sang, les courtisans, le clergé, les monastères, tout s'acquitte au *pro rata*, le versement devait se faire par portion dans le trésor, et tous sont invités à se hâter le plus activement qu'il se peut. C'était une grande innovation que cet édit; il établissait l'égalité en matière d'impôt; il n'admettait plus de privilèges, plus d'exemptions; le roi, les princes se soumettaient aux mêmes obligations. C'est ainsi que la liberté publique, les garanties politiques se fondent toujours par le besoin d'argent; l'histoire du gouvernement représentatif a son origine dans l'impôt.

Ces levées successives d'argent étaient toutes destinées à la guerre; les campagnes des soldats de France étaient signalées depuis deux ans par des succès incontestables. Après le siège de Namur, l'armée du nord sous les ducs de Luxembourg et Vendôme s'était dirigée sur Liège et Bruxelles; elle était portée à cent dix mille hommes effectifs; le roi vint en prendre le commandement en personne. Tous les généraux s'attendaient à une marche en avant contre Guillaume III concentré vers Louvain; on pouvait facilement l'envelopper par les deux grands bras de l'armée, lorsque tout à coup Louis XIV quitta le camp. Avait-il craint de hasarder une bataille décisive en personne? Ou bien le roi, averti de ce qui se passait à Paris, des efforts du parlement pour reconquérir sa puissance et des menaces des huguenots, s'empressait-il de retourner au centre même de son gouvernement? il craignait peut-être la prolongation de la litiénance générale confiée à Monsieur; il hâta donc son re-

(1) Samuel Bernard avait défiguré tant qu'il le put son origine; ses deux fils portaient les noms de comte de Rieux et du comte de Coubert; son petit-fils, prévôt de Paris, se faisait appeler le marquis de Boulainvilliers. La fortune des Molé vient de Sammel.

(2) L'édit est du 18 janvier 1705. Archives de la cour de cassation. Je suivrai l'examen du point de vue financier dans un chapitre suivant.

(3) *Epître au roi Louis XIV, en forme de requête, présentée par un curé au nom de tous ceux du royaume, au sujet de la capitation accordée à Sa Majesté par l'assemblée générale du clergé de France sur chacun des ecclésiastiques.*

Louis, j usques à toi j'ose porter ma plainte,

T. I.

Écoute les douleurs dont mon âme est atteinte;
Des ministres sacrés je plaide ici les droits,
Et les curés plaintifs te parlent par ma voix.
Grand roi! de ton conseil la sage politique
Nous fit de cent écus la pension indigne;
Des biens que sur l'autel les seigneurs avaient pris,
Ta royale bonté nous sauva les illeceis,
Faible secours encor, récompense peu digne
Des nobles ouvriers que Dieu met dans sa vigne,
Mais qui nous obligent à la frugalité,
Nous fait une vertu de la nécessité,
Quel avare intérêt! quel indigne artifice,
Grand prince, contre nous a surpris ta justice!
Par quel art au clergé ce droit est-il veau,
De décimer encor ce maigre revenu?

31

tour à Versailles. La lecture des pièces secrètes du cabinet indique que le roi ne manqua pas de cœur en cette circonstance (1) ; il sentit le besoin de sa présence à Paris. Dans le temps, n'a-t-on pas vu Napoléon, tout général de cœur et de tête qu'il était, s'empreser, dans de grandes crises, d'accourir à Paris, le point central de son gouvernement, pour veiller à son pouvoir menacé et pour organiser les fortes ressources ?

Le duc de Luxembourg, chef suprême de l'armée du nord, montra sa capacité militaire. Le prince d'Orange avait concentré trente mille hommes sous Liège, dans des lignes très-fortifiées; le maréchal de Luxembourg fit une démonstration pour les attaquer; les deux corps de Villeroy et de Boufflers s'y portèrent en masse; on arrangeait les fascines comme pour préparer l'assaut de Liège. Tout cela n'était qu'une manœuvre; Guillaume III s'y laissa prendre, et tandis qu'il détachait quelques bataillons pour appuyer l'assaut de Liège, le maréchal de Luxembourg se portait à marche forcée et par des chemins de traverse en face de l'armée alliée affaiblie, mais retranchée à Nerwinde. Au moyen de cette manœuvre hardie, les Français surprirent Guillaume III et le duc de Bavière. La méthode anglaise et allemande consistait à toujours se placer derrière des retranchemens construits de longue main et formidables; Guillaume connaissait l'impétuosité française, ce courage qui se précipite d'abord, puis s'affaiblit et tombe. Aussi la tactique des alliés était de toujours choisir une bonne position et d'attendre là, retranchés, le déploiement de l'armée de France. La position de Nerwinde était forte, couverte de châteaux, de haies, de ruisseaux et de rivières. Les alliés pouvaient se défendre; Guillaume III était admirable pour improviser toutes les précautions; il connaissait le caractère de ses ennemis; cent pièces de canon furent jetées dans les parties faibles par où la ligne des alliés aurait pu être entamée (2).

La magnifique armée du duc de Luxembourg, la maison du roi en tête, toute couverte d'or, de soie,

(1) Mss. (Fonds nouveau.) Bibliothèque du roi.

(2) *Gazette de France*, ann. 1693.

(3) Comparez les gazettes de France, de La Haye et de Cologne. 1693. La bataille de Nerwinde se donna le jour des Rameaux; cette circonstance fut remarquée par les faiseurs d'épigrammes et de couplets contre Guillaume d'Orange.

D'où vient que le jour des Rameaux
Est fatal au prince d'Orange,
Ce jour où le seigneur reçut tant de louange,
Et de justes respects de ses sujets nouveaux ?

se montrant en face de l'ennemi, saluée de quelques salves de canon, elle se déploie comme deux ailes d'acier et de fer sur la droite des alliés, puis se forme en colonne serrée se portant sur le centre. Deux fois repoussée, la colonne d'attaque hésitait un moment, lorsque le duc de Luxembourg traversa la ligne, et ôtant son chapeau devant les officiers, leur dit : « Messieurs, au feu encore; il s'agit de la gloire de la France; » et une charge entraînant re-foula l'aile droite de l'ennemi. Maître du village de Winden, le maréchal de Luxembourg y fit établir une forte batterie qui prit les alliés en écharpe; le moment était décisif le maréchal ordonna une charge par escadrons en masse, et dans un instant toute la maison du roi, secondée des régimens de cavalerie, en ligne, se trouva au milieu des carrés anglais, hanovriens, espagnols, et la bataille de Nerwinde, une des gloires de la France, fut gagnée. Les alliés se mirent en pleine retraite avec d'immenses pertes (3). C'était un beau fait d'armes que cette bataille; le système stratégique et traditionnel des Anglais de toujours attendre dans une bonne position avait été impuissant contre l'impétuosité française; la maison du roi avait eu l'honneur de la victoire! La reddition de Charleroi fut le résultat de la bataille de Nerwinde; le maréchal de Luxembourg prenait une attitude offensive; les frontières de France n'étaient pas entamées!

L'armée d'Allemagne se maintenait dans ses positions; elle parcourait les rives du Rhin en fourrageant comme un corps irrégulier; il y eut des sac-cagemens inouïs dans le pays d'Heidelberg. On faisait à l'ennemi le plus de mal possible. Le dauphin vint prendre le commandement de cette armée; elle fut successivement accrue jusqu'à quatre-vingt mille hommes; mais les maréchaux de Lorges et de Choiseul reconnurent qu'il était difficile de pénétrer plus avant en Allemagne, sans se hasarder dans de fausses opérations (4); on ne pouvait s'isoler de l'armée du nord et de l'expédition du maréchal Catinat en Savoie.

Catinat s'était d'abord retranché au sommet des

Peut-être est-ce lui qui se venge
D'un fin usurpateur qui eut tant de maux;
Mais sans moraliser sur une grande fête,
Tout le monde sait aujourd'hui
Les palmes ne sont pas pour lui.
(4) Les épigrammes ne manquèrent pas sur le maréchal de Lorges, et son inaction; on chantait sous la tente:

Luxembourg, Catinat
Ont fort bien servi l'État;
Mais Lorges, mais Lorges!

Alpes, pour attendre des renforts de l'armée d'Allemagne; mais dès qu'il se sentit assez appuyé pour prendre l'offensive, il descendit des hauteurs des Alpes, délivra Pignerol et rencontra l'ennemi à la Marsaille. C'était par une belle gelée d'octobre si magnifique dans les Alpes; le maréchal Catinat ne laissa pas aux alliés le temps de se reconnaître; il fit attaquer la gauche de l'ennemi par une colonne serrée de vingt bataillons, la battonnette au bout du fusil, arme meurtrière nouvellement inventée à la manufacture de Bayonne; voilà pourquoi elle en portait le nom. La gendarmerie de France, les dragons attaquèrent en même temps la molle cavalerie de Naples et du Milanais; elle fut mise en déroute. La seconde ligne en réserve, composée de cavalerie

allemande, de forts cuirassiers accourut pour la rallier; elle fut elle-même entraînée; le champ de bataille demeura dans les mains des Français. La bataille de la Marsaille eut au midi le même résultat que Nerwinde au nord (1); elle rebouta l'invasion et plaça la guerre sur le territoire ennemi, tandis que le maréchal de Noailles en Catalogne prenait Rose, Gironne, et gagnait la bataille du Ter contre le duc de Scelona, indigne successeur du vieux duc d'Albe et de don Juan d'Autriche. Le duc de Noailles avait moins de réputation militaire que Luxembourg et Catinat; il affectionnait la guerre des montagnes où il faut de la finesse, de l'activité plus encore que ce puissant coup d'œil militaire qui s'étend sur les vastes lignes.

(1) Le peuple ne désignait Catinat que sous le nom familier de *Pierrot*; c'était son général tout populaire auquel les halles donnaient les noms de leur familiarité, comme à tout ce qu'elles aiment. J'en ai donné plus d'un exemple dans mon travail sur la ligue et la Fronde.

Savez-vous ce que fait Pierrot, oh ! oh !

De la formidable armée;

Il lui met la tête en haut, oh ! oh !

Et les pieds dans la vallée;

Savez-vous ce qu'a fait Pierrot,

Oh ! oh !

De sa formidable armée?

Il a battu près du Pô,

Oh ! oh !

Les troupes confédérées;

Le détail de cette fameuse journée

Est porté par la renommée

Plus loin que par Clérembault,

Oh ! oh ! oh !

Voilà ce qu'a fait Pierrot.

Ce bon Catinat, ce Pierrot tant aimé du peuple et des bourgeois, est encore célébré dans un chant où l'on fait ainsi parler le duc de Savoie :

On dit partout dans Paris

Que Catinat n'a tout pris;

Il a menti s'il s'en vante,

Car j'ai ma chaise roulante;

Lampon, lampon,

Comrade lampon.

Noailles, au contraire, est le général de cour et de faveur comme le fut Villeroy; aussi est-il éhousonné, à côté des vers où l'on exalte Luxembourg le général frondeur et Catinat le général de la bourgeoisie. Des couplets contemporains font ainsi parler le maréchal de Noailles :

Luxembourg a bataillé,

Ferrailé,

Pendant la campagne entière;

Catinat en fait souvent,

Tout ostent,

Ce n'est pas là ma manière.

Que l'on chante à haute voix

Leurs exploits,

Que l'on vante leur vaillance,

Que m'importe si le roi

Prend en moi

Plus qu'en moi de confiance.

Je laisse les courtisans,

Ignorons,

Admirer souvent Turenne,

Et je m'en rapporte au roi,

Qui me eroit

Beaucoup plus qu'un grand capitoine.

Cependant la campagne de Catalogne ne fut pas sans importance; elle a eu son poète; j'ai trouvé des vers d'un officier français sur cette campagne :

Les Français ont du courage,

Partout où eroit le bon vin;

N'ont-ils pas porté sur le Rhin

L'horreur et le carnage.

Foudres, muids et tonneaux,

Ils ont tout mis à sec;

Ils ont donné le même échec

Aux gros celliers de Catalogne;

Palamos est déjà vidé,

Et le soldat affranché,

Dans Gironne en repos,

Est à rougir sa trogne;

Et pour faire un entier régat,

Il ira s'enivrer jusqu'à l'Escuriol.

Le maréchal de Noailles n'était pas sans capacité militaire; c'était un esprit sage, un négociateur remarquable; il ne fut tant critiqué que par l'union de sa race à celle des d'Aubigné, et par conséquent des Maintenon. Le maréchal avait aussi ses flatteurs.

Partout les armes de Louis XIV étaient ainsi victorieuses, et la campagne brillante; des généraux supérieurs avaient pris le commandement des troupes, et les sacrifices du pays préservaient la monarchie d'une invasion. La bataille de Nerwinde était le fait d'armes le plus décisif; le duc de Luxembourg, élevé au premier rang, avait combiné son mouvement d'attaque avec une grande science de stratégie; il s'était placé à l'égal de Condé et de Turenne. Il y avait même dans la bataille de Nerwinde un art militaire très-avancé, agissant par des combinaisons hardies; c'était de la tactique sur un vaste plan. L'admirable attaque de droite où la maison du roi toute brillante s'était déployée, doit rester dans les études de la guerre, et Napoléon la place aussi haut que les plus habiles faits d'armes de Condé et de Turenne. Guillaume III avait adopté le même plan de bataille que le duc de Wellington à Waterloo; la maison du roi fut plus heureuse que les glorieux escadrons de la vieille garde; elle pénétra dans les carrés anglais, et s'y maintint en brisant leur masse. Catinat, dans la bataille de la Marsaille, employa l'attaque à la baïonnette par colonne serrée qui plus tard décida si souvent la victoire. On aperçoit dans Luxembourg et Catinat le même principe de stratégie, le mouvement d'une grande masse réunie sur un seul point du combat; ils essaient un effort décisif sur une aile, et une fois la ligne débordée, ils sont maîtres du champ. Le maréchal de Lorges, de l'école et de la maison de Turenne, ne fit rien de brillant en Allemagne; sa science consiste, comme celle de son maître, en des marches et des contre-marches; il a hérité des traditions du fort capitaine, sans avoir cette hardiesse qui sait saisir une faute et en profiter; il marche comme son glorieux parent, mais il n'attaque pas comme lui à l'improviste et ne remporte pas de ces succès décisifs qui empêchent tout mouvement de l'ennemi. Enfin, le maréchal de Noailles est un général de montagne, de siège et de petits combats; il se hasarde rarement en plaine; Noailles a commencé sa vie militaire aux montagnes des Cévennes; il la continue aux Pyrénées; il connaît les guerres de miquelets au milieu de ces jardins de roses, en face des flots bleu céleste de la Méditerranée, de ces figuiers au sein des rocs, de ces forêts d'oliviers

où pend en grappes d'or la vigne vigoureuse (1); admirables sites qui font de la Catalogne le plus beau pays de la terre!

CHAPITRE XLII.

CARACTÈRE VIOLENT DE LA GUERRE. — RAPPROCHEMENT AVEC LA SAVOIE.

Saccageement des villes; — Les alliés dans le Dauphiné. — Les Français à Heidelberg. — Machine infernale de Saint-Malo. — Attaque sur Brest. — Bombardement du Havre et de Dieppe. — De Bruxelles. — Prises maritimes. — Tendance à un arrangement. — Négociations. — Propositions réciproques. — Traité de paix et de trêve conclu avec le duc de Savoie.

1694 — 1696.

La guerre avait pris un caractère inouï de violence et de cruauté; c'est ce qui arrive presque toujours quand les sanglantes luites se prolongent; les animosités deviennent alors plus vives; les nations s'acharnent, le soldat est plus impitoyable, les chefs plus insoucians de la vie du pauvre peuple; on s'habitue au sang! Depuis le ravage du Palatinat, sous Turenne et Louvois, la guerre n'avait plus rien respecté. Quand les armées allemandes et savoyardes envahirent le Dauphiné, les étrangers se livrèrent, sous le prince Eugène, à toutes sortes d'excès. Les annales de la province gardent le souvenir encore de ce passage des ennemis dans la montagne; rien ne fut épargné; ni ces environs de Grenoble tout verdoyans, ni le magnifique vallon de Vizille, où les rivières serpentent à mille pieds au-dessous de vous, ni Gap aux vieilles portes, ni Sisteron pendu aux rochers de granit des Alpes. Les vieillards se souvenaient encore au siècle dernier de ces farouches Allemands qui ravagèrent les grands bois, leurs vignes des cotéaux, alors que les blés frissonnaient sous les doux vents de la vallée, pour me servir du texte d'une vieille chanson dauphinoise (2). Cette invasion

(1) J'en ai le bonheur de visiter la Catalogne, un peu avant les troubles révolutionnaires; je pus voir Barcelone et ses belles processions de nuit, ses *minos* et ses *gigantos*; ni l'Italie, ni la Suisse ne m'ont laissé d'aussi poétiques souvenirs.

(2) Annales du Dauphiné, ad ann. 1692, M. de Fontenau, cet admirable compilateur, a écrit 4 vol. in-fol. sur l'Histoire du Dauphiné; ils sont en ms. à la Bibliothèque du roi.

sous le prince Engène contribua peut-être à inspirer la haine de l'étranger qui est le beau patriotisme des montagnards.

L'Allemagne garde à son tour le souvenir du saccage de Heidelberg ; les soldats français commirent d'inouïes dévastations dans la ville et la campagne ; les églises et les monastères ne furent pas même respectés ; on ravagea les tombeaux des électeurs palatins, on brisa leurs statues. Le maréchal de Lorges ne s'opposa point à cette fatale exécution militaire ; il avait un peu hérité de l'insensibilité de Turenne ; l'amour des batailles, la dureté du camp, avaient étouffé les sentimens d'humanité dans ces vieux soldats, et les régimens de France ne s'arrêtaient pas devant une violence lorsque la générosité des officiers gentilshommes ne se révélait pas d'elle-même. Les récits des Allemands sur le saccage de Heidelberg sont lugubres, ne sont-ils pas dictés peut-être par le juste et noble ressentiment contre les ennemis de la patrie ? A une autre époque, l'Allemagne eut aussi ses douloureuses plaintes contre l'occupation française (1) !

Les Anglais avec leurs flottes victoriennes parcouraient les côtes de l'Océan ; ils se déployaient en belles escadres depuis Dunkerque jusqu'à Bordeaux ; à travers ces escadres échappaient des navires légers, des corsaires bardis au pavillon de France, blanc et fleurdelisé, qui désolaient le commerce de la Hollande, de la Grande-Bretagne et de l'Espagne. Souvent au milieu d'une mer noire et orageuse, quand le goéland battait ses ailes grises sur les dunes et les récifs, apparaissait une voile lointaine fendait les eaux avec la vitesse de l'oiseau de mer ; c'était le corsaire de Saint-Malo, de Dunkerque, du Havre, de Dieppe ou de Brest ; léger navire il échappait aux croisières anglaises, puis se jouant des vagues, il allait saisir à l'abordage la riche cargaison sous le pavillon de la compagnie des Indes, ou les gallions d'Espagne tout

pleins de tonnes d'or et de doubloons frappés à Mexico et à Lima, ou bien encore il faisait baisser pavillon aux flottes hollandaises qui allaient chercher la cannelle, le poivre à Sumatra, et rapportaient du Japon les belles étoffes de tapisserie, les paravents tout couverts de jolis oiseaux bleus et jaunes, les éventails de jones tout gracieux, tant à la mode alors dans les fêtes de Versailles. Le commerce ne pouvait plus se faire que sous fortes escortes.

Les Anglais résolurent d'en finir avec Saint-Malo repaire des plus hardis aventuriers de mer ; il fut arrêté dans un conseil d'amirauté de bombarder la ville et d'y mettre le feu, au moyen d'une machine infernale qui serait lancée contre le port. Cette effroyable machine se composait d'un vieux navire coupé ; les flancs étaient remplis de poudre et de canons chargés jusqu'à la gueule, de grenade, de barils tout pleins de combustibles ; elle devait être lancée contre Saint-Malo, sous le vent, et une mèche placée dans un tuyau faisait éclater la machine infernale juste au port ; l'explosion devait détruire la ville de fond en comble. On le vit donc s'avancer ce brûlot incendiaire, jetant une épaisse fumée, comme ces cétacés des mers du Nord qui lancent devant eux une immense poussière d'eau. Les habitans de Saint-Malo ne connaissaient pas leur danger, néanmoins ils tirèrent sur le brûlot quelques bordées des forts ; la machine presque dématée vint s'échouer sur la côte, à une demi-lieue de Saint-Malo ; là elle éclata et ses millions de projectiles furent lancés. La commotion fut si terrible qu'un tiers des maisons de Saint-Malo fut ébranlé. Si la machine infernale était entrée dans le port, la ville entière eût été emportée, ses habitans eussent péri sous ses ruines. C'était une abominable vengeance de l'Angleterre, le droit de la guerre porté à la plus extrême rigueur. Cette tentative fit une impression profonde dans toute la France ; mille gravures dépeignent l'affreuse machine (2) ce navire coupé, ces mille barils de poudre

(1) On lit dans la lettre d'un habitant de Heidelberg : « Pendant que nos soldats et bourgeois se rotirent pêle-mêle avec les femmes et les enfans au château, le commandant avoit pris les devans avec les autres officiers ; et comme la foule étoit grande, il y en eut beaucoup d'étouffés et d'écrasés, et d'autres tués par les ennemis, qui n'épargnèrent pas même ceux qui s'étoient sauvés dans les églises et dans les cloîtres, ayant pillé ces lieux de même que tous les autres, et dépouillé tout nos ceux qu'ils ne voulurent pas prendre la peine de massacrer. Leur impiété alla jusqu'à violer les femmes dans les églises, enlever les

vases sacrés, ouvrir les tombeaux des électeurs, dépouiller de tous les ornemens les corps embouffés, répandre les ossemens et emporter le plomb des cerceux. On dit qu'ils coupèrent la tête au corps de l'électeur Charles-Louis (c'étoit le père de madame la duchesse d'Orléans douairière), et qu'ils le traînèrent avant que de le mettre en pièces. Enfin on ne sauroit raconter sans verser des larmes, ni entendre sans horreur toutes les emantés qu'ils ont commises, etc., etc. » Pamphlet, Cologne, ann. 1694.

(2) Bibliothèque royale, collection d'estampes, ad ann. 1694.

entassés; on chansonna les Anglais dans des vers moqueurs, tandis qu'une population entière venait d'échapper à un épouvantable danger.

En même temps, l'escadre sous Edward Russel tentait une attaque sur Brest et la côte de Bretagne; elle ne réussit point; on brûla quelques maisons, un couvent de moines, car l'esprit protestant se révélait partout. Le but du débarquement était de secourir un soulèvement des provinces, sur quelques points de la Bretagne et de la Normandie; on attendait les Anglais pour commencer l'insurrection. L'armée des côtes de l'Océan, sous le maréchal de Bellefou, repoussa la tentative de l'Angleterre; Jean Bart se distingua partout avec sa petite escadre. La flotte anglaise se borna au bombardement du Havre et de Dieppe, sur les côtes de Normandie; il y eut de grands dégâts dans ces deux cités; l'attaque des Anglais fut signalée par des incendies et la perte de quelques propriétés sur la côte (1).

(1) Les Bretons conservaient leurs vieilles haines contre les Anglais; ils se livraient à la course par passion; plus d'un éhont populaire fut réitéré contre les Anglais. Dans les châteaux de la Bretagne, les gentilshommes célébraient la fuite de Guillaume et de ses huguenots comme une victoire décisive.

Croyez-moi, laissez-nous en paix,
Anglais, ne revenez jamais;
Pour vous la Bretagne est fatale,
Vous le sentites par le sort
De votre machine infernale,
Où son auteur trouva la mort.

Aujourd'hui vous n'en doutez plus,
Vos gens, près de Brest descendus,
Sont tous demeurés sur la place;
Par la prison on le trépassa
Chacun d'eux a payé l'audace
D'avoir fait en Bretagne un repas.

Dans le détroit on vous attend;
Sans vous Barcelonne se rend;
Menez là vos flottantes naines;
Ici nous avons en tout temps
Et des cécils pour vos machines,
Et des lardons pour vos gens.

Comme toute l'expédition de Guillaume sur les côtes de Bretagne s'était spécialement attachée aux couvents, les gentilshommes plaisantèrent beaucoup sur cette guerre aux capuchons et aux oûtes, guerre qui n'était pas comprise par la loyale noblesse.

Luxembourg finit sa carrière,
En délaissant l'armée entière

La France rendit bien ces calamités aux alliés; ses flottes aussi parcouraient les mers et dévastaient les côtes d'Espagne. Le comte d'Estrées bombardait Barcelone, Alicante, Carthagène; des débarquements furent aussi tentés sur les côtes d'Irlande et d'Ecosse. L'armée française, sous Villeroi, annonça qu'elle allait brûler Bruxelles si elle ne se soumettait au roi; un manifeste de Louis XIV justifia cette mesure de violence comme représailles des attentats commis par les ennemis: « Ce n'était pas la France, disait-il, qui imprimait ce caractère sanglant à la guerre; Bruxelles devait payer pour les désastres des côtes de l'Océan. » On voit que dès cette époque le roi Louis XIV a besoin de justifier sa modération; s'il fait la guerre, il veut qu'il soit bien constaté que c'est la nécessité de représailles qui l'y force. Tout prend ensuite un caractère d'hostilités vigoureuses et implacables (2).

Jamais, à aucune époque, le principe de la course et des prises particulières n'avait été poussé aussi

Du grand Guillaume de Nassau,
Qui perdit tout, canons, timbales;
Mais il s'est redimé sur l'eau,
Il prit malgré Saint-Malo,
Des espuchons,
Des capuchons et des soudales.

Maintenant il triomphe à Londres,
Tous ses échos lui vont répondre;
Saint-Malo de peur ébranlé,
Vive Nassau, la gloire l'environne;
Un gros couvent de récollets,
Qu'il a pris d'assaut et brûlé,
Met un fleuron,
Met un fleuron à sa couronne.

(2) *Manifeste de la France au sujet du bombardement de Bruxelles*, non. 1695.

« Il y a deux ans que les alliés font consister leur plus grande gloire à bombarder les villes maritimes de France, et à désoler par leurs continuels incendies de pauvres habitants qui n'ont aucune part à la guerre que les souhaits qu'ils font de la voir finir. Cependant, quelque facilité que le roi ait eue de porter dans les principales villes de ses ennemis de plus grands dommages que ses sujets n'en ont reçus, Sa Majesté avait toujours cru que les alliés, faisant de sérieuses réflexions sur tout ce que leur pays pourrait souffrir de son juste ressentiment, mettraient fin d'eux-mêmes à cette manière de faire la guerre. Mais comme la trop grande répugnance qu'elle a fait paraître à user de représailles, a fait croire aux ennemis qu'ils pouvaient impunément essayer de mettre le feu dans toutes les villes de France situées auprès de la mer, elle s'est enfin vue forcée de faire sentir à la ville de Bruxelles,

loin. On établit en maxime qu'il fallait faire le plus de mal possible, non seulement à l'ennemi militaire, mais encore à l'ennemi commerçant, de sorte qu'on ne distinguât pas la propriété publique du souverain de la propriété privée du sujet. Un vit des flottes commerçantes détruites à coups de canon, et des magasins de marchandises brûlés. On ne sépara pas le pavillon du commerce du drapeau de l'Etat. Les privilèges des neutres ne furent pas respectés, on les saisit, on les confisqua, comme cela se voit toujours dans les guerres violentes, où rien n'est épargné : principes, intérêts, tout cède devant l'impérieuse loi de nécessité et de représailles. Quand les hostilités s'emprennent de ce caractère, il est difficile qu'elles se maintiennent long-temps. Dans les phénomènes physiques comme dans les choses morales, tout ce qui sort des règles générales et de l'ordre habituel n'est pas durable. La guerre a ses conditions : lorsqu'elle blesse trop d'intérêts elle finit promptement, et déjà l'on voit à cette époque un besoin profond de paix européenne qui se fait partout sentir.

On se rappelle que quelques tentatives avaient été faites pour la réunion d'un congrès afin de régler par une résolution commune les divers intérêts engagés dans la guerre. Cette tentative secrète n'avait point réussi encore ; les propositions de part et d'autre n'étaient pas assez précises ; les temps de paix n'étaient pas arrivés. Repoussée en Hollande, l'habile diplomatie de Louis XIV continua son système de traités séparés avec chacune des puissances en lutte ; il était évident que par ce moyen on aurait meilleur marché de la coalition. Depuis Henri IV telle avait toujours été la tactique du cabinet de France ; puissance isolée, il était difficile à la monarchie de résister seule au mouvement armé de l'Europe ; sa diplomatie manœuvrait donc pour morceler les ennemis, et en faisant une concession, elle cherchait à détacher les cabinets secondaires de la coalition générale des États contre la monarchie. Les démarches de la cour de Versailles s'adressèrent surtout au duc de Savoie ; c'était par une politique de dépit que ce prince s'était déclaré l'ennemi de la France pour se réunir aux alliés dans la guerre ; la Savoie s'était presque toujours associée aux Bourbons par des traités ; sa po-

sition frontière lui en faisait un intérêt et une habitude : sans la protection de la France, que pouvait être la Savoie ? D'ailleurs, la bataille de la Marsaille avait placé le duc dans une position difficile ; la presque totalité de ses possessions était au pouvoir des Français ; Catinat marchait sur Chambéry. Ce fut alors que des insinuations positives de la cour de Versailles invitèrent le duc de Savoie à se séparer de la coalition. Louis XIV avait jugé que l'instant était bien choisi pour tenter une négociation officielle auprès de Victor-Amédée ; il en chargea le comte de Tessé, esprit très-délié ; celui-ci reçut des pouvoirs étendus, favorables à un traité de paix définitif. Victor-Amédée n'était pas lui-même une capacité vulgaire ; aucun prince ne possédait une intelligence plus forte, plus diplomatique ; il appréciait sa véritable position, et n'hésita pas un moment à écouter les propositions du comte de Tessé ; elles furent d'abord tenues très-secrètes, afin de ne pas justifier un mouvement des alliés sur le Piémont.

Le comte de Tessé avait ordre d'offrir à Victor-Amédée la restitution de toutes les places conquises durant les deux dernières campagnes, et de plus, le mariage du duc de Bourgogne avec la jeune fille de Savoie, enfant encore car elle avait dix ans ; le duc de Bourgogne était ce gentil petit garçon, héritier de la couronne de France, que nous avons vu tant aimé de Louis XIV. Ces propositions étaient assez belles pour flatter la vanité et l'ambition de Victor-Amédée ; on se servit également de l'influence de la duchesse de Savoie, fille du duc d'Orléans, très-portée pour l'alliance de France. Une correspondance intime fut entamée entre Monsieur et sa fille ; il ne fut pas difficile de vaincre les faibles hésitations du cabinet de Turin. Par le moyen d'une nouvelle alliance de sa maison, Louis XIV s'assurait pour un temps au moins les frontières des Alpes. Les mariages de famille eurent toujours dans l'esprit du roi un mobile diplomatique et français (1).

L'ambassadeur de France suivit deux négociations parallèles, l'une presque publique, l'autre entièrement secrète ; la première portait sur la nécessité de proclamer une neutralité italique à la tête de laquelle se placerait le duc de Savoie. Cette neutralité une fois déclarée, les armées de France et de

comme à la capitale des Pays-Bas, les effets réciproques de semblables actes d'hostilité ; offrent néanmoins, comme elle a fait, de les faire cesser aussitôt que les alliés voudraient en convenir. En sorte que si ladite ville de Bruxelles et toutes celles des ennemis qui pourront être à l'avenir exposées à de semblables

représailles, y trouvent leur ruine inévitable, elles ne le devront attribuer qu'un peu de cas que les chefs de la ligue font de la conservation des peuples. » (Collection de Versailles. Paris, ann. 1696.)

(1) Correspondance de Tessé, et dépêches à M. de Torcy. (Bibliothèque royale.)

l'alliance devaient également s'abstenir de pénétrer sur le territoire italien; le duc de Savoie acquiesçait une haute importance, et s'évitait le reproche d'abandonner les alliés. Un système neutre avait un certain caractère impartial; on ne s'exposait pas au reproche d'une trop active versatilité. La négociation secrète du comte de Tessé portait précisément sur l'intime alliance avec la France, qu'on ne voulait pas publiquement avouer; on proposait au duc Victor-Amédée de se joindre au roi contre ses ennemis aux conditions suivantes : 1° mariage du duc de Bourgogne et de la fille du duc de Savoie; 2° restitution de tous les pays conquis par les armées de France; 3° paiement de quatre millions de subsides pour que l'armée savoyarde pût se joindre aux troupes du roi contre la coalition. « Le comte de Tessé ajoutait que le roi prendrait sous sa protection le duc de Savoie, et qu'en aucun cas il ne conclurait de traité séparé avec l'empereur, sans y comprendre le duc Victor Amédée (1). »

Ces conditions furent mieux précisées dans un traité écrit; la France reconnaissait la neutralité de l'Italie et s'engageait à la faire admettre également par tous les cabinets intéressés dans la guerre. Afin de laisser une plus haute indépendance au duc de Savoie, la cour de Versailles consentait à faire démolir les fortifications de Pignerol, de Sainte-Brigitte et de la Pérouze, que Richelieu avait élevées pour maintenir le Piémont et l'Italie; on

rendait intactes les villes et citadelles de Suze et de Nice, alors au pouvoir des Français par la conquête; on convenait encore qu'avant la célébration du mariage avec la jeune duchesse de Savoie, celle-ci serait remise comme un gage à la cour de France, où elle serait fiancée à M^{re} le duc de Bourgogne; enfin, par une stipulation secrète, les troupes savoyardes devaient opérer un mouvement pour se joindre à l'armée de France. On ne devait révéler ces articles qu'à la paix générale, et le roi consentait à ce qu'on travaillât d'avance aux mines destinées à faire sauter les forts de Pignerol, Sainte-Brigitte et de la Pérouze (2).

Ces articles de paix échangeaient entièrement la situation des armées françaises en Italie; ils doublaient leur force contre les alliés; et c'était le motif qui avait porté Louis XIV à des sacrifices de conquête et d'argent en faveur du duc de Savoie. Quant à ce prince, il passait sans transition d'une alliance à une autre; il n'y avait pas dans cette démarche une bonne foi complète, mais telle est toujours la condition des Etats intermédiaires et faibles; ils sont jetés par la force de la victoire d'une situation dans une autre, d'une alliance ancienne à une alliance nouvelle; comme ils ne sont pas indépendants par eux mêmes et assez forts pour se faire respecter, ils cherchent dans cette mobilité qui suit la fortune un moyen de sécurité: il n'y a de sincère en politique que la force. Le duc de Savoie

(1) Note de Tessé à M. de Torcy, ann. 1696.

(2) *Traité de paix et de neutralité d'Italie, entre Sa Majesté Très-Christienne et Son Altesse Royale M. le duc de Savoie, conclu et signé à Turin, le 20 août 1696.*

« Le roi très-chrétien ayant toujours conservé pendant le cours de cette guerre un désir sincère de procurer le repos de l'Italie, et Dieu ayant aussi inspiré les mêmes sentimens à Son Altesse Royale de Savoie, Sa Majesté, de son côté, a donné plein pouvoir, commission et commandement au sieur René de Troulai, comte de Tessé, chevalier des ordres du roi, lieutenant général des dragons de France, gouverneur d'Ypres, lieutenant général pour le roi dans les provinces du Maine et du Perche, et commandant présentement pour Sa Majesté dans les pays et places de la frontière du Piémont. Son Altesse Royale, de sa part, ayant pareillement donné ses pouvoirs et mandemens au sieur Charles-Victor-Joseph, marquis de Saint-Thomas, ministre et premier secrétaire d'Etat de sadite Altesse Royale; Sa Majesté veut bien consentir, et promet que la ville et citadelle du Pignerol, forts Sainte-Brigitte la Pérouze et autres forts en dépendant, seront rasés et

démolis; le tout sera mis entre les mains de Son Altesse Royale, aussi bien que les terres et domaines compris sous le nom du gouvernement de Pignerol, et qui avaient appartenu à la maison de Savoie avant la cession que Victor aîné, premier duc de ce nom, en avait faite au roi Louis XIII, lesquelles villes démoliées citadelles et forts démolis et territoires seront pareillement remis à Son Altesse Royale pour les tenir en souveraineté, et en jouir pleinement et à perpétuité. Quo si la neutralité d'Italie s'acceptait, on que la paix générale se fit, comme un grand nombre de troupes seraient totalement inutiles et à charge à Son Altesse Royale, et qu'outre les dépenses excessives pour les entretenir, c'est souvent une occasion de méintelligence que de conserver sur pied plus de troupes qu'il n'en faut dans un Etat, soit pour sa conservation, soit pour la dignité du souverain, Son Altesse Royale s'oblige de n'entretenir en temps de neutralité que 600 hommes de pied en-dedans des monts, et 1600 au-delà des monts pour les garnisons de Savoie et comté de Nice, et en tout 1600 chevaux ou dragons; et cette obligation de Son Altesse Royale n'aura lieu que jusqu'à la paix générale. » (Archives diplomatiques, ad ann. 1696.)

déguisa tant qu'il le put sa nouvelle position aux alliés; sous le prétexte qu'il était pressé par les troupes de France, il demanda aux coalisés le contingent stipulé par les traités en cas d'invasion, et comme il ne fut pas fourni, le duc de Savoie déclara qu'il se séparait de l'alliance afin de proclamer la neutralité de l'Italie (1).

La France acquiesça ainsi une bonne alliance au midi; sa tactique parvenait à détacher les alliés les uns des autres; un premier résultat efficace était obtenu comme un exemple à suivre par les petits États. Toute la diplomatie du roi s'occupa de cette œuvre; on engagea des correspondances secrètes, et la presse de France dut seconder le mouvement contre l'alliance. On n'a pas assez remarqué que Louis XIV fut peut-être le prince qui employa le plus activement les publications politiques; les écrits de toute espèce secondaient ses intérêts. Le roi savait la puissance de la pensée, la force des opinions écrites; il en avait éprouvé lui-même les dangereux effets, car la révolution de 1688 et la coalition avaient été préparées par des écrits de l'école protestante. En politique, les grands mouvements d'opinions et de gouvernements sont presque toujours préparés par la presse: elle devance seulement de quelques années ce que la nécessité impose plus tard aux gouvernements, et cela s'explique; elle fait l'opinion, et il n'est pas de pouvoir qui ne subisse tôt ou tard cette opinion une fois faite; c'est leur inflexible loi.

Il parut donc à cette époque une suite d'écrits destinés à séparer la coalition. « Quoi! disait

un pamphlet, les hollandais ne s'aperçoivent pas qu'ils servent de jonc à l'ambition démesurée du prince d'Orange! est-ce que les États s'imaginent que Guillaume n'a pas un but? Est-il difficile d'entrevoir qu'après avoir établi en Angleterre le pouvoir absolu, Guillaume d'Orange tentera d'absorber l'autorité des États de Hollande et de s'y faire proclamer roi? » N'était-ce pas le vieux dessein des princes de cette maison? La Hollande avait tout à gagner dans la paix; son commerce était frappé de stagnation. Chaque jour ses flottes étaient abimées par les corsaires, et pour quoi ces grands sacrifices d'hommes et d'argent? Dans quel objet d'utilité patriotique? C'était pour obtenir un maître que toute la Hollande jetait ainsi son argent dans la coalition (2).

D'autres motifs étaient développés par les auteurs des pamphlets, en ce qui touchait les rapports de Guillaume III et de l'Angleterre. « Pourquoi avoir-on fait une révolution dans la Grande-Bretagne? C'était, disait-on, pour assurer la liberté publique; or, cette liberté, le parlement l'avait-il obtenue? Les étrangers envahissent les conseils du nouveau roi, qui s'entourait d'Allemands, de Hollandais et de réfugiés français très-arrogants! Etoit-ce ainsi que méritoit d'être traitée l'Angleterre après tous les sacrifices qu'elle avait faits à Guillaume d'Orange? la guerre ne blessoit-elle pas au cœur les intérêts britanniques et son commerce maritime? »

A l'Autriche les écrivains opposaient d'autres motifs; « l'empereur ne voyoit-il pas le caractère

(1) En vertu du traité conclu avec la Savoie, ces pays furent rendus par la France au duc Victor-Amédée, ainsi qu'il résulte de la pièce diplomatique qu'on va lire: Acte de remise des pays et États de Savoie, fait par Sa Majesté Très-Chrétienne Louis XIV, roi de France et de Navarre, à Son Altesse Royale Victor-Amédée II, duc de Savoie, prince de Piémont, roi de Chypre, etc., 28 septembre 1696. — De par Son Altesse Royale: « Sachent tous et un chacun que, conformément au traité de paix fait et signé entre Sa Majesté Très-Chrétienne Louis XIV, roi de France et de Navarre, etc., etc., d'une part, et son Altesse Royale Victor-Amédée II, duc de Savoie, prince de Piémont, roi de Chypre, etc., etc, il a été ordonné par Sa Majesté Très-Chrétienne, à M. Antoine Balbazard de Longcombe, marquis de Thoy, général-major des armées de France et gouverneur de Savoie, de rendre entièrement à Son Altesse Royale tous les pays, places, châteaux et forteresses de toute la Savoie, à la réserve de Montmélian, d'en retirer les troupes, conformément aux patentes de Sa Majesté. Pour laquelle fin Son

Altesse Royale y a envoyé le marquis Charles Thana capitaine de ses gardes du corps, major-général de son armée et gouverneur en Savoie, avec pouvoir de recevoir nom de Son Altesse Royale lesdits États et places. C'est pourquoi le marquis de Thoy s'étant rendu en la chambre du conseil de la maison de ville de Chambéry, et ayant fait assembler le noblesse, les syndics et les conseillers de ladite ville, ledit marquis de Thana y comparut aussi, et après avoir complimenté le marquis de Thoy, ce marquis lui remit entièrement tout le pays et toutes les places du duché de Savoie, à la réserve de Montmélian; il s'exprima en ces termes: « Conformément à l'ordre du roi mon maître, et suivant le pouvoir que vous en avez reçu de Son Altesse Royale, je remets entièrement à votre Altesse en votre personne, les places et toutes les dépendances des États de Savoie, à l'exception de Montmélian. » (Archives diplomatiques, ad ann. 1696.)

(2) J'ai déjà donné le titre des pamphlets pour ou contre la guerre, que publièrent les *Gazettes de France, de Hollande et de Cologne*.

tout protestant qu'avait la ligne d'Angsbourg? Le résultat de la guerre alloit agrandir d'émesurement l'indépendance des électeurs réformés; le marquisat de Brandebourg marchoit à la royauté prussienne. Si l'on laissait ainsi les événements se développer, la couronne impériale, violemment arrachée à la maison d'Autriche, brillerait au front d'un électeur protestant; cette considération étoit grave pour l'empereur et pour le roi des Romains son fils surtout, car une révolution religieuse entraînerait presque toujours une révolution politique. L'intérêt catholique était invoqué vis-à-vis de l'Espagne, et les écrits exposaient combien il était étrange de voir les deux grands princes qui représentaient l'empire de Charles-Quint à Vienne et à Madrid, s'unir avec le protestantisme contre les intérêts de la puissante catholicité et l'unité impériale.

Ces écrits étaient jetés au monde politique, et préparaient de plus actives négociations. Des publicistes avaient établi les devoirs des nations entre elles. Le livre du baron de Puffendorff sur le droit des gens avait retenti dans l'Europe diplomatique. Depuis Grotius aucun travail n'avait fait une impression plus vive et plus profonde. Le dix-septième siècle devenait l'ère du droit public. Comme Louis XIV s'était posé en conquérant, les petits États cherchaient à lui trouver des obstacles dans les principes; c'était en général au sein des puissances du second ordre que tous ces travaux de science diplomatique s'accomplissaient; ces États corrigeaient par le scrupule des principes, l'influence de position et de force dans laquelle la destinée les avait placés⁽¹⁾. Grotius, Puffendorff, Barbeyrae, ces trois fondateurs de la science du droit public européen, écrivirent au profit d'États neutres et intermédiaires. Les grandes puissances soutenaient au contraire les principes absolus, les droits exclusifs; c'est ainsi que l'Angleterre défendit alors par Selden le principe *dominium maris*, qui a fondé son droit de visite sur les neutres.

(1) La France se plaint alors de l'excessive liberté de la presse et des libelles. On lit dans la *Gazette* de l'année 1695 : « La cause de ce torrent d'écrits, dont l'Europe est inondée, vient de la liberté qu'on laisse en Hollande d'écrire tout ce qu'on veut; il ne faut point de permission pour cela, et on dit que c'est le privilège du pays. Les hommes sont assez naturellement portés à mal faire, malgré la justice, leur conscience et les défenses qu'on leur fait, sans qu'ils y

CHAPITRE XLIII.

SITUATION DE GUILLAUME III — ÉPUISEMENT DE LA GUERRE.

Guillaume III et le parlement. — Mort de Marie. — Dégoût de la royauté. — Influence de Jacques II en Angleterre. — Agence de Renaudot. — Conspiration de Barclay. — Assentiment pour Guillaume III. — Guerre continentale. — Mort du duc de Luxembourg. — Les maréchaux de Boufflers. — Villeroy. — Vanban. — Prise de Namur par les alliés. — Campagnes de 1695 et 1696.

1695 — 1696.

Les hommes supérieurs qui se donnent une mission sont accablés de dégoûts et de froissements. C'est un jeu fatal que de vouloir une couronne! On y perd et les facultés intimes du cœur et le repos de la vie. Je n'ai jamais contemplé cette figure froide et impassible de Guillaume III, telle que l'école hollandaise nous la reproduit, sans pénétrer la cause de cette mélancolie rêveuse qui se peint sur ce front jauni par les veilles et les batailles. Guillaume III avait à lutter contre les partis jacobites et puritains ardents, décidés également à ces coups de violence qui marquent la première vigueur des partis. Les jacobites exilés avaient conservé en Angleterre, en Écosse, en Irlande de nombreux partisans; quelle que fût la rigueur des lois prohibitives, ils entretenaient des correspondances avec les partisans de Jacques II. Il y avait dans la chambre des lords, au sein des communes, des esprits sérieux qui songeaient à une restauration; il se manifeste presque toujours après les révolutions accomplies un désabusement inouï sur les espérances qu'on avait conçues; comme les révolutions ne peuvent pas tenir ce qu'elles promettent, les hommes qui ont eu foi en elles s'en dégoûtent

soient encore excités par une liberté si condamnable. Le privilège de mal faire est un privilège qui répugne aux bonnes mœurs et à l'équité, et ceux qui le donnent ne doivent pas s'en glorifier. Par-là l'histoire se voit altérée, et n'a point d'ordre; elle est sans aucune suite et mise en lambeaux; chacun traite les endroits qui conviennent à son génie ou à sa passion, et qui peuvent donner lieu à la satire. »

profondément on se jettent dans les projets aventureux de reconquérir par la force ce que l'habileté leur arrache, au milieu de la fatigue des esprits. Cela explique les mécontentemens des puritains et leur union avec les jacobites dans une haine commune contre Guillaume III (1).

Le nouveau roi d'Angleterre passait sa vie militaire sur le continent, en face des armées de Louis XIV. Quand un intervalle des quartiers d'hiver lui permettait de revoir Whitehall, aux murs blanchis, ou la vieille tour de Londres, Guillaume III quittait la Hollande et allait rejoindre la reine Marie, qu'il avait laissée à la tête des affaires publiques. Marie, que les pamphlets de France présentaient comme une fille dénaturée, avait en effet le cœur froid, les entrailles de marbre; jamais elle ne manifesta la moindre tendresse pour son père Jacques II; il ne se réveilla jamais ce doux sentiment de nature envers le roi qui avait pris soin de son enfance; toute dévouée à l'école protestante, puritaine et sévère comme elle, Marie puisait dans sa conviction profonde et dans la lecture des livres calvinistes cette force d'une mission religieuse qui étouffe les sentimens du cœur; elle s'était unie à l'Eglise anglicane, elle avait haine du papisme; elle se croyait appelée à défendre la religion et les lois du pays. Marie était sous l'influence de deux hommes ardents; Burnet, évêque de Salisbury, et Jurieu, le ministre protestant, chef de l'école calviniste française. Le docteur Burnet sortait d'une ancienne famille du comté d'Aberdeen; son père avait été éré par Charles II, lord d'essession, d'après l'ancienne loi écossaise. Burnet s'était destiné à l'état ecclésiastique, dans les universités d'Oxford et de Cambridge; il y devint savant et acquit bientôt cette haute importance que l'érudition trouve en Angleterre; il publia son premier livre sous le titre de *Dialogue entre un conformiste et un non conformiste*, qui eut un prodigieux succès en ces temps de controverses religieuses; Burnet y contracta une vive et profonde haine contre les catholiques; cette antipathie explique sa désertion du parti des Stuarts. Burnet vint en Hollande rejoindre l'armée des alliés; il y rédigea le manifeste d'invasion; de là sa grande faveur auprès

de Guillaume et de Marie, puis son élévation à l'évêché de Salisbury. Prêlat simple de manières, Burnet était très-dévot au principe de la prérogative royale et à l'obéissance de l'épiscopat; il avait publié ses deux premiers volumes de l'*histoire de la réforme d'Angleterre*; ces livres eurent un retentissement remarquable dans l'Europe protestante, et méritèrent une réponse de Bossuet (2).

Le bonillant ministre Jurieu appartenait tout à la fois à l'école calviniste de France et de Hollande; ce n'était point un esprit calme et froid comme Burnet; sa passion de controverse l'entraînait à tout attaquer, les catholiques et la réforme elle-même. L'influence de Jurieu était éminente néanmoins dans la politique, parce qu'aux époques passionnées les esprits agités et convaincus prennent un immense ascendant; ils sont en rapport avec les idées qui brûlent. Jurieu suivait le roi Guillaume en Hollande; c'était son organe et son ministre auprès des États de la Haye. Jurieu, très-lié avec le grand pensionnaire Heinsius, procurait à Guillaume III les subsides de guerre, et l'appui ferme et persévérant de l'opinion huguenote. Ce n'est pas sans motif que les caricatures françaises poursuivaient avec un si profond acharnement l'évêque Burnet et le ministre Jurieu; on savait bien que c'étaient là les auxiliaires les plus actifs de la cause protestante, liée désormais aux destinées de Guillaume III.

Ce fut au milieu du plus grand acharnement de la guerre que mourut de la petite vérole la reine Marie d'Angleterre, âgée de 32 ans à peine; femme forte et superbe, elle avait été en butte à de violentes insultes, et les jacobites l'avaient traitée de Jézabel. « Allez ensevelir cette maudite, car elle est fille de roi, » s'était écrié un prédicateur, lui faisant ainsi l'application des paroles de l'Écriture. Elle ne sollicita point la bénédiction de son père au lit de la mort. Elle mourut dans la profonde conviction qu'elle avait accompli une mission religieuse; elle se contenta de la bénédiction de Dieu et de l'évêque anglican. Guillaume III, trop fier pour éprouver de grandes émotions, ne pleura point Marie; de graves soucis plissaient son front (3). A aucune époque, le parlement ne s'é-

(1) Voyez la correspondance et les papiers inédits de Renaudot, (Biblioth., roy., fonds nouveau.)

(2) Burnet est auteur de nombreux ouvrages. Les plus importants sont: l'*Histoire de la reformation d'Angleterre*, ouvrage pour lequel le parlement lui vota des remerciemens, et l'*Histoire des dernières révolutions d'Angleterre*, l'édition de la Haye surtout; ann. 1728, in 4°, ann. 1727, in-12. Les Stuarts

y sont traités de séculiers, de tyrans, de rois exécrables et impies. Charles II avait été pourtant le bienfaiteur de Burnet; ainsi procédaient les têtes ardentes, ambitieuses ou fortement agitées par une conviction religieuse ou politique.

(3) Je n'ai trouvé nulle part l'histoire bien méritée de cette reine Marie, plus remarquable qu'Anne, sa sœur, trop exaltée peut-être par Rume et Fox.

taient montré plus difficile à conduire; ce prince était en butte tout à la fois aux whigs et aux tories qui avaient fait taire leur haine mutuelle pour se réunir contre lui. Ce fut la période des attentats contre la personne de Guillaume III. Les temps de luttes armées étaient passés; il y avait encore les entreprises contre la tête du prince. La révolution avait semé les tempêtes, les jacobites cherchaient à en profiter.

Jacques II de retour à Saint-Germain forma son conseil qui eut pour chef lord Melford, esprit peu étendu, et entouré de mille intrigues qui dominaient son caractère; c'est un peu la plaie des causes malheureuses que cette foule d'aventuriers qui les exploitent sous prétexte de les sauver. Jacques II avait beaucoup de partisans en Angleterre, indépendamment des catholiques. Le peu de popularité de Guillaume III, usurpateur qui avait conquis le trône par les étrangers, comme le disaient les jacobites, favorisait une restauration. Des agents secrets étaient partout répandus, et remuaient profondément les masses; on correspondait aisément de Saint-Germain à Londres. Jacques II publiait des manifestes de tolérance; et, chose curieuse, le véritable principe de liberté religieuse était du côté de Jacques II. Guillaume III était le type de l'exclusive domination de l'Eglise anglicane; le despotisme religieux appartenait à son école. Jacques II défendait la libre conscience. Lord Melford représentait l'Eglise anglicane, dans son conseil, et le père Péters le catholicisme. Les Stuarts combattaient pour la tolérance, Guillaume, pour l'Eglise établie. Dans les temps de révolution, ce n'est pas la liberté pour laquelle on combat, mais pour la domination d'un parti ou d'une idée sur une autre idée. L'émancipation catholique qu'on a conquise cent cinquante ans plus tard, était le plan qui se rattachait à la restauration des Stuarts, mais alors cette idée était trop avancée, on en était au serment du *test*.

L'agent le plus actif de la restauration des Stuarts était en France le journaliste Renaudot, spirituel et facile rédacteur de la *Gazette de France* (1); c'était lui qui préparait les manifestes, les instructions des agents secrets; il présentait des rapports au conseil de Jacques II, ou à M. de Pontchartrain

sur les espérances de ses amis d'Angleterre; sa correspondance inédite indique une multitude de lords, de pairs et de membres du parlement d'Angleterre, qui se dessinent pour la cause des Stuarts. On y fait des promesses à tous ceux qui veulent s'associer à cette grande entreprise; des pardons, des amnisties, des blâmes-seings sont donnés aux agents secrets qui vont, soit en Danemark auprès de la princesse Anne, soit à Londres auprès des plus intimes confidents de Guillaume III. Les papiers de Renaudot offrent une vive curiosité, parce qu'ils sont le plus authentique des témoignages sur les entreprises faites par les Stuarts contre Guillaume III. Il y a toujours quelques illusions de parti dans les espérances d'une restauration; les agents qu'on emploie trompent souvent, ou se trompent; ils prennent de simples pourparlers pour des promesses directes; ils transforment de vieux regrets en véritables engagements; ils voient tout le pays à travers le petit cercle qui les entoure. De là les déceptions malheureuses, et souvent des têtes compromises. Les restaurations se font par les principes, et rarement par les agitations et les complots.

Jacques II aimait à écrire ses instructions, à tracer ses plans de politique, à correspondre avec ses partisans et ses serviteurs; les papiers de Renaudot contiennent toujours de nouvelles espérances données par Jacques II à ses amis. « Sa Majesté, dit une de ces instructions aux fidèles sujets d'Angleterre, est informée des bons sentiments que la plupart des évêques et du clergé de l'Eglise anglicane conservent pour leur souverain légitime; elle en fait tout le cas qu'elle mérite leur zèle, et par cette raison elle écouterait volontiers tout ce qui viendrait de leur part, et appuiera leurs propositions et leurs intérêts de ses meilleurs offices. — L'arrivée de milord Middleton a fait beaucoup de plaisir à Sa Majesté, qui aussi bien que tous ses ministres a en lui toute la confiance que méritent sa conduite passée, sa fidélité, sa capacité et son expérience; ceux qui voudront s'adresser à lui pour ce qu'ils auront à proposer à la cour de France, le pourront faire avec une entière sûreté, et avec l'approbation de Sa Majesté (2). — S'il y a auprès du roi quelques personnes suspectes à ceux qui pourraient avoir des

(1) J'ai déjà parlé des cartons de Renaudot, si curieux pour l'histoire des derniers Stuarts de 1689 à 1706. Renaudot était un savant orientaliste, et c'est parmi des travaux tout scientifiques et spéciaux que se trouvent les papiers de l'agence anglaise. (Bibliothèque du roi, cartons fonds nouveaux.)

(2) Tous les faits importants qui se passaient à Saint-Germain étaient transmis à M. de Pontchartrain par Renaudot. Voici quelques modèles de sa correspondance. Paris, 11 janvier 1695, « Monseigneur, M. Jones a été très-bien reçu du roi et de la reine d'Angleterre, qui lui ont donné une longue audience, sans que mi-

desseins importants, on les prie instamment de ne les pas abandonner pour cela. On leur promet un entier secret à l'égard de ceux qui leur paraîtront suspects, quels qu'ils puissent être. On ne les commettra point avec personne, et même s'ils ont des remontrances à faire sur les personnes suspectes, on les appuiera auprès de sa Majesté Britannique, afin qu'elle les examine sans prévention. — Quand Sa Majesté sera informée de quelque projet important, elle pourvoira au moyen d'en faciliter l'exécution, en fournissant les sommes dont on aura besoin, sur quoi elle s'expliquera plus amplement lorsqu'il sera nécessaire. — Lorsque le roi saura certainement, que les serviteurs de Sa Majesté Britannique seront réunis en assez grand nombre pour se déclarer en sa faveur, et qu'on pourra juger la descente en Angleterre praticable, Sa Majesté est prête à fournir encore tous les secours nécessaires pour cette entreprise, lorsqu'elle se fera de concert avec la nation. Que si jusqu'à présent on n'y a pas pensé de nouveau, ce n'a pas été manque de force

lord Melford, qui le présentait et le conduisait par le petit escalier, fut présent : les choses se sont passées aussi bien qu'on le pouvoit souhaiter. Quoiqu'il ne pût rien savoir du dessein qu'ils auroient de lui ordonner de ne pas faire un séjour réglé à Saint-Germain, néanmoins comme il auroit en la même pensée autrefois, il la proposa au roi, qui lui témoigna que cela lui feroit plaisir, et qu'il vouloit lui en parler. Il est donc revenu ici après avoir entretenu milord Middleton, dont il paroit fort content, et qui doit venir aujourd'hui voir M. de Barbezieux. Il a aussi vu milord chancelier, qui lui a parlé en toute confiance. Je reçus hier deux paquets, l'un du chevalier Montgommery, l'autre d'Ivoing, qui mandent tous deux qu'il est de la dernière importance de ne pas laisser échapper l'occasion présente des dispositions favorables d'un grand nombre de personnes pour le service du roi, et témoignent de l'impatience de voir exécuter ce qu'on leur a fait espérer touchant l'objet de leur assertion ; Guillaume, à ce qu'ils ajoutent, n'oubliera rien pour renverser ce que ceux qui ne veulent pas passer par ses mains peuvent faire de meilleur. Comme il y a quelques nouveaux noms dans ces lettres, je ne vous en rends, Monseigneur, qu'un compte fort sommaire. Puisque le roi reviendra bientôt vous trouver les mémoires prêts, et les personnes pour vous informer de tout exactement, Je suis, etc.

« RESAUVOT, »

« Monseigneur, je vous envoie un extrait de plusieurs lettres que milord Melford m'a mis entre les mains, et dont le roi d'Angleterre avoit ordonné qu'on vous donnât des extraits de sa part, comme je crois qu'on aura fait. Je ne m'étois pas trompé quand je vous

ou de bonnes intentions, mais faute d'avoir été informé des mesures propres pour la faire avec succès et ne point alarmer la nation. — A l'égard de milord chancelier, on peut-être certainement assuré que Sa Majesté et ses ministres estiment sa fidélité, sa capacité et son zèle ; qu'on n'a contribué en aucune manière à l'éloigner des conseils du roi son maître, qu'il n'est point suspect et qu'on lui donnera toutes les marques possibles d'estime et de confiance, comme on lui en a donné depuis peu. — Ceux qui recevront ce mémoire connaissent la main et la personne par qui on le leur envoie. Leurs amis qui sont ici ont vu les ordres qui leur ont été donnés pour cela, et milord Middleton en pourra rendre témoignage. Cependant comme on convieut que dans des affaires de cette importance, on peut souhaiter avec raison d'avoir des preuves authentiques de tout ce qui est compris dans ce mémoire, on les prie de vouloir bien mander quelles assurances ils souhaiteront, ou d'envoyer quelqu'un bien autorisé, on les satisfera entière-

ment. Je ne doute pas qu'il ne conviendrait de la plupart des articles du mémoire, car il me chargea de vous dire et demander à ceux avec qui nous avions correspondance qu'il trouveroit bon que ceux qui le voudroient s'adressassent à la cour de France. Que s'ils demandoient que le roi fût garant de ses promesses, qu'il l'en prioit, qu'ils pourroient s'adresser à ceux de ses ministres ou autres qu'ils voudroient. Enfin ayant, sans parler du mémoire, fait tomber dans le discours tous les articles, il n'y en a aucun sur lequel il fit la moindre difficulté, non plus que la reine. On écrit avec de si grandes instances pour avoir la réponse qu'on attend sur ces articles, que sans cela on n'ose rien espérer. Milord Middleton est du même avis, et on mande de plusieurs endroits que si on trouve une fois cette ouverture, il est impossible qu'on ne voie bientôt de grands efforts. Je vous les envoie donc, ayant ôté ce qui a rapport à la religion, espérant qu'ils auroient un meilleur succès qu'en la première forme. En ce cas, vous jugerez bien, Monseigneur, combien le temps est précieux ; et tous les amis s'accordent avec ceux du roi d'Angleterre qu'il n'y a que la crainte des dernières extrémités qui puissent réunir les Anglais avec le prince d'Orange. Vous verrez par ces extraits que ce qui est dit du parti presbytérien s'accorde avec ce qu'on vous en a dit ci-devant. Je ne vous répète pas toutes les raisons qui appuient chaque article, et s'il y avoit quelque nouvelle difficulté qui ait rapport au roi d'Angleterre, il est très-aisé de la faire cesser. Milord chancelier est tellement satisfait de vous qu'il doit reprendre courage, et remettre tous les amis en mouvement. Je suis, etc. Paris, 7 décembre 1695.

« RESAUVOT, »

ment. — A Saint-Germain, 20 décembre 1695. »

Alors éclata la violente entreprise de Georges Barclay contre Guillaume III; le but des conjurés était ainsi réglé : la garde orangiste se composait de cinquante hommes qui entouraient la voiture du roi : cinquante jacobites, nombre égal, devaient attaquer avec les mêmes armes les gardes, enlever ou tuer l'usurpateur; en même temps une flotte devait débarquer Jacques en Angleterre; il marchait sur Loudres dans la confusion de toutes les idées, et les Stuarts retrouvaient leur couronne. Ce projet manquait de base; Guillaume n'était pas un homme isolé, mais encore l'expression d'un principe; le sang qu'on allait verser n'était pas capable de populariser Jacques II; loin de là, il aurait rendu son entreprise odieuse. Une restauration doit se faire surtout par les idées, par l'amère déception qui environne les espérances des partis ;

(1) Plusieurs tentatives d'assassinats furent essayées contre Guillaume III. J'ai trouvé sur ce point dans les portefeuilles de Fontenien des pièces assez curieuses. « Relation véritable de l'horrible porricide intenté contre la vie de Sa Majesté Guillaume III, roi d'Angleterre, d'Écosse, de France et d'Irlande, tirée des informations, lettres interceptées, et autres pièces authentiques, ensemble des procédures, sentences et exécution de l'assassin. (Collection FONTENIEN, tom. CCCLXXV, CCCLXXVI.) — « Quelques ministres de la cour de France, des plus acerrimés, ayant formé la dessein de faire assassiner le roi de la Grande-Bretagne, ont choisi un nommé Barthélemy de Linière, chevalier de Grandval, pour conduire cet attentat. Celui-ci s'étant adressé à deux hommes, nommés Leifdnet et Dumont, le premier en écrivit à ses parents en Hollande, pour qu'ils en informassent le roi, et le second en fit avertir Son Altesse Sérénissime le duc de Kell, qui en donna également connaissance à Sa Majesté le roi Guillaume, lequel en informa son conseil. D'après toutes ces informations, le sieur de Grandval ne pouvait échapper. Il fut en effet arrêté à Bais-le-Duc. Ses interrogatoires, et le cours de la procédure, firent découvrir une foule de gens marquants de la cour de France, impliqués dans cette odieuse affaire. D'abord projeté par M. de Louvats, ce dessein était demeuré sans exécution jusqu'au jour de la mort de ce ministre. Son fils et son successeur, M. de Barbezieux, le fit revivre. Aussi fut-il dit par un des témoins, que sur l'observation qu'il avait faite à Grandval sur la difficulté d'exécuter son projet, celui-ci lui avait répondu : « Je l'ai promis M. de Barbezieux, et je l'exécuterai ». Un autre témoin, le nommé Dumont, ajouta d'autres particularités, entre autres celle-ci : « que M^{me} de Maintenon avait connaissance de ce dessein, et que cela était si vrai que Grandval avait dit souvent qu'il

la force matérielle ne doit arriver que toute seule et comme la dernière scène d'un drame déjà fini. L'entreprise de Barclay contre Guillaume III, fut révélée par un des conjurés; il y eut une vengeance éclatante; le sang coula sur l'échafaud. Le parlement s'associa pour la défense des libertés anglaises et de Guillaume III; les espérances d'une restauration s'éloignèrent, comme il arrive toujours après une entreprise manquée. La cour de Saint-Germain se remit néanmoins à l'œuvre de ses projets, et Guillaume III grandit dans l'opinion des cours de l'Europe, par le courageux sang-froid qu'il avait déployé au moment du danger (1).

C'était en définitive la guerre sur le continent qui devait décider la destinée de la monarchie de 1688. Le roi Guillaume le savait bien, et sa présence constante sur le champ de bataille en Hollande, indique cette préoccupation de son esprit.

comptoit sur elle pour arranger tout cela à la cour de France, car c'étoit elle qui lui avait promis le titre de duc, etc. » Tant de témoignages accablent Grandval. Aussi avoua-t-il ingénument son crime; mais il présenta deux requêtes au roi d'Angleterre, écrites de sa propre main, et dans lesquelles il disait qu'il n'avait fait que suivre les ordres de M. de Barbezieux. Après sa sentence de mort entendue, Grandval demanda à écrire la lettre qu'on va lire :

A Mlle. Juré, rue Grenelle, vis-à-vis la rue des Deux-Ecus, près l'hôtel de Soissons. A Paris.

Du camp de Hall*, 13 août 1692.

« Mademoiselle, Je vous prie d'aller trouver M. l'archevêque de Reims avec M. de Tourdail, et faire connaître audit archevêque qu'il m'en coûte la vie pour avoir obéi aux ordres de M. de Barbezieux. C'est la grâce que vous demande votre serviteur,

DE GRANDVAL. »

« P. S. Voyez M. le marquis d'Arsoy, qu'il contraindra à faire prier Dieu pour moi. »

Le chevalier de Grandval subit le dernier supplice. Attaché à un gibet, demi-vivant, son corps fut ouvert, coupé, et ses intestins brûlés. Sa tête séparée du corps fut placée sur un poteau, et ses quatre membres suspendus aux endroits ardonnés par Sa Majesté. Ainsi le voulaient les lois anglaises, à l'égard d'un criminel de lèse-majesté. Je ne donne toutes ces pièces que comme simples renseignements. Je n'ai pas besoin de faire observer qu'il faut d'autres documents pour faire peser sur la tête d'un gouvernement et sur les ministres une accusation aussi grave que celle d'un assassinat.

* Il avait été conduit à l'armée pour y être jugé.

Le prince d'Orange comprenait qu'il devait obtenir de la victoire seule son baptême de roi ; il y avait profit et gloire à forcer Louis XIV à le reconnaître et à le saluer comme roi de la grande Bretagne ; il passait sans cesse de Londres en Hollande pour ménager tout à la fois ses intérêts anglais et allemands. Déjà Guillaume commençait à éprouver les premières atteintes des douleurs contractées sur le champ de bataille ; il avait tant dormi dans les camps ! Guillaume était un peu goutteux, asthmatique, et son épaule gauche se ressentait du froissement du boulet qui avait sifflé à deux lignes de son front dans la bataille de la Boyne.

Depuis deux ans les opérations militaires n'avaient pris aucun caractère décisif. Louis XIV avait définitivement abandonné les devoirs et les opérations de la guerre à M. le dauphin ; il n'était plus jeune, et pour la vie d'un roi aux camps, il faut cette haute activité qui n'était plus en lui. Louis XIV, depuis les douleurs de sa fistule, montait difficilement à cheval ; le dauphin, au contraire, aimait la bruyante activité de la chasse et de la guerre ; et à Versailles il n'avait d'autres plaisirs que les bois, les taillis et les hautes futaies, le bruit du cor, le monotone hurlement des loups dans les longues nuits d'hiver. M. de Ségur, quoiqu'un peu gros et rond, était parfaitement sous la tente ; le roi plaça auprès de lui le vieux maréchal de Luxembourg qui fit campagne encore cette année dans la Flandre. Il se résuma, cette campagne, en marches et contre-marches. Tandis que le duc de Wurtemberg, le duc de Bavière sous les ordres de Guillaume III, tentaient une invasion de la France, le dauphin et M. de Luxembourg se portaient dans les Pays-Bas. Toutes ces évolutions de troupes n'avaient aucun résultat décisif ; c'étaient des combats d'avant-garde, une simple stratégie des camps. L'armée du centre, en Allemagne, sous le maréchal de Lorges, n'avait rien essayé de hardi ; elle s'était

mise en retraite derrière le Rhin ; le prince Louis de Bade et les Allemands étaient entrés dans l'Alsace. En Italie la défection du duc de Savoie avait exposé la coalition à d'inévitables échecs ; le prince Eugène et milord Galloway (le marquis de Ruviigny), qui représentait Guillaume III et les intérêts protestants dans cette armée, avaient concentré leurs troupes dans le Milanais. Catinat gardait une bonne position dans la Savoie, mais ses convois, ses trainards étaient menacés par le soulèvement des Vaudois qui s'armaient au bruit des prédications calvinistes. La campagne sur tous les points des frontières n'avait rien eu de décisif ; on tenait à peu près les mêmes positions.

L'année 1695 fut marquée par une triste perte ; le maréchal de Luxembourg mourut d'une courte et vive maladie ; c'était le véritable général des gentilshommes, habile, actif, soldat surtout à la manière des Condé pour les grands coups de bataille. Le maréchal de Luxembourg avait de beaux faits d'armes dans sa vie militaire ; Nerwinde fut non seulement une action d'éclat, mais encore un succès de manœuvres remarquables ; ainsi du moins le jugeaient le prince d'Orange, le duc de Bavière et le duc de Wurtemberg avec leur tactique et leur prudence allemande. Le maréchal mourut à Paris (1), avec la piété des Montmorency ; le roi le combla de bienfaits dans ses derniers moments ; il fut visité par Vendôme qui ne l'aimait point, et ces deux nobles soldats s'embrassèrent comme s'ils n'avaient jamais rien eu à démêler entre eux. Il fut un moment question d'ensevelir Luxembourg à côté de Turenne, sous les voûtes de Saint-Denis ; on ne s'arrêta point à cette idée ; on craignait de trop effacer les distinctions, de placer l'épée à côté du sceptre et le sujet à côté du prince.

Deux maréchaux restaient à l'armée du nord, le marquis de Boufflers et Villeroy ; Boufflers, brave général, sans forte tactique militaire, avait

Il a paru dedans tous les hasards,
En faisant voir sa vaillance.

Regrettons tous, braves soldats,

La mort de ce général,

Pleurez la mort de ce héros d'armes,

De M. de Luxembourg ;

En France, on le regrette partout

Depuis qu'il a rendu l'âme.

Luxembourg, ce brave guerrier,

Est mort couvert de lanier ;

Dieu lui donne la récompense,

Il le retient auprès de lui,

Et il place dedans le paradis

Ce grand support de la France.

(1) Le peuple regretta beaucoup le duc de Luxembourg ; il y eut mille plaintes douloureuses. Les Montmorency au reste appartenaient au parti d'opposition à la cour et aux ministres ; le peuple aime à saluer ces noms-là.

Complainte sur les tristes regrets des fidèles Français après la mort de M. le maréchal duc de Luxembourg.

Français, regrettons nuit et jour

La mort du grand Luxembourg ;

C'était un grand appui de la France ;

Partout dedans le champ de Mars

passé par tous les grades d'officiers jusqu'à ce bâton de maréchal qu'il avait reçu dans la promotion de 1693. Rien ne pouvait se comparer à sa générosité, à sa franchise de caractère, à ses grandes manières, à ses coups d'épée. Boufflers avait ce sang français tout bouillonnant dans l'esprit des gentilshommes. La fortune de Villeroy était haute, car Louis XIV lui destinait la succession du maréchal de Luxembourg. François de Neuville, duc de Villeroy, était le type encore de ces jeunes présomptueux rivaux de Lauzun, *le charmant*, dont parle M^{me} de Sévigné; il avait alors 52 ans et n'avait rien perdu de cette vanité de femmes, de ces beaux succès de cour qui avaient tant fait parler de lui à d'autres époques. Villeroy enfant, menin de Louis XIV, avait partagé ses jeux aux vastes salles de Saint-Germain; ceci lui assurait une brillante fortune, mais il avait été si léger, si impie, si impertinent, à ce point de devenir le rival du dauphin, que Louis XIV l'exila. Villeroy chercha refuge aux Pays-Bas, d'où il ne revint que longues années après. Il était si bien, dansait si bien, se mettait si bien, comme l'écrivit M^{me} de Sévigné, qu'il devint en faveur à toute la cour; le roi lui rendit non seulement ses bonnes grâces, mais il se *capriça* en sa faveur, pour ne servir de l'expression de Dangeau. On ne faisait rien sans Villeroy; dans les fêtes, il donnait le ton pour les couleurs de l'habit, et le ruban du justaucorps. A Nerwinde Villeroy se battit dignement, et contribua mieux que tous au gain de la bataille; le roi l'avait éré maréchal et capitaine de ses gardes en même temps. Villeroy reçut le commandement en chef de l'armée de Flandre (1).

(1) Si le peuple regrettait Luxembourg dans les complaints, il chansonnait Villeroy, parce que précisément il appartenait à la cour; Villeroy a été jugé avec trop d'injustice,

Du choix d'un nouveau général
Toutes les classes sont chormées;
Pour nous, sans vouloir juger mal
Du choix du nouveau général,
Nous l'aimerions mieux voir au bal
Qu'à la tête de nos armées.
Du choix du nouveau général
Toutes les classes sont charmées.

Sur l'éclat de son baudrier,
Villeroy se croit un Pompée;
A l'entendre, on peut tout risquer
Sur l'éclat de son baudrier.
Où est donc le temps qu'un guerrier
N'était grand que par son épée?

C'est dans cette campagne que Vanban gagna son grade de lieutenant général du génie; jusqu'à présent sa spécialité de fortifications s'était appliquée à quelques sièges isolés; il avait secondé le roi pour la prise de Mous et de Namur. Dans cette campagne il s'agissait d'un système général de défense, car l'ennemi menaçait de déborder sur la France; Vanban n'était plus jeune non plus, il avait 62 ans, mais quand il s'agit des conceptions du génie militaire, de la défense de places fortes, l'expérience et l'âge servent plutôt qu'ils ne nuisent; il faut autant de combinaison que d'action, et c'est ici que le talent de l'ingénieur se manifeste. La vaste capacité de Vanban se révéla dans le système général de défense qu'il opposa aux alliés durant les invasions qu'amènèrent les malheurs de Louis XIV; sa théorie se résume dans un meilleur relief, un plus simple tracé des places. Deux idées capitales brillent parmi ces conceptions; Vanban construisit des lunettes et des ouvrages à cornes au-delà des glaces; il élève des camps retranchés sous les places. Le génie de Vanban rayonna surtout sous l'impulsion de cette belle idée: « que le 16^e siècle avait bouleversé toute la stratégie militaire par l'invention de la poudre, et qu'il fallait opposer un nouveau système de défense sur des bases mieux assurées, aux moyens d'attaque du canon et du mortier à bombes. »

Villeroy commandait en chef l'armée du nord qui s'élevait alors à 90,000 hommes effectifs. Le prince d'Orange hasarda un coup d'éclat par le siège de Namur. Les forces des alliés étaient formidables; on y comptait 70 bataillons anglais, hollandais, hanovriens, et 80 escadrons réunis à

Sur l'éclat de son baudrier
Villeroy se croit un Pompée.

Nassau ne s'y méprend pas,
En héros il doit se connaître;
Il voit Conti dans les combats,
Nassau ne s'y méprend pas.
Sans l'appui d'un si puissant bras,
Nous pourrions bien changer de maître;
Nassau ne s'y méprend pas,
En héros il doit se connaître.

Pour représenter Luxembourg,
On fait Villeroy capitaine;
C'est lui qui commence le tour,
Pour représenter Luxembourg.
On espère que Ventadour
Commandera l'année prochaine;
Pour représenter Luxembourg,
On fait Villeroy capitaine.

Deinse, sous les ordres de Guillaume et du prince de Vandemont. L'électeur de Bavière conduisait 15 bataillons allemands, et 10 escadrons de cavalerie; 2 autres corps formant un total de 45 bataillons et de 30 escadrons, sous le général Ellemberg, se réunissaient à Dixmude. Jamais les alliés n'avaient mis sur pied une si puissante armée, dont le complet était de plus de 120,000 hommes, nombre supérieur à l'état militaire de la France dans la campagne (1).

Par une marche à gauche, très-rapide, Guillaume d'Orange se dirige vers Namur, dont il se hâte de faire le siège; de son côté, Villeroi détache le maréchal de Boufflers qui se jette dans la place avec 7 régiments de dragons, une infanterie bien exercée, de l'artillerie, du génie, en tout 16,000 hommes. Bientôt l'armée du prince d'Orange se déploie autour des murailles avec la grosse artillerie. Le siège de Namur, en présence d'une armée française très-aguerrie, était une faute des alliés, car pour achever ses lignes de circonvallation, Guillaume d'Orange avait été forcé de dégarnir son corps principal. Le prince de Vandemont n'avait plus pour tenir en échec les Français sous Villeroi, que 30,000 hommes; si donc le maréchal s'était porté en toute hâte vers l'ennemi, il pouvait le

couper et l'écraser. Une lenteur de manœuvre du duc du Maine permit au prince de Vandemont de se retirer en bon ordre; quelques régiments seuls furent écharpés et sacrifiés (2) pour protéger la retraite devant les Français qui envahirent la Belgique par Dixmude et Deinse. Dès lors, le prince d'Orange était compromis dans ses lignes s'il ne s'emparait de Namur. Le siège fut poussé avec une extrême vigueur, et le maréchal de Boufflers capitula, après trois semaines de tranchée ouverte. Le maréchal devait sortir avec tous les honneurs de la guerre; on le retint sous le prétexte que les garnisons de Dixmude et de Deinse n'avaient pas été rendues en vertu de la capitulation; peut-être aussi les alliés étaient-ils aises de pénétrer le maréchal, homme d'un sens exquis et de quelque faveur en cour, sur les conditions probables d'un traité de paix. Pendant que Namur capitulait, Villeroi et l'armée française bombardaient Bruxelles et s'emparaient de quelques postes fortifiés pour assurer le succès d'une pointe en Belgique; l'hiver suspendit la campagne.

Elle fut diversement jugée cette campagne; on blâme public et général rejallait sur le maréchal de Villeroi. Il y avait eu de notables fautes commises; le maréchal devait surprendre et abîmer le prince

(1) Comparez la *Gazette de France, de Hollande et de Cologne*, nnn. 1694 à 1696.

(2) Les épigrammes, les chansons tonnèrent contre Villeroi et le duc du Maine dans cette fatale circonstance où ils laissèrent échapper la victoire.

Tandis que Vandemont vous la présentait bello,
Que vos guerriers hurlaient d'ardeur et de courroux,
Fallait-il s'endormir au lieu d'aller aux coups,
Et doit-on s'arrêter lorsque la gloire appelle?

Vos diligents courriers, qui chantaient la victoire,
Ont fait fumer l'encens à la cour, à Paris;
Mais la montagne, enfin, enfante une souris,
Et nous qui le voyons, avons peine à le croire.

Luxembourg en mourant, l'âme encore occupée

De servir l'Etat et le roi,
Laissa son houpier ou galant Villeroi.

Au brave Conti son épée.

Ne blâmons pas Villeroi,
Il fut choisi par le roi;
Plaignons-nous de ce grand prince,
D'avoir fait un choix si mince.

Souvent il choisit fort mal,
Témoin ce grand amiral,
Témoin le baïeux du Maine,
Témoin le Maintenon-ruine.

T. I.

Il laisse le sang Bourbon,
Et c'est là que tout est bon.
N'est-ce pas une misère
De voir Conti volontaire?

L'état périt à grand train,
Depuis qu'il prit Pontchartrain;
Que notre sort est sinistre,
De l'avoir pris pour ministre!

Le habillard chancelier
Et le fade Pelletier,
Croissy, le triste Pomponne,
Sont l'appui de la couronne.

A l'égard de Barbezieux,
On dit qu'il ne vaut pas mieux;
Ainsi, de tout on peut dire
Que qui choisit prend le pire.

Le duc du Maine eut sa part d'épigramme; on disait à Louis XIV sur son fils d'amour.

S'il ressemble au grand Condé,
J'estime la gémiture;
Mais s'il tient de ton côté,
Turelure,
C'est un monstre de nature,
Robin turelure.

de Vandemont ; ce retard fut-il sa faute ou celle du duc du Maine ? Dans cette armée de courtisans et de gentilshommes l'obéissance n'était pas régulièrement observée ; on ne pouvait tout-à-fait oublier que le duc du Maine était le fils du roi. Si le prince de Vandemont avait été écrasé par un coup de main de l'armée française, le maréchal de Villeroi se serait porté sous les lignes de Namur ; il délivrait ainsi la place, en offrant bataille à Guillaume d'Orange, pris entre deux feux. Le plan de campagne de Villeroi fut mal exécuté ou peut-être avait-il été mal conçu à Versailles. Louvois n'était plus à la tête de la guerre : il y avait un certain décousu dans les opérations ; rien n'était plus hasardé que de se porter en Belgique, tandis que Namur assiégée était sur les derrières de l'armée française. Le prince de Vandemont jona d'une bonne tactique ; il amena le maréchal de Villeroi pour laisser le temps au prince d'Orange de s'emparer de Namur. On comptait sur une plus longue résistance de Boufflers ; le maréchal fit une vaillante défense, mais trop courte. Tous les honneurs furent à lui, tout le blâme retomba sur Villeroi ; il y avait en pourtant de la faute de tout le monde (1), et du duc du Maine spécialement.

Dans la campagne suivante le commandement en chef de l'armée du nord fut confié au maréchal de Boufflers ; il y avait moins un motif de disgrâce pour Villeroi qu'un besoin de préparer la paix générale. Boufflers durant sa courte captivité au camp des alliés, s'était entretenu souvent avec l'électeur de Bavière ; si le maréchal n'avait pas voulu voir Guillaume III pour ne pas le saluer du titre de roi, il avait discuté avec l'électeur les conditions probables d'un traité, et son esprit séduisant avait conquis la plus intime amitié du prince allemand. On élevait donc Boufflers autant comme chef militaire de l'armée de France, que comme négociateur auprès des alliés. La campagne de cette année 1696 se ressentit de ce besoin de paix générale et du caractère pacifique que prenaient les esprits ; le plan consista presque entièrement à toujours éviter une action décisive, pour ne pas donner une issue fatale de part et d'autre à la guerre. Il n'y eut pas de bataille parce que la paix était dans tous les esprits ; elle était vivement sollicitée par les mécontentemens publics et l'état du pays !

(1) On avait tant l'habitude de louer Louis XIV, qu'on trouva moyen encore de lui prodiguer de l'encens, même à l'occasion de la prise de Namur par Guillaume d'Orange.

CHAPITRE XLIV.

LE CABINET DE LOUIS XIV. — LA COUR ET SES PLAISIRS.

Les affaires. — Division des conseils. — Personnel. — Heures de travail. — Dictée du roi. — Ecriture. — Dépêches. — Secrétaires d'Etat. — Intérieur. — Plaisirs de la cour. — Arrivée de la princesse de Savoie. — Fêtes. — Divertissemens. — Mascaraades. — Modes. — Noëls de cour. — Epigrammes sur les nobles dames.

1694 — 1698

En renonçant à suivre les batailles en personne, le roi n'avait pas résolu de passer une vie molle et paresseuse ; Louis XIV était laborieux, appliqué aux affaires publiques ; à sept heures était son lever ; il recevait les grandes entrées à sept heures et demie dans la balustrade de son lit à baldaquin de damas et d'argent, et tous les courtisans saluaient son réveil comme celui de l'astre dont il avait pris la noble devise. Louis XIV était grave, mais gracieux ; il s'informait des besoins de chacun avec une privauté qu'admire tant Dangeau, et que blâme Saint-Simon dans son humeur chagrine et malveillante. Rien ne pouvait se comparer à la générosité du roi, il ne laissait jamais une belle action sans récompense, une honorable misère sans la secourir ; il avait un tact parfait pour saisir les à-propos, distribuer l'éloge et le blâme avec délicatesse. La langue élégante de sa cour avait des formes élevées même dans l'adulation, et lui se servait de cette magnifique langue pour être poli sans s'abaisser jamais à la familiarité qui tue les prestiges du pouvoir. Sa générosité était sans limites et trouvait toujours une haute et délicate manière de dire et de donner ; aux uns, c'était un cordon que le roi accordait ; aux autres, le bâton de maréchal ; des pensions aux pauvres, des parures brillantes travaillées d'or et de pierreries aux femmes de sa cour ; toujours du faste et de la grandeur.

Le travail avec les secrétaires d'Etat commençait après le déjeuner de neuf heures et la messe. Quand le roi était en bonne santé, ce travail se

Par Guillaume régnant, Namur vient d'être pris,
Lui qui jamais n'a pris de ville ;
Mais n'en soyons pas plus surpris,
A force d'en avoir vu prendre par Louis,
Il est devenu plus habile.

faisait dans son cabinet et le plus souvent chez M^{me} de Maintenon. Les devoirs du gouvernement étaient ainsi divisés par semaines : le conseil d'Etat se tenait tous les dimanches, les jendis, les mercredis et les lundis, de quinze jours en quinze jours ; à ce conseil entraient M. Le dauphin, M^m. de Pomponne, de Croissy, Le Pelletier, Pontchartrain et de Beauvilliers. Les lundis, de quinze jours en quinze jours, se réunissait le conseil des dépêches pour les affaires intérieures du royaume, où siégeaient le dauphin, Monsieur frère du roi, le chancelier, les secrétaires d'Etat titulaires ou en survivance (1). C'était tous les mardis qu'avait lieu le conseil des finances ; les princes et les secrétaires d'Etat y assistaient de plein droit ; on y appelait les conseillers des aides, parmi lesquels brillait déjà d'Aguesseau. Le vendredi, en souvenir de la mort de Jésus-Christ et de l'humilité chrétienne, le roi tenait conseil de conscience avec l'archevêque de Paris et le Père Lachaise, institution pieuse pour régler la vie intime et la distribution des bénéfices. Enfin, tous les soirs le roi travaillait avec Croissy pour les affaires étrangères et les dépêches ; avec Pontchartrain pour la marine, et avec Barbezieux pour les affaires de la guerre, les trois grandes branches de l'administration de l'Etat.

La méthode du travail du roi était simple : les secrétaires d'Etat lisaient les rapports ou les dépêches de l'intérieur et de l'extérieur ; Louis XIV portait une vive attention, puis il dictait les réponses avec une facilité, une dignité dont rien n'approche. Dans les affaires graves, Louis XIV écrivait de sa main, et son écriture allongée reste encore saillante dans les dépôts publics. L'art de dicter était chez lui poussé bien au-delà de l'art d'écrire, il y passait des heures entières. M^{me} de Maintenon corrigeait doucement ce qu'il pouvait y avoir de défectueux, de dur ou de peu habile dans les dépêches importantes adressées à un ambassadeur, à un maréchal, à un intendant de province ; ce travail de tous les soirs se prolongeait sans presque aucune exception jusqu'à onze heures. Le roi était l'homme le plus laborieux de son conseil (2).

Les plaisirs de la cour, avant l'arrivée de la petite duchesse de Savoie, étaient peu variés : le roi aimait la promenade à pied ; on le voyait chaque jour suivi de ses courtisans brillants, seul le chapeau sur la tête, sa canne à pomme d'ivoire, descendant ce bel escalier qui mène à la magnifique pièce des Suisses à Versailles. Arrivé dans le jardin près le

grand perron, le roi se tournait vers sa cour et disait : « Messieurs, ces dames vous permettent de vous couvrir, » et aussitôt tous les courtisans, ducs et pairs et marquis, reconvenaient leur chef, afin que l'humidité des arbres touffus du parc ne fit point ravage parmi la cour brillante. Le roi se perdait bientôt au milieu de ces admirables massifs de verdure, de ces jets d'eau tout de marbre, de ces magnifiques groupes d'Aréthuse, de Neptune et des Amours rians et folâtres. Louis XIV appelait alors auprès de lui un courtisan de prédilection, un ambassadeur, un ministre étranger ; il poursuivait avec une sorte de coquetterie digne et bienveillante une conversation plus ou moins longue sur les affaires ou les intérêts qu'on avait à traiter. La promenade avec le roi était une grande faveur ; Louis XIV y admettait les artistes distingués, les poètes, les simples bourgeois de la prévôté de Paris. Plus d'une fois le roi avait parcouru les parcs, les charmilles avec le bonhomme Mansard, comme on le nommait à la cour ; avec l'admirable jardinier Le Nôtre, l'heureux créateur de toutes les féeries compassées des parcs et des jardins royaux (3).

Les distractions de Versailles étaient uniformes ; des gravures contemporaines nous reproduisent cet intérieur du château, et pour me servir du terme d'étiquette, les plaisirs de l'appartement. Le premier de ces appartements est destiné aux tout petits enfans de France, les ducs de Bourgogne, d'Anjou et de Berry, entourés de leurs jeunes menins ; ils jouent à un billard de forme ovale, et jettent des billes blanches, bleues ou roses, avec leurs petites mains toutes potelées. Dans le second appartement est le roi, le chapeau sur la tête, reconnaissable à sa belle figure un peu vieillie déjà ; à ses côtés sont les princesses de sa famille, le dauphin à droite ; on joue également au billard, le roi tient la queue carrée de sa main gantée ; Monsieur fait sa partie et les courtisans attentifs attendent silencieusement le résultat. Dans le troisième appartement sont les femmes ; les princesses dans leur éclatante toilette, un peu raides de corps, excessivement minces de taille, avec une coiffure élevée qui prolonge en ovale gracieux les beaux traits de la race noble de France ! Mille bougies et cierges éclatent sur des tables de marbre et d'or, et se reflètent dans des glaces de Venise, jetées en trumeaux ici là entre des rideaux de soie pourpre ou grisâtre ; l'on y voit un orchestre de musiciens à la mine italienne, que Lulli avait mis

(1) Note de la main de Louis XIV (Bibliothèque royale).

(2) Il existe à la Bibliothèque royale plusieurs vo-

lumes de lettres et de dépêches, écrites de la main de Louis XIV.

(3) *Gazette de France et Mercure galant*, ann. 1688,

à la mode; plus loin des quadrilles sérieux et tout à caractères où scéleptoient les grâces des dames de l'Académie royale de danse, sous la protection du roi (1).

Cette cour allait prendre un air de fête par l'arrivée de la jeune princesse de Savoie, fiancée au duc de Bourgogne. C'était un véritable amour d'enfant qu'Adélaïde de Savoie; elle avait onze ans quand elle partit pour la France; son éducation avait été parfaitement soignée. Son père Victor-Amédée en faisait un aimable instrument de ses desseins politiques; il l'avait assouplie par une excellente éducation sans lui enlever ces grâces, ces naïvetés qui allaient si bien à son âge. Ses instructions étaient simples; plaire à Louis XIV, le distraire surtout, lui, ennuyé, fatigué de son métier de roi, puis d'aider à M^{me} de Maintenon des témoignages d'amour filial, l'enlacer de ses jolis bras. Adélaïde de Savoie n'avait pas hésité à écrire à M^{me} de Maintenon avant son voyage; elle lui avait demandé ses conseils, elle se plaçait en quelque sorte sous sa direction suprême; c'était plaire au roi de France; Monsieur de Savoie ne l'ignorait pas (2).

Dès qu'on apprit que la princesse Adélaïde avait quitté Chambéry, la cour se mit en marche pour aller à sa rencontre; le marquis de Dangenn, la duchesse du Lau, chevalier et dame d'honneur désignés d'avance pour la jeune duchesse de Bourgogne, allèrent recevoir la princesse au pont Beauvoisin; le roi, toujours magnifique, ordonna que les pierres de la couronne, les joyaux, fussent visités, afin de préparer les cadeaux de nocces. Vingt mille louis d'or durent être donnés à Adélaïde de Savoie pour qu'elle pût faire ses charités durant toute sa route de France. Quand elle toucha ce beau sol, elle fut saluée comme duchesse de Bourgogne, quoique le mariage ne fût point contracté encore, tant le roi tenait à lui faire honneur. La jeune duchesse pleura de courts instans en se séparant de la princesse de la Custerne, sa vieille dame d'honneur, puis frappant d'une de ses jolies mains

dans l'autre, elle s'écria toute joyeuse: « Je suis Française (3)! »

Louis XIV quitta Versailles pour venir au-devant de sa petite-fille jusqu'à Montargis; Monsieur l'avait suivi; ce mariage rapprochait encore les deux frères; Adélaïde de Savoie n'avait-elle pas pour aïeul maternel le duc d'Orléans? La princesse arriva à Montargis à six heures; le roi tout gracieux vint la recevoir à la portière de son carrosse, et lui donna la main; la princesse baisa cette main royale et paternelle avec une vive expression, en montant l'escalier de l'appartement; le roi en fut touché au dernier point; il paraissait ivre de bonheur; puis s'approchant de Monsieur, il lui dit avec une expression de tendresse: « Mon frère, je voudrais bien que sa pauvre mère pût être ici quelques momens pour être témoin de la joie que nous éprouvons. » Le roi ne cessait d'avoir les yeux sur cette enfant; il la fit causer, et, comme dit un courtisan, il regarda ses mains, sa taille, sa gorge, et le roi ajouta: « Je ne voudrais pas la changer en quoi que ce soit au monde pour personne. » Il la fit jouer devant lui à toute sorte de jeux, il lui donna mille éloges délicats. « Je l'ai bien examinée, dit encore le roi, bien examinée, et je ne lui ai rien entendu dire, rien vu faire, dont je ne sois content au dernier point. » Louis XIV, s'adressant à plusieurs reprises à la princesse, lui dit: « Mon enfant, ne m'appellez plus Sire, dites-moi: le roi tout court; dès que nous serons à Fontainebleau, je vous enverrai de bien belles pierreries pour vous en parer; » et la princesse convint de mille baisers les mains du roi (4); elle était bien caressante, et cela plait aux vieillards; ils trouvent dans la naïveté de l'enfance quelque chose de cette vérité des sentimens qu'ils ont vainement cherchée dans les longues et amères déceptions de la vie.

Quand le jeune duc de Bourgogne arriva, il fut bien galant envers sa toute petite femme, il se montra très-gaillard, très-dispos, et l'on rit beaucoup de ses saillies. Imaginez-vous un enfant très-

(1) Gravures, Bibliothèque royale, ad ann. 1698. Les plus jolies de ces estampes sont gravées par Thomassin: « Ces jours passés, le sieur Thomassin, graveur ordinaire du roi, présenta à Sa Majesté une grande estampe qu'il a gravée avec beaucoup de délicatesse, d'après le tableau de M. Mignard, où la famille de monseigneur le dauphin est représentée. Toute la cour donna de grands applaudissemens à cette estampe, ainsi qu'aux vers latins de M. de Santeuil qui sont au bas, et à la belle traduction que M. Perrault; de l'Académie française, en a faite en vers français. » (*Mercurie galant*, avril 1698.)

(2) M^{me} de Maintenon avait été très-flattée de ces avances de la petite duchesse. Voyez ses lettres, édition de la Haye, ann. 1745.

(3) Dangenn entre dans beaucoup de détails sur toutes ces cérémonies du mariage, auquel il assista; selon moi, la simplicité admirative de Dangenn est bien préférable à la moquerie oristoeratique et méprisante de Saint-Simon, esprit étroit, procédurier et formaliste comme la coterie parlementaire à laquelle il appartenait.

(4) Lettre de Louis XIV à M^{me} de Maintenon, 1697.

espiègle de quatorze ans, avec son Justaucorps galonné, sa veste de velours, sa blonde perruque sur sa belle et ronde face; puis une jolie petite fille de onze ans, aux traits mélangés de Savoie et de Bourbon, aux yeux beaux et noirs, à la chevelure relevée d'un tout petit chapeau de bergère; séduisante, vive, gracieuse, tout occupée du roi et de Monsieur, traitée par tous comme une véritable enfant gâtée, et se comportant avec un instinct admirable, une éducation parfaite. Voyez-vous arriver à Fontainebleau ce grand carrosse royal à huit chevaux? au fond était le roi et Monsieur; sur le devant Monseigneur et la gentille princesse; le duc de Bourgogne, pour faire honneur et respect à sa future petite femme, s'était mis sur le strapontin, et tout ce cortège allait à grandes volées sur la route du fer à cheval.

A Fontainebleau on para la princesse de toutes les belles pierreries qu'on lui avait promises; ces parures lui allaient à ravir, quoiqu'elles fussent pesantes; elle avait des gerbes de blé en diamants à ses cheveux, des perles à son cou et une ceinture de rubis qui pendait en grappe scintillante sur sa robe de velours bleu. Le roi était tellement enthousiasmé de la petite princesse, qu'il passa toute la soirée à écrire à M^{me} de Maintenon; il lui décrivait les moindres circonstances du voyage, les jolis mots, les manières si douces, si gracieuses de l'enfant, à ce point de dire : « Je n'ai jamais rien vu de si fini. » M^{me} de Maintenon s'aperçut bien que le roi allait rencontrer dans cette enfant les distractions qu'elle cherchait en vain à lui donner, et dès-lors Madame résolut de dominer la princesse et de la placer dans une sorte de dépendance.

L'arrivée d'Adélaïde de Savoie à la cour de Versailles fit une véritable révolution; on n'y fut plus

grave; on courut vers les fêtes et la distraction avec avidité; tout fut destiné à amuser la princesse: le moyen de faire sa cour au roi était de trouver des plaisirs à cette enfant, bals, spectacles, comédies, mascarades; elle était devenue son élève; avec un tact parfait elle avait saisi le faible du roi pour M^{me} de Maintenon; elle s'était mise absolument dans ses mains; elle voulait devenir son élève; M^{me} de Maintenon était pour elle sa petite maman, car la pauvre enfant avait besoin d'en rencontrer une autre attentive et bonne à Versailles. Adélaïde de Savoie baisait et caressait M^{me} de Maintenon, elle la traitait comme la reine même, et cela plaisait au roi, de telle sorte qu'on ne refusait rien à la duchesse de Bourgogne; mais elle n'avait ni caprices ni volontés. La cour changea d'aspect; tout fut folies et mascarades, et le roi retrouva pour cette enfant ses jours de dissipations et de plaisirs. On dansa de longs ballets jusqu'à cinq heures du matin, deux, trois fois par semaine. Au carnaval, tout le monde se masqua; le dauphin était à la tête de ces divertissemens; on y représenta divers ballets-folies, jusqu'à ce point que dans une mascarade on reproduisit toutes les images des cartes et du jeu du tarot; les rois, les valets et les dames, puis le fol, le pendu, la tour, Charlemagne, Otger le Danois sur son beau cheval bardé de fer, le chevalier du Denier et de la Coupe, « la Malémort qui moissonne jeunes et vieux, prêtres et rois. » On entre-mêlait ces ballets de longues comédies avec de la musique et des opéras; la jeune princesse aimait le chant par-dessus toutes choses avec son intelligence et son instinct italien, et Lulli pouvait la satisfaire.

Les toilettes aussi prirent alors autant de goût que de magnificence (1); on n'était plus à Versail-

(1) Plaisirs et mascarades de Versailles; comparez les gravures de la bibliothèque du roi, cabinet des estampes. Il parut alors un petit journal des modes qui fait la piquante histoire des costumes français depuis François I^{er}, sous ce titre : *Le Braule des modes françoises*, où l'on voit tous les costumes reproduits; je le donne comme le premier essai du journalisme élégant : — *Modes sous François I^{er}*. Les hommes portaient la barbe forte et naturelle, ainsi que les cheveux, la tête coiffée de laine ou d'étoffe brodée approchant du chapeau, les pourpoints taillés ainsi que les manches, dont le haut était à bouillons, et la chemise frisée par le collet. Les femmes, en chapeau détrossé, en collet monté, le corps serré, la gorge couverte d'une gorgette et les manches en trousse par le haut. — *Modes sous Henri second*. Elles n'étaient pas beaucoup différentes du régime précédent; les étoffes de-

vinrent plus riches, et les femmes firent quelques changements dans leurs coiffures. — *Modes sous François II*. Les hommes firent peu de changements à leurs coiffures, commencèrent par se faire raser le menton, à porter des manteaux galonnés et courts, garnis de fourrures et les plus réguliers; les femmes portaient des coiffures rondes, le corps montant jusqu'à la frisure, et les manchettes montées. — *Modes sous Charles IX*. Les hommes portaient des manchettes, et la manière du chapeau et de la frisure plus régulière, le manteau court et passémenté ainsi que les chausses, l'épée longue et le porte-épée court, les manchettes frisées et les manches fermées. Les femmes étaient coiffées en boucles de cheveux courts, la tête ainsi que la gorge couverte d'une toile claire et rayée, les frises approchant de celles des hommes, le corps de robe fort court, et les robes de velours à ramages. — *Modes sous le règne de Henri III*. Les

les ces robes trop guindées et sérieuses; on les décoinça et dégagèrent. Un almanach de modes, grande pancarte aux vives couleurs, nous donne la description peinte et expliquée des costumes du temps: « Les hommes portent, dit-il, un chapeau avec plumes ondoyantes, le justaucorps galonné, les manches larges descendant sur le poignet; la veste de soie courte et la dragonne pendant à l'épée, les bas roulés et la enlote à l'espagnole. Les femmes portaient la coiffure haute et à plumes étagées, une écharpe en étoile et une jolie petite cravate de dentelle; enfin, pour me servir des expressions du *Journal des modes* d'alors, elles avaient le corpslacé à la gourgandine et la jupe à falbalas (1). Aux fêtes de Versailles, le costume de cour était élégant et riche; le roi avait un habit de brocard d'or, brodé d'argent, le jeune duc du Maine en portait un de gros-de-Tours noir, avec son manteau, son pourpoint et ses chausses tout brodés d'or, avec des ornemens d'arabesque et de mosstique. Le comte de Toulouse avait un habit de drap gris-blanc, brodé de petites anémones en pierreries, or et argent. M^{me} la duchesse de Bourbon brillait dans

hommes avaient grand soin de leur tête; les fraises continuèrent et ils commencèrent à porter des ceintures ou porte-épée par-dessus le jupon avec les aiguillettes, où étaient attachées les chausses, qui l'étaient aussi aux bas, le chapeau de laine et les bords doublés de velours de couleur. Les femmes échangeaient un peu leurs coiffures, portèrent des fraises, des chaînes et des pompons d'or, le corps long qui couvrait leur gorge, et une manière de boutonnrière au-devant de la robe; elles affectaient de pendre fort bas de leurs ceintures la bourse, le miroir, le chapelin, les clefs, les ciseaux, le cotruan, le pigne, le peloton. — *Modes sous le règne de Henri IV*. Les hommes portaient les cheveux naturels et courts, la barbe rase, le rabat uni, le pourpoint de buffe rattaché aux chausses avec des aiguillettes, les manches en broderies ou de tulle d'or et d'argent. Les femmes étaient coiffées en coquille, et les collets mantés, la gorge et le poitrin chargés de pierreries, chaînes et pourpoint d'or, les manchettes pendantes. — *Modes sous le règne de Louis XIII*. Les hommes en chapeaux à grands bords et plumes volantes, un côté des cheveux plus long que l'autre, la barbe en pointe et le rabat à languette, le bandier court et étroit, l'épée longue, le jupon brodé et les manches taillées, des chausses en fourreau de pistolets, toujours bottées et éperonnées. Et les femmes étaient coiffées en cheveux, les côtés en vergette et le devant en garçonne, la gorge découverte et le corps-de-robe rempli de dentelles noires à languette appelée neige. — *Modes au commencement du règne de Louis XIV*. Les hom-

un juste de satin vert, brodé d'argent et le bas garni de mosaïque en émeraudes, topazes et rubis sur une jupe de satin rose; la robe de la princesse de Conti était de satin amarante, toute brodée d'argent avec des fermoirs de mosaïque et d'arabesque en diamant; la jupe était de satin jonquille, brodée d'argent.

An milieu de ces jets de lumière, à travers les glaces en trumeau, quel bel effet devaient produire ces brillantes toilettes de cour! L'aspect général de ces soirées de Versailles était grave; on s'amusait, mais avec un grand respect de soi, qu'imprimait partout l'immense personnalité de Louis XIV. Cependant un mauvais ton commençait à s'établir dans la société noble; à toutes les époques, il se trouve des laudateurs du vieux temps, qui déclament contre les mauvaises mœurs et les tristes manières d'une société nouvelle. Il paraît qu'à la seconde période du règne de Louis XIV, déjà la sévérité de l'étiquette s'effaçait des rangs de la société; on se plaignait de ce que les jeunes gens cherchaient trop leurs aises chez les dames; « est-ce qu'au temps passé on les voyait les jambes et les genoux croisés?

mes en perruques à calottes, moustaches et barbes en pointe, moustaches à grands caillots. Les femmes en coiffures noires en pointe sur les arcilles, avec des manchoirs unis au à dentelle pleine. Aux environs du mariage du roi, les hommes portaient des chaupans en pain de sucre, des rabats et des pourpoints dont les manches étaient fendues, les chausses larges, lacées et garnies de quantité de rubans aux poches et à la ceinture, le manteau de la même étoffe et couleur, des canons aux jambes et des ailes sur les souliers; et les femmes, pour la plupart, des écharpes de gros taffetas. Depuis les environs de l'année 1666 jusqu'en l'année 1676, les hommes avaient des justaucorps larges, les manches en oreilles de rocher, le baudrier et le nœud de rubans sur l'épaule, et la culotte en Rhingrave. Les femmes étaient coiffées en cheveux avec des nappes, les manches renouées en corps-de-robe et en tour de mouchoir, la jupe fendue par-devant et rattachée par derrière. La mode de 1686 prescrivait aux hommes des chapeaux concrets d'un plumet avec les andares, le justaucorps galonné, les manches larges et sur le poignet, la veste courte et le nœud d'épée et la dragonne, la cravatte en Steinkerke, les bas roulés et la enlote à l'espagnole; et les femmes avaient les coiffures hautes et à plusieurs étages, l'écharpe à étoile, et la cravatte à la Steinkerke, le corps lacé à la gourgandine, et la jupe en falbalas. (*Journal des Modes*, cabinet des estampes.)

(1) Cette belle pancarte est au cabinet des estampes de l'histoire de France, Collet, ann. 1694-1698 (Biblioth. roy.)

Comment se montrent-ils aujourd'hui ? sans perruque et le tabac jusque sur les yeux. Un jeune homme qui dit des mots de charniers passe pour charmant ; on préfère les fidélités des infantes de l'Opéra aux rigueurs des femmes de bonne compagnie ; et les belles elles-mêmes ont mis de côté tous les habits contraignans ! Les corps de jupe, la collerette sont supprimés ; on substitue le négligé et la liberté d'une simple robe ; adieu agrafes, lacets, fraises et vertugadins ! maintenant tout cède

(1) M. de Coulanges, si aimé de M^{re} de Sévigné, expression de la vieille société, réprimande les jeunes hommes du jour et leurs mauvaises manières ; M. de Coulanges possédait de mode.

Je trouve que les jennes gens
Aujourd'hui cherchent trop leurs aises ;
Chez les dames, au bon vieux temps,
Prenaient-ils les meilleures chaises,
Les y voyait-on renversés,
Les jambes, les genoux croisés ?

La perruque, dans ce temps-ci,
Qu'on ôte dès qu'elle incommode,
Et le tobas qui, Dieu merci,
Est devenu fort à la mode,
Font qu'ils se montrent sans cheveux,
Et barbouillés jusques aux yeux.

Un homme incivil et grossier,
Qui volontiers rompt en visière,
Qui vous dit des mots de charnier,
Est approuvé dans sa manière ;
Il passe pour avoir du ciel
Le don d'un esprit naturel.

Le jen, le vin, et *cetera*,
Ont gâté toute la jeunesse,
Les infantes de l'Opéra
Ont dégoûté de la tigresse ;
La politesse de la cour
Venait d'un plus parfait amour

La femme, d'un autre côté,
A pris port au libertinage,
Et s'est, par son hobbileté,
Soustraite au fâcheux esclavage
De tous ces habits contraignans
Que l'on portait un certain temps.

Le corps de jupe est oboli,
La collerette est supprimée,
Le grand hobit noir est banni ;
La robe la plus négligée
La met dans une liberté
Dont nos mères n'ont point tâté.
Ceintes d'un grand vertugadin,
Elles n'étaient point à leur aise ;

à l'écharpe négligemment jetée sur l'épaule (1) ! »

Ces vives plaintes, ces protestations habituelles d'une société qui s'en va contre une société qui arrive, cette amertume du cœur de la vieillesse grondeuse, n'arrêtaient point le mouvement des caprices et des modes ; on se débarrassait volontiers de cette cour un peu guidée. Les noëls mordans poursuivaient les prudes et les précieuses, les vieilles et les jennes, les fades et les spirituelles ; « venez-vous connaître les dévotes de la cour (2) ? c'é-

Le collet monté de quintin,
L'ografe, le lacet, la fraise
Et les souliers à pont-levis,
Leur causaient mille et mille ennuis.

Au lieu que l'écharpe aujourd'hui,
Dont la mode est bien établie,
Pose dans la maison d'antrui
Pour habit de cérémonie ;
L'on ne se fait plus un devoir
De visiter en hobit noir. Etc.

(2) Je donne ici un de ces noëls de cour ; voici à quelle occasion il fut fait : « La nuit de Noël, environ vingt dames et demoiselles de la cour, très-ornées, allèrent en dévotion à la chapelle du roi à Versailles, avec chacune une petite lanterne. Un exempt des gardes, que cette hypocrisie lanterna, défit le tapis et l'emporta avec plusieurs carreaux, en disant tout haut : « Le roi ne viendra pas à la messe, » et aussitôt les dames lanternières s'en allèrent. Quelque temps après, le roi vint à la chapelle ; il fut surpris de n'y voir aucune dame ; on lui dit le tour du garde. » Or voici le noël :

Bientôt on vit paraître
Les prudes de la cour :
On distinguait entre elles
La princesse d'Harcourt ;
Du Lué, Montchevreuil,
Faisant leur personnage,
Et même la Grammont, don don,
A l'enfant proposa la la,
De Marly le voyage.

La Guiche étant entrée
Voulut faire sa cour,
« Cet enfant est, dit-elle,
Plus beau que d'Halinecourt ;
Il m'en souvient encore,
Pardonnez-moi ma faute,
En perdant ce fripon,
Seigneur, mon cœur cherche
Le relief de dévote. »

D'une mine modeste
La Mortemart entra ;

toient la princesse d'Harcourt, les duchesses du Lude, de Montchevreuil et de Grammont. M^{me} de la Guiche cherchoit en vain ce renom de dévote; le souvenir de d'Harcourt l'occupoit plus que sa prière à l'Enfant-Jésus; on y voyait M^{me} de Mortemart, cette bonne amie de M^{me} Guyon; M^{me} de Boufflers, aussi grosse qu'un muid, qui lorgnoit le comte de Mailly et trompoit son barbon; d'Armagnac et Lafeuillade, brillantes étoiles; M^{me} de Quéhus, M^{me} de Villeroy avec son vilain jaloux; la comtesse de Montauban, toute peinte de blanc et de rouge, elle cherchoit Biron; M^{me} de Clermont-Tonnerre, un peu fière de ses aïeux, et qui disputa

Pour appui de leur secte

Cambrai se présenta :

« De nos opinions

Longue sernit l'histoire,

Disait-elle au poulpon ;

La Guyon nous dira

Ce que nous devons croire. »

De Boufflers vient s'y rendre,

Aussi grosse qu'un muid :

On dit que, comme en Flandre,

Elle y jargua Mailly ;

Puis au divin enfant

Tint tout bas ce langage :

« Tromper mon vieux barbon,

Ce ne peut être là,

Seigneur, un grand dommage. »

Des beautés en grand nombre

Vinrent de toutes parts ;

Qu'elles de tout le monde

Attirent les regards :

D'Armagnac et sa sœur,

La Feuilleade avec elles,

Parurent, ce dit-on,

Pendant cette nuit-là,

De brillantes étoiles.

Villeroy à leur suite

Voult se présenter ;

Conti, d'Elbeuf et d'autres

Espéraient l'y lorgner.

Mais son fâcheux époux,

Qui souvent fait le maître,

Sans entendre raison,

Cesoir la souffleta,

Qu'elle n'osa paraître.

Quelques momens ensuite

Survint la Montauban,

Partant pour tant mérite

Bien du rouge et du blanc ;

Chacun se demanda

même le pas au bœuf; et M^{me} de Mirepoix, qui, pour désennuyer le poulpon, entonnoit une chanson à boire. »

C'était ainsi que les faiseurs de noëls et de spirituelles satires peignaient les femmes de la cour et la société qui entouraient Louis XIV. Ces noëls, d'une liberté étrange d'images et de mots, ne respectaient rien, ni la majesté du roi, ni le crédit de M^{me} de Maintenon, ni Monseigneur, pas même la petite princesse de Savoie. Tandis que le *Mercurie galant* exaltait officiellement la vertu, les grâces, les pompes de cette cour, des poètes, des gentilshommes préparaient elandestinement ces

Ce qu'elle y venait faire :

Elle cherchait Biron ;

Ne le trouvant pas là,

Elle n'y resta guère.

Après vint la Tonnerre :

Instruite par Noyon,

Paraissant toute fière

Des aïeux de Clermont,

Veut prendre à tous le pas,

Entrant dans la cabane,

Même au bœuf, ce dit-on,

Elle le disputa, là,

Mais respecta fort l'âne.

Lors la Quintin apporte

Ses appas délabrés ;

Mais n'étant pas bien forte,

Elle ne put parler.

La Sully en entrant

La veut tirer de peine ;

Tous, jusques à l'âne,

Elle complimenta,

Jusqu'à porte d'haleine.

Après vinrent les belles

Du faubourg Saint-Germain ;

De narrer leur querelle

La Force avait slessein ;

L'aimable Mirepoix,

Jugeant que ce grimoire

Ennuierait le paupan,

Pour le bercer chanta

Une chanson à boire.

C'est avec beaucoup de soin que j'ai recueilli et épuré tous ces noëls, remplis en général d'expressions libertines; ils étaient réécrits dans les petits sompers de gentilshommes, et rigoureusement poursuivis; il n'y en a qu'un très-petit nombre d'imprimés; les autres sont dans la collection mss., Biblioth. royale, recueil Maurepas.

petits couplets acérés et mordans contre les puissans et les favoris du jour. On y faisait paraître « la femme dont le manège avoit séduit le roi. Je suis la Maintenon, » disait-elle à l'Enfant-Jésus ; « que dire davantage ? vous savez bien le reste ; » Louis XIV entonnait un Noël par hypocrisie ; le nouveau-né lui dit : « Quitte la vieille Maintenon, soulage ton État, et tu régneras sans vices. » Quant au Père Lachaise, chantait-on, il partait pour Mont-Louis sans oublier les trente-six flacons du buffet. Racine lui-même, l'écrivain politique de M^{re} de Maintenon, n'était pas épargné ; on lui reprochait sa conversion comme une de ces courtisanceries qui ne pouvaient tromper ni l'Enfant-Jésus ni sa mère (1). Ces Noëls avaient une publicité elandestine de salons et de ruelles ; on les lisait en tête-à-tête ; tous en riaient dans l'intimité. Les petites langues de femmes se déchiraient à belles dents ; les graves parlementaires se vengeaient aussi de leur éloignement des affaires publiques, en protégeant ces écrits de leur toge. C'était la vieille chanson française, la liberté de la presse du temps, l'histoire des passions de partis à toutes les époques. Maintenant je vais toucher les affaires sérieuses.

CHAPITRE XLV.

NÉGOCIATIONS POUR LA PAIX.

Situation des affaires étrangères. — Mort du marquis de Croissy. — Avènement de Torcy. — Le

marquis de Pomponne. — Démarches pour la paix. — Négociations de Caillères en Hollande. — Courtin. — Harlay. — Créci. — Offre de médiation. — Suède. — Portugal. — Le Pape. — Articles préliminaires avant le congrès.

1696 — 1697.

Les secrètes stipulations du traité avec la Savoie avaient révélé à l'Europe le pressant besoin de paix qui dominait le roi de France ; ce n'était plus ee Louis XIV imposant ses lois aux nations vaincues et aux cabinets de l'alliance ; le roi sentait sa faiblesse en face d'une formidable coalition. Jusqu'ici la lutte engagée avait été glorieuse pour ses armes ; mais la France était épuisée, l'esprit d'opposition et de fronde s'était emparé des peuples ; on blâmait partout la guerre, il y avait fatigue des privations qu'elle impose, et lorsque les opinions en sont à ce point, il est difficile qu'un pouvoir conserve cette énergie nécessaire pour achever un grand plan de conquête ou de défense territoriale. Tout est possible alors, excepté la continuation de la guerre, car il se manifeste un dégoût pour la gloire, pour les nobles sentimens qui exigent des sacrifices !

Le ministère des dépêches ou des affaires étrangères changeait de mains ; le marquis de Croissy, secrétaire d'État, frère de Colbert, venait de mourir ; il avait apporté un certain ordre, une probité remarquable dans la direction des dépêches. Le roi divisa le département en deux ministères : le marquis de Torcy eut la place de son père M. de Croissy,

Louis, en Démocrate,
Un Noël entonna,
En faisant l'hypocrite,
Tout bas se prosterna ;
Le nouveau-né lui dit :
« Quitte ton avarice,
La vieille Maintenon,
Soulage ton État,
Tu régneras sans vice. »

Mausseigneur vint ensuite
Adorer le petit ;
Il avait à sa suite
La veuve de Conti ;
« Vaut vous marquer de moi,
Dit le dieu de sagesse,
Et du qu'en dira-t-on ?
Mais en faisant cela,
Gardez qu'il y paraisse. »

T. I.

Lachaise entra tout ivre
Des faveurs de la cour ;
Mais ne pouvant plus vivre
Dans le pauvre séjour,
Il part pour Mont-Louis
En grande diligence.
Trente-six gros flacons
L'attendaient au buffet,
Des meilleurs vins de France.

(1) Voici d'ailleurs le texte du Noël :

Avec un grand cortège
Parut bientôt après
Femme dont le manège
A fait un grand progrès ;
Elle dit au Seigneur
D'un ton doux et modeste :
« Je mis la Maintenon,
Je ne dis que cela,
Vous savez bien le reste. »

et partagea le travail avec M. de Pomponne. M. de Torey devait faire les dépêches, rédiger les notes; M. de Pomponne était chargé de rapporter au conseil les affaires étrangères, et de mettre en marge les décisions que le roi aurait résolues. A M. de Pomponne appartenait la prérogative de recevoir les ambassadeurs et de leur répondre; M. de Torey restait présent à toutes ces audiences comme secrétaire d'Etat; enfin, pour lier plus intimement ces deux ministres, Torey épousait la fille de M. de Pomponne, noble alliance de deux familles depuis long-temps acoutumées aux grandes affaires du royaume et aux solennelles négociations des cabinets.

Le mouvement général de la diplomatie gagnait beaucoup par l'élévation de M. de Torey au poste de secrétaire d'Etat des dépêches; son père, M. de Croissy, avait près de soixante-sept ans; il était devenu un peu paresseux; son instruction diplomatique était vieillie; il n'avait pas cette activité indispensable dans un mouvement politique aussi vaste, aussi important. Jean-Baptiste Colbert, marquis de Torey, avait trente-quatre ans (1); il était dans la diplomatie dès le berceau; car son père, ambassadeur auprès de Charles II, l'avait conduit à Londres, où son esprit vif, pénétrant, le fit remarquer dès l'enfance; à dix-neuf ans, il avait eu une mission spéciale en Portugal, d'où il passa ministre plénipotentiaire en Danemarck. Ce fut pour lui un temps d'études, et il consacra deux ans à un voyage diplomatique à Hambourg, Berlin, Ratisbonne, Vienne, Rome et Naples. Dans cette société, moins aventureuse que la nôtre, on croyait à la nécessité d'une science européenne, avant de se jeter dans les intérêts compliqués des cabinets. Les longues études de l'histoire, les méditations sur les intérêts respectifs des nations, les voyages, entraient dans l'éducation d'un diplomate. Au retour d'une mission à Rome, M. de Torey entra au bureau des dépêches à Versailles; le roi, après ce long surnumérariat, lui donna la place de secrétaire d'Etat en survivance, et à la mort de M. de Croissy, il l'appela en titre pour le remplacer.

Le célèbre Racine
Après eux arriva;
D'une dévote mine
D'abord il s'écria:
« Seigneur, de ces pêcheurs
Détourne la colère »;
Et sa dévotion
Chacun édifie,
Hors l'enfant et la mère.

Comme M. de Torey était jeune encore, le roi lui adjoignit M. de Pomponne, avec la mission de recevoir les ambassadeurs. M. de Torey avait des formes distinguées et polies; ses dépêches, habilement rédigées, se ressentait de cette longue habitude des transactions qu'il avait contractée depuis quatorze ans: il ne blessait aucun cabinet, et tout en ménageant la dignité du roi, toujours si susceptible, il savait faire les concessions nécessaires dans les situations délicates. Torey était parfaitement placé au département des dépêches: c'était l'homme des circonstances (2).

Dans la vie des États, il est une position difficile pour les gouvernements: c'est lorsque l'opinion se prononce avec énergie dans un sens de manière à ne plus leur laisser de liberté; c'est chose fatale surtout, quand le gouvernement doit traiter avec l'étranger; sa force est ainsi paralysée. En France le peuple passe facilement de l'enthousiasme au découragement, d'un besoin de guerre à une fatigue des charges qu'elle impose, et à un entraînement aveugle vers la paix. Tel était l'état des esprits à l'avènement de M. de Torey aux affaires étrangères; ce mot magique de paix se faisait entendre dans la chaire, dans les parloirs et réunions de bourgeois, au grave parlement ainsi qu'aux bruyantes assemblées des halles; on était las des sacrifices, et l'Europe coalisée n'ignorait pas ce découragement de la France; elle se hâtait d'en profiter.

On se rappelle que des négociations avaient été essayées en Hollande par M. de Caillères: elles avaient échoué; mais M. de Torey, qui connaissait parfaitement l'esprit public de La Haye, le besoin que les États-Généraux avaient pour leur commerce, de la paix générale, ne renonçait point à l'espoir d'y continuer les négociations. « C'est par les États-Généraux, dit-il dans une de ses dépêches, qu'il faut essayer la paix; ils y sont les parties les plus intéressées; l'Empereur, les rois d'Angleterre et d'Espagne viendront après (3). » M. de Caillères demanda de nouveaux passeports au ministre des États-Généraux M. Diek-welt, « lui déclarant qu'il avait des pouvoirs plus étendus; le désir du

(1) Les familles des Colbert, des Arnault et des Letellier avaient alors une haute importance ministérielle. Les Arnault donnèrent les Pomponne; les Letellier donnèrent Louvois, Barbezieux; les Colbert, les Seignelay, Croissy, Torey, etc. Le système de survivance n'était pas sans avantages.

(2) Torey entra dans les affaires précisément l'année où commencèrent les négociations avec les alliés.

(3) Dépêche, janvier 1696.

roi de France de traiter de la paix résultoit, disait-il, du besoin de se reposer, car l'âge lui en faisoit un devoir. » Il y eut là quelques pourparlers encore; M. de Caillères eut l'ordre de faire les plus larges propositions si la Hollande vouloit traiter, comme le duc de Savoie, en dehors des alliés. La Hollande n'y consentit pas; seulement elle manifesta un désir plus prononcé d'en finir par une stipulation commune avec l'Angleterre.

M. de Torcy dut alors essayer d'autres moyens d'arriver aux alliés sans compromettre la dignité de Louis XIV; un excellent prétexte fut de faire publier par la voie des ambassadeurs auprès des puissances neutres : « que le roi ne désirait rien autre chose qu'un bon traité avec des conditions tout-à-fait raisonnables, » M. Amelot, ambassadeur en Suisse, affecta de dire « qu'on ne tenoit pas essentiellement à la cause du roi Jacques, et qu'on ne feroit aucune difficulté de reconnaître Guillaume III; ce point admis, on traiterait sur la restitution de la Lorraine, de Philipsbourg et de Luxembourg; si l'on vouloit même on pouvoit convenir de raser Strasbourg et Huningue, on de les restituer à l'Allemagne, mais sous la condition expresse que l'on n'y placeroit jamais de garnison impériale (1). » M. Amelot déclarait aux bons amis les Suisses, que ces propositions étaient assez favorables en elles-mêmes pour convaincre les alliés du bon désir qu'avait le roi de France de conclure la paix. La même déclaration fut faite, en des termes semblables, par le comte d'Avaux, envoyé extraordinaire à Stockholm.

Des que les puissances neutres et intermédiaires

(1) « Que Sa Majesté ne pouvoit se dispenser d'abandonner les intérêts du roi Jacques, pour lesquels elle n'avoit témoigné que trop d'ardeur; que le bien et l'avantage de son propre royaume le touchaient de plus près; que Sa Majesté, pour obtenir la paix, valait bien reconnaître le roi Guillaume, restituer la Lorraine sans exception, Luxembourg comme il était, Philipsbourg et Mont-Royal; raser Huningue et Fort-Louis; céder Fribourg à la maison d'Autriche, et rendre enfin à l'Empire Strasbourg démolé avec ses dépendances, à condition qu'on n'y construïroit dans la suite aucune nouvelle fortification pour y tenir garnison impériale. » (Dépêches officielles de M. Amelot.)

(2) Dépêches de M. d'Avaux, ann. 1696. Pendant qu'on cherchait ainsi à se rapprocher par des traités, l'Europe fut inondée d'une multitude d'écrits politiques. Jamais à aucune époque, la presse ne jeta de plus nombreux pamphlets, j'en ai recueilli plus de soixante avec des titres curieux :

« Les larmes de la France réduites à la paix des

furent instruites du dessein qu'avait le roi de France de proposer la paix, toutes à l'envi s'offrirent comme médiatrices; ce rôle grandissait les cabinets du second ordre; ils prenaient ainsi une attitude de supériorité, de justice et de force; l'impartialité de leur décision leur était escomptée; ils gagnaient toujours quelque chose aux débats; des présens diplomatiques étaient de part et d'autre distribués aux plénipotentiaires médiateurs. Les trois puissances neutres qui intervinrent dans cette circonstance furent : 1^{re} la Suède; 2^{re} le Portugal; 3^{re} le pape. La Suède s'était ainsi posée depuis un siècle dans la politique générale; ses sympathies étaient pour la France; toutefois elle limitait son alliance à des offres de bons services et de libre médiation qui ne la compromettaient point à l'égard de l'Allemagne et de la Hollande. La politique de la Suède n'avait qu'un seul but alors, s'agrandir aux dépens du Danemark; elle ne pouvoit obtenir ce résultat que par la paix générale et profonde en Europe. On se rappelle que lors des transactions de Nimègue, ce fut encore la Suède qui intervint pour préparer le congrès des puissances engagées dans la lutte. La Suède avait obtenu, par la protection de la France dans ce congrès, la reconnaissance de ses droits sur la Poméranie, et la restitution des villes conquises par les Allemands. Ce n'était donc pas sans motif que la France mettoit tant de soins au choix de l'ambassadeur auprès du roi de Suède; c'était, on le répète, le comte d'Avaux, un des diplomates les plus distingués de l'école française qui résidait à Stockholm (2).

Le Portugal avoit également offert sa médiation ;

Pyrénées, et l'intérêt que les alliés ont de ne point accepter les offres de paix qu'elle fait aujourd'hui. Cologne, Marteau, 1696, in-12.

Mémoire historique de la ligue de 1684, on peut se reconnaître celle de 1694. Paris, 1694, in-12.

L'Esprit de Luxembourg, au conférence de ce ministre avec Louis XIV sur les moyens de parvenir à la paix, Cologne, Marteau, ann. 1696.

Avis d'un ami à l'auteur du Mirar de Cologne. Constant (Halle) 1696, in-12.

Pensées sur l'avis précédent. Bâle, Frischman (Hollande), ann. 1696, in-12.

Politique de la cour de France sous le règne de Louis XIV. Cologne, ann. 1696, in-12.

Journal historique de l'Europe, pour l'année 1696, contenant ce qui s'est passé de plus remarquable, principalement en France, pendant cette année; par L. A. D. Stradbourg, ann. 1696, in-12.

Réponse à l'écrit de M. le comte d'Avaux, tou-

la France avait toujours ménagé l'alliance du Portugal, utile auxiliaire au cas d'hostilités contre l'Espagne. Dans la guerre actuelle, le cabinet de Lisbonne s'était abstenu de prendre une part directe

chant les conditions de paix que la France offre aux alliés. Juillet, 1696; en Hollande, sans date.

Journal de ce qui s'est passé au siège de la ville et du château de Namur. Lyon, ann. 1695, in-12.

La Campagne de Namur, ou relation fidèle de ce qui s'est passé de plus mémorable pendant la prise de cette place; avec les divers mouvements des armées confédérées et ceux de l'armée de France dans les Pays-Bas. La Haye, ann. 1695; Toulouse, ann. 1696, in-8°.

Relation de ce qui s'est passé au siège de Namur. ann. 1695, in-4°.

Sentimens de la grandeur de la France; par E. A. Caro. Paris, ann. 1699, in-12.

La France en décadence par la réduction de Namur et de Casal. Cologne, ann. 1695, in-12.

Entretien du maréchal de Luxembourg avec l'archevêque de Paris sur la prise de Namur. Cologne, ann. 1695, in-12.

Les lamentations des dames de Saint-Cyr depuis la prise de Namur. Cologne, ann. 1696 in-12.

Le marquis de Louvrais sur la sellette, examiné par l'Europe. Cologne, ann. 1695, in-12.

Le maréchal de Luxembourg au lit de la mort, tragédie. Cologne, ann. 1695, in-12.

Luxembourg apparû à Louis XIV la veille des Rois, sur le rapport du Père de Lachaise. Cologne, ann. 1695, in-12.

L'Alcoran de Louis XIV, ou le Testament politique du cardinal Mazarin, traduit de l'italien. Rome et Hollande, ann. 1695, in-12.

La Chasse au loup de M. le dauphin, ou la Rencontre du comte de Raux dans les plaines d'Anet. Cologne, ann. 1695, in-12.

Mémoires du comte de Vardac, général des armées de l'empereur, où l'on voit ce qui s'est passé en Hongrie, et ensuite en Flandre, depuis 1691 jusqu'au siège de Namur. Paris, Cavelin, ann. 1702; en Hollande, ann. 1703, in-12.

Les mêmes. Paris, ann. 1724, in-12, 2 volumes.

L'Esprit du cardinal Mazarin, ou entretien sur les malheurs du temps, et sur ce qui s'est passé à la cour de France et dans celles des autres princes de l'Europe. Cologne, P. Marteau, ann. 1695, in-12.

Le grand Alexandre frustré, ou les derniers efforts de l'amour et de la vertu, histoire galante; par Gatien de Courtilz, ann. 1696, in-12.

La Turquie chrétienne sous la protection de Louis-le-Grand, par M. Petit de la Craix. Paris, ann. 1695, in-12.

Le triomphe de la Ligue, ou la France à la veille

aux batailles; il s'était tenu l'arme au bras, avec un certain caractère d'impartialité. La neutralité lui fit concevoir l'espérance de se poser comme médiateur entre les puissances engagées; le marquis

de souscrire à la paix. Paris (Hollande), ann. 1699, in-12.

Mémoire de M. D. F. L., touchant ce qui s'est passé en Italie entre Victor-Amédée II, duc de Savoie, et le roi très-chrétien, ann. 1696, in-12.

Amours des dames illustres de France sous le règne de Louis XIV. Cologne, P. Marteau, in-12, 2 vol.

La France galante, ou histoire amoureuse de la cour, nouvelle édition, beaucoup augmentée et enrichie de figures, divisée en six parties. Cologne, ann. 1695, in-12.

Mémoires historiques sur les principaux événements du règne des favorites de Louis XIV (par Jean-Bénigne Lucette du Tillat). Joannes Piron scripsit et delineavit, ann. 1733, in-fol. avec figures à la plume.

Mémoires de Jean-Baptiste de La Fontaine, chevalier, seigneur de Savoie et de Fontenay, brigadier et inspecteur général des armées du roi, contenant ses aventures depuis 1639 jusqu'en 1697. Cologne (La Haye, Van Bulderen), ann. 1698, in-12.

Mémoires et réflexions sur les principaux événements du règne de Louis XIV, et sur ceux qui y ont eu la principale part; par M. le M. D. L. F. (Charles-Auguste, marquis de La Fare). Rotterdam, Friseth, ann. 1719, in-12.

Nouvelle édition, où l'on joint quelques remarques. Amsterdam, Bernard, 1734, in-12.

Annales hellici et triumphales Ludovici Magni; auctar Michæle-Angela, baron de Woerden, ann. 1697, in-fol.

Les Fastes des rois de la maison d'Orléans et de celle de Bourbon depuis Louis XII (en 1498) jusqu'à Louis XIV, en 1697; par Jean-Étienne du Londez, jésuite. Paris, Anisson, ann. 1697, in-8°.

Relation du siège d'Ath, fait en 1697 sous la conduite de M. de Vauban, in-fol. fig.

Theatra Gallico, ovvero la monarchia della real casa de Borbone sotto i regni di Henrico IV, Luigi XIII et Luigi XIV. Ma pin particolare della vita, elevamento, progressi, etc., di detto il Luigi-Grande; dall' anno 1572, sino all' anno 1697, di Gregorio Leti, milanese. In Amsterdam de Janghe, ann. 1691, 1697, in-4°, 7 vol.

Mémoire de tout ce qui s'est passé de plus considérable sur mer durant la guerre avec la France, depuis l'an 1688 jusqu'en 1697, traduit de l'anglais de Burket, secrétaire de l'amirauté. Amsterdam. Roget, ann. 1704, in-12. — Londres ann. 1732, in-12.

Mémoires de M. le comte d'Aliguy, contenant l'histoire abrégée du roi Louis XIV jusqu'à la paix de Rivinik.

de Cascaës, ambassadeur du Portugal, eut ordre de sa cour d'exposer le caractère essentiellement désintéressé du Portugal au milieu de la longue lutte des puissances en hostilité : « Le roi de France doit trouver dans ses anciens rapports avec le Portugal, la ferme assurance qu'il n'useroit de sa qualité de médiateur que dans les intérêts du trône très-chrétien. » Le marquis de Cascaës fut parfaitement accueilli à la cour de Versailles (1) ; le roi lui donna le bougeoir, honneur de cour très-recherché ; il lança pour le plaisir de sa chasselle volée royale aux plaines de Saint-Denis ; mais il ne put admettre la médiation d'un cabinet trop éloigné du théâtre des événements pour en comprendre tous les intérêts.

La médiation du pape, qu'offrait le nonce résident auprès de la cour de Versailles, ne fut pas complètement acceptée ; le pape parlait au nom des idées trop spécialement catholiques ; la pensée d'une trêve de Dieu pour aller combattre les Musulmans n'appartenait pas à cette époque d'intérêts compliqués et matériels ; elle se reportait au onzième siècle, temps tout rempli d'émotions religieuses. Le pape, comme souverain temporel, avait des intérêts actifs en Italie ; il ne pouvait pas être impartial dans la question médiatrice. Enfin, ce qui fit préférer l'intervention de la Suède, c'est que son cabinet était protestant ; il avait ainsi quelque droit d'être écouté des princes allemands, qui professaient le luthéranisme. Les Hollandais eux-mêmes pouvaient-ils accepter la médiation du pape ou celle des Portugais, ennemis acharnés de la réforme ? Le comte d'Avaux n'avait été envoyé à Stockholm que dans l'intention d'amener une démarche directe de la part de la Suède. Cette puissance accepta la médiation, parce qu'elle avait à y gagner en importance.

Jusqu'à là tout devait être officieux de la part des Suédois ; ils n'avaient point reçu de pleins-pouvoirs ; ils durent, avant toute chose, s'adresser confidentiellement à chacune des puissances engagées dans la lutte. L'aspect de la situation ne pouvait tromper personne ; la Suède dut se convaincre des intentions diverses des cabinets de la coalition. La Hollande, parmi les souverainetés coalisées, avait le plus pressant besoin de la paix ; son commerce était désolé par les croisières françaises ; ses pertes dans les deux dernières années étaient incalculables, et le froid spéculateur de Rotterdam

et d'Amsterdam voyait avec douleur ces hostilités qui exposaient les établissements des deux Indes. A La Haye, des ouvertures faites sur des bases raisonnables devaient être immédiatement accueillies, quelles que pussent être d'ailleurs les intentions des autres puissances de la coalition (2).

Guillaume III d'Angleterre avait des haines profondes contre Louis XIV ; il y avait rivalité entre ces deux têtes couronnées ; mais si l'on accordait comme condition immédiate la reconnaissance de la royauté de 1688, Guillaume III n'avait-il pas tout à gagner de cette adhésion de Louis XIV à son élévation au trône d'Angleterre ? N'était-ce pas un moyen de fortifier son pouvoir attaqué dans les deux chambres du parlement ? Les prétentions de Jacques II n'étaient nuisantes qu'alors qu'elles seraient appuyées sur les forces militaires de la France ; s'il en était jamais privé, son droit ne serait plus qu'une faible abstraction dans la politique. Guillaume III avait donc intérêt à traiter sur les bases d'une reconnaissance définitive. Il n'en était pas de même de l'Allemagne et de l'Espagne : ces deux États, depuis un siècle, avaient continuellement souffert des agrandissements de la France à leur préjudice. L'Empire avait subi la paix de Nimègue ; ne lui avait-on pas enlevé l'Alsace et une partie des Évêchés ? les Français n'étaient-ils pas maîtres encore de Philipsbourg et de Luxembourg, les deux clefs de l'Allemagne ? L'Espagne avait aussi perdu, depuis le congrès de Westphalie, ses meilleures villes, la presque totalité de la Flandre et des provinces des Pays-Bas ; pourquoi ne profiteraient-ils pas de la chance ? Si la France était épuisée, c'était un motif de plus pour redoubler d'efforts contre elle ; on parviendrait à faire rentrer l'ambition de Louis XIV dans de justes limites ; la guerre offrait toutes les chances à la coalition. Telle était la véritable situation des affaires, lorsque la Suède offrit sa médiation officieuse ; le roi Charles XI fit des armemens pour donner plus de force à sa parole ; c'est un excellent moyen que cette médiation armée pour préparer la fin des affaires ; elle imprime un plus grand poids aux paroles du négociateur (3).

Les instances de la Suède, sa position de neutre armée, décidèrent enfin les alliés à écouter les offres du médiateur ; tous déclarèrent qu'ils ne mettraient pas d'obstacle à entendre les propositions qui seraient faites et à désigner des ministres plénipo-

(1) Dangran, *ad ann.* 1697.

(2) Dépêche du comte d'Avaux, *ann.* 1696.

(3) Pour chercher un exemple de toute l'efficacité

des armemens d'un médiateur, il faut se rappeler l'attitude prise par l'Autriche en 1813 dans le congrès de Prague.

tentaires, pourvu qu'ils ne s'assemblaient qu'à des conditions certaines, de telle manière que les conférences ne fussent pas inutiles. Le cabinet de Versailles profita de ces premières paroles pour accorder immédiatement M. de Caillères comme envoyé extraordinaire à La Haye. Il ne put d'abord dépasser les frontières de France, avant que le principe et la base des négociations fussent entièrement adoptés. La Suède déclara dans une note spéciale : « que la bonne volonté de la France étoit manifeste, et qu'on ne voyoit pas ce qui pouvoit empêcher le choix définitif des plénipotentiaires pour préparer les négociations. » Les États-Généraux partagèrent cette opinion, et c'est dans l'objet de seconder ces dispositions pacifiques que, dès le mois d'octobre, Louis XIV nomma ses ministres et ambassadeurs extraordinaires, MM. de Harlay et Courty, qui devaient se joindre à M. de Caillères, et attendre à La Haye les ministres plénipotentiaires des autres puissances. Les équipages furent commandés comme si la mission étoit immédiate. M. de Caillères seul partit pour La Haye; on ne le reçut pas dans la ville, mais dans le petit village de Voorbourg, où se tinrent des conférences secrètes avec MM. Boreel et Dickwelt, ministres des États-Généraux, qui mettaient un vif intérêt à en finir par un traité solennel (1).

L'empereur, très-peu empressé de négocier, désigna un diplomate de troisième ordre, le baron de Seilern; et l'Espagne nomma pour la forme, et comme une concession à la Hollande, le marquis de Quiros. Guillaume III ne voulut point envoyer de ministre, jusqu'à ce que le titre de roi d'Angleterre lui eût été reconnu comme base première de toute négociation. Il ne pouvoit donc s'agir que de conférences préliminaires, et des difficultés nombreuses s'opposaient même à la réunion préparatoire d'un congrès. Les plénipotentiaires des alliés se rendirent à La Haye, et tinrent des conférences particulières entre eux; on devait régler l'*ultimatum*

qui serait présenté à la France; on vouloit s'entendre, se concerter d'abord avant d'engager une négociation commune. Les alliés avoient résolu de présenter pour tous une même note, afin d'établir les prétentions respectives sans division; communication officielle en étoit faite ensuite par le ministre hollandais à M. de Caillères, qui n'avoit pas eu la permission d'entrer à La Haye. Les puissances alliées voulaient, par ce moyen, constater deux faits : le premier, l'intimité et l'indissolubilité de leur union politique et militaire; le second, qu'en aucune manière leur traité ne pourroit être conclu séparément; c'est ainsi que les alliés agirent dans les négociations d'une autre époque contre Napoléon à Prague.

La tête haute et fière de Louis XIV s'indignait de cette position humiliante, et s'il avoit suivi sa propre impulsion, M. de Caillères eût été immédiatement rappelé (2). Mais toutes les opinions en France étoient à la paix; on n'entendoit que ce cri à la cour, dans le conseil, parmi la bourgeoisie bavarde et alarmée. Louis XIV subit la loi de cette bruyante explosion de sentimens publics; il sollicita toujours des conférences diplomatiques; et comme M. Courty étoit gravement malade, il le remplaça par le comte de Crèci, plus jeune et plus habile diplomate. En même temps M. de Caillères dut déclarer à La Haye que le roi son maître n'opposoit plus aucun obstacle à reconnaître Guillaume III roi d'Angleterre. Telle étoit la condition mise au choix des plénipotentiaires anglais; ils furent désignés le 24 décembre : le lord comte de Pembroke, M. de Villiers, et le baronnet Joseph Williamson, durent se rendre à La Haye porteurs des pouvoirs du roi Guillaume. MM. de Harlay et de Crèci vinrent jusqu'aux frontières des Pays-Bas.

Le premier acte diplomatique des alliés fut l'acceptation par toutes les puissances de la médiation suédoise; on reconnut aux ambassadeurs de ce cabinet ce haut caractère dans les négociations

(1) « Histoire secrète des négociations de Riswick, ann. 1697. » M. de Caillères fit l'ouverture des propositions du roi son maître à M. Boreel, lui exposant premièrement avec desclarté les intentions de Sa Majesté Très-Christienne, « laquelle, disoit-il, se voyoit agée et travaillée de quelques indispositions, ne desireroit plus que de se délivrer entièrement des soins de la guerre pour vivre en repos le reste de ses jours. »

(2) Sa Majesté, « qui ne pouvoit se résoudre à céder aux alliés tout ce qu'ils demandoient, avoit presque furné le dessein de rappeler M. de Caillères; mais son conseil lui représenta que la dignité royale étoit exempte de toute servitude, un roi ne devoit jamais se

rendre esclave de sa parole; qu'un royaume seroit bien malheureux, si le monarque étoit obligé de se tenir à ses engagemens et aux contrats stipulés avec d'autres puissances; qu'un prince ne devoit songer qu'aux avantages de ses sujets, et que Sa Majesté avoit assez fait pour le rétablissement du roi Jacques, s'étant exposée au plus grand péril en tant de sièges et tant de campagnes. Que les alliés, sans doute, ne feroient jamais la paix, que Sa Majesté n'eût reconnu le prince d'Orange en qualité de roi, et que l'état où se trouvoit la monarchie demandoit qu'on finît la guerre au plus tôt. » (Mss.)

qu'on allait entamer. Le second acte fut encore de la part de la coalition la demande formelle d'un résumé des conditions que la France voulait offrir ; « car il seroit inutile, disait la note, que l'on se réunît en congrès, si les bases des propositions faites par la France s'éloignoient tellement des conditions adoptées par les alliés, qu'il fut impossible de s'entendre ; ces conditions devoient être écrites, afin d'éviter toute espèce d'équivoque. » Cette note fut communiquée par les médiateurs aux plénipotentiaires de France, qui fournirent le lendemain le résumé des conditions de paix ; on prenait pour bases les traités de Westphalie et de Nimègue, on restituait à l'Empire les villes de Strasbourg, Luxembourg, Mons, Charleroi. Ces places revenaient au pouvoir du roi d'Espagne, ainsi que toutes les réunions faites depuis le traité de Nimègue ; enfin, la Lorraine retombait sous la souveraineté de ses anciens ducs (1).

Il y avait dans cette note un retour bien poignant vers le passé ; la France cérait toutes ses conquêtes ; elle n'avait versé tant de sang que pour revenir à ses anciennes limites. La fierté de Louis XIV devait souffrir ! mais le roi n'était plus maître de lui-même ; le pays ne voulait plus de guerre ; il n'y avait plus ni courage, ni force, ni patriotisme. Les époques de lassitude arrivent souvent en France ; et depuis, n'avons-nous pas vu, aux derniers jours de Napoléon, cet affaiblissement de la patrie en face de l'étranger ! La paix ! la paix ! fut le cri général des populations, l'unique sentiment qui trouva de l'écho dans le pays !

CHAPITRE XLVI.

CONGRÈS DE RISWICK.

Choix définitif des plénipotentiaires. — Discussion

(1) *Articles préliminaires proposés par la France.*

1^o Le roi consent et accorde que les traités de Westphalie et de Nimègue soient la base et le fondement de la négociation de la paix générale à faire avec tous les alliés ; 2^o de restituer à l'Empire la ville de Strasbourg, dans l'état qu'elle a été occupée par Sa Majesté ; 3^o de rendre au roi d'Espagne la ville de Luxembourg en l'état présent ; 4^o les villes de Mons et de Charleroi, dans l'état qu'elles sont présentement ; 5^o les places de Catalogne qui sont entre les mains du roi, que sa Majesté a prises depuis la paix de Nimègue, dans l'état qu'elles ont été prises ; 6^o à l'évêque de Liège la ville et le château de Dinant, en l'état qu'ils ont été pris ; 7^o toutes les réunions qui ont été faites depuis le traité de Nimègue ; 8^o la Lorraine, selon

sur le lieu du congrès. — Puissances intervenantes. — Protestation de Jacques II. — Le duc de Lorraine. — La Porte-Ottomane. — Conférences de Riswick. — Notes diplomatiques. — Discussion du traité. — États-Généraux. — Deuxième traité. — Angleterre. — Troisième traité. — Espagne. — Quatrième traité. — Empire. — Résultat territorial du congrès de Riswick.

1697.

Les bases de la négociation définitivement acceptées par le cabinet de Versailles furent envoyées au congrès des puissances réunies à La Haye ; la légation impériale autrichienne, unie au comte de Quiros, ambassadeur d'Espagne, fit quelques tentatives pour retarder la solution des difficultés diplomatiques ; ces deux ambassades ne trouvèrent pas les conditions assez larges, les bases assez étendues, assez clairement expliquées. Mais les commissaires hollandais insistèrent pour qu'on traitât enfin de la paix ; les propositions faites par le cabinet de Versailles leur paraissaient de nature à fixer l'attention des puissances ; « si l'Empire et l'Espagne manifestaient une trop grande répugnance pour un traité, les États-Généraux se verraient dans la nécessité de négocier à part, et de terminer séparément leurs différends avec la monarchie française. » En même temps la Suède continuait ses armemens militaires, déclarant qu'elle prenait ses précautions pour le cas d'un nouveau conflit ; elle notifiait à l'Espagne et à l'Empire que sa situation de neutre armé se modifierait en ce cas, et qu'elle défendrait ouvertement les intérêts de Louis XIV, car sa position de neutralité toujours impartiale n'était pas tenable. Tous ces motifs engagèrent les cabinets de Vienne, de Madrid et de Londres à désigner officiellement les

les conditions dudit traité de Nimègue. Cela étant fait, le ministre de France et le sieur Dickwelt se transportèrent chez le sieur Boreel, qui était indisposé ; et le ministre de Suède s'y étant aussi rendu un moment après, les sieurs Boreel et Dickwelt dirent en présence de M. de Caillères : « qu'ils étoient convenus que, moyennant la conclusion et lors de la signature de la paix, le roi très-chrétien reconnaitrait le prince d'Orange roi de la Grande-Bretagne, sans y faire aucune difficulté, restriction, condition ou réserve ; » ensuite de quoi ledit sieur de Caillères lui déclara qu'il confirmait au nom de Sa Majesté très-chrétienne ce que MM. Boreel et Dickwelt avoient dit de ladite convention, faite à La Haye le même jour 10 février.

« Signé N. LILLIENRODT. »

plénipotentiaires, et à accepter ainsi la solution définitive des difficultés de la guerre.

La France confirma les pleins-pouvoirs de ses ambassadeurs au congrès; dans l'ordre des rangs, M. de Harlay fut désigné premier plénipotentiaire, M. de Crécy le second, enfin M. de Caillères le troisième. Par le fait, M. de Caillères était l'homme actif et prépondérant de la négociation. Le chef de la légation impériale fut le comte de Kaunitz, et le second plénipotentiaire le baron de Straetman; l'Espagne était représentée par MM. de Quiros et de Tiremont; les États-Généraux par MM. Boreel et Dickwelt. Le roi d'Angleterre confirma les pleins-pouvoirs des lords Pembroke et Villiers, ses ministres extraordinaires déjà désignés dans les conférences préliminaires. Les hommes capables dans toutes ces légations étaient, pour l'empire, le comte de Kaunitz; pour l'Espagne, M. de Tiremont, et pour l'Angleterre et les États-Généraux, lord Villiers et M. Dickwelt. La Suède, puissance médiatrice, s'était fait représenter par le baron de Lillienroot; c'était à ce médiateur que tous les ambassadeurs des puissances devaient remettre leurs notes, afin de régler les différends préliminaires qui pourraient s'élever entre les diverses légations. Ce mode de procéder donnait un haut ascendant à la Suède, médiatrice armée (1).

Une grande difficulté diplomatique était de fixer le lieu où le congrès devait se tenir. A toutes les

époques on avait longuement discuté sur la ville qui serait neutralisée pour le siège des négociations; on préférait ordinairement les cités allemandes et libres, telles que Cologne, Nimègue, Aix-la-Chapelle, municipales aux vicilles tours qui avaient vu en tous les temps les transactions européennes. L'empereur désirait le choix d'une de ses villes du Rhin, parce qu'il pourrait exercer alors sur le congrès une certaine influence; les plénipotentiaires de France s'y opposèrent, déclarant « qu'ils n'accepteraient pas d'autre place pour le congrès qu'un lieu situé en Flandre ou en Hollande. » On désignait la Hollande à dessein; la légation française n'ignorait pas la bienveillance plus marquée des Hollandais; et en flattaient ainsi leur amour-propre, elle espérait avoir des conditions meilleures dans le traité, de concert avec les États-Généraux et l'Angleterre. Le château de Riswick, propriété du roi Guillaume, fut désigné comme siège des conférences diplomatiques. Le médiateur s'empressa de notifier le premier acte de la négociation à tous les plénipotentiaires; l'échange des pleins-pouvoirs se fit ensuite par la même voie de la Suède médiatrice; enfin le comte de Kaunitz, ambassadeur de l'empereur, exigea que la France remît par écrit, avant toute conférence, le résumé des conditions acceptées par le cabinet de Versailles (2).

Le 9 mai au matin, le château si solitaire de étudié pour faire comprendre aux princes alliés combien cette résolution généreuse de Sa Majesté était sincère; qu'ils avoient assez qu'elle n'était contrainte par aucune nécessité de faire la paix, qu'elle avoit du monde de reste pour grossir ses armées, et de l'argent pour les entretenir; qu'elle ne manquoit pas d'héritiers pour continuer après elle les progrès qu'elle auroit faits sur les ennemis, au cas qu'elle vint à mourir dans le cours de la guerre; que Sa Majesté n'avoit enfin aucun intérêt dans cet accommodement, puisqu'elle étoit prête à rendre tant de pays et tant de places qu'elle possédoit si tranquillement, et que tout l'intérêt étoit du côté des alliés, pouvant survenir mille incidents funestes à la ligue, dont l'espérance n'étoit fondée que sur la vie d'un homme (le roi Guillaume), qui encore, avant sa mort, pouvoit donner lieu à bien des révolutions. » (Pièces secrètes de la négociation de Riswick, mss.)

(1) De part et d'autre une grande médiance présidait aux négociations. Les ministres plénipotentiaires des alliés firent entendre à M. de Caillères: « qu'ils doutoient un peu de la sincérité de la France, et que si le roi très-chrétien n'entroit pas en négociation avec de bonnes intentions, ils ne manquoient pas de moyens de continuer vigoureusement la guerre, en cimentant de plus en plus leur alliance; que les hauts alliés n'aspiroient qu'à une paix sûre et ferme, et qu'ils seroient bien fâchés de la faire de telle sorte qu'elle produisît bientôt une plus funeste guerre, après que la France se seroit remise de ses calamités présentes. » M. de Caillères répondit à l'ambassadeur médiateur qui lui avoit tenu ce discours: « que Sa Majesté Très-Chrétienne avoit intention de faire la paix de bonne foi et en bonne conscience, et qu'elle y étoit portée par de fortes considérations; qu'elle voyoit ses peuples las d'une guerre qui avoit presque enveloppé toute l'Europe, et qu'il étoit temps de leur donner la paix. D'ailleurs, que Sa Majesté étoit avancée en âge, ne songeoit qu'à passer le reste de ses jours en repos, et à avoir la gloire de le procurer à la chrétienté, si long-temps dévolée par des pertes immenses et par une horrible effusion du sang humain. Qu'il n'étoit pas besoin de discours

(2) On demanda au ministre de France une nouvelle déclaration sur les plénipotentiaires: « Que Sa Majesté Très-Chrétienne, afin de gratifier Messieurs les États-Généraux, pour lesquels elle avoit toujours eu beaucoup d'amitié, lui avoit ordonné de ne point accepter d'autre lieu que celui qui lui avoit été proposé par Messieurs les députés de leurs hautes puissances, et

Riswick fut témoin d'un beau spectacle : la foule des voitures encombrait les cours ; vers trois heures, le médiateur, baron de Lillienroot, était arrivé dans un beau carrosse à six chevaux, où se trouvait le baron de Muller, conseiller d'ambassade ; quelques minutes après, entraient sur un cheval blanc M. de Prielmeier, ambassadeur de Bavière, qui précédait la légation impériale et ses cinq carrosses ; les ambassadeurs de Hollande étaient à pied, suivis de deux voitures pour leur suite. Les plénipotentiaires espagnols étaient entourés de pages caracolant par tous les côtés autour des voitures éclatantes d'or de l'ambassade. La légation de France était en deuil, à cause de la mort de la reine douairière d'Espagne ; on ne voyait que chevaux caparçonnés de noir, laquais et pages avec de grands crêpes, ce qui faisait contraste avec la livrée écarlate de l'ambassadeur de Suède, en grand deuil pourtant, car le roi Charles XI venait de mourir subitement. Lord Pembroke n'arriva que le soir très-tard avec la légation anglaise nombreuse et brillante.

Quand les questions de préséance eurent été décidées en faveur des ambassadeurs de l'Empire, le baron de Lillienroot ouvrit le congrès. Le registre du protocole porte la date du 10 mai, et commence par le discours du médiateur, tout empreint d'impartialité et de modération. « Les grandes puissances ne doivent pas oublier que le but de la réunion était la paix générale, qu'exigeait impérieusement le repos de la chrétienté. Chacun devait apporter un esprit impartial et abandonner toutes les prétentions qui seroient contraires à la justice et au droit (1). » Les plénipotentiaires répondirent chacun pour leur cour ; « Que la paix étoit le besoin commun, et qu'ils remercioient le médiateur de ses bons offices pour la préparer et la conclure définitivement. » Dès ce moment le congrès était ouvert ; on attendait l'examen des prétentions de tous les cabinets intéressés.

C'était un acte important que l'ouverture d'un

de s'en retourner plutôt en France que de relâcher ce point-là ; que si l'empereur n'avait point envie de faire la paix, il ferait mieux de le déclarer franchement que de traîner en longueur une affaire sur laquelle l'Europe entière avait fondé l'espérance de son repos ; que personne n'ignorait que ce n'étoit point la nécessité qui obligeoit le roi son maître à proposer la paix, vu que la force de ses armes n'étoit que trop connue, sans qu'il lui manquât ni finances ni soldats. » (Pièces secrètes de la négociation de Riswick, mss.)

T. I.

congrès dans l'état des intérêts et des questions européennes. Il y avait des droits en question et des faits nouveaux à reconnaître ; la seule réunion d'une assemblée diplomatique où les ambassadeurs de Guillaume III étaient admis, supposait une adhésion à la révolution de 1688 de la part du roi de France, de Louis XIV, ce fier et puissant monarque, l'ami de Jacques II. C'étoit là une grave innovation dans le mouvement politique de l'Europe. Jacques II en avait compris la portée ; il se hâta donc, comme roi légitime d'Angleterre, de protester hautement contre l'usurpation de son trône en face de l'Europe. Ces protestations du droit contre le fait appartiennent à toutes les époques ; le vainqueur les méprise ; et quelquefois, dans la marche des temps, cette solennelle expression du malheur et de la disgrâce invoquant son droit contre la force en pleine possession du fait, est une immense puissance morale et d'avenir. La démarche de Jacques II fut-elle spontanée ? résulta-t-elle des insinuations de Louis XIV ? La preuve existe que le roi de France, en s'excusant sur la nécessité de traiter avec Guillaume III, avait laissé au royal exilé de Saint-Germain la faculté de manifester ses droits vis-à-vis de l'Europe. Le cabinet de Versailles n'étoit point fâché de cet acte jeté à la face du monde ; déjà s'établissait la théorie des souverains de droit et de fait, et Louis XIV avait intimement déclaré que ce n'étoit que ce dernier titre qu'il reconnaissait à Guillaume III. Le chef de la race des Stuarts choisit la circonstance d'un congrès pour publier sa protestation adressée tout à la fois aux grandes puissances catholiques et protestantes ; Jacques II repoussait toutes les calomnies semées sur sa personne ; « il n'avait jamais attenté ni aux libertés religieuses, ni à la liberté publique de ses sujets ; il étoit resté Anglais et chef de dynastie ; tous les actes qu'on faisoit au parlement et dans l'administration du royaume étoient unis, car le souverain légitime ne siégeoit pas en son conseil (2). » Les intérêts pressens étaient engagés sur des bases trop positives

(1) Protocole de Riswick, première séance.

(2) Voici le manifeste de Jacques II, adressé aux princes catholiques : Le roi alléguait d'abord les raisons qui obligeaient les princes à son rétablissement, « traitant de calomnies les accusations faites contre lui d'avoir violé les lois de l'État, d'avoir supposé un héritier à la couronne, d'avoir manqué aux conditions de la paix de Nimègue dont il étoit garant, et d'être entré dans une ligue secrète avec la France contre les Hollandais et la maison d'Autriche. » Le roi

pour qu'on fit quelque attention à ces plaintes d'un souverain détrôné. Il est des époques ainsi faites : le sentiment du droit est étincelant, et les souverainetés périssent par cette opinion égoïste que le roi qui tombe ne les touche pas et qu'elles ne peuvent se compromettre pour lui.

L'époque des congrès était une grande solennité diplomatique où les petits princes faisaient valoir leurs droits dans l'assemblée générale ; on vit à Riswick un envoyé du duc de Lorraine, réclamant son duché ; un délégué des princes de la Tremoille pour revendiquer les souvenirs de cette noble maison sur Naples et la Sicile. Le cardinal de Furstemberg eut aussi son envoyé, ainsi que la plupart des princes secondaires d'Allemagne ; chacun invoquait ses titres et demandait des indemnités. Cette multitude de réclamations des puissances de second ordre est toujours la plaie des congrès ; comme toutes ces petites puissances ne peuvent rien exiger individuellement par elles-mêmes, trop faibles qu'elles sont, elles cherchent à profiter de ces vastes négociations pour se placer sous le patronage d'une des hautes puissances, partie principale au congrès (1).

La France avait sollicité, comme on l'a vu, l'al-

marquait aux princes protestants « que l'ayant reconnu à son avènement à la couronne, et traité avec lui, ils n'avoient pu violer leurs engagements ; que quand même il leur auroit donné quelque sujet de les rompre, cela ne devoit faire aucun tort au prince son fils, héritier présomptif de la couronne, auquel il l'avoit abandonnée ; que les traités secrets que l'on prétendoit avoir été faits par lui pour détruire la religion protestante, n'avoient d'autre fondement que de faux bruits ; qu'il étoit donc plus avantageux aux alliés protestants de chercher à apporter du remède aux maux arrivés par la révolution d'Angleterre, que de vouloir la confirmer par un traité de paix. » L'écrit finissait par des menaces, et par une prophétie qui bornait « le bonheur et le repos des protestants à la vie de l'usurpateur qui étoit assis sur le trône d'Angleterre. » (Papiers de Renaudot, fonds nouveau, Biblioth. roy.)

(1) Voici le modèle d'une de ces réclamations ; elle est faite par l'envoyé de Lorraine :

« Le soussigné, ministre plénipotentiaire de Lorraine, pour abréger dans le congrès de la paix, et y remonter selon la sage direction de Son Excellence M. l'ambassadeur médiateur, et qui a été convenue entre toutes les parties belligérantes, emploie pour demande de la part et au nom de la reine sa maîtresse, dans la qualité de mère et ténante du sérénissime duc de Lorraine et de Bar, Léopold 1^{er} du nom, fils aîné, mineur d'ans, et de trois autres princes ses frères, le second aussi mineur, et les deux autres encore pu-

liance de la Porte-Ottomane en commençant la guerre générale contre l'Europe armée ; cette alliance s'étoit fondée sur l'intérêt qu'avoient les deux puissances à combattre la coalition formidable de l'Europe. On se rappelle que les négociations de Châteaufort avoient été habilement conduites à Constantinople ; la Porte avoit secondé les campagnes de Louis XIV par une constante diversion sur le Danube. Maintenant elle avoit connaissance des négociations qui se poursuivaient à Riswick. Le cabinet de Versailles alloit donc trahir ses promesses ! Le visir demanda des explications formelles à M. de Châteaufort, et les dépêches secrètes de l'ambassadeur constatoient les embarras de sa position vis-à-vis le divan ; il interrogea M. de Torcy sur ce qu'il doit répondre aux pressantes interpellations du visir ; M. de Torcy écrit à l'ambassadeur : « qu'il ait à rassurer la Porte-Ottomane, et, qu'en aucune circonstance, l'intention de Sa Majesté n'est d'abandonner son alliance intime avec l'empire ottoman ; les négociations de Riswick n'ont aucun caractère définitif ; il ne s'agit que d'une trêve dans l'épuisement des parties engagées dans la guerre (2). » A cette dépêche, M. de Torcy joignoit des valeurs et des présents pour une somme de douze

pilles, tous quatre ses fils, issus et procréés du mariage d'entre le sérénissime duc de Lorraine et de Bar, dernier décédé, de glorieuse mémoire, son époux, et d'elle : la demande succédait et originale ci-jointe, que Sa Majesté a faite et signée de sa main ; laquelle M. de Caillères, ministre de France alors, et aujourd'hui ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire en ce congrès, ayant vue, ne l'a pas jugée impropre pour être présentée à Sa Majesté Très-Christienne par une copie que MM. Boreel et Dickwelt, ministres de Messieurs les États-Généraux, et à présent leurs ambassadeurs extraordinaires et plénipotentiaires en ce même congrès, traitant ensemble, lui ont donnée. Laquelle demande, partant, ne peut être plus authentique, ni convenir mieux à un très-grand roi, pour attirer de sa magnanimité et justice l'effet que cette auguste reine en attend pour ses quatre sérénissimes orphelins. Surtout à y ajouter ci-après ce qui se trouvera être à leurs justes droits et prétentions. »

(2) Sa Majesté Très-Christienne « auroit de nouveau le Sultan de sa bonne amitié ; qu'il commençât à la vérité à faire quelque attention aux prières des princes alliés, mais que dans le fond tout n'aboutiroit qu'à l'avantage de la Porte, puisque toutes les intrigues de la France ne tendoient qu'à détacher quelques-uns des princes de la ligne, comme elle en avoit détaché le duc de Savoie, et qu'elle espéroit que peu à peu la ligue seroit dissipée, et le pouvoir de ses ennemis s'affoibli, qu'elle pourroit tourner toutes ses

cent mille livres, afin de les distribuer aux membres du divan, aux chefs des divers services, et même dans le sérail de Constantinople. Le cabinet de Versailles connaissait les usages de l'Orient, où tout se fait par des présents, sorte de corruption avouée dans les négociations avec les nations asiatiques. La Porte fut ainsi apaisée.

Les conférences se poursuivaient à Riswick. En l'état des négociations, il ne pouvait pas y avoir de grands différends; les points principaux n'avaient pas été réglés par la note préliminaire demandée à la France comme base fondamentale de tout traité? Cette note avait été reproduite dès la première audience, sur la demande des puissances engagées par la coalition; elle fut déposée sur le bureau, revêtue des signatures des trois plénipotentiaires français, et on négocia dans les termes de cette note en la prenant pour résumé du traité (1). Les premières conférences portèrent sur les formes mêmes du congrès; d'après quels antécédents négocierait-on? suivrait-on le traité de Munster, de Westphalie ou de Nimègue? Les formes du traité de Westphalie furent préférées par la majorité des plénipotentiaires. Il fut arrêté que le médiateur serait l'intermédiaire indispensable par qui tout passerait; les ambassadeurs ne devaient jamais traiter directement, mais toujours par la voie des ministres de Suède; c'était à ces ministres que devaient s'adresser les notes diplomatiques, les remontrances, les mémoires de toutes les puissances engagées dans la guerre. Le médiateur communiquait à chacune des parties les notes des adversaires, et rapportait ensuite les répliques, de manière que tout venait aboutir à l'intermédiaire. Ce mode de traiter évitait les explications trop vives, tout équilibre de mots et de prétentions trop acerbes; les demandes passant par la voie d'un médiateur, devaient se dépouiller du caractère hostile très-naturel chez des puissances en guerre violente depuis sept ans.

forées contre l'empereur, avec lequel elle ne ferait jamais la paix définitive. » (Dépêches originales de M. de Torcy.)

(1) Les ambassadeurs de France reçurent des lettres de la cour où M. le marquis de Torcy leur enjoignait de la part de Sa Majesté Très-Chrétienne, de remonter fort sérieusement aux ministres de l'empereur et à ceux des alliés, nonobstant ce qu'ils pourraient répondre: « Que pour entrer dans une négociation si sincère, ils ne pouvoient omettre aucune demande contraire aux articles convenus préliminairement le 10 de février, et leur déclarer que pour prévenir toutes

La coalition n'était pas sans remarquer les intimités avouées qui existaient entre les plénipotentiaires des États-Généraux et les ambassadeurs de France. Le cabinet de Versailles avait bien apprécié la véritable situation de la Hollande; l'esprit public était vivement prononcé pour la paix; on ne supportait plus qu'en murmurant les charges pesantes de la guerre. Ensuite les hostilités avaient été favorables aux armées de France; les généraux de Louis XIV menaçaient une fois encore d'envahir le territoire hollandais; cent mille hommes étaient sur le Rhin. Le prince d'Orange n'avait plus cette santé forte, ce corps robuste qui lui faisaient braver les champs de bataille; il désirait le repos, après une vie si pleine et si agitée. Les conférences intimes avec les plénipotentiaires hollandais avaient deux objets particuliers: 1^o la forme de reconnaissance de Guillaume III, consentie par Louis XIV; 2^o l'état des protestants en France et des réfugiés à l'étranger. Sur le premier point, les ambassadeurs anglais, lord Pembroke surtout, avaient exigé que la reconnaissance fut complète et explicite pour tous les faits accomplis par la révolution de 1688, et par conséquent en tout ce qui touchait la loi successoriale dans la branche collatérale; M. de Harlay avait fait répondre: « que la loi successoriale étoit un fait de politique intérieure, et par conséquent indépendant des traités avec les puissances étrangères; qu'il suffisoit donc que le roi son maître reconnût officiellement Guillaume III, et qu'on ne pouvoit pas exiger davantage. » Lord Pembroke demanda: « qu'attendu les complots et menées de Jacques Stuart, ancien roi d'Angleterre, Louis XIV consentit à ce que ce prince fût éloigné de Saint-Germain, et à trente lieues au moins de Versailles; » il fut également répondu par M. de Harlay: « que la position malheureuse du roi Jacques, les rapports qui avoient existé avec le roi très-chrétien, ne permettoient pas cet outrage à un monarque réfugié; jamais le roi de France ne

sortes d'interprétations ou de disputes inutiles, qui ne serviroient qu'à prolonger la négociation sans espérance d'aucun fruit, ils ne pouvoient consentir à autre chose, de tout ce que les alliés avoient demandé dans leur *postulata*, et de ce qu'ils pourroient encore prétendre, qu'à ce qui avoit été arrêté par les traités de Nimègue et de Westphalie, et mis en exécution par celui de Nimègue, la volonté du roi étant de n'accorder que cela, et ce qui s'étoit passé depuis et dans les circonstances qu'ils pourroient voir sur leurs instructions. » (Négociat. uss.)

consentiroit à cet éloignement. Seulement, d'après les relations nouvelles et de bonne foi qui se formoient par la paix entre le roi son maître et le roi Guillaume, le cabinet de Versailles s'engageoit à empêcher toute menée de la part des serviteurs de Jacques II, à quoi Louis XIV engageoit formellement sa parole royale (1). »

Sur la question des réfugiés, les conférences s'engagèrent vivement. La Hollande, et l'Angleterre surtout, avaient de nombreux émigrés en France; les calvinistes s'étaient également retirés en grandes masses du territoire français pour chercher abri auprès de Guillaume III : stipulerait-on quelques clauses rétrogrades? La Hollande le désirait, parce qu'elle regorgeait d'émigrés protestants; on voulait les autoriser à rentrer dans leurs biens ou à recevoir une indemnité. Le cabinet de Londres était fortement intéressé dans cette question; sans doute beaucoup de Français réfugiés habitaient Londres et les autres contrées d'Angleterre; mais un nombre non moins grand d'Écossais, d'Irlandais, d'Anglais même, étaient aussi passés au service de France, par suite de la révolution de 1688. S'il avait fallu stipuler des indemnités, accorder des amnisties, la situation de l'Angleterre n'eût pas été plus favorable que celle de la France; les Hollandais, plus désintéressés dans la question, pouvaient bien appeler les lois éternelles de la justice au secours des réfugiés; mais les cours de Londres et de Versailles étaient dominées par la puissance des nécessités politiques. Il fut donc convenu que les deux gouvernements surveilleraient les menées des réfugiés, et qu'ils s'engageaient mutuellement à empêcher tout complot, toute entreprise des émigrés contre l'autorité de leur patrie; quant aux questions religieuses, comme elles étaient un principe tout d'organisation intérieure, elles ne pouvaient être l'objet de conventions particulières; la France n'avait pas plus de droit d'exiger la liberté des catholiques d'Irlande que l'Angleterre n'avait celui d'imposer la liberté des calvinistes; c'était un acte tout de gouvernement intime des États (2).

Ces deux stipulations furent les seules conven-

(1) Négociations secrètes du traité de Riswick. (Manuscrit.)

(2) « Le roi très-chrétien déclara qu'il s'engageoit et promettoit pour lui et pour ses successeurs, « de ne troubler ni inquiéter, en quelque manière que ce fût, Guillaume III, roi de la Grande-Bretagne, dans la possession des royaumes et pays dont il jouissoit alors, donnant pour cet effet son parole royale de n'assister

tions secrètes des traités. On a dit qu'un autre article très-caché, arrêté entre Guillaume III et Louis XIV, préparait la restauration du fils de Jacques II après la mort du roi de fait de la Grande-Bretagne; cette stipulation n'existe pas: Guillaume III, dégoûté d'une pesante couronne, put bien penser à l'abdication; mais il n'était pas maître d'une restauration, il ne pouvait pas y songer; les lords et les communes ne l'eussent pas souffert; et quelle apparence d'une telle clause dans une négociation où l'on exigeait impérativement que Jacques II fût éloigné de Saint-Germain! La diplomatie de Louis XIV fit courir le bruit d'une quasi-restauration, pour atténuer un peu le mauvais effet du traité de Riswick; j'ai vainement cherché, dans les archives authentiques, des articles secrets sur le cas probable d'une restauration, ils n'existent pas; l'événement pouvait être pressenti dans des conférences, il ne pouvait pas être prévu et réglé par un traité!

La Hollande, la France et l'Angleterre une fois convenues des bases d'une haute transaction européenne, l'Empire et l'Espagne isolés ne pouvaient continuer avantageusement une lutte contre Louis XIV. On s'était aperçu, depuis l'ouverture des négociations, que les plénipotentiaires de l'empereur ne marchaient jamais franchement à une fin; le comte de Kaunitz, de concert avec M. de Quiros, reculait toujours devant l'idée de signer les préliminaires déposés par la France. La légation impériale attendait la paix avec la Turquie, afin de porter des masses de troupes sur le Rhin, et d'obtenir les conditions meilleures. L'Espagne secondait l'empereur dans cette idée; comme elle avait influent perdu depuis un demi-siècle, l'Espagne vouloit beaucoup reconvrer; son cabinet s'était inséparablement uni à celui de Vienne; des troupes allemandes avaient même débarqué en Catalogne pour soutenir la guerre. Ce retard apporté à la conclusion de la paix était vivement blâmé par l'Angleterre, et surtout par la Hollande: ces deux gouvernements voulaient en fuir d'une situation qui les blessait dans leurs intérêts les plus immédiats. Ils menacèrent l'Empire et l'Es-

ni directement ni indirectement aucun des ennemis de ce monarque; de ne favoriser aucunement les conspirations, menées secrètes et rebellions qui pourroient survenir en Angleterre, et de n'aider, sans aucune exception ni réserve, aucune personne que ce fût qui prétendrait le troubler dans la possession de ses royaumes. » (Note manuscrite.)

pagne de traiter séparément, et la seule crainte qu'on en agit ainsi détermina la signature simultanée des trois traités de paix avec la Hollande, l'Angleterre et l'Espagne; la convention avec l'Empire traîna un mois encore. On convint seulement d'une suspension d'armes sur toute la ligne.

La première convention diplomatique fut signée avec les États-Généraux le 20 septembre à minuit : elle portait que la paix était désormais inaltérable entre la Hollande et la France; amnistie était accordée aux sujets des deux puissances qui avaient pris les armes contre leurs souverains respectifs dans la guerre; leurs biens devaient être restitués, nonobstant toute confiscation. On se rendait de part et d'autre les terres et possessions d'outre-mer qui avaient été prises; toutes choses étaient ainsi remises en l'état où elles se trouvaient. Il fut stipulé que les pavillons seraient mutuellement respectés, le commerce libre et indépendant, comme par le passé, entre les puissances engagées dans la lutte. La Hollande était sans haines, sans arrière-pensée à l'égard de la France; les intérêts commerciaux, comme la situation diplomatique, les unissaient : le traité fut ici entier et de bonne foi (1).

(1) *Extrait du Traité de paix conclu entre Louis XIV, roi de France, et les seigneurs États-Généraux des provinces-unies des Pays-Bas. A Riswick, le 20 septembre 1697.*

« 1^o Il y aura à l'avenir entre Sa Majesté Très-Chrétienne et ses successeurs, rois de France et de Navarre, et ses royaumes, d'une part, et les seigneurs États-Généraux des provinces-unies des Pays-Bas, d'autre part, une paix bonne, ferme, fidèle et inviolable. et cesseront ensuite et seront délaissés tous actes d'hostilités, de quelque façon qu'ils soient, entre ledit seigneur roi et lesdits seigneurs États-Généraux, tant par mer et autres eaux que par terre, en tous leurs royaumes, pays, terres, provinces et seigneuries, et pour tous leurs sujets et habitants, de quelque qualité ou condition qu'ils soient, sans exception des lieux ou des personnes.

« 2^o Il y aura un oubli et amnistie générale de tout ce qui a été commis de part et d'autre à l'occasion de la dernière guerre, soit par ceux qui, étant nés sujets de la France et engagés au roi très-chrétien par les emplois et biens qu'ils possédoient dans l'étendue de la France, sont entrés et demeurés au service des seigneurs États-Généraux des Provinces-Unies, ou par ceux qui, étant nés sujets desdits seigneurs États-Généraux, ou engagés à leur service par les emplois et biens qu'ils possédoient dans l'étendue des Provinces-Unies, sont entrés ou demeurés au service de Sa Majesté Très-Chrétienne, et les susdites personnes, de

La seconde convention fut signée avec le roi d'Espagne le 21 septembre à une heure du matin ; elle était plus étendue, plus spécialement territoriale; après la stipulation d'une amnistie, on convenait que toutes les places de Catalogne acquises par le roi de France seraient restituées en l'état où elles se trouvaient avant la guerre; indépendamment de cette cession, on rendait encore à l'Espagne Luxembourg avec ses fortifications, Charleroy, Mons, Courtray avec l'artillerie espagnole, telle qu'elle existait au moment de la capitulation; les sujets qui rentreraient sous la domination espagnole, ne pourraient être recherchés pour actes, faits et gestes durant la possession française; les stipulations spéciales contenues dans les traités de Nimègue et de Westphalie, pour la police et les actes des congrès, devaient être exactement exécutés. Ici était consigné, pour la première fois, ce grand principe d'humanité : « qu'aucune recherche d'opinions, d'actes et de faits antérieurs ne serait permise contre les sujets réunis à l'une des puissances signataires (2). »

La même nuit, le traité fut arrêté avec les plénipotentiaires de la Grande-Bretagne; le roi très-

quelque qualité et condition qu'elles soient, sans nulle exception, pourront rentrer, rentreront et seront effectivement laissées et rétablies en la possession et jouissance paisibles de tous leurs biens, honneurs, dignités, etc., sans pouvoir être recherchées, troublées ni inquiétées en général ni en particulier, pour quelque cause ou prétexte que ce soit, etc. » (Original du traité. Archives de La Haye, ann. 1697.)

(2) *Extrait du traité de paix conclu entre Louis XIV, roi de France et Charles II, roi d'Espagne, à Riswick, le 20 septembre 1697.*

« 1^o Il est convenu et accordé qu'à l'avenir il y aura bonne, ferme et durable paix, confédération, et perpétuelle alliance et amitié entre les rois très-chrétiens et catholiques, leurs enfants nés et à naître, leurs hoirs, successeurs et héritiers, leurs royaumes, états, pays et sujets; 2^o en conséquence de cette paix et bonne union, tous actes d'hostilités cesseront entre lesdits seigneurs et rois, leurs sujets et vassaux par mer et par terre, et généralement en tous lieux où la guerre se fait par les armes de Leurs Majestés, tant entre leurs armées qu'entre les garnisons de leurs places, et s'il y étoit contrevenu par la prise d'une ou plusieurs places, soit par attaque, surprise ou par intelligence, et même s'il se faisoit des prisonniers, ou qu'il se commit d'autres actes d'hostilité par hazard ou autrement, la contravention sera réparée de part et d'autre de bonne foi, etc.; 3^o tout sujet d'innuitié ou de méintelligence demeurera éteints et abolis pour ja-

chrétien stipulait d'égal à égal avec le sérénissime et très-puissant prince Guillaume III, roi de la Grande-Bretagne. Par le premier article, on oubliait encore les torts des rebelles contre les souverainetés. Louis XIV engageait sa parole royale de ne jamais troubler Guillaume dans la paisible possession de son trône, s'obligeant à ne favoriser ni complots ni rebellions qui pourraient attenter à sa vie ou à son sceptre. La navigation et le commerce devaient être rétablis sur les anciennes bases; on se restituait toutes les places dont on s'était emparé durant la guerre dans les deux mondes. Toute lettre

mais. Il y aura de part et d'autre un oubli et une amnistie perpétuelle de tout ce qui s'est fait pendant la présente guerre, on à son occasion, sans qu'on puisse à l'avenir, sous aucun prétexte, directement ni indirectement, en faire aucune recherche, par voie de justice ou autrement, etc.; 4^e Sront remises et laissées en la possession, domaine et souveraineté de Sa Majesté Catholique, les places de Gironne, Roses et Belver en l'état qu'elles ont été prises, avec l'artillerie qui s'y est trouvée dans le même temps, et toutes les autres villes, places, forts, lieux et châtellenies généralement quelconques, qui ont été occupés pendant cette guerre par les armées de Sa Majesté Très-Christienne, et depuis la traité de Nimègue, dans la principauté de Catalogne, ou ailleurs en Espagne; leurs appartenances, dépendances et annexes seront remises en l'état auquel elles se trouvent à présent, sans en rien retenir, réserver, affaiblir, ni détériorer. Sera aussi remise de même au pouvoir, domaine et souveraineté de Sa Majesté Catholique la ville de Barcelone, forts et fortifications en dépendant avec toute l'artillerie, en l'état auquel le tout s'est trouvé au jour de la prise, avec toutes appartenances, dépendances et annexes; 5^e la ville et forteresse de Luxembourg en l'état auquel elle se trouve présentement, sans y rien démolir, changer, diminuer, affaiblir ou détériorer des ouvrages, forts et fortifications d'icelle, avec l'artillerie qui s'y est trouvée au temps de la prise; ensemble la province et duché de Luxembourg, et comté de Chimai en toutes leurs appartenances, dépendances et annexes, seront rendus et remis au pouvoir, souveraineté, domaine et possession du roi catholique, de bonne foi, pour en jouir par ledit seigneur roi catholique tout ainsi qu'il a fait ou pu faire lors et avant le traité de Nimègue, sans en rien retenir ni réserver, si ce n'est ce qui en a été cédé à Sa Majesté Très-Christienne, par le précédent traité de paix; 6^e la forteresse de Charleroi sera pareillement remise au pouvoir et sous la souveraineté de Sa Majesté Catholique, avec ses dépendances en l'état auquel elle est à présent, sans y rien rompre, démolir, affaiblir ou détériorer, de même que l'ar-

de marque ou de course était annulée. Le roi d'Angleterre rentrerait dans son droit héréditaire sur la principauté d'Orange, située non loin du comtat d'Avignon, la ville papale (1).

Quant à la convention avec l'Empire, elle ne fut conclue qu'après un mois de discussions, le 30 octobre. On y prenait pour base les traités de Nimègue et de Westphalie: une partie de l'Alsace, le Palatinat étaient restitués à l'Empire; l'électeur de Cologne rentrait dans Dinant; le duc Georges de Wurtemberg dans la souveraineté de Montbelliard; Strashourg restait néanmoins à la France, qui

tillerie qui y étoit lorsqu'elle a été prise; 7^e sera remise aussi à la souveraineté, domaine et possession de Sa Majesté Catholique, la ville de Mons, capitale de la province de Hainault, etc. etc. a

(1) *Extrait du traité de paix conclu entre Guillaume III, roi d'Angleterre, et Louis XIV, roi de France, à Riswick, le 20 septembre 1697.*

a 1^o Il y aura une paix universelle et perpétuelle, une vraie et sincère amitié, entre le sérénissime et très-puissant prince Guillaume III^e, roi de la Grande-Bretagne, et le sérénissime et très-puissant prince Louis XIV^e, roi très-chrétien, leurs héritiers et successeurs, leurs royaumes, États et sujets, et cette paix sera inviolablement conservée entre eux si religieusement et sincèrement, qu'ils foront mutuellement tout ce qui pourra contribuer au bien, à l'honneur et à l'avantage l'un de l'autre, vivant en tout comme bons voisins et avec une telle confiance et si réciproque, que cette amitié soit de jour en jour fidèlement cultivée, affermie et augmentée; 2^e toutes inimitiés, hostilités, guerres et discords entre ledit seigneur-roi de la Grande-Bretagne et le roi très-chrétien, et pareillement entre leurs sujets, cesseront et demeureront éteintes et abolies, etc.; 3^e tous les torts, dommages, injures et offenses que lesdits seigneurs-rois et leurs sujets auront soufferts ou reçus les uns des autres, pendant cette guerre, seront absolument oubliés, et leurs Majestés et leurs sujets, pour quelque cause et occasion que ce puisse être, ne feront désormais, ne commenceront, ou ne souffriront qu'il soit réciproquement fait, de part ni d'autre, aucun acte d'hostilité, etc.; 4^e et comme l'intention du roi très-chrétien a toujours été de rendre la paix ferme et solide, Sa Majesté s'engage et promet pour elle, et pour ses successeurs, rois de France, de ne troubler ni inquiéter, en quelque façon que ce soit, le roi de la Grande-Bretagne dans la possession des royaumes, pays, États, terres ou gouvernements, dont Sa Majesté Britannique jouit présentement, donnant pour cet effet sa parole royale de n'assister ni directement ni indirectement aucun des ennemis du roi de la Grande-Bretagne, et de ne favo-

restituait Kehl et son fort à l'empereur. La France cédait encore, Brisach, Philisbourg, Fribourg; elle s'obligeait à démolir les fortifications d'Alvingue, curieuse stipulation reproduite dans les conventions modernes. Le duc de Lorraine était rétabli en la pleine possession de son duché, avec sa ville de Nancy pour capitale. La France se réservait Strasbourg et Longwy; le cardinal de Furstemberg était restauré dans ses droits féodaux et allodiaux; enfin un article secret réglait les prétentions germaniques de madame la duchesse d'Orléans (1).

En résultat, ces traités étaient un triste échec pour la puissance de Louis XIV; la grandeur que la conquête avait créée s'effaçait devant le découragement du pays; on signait la paix parce qu'on n'en pouvait plus d'une guerre meurtrière. Les stipulations de ces traités étaient autant politiques que diplomatiques; elles faisaient entrer une royauté d'usurpation dans la famille des rois de race légitime, innovation immense qui devait servir de précédent pour l'avenir. Ensuite on proclamait l'amnistie des opinions et de la révolte armée; on jetait au milieu du royaume la principauté d'Orange, refuge assuré pour tous les mécontents; enfin, on enlevait au roi de France les villes conquises, et réunies sans quelques places de second ordre. En exigeant de si lourds sacrifices, on ne remarquait pas assez qu'on préparait de nouvelles guerres pour l'avenir; les traités de Riswick ne devaient être considérés que comme une trêve que la coalition imposait. C'est une faute en diplomatie, que de faire subir au vaincu des conditions de paix trop dures; il ne les supporte

que par la force, et les secoue à la première incur d'espérance. La meilleure paix est celle qui est fondée sur l'impartialité et le balancement équitable des Etats; autrement, il n'y a qu'action et réaction. Louis XIV acceptait la paix de Riswick comme une nécessité du moment, il se laissait entraîner par le triste découragement de la France; mais lorsque cette France se fut reposée, elle courut encore à la guerre, et la succession d'Espagne en fut le prétexte et la grande occasion.

CHAPITRE XLVII.

ELECTION DE POLOGNE — LA FRANCE APRÈS LA PAIX.

Motifs secrets de la paix. — Affaire de Pologne. — Election du prince de Conti. — Négociations sur la succession éventuelle de Charles II d'Espagne. — Fêtes de la paix. — Epigrammes. — Mariage du duc de Bourgogne. — Nomination des ambassadeurs. — Arrivée du comte de Portland. — Jacques II à Saint-Germain.

1697-1698.

La misère publique, le découragement de la bourgeoisie, la pénurie du commerce, n'avaient pas

riser en quelque manière que ce soit les cabales, menées secrètes et rebellions, qui pourraient survenir en Angleterre, et par conséquent de n'aider sans aucune exception ni réserve, d'armes, de munitions, vivres, vaisseaux, argent, ou d'autre chose, par mer ou par terre, personne que ce puisse être, qui prétendrait troubler ledit roi de la Grande-Bretagne dans la paisible possession desdits royaumes, pays, Etats, terres ou gouvernemens, sous quelque prétexte que ce soit; comme aussi le roi de la Grande-Bretagne promet et s'engage de son côté, de même inviolablement, pour soi et ses successeurs, rois de la Grande-Bretagne, à l'égard du roi très-chrétien, ses royaumes, pays et terres de son obéissance, réciproquement sans aucune exception, ni réserve, etc. » (Négociations secrètes de Riswick, mss.)

(1) *Extrait du traité de paix conclu entre Leopold, empereur, et l'Empire d'une part, et Louis XIV, roi de France, d'autre part, à Riswick, le 30 octobre 1697.*

« Les traites de Westphalie et de Nimègue sont

considérés comme la base et le fondement du présent traité; et en conséquence, immédiatement après l'échange des ratifications, lesdits traités seront entièrement exécutés à l'égard du spirituel et du temporel, et seront observés inviolablement à l'avenir, si ce n'est en tant qu'il sera expressément dérogé par le présent traité. Seront rendus en particulier à Sa Majesté impériale et à l'Empire, à ses Etats et membres, tous les lieux et droits situés hors de l'Alsace, qui ont été occupés par Sa Majesté Très-Chrétienne, tant durant la présente guerre par voie de fait, que par voie de l'union et réunion, ou qui ont été exprimés dans la liste des réunions produite par les ambassadeurs de France, en tant pour cet effet tous les décrets, arrêts et déclarations faits et publiés sur ce sujet par les chambres de Metz et Besançon, et par le conseil de Brisach; et toutes choses seront mises dans l'état où elles étaient avant lesdites prises, unions ou réunions, sans qu'à l'avenir les possesseurs desdits lieux, ainsi rétablis, soient plus troublés et inquiétés. » (Trois manuscrits et conventions secrètes.)

été les seules causes de la paix générale : le cabinet de Versailles était alors préoccupé de deux questions de haute portée diplomatique : la première était relative à l'élection d'un roi de Pologne, après la mort du grand Jean Sobieski, le Machabée de la chrétienté ; la seconde se rattachait à la mouarchie espagnole. Charles II n'avait point quitté la vie, il languissait desséché par la maladie, sans espoir de postérité : l'Europe se préparait à partager ses dépouilles, toute la diplomatie était occupée de cette riche succession, comme si San-Lorenzo n'était plus qu'une tombe béante prête à engloutir un roi jeune homme encore et de magnifique race, car il comptait Charles-Quint pour son ancêtre !

Depuis deux siècles, la Pologne, avec son système orageux d'élection royale, était livrée à des crises périodiques d'anarchie et de confusion ; sa noblesse chevaleresque, ses castelans belliqueux avaient conservé les mœurs des Sarmates. Chaque palatin était comme un grand vassal du moy en âge ; il élevait son étendard blanc, à l'aigle d'or, sur le champ d'élection, et là, librement et hautement, il proclamait son roi. En dehors de cette noblesse se trouvaient des paysans pauvres et serfs ; des juifs riches, usuriers et sales ; des bohèmes errans et des nobles insubordonnés ; en un mot, la vie de la société du douzième siècle au milieu du dix-septième, la féodalité conservée dans son esprit de conquête ou de défense territoriale, telle que les hommes du nord l'avaient partout introduite. Dans les jours d'élection, tous ces chevaliers, prélats, palatins apparaissaient, comme les vieux Sarmates, sur leurs chevaux de bataille, ou traînés sur ces chars aux roues de fer et de bois durci au feu, souvenir des mœurs germaniques dont Tacite nous a laissé une sublime description.

Jean Sobieski, le sauveur de Vienne, le vainqueur des Turcs, celui-là même qui la chrétienté avait proclamé le Machabée de l'Eglise et de l'Europe civilisée ; Jean Sobieski-le-Grand monrait, laissant une veuve active et ambitieuse, mère de quatre enfans. La constitution de la Pologne ne proclamait pas une royauté héréditaire, et les immenses services du père ne donnaient aucun titre aux fils ; la crainte de reconnaître et de proclamer l'hérédité de la couronne eût éloigné les palatins, maréchaux des provinces polonaises, d'une élection dans la même race. Les enfans de Sobieski n'avaient donc aucune élanee, les Polonais voulaient conserver l'élection, non seulement comme un droit de

liberté, mais encore comme une source de profit et de bénéfices. La noblesse polonaise n'était point riche ; les candidats à la royauté répandaient de l'argent ; la plus déplorable corruption s'élevait cachée dans les palatins ; comme dans tous pays d'élection, on savait le tarif des voix (1).

Dans les premiers jours du congrès de Riswick, les cabinets de l'Europe apprirent la mort de Jean Sobieski ; c'était une sérieuse affaire diplomatique que l'élection d'un roi de Pologne ; l'Empire avait un haut intérêt à l'avoir dans sa dépendance, parce que la Pologne formait sa frontière orientale ; la France, en guerre avec l'Empire, devait également souhaiter un roi de Pologne tout dévoué à sa politique ; par ce moyen, l'Autriche n'était plus libre de ses mouvemens. Le désir d'une élection française en Pologne avait engagé le cabinet de Versailles à confier l'ambassade extraordinaire au cardinal de Polignac, esprit actif, un peu brouillon, désireux surtout, par des promesses exagérées, d'arriver au résultat de l'élection. Le cardinal avait offert de l'argent à la majorité des palatins ; il s'était obligé à plus qu'il ne pouvait tenir ; les Polonais exigeaient des conditions de nationalité, de conquête et d'agrandissement de territoire ; le cardinal de Polignac avait tout promis, si bien que Louis XIV fut obligé d'envoyer l'abbé de Châteauneuf, le frère de l'ambassadeur à Constantinople, pour modifier les aventureux engagements qu'avait pris le cardinal envers la noblesse polonaise (2).

Ce n'était pas la première fois que cette brave et fière noblesse avait songé à élire un Français pour son roi ; qui ne se souvenait de ce duc d'Anjou (depuis Henri III), ce gentil et galant prince, si ennuagé de sa royauté de Pologne, pays au ciel grisâtre, aux plaisirs sérieux, où le roi porta de si doux souvenirs de la gracieuse cour de Catherine de Médicis (3) ! Dans toutes les vacances de la couronne, les polonais avaient tourné les yeux vers la France ; il n'y avait pas vingt-cinq ans encore qu'ils avaient proposé le sceptre à Turenne, puis à Condé ; ce n'était que sur leur refus que Jean Sobieski avait été élu ; la noblesse n'aimait pas un roi national, elle le croyait trop fort ; puis, il n'était pas assez riche pour être généreux et récompenser les suffrages aux élections.

Après la mort de Jean Sobieski, les candidats à la royauté polonaise furent : le prince de Conti ; les parlementaires lui avaient fait une réputation européenne de sagesse et de libéralité ; il était le

(1) Correspondance du cardinal de Polignac avec M. de Torcy, 1696-1697.

(2) Collection des dépêches de Châteauneuf, 1697.

(3) Voyez mon Histoire de la Réforme, tom. III.

chef du parti de l'opposition. Louis XIV appuyait de bonne foi sa royauté de Pologne, car le sentiment français et national dominait la politique du roi, et l'emportait sur ses antipathies. Le prince de Conti ne se souciait pas personnellement de cet honneur lointain; éperdument épris de la duchesse de Bourbon, il aurait tout sacrifié pour demeurer quelques jours auprès d'elle; mais il s'agissait de préparer la puissance de la France. La Pologne, jetée sur la frontière orientale de l'Allemagne, menaçait l'Empire; un roi de la branche des Bourbons régnant à Varsovie, devait faire une heureuse diversion aux entreprises de Louis XIV contre Léopold; aucun prince du sang n'eût osé refuser un honneur et un devoir au service du roi de France. 2^e Le candidat germanique pour le trône de Pologne était Frédéric-Auguste, électeur de Saxe, de cette famille sévère et fermement luthérienne des jours de la réforme; l'électeur s'était engagé à prendre Kamienieck sur les Turcs, et en même temps il embrassait le catholicisme. L'empire tout entier secondait les prétentions de Frédéric de Saxe par les mêmes motifs qui faisaient que Louis XIV soutenait le prince de Conti.

Les dépêches du cardinal de Polignac et de l'abbé de Châteauneuf, adressées au prince de Conti sous la suscription : *A sa majesté polonoise* (1); apprirent bientôt que la majorité des palatins s'était prononcée pour l'élection française; vingt-huit s'étaient déclarés pour le prince de Conti; les palatins de Cracovie avaient proclamé l'électeur de Saxe; mais la proximité des domaines de l'électeur lui donnait un certain ascendant en Pologne, et l'on vit tout aussitôt l'évêque de Cujavie, le comte Jablonowski, grand général, et Félix Potoski, petit général, proclamer l'électeur de Saxe au nom de quatre palatins. La guerre civile éclatait; les envoyés de France écrivaient de nombreuses dépêches pour hâter le départ du prince

de Conti, roi élu par la diète. Le cardinal de Polignac surtout, fier d'avoir obtenu l'élection, voulait en retirer immédiatement les fruits (2).

Dès que Louis XIV eut reçu la confirmation de l'élection du prince de Conti, il fit appeler ce prince, et voulut le traiter avec tous les honneurs de ce magnifique rang; Conti refusa par des paroles pleines de modestie, son caractère paisible et aimant n'était pas pour les sacrifices du bouheur domestique au profit de la vanité; il avait le sentiment que rien n'était plus fragile que ces royautés éternelles dans les émotions d'une crise; et puis il avait une profonde amertume au cœur de cet exil royal qui l'appelait à régner sur des peuples inconnus. Henri d'Anjou, élu roi de Pologne, en quittant le beau palais du Louvre, s'était attaché au bras le bracelet et le chiffre de ses amours; le prince de Conti avait aussi des amours tendrement partagées par madame la duchesse unie à un Condé, et c'est le visage baigné de larmes que le prince s'arrachait de Versailles (3). Louis XIV fut magnifique envers lui; il lui donna deux millions d'or, recueillis sur l'heure par Samuel Bernard; le prince de Conti eut un royal équipage de plus de 800 mille livres, et Jean Bart fut chargé de le conduire à Dantzick, à travers les escadres de l'ennemi qui croisaient dans la Manche. Louis XIV n'en faisait pas seulement une question politique, il visait encore à cette puissance des empereurs de Rome qui distribuaient les couronnes entre les rois, puissance fastueuse qui coûte des sueurs et du sang.

C'était durant le congrès de Riswick qu'avait eu lieu l'élection du prince de Conti; elle avait plus d'une fois suspendu ses délibérations. La pensée des cabinets se portait également à cette époque sur l'éventuelle accession de la couronne d'Espagne. Deux idées étaient en présence : la maison d'Autriche, toute puissante alors à Madrid, avait jeté la première la combinaison d'un testament;

(1) Collection des dépêches, 1697. Le peuple n'avait pas pris cette élection au sérieux; aussi la chansonna-t-il :

Que Conti, prince du sang,
D'un grand roi tienne le rang,
Ce n'est qu'une médisance;
Le Saxon en assurance,
En Pologne est couronné
Au grand dépit de la France.
C'est la pure vérité.

L'on nous dit que dans le nord
Les Polonais nous aiment fort ;
Ce n'est qu'une médisance,

T. I.

Mais qu'avec une pleine assurance
Ils nous aient tous dupé,
Et pris l'argent de la France,
C'est la pure vérité.

L'on nous a dit que Conti
Avait un puissant parti,
Ce n'est qu'une médisance;
Un courrier à l'insolence,
Sans en être châtié,
De tromper le roi de France;
C'est la pure vérité.

(2) Collection des dépêches, 1707.

(3) Lettre du prince de Conti, 1697.

les femmes avaient commencé cette intrigue. Après la mort de Marie d'Orléans, fille de Monsieur, Charles II avait épousé Marie-Anne de Neubourg, fille de l'électeur palatin, princesse tout allemande, qui domina les derniers jours du roi d'Espagne, si faible, si blâmé du monde. La maison d'Autriche espérait la succession de la monarchie des deux hémisphères; par ce moyen on reconstituait la souveraineté de Charles-Quint; la France n'était plus qu'un point au milieu de l'Empire, des Pays-Bas, de l'Espagne et de l'Italie. Les effets de la lutte persévérante engagée depuis le seizième siècle par les Valois et les Bourbons contre la maison d'Autriche, étaient annulés par la reconstitution de la monarchie universelle en faveur de Léopold ou de sa famille, et Louis XIV ne pouvait le souffrir.

Le système commun à la France et à l'Angleterre, par rapport à la succession d'Espagne, fut d'abord un partage concerté; les deux puissances avaient intérêt à un morcellement, parce que toutes deux avaient été également menacées par le rétablissement d'une grande monarchie au midi. Les souvenirs de l'*armada*, au seizième siècle, restaient présents en Angleterre, et la France avait mémoire encore des époques ligueuses; l'idée d'un morcellement de la monarchie espagnole répondait exactement aux intérêts des deux cabinets de Londres et de Versailles; il en fut question dans les conférences secrètes de Riswick, entre les lords Pembroke, Villiers et M. de Harlay (1); les États-Généraux rentraient dans cette pensée. Ce n'étaient encore que des pourparlers qui, plus tard, prirent l'importance et la forme d'un traité de partage régulier, ainsi qu'on le verra. Cette question d'Espagne est trop grave pour qu'on ne la réserve pas pour l'époque qui vit son plus grand développement.

Les résultats du congrès de Riswick, la paix générale qui en fut la suite, produisirent un enthousiasme universel dans toute la monarchie; les traités furent apportés à Versailles par M. de Céli, fils de M. de Harlay, jeune homme un peu étourdi qui s'arrêta sur la route, tandis que l'ambassadeur

de Suède recevait un courrier vingt-quatre heures avant l'arrivée de Céli. Tout fut fête à Paris; on tira de beaux feux d'artifice en Grève; les rues étaient éclatantes de cierges et de flambeaux illuminant les fenêtres; les hérauts d'armes parcouraient les quartiers, et lorsqu'ils étaient arrivés sur de grandes places et carrefours, ils s'arrêtaient, et la trompette retentissante annonçait par des fanfares: « Aux bons bourgeois, manans et habitants, que le roi notre seigneur avait donné la paix à ses ennemis (2). » Le jour même, et comme pour clore cette belle fête, on publia que la capitulation extraordinaire était révoquée, et que les milices de provinces convoquées pour la guerre rentre-raient dans leurs foyers; ce qui excita une joie, un bonheur universel. On était las des sacrifices; on n'en voulait plus à aucun prix; le patriotisme, l'esprit militaire étaient affaiblis; la paix était le cri de toute la population!

Cependant quelques esprits plus sérieux, plus politiques, examinaient avec une solennelle attention les clauses du traité de Riswick; les écrivains du *Mercur* ou de la *Gazette* pouvaient bien annoncer que le roi avait « donné la paix à ses ennemis et pacifié l'Europe », on connaissait la vérité; la paix était imposée par les circonstances; serait-elle durable (3)? on ne le croyait pas dans le corps diplomatique. D'autres bruits étaient également répandus contre les plénipotentiaires à Riswick; on disait que MM. de Harlay, Crécy, avaient reçu des présens secrets des alliés; on ne s'expliquait pas la précipitation à signer des traités de paix si désavantageux pour la monarchie; on allait jusqu'à préciser les sommes que chacun avait reçues dans cette circonstance décisive. Ces bruits devinrent par la suite très-populaires; on croyait que les États-Généraux avaient ouvert un crédit secret à M. de Caillères sur les banquiers d'Amsterdam, pour qu'il hâtât la signature du traité de paix si nécessaire au commerce hollandais. On fit des chansons sur les plénipotentiaires de Riswick, sur les récompenses qui leur furent accordées par le roi.

(1) Il ne reste d'autres traces que quelques dépêches sur ces pourparlers; le véritable traité secret de partage est de 1700; je le rapporte plus tard dans son texte.

(2) *Gazettes de France*, en les comparant avec le *Mercur galant*, ad. ann. 1697.

(3) On lit quelques épigrammes sur la paix de Riswick; les parlementaires se vengèrent de l'oppression dans laquelle le roi les retenait, « s'il rendoit des villes, pourquoi ne rendroit-il pas la liberté? »

Louis, dit-on, est fort surpris.

En donnant la paix à la France,

Que tout le monde de Paris

Témoigne tant d'indifférence;

Pour rendre le calme aux esprits,

La paix n'est pas la seule voie

Qu'il traite ses sujets comme ses ennemis;

Qu'il rende ce qu'il leur a pris,

On verra de beaux feux de joie.

Après avoir appelé si vivement la paix, la France avait honte des conditions qu'elle avait subies; elle s'en prenait aux diplomates de sa propre faiblesse (1). Ce n'était pas eux qui avaient vendu le pays!

Au milieu des fêtes de la paix, la cour de Versailles célébra le mariage de la princesse Adélaïde de Savoie et du duc de Bourgogne. Tous les différends diplomatiques avaient été réglés entre les couronnes, et le roi était impatient d'en finir avec les fiançailles. La petite princesse de Savoie était véritablement charmante, le roi l'idolâtrait, elle passait toute la journée dans les appartemens de M^{me} de Maintenon, qui l'élevait avec un soin, une délicatesse dont rien n'approchait; la jeune fille le rendait en grâces à Madame; elle avait deviné le faible du roi; aussi était-elle accablée de bijoux, de diamans, de parures toutes d'émeraudes et d'or. M^{me} de Maintenon elle-même lui avait fait son cadeau d'une belle cassette remplie de colliers, de perles, de bracelets et affiquets émaillés d'or et de pierres précieuses, et au milieu de ces rivières toutes scintillantes, on avait placé le beau portrait du duc de Bourgogne, gracieux présent du choix de la favorite. Monseigneur était vêtu d'un justaucorps orange d'argent, avec son magnifique cordon bleu et le grand ordre du Saint-Esprit en diamans.

C'était le samedi 7 décembre, le temps était pluvieux, un triste vent d'hiver bruissait à travers les glaces de Versailles; tous les princes et la cour se réunirent chez le roi, et l'on marcha dans un ordre solennel et en famille vers la chapelle; le duc de Bourgogne donnait la main à la jolie petite fille qui allait être sa femme, et il le faisait avec une grâce parfaite. La fiancée était richement et

lourdement habillée de soie et d'or, si bien que le chevalier et la dame d'honneur étaient obligés de soutenir sa robe; la princesse fut très-moderne et parfaite quand elle se plaça sous le poêle; elle répondit le on nuptial avec un charmant petit air de modeste contentement qui allait à ravir. Au festin de famille, le roi présidait au centre d'une table à fer-à-cheval, où toutes les branches des Bourbons, légitimes ou illégitimes, furent invitées, même M^{me} de Verneuil, de la race bâtarde de Henri IV. Il y eut ensuite le beau coucher de la fiancée, le roi y assista; Jacques II donna la chemise à M. le duc de Bourgogne; la reine d'Angleterre à la duchesse. Les petits époux se mirent au lit les rideaux tout ouverts; la duchesse du Lude surveillait la mariée, le duc de Beauvilliers son jeune frère, et quand ils furent ainsi restés un quart d'heure, monseigneur le duc de Bourgogne se leva, et retourna dans ses appartemens, ce qui fit dire bien des propos. Le tout petit duc de Berry jeta mille gaillardises, et pour faire l'homme, l'enfant se grandissant dit avec un air malicieux, « qu'il n'aurait pas eu la patience et la bonhomie de son aîné Bourgogne. »

La cour fut magnifique à l'occasion de ces fêtes de mariage; tous les soirs il y eut comédie, ballet et festin de famille. Le roi, dès ce moment, abandonna ses habitudes de sévérité compassée, sa vie ennuyée et désabusée; il prit plaisir à tout, il restait même jusqu'à minuit, une heure du matin dans les appartemens de la duchesse de Bourgogne à voir le bal et mascarades de jeunes filles et d'enfans qui se divertissaient fort (2). La cour ne fut plus que plaisirs et fêtes, il y eut comme

(1) *Mercurie galant*, ad. ann. 1697. J'ai trouvé de sauglantes épigrammes contre les plénipotentiaires.

De Harlay, Créel et Caillères,
La récompense est trop légère;
Eh quoi! Namur valait-il tant,
Pour donner tant de récompense!
Il en fallait cent fois autant
A ceux qui ont vendu la France.

(2) Il y a encore des noëls et chansons sur les dames de la cour à l'occasion de ces noces qui eurent un grand retentissement après la paix de Riswick. Un noël est tout entier consacré aux fêtes de Versailles; j'en élague toute la partie un peu libre. Il n'y avait pas une fête où les jeunes hommes ne se livrassent ainsi à de gaies épigrammes contre les dames.

Dites-nous des nouvelles
Des fêtes de la cour;
Étaient-elles si belles?

Que fit-on chaque jour?
Avec quelques fûtes
Le peuple on amusa;
Le bal d'autres journées,
Jeunes et vieux exerca.
Les hommes et les dames
Brillaient-ils en habits?
Parmi de riches trames
Mêla-t-on les rithies?
Mais parlez-moi des dames
Qui paraient notre cour:
Aucune dans les âmes
N'inspira de l'amour.
Madame la duchesse
N'y brilla-t-elle pas?
On ne peut sans tendresse
Admirer ses appas,
Couti, de qui l'absence
Modérait ses plaisirs,

un rajeunissement de toutes les habilités, et M^{me} de Maintenon s'en réjouissait beaucoup. Ce qu'il fallait au roi fatigué, c'était du changement, de la distraction sans le détourner de ses coutumes, de son travail et de son repos; M^{me} de Maintenon aimait à éparpiller devant lui mille petites fleurs, à la cour, à Saint-Cyr. La vie de M^{me} de Maintenon se résumait dans la patience et dans condition de distraire le cœur le plus profondément attaqué par la satiété triste et fatale.

Le roi, après la signature de la paix, dut recomposer presque entièrement le corps diplomatique. En hostilité naguère avec toute l'Europe, il n'avait d'ambassadeur résident qu'àuprès de la Suède et la Porte-Ottomane; le comte d'Avaux était à Stockholm, et Château-neuf à Constantinople. La paix générale ouvrait sur de grandes bases les relations de diplomatie, et le roi désigna des ambassadeurs de premier et de second ordre auprès de toutes les cours : le marquis, depuis maréchal de Villars, commissaire général de la cavalerie, fut nommé à Vienne; le marquis d'Harcourt à Madrid; le lieutenant général comte de Tallard à Londres; le comte de Chamilly, maréchal de camp, en Danemark; M. de Phélypeaux, gouverneur d'Orléans, en

Alsace. Le capitaine inspecteur Des Alleurs dut se rendre auprès de l'électeur de Brandebourg; M. du Bérion, maréchal de camp, à Brunswick; M. de Bonrepos à La Haye; M. Phélypeaux, maréchal de camp, à Cologne; M. d'iberville à Mayence (1). Toutes ces ambassades ou légations étaient confiées à des officiers généraux, à des militaires en activité de service, et c'est ce qui imprimait à cette paix de Riswick le caractère particulier d'une simple trêve. On envoyait des officiers généraux moins avec la mission d'ambassadeurs pacifiques, que pour étudier les ressources de chaque État, les moyens militaires qu'ils pourraient employer dans le cas d'une guerre prochaine. L'ambassade d'Angleterre valait quatre mille livres par mois; celle d'Espagne trois mille livres, et les entrées à Madrid, qui donnaient bien dix mille livres par an.

Versailles devint plus brillante encore par la présence des quatre ambassadeurs des puissances signataires du traité de Riswick : l'ambassadeur d'Espagne, marquis de Bedmar, arriva le premier; c'était un fier Espagnol, de petite taille, hautain de manières, habile et scrutateur comme son aïeul le marquis de Bedmar, qui voulait renverser la répu-

Bientôt par sa présence
Ranime ses desirs,
De toute la jeunesse
Que me faut-il penser ?
Du beau sexe l'adresse
Parut-elle à danser ?
Trouva-t-on la duchesse
De Sully bien danser ?
Les autres, en adresse,
La vit-on surpasser ?
Au bal n'ont-ils vieillesse
L'ayant su précéder,
D'Espinois Son Altesse
S'y fit bien regarder.
Roquelaur en bonne mine
Devrait tout effacer,
Des Dieux cette héroïne
Le cœur a su percer.
On disait en son âme,
En la voyant passer :
A cet âge, une femme
Ne devrait plus danser.
Ami de Villeguier,
L'ornement fastueux,
De l'assemblée entière
Attira-t-il les vœux ?
Ami de la Tonnelle,
L'habit était charmant;
Lui aura-t-il fait faire
Au moins un pauvre amant ?

Puisqu'il faut des plus belles
Les charmes étaler,
D'Armagnac est de celles
Dont je dois vous parler.
Après cette princesse,
N'est-ce pas Menclou ?
Sa mère, la duchesse,
Dit qu'elle excelle en tout.
L'autre jugea cette fille,
Qui tomba en dansant.
A renverser facile
Comme fut sa maman.
De Madame les filles
N'y étaient pas;
Chacune d'elles brille
Par de jeunes appas.
L'ennuyeuse Barrière
M'a tellement choqué,
Que, tournant le derrière,
Je n'ai rien remarqué.
Des héros de la fête
Que m'a-t-on raconté ?
Qui paraîtrait plus bête
Avaient-ils donc gagné ?
En ce cas, la gageure
Par eux aurait gagné,
Si sa fade figure
Camillae n'eût montré.

(1) Liste des promotions. Archives de Versailles, ann. 1699.

blique de Venise; il n'était point grand d'Espagne, car aucun grand ne voulait venir en France, pour ne point renoncer au privilège de se couvrir le chef en face du roi. L'ambassadeur d'Angleterre, comte de Portland, fit sa magnifique entrée à Paris, conduit par le maréchal de Boufflers, avec lequel il s'était lié d'une étroite amitié sous la tente, durant les conférences qui précédèrent le traité de Riswick. Williams Bentinck, comte de Portland, était plus âgé de quelques années que le roi Guillaume III; sa taille était haute, son port élégant; page du prince d'Orange, il l'avait suivi partout dans sa fortune diverse, avec un dévouement chevaleresque; Williams Bentinck n'avait jamais quitté son prince dans le danger, il était là au champ de bataille comme au chevet de son lit, et quand Guillaume fut atteint de la petite-vérole, ce fut Bentinck qui le soigna, comme le page fidèle du moyen âge qui vivait et mourait avec son seigneur. A son avènement, le roi l'avait créé comte de Portland, et de sa main il lui donna l'ordre de la jarrettière; Portland, noble, magnifique, s'était pris d'une vive amitié pour le maréchal de Boufflers; c'est avec le maréchal, on le répète, qu'il avait engagé les négociations de Riswick, et c'était pour suivre l'exécution du traité de paix que Guillaume III l'envoyait à Versailles, à l'instigation peut-être d'un rival de Bentinck qui préparait sa disgrâce. Le Hollandais Van-Keppel, secrétaire de Guillaume, créé comte d'Albermale, prenait de plus en plus de l'ascendant sur l'esprit du roi; le comte de Portland se jeta dans les affaires actives de la diplomatie, pour échapper à cette disgrâce. Louis XIV reçut l'ambassadeur avec un soin, une attention, qui tenaient à sa politique et au désir qu'avait le roi de

laisser une bonne et haute impression dans l'esprit des étrangers (1). A Versailles, on ne causa que de l'ambassadeur d'Angleterre, de la beauté de ses chevaux de race et de course, de la magnificence de ses équipages; la bonne mine du comte de Portland, son riche costume anglais, ses bottes de daim à calice, ses braies à l'espagnole, son vaste et noble chapeau gris, orné d'aigrettes en diamans, surmonté de plumes rouges, longues et flottantes sur ses épaules, rappelaient la cour de Charles II de galante mémoire, et du jeune duc d'York. Portland était de toutes les chasses royales, de toutes les somptueuses fêtes de cour, le roi lui donna le bonsoir à son coucher; M. le prince le retint trois jours à Chantilly, pour le faire assister à une de ces grandes chasses royales où les mentes se croisaient contre le cerf et le sanglier. On traitait le comte de Portland par galanterie et par politique, car on avait à lui communiquer un projet secret sur la succession d'Espagne; M. de Torcy voulait préparer le roi d'Angleterre à de hautes négociations.

Une autre ambassade plus modeste et toute bourgeoise arrivait également à Versailles; c'était celle de Hollande, confiée à un riche bourguemestre du nom de Hamskerque; le roi voulut qu'on le traitât comme un ambassadeur de premier ordre. M^{re} Hamskerque fut présentée à la duchesse de Bourgogne; elle eut la droite sur la duchesse du Lude, dame d'honneur; le roi vint la voir, toutes les dames se levèrent. Louis XIV baisa au front l'ambassadrice et sa fille, jeune Hollandaise qui jargonait un peu le français, de manière à faire sourire la petite et malicieuse duchesse de Bourgogne. Le roi en agissait ainsi avec la Hollande, parce qu'il avait besoin de l'amitié des États-Généraux; ses principales ri-

(1) On chanta dans Paris des couplets sur l'entrée de M. l'ambassadeur. Ils témoignent qu'à aucune époque la poésie municipale ne fut si forte ni élevée.

François, menons réjouissance,
Et soyons joyeux et gaillards,
Saluez notre roi Louis;
Des ambassadeurs dans la France
L'on voit venir de toutes parts,
Car nous n'avons plus d'ennemis.
Dieu merci, la guerre est finie :
L'on verra de tous les côtés
Des ambassadeurs arrivés
Dans la France, je certifie,
Qui auront l'honneur tour à tour
De voir notre roi et sa cour.
C'est l'ambassadeur d'Angleterre
Qui fait son entrée le premier

Dedans Paris, en vérité,
Ayant un train très-beau, faut croire,
Des carrosses et des sujets
Bien équipés, propres et bien faits

Par la porte Saint-Antoine
Son entrée il a fait honneur,
Avec lui plusieurs seigneurs,
Comme la chose est très-certaine.
Qui sont pour le bien recevoir,
Car ils ont le plein pouvoir.

A Versailles il ira ensuite,
Étant conduit en bel roi,
Pour saluer notre grand roi
Et toute sa cour de mérite,
Pour avoir audience aussi
Du puissant monarque Louis.

valités étaient avec l'Empire; il caressait la Hollande et l'Angleterre pour qu'elles se séparassent de la coalition en cas de guerre de la France contre l'empereur. Le roi n'aurait ainsi à combattre que la nation germanique (1).

Les plaisirs de Versailles prirent alors une plus grande extension encore, on ne se borna plus à voir des comédies et ballets, on voulut jouer des rôles: les *Plaideurs* de Ruelue furent montés; M. et M^{me} la duchesse de Bourgogne jouaient Chicaneau et la vicille comtesse; les autres acteurs étaient la duchesse de Guiche, M^{me} d'Heudicourt, la comtesse d'Ayen, M^{me} d'O, de Mongon et M^{lle} de Normandville (2); il n'y avait pas ainsi d'autre homme que le petit duc de Bourgogne. La comédie fut parfaitement jouée; la petite duchesse de treize ans fit la vieille à ravir. On tirait également tous les soirs, chez monseigneur, la loterie de charmants petits objets de chinoiserie, boîtes de Japon, avec de ravissantes figures et des oiseaux bleus et jaunes. Les dames seules profitaient des lots gagnés; la galanterie des hommes ne recevait rien; puis jeu d'enfer, le portique surtout, que le roi tenait souvent, combinaison compliquée où l'on perdait bravement mille pistoles en un coup. C'était fureur que le billard, où Louis XIV passait des heures; il y était habile, et ordonnait qu'on ne l'épargnât pas.

A ce jeu se faisait remarquer Chamillart, qui ne dut sa fortune à d'autres motifs qu'à une puérile distraction; tête facile et à ressource, d'une pro-

bité remarquable, Chamillart répondit à la confiance du roi. Je dois dire les causes de cette fortune. Michel de Chamillart était fils de Nicolas de Chamillart, maître des requêtes de l'hôtel, intendant à Caen, d'une famille tout à la fois administrative et judiciaire, deux idées qui se liaient alors. Michel de Chamillart était conseiller au parlement de Paris; on le reconnaissait à sa taille élancée, comme le vieux Mignard l'a peint en pied, à ses manières d'excellente compagnie, à sa douceur inaltérable; quand il entra dans la grand'chambre en se dandinant selon son usage, il ne négligeait aucun de *Messieurs*. Chamillart jouait avec soin tous les jeux de commerce, et le billard spécialement; il y était d'une certaine habileté et d'une probité à toute épreuve. C'était un esprit d'ordre, assidu aux travaux du palais; ses rapports se ressemblaient d'une grande exactitude, et dans une circonstance éclatante, comme il avait fait perdre par inadvertance un procès de 20,000 livres contre la justice et le droit, l'honorable rapporteur paya de ses deniers la partie lésée. Le roi prit goût pour lui; il le présenta à M^{me} de Maintenon qui l'accueillit bien, et lui fit donner un logement à Versailles. Nommé intendant de la province de Normandie, il n'y resta que quelques mois, et fut appelé d'abord au conseil de finances, puis élevé enfin au contrôle général par la promotion de M. de Pontchartrain au titre de chancelier (3). M. de Pontchartrain, vivement attaqué par l'opi-

(1) Instruit, de M. de Torcy et ses Mém. ann. 1698.

(2) Comme la cour se composait de jeunes femmes, elle devint très-moqueuse; les princesses se pignaient au vif entre elles. La duchesse de Bourbon avait ottagué la princesse de Chartres, et l'avait accusée de boire vaoutiers; celle-ci répondit :

Pourquoi vous en prendre à moi,

Princesse ?

Pourquoi vous en prendre à moi ?

Vous ai-je été la tendresse

De quelques gardes du roi ?

Pourquoi vous en prendre à moi,

Princesse ?

Pourquoi vous en prendre à moi ?

De votre goût la bassesse

Vaut-il le vin que je bois ?

Pourquoi vous en prendre à moi.

Princesse ?

Pourquoi vous en prendre à moi ?

La petite princesse, blessée, répondit à sa parente un peu plus vieille qu'elle et mal tournée :

Croyez-moi, vous n'êtes point faite

Pour les danses aux chousonnettes;

Reprenez votre air sérieux,

Gardez à votre cour les amours ennuyeux,

Et laissez à votre cadette

Ceux qui sont animés par les ris et les jeux.

(3) Il y avait eu plusieurs prétendants au poste de chancelier. Voici ce qu'on chantait au parlement sur les candidats :

Qu'un roi chacun rende grâce,

Molé n'est point chancelier;

De ses modestes grimaces

Il a su se défaire :

Ce roi pénétrant et sage

A démonqué ce visage;

Des seigneurs il n'aura mesnuy,

Si ce n'est ceux de son pay.

Croyez-moi, barbe de chèvre,

Rasez votre guillaumet;

Allez sur le quai de Grève

Chercher un plus grand collet;

Cessez de vous contrefaire,

Vous n'en avez plus affaire.

Car de seigneurs n'aura mesnuy

Que les seigneurs de votre pay.

nion publique, allait se reposer sous la grande simarre; M. de Boucherau venait de mourir, et la chancellerie était vacante. Le chancelier était le plus haut dignitaire de l'ordre judiciaire et de l'État, bien que ce fût un poste tout de retraite; quand il n'était pas garde du scel, le chancelier n'entrait au conseil que dans de rares circonstances. Chamillart au contraire prenait le ministère le plus périlleux, le plus difficile, le contrôle général des finances. Il ne suffisait pas là de la probité, il fallait satisfaire les incessants besoins du service sans charger le peuple, et les halles pardonnaient rarement à un contrôleur général (1).

La chasse était le passe-temps royal : dès l'aube, les cors bryans retentissaient dans la cour du château; les chiens étaient accomplis et ensuite conduits par les valets à livrées vertes et courtes, toutes couvertes de brandebourgs d'or; on entendait le piaffement des chevaux qui saluaient le soleil et la magnifique campagne. Bientôt, sur le haut du perron de Versailles, paraissait le roi en justaucorps, veste brodée et dorée; la foule des courtisans le suivait : « A cheval, Messieurs », tel était le signal du départ; quelquefois Sa Majesté entrait en voiture; d'autres fois encore elle montait à cheval comme les courtisans eux-mêmes; et toute cette brillante troupe entrait dans les épaisses forêts, noble souvenir des ancêtres; les dames suivaient en petite calèche déconvertie; elles quittaient rarement le roi, pour mieux assister à tous les accidents de la chasse et de la curée. M^{me} la duchesse de Bourgogne aimait passionnément ce grand exercice des bois à Fontainebleau, Versailles ou Compiègne; oh ! qu'elle était parfaite dans son joli costume de Diane ! Elle avait dans son carrosse les comtesses d'Ayen, d'Estrées, les marquises de La Vallière et de Maulevrier; devinez quel âge faisaient ces cinq petites femmes réunies ? soixante-dix ans à peine, c'est-à-dire que chacune de ces gracieuses personnes avait de treize à quatorze ans, et toutes avaient déjà leur gentil mari (2) aux armées du roi.

(1) A peine Chamillart fut-il nommé, que les apigrammes populaires retentirent contre lui :

Heureux Chamillart,
Un coup de billard
T'a mis dans la France,
Sur les finances ;
Tu n'as qu'à vouloir
Sans supercherie
De la loterie
Le lot le plus noir,
Il te viendra
Quand tu le voudras ;

Madame la comtesse d'Ayen était depuis trois jours seulement mariée; elle portait le nom de d'Aubigné, et était nièce de M^{me} de Maintenon; M^{me} d'Aubigné avait été élevée à Saint-Cyr auprès de sa tante, qui l'aimait avec tendresse. C'était un singulier caractère que d'Aubigné son père, le véritable type du gentilhomme méridional, habileur, dissipé, brave, comme toute cette noblesse gasconne; il savait l'inouïe fortune de sa sœur, et l'exploitait parfaitement. Voir quelle était sa vie : Il passait les journées dans le jardin des Tuileries à suivre les filles de bourgeois et d'artisans; il les entretenait à grands frais; puis le soir, il était au jeu, vidant son gousset sur les cartes ou les dés. D'Aubigné avait une démangeaison de langue incroyable; il parlait à tort et à travers de sa sœur la prude, la fine pièce; c'était la désolation de M^{me} de Maintenon que ce frère; elle lui écrivait journalièrement pour le rappeler à Dieu, au repentir, aux convenances; le brave Gascon n'en continue pas moins son train de vie; il ne répond à M^{me} de Maintenon que pour lui demander de l'argent, et pour se plaindre de ce qu'elle ne fait pas assez pour lui. D'Aubigné demande que son *beau-frère* (c'était ainsi qu'il nommait le roi), le crée maréchal de France et cordon bleu; il obtint comme transaction le gouvernement du Berri, qui valait soixante mille livres de rente, et on ne put l'éloigner, de son jardin favori des Tuileries (3).

M^{me} de Maintenon concentra toutes ses affections sur M^{me} d'Aubigné sa nièce; elle avait quatorze ans, et d'une figure brune et méridionale, telle que la reproduit encore un des derniers portraits du bonhomme Mignard, plus que septuagénaire : avec la faveur de sa tante, elle ne manqua point de partis; quoique M^{me} d'Aubigné fût issue de petits gentilshommes et de race huguenote, les grandes maisons se la disputaient; les Noailles furent préférés, et le comte d'Ayen, l'ainé du duc de Noailles, devint l'époux de la nièce de M^{me} de Maintenon. Louis XIV fut pour cette jeune fille d'une prodi-

Mais dans l'abondance,
Crains la décadence !
Tu te souviendras
Que l'éconceuil,
Par trop d'abondance,
Git au cerceuil.

(2) *Mercure galant*, ann. 1698.

(3) La correspondance de d'Aubigné et de M^{me} de Maintenon est un des curieux monuments de cette époque. Il se révèle là pour tout le monde une position équivoque, que d'Aubigné exploite en vrai cadet de Gascogne. (Édition de La Haye, 1745.)

galité dont rien n'approche; il lui donna pour 500 mille livres de pierreries, et une petite cassette qui contenait 20 mille louis d'or. Le comte d'Ayen eut la survivance du gouvernement de Roussillon et du Berry; ce qui faisait en tout 72 mille livres de rente. Sa Majesté donna le soir la chemise au marié, et la duchesse de Bourgogne la présenta en même temps à M^{lle} d'Anagnin; et quand le roi ferma les rideaux du lit nuptial, il leur dit : « Bonne nuit, d'Ayen; je vous accorde, pour compléter mon présent de nocce, 8 mille livres de pension; cela fera en tout 80 mille livres de rente. » Le lendemain, M^{re} de Maintenon reçut les compliments, couchée sur son lit de parade, comme la reine de France, et pour s'éviter de reconduire les dames; tout cela fit beaucoup jaser les courtisans (1).

Et quelle était alors, dans cette cour pleine de fêtes, la situation de Jacques II? Il était dur pour le roi légitime d'Angleterre de voir ces brillants honneurs qui accueillaient à Versailles Bentinck, le favori de Guillaume III; quand le son du cor retentissant annonçait la présence d'une chassee royale, Jacques II n'osait sortir de son château de Saint-Germain, car il pouvait trouver en sa face l'envoyé du prince qui occupait son trône. Dès l'arrivée du comte de Portland à Paris, l'ambassadeur avait particulièrement insisté, dans une note intime adressée à M. de Torcy, pour que le roi de France éloignât Jacques II de Saint-Germain : « la Savoie, l'Italie, n'offriraient-elles pas un asile aussi paisible et moins rapproché au roi déchu du trône d'Angleterre? » Tel était le texte de toutes les notes de l'ambassadeur; M. de Torcy eut ordre de Louis XIV de répondre au comte de Portland : « qu'il n'eût plus à l'entretenir de telle matière, le roi se refusant absolument à toute exigence sur ce point (2). » Si Louis XIV caressait la fierté de Portland en subissant la nécessité de la paix, il se maintenait avec Jacques II dans les rapports d'une dignité parfaite; il ne cessa d'élever le malheur. Toutes les fois que Jacques II manifesta le désir de venir dans une fête royale, de suivre une grande chassee à côté du roi, M. de Torcy s'abstint toujours d'y inviter l'ambassadeur de Guillaume III, afin de ne pas donner au descendant des Stuarts le triste spectacle d'un sujet infidèle et de l'usurpation heureuse. Il y avait aussi de vieux gentilshommes qui ne voulurent point marcher à côté du comte de

Portland; la masse des courtisans suivait l'impulsion de Louis XIV, et jetait des flatteries à Bentinck; mais les austères, les francs et nobles hommes, s'en écartaient avec dignité et politesse. L'ambassadeur avait fait demander la grande meute de Saint-Germain pour sa chassee à M. de La Rochefoucauld, grand-veneur : « Faites-moi l'honneur de dire à milord, répondit le brave gentilhomme, que les meutes de Saint-Germain ne sont au service que de Sa Majesté Jacques II, roi de la Grande-Bretagne et d'Irlande, mais à celui d'aucun autre (3). » Lord Bentinck était ainsi soumis à ces humiliations que la fierté malheureuse aime à imposer aux favoris de la fortune; sainte et puissante vengeance du droit qui proteste!

Jacques II se consolait dans le sein d'une pieuse vie des amères déceptions de la royauté; il menait une existence retirée, mais active encore. Jamais prince ne porta aussi loin le sentiment de ses droits; beaux débris quelquefois que ces consciences tenaces qui restent immobiles quand tout change autour d'elles! Le sentiment du droit est une force que les petites âmes ne comprennent pas; c'est une lutte éternelle qui s'est produite dans toutes les épreuves de l'humanité. Les esprits vulgaires ne s'imaginent pas que l'on puisse résister aux allichemens de la fortune, aux brillantes espérances de la vie, en face de ce culte solitaire du droit; mais il y a cette grande paix avec soi-même, qui fait de la vie humaine un sacrifice que le catholicisme sanctifiait dans son martyrologe. La vie des martyrs n'est que l'histoire admirable et populaire de la conscience du droit qui résiste à la force brutale, dans le Cirque comme aux pieds des Césars; et voilà pourquoi cette expression de *martyre*, dont la petite philosophie du dix-huitième siècle a pu se moquer, a été appliquée à tous les sacrifices des nobles âmes qui tombent pour une idée ou un principe, pour un roi ou pour la liberté.

Le roi d'Angleterre déchu renouvela donc sa protestation en face du ciel; quand la paix était signée à La Haye, le roi jetait aux forts et aux puissans, aux princes heureux, la déclaration suivante : « Jacques parla grâce de Dieu roi d'Angleterre, d'Écosse, de France et d'Irlande, défenseur de la foi, etc., etc., à tous les princes potentats et puissances. Notre titre à la couronne impériale de la Grande-Bretagne étant fondé manifestement

(1) Comparez le duc de Saint-Simon et le marquis de Dangeau, ann. 1698.

(2) Négociations et Mémoires de M. de Torcy, ann. 1698-1699.

(3) Lettres de M^{re} de Maintenon, édit. de l'ann. 1745.

sur la constitution héréditaire et inaltérable de cette monarchie; et l'injustice criante avec laquelle un prince étranger est monté sur le trône à notre préjudice étant universellement reconnue, nous ne pouvons supposer que personne puisse douter de la justice de notre cause. Nous ne croyons donc pas qu'il soit nécessaire d'entrer ici dans le détail des procédés inhumains par lesquels les lois fondamentales du royaume ont été renversées. Mais comme nous voyons que les puissances intéressées dans cette dernière guerre sont sur le point de conclure un traité de paix, sans avoir aucun égard à nos justes droits; afin que notre silence ne soit pas interprété et regardé comme un consentement tacite à ce qui pourra être stipulé à notre préjudice ou au préjudice de nos héritiers légitimes, nous protestons solennellement, et de la manière la plus forte que nous pouvons, contre tout ce qui sera traité, réglé ou conclu avec l'usurpateur de nos royaumes, comme étant nul par défaut d'autorité légitime. Nous protestons en particulier contre tous les traités d'alliance, de confédération et de commerce faits avec l'Angleterre, depuis l'usurpation, comme nuls par le même défaut d'autorité. Nous protestons en outre contre tous actes généralement quelconques qui confirment, autorisent ou approuvent directement ou indirectement l'usurpation du prince d'Orange; contre toutes les procédures de son prétendu parlement, et contre tout ce qui tend au renversement des lois fondamentales de nos royaumes. Nous protestons enfin que nulle omission ou défaut de formalité dans la présente protestation n'est ou ne pourra être préjudiciable à nous, à nos légitimes héritiers ou successeurs, nous réservant par ces présentes, scellées de notre sceau, et réclamant tous nos droits et prétentions, qui demeurent et demeureront toujours dans leur entière force et valeur, malgré tout ce qui pourra être fait pour les anéantir (1). »

Il y avait à cette époque une grande lutte entre les formes diverses de la royauté : d'abord Jacques II défendant le droit par sa tenacité vivace; en face de lui, Guillaume III en pleine possession du fait, mais luttant contre les factions qui le débordent; puis Louis XIV, conservant la grandeur extérieure de la royauté, mais obligé de fléchir sous la force victorieuse ! Là se montre toute l'histoire des pouvoirs humains.

(1) L'original corrigé par Jacques II est dans les papiers de Renaudot, Bibliothèque du roi; cette pro-

CHAPITRE XLVIII.

SITUATION DES DOCTRINES.

La réforme. — Le catholicisme. — Projet de rapprochement. — Leibnitz. — Van der Meulen. — Molinos. — Quétiste. — Fondation de la Trappe. — M^{me} Gnyon. — Fénelon. — Opposition du clergé. — Sermons. — *Télémaque*. — Bossuet et l'Eglise nationale.

1690 — 1698.

Les querelles armées du catholicisme et de la réforme restaient suspendues en Europe par le congrès de Riswick; Louis XIV et Guillaume III, leur puissante personification, venaient de signer plutôt encore une trêve qu'une paix définitive, lorsque quelques hommes d'immense renommée, Leibnitz et Bossuet en tête, concurent de nouveau le projet de réunir les deux croyances sous la grande unité du pape, en imposant à chacune d'elles de mutuelles concessions. Depuis le seizième siècle, ou ne pouvait se le dissimuler, le sujet primitif de toutes les dissensions en Europe avait été la croyance et la forme religieuse. Les conflits armés, les négociations diplomatiques, les guerres civiles, les rébellions intérieures, l'émigration des peuples, tous ces grands faits de l'histoire des nations avaient été produits par la lutte des idées religieuses, cette puissante force de tous les âges : rien d'étonnant dès lors que des hommes éminents qui avaient médité sur la marche de l'histoire songerassent à rapprocher les deux croyances, cause première des troubles publics et européens. Ce n'était point là un projet nouveau; la pensée en était vieille déjà; elle remontait à l'école modérée et philosophique d'Érasme et d'Oécotempade. Il est difficile que les esprits supérieurs n'abordent pas les idées de transaction dans la vaste lutte des principes; ils se touchent par le génie.

Les premières propositions d'un rapprochement entre le catholicisme et la réforme se manifestèrent à cette époque dans les écrits du professeur Van der Meulen, plus connu scientifiquement sous le nom de Moïanus. Gérard Walter Van der Meulen

testation fut reproduite lors de l'expédition de Jacques III en Ecosse.

avait la direction de toutes les églises protestantes du duché de Lunebourg, puis du Hanovre. Il avait engagé une controverse amicale avec l'évêque de Neustadt, Christophe de Spinola, et son bel écrit sur la réunion des communions chrétiennes fit une vive impression sur l'Europe savante (1). La duchesse du Hanovre l'adressa à Bossuet, comme au prélat qui pouvait le mieux répondre à ces premières tentatives de conciliation. Plus de cinquante articles des points qui divisaient les deux écoles catholique et réformée étaient discutés et commentés de manière à permettre un rapprochement ; Bossuet répondit avec cette ardeur qu'il mettait aux choses religieuses. L'autorité du concile de Trente devint le point controversé. La réforme admettrait-elle ses canons comme des articles d'ordre et de discipline ? La question en était là lorsque Leibnitz intervint dans la controverse (2).

Godefroi Guillaume, baron de Leibnitz, avait alors cinquante-deux ans, et sa carrière avait été marquée par de magnifiques œuvres ; Leibnitz était tout à la fois écrivain, négociateur, mathématicien, et sa renommée retentissait dans l'Europe savante ; il avait connu Bossuet dans un voyage à Paris, et ces deux esprits élevés avaient échangé leur haute pensée de conciliation. Il arrive presque toujours que les questions sociales s'agitent et se discutent par des hommes d'élite en dehors du pouvoir ; les gouvernements ne voient souvent que les petits détails des questions ; les débats sur les fortes idées se font sans eux ou à côté d'eux. Le plan de Leibnitz, concerté avec Bossuet, pouvait aboutir à un résultat dans un intervalle de paix ; mais le temps ne fut pas assez long ; les semences de guerre qui partout existaient avaient besoin d'invoquer le catholicisme et la réforme à l'aide des projets politiques. Jamais les Anglais, altiers envahisseurs des terres monastiques, n'eussent souffert le re-

tour du système catholique, même modifié ; le papisme se mêlait ici à des haines trop profondément nationales. L'électeur du Hanovre n'osait avouer Leibnitz, car il se fût ainsi fermé les portes de ce royaume d'Angleterre, l'unique objet de son ambition. Rien n'est plus difficile d'ailleurs qu'un système de fusion en matière de croyances ; comme tout part d'un sentiment tenace, absolu, il est rare qu'on abandonne sa conviction qu'on croit la vérité, pour une autre conviction qu'on a condamnée longtemps comme une erreur ; c'est pourquoi la plupart de ces tentatives échouent vis-à-vis les masses et se concentrent dans quelques têtes d'élite (3).

Alors se montrait au sein du catholicisme l'enseignement de Molinos, le quietisme rêveur, le gnoticisme, la science renouvelée de ces premières sectes égyptiennes et syriaques qui faisaient tout résulter de l'illumination soudaine de l'âme, en face de Dieu et des intelligences de feu, brillants chérubins qui entouraient son trône de lumières. Molinos était Espagnol, de cette nation d'où était sorti le matérialiste Servet. Ainsi les deux extrémités de la doctrine étaient nées dans deux têtes espagnoles, ce pays de fermentation sourde et monastique. Dans la solitude des immenses couvents de Gironne, de Valence, sous les voûtes silencieuses des palais de l'inquisition d'Aleala ou de Salamanque, il était impossible que les têtes humaines ne fermentassent pas dans des systèmes aventureux ; placez les organisations les plus froides dans la solitude, bientôt le front brûle, et la pensée tue quand elle ne s'exhale pas au dehors par des torrents de feu. Molinos se jeta dans les exaltations de l'ascétisme ; tout ne fut plus que lumière autour du trône céleste ; la hiérarchie des esprits, telle que Maniché et l'école persane l'avaient conçue, se trouve développée dans ces livres de Molinos pleins de hardies propositions et de mystérieuses pensées (4).

(1) Cet écrit est intitulé : *Regula circa Christianorum omnium ecclesiasticam reunionem*. Hameln, ann. 1679.

(2) Molinos mourut en 1722. Roetermund a donné la liste de ses ouvrages ; on en compte trente-quatre imprimés en latin ou en allemand, ainsi que plusieurs manuscrits. Le cardinal de Bausset a publié de précieux détails sur Molinos dans l'*Histoire de Bossuet*, liv. xv. Voyez aussi l'*Histoire littéraire* de Strider, et la *Vie de Molanus*, par Van Eimem. (Magdebourg, ann. 1734, in-8°, en allemand.)

(3) C'est à Duten, que l'on doit la collection des œuvres de Leibnitz : *Go. Gul. Leibnitii opera omnia*. Genève, ann. 1768, 6 vol. in-4°. Le premier volume contient ses œuvres théologiques et sa controverse

avec Bossuet ; le second, les écrits de chimie, physique, histoire naturelle, etc... Ce volume renferme les morceaux les plus importants pour la connaissance des principes de sa philosophie, le Traité de *prima philosophia emendatione* ; les *Principia philosophica* ; les *Meditationes de cognitione, veritate et ideis*, etc... Le troisième volume est consacré aux mathématiques. Les trois derniers offrent les écrits de Leibnitz sur l'histoire, les antiquités, la jurisprudence, etc... — Il existe une édition des œuvres philosophiques de M. Leibnitz, publiée à Amsterdam, par Raspe, année 1765, in-4°. Hissmann et Eberhart ont écrit, chacun en allemand, une Vie de Leibnitz.

(4) Ce fut son écrit la *Guida spirituelle* qui attira sur Molinos les rigueurs de l'inquisition ; cet ouvrage

Molinos fut resté ignoré peut-être en dehors de Rome et du Vatican, où sa doctrine fut condamnée, si une femme d'un haut esprit, d'une intelligence douce et attrayante, n'avait popularisé en France quelques-unes des idées que Molinos avait enseignées à Rome. Jeanne Bouvier de La Motte sortait de race parlementaire ; son père était maître des requêtes de l'hôtel ; jeune fille, elle avait étudié avec ardeur les œuvres ascétiques de saint François de Sales, ce fort moraliste, ce penseur profond, cet admirable écrivain, et la vie de cette mère Chantal qui sauvait la race des Sévigné. Jeanne Bouvier puisa dans cette lecture une ardeur de solitude, de méditation sur elle-même ; et lorsqu'à seize ans son père la jeta aux bras de Jacques Guyon, magistrat déjà avancé dans la vie, elle continua ses études des pères de l'Eglise, comme une belle méditation du cœur humain ; à vingt-huit ans elle resta veuve. Imaginez - vous une femme jeune, aux cheveux noirs, telle que nous la reproduit encore une estampe de ses dévots ; elle avait de grands yeux, un port noble, majestueux, un front haut qui révélait ses méditations profondes ; elle avait la parole enthousiaste et entraînante ; chaste et toute de feu, elle donnait à l'amour de Dieu ce que son cœur trop pur ne voulait point donner à l'amour vulgaire et sensuel ; l'ornaison était tout pour elle. M^{me} Guyon se pénétrait des extases de la prière ; elle aimait à parcourir de son imagination brûlante le Cantique des cantiques, et ces voluptueuses ardeurs du sens biblique ; elle les appliquait à l'union intime et chaste de l'âme avec Jésus-Christ, ce mariage que ne souillaient pas les vaines et terrestres sensations de la chair ! Il faut la suivre, cette âme aimante, dans son beau livre *des Torrens* ; elle est ici en face des passions humaines, de ces torrens qui entraînent, de cette mer de la vie où l'orage gronde ;

parut d'abord en espagnol, et fut ensuite traduit en italien et en latin ; l'inquisition donna un décret pour condamner soixante-huit propositions de Molinos ; il y est qualifié d'*enfant de perdition*. Le pape Innocent XI confirma le jugement de l'inquisition. Molinos avait également publié un petit traité de la *Communio quotidienne*.

(1) La première édition correcte du livre *des Torrens* est de Cologne, ann. 1704, in-12.

(2) J'ai déjà parlé des œuvres de M^{me} Guyon, tome II de cet ouvrage.

(3) La querelle du quiritisme devenant une question grave, rien d'étonnant qu'elle fut l'objet des épigrammes et des chansons, le journalisme du temps :

Dans ces combats où les prélats de France
Semblent chercher la vérité,

elle se sépare du monde, prier c'est tout ; contempler le Christ en extase, c'est le but de cette vie passagère et la destinée du chrétien (1).

Rien de puissant comme cette imagination de femme, et il le fallait bien, quand on voit les nombreux sectateurs qu'elle avait autour d'elle, les amis et les partisans qui allaient jusqu'à l'enthousiasme pour ses doctrines. M^{me} Guyon avait toute autorité sur une grande communauté ascétique, les barnabites ; elle entretenait avec Fénelon un commerce exalté d'amour de Dieu, que la calomnie humaine avait voulu vainement neuser ; qui peut, au temps présent, se comparer à l'ascendant moral de cette femme, n'ayant pour elle que sa belle physionomie, sa parole et ses écrits, remuant tout avec ses idées mystiques et ardentes ? M^{me} Guyon ne pouvait paraître sans entraîner avec elle des prosélytes ; quand elle vint à Saint-Cyr, toute la communauté, M^{me} de Maintenon elle-même, s'éprirent de passion pour ses livres ; ils furent dévorés par les jeunes filles ; M^{me} Guyon leur parlait de l'amour de Dieu en termes si purs, si enthousiastes, que ces âmes se laissaient aller à ce premier sentiment qui correspondait au besoin vague d'aimer des tendres années.

L'ascendant de M^{me} Guyon alarma vivement le clergé de France (2), et surtout l'austère école de Bossuet ; de là cette implacable querelle entre l'évêque de Meaux et l'archevêque de Cambrai ; l'esprit de Bossuet, ferme, positif, était antipathique à cette ineffable et nuageuse pensée de M^{me} Guyon (3). Il y avait dans la tête de Bossuet quelque chose de hautain, une pensée d'ordre et de gouvernement qui ne pouvait se perdre dans les méditations indéfinies sur l'âme et l'ardent amour qui s'absorbait en lui-même. La popularité d'ailleurs des doctrines de M^{me} Guyon dans les monastères, au milieu de la cour, blessait la toute-puissance de l'Eglise galli-

L'un dit qu'on détruit l'espérance,
L'autre se plaint que c'est la charité :
C'est la foi qu'on détruit, et personne n'y pense.

Le tiers-parti, qui ne prenait pas couleur dans la querelle, se noquant un peu de cette ardeur des combattants.

Que nos deux prélats de France
Partagent tous nos dévots ;
Que nos maréchaux de France
Et nos ministres soient des sots,
Qu'Harlay et Créci, en Hollande,
Requent plus qu'on ne demande,
Je me ris de leur destin
Tandis que j'aurai du vin.

cane dont Bossuet se déclarait le chef; d'où cette persévérance de l'évêque de Meaux à poursuivre ces doctrines, non seulement dans la personne de M^{me} Guyon, arrêtée, puis renfermée à la Bastille, mais encore dans le doux et mystique Fénelon, archevêque de Cambrai, lié de rêverie et d'une tendre amitié avec M^{me} Guyon. La discipline et le gouvernement de l'Eglise avaient été la pensée absorbante de la vie de Bossuet, et tout esprit qui s'est habitué aux conditions d'une autorité forte et sans contrôle, persécute avec tenacité les oppositions qui empêchent son activité incessante et travailleuse (1).

Bossuet, chef moral du gouvernement de l'Eglise gallicane, avait d'austères devoirs à remplir; tout à la fois en ménagemens vis-à-vis le pape, le roi et les évêques, sa vie entière s'était passée dans l'accomplissement d'un grand œuvre d'unité; la déclaration de 1682 avait été le système hiérarchique imprimé à l'administration ecclésiastique, la forme de l'Eglise nationale. Cette Eglise se divisait alors en clergé régulier et séculier; le clergé régulier était renfermé dans les ordres monastiques avec un général qui résidait à Rome; la vie ascétique et toute de prière, les bonnes œuvres, l'éducation de l'enfance et des pauvres, tels étaient les devoirs imposés aux ordres religieux. Si vous parcouriez les voûtes de pierre des monastères de Saint-Germain-des-Prés, de Sainte-Geneviève ou de Saint-Germain-l'Auxerrois, là vous trouviez d'immenses bibliothèques toutes remplies de manuscrits, de livres imprimés, recueillis par les soins des abbés depuis des siècles. Ce religieux couvert de bure, que vous voyiez là dans une cellule simplement ornée d'un Christ de bois, d'une tête de mort et d'un sablier pour voir marcher le temps et approcher le tombeau, ce religieux dépouillait les chartes, les chroniques, les parchemins usés de notre histoire nationale; sa vie longue et modeste se passait à ces continues recherches dans les cartulaires du vieux temps. Il ne visait point aux vains honneurs du monde, au bruit des applaudissemens qui éclatent; la science était pour lui un devoir, la passion de sa vie. Quelquefois l'institution monastique se livrait à l'enseignement du pauvre, au soulagement des malades; les prêcheurs allaient en mission aux terres inconnues ou dans les contrées de France qui étaient encore un désert. Les ordres mendiants étaient un

bel exemple de renouveau aux grandeurs du monde, aux douceurs de la richesse; quand les durs malheurs avaient froissé la vie, quoi de plus consolant que cette solitude réglée, que cette vie de travail et de méditation? C'était dans les ordres monastiques qu'avaient eu leur origine les sérieuses études de mathématiques et de la philosophie; et tandis que, solitaires, les uns accomplissaient ces immenses travaux, les autres parcouraient en mission les deux Indes, apportaient la plus profonde intelligence des mœurs, des usages et de la langue de la Chine ou de l'Indoustan. Notre société, tout individuelle et de publicité retentissante, n'a rien produit de comparable aux travaux des missionnaires; et notre zèle de science ne nous jette plus que bien rarement, comme ces pauvres religieux, dans le Japon, les îles de Java et de Bornéo, où l'amour du Christ préparait modestement les vastes découvertes d'histoire et de géographie.

Une sévère réforme monastique se manifestait au monde, plein de dissolutions et de débâchemens. Armand-Jean Le Bouthillier de Rancé était né au sein de ces vieilles et bonnes familles bretonnes, race mêlée aux fées et aux légendes des sombres bois druidiques; il avait eu pour parrain le cardinal de Richelieu, et pour marraine la marquise d'Effiat; Rancé, destiné à la carrière des armes, changea de vocation à dix ans et prit la tonsure; son imagination était vive et brûlante; il étudia le grec avec ardeur, si bien que dans ce temps phénoménal pour la race noble, tandis que de petits héros de onze ans se faisaient tuer aux sièges des villes, Rancé, dans sa douzième année, publiait une édition grecque des poèmes d'Anacréon (2); jeune homme impétueux, il se livrait aux exercices violents, à la chasse surtout, et s'éprit pour M^{me} de Montbazou d'une de ces passions terribles, parce qu'elles dévorent une destinée. Pendant un de ses voyages en Bretagne, la belle M^{me} de Montbazou mourut de la rougeole, et quand M. de Rancé se présenta en son hôtel de la rue du Temple, le premier objet qu'il vit devant ses yeux, ce fut le cercueil de sa maîtresse tout drapé de deuil aux vaines armoiries. Si vous avez connu les grandes passions de la vie, vous vous expliquez ce déchirement qui saisit l'âme en face de la mort d'un objet aimé; on se crée volontiers un tombeau vivant, une solitude qui seule donne le bonheur, parce qu'elle vous

(1) Les épigrammes pleuvaient aussi sur Bossuet. On le disait ambitieux, intrigant; on le fait ainsi parler :
Ma colère n'est plus si grande
Contre monseigneur de Cambrai;

Qu'il dise faux, qu'il dise vrai,
J'ai ce que je demande.

(2) L'édition originale est de Paris, ann. 1639.

laisse à l'idée qui absorbe tout. L'abbé de Rancé demanda au roi l'abbaye de la Trappe, et c'est là qu'il prêcha la dure réforme de Cîteaux, l'esprit primitif des règles de saint Bruno et de saint Bernard; l'obéissance, l'abnégation de soi, le travail manuel, le silence méditatif, tout ce qui fait le bonheur quand la vie fatigue. Le monastère de la Trappe était au milieu du monde comme le port paisible quand l'orage grondait. Les religieux trappistes faisaient l'admiration des étrangers qui allaient visiter leurs modestes cellules; la plus simple, la plus douce hospitalité était offerte à tous, et les courtisans s'honoraient de l'amitié de l'abbé de Rancé (1).

Les couvents étaient encore un de ces asiles ouverts dans les agitations du cœur, plus ardentes chez les femmes; s'il y avait quelques jeunes filles jetées contre leur vocation dans les monastères, la foule venait là, poussée au pied des autels par cette grande voix de Dieu qui appelle à lui. Le couvent était le lieu d'éducation des vierges candides; elles y voyaient la vie simple et régulière des sœurs, les plaisirs calmes de la solitude, les guirlandes de roses blanches, les parfums qui s'élevaient au sanctuaire; si elles préféraient le monde, à treize ans elles sortaient du monastère pour aller aux bras de l'époux que la famille choisissait. Tout était réglé par l'esprit de race plutôt que par le sentiment de l'individu; la société était un groupe de corporations où la personnalité s'effaçait, et cela créait l'ordre et une admirable police.

Le clergé sentier composait une nombreuse fraction dans la société; la division ecclésiastique se faisait toujours par métropoles, suffragances et cures. Il n'y avait plus d'élection parmi les membres du clergé; la force monarchique avait prévalu; le roi nommait à toutes les dignités de l'Eglise, sauf l'institution canonique du pape. Le confesseur du roi avait la feuille des bénéfices et faisait les propositions; Sa Majesté approuvait ou effaçait le nom du candidat. Les revenus des biens ecclésiastiques s'élevaient à 86 millions, qui, répartis entre les curés, les prêtres desservants, toutes les fonctions enfin dépendantes du clergé, ne faisaient pas à chacun plus de 700 livres, somme modique comme on le voit; mais ces revenus étaient mal répartis; il y avait des abbayes qui valaient jusqu'à 60 mille liv. de rentes, tandis qu'un pauvre

desservant de campagne n'avait pas plus de 200 livres par année, y compris même le casuel (2).

Le clergé comme corps avait une police générale sur ses revenus; il se réunissait annuellement en assemblée administrative; là on votait un don gratuit au roi, et en échange le clergé lui adressait quelques remontrances respectueuses; c'était une forme de plainte qui allait loin, parce que la faculté de parler au nom de Dieu autorisait une haute liberté dans la parole du prêtre. A ces temps de pouvoir absolu et d'obéissance silencieuse dans tout le corps de l'Etat, c'était un spectacle de liberté représentative que ces doléances du clergé de France; comme tous les corps, il poussait presque toujours le pouvoir au-delà des limites de la modération; mais la libre parole s'était là réfugiée. La chaire surtout était un des puissans organes pour ramener la morale exilée, et les généreux principes d'humanité. L'oraison funèbre, ce genre oratoire si pompeux, si fantastique, servait activement le clergé dans ses leçons de morale; ces images de la mort qu'on évoquait ainsi du tombeau, ces fragiles ornemens des grandeurs humaines offerts aux rois, aux courtisans, sur les cénotaphes drapés de noir; cette voix d'un Dieu vengeur, rémunérateur, invoqué par Bossuet, à la face de Louis XIV sur le tombeau d'un Condé, tout cela devait ramener les âmes à des pensées d'humiliation et d'égalité. Une telle opposition était puissante parce qu'elle n'avait pas d'autorité supérieure; lorsque Louis XIV énonçait la parole solennelle de Bourdaloue, de Fléchier, il pouvait bien se plaindre hautement de ce « qu'il n'aimoit pas qu'on lui fit la leçon »; mais cette leçon n'en était pas moins faite; à travers les phrases flatteuses et les précautions oratoires, on saisissait l'application plus ou moins saillante d'un principe de morale ou de politique contre le roi tout-puissant devant lequel les opinions s'agenouillaient. Il n'y avait plus dans la société de paroles hardies; les couplets clandestins, les noëls se chantaient à peine au foyer domestique ou dans les soupers de quelques gentilshommes frères d'armes; au dehors les mordantes satires, même les remontrances respectueuses n'osaient s'exhaler. La chaire fut donc la tribune des vérités morales et populaires; là se prêchaient la liberté, l'égalité; le frein religieux, aussi nécessaire aux rois qu'aux peuples, fut opposé au pouvoir sans contrôle. Le catholicisme,

(1) Comparez, sur l'abbé de Rancé, le petit livre sous ce titre : *Véritable motif de la conversion de l'abbé de la Trappe, et la Vie de cet abbé, par dom Germain*.

(2) Les registres du clergé de France sont les plus curieux documents pour constater la liberté des remontrances. L'Eglise a été le type des gouvernemens représentatifs. V. ann. 1690-1700.

qui avait organisé le peuple au moyen âge, conserva la liberté des maximes populaires et mit une barrière à la royauté.

La publication du *Télémaque* par Fénelon fut encore une de ces tentatives d'opposition morale qui allèrent droit à Louis XIV et à l'ensemble de sa politique (1). Fénelon eut-il ce dessein? ou bien les esprits préoccupés de certaines circonstances cherchèrent-ils des allusions qui n'étaient pas dans l'esprit de l'auteur? Il est des époques tellement caractérisées que les applications se font seules : ce qui est une pensée générale, une maxime d'éternelle vérité, devient un trait spécialement dirigé contre un fait ou un pouvoir. Alors les mots à facettes, les principes, les images, tout est saisi avec empressement; ce n'est pas l'auteur qui fait de l'opposition, mais le peuple, la société. Ainsi l'âme simple et candide de Fénelon, en publiant le *Télémaque*, ne songea peut-être point à lutter contre Louis XIV, ou à signaler ses systèmes à l'animadversion de l'Europe; mais ces caractères d'imagination qu'il avait produits se trouvèrent des masques que l'esprit d'une vive et saillante opposition jeta sur la face de chacun, de sorte que le prélat fit un pamphlet de ce qui n'était peut-être dans sa pensée qu'une œuvre d'art. Fénelon fut bien puni de son livre de *Télémaque*; on l'exila dans son diocèse de Cambrai. Dès ce moment le *Télémaque*, œuvre fade, tableau emphatique, eut tout l'attrait d'un pamphlet vif et poignant; on se l'arracha partout; l'Europe vit un acte de courage dans le livre de l'archevêque de Cambrai dénonçant l'ambition des conquérants, et lorsque la victoire porta le prince Eugène dans ce diocèse, il traita Fénelon avec un respect mêlé de reconnaissance pour le prélat qui avait osé blâmer la politique envahissante de Louis XIV. Fénelon dut rougir de ce que l'ennemi de sa patrie déclarait que *Télémaque* avait servi les intérêts de la coalition et affaibli la puissance morale de Louis XIV.

(1) La première édition du *Télémaque* est de 1699. Depuis la publication du *Télémaque*, Fénelon devient l'homme populaire, l'objet de tous les hommages; on disait de lui :

Avoir une grande sagesse,
Beaucoup d'esprit et de douceur,
Avoir beaucoup de politesse,
Toujours une charmante humeur;
Avoir devant les yeux sans cesse
Son Dieu, son devoir, son honneur;
N'avoir jamais eu de faiblesse

CHAPITRE XLIX.

DÉGADENCE DU SIÈCLE LITTÉRAIRE DE LOUIS XIV.

Boileau. — Mort de Racine. — De Corneille. — De La Fontaine. — Origine de la philosophie du dix-huitième siècle. — Influence de la littérature anglaise. — Vendôme. — Conti — Fontenelle. — J.-B. Rousseau. — L'abbé de Châteaufort. — Académies. — Érudition monastique. — Bollandistes. — Mabillon. — D'Achery. — Ducange. — Martenne. — Montfaucon. — Bouquet. — Vaissette. — État de l'art. — Peinture. — Palais, parcs et jardins. — Statuaire. — Musique. — Sciences. — Histoire médicale de Louis XIV.

1699.

Despréaux survivait seul à la grande génération littéraire de Louis XIV; son talent froid, dissertateur, sa satire didactique, ne supposait pas ces vives émotions qui broient les entrailles du poète; Boileau avait doucement mené sa vie au sein des parlementaires, également fêté à Versailles et au Marais. Sa faveur s'était accrue auprès du roi Louis XIV; il passait des grandes charnelles de Marty à sa maison d'Auteuil, ou bien encore sous les frais ombrages de Bâville, la vieille retraite des Lamoignon (2); il avait fini sa carrière poétique par sa pauvre versification sur la prise de Namur et désormais tout entier livré à l'art des inscriptions et de l'histoire, Boileau écrivait les annales du règne de Louis XIV avec cet enthousiasme profondément senti qui lui faisait placer le roi presque à l'égal de la divinité (3).

Son ami et son collègue d'histoire, le divin Jean Racine, mourait d'un abcès au foie, maladie fatale qu'expliquent cette sensibilité d'organisation, et

Ni dans l'esprit, ni dans le cœur;
N'avoir que de l'indifférence
Pour la gloire et pour l'abondance;
Dans le malheur toujours content,
C'est en quoi, Fénelon, tout ton crime consiste;
Et si c'est être quiétiste,
Jamais homme ne le fut tant.

(2) C'est à Bâville que Despréaux a écrit la plupart de ces petits vers de société qui terminent ses œuvres; Despréaux essaya en vain d'y être léger.

(3) Les débris de ce travail, auquel Racine coopérait, nous en donnent une très-faible idée.

art admirable d'arracher des pleurs, cette mélancolie douce qui domine le magnifique talent du poète. Racine n'était plus ce jeune homme ardemment épris des femmes de son temps; l'amour de la Champmeslé n'était plus qu'un souvenir importun que la dévotion extrême cherchait à effacer; Racine aimait toujours, car il y a certaines âmes ainsi faites, qu'elle ne peuvent qu'aimer; mais il aimait Dieu, les pompes religieuses, la lecture attentive des livres saints, ces poétiques témoignages de la révélation; il mourut au sein de sa famille, entouré de ses enfans qu'il enseignait tous les jours. L'auteur de *Phèdre*, d'*Andromaque*, d'*Esther* et d'*Athalie*, répétait qu'il préférerait une seule ligne des Évangiles à toutes ses poésies, aux vanités du théâtre; et ce qui le consolait de ses égaremens d'amour, c'était d'avoir terminé sa vie littéraire par deux œuvres prises tout entières dans les témoignages sacrés de l'ancien Testament; je rappelle que la critique et la calomnie s'étaient attachées à sa gloire et aux honneurs dont l'avait accablé le roi; on avait abreuvé ses derniers jours de pamphlets et de satires méprisantes (1).

Pierre Corneille, si mâle et si haut, avait précédé de quelques années Jean Racine dans la tombe; lui, Corneille, avait trop vieilli pour ne pas être oublié. Il n'avait pas suivi les mœurs nouvelles, les mouvemens de cour, la marche des idées; le grand Corneille n'était plus de son temps, et c'est le crime que les générations qui viennent, toujours ingrates, ne pardonnent pas aux vieillards. Le vigoureux auteur de *Cinna*, le magnifique enlumineur du *Cid* espagnol, était mort dans un état voisin de l'indigence; avec lui s'était éteinte la puissante école, l'étude profonde et historique de Tacite; c'est dans ce grand annaliste que Corneille et Racine avaient puisé leurs belles pages. Corneille (2), avec son intelligence toute romaine, avait choisi les idées de liberté forte et républicaine; Racine, doucement épris des tendres sentimens de la vie, avait emprunté les tableaux si touchans que Tacite, ce puissant

révélateur du cœur humain, a jetés sur les solennelles annales de la vieille cité des empereurs.

La Fontaine suivait ces tristes funérailles du siècle; il mourait à peu près au même temps que Racine (3), et ce fut une triste époque pour la belle littérature que cette fin du dix-septième siècle. À côté de La Fontaine, placerais-je Perrault, qui finit quelques mois après lui? Perrault, l'inimitable auteur de *Peau-d'Ane* et de ces chefs-d'œuvre si attrayans qui émeurent nos premières années? Est-il quelque chose de comparable à ces drames de morale et d'histoire si bien menés : *Cendrillon* et sa toute gracieuse pantoufle, *le petit Poucet* et ses larges bottes, l'ogre et ses hideuses filles aux dents si longues et si bien aiguës, et *la Barbe-Bleue* qui nous a tant fait frissonner avec sa clefsanglante, ses femmes pendues au mystérieux cabinet, la pauvre sœur à la tour montée, qui ne voit que le soleil qui pondroie et la terre qui verdoie; la princesse Finette avec sa quenouille de verre toute clignante; enfin ce gracieux marquis de Corabas aux immenses terres, ce tout rusé *Chat botté* qui met tant de bon gibier en son sac; et *la Belle au Bois dormant*, noble princesse des âges de chevalerie, qui se réveille de son sommeil d'un siècle, fraîche et jolie, pour épouser son bel amant (4).

Nicole, le grave penseur, l'âme de Port-Royal, suivit Perrault dans ce fatal nécrologe d'illustrations du grand siècle; Nicole, l'élève et le jeune ami d'Arnauld et de Pascal, un des soutiens les plus fermes de l'école janséniste. Les travaux de Nicole, dans une vie laborieuse et d'exil, avaient été immenses; les *Essais de Morale*, écrits avec cette rigidité vigoureuse qui caractérisait l'école janséniste, avaient eu du retentissement (5). Nicole avait tout embrassé : la controverse avec l'hérésie, la laquelle non moins saisissante contre les jésuites, débat vivace et profond de cette époque; Nicole était revenu en France; il s'était rapproché de cette solitude de Port-Royal aux frais ombrages, qui avait vu Pascal, le grand Arnauld, ces forts écrivains

(1) Racine mourut le 22 avril 1699. J'ai trouvé des épigrammes contre Racine l'année même de sa mort.

Dès que la pauvreté ne lui fait plus de peur,
Racine, le tragique auteur,
Dont la dévotion trouve tant d'incrédules,
Déteste tout haut les moyens
Qui l'ont comblé d'honneurs, de biens,
Et plein de délicats scrupules,
Met sur son compte les péchés
Qu'ont pu faire les gens que ses vers ont touchés.

Il n'en est pas chargé peut être autant qu'il pense;
Mais au lieu d'étaler son dévot embarras,
Si ses biens mal acquis troublent sa conscience,
Pourquoi ne s'en défait-il pas?

(2) La mort de Corneille précéda de quinze ans celle de Racine; elle arriva le 1^{er} octobre 1684.

(3) Le 13 avril 1695.

(4) La première édition des *Contes de Perrault*, avec enjolivemens de gravures, parut en 1697.

(5) Voyez la notice de Nicole et ses ouvrages, t. II de *Louis XIV*.

de l'école. Alors le jansénisme avait quelque repos; la cour, plus dévote, était passée des doctrines du catholicisme facile à la rigidité des observances religieuses. M. de Noailles, archevêque de Paris, était partisan déclaré des principes de Port Royal, et ses armes épiscopales protégeaient les deux églises de Saint-Séverin et de Saint-Sulpice à peine achevées. C'était à Saint-Séverin que se réunissaient les plus zélés des jansénistes; ils entendaient la parole de leurs propres prêtres, communiaient rarement, car l'état de grâce était si difficile à obtenir; Saint-Sulpice était comme les génovéfains, de l'école de Saint-Benoît, tous d'un jansénisme modéré. Depuis qu'un Noailles, le proche parent de M^{re} de Maintenon, était à la tête de l'archevêché de Paris, le jansénisme n'avait plus à craindre la persécution.

Alors s'éteignait aussi M^{re} de Scudéry, cette bonne et vieille fille qui avait consacré la plus pure des carrières à la poésie; ces douces et précieuses qualités étaient plus remarquables encore que son talent très-élevé pour la facile versification; jamais popularité comparable à celle de ses romans qui parlaient à l'esprit chevaleresque de la noblesse. Ses derniers vers avaient été un doux échange de grâces entre la fauvette et Sapho, beau nom de muse que l'admiration galante avait donné à M^{re} de Scudéry (1); le roi et M^{re} de Maintenon avaient pour cette vertueuse et poétique fille une grande vénération; elle avait ses entrées à Versailles, et quand elle y venait avec son costume antique, sa robe à longue queue et ses bijoux, reliques de la Fronde, on l'accueillait avec une indicible bienveillance; le roi la faisait asseoir devant lui; on ne lui refusait jamais une requête, car l'on savait combien M^{re} de Scudéry était populaire à Paris, et au Marais particulièrement en son hôtel de la rue de la Cerisaie, ainsi nommée en mémoire du beau verger de cerises de l'ancien palais des Tournelles sous Charles VII. Jamais la généreuse fille n'avait quitté le Marais; M^{re} de Scudéry était le dernier rellet de la littérature noble et chevaleresque. Chapelain, à l'imagination si vive, si saisissante et si originale; Bre-

beuf, tout éclatant d'images; Bussy Rabutin, ce spirituel et caustique gentilhomme tant aimé de sa bonne cousine M^{re} de Sévigné; M^{re} de Sévigné elle-même, débris de la Fronde moqueuse et spirituelle; toute cette génération du temps passé, le duc de La Rochefoucauld, le grand auteur des *Maximes*, tout disparaissait dans ce ravage de la mort, qui n'épargnait que Boileau, le froid et impitoyable auteur des satires contre cette littérature si française.

L'esprit changeait de face, une nouvelle école se formait; quelques pâles reflets du grand siècle revivaient dans sa descendance. C'est ce qui arrive toujours après les belles époques d'art et de littérature; Pierre Corneille avait pour doubleur Thomas Corneille son frère, et cela dit toute la décadence de la vieille école (2). Alors se montraient de nouvelles idées dans la société; celles que fussent les précautions prises aux frontières pour empêcher l'introduction des livres et des opinions avancées des écoles réfugiées en Hollande et en Angleterre, néanmoins quelques-unes de ces opinions avaient fermenté en France, et déjà leur influence se faisait profondément sentir sur l'esprit et la forme de la littérature. Le caractère fondamental des œuvres de l'art, dans la magnifique période du siècle de Louis XIV, avait été la pensée religieuse et monarchique; on la trouve dominante dans les belles œuvres de poésie, comme dans les pages de Bossuet et de Pascal; la société n'eût pas compris une autre tendance littéraire. A partir de la fin du dix-septième siècle, un esprit de hardiesse et d'innovation se manifeste; le zèle religieux s'atténue, la foi monarchique n'a plus qu'un faible reflet; l'intelligence, la supériorité lui échappent; on se fait honneur d'une sorte d'impiété. L'école socinienne et du libre examen prend des racines profondes dans les tendances littéraires; l'entendement devient hautain et raisonneur; le doute sur les grands dogmes est déjà une sorte de vanité; l'enseignement sceptique de Bayle domine.

Fontenelle marqua ce passage d'une ère ancienne à une époque nouvelle; il appartient par son âge à

(1) L'excellent M^{re} de Scudéry remplissait encore de ses vers le *Mercur galant*; en voici sur les victoires des Français :

Magnanimes Français, qu'une mort généreuse
Signala dans ces lieux où Bellone en courroux
De cent peuples divers forma une ligne affreuse,
Que voire sort fut beau, qu'il vous dut être doux
De finir vos jours avec gloire,
Au sein de la victoire!
Ces rimes ont été depuis si souvent répétées!

(2) De toutes les pièces de théâtre, comédies, tragédies, opéras de Thomas Corneille, il n'en est aucune qui ne soit oubliée; il en composa pourtant quarante-deux, et non trente-trois comme l'écrivit Voltaire. Boileau avoit aussi attaqué Thomas Corneille; en sortant de la première représentation d'*Ariane*, il s'écria : « Ah! pauvre Thomas, tes vers, comparés avec ceux de ton frère, font bien voir que tu n'es qu'un cadet de Normandie. »

la seconde période du règne de Louis XIV, mais ses écrits touchent à la philosophie du dix-huitième siècle; Fontenelle débute par des pauvretés dramatiques; les sifflets accueillent ses malheureuses pièces d'*Aspar* et d'*Idalie*; alors il se jette dans l'érudition et la philosophie, il publie sa dissertation sur les oracles, traduction du savant travail de Van-Daale, produit de l'école sceptique. Van-Daale avait recherché dans les vieux monuments de pierre, au fond des antres du culte de Mithra, la preuve que la venue du Christ n'avait point fait cesser les oracles des dieux de l'antiquité patenne; l'auteur pénètre dans ces sacrilèges mithriaques, dans ces initiations qui marquèrent le passage des divinités persanes et syriennes dans le paganisme⁽¹⁾. En même temps paraissait la *Mosétade*, attribuée à Jean-Baptiste Rousseau, lourde et moqueuse déclamation sur la cosmogonie de Moïse. J.-B. Rousseau nia cette œuvre, mais la première période de la vie de ce poète fut tout entière consacrée à des vers impies ou libertins qu'il expia plus tard par la repentance. L'on voit ici poindre les deux traits saillants de l'école du dix-huitième siècle; ses haines contre la monarchie et le christianisme, traditions pieuses et saisissantes qui avaient dominé la société du moyen âge. La nouvelle école n'ose point encore avouer son œuvre, mais elle la prépare; l'esprit d'opposition qui se manifeste contre une cour dévote et janséniste, seconde le mouvement philosophique imprimé par l'école des réfugiés⁽²⁾.

Alors toutes ces idées hardies, ces impiétés écrites dans les livres, commencèrent à trouver des protecteurs parmi les princes du sang eux-mêmes. Les loisirs de la paix avaient créé une société de puissants oisifs qui souriaient aux hardiesses de l'école philosophique. M. le duc de Chartres, qu'un peu de jalousie et la révélation de certaines négociations secrètes avaient jeté en dehors de l'armée, s'était adonné à toute la dissipation d'une jeune vie; il aimait l'activité, le travail, les sciences occultes, l'étude des grandes œuvres, la mixture des simples et des poisons, la combinaison des nombres, et au milieu de tout cela les plaisirs effrénés, la musique

déliieuse et les inventions de l'art. M. le duc de Chartres essayait des compositions d'opéras imités de l'italien, et son ambition était d'en préparer le jeu sur la scène. Le duc de Vendôme, cynique et moqueur, se faisait à peine pardonner ses mœurs par sa gloire; il était sceptique, il se jouait de toutes les croyances avec un laisser-aller philosophique qui l'avait disgracié à la cour de Louis XIV. Le prince de Conti, ce roi de Pologne si vite détrôné, si intimement uni aux parlementaires, avait un désir de popularité qui le faisait se rapprocher des gens de lettres. A la forte époque de Louis XIV, les seigneurs de puissante origine protégeaient les écrivains; ils se faisaient plaisir de les recevoir parmi leurs commensaux, en leurs beaux manoirs; c'était dans ces nobles abris que La Fontaine, Boileau, écrivaient leurs œuvres les plus retentissantes; mais s'il y avait entre le seigneur et l'homme de lettres ces douces et charmantes familiarités, chacun se tenait dans sa condition; on n'était point égaux; les respects de rangs étaient gardés. Ce fut le prince de Conti surtout qui changea ces mœurs, ces habitudes des classes lettrées avec la noblesse; il établit la confusion, la plus parfaite égalité, ce caractère qui domine le dix-huitième siècle. Il n'y eut plus de hiérarchie dans ces petites orgies de nuit où La Motte, l'abbé de Châteaufort, Jean-Baptiste Rousseau, Fontenelle, assis tout à côté des princes du sang, sablaient le vin d'Ay, philosophant sur la créolité humaine, sur les préjugés religieux, le fanatisme des prêtres, toutes questions que le dix-huitième siècle souleva avec une haine, une frénésie dont rien n'approche. C'étaient les épicuriens de l'école sceptique; l'enseignement partait de la Hollande et de l'Angleterre; il fut transmis plus tard aux gens de lettres de la régence.

La pensée de Louis XIV, en instituant les académies, avait été de donner un centre commun à la littérature et aux sciences humaines, afin qu'elles ne se séparassent pas de l'impulsion que la royauté forte et unique voulait leur imprimer. Il est à remarquer que depuis l'institution des académies, presque tous les grands travaux connus, tous les

de Lalande, qui cherche l'athéisme dans Fontenelle.

(1) Le *Dialogue des Morts* est le premier ouvrage qui commença la réputation de Fontenelle. L'*Histoire de l'Académie des Sciences*, la moins connue de ses œuvres, est cependant la meilleure. Le travail de Fontenelle qui a été le plus souvent réimprimé, est son *Entretien sur la pluralité des Mondes*; il a été traduit en allemand par Gottsched, en italien par Vestriani, et en grec moderne par l'Athénien Kodrika; il en existe aussi trois traductions anglaises. En France, l'édition la plus estimée est celle imprimée en 1800, avec des notes

(2) On connaît les tentatives malheureuses de J.-B. Rousseau pour le théâtre; son répertoire est plus que médiocre et au dessous de la critique, sans excepter même la comédie du *Flatteur*. La vraie gloire de J.-B. Rousseau, ce sont ses *odes*, ses *cantates*, dans lesquelles se révèle le poète pénétré de la lecture des livres saints. La meilleure édition de ces *odes*, etc., est celle de 1790, un vol. grand in-4°. — J.-B. Rousseau a été amèrement critiqué par La Harpe.

mouvements supérieurs de l'intelligence se font en dehors d'elles. L'individualité solitaire est bien autrement forte que ces agrégations factices, lorsqu'il s'agit du principe religieux et les vœux paisibles d'un monastère ne nous arrachent point à la vie mondaine, à l'ambition vulgaire. C'est une curieuse étude que de parcourir cette histoire des académies depuis leur origine; à travers quelques noms puissants que ces corps adoptent au désespoir, par un mouvement d'opinion publique, quelle longue liste de médiocrités obscures et envieuses! Les académies sous Louis XIV commencent un travail de centralisation; l'unité de la langue eut un but politique; la pensée du dictionnaire pour l'idiome national, les types d'architecture qu'on dut désormais concentrer dans la capitale, la fondation de l'académie royale du chant, l'agrandissement de Paris, les places, les rues larges, les arcs de triomphe romains, tout cela n'eut qu'un but d'unité, la centralisation. Il y eut certes une haute pensée d'administration dans l'acte qui prescrivit un dictionnaire unique et régulateur de la langue française; à quel symptôme saisissait-on l'esprit provincial? qui faisait la force de ces nationalités si distinctes et si séparées? C'était le patois, la langue du sol, l'idiome primitif des ancêtres. En imposant une langue commune, n'était-ce pas le moyen d'effacer peu à peu le souvenir du sol, du clocher, de la langue du berceau? Louis XIV organisait tout dans une pensée tenace de pouvoir et d'unité française; son administration imprimait le caractère de nation à ce qui n'était qu'une collection de provinces, de privilèges et d'intérêts.

En dehors des académies vivaient des hommes laborieux, dont la mémoire doit s'éterniser comme les souvenirs de notre histoire nationale. La littérature se modifie, les temps emportent ces fragiles couleurs, ces systèmes d'imagination que la poésie enfante; mais ce qui reste éternel, invariable, ce

sont les recherches des grands collecteurs de faits, de ces savans purs de tout esprit du monde et qui se vouaient à l'histoire comme à un culte. Ducange est en tête, cet homme admirable dont la pensée ingénieuse révéla le moyen âge, sa langue, ses coutumes, ses usages; je n'ai jamais ouvert l'immense *Glossaire* sans m'agenouiller devant tant de patience et d'esprit; quelle critique ferme et sûre! quelle couleur du temps! quelle puissance d'examen! Ducange a défrayé tous les petits érudits des temps modernes, tous ces petits hommes faisant de si petites choses (1)! à ses côtés se place la génération des Duchesne avec leur collection d'histoires de la Normandie et de France (2); Mabillon, ce pieux et modeste bibliothécaire de Saint-Germain-des-Près. Mabillon est une capacité érudite et forte; son traité de diplomatique est un monument qui sert de base à la science héraldique, à l'intelligence de ces hiéroglyphes du moyen âge, de ces petites lettres si gracieuses, toutes mignonnes et toutes colorées d'or et de carmin aux manuscrits. Mabillon explique tout; ces figures et ces signes si bien tracés, ces sceaux des rois et des seigneurs, ces formules sacramentelles des chartes, quand un baron légua son fief à une église, ou quand l'église manumissait le pauvre serf, battu de verges par le majordome. Il faut le voir également à l'œuvre, ce savant homme, après son pèlerinage monastique d'Allemagne et d'Italie; que de chartes recueillies dans ses *Analecta* (3), titre modeste qui cache la plus haute critique, et la plus curieuse collection; puis il rédigea les annales de l'ordre de Saint-Benoît, l'histoire de cette pieuse colonie de prêtres et de moines qui défrichaient le sol, et élevaient la croix d'un oratoire ou d'un ermitage partout où de vastes forêts, des déserts, une terre ingrate repoussaient la culture de l'homme. L'ordre de Saint-Benoît est une des institutions les plus civilisatrices du moyen âge; Clunais, Clairvaux, magnifiques souvenirs

(1) La première édition du *Glossarium ad scriptores mediæ et infimæ latinæ* est de 1678, 3 vol. in-fol., réimprimée à Francfort en 1710. Les bénédictins en ont publié une édition en 6 volumes. Le *Glossarium ad scriptores mediæ et infimæ græcæ* est aussi curieux, aussi recherché que le *Glossaire latin*, 2 vol. in-fol. Les nombreux manuscrits laissés par Ducange, et où se révèle sa prodigieuse érudition, sont conservés à la Bibliothèque royale. On peut consulter sur Ducange le tome viii de Nicéron, et Baluze, *Epistola de vitâ et morte G. Ducange*, ann. 1688, in-12, réimprimé au devant du *Chronicon Paschale*, in-fol.

(2) Il faudrait des volumes pour donner seulement les titres des vastes travaux d'André Duchesne, depuis

l'Egregiarum seu electarum lectionum et antiquitatum liber, publié en 1602, jusqu'à *Historia francorum scriptores*, qui a paru en 1626, 1641. Il existe plus de 100 vol. in-fol. écrits de la main de Duchesne.

(3) Le travail de Mabillon, *l'eternæ analectæ*, se compose de 4 vol. in-8°, ann. 1675, 1685. Son traité de diplomatique est un précieux ouvrage, réimprimé plusieurs fois, sous ce titre: *De re diplomatica, in quibus quidquid ætæ veterum instrumentorum antiquitatem, materiam, scripturam et stylum, etc. explicatur et illustratur*. — Les *Acta sanctorum ordinis S. Benedicti in sæculorum classes distributa*, ont 9 vol. in-fol., ann. 1668, 1672. La réimpression de Venise, ann. 1733, est moins estimée.

de l'histoire monastique, société solitaire qui remplit deux immenses missions au moyen âge, l'agrandissement de la science et la culture du sol. Tous ces beaux coteaux de vignes, ces vastes plaines défilées, ces jardins si cultivés qui couvrent la Bourgogne, le Lyonnais, le Mâconnais, sont dus aux disciples de saint Bernard, le pieux élève de Benoît. Saint Benoît et saint Bernard personnifient pour leur époque les deux hautes missions de l'homme en société; l'un fut le cultivateur laborieux qui se consacra au service de la terre; l'autre fut l'éclatante lumière, le prédicateur des lois morales, l'organisateur des règles et du gouvernement. C'est dans les annales de Mabillon qu'on peut pénétrer l'esprit et la pensée de l'institution monastique au moyen âge, si mal comprise, si étrangement calomniée!

Le père Montfaucon expliqua toute l'antiquité par les figures et les monuments de l'art; si nous avons encore les débris de vitraux aux cathédrales, les précieuses reproductions de ces ruines que le temps emporte dans ses ravages; si les tapisseries des nobles dames, au tissu brodé, aux vives couleurs, nous reproduisent le souvenir historique, les conquêtes et les prouesses de chevalerie; si nous savons aujourd'hui quelles étaient les armures des paladins, les machines de siège, les vêtements du seigneur, du bourgeois ou du serf au moyen âge; les plaisirs du château, les fêtes bruyantes, la chasse au levrier ou au faucon, le beau déduit des pages, toutes ces découvertes sont dues au père Montfaucon (1), à ces dessins ingénieux qu'il faisait de sa propre main, ou qu'il commandait à quelque jeune enlumineur des missels de Saint-Benoît, dans ces longues journées du désert, où le solitaire n'avait qu'à travailler, prier, en face des agitations passionnées d'une vie d'armes et d'ambition.

Le père Luc d'Achéry fut l'ami de Montfaucon, modeste compilateur du *Spicilège*, l'une des col-

lections les plus précieuses pour l'histoire de la patrie (2). A ses côtés, dans ce vaste monastère de Saint-Benoît, étaient deux jeunes hommes à la mine sereine, au front méditatif, convert de l'habit du noviciat de l'ordre; l'un fut dom Bouquet (3), le grand colligeur des historiens de France, l'impénétrable collection de chartes, de chroniques, de documents; l'autre fut ce dom Vaissette, qui, de concert avec dom de Vie, éleva le plus beau monument d'histoire provinciale qui existe encore; je place l'*Histoire du Languedoc* au-dessus de tout ce qui a été écrit comme annales. Ces pauvres moines n'avaient pas la fierté de nos opinions philosophiques, l'ambition de notre coloris, mais ils allaient à la vérité avec une infatigable conscience comme à un devoir religieux: registres, chroniques, chartes, cartulaires, tout fut fouillé, commenté, reproduit! et cette simplicité d'un style si clair, si précis! L'ordre de Saint-Benoît avait ainsi entrepris les histoires de nationalité provinciale, et tandis que dom Vaissette écrivait les annales du Languedoc, dom Maurice publiait celles de la Bretagne, et dom Plancher celles de Bourgogne (4).

Le plus précieux recueil d'histoire n'appartient pas cependant aux religieux de Saint-Benoît; l'idée première des *bollandistes* vint de l'ordre des jésuites. La philosophie dédaigneuse peut releguer ces légendes dans les livres ascétiques; l'histoire pourtant est là, dans les actes de ces saints qui ont vécu au milieu des siècles du passé. Les bollandistes sont un merveilleux recueil de poétiques légendes pour toutes les époques de nos annales; la société féodale nous y apparaît, et si l'on veut connaître par exemple les mœurs de la première race, quoi de plus attrayant que la vie de sainte Geneviève, la vierge de Nanterre, la pauvre bergère qui protégea Paris de sa houlette! Voulez-vous savoir les us des métiers, la vie bourgeoise du huitième siècle? lisez la légende de saint Eloi, le forgeron,

recueil des historiens des Gaules et de la France: *Rerum Galliarum et Franciarum scriptores*; la mort vint le surprendre au milieu de ses importants travaux.

(4) Rien de plus complet que ces grandes histoires des provinces de France, œuvres des Bénédictins; elles forment chacune 2, 4 et même 6 volumes in-fol. Combien sont petits les travaux de l'érudition moderne, ces mesquines et coûteuses compilations des savants de nos jours, en face des merveilleuses productions des dom Plancher, des dom Vaissette et de toute cette vénérable congrégation de Saint-Maur! C'est qu'on ne crée pas avec l'argent d'un budget ce que la croyance et le devoir peuvent seuls produire; il faut croire à la science quand on veut la faire grande et solennelle.

(1) La liste détaillée de tous les ouvrages de Montfaucon se trouve dans l'*Histoire littéraire de la Congrégation de Saint-Maur*, par dom Tassin, pag. 591, 610. — L'*Antiquité expliquée et représentée en figures*, latin et français, forme 16 vol. in-fol., et les *Musées de la monarchie française* en ont 6. Ce sont là les deux travaux les plus importants de Montfaucon.

(2) Le *Spicilège* de dom Luc d'Achéry a été imprimé en 1653, 1677, 13 vol. in-4°. En 1723, on en a donné une nouvelle édition en 3 vol. in-fol. En voici le titre: *Veterum aliquot scriptorum, qui in Gallia bibliotheca, maxime Benedictinorum, latuerunt, Spicilégium, etc.*

(3) Dom Bouquet a publié les 8 premiers volumes du

l'orfèvre, l'argentier du roi Dagobert ! Et quand il faudra pénétrer dans l'histoire si inconnue du commerce et des arts sous cette première race, ouvrez la vie de quelque pieux abbé de Saint-Denis en France, et vous y verrez la peinture des marchés, landits, où se rendaient le Juif, le Maure, les Italiens, les Danois, tous chargés de belles et bonnes marchandises. Les capitulaires de Baluze, les formules de Marenlle et les hollandistes sont les sources premières de tous les travaux sur les mœurs et les institutions de la primitive société du pays; quelles sont pâles les chroniques à côté des révélations fantastiques des légendaires ! Je le souhaite ce jour où ne séparant de la société toute prosaïque qui nous environne, je me jeterai dans cet océan de traditions et de poésie, pour reconstruire le drame inconnu de notre histoire jusqu'à Philippe-Auguste.

La première et grande époque littéraire du siècle de Louis XIV avait été également une belle période de l'histoire de l'art; elle voyait s'éteindre aussi le chef de l'école de peinture. Lebrun (après Poussin) avait obtenu la place de Boileau en littérature; ses plus vastes compositions, ses batailles d'Alexandre, la famille de Darius, la défaite de Porus, le plafond pour la galerie de Versailles, son tableau plus fini de la Madeleine pleurant les fautes de sa jeunesse, où l'on cherchait les traits de M^{lle} de La Vallière, toutes ces larges compositions n'avaient ni la grâce, ni l'inimitable expression de Raphaël, ni l'énergie et la science du dessin de Michel-Ange, ni la verve originale de Rubens, ni le coloris du Titien et de Paul Véronèse; Poussin au moins avait une certaine profondeur de pensées; mais quelle expression, quelle originalité trouve-t-on dans ces héroïques figures de Lebrun où semblent se refléter perpétuellement une seule pensée, une seule physionomie, celle de Louis XIV? Il y a du dessin, une certaine entente compassée de l'histoire, une solennité de formes et de composition; on dirait tous ses tableaux destinés à être reproduits sur les tentures de hautes lices qui décoraient les royales demeures (1).

Lesueur est un peintre plus profond, plus ému; les inspirations lui viennent d'une pensée chaude et bien sentie; sa magnifique galerie de saint Bruno est la simple histoire d'un pauvre religieux tout inconnu, et pourtant elle frappe plus vivement que les vastes compositions de Lebrun sur le grand roi. Saint Bruno est seul en face d'un malade ou de quelques moines qui sont les acteurs de ces pieuses scènes; mais toutes ces physionomies sont empreintes d'une sainteté méditative; un rayon céleste brille au front de saint Bruno, et l'on sent que ce solitaire est un des grands organisateurs de la société humaine. Je ne suis jamais entré dans une vieille chartreuse sans contempler une de ces mille copies de la vie de saint Bruno qui décoorent les murs simples et tout blancs de l'église; ces groupes de religieux, de saintes femmes, les pauvres souffreteux guéris par le saint fondateur de l'ordre, excellent la plus profonde méditation; quand on vit dans une société si morcelée que la nôtre, où deux hommes et deux idées ne peuvent se fondre et se mêler, combien ne doit-on pas admirer ces puissantes intelligences qui imposaient la règle morale, le renoncement de toute volonté à des milliers d'hommes réunis par un simple vœu ! Lesueur a d'autres compositions sublimes : le saint Paul à Éphèse paraît au-dessus de tout ce que Lebrun a produit; et pourtant Lesueur se concentra dans la vie d'artiste, tandis que Lebrun était converti de toutes les royales dignités; Lebrun, froid législateur de la peinture, comme Boileau l'avait été du Parnasse, vécut comme lui vieux et comblé d'honneurs; Lesueur, artiste d'imagination, mourut à trente-huit ans (2).

Mignard, le bonhomme Mignard, comme l'appelaient les courtisans, vieillissait aussi riche et paisible; et comment en aurait-il été autrement ? il possédait le talent des grâces dans le portrait; il rajeunissait, embellissait le roi, les princes. Mignard devait donc être aimé et heureux; il ne pouvait pas faire une physionomie laide, et dès lors, qui aurait pu en vouloir à cet excellent homme ? Mignard élût la série des peintres du dix-septième siècle et de la belle époque de Louis XIV;

(1) Lebrun mourut le 12 février 1700. Le Musée du Louvre possède, indépendamment des batailles d'Alexandre, plusieurs autres tableaux du Lebrun; jusqu'en 1815, il a en la *Madeline* chez le *Pharisien*: à cette époque, il fut donné à l'empereur d'Autriche, en échange des *Noëes de Cana* de Paul Véronèse, chef-d'œuvre enlevé à Venise par Napoléon, et qui aurait couru le risque d'être entièrement détruit par le transport.

(2) La *Prédication de saint Paul à Éphèse*, par Lesueur, est une des belles productions de l'école française, la première peut-être par la dignité de la composition et du sujet. Ce tableau a passé de l'église Notre-Dame au musée du Louvre. Plusieurs tableaux et dessins remarquables se trouvent indiqués dans l'*œuvre de Lesueur*, publiée à Paris en 1811; cette collection contient 100 pièces.

car alors Boucher commence l'école du dix-huitième siècle avec ses gracieuses figurines si vermeilles, où toute la nature se transforme en amour, toutes les femmes en un bouton de rose (1).

Perrault et Mansard personnifient les deux types d'architecture qui dominent le grand règne. Perrault (2), que Boileau traite de maçon, est l'auteur de la belle et simple colonnade du Louvre, étude grecque et romaine, c'est la forme invariable des monuments depuis que le moyen âge a disparu avec ses créations nationales et hardies. La même empreinte classique se fait sentir sur toutes les productions de cette époque avec leur désespérante uniformité en poésie, en littérature et dans les arts. Mansard est plus riche d'idées; si le bâtiment de Versailles est monotone, si la vieille cour aux moellons ronges fait disparate avec la façade si étendue du jardin et la richesse de la chapelle, ou avec la simple élégance de l'orangerie, il faut avouer que l'ensemble de cette composition est majestueux; vu des jardins, le bâtiment de Versailles est beau de grandeur et de fastueuse magnificence. L'hôtel des Invalides, mélange d'architecture florentine et romaine, imitation du palais Pitti et de la coupole de Saint-Pierre de Rome; les places Vendôme et des Victoires, les dessins de Mansard pour la vaste rue qui, du Louvre et de Saint-Germain-l'Auxerrois devait s'étendre à l'arc de triomphe de la porte Saint-Antoine, et de là vers les larges rues du faubourg, à gauche de la Bastille; tous ces travaux et ces projets placent Mansard au premier rang des architectes. L'Italie romaine ou du moyen âge, l'école grecque ou florentine, deviennent l'architecture monumentale depuis Catherine de Médicis (3).

Mais une création toute française fut l'art des jardins au point d'éclat et de fini où le porta Le Nôtre; cette nature est monotone, compassée, mais il s'y déploie une richesse de compartiments,

une entente des parterres, des parcs, des canaux, des pièces d'eau aux vastes bassins de marbre, un mélange de verdure, de statues, d'allées, de bosquets, qui manifestent une profonde étude de l'art; sous la main de Le Nôtre, l'espalier des jardins prend ces grandes formes de murailles nues et en pierres carrées, couronnées de balustrades en marbre; un lit de repos est caressé par le doux murmure d'une cascade bouillonnante; des arbres touffus balancent leurs feuilles toutes gazonnillantes de jolis oiseaux; des corbeilles de fleurs offrent leurs parfums; un vert gazon rafraîchit la terre et aide le pied fatigué. Faut-il réjouir l'œil dans ces magnifiques parcs, Le Nôtre jette ici là des ronds-points de marbre tout remplis de belles statues, de folâtres amours, des héros armés de toutes pièces, des grâces à la robe flottante, Diane chasseresse, l'arc sur l'épaule et sa bête, qu'il fit domier dans ses armoiries de gentilhomme, pouvait s'y noblement marier à l'équerre et au pinceau (4).

Ces majestueuses statues qui décoraient les parcs, ce Nilon qui fait frissonner dans son agonie musculaire, sous la dent du lion du désert, image de la force brutale vaincue par la force brutale; cet Alexandre et Diogène, leçon moqueuse de la pauvreté qui se rit de la grandeur; ce beau groupe d'Andromède, étaient l'œuvre de Pierre Puget. Si par un brillant soleil de Provence vous visitez Marseille l'opulente, matérialisée dans son commerce du monde, vous trouverez une modeste maison près de la Calade, rne en demi-colline, caressée par le soleil levant; là vivait dans une sorte de petite villa avec quelques vignes en treillage comme en savent faire les artistes en Italie, Pierre Puget, le sculpteur, le peintre, le fort constructeur de navires, celui-là qui avait jeté ces larges

anglais que Mansard présentait les plans du dôme de l'hôtel. Mansard mourut subitement à Marly en 1708.

(4) Le Nôtre était noblement apprécié par Louis XIV, comme toute cette brillante galerie de talents qui entouraient le monarque; en 1675, il reçut des lettres de noblesse, des armoiries, la décoration de Saint-Michel. Le Nôtre resta toujours modeste. Un jour, Louis XIV se promenant en calèche à Marly, fit placer Le Nôtre à sa droite, et Mansard à sa gauche: « Ah! Sire, s'écria Le Nôtre dans son admiration naïve, mon bonhomme de père ouvrirait de grands yeux, s'il me voyait dans un char auprès du plus grand roi de la terre; il faut avouer que Votre Majesté traite bien son maçon et son jardinier. »

(1) Le château de Saint-Cloud conserve de magnifiques peintures de Mignard. Le musée du Louvre possède de lui sept tableaux; les deux plus célèbres sont: la *Vierge à la grappe*, et *sainte Cécile chantant les louanges du Seigneur*. Mignard mourut en 1695.

(2) Perrault avait formé une collection de dessins d'architecture qui se trouve à la bibliothèque du Louvre; ce manuscrit autographe, du plus haut intérêt, forme deux vol. in-fol. C'est une mine féconde qui vient en aide aux architectes de nos jours: on copie, on transpose, on modifie, mais on n'invente plus rien.

(3) Tandis que Mansard dirigeait la construction des Invalides, Wren élevait à Londres le célèbre temple Saint-Paul, et c'est pour rivaliser avec l'artiste

poupes dorées, ces poulaines en balcon si bien dessinées sur les bâtimens du roi. Pierre Puget avait rarement quitté sa ville natale, il éparpillait de grandes œuvres en Provence, son *Annunciation*, son *Sauveur* du monde, que l'on voit encore dans la ville d'Aix; il bâtissait quelques-unes des belles maisons du Cours de Marseille, façonnait l'écusson de l'Hôtel-de-Ville, et c'est d'après ses plans que s'élevait la vieille halle, toute svelte, car dans ces villes municipales du midi, comme à Barcelone et à Valence, les prud'hommes pêcheurs jugeaient au milieu du marché, en plein air, ainsi que le disaient les chartes des communes. Les merveilles de Pierre Puget décoraient Gênes, Florence, comme Versailles. Lorsque l'amour des pèlerinages à la Baume de Sainte-Madeleine vous conduira à la magnifique église de Saint-Maximin, beau joyau du moyen âge jeté dans cet océan de verdure et de soleil qui brille sur les petites Alpes, depuis la source de Saint-Pons à Gemenos (pierre précieuse, comme le dit son nom), jusqu'au Var, vous trouverez là les beaux apôtres de Pierre Puget; et puis, si vous visitez les châteaux qui sont superposés sur les Alpes, aussi hauts que les tours d'acier et de diamant des chroniques de l'archevêque Turpin, vous découvrirez au vieux manoir de Saint-Martin de Paillères une pudique Vierge du Puget, toute de marbre blanc, si belle, juste ciel! qu'on dirait le divin mélange des Vierges de Raphaël et de Murillo, types sublimes de la race romaine et castillane. Jamais, depuis Michel-Ange, aucun artiste n'avait tant produit que Puget; comme si la condition du génie était de beaucoup faire et d'incessamment travailler pour répandre en dehors de soi cette force d'idées et de création qui font éclater le cerveau, tant elles agitent et pèsent (1).

Cette fin du dix-septième siècle était fatale à tous; Lulli mourait aussi; pauvre enfant ramassé en Italie et jeté dans la cuisine de la grande Mademoiselle. Baptiste Lulli s'était élevé à la plus grande hauteur de l'art musical; vingt-quatre violons composaient le monotone orchestre de ces ballets où Louis XIV se montrait tout floqueté de rubans dans ses jeunes années. Lulli fit partie d'un autre corps de tout petits violons qui accompagnaient les chœurs dans les intermèdes de Molière: puis il

s'élança de là jusqu'aux partitions; dix-neuf tragédies lyriques ou grands opéras marquèrent ses quinze années de la surintendance de l'Académie royale de musique; et quels que soient aujourd'hui les progrès de l'art, les opéras de Lulli se distinguent encore par un récitatif animé, mobile comme les imaginations italiennes. Dans les magnifiques funérailles du chancelier Séguier, Lulli composa le *Miserere* et le *Libera* avec une solennité si profonde, un motif si triste, si touchant, que toute l'assemblée fondit en larmes, beau succès en face de la mort; lui-même, ce gai, ce moqueur Lulli, à qui Molière, triste, descenchant, disait toujours: « Baptiste, fais-nous rire, » Lulli mourut sur la cendre en repentir de ses fantes; et au lit de l'agonie il entonna d'une voix faible l'air solennel qu'il avait composé: « Il faut mourir, pêcheur, le temps viendra », psalme de douleur et de repentir qui froisse encore les entrailles lorsque nous l'entendons sous les sombres ogives de nos cathédrales. Lulli fut le véritable créateur de la musique à orchestre en France; le premier il introduisit les trompettes et les cors dans les accompagnemens, pour rompre la monotonie des instrumens à cordes et des flûtes bergerettes (2).

En fondant une académie des sciences, Louis XIV avait tenté pour les connaissances exactes ce qu'il avait accompli pour les arts d'imagination; sa pensée était ici plus sûre. Les sciences exactes embrassent des faits qui s'agrandissent par l'observation et par l'expérience; un corps savant, agrégation d'hommes spéciaux, peut beaucoup pour leur avancement, car il examine et discute; tandis que la pensée des arts d'imagination, toujours solitaire, ne se trouve hardie et productive que dans les individualités. L'astronomie est la vieille science du monde; de Babylone, ce fantastique empire des mages, elle se transmit par l'Égypte à la Grèce avec l'Almageste de Ptolémée; de la Grèce à Rome, puis à Byzance; elle s'unifia par transmission au moyen âge dans ces monastères du désert où la prière se liait à la contemplation des merveilles célestes. La chronique nous a conservé l'observation de chaque phénomène; ces religieux qui vivaient dans la solitude lui empruntaient les silencieuses méditations; quand un phénomène physique troublait l'harmoni-

(1) Puget ne reçut jamais aucune faveur, aucune récompense; il mourut à Marseille le 2 décembre 1694, au milieu de l'indifférence des contemporains. La postérité l'a veugé, et ses merveilleux travaux, dont un petit nombre a survécu aux ravages de la révolution,

disent assez la puissance de son génie. Il existe une *Vie de Puget* par le père Bougerel, de l'Oratoire.

(2) Lulli mourut en 1687. Son épitaphe fut composée en six vers latins par Fontenil; en voici le sens: « O mort, nous savions que tu étais aveugle; mais en frappant Lulli, tu nous apprends que tu es sourde! »

nie générale des éléments, lorsqu'un nouvel astre se montrait à l'œil émerveillé du moine qui veillait la nuit dans la prière, tout aussitôt la chronique en gardait souvenir. La solitude mène à la superstition craintive, et rien de simple, lorsqu'une comète paraissait au ciel, comme la terreur de ces bons religieux, qui vivaient avec la pensée d'une éternité de châtiment (1). Au seizième siècle apparut l'astrologie, science phénoménale et hardie qui opéra plus d'une merveille; quand une génération est vivement remuée par de terribles événements, elle devient superstitieuse; prenez une âme très-passionnée, une imagination ardente, elle se jettera dans cette recherche de l'inconnu, secret impénétrable que la vie humaine ne peut atteindre, sombre énigme que le sphinx des temps n'a point devinée. La puissance des astrologues s'explique au seizième siècle à la cour de Catherine de Médicis; et l'observatoire tout plein de constellations célestes, ces conjurations des sorts et des destinées se justifient par cette vie d'une génération qui voit périr rois, princes, jeunes hommes, sous les coups imprévus d'une fatalité implacable.

C'était d'Italie que venaient presque toujours les astrologues; ce fut également en Italie que Louis XIV choisit le premier fondateur d'un observatoire régulier, Cassini, dont le nom retentit encore dans le monde savant. Newton paraissait en Angleterre avec ces sublimes nouveautés pressenties par Gallée. Cassini, infatigable travailleur, s'occupait surtout du méridien, travail d'application pratique, utile pour la navigation et la boussole (2). Les voyages étaient alors fréquents et aventureux; une navigation périlleuse à travers les Philippines, la Chine, dans l'océan Pacifique n'était pas un événement rare. D'après le relevé de la marine, plus de deux cent cinquante navires allaient chaque année dans ces mers lointaines. Des missions étaient destinées à répandre le christianisme et la civilisation religieuse; les missionnaires de France furent presque les seuls géographes pratiques du 17^e siècle. Au moyen âge les pèlerins avaient donné des notions positives sur les itinéraires aux saints lieux; plus tard les missionnaires en séjournant au Japon, chez le Tartare, dans l'intérieur de l'Asie, nous initièrent aux idiômes, aux mœurs, aux lois de ces populations qui habitent ces

vastes contrées. La géographie et la géologie vivent encore des travaux des missionnaires, de leurs journaux, de leurs dictionnaires. Ces prêtres travaillaient avec un dévouement qui n'est donné qu'à la foi. Aujourd'hui même la vanité, l'intérêt ne sont plus des mobiles suffisants; un pauvre religieux ne s'instruisait pas pour lui mais pour Dieu. Les mathématiques, l'algèbre, tout était étudié dans le sein des corporations religieuses. Aux bénédictins était dévolue la science historique, aux jésuites les sciences exactes. L'institution d'un observatoire royal donna un point central à toutes les recherches qui se liaient à l'astronomie; on s'occupait alors beaucoup des astres. On mandait plus d'une fois Cassini à Versailles; à toutes les éclipses il y portait ses grands instruments, car c'était un délice pour la petite duchesse de Bourgogne que de voir la lune et les planètes à travers les grosses et fortes lunettes de Cassini (3).

Si l'astronomie régulière et scientifique fut ainsi le résultat de l'astrologie, la chimie réglée, si merveilleuse aujourd'hui, fut également produite par l'alchimie, c'est-à-dire par cet esprit investigateur qui marchait encore à l'inconnu au moyen de l'analyse des substances et la décomposition des métaux. Lorsque l'esprit de l'homme s'applique continuellement à une idée, à un résultat qu'il entrevoit, il doit de toute nécessité parvenir et féconder une partie de la science; le travail n'est jamais complètement absurde, il ouvre d'excellentes voies. Cet alchimiste qui recherche l'or en face de ses fourneaux durant les longues nuits d'hiver, rendait un service à l'étude; absorbé dans le désir de trouver une grande explication à la nature, un but à la vie des êtres qui s'entrechoquent et se dévorent, cet homme, en vivant de cette active pensée, était nécessairement en progrès; s'il rêvait le pays inconnu d'un monde imaginaire, ses expériences néanmoins restaient comme des faits et des conquêtes; il ne s'agissait que de les dépouiller. Le dix-septième siècle avait été fécond en combinaisons chimiques; ne serait-ce que cet art affreux des poisons porté à son raffinement le plus précis, le plus subtil, soit dans l'ordre des minéraux, soit parmi les végétaux. La mécanique suivait le mouvement de la chimie; au moyen âge il y avait bien de la perfection dans tous ces petits

(1) Je m'étonne qu'aucun savant n'ait entrepris encore l'histoire des phénomènes décrits à chaque page des chroniques; il y aurait des faits à observer.

(2) On peut voir dans la *Bibliographie astronomique* de Lalande le détail des nombreux ouvrages de Cassini. Son premier travail fut imprimé à Modène,

in-fol., en 1653, sous ce titre : *Observationes comete ann. 1652-1653*. On trouve dans les *opera astronomica* tous les opuscules qu'il avait publiés jusqu'en 1666.

(3) Voyez les *Mémoires* du marquis de Dangeau, ad ann. 1702.

rouages d'horloge, dans ces jeux d'orgnes, dans ces combinaisons de sons et de mouvemens qui nous étonnent encore par leur action si harmonieusement réglée, depuis les automates mouvans jusqu'aux merveilles du gouvernail et des rames des galères du dix-septième siècle. Dans l'institution de l'académie des sciences, la mécanique fut placée à côté de l'astronomie et des mathématiques, ces trois sciences qui avaient occupé en France des hommes à la hauteur de Pascal.

Le jardin des plantes médicinales, agrandi de plus de vingt arpens, reçut le titre de Jardin du Roi pour la culture et la pratique de la botanique et de l'apothécairie. Peu de progrès étaient accomplis dans la théorie et la classification des faits et des observations; mais le roi, dont les navires parcouraient les mers inconnues, recevait des animaux de toute espèce, comme présens et hommages des souverains, les plantes étrangères, depuis l'hysope modeste jusqu'au cèdre superbe, la vigoureuse végétation du tropique, et la fleur des régions boréales. La ménagerie royale, fondée sous François I^{er}, s'agrandit; les deys des côtes d'Afrique, les rajahs de l'Inde, envoyèrent au roi des animaux étranges, des faueons blancs, signes d'hommages, et ces races d'oiseaux d'Amérique si brillans de leur plumage magnifique. Ce fut un délassement pour la bourgeoisie de Paris que cette promenade au Jardin du Roi entre la Salpêtrière et le Val-de-Grâce, deux monumens également élevés par la munificence des monarques depuis Henri IV.

Le jardin des plantes médicinales dépendait de l'académie de médecine, une des créations du roi sous son médecin Fagon. Fagon venait de remplacer d'Aquin; il exerçait une grande influence sur la médecine, comme Félix sur l'art chirurgical. Fagon a laissé un précieux travail sur le tempérament de Louis XIV, et je ne puis résister au besoin de faire connaître ce document qui témoigne des progrès de la science médicale, en même temps qu'il nous fait pénétrer dans la personnalité intime de Louis XIV. Tout ce qui se rattache au roi mérite une attention profonde, car la santé de l'homme influe sur les destinées des gouvernemens et de la politique. « Les remarques sur ce qui regarde la santé du roi, que ce livre contient (1), dit Fagon, sont consacrées à ceux qui rempliront la charge de premier médecin, et je dois y faire entrer ce qui me paroît avoir pu se pratiquer plus utilement

pour le soulagement de Sa Majesté dans certaines occasions, ou ce qui peut donner une plus juste idée de sa constitution. M. d'Aquin suppose que le roi est naturellement bilieux, et ne parle que de bile évacuée dans toutes les purgations de Sa Majesté. Elle est cependant fort éloignée de ce tempérament qui rend le corps et l'esprit sujets à des dispositions toutes différentes des siennes. Les personnes dans le tempérament desquelles la bile prédomine, ont les cheveux et les sourcils ardens et la peau très-souvent teinte de jaune; elles ont assez de pente à vomir et à être dégonflées pour peu qu'il fasse chaud ou qu'elles soient elles-mêmes échauffées, et naturellement elles ont un médiocre appétit, le ventre ordinairement libre, et souvent plus qu'il ne faudroit. Leur inclination les pousse à la colère et à l'emportement, et rarement elles sont les maîtresses de la première fougue de cette humeur et des passions vaines et subites qu'elle excite, particulièrement quand elle est secondée d'un sang abondant et bouillant. Pas une de ces circonstances ne convient au roi. Ses sourcils et ses cheveux bruns ont presque tiré sur le noir. Sa peau, blanche au-delà de celle des femmes les plus délicates, mêlée d'un incarnat merveilleux, qui n'a changé que par la petite vérole et par le hâle auquel il s'est toujours exposé, est maintenant dans sa blancheur sans aucune teinte de jaune jusqu'à présent. Jamais personne n'a eu moins de pente à vomir; même dans le temps de la fièvre, où presque tous les autres vomissent, il ne le peut faire; et dans sa grande maladie maligne, et dont par conséquent le vomissement est un des plus ordinaires accidens, l'émétique le sauva en le purgeant par en bas, sans le faire presque vomir; il n'est que très-rarement dégoûté, même dans ses grandes maladies; et son appétit, en toutes saisons et à toutes les heures du jour, est également grand, et souvent il ne l'a pas trouvé moindre la nuit, quand ses affaires l'ont engagé à prendre ce temps pour manger, et en général il est plutôt excessif que médiocre. Son ventre est resserré, quelquefois très-constipé, et jamais lâche que par le trop d'alimens, par leur mélange ou par leur qualité. Personne au monde n'a été maître de soi-même autant que le roi; sa patience, sa sagesse et son sang-froid ne l'ont jamais abandonné. Avec une vivacité et une promptitude d'esprit qui le font toujours parler très-juste et répondre sur-le-champ avec une netteté et une précision si surprenantes,

lesquels entre Fagon ne permettent pas de les publier en entier, autrement que comme livres de médecine.

(1) Réflexions sur le tempérament du roi Louis XIV, 2 vol. manuscrits, fleurdelisés, ils se trouvent à la Bibliothèque du roi (fonds nouveau). Les détails dans

il n'a jamais dit un mot qui pût marquer de la colère ou de l'emporlement. Si l'on joint à toutes ces circonstances un courage inébranlable dans la douleur, dans les périls et dans la vue de ses plus grandes et des plus embarrassantes affaires qui soient jamais arrivées à personne, et une fermeté sans exemple à soutenir ses résolutions malgré les occasions et la facilité de satisfaire ses passions, peut-on douter que l'humeur mélancolique, tempérée du sang, n'en compose le mélange dans sa santé, et qu'étant allié dans ses maladies, l'humeur mélancolique n'y ait toujours prédominé, comme on l'a remarqué manifestement par la lenteur avec laquelle les plus considérables se sont déclarées, et entre autres sa grande maladie de Calais, les différens mouvemens de fièvre et de goutte qui lui sont arrivés, et la tumeur qui a été suivie de la fistule, que M. d'Aquin, contre ce qu'il avait avancé de l'humeur bilieuse excédante, a été obligé d'avouer que l'humeur mélancolique avait produite et rendue si lente à se déclarer et si difficile à disposer à la suppuration; et il est étonnant qu'ayant dû être convaincu par la nature de cette tumeur, par celle de tous les accès de fièvre et des fréquentes vapeurs qui ont si souvent incommodé Sa Majesté, que l'acide de l'humeur mélancolique en était la véritable cause, il n'ait pas tâché d'obtenir, pendant sa vie, que le roi voulût bien quitter l'usage du vin de Champagne, qui s'aigrit très-aisément, parce qu'il a plus de tartre et moins d'esprit que celui de Bourgogne, et que par conséquent il sentient et augmente l'aigreur de l'humeur mélancolique et ses mauvais effets. Et il n'y a pas moins de raison de s'étonner qu'il eût permis que le roi mangeât le plus mauvais pain du monde plein de beurre et de lait, très-propres l'un et l'autre à aigrir toutes les humeurs. Ce mauvais pain et le mélange du vin de Champagne que le roi avoit à ses repas en prenant le quinquina dans celui de Bourgogne, ont beaucoup contribué aux retours de la fièvre, à la chaleur, aux démangeaisons et aux inquiétudes qui incommodoient Sa Majesté pendant l'usage réitéré du quinquina en infusion dans le vin, et particulièrement le vin de Champagne qu'elle avoit aux petits repas de biseuit qu'elle faisoit le matin et après dîner entre les prises de quinquina, au lieu de l'eau pannée que le roi a bien voulu boire par mon conseil dans ces occasions depuis que j'ai eu l'honneur d'être son premier médecin. Cette quantité et ce mélange de vins dont je remarquois les mauvais effets, sans pouvoir y remédier, pendant que M. d'Aquin a été premier médecin, m'annoient obligé à insister que l'on tâ-

T. I.

chât de guérir le roi, après tant de rechutes, par la saignée et par les purgatifs réitérés, afin d'emporter par ces évacuations les restes du levain de fièvre qui ne s'amortissoit point absolument, parce que le vin que le roi prenoit n'étoit pas assez chargé de quinquina, M. d'Aquin n'ayant jamais voulu consentir aux trois infusions avec lesquelles j'ai eu le bonheur de guérir le roi dans l'année 1694. Au total, le roi Louis XIV est sanguin et sujet aux humeurs : c'est d'après cette observation que je l'ai traité.

Ces témoignages du médecin du roi nous donnent la juste mesure du tempérament de Louis XIV ; j'en tire ces détails qui me font entrer dans la vie intime de l'homme, dans la physiologie des caractères historiques ; car souvent les desseins les plus merveilleux, les plus hauts, sont bouleversés par un défaut d'organisation et un fatal dérangement d'hygiène ; Dieu a voulu nous montrer ainsi la petitesse de notre nature jusque dans les têtes les plus puissantes. Le passage d'une santé vigoureuse aux infirmités les plus dures, les plus cuisantes, explique les deux périodes de la monarchie de Louis XIV : l'une toute de vigueur, l'autre grande encore, résignée, mais qui perd tout-à-fait ce caractère aventureux ; le roi a dépensé dans ses jeunes années la vitalité de son corps et de sa monarchie ; il ne lui reste plus que la force et la dignité de caractère !

CHAPITRE L.

ADMINISTRATION ET LÉGISLATION DE LA MONARCHIE.

Système général d'administration. — Statistique de la province. — Son organisation. — Gouvernement militaire. — Civil. — Ecclésiastique. — Population. — Administration générale des finances. — Système militaire. — Lois judiciaires. — Ordonnance pour le parlement et les sénéchaussées. — Tableau de la législation.

1695 — 1700.

Le principe administratif de la monarchie de Louis XIV suit la même tendance, la même voie que le mouvement de la langue, des lettres et des sciences ; tout tend à l'unité. Le centre commun est

42

Versailles; les intendans correspondent directement avec les ministres secrétaires d'État; tout se fait sous l'impulsion royale. Mais en centralisant l'autorité, le roi conserve la division du sol par provinces; il ne brise point cette nationalité naturelle et grande que le temps a faite; la province était née toute seule; ses démarcations par les montagnes et les fleuves n'avaient rien d'arbitraire, rien de factice ni d'improvisé; elle avait sa nature, sa langue, sa foi, ses mœurs, son administration, ses chartes particulières.

C'est à cette époque qu'un vaste travail de statistique fut commandé à tous les intendans par un ordre spécial de Versailles; il s'agissait de faire connaître la force, les ressources, la population et la richesse de chaque province; la nature du sol, les charges de l'impôt et l'assiette des revenus. L'ordre fut donné dans les premiers jours de février 1695, et les statistiques furent terminées en 1700 dans l'espace de cinq années; courte période, si l'on remarque surtout l'étendue de ce travail qui compose encore plus de soixante volumes in-folio; l'histoire moderne n'offre rien de plus complet; les statistiques de l'Empire et du temps présent même sont très imparfaites à côté de ces beaux monumens de l'administration publique (1), et pour en donner

(1) Ces statistiques existent en plusieurs exemplaires aux mus. de la Bibliothèque royale. Elles n'ont jamais été consultées, et je serais heureux d'en révéler l'existence aux hommes qui se croient les créateurs de cette science aux temps modernes. En général, les statistiques modernes des départemens sont fort imparfaites; j'en excepte pourtant le bon travail de M. de Villeneuve Bargemont, qui administra si dignement les Bouches-du-Rhône sous la restauration.

(2) Pour donner une idée plus nette encore de ces grands travaux sur les provinces, je vais ajouter les notes statistiques sur la Bourgogne, une des vastes divisions de la France: « Mémoire sur le duché et pairie de Bourgogne; étendue des limites, chemins, rivières et ruisseaux; Église; noblesse; justice, coutumes et lois; main-mortes; évêchés; abbayes chefs d'ordres; gouverneur de la province; lieutenans généraux; gouvernemens particuliers; gouvernement de la ville et citadelle de Châlons-sur-Saône, de la ville et château d'Auxonne; capitaine de la ville de Mâcon et de la Tour-du-Poul, d'Auxon; gouverneur de Baume, de Bourbon-Lanay, d'Avolon, de Châtillon-sur-Seine, de Semur en Auxerrois, de Cravant, de Nuits, de la ville de Bourg-en-Bresse, du Pas-de-l'Écluse, de Gex, de Pierre-Châtel, de Belley, de Senecy, de Pont-de-Veyle, de Montluet; étendue du gouvernement de Bourgogne; étendue de la chambre des comptes; bureau des trésoriers de France; convo-

caion des États de Bourgogne; grande-maîtrise; bureaux des gabelles; commissaires; poids; mesure des grains, farines; haras. — Description du bailliage de Dijon: situation; longueur, largeur, vins, prairies, bois, forges, moulin à poudre, papeteries, commerce; nouveaux convertis. État des rivières, grands chemins; ponts et chaussées du bailliage de Dijon; ponts; états de l'Église; états de la noblesse des baillages de Dijon et de Nuits. — Description de la ville de Dijon; situation; origine; fortifications; château; cours; titres de la ville; églises; abbaye de Saint-Bénigne; abbaye de Saint-Étienne; paroisse de Saint-Médard; la Sainte-Chapelle; Sainte-Hotie; la Chapelote; commanderie de la Madeleine; hôpital du Saint-Esprit; hôpital de Notre-Dame de la Charité; Chartreuse; Jacobins; Cordeliers; Carmes; Jésuites; Minimes; Capucins; l'Oratoire; Séminaire; prêtres de la Doctrine chrétienne; Carmélites; Ursulines; Jacobins; Visitation; les Bernardins; l'abbaye de Saint-Julien ou de Rougemont; le Refuge; le Bon-Pasteur; hôpital de Sainte-Anne; Sainte-Marthe; le logis du roi; justice; parlement; chambre des comptes; officiers comptables; bureau des trésoriers de France; chambre des Élus; bailliage et présidial; Hôtel-de-Ville; milice bourgeoise; maréchaussée; table de morbre; eaux et forêts; la Monnaie; les consuls; grenier à sel; juridiction de la marque des fers et des cuirs; justice de l'abbé de Saint-Bénigne; justice de l'abbé de Saint-

cour du petit scel. Les États du Languedoc; la proportion de ce que chaque diocèse doit payer pour sa part d'impôts; les assiettes ou assemblées particulières de chaque diocèse; les droits; domaines, différences, octroi et crue, appointement, frais, don gratuit, gratification extraordinaire; ducs, vicomtes, douanes; état de ce que le roi a retiré du Languedoc jusqu'en 1698; commerce, canal. Situation de la ville de Castres; commune de la ville de Narbonne; diocèse de Lodève; ville de Lodève; pays d'Agde; pêche; ville d'Agde; territoire de Montpellier, commune de Montpellier; commerce de futaines; nombre de familles qui gagnent leur vie à la future; commerce de laine; blanchisserie de cire; manufactures de cuivre; commerce de cristal; commerce des vins, augmentation de ce commerce. Diocèse de Nîmes; état des marchandises qui s'y rendent; récapitulation du commerce de la province du Languedoc, tant des récoltes que des manufactures; estimation de ce qui sort de la riche et belle contrée; bureaux et droits du péage; ouvrages faits et à faire dans la province du Languedoc; ouvrages faits par les Romains; le camp de Marius; construction de la Maison Carrée sous l'empire d'Adrien; le temple de Diane; amphithéâtre de Nîmes; ouvrages de nos rois; pont Saint-Esprit; port de Cette; chemins royaux; ouvrages à faire dans le Languedoc; canal de Toulouse; canal de Beaucaire aux étangs d'Aiguemorte qui communiquait par le Rhône au canal que l'on veut faire d'Arles à la tour de Boue; canal du Gardon; irrigations; rivière de

Étienne; officialité; justice de la Sainte-Chapelle; officialité de Langres; banquiers; octroi et patrimoine. — Description du bailliage de Baume: confins, longueur, largeur, qualité du pays; bois, forêts-tailles; passages; mines; commerce; terres de grande mouvance; buguenots; rivières, chemins, ponts; états des bénéfices qui sont dans l'étendue du bailliage de Baume; abbaye, prieurés; états des gentilshommes du bailliage de Baume. — Description de la ville de Baume: situation, sources, figures, longueur, largeur, circuit, fortifications; ancienne mairie; bailliage; grenier à sel; traite foraine et collégiale; commanderie; paroisses; hôpitaux; chambre des pauvres; Hôtel-de-Ville; couvents; droits patrimoniaux; commerce; mœurs. — Description du bailliage de Nuits: situation, confins; bois; passages; mines; commerce; buguenots; rivières; chemins, ponts et chaussées; états des bénéfices du bailliage de Nuits; prieurés, cures, diocèses, seigneuries, fiefs, péages; états de la noblesse. — Description de la ville de Nuits: situation, circuit, portes, murs; antiquités; seigneurie; gouverneur; église collégiale, paroissiale; Capucins,

Cîte. Histoire du Languedoc sous Charlemagne; comtes de Toulouse; marquis de Gothie ou ducs de Septimanie; rénon de la province à la couronne; nombre des habitants; état du dénombrement par diocèse: des gentilshommes, bourgeois, marchands, artisans, laboureurs, femmes, enfants, mendiants et foux. Narbonne, Toulouse, Alby, Agde, Beziers, Montpellier, Lodève, Lavau, Le Puy, Mende, Mirrepeix; Montauban, Nîmes, Alais, Saint-Pons, Riens, Viviers, Uze, Saint-Papoul, Castres, Comminge, Carcassonne, etc. (1).

Ces statistiques si bien dressées, si exactement détaillées, révèlent une vive sollicitude d'administration publique. Les travaux de gouvernement, dans les temps plus modernes, égalent à peine ces simples mémoires d'intendants qui n'ont jamais prétendu à la célébrité de l'impression. Il faut dire que la vaste organisation provinciale prêtait beaucoup aux travaux administratifs; il ne s'agissait pas alors d'une circonscription arbitraire, mais d'une nationalité territoriale. La province avait sa justice propre, ses assemblées, ses États, son administration, ses métropoles, sa noblesse; tout était réglé et organisé sous les chartes de privilèges inhérentes au sol. Les parlements de Bretagne, de Normandie, de Provence étaient une force locale; c'était là que se formaient les magistrats, les légistes; ce qui explique cette puissance de capacités qui débordaient aux États-Généraux quand ils étaient convoqués sous la vieille monarchie. Tout ce qui est arbitraire est périssable et tombe; la

Ursulines; hôpital; bailliage; prévôt; grenier à sel; Hôtel-de-Ville; charges fixes; droits; patrimoines; impositions; commerce; mœurs; foires. — Description du bailliage de Saint-Jean-de-Laune: états des bénéfices du bailliage de Saint-Jean-de-Laune; prieuré, cures; états de la noblesse. — Description du bailliage d'Annonce: états des gentilshommes du bailliage d'Annonce; seigneuries; fiefs; péages. »

(1) *Récapitulation des peuples de tous les diocèses en Languedoc.*

Gentilshommes.	4,407
Bourgeois.	11,365
Marchands.	6,010
Artisans.	79,025
Laboureurs.	83,265
Femmes.	308,514
Enfants.	1,008,284
Mendiants.	33,648
Ménages.	342,738
Total général.	1,875,235

province durera plus long-temps que toutes les démarcations factices qu'un décret d'assemblées politiques a improvisées.

Comme il s'agit dans la période qui vient de s'accomplir d'un temps de besoin et de guerre, les finances furent la préoccupation spéciale du cabinet de Versailles; les premières mesures furent simples; elles consistèrent en des emprunts. Il n'y avait pas alors une dette publique à la charge du trésor; tout emprunt se faisait en rentes sur l'Hôtel-de-Ville, sur les fermes ou sur les autres branches de revenus publics, spécialement affectées; le roi créa un million quatre cent mille francs de rente au denier vingt, ce qui produisit vingt-cinq millions comptant. Les bourgeois de Paris aimaient beaucoup les rentes sur l'Hôtel-de-Ville; la grande cité avait de beaux revenus, beaucoup de bonnes propriétés administrées par les prévôts et échevins. On adopta une nouvelle combinaison d'emprunt; ce fut celle de la rente viagère à des intérêts réglés selon les âges; c'était une forme d'amortissement plus rapide et plus sûre que les combinaisons anglaises; le taux de la rente variait d'âge en âge, et l'intérêt se combinait à raison de toutes les époques de la vie. Pour l'enfant de cinq ans jusqu'à vingt, c'est le denier vingt et successivement, en s'amoindrissant jusqu'au denier huit pour la dernière classe, ce qui donnait 12 pour 100, tant en rapport avec les chances probables de la mort d'un vieillard. La rente viagère était une combinaison heureuse pour la dette publique, elle réduisait tout en pension, sorte d'amortissement tout simple, tout naïf des

premiers âges du crédit. Il n'y avait pas de dette perpétuelle, cet éternel fardeau pour l'Etat (1).

La vente des charges publiques fut également une ressource pour l'Etat. Les charges furent alors très-multipliées; il y eut office royal depuis le syndic des corporations de gantiers, passementiers, jusqu'au maître gourmet piqueur de vin, charge très-recherchée aux ports et halles de Paris. Le conseil exploita la vanité publique au profit du trésor; on permit aux maîtres et syndes de porter l'épée, de se vêtir noblement, de pailloter leurs beaux costumes du dimanche, alors que marguilliers ils tiendraient le banet de l'œuvre à la paroisse. Les corporations et les municipalités reçurent un certain caractère d'indépendance de cette création des charges publiques; les chefs de ces corporations devinrent inamovibles, perpétuels; il y eut des charges pour la vie, d'autres transmissibles dans les familles; la couronne aliénait ses droits d'administration pour des emprunts d'argent. Toute charge achetée fut une propriété; cela put avoir des inconvénients pour la couronne, mais le magistrat ne dépendait plus d'elle, il ne lui devait que le prix de sa charge, et c'était plus que l'immovibilité. La charge transmettait de plein droit la fonction; il y avait une responsabilité de famille, une hérédité de science que la vie austère des membres des races parlementaires imposait aux jeunes magistrats (2).

Il y eut d'importantes aliénations du domaine. Les rois, dans l'origine de la monarchie, vivaient du revenu de leurs propriétés féodales et des services de corps et d'argent que les vassaux leur devaient

(1) Voici une partie du texte de l'ordonnance sur l'emprunt :

« 4. Et pour établir un ordre plus naturel et plus juste parmi ceux qui viendront prendre et lever lesdites rentes, et faire en sorte que chacun se trouve associé avec des personnes à peu près du son âge, voulons que tous lesdits rentiers soient distribués en quatorze classes.

« La première, des enfants jusqu'à l'âge de 5 ans accomplis; la deuxième, de 5 ans jusqu'à 10 ans; la troisième, de 10 ans jusqu'à 15 ans; la quatrième, de 15 ans jusqu'à 20 ans; la cinquième, de 20 ans jusqu'à 25 ans; la sixième, de 25 ans jusqu'à 30 ans; la septième, de 30 ans jusqu'à 35 ans; la huitième, de 35 ans jusqu'à 40 ans; la neuvième, de 40 ans jusqu'à 45 ans; la dixième, de 45 ans jusqu'à 50 ans; la onzième, de 50 ans jusqu'à 55 ans; la douzième, de 55 ans jusqu'à 60 ans; la treizième, de 60 ans jusqu'à 65 ans; la quatorzième et dernière classe, de 65 ans jusqu'à 70 ans, et au-dessus, »

« 8. Et d'autant qu'il ne seroit pas juste que les enfants et autres personnes d'un âge robuste, qui selon le cours de nature doivent plus long-temps jouir desdites rentes, en tirassent un aussi grand intérêt que ceux d'un âge plus avancé, les rentiers des deux premières classes, jusqu'à l'âge de dix ans accomplis, se seront payés des intérêts de leur capital que sur le pied du denier 20.

« Ceux de la troisième et quatrième classe, de 10 à 20 ans, sur le pied du denier 18; ceux de la cinquième et sixième classe, de 20 à 30 ans, sur le pied du denier 16; ceux de la septième et huitième, de 30 à 40 ans, sur le pied du denier 14; ceux de la neuvième et dixième, depuis 40 à 50 ans, sur le pied du denier 12; ceux de la onzième et douzième, depuis 50 jusqu'à 60 ans, sur le pied du denier 10, et ceux de la treizième et quatorzième, depuis 60 ans et au-dessus, à raison du denier 8. » (Registre de la Chambre des comptes, ad ann. 1695.)

(2) Reg. de la Chambre des comptes, ad ann. 1693, 1697.

d'après les stipulations des vieilles chartes; plus tard les besoins se multiplièrent et les ressources furent moindres; les rois cherchèrent dans l'aliénation des domaines et dans l'accroissement de l'impôt de quoi pourvoir à leurs maisons militaires et civiles. Le principe était que le domaine restait inaliénable, mais la munificence du roi n'en tenait aucun compte: ce n'était que par des actes violents, des coups d'Etat pour ainsi dire, que le domaine rentrait, à de longs intervalles, dans les terres et droits aliénés; Louis XIV transmit par ventes, cessions à temps ou à toujours, un bon nombre de domaines pour satisfaire aux besoins de la guerre. A mesure qu'ainsi la royauté s'appauvissait, elle perdait quelque chose de sa force et de son caractère perpétuel; elle n'était plus inhérente au sol, elle dépendait plus directement du peuple; l'impôt était sa vie, et en refusant l'impôt on pouvait la priver de ses éléments essentiels d'existence. La royauté était menacée dès qu'elle n'était plus la grande propriétaire du sol; on marchait au système des listes civiles et de dynastie mobile comme la banque.

Il y eut également à cette époque un certain affranchissement des droits féodaux par l'achat des propriétés domaniales. La couronne possédait encore de nombreuses redevances féodales; tels étaient les droits de *lods*, rachats, hommage, moulins, service de corps ou de fiefs; des ordonnances royales permirent à toute personne qui devait droits à la couronne de les racheter moyennant deniers (1). La liberté de la terre vint ainsi, comme l'affranchissement des personnes, par le besoin d'argent. Louis XIV donna le premier l'exemple de l'abolition absolue du système féodal; il affranchit la terre qui était toute la base de ce système. Le sol, dans le droit féodal, allait du dernier fief aboutir à la tour du Louvre; le roi était le seigneur terrier de tous les possédans fiefs. L'agriculture reçut aussi une impulsion; le conseil s'occupa d'ensemencer toutes les terres du domaine; et imposa l'obligation de la culture à tout propriétaire. Il ne put y avoir de terrain vague, de propriété abandonnée (2); tout ce qui était sol avait un maître, et quand on ne cultivait pas, la terre revenait à la couronne ou au fisc. Ces mesures rigoureuses et exceptionnelles tenaient alors aux idées qu'on s'était faites des droits de la couronne sur les propriétés des sujets; comme on parlait du principe que toute terre dépendait du domaine, il en résultait que le roi avait la souveraine dis-

position de la terre, quand c'était un fief surtout. D'où venait le droit de confiscation porté à ses dernières conséquences en ce qui touchait les biens des religieux fugitifs. Le domaine se réserve la libre disposition de ces propriétés; le protestant émigré n'a plus la jouissance de ses biens; on le considère comme le mort civil du droit romain; sa succession est ouverte; s'il a des parents catholiques, ils lui succèdent, sinon c'est le fisc. Chose curieuse, toutes les lois contre les émigrés politiques de 1789 ont leur origine et leur exemple dans les ordonnances contre les émigrés religieux de l'époque de Louis XIV; tant il est vrai que tous les systèmes violents se ressemblent! les mêmes causes produisent des résultats identiques. La réaction n'est que la violence contre la violence: c'est une sorte de justice de Dieu.

Avec les finances il fallait encore les moyens militaires, les ressources actives, pour s'opposer aux fortes batailles des alliés; alors fut organisée la milice sur la plus vaste échelle: la milice enrégimentait les troupes provinciales. L'ordonnance qui la forme sur un pied militaire la place sous la conduite de gentilshommes, des familles puissantes du pays; tout village d'un certain nombre de feux doit un homme, c'est le principe posé par l'ordonnance (3); si cet homme n'est pas fourni, il y aura contrainte et saisie des revenus de la commune ou du village. Les vieux gentilshommes, officiers en retraite, prennent le commandement des milices, qui s'exercent au tir tous les dimanches au sortir de la messe. Cette création de la milice sur un si grand pied, cet emploi d'une force de paysans et de peuple, faisait de la France une nation toute militaire; elle appelait un roi soldat, un homme de guerre pour porter désormais cette couronne belliqueuse; la milice prépara de rudes jours aux rois pacifiques; elle aida l'époque de la révolution française et le temps de Napoléon.

L'extension démesurée des lettres de marque faisait pour les escadres ce que la milice enfantait pour les armées de terre; cette exagération de la course donnait une importance à la marine bourgeoise et marchande; c'était une force en dehors de la royauté et de la noblesse. Un code de prises fut rédigé avec un soin non moins attentif que l'ordonnance de la marine. Un tribunal spécial fut organisé pour le jugement des prises; ce code contient plus de trois cents articles sur les procédures et les principes d'après lesquels la validité des prises put être

(1) Reg. du Parlement, ad ann. 1693, 1697.

(2) Reg. du Parlement, ad ann. 1693, 1697.

(3) Reg. du Parlement, ann. 1693-1697.

appréciée et jugée (1); c'est enfin ce tribunal qui doit décider la manière dont la capture sera répartie entre les maîtres, les équipages, et le trésor des invalides, qui a une part dans le droit des capteurs; car cette caisse était un des éléments de la fondation du grand hôtel. Ainsi la milice et les corsaires faisaient de la France un peuple de soldats et de marins; noblesse, bourgeoisie, paysans, tous allaient apprendre la guerre; et c'est un terrible héritage pour les princes que d'avoir à contenir un peuple qui sait manier les armes.

Quand on demande beaucoup à un pays, il faut beaucoup lui donner. Les ordonnances de Louis XIV furent donc de véritables concessions; on suspendit toutes poursuites pour dettes contre ceux qui prenaient les armes pour le roi (2); loi depuis renouvelée pour les défenseurs de la patrie. On concéda des terres, des cordons à ceux qui s'étaient distingués. Puis enfin une ordonnance royale constitua une sorte de noblesse élective pour les services rendus au roi et au pays par la classe bourgeoise. « Si la noble extraction, dit l'ordonnance, et l'antiquité de la race qui donne tant de distinction parmi les hommes, n'est que le présent d'une fortune aveugle, le titre et la source de la noblesse est un présent du prince qui sait récompenser avec choix les services importants que les sujets rendent à leur patrie. Ces services, si dignes de la reconnaissance des souverains, ne se rendent pas toujours les armes à la main; le zèle se signale de plus d'une manière, et il est des occasions où en sacrifiant son bien pour l'entretien des troupes qui défendent l'État, on mérite en quelque sorte la même récompense que ceux mêmes qui prodigent leur sang pour le défendre. C'est ce qui nous a fait prendre la résolution d'accorder cinq cents lettres de noblesse dans notre royaume, pour servir de récompense à ceux de nos sujets qui, en les acquérant par une finance modique, contribueront à nous fournir les secours dont nous avons besoin pour repousser les efforts obstinés de nos ennemis. A ces causes, anoblissons dans notre royaume, pays, terres et seigneuries de notre obéissance, le nombre de cinq cents personnes qui seront choisies parmi celles qui se seront le plus distinguées par leurs mérites, vertus et bonnes qualités. Seront préférés ceux qui, par des emplois, des charges qu'ils auront exercés ou qu'ils exercent, se sont rendus recommandables

et dignes d'être élevés à ce degré d'honneur et de distinction; même les négociants et les marchands faisant commerce en gros, qu'ils pourront continuer sans déroger à ladite qualité de noble; à chacun desquels nous ferons expédier nos lettres particulières d'anoblissement, qui seront enregistrées dans nos cours de parlement, chambres des comptes, cours des aides et bureaux de nos finances même aux greffes de nos bailliages, sénéchaussées et élections où les impétrants seront domiciliés; de tous lesquels enregistremens les frais seront modérément taxés par arrêt de notre conseil; en vertu desquelles lettres voulons qu'ils soient tenus, censés et réputés pour nobles, ensemble leurs enfans et postérité, nés et à naître en loyal mariage, tout ainsi que s'ils étoient issus de noble et ancienne extraction, et comme tels ils soient honorés et respectés dans tous actes, assemblées et occasions, et qu'ils puissent prendre la qualité d'écuier et parvenir au degré de chevalerie et autres réservés à notre noblesse; jouir et user de tous les honneurs, prérogatives et privilèges, prééminences, franchises, libertés, exemptions et immunités dont jouissent les autres nobles de notre royaume sans distinction. Comme aussi qu'ils puissent acquérir, tenir et posséder tous fiefs, terres et seigneuries nobles, de quelques titres et qualité qu'elles soient. Nous leur permettons de porter armoiries timbrées, telles qu'elles seront réglées par notre juge d'armes de France, qui seront empreintes et blasonnées dans nos lettres d'anoblissement; à la charge de vivre noblement sans déroger à ladite qualité, et de nous payer les sommes auxquelles il seront modérément taxés en notre conseil par les rôles qui y seront arrêtés, sur les quittances du garde de notre trésor royal en exercice, lesquelles leur seront délivrées, sans que lesdits anoblissemens puissent être par nous et nos successeurs supprimés, ni révoqués ni sujets à aucune taxe, pour être confirmés, attendu la finance qu'ils nous paient dans les besoins pressans pour lesquels nous les accordons. Si donnons, etc., etc. (3). »

Cette création d'une noblesse élue, d'un titre accordé au mérite, est un des faits les plus considérables du règne de Louis XIV; il y a dans cette ordonnance des idées d'égalité et des principes qui appartiennent à une époque plus avancée; la noblesse ne vient plus de la naissance; elle est ac-

(1) Les ordonnances des courses et prises portent les dates de 1694-1697. (Archives de la Marine.)

(2) Ordonnance de l'ann. 1696 (Chamb. des comptes).

(3) Le texte de cette curieuse ordonnance fut regis-

tré au parlement de Paris; elle s'est maintenue comme une loi de la monarchie. Depuis, les rois avaient conservé l'usage d'envoyer l'épée de noblesse à ceux des commerçans qui s'étaient le plus distingués.

cordée par le roi. Que les idées ont marché! Le conseil de Louis XIV fait même de la philosophie sur les hasards de l'origine avec une certaine liberté qui se ressent de l'école hollandaise; il proclame l'élevation par le mérite. C'est ce qui se produit toujours aux temps de grandes nécessités pour un Etat; alors on marche comme malgré soi à l'égalité, qui est l'état de nature des sociétés. Comme on a besoin de tous, on donne des droits à tous; la capitation n'est-elle pas l'impôt général et commun sans distinction de naissance? la milice n'est-elle pas l'égalité dans le principe militaire sans distinction de rang? l'ordre de Saint-Louis n'est-elle pas l'unité dans le principe militaire, sans privilège de naissance? Le rachat des droits féodaux est la liberté de la terre; la vente des charges prépare l'immovibilité des fonctions et l'indépendance des corps municipaux; enfin l'anoblissement électif et par masses est le dernier coup porté à la vieille constitution monarchique. Louis XIV lance la société dans des voies nouvelles, dans un avenir qui a formé la base de la législation au dix-huitième siècle.

(1) Collection des ordonnances, ad ann. 1606, 1700.

(2) J'ai trouvé le tableau des divers salaires par jour accordés aux classes appelées à des fonctions ou à un témoignage en justice; je le donne pour bien faire connaître la hiérarchie des rangs dans la société sous Louis XIV :

A un cardinal, 20 liv.; à un archevêque, 15 liv.; à un évêque, 10 liv.; à un abbé, 7 liv. 10 s.; aux prieurs, doyens, prévôts et archidiacres des églises cathédrales, 6 liv.; aux chanoines et aux curés, 5 liv.; aux prêtres et aux religieux qui viendront par lettres capitulaires, 3 liv. 15 s.; que les voyages ne seront pas taxés aux princes, ducs et pairs, maréchaux de France, quand il s'agit de leurs droits hors Paris, s'ils en chargent un procureur ou bien encore un homme de cheval, et pour faire juger un écuyer seulement; aux chevaliers des deux ordres du roi, 12 liv. 10 s.; aux marquis et comtes, 10 liv.; aux barons, 9 liv.; aux chevaliers et aux écuyers, sans autre titre, 7 liv. 10 s.; aux officiers du roi et des maisons royales, suivant leurs qualités; aux gendarmes-du-corps, gendarmes, mousquetaires, chevaux-légers, pendant le temps de leur escadre, sera taxé du lieu de la cornette, en faisant le voyage avec congé, 7 liv. 10 s.; quand ils ne seront à la cornette ou qu'ils seront vétérans, il leur sera taxé de leur domicile même somme; ou prévôt des maréchaux, 7 liv. 10 s.; un lieutenant, 6 liv.; un greffier, 3 liv. 15 s.; aux présidents des élections, 6 liv.; aux élus avocats et procureurs du roi, 4 liv.; aux lieutenants des sièges particuliers, assesseurs, avocats, procureurs du roi es-dites maîtrises,

Pendant cette période de guerre, la législation civile est stationnaire; il n'y a pas d'ordonnance capitale, de ces vastes codes qui règlent les pouvoirs; ce qui tient à la justice des parlements et des sénéchaussées est presque nul. En prenant la législation d'un certain point de vue, on trouve les principes suivants établis par les ordonnances: les vols de comptables qui excéderont trois mille livres entraîneront la peine de mort; les offices de notaires, procureurs, huissiers et sergens sont déclarés héréditaires (1). Le cours des études de droit est fixé à trois ans; nul ne pourra être bailli et licencié sans cette étude préalable. Une ordonnance règle le délai de l'insinuation des actes; le nombre des sergens au Châtelet fut porté à cent vingt; tout exploit d'huissier dut être soumis au contrôle pour éviter les faux et les antedates; la prescription, des salaires d'avocat fut fixée à deux ans; les frais de voyage de tous les fonctionnaires furent établis à savoir: le cardinal dut avoir par jour vingt livres; un chevalier des ordres douze livres; jusqu'au savetier, qui ne pouvait exiger que trente sous pour sa vacation (2). Toute écriture

6 liv.; aux grands-maîtres des eaux et forêts, 8 liv.; aux maîtres particuliers, lieutenants, avocats, procureurs du roi es-dites maîtrises, 6 liv.; au greffier, 3 liv. 15 s.; aux gréniers, contrôleurs, procureurs du roi, officiers des greniers à sel, 3 liv. 15 s.; aux secrétaires du roi, gardes des rôles, auditeurs et trésoriers du seau, 7 liv. 10 s.; aux référendaires, chanceliers et huissiers en la chancellerie, 3 liv. 15 s.; aux receveurs généraux des finances, trésoriers ordinaires des guerres et de la maison du roi, 6 liv.; aux trésoriers provinciaux, commissaires des guerres, contrôleurs des domaines, payeurs des gages, receveurs des consignations, receveurs des tailles, commissaires aux tailles réelles, 4 liv.; aux capitaines, 7 liv. 10 s.; aux lieutenants, enseignes et capitaines appointés, 6 liv. 6 s.; aux présidents des cours souveraines, 15 liv.; aux conseillers desdites cours souveraines, 10 liv.; aux gens du roi desdites cours, 10 liv.; aux greffiers en chef, 7 liv. 10 s.; aux avocats exerçant auxdites cours, 6 liv.; aux officiers des chambres des comptes, sera taxé comme cours souveraines, à l'exception des correcteurs et auditeurs, qui ne seront taxés que pour 6 liv.; aux trésoriers de France, avocats et procureurs du roi es-dits bureaux, 7 liv. 10 s.; au greffier, 4 liv.; au lieutenant général d'un siège où il y a présidial, 7 liv. 10 s.; aux présidents des sièges présidiaux, 7 liv. 10 s.; aux lieutenants particuliers et criminels, conseillers, avocats et procureurs du roi auxdits sièges, 6 liv.; aux lieutenants généraux des bailliages et sièges royaux ressortissant annuellement en la cour, 6 liv.; aux lieutenants particuliers, conseil-

de justice dut se faire sur papier timbré, quelques autres sur parchemin quand il s'agissait de droits ou d'honneur de famille. Les contrats de mariage portèrent hypothèques, qu'ils fussent reçus par les secrétaires du roi ou par les notaires; on régla le droit des huissiers à cheval et sergens à verges du Châtelet. La soumission respectueuse ne put être faite aux pères qu'après en avoir demandé la permission au juge du pays. Le délai d'enregistrement pour les actes de notariat fut fixé à quinzaine; on ne put tenir hôtellerie sans l'autorisation du roi. Une autre ordonnance indique la purge des hypothèques pour les biens acquis par le roi; en chaque élection du royaume, il dut y avoir un intendant criminel. Des réglemens sur les navires neutres établissent les grands principes soutenus depuis par l'empire de Napoléon : « que le pavillon couvre la marchandise, et qu'un bâtiment visité cat un bâtiment qui a subi la loi de l'ennemi. » Le roi défend encore d'exercer la médecine sans permission; il y a règlement des cours prévôtales; sept juges sont nécessaires pour prononcer sentence. La police pour la navigation des rivières et fleuves, pour l'administration des fontaines, est encore partiellement régie par les ordonnances (1). La juridiction ecclésiastique est limitée dans de justes bornes; les évêques auront la juridiction des monastères, à moins qu'il ne s'agisse d'un ordre spécialement exempté. Enfin, et pour résumer la pensée de cette législation, elle est dominée dans ces périodes belliqueuses par la nécessité de la guerre; enlevez cette empreinte, le système rentre dans la combinaison de sagesse et de prévoyance qui caractérise l'administration de Louis XIV. Il ne faut pas espérer, aux époques violentes et désordonnées, ces beaux codes de prévoyance et de sagesse qui marquent les temps de calme et de restauration; quand un système est entraîné par la main terrible des factions ou de la guerre, il ne faut que des lois de circonstances; il vit au jour le jour; on doit s'abstenir alors d'y

chercher la grande voix de l'équité et la justice de Dieu !

CHAPITRE LI.

ATTITUDE DES MÉCONTENS ET DES HDGUENOTS EN FRANCE.

Parti des gentilshommes du midi. — Le marquis de Guiscard. — Ses projets. — Union avec les huguenots. — Prédication. — Le Languedoc. — Le Dauphiné. — Les Cévennes. — Premier symptôme de sédition. — Prophètes, origine des Camisards. — Commencement de la répression militaire.

1697 — 1700.

Aux époques agitées de la Réforme et de la Fronde, il s'était formé un parti de mécontents politiques qui, s'appuyant sur les opinions religieuses, avait renouvelé la vieille idée des ligueurs du bien public; ici c'étaient des gentilshommes féodaux impatients de l'autorité royale; ils saisissaient la pertuisane et l'arquebuse au premier signal pour reconquérir leurs privilèges et leurs droits menacés; là c'étaient des parlementaires revêtus de la toge magistrale qui jetaient en fermentation des idées de remontrance et d'antiques libertés. Plus le roi Louis XIV avait fortement réprimé les tentatives de rébellion pour constituer son autorité absolue, plus les mécontents fermentaient d'énergie, secondés par la misère publique et la violence des guerres à l'extérieur. L'exemple de la révolution d'Angleterre, la liberté hollandaise qui brillait si puissante sous les États-Généraux, la surabondance des idées éclatant alors partout, poussaient la société dans une indicible agitation (2).

lers, avocats et procureurs du roi auxdits bailliages, 100 s.; aux officiers des prévôtés royales non ressortissans en la cour, 4 liv.; aux avocats plaident aux sièges ressortissans en la cour, 4 liv.; aux procureurs, greffiers, notaires, 3 liv. 15 s.; à tous marchands orfèvres, horlogers, teinturiers, apothicaires, barbiers, cordonniers, maréchaux, tailleurs, menuisiers, serruriers, maîtres charpentiers, maçons, couvreurs de villes capitales des provinces et autres où il y a jurande, et laboureurs, sera taxé, pour voyage d'homme de cheval, 3 liv. 15 s., et à ceux des autres villes, ensemble aux

savetiers, porte-faix, vigneron, même aux menuisiers qui ne sont propriétaires des moulins qu'ils occupent, sera taxé seulement pour voyage d'homme de pied, 30 s. » (Ordonnance du mois de septembre 1694, collection de Louis XIV.)

(1) Collect. des ordonn. de Louis XIV, ad ann. 1695-1697.

(2) L'action et la réaction des écoles étrangères sur la France se font alors vivement sentir par les pamphlets. (Voyez t. III.)

Les provinces méridionales de la monarchie s'étaient toujours maintenues dans un esprit d'indépendance plus vigoureux. Le système municipal n'avait jamais été complètement éteint; les traditions de municipes romains vivaient encore dans les cités, parmi les capitouls. Le peuple était ardent, libre de paroles, hardi de résolution; la noblesse du Languedoc, du Rouergue, du Quercy vivait dans ses châteaux de hautes montagnes: il y avait là du vieux sang, des races qui remontaient aux ducs et rois de Gascogne à ce *Lupus* de l'époque carlovingienne, si vigoureux dans la chasse aux forêts, et qui reçut le surnom de *Loup*, en mémoire de sa force et de sa ruse. Parmi cette noblesse du Quercy, de la Guiane et du Rouergue, on rencontrait çà et là quelques souvenirs de la domination anglaise au temps du prince Noir (1); les formes des tourelles demi-normandes, les créneaux saxons, les cathédrales élancées dénotaient le passage des barons et des ducs d'outre-mer; plus d'un gentilhomme du midi écartelait ses armes d'un griffon, d'une licorne ou d'une merlette des Bedford ou des Devonshire. C'était dans le midi que les ducs de Montmorency avaient organisé la grande résistance dans le parti des gentilshommes à l'époque de la Ligue et sous Richelieu; les huguenots avaient aussi préparé sous Louis XIII la république méridionale avec les formes et les idées de la confédération de la Hollande et de la Suisse (2).

Les configurations du midi, de la Languedoc, du Rouergue et du Quercy surtout, se prêtaient admirablement à la guerre civile; il y avait là des villes municipales presque toutes catholiques, ardentes et fortement dessinées pour la liberté locale; il y avait des montagnes escarpées et solitaires, peuplées de forêts magnifiques ou d'arides rochers; le paysan était huguenot ou nouveau converti, ce qui n'était qu'un déguisement de la croyance antique. Quand on parcourait le pays qui s'étend depuis Tulle jusqu'à Castres et Alby, depuis le Puy jusqu'à Béziers, on était frappé de la physionomie agreste et presque sauvage du pays; la campagne était coupée de monts et de vallées, de haies, de rivières, de forêts, puis des villes aux remparts et aux tours demi-ruinées, de villages peuplés de robustes et hardis paysans couverts de bure; tous portaient le chapeau à large bord, tel encore que le dépeignent les grossières images catholiques du seizième

siècle, alors que les huguenots démolissaient les églises et coupaient la tête aux saints de pierre, les vieux amis des populations municipales.

Tout à côté de la province du Languedoc, et formant une de ses dépendances sous l'intendant, se déployaient les Cévennes; quand vous avez passé un des petits ruisseaux qui se jettent en bondissant dans l'Ardeche près de Joyeuse, et que vous avez franchi la petite chaîne de montagnes de Saint-Ambroise et de Bane, vous arrivez à Alais sur le petit bras du Gardon murmurant, lequel devient si beau, si limpide sous le magnifique pont romain. A quelques lieues plus loin, sur l'autre bras du Gardon, se montrait Anduze, et à peu de distance encore Saint-Hippolyte, devenu comme le centre et la métropole de la huguenoterie (3). Au levant de la vieille cité se trouvait tout le pays boisé et montagneux qui s'étend jusqu'au large Gardon par le bois de châtaigniers de Leux, les frères de Boneaivan, et en descendant un peu au midi jusqu'à Nîmes par le bois de Vaqueiroles, bois sacré qui précédait le temple de Diane aux murs de cette ville toute romaine de Nîmes avec ses arcs de triomphe, ses temples et ses arènes, aussi majestueux que le grand cirque du Campo-Vaccino. Au couchant de Saint-Hippolyte le pays était moins riche et plus désert; on voyait grandir les montagnes élevées de la Sérane, las ources de l'Ilérant, Notre-Dame de Londres, souvenir curieux qui se rencontre là jeté, le Vigan avec sa ceinture de cols, et en remontant aux hautes Cévennes, on trouvait ces coteaux boisés, ces agrestes déserts qui font de Barre, de Saint-André, de Florac, jusqu'au pied du Caussefont (le haut pic des Cévennes), des pays plus inconnus au milieu de la France que ces contrées que nous allons rechercher à quelques mille lieues de la patrie.

Ce n'était passans motif que les calvinistes avaient choisi les Cévennes pour le théâtre de leur prédication. Ces inaccessibles montagnes ne permettaient pas une surveillance attentive; ces populations demi-sauvages vivaient dans des villages suspendus au pied des rochers; les ministres pouvaient trouver asile dans les forêts séculaires, dans des cavernes profondes et rocailleuses. La paix de Ryswick n'avait pas changé la situation du parti calviniste; on a vu qu'un des articles du traité avait cédé la principauté d'Orange au roi Guillaume d'Angleterre (4). Orange était non loin du Rhône; cet oasis du calvinisme

(1) Au temps actuel c'est encore cette belle famille des gentilshommes du Périgord et de la Guiane qui s'est conservée la plus intacte dans ses blasons.

(2) Voyez le tome III de mon travail sur Richelieu, Mazarin et la Fronde.

T. I.

(3) Je parcourus les Cévennes en 1834, village par village, et je parvins à dresser une carte pittoresque du théâtre de la guerre; elle servira plus tard à mon récit.

(4) Article 13 du traité avec Guillaume III.

jeté au sein de la catholicité à quelques lieues de la ville papale d'Avignon, tonnellée comme une Cybèle antique, était devenu l'asile de tous les persécutés par l'édit de Louis XIV. Vainement avait-on défendu cette émigration ; de tous côtés les calvinistes accouraient à Orange pour y chercher la liberté. Depuis un an plus de mille familles s'étaient abritées dans la principauté, riche seigneurie qui s'étend en prés fleuris jusqu'à Cadérouse et Mornas, lorsqu'on a passé sous l'arc de triomphe d'Orange ombragé de peupliers. Ces belles terres se vendaient hors de prix ; la ville s'agrandissait d'hôtels et de rues ; trois prêches étaient coutumièrement ouverts on pieux empressément des calvinistes. Orange était parfaitement située pour entretenir dans les Cévennes le feu du saint zèle pour le préche (1). En traversant le Rhône à deux lieues d'Orange par la barque de Roquemare, les ministres, sous le déguisement de marebans, ou quelquefois même de clercs catholiques, gagnaient les bois qui environnent Uzès, et de là ils se jetaient aux montagnes d'Arpallargues, de Montaren et de Foissac, lieux où il y a autant de châteaux que de pics de collines, où chaque manoir a son histoire locale comme toutes ces ruines que l'on voit aux bords du Rhône (2). Une fois dans les Cévennes, au-delà du Gardon, les ministres prêchaient la parole de Dieu et répandaient les promesses et les espérances de leurs frères de Genève, d'Angleterre et de Hollande. Il y avait une vive agitation à la suite de ces ministres ; par-

tout alors éclataient les prophéties, le don de la double vue ; des femmes, de jeunes vierges de la montagne, s'annonçaient comme ayant la prescience de l'avenir et des miracles. Les Cévennes étaient remplies des plus incroyables légendes parmi les pauvres d'esprit. On voyait partout des traits d'héroïsme et de martyre ; on mourait pour sa croyance, sans murmurer, avec des transports de joie indicibles ; il régnait dans toutes ces montagnes un esprit de sacrifice qui faisait pressentir un de ces grands mouvements, de ces agitations soudaines de peuple se manifestant par les armes (3).

Telle était la crainte de M. de Bâville, le zélé et habile intendant du Languedoc ; c'est d'après son conseil que le cabinet de Versailles avait adopté deux mesures administratives pour le gouvernement des Cévennes ; la première consistait dans l'organisation des missionnaires qui allaient prêcher aux déserts et dans les villages lointains ; c'était l'enseignement qu'à toutes les époques les pouvoirs croient nécessaire pour seconder le développement de leurs pensées et de leurs systèmes. Ces missionnaires se répandaient jusque dans les plus intimes retraites. Profondément pénétrés de leurs doctrines et de leur vérité, ils y apportaient ce zèle, cet élan de prédication qui blessait et irritait des consciences aussi ferventes que les leurs. Quand une troupe de missionnaires catholiques arrivait aux montagnes naguère visitées par un ministre calviniste, le paysan était toujours tenté de saisir son

(1) Une ordonnance de Louis XIV, de 1688, défendait à tous sujets de séjourner dans la principauté d'Orange, sous peine des galères. Cette ordonnance fut impuissante.

(2) J'ai voulu suivre moi-même l'itinéraire des ministres protestants qui se rendaient par Mornas dans la montagne ; le trajet est de vingt-neuf lieues à cheval.

(3) Je trouve dans le livre si curieux qui fut publié à Londres par les calvinistes sous le titre de *Théâtre sacré des Cévennes*, le témoignage suivant d'un catholique :

« Il est constant que depuis le mois de juin de l'année 1688, jusqu'à la fin de février de l'année suivante, il s'éleva dans le Dauphiné, et ensuite dans le Vivarais, cinq ou six cents religieux de l'un et de l'autre sexe, qui se vantaient d'être prophètes et inspirés du Saint-Esprit. La secte des inspirés devint bientôt nombreuse, les vallées en fourmillaient, et les montagnes en furent couvertes. Ce fanatisme fut répandu à grands flots avec tant de rapidité, que la flamme d'un embrasement poussé par le vent ne passe pas plus vite de maison en maison que cette furor vola

de paroisse en paroisse. Il y avait une infinité de petits prophètes, il y en avait des milliers.

« Les prophètes disaient que leurs chutes avoient quelque chose de merveilleux et de divin, et qu'elles commençoient par des frissons et des faiblesses, comme des fricoteurs, qui leur faisoient étendre les bras et les jambes, et bâiller plusieurs fois avant que de tomber. Ils battoient des mains, ils se jetoient par terre à la renverse ; ils fermoient les yeux ; leur estomac s'enflait ; ils demouroient assoupis en cet état pendant quelques momens, et ils déçoisoient ensuite, en se réveillant en sursaut, tout ce qui leur venait en bouche : ils disoient qu'ils voyoient les cieux ouverts, les anges, le paradis et l'enfer.

« Ceux qui étoient disposés à recevoir le don (l'esprit) de prophétie, ne tomboient pas seulement dans les assemblées quand on en étoit miséricorde ; mais à la campagne et dans leurs maisons, ces pauvres insensés croyoient être effectivement inspirés du Saint-Esprit, et prophétisoient sans dessein et sans suite ; les moindres assemblées étoient de quatre ou cinq cents ; il y en a eu quelques-unes de trois ou quatre mille personnes. »

arquebuse et d'en finir par un coup de feu avec ces disciples de Babylone la prostituée, image figurée de l'Église catholique ; de quelle fureur ne devait-il pas être animé lorsqu'il voyait ses fils, sa femme, ses filles conduits violemment à la prédication des missionnaires et des curés pour adorer le veau d'or, idole de Rome papistique ! Les missionnaires se montraient impérieux pour les nouveaux convertis ; ils exigeaient des certificats de confession et d'actes catholiques : car les pouvoirs viciés en sont tous là ; les sermens impératifs, les certificats de civisme ne sont que des billets de confession en politique (1) !

Pour soutenir la prédication de doctrines, M. de Bâville organisa également des moyens militaires qui pussent retenir les Cévennes en pleine voie d'obéissance ; il avait demandé quelques régimens de dragons, les meilleures troupes de répression alors, car les dragons servaient à cheval on mettait pied à terre (2) ; ils pouvaient graver les collines escarpées, et braves cavaliers ils chargeaient dans la plaine. Bâville répartit ces troupes en postes militaires dans les villages par divisions de vingt à trente hommes, et ces divisions se tenaient toutes, se prêtant un mutuel secours à des signaux donnés. Quand une mission se portait sur un point de la province, comme elle soulevait les flots populaires parmi les montagnes, on la faisait suivre des dragons, dont l'uniforme était devenu la terreur de ces contrées. Il y avait partout les symptômes d'une sédition violente ; tantôt M. de Bâville apprenait qu'on avait brûlé une église, démoli les mu-

raillies d'un presbytère. Quelquefois la fermentation allait jusqu'à l'assassinat ; on égorgeait des missionnaires sur la route, et de petites bandes parcouraient les chemins la bouche pleine de menaces. Il était impossible que tous ces symptômes n'annonçassent pas une guerre civile violente.

Ce fut dans cette situation des esprits que le parti des gentilshommes inquiets, les féodaux mécontents, voulurent renouveler les projets des Montmorency, qui consistaient à s'unir avec les calvinistes pour organiser la vieille idée de l'indépendance méridionale. L'inquiétude générale répandue dans tous les esprits, la lourdeur des charges publiques, l'irritation du peuple, tout devait servir à l'accomplissement de ce dessein ; il fut conçu plus fortement encore et mené par un esprit hasardeux et intrigant, le marquis de Guiscard, qui prit alors une attitude politique remarquable. Antoine de Guiscard, abbé de la Bonrière, appartenait à l'antique famille des Guiscard du Rouergue ; quelques-uns disent qu'il descendait de cette race aventureuse et normande des Guiscard, que la vieille chronique exalte tant pour sa finesse et sa chevaleresque valeur. De bonne heure il avait quitté le pays de Rouergue et de Quercy, ses forts châteaux, ses bonnes terres ; puis secourant ses modestes devoirs d'abbé, il avait pris en Hollande et en Angleterre le nom de marquis de Guiscard. C'est dans cette sorte d'exil qu'il conçut le projet de soulever le midi de la France contre la puissance de Louis XIV, où, pour me servir de sa propre expression, il voulait enfin « rendre la liberté publique à sa patrie (3). »

(1) L'histoire des missions dans les Cévennes a été conservée dans le *Recueil général des Missions*.

(2) Voici comment le *Théâtre sacré des Cévennes* raconte le commencement de ces exécutions militaires :

« Le capitaine Tirbon donna, avec dix hommes de sa compagnie, sur une des assemblées ; on en tua trois (mais il fut assommé à coups de pierres, avec neuf soldats). Folville, colonel du régiment de Flandre, qui étoit sur les lieux avec quatre compagnies seulement, fit aussi de son mieux. Il est vrai que cette saignée ne fit qu'irriter le mal, et pour une tête qu'il faisoit couper à cette hydre, il en voyoit aussitôt renaitre vingt autres, sans qu'il le pût empêcher. Dans une assemblée sur la montagne de Checlaret, il y eut environ trois cents personnes tuées sur la place. On en tua une centaine sur le coteau de Brélet, et on fit quelques pareilles exécutions ailleurs.

« Tandis que M. de Folville dissipoit les attroupemens par ces exécutions militaires, M. de Bâville jugeoit sans cesse les prisonniers qu'on lui amenoit de tout côté ; punissoit, faisoit exécuter les coupables ;

M. l'intendant Boucher envoyoit aussi les inspirés prophétiser dans les prisons de Grenoble, et les Juges faisoient arrêter ceux qui étoient assez fous pour se laisser prendre. Mais les gens n'entendoient point raison ; ils se moquoient des poursuivites des juges et des curés, ne répondoient à leurs exhortations que par des huées, et ils avoient une constance, on plutôt une opiniâtreté enragée à soutenir dans les supplices leurs sacrilèges extravagances.

« Quand la bergère Isabeau fut en prison, elle ne fit pas comme ces oiseaux qui ne chantent plus dès qu'on les a mis en cage ; elle priailla au contraire plus que jamais, et ce fut alors qu'elle dit à ses juges ces paroles que M. Jurieu a tant fait valoir dans une de ses lettres : *Qu'on pouvait la faire mourir, mais que Dieu en susciterait d'autres qui diraient de plus belles choses qu'elle*. Il restoit dans les Cévennes quelques étincelles de cet embrasement. »

(3) Les Mémoires de Guiscard sont une des pièces les plus rares ; je n'en connais que deux exemplaires, celui de la Bibliothèque du roi et celui qui se trouve

Les projets de révolte et de haines politiques contre la France venaient toujours de ces réfugiés huguenots à Loudres, à La Haye; tous ces émigrés avaient emporté avec eux un ressentiment vif et profond contre la monarchie de Louis XIV; ce fut un réfugié français qui construisit la machine infernale contre Saint-Malo. Le marquis de Guiscard voulait soulever les provinces au profit de Guillaume III, roi d'Angleterre; émigré, mécontent, il a longuement expliqué les moyens dont il espérait se servir, et on peut les lire dans un Mémoire qu'il livra plus tard à l'impression en le dédiant à la reine Anne. D'abord il fallait aigrir les esprits contre la tyrannie de Louis XIV. « Peut-on se proposer rien de plus noble, s'écrie Guiscard, que de tenter, au péril de sa vie, de rendre la liberté à sa patrie gémissante dans les fers d'un dur et honteux esclavage? Cependant de tous ceux qui sont jamais entrés dans ce chemin glorieux, combien peu y en a-t-il qui l'aient fait, animés uniquement du désir sincère de la rendre heureuse? Ces exemples en sont si rares, qu'à remonter jusqu'aux siècles les plus reculés, à peine en peut-on trouver au nombre entre mille qui méritent véritablement nos éloges; et telle est la constitution du cœur humain, que tant que son amour-propre n'est pas blessé à un certain point, ou qu'il n'est pas agité de quelque violente passion, il ne s'oppose jamais au cours des plus grandes calamités publiques, et borne tous ses devoirs envers sa patrie à faire de simples et de stériles vœux pour elle. Je ne veux point aujourd'hui me tirer tout-à-fait de la condition universelle, et me parer faussement d'un mérite et d'une vertu si rares : ainsi je ne nierai pas que quelques raisons particulières et domestiques ne m'aient engagé à faire une plus forte et plus sincère attention à la nature du cruel et tyrannique gouvernement qui fait gémir ma patrie. Avant cela (je le dirai à ma honte), je n'étois capable que de simples sentiments de compassion pour le malheur de mes compatriotes. Il ne se formoit en moi que de foibles et d'impuissans desirs sur le recouvrement de leur liberté et de leurs privilèges, et je sens bien que si des injustices criantes faites à ma famille ne m'avaient réveillé de la léthargie générale où est ma nation, j'aurois vraisemblablement croupi toute ma vie dans cette même nonchalance qui perdit tous les François, et que je ne me serois jamais porté, comme je l'ai fait, à la périlleuse

résolution de me dévouer pour le salut de ma chère et illustre patrie. La misère est montée à son dernier période; le royaume épuisé par des exactions infinies d'hommes et d'argent, n'est plus désormais qu'une vaste et triste solitude; les larmes, les plaintes, les remontrances des peuples sont interdites et punies même comme autant de crimes et d'attentats. Les grands, qui seuls pourroient s'opposer aux vexations, partageant les dépoüilles de la nation et le profit de la tyrannie, ne songent qu'à l'affermir : un règne long, et toujours également dur, ne permet pas d'espérer aucun adoucissement à nos peines ni aucun terme à nos maux. De nombreuses armées, séduites de longue main par un artificieux monarque, entretenues et destinées autant contre ses propres sujets que contre ses ennemis, ne laissent envisager qu'une paix moins supportable encore que ne l'est la guerre elle-même. Je n'ignore pas non plus que les illustres magistrats de tous les tribunaux et parlements voisins, que ces dépositaires et protecteurs nés de la liberté des peuples, se faisaient de sanglants et d'éternels reproches de le leur avoir laissé lâchement ravir, et qu'ils approuvoient en secret tous les mouvements que je me donnois pour le rétablissement de l'honneur et des prérogatives de leurs emplois (1). »

Ce n'était point assez de remuer les esprits; le plan du marquis de Guiscard ne pouvait se résumer en une passagère révolte; il voulait réunir les deux sectes catholique et protestante dans son indignation contre le système de Louis XIV; pour cela il ne fallait pas que les protestans insultassent aux églises, ils devoient respect aux catholiques; son but était de les concilier afin qu'ils pussent embrasser simultanément la cause de la patrie souffrante et persécutée contre la tyrannie du roi de France. « Je commençai dans ce dessein par m'abonner avec les plus sages et les plus puissans d'entre les protestans qui se trouvoient le plus à ma portée : j'eus plusieurs conférences avec eux, dans lesquelles mon premier et plus grand soin fut de les lier d'intérêt avec les catholiques d'une manière solide et inaltérable. Dans cette vue, j'exigeai d'eux, 1° qu'ils ne se porteroient jamais à aucune sorte de violence ni d'irrévérence contre les églises et contre les prêtres; 2° qu'ils ne se détacheroient jamais d'avec moi pour faire une guerre de religion; 3° et qu'enfin dans les commencemens ils ne feroient jamais même aucun exercice public

s'ils y portèrent titre : « Mémoires du marquis de Guiscard, dans lesquels sont contenues les entreprises qu'il a faites dans le royaume et hors le royaume de

France pour le recouvrement de la liberté de sa patrie. Delft, ann. 1706. » Ils sont dédiés à la reine Anne.

(1) Mémoires de Guiscard, ann. 1700.

de la leur, sinon dans les temps et les lieux dont nous conviendrions ensemble. Je m'abouchai ensuite avec les catholiques qui étoient de ma confiance, et je les informai au long de tout ce que je venois de régler avec les protestans, de quoi ils me témoignèrent être très-satisfaits. Je leur fis promettre aussi que de leur côté ils vivoient à l'avenir avec les protestans sur le même pied qu'ils y avoient vécu avant la cruauté et injuste persécution qu'il avoit plu au roi de faire exercer contre eux, et qu'ils agiroient de concert pour le recouvrement de la liberté commune de toute la nation. Ils consentirent même expressément à ce que l'on prit pendant un temps une vengeance éclatante des personnes qui s'étoient le plus indignement prêtées à la passion du prince, sans en excepter ni épargner les curés, les évêques et les missionnaires qui s'en trouveroient coupables. Nous convinmes enfin qu'en attendant le succès de nos intrigues dans les Cévennes, nous travaillerions sans relâche à augmenter le plus qu'il nous seroit possible le nombre de nos amis, afin d'être par-là en état de faire un si grand soulèvement dans notre province et dans celles du voisinage, qu'il entraînat celui de tout le royaume (1).»

Les menées du marquis de Guiscard parmi les gentilshommes catholiques étoient actives; il vouloit les pousser à une révolte immédiate et puissante contre l'établissement monarchique. Il faut voir avec quelle activité le marquis de Guiscard s'agitte parmi les châteaux du Rouergue et du Quercy pour obtenir ce résultat de ligue et de confédération des mécontents; il court de manoir en manoir; il se met en rapport avec toute la noblesse lusurdonnée de la Languedoc; il assigne des rendez-vous sous le châtaigner de la montagne, au fond des parcs solitaires. Partout il agit avec énergie et dévouement. Le marquis de Guiscard, comme toute l'école des réfugiés, aime à écrire, à développer sa pensée; il jette des proclamations aux soldats, aux dragons qui assiègent les montagnes; il veut les attirer à sa cause. Tout son souei, c'est de dénoncer la politique du roi, l'égoïsme de son système; il appelle les milices à la révolte. « Infortunés paysans, ou plutôt malheureux forçats, qu'on arrache au dur travail de vos terres chargées de mille exorbitantes taxes, pour vous plonger, par un surcroît de maux, dans les horreurs d'une guerre intestine et civile, où courez-vous? que prétendez vous faire? O trop aveugle milice! suspendez un

moment la fureur dont on vous anime contre vos propres compatriotes, et avant que de tremper vos mains dans le sang innocent de vos frères, examinez sans préventions les prétendus crimes d'un peuple qu'on s'est étudié de désoler par tout ce qu'on a pu s'imaginer de plus sensibles et de plus douloureux traitemens, dont on a poussé la longue patience à bout, qu'on a réduit à la dernière extrémité de misère, à qui enfin on a crue laisser pour toute ressource que les effrayans périls d'un vain et faible désespoir, on, pour mieux dire, que la mort. Ne voyez-vous pas, imbeciles que vous êtes, que nous ne respirons que la liberté aussi bien que vous, et que dans la liberté nous prétendons retrouver et notre Dieu, et la suppression des impôts? Que ne suivez-vous vos intérêts comme nous suivons les nôtres? que vous importe de ce que nous faisons? pouvez-vous douter que nous ne nous accordions pas ensemble d'abord que nous aurons secoué le joug? O chers camarades, soyez persuadés que nous ne voulons que votre liberté et votre soulagement, et que les Bâville et les Legendre ne respirent que l'affermissement de votre esclavage, et l'accroissement de votre misère! Nous voulons, en un mot, que vous cessiez de payer ce nombre infini d'exorbitantes taxes dont vous êtes surchargés, et surtout cet odieux impôt qu'on nomme capitation, qui jusqu'ici avait été le secas des nations esclaves, connu seulement en Turquie, et qui, avant Louis XIV, n'étoit encore tombé dans l'esprit dans le cœur d'aucun prince chrétien (2).» Cet appel à la révolte jeté aux soldats alloit aux sympathies de l'école calviniste et des réfugiés; il y avait une vaste conjuration contre la monarchie de Louis XIV; le siège en étoit à Londres et à La Haye; cette algreur contre la patrie est la maladie de toutes les émigrations. Ainsi le plan du marquis de Guiscard se résume en trois points: Soulever les peuples contre le roi; réunir les protestans et les catholiques dans une commune haine envers l'autorité royale, et préparer la révolte des soldats. Les circonstances étoient propres à favoriser cette révolution dans les esprits; on arrivait, comme aux seizième et dix-septième siècles, à l'idée d'une république provinciale qui aurait son principe dans les montagnes méridionales de la France, depuis les Alpes et les Cévennes jusqu'aux Pyrénées; on cherchait à constituer une fédération empruntée tout à la fois à la Hollande et à Genève. Les idées ne sont pas jetées en vain au monde; la liberté fé-

(1) Mémoires de Guiscard, ann. 1700.

(2) Cette proclamation est ainsi intitulée: *Armes aux*

malheureux paysans de la milice qui portent les armes contre la patrie (1700.)

dérative et républicaine fermentait dans plus d'une province, au midi surtout. Dans les Cévennes, il se joignait à ce sentiment une ferveur religieuse, et la puissance de cet air des montagnes qui grandit l'homme; il est difficile qu'on soumette long-temps ces mâles caractères qui vivent au milieu d'âpres rochers et de sauvages demeures : l'air, le roc et le vieux chêne, voilà les éléments qui dilatent le cœur et le rendent fier et libre; ils enfantent le véritable dévouement à la patrie. Les Cévennes étaient effervescentes; il ne fallait que des chefs, et ceux-là viennent toujours aux circonstances; faites une position, et ils arrivent, parce que, dans l'ordre moral comme dans l'ordre physique, ce sont les causes qui créent les effets; une idée trouve tôt ou tard sa personification : Esprit Séguier, Roland, Cavalier, ces chefs des Camisards, s'élevèrent subitement quand la sédition vint à point (1). Pour éclater, il fallait attendre une guerre européenne qui promît un succès à la révolte. Les Cévennes ne pouvaient entrer dans une rébellion ouverte que si l'Europe prenait les armes. Les circonstances marchaient à cette conflagration générale.

CHAPITRE LII.

Première période de la succession d'Espagne.
Traité secret de partage de la monarchie
espagnole de Charles II.

Mission du comte de Portland. — Du comte de Jersey à Versailles. — Le comte de Tallard à Londres. Camp de Compiègne. — Négociation pour le traité de partage. — Ambassade de d'Harcourt à Madrid. — L'empereur. — Traité de paix avec les Turcs. — Signature d'un premier testament en faveur

du prince électoral de Bavière. — Traité secret de partage de la monarchie espagnole entre la France, la Hollande et l'Angleterre.

1698 — 1700.

Les Traités de Riswick, considérés d'une certaine hauteur, n'étaient que de grandes trêves commandées par la nécessité; aucune des puissances signataires ne croyait à la longue durée d'un état de paix que tant de questions actives agitaient. Guillaume III voyait avec un sentiment d'inquiétude et de malaise le roi Jacques II à Saint-Germain; l'empereur Léopold, tout occupé de la succession future d'Espagne, rencontrait en face de lui comme son rival Louis XIV, qui se proposait d'absorber ce vaste héritage, et à son tour le roi de France avait subi des conditions trop dures à Riswick pour ne pas trouver le prétexte de secouer une situation que ce monarque croyait indigne de sa gloire et de ses intérêts. En diplomatie, c'est une faute de trop abuser de la position d'un ennemi; quand on veut qu'un traité soit durable, il faut faire la part juste et naturelle de chacun. Riswick avait trop abaissé Louis XIV; il devait chercher à reprendre son rôle de force et de dignité. La lutte du droit et du fait n'était pas d'ailleurs finie entre Guillaume III et Jacques II; elle avait besoin de nouvelles lices, et les questions ne manquaient pas à l'Europe pour recourir aux armes. On se rappelle les réceptions empressées qui avaient été faites par la cour de Versailles au comte de Portland, le magnifique ambassadeur de Guillaume III; les chasses royales, les fêtes éclatantes, les carrousels chevaleresques avaient salué l'arrivée de lord Bentinck (2). Le but du cabinet de Versailles était tout à la fois de plaire au nouveau roi d'Angleterre, en même temps qu'on voulait préparer une négociation active à l'égard

(1) Je vais avoir bientôt à parler de la guerre des Cévennes; j'ai consulté les documents dont voici la liste :

1^o « Le Fanatisme renouvelé, 4 vol. in-12; les trois premiers parurent en 1704, et le quatrième en 1706. Louveteuil, alors prêtre de la doctrine chrétienne et auparavant curé de Saint-Germain-de-Calberte dans les Cévennes, en est l'auteur.

2^o « Histoire du Fanatisme. Les deux premiers vol., imprimés en 1709, et les deux suivants en 1713, par Brueys, avocat à Montpellier. Brueys, né dans la religion protestante, dont il prit la défense contre M. de Meaux, abandonna cette même religion à la révocation de l'édit de Nantes. C'est le même Brueys qui, après

avoir été membre du Consistoire de Montpellier, se fit prêtre, et composa ensuite un grand nombre de jolies comédies en société avec Palaprat. »

« Histoire de la révolte des Cévennes. Paris, 1712. »

« Mémoire de la guerre des Cévennes, par Cavalier, en anglais. Londres, 1726. »

« Histoire des Camisards, par un anonyme, en 2 vol. in-12. Londres, 1744. »

« Lettres choisies de M. Fléchier, évêque de Nîmes, 2 vol. Lyon, 1735. »

« Mémoires sur les derniers troubles de la province du Languedoc, par Rossel, baron d'Aiguilliers. Mss. »

(2) Voyez les Mémoires de Dangeon et de Saint-Simon, ad ann. 1699.

de la succession d'Espagne, point capital de la diplomatie de Louis XIV. Au milieu des plaisirs et des fêtes, en face de ce bel escalier de Versailles, plus d'une fois M. de Torcy avait entretenu lord Bentinck de la bonne volonté du roi son maître pour terminer la question successoriale de la maison d'Espagne; on rappelait au comte de Portland que déjà dans les conférences de La Haye il avait été question d'un traité de partage de la monarchie espagnole, afin d'empêcher que cette grande succession ne fût absorbée par la maison d'Autriche (1). Tous les cabinets étaient intéressés à éviter que l'équilibre européen ne fût ainsi bouleversé par la reconstruction de l'immense monarchie de Charles-Quint. A La Haye il y avait en plus encore que de simples pourparlers; on avait rédigé des propositions secrètes, des articles fondamentaux; il avait été convenu de certains points diplomatiques. Les États-Généraux s'étaient mis à la tête de cette négociation importante. Les premières bases du traité de partage étaient vagues encore. On décida qu'à la mort du roi catholique don Carlos II, la meilleure partie de l'Amérique et de ses ports serait cédée aux Anglais. Les Hollandais devaient avoir une portion de ces vastes contrées, et les Pays-Bas étaient destinés à leur former une barrière à leur choix. On donnait Naples et la Sicile au roi Jacques Stuart, la Galice et l'Estramadure étaient nées au Portugal; la Castille, l'Andalousie, l'Aragon, les Asturies, la Biscaye, la Sardaigne, Majorque, Ivica, les Canaries, Oran et Ceuta étaient données à l'archiduc Charles; les places de Toscane, Orbitello et Piombino, au grand-duc de Lorraine; les États de ce prince, la Navarre et ce qui restait de la Flandre au roi de France: ces conventions ne devaient avoir de force, qu'en cas où le roi d'Espagne nommerait pour son héritier un prince autrichien, ou qu'il mourût sans déclarer son choix. Ce traité ne pouvait être pris au sérieux par personne; comment arriver à l'application sans une guerre universelle? comment croire qu'on pouvait ainsi se donner territoire et peuple par une simple convention (2)?

(1) Mém. de Torcy, ad ann. 1698.

(2) Voyez le Mémoire de San Philippe; il était sous Charles II *governador y reformador de los cabos de Caller y Gallura, y alcaide de lo gran Torre*. Comparez avec Torcy (1698).

(3) Correspond. de Tallard. (Archives de Versailles, ad ann. 1698.) Je trouve dans une dépêche de Bentinck à sa cour le texte d'une conversation qu'il aurait eue avec Louis XIV. Le roi lui aurait dit : « qu'il n'avait

Quand le comte de Jersey remplaça lord Bentinck dans son ambassade de Paris, les mêmes négociations se poursuivirent avec plus de netteté encore; il ne devait pas être difficile d'arrêter dans les conférences cette vérité diplomatique également reconnue par tous : que la succession d'Espagne était un lot trop important pour qu'elle dût échoir à un seul des grands États européens. De là cette conviction qu'il fallait morceler la succession d'Espagne par un traité de partage, et placer nominativement sur le trône à Madrid un prince sans personnalité politique. M. de Torcy et le comte de Jersey étaient d'accord sur ce point constaté à Londres et à La Haye. Le comte de Tallard négociait secrètement à White-hall dans ce sens auprès de Guillaume III; sa correspondance diplomatique constate que le roi d'Angleterre entraînait profondément dans l'idée d'un partage; la Hollande avait la même conviction. Il ne s'agissait plus que d'arrêter définitivement les bases et les conditions du traité qui devait ménager les intérêts et l'importance de chacun ().

Le cabinet de Versailles était-il tout entier à ces idées, ou bien suivait-il parallèlement une autre négociation, dans l'intention d'obtenir un testament favorable à ses intérêts? Deux envoyés à titres divers étaient à Madrid: le Marquis d'Harcourt, d'une capacité remarquable, avait le titre d'ambassadeur; sa parole était facile, son activité incontestable; d'Harcourt s'était donné pour but d'obtenir un testament favorable à la maison de France en marchant franchement à ce résultat; il y était secondé par sa femme, la marquise d'Harcourt, d'un esprit éminent, cauteuse, insinuante et au mieux avec la grandesse. Le second envoyé à Madrid était M. de Blécourt, hautement habile et en qui M. de Torcy paraissait mettre plus de confiance encore qu'en M. d'Harcourt, trop vif, trop fier pour aller finement à un but diplomatique. Les instructions des deux diplomates étaient : « de pénétrer toutes les intrigues du comte d'Harrach, ambassadeur de l'empereur, lequel préparait un testament favorable à la maison d'Autriche, et par contraire d'obtenir, s'il étoit possible, une disposition au pro-

rien de plus à cœur (in his heart) que la recherche des moyens de rendre la paix durable; que si le roi d'Espagne venoit à mourir, les droits que le dauphin avoit sur la succession de ce monarque l'engageroient à prendre les armes; qu'il lui déclaroit en confidence que si le roi d'Angleterre vouloit donner la main à un nouveau traité qu'il lui communiqueroit, on lui assureroit la paix pour toujours. » (Dépêche de Bentinck, ad. ann. 1698.)

lit de la maison de Bourbon (1). On autorisait secrètement l'ambassadeur à agir auprès de tous ceux qui pouvaient favoriser le but définitif de la négociation. En cette affaire, le cabinet de Versailles jouait un double jeu; il adhéra de concert avec la Hollande et l'Angleterre, à l'idée d'un partage de la monarchie espagnole, puis à Madrid il favorisait les dispositions testamentaires en faveur d'un des membres de la maison de Bourbon, avec la clause unique de la séparation des deux monarchies de France et d'Espagne.

C'est ici qu'il est essentiel de remonter à l'origine de cette question. La France n'avait jamais abandonné les droits de M. le Dauphin sur la monarchie espagnole du chef de Marie-Thérèse d'Autriche sa mère; dans le vrai droit municipal de l'Espagne et les fueros de Castille et d'Aragon, les femmes succédaient au trône (2), et cette loi avait été constamment suivie. L'enfant avait bien renoncé à la couronne de Castille, mais pouvait-elle priver ses enfants de leurs droits? n'étaient-ils pas inhérents à leur naissance? Tel était le système français soutenu depuis la guerre de 1661. Charles II, faible roi couronné, n'avait conservé dans toute son énergie, que la haine instinctive de la maison d'Autriche contre les Bourbons; c'était pour affaiblir cette réputation invincible qu'avait été contracté le mariage de Louise d'Orléans, cette jeune femme si douce, si aimante, subitement éteinte par le poison, si l'on en croit les chroniques de cour. Deux hommes de grande noblesse gouvernaient alors le conseil de Charles II: le premier était le comte d'Oropeza, de la maison de Tolède, président du conseil de Castille, fier, habile, tout dévoué à la maison d'Autriche; le second était don Juan de Cabrera, comte de Melgar, duc de Medina de Rio Seco, plus connu sous le nom de l'Amirante de Castille, brillant cavalier, de naissance royale, et si amoureux dévoué à Marie de Neubourg, seconde femme de Charles II. C'était contre cette faction allemande que M. d'Harcourt agissait avec activité à Madrid. Rien n'était épargné, ni les promesses ni les menaces, jamais légation française n'avait été plus active; elle travaillait même, par

les pamphlets, à renverser l'influence allemande de l'Amirante et du comte d'Oropeza.

Ces négociations diverses étaient trop importantes pour permettre un désarmement absolu; Louis XIV avait ordonné le pied de paix pour ses troupes, mais des réglemens secrets furent adressés à tous les colonels chefs de corps, pour qu'ils eussent à conserver les cadres; ils ne devaient donner de congés définitifs qu'aux soldats hors de service; tous les autres congés étaient limités à six mois, avec ordre exprès de rejoindre, sous peine de la désertion (3). Pour imprimer une plus haute énergie aux négociations diplomatiques, le roi Louis XIV ordonna la formation d'un camp à Compiègne. Le prétexte que l'on indiqua publiquement pour expliquer une réunion militaire fut « qu'on vouloit donner à M^{re} le duc de Bourgogne le premier spectacle d'une armée; et pour son instruction, le roi réunissait sur un seul point cette masse de troupes. » C'était ici un simple prétexte, car d'après les ordres du roi, le camp de Compiègne devait présenter un effectif de 73 mille hommes, infanterie et cavalerie; véritable armée prête à entrer en guerre. Le camp avait une formidable artillerie, des munitions, un parc de siège et de campagne; le relevé du camp de Compiègne porte la cavalerie à 180 escadrons, l'artillerie à 210 pièces, 41 bataillons d'infanterie au complet, 8 régiments de dragons, arme alors spéciale, et 7,500 Irlandais répartis en 3 régiments. Le commandement en chef du camp de Compiègne fut confié au maréchal de Boufflers (4). Tout l'été de 1698 fut consacré à préparer cette fête militaire; on avait choisi l'époque des négociations les plus actives sur la succession d'Espagne. La cour de France voyait bien qu'il lui était difficile d'éviter un conflit armé; de deux choses l'une, ou le traité de partage serait contesté, et alors on ferait la guerre avec l'Empire qui s'y opposait dans l'intérêt de son droit testamentaire, ou bien la négociation de M. d'Harcourt réussirait à Madrid, et alors il fallait se préparer à la guerre générale pour soutenir l'avènement d'un Bourbon en Espagne. Tel était le but du camp de Compiègne, véritablement, Philippe IV, maria l'infante Marie-Thérèse, sa fille, à Louis XIV, roi de France, père de Louis Dauphin, investi des droits de sa mère, légitime héritière d'Espagne, Charles II, son frère, mourant sans postérité.

(1) Inst. dans les Mémoires de Torey, ann. 1698.

(2) J'ai trouvé en espagnol une consultation en faveur du Dauphin; elle est de don Joseph Perez de Soto; il y dit: « Les princes autrichiens qui régnaient en Allemagne n'ont ni droit à la couronne, en vertu des lois municipales d'Espagne, favorables aux femmes, et confirmées par le testament de Ferdinand et d'Isabelle, dans lequel ils appellent au trône leur fille Jeanne, épouse de Philippe d'Autriche, surnommé le Bona, qui fut père de Charles-Quint, dont l'arrière

(3) Ordres de la guerre, ad ann. 1698.

(4) Saint-Simon est entré dans de piquants détails sur le camp de Compiègne; mais il n'y voit que le petit côté, et s'occupe plus de M^{re} de Maintenon que de l'objet politique du camp.

table démonstration militaire pour témoigner que la France n'était rien moins qu'épuisée. La cour avait recommandé du faste aux officiers, de la grandeur, de la prodigalité, moins encore pour faire honneur au roi que pour répondre ainsi aux continuelles publications de l'Europe, qui présentaient la France comme manquant d'hommes et d'argent. Les magnificences du camp de Compiègne eurent un but diplomatique.

Ce fut en effet un éblouissant spectacle. Représentez-vous cette immense plaine qui touche à la ville de Compiègne sur le revers de la sombre forêt ; dans ce vaste camp mille tentes de toiles ou d'étoffes peintes, toutes pavoisées de blanc ; de temps à autre de petits pavillons élégamment meublés comme les plus somptueux châteaux de France ; cent quatre-vingts escadrons de toutes armes, mousquetaires, carabins, deux tout nouveaux régiments de hussards, des dragons au tonrd fusil, les Irlandais, au pittoresque costume, les compagnies d'élite de la vieille et bonne infanterie, en tout soixante-douze mille hommes présents au drapeau, tous joyeux et pimpants. Le maréchal de Boufflers avait aliéné, châteaux, terres, manoirs, pour régaler le roi ; de telle sorte que les Boufflers se ressentirent pendant tout un siècle du camp de Compiègne. Plus de cent tables étaient constamment servies en vins exquis, en poissons les plus gros pour les visiteurs ; jamais la noblesse de France ne s'était montrée si grande, si libérale, si brillante (1).

Ce fut par les belles journées de septembre que le roi accompagné de M^{me} de Maintenon, de la duchesse de Bourgogne, du dauphin et du petit duc vint visiter ses troupes au camp de Compiègne. D'après l'ordre du maréchal, les lieutenants-généraux s'étaient préparés aux grandes manœuvres ; on devait figurer le siège de Compiègne, puis une bataille rangée telle que savaient les comprendre Condé, Turenne et M. de Luxembourg. Dès que le roi apparut au camp, les troupes s'ébranlèrent par masses ; on simula le siège de Compiègne, où toute la stratégie de Vauban et sa belle science se déploierent. Il y eut aussi le spectacle d'une bataille rangée ; trente mille hommes, commandés par le lieutenant-général Roseu, avaient à en combattre trente-cinq mille sous les ordres du maréchal de

Boufflers, magnifique troupe brillante dans la plaine. Ces jeux militaires durèrent toute la journée en présence du roi et de M^{me} de Maintenon dans sa chaise, ouvrant et fermant les glaces quand le roi lui expliquait les manœuvres : on sonna la retraite à six heures du soir, après que Louis XIV eut par trois fois ordonné à Rosen de se retirer devant Boufflers ; le brave général avait pris la chose au sérieux ; il ne voulait pas fuir. « Rosen n'est pas habitué à quitter le champ de bataille », dit le roi en souriant (2).

Le camp de Compiègne ne fut point un simple délassement ; il avait pour objet, comme on l'adit, de constater aux yeux de l'Europe la puissance militaire de Louis XIV et l'état prospère de ses finances ; l'exécution du traité de Riswick, le dessein du roi sur la succession d'Espagne exigeaient cette démonstration. Des difficultés d'étiquette, une discussion sur le *pour* avaient empêché le corps diplomatique de se rendre à Compiègne, mais les ambassadeurs avaient su jusqu'aux derniers détails de la fête ; ils en avaient écrit à leurs cours respectives, et leurs dépêches constataient la vive impression qu'ils en avaient recueillie. Le mariage du duc de Bourgogne avait rapproché la Savoie de la France ; le cabinet de Versailles hâta également la conclusion des fiançailles de M. le duc de Lorraine avec Mademoiselle, la fille de Monsieur, duc d'Orléans. En même temps que ces noces seraient célébrées, le duc de Lorraine devait venir à Versailles pour prêter foi et hommage de son duché de Lorraine et de Bar. Par cette double alliance, le roi de France mettait ses frontières à l'abri du côté de l'Allemagne, il cherchait à se donner d'intimes alliés. Le mariage du duc de Lorraine reçut une certaine pompe, et le roi mit de l'ostentation dans la cérémonie de l'hommage ; il fut fait et reçu dans toutes les vieilles formes de la féodalité ; le vassal s'agenouilla devant le suzerain qui le baïsa sur la joue et lui donna l'investiture de l'épée avec l'accolade comme cela se faisait au douzième siècle (3).

Ces préparatifs de Louis XIV n'échappaient pas à l'active surveillance de l'empereur. Léopold était le seul directement intéressé à la question espagnole telle que la mort de Charles II pouvait la soulever ; il représentait les droits de la maison

(1) Les documents de la guerre portent l'effectif du camp à 70 mille hommes. — *Foyes* ad ann. 1698, le rapport du maréchal de Boufflers.

(2) Mémoires de Saint-Simon, ad ann. 1698.

(3) Voici la formule de l'hommage de M. le duc de Lorraine telle que la lut M. de Torcy, secrétaire d'État

T. I.

des affaires étrangères : « M. de Lorraine jure et promet au roi le service et l'obéissance qu'il est tenu de lui rendre à cause du duché de Bar, comme aussi de le servir envers et contre tous. » Le duc dit à haute voix : « Oui, Sire, je promets de le garder ; » le roi lui répondit : « Levez-vous, M. le duc de Lorraine. »

44

d'Autriche, et son dessein était d'obtenir un testament en faveur de l'archiduc. Pour se donner les moyens nécessaires à ce grand projet, l'empereur s'était hâté de conclure la paix avec la Porte-Ottomane sur des bases convenues. L'internonce à Constantinople avait exploité les mécontentements de la Porte contre Châteauneuf; la signature de la paix de Riswick, malgré la promesse formelle de Louis XIV, avait jeté de fâcheuses préventions à Constantinople sur la France; l'Empereur en profita pour signer une paix définitive à Carlowitz (1) avec le sultan; par ce moyen, toutes les forces de l'Empire devenaient disponibles; il pouvait agir sur tous les points contre Louis XIV. Des préparatifs considérables furent faits, et pour répondre au camp de Compiègne, une convocation du ban appela les forces impériales à se concentrer à dix lieues de Vienne.

Déjà la mésintelligence se manifeste à l'origine même de l'ambassade du marquis de Villars à Vienne; on veut soumettre l'ambassadeur de France à de certaines étiquettes envers les archiducs; Villars s'y refuse avec obstination: une dépêche de Louis XIV à son ambassadeur « lui ordonne de quitter Vienne sous trois jours si on veut l'astreindre à des nouveautés qui blessent l'honneur de la France. » La dépêche veut également que Villars exige des excuses du prince de Lichtenstein, qui avait fait offense à la légation française. Pendant ce temps le comte de Zinzendorf, ambassadeur de l'Empire en France, ne pouvait avoir son audience qu'à travers une multitude de difficultés. Toutes ces exigences de formes cachaient des questions plus graves, comme il arrive toujours dans la diplomatie; on ne dit pas souvent le dernier mot d'une étiquette (2).

Si le cabinet de Versailles se montrait malveillant pour l'Empire, il était très empressé au contraire pour la Grande-Bretagne et la Hollande surtout. Le but de M. de Torcy était de briser complètement la vicille coalition; si l'on ne pouvait éviter les hostilités avec l'empereur, il était habile de ne les avoir qu'avec lui seul; les Français ne pouvaient craindre une guerre isolée avec l'Empire, en prenant la précaution de s'assurer l'alliance de la Savoie et de la Lorraine. En conséquence, M. de Tallard à Londres reçut l'ordre de caresser tous les désirs de Guillaume III; ou réprima les jacobites en France; Louis XIV défendit aux agents

de Jacques II de s'agiter au dehors. M. de Tallard fut ensuite rappeler à Guillaume III les offres d'un traité de partage de la monarchie espagnole, ce qui paraissait l'idée principale et dominante du cabinet de Londres. On avait fêté le comte de Portland à Paris; on entourait plus encore son successeur le comte de Jersey; il fut appelé à tous les honneurs, à toutes les pompes de famille; M. de Torcy le flattait de cette idée d'un partage de la monarchie espagnole; l'Angleterre y avait pour sa part la possession de quelques grandes colonies.

Le conseil de Versailles avait autant d'attention pour la Hollande, qui fournissait toujours les subsides; le roi voulut que M^{me} de Hamskerque, l'ambassadrice des Etats, fût baisée par M^{me} la duchesse de Bourgogne, honneur inouï; madame l'ambassadrice fut appelée à tous les régals de cour, elle pourtant qui était fort simple, calviniste et bourgeois! On ordonna au conseil des prises de relâcher tous les navires capturés par les corsaires durant les hostilités. Il y eut plus encore: le roi autorisa le mariage du comte d'Anvergne, de la grande famille des Turenne convertie, avec M^{lle} de Wassenær, protestante et hollandaise; tout cela afin de montrer une profonde tolérance religieuse et politique envers les Hollandais; et quand on se rappelle les proscriptions rigoureuses contre les huguenots, on peut concevoir ce qu'il devait en coûter au roi pour faire ces concessions à des nécessités politiques.

La grande action diplomatique se continuait à Madrid; c'était là qu'allait s'ouvrir la succession d'Espagne. L'ambassadeur de France, M. d'Harcourt, était en présence de l'ambassadeur de l'Empire, comte d'Harrach; le testament de Charles II était toujours la question brûlante: en faveur de qui Charles II testerait-il? qui serait donc l'héritier de ce malheureux prince faible et malade? Carlos s'affaiblissait de jour en jour; toute la grande n'était occupée que du testament qui devait disposer du monde. Trois héritiers étaient toujours en présence: en première ligne le prince électoral de Bavière, petit-neveu; puis M. le Dauphin, fils de Marie-Thérèse; enfin l'archiduc d'Autriche succédant par les agnats. Charles II avait discuté sa succession avec un sang-froid, une présence de la mort qui appartiennent aux âmes désabusées, mais courageuses, car ce n'était pas un esprit sans fermeté que ce Carlos II, qui vécut cinq ans toujours en face des tombeaux, et comme renfermé d'avance dans ce panthéon de San-Lorenzo, où tous les rois d'Espagne gisent sous le marbre noir.

Au milieu d'intrigues de toute espèce, des agi-

(1) Le traité de Carlowitz est dans la grande collection de Martens, ad ann. 1698.

(2) Correspondance diplomatique, ad ann. 1698.

tations de tout le corps diplomatique, les ambassadeurs de France et de l'Empire apprirent qu'un testament venait d'être fait par Charles II au profit du petit prince électoral de Bavière, enfant de sept ans⁽¹⁾, sa mère était fille de l'empereur Léopold et de Marguerite-Thérèse fille du roi d'Espagne Philippe IV. C'était ainsi un petit-neveu de Charles II que le testament appelait à la couronne des Castilles. Ce testament, tenu fort secret, fut néanmoins communiqué par le cardinal de Porto-Carrero lui-même à M. d'Harcourt, et le cabinet de Versailles en reçut une copie authentique. La diplomatie de France avait alors des intimités dans toutes les cours; une partie des subsides des affaires étrangères était destinée aux bonnes informations des secrets de cabinet et l'on peut dire que le roi Louis XIV était le mieux informé des souverains. Les idées de la légation française furent bouleversées par le testament; que devenaient les droits de M. le Dauphin? comment même pouvait-on songer au traité de partage, si la transmission testamentaire s'effectuait paisiblement et sans difficultés? La légation autrichienne du comte d'Harrach n'était pas plus satisfaite; ce n'était pas pour M. de Bavière que l'empereur avait travaillé: on voulait assurer la succession à l'archiduc. La Hollande et l'Angleterre ne pouvaient renoncer aux grands avantages du traité de partage. Tous ces intérêts étaient opposés à un testament en faveur du fils de l'électeur de Bavière.

Sur la communication de ce testament, ordre fut donné à M. d'Harcourt de faire de vives remontrances à Madrid. Une note secrète fut remise par l'ambassadeur au roi d'Espagne; les expressions en étaient fermes et décidées: « Sire, le roi mon maître m'a ordonné de remontrer à Votre majesté qu'elle ne ferait jamais aucune nouveauté contraire à la paix ni à son exacte observation: il serait fort malaisé que Sa Majesté pût ajouter foi à la nouvelle qui court d'un testament fait par Votre Majesté en faveur du prince électoral de Bavière, si elle n'était confirmée d'une manière à n'en pas douter. Dans ce cas, Sire, auquel le roi mon maître ne pouvait pas s'attendre; par l'entière rouille que l'on prenoit à la parole royale de Votre Majesté, il croiroit manquer à cette amitié de laquelle Votre Majesté a reçu tant de marques de sa part dans la conclusion de la paix, à ce qu'il doit à la conservation du repos de l'Europe, et enfin au maintien du droit

que les lois et coutumes inviolables de la monarchie établissent en faveur de monseigneur le dauphin, son fils unique, si Sa Majesté ne déclarait à présent, comme elle m'ordonne de le faire à Votre Majesté, qu'elle prendra des mesures nécessaires pour empêcher en même temps le renouvellement de la guerre et l'injustice qu'on prétend lui faire. Je dois ajouter à cela, Sire, que la plus forte passion du roi mon maître est de voir Votre Majesté jouir longues années des Etats qu'elle a reçus de Dieu par sa naissance. Votre Majesté sait que je n'ai fait aucunes instances de sa part touchant la succession, et enfin Votre Majesté peut considérer si les égards désintéressés du roi mon maître, et le désir qu'il a témoigné d'entretenir une parfaite intelligence avec votre Majesté, méritoit qu'on prit une semblable résolution, et ce que l'Europe entière pourra reprocher à Votre Majesté, si malheureusement les soins du roi mon maître ne peuvent empêcher que la tranquillité générale ne soit troublée par cet accident imprévu⁽²⁾. »

Cette note, bien que conçue dans des termes pleins de convenance et de modération, ne laissait pas toute liberté au roi Charles II; le cabinet de Versailles ne lui reconnaissait pas l'absolue faculté de disposer de sa monarchie; il rappelait les droits de M. le dauphin d'une manière presque impérative. Aussi le secrétaire d'Etat espagnol, don Antonio de Ubilla y Medina, répondit: « Monsieur, Sa Majesté ayant vu et considéré le Mémoire remis entre ses mains par Votre Excellence le 19 janvier dernier mois, m'a ordonné de dire à Votre Excellence qu'étant persuadée d'une manière très-certaine qu'elle n'a jusqu'ici manqué en rien à l'entière et ponctuelle observation de la paix, ainsi qu'on l'a insinué à Votre Excellence en d'autres occasions, elle persévéra toujours dans les mêmes sentiments, et se proposera pour but en toutes choses la tranquillité de l'Europe, avec un zèle égal à celui du roi très-chrétien; que cependant les offices de Votre Excellence ont dû lui causer quelque surprise, surtout s'étant passé dans un temps auquel, par la bonté divine qui lui a rendu sa santé, elle se trouve en état de l'être obligée, par aucun des motifs qu'on pense, de prendre des résolutions prématurées, mais plutôt d'espérer qu'elle pourra correspondre long-temps à l'amitié et à l'estime que Sa Majesté Très-Chrétienne lui témoigne, concourir avec elle au maintien du repos public, et laisser enfin cette union et cette correspondance pour maxime à la postérité. C'est ce que Sa Majesté se propose d'obtenir de Dieu par les vœux et les prières de ses fidèles sujets. Dieu garde Votre Excellence

(1) Dépêches de d'Harcourt, ad ann. 1699.

(2) L'original de la note est aux archives de Simancas. B. 150.

et lui donne plusieurs longues et heureuses années. A Madrid, le 3 février 1699. Monsieur, Je baise les mains à Votre Excellence, et suis son plus humble serviteur. — D. Antonio de Ubilla y Medina (1) »

Cette réponse du secrétaire d'État espagnol était évasive, et ne résolvait pas la question si nettement posée par l'office de l'ambassade de France : le roi Charles II avait-il fait un testament ? Qu'épondrait-on à cette demande si précise ? Que le roi se portait bien : le testament était fait, seulement on ne voulait pas l'avouer. Au fond, l'esprit de ces deux notes exprime un certain caractère de mécontentement ; les cabinets de Madrid et de Versailles ne disent pas tout ce qu'ils ont sur le cœur ; ils se gardent méfiance, et pourtant il fallait agir ! La France, l'Angleterre, la Hollande pouvaient-elles rester en face d'une disposition testamentaire dont le résultat pouvait être la reconstruction de la monarchie de Charles-Quint ? Le même jour que cette réponse fut connue, des dépêches furent expédiées à M. Tallard à Londres, et à M. de Senosan à La Haye ; Louis XIV ordonnait aux deux ambassadeurs de presser au plus tôt les négociations du traité de partage, telles que les bases en avaient été jetées à La Haye par les stipulations secrètes de Riswick. La France entraînait ici tout-à-fait dans les idées de Guillaume III et des États-Généraux ; ces deux puissances ne demandaient pas mieux que d'éviter une guerre par une répartition du territoire espagnol en Europe et dans les deux Indes. Tallard fut l'agent actif de cette négociation, mais Jersey et Portland en furent les organes directs dans leur mission de Paris. Ce fut M. Van Keppel, secrétaire de Guillaume III, créé depuis comte d'Albemarle, qui rédigea les conditions très-secrètes du traité de partage ; ces stipulations sont si extraordinaires, elles jettent un jour si curieux sur la diplomatie du règne de Louis XIV, que je dois les faire connaître dans leur texte : « Qu'il soit notoire à tous ceux qui verront les présentes, que le sérénissime et très-puissant prince Louis XIV (2), par la grâce de Dieu roi de France, etc., etc., et le sérénissime et très-puissant prince Guillaume III, aussi par la grâce de Dieu roi de la Grande-Bretagne, et les seigneurs Etats-Généraux des provinces unies des Pays-Bas, n'ayant rien plus à cœur que de fortifier par de nouvelles liaisons la bonne intelligence rétablie entre Sa Majesté Très-Chrétienne, Sa Majesté de la Grande-Bretagne, et les seigneurs Etats-

Généraux, par le dernier traité conclu à Riswick, et de prévenir, par des mesures prises à temps, les évènements qui pourroient exciter une nouvelle guerre dans l'Europe, ont donné pour cet effet leurs pouvoirs, pour convenir d'un nouveau traité, savoir : Sa Majesté Très-Chrétienne au sieur Camille d'Hosun, comte de Tallard, lieutenant général des armées du roi en sa province de Dauphiné, ambassadeur extraordinaire de France en Angleterre, et au sieur Gabriel, comte de Briord, marquis de Senosan, conseiller du roi en tous ses conseils, et son ambassadeur extraordinaire auprès des États-Généraux des provinces unies des Pays-Bas ; sadite Majesté Britannique au sieur Guillaume, comte de Portland, vicomte de Cirencester, baron de Woodstock, chevalier de l'ordre de la Jarretière, et conseiller du roi en son conseil privé, et au sieur Edouard, comte de Jersey, vicomte de Villers, baron de Hoo, chevalier maréchal d'Angleterre, premier secrétaire d'Etat et conseiller du roi en son conseil privé ; et les seigneurs Etats-Généraux à Jean Van Essen, bourgmestre et sénateur de la ville de Zutphen, curateur de l'université de Harderwick ; Frid., baron de Rede Saint-Antoine, etc., de l'ordre de la noblesse de Hollande et West-Frise ; Antoine Heinsius, conseiller pensionnaire, garde du grand sceau, et surintendant des fiefs des mêmes provinces ; Guillaume de Nassau, seigneur d'Odick, Cortegne, etc., et premier noble représentant la noblesse dans l'assemblée des Etats de Zélande ; Everard de Weede, seigneur de Dickwelt, Rateles, etc., seigneur foudataire d'Ondewater, scholaire du chapitre impérial de Sainte-Marie à Utrecht, dyck graef de la rivière du Rhin dans la province d'Utrecht, et président des Etats de la province ; Guillaume Ven Haren, député de la noblesse aux Etats de Frise, et enrateur de l'université de Franeker ; Arnold Lemkes, bourgmestre de la ville de Deventer ; et Jean de Hecke, sénateur de la ville de Groningue ; tous députés dans l'assemblée des Etats-Généraux, de la part des Etats de Gueldre, de Hollande et de West Frise, de Zélande, Utrecht, Frise, Over Yssel, Groningen et Overlande ; lesquels, en vertu de leurs pouvoirs, sont convenus des articles suivans : Que monseigneur le dauphin ait pour son partage en toute propriété, possession et pleine extinction de toutes ses prétentions sur la succession d'Espagne, pour en jouir lui, ses héritiers, successeurs, descendants mâles ou femelles,

copies aux archives étrangères ; je l'ai fait copier mot à mot sur l'original.

(1) L'original espagnol est à Simmens. B., 150.

(2) L'original de ce traité, écrit en français, se trouve aux archives de La Haye, il en existe plusieurs

ués et à naître à perpétuité, sans pouvoir jamais être troublé sous quelque prétexte que ce soit, de droit ou de prétention, directement ou indirectement, même par cession, appel, révolte ou autre voie que ce puisse être, de la part de l'empereur, du roi des Romains, du sérénissime archiduc Charles son second fils, des archiduchesses et des autres enfans mâles ou femelles, descendans, ses héritiers et successeurs, nés et à naître, les royaumes de Naples et de Sicile, en la manière que les Espagnols les possèdent présentement; toutes les places dépendantes de la monarchie d'Espagne, situées sur la côte de Toscane et lles adjacentes, comprises sous le nom de Santo Stephano, Porto Illecio, Orbitello, Talamonte, Porto Longone, Piombino, en la manière aussi que les Espagnols les tiennent présentement; la ville et le marquisat de Final, de la manière pareillement que les Espagnols les tiennent; la province de Guipuscoa, nommément les villes de Fontarabie et de Saint-Sébastien, situées dans cette province; et spécialement le port du Passage, avec ce qui y est compris; avec cette restriction seulement, que s'il y a quelques lieux dépendant de ladite province; qui se trouvent situés au-delà des Pyrénées et autres montagnes de la Navarre, d'Alava ou de Biscaye, du côté d'Espagne, ils resteront à l'Espagne; et s'il y a quelques lieux pareillement dépendans des provinces soumises à l'Espagne qui soient en deçà des Pyrénées ou autres montagnes de Navarre, d'Alava ou de Biscaye, dans la province de Guipuscoa, ils resteront à la France; et les trajets desdites montagnes, et lesdites montagnes qui se trouveront entre lesdites provinces de Guipuscoa, Navarre, Alava et de Biscaye, à qui elles appartiennent, seront partagées entre la France et l'Espagne. De plus, les Etats de monseigneur le duc de Lorraine, à savoir les duchés de Lorraine et de Bar, ainsi que le duc Charles IV de ce nom les possédait, et tels qu'ils ont été rendus par le traité de Riswick, seront cédés et transportés à monseigneur le dauphin, ses enfans et héritiers et successeurs mâles, nés et à naître, en toute propriété et possession plénire, en la place du duché de Milan qui sera cédé et transporté en échange audit duc de Lorraine, ses enfans mâles et femelles héritiers. Ladite couronne d'Espagne et les autres royaumes, lles, Etats, pays et places que le roi catholique possède présentement tant dedans que dehors l'Europe, seront donnés et assignés au sérénissime archiduc Charles, second fils de l'empereur (à l'exception de ce qui a été dit dans l'article IV qui compose le partage de Monseigneur le Dauphin, et

du duché de Milan en conformité dudit article IV), en toute propriété et possession plénire, en partage et extinction de toutes ses prétentions sur ladite succession d'Espagne, pour en jouir lui et ses héritiers et successeurs, nés et à naître, à perpétuité, sans pouvoir jamais être troublé, sous quelque prétexte que ce soit, de droits et prétentions, directement ou indirectement, même par cession, appel, révolte ou autre voie, de la part du roi très-chrétien, de mondit seigneur le dauphin, ou de ses enfans mâles ou femelles, ses héritiers, successeurs, nés ou à naître. Si lesdits seigneurs Etats-Généraux étoient attaqués par qui que ce soit, à cause de cette convention ou l'exécution qu'on fera, on s'assistera mutuellement l'un l'autre, avec toutes ses forces, et on se rendra garant de la ponctuelle exécution de ladite convention et renonciation faite en conséquence. Seront admis dans le présent traité tous les rois, princes et Etats qui voudront y entrer, et il sera permis aux deux seigneurs rois et aux seigneurs Etats-Généraux, et à chacun d'eux en particulier, de requérir et inviter ceux qu'ils trouveront bon de requérir et inviter dans le présent traité, et d'être semblablement garans de l'exécution du traité et des renonciations qui y sont contenues. Et pour assurer encore davantage le repos de l'Europe, lesdits rois, princes et Etats, seront non seulement invités d'être garans de ladite exécution du présent traité, et de la validité desdites renonciations comme ci-dessus; mais si quelqu'un des princes, en faveur desquels les partages sont faits, vouloit dans la suite troubler l'ordre établi par ce traité, faire de nouvelles entreprises à cetui contraires, et ainsi s'agrandir aux dépens les uns des autres, sous quelque prétexte que ce soit, la même garantie du traité sera censée devoir s'étendre aussi en ce cas; en sorte que les rois, princes et Etats qui la promettent, seront tenus d'employer leurs forces pour s'opposer auxdites entreprises, et pour maintenir toutes choses dans l'état convenu.

Par des articles joints à ce traité, les colonies espagnoles étoient cédées à la Grande-Bretagne et à la Hollande, seul avantage matériel que l'un et l'autre de ces Etats retiraient de ces stipulations; on donuait beaucoup à la France, parce que Louis XIV reconnaissait Guillaume III, et les gouvernemens nouveaux qui veulent se faire admettre par les vieux et légitimes pouvoirs, sont obligés à des sacrifices. La diplomatie espéroit surtout maintenir la paix en satisfaisant tout à la fois l'Autriche et la France, les deux parties principalement intéressées. L'ambition de l'Angleterre s'étend déjà sur

les colonies espagnoles; elle veut s'en assurer la durable possession.

Au reste, ce pacte si curieux et tenu si secret, exprimait-il la véritable pensée du cabinet de Versailles? Louis XIV était-il de bonne foi quand il le ratifia? Il résulte des dépêches de M. de Torcy à M. d'Harcourt à Madrid, que la diplomatie française jouait ici un double jeu. Le testament en faveur du prince électoral de Bavière déterminait la cour de France à demander le partage, et par le traité de partage elle espérait effrayer l'Espagne et obtenir un testament favorable à ses intérêts. L'habile diplomatie de Louis XIV n'avait ici rien à perdre, elle gagnait à toutes les chances! Si elle s'en tenait aux traités de Londres ou de La Haye, elle avait de nombreuses provinces; si elle obtenait un testament à Madrid, l'Espagne cutière revenait à son lot, et c'était un bel héritage!

CHAPITRE LIII.

SITUATION DE LA MONARCHIE ESPAGNOLE. — LE TESTAMENT.

Organisation politique de l'Espagne. — Ses provinces. — Ses nobles. — Le peuple. — La bourgeoisie. — Ses conseils. — Charles II, sa maladie. — Le marquis d'Harcourt. — Moyens pour arriver à la signature du testament. — Négociations diplomatiques. — Ouverture du testament en faveur du duc d'Anjou.

1699 — 1700.

La monarchie espagnole rayonnait encore d'un pâle éclat, souvenir des grandes époques, de Charles-Quint, et son magnifique empire. Les têtes royales avaient pu déchoir depuis Philippe II, de forte mémoire, mais la souveraineté des Espagnes dans les Deux-Mondes surpassait les plus puissans États de l'Europe. Le territoire espagnol, considéré même dans cette circonscription qui des Pyrénées touche au détroit, ne se composait pas d'un seul peuple. En quittant les Pyrénées, sur le revers des montagnes

verdoyantes, se déployait le Guipuscoa, ce sol si riche, coupé de mille ruisseaux, de collines cultivées jusqu'au sommet; beau pays où chaque paysan est noble, comme le disent les mille armoiries qui sont plaquées aux balcons de fer ou aux portes de toutes les hôtelleries *posadas*, *fondas* ou *paradores* des petits villages ou *pueblos* (1). La province du Guipuscoa avait toujours fait envie à la France; et dans son voyage des Pyrénées, en signant le contrat de mariage de Marie-Thérèse, Mazarin avait jeté un profond soupir en songeant que toute cette province que féconde la Bidassoa n'était pas française, car le pays basque forme une nationalité à part, une petite république que les Pyrénées séparent en vain (2).

En prenant au couchant de la montagne dans le long embranchement de la chaîne des Pyrénées qui longe l'Océan, se trouvaient les Asturies, population de montagnards durs au travail, forts muletiers, hommes de peine au costume pittoresque, que l'on voit en toutes les villes d'Espagne; un caractère que ces Asturiens, tous nobles aussi, car au temps du Maure ce fut dans ces impénétrables retraites que se réfugièrent les chevaliers chrétiens, les Rodriguez, les Saaveh, qui expulsèrent à grands coups de lances et d'épées les infidèles des belles et glorieuses villes d'Espagne. Léon était aussi le bon royaume des montagnes, et la Galice, si renommée par son pèlerinage à San-Yago, saint tout patriotique, qui guérissait les plaies du chevalier blessé dans la lutte de la patrie contre l'étranger, du chrétien contre le Maure. En descendant un peu du côté des sources du Tage, se trouvait l'Estramadure, province presque portugaise et à demi-perdue, si les cliens monotones des muletiers ne célébraient Alcantara, Badajoz et Talavera, vieilles chrétiennes, comme dit la romance du Cid.

Si vous suiviez les Pyrénées à l'est de la Bidassoa, vous trouveriez l'inculte royaume de Navarre; braves hommes encore que ces montagnards basques d'origine; glorieux de leur Pampelune l'imprévisible, et de Jacca, non loin de Roncevaux, où l'arrière-garde de Charlemagne, les braves paladins, Roland et Ogier le Danois, périrent accablés sous les traits et les pierres des montagnards. C'est en vain que Roland, de ses vastes poulmons, fit entendre le son

(1) J'ai été frappé de l'aspect du Guipuscoa, qui offre une végétation plus énergique que celles des Alpes; quand on quitte Vittoria pour la frontière de France, on passe un pays coupé de ravins, de montagnes, de ruisseaux. Dans le Guipuscoa, les femmes seules travaillent la terre; je vis les hommes enveloppés dans

leurs manteaux, assis et surveillant avec bérte leurs compagnes qui remuaient le sol.

(2) Je pris plaisir souvent dans les montagnes à cacher avec les basques, de leur langue basque; l'esprit de nationalité y est aussi prononcé que parmi les Bretons.

du cor; les échos en retentirent, il fut étouffé dans les bras de Bertrand de Carpio, Navarrais à la stature gigantesque; Carpio voulait le percer de sa lance, mais Rolland était invulnérable; et l'achanson navarraise dit tous les efforts du géant pour étouffer ce brave neveu de Charlemagne, la fleur des paladins de France. Le Navarrais se croyait plus pur, plus grand que l'Espagnol; et quand il saluait sa Pampeluna, sa belle forteresse, il se rapela, comme le paysan aragonais, sa vie de nation, ses fueros et ses rois indépendants!

A la Navarre venait se joindre la vieille Castille, origine et berceau du vrai Espagnol, car Burgos sa capitale est bien supérieure à Madrid par ses privilèges et ses grands titres d'histoire et de sainteté; le Castillan, hautain et sobre, faisait vie noble et paresseuse; la campagne était toute remplie de ces éleveurs demi-nus qui couraient de rochers en rochers. Cervantes nous en a fait d'amusantes histoires. En traversant la plaine de Montiel, si célèbre dans le *Don-Quichotte*, où le soleil brûlant traversait le casque et la salade du bon chevalier de la triste figure (1), vous trouvez au nord la Catalogne, toute hérissée de villes fortifiées; Tarragone, vieille cité romaine avec ses arcs de triomphe; Barcelone, si gaie, si agitée; Gironne studieuse; Roses, fleur de nom et de beauté. Au midi l'Aragon et le royaume de Valence, tout mauresque avec ses canaux et ses jardins du temps des Abencerrages, Valence, où l'on voit les jardins d'orangers, de grenadiers savoureux, de pistachiers mêlés aux citronniers et au jasmin suave qui parfume l'air quand la brise du soir agite ses petits pétales blancs comme la neige des Alpes; puis Murcie, tant célèbre pour ses femmes et ses chevaux. Les magnifiques cités de Cordoue, Séville, son Guadalquivir et Grenade; belle terre sans doute, ciel pur, poétique population, mais lâche, mais asservie. Le vieux proverbe espagnol dit: « qu'après la Sierra-Morena il n'y a plus d'hommes »; les mâles courages sont

aux Asturies, en Biscaye, en Navarre, en Catalogne. Après l'Èbre et le Tage, cherchez des femmes, mais pas un homme. L'habitant de l'Andalousie est au Navarrais et au Catalan ce que le doux et mol cheval de Cordoue ou de Grenade est à la mule des Asturies. Ainsi parle l'Astorien de l'Andaloux dans ces couplets de muletiers qui bercent le voyageur, de Bilbao à San-Jago, car j'aime encore les pèlerinages aux saints oratoires.

La Castille neuve, le centre du territoire espagnol, à Madrid pour capitale, Madrid ville d'étrangers, sans physionomie; les deux Castilles étaient les seules provinces sans privilèges; l'Aragon avait ses fueros quasi républicains; la Catalogne son vieux affranchissement sous les chefs élus; Valence formait un royaume à part. Toutes les provinces composaient en quelque sorte un État fédératif sous un roi; comme tous avaient conquis leur affranchissement des Maures au prix de leur sang, il était bien juste qu'il leur en revint quelque chose à leur honneur et à leur liberté. Quand les peuples ont beaucoup fait pour la patrie, il faut qu'en échange cette patrie prenne soin de leur dignité et de leur bien-être. L'Espagne avait d'autres domaines que son territoire et ses provinces de la Péninsule, dans la belle mer de Valence et sous la même latitude; les îles de Minorque, Majorque et Ivée, nouvelles Hespérides, tant leurs orangers chargeaient de fleurs et de fruits. Quand le navire espagnol avait doublé le cap Bon, il retrouvait encore les couleurs de sa monarchie depuis Girgenti, Syracuse jusqu'à Messine; en traversant le détroit à Reggio, le royaume de Naples était à la maison d'Espagne jusqu'à Capoue, Foggia et Beneventi. Par Otrante et Tarente, les possessions Espagnoles étaient en face de l'Albanie, province conquise par l'islamisme dans la première invasion des musulmans (2).

Les États romains séparaient les possessions espagnoles de Naples et du Milanais, Parme et Mi-

(1) Je traversais en 1833 la plaine de Montiel, cherchant partout les souvenirs du brave Quexoda, le pauvre chevalier de la Manche; j'eus le bonheur de déjeuner au Toboso; les negros commençaient à s'emparer des municipalités, et mon désappointement fut grand, lorsque, au lieu de trouver les traditions de Cervantes, je rencontrai de mauvaises gravures du prince Eugène. L'hôte de ma posada, très-ecclésiastique, avait seul conservé les vieilles coutumes de l'hôte de Don-Quichotte, lorsqu'il reçut chevalier après la veille des armes.

(2) J'ai consulté sur l'organisation monarchique et la géographie de l'Espagne :

Historia general de Espana, por el padre Juan de Mariana, continuada por Sabau 1788.

Cronica general de Espana, por Ambrosio de Morales.

Graudezas de Espana, por el maestro Pedro de Medina.

Catologo real de Espana, por Rodrigo Mendez de Silra.

Espana sagrada, por el padre maestro Flores.

Memorias de la real Academia de la historia. Introduccion a la historia general y geografica d'Espana, por don Guillermo Bowles.

lan formaient les deux extrémités de ce beau duché qui avait été si souvent envié par l'Allemand; enfin la Franche-Comté était un poste militaire jeté par l'Espagne pour soutenir son bon pays de Flandre à l'extrémité nord de la monarchie française. Ces possessions étaient vastes, brillantes sans doute, mais mal distribuées; comment une armée espagnole pourrait-elle pénétrer jusqu'en Flandre, si ce n'est par le concours de l'Empire? C'est précisément ce qui donnait à la maison d'Autriche la fierté, l'ambition de réunir la couronne d'Espagne à l'Empire, comme Charles-Quint; par là les possessions espagnoles du Nord, la Franche-Comté et l'Italie avaient un lien commun; elles n'étaient pas éparpillées comme en lambeaux à la merci de la France. Henri IV et Louis XIV avaient prouvé combien cette organisation militaire était faible et défectueuse. Dans les Deux-Indes, l'Espagne avait d'immenses et riches possessions; Santo-Domingo et Cuba ouvraient le magnifique empire du Mexique, ce monde d'or, comme l'écrivait Fernando-Cortés dans ses lettres des archives de Séville. Aux extrémités du golfe, le Pérou se déployait avec ses mines de diamants, de topazes et de saphirs, au bord de cette mer Pacifique qui vient battre l'isthme de Panama. Dans les Indes orientales, l'Espagne possédait encore les Philippines, quelques-unes des îles de l'Archipel de Coromandel, si renommées pour la pêche des perles (1).

Tous les ressorts de cette vaste administration venaient aboutir à Madrid; le droit de la maison d'Autriche depuis Charles-Quint était la monarchie absolue; ainsi le roi était souverain maître de ses sujets Castillans. Aucun conseil, aucune autorité politique ne pouvait s'opposer à la volonté du roi; les privilèges provinciaux étaient la seule barrière; elle était forte et grande, cette barrière, pour l'Aragon et la Catalogne surtout, où les antiques fueros faisaient de chaque cité une véritable république municipale. Le prince qui possédait ce pouvoir absolu, Charles II, chargé de gouverner cette monarchie, était le plus accablé de tous les hommes; on avait fatigué son esprit dans d'obscures jouissances, dans d'incessantes futilités. Carlos II le maître de ce monde espagnol, passait sa vie au

milieu du Buen-Retiro, douce retraite tant chérie des rois autrichiens après qu'ils eurent abandonné le sombre Escorial; il était là jouant avec des nains, des baladins et de gracieux chanteurs d'Italie. Depuis la mort de Louise d'Orléans, reine d'Espagne, la maison d'Autriche semblait maîtresse de l'esprit de Charles II. La reine, sœur de l'impératrice, jeune femme à la taille élancée, à la chevelure blonde, avait fait appeler à Madrid deux régiments tudesques sous le prince de Darmstadt, érég grand d'Espagne de première classe; la Catalogne était occupée par six mille hommes de troupes impériales. Tout était disposé pour un coup de main qui unirait la couronne espagnole avec ses mille blasons de souverainetés à l'empire d'Allemagne (2). On aurait reconstruit, le brillant héritage de Charles-Quint.

C'était toujours le résultat fâcheux qu'il était important d'éviter pour la France et ses alliés, la Hollande et l'Angleterre; M. d'Harcourt agissait par tous les moyens contre le comte d'Harrach qui se croyait sûr du testament. Le prince électoral de Bavière, ce jeune héritier de six ans, était mort subitement à Bruxelles; on accusait le conseil impérial d'avoir préparé cette catastrophe. La mort du prince laissait la question du testament intacte, et c'est en cette circonstance que l'habileté de M. d'Harcourt put se déployer tout entière. Il fallait frapper le crédit du comte d'Oropéza et de l'Amirante de Castille, ce Juanito tant aimé de la reine, et tout dévoué à l'Autriche; l'ambassadeur de France y parvint par la révolte du 6 avril, bruyante émeute où le peuple demandait du pain, et de l'huile, jusque dans la cour du Buen-Retiro. Les cris de *muer Oropéza*, avaient été inspirés par les pamphlets clandestins de M. d'Harcourt, en même temps que l'ambassadrice négociait avec la reine pour le cas de veuvage; ne pourrait-elle pas alors épouser le dauphin de France (3)? Le comte d'Oropéza et l'Amirante furent jetés en exil par suite de l'émeute de la Plaza-Mayor.

La monarchie espagnole était gouvernée par le conseil de Castille, la première autorité politique et administrative. Le président du conseil de Castille avait des fonctions et des prérogatives qui assimilaient au rang des chanceliers de France; il en

Geografía de España, por don Isidoro Antillón.

Vínga de España, por don Antonio Pons.

Teatro universal de España, por don Francisco Javier de Gama.

Decretos del rey nuestro Señor, anno 1788.

(1) C'est à Séville que se trouvent déposées toutes les

pièces relatives à l'Amérique et aux Indes; à Simancas sont les pièces purement administratives et historiques de la monarchie.

(2) Dépêches, du comte d'Harrach, ann. 1690.

(3) Mém. de M. de San Philippe et les excellentes notes du marquis de Louville. — 1690.

avait aussi le caractère inamovible; seulement le roi avait le droit de l'exiler, et en ce cas un vice-président en exerçait les fonctions. Après la chute du comte d'Oropéza, don Manuel Arrias reçut du roi les insignes de cette dignité de Castille. L'autorité ecclésiastique était également représentée par le patriarche des Deux-Indes, évêque national qui se liait aux gloires et aux conquêtes des vieux Espagnols de Cortès, et par le grand-inquisiteur, patriotique institution qui se rattachait à la défense de la nationalité espagnole si long-temps menacée par les Maures et les étrangers. L'office du grand-inquisiteur ressemblait à l'institution sévère de la censure romaine; il veillait à ce que tout Espagnol vécût dans les lois du catholicisme, car c'était le catholicisme qui avait délivré la patrie de la domination arabe; quiconque ne s'agenouillait pas sincèrement dans les cathédrales de Burgos ou de Léon, pleines d'étendards musulmans, de queues de cheval, de croissans aux pommes d'or, de cimetières recourbés, était traité à son pays; et de là le pouvoir politique de l'inquisition en Espagne étendant sa justice d'égalité sur les rois comme sur les sujets, car les uns et les autres pouvaient trahir la nationalité catholique des vieilles Castilles. Ne pas être vrai et bou chrétien, c'était ne pas être Espagnol.

Quelques grandes familles aux titres de Castille dominaient la cour de Charles II; toutes étaient représentées dans les dignités suprêmes du conseil et de la royale maison; d'abord, le duc de Medina Sidonia, l'ainé des Gusman (1), majordome major, ce qui équivalait au titre de grand-échantillon; le cardinal Porto-Carrero, avait la confiance du roi; le comte de Benavente de la maison de Pimentel tenait l'office de sommelier du corps; don Fernand de Moneade, duc de Montalte, présidait le conseil d'Aragon. Ensuite venait le duc de Monteleone le marquis de Villena, et le plus noble de tous, le marquis de Villafranca, chef de la maison de Tolède; Ubilla, le secrétaire d'Etat des affaires étrangères complétait ce conseil de grandesse qui dirigeait les forces et dominait le gouvernement de la monarchie. La reine, toute dévouée à l'Autriche, était encore sous l'influence de sa camarera major, du nom de Berlips, laquelle recevait une pension du cabinet de Vienne; elle était également protégée par le prince de Darmstadt qui commandait les deux régimens tudesques au service du gouvernement espagnol à Madrid. Jeune et légère, la reine passait

son temps au Buen-Retiro entre le chanteur Matehuelo et son petit nain Louisillo gracieuse miniature d'un pied trois lignes, si brillamment vêtu qu'on l'aurait pris pour un bel écuyer flamand vu à quelques lieues dans un verre de couleur.

C'est en présence de ces actions diverses que les deux légations de France et d'Autriche devaient agir dans l'intérêt respectif de leur cour. L'ambassadeur de France marquis d'Harcourt reçut de Louis XIV l'ordre: « de quitter Madrid avec l'ambassade, afin de ne pas trop blesser Charles II, que l'activité trop ouverte de la légation française avait irrité. » Depuis le traité de partage; le cabinet de Versailles avait ordonné à M. d'Harcourt de prendre le commandement d'une armée d'observation qui se formait en deux corps, l'un à Bayonne, et l'autre à Perpignan; ces troupes s'élevaient à quarante-deux mille hommes, pourvus d'une artillerie prête à franchir les Pyrénées. M. de Blécourt, le diplomate habile, restait à Madrid avec ordre de communiquer le traité de partage au cardinal Porto-Carrero (2). Le but de cette démarche était facile à deviner; le traité de partage devait blesser profondément la fierté espagnole; une telle convention indiquait qu'en aucun cas la France, la Hollande et l'Angleterre réunies ne souffriraient un testament favorable à la maison d'Autriche. La grandesse d'Espagne, instruite par le cardinal et don Manuel Arrias, fut vivement offensée de ce traité, elle s'en effraya pour l'avenir. M. de Blécourt ne laissa point ignorer que l'armée réunie sur les Pyrénées et les flottes française, anglaise et hollandaise, étaient destinées à faire exécuter ce traité de partage; c'était ici un coup d'habileté, car la communication restait officieuse et secrète (3).

Ce traité jetait à l'Espagne une des menaces les plus effrayantes pour les grands et le peuple; la monarchie de Philippe II allait donc être morcelée en poussière. Ses plus belles possessions seraient divisées entre la France, l'Angleterre et la Hollande? Le roi d'Espagne n'aurait plus qu'un territoire restreint et limité! Les Pyrénées seraient franchies par la domination française! Charles II, à qui le traité de partage fut communiqué par le secrétaire d'Etat Ubilla, en éprouva une vive et profonde indignation; faible et malade, il sentit se réveiller en lui tout le sang autrichien, ce vieux et noble sang de Charles-Quint; son ambassadeur

(1) Il se nommait Don Juan Carlos Perez de Gusman.

(2) Dépêche de M. de Torcy, Avril, ann. 1700.

(3) Tout ceci se passa dans de simples conversations; je n'ai pas trouvé trace de notes officielles dans les dépôts.

à Londres et le marquis de Bedmar à Paris eurent ordre d'adresser de vives remontrances sur ce qu'il y avait d'odieux dans un tel traité de partage; quoi! on se distribuait les dépouilles d'un prince qui n'avait point touché la tombe encore! M. de Torcy se contenta de répondre: « qu'il s'agissait d'un traité secret et de pure éventualité, et que le droit public européen n'empêchoit pas que les puissances intéressées ne prissent les précautions nécessaires pour empêcher que la monarchie de Charles-Quint ne fût reconstituée avec toutes ses forces menaçantes pour l'indépendance et la sûreté des autres États (1). » L'ambassadeur d'Espagne s'étant plaint à Londres d'une manière hautaine et insolente au comte d'Albemarle, chef du conseil de Guillaume III, ce prince, qui était alors en Hollande, donna ordre au secrétaire d'État d'expédier immédiatement les passeports au représentant de Charles II. L'ambassadeur quitta Londres en effet.

La France, l'Angleterre et la Hollande paraissaient tout-à-fait d'accord sur l'exécution du traité de partage; il fut communiqué de concert par les trois légations de Vienne à l'empereur. M. de Villars déclara dans une note de sa cour: « qu'en réfléchissant sur ses véritables intérêts, Sa Majesté Impériale devait voir dans ce traité que tous ses droits étaient parfaitement respectés. N'étoit-ce pas un prince d'Allemagne qui était appelé en définitive sur le trône d'Espagne? on évitoit seulement une réunion des deux couronnes sur une même tête, résultat qu'en aucune hypothèse les puissances signataires du traité de La Haye et de Londres ne pourroient tolérer (2). » L'empereur ne répondit point; seulement le comte d'Harrath eut l'ordre de poursuivre au Buen-Retiro la signature prompte et sûre du testament en faveur de la maison d'Autriche par l'intermédiaire de la reine et du parti allemand à Madrid.

Le moment était bien choisi; l'indignation de Charles II était profonde; le fils de l'électeur de Bavière, je le répète, cet enfant héritier désigné par le premier testament, venait de mourir; était-

il tombé victime d'un empoisonnement? était-il mort de simple maladie (3)? Ce fut là un mystère de politique; à ces sombres époques il ne se passait pas un événement qui ne fût attribué à de coupables manœuvres. Alors il s'était répandu l'opinion à Madrid et dans les Espagnes que le roi notre seigneur avait été ensorcelé; une vieille femme de Cangas, en Asturie, avait jeté un sort sur cette tête affaiblie; le P. Froylan-Dias, confesseur du roi, déclara qu'en effet don Carlos était sous la triste influence de l'esprit des ténèbres; il echa les auteurs de ce crime, puis en déclara un si grand nombre, que selon l'expression de son Philippe, il ne nuisit à personne (4); tant il y a que le comte d'Harrath, de concert avec la reine, profita de la colère de Charles II contre les signataires du partage, pour servir les intérêts de la maison d'Autriche; un nouveau testament fut rédigé par le roi lui-même spontanément. Cette tête, si abaissée par la maladie, se redressa fière et puissante, mais pour un seul instant; elle retombe sur la poitrine de ce roi jeune, en qui la vie forte n'était plus! Un premier testament en faveur de l'archiduc Charles fut scellé de ce nom de *Jo et Rey*, qui constituait la grande volonté féodale des antiques comtes, puis rois de Castille (5).

M. de Blécourt, en habile diplomate, avait pris à Madrid une position froide et mesurée; à toutes les questions de la grandesse il répondait: « Le roi mon maître a signé un traité avec la Hollande et l'Angleterre sur le cas éventuel du testament et de la succession d'Espagne; il s'y tiendra. » Il répondait à dessein à Madrid le bulletin des forces qui se réunissaient à Bayonne et Perpignan; quand on lui demandait le but de cet armement, M. de Blécourt ajoutait: « que c'était pour le maintien des traités et surveiller les garnisons allemandes de Madrid et de Catalogne; il faisoit entrevoir qu'en aucun cas les trois puissances ne souffriraient l'exécution du testament en faveur de l'archiduc, c'est-à-dire la reconstitution de la monarchie universelle de Charles-Quint (6); M. de Blécourt déclarait que c'était la guerre générale; dès qu'on aurait connaissance

(1) Dépêche de M. de Torcy, ad ann. 1700.

(2) Note de M. de Torcy. Avril, ann. 1700.

(3) Je trouve dans le manifeste de l'électeur de Bavière une grave accusation contre l'Empire: « L'étoile de la maison d'Autriche, y est-il dit, étoile fatale à tous ceux qui font obstacle à l'agrandissement de cette maison, et qui l'a si bien servie en Allemagne, en Bohême et en Hongrie, enleva ce jeune prince. Il mourut d'une maladie, qui avoit souvent sans péril attaqué son enfance avant qu'il fût destiné à porter la couronne

d'Espagne. » (Manifeste de l'électeur de Bavière, 1702.)

(4) « Respiró mil falsedades y mayores dadas, el padre de la mentira: dixó que estaba hechizado el rey, calló los autores; despues nombro muchos, y por que quisu hacer mal á tantos, le hizo á ninguno. » (1700.)

(5) L'original du testament est à Madrid; il porte la date de juin 1700.

(6) Dépêches de M. de Blécourt à M. de Torcy. Mai, ann. 1700.

du testament en faveur de l'archiduc, il annonçait que le marquis d'Harcourt entrerait dans la Catalogne. Un autre corps de Français devait envahir le Guipuscoa, et en revendiquer la possession au nom du roi de France.

Une telle position prise par le représentant de la France donnait à réfléchir à tout le conseil du roi d'Espagne. M. de Blécourt était seul resté à Madrid; l'ambassadeur d'Angleterre s'était retiré, celui de Hollande avait demandé des passe-ports; M. d'Harcourt était en France; allait-on affronter Louis XIV? Subiraient-ils les conséquences de ce morcellement de la monarchie? C'est alors que commence à fermenter la pensée d'un testament en faveur d'un des petits-fils de Louis XIV: n'était-ce pas le seul moyen d'éviter le traité de partage, si nuisible à l'honneur et à l'avenir de la monarchie espagnole? n'était-ce pas l'unique ressource pour conserver son intégralité? M. de Blécourt recueillit quelques communications à ce sujet et se hâta de les indiquer par courrier à M. de Torcy; il lui fut répondu: « que sans s'engager en aucune manière dans cette nouvelle position, il eût à l'étudier profondément; que si l'affaire restait toute espagnole, la France serait plus libre dans sa résolution définitive; au reste, on autorisait M. de Blécourt à faire quelques promesses, à jeter quelques mots qui pourroient faire pressentir que Sa Majesté Très-Christienne ne seroit pas éloignée d'accepter la succession d'Espagne pour un membre de sa famille. » Plein du désir de conduire à bien une négociation aussi importante, M. de Blécourt suivit avec une grande attention le progrès du parti français parmi la grandesse; le marquis de Villafranca s'en était déclaré le chef, non point qu'il ne fût Autrichien de cœur, comme tout ce qui tenait par race aux descendants de Charles-Quint, mais parce que le démembrement de la monarchie espagnole blessait le patriotisme de quelques-uns; d'ailleurs un traité de morcellement et de partage ne permettrait plus de confier à la grandesse la vice-royauté, les majorats, les titres de provinces; Villafranca posa nettement la question au duc de Medina Sidonia, qui lui-même communiqua l'idée d'un testament en faveur de la France, aux marquis de Villagarcia et de Villena, puis à Saint-Estevan, l'un des membres actifs du conseil. Il fut arrêté entre eux qu'ils éviteraient

le partage de la monarchie espagnole par tous les moyens, et s'il le fallait même en plaçant l'ordre successoral dans la maison de Bourbon. A côté d'un sentiment d'égoïsme et de paix particulière se trouvait ici un noble mobile de fierté espagnole; la plupart de ces grands étaient Autrichiens d'opinion, mais ils ne voulaient pas voir leurs provinces morcelées et l'Espagne avec ses mille écussons tomber en pièces. Ces cinq têtes de grandesse se jurèrent réciproquement de garder le secret de la délibération comme pour une affaire d'État; pourtant le marquis de Villafranca pensa qu'il était urgent de s'ouvrir au cardinal Porto-Carrero, chef du conseil d'État, et de le mêler aux mêmes intérêts; cela fut fait, et Porto-Carrero abonda dans le sens de la grandesse (1).

Il ne fallait rien brusquer pour ne pas mécontenter le roi; le parti de Villafranca, avec une haute habileté, attaqua l'influence autrichienne et les amitiés de la reine; la camareria major de Bertips fut immédiatement sacrifiée; la population de Madrid était soulevée contre ses rapines. On éloigna également, aux applaudissements de tous, les troupes allemandes du prince de Darmstadt; le prince fut remercié de ses services; la reine devint comme isolée; elle n'eut plus de confidence intime à qui elle aurait pu s'abandonner. Sous un prétexte de conscience religieuse, on changea le confesseur du roi tout autrichien; il fut remplacé par un franciscain dans les intérêts du marquis de Villafranca. Il ne restait plus qu'à faire entrer dans le projet commun le secrétaire d'État Ubilla y Medina, l'homme actif du conseil de Castille; le marquis de Villafranca lui communiqua le dessein de la grandesse pour éviter le morcellement de la monarchie; l'intelligence du secrétaire d'État comprit la portée de cette situation nouvelle; il en accepta toutes les conséquences. Ubilla vit bien qu'il s'agissait d'un projet concerté par la grandesse; toute résistance était donc inutile; l'homme d'État devait se placer à la tête du mouvement pour le conduire et le dominer. Ce fut alors que, pour la première fois, le conseil de Castille s'occupa sérieusement de la question de succession et de testament en faveur du duc d'Anjou; les avis furent agités; il y eut partage dans les opinions.

Il fallait maintenant agir auprès du roi Char-

(1) Le duc de Saint-Simon, qui fut ambassadeur à Madrid, et depuis grand d'Espagne, a dû être bien informé des événements qui préparèrent le testament au profit du duc d'Anjou; on s'explique les commentaires qu'il raconte dans ses mémoires; le défaut de

Saint-Simon est toujours de voir le petit côté dans les affaires, et de ne jamais s'élever aux hautes et grandes considérations; l'écrivain frondeur prend toujours la partie mauvaise des passions et des événements; il ne sait jamais rien grandir!

les II; on avait des répugnances bien difficiles à vaincre et à étouffer! D'abord, comment décider don Carlos, le descendant de Charles-Quint, à déshériter sa race pour porter son immense succession à la maison rivale de la sienne depuis des siècles? Là s'élevait une question qu'il était très-délicat d'aborder auprès du roi; ensuite, comment justifier légalement cette disposition testamentaire, contraire à toutes les renonciations matrimoniales arrêtées lors de l'union des infantes d'Espagne avec Louis XIII et Louis XIV? N'y avait-il pas des actes écrits et signés de la main des infantes (1)? A toutes les époques, n'avait-on pas voulu éviter la fusion des deux couronnes d'Espagne et de France dans les mêmes maisons? La reine d'Espagne était d'ailleurs un obstacle à tous les projets du parti Français; Allemande de cœur et de maison, ne dominerait-elle pas le roi dans ses derniers moments? La jeune reine n'avait pas toute l'influence de la première femme de Charles II, issue de la branche d'Orléans; mais elle partageait sa couche, elle veillait à son chevet; elle réchauffait en lui ces étincelles de fierté autrichienne qui jaillissaient du sang de Charles-Quint. L'Amirante de Castille et Oropeza, les principaux conseillers de la reine, agissaient dans leur exil; heureusement pour la France, ils n'avaient ni l'un ni l'autre de la popularité. Ainsi le roi Charles II se trouvait en face de deux sentiments et de deux

systèmes: d'une part, la haine et les préjugés de sa maison contre la France, vieil honneur traditionnel de la famille de Bourgogne et de la race espagnole; d'une autre part, la crainte du traité de partage de la monarchie, jeté par Louis XIV au lit de mort du roi Charles II; et comment éviter ce brisement du grand œuvre de Philippe II? L'arrière-petit-fils du roi absolu, qui avait proclamé l'unité catholique au profit de sa monarchie, allait donc voir se consommer le partage de ses États, arrêté entre les trois puissances sur sa tombe!

L'habileté de M. de Blécourt à Madrid consistait surtout à s'effacer; il ne parut rien de français dans les négociations ou dans les intrigues; tout fut espagnol et conduit par la grandesse et les conseillers de Castille. Dès que le cardinal Porto-Carrero et le secrétaire d'État Ubilla y Medina furent déterminés pour le parti du duc d'Anjou, les choses marchèrent plus activement encore. Le cardinal Porto-Carrero attaqua vivement les scrupules de conscience et d'orgueil autrichien. Il n'y eut ni exorcisme, ni incantation béate et catholique comme l'ont écrit les pamphlets d'Angleterre et de Hollande (2); le conseil de Castille délibéra long-temps, et ce fut dans l'idée de l'indivisibilité de la monarchie espagnole, et pour éviter l'exécution du traité de partage, que le testament au profit de la France fut adopté à la majorité (3). Les motifs sur lesquels on

(1) Voyez mon livre, *Richelieu, Mazarin, la Fronde*, tom. I et VIII. J'y donne le texte des renonciations des Infantes.

(2) Rien de plus puéril que tout ce qui a été écrit sur les moyens odieux employés par la diplomatie de Louis XIV pour la question du testament. Il y eut de l'habileté, mais rien au-delà. Un pamphlet, publié à Cologne en 1701, dit que M. de Blécourt avait aussi ensorcelé le malheureux Charles II. Il y a une certaine manière que la capacité emploie pour dominer un esprit foible ou incomplet; ceci a souvent la force d'un enchantement.

(3) Voici le résumé de la déclaration du conseil de Castille telle qu'elle se trouve aux archives espagnoles: « Le cardinal, les marquis de Manera et del Fresno, et le comte de San-Estevan donnèrent leur avis par écrit. Le teneur en étoit la même; ils disoient en substance: que le royaume, presque détruit par les rigueurs opiniâtres de la fortune, avoit besoin de se rétablir; qu'on ne pouvait sans péril différer le choix d'un successeur, parce que si, dans cet état de choses, le roi venoit à mourir, chaque prince prendrait une portion de la monarchie, dont les forces se consumeroient en guerres civiles, par la haine naturelle que les Aragonais, les Catalans et les Valenciens portoient

aux Castillans; que la majesté et la splendeur d'un trône si auguste seroient accablées sous la tyrannie et l'ambition; qu'il ne suffiroit pas de nommer un héritier, si on ne le choisissait en état de soutenir la pesante machine d'un si vaste empire; qu'il falloit qu'il y eût des droits, de crainte que l'usurpation n'attirât le malheur, et que le pouvoir dénué de droits ne se confondit avec la tyrannie; que dans une si grande confusion de maux, la divine Providence ne leur laissât que le choix d'un remède; qu'il étoit dans la maison de Bourbon si puissante, si heureuse, et qui avoit des prétentions incontestables à la succession; que de toute autre façon on détruirait la monarchie, et que ses États étant conquis par les armes, elle deviendrait une province de France; qu'on devoit promptement appeler pour héritier à la couronne le duc d'Anjou, second fils du Dauphin, afin que dans aucun temps les deux sceptres ne fussent réunis dans la même main; que sous ce nouveau roi renaîtroit la gloire éclipse des Espagnols, non seulement en cessant d'avoir un ennemi redoutable, mais encore en trouvant un protecteur si puissant. » Le marquis de Villafraña, le comte de Montijo et le duc de Medina-Sidonia furent de cet avis.

Le comte de Fuensalida parla avec obscurité. Il dit :

se décida furent sérieux. Si Charles II persistait dans son testament en faveur de l'archiduc, le traité de partage entraînait une guerre violente; l'armée d'observation du marquis d'Harcourt entraînait en Catalogne par les Pyrénées, et s'emparait du Guipuscoa par Bayonne; Naples, le Milanais, la Flandre, étaient détachés de la monarchie; l'Espagne pouvait-elle seule résister à la coalition de la France, de la Hollande et de l'Angleterre? La monarchie espagnole allait ainsi recevoir un coup terrible dont elle ne se relèverait peut-être jamais; la disposition testamentaire favorable à la France conservait l'unité monarchique, en maintenant avec rigueur la séparation des deux couronnes. On n'avait pas à craindre que les monarchies d'Espagne et de France se confondissent jamais; Louis XIV pouvait seul, par la proximité de ses frontières, soutenir l'intégrité des États castillans; il y avait impossibilité de vaincre l'Espagne et la France réunies dans un traité d'alliance, et combattant avec leurs moyens militaires ou leurs immenses flottes. Il n'y eut donc pas, il faut le répéter, d'exorcisme religieux, de dramatiques actions du ciel sur l'esprit du roi; il y eut seulement de l'habileté de la part de la légation de France. M. de Blécourt n'employa pas le spectacle de ces autels au luminaire pâle, tapissés de soie blanche aux grandes croix d'or; on n'eut pas besoin de ces cérémonies intimes où les prières des agonisants se mêlaient aux intrigues ambitieuses de la politique sur un sépulcre entr'ouvert. L'envoyé de France se contenta de placer la question sur un terrain parfait; il jeta le roi d'Espagne dans l'alternative ou de voir sa monarchie

morcelée par un traité de partage, ou de léguer ses États à un Bourbon; l'intérêt castillan l'emporta sur la fierté de race. Voilà comment la question fut spécialement décidée, et tout ce qu'on a dit n'est qu'un romanesque épisode dans un grand drame dénoué par la seule capacité (1).

Il restait à Charles II des scrupules de conscience: pouvait-il dépouiller sa grande famille d'Autriche, ses ancêtres, sans s'exposer à ce hant et dernier jugement de Dieu qui broie la destinée des rois comme celle des peuples? Tourmenté par cette solennelle pensée, Charles II prit la subite détermination de consulter le pape, puissante autorité de l'univers catholique. Jamais prince, dans une vie qui s'éteignait, n'eut à éprouver une lutte plus persévérante et plus profonde; il était en proie à mille sentiments divers; ses hésitations étaient nobles et pieuses. On a peint Charles II comme une âme hébétée sous la faiblesse et la superstition de ses derniers moments; je ne sais si l'histoire présente un caractère plus fortement attaché au devoir, à la grandeur de sa maison et de sa monarchie dans ces temps qui précèdent la mort; et de quoi s'agissait-il? de l'acte le plus solennel, celui qui suppose à l'homme la conscience de sa fin prochaine; on n'entretenait le roi d'Espagne que de ses dispositions de mort, que des précautions à prendre pour le temps où il ne serait plus; et ce roi hésite, discute, écrit. On sait toute la fierté de la maison d'Autriche et de la race de Bourgogne; elle se manifeste, cette haute fierté, même dans la scrupuleuse consultation que Charles II adresse au pape Innocent XII (2): « Il ne dissimule pas que ses

« qu'il n'étoit pas temps de nommer un successeur pendant que le trône étoit encore occupé; qu'il convenoit de préparer des armées pour se défendre de la violence, supposé que le roi rendit quelque décret, ou que les cortès décidassent la question, afin qu'on pût exécuter librement et sans crainte les résolutions qu'on prendroit. »

Le comte de Frigiliana étendit fortement cet avis. Il insista sur l'armement des royaumes, afin qu'ils eussent la liberté de choisir un roi, si celui qui portait la couronne ne le faisait pas. Il ajouta: « que ni les droits des Autrichiens ni ceux des Bourbons n'étoient si clairs, qu'ils ne fussent mêlés de doutes embarrassants; qu'il ne folloit pas oublier l'assemblée de Caspé, dans laquelle les juges députés donnèrent un roi à l'Aragon; qu'il étoit insolent de vouloir forcer le roi à prendre une pareille résolution; qu'il seroit plus à propos de l'en détourner, pour laisser aux royaumes la liberté de choisir; que ce qu'on régleroit en Castille ne seroit point en Aragon, éternel ennemi de la grandeur de

celle-ci; qu'alors la guerre civile étoit inévitable. » Les autres membres du conseil rejetèrent cet avis, et persistèrent dans le leur. Frigiliana en fut étonné, et s'écria en se levant: « *Oy destruyeste la monarquia; vous détruisez aujourd'hui la monarchie.* » (Archives espagnoles, ann. 1700.)

(1) Les Mémoires de Torey donnent une multitude de détails curieux sur la négociation de Madrid. M. de Torey avoit acquis une grande habileté de traditions; mais dans cette circonstance il ne sut pas tout. Louis XIV fit beaucoup de choses par lui-même, et dans son cabinet intime; M^{re} de Mointenon fut seule dans l'absolue confiance. Comparez également les Mémoires de San-Philippe et du marquis de Louville.

(2) Comme tout ce qui se faisoit à Madrid étoit connu en France, une copie de cette consultation de Charles II au pape fut envoyée au cabinet de Versailles dans une dépêche de M. de Blécourt. Juin, ann. 1700.

Voici la traduction partielle de la lettre de Charles II au pape: « Très-saint Père, me voyant sans espérance

affections de roi, ses tendresses de famille et ses traditions de race le portent à maintenir son testament en faveur de l'archiduc; mais les grands de Castille lui ont remoutré que l'intérêt de la monarchie espagnole et de la paix générale devoit le déterminer à préférer une disposition favorable au duc d'Anjou, l'un des petits-fils de Louis XIV. Le roi prioit donc le Saint-Père de le diriger dans ce cas de conscience; pouvoit-il ainsi disposer légalement? L'intérêt de ses peuples justifioit-il suffisamment la clause qui privoit sa famille, la race autrichienne? Le pape Innocent XII, alors tout entier dans les intérêts de la France, répondit: « que les rois n'appartenoient point à leur famille, mais aux peuples; que le testament en faveur de l'archiduc entraînant le partage de la monarchie, il n'y avoit pas à hésiter. La position de Louis XIV, les forces de la France pouvoient éviter à l'Espagne le plus grand des malheurs; or, ce que devoit désirer de plus heureux à la cause chrétienne le souverain pontife, c'étoit une paix générale, une longue trêve au moins, pour que les forces catholiques pussent être dirigées contre les infidèles qui menaçoient l'Europe; Charles II, en préparant cet heureux résultat par son testament, méritoit les plus saintes indulgences de l'Eglise (1). »

La persistance de Charles II étoit dès lors vaincue; rien ne s'opposoit plus à la confection du testament; le secrétaire d'État Ubilla y Medina en rédigea les longues clauses sous le plus profond secret. Fut-il connu de la légation française, ce testament, avant même qu'il n'eût été signé? fut-il transmis à Louis XIV? Les faiseurs de mémoires ont nié que la légation de France ait eu connaissance de ce testament; ils n'ont pas remarqué l'audience très-particulière que l'ambassadeur espagnol à Paris, Castel dos Rios, obtint de Louis XIV (2)

d'avoir des enfans. Je suis obligé de choisir un héritier des royaumes d'Espagne, lesquels tombent de droit dans une maison étrangère, bien que l'obscurité de la loi en laisse la justice douteuse; cette question est l'unique objet de mon souci, et pour être éclairé, j'ai fait à Dieu d'instantes prières; je ne cherche que ce qui est équitable; j'espère le trouver dans son oracle sacré, après que Sa Sainteté aura consulté cette grande affaire avec les cardinaux et les théologiens qu'elle jugera les plus sincères et les plus savaux, et après qu'elle aura examiné les papiers que je lui envoie, c'est-à-dire les testaments de mes prédécesseurs depuis Ferdinand et Isabelle jusqu'à Philippe IV, les lois d'Espagne faites par les cortès et celles qu'on avoit établies contre les infantes Anne-Marie et Marie-Thérèse, mariées en France, les actes et conventions

pour demander une acceptation tacite au moins de la part du roi avant de se jeter dans les voies périlleuses d'un testament. Le conseil de Castille avoit sondé M. de Blécourt, et l'ambassadeur étoit trop actif, trop dévoué aux intérêts de la France, pour ne pas se hâter de prendre les ordres définitifs de sa cour; il y a même quelques traces que le testament fut communiqué personnellement au roi très-chrétien, et que des changemens furent indiqués par M. de Torcy lui-même qui n'avoit pas assisté à l'audience de Castel dos Rios. Tout cela fut couvert d'un secret si absolu, qu'on n'en eut pas soupçon ni à Vienne ni à Londres. Le comte d'Harrach, ambassadeur autrichien, fut complètement joué par M. de Blécourt, le cardinal Porto-Carrero et le secrétaire d'État Ubilla y Medina.

Le testament, ainsi bien exactement motivé, fut soumis à la signature royale, au Buen-Retiro, le 20 octobre de l'année 1700 à midi. La journée étoit chaude, comme il arrive en Espagne même dans une saison avancée; la poitrine du roi étoit fortement oppressée sous cette maladie qui le dévorait; son teint étoit jaune et pâle, ses yeux brillants néanmoins, et les fossettes de ses joues amaigries étoient fortement colorées d'un brillant accès de fièvre. Dans cette chambre damassée de velours d'Utrecht, sur un lit à larges balustrades, à baldaquins d'argent où pendaient de longs rideaux, le roi gisait étendu; à ses côtés le cardinal Porto-Carrero, vêtu de la robe de pourpre du cardinalat, debout, la barrette à la main; puis à ses côtés le secrétaire d'État Ubilla, à deux genoux sur un carreau de velours, selon l'usage. Sur un signe du roi, Ubilla lut en castillan les dispositions testamentaires de Charles II, et cette lecture avoit quelque chose de si solennel! « Au nom de la très-sainte Trinité, nous Charles, par la grâce de Dieu

matrimoniales, les actes, cessions, et une suite de tous les actes des princes autrichiens depuis Philippe-le-Bon; afin qu'après les avoir examinés avec attention, Sa Sainteté puisse rendre un jugement fondé sur la justice. J'ajoute que je n'écoute ni l'amour ni la haine, et que j'attends le décret du Saint-Père pour qu'il soit la règle du mien. » (Archives de Simancas, BB. 66.)

(1) Innocent XII s'exprima de communiquer sa réponse au cabinet de Versailles. Le nonce, à Paris, en remit copie, Juin, ann. 1700.

(2) Sait-Simón semble croire que la légation de France à Madrid n'étoit pas informée de ce qui s'y passait: Sait-Simón, je le répète, comme tous les pamphlétaires, n'a jamais su si connu qu'un très-petit côté des questions diplomatiques.

roi de Castille, etc. (1), reconnaissons comme mortel que nous ne pouvons éviter la mort, peine à laquelle nous sommes tous assujettis par le péché de notre premier père, et nous trouvant arrêté au lit de la manière dont il plaît à Dieu de nous visiter, nous faisons notre testament ayant le jugement sain et libre, selon qu'il a plu au Seigneur de nous l'accorder, ordonnons et déclarons par cet écrit notre dernière volonté. Si Dieu par sa miséricorde infinie vouloit nous donner des enfans légitimes, nous déclarons pour notre héritier universel de tous nos royaumes, États et seigneuries le fils aimé, et tous les autres qui par leur ordre doivent succéder, et au défaut des mâles, les filles en seront héritières, conformément aux lois de nos royaumes; mais comme Dieu ne nous a pas encore accordé cette grâce dans le temps que nous faisons ce testament, notre premier et principal devoir est de procurer le bien et l'avantage de nos sujets, faisant en sorte que tous nos royaumes se conservent dans cette union qui leur convient, en observant la fidélité qu'ils doivent à leur roi et seigneur naturel, étant persuadé que l'ayant toujours pratiquée, ils se conformeront à ce qui est le plus juste, s'affer-

(1) J'ai vu aux archives de Madrid l'original de ce testament en espagnol; je l'ai traduit sur ce texte, et je rapporte même ce texte espagnol pour la partie qui concerne la succession du duc d'Anjou, la plus importante de toutes les clauses.

(2) Voici le texte espagnol de cette partie du testament tel que j'en ai copié dans sa plus grande exactitude :

« Y reconociendo conforme a diversas consultas de ministros de Estado y justicia que la razón, en que se funda la renuncia de las señoras doña Ana, y doña María Theresa, reynos de Francia, mi tía e hermano, de estos reynos, fue evitar el perjuicio de unirse a la corona de Francia, y reconociendo que viniendo a cesar este motivo fundamental, subsiste el derecho de la sucesión en el pariente mas inmediato, conforme a las leyes de estos reynos, y que oy se verifican este caso en el hijo segundo del Delfín de Francia : por tanto arreglándome a dichas leyes, declaro mi sucesor, en caso que Dios me lleve sin dejar hijos, el duque de Anjou, hijo segundo del Delfín, y como a tal le llamo a la sucesión de todos mis reynos y dominios sin excepción de ninguna parte de ellos; y mando y ordeno a todos mis súbditos y vasallos de todos mis reynos señerios, que en el caso referido que Dios me lleve sin sucesión legítima, le tengan y reconozcan por su rey y señor natural, y se le débueno, y sin la menor dilación, la posesión actual, precediendo el juramento que deve hazer de observar las leyes, fue-

missant sur la souveraine autorité de notre présente disposition. Et reconnoissant, conformément aux résultats de plusieurs consultations de nos ministres d'État et de la justice (2), que la raison sur quoi on a fondé la renonciation des donna Anna et donna Maria-Theresa, reines de France, ma tante et ma sœur, à la succession de ces royaumes, a été d'éviter de les unir à la couronne de France; mais reconnoissant aussi que ce motif fondamental venant à cesser, le droit de la succession subsiste dans le parent le plus proche, conformément aux lois de nos royaumes, et qu'aujourd'hui ce cas se vérifie dans le second fils du dauphin de France : pour cette raison, nous conformant aux susdites lois, nous déclarons être notre successeur (en cas que Dieu nous appelle à lui sans laisser des enfans) le duc d'Anjou, second fils du dauphin; et en cette qualité nous l'appelons à la succession de tous nos royaumes et seigneuries, sans en excepter aucune partie, et nous déclarons et ordonnons à tous nos sujets et vassaux de tous nos royaumes et seigneuries, que dans le cas susdit, si Dieu nous retire sans successeurs légitimes, ils aient à le recevoir, à le reconnoître pour leur roi et seigneur natu-

ros, y costumbres de dichos mis reynos, y señerios y por que es mi intención, y conviene así a la tranquilidad de estas mis reynos, que se mantenga siempre de esta monarquía de la corona de Francia, declaro consiguientemente a lo referido, que en caso de morir del dicho duque de Anjou, o, en caso de heredar la corona de Francia, y preserit el caso della al de esta monarquía, en tal caso deva pasar dicha sucesión al duque de Berry su hermano, y hijo tercero del dicho Delfín, en la misma forma; y en caso que muera tambien el dicto duque de Berry, o que venga a suceder tambien en la corona de Francia; en tal caso declaro y llamo a dicha sucesión, al Archiduque, hijo segundo del emperador, mi Tío excluyendo per la misma razón e inconvenientes contrarios a la salud publica de mis vasallos, od hijo primogenito del dicho emperador mi tío; y viniendo a faltar dicho archiduque en tal caso declaro y llamo a dicho sucesión al duque de Savoia, y sus hijos: en tal modo es mi voluntad que le exeute e portados mis vasallos, como se lo mando, y conviene a su misma salud, sin que permitan la menor desmembración y menoscabo de la monarquía fundada constante glorio de mi progenitores y porque de seo vivamente que se conserve la pax y union, que tanto importa a la christiandad, entre el emperador, mi tío, y el rey christianísimo; les pego y exorto, que este rechando dicho union con el vinenelo del matrimonio del duque de Anjou con la archiduchesa, por este medio la Europa el sostiego que necesidad, etc., etc., etc. »

rel, qu'on lui en donne aussitôt la possession naturelle sans aucun délai, après le serment qu'il doit faire d'observer les lois, immunités et coutumes de nosdits royaumes et seigneuries; et parce que notre intention est, et qu'il est ainsi convenable pour la paix de la chrétienté et de toute l'Europe, et pour la tranquillité de nos royaumes, que cette monarchie subsiste toujours séparée de la couronne de France, nous déclarons, en conséquence de ce qui a été dit, qu'en cas que le duc d'Anjou vienne à mourir, ou au cas qu'il vienne à hériter de la couronne de France, et qu'il en préfère la jouissance à celle de cette monarchie, en tel cas, que ladite succession doit passer au duc de Berry son frère, troisième fils dudit dauphin, en la même forme et manière; et en cas que le duc de Berry vienne à mourir aussi, ou qu'il vienne à succéder à la couronne de France, en ce cas nous déclarons et appelons à ladite succession l'archiduc, second fils de l'empereur notre oncle, excluant pour la même raison et inconvénients contraires au bien public de nos sujets et vassaux, le fils premier né dudit empereur notre oncle; et venant à manquer ledit archiduc, en tel cas nous déclarons et appelons à ladite succession le duc de Savoie et ses enfans. Notre volonté est que tous nos sujets et vassaux l'exécutent et s'y soumettent comme nous l'ordonnons et qu'il convient à leur tranquillité, sans qu'ils permettent le moindre démembrement et diminution de la monarchie fondée avec tant de gloire par nos prédécesseurs. Et parce que nous désirons ardemment que la paix et l'union, si importantes à la chrétienté, se conservent entre l'empereur notre oncle et le roi très-chrétien, nous leur demandons et les exhortons d'affermir ladite union par les liens de mariage entre le duc d'Anjou et l'archiduchesse, afin que par ce moyen l'Europe jouisse du repos dont elle a besoin (1). Et ledit duc d'Anjou doit succéder en premier à tous nos royaumes et seigneuries, non seulement à ceux qui appartiennent à la couronne de Castille, mais aussi à ceux de la couronne d'Aragon et de Navarre, et à tous ceux que nous avons dedans et dehors l'Espagne, notamment à l'égard de la couronne de Castille, Léon, Tolède, Galice, Séville, Grenade, Cordone, Murcie, Jaen, Algarves, Alguirres, Gibraltar, Iles Canaries, Indes-Orientales, Iles et terre ferme de la mer Océane, du nord et du sud, des Philippines et autres Iles, terres découvertes et qu'on découvrira à l'avenir, et tout le reste, de quelque manière qu'il appartienne à la

couronne de Castille. Et pour ce qui regarde la couronne d'Aragon en nos royaumes et États d'Aragon, Valence, Catalogne, Naples, Sicile, Mayorque, Minorque, Sardaigne, et toutes les autres seigneuries et droits, de quelque manière qu'ils appartiennent à cette royale couronne; et dans notre État de Milan, duchés de Brabant, Limbourg, Luxembourg, Gueldres, Flandres et toutes les autres provinces, États, dominations et seigneuries qui nous appartiennent et peuvent nous appartenir dans les Pays-Bas, droits et autres actions qui nous sont échus en vertu de la succession desdits États. Nous voulons qu'aussitôt que Dieu nous aura retiré de cette vie, ledit duc d'Anjou soit appelé, et soit roi, comme *ipso facto*; il le sera, nonobstant toutes sortes de renonciation et acte qu'on ait faits au contraire, parce qu'ils manquent de justes raisons et de fondemens. Nous ordonnons aux prélats, grandes, dues, marquis, comtes et hommes riches, aux prieurs et commandeurs, gouverneurs de places fortes et autres, aux chevaliers armés et à tous les conseillers, administrateurs de justice, prévôts, échevins, officiers et gens de bien de toutes les cités, villes, paroisses et terres de nos royaumes et seigneuries, et à tous les vice-rois et gouverneurs, châtelains, commandans, gardes des frontières de dedans et de dehors la mer, et tous autres ministres et officiers tant du gouvernement de la paix que des armées et flottes sur terre et sur mer, et aussi en tous nos royaumes et États de la couronne d'Aragon, de Castille, de Navarre, Naples et Sicile, et États de Milan, Pays-Bas, et en tout autre lieu nous appartenant, et à tous nos autres vassaux, sujets naturels de quelque qualité et prééminence qu'ils puissent être; en quelque lieu qu'ils habitent et se trouvent, par la fidélité, loyauté, sujétion et vasselage qu'ils nous doivent et sont obligés, comme à leur roi et seigneur naturel, en vertu du serment de fidélité et hommage qu'ils nous ont fait et nous ont dû faire, que lorsqu'il plaira à Dieu de nous retirer de cette vie, ceux qui se trouveront présens, sitôt qu'il viendra à leur connaissance, conformément à ce que les lois de nosdits royaumes, États et seigneuries ordonnent en tel cas, et se trouve établi en ce testament, qu'ils aient à recevoir le susdit duc d'Anjou (en cas que je vienne à mourir sans successeur légitime) pour leur roi et seigneur naturel propriétaire de nosdits royaumes, États et seigneuries en la forme déjà réglée; qu'on arbore les étendards pour son service,

(1) Ce projet de transaction par un mariage entre l'Autriche et la France pour la succession d'Espagne

révèle la pensée du conseil de Castille, qui était, 1^o d'éviter le partage; 2^o d'empêcher la guerre.

en faisant les actes de solennités qu'on a coutume de faire en pareilles occasions, conformément à la coutume de chaque royaume et province; qu'ils prêtent, fassent prêter et montrent la fidélité et obéissance, à quoi comme sujets et vassaux ils sont obligés envers leur roi et seigneur naturel. Et nous ordonnons à tous commandans des forteresses, châteaux et maisons de plaisance, et à leur lieutenant de quelque villes, villages et lieux de peuples que ce soit, qu'ils rendent hommage selon les coutumes d'Espagne, de Castille, d'Aragon et de Navarre, et à tous ceux qui leur appartiennent; et dans l'Etat de Milan et autres Etats et seigneuries, on le rendra selon la coutume de la province et lieu où ils se trouveront; ils le garderont pour le service dudit duc d'Anjou tout le temps qu'il leur sera donné pour le remettre par son ordre à celui qui leur sera envoyé, leur ordonnant de faire accomplir exactement tout ce qui a été dit, pour ne pas s'attirer les peines que méritent les rebelles et désobéissans à leur roi, par leur violente de la foi et de la loyauté qui lui est due. Si au temps de notre décès, notre successeur ne se trouve pas dans ces royaumes, la plus grande et la plus exacte prudence étant nécessaire pour leur gouvernement universel, conformément à leurs lois, constitutions, privilèges et coutumes, ainsi que le roi notre seigneur et père a remarqué, jusques à ce que ledit successeur puisse pourvoir au gouvernement; nous ordonnons qu'incertain après notre décès, il se fasse une assemblée composée du président du conseil de Castille, du vice-chancelier ou président du conseil d'Aragon, de l'archevêque de Tolède, de l'inquisiteur général, d'un grand et d'un conseiller d'Etat que nous nommerons dans ce testament ou dans le codicile que nous y joindrons, ou dans un mémoire signé de notre main; et pendant le temps que la reine, notre très-chère et bien-aimée épouse, verra demeurer en ces royaumes et cours, nous prions et chargeons Sa Majesté d'assister et autoriser la susdite assemblée, qui se tiendra en sa présence royale dans l'appartement et lieu que Sa Majesté lui plaira de marquer, se donnant la peine d'intervenir dans les affaires, ayant voix délibérative de qualité, en sorte que les sentimens étant égaux, la partie de ceux à qui elle s'adjoint sera préférée; mais dans les autres elle se joindra au plus grand nombre; et nous voulons que ce gouvernement dure et subsiste jusques à ce que notre successeur ayant su notre décès, y puisse pourvoir aussitôt qu'il aura atteint sa majorité. Et comme nous sommes obligés, en qualité de père universel de tous nos sujets et vassaux, au cas que notre successeur soit mineur, de donner

la meilleure règle qu'il soit possible à nos royaumes, et la plus conforme à leurs lois, privilèges, constitutions et coutumes, nous nommerons des gouverneurs naturels d'eux, afin que selon notre haute et royale disposition, et au nom de notre successeur, ils gouvernent nosdits royaumes en toute paix et justice, et qu'ils pourvoient aussi à leur défense; en sorte que nosdits sujets se conservent dans la tranquillité, repos et immunités dont ils doivent jouir suivant leslois, privilèges, constitutions et coutumes, de chacun et aussi qu'ils demeurent dans la fidélité qu'ils doivent à leur roi et seigneur naturel, dont ils se sont toujours fait un devoir indispensable. Nous nommons pour tuteurs de notre dit successeur pendant sa minorité jusqu'à l'âge de quatorze ans, les mêmes que nous avons nommés pour ladite assemblée, afin qu'ils gouvernent au temps de notre décès et jusqu'à ce que notre successeur vienne dans nos royaumes.

Tel fut le testament! A mesure que le secrétaire d'Etat avançait dans cette longue lecture, la physionomie du roi Carlos II se nuançait de rouge, de violet, contention violente de l'âme. Quoique les bases du testament eussent été discutées d'avance, il se passait une lutte intérieure et profonde dans l'esprit du monarque tant affaibli. Une noble indignation colora son front lorsqu'Urbina prononça le nom du duc d'Anjou comme premier héritier appelé à la couronne des Espagnes et des Indes; il fit signe de la main à Urbina de relire le préambule dans lequel les droits du duc d'Anjou étaient légalement établis; puis, soit fatigué, soit dépit, il interrompit Urbina en lui disant avec le tutoiement familier aux rois espagnols: « Antonio, mon ami, c'est assez; tu m'en as trop lu déjà. Je suis fatigué, bien fatigué! » Ensuite il prit la plume et signa en tremblant avec convulsion. Alors tout fut dit: l'Espagne passa aux mains des Bourbons.

Ainsi fut consommé le plus grand acte diplomatique qui ouvrait le dix-huitième siècle. Le testament de Charles II est long, juridiquement rédigé; on voit que les droits de l'héritier ne sont pas nets, et que les rédacteurs du testament veulent convaincre et le roi qui le signe, et l'Europe qui sera appelée à le juger. Louis XIV vint au résultat proposé presque sans efforts, par l'effet d'une bonne position prise, et de l'alternative adroitement établie entre la succession et le partage, ce qui jetait nécessairement l'Espagne aux mains de Louis XIV. Le cabinet de Versailles avait l'option: s'il s'en tenait

au partage, il obtenait un beau lot, et par-dessus tout le roi faisait un acte de modération politique; s'il optait pour le testament, il avait un droit écrit pour appuyer un mouvement armé contre l'Espagne. Il faut distinguer en diplomatie l'habileté de la frande; la mission des gouvernements est de grandir l'honneur de leur pays et d'assurer leur intérêt. S'ils y parviennent par une conduite forte et habile, ils ne blessent pas le droit public; ils restent dans le leur. Les vastes plans de Richelieu et de Mazarin étaient exactement accomplis dans les deux hypothèses; l'Espagne était désormais dans l'impuissance de nuire aux relations de la France ou à ses intérêts; elle n'en était plus que la satellite obligée. Depuis la guerre de 1667, les renoncations des infants avaient été mises en question; dans le testament de Charles II, ces renoncations étaient complètement oubliées; on entrait dans le droit testamentaire pour la transmission des couronnes, innovation à la vieille loi de l'hérédité. Le testament n'était qu'un acte de volonté; l'hérédité existait indépendamment de la disposition du souverain, et c'est pourquoi elle offrait tant de garanties. C'est la souveraineté absolue poussée jusqu'à son dernier terme que le droit de disposer d'un empire sur la simple signature d'un mourant!

CHAPITRE LIV.

ACCEPTATION DU TESTAMENT DE CHARLES II. — LE DUC D'ANJOU ROI D'ESPAGNE.

Mort de Charles II. — Junte de gouvernement. — Correspondance de la junte. — Le marquis de Castel-dos-Rios à Paris. — Conseil d'État sur l'acceptation du testament. — Délibération. — Le testament est accepté. — Louis XIV et la junte. — Le duc d'Anjou salué roi d'Espagne.

1700.

Le testament de Charles II, cette expression des dernières volontés du roi d'Espagne, était signé de la main du monarque et scellé du scel de Castille. Tout était dit pour la forme et la validité de l'acte

solennel qui transmettait le gouvernement de tant de millions de sujets au jeune duc d'Anjou. Charles II languit encore quelques jours; il mourut au Buen-Retiro, le 1^{er} novembre, alors que les cinquante-cinq cloches de San-Lorenzo annonçaient la Toussaint; et les glas du jour des morts se mêlèrent aux funérailles du roi des Espagnes et des Indes, malheureux prince qui n'avait pas eu même la paix de son lit funéraire.

Dès que le majordome eut annoncé que le roi nuestro *senor* était trépassé, le conseil de Castille se réunit à la hâte pour faire la lecture du testament. Rien n'avait transpiré encore dans la population; il paraît même que le secret avait été tellement gardé entre les membres du conseil qui avaient respectivement promis le silence, que la légation de l'Empire n'était pas informée de l'existence du dernier testament; le comte d'Harrach croyait fermement que la disposition testamentaire au profit de l'archiduc subsistait encore, et qu'il n'avait qu'à dépêcher un courrier à Vienne pour annoncer officiellement la clause royale qui appelait à la succession d'Espagne l'archiduc. Quand les membres du conseil de Castille se séparèrent après l'ouverture du testament, une multitude de grands entourèrent les conseillers; on voyait dans la salle d'armes la grandesse, les évêques, les ricos hombres, qui attendaient avec impatience le nom de celui qu'ils salueraient pour roi. Toute la légation autrichienne était là haletante, le comte d'Harrach en tête, de sorte que lorsque le nom du duc d'Anjou fut proclamé, l'ambassadeur autrichien, frappé d'une colère soudaine, s'écria : « qu'on l'avait frustré, et que son maître saurait bien s'en venger. » Mécourt n'était pas au Buen-Retiro; il tenait son courrier prêt à être expédié et une enveloppe pour ses dépêches; le secrétaire d'État Ubilla y Medina lui porta sur-le-champ une copie par extrait du testament; elle était accompagnée d'une lettre courte et officieuse du secrétaire d'État, adressée au roi Louis XIV. Ubilla, par son empressement, voulait conquérir une bonne position dans le conseil de son nouveau souverain; sa capacité avait besoin de s'exercer dans ce nouvel ordre politique. Ubilla disait à Louis XIV : « Sire, le roi don Carlos, mon seigneur, étant mort le premier jour du courant, sur les trois heures après-midi, j'ai ouvert immédiatement son testament avec les solennités requises; j'y ai trouvé une clause dont je donne ici copie, et dans laquelle il nomme pour successeur de tous ses royaumes, États et seigneuries, le sérénissime seigneur duc d'Anjou, fils du sérénissime dauphin, avec les qualités exposées dans d'autres

clauses, et dont je donne aussi copie. — Madrid, 2 novembre 1700 (1). »

Le testament de Charles II avait constitué une junte ou régence de gouvernement en attendant l'acceptation du duc d'Anjou et la réponse de Louis XIV. Cette junte se composait, pour la forme, seulement de la reine régente; celle-ci, sans volonté, avait accepté sa place au conseil, bien que ses intérêts fussent tout entiers autrichiens et qu'elle éprouvât un profond dépit du testament; mais la reine, désireuse de son donaire, obéissait aux influences dominantes dans la junte, c'est-à-dire au comte don Manuel Arrias, à l'évêque grand inquisiteur, et au comte de Benavente, qui formaient la partie dirigeante et politique du conseil de gouvernement; cette junte se réunit pour envoyer officiellement à Louis XIV la copie authentique du testament; elle délibéra sur la lettre qu'elle devait adresser au roi de France. D'après l'avis de l'inquisiteur général, les termes devaient en être simples et dévoués; elle fut écrite

par le comte de Benavente et signée par la régente et tous les membres de la junte; on y disait à Louis XIV: « Sire, le roi notre seigneur, que Dieu tienne en sa gloire, a désigné une junte qui est déjà formée pour le gouvernement universel de la monarchie pendant l'interim de son successeur; et parce que, dans le premier moment de la douleur, nous n'avons pu exprimer à Votre Majesté la vive expression de nos sentimens, nous l'exécutions aujourd'hui, pouvant assurer à Votre Majesté toute la joie des peuples de faire en quelque sorte partie de vos Etats; et nous dirons aussi à Votre Majesté que le successeur du roi mort peut venir sans délai prendre possession de cette monarchie, et en disposer comme de ses propriétés particulières, lui réitérant nos promesses de bonheur et de tranquillité, de fidélité et d'obéissance. — Madrid, 3 novembre 1700. Moi la reine; le comte don Manuel Arrias, l'évêque inquisiteur général, don Rodrigo Manuel, le comte de Benavente (2). »

(1) *Carta de don Antonio de Ubilla, secretario de estado.*

« Señor, habiendo fallecido el día primero del corriente el rey don Carlos, mi señor, á las tres de la tarde, y ábientose inmediatamente su testamento con las solemnidades del derecho, se halló en él una elausula, de que es copia la inclusa, en que deja nombrado por sucesor en todos sus reynos, estados, y señorios, al serenísimo, segund duque de Anjou, hijo del serenísimo delphin, con las calidades que en ella se expresan, y otra elausula, de que tambien vá aqui copia, donde forma al gobierno de la monarquía en el interio que pade executar por sí el sucesor. De que el mismo día porta noche, se dio carta al rey christianísimisimo, y enviadoe las copias citadas en la carta, de que assi mismo vá aqui copia, remitiendola al marques de Castel-dos-Rios, para que la pudiese en su reales manos, como se lo previno en carta, de que assi mismo está aqui copia; y uno y otro se envia por duplicado con extraordinario, que despachare esta noche, y nueva carta con las expresiones que mas acreditan nuestro mayor desseo. Y por orden de la reyna mi señora, y los gobernadores, pongo todo lo referido en noticia del Sr. enviado. » Madrid á 3 de novembre de 1700. UBILLA. (Archives de Simancas, B.-B. aut. 1700.)

(2) *Secunda carta de los gobernadores al rey christianísimisimo.*

« Señor, en quarta de priusero del corriente dirigida con expreso, extraordinario á V. M. de haver aquel día á las tarde de la tarde, llevandose Dios por sí rey don Carlos, nuestro segnor, remitiendo á V. M. copia de la clausa que se halla en su testamento, nombrado por sucesor en todos sus rey nos, al sercuissimo segnor duque de Anjou, hijo del serenissimo delphin,

con las circunstancias que en ella se contienen; y tambien de otra, en que su magestad que aya gloria, déjà dispuesta una junta de los ministros, que ya formada está para el gobierno universal de la monarquía, en el interin que su sucesor en ella pueda gobernarla. Y por que en el conflicto de aquel día no pudimos hazer á V. M. mas vivas expresiones, so executamos á ora, manifestando á V. M. que sentiendo el inexcusable dolor del duetio, que hemos perdido nos vivifia, alienta; y consuela el que Dios nos ha dado, y vemos nombrado en su testamento; pudiendo assugar á V. M. la sapaciencia, aunque ya visen estos reynos, de gozar de su dominio. Pues segnor se pudiera tambien asegurar, en este el animo de todos no habiendo sucecion legitima del rey nuestro segnor, que aya gloria, seyy oy con tanta raxon assiste de tangre derechos, y voluntades. Y assi pregamos á V. M. que sin dilacion se empiece por e dignissimo sucesor de esta monarquía a disponer de sus segnorios en la forma que estemos consolados a gozarde su dominio. Y para esto como es la proprin, le osuemos des deluego, la promptitude en quanto sea concerniente á que los goze, y possa con la mayor tranquilidad, y la felicidad que le annunciamos. A tuyo fin que damos y entamos con la obediencia, promptitude, y constante voluntad, que experimentara enqualqnin acontecimiento, grande ó porque non; que todo parecra menos en comparacion de lo mas que dessexamos acreditar nuestro affecto, y fidelidad en todo. Nuestro segnor guarde la christianissima persona de V. M. » Madrid á 3 de novembre 1700. Yo la reyna; el conde don Manuel Arrias; el obispo inquisidor general; don Rodrigo Manuel; el conde de Benavente. (Archiv. de Simancas, B 156.)

Quelques jours après, nouvelle lettre très-présente adressée par la Junte au roi de France avec l'expression d'un dévouement encore plus intime et plus absolu « Sire, en conséquence de notre lettre du 3 courant, qui annonçait à Votre Majesté les formes du testament et du codicille du roi notre seigneur, nous les envoyons l'un et l'autre à Votre Majesté afin qu'elle puisse en prendre une connaissance détaillée. Nous réitérons à Votre Majesté la nouvelle expression des bonnes volontés de la noblesse et du peuple de ce pays pour le roi qui vient d'être choisi; nous ne consentirons, nous ne souffrirons jamais aucune chose qui puisse altérer cette grande décision. Vous pouvez compter sur notre zèle, notre obéissance pour tout ce qui est porté dans le testament du roi notre seigneur que Dieu ait en sa gloire, ainsi que sur le concours de la noblesse, des gens de cour, du peuple des cités. Nous devons répéter à Votre Majesté ces vives et certaines expressions des dévouements publics et particuliers, et Votre Majesté verra un de ses petits-fils salué et proclamé roi d'Espagne avec toutes les cérémonies habituelles pour les successions royales. — 7 novembre 1700 (1). »

Les grands d'Espagne avaient hâte d'en finir avec cette Junte provisoire qui ne permettait pas les belles largesses royales de l'avènement. On craignait les intrigues de la légation autrichienne; on voulait au plus vite s'assurer l'appui d'un cabinet fort et puissant comme l'était la France. La Junte

désirait se montrer dévouée à Louis XIV, afin de recueillir les bénéfices du testament. La reine douairière n'était que nominale à la tête de la grandesse; la Junte réunissait dans ses mains toute la force du gouvernement. Personne n'ignorait les résistances que pouvaient susciter l'Amirante et le comte d'Oropesa, rappelés de leur exil au lit de mort de Charles II (2). Si le testament n'était pas accepté, tous les partis allaient être en fermentation; il y avait déjà une opinion puissante qui appelait les cortès et la succession élective; quelques Castillans hautains niaient au roi la puissance de disposer librement de ses sujets par un acte de dernière volonté.

La nouvelle du testament et de la mort de Charles II arriva au roi alors à Fontainebleau, le mardi 9 novembre, à neuf heures du matin. Le courrier envoyé par Blécourt était resté malade à Bayonne; le marquis d'Harcourt écrivit deux lignes à M. de Barbezieux en expédiant un nouveau courrier, avec ordre de ne remettre les dépêches à M. de Torcy qu'après que Barbezieux aurait reçu le billet, ainsi conçu : « Monseigneur le duc d'Anjou est roi d'Espagne, don Carlos II est mort. — D'Harcourt. » Barbezieux vint en porter la nouvelle au roi qui était au conseil des finances (3); immédiatement tout fut renvoyé, la cour devait aller à la chasse, et les équipages furent contremandés. Le roi dina comme à l'ordinaire à son petit couvert; il se contenta de dire : « Messieurs, le roi d'Espagne est

(1) *Tercera carta de los mismos al mismo.*

« Segnor, en consequenciode lo que con extraordinario escrivimos a vuestra magestad, en el 3 corriento, con motivo del fallecimiento del rey nuestro segnor que aya gloria, y estando yo en toda forma el testamento, y codicillo que dejó y ofrecimos remitidos a V. M. le passamos a unos dos V. M. con est expresso, para que se halle en mas oval conocimiento de todas sus circunstancias. Y con esta ocasion, como lo repetemos en todas, haze nos a V. M. nueva expresson y manifestacion, de que la nobleza y publicos, estan llamando por el rey que vien nombrado, con las mayores ausias, y seguridades, para nos imaginar a sentir ni consentir a cosa alguna que pueda su voracion en este gran negocio; y uniformes en mantenerle, como estan en conocimiento, deven hacerlo, por justifiacion, razon, y voluntad. Loqual possemos en la consideracion de V. M. paraque por estas tan reiteradas expressiones le digue, y le mueran a gozar los instantes en las disposiciones, de que gozamos el dominio del nombrado, que con tantas onchos se dessea. y agnorda con singular gozos, y oclamaciones, manifestados y muy seguros en este poco tiempo, y tarda dia mas permanentes,

pues aunque, el governo y corte nanco pudo poner duda en los oplanes; y obediencia de loque se vio en el testamento del rey nuestro segnor, que Dios tiene, experimentado en cada momento en la corte, nobleza, y puehlos y axisos, que por instantes llegan de la ciudales, la olahança del rey, que dios nos ha coneedido : y el anhelo de tenerlo, y a en el mando, llevamos respector a V. M. estas vivas y ciertas expressiones, con la ratification de los nuevos segnicios; afrecimientos de todo loque estos reynas, en comun y en particular; valeiren y pudieren en obsequio de su rey y segnor, que estan esperando; no siendo de omitir en vuestra honras y a V. M. la congratulation, de que veo un nieto secundo suyo nombrado y aclamado rey de Espagna, con la singulares circunstancias que estan succediendo. Nuestro segnor guarde la christianissima personna de V. M. como es menester. Madrid à 7 de novembre 1700. Yo la reina; el conde Manuel Arrias; don Rodrigo Manau; el conde de Benavente; don Antonio de Uvilla y Medina. » (*Ibid.*)

(2) Mem. del March. de san Philippe, ann. 1700; Louville, *ibid.*

(3) Journal du marquis de Dangeou, ann. 1700.

mort, je draperai en noir » ; ce qui signifiait que le deuil serait complet et en grand ; la cour devait ainsi renoncer à ses plaisirs, à ses distractions d'hiver et de carnaval. En sortant de dîner, le roi manda tout le conseil chez M^{me} de Maintenon, en présence de monseigneur le dauphin, et ce fut là que commencèrent les délibérations sérieuses sur l'acceptation du testament. Les papiers de Torcy, témoin oculaire, contiennent de précieux détails sur ces délibérations du conseil qui décida la plus grande des questions diplomatiques ; Torcy, l'homme capable, s'est montré l'impartial narrateur de toutes les péripéties de cette haute résolution (1).

Représentez-vous la chambre de M^{me} de Maintenon à Fontainebleau ; le roi dans son fauteuil ; à ses côtés monseigneur le dauphin, un peu plus loin M^{me} de Maintenon ; à quelque distance le chancelier, M. de Beauvilliers, et Torcy comme secrétaire d'Etat des affaires étrangères. Le roi ouvrit lui-même la délibération, en demandant à chacun son avis avec indépendance. Telle était l'habitude de Louis XIV, habitude qui s'était maintenue dans la hiérarchie de ses conseils. Le roi et monseigneur, le chancelier, le duc de Beauvilliers et Torcy, les trois ministres d'Etat, délibérèrent sur cette grave affaire, et M^{me} de Maintenon avec eux, comme l'esprit le plus distingué et qui discernait le mieux les questions délicates. M^{me} de Maintenon jugeait parfaitement bien, appréciait les situations avec un tact exquis, et le roi l'appelait à toutes les résolutions un peu importantes. C'était contre les usages d'une cour sévère ; mais rarement M^{me} de Maintenon donna des avis qui ne fussent empreints d'une sagesse extrême et d'une prévoyance remarquable. Le duc de Beauvilliers, ministre d'Etat, parla le premier (je conserve son langage dans toute sa franchise), il soutint : « que la foi royale étoit engagée par le traité de partage ; qu'il n'y avoit point de comparaison entre l'accroissement pour la couronne d'Etats contigus et aussi nécessaires que la Lorraine, aussi importants que le Guipuscoa, et aussi utiles au commerce que les places de Toscane, Naples et Sicile ; et la grandeur particulière d'un fils de France, dont tout au plus la première postérité devenue espagnole par son intérêt, et par

son éducation tout étrangère, se montreroit aussi jalouse de la puissance de la France que les rois d'Espagne autrichiens (2). Qu'en acceptant le testament, il fallût compter sur une longue et sanglante guerre, par suite de la rupture du traité de partage, et par l'intérêt de toute l'Europe à s'opposer à un colosse tel qu'allait devenir la France pour un temps, si on lui laissoit recueillir une succession aussi vaste. La France, épulsée d'une longue suite de guerres, et qui n'avoit pas eu le loisir de respirer depuis la paix de Riswick, étoit hors d'état de s'y exposer ; l'Espagne l'étoit aussi de longue main. En acceptant la couronne, tout le faisoit retomber sur la France, qui, dans l'impuissance de soutenir le poids de tout ce qui s'alloit unir contre elle, auroit encore l'Espagne à supporter (3). C'étoit un enchaînement dont on n'osoit prévoir les suites ; ces suites se montreroient telles que toute la prudence humaine sembloit conseiller de ne s'y pas commettre. Qu'en se tenant au traité de partage, la France se concilioit toute l'Europe par cette foi maintenue, et par ce grand exemple de modération ; elle qui n'avoit eu toute l'Europe sur les bras que par la persuasion (et sa conduite avoit donné crédit aux calomnies semées avec tant de succès) qu'elle vouloit tout envahir, et monter peu à peu à la monarchie universelle tant reprochée autrefois à la maison d'Autriche ; l'acceptation du testament ne laisseroit plus douter, comme en étant un degré bien avancé. Que se tenant au traité de partage, la France s'attireroit la confiance de l'Europe dont elle deviendrait la dictatrice, ce qu'elle ne pouvoit espérer de ses armes ; l'intérieur du royaume seroit rétabli par une longue paix, augmentée aux dépens de l'Espagne ; enfin l'arrondissement si nécessaire de la Lorraine, qui réunit les Evêchés, l'Alsace et la Franche-Comté, et délivre la Champagne qui n'a point de frontières, formeroit un Etat si puissant qu'il seroit à l'avenir la terreur ou le refuge de tous les autres, et en situation assurée de faire tourner à son gré toutes les affaires générales de l'Europe. »

M. de Torcy, sans partager complètement l'opinion du duc de Beauvilliers, en fit ressortir les avantages, et parla cette langue d'expérience et d'affaires qui en faisait un des hommes les plus

(1) Mém. de Torcy, ann. 1700. — Saint-Simon a arrangé cette scène à sa manière ; en face de cette grande solennité, il a eu le malheur de la rendre presque bouffonne.

(2) M. de Beauvilliers accompagna néanmoins le duc d'Anjou, devenu roi d'Espagne, et dont il étoit gouverneur ; la grandesse passa ainsi aux Beauvilliers.

(3) Il faut se rappeler, en lisant cette opinion, que Beauvilliers, comme Fénelon, appartenait à l'école des mécontents et des ennemis de la guerre, dont *Telmague* fut en quelque sorte le manifeste ; au reste, Beauvilliers joua un rôle très-actif dans le gouvernement d'Espagne. Voyez sa correspondance diplomatique dans les Mémoires de Louville, ann. 1700.

distingués du conseil de Louis XIV ! M. de Torcy avait été l'un des principaux agens des traités de partage signés à La Haye et à Londres ; il ne pouvait, sans manquer à sa position ministérielle, en soutenir la nullité ; c'était d'après ses ordres que M. de Tallard avait agi à Londres et M. de Harlai à La Haye : M. de Torcy exposa les difficultés politiques que l'acceptation du testament allait susciter ; il fit nettement connaître au roi et au conseil les premières démarches du corps diplomatique, les notes déjà communiquées par les ambassadeurs d'Angleterre et de Hollande (1) ; et qui faisaient pressentir la guerre.

Le chancelier parla ensuite, mais favorablement pour l'acceptation de la jeune royauté du duc d'Anjou (2) : il établit d'abord, « qu'il étoit dans l'option du roi de laisser s'élever une seconde fois la maison d'Autriche, à fort peu de puissance près, à la hauteur de ce qu'elle avoit été depuis Philippe II, prince dont on avoit vivement éprouvé la force et la puissance ; ou de prendre le même avantage pour la sienne ; que cet avantage se trouvoit fort supérieur à celui dont la maison d'Autriche avoit tiré de si grands résultats, car par la séparation des États des deux branches autrichiennes, elles ne se pouvoient secourir qu'à travers des provinces occupées par des étrangers. L'une des deux n'avoit ni mer ni commerce ; sa puissance n'étant qu'une tolérance et une conquête, avoit toujours trouvé de la contradiction dans son propre sein, et souvent des révoltes ouvertes, surtout dans ce vaste pays d'Allemagne où les diètes avoient palpité à toutes les époques, et où on avoit pu sans meséance fomentier les mécontentemens par l'ancienne alliance de la France avec le corps germanique ; l'Espagne n'en recevoit de secours que difficilement, sans compter les inquiétudes de la part des Turcs, dont les armes avoient souvent rendu celles des empereurs inutiles à la Péninsule. Les pays héréditaires dont l'empereur pouvoit disposer comme du sien, pouvoient-ils entrer en comparaison avec les moindres provinces de France ? Ce dernier royaume, le plus étendu, le plus abondant et le plus puissant de tous ceux de l'Europe, chaque État considéré à part, avoit l'avantage de ne dépendre de l'avis de qui que ce soit, et de se remuer tout entier à la seule volonté

de son roi, ce qui en rendoit les mouvemens parfaitement secrets et tout-à-fait rapides, et celui encore d'être contigu d'une mer à l'autre à l'Espagne, et de plus, par les deux mers d'avoir du commerce et une marine, et d'être en état de protéger celle d'Espagne, et de profiter à l'avenir de son union avec elle pour le commerce des Indes ; par conséquent, de recueillir des fruits de cette union bien plus continus, plus grands, plus certains que n'avoit pu faire la maison d'Autriche, laquelle, loin de pouvoir compter mutuellement sur des secours précis, s'étoit souvent trouvée embarrassée à faire passer les simples courriers d'une branche à l'autre ; au lieu que la France et l'Espagne, par leur contiguïté, ne faisoient, pour toutes ces importantes commodités, qu'une seule et même province, et pouvoient agir en tout temps à l'insu de tous leurs voisins. Les avantages se trouvoient-ils balancés par ceux de l'acquisition de la Lorraine ? province importante à la vérité, mais dont la possession n'augmentoît en rien le poids de la France dans les affaires générales ; tandis qu'un avec l'Espagne, ce royaume seroit toujours prépondérant et très supérieur à la plupart des puissances unies en alliance, dont les divers intérêts ne pouvoient rendre ces unions durables comme celui des frères et de la même maison (3). Que d'ailleurs en se mettant à titre de nécessité au-dessus du scrupule, l'occupation de la Lorraine désarmée, démantelée, enclavée, comme elle étoit, souffroit-elle la moindre difficulté du monde, puisqu'on s'en saisiroit toujours au premier mouvement de guerre, comme on avoit fait depuis si long-temps ? Qu'en ces occasions on n'apercevoit pas de différence entre elle et une province du royaume. À l'égard de Naples, de la Sicile et des places de la côte de Toscane, il n'y avoit qu'à ouvrir les histoires pour voir combien souvent nos rois en avoient été les maîtres, et avec ces États, de ceux de Milan, de Gènes et d'autres petits points d'Italie, et avec quelle et rapide facilité ils les avoient toujours perdus. Le traité de partage avoit été accepté faute de pouvoir espérer mieux, dès qu'on ne vouloit pas se jeter dans les conquêtes ; mais, en l'acceptant, qui auroit pu méconnoître l'inimitié de tant d'années de l'habile main (4) qui l'avoit dressé pour nous donner

(1) Papiers et Mémoires de Torcy, ann. 1700.

(2) Le chancelier étoit M. de Pontchartrain ; il appartenait à l'école des temps belliqueux de Louis.

(3) Il est étonnant de voir le chancelier de France, le gardien des lois, opiner contre la fidèle exécution

des traités. M. de Pontchartrain étoit opposé à la coterie des timides et des timorés, représentés par Beauvilliers et Fénelon.

(4) M. de Pontchartrain fait ici allusion à Guillaume III, que tout le parti de la cour considérait comme la plus habile tête de l'époque.

des noms sans nous donner des choses, ou plutôt des choses impossibles à conserver par leur éloignement et leur épuisement ? Ces conquêtes ne seroient bonnes qu'à dévorer notre argent et partager nos forces, et à nous tenir dans une contrainte perpétuelle. Le Guipuscoa étoit un leurre; on ne pouvoit le considérer comme une clef d'Espagne; il n'en falloit qu'appeler à nous-mêmes, qui avions été plus de trente ans en guerre avec l'Espagne, et toujours en état de prendre les places et les ports de cette province, comme le roi avait conquis celles de Flandre, de la Meuse et du Rhin; la stérilité affreuse d'un vaste pays, et la difficulté des Pyrénées avoient toujours détourné la guerre de ce côté-là, et permis même dans leur plus fort une sorte de commerce entre les deux frontières sous prétexte de tolérance, sans qu'il s'y fut jamais commis aucune hostilité. Enfin les places de la côte de Toscane seroient toujours à la discrétion du souverain du Milanais, qui pourroit faire ses préparatifs à son aise et en secret, tomber dessus subitement et de plain-pied, et s'en être emparé avant l'arrivée d'un secours par mer, qui ne pouvoit partir que des ports de Provence. Pour ce qui étoit du danger d'avoir les rois d'Espagne français pour ennemis, comme ceux de la maison d'Autriche, cette identité ne pouvoit jamais avoir lieu, puisqu'au moins n'étant pas de cette maison, mais de celle de France, tout ce qui ne seroit pas l'intérêt même d'Espagne ne seroit jamais le leur; comme au contraire, dès qu'il y auroit identité de maison, il y auroit identité d'intérêt. Pour ne parler maintenant que de l'extérieur, l'abaissément de l'empereur et la diminution du commerce et de l'accroissement des colonies des Anglois et des Hollandois aux Indes, feroient toujours un tel intérêt commun, qu'il domineroit tous les autres. Pour l'intérieur, il n'y avoit qu'à prendre exemple sur la maison d'Autriche, que rien n'avoit pu diviser depuis Charles V, quoique si souvent pleine de révoltes domestiques. Le désir de s'étendre en Flandre étoit un point que le moindre grain de sagesse et de politique feroit toujours céder à tout ce que l'union de deux si puissantes monarchies et si contiguës partout pouvoit opérer, qui n'alloit à rien moins pour la nôtre qu'à s'enrichir par le commerce des Indes, et pour toutes les deux à donner le branle, le poids, et avec le temps le ton à toutes les affaires de l'Europe; cet intérêt étoit si grand et si palpable, et les occasions de division entre les deux rois de même sang si médiocres en elles-mêmes et si anéanties en comparaison des avantages, qu'il n'y avoit point de dangers raisonnables à en craindre; il y avoit à espérer que le roi

vivroit assez long-temps, et Monseigneur, après lui, pour maintenir l'harmonie entre ses deux fils; il n'y avoit pas moins lieu d'en espérer la continuation entre les deux frères si unis et affermis de longue main dans ces principes, qu'ils feroient passer aux cousins-germains; ce qui entraînoit déjà une longue suite d'années. Qu'enfin si le malheur venoit assez à surmonter toute raison, pour faire naître des guerres, il falloit toujours qu'il y eût un roi d'Espagne, et qu'une guerre se pousse-
roit moins et se termineroit toujours plus aisément et plus heureusement avec un roi de même sang qu'avec un étranger et de la maison d'Autriche. » Telle fut l'opinion de M. de Pontchartrain; elle méritoit d'être sérieusement méditée, même par les hommes d'Etat de l'école moderne; elle développe un vaste plan de politique dans nos rapports nécessaires avec l'Espagne.

Le plus ardent, le plus décidé de tous pour l'acceptation du testament, fut le dauphin. Monseigneur parut un homme à volonté tenace dans tous ces conseils; son opinion étoit importante, car il s'agissoit d'une question personnelle. La succession d'Espagne lui étoit dévolue par l'hérédité. Quand ce fut à son tour de parler, il s'expliqua avec netteté pour l'acceptation du testament; il développa une partie des meilleures raisons du chancelier. Puis, se tournant vers le roi d'un air respectueux, mais ferme, il dit qu'après avoir exprimé son avis comme les autres, il prenoit la liberté de lui demander son héritage, puisqu'il étoit en état de l'accepter; que la monarchie d'Espagne étoit le bien de la reine sa mère, par conséquent le sien, et pour la tranquillité de l'Europe, celui de son second fils, à qui il le cédoit de tout son cœur, mais qu'il n'en quitteroit pas un seul pouce de terre à un autre; que la demande étoit juste et conforme à l'honneur du roi à l'intérêt et à la grandeur de la couronne, et qu'il espéroit bien aussi qu'elle ne lui seroit pas refusée. » Cette opinion de M. le dauphin n'étoit point forcée; Monseigneur étoit un peu gros, lourd; mais il y avoit dans tout ce sang royal une énergie, une chaleur, un sentiment de son droit qui éclatoit dans toutes les actions. Le roi l'écouta fort attentivement, puis s'adressant à M^{me} de Maintenon : « Et vous, Madame, que dites-vous de tout ceci ? » M^{me} de Maintenon répondit avec bienséance et modestie, en faisant l'éloge des sentimens de monseigneur le dauphin, et fut enfin d'avis d'accepter le testament. Ce n'étoit pas la première fois que M^{me} de Maintenon étoit consultée dans les questions importantes et décisives; elle y apportait une convenance parfaite, une raison droite et sérieuse, un sentiment d'bon-

neur et d'élévation pour tout ce qui tenait à la couronne, et plus encore une prescience fine et haute des opinions du roi; Louis XIV déclara, en séparant son conseil, qu'il aviserait (1).

Ce conseil était un peu tenu pour la forme; le roi paraissait décidé pour l'acceptation du testament dans toute sa teneur; il s'en était expliqué avec le marquis Castel dos Rios, ambassadeur d'Espagne, et qui désirait avoir sur ce point le dernier mot du roi; Louis XIV lui avait dit : « que sans donner sa parole royale encore, il pouvoit assurer la junte qu'il étoit tout disposé à accepter le testament. A la cour de Fontainebleau, déjà le bruit s'en répandait. Il y avait alors un mouvement d'opinion publique remarquable; autant la France s'était montrée intimidée et sans énergie lors du congrès de Riswick, autant il y avait dans l'esprit de la nation un sentiment qui la portait à la guerre. On s'était reposé depuis trois ans; la paix avait rendu les forces au pays; une émotion degloire et d'honneur public fermentait au cœur des gentilshommes; tous voulaient prendre les armes. La cour se complaisait à voir un fils de France sur le trône d'Espagne; la noblesse avait vécu des idées espagnoles, de la langue, de la poésie et des mœurs du peuple d'au-delà des Pyrénées. Au temps des carrousels de l'enfance royale, c'étaient les costumes et les devises de l'Espagne que tous portaient dans leurs blasons de race, et dans les beaux écussons des lieues à la place Royale; donner un roi à la Castille, à l'Andalousie, à la Manche, c'était une idée qui flattait cette brave noblesse. Quand donc

la nouvelle du testament se répandit à Fontainebleau il y eut un mouvement d'opinion publique auquel il était impossible de résister; le refus du testament aurait été considéré comme une grande lâcheté; le roi l'avait senti avec cet orgueil qui savait si bien comprendre sa famille et son pays. Il avait accepté d'avance pour son petit-fils la couronne d'Espagne; cela caressait son amour-propre. Quand le roi faisait le semblant d'hésiter au conseil, il déclarait au marquis dos Rios que son parti était pris, et la lettre secrète écrite à la junte par Louis XIV, quelques jours après la réception du testament, constate assez l'invariable résolution du roi (2). « Très-haute, très-puissante, et très-excellente princesse, notre très-chère, très-aimée bonne sœur et cousine; très-chers et bien aimés cousins et autres du conseil établi pour le gouvernement universel des royaumes et États dépendans de la couronne d'Espagne, nous avons reçu la lettre signée de Votre Majesté, et par vous écrite le 1^{er} de ce mois. Elle nous a été rendue par le marquis de Castel dos Rios, ambassadeur de très-haut, très-puissant, et très-excellent prince, notre très-cher et très-ami bon frère et cousin Charles II, roi des Espagnes, de glorieuse mémoire. Le même ambassadeur nous a remis les clauses du testament fait par le feu roi son maître, contenant l'ordre et le rang des héritiers, qu'il appelle à la succession de tous ses royaumes et États; et la sage disposition qu'il a faite pour le gouvernement de ces mêmes royaumes, jusques à l'arrivée et jusqu'à la majorité de son successeur (3). La sensible douleur que nous avons de la perte d'un

(1) Comparez les Mémoires de Torey, ann. 1700, et ceux de Saint-Simon, *ibid.*; Dangeau ne dit rien de la délibération sur le testament, si ce n'est pour en faire connaître le résultat.

(2) L'original de cette Lettre est aux Archives des Simancas.

(3) La junte s'empresse d'accuser réception de cette lettre au roi Louis XIV. Voici le texte espagnol de cette réponse :

Quarta carta de los gobernadores al Rey christianissimo.

« Señor, se degna V. Mag^d con gran reconocimiento nuestro, manifestar en carta de 12 del corriente, sensible dolor, que le ha causado la pérdida de tan gran príncipe, don Carlos II declarándonos V. M. su real aceptación y aprobación de la dispuesta por el testamento de la Magestad defunto, rivalizando lo con todas aquellas firmeszas que mas pueden ofranzar para siempre la posesion de tanto herencia. Y dispuso de dar á V. Mag^d las mas afectuosas y reverentes gracias

por esto, y por las singulares expresiones conque V. Mag^d nos favorece y honrra, así á nos otros en particular, como á lo general de la nacion española; proprias solo del magnanimo corazon de ton esclarecido monoreha, podemos assergnas á V. Mag^d que la alta providencia de V. Mag^d supra premias onticipadamente el impouddonderable regozorjo, y demonstraciones de jubilo y alegria. conque en medio de nuestro sumo desconsuelo hizo treguas el dolor di la ranciente perdida para celebrarse con general aplauso en esta corte la real carta de V. Mag^d; tenemos bien, Señor, que el nuevo rey nuestro Señor tendra instruydo, como V. Mag^d se serve expressarnos en la Christianna, justificados, oltas y prudentes maximas que ha ora bien oprendido de tanto glorioso ascendiente, y principalmente del prospero azeetadissimo Reynado de V. Mag^d y que de hijo de uno y ntro soberano auspicio veremos, se verdez en su frente los mas dignos laureles. Quedamos con esta nueva obligacion y reconocimiento, para mantener perpetualmente en nuestros corazonos, y nemorio tant seguras y suvias reglas, que

prince, dont les qualités et les étroites liaisons du sang nous rendoient l'amitié très-chère, est infiniment augmentée par les marques touchantes qu'il nous a données à sa mort, de sa justice, de son amour pour des sujets fidèles, et de l'attention qu'il apporte à maintenir au-delà du temps de sa vie le repos général de toute l'Europe et le bonheur de ses peuples. Nous voulons de notre part contribuer également à l'un et à l'autre, et répondre à la parfaite confiance qu'il nous a témoignée. Ainsi nous conformant entièrement à ses intentions marquées par les articles du testament que Votre Majesté, et vous, nous avez envoyés, tous nos soins seront désormais de rétablir par une paix inviolable, par l'intelligence la plus parfaite, la monarchie d'Espagne au plus haut point de gloire où jamais elle ait été. Nous acceptons pour notre petit-fils le duc d'Anjou, le testament du feu roi catholique : notre fils unique le dauphin l'accepte aussi ; il abandonne sans peine les justes droits de la reine sa mère et notre très-chère épouse, reconnus incontestables aussi bien que ceux de la reine, notre très-honorée dame et mère, par les avis des différents ministres d'Etat et de justice, consultés par le feu roi d'Espagne. Loin de réserver aucune partie de la monarchie, il sacrifie ses plus propres intérêts au désir de rétablir l'ancien lustre d'une couronne, que la volonté du feu roi catholique et la voix de ses peuples déferent unanimement à notre petit-fils. Ainsi nous serons partis inessamment le duc d'Anjou, pour donner au plus tôt à des sujets fidèles la consolation de recevoir un roi, bien persuadé que Dieu l'appelant au trône, son premier devoir est de faire régner avec lui la justice et la religion ; qu'il doit donner sa principale application à rendre ses peuples heureux, à relever et à

maintenir l'éclat d'une aussi puissante monarchie ; qu'il est obligé de connaître parfaitement, et de récompenser le mérite de ceux qu'il trouvera (dans une nation également brave et éclairée) propres à le servir dans ses conseils, dans ses armées, et dans les différents emplois de l'Eglise et de l'Etat. Nous l'instruons encore de ce qu'il doit à des sujets inviolablement attachés à leurs rois, de ce qu'il doit à sa propre gloire ; nous l'exhorterons à se souvenir de sa naissance, à conserver l'amour de son pays, mais uniquement pour maintenir à jamais la paix et la parfaite intelligence, si nécessaires au commun bonheur de nos sujets et des siens. Elle a toujours été le principal objet de nos souhaits, et si les malheurs des conjonctures passées ne nous ont pas permis de le faire connaître, nous sommes persuadés que ce grand événement va changer l'état des choses ; de sorte que chaque jour nous produira désormais de nouvelles occasions de marquer notre estime et notre bienveillance particulière pour toute la nation espagnole. Cependant nous prions Dieu, auteur de toutes consolations, qu'il donne à Votre Majesté et à la junte les satisfactions désirables. Écrit à Fontainebleau le 14 novembre. Louis (1). »

Cette lettre est une acceptation expresse, complète, de la couronne pour le duc d'Anjou ; et néanmoins il se passe plusieurs jours encore en délibérations avant que la volonté du roi soit manifestée publiquement. Le conseil avait un vif intérêt à faire croire à la diplomatie que la résolution avait été prise après le débat le plus réfléchi ; Louis XIV voulait constater qu'il s'agissait d'une affaire nationale, et non pas d'un caprice et d'une vanité de roi. Tout le corps diplomatique était attentif aux plus petits actes, aux moindres mots qui sortaient

nos den actibo stimulo pora su major exaltacion, y de esto monarchia y para cultivar mas y mas la omidad, estrecha union, y buena correspondencia, entre los subditos de ambas coronas. Damosos el para bien de haver alcanzado el felix siglo, en que la alta providencia divina tenia dispuesto, que huviesse de lograrse este real indissoluble luzo, que tovo de unido la injuria, y accidentes de los tiempos, y los preivos emulos, que producia el envidiado valor, y poder de las dos naciones. Estamos, y estan y a todos estos fideles impacientes en los anhelos, y en las ansias de ver a su amadillissima rey, y assy rendemos nuevas gracias a V. M. por el gran favor de prometernos su breve venida ; y gagnando las horas en loque puede estar de nuestra parte, se han dado ordenes promptos para las proclamaciones, y levantar pendones, assiste en estos reynos, como los de afuera havendose executado y a

por lo que toea a esta corte no pudiendo dñdar por los avisos que y a hemos tenido de los reynos de España, y por la plausible union, que siempre han mantenido entre si todas las provincias, que han compuesto el circulo de sa corona, que se competirau con noble emulacion a celebrar esta dicha, y a repeter sus clamores, y preecciones, y votos, para la mas felez salud, y de la cara vida de V. Mag^d como desseamos, y la christianidad ha menester. Madrid à 26 de noviembre de 1700.

Yo la Reyna :

El card. Potocarrero ; D. Manuel Arias ; D. Ferdn- de-Aragon ; El obispo inq. general ; D. Rodrigo Manuel Maurice de Lara ; El conde de Benavente. » (Archiv. de Simancas.)

(1) Voyez le diaro d'Uthilla, ad ann. 1700.

de la bouche du roi, et pendant ce temps la négociation secrète continuait entre la junte et Louis XIV; cette junte disposait tout pour la reconnaissance officielle du duc d'Anjou à Madrid. Les ambassadeurs invoquaient hautement le traité de partage et la signature apposée par le roi; ils espéraient par ce moyen empêcher la résolution de Louis XIV. Les cabinets étrangers rappelaient la parole royale; n'avait-elle pas ratifié le traité de partage? Quel motif donnait-on pour justifier un changement si complet dans la situation générale de l'Europe? La succession d'Espagne bouleversait tous les rapports, ébranlait tous les vieux liens des souverainetés; que devenait la foi des traités?

La résolution d'accepter le testament pour le duc d'Anjou était ferme et forte, quoiqu'on eût l'air d'hésiter encore extérieurement. La cour quitta sur-le-champ Fontainebleau et ses vieilles forêts; elle vint habiter Versailles, afin de donner plus de retentissement à l'acte qu'on préparait. « Dans la matinée du 16 novembre, le roi, après son lever, fit entrer l'ambassadeur d'Espagne dans son cabinet, et puis il appela monseigneur le duc d'Anjou qui étoit dans les arrières-cabinets, et dit à l'ambassadeur : Vous le pouvez saluer comme votre roi. » Le marquis Castel dos Rios se jeta à deux genoux et lui baisa la main à la manière d'Espagne, il lui fit ensuite un assez long compliment en espagnol et après qu'il eut fini, le roi lui dit (1) : « Mon petit-fils n'entend pas encore l'espagnol, c'est à moi de répondre pour lui. » Les courtisans étoient à la porte du cabinet du roi. Sa Majesté commanda à l'huissier d'ouvrir les deux battants de la porte, et de faire entrer tout le monde, et dit : « Messieurs, voilà le roi d'Espagne; la naissance l'appeloit à cette couronne, toute la nation le souhaite et me le demande, ce que je lui ai accordé avec plaisir; c'étoit l'ordre du ciel. » Puis se retournant vers le roi d'Espagne, il lui dit : « Soyez bon Espagnol, c'est présentement votre premier devoir; mais souvenez-vous que vous êtes né Français pour entretenir l'union entre les deux nations, c'est le moyen de les rendre heureuses et de conserver la paix de l'Europe. » Après cela il s'adressa à l'ambassadeur, et en lui montrant du doigt le roi son maître, il lui dit : « S'il écoute mes conseils, vous serez grand seigneur, et bientôt; il ne sauroit mieux faire présentement que de suivre vos avis. » Monseigneur le duc de Bourgogne et monseigneur le duc de Berri embrassèrent le roi d'Espagne, et ils fondaient tous trois en larmes en s'embrassant.

(1) Comparez les récits du marquis de Dangeau et de Saint-Simon; Saint-Simon, je le répète, n'est que le

Cette belle et royale scène, depuis retracée par la peinture, fit un grand éclat à Versailles. Le duc d'Anjou, qui prenait alors le titre de Philippe V, avait dix-sept ans. C'étoit nue de ces jolies figures que Mignard et Lebrun avaient reproduites enfant; jeune homme alors, le duc d'Anjou avait perdu cette vivacité qu'on remarquait en ses tendres années. L'école de Fénéton et du duc de Beauvilliers avait jeté dans ces têtes adolescentes, des idées vagues de gouvernement et de morale qui affaiblissoient les caractères politiques. Il faut, en matière de gouvernement, une certaine hardiesse de vues et d'exécution, et ce n'est pas ce que le duc de Beauvilliers pouvoit donner à son élève. Le duc d'Anjou avait une physionomie douce, bonne; sa gracieuse et ronde face étoit animée de deux yeux bleus qu'il tenait de sa mère, de race germanique; il étoit un peu gros comme son père le dauphin, et son juste corps de drap d'or serrait à peine sa taille. Solennel sous le titre de Philippe V, depuis ce moment le duc d'Anjou fut traité en roi; Louis XIV l'éleva jusqu'à sa noble égalité. Quand il se mit en marche pour aller à la chapelle, le roi fit placer son petit-fils à côté de lui et à sa droite; ils entendirent la messe à la tribune, et comme Louis XIV vit que le roi d'Espagne n'avoit point de carreau, il se leva pour lui donner le sien; le jeune monarque ne voulut pas le prendre, et Louis ôta son carreau; ils n'eurent ni l'un ni l'autre. « A la messe, continue Dangeau, il eut la droite sur le roi, et de même en revenant, et l'aura toujours en public pendant qu'il sera ici; mais quand ils seront en particulier, ils vivront sans cérémonie. En revenant de la messe et passant dans le grand appartement, le roi dit au roi d'Espagne, qu'il lui avoit fait préparer cet appartement, et qu'il lui alloit laisser pour donner le temps aux courtisans de lui venir faire leur cour. Le roi d'Espagne alla à Meudon voir Monseigneur, son père; il avoit dans son carrosse M. de Beauvilliers et Sommier son sous-gouverneur. Monseigneur vint recevoir le roi d'Espagne à son carrosse, marquant une joie vive et naturelle qui faisoit plaisir à tout le monde. Il dit qu'il croyoit que jamais homme ne s'étoit trouvé en état de pouvoir dire comme lui : Le roi mon père et le roi mon fils. Au retour de Meudon, Sa Majesté Catholique revint dans son grand appartement où elle reçut les visites des princesses et des dames. *** la duchesse de Bourgogne y alla plus d'une fois. Le soir, le jeune roi soupa avec Louis XIV, ayant un fauteuil à la droite

mot à mot de Dangeau avec quelques changements de plus.

sur lui. Messieurs les ducs de Bourgogne et de Berri étoient sur les plians au retour de la table du côté droit, M^{me} la duchesse de Bourgogne du côté gauche, et les gentilshommes servans vis-à-vis des rois, pour servir quand on crioit : « A boire pour le roi d'Espagne. » C'étoit une grande joie pour les spectateurs. Le roi de France se penchant du côté de l'ambassadeur d'Espagne, qui y étoit, lui dit : « Je crois que tout ceci est un songe. »

La reconnaissance du nouveau roi d'Espagne étoit un fait accompli pour la cour de Versailles ; mais comment l'Europe alloit-elle prendre un tel événement ? Tout le corps diplomatique, on l'a vu, s'étoit vivement ému de la décision du conseil ; le duc d'Anjou n'avait été salué roi d'Espagne que par le nonce du pape et l'ambassadeur de Venise. Le pape avait contribué à la résolution du conseil de Castille et de Carlos II en faveur du duc d'Anjou ; le nonce devait saluer son avènement, et le sénat de Venise étoit trop profondément hostile à l'Empire pour ne pas reconnaître avec empressement la souveraineté française en Italie, véritable contre-poids à l'influence allemande. Les ambassadeurs de Hollande et d'Angleterre, M. de Zinzendorf⁽¹⁾ surtout, le représentant de l'Empire, s'abstinrent de venir à la cour, pour ne pas y faire un acte de reconnaissance. Toutes les notifications s'accomplirent par la voie de M. de Torey, et les ambassadeurs se contentèrent de répondre par un accusé de réception à la lettre du cabinet. Dans l'état des traités, la proclamation du duc d'Anjou comme roi d'Espagne étoit une violation flagrante des transactions décisives conclues à La Haye et à Londres par suite du congrès de Riswick. Réunies même moralement dans un système commun, l'Espagne et la France réalisaient le projet de monarchie universelle, éternel reproche que la coalition opposait à Louis XIV. Le roi ne pouvait éviter la guerre générale ; elle étoit la conséquence nécessaire de la situation qu'on avait prise. La maison de Bourbon grandissait trop ; elle tendait sa vaste puissance depuis la Hollande jusqu'au détroit de Gibraltar ; les cabinets devaient encore une fois se coaliser contre un fait qui menaçait l'équilibre européen. Toutes les

fois que la France a voulu étendre son influence au-delà des limites tracées par sa position naturelle et son histoire, il y a eu une réaction contre elle, et cela s'explique : son influence est déjà si grande, que si on lui reconnaissait encore une force exorbitante en territoire, elle dominerait le monde par son ascendant.

Quand on suit la vieille lutte entre la monarchie de Charles-Quint et les deux dynasties des Valois et des Bourbons depuis le quinzième siècle, on est étonné de cette mutuelle et inévitable action des deux pays d'Espagne et de France l'un sur l'autre. Pendant la Ligne, une infante est à la veille de ceindre la couronne des Bourbons, et Philippe II remue jusqu'aux entrailles du pays de France. Tout se meut à Paris et dans les provinces par l'action du cabinet de San-Lorenzo ; on peut dire qu'il est maître de la monarchie. A partir de cette époque, la réaction commence ; la lutte devient vivace depuis Henri IV. Chaque année est marquée par une prise d'armes ; les grands projets de Richelieu contre la maison d'Autriche, les unions de famille, les traités des Pyrénées, tout est destiné à soumettre l'Espagne à l'influence des Bourbons ; on saisit ses places fortes, ses provinces les plus utiles ; la France acquiert les droits des infants : les protestations secrètes réservent des prétentions que l'on se propose de faire valoir plus tard. Toutes les armes sont bonnes pour arriver au but qu'on s'est prescrite ; l'Espagne a voulu absorber la France, et c'est la France qui absorbe l'Espagne. Tel est le résultat obtenu par Louis XIV dans la question du testament de don Carlos II, beau triomphe d'habileté diplomatique.

Et ebose curieuse à remarquer ! cette mutuelle action des deux pays l'un sur l'autre se reproduit à toutes les époques, dans les temps même les plus modernes. Napoléon avait compris la question de l'Espagne dans le même esprit qu'elle avait été envisagée par Louis XIV. Il s'agissait moins d'une affaire d'amour-propre et de famille, que d'une idée de sûreté politique et de prépondérance européenne. Il est impossible de laisser la Péninsule sous l'empire d'un système qui blesse profondément

(1) Je renvoie au volume suivant l'histoire détaillée des négociations diplomatiques qui furent amenées par le testament. Le marquis de Louville se moque de l'étonnement du comte de Zinzendorf qui demeura tout surpris de la nouvelle ; la diplomatie impériale paraissait alors peu avancée et mal instruite : « Le pauvre homme », dit-il, « ayant rencontré, le 10 à midi, dans la galerie des réformés, le marquis de Torey qui emmenoit M. de Louville chez lui pour causer de cette

affaire, l'aborda d'un air égaré, en lui demandant s'il étoit vrai qu'il y eût un testament ; et sur la réponse affirmative du ministre : « Sans doute, reprit-il vivement, la chose regarde monseigneur l'archiduc ! — Oui, monsieur, répondit M. de Torey, tout de suite après les petits fils de France. » Et sur ce, Zinzendorf devint blanc à s'évanouir. » (Louville, Mémoires, chap. II.) Il a été répété par les éditeurs de Saint-Simon.

la pensée dominante en France; c'est un péril de tous les temps, et voilà pourquoi l'Espagne, isolée au bout de l'Europe, exerce néanmoins une si grande action sur les événements généraux du continent. Dans son individualisme de mœurs, de coutumes et de lois, la Péninsule a commencé la solution de toutes les questions un peu graves depuis le seizième siècle; l'Europe a continuellement les yeux sur cette terre. Ainsi, en acceptant le testament de don Carlos pour son petit-fils le duc d'Anjou, Louis XIV réalisait une pensée politique; il accomplissait l'œuvre de deux siècles de travaux et de sacrifices. Henri IV avait hérité de la rivalité des Valois contre la maison d'Autriche; il en léguait la solution à ses descendants. La guerre fut terrible sans doute, mais aucun pouvoir humain n'aborde un plan de quelque portée sans s'exposer à d'immenses sacrifices; c'est la condition de tout ce qui dépasse les proportions d'un système vulgaire; et d'ailleurs que de sang n'avait pas coûté la lutte entre l'Espagne et la France depuis le seizième siècle! Il fallait y mettre un terme par un effort, Louis XIV s'y décida.

Alors se dessine immédiatement la politique anglaise, qui ne peut permettre la prépondérance française dans la Péninsule. L'Angleterre choisit avec prédilection ce champ de bataille; c'est à l'avènement d'un Bourbon sur le trône d'Espagne que l'on doit les premiers progrès de l'alliance anglaise avec le Portugal: Guillaume III voit avec une certaine inquiétude le développement des forces de France dans les Castilles; il cherche un point d'appui en Portugal pour attaquer au midi la monarchie française par le même système qui faisait qu'au temps des Édouard et du prince Noir, les Anglais tenaient la Guienne, pour de là menacer perpétuellement les rois de la troisième dynastie. Le cabinet de White-Hall sait que la maison de Bragance a crainte d'être absorbée par les Bourbons comme la maison d'Autriche l'avait été dans sa domination sur les Castilles, et il profite de ces terreurs pour fonder une alliance permanente avec le Portugal; alliance vainement tentée par la France. Les armes anglaises aiment à s'essayer dans la Péninsule; elles n'ont jamais manqué une seule fois d'y paraître en même temps que les drapeaux français; et une circonstance à méditer, c'est que la campagne du duc de Wellington, de 1808 à 1814, suit les mêmes voies, procède des mêmes causes que les opérations militaires des coalisés en Espagne sous Philippe V, à un siècle de distance.

Au nord, l'union intime de la France et de l'Espagne par l'avènement d'un Bourbon à la couronne

des Castilles, devait avoir son retentissement; elle modifiait singulièrement la situation de la monarchie de Louis XIV. Une fois ses frontières méridionales assurées aux Pyrénées, toutes ses forces pouvaient se porter en Flandre et sur le Rhin; ce doublement des moyens de la France. Aussi les puissances germaniques cherchent-elles à resserrer le lien de leur alliance; l'empereur permet à l'électeur de Brandebourg de prendre le titre de roi. La rivalité cesse entre le nord et le midi de l'Allemagne, parce que le danger est commun; la monarchie prussienne naît et se développe comme une nouvelle barrière opposée à l'envahissement des idées catholiques et aux projets de la France. Les époques sont bien échangées! Aux temps de Henri IV et de Richelieu, l'électeur de Brandebourg prenait rang parmi les princes germaniques qui recevaient des subsides de France; quand la prépondérance de la monarchie de Louis XIV devient trop absorbante, tout fait ligne à ses desseins. Les coalitions ne se forment en général que contre une idée ou des forces tellement menaçantes, qu'elles font taire tous les petits intérêts qui divisent les États; elles réunissent ainsi les souverainetés habituellement divisées.

Quand on compare la splendeur des résultats de ces époques avec les transactions d'un autre temps, on en est à douter si la science diplomatique en France a conservé quelques souvenirs des grandes formes du dix-septième siècle. En étudiant cette longue suite de congrès depuis Munster, Westphalie, jusqu'à Nimègue, et Riswick, on ne trouve rien de comparable à cette magnifique série de transactions où les hommes d'État se manifestent avec leur supériorité. Napoléon seul avait compris la France dans la vaste proportion des idées de Louis XIV; il les avait seulement exagérées. Toutes les puissantes têtes ont un système et le poursuivent avec une invariable persévérance. Il y eut aussi le congrès de Vienne, en 1814 et 1815, qui organisa l'Europe bouleversée par la conquête. Là se déployèrent les souvenirs des belles réunions diplomatiques de l'époque de Louis XIV. Cette génération d'hommes d'État disparaît de la scène; il n'en reste que deux ou trois débris qui maintiennent leur monarchie dans des conditions de force et de conservation.

La succession d'Espagne met un terme au plan développé avec tant de ténacité par la maison de Bourbon; on dirait que celle-ci n'a plus qu'à défendre son œuvre; toute autre mission lui est désormais indifférente. Il se présente une série d'hommes d'État de haute capacité depuis Henri IV; tous ont un plan, une pensée politique fixe, immuable.

Le conseil du roi est le grand dépôt de toutes ces traditions; c'est là, que sous le plus profond secret, se développent, depuis le règne de Henri IV, les projets de politique extérieure de tout un siècle. Rien n'est comparable à cette noble et constante tenue du cabinet de Versailles. Le roi Louis XIV est admirable dans le conseil; comme diplomate digne et habile, il faut l'élever au-dessus de tout ce que les temps ont produit; il marche à ses desseins avec fermeté; il en soutient la gloire comme les revers; jamais il ne se décourage, tant il est préoccupé de sa royale mission: c'est Louis XIV qui a constitué la France dans ses limites et ses alliances naturelles.

Le dix-septième siècle commence avec la fin des troubles de la Ligue: l'entrée de Henri IV à Paris donne un point central et commun à tous les efforts du gouvernement royal pour la pacification des esprits. On y réussit matériellement; la force militaire dompte le mouvement ligueur; mais il existe encore une vive et poissante agitation dans les âmes. Une révolution populaire comme la Ligue ne passe pas sans laisser de longues traces; il survit une effervescente ébullition qui dévore la main qui veut l'éteindre: Henri IV périt à l'œuvre. Les passions de la Ligue expliquent cette ténacité des assassins qui cherchent le cœur de Henri IV. Le roi, tout occupé à comprimer les mécontentements des opinions extrêmes, fit peu de chose pour constituer la force et l'unité administratives.

À sa mort, un enfant prend le sceptre, et l'on voit, sous l'administration de l'Italien Cœneini un essai de ce système de ménagement que Mazarin mit en action après Richelieu. La résistance nobiliaire entraîne l'inflexible cardinal à cette proscription impitoyable des grandes têtes de la féodalité. Richelieu, je l'ai déjà dit, est un esprit révolutionnaire; il bouleverse la vieille constitution monarchique au profit de l'unité administrative; il organise tout, dans l'exclusive pensée de centraliser l'autorité dans ses mains. La réaction contre ce système se manifeste sous la Fronde. Quand on a trop pressé l'autorité, elle éclate; alors apparaît cette période désordonnée de la Fronde, où se mêlent les rues bruyantes, les parlementaires hargneux, la noblesse froide et hautainement blessée par Richelieu. C'est à cette époque de la Fronde que commence et s'essaye le gouvernement de Louis XIV; il reconstruit, pour ainsi dire pièce à pièce, l'édifice de la monarchie, l'ordre militaire et civil, les ordonnances, la législation, œuvre active de réorganisation politique. Tout est destiné à fortifier le pouvoir, à jeter dans la société un certain ordre, une haute

harmonie. Louis XIV constitue un vaste ensemble territorial, une nationalité qui a sa langue comme son pouvoir; il oublie seulement qu'il impose à son successeur la rude tâche d'être grand et fort comme lui.

Sous le point de vue diplomatique, le dix-septième siècle voit également une forte pensée s'accomplir: si l'on se reporte au temps de la Ligue, la monarchie de France est prête à être absorbée par la politique de Philippe II. La réaction commence sous Henri IV. Toutes les fauultés de la diplomatie française sont concentrées vers un seul but, l'abaissement de la maison d'Autriche. Les plans de Henri IV se développent dans la campagne qu'il prépare contre l'Empire, alors que la mort vient l'arrêter. Le cardinal de Richelieu suit cette même voie. De là toutes les alliances avec les princes du second ordre d'Allemagne, avec l'électeur de Brandebourg et les États protestants. Les mariages des rois de France avec les infantes eurent toujours pour pensée d'absorber tôt ou tard la monarchie espagnole. La succession est prévue dès cette époque; on la fait entrer dans les chances de l'avenir pour la réalisation d'un plan qui date de Henri IV, le chef de la dynastie des Bourbons. La diplomatie du dix-septième siècle est ainsi dominée par une idée simple, féconde, profitable aux systèmes de grandeur et de défense territoriale pour la monarchie française; tous les traités ne sont que des trêves jusqu'à ce que le but soit définitivement atteint. Louis XIV en est dépositaire après Henri IV, Richelieu et Mazarin; c'est par cette persévérance que les vastes plans se réalisent; les alliances avec l'Angleterre, les neutralités du Nord, les traités de subsides, tout se rattache à la pensée fortement et hautement conçue par le chef de la race des Bourbons.

L'unité se manifeste aussi comme la condition de l'autorité religieuse; la réforme et la Ligue ont constitué une guerre d'opinions; l'anarchie est dans l'État; Henri IV essaie un système mixte; il échoue: dès lors la pensée violente marche droit à la répression pour préparer l'unité. Richelieu lutte contre le protestantisme armé et féodal. C'est la guerre matérielle à un parti organisé et en hostilité ouverte contre le pouvoir. Après la victoire, la liberté de conscience du parti protestant est reconnue; mais il est dans la condition d'une autorité forte, après avoir comprimé violemment un parti dans ce qu'il a de matériellement hostile, de le poursuivre dans sa liberté morale, laquelle est aussi redoutable. La prédication des doctrines est souvent plus menaçante que la sédition armée; voilà le motif qui porte tous les pouvoirs à tyranniser

les opinions, pour les ramener à l'unité. Dans cette œuvre ardente est l'explication tout entière des actes du chancelier Letellier, l'homme d'État qui révoqua l'édit de Nantes. Ainsi, au commencement du dix-septième siècle, on trouve le désordre le plus complet dans les opinions religieuses; toutes ont les armes à la main pour combattre; elles se heurtent et se précipitent dans l'arène. A l'autre extrémité de ce siècle, nous voyons l'unité se poser partout comme la condition même de la puissance. Je ne justifie pas; j'explique seulement ces systèmes politiques et religieux se développant dans des conditions identiques.

La même tendance se produit dans l'administration publique: nous partons d'une période toute provinciale et communale, c'est-à-dire d'une sorte d'éparpillement de tous les pouvoirs. Il n'y a pas de temps plus insubordonné que celui de la Ligne. L'autorité se fractionne indéfiniment, et lorsque Henri IV commence l'œuvre monarchique, on ne peut dire s'il la conduira à fin. Ce laborieux travail d'administration et de gouvernement s'accomplit par des efforts inouïs; la législation de Louis XIV est une vaste codification de tous les principes d'organisation politique; il n'est pas une branche de l'ordre administratif qui ne reçoive l'impulsion d'une seule et forte idée. Tout a son code: la marine, les guerres, les finances, le commerce, la course maritime, les manufactures; le roi ne veut pas qu'il reste une idée ou un principe indépendant de lui et en dehors de sa prévoyance. Louis XIV est blessé de tout ce qui résiste: il craint les communes, le parlement, les oppositions des cours, les remontrances de l'échevinage et de la magistrature et comme il a conçu un système, il veut que tout s'y coordonne. De là naît ce pouvoir hanté, ce despotisme éclairé, cette impulsion qui imprime à tout le mouvement; et pour rendre cette pensée durable, Louis XIV se donne mission de placer la royauté dans une sphère d'intelligence et de splendeur qui légitime le pouvoir même absolu. Rien ne donne une plus haute destinée à l'autorité que de constater qu'elle se pose à la tête des idées et de la civilisation.

Cette conviction de la grandeur et de la puissance de l'esprit porte également Louis XIV à s'entourer des belles intelligences pour leur imposer le noble sceau de sa personnalité royale. On peut dire que le roi fit son siècle; il imprima son immense unité à la littérature, aux arts, à la science même. C'est ce qui se produit à de rares époques dans la marche des temps. Il surgit des caractères si absorbants, que tout gravite autour d'eux. Sous l'empire de

Napoléon, vous eussiez en vain cherché un esprit élevé qui ne fût pas occupé de lui; tout dans la société suivait son impulsion avec un indicible entraînement. Cette devise du soleil qui surmontait les armes de Louis XIV n'était pas un caprice vaniteux; elle était l'expression vraie de cette puissance d'attraction qui illuminait tout un siècle et entraînait vers elle une puissante monarchie.

La seconde partie du règne de Louis XIV n'a pas la couleur brillante, poétique et glorieuse de la première. Si l'on examine en effet les conquêtes des armées de Louis XIV sous Condé, sous Turenne, dirigées par la haute main de Louvois, elles sont rapides, merveilleuses; le traité de Nimègue est supérieur à celui de Riswick; mais ces stipulations mêmes des congrès assurent à la monarchie de bonnes frontières et une nationalité intacte. Les conquêtes de Louis XIV en Allemagne, en Hollande, les forteresses conquises n'étaient que des points militaires en dehors de la ligne de France, et ces sortes de possessions ne peuvent jamais être permanentes; elles ne sont en aucun cas quedes compensations dans les éventualités des événements. Le traité de Riswick préparait d'ailleurs la pensée de la succession d'Espagne: que pouvaient être quelques cités, des territoires conquis en face de ce riche héritage qui donnait un royaume tout entier au petit-fils du roi de France?

La force militaire a rempli la première partie du règne de Louis XIV; l'habileté accomplit l'autre. Il n'y a pas, dans les temps modernes, de négociations comparables à cette affaire du testament de Carlos II; on adit que cet acte entraînait la guerre et l'épuisement de la France; mais la réalisation de toute pensée politique un peu haute exige des sacrifices. Sans le testament, la guerre n'eût pas été moins imminente. Riswick ne fut jamais qu'une trêve; les deux principes protestant et catholique étaient en face; la royauté de 1688 avait besoin de se faire complètement admettre, et tout cela ne pouvait avoir lieu en pleine paix. Il y a des intérêts qui ne peuvent se vider que dans les longues batailles; la coalition d'Augsbourg n'était pas dissoute, et d'ailleurs Louis XIV trouva dans sa fermeté et dans le dévouement de sa noblesse et du peuple, les moyens de repousser la ligue de souverains qui marchait contre le roi et la France.

On trouve cette différence entre la destinée de Louis XIV et celle de Napoléon, que le roi nous laisse la France avec son territoire agrandi, son influence au-dehors; il sauva son trône et le pays: Napoléon tomba en laissant l'ennemi dans la capitale; l'un avait recueilli de Louis XIII et de Richelieu une

monarchie qu'il augmenta de plusieurs provinces; l'autre avait reçu du grand mouvement militaire de 1792 un territoire dont les frontières, d'abord démesurément accrues par lui, furent foulées aux pieds des nations armées; triste leçon donnée à toute puissance qui sort de ses limites naturelles!

Le dix-septième siècle, il faut le répéter sans cesse, fut une œuvre de centralisation et de reconstruction politique. Tous les pouvoirs, toutes les forces, toutes les intelligences tendent à sortir du chaos de la Réforme et de la Ligne pour se grouper autour de la couronne et la suivre dans le mouvement qu'elle imprime à la société. On ne trouve comme opposition à cette œuvre d'ordre que l'école des réfugiés, qui travaille déjà à la démolition.

Je vais maintenant assister à cette œuvre de désorganisation active; autant l'époque précédente avait tendance à reconstruire, autant le dix-huitième siècle a volonté de démolir. Tout va nous paraître dominé par cette pensée désordonnée; les intelligences travaillent à l'envi, avec le pouvoir

lui-même, pour bouleverser ce que l'on a si péniblement élevé. Ce travail se fait dans tous les rangs de la société, on a haine de l'ordre dans la pensée comme dans l'action. La démolition dure tout un siècle; son dernier terme est la révolution française; et, chose remarquable, le dix-neuvième siècle commence, avec le consulat de Napoléon, à relever encore les principes que l'époque précédente a bouleversés. Ainsi, tout va par action et réaction; Dieu a condamné la société à cette inquiète condition de changemens; chaque génération est marquée de la pensée du bien et du mal, notre double nature; nous croyons tous marcher vers la perfectibilité humaine, et nous tournons depuis l'éternité des âges dans un cercle inflexible d'idées et de faits. L'autorité et la liberté, forces puissantes et fécondes, se disputent à jamais le monde de l'intelligence et des actions humaines. Chaque génération vient se heurter contre le mystère de cette lutte incessante, sans jamais la pénétrer et la résoudre!





LETTRE

SUR LA

DERNIÈRE PÉRIODE DU RÈGNE DE LOUIS XIV.

Je touche à la vieillesse du grand roi, à cette époque difficile qui finit au traité d'Utrecht et à la pacification de Rastadt. On éprouve une indécible mélancolie lorsqu'on fouille les derniers momens d'un homme supérieur aux prises avec de rudes épreuves ! Qu'une haute tête demeure fière quand les prospérités la couronnent, quand la victoire lui sourit, c'est là chose si commune, si vulgaire, qu'elle ne demande ni puissance de caractère, ni grandeur de résolution ; la fortune vous mène et vous conduit seule dans son char de pourpre et d'or. Louis XIV aux jours de sa jeunesse et de sa force, au milieu de Versailles, dans son palais tout scintillant de glaces, de eisclures, de vases de porphyre, des marbres de Puget, des batailles de Lebrun où, nouvel Alexandre, il paraissait sous son casque aux plumes flottantes et sa cuirasse d'airain ; Louis XIV alors ne fut qu'un roi aimant la gloire avec ivresse, le pouvoir unique, éclatant, absolu ; il n'avait pas besoin de grands efforts d'âme, il se laissait aller à sa fortune ; la société marchait avec lui, il ne s'agissait que de suivre son irrésistible impulsion.

A cette époque même de jeunesse et de puissance, le roi commit bien des fautes ; j'ai dit sans déguisement tout ce qu'il fit contre l'organisation de la vieille France, contre l'esprit provincial et l'existence indépendante de la noblesse, cette force antique de la monarchie.

T. I.

Louis XIV, comme les caractères supérieurs, centralisa trop ; il ramena tout à la royauté, il effaça les vestiges de cette aristocratie locale qui s'identifiait avec le sol ; chaque race de gentilshommes avait son château sur la roche élançée, aussi vieux que la terre ; le paysan avait sa commune et son église ; chaque province avait sa langue, ses coutumes, son gouverneur, son Parlement. Tout fut abîmé par l'autorité royale ; il n'y eut plus qu'un pays, qu'un pouvoir, qu'une administration ; un tel ordre changeait les conditions de la royauté, et l'exposait aux coups violents des révolutions.

Dans cette première période de son règne, Louis XIV suit la fortune, et c'est une tâche aisée ; il a ses poètes, ses flatteurs ; on l'exalte, on le mêle aux dieux de l'Olympe, il ne nous apparaît qu'avec cette auréole brillante qui couronne une grandeur facile. Louis XIV n'est supérieur que lorsqu'il est rudement éprouvé ; c'est en commençant le dix-huitième siècle que la destinée tourne contre lui. Je ne saisis pas d'âme humain aussi vivement secouée dans son pouvoir, dans sa famille, dans sa pensée politique : voyez ce vieillard qui perd en moins de trois années son fils le dauphin, homme mûr déjà ; le duc de Bourgogne, si aimé de la bourgeoisie et des parlementaires ; cette gracieuse duchesse de Bourgogne, si vive, si légitime, la distraction du roi fatigué ; cette femme

48

toute mignonno, dont le petit pied entrain dans une mule de poupée; enfin le duc de Berry, bon jeune homme de vingt-huit ans! Toute cette grande lignée, qui abritait la gloire de Louis XIV, péricule sous les coups de la mort implacable.

Comme roi, Louis XIV est soumis à d'autres épreuves encore; il commence son époque par imposer des lois à l'Europe, ses armées débordent sur les frontières, il dicte ses volontés à La Haye, à Turin, il domine dans l'Empire, il a vaincu l'Espagnol. Quelle humiliation après tant de gloire! une confédération formidable se réunit contre le roi de France? Guillaume III est le centre de ce mouvement de réaction pour abaisser l'ennemi de la révolution de 1688. La coalition marche, elle est partout victorieuse, à Hœlstedt, à Malplaquet; elle s'étend dans les plaines de la Picardie, on craint pour Versailles même; les marchands hollandais, traités avec tant de hauteur par Louis XIV, viennent pour lui dicter la loi; les congrès de Gertruidenberg et de La Haye donnent un *ultimatum* qui rejette les frontières de France à un demi-siècle en arrière, aux traités de Munster et des Pyrénées.

À l'intérieur, la situation est non moins fatale; la révolte des Cévennes, si mal connue jusqu'à présent, est une des insurrections les plus menaçantes pour les provinces méridionales; le pays est épuisé par les levées d'hommes et par l'impôt; il n'y a plus de prestige, une cabale ardente se prononce contre le roi au sein de sa cour. Dans le Parlement, parmi les halles tout murmure; les pamphlets se multiplient; Louis XIV, habitué à cet encens qui enivre, n'entend plus autour de lui que des noëls mordants, des épigrammes cruelles qui attaquent son nom, son courage, sa destinée. Quand Torey lui lit les gazettes de Hollande et d'Angleterre, il y trouve les plus atroces calomnies contre son existence de roi et son autorité; on en veut à sa vie, à sa couronne, il le sait, on ne s'en cache pas; et tandis que l'invasion s'avance terrible, les partis s'agitent dans l'État contre la main énergique qui veut défendre l'unité de la monarchie et la nationalité de la France.

La grandeur de Louis XIV fut précisément cette force d'âme, cette vigueur qui, dans ces

temps de crise, le fit sortir puissant encore d'une position perdue. S'il est frappé au cœur par les deuils de famille, il relève sa tête de vieillard pour dire qu'il a autre chose que sa royale maison à préserver, d'autres devoirs à remplir que de verser de stériles larmes sur des tombeaux: l'invasion éclate, elle est victorieuse au milieu de la France épuisée; des éris se font entendre, on demande la paix dans le conseil du roi, et quelle paix! l'ennemi veut l'Alsace, l'abdication de Philippe V, la frontière de Flandre jusque sur la Picardie, la démolition de toutes les forteresses du Rhin, la France enfin du seizième siècle. Il y a plus, la coalition impose à Louis XIV l'impérieuse obligation de combattre son petit-fils pour le chasser du trône d'Espagne; les forces de la monarchie sont tellement abâtues, que le conseil de Versailles même se prononce pour la paix; on l'appelle par des murmures; le roi seul ne perd pas courage, il a confiance dans le pays, il en rehausse le caractère, et bientôt l'habileté diplomatique et la fermeté de résolution amènent le traité d'Utrecht. Quelles conditions différentes! Philippe V est maintenu en Espagne, et assure par son alliance nos frontières méridionales; la France ne cède plus l'Alsace, elle garde une large frontière en Flandre, capable de préserver les provinces du Nord.

C'est donc cette belle attitude dans le malheur, ces résultats obtenus au milieu même de l'invasion, qui constituent l'immense hauteur de Louis XIV; la dernière partie de son règne est une suite d'efforts et de merveilles. Dans l'histoire de tous les hommes élevés, il y a deux phases, comme dans l'existence humaine: le progrès et la décadence; Dieu a marqué ainsi au front les destinées! Depuis Alexandre jusqu'à Napoléon, les grandes vies se partagent en deux périodes: la gloire et l'infortune, la pompe et la misère, le monnment de granit et le grain de sable qui roule dans l'éternité des âges.

L'histoire de Louis XIV fait une magnifique exception; quand le vieux roi est brisé par le temps et le malheur, il semble se relever pour la postérité; cette dernière partie de sa vie brille d'un éclat qui saisit d'autant plus qu'on la touche de plus près; j'en ai fait l'étude profonde,

parce qu'il y a de puissantes causes et d'immenses effets à révéler. Les deux volumes que je publie terminent le règne de Louis XIV, et embrassent précisément cette période si dramatique, dans laquelle le vicillard royal est aux prises avec tous les périls; je lo prends à la guerre pour la succession d'Espagne, et le conduis jusqu'à son lit domort; le roi est si grand encore dans cet instant solennel ! C'est une épopée de quinze années, si remplie, si féconde, qu'on me pardonnera l'étendue que j'ai cru nécessaire de lui donner. J'aime les travaux complets sur une époque de l'histoire.

Ce tableau s'ouvre par l'insurrection des Cévennes, violente, désordonnée, cette jacquerie de paysans huguenots qui a ses chefs, ses projets de renversement, cette Vendée du calvinisme ; car chaque opinion fatalement opprimée a sa terre d'insurrection. Il a fallu exactement définir et étudier lo véritable caractère de la révolution des camisards ; on verra dans ce livre les plus curieuses preuves de leurs intelligences avec l'étranger, lo rajeunissement de toutes les idées de république méridionale, ce plan des gentilshommes huguenots depuis lo seizième siècle. Il n'y a pas de persécution sans cause, à moins qu'un pouvoir ne soit insensé ; et lorsqu'on voit un conseil aussi éclairé que celui de Versailles sévir avec autant de vigueur contre une opinion, il faut bien qu'il l'ait reconnue menaçante ; était-il possible qu'un gouvernement régulier tolérât en France un parti qui favorisait l'ennemi armé contre la monarchie ?

La coalition se forme à la suite du testament de Carlos II et de l'avènement de Philippe V ; ce fut là sans doute lo motif extérieur ; mais il y avait une double rivalité de religion et d'influence qui tôt ou tard eût déterminé une réaction contre Louis XIV ; l'avènement de Guillaume III, la révolution de 1688, devaient avoir leur guerre ; il n'y avait eu qu'une trêve par lo traité de Riswick ; lo principe protestant était en face du principe catholique, la royauté élue en présence de la royauté de race ; la révolution d'Angleterre unissait la Hollande et la Grande-Bretagne dans un commun système ; la mort du roi d'Espagne Charles II, son testament en faveur de Philippe V, poussèrent la maison d'Au-

triche dans cette coalition violente qui fit la guerre pendant treize années. Les whigs avaient espérance de soulever les camisards ; les royalistes de France favorisaient les Stuarts et les catholiques d'Irlande ; quand il y a une lutte de principes dans la politique, il est difficile quo tôt ou tard la guerre matérielle n'éclate. J'ai dû pénétrer dans l'histoire intime de cette coalition ; les pièces que je publie donneront la véritable origine de tous ces mouvemens armés contre Louis XIV.

Mais ce qui était plus inconnu, moins révélé, c'était la cause première de la pacification d'Utrecht ; l'opinion vulgaire est que le combat de Denain frappa les alliés de terreur, et qu'il détermina la paix ; je constate dans ce livre que Donaia ne fut qu'un accident ; le mobile réel de la paix fut une révolution ministérielle en Angleterre, le passage du pouvoir des mains des whigs dans celles des torics ; et cette révolution ne fut point amenée par le caprice de la reine Anne, par un mouchoir déchiré ou un vase renversé ; il faut laisser ces circonstances, puérilement anecdotiques à la manière de Voltaire, à cette école de petits marquis masqués du dix-huitième siècle, qui cherchait les motifs de tous les événemens dans les boudoirs. La cause de la disgrâce des whigs fut un mouvement électoral sous l'influence de l'Eglise anglicane, qui renversa lo ministère Godolphin et Marlborough ; les torics vinrent au pouvoir avec Bolingbroke et Harley ; la paix fut alors décidée. Je raconte l'histoire des négociations secrètes de Prior et de Bolingbroke à Fontainebleau ; il en résulte quo le congrès d'Utrecht ne fut qu'une forme qui sanctionna un traité arrêté déjà par Torcy et les chefs du torysme anglais. Et c'est ici précisément où se déploya l'habileté de Louis XIV ; une fois l'Angleterre détachée de la ligue, la Hollande suivait cet exemple, et l'Empire ne pouvait seul lutter contre la monarchie française. Lo traité de Rastadt entre le prince Eugène et Villars fut le dernier acte de la coalition ; mais cette grande alliance n'existait plus depuis lo voyage de Prior et de Bolingbroke à Fontainebleau ; l'idée d'une négociation séparée avec l'Angleterre l'avait détruite.

L'histoire des classes de l'administration intérieure à la fin du règne de Louis XIV, excite un intérêt non moins vif; je l'ai suivie avec une attention indicible; si le clergé perd Bussuet, Bourdaloue, Fléchier, il salue Fénelon et Massillon, écrivains éloquentes, mais qui agissent malheureusement sur l'esprit de la société. Fénelon est le chef de cette école d'un faux libéralisme, de ces sermoneurs du pouvoir qui l'affaiblissent sans rien mettre à la place. Je l'ai dit dans le cours de ce livre, un roi comme Télémaque eût été le principe d'un bouleversement social; Fénelon et Beauvilliers firent du duc de Bourgogne un prince sans caractère, sans force morale; ils le tuèrent pour l'autorité. Massillon, si haut placé, l'écrivain le plus magnifique du dix-huitième siècle, fut le déclamateur le plus ardent contre l'aristocratie et les conditions d'une société régulière; son *Petit-Carême* servit de thème aux opinions vides et à mots retentissants. Il y a des époques où se forme une sorte de conjuration contre tout ce qui est pouvoir; les esprits les plus doux et les plus timides se passionnent, et se mettent à démêler on à délayer la puissance publique.

L'administration de Louis XIV, à la fin de son règne, reste ferme à travers les obstacles d'une vive opposition; je ne sache pas de système qui ait produit plus de ressources pour une érise qui exigeait tant de sacrifices. Après la triste défaite d'Hochstedt, les forces de la France sont épuisées; le gouvernement de Louis XIV supplée à tout; Desmarests est aux finances et développe les éléments du crédit public; l'administration des intendans, dans les mains d'hommes capables, donne une nouvelle vie aux principes mêmes de la monarchie; l'organisation militaire, sous l'action des lieutenans généraux, stimule cette brave noblesse qui marche glorieusement aux combats; elle est ruinée, décimée par la guerre; qu'importe? elle se doit à son roi et à la couronne. La gentilhommerie provinciale fut toujours admirable de sacrifices; qu'avait fait pour elle la royauté? elle avait rasé ses châteaux, chargé ses terres de redevances, elle avait semé de sel ses champs, et coupé ses forêts; elle lui avait demandé l'impôt du sang; la noblesse avait tout donné par son dévouement à la race royale,

aux Bourbons, au chef de la gentilhommerie; race souvent ingrate que ces Bourbons, car, rois militaires des gentilshommes, ils n'avaient fait que les détruire et les abîmer au profit de la classe bourgeoise.

Cette bourgeoisie avait bien grandi sous le règne de Louis XIV; en verra, par les détails que je publie, les progrès immenses de la classe commerçante, de ces brillans armateurs de Dunkerque, de Saint-Male et de Cette, hardis corsaires qui parcouraient toutes les mers; de ces puissantes maisons de Marseille, Bordeaux, qui prétaient 20 millions au roi moyennant le denier 5. Le commerce était alors à son apogée, les belles éruditions de Louis XIV constatent ses développemens. J'ai dû aussi parler du peuple, des halles, des confréries, des métiers, de ces maîtrises qui avaient leur garantie municipale sous l'invocation d'un saint. Au moyen âge, églises, communes, confréries et châteaux étaient le symbole de l'organisation sociale; les débris de cette poétique organisation finissent avec le dix-septième siècle; un pouvoir central se pose à la tête de la société, et c'est depuis que se prépare la révolution française!

Louis XIV remplit son devoir comme chef de sa lignée; ce fut le roi peut-être qui donna le mieux sa propre maison; que de querelles, que de rivalités entre les princes du sang, les légitimés, tous ces nombreux rejetons de sa race qu'il contient à peine de son sceptre d'or, comme les vieux rois d'Henné! Il faut se souvenir que sous les règnes précédens ces querelles de princes, ces mécontentemens de la famille royale avaient jeté le désordre dans le royaume; qui ne se rappelle, sous la Fronde, les Condé chefs de gentilshommes, les Conti parlementaires, et Gaston d'Orléans, le frère puîné de Louis XIII, à la tête des factieux? Louis XIV met d'abord l'obéissance dans sa famille, et ce fut une œuvre difficile, car sa féconde lignée avait des prétentions de toute espèce, des prérogatives, des apanages à réclamer; et puis, cette surveillance attentive sur la branche d'Orléans, respectueuse devant l'autorité royale, mais jalouse des droits d'aînesse ou de la puissance des légitimés! L'art de Louis XIV fut de tout mêler; le duc d'Orléans épousa M^{lle} de Bleis,

née de M^{me} de Montespan; le duc de Berry s'unit à une fille du duc d'Orléans; c'est en confondant ainsi les races qu'on neutralisait les prétentions de chacun; le roi en faisait une même famille.

J'ai dû toucher une immense question historique, celle du testament de Louis XIV; jusqu'ici on a donné cet acte de dernière volonté comme une expression de la faiblesse aux prises avec l'intrigue de M^{me} de Maintenon et du duc du Maine; j'établis, au contraire, que ce testament, dicté par la plus haute prévoyance, fut destiné à maintenir la couronne sur la tête de Louis XV. Était-il prudent de constituer un pouvoir absolu de régence au profit du duc d'Orléans, quand il n'y avait qu'un orphelin entre lui et le trône? A tort ou à raison, de tristes bruits étaient répandus sur de noirs complots et de fatales trahisons; que faisait Louis XIV en confiant la garde du roi au duc du Maine? ne créait-il pas un contrôle naturel à une autorité qui pouvait devenir dangereuse? De son lit de mort où il fut si grand, au moment où son âme s'élevait dans le sein de Dieu, Louis XIV voyait la révolution de 1688 menaçante; il devait la craindre cette révolution, quand l'Angleterre la conseillait par lord Stair à M. le duc d'Orléans.

Lorsque tant de remaniemens sont à faire dans l'histoire grave, j'ai besoin de persister dans la méthode qui m'est un peu reprochée, de donner les pièces justificatives; au milieu de cet océan de faits et d'incidents, les pièces authentiques sont les fanaux qui vous guident; hélas!

toutes les époques ont leur système; les âges feront surgir de nouvelles idées, de nouveaux points de vue historiques; mais les témoignages vivront; et ne restât-il pour moi que le modeste titre d'annaliste et de chroniqueur, je le porterais, fier d'avoir ôté le simple et fidèle interprète des générations qui ne sont plus.

J'achève donc encore une grande époque de l'histoire; le règne de Louis XIV est accompli, et à sa mort commence une autre société. J'ai hâte, je le répète, de m'en retourner en pèlerinage dans les naïves chroniques; j'appelle souvent, comme une poétique joie dans mes études, cette société du moyen âge, ces temps de croyances, de corporations, de communes et de traditions merveilleuses; je m'y complais comme aujourd'hui à te voir, antique cité de Nuremberg, beau bijou du quatorzième siècle que j'ai là devant moi, avec ta svelte fontaine toute dentelée comme une cathédrale, avec ta maison de ville remplie des chefs-d'œuvre de ton peintre municipal, Albert Dürer; ô Nuremberg! noble cité! je vois resplendir ton saint Sebald, ta chapelle du Saint-Sacrement, fêtée par la corporation des maîtres tonneliers au temps de tes burgraves bardés de fer, des pieux abbés d'Heilbronn et des braves chevaliers de Souabe. Ces temps ne sont plus, des générations nouvelles sont venues; mais toi, Nuremberg, tu es restée la ville du moyen âge, la digne fille des maîtres et des compagnons, au milieu d'une civilisation trop agitée pour songer aux vieilles mœurs des ancêtres!

Nuremberg, septembre 1837.



LOUIS XIV,

SON GOUVERNEMENT

ET

SES RELATIONS DIPLOMATIQUES AVEC L'EUROPE.

CHAPITRE LV.

L'EUROPE A L'AVÈNEMENT DE PHILIPPE V.

L'empereur. — L'Angleterre. — La Hollande. — La Suède. — Charles XII. — La Russie. — Le czar Pierre. — La Pologne. — Le Danemark. — La Prusse constituée en monarchie. — La Bavière. — L'électeur de Cologne. — Savoie. — Portugal. — Réaction contre Louis XIV.

1700 — 1701.

L'AVÈNEMENT de Philippe V au trône d'Espagne dérangeait l'équilibre européen, maintenu par tant d'efforts et de sacrifices. La maison de Bourbon marchait hautement à cette monarchie universelle que Charles-Quint avait tentée au 16^e siècle. Il y avait même cette différence, toute favorable à la puissance de la France, que l'Espagne lui était unie par le territoire; ces deux Etats se touchaient par les Pyrénées. Lorsque Charles-Quint voulait tenir ses diètes à Cologne, à Ratisbonne, en souvenir des cours plénières de son glorieux prédécesseur Charlemagne, le grand empereur, tel qu'on le voit encore reproduit en sa belle image aux reliquaires d'Aix-la-Chapelle, il était obligé de s'embarquer à Barcelonne ou à Valence, et de voguer vers l'Italie sur

ses galères à mille rames. Voulait-il réunir ses vieilles bandes de Castille à Naples, dans le Milanais, ou transporter ses Flamands à Madrid ou dans l'Andalousie, il était encore forcé de les confier aux grandes mers. Ceci donnait à toutes ses opérations militaires un caractère d'incertitude et de faiblesse. Philippe II avait compris la nécessité politique de réunir la France à l'Espagne, et la vive et profonde action du roi des Castilles dans la Ligue s'explique par le besoin de donner un point central à tant de possessions morcelées (1).

L'union de la France et de l'Espagne dans un commun système constituait la plus formidable des puissances. La tête, au nord, s'étendait jusqu'en Hollande, par les Pays-Bas; au midi elle touchait l'Afrique, tandis qu'à l'orient elle embrassait jusqu'à Naples et la Sicile; sans compter toutes les ressources des Amériques, ce nouveau monde si plein de merveilles. Une monarchie appuyée sur de telles forces pouvait s'élever jusqu'au grand Empire de Charlemagne, et encore le vieil empereur, couvert de sa peau de loutre en ses cours d'Allemagne, n'avait-il jamais pu dompter la race espagnole et cantabre; les chants belliqueux des paysans de Roncevaux disaient comment les paladins de son arrière-garde avaient été brisés sous les rochers des Pyrénées. Si donc l'empereur d'Allemagne laissait paisiblement s'établir la royauté de Philippe V, le petit-fils de Louis XIV, la France allait conquérir une immense suprématie, l'équilibre était brisé; la Lorraine, la Savoie, les Etats romains seraient bientôt absorbés, et Louis XIV pourrait ceindre les lauriers d'Auguste

(1) Voyez la correspondance autographe de Philippe II, dans mon travail sur *la Ligue*, tom. IV.

mais parfaitement conduite, de manière à ce qu'on pût présenter au Parlement de notables résultats, et réunir les ennemis de Louis XIV dans une vaste ligue.

Les États-Généraux de Hollande étaient parties contractantes dans le traité de partage, et devaient ainsi, de toute nécessité, faire cause commune avec la Grande-Bretagne. Guillaume III, le vieux stathouder, avait tout pouvoir sur cette nation de marchands, fière et glorieuse d'avoir donné un roi à l'Angleterre : il y avait d'ailleurs dans ces riches banquiers d'Amsterdam, de la Haye, de Rotterdam et de Nimègue un sentiment de probité politique qui se soulevait contre le manque de foi des négociateurs de France; Louis XIV leur paraissait faillir à ses obligations, en brisant le traité de partage qu'il avait ratifié de sa propre volonté (1). Cependant les États-Généraux n'osaient pas la guerre encore; leur prospérité commerciale se rattachait au maintien de la paix. C'était sur la marine hollandaise surtout que s'essayaient les hardis corsaires de Saint-Malo et de Dunkerque; ils faisaient tant de mal au riche commerce d'Amsterdam, de Rotterdam et de la Haye! Les États-Généraux étaient aussi les banquiers de la coalition, ils en vantaient les subsides; ils défonçaient les tonnes de ducats pour payer les troupes auxiliaires, et cela sans profit réel. Puis, supposez des succès pour les armées de Louis XIV, les terres de la Hollande n'étaient-elles pas les plus immédiatement exposées aux coups du roi de France? Trois journées militaires pouvaient porter les troupes de Louis XIV de Bruxelles à Amsterdam. Ces considérations arrêtaient les États-Généraux; ils étaient bien décidés à la guerre, mais, comme le roi Guillaume, ils voulaient choisir le temps, préparer les moyens, atteindre un grand résultat, ne point se compromettre avant que la coalition ne fût arrêtée et prête à marcher.

Dans tous les mouvements armés de l'Europe, une puissance avait toujours exercé, depuis le seizième siècle, un rôle de neutralité forte et décisive : j'entends parler de la Suède; en ce moment elle était sortie de toutes les conditions de cette politique calme et modérée que lui avait imprimée l'école sérieuse de ses publicistes et de ses hommes d'État au dix-septième siècle. Le jeune roi Charles XII se

jetait, avec toute l'énergie de son caractère, dans une guerre d'invasion. Charles XII régnait depuis trois ans sous la régence de son aïeule Hedwige-Éléonore; il avait quinze ans à peine lors de son avènement, et toute la violence de cette tête se montra lorsqu'arrachant la couronne à l'archevêque d'Upsal, il la mit sur son jeune front. Charles XII ne fut point l'agresseur dans la lutte qui s'engagea sous sa minorité; les rois de Pologne et de Danemark s'unissaient pour arracher le duché de Holstein à la race de Snède; Charles XII, jeune homme de dix-huit ans, s'était armé pour défendre les droits de son beau-frère. C'était un prince petit de taille, à l'éducation de fer, avec ces habitudes militaires qui lui faisaient appeler les champs de bataille pour lit de repos; noble descendant de ces Scandinaves, ces terribles north-mans dont les Scaldes chantaient les prouesses, lorsqu'Harald aux blonds cheveux parcourait les mers du midi et jetait la terreur dans les pieux monastères du moyen âge (2). Le nom de Charles XII, après Nerva, remplit le monde; il trouvait en France du retentissement au sein de cette noblesse qui courait aux champs de bataille. Le cabinet de Versailles avait toujours appelé l'alliance, ou du moins la neutralité de la Suède; un ambassadeur de France était sous la tente de Charles XII (3). Ce fut à l'instigation surtout de Louis XIV que le roi de Suède se porta depuis en Pologne et au nord de l'Allemagne. L'ambition des Suédois grandissait avec la victoire; mais telle est la fatale destinée des nations qui sortent de leurs limites naturelles, qu'une réaction agit contre elles et les accable; elles perdent leur vieille influence, leur antique position, pour ne pas retrouver une grandeur nouvelle. C'est depuis Charles XII que la Suède a compromis ce beau rôle de neutre et d'arbitre qu'elle garda pendant tout le dix-septième siècle. A d'autres époques, lorsque la France vit les conquêtes de Napoléon déborder au-delà du Rhin jusqu'à l'Elbe, s'étendre depuis Hambourg jusqu'au bouches du Cattaro, cette France subit plus tard la réaction de l'Europe; elle compromit son antique et noble place, et elle ne l'a pas encore reconquise! Leçon solennelle pour toutes les ambitions qui sortent des limites, et poussent un empire en dehors de sa destinée!

(1) Pamphlets hollandais, ann. 1701.

(2) J'ai décrit, dans un Mémoire à l'Institut, les ravages des Normands en France. Paris, imprimerie royale, sous ce titre : *Essai sur les invasions maritimes des Normands*.

(3) Il faut grandement se méfier de l'histoire de

T. 1.

Charles XII, telle que la merveilleuse imagination et le prodigieux talent de Voltaire l'a racontée; il a paru une *Vie de Charles XII en suédois*, avec les pièces et les justifications qui bouleversent un peu la spirituelle création du philosophe de Ferney.

Le plus grand adversaire de Charles XII, le czar Pierre I^{er}, entraînait aussi dans la lice politique; c'était le temps des vies royales merveilleuses; la *gazette de France* (1) avait longuement détaillé les voyages du czar Pierre, son arrivée en Hollande, en Angleterre, où, marin, charpentier, mathématicien, il avait tout vu et travaillé comme un simple ouvrier; Versailles avait déjà raconté mille histoires sur le czar, et l'on a dit que l'irréparable faute de Louis XIV, avait été de ne pas attirer le czar Pierre à Paris, pour ainsi préparer l'alliance avec la Russie. Il est possible que Louis XIV, qui s'était fait des idées si hautes, si compassées de la royauté, n'ait pas donné toute son admiration au czar Pierre, abdiquant les attributs et la dignité souveraine pour descendre à l'humble état de manouvrier. C'était ce même sentiment qui portait Louis XIV à repousser tout ce qui n'appartenait pas à la grande école; mais là n'était pas le véritable motif historique; il faut se garder de trop voir les petites causes dans les actions humaines. Les raisons secrètes qui ne permirent pas au cabinet de Versailles de solliciter l'alliance de Pierre I^{er} tenaient à la position particulière de ce cabinet vis-à-vis la Turquie, la Suède et ces puissances hostiles à la Russie. La France était depuis des siècles l'alliée de la Porte et de la cour de Stockholm; si elle s'était engagée dans des traités avec Pierre I^{er}, elle aurait complètement modifié sa position en ce qui touchait ses antiques alliances. La Russie n'avait pas pris encore cet immense développement, cette action politique sur l'Europe, qui la place aujourd'hui au premier rang et en fait l'alliée nécessaire de la France. Louis XIV en était encore aux vieux traités avec la Porte et la Suède; il les maintint.

L'électeur de Brandebourg prenait le titre de roi de Prusse; j'ai raconté la cause religieuse qui poussa le parti protestant à élever son monarque en Allemagne. L'empereur était catholique, et à ces époques où les principes d'un culte avaient une grande influence sur la société, une puissante opinion telle que la réforme devait avoir un représentant. La transaction de Passaw, en donnant une place au protestantisme dans l'Empire, avait préparé la grandeur des électeurs de Brandebourg. Frédéric III avait été le premier de ces électeurs qui passât de l'alliance de la France à celle de l'Empire; son ambition était de ceindre la couronne, et

dans les vieilles coutumes, l'empereur d'Allemagne avait le droit de créer des rois, comme les Césars jetaient le sceptre et la pourpre aux princes de Bithynie ou d'Assyrie. Ce fut par le traité militaire de Vienne, du mois de mai 1700, que l'empereur Léopold reconnut la Prusse comme royaume, et constitua ainsi une royauté en échange d'un secours de dix mille hommes. Plus tard naquit la rivalité permanente des deux souverainetés allemandes; l'une s'étendant toujours au nord et au centre, l'autre cherchant une compensation inévitable en Italie. Frédéric III fut proclamé roi à Königsberg, le 18 janvier 1701; il se montra tout fier et tout vaniteux de son titre. Comme Louis XIV, il fonda un ordre de chevalerie; l'Aigle noir brilla d'or et de diamans sur la poitrine des rois. L'empereur ne vit pas toute la portée de cette royauté militaire jetée au nord de l'Allemagne; le prince Eugène, habile politique, en aperçut seul le danger: « Il faudrait pendre, dit-il, les ministres qui ont donné un tel conseil à l'Empereur (2). » Depuis, la monarchie prussienne s'est élevée à toute la hauteur d'un État de premier ordre. A cette époque, une intime alliance l'unissait à la cour de Vienne, qui en faisait un auxiliaire dévoué aux projets de la ligue européenne.

La Pologne, comme la Suède et la Russie, était distraite de la coalition par la guerre fortement engagée contre Charles XII; l'électeur de Saxe, roi de Pologne depuis la chute du prince de Conti, s'était lié secrètement avec la Russie, et savait la fortune de Pierre I^{er}. Le projet du jeune roi de Suède était de placer la couronne sur la tête d'un palatin national; la race des Sobieski n'était pas éteinte; la Pologne était toujours prête pour la guerre civile; cette noblesse nomade n'était à l'aise que dans ses larges plaines; elle semblait ne sentir sa liberté qu'un jour de ses élections tumultueuses. Le roi de Pologne était dévoué à l'empereur, mais la marche rapide de Charles XII sur Varsovie ne permit pas à l'électeur de Saxe de fournir des soldats à la coalition. Louis XIV avait des ressentiments contre l'électeur; il savait que ce prince était l'allié de l'Empire; avec un Sobieski, le roi de France pouvait espérer une diversion favorable à ses armes; le roi de Pologne était le partisan secret de la coalition: heureusement pour la France, les victoires de Charles XII le réduisaient à l'impuissance d'agir militairement.

(1) Voyez aussi le *Mercur galant*, 1701-1702.

(2) Les publicistes hollandais avaient compris toute l'importance de la création d'une royauté prussienne;

plusieurs dissertations furent publiées à La Haye et à Amsterdam, 1700-1701.

Plus au midi de l'Europe, l'habile Victor-Amédée, duc de Savoie, observait tous les événements pour se déterminer selon l'occurrence. Cette maison de Savoie avait un esprit éminemment remarquable; la gracieuse duchesse qu'elle avait donnée à la France, la fille que Victor-Amédée donna plus tard à l'Espagne, étaient des perles brillantes dans son diadème. Le duc de Savoie avait fait alliance avec Louis XIV; le mariage de la jeune duchesse de Bourgogne l'avait consacrée; mais la position de ses États, si fort à la convenance de la France, l'inquiétait; il savait que tôt ou tard Louis XIV songerait à agrandir son royaume par la Savoie, qui entourait si bien la monarchie. La position de Victor-Amédée entre le Milanais et le Dauphiné était dangereuse: combien de fois les armées de France n'avaient-elles pas occupé Chambéry et Turin! Et ce qu'elles avaient fait si souvent par une conquête passagère, Louis XIV ne pourrait-il pas le renouveler dans le dessein d'une réunion définitive? Telle était également la crainte du duc de Lorraine; il s'était allié par un mariage de famille, comme l'avait fait le duc de Savoie; mais Nancy, la ville si parée, si coquette, était pour le moins aussi dans la convenance de la France que l'étaient Turin et Chambéry. Ces motifs faisaient pencher les ducs de Savoie et de Lorraine pour la coalition: ils n'osaient point se prononcer; ils y étaient unis de cœur. Ajoutez à cela les négociations personnelles du prince Eugène auprès de Victor-Amédée, duc de Savoie. Le prince Eugène était tout à la fois un habile capitaine et un des diplomates les plus distingués et les plus souples de l'école des dix-septième et dix-huitième siècles. Souvent son action personnelle avait déterminé un neutre à se déclarer pour la coalition. Ses liaisons avec le duc de Savoie étaient connues de l'Europe entière; Eugène voulait le pousser vers la maison d'Autriche, son alliée naturelle (1).

Si la France ne pouvait compter sur les ducs de Savoie et de Lorraine, elle avait complètement gagné la Bavière à ses intérêts. La noble maison de Bavière, antique comme Charlemagne, avait alors pour chef Maximilien-Emmanuel, gouverneur des Pays-Bas sous Carlos II; il avait reconnu Philippe V, et son serment de fidélité l'avait engagé à défendre son nouveau maître qui lui avait confirmé

son gouvernement à Bruxelles. Le duc de Bavière, comme la plupart des princes allemands, d'ailleurs, n'était pas riche; Maximilien-Emmanuel recevait un subsidé de Louis XIV, et avait placé ses États sous la protection de la France; son frère, l'électeur de Cologne, s'était également uni au cabinet de Versailles. Il y avait de vieilles rivalités entre la Bavière et l'Empire. Le théâtre de la guerre allait se porter sur les possessions héréditaires; et, chose remarquable, la campagne de 1702 commença tout-à-fait comme la campagne de l'Autriche en 1805 contre Napoléon; Louis XIV ordonna que l'armée de France se portât vers Augsbourg et Passau pour soutenir son allié (2). Ce fut aussi pour défendre l'électeur de Bavière que Napoléon partit à vol d'aigle, et vint refouler les Impériaux jusqu'à Ulm, puis à Austerlitz.

Le roi de Portugal, don Pedro II, se trouvait, par rapport à l'Espagne, dans la même situation que la Lorraine et la Savoie vis-à-vis de la France. Il est certain qu'un roi de race bourbonienne sur le trône de Philippe II, appuyé par les forces de la monarchie de Louis XIV, devait tôt ou tard expulser la maison de Bragançe de cette longue lisière de territoire qui borde l'Océan. Telle était la destinée réservée au Portugal; don Pedro l'avait comprise, et ce ne fut qu'avec une arrière-pensée d'alliance anglaise qu'il salua l'avènement de Philippe V. Tout en ménageant momentanément la France, le roi de Portugal préparait un traité avec l'Angleterre; il y devait trouver un appui indispensable à sa politique. Le chûx de l'alliance anglaise était imposé au Portugal, à moins qu'il ne voulût plus se réduire qu'à sa colonie du Brésil. Si l'on suit l'histoire de la Péninsule, on verra toujours se développer la double nécessité, pour l'Espagne, de rester unie à la France, et pour le Portugal, de se placer sous le protectorat de la Grande-Bretagne. La Belgique au nord, la Péninsule au midi, furent toujours les champs de bataille où se rencontrèrent la France et l'Angleterre dans leur rivalité de guerre ou d'influence diplomatique.

Indépendamment des États réguliers et des gouvernements établis, il était des populations ardeutes, séditieuses, que les cabinets contenaient à peine; les Hongrois, par exemple, avaient repris les armes sous leurs magnats. Le vieux Tékéli avait

(1) J'ai eu sous les yeux quelques-unes des dépêches du prince Eugène de Savoie; elles sont des modèles de diplomatie: ces dépêches étaient copiées par l'ambassadeur de France à Turin, et envoyées à sa cour. (L'abbé de Turcy.)

(2) J'ai visité moi-même à Ulm, à Passau, à Augsbourg, en 1857, le théâtre de ces campagnes, et j'éprouvai quelque émotion en comparant les temps et les souvenirs.

trouvé de fiers successeurs; le magnat Frédéric-Léopold Ragotzi soulevait la révolte, et ses mécontentements de toute une noblesse étaient soutenus par les subides de Louis XIV (1). Plus d'un agent secret parcourait la Hongrie pour la soulever contre l'empereur Léopold; la France fournissait des armes, de la poudre, de bons officiers, car la rébellion des Hongrois faisait une forte diversion au mouvement des armées impériales. De son côté, le cabinet de Vienne couvrait les Pays-Bas, le Milanais et Naples surtout, d'agens secrets, pour remuer les populations contre Philippe V, nouveau roi d'Espagne. Le droit de la guerre allait donc s'appliquer sur la plus vaste échelle; rien ne serait respecté, ni la puissance souveraine, ni l'obéissance des sujets. C'était une conflagration s'étendant sur toute l'Europe! L'agrandissement de la maison de Bourbon réveillait des inquiétudes; on reportait sur Louis XIV les craintes qu'à une autre époque Charles-Quint avait excitées. Toutes les fois qu'en Europe il s'est élevé un pouvoir avec une pensée de domination absolue et de monarchie universelle, il s'est fait une réaction naturelle contre lui: on le subit tant qu'il a la force; mais qu'il éprouve un échec, chaque peuple revient à sa propre nationalité!

CHAPITRE LVI.

NÉGOCIATIONS DIPLOMATIQUES. — RECONNAISSANCE DE PHILIPPE V.

Louis XIV vis-à-vis l'Europe. — Préparatifs des batailles. — Ambassades. — M. d'Avaux à La Haye. — M. Tallard à Londres. — Notes et manifestes sur la succession d'Espagne. — Traité militaire avec la Savoie. — Le Portugal. — Rupture définitive avec l'Empire.

1700 — 1701.

Louis XIV avait prévu toutes les conséquences de sa résolution sur le testament de Carlos II; la paix de Riswick si hâtivement conclus, les forces

(1) J'ai trouvé la preuve diplomatique que la France fournissait aux révoltés hongrois un subside de 3,000 pistoles par mois. C'était par Venise que la re-

et la magnificence du camp de Compiègne, constataient toute la prévoyance du roi au cas d'une guerre plus générale soulevée par la succession du roi d'Espagne. Lorsque Louis XIV eut accepté le testament, il se prépara sans retard à combattre la coalition; il n'ignorait rien de ce qui se passait dans les cabinets; sa diplomatie surveillante et attentive lui rendait compte des moindres incidents à Vienne, à Londres et à La Haye; il savait les préparatifs en hommes de guerre qu'avaient arrêtés les trois puissances, les traités de subsides avec la Hollande, l'indignation de l'empereur Léopold, la haine et la jalousie de Guillaume III, les principes semés en Hollande par l'école des réfugiés; combien n'était-il pas difficile d'éviter la guerre? Et cependant on n'osait encore la commencer. On était certain à Versailles qu'aucun des cabinets ne pouvait entrer immédiatement en campagne (2).

Il était important d'abord de prendre une bonne position militaire: la cour de Versailles s'entendait avec l'électeur de Bavière, gouverneur des Pays-Bas, sur deux clauses essentielles d'un traité secret. L'électeur recevait une armée française dans ses Etats héréditaires, pour les défendre et les protéger contre l'Empire; en même temps, en sa qualité de gouverneur des Pays-Bas, l'électeur donnait au roi de France, tuteur de Philippe V, la pleine et entière possession de la ligne de places fortes qui s'étendait sur les frontières de la Belgique. Ainsi l'armée de France n'avait plus à combattre sur son propre territoire; elle transportait la guerre en Bavière et dans la Belgique; elle s'assurait une position militaire qui d'Anvers s'étendait jusqu'à Francfort et Mayence, tandis qu'en Italie l'état de neutralité jusqu'ici gardé par la Savoie favorisait la prise de possession du Milanais au nom du roi Philippe V.

L'occupation des places des Pays-Bas eut lieu presque immédiatement; le maréchal de Boufflers, qui commandait en Flandre, vint à Bruxelles pour se concerter avec l'électeur sur l'exécution des projets. Tout se fit ainsi dans le secret le plus profond; le 6 février, trente mille hommes, commandés par M. de Puysegur, se présentèrent simultanément aux portes ouvrautes des diverses places, et s'en emparèrent comme par surprise. Les garnisons, presque toutes hollandaises, mirent bas les armes (3); ces lourdes troupes, d'après les ordres du

mise se faisait; le sieur de Verville était l'agent secret de Louis XIV auprès des Hongrois.

(2) Dépêches de M. d'Avaux, Avril, ann. 1701.

(3) *Mercurius galant*, ann. 1701.

roi, furent renvoyées à La Haye avec armes et bagages. Il n'y avait pas encore de guerre déclarée, et le cabinet de Versailles espérait toujours détacher les Hollandais de la coalition. Cette générosité fut vivement blâmée par le parti militaire en France : il avait raison comme prévoyance ; car ces régimens parurent plus tard en ligne, sous les ordres du duc de Marlborough. Le roi ne permit pas que l'on retint les troupes hollandaises contre le droit des gens. N'avaient-elles pas été surprises en pleine paix ? Une des fautes de Louis XIV fut de ne pas avoir marché aussitôt sur Amsterdam.

En même temps une note du cabinet de Versailles exigea du duc de Savoie une route militaire pour le passage d'une armée française qui se rendait dans le Milanais ; elle vint établir sa ligne depuis Bergame jusqu'à Mantoue. L'armée de France passa les Alpes, sous le commandement du maréchal de Catinat ; elle établit à Crémone le pivot de ses opérations ; cette armée fut successivement portée jusqu'à quarante-cinq mille hommes, elle dut s'appuyer sur les troupes du duc de Savoie, qui avait momentanément signé un traité d'alliance avec la France (1). Le Rhin et les Alpes étaient ainsi garantis ; la gauche de l'armée d'Italie donnait la main à la droite du corps français qui occupait la Bavière, et l'armée d'Allemagne liait par l'Alsace aux troupes françaises qui tenaient les frontières de la Belgique jusqu'à Anvers. On était ainsi parfaitement préparé pour recevoir la coalition. Une magnifique réserve de soixante-dix mille hommes était échelonnée depuis Paris jusqu'à Bruxelles, sous les ordres du duc de Vendôme, capacité militaire du premier ordre, souffrant alors, et presque défiguré par cette vie libertine que ses talens du champ de bataille n'excusaient pas aux yeux du roi.

Tandis que le bureau de la guerre développait ses vastes plans, Louis XIV engageait des négociations intimes auprès de chacune des cours intéressées dans la question d'Espagne. Il eût désiré conserver les avantages de la succession en évitant la guerre. Les grands préparatifs qu'il faisait alors étaient moins destinés à une lutte active qu'à conserver la paix, en effrayant les cabinets par un développement imposant des forces de la France. Louis XIV ne pouvait pas compter sur le maintien du *statu quo* avec Léopold ; il ne doutait pas que l'Empereur ne se prononçât ouvertement contre lui. La diète était réunie dans ce dessein à Ratisbonne ; personne n'ignorait à Versailles que le prince Eugène

rassemblait de nombreux corps de troupes pour opérer activement dans le Milanais. Il n'y avait pas à compter sur les négociations amicales à Vienne ; la question était trop grave : il s'agissait de savoir qui, de l'archiduc Charles ou du duc d'Anjou proclamé Philippe V, serait roi d'Espagne. Au reste, la France n'avait pas à craindre une guerre isolée avec l'Empire ; ses forces étaient suffisantes pour la repousser ; elle ne redoutait que la coalition des trois cabinets de La Haye, de Londres et de Vienne, et tous ses efforts tendaient à en empêcher les développemens (2).

Le roi, à cette fin, s'était surtout adressé à la Hollande ; on a vu que, dans un but de considération et de bonne amitié, Louis XIV avait renvoyé à Utrecht les garnisons surprises dans les places des Pays-Bas espagnols. Ce n'était pas un pur sentiment de grandeur et de générosité politique ; le roi ménageait les Hollandais, ces banquiers de la coalition. M. de Briord occupait alors l'ambassade de La Haye ; et comme ses manières étaient hautes et trop impératives, le roi le rappela pour confier l'ambassade au comte d'Avaux, habile négociateur, très-aimé dans les Pays-Bas, et qui avait si activement contribué au traité de Riswick. M. D'Avaux se fit précéder d'un manifeste explicatif de la politique du roi de France ; ce manifeste était en forme confidentielle, comme une lettre adressée à toutes les puissances chrétiennes de l'Europe. Le but de Louis XIV en cette circonstance était de se justifier de tout intérêt personnel dans l'affaire de succession. « L'élévation de Philippe V au trône d'Espagne n'étoit-elle pas le moyen le plus sûr, le plus efficace d'affermir la paix en Europe ? En donnant son petit-fils aux Espagnols, le roi ne s'engageoit à le défendre de toutes ses forces que contre ceux qui entreprendroient de troubler la tranquillité de son règne. Le partage de l'Espagne n'auroit-il pas été plus utile au roi de France ? mais toute la péninsule ayant résolu de se donner un roi, il n'étoit pas aisé de la diviser ; les lois d'Espagne, et le testament du dernier roi autrichien, défendoient avec les plus grandes précautions la réunion de deux couronnes en aucun temps. Dans cette pensée sur laquelle étoient d'accord tous les princes de sa maison royale, le dauphin et le duc de Bourgogne son fils aîné, avoient cédé leurs droits à la couronne d'Espagne au duc d'Anjou, et celui-ci les siens à la couronne de France. Charles II n'avoit fait ce testament que parce qu'il y avoit été forcé par les lois, et par les droits incontestables de la maison de Bourbon ; car

(1) Avril, ann. 1701.

(2) Ambassade de M. de Briord, avril 1701.

ce prince étant antrichien de cœur et de naissance, et pouvant nommer qui lui plairait, n'aurait pas privé sa famille d'un si riche héritage. Le roi (continuait la note) ne consentoit qu'avec regret qu'un rejeton de sa maison royale allât s'établir sur un trône étranger; mais il n'avait pu manquer à la justice en refusant à l'Espagne son légitime souverain (1). »

Cette note pouvait être politique, mais elle n'était ni sincère ni loyalement rédigée : Louis XIV ne disait ni ses desseins ni sa position; il parlait de son désintéressement quand toute l'Europe savait le but de ses négociations de Madrid; qui voulait-on tromper? Est-ce que les cabinets pouvaient ignorer que l'union de la France et de l'Espagne, sous une commune dynastie, était un achèvement vers cette monarchie universelle, objet de la constante politique du roi? La succession n'était-elle pas le dernier mot de l'ambition persévérante qui se développait depuis Richelieu et Mazarin à l'égard de l'Espagne? On n'ignorait pas en Europe les démarches de M. le duc d'Harcourt à Madrid, et le résultat de son habileté. Le testament de don Carlos II avait été l'objet des plus longues négociations et de sourdes intrigues; qui pouvait le nier?

Aussi la Hollande réfuta-t-elle dans un long Mémoire les motifs développés dans la note, écrite sous la dictée du roi. Les États-Généraux exposaient les griefs du peuple hollandais contre la France; l'équilibre européen n'était-il pas puissamment ébranlé? Louis XIV pouvait-il donner une explication suffisante d'un système si envahissant? La France et l'Espagne, unies dans un commun système, ne menaçaient-elles pas la sécurité de tous les grands États? Que devenait la foi des traités, s'il était permis à une seule des parties contractantes de briser la convention primitive de partage? C'est à cette objection des États-Généraux que l'envoyé de France, M. D'Avaux, crut devoir répliquer : « Si MM. les États-Généraux des Provinces-Unies, disait l'ambassadeur de France, paroissent présentement surpris que le roi ait accepté le testament du feu roi d'Espagne, ils remercieraient bientôt Sa Majesté de préférer, en cette occasion, le repos public aux avantages de sa couronne; il suffira qu'ils aient le temps d'examiner, avec leur prudence ordinaire, les troubles infinis que l'exécution du traité de partage produiroit (2), et cette même prudence les fera désister de la demande contenue dans le Mémoire qu'ils ont remis à l'ambassadeur

près de Sa Majesté; ils avoueront que la difficulté de l'exécuter seroit commune à toute l'Europe; et certainement ils ingéront que rien n'est plus opposé au traité que d'abandonner l'esprit pour s'attacher aux termes. Le testament maintient la paix générale; le partage causera une guerre universelle! Cette seule observation vraie décide du choix à faire pour se conformer à l'objet principal du traité; c'est par de tels motifs que le roi a pris, avec ses alliés, les mesures nécessaires pour prévenir la guerre, que l'ouverture de la succession d'Espagne sembloit devoir exciter. La vue de Sa Majesté n'a pas été d'acquiescer, par un traité, les royaumes de Naples et de Sicile, la province de Guipuscoa et le duché de Lorraine; ses alliés n'avoient aucun droit sur ces États. Peut-être le roi auroit-il obtenu des avantages plus considérables par ses armes, s'il avoit eu dessein de les employer à l'occasion de la mort du roi d'Espagne; mais son principal objet étoit de maintenir la paix. Le roi a traité sur cet unique fondement; il a permis à monseigneur le dauphin de se contenter du partage destiné à lui tenir lieu de tous ses droits sur la succession entière d'Espagne. S'il arrive donc que les mesures prises dans la vue de maintenir la tranquillité publique produisent un effet contraire, qu'elles engagent l'Europe dans une nouvelle guerre; s'il devient nécessaire, pour conserver la paix, d'user des moyens différents de ceux qu'on s'étoit proposés; si cette route nouvelle ne cause aucun préjudice aux puissances alliées de Sa Majesté; si le seul désavantage retombe sur elle, et qu'elle veuille bien sacrifier ses propres intérêts au bonheur général de la chrétienté, non seulement il dépend de Sa Majesté de le faire, mais encore elle a lieu de croire que ses alliés loueront sa modération, son amour pour la paix; plutôt que de se plaindre d'un changement que le bien public demande, ils la remercieront d'une résolution qu'il étoit impossible de différer sans s'exposer en même temps à une longue et sanglante guerre que Sa Majesté a voulu prévenir. On en voit déjà les premières apparences; les Espagnols, jaloux de conserver la monarchie en son entier, se préparent de tous côtés à la défense; le Milanais, les royaumes de Naples et de Sicile, les provinces et les places comprises dans le partage, tous se mettoient en état de se maintenir unis au cœur de la monarchie espagnole. La nation demandoit seulement, pour s'opposer au partage, un roi qu'elle pût légitimement reconnaître; et quoique l'inclination de tous les États des royaumes d'Espagne

(1) Note de M. D'Avaux, avril 1701.

(2) Note de M. D'Avaux, juillet 1701. mss.

fût universellement portée pour un prince de France, les sujets de cette monarchie auroient été fidèles à ceux que la disposition du feu roi catholique leur indiquoit, au refus d'un fils de monseigneur le dauphin. Ils n'étoient plus incertains que sur l'acceptation; car enfin le feu roi ayant rendu justice aux véritables héritiers, leur refus auroit autorisé l'Espagne à se soumettre à l'archiduc; personne apparemment ne dontera que l'Empereur n'eût accepté le testament. La succession d'Espagne pour son second fils avoit été le but de ses longues négociations à Madrid; ses traités dans l'Empire étoient pour la même fin; il n'avoit refusé de souscrire à celui de partage que dans cette unique espérance. Il seroit bien difficile de persuader que, maître de recueillir les fruits de tant de peines, il eût voulu les perdre et se contenter des mêmes offres qu'il avoit constamment rejetées; ainsi l'archiduc devenant roi d'Espagne, du consentement de toute la nation, il falloit, pour exécuter le traité, conquérir les royaumes et les États réservés par le partage à monseigneur le dauphin; il n'y avoit plus lieu d'alléguer le tort fait aux véritables héritiers; leurs droits avoient été reconnus, il falloit attaquer un prince déclaré successeur de tous les États dépendant de la monarchie d'Espagne; ses nouveaux sujets, accoutumés à la fidélité envers leurs maîtres, instruits du refus des véritables héritiers, auroient été aussi zélés pour lui qu'ils l'ont toujours été pour les rois précédents. Messieurs les États-Généraux, informés par le roi de toutes les démarches pour l'exécution du traité, savent que Sa Majesté, sollicitant ouvertement les princes d'entrer dans les mêmes engagements, n'a jamais tenté par des voies secrètes la fidélité des sujets du feu roi catholique; elle n'avoit donc aucune intelligence, ni dans le royaume de Naples, ni dans celui de Sicile, ni dans aucun des États compris dans le partage de monseigneur le dauphin. La force ouverte étoit l'unique moyen de les attaquer; mais la guerre une fois recommencée, après avoir refusé la justice que le roi catholique vouloit faire aux princes de France, étoit difficile à terminer. Un roi

possesseur de toute la monarchie d'Espagne, sans aucune condition, auroit été réduit à de grandes extrémités avant que de céder les royaumes de Naples et de Sicile, la province de Guipuscoa, le duché de Milan, et les autres pays et places dont le partage de monseigneur le dauphin devoit être composé. Il est inutile d'examiner quelles auroient été les suites de cette guerre; elle étoit inévitable, et cette certitude suffit pour faire voir que les sages précautions prises pour maintenir une paix inviolable dans l'Europe étoient absolument renversées par les mêmes moyens qu'on avoit jugé propres à l'entretenir (1).

La note de M. D'Avaux répondait à la plus grave des plaintes portées par les alliés : la violation du traité de partage, et l'habileté du diplomate expliquait, par un besoin général de la paix, la politique de Louis XIV. L'objet de cette note confidentielle, adressée aux États-Généraux, étoit donc de constater le désintéressement du roi de France dans la question du testament. La rédaction en étoit réfléchie; elle établissait en fait que le partage auroit été plus profitable à la monarchie que l'appel de Philippe V au trône d'Espagne; c'étoit pour défendre le droit naturel et la liberté des testaments dans la personne du roi, que Louis XIV avoit accepté la succession pour son petit-fils; c'étoit pour éviter la guerre qu'il avoit consenti, ainsi que monseigneur le dauphin, à recueillir le legs royal de Carlos II. La France y perdait un agrandissement territorial. On posait très-habilement la question; mais le motif qu'on ne disoit pas dans cette note, c'est que l'Europe considérait Philippe V, duc d'Anjou, comme l'humble vassal de Louis XIV, et l'Espagne comme étroitement unie de pensées et de force avec la France dans un système commun. Là étoit le danger pour les souverains, tous menacés par une agglomération d'États aussi puissans. L'Europe prévoyait le pacte de famille, cette union intime des deux branches de la maison des Bourbons, assez fortes pour lutter contre l'Europe en armes.

M. de Tallard, ambassadeur à Londres, reçut les

(1) Notamment de M. D'Avaux, avril, ann. 1701. Les préparatifs de guerre se continuoient parmi les coalisés; j'ai trouvé dans une note secrète du cabinet de Londres les aveux qu'on va lire : « Or, comme cette conduite du roi très-chrétien a mis Sa Majesté Impériale dans la nécessité d'envoyer une armée en Italie, tant pour la conservation de ses droits particuliers que pour celle des fiefs de l'Empire; de même le roi de la Grande-Bretagne a jugé qu'il étoit nécessaire d'en-

voyer ses troupes auxiliaires aux Provinces-Unies, dont les affaires sont dans le même état, que l'on en étoit déjà venu à une guerre ouverte; et les seigneurs États-Généraux, dont les frontières sont presque de toutes parts ouvertes par la rupture de la barrière qui empêchoit le voisinage des François, sont contraints de faire, pour la sûreté et pour la conservation de leur république, tout ce qu'ils auroient dû et pu faire s'ils étoient effectivement attaqués par une guerre. »

mêmes instructions que M. D'Avaux à La Haye : Louis XIV proposait secrètement un échange de colonies, une reconnaissance plus formelle des droits et des faits de la révolution de 1688. M. de Tallard trouva le roi Guillaume fatigué de son Parlement, malade de corps et d'esprit ; Guillaume était trop habile pour ne pas pénétrer l'intention cachée du roi de France ; il accueillit très-bien M. de Tallard ; mais, dès l'ouverture des négociations, l'ambassadeur se trouva faussement placé, car c'était lui qui avait particulièrement contribué à la conclusion du traité de partage ; aujourd'hui sa situation était contradictoire, il venait défendre le testament contre le partage, briser les articles qu'il avait lui-même arrêtés de concert avec Guillaume III, et dont il se faisait tant d'honneur à la Cour de France. Cependant, comme rien n'était prêt encore pour la guerre, comme Guillaume défendait son pouvoir contre les communes, M. de Tallard fut bien accueilli. On ne brisa pas les rapports diplomatiques ; on lui fit même espérer un arrangement dans l'intérêt de tous. Il fut question de quelques colonies espagnoles que l'on céderait à l'Angleterre et à la Hollande comme indemnité et compensation des avantages immenses que la maison de Bourbon acquerrait par le testament. Ces négociations n'étaient qu'un moyen de préparer les ressources nécessaires pour commencer une guerre sérieuse. Les bases d'une coalition n'étaient pas encore convenues entre la Hollande, l'Empire et Guillaume III ; on négociait pour ne pas être immédiatement appelé sur un champ de bataille ; il fallait avant tout préparer les livrées d'hommes et de subsides. La Hollande craignait une invasion subite des armées françaises sur son territoire ; Louis XIV pouvait jeter quatre-vingt mille hommes dans les Pays-Bas.

Un résultat fut obtenu pour la double négociation de M. D'Avaux à La Haye et de M. de Tallard à Londres. Philippe V fut provisoirement reconnu roi des Espagnes par la Hollande et l'Angleterre. C'est un acte décisif de diplomatie que cette reconnaissance royale qui place les parties intéressées sur un pied parfait d'égalité. Guillaume III s'était montré facile sur ce point ; il avait besoin lui-même qu'on n'eût pas de trop grands scrupules pour saluer sa royauté nouvelle ; ce n'était qu'un échange. Quant aux États-Généraux de Hollande, comme toutes les républiques, ils ne mettaient pas une haute importance aux questions de légitimité et de droits héréditaires ; ils adoptaient l'avènement de Philippe V comme un fait accompli, sans ensuite à lutter contre le nouveau roi quand tout serait prêt

pour la guerre. Ces reconnaissances furent suivies par le Danemark, la Suède, la Savoie et le Portugal ; le roi don Pedro entra même un moment dans l'alliance avec Louis XIV. Ce fut par crainte d'une invasion immédiate ; don Pedro s'en détacha presque aussitôt pour se jeter aux bras de l'Angleterre ; car le Portugal, par la force des choses, devait chercher un contre-poids à la maison de Bourbon dans l'alliance anglaise. Tel était l'état des négociations quand le jeune roi Philippe V s'acheminait vers son nouveau royaume d'Espagne.

CHAPITRE LVII.

VOYAGE DE PHILIPPE V. — SA COUR. — MADRID.

Philippe V à Versailles. Ses réserves à la couronne de France. — Instructions de Louis XIV. — Audience de congé. — Philippe V aux Pyrénées. — Itinéraire en Espagne. — Madrid. — La cour et les Espagnols.

1700.

Le duc d'Anjou, surnommé roi d'Espagne par Louis XIV son aïeul, et par cette cour brillante qui entourait Versailles, resta deux mois encore en France. Dès la solennité de sa reconnaissance, Philippe V avait reçu tous les honneurs de la royauté : jeune homme de dix-sept ans, il se plaçait à la droite de Louis XIV, le vieux et grand roi ; il avait comme lui tous les hommages des courtisans. On voyait ainsi trois rois souvent assis aux banquets de Versailles : l'un, proserit et exilé, était ce Jacques II, à la belle figure des Stuarts ; l'autre, ce Louis XIV, toujours si fortement empreint de dignité royale ; le troisième enfin, était le jeune Philippe V, à la physionomie candide et modeste ; Louis XIV ne l'appelait plus que *le roi d'Espagne*, et ses yeux rayonnaient de bonheur quand il pouvait répéter : « Le roi mon petit-fils. » Tout ceci, d'ailleurs, tenait à un système politique : Louis XIV avait besoin de constater sa résolution définitive d'accepter le testament de Carlos II et la succession d'Espagne (1).

(1) Comparez les Mémoires de Vincente Bacelar y Saana, marquis de San-Felipe, et les Mémoires du marquis de Louville, ad. ann. 1701.

Une des clauses du testament de Carlos II portait : « Qu'en aucun cas les deux monarchies d'Espagne et de France ne pourroient être réunies ; » stipulation qui avait pour but de calmer la crainte de l'Europe. La première question qui dut être examinée fut donc de savoir si par l'acceptation de la couronne de Castille, Philippe V renouait à ses droits sur la couronne de France ; la difficulté fut

(1) *Ordonnance sous le scel royal de famille.* Cette pièce, qui est aux archives secrètes de Versailles, est importante comme document pour les droits de royauté succession ; elle fut révoquée par un article du traité d'Utrecht. « Louis, par la grâce de Dieu roi de France et de Navarre, à tous présents et à venir, salut. Les prospérités dont il a plu à Dieu de nous combler pendant le cours de notre règne, sont pour nous autant de motifs de nous appliquer non-seulement pour le temps présent, mais encore pour l'avenir, au bonheur et à la tranquillité des peuples dont la divine Providence nous a confié le gouvernement. Ses jugemens impénétrables nous laissent seulement voir que nous ne devons établir notre confiance ni dans nos forces, ni dans l'étendue de nos États, ni dans une nombreuse postérité ; et que ces avantages, que nous recevons uniquement de sa bonté, n'ont de solidité que celle qu'il lui plaît de leur donner. Comme il veut cependant que les rois qu'il choisit pour conduire ses peuples prévoient de loin les événements capables de produire les désordres et les guerres les plus sanglantes, qu'ils se servent, pour y remédier, des lumières que sa divine sagesse répand sur eux, nous accompagnons ses dessein, lorsque, au milieu des réjouissances universelles de notre royaume, nous envisageons comme une chose possible un triste avenir, que nous prions Dieu de détourner à jamais. En même temps que nous acceptons le testament du feu roi d'Espagne, que notre très-cher et très-ami fils le dauphin renonce à ses droits légitimes sur cette couronne en faveur de son second fils d'Anjou, notre très-cher et très-ami petit-fils, institué par le feu roi d'Espagne son héritier universel ; que ce prince, connu présentement sous le nom de Philippe V roi d'Espagne, est près d'entrer dans son royaume et de répondre aux vœux empresseés de ses nouveaux sujets ; ce grand évènement ne nous empêche pas de porter nos vues au-delà du présent ; et lorsque notre succession pourait le mieux établir, nous jugeons qu'il est également du devoir de roi et du celui de père, de déclarer pour l'avenir notre volonté, conforme aux sentimens que ces deux qualités nous inspirent. Ainsi, persuadé que le roi d'Espagne, notre petit-fils, conservera toujours pour nous, pour sa maison, pour le royaume où il est né, la même tendresse et les mêmes sentimens dont il nous a donés tant de marques ; que son exemple, montrant ses nouveaux sujets aux nôtres, va former entre eux une amitié

décidée favorablement pour le duc d'Anjou. La famille royale était nombreuse et magnifique, mais la mort moissonnait alors sans pitié les nobles générations ; Louis XIV avait fierté d'ailleurs de proclamer que la dignité de prince de France était au-dessus des souverainetés étrangères. Un acte authentique fut dressé (1) ; on y reconnait la capacité de Philippe V pour succéder à la couronne

tié perpétuelle et la correspondance la plus parfaite, nous erions aussi lui faire une injustice, dont nous sommes inespable, et causer un préjudice irréparable à notre royaume, si nous regardions désormais comme étranger un prince que nous accordons aux demandes unanimes de la nation espagnole. Pour ces causes et autres grandes considérations à ce nous mouvant, de notre grâce spéciale, pleine puissance et autorité royale, nous avons dit, déclaré et ordonné, et par ces présentes signées de notre main, disons, déclarons et ordonnons, voulons et nous plait que notre très-cher et très-ami petit-fils le roi d'Espagne conserve toujours les droits de sa naissance, de la même manière que s'il faisoit sa résidence actuelle dans notre royaume. Ainsi, notre très-cher et très-ami fils unique le dauphin étant le vrai et légitime successeur et héritier de notre couronne et de nos États, et après lui notre très-cher et très-ami petit-fils le duc de Bourgogne, s'il arrive, ce qu'à Dieu ne plaise, que notre dit petit-fils le duc de Bourgogne vienne à mourir sans enfans mâles, ou que ceux qu'il auroit en bon et loyal mariage décèdent avant lui, ou bien que lesdits enfans mâles ne laissent après eux aucuns enfans mâles nés en légitime mariage, en ce cas, notre petit-fils le roi d'Espagne, usant des droits de sa naissance, soit le vrai et légitime successeur de notre royaume et de nos États, quoiqu'il fût alors absent et résidant hors de notre royaume ; voulant que pour les causes susdites notre petit-fils le roi d'Espagne ni ses enfans mâles ne soient censés réputés moins habiles et capables de venir à ladite succession, ni aux autres qui leur pourroient échoir dans notre dit royaume. Entendons, au contraire, que tous droits et autres choses généralement quelconques qui leur pourroient à présent et à l'avenir compéter et appartenir, soient et demeurent conservées saines et entières, comme s'ils résidoient et habitoient continuellement dans notre royaume jusqu'à leur trépas, et que leurs hoirs fussent originaires et régnicoles, les ayant à cet effet. En tant que de besoin en ou seroit, habilitez et dispensés, habilitez et dispensons par cesdites présentes. Si donnons en mandement à nos amés et féaux conseillers, les gens tenant notre cour de Parlement et Chambre de nos comptes à Paris, présidents et trésoriers généraux de France au bureau de nos finances établi audit lieu, et à tous autres officiers et justiciers qu'il appartiendra, que ces présentes lui fissent

de France, à son degré et au cas d'extinction de la ligne directe, de préférence même à la branche cadette. Ainsi la maison d'Orléans, exclue déjà du testament de Carlos II, n'était appelée à la succession de France qu'à l'extinction de tous les membres de la grande tige, jusqu'à ses derniers rejetons; et ceci était bien capable de la mécontenter.

Philippe V avait reçu une éducation attentive; le duc de Beauvilliers, son gouverneur, appartenait à l'école de Fénelon, laquelle formait une opposition douce et modérée à tout le système militaire de Louis XIV; ce parti mixte tenait le milieu entre l'opinion ferme et tenace des Louvois, et les sentiments déçus de ce qu'on appelait déjà le parti de la cabale. L'école du duc de Beauvilliers s'était faite politique; elle avait imprimé dans l'esprit de son élève un sentiment de douceur, de sincérité extrême et de modération qui ne répond pas toujours aux nécessités impératives des couronnes. Philippe V n'eût rien osé sans l'avis de son gouverneur; un tel enseignement ne déplaisait pas à Louis XIV; il laissait les membres de la famille dans une respectueuse soumission pour les avis du roi, le chef suprême de la race; mais il était à chacun ce caractère d'individualité forte si nécessaire aux royautes dans les temps de crise (1). Cette éducation timide et retenue devint par la suite un danger pour les fils de la maison de France; on voulait élever les dauphins, fiers et énergiques adversaires des rois jusqu'à Louis XI; on fit des monarques honnêtes hommes, mais d'une indicible faiblesse de sentiment et de caractère. Là fut la décadence de la race des Bourbons.

Louis XIV connaissait l'esprit timide de son petit-fils, le peu de pratique qu'il avait des affaires politiques, la faiblesse de ses idées de gouvernement, et son peu d'intelligence des mœurs et des

coutumes espagnoles. La volonté de Louis XIV avait été nettement exprimée en plein conseil: Philippe V ne devait être accompagné que d'Espagnols en touchant le territoire de sa monarchie. Si le duc d'Harcourt résidait auprès de lui, c'était comme ambassadeur de France, revêtu des mêmes pouvoirs qu'il exerçait auprès de Carlos II. Louis XIV avait souvenir que c'était presque toujours cet entourage de Français qui avait perdu les princes de la maison de Valois et de Bourbon appelés à régner sur les nations étrangères. Il avait néanmoins excepté de cette exclusion générale le marquis de Louville. Charles-Auguste, marquis de Louville, appartenait à une bonne souche de noblesse, possédait fiefs au pays Chartrain; il avait vaillamment combattu depuis l'âge de quinze ans comme un brave gentilhomme qu'il était; ensuite on l'avait attaché au duc de Beauvilliers, qui lui fit conférer le titre de gentilhomme de la manche de monseigneur le duc d'Anjou. Le jeune prince avait conçu pour Louville la plus vive affection. Le gentilhomme avait alors trente-trois ans; il était doté d'une belle physionomie, impatient de caractère, mais en définitive de bon conseil, d'une éducation excellente, et par-dessus tout dévoué à son beau-pays de France. M. de Torey et le duc de Beauvilliers l'avaient, de concert, chargé de surveiller tous les actes d'administration du jeune prince, et de correspondre directement avec eux sur tout ce qui pourrait intéresser le service du roi, il devint le véritable ambassadeur d'intimité et de famille (2).

Chaque jour, depuis l'avènement de Philippe V, Louis XIV avait de longs entretiens avec son petit-fils sur les formes et les conditions de sa nouvelle grandeur. Indépendamment du sentiment profond des devoirs généraux de la royauté qu'il possédait au plus haut degré, le roi Louis XIV s'était encore

registrer, et du contenu en icelles jouir et user notre-dit petit-fils le roi d'Espagne, ses enfants et descendants mâles en loyal mariage, pleinement et paisiblement, nonobstant toutes choses à ce contraire, auxquelles, de nos mêmes grâces et autorité que dessus, nous avons dérogé et dérogeons. Car tel est notre plaisir; et afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous avons fait mettre notre seel à ces dites présentes. Donné à Versailles, au mois de décembre, l'an de grâce mil sept cent et de notre règne le cinquante-huitième. *Signé Louis.* et sur le repli, par le roi, *PHILYPPAUX.* Et à côté, *viso PHILYPPAUX.* Et scellé du grand sceau en cire verte sur lacs de soie rouge et verte.

« Registrées, ouï et ce requérant le procureur gé-

néral du roi, pour être exécutées selon leur forme et teneur, suivent l'arrêt de ce jour. A Paris, en Parlement, le premier février mil sept cent un. *Signé Desvois.*

« Registrées en la Chambre des comptes, ouï et ce requérant le procureur général du roi, pour être exécutées selon leur forme et teneur, les bureaux assemblés en 1701. *Signé Richel.*

(1) Le duc de Beauvilliers était des Saint-Aignan; sa famille appartenait à la bonne noblesse du pays Chartrain.

(2) Je ne sais rien de plus intéressant et de plus curieux que la correspondance du marquis de Louville; les dépêches originales ont été recueillies et publiées. Paris, ann. 1808.

instruit de tout ce qui touchait à l'Espagne dans des conférences intimes avec le duc d'Harcourt, le diplomate le plus capable, le mieux informé peut-être des mœurs, des coutumes de la cour de Madrid et des préjugés de cette grandesse qui remplissait le palais du *Buen-Retiro*. Louis XIV avait entretenu son petit fils des intérêts communs des deux monarchies. Il lui avait promis l'appui et le secours de ses armées de terre et de sa marine pour le défendre contre les puissances qui pourraient contester ses droits; en échange, les bases d'un traité secret furent jetées pour l'avenir : le roi Philippe V céda définitivement à la France les Pays-Bas et le Milanais, possessions qu'il était si difficile à l'Espagne de maintenir et de conserver; les Pays-Bas arrondissaient parfaitement la magnifique monarchie de Louis XIV (1).

Ce fut dans de longues conférences avec M. d'Harcourt et de Torey que Louis XIV rédigea les remarquables instructions adressées à son petit-fils pour l'immense mission royale à laquelle l'appelaient le testament de don Carlos. Je dois donner le texte de ce beau monument de grandeur et de morale politique. « Mon fils, disait le roi, ne manquez à aucun de vos devoirs, surtout envers Dieu; conservez-vous dans la pureté de votre éducation; faites honorer Dieu partout où vous aurez du pouvoir; procurez sa gloire; donnez-en l'exemple : c'est un des plus grands biens que les rois puissent faire. Déclarez-vous en toute occasion pour la vertu contre le vice; n'ayez jamais d'attachement pour personne; aimez votre femme, vivez bien avec elle; demandez-en une à Dieu qui vous convienne; je ne

crois pas que vous deviez prendre une Autrichienne. Aimez les Espagnols et tous vos sujets attachés à vos couronnes et à votre personne; ne préférez pas ceux qui vous flatteront le plus; estimez ceux qui, pour le bien, hasarderont de vous déplaire : ce sont là vos véritables amis. Faites le bonheur de vos sujets; et dans cette vue, n'ayez de guerre que lorsque vous y serez forcé et que vous en aurez bien considéré et bien pesé les raisons dans votre conseil; essayez de remettre vos finances. Veillez aux Indes et à vos flottes; pensez au commerce; vivez dans une grande union avec la France, rien n'étant si bon pour nos deux puissances que cette union, à laquelle rien ne pourra résister. Si vous êtes contraint de faire la guerre, mettez-vous à la tête de vos armées (2); songez à rétablir vos troupes partout, et commencez par celles de Flandre. Ne quittez jamais vos affaires pour votre plaisir; mais faites-vous une sorte de règle qui vous donne des temps de liberté et de divertissement. Il n'y en a guère de plus innocent que la chasse et le goût de quelques maisons de campagne, pourvu que vous n'y fassiez pas trop de dépenses. Donnez une grande attention aux affaires quand on vous en parle; écoutez beaucoup dans le commencement, sans rien décider; quand vous aurez plus de connoissance, souvenez-vous que c'est à vous à décider; mais quelque expérience que vous ayez, écoutez toujours tous les avis et tous les raisonnemens de votre conseil avant que de faire cette décision. Faites tout ce qui vous sera possible pour bien connoître les gens les plus importants, afin de vous en servir à propos. Tâchez que vos vices-rois et gouverneurs

(1) Ce traité fut connu des alliés; il n'a jamais été publié en France. « Sa Majesté le roi des Espagnes édaict au roi très-chrétien, et à la couronne de France à perpétuité, les Pays-Bas et le Milanais, en considération des grandes dépenses que Louis XIV avait faites pour l'élever sur le trône d'Espagne. Le roi s'engagea de son côté à donner un équivalent au duc de Bavière et au prince de Vaudemont, pour le gouvernement perpétuel qu'ils avoient de ces deux pays. Le roi d'Espagne promettoit de ne rien faire pendant son règne et celui de ses successeurs, que de concert et suivant le conseil du roi très-chrétien et de ses ministres, et de ne permettre le commerce des Indes à aucune autre nation qu'aux Français. D'autre part, Louis XIV et ses successeurs à la couronne de France s'engageoient de secourir de toutes leurs forces le roi catholique et ses successeurs, dans toutes les guerres qu'ils entreprendroient ou qui leur seroient déclarées par les ennemis des deux couronnes. » Papiers de Louis XIV, portefeuilles (Biblioth. royale).

(2) Ces instructions portent la date du 3 décembre 1700; je les ai copiées sur la collection qui existe à la Bibliothèque du roi, 3 vol. et 3 portefeuilles; elles y furent déposées le 10 octobre 1749 par M. de Noailles, avec l'attestation suivante : « Je soussigné, Adrien-Maurice, duc de Noailles, pair et maréchal de France, certifie que le feu roi Louis XIV, par un effet de la confiance dont il m'honorait, me chargea un soir, en 1714, d'aller chercher dans son cabinet et de lui apporter différents papiers enfermés dans des tiroirs. Sa Majesté en brûla d'abord une partie, et sur les instantes prières que je lui fis de me permettre d'en garder le surplus, qui concernoit principalement ses campagnes, elle y consentit; et voulant assurer la conservation de ce précieux monument, j'ai rassemblé les originaux, avec les copies que j'en ai fait faire pour en faciliter davantage la lecture, en 3 vol. in-folio, pour être, le tout ensemble, déposé à la Bibliothèque du roi. Fait à Paris, le 10 octobre 1749.

« Signé le maréchal de Noailles. »

solent toujours Espagnols; traitez bien tout le monde, ne dites jamais rien de fâcheux à personne, mais distinguez les gens de qualité et de mérite. Témoignez de la reconnaissance pour le feu roi, et pour tous ceux qui ont été d'avis de vous choisir pour lui succéder. Ayez une grande confiance au cardinal Porto-Carrero, et lui marquez le gré que vous avez de la conduite qu'il a tenue. Je crois que vous devez faire quelque chose de considérable pour l'ambassadeur qui a été assez heureux pour vous demander et pour vous saluer le premier en qualité de sujet. N'oubliez pas Bedmar, qui a du mérite, et qui est capable de vous servir. Ayez une entière créance au duc d'Harcourt; il est habile et honnête homme, et ne vous donnera de conseils que par rapport à vous. Tenez tous les Français dans l'ordre; traitez bien vos domestiques, mais ne leur donnez pas trop de familiarité, et encore moins de créance; servez-vous d'eux tant qu'ils seront sages; renvoyez-les à la moindre faute qu'ils feront, et ne les soutenez jamais contre les Espagnols. N'ayez de commerce avec la reine douairière que celui dont vous ne pouvez vous dispenser; faites en sorte qu'elle quitte Madrid et qu'elle ne s'éloigne pas d'Espagne; en quelque lieu qu'elle soit, observez sa conduite, et empêchez qu'elle ne se mêle d'aucune affaire; ayez pour suspects ceux qui auront trop de commerce avec elle. Aimez toujours vos parents; souvenez-vous de la peine qu'ils ont eue à vous quitter; conservez un grand commerce avec eux dans les grandes choses et dans les petites. Demandez-nous ce que vous aurez besoin ou envie d'avoir, qui ne se trouve pas chez vous; nous en userons de même avec vous. N'oubliez jamais que vous êtes Français, et ce qui peut vous arriver. Quand vous aurez assuré la succession d'Espagne par des enfants, visitez vos royaumes; allez à Naples et en Sicile; passez à Milan et venez en Flandre; ce sera une occasion de nous revoir. En attendant, visitez la Catalogne, l'Aragon et autres lieux; voyez ce qu'il y aura à faire pour Genta. Jetez quelque argent au peuple quand vous serez en Espagne, et surtout en entrant à Madrid. Ne paraissez pas choqué des figures extraordinaires que vous trouverez; ne vous en moquez point; chaque pays a ses manières particulières, et vous serez bientôt acoutumé à ce qui vous paraîtra d'abord le plus surprenant. Evitez autant que vous pourrez de faire des grâces à ceux qui pro-

mettent de l'argent pour les obtenir. Donnez à propos et librement, et ne recevez guère de présents, à moins que ce ne soient des bagatelles; si quelquefois vous ne pouvez éviter d'en recevoir, faites-en de plus considérables à ceux qui vous en auront donné, après avoir laissé passer quelques jours. Ayez une cassette pour mettre ce que vous aurez de particulier, dont vous aurez seul la clef. Je finis par un des plus importants avis que je puisse vous donner: ne vous laissez pas gouverner; n'ayez jamais de favori ni de premier ministre; écoutez, consultez votre conseil, mais déidez. Dieu, qui vous a fait roi, vous donnera les lumières qui vous sont nécessaires tant que vous aurez de bonnes intentions⁽¹⁾.

Il y a cela de remarquable dans ces instructions données par le roi de France à son petit-fils, qu'elles semblent être une critique de toute l'administration de Louis XIV. Le roi recommandait à Philippe V d'aimer sa femme, et de rester avec elle dans de doux rapports, et Louis XIV avait dédaigné, dans ses jours de jeunesse et d'adultère public, la pieuse et chaste Marie-Thérèse; le roi défendait à son petit-fils de faire la guerre, et lui-même l'avait aimée avec passion; Louis XIV avait prodigué le luxe des palais, la grandeur merveilleuse des bâtiments, et il disait encore à Philippe V: « Défendez-vous de ce luxe ruineux. » C'est que le vieux roi avait le sentiment profond des fautes qu'il avait commises; il ne voulait pas qu'on les lui reprochât dans des remontrances publiques, car cela eût blessé sa fierté et sa dignité de roi, mais il en sentait la gravité par cette voix intérieure qui retentit. D'ailleurs l'école du duc de Beauvilliers avait alors quelque action dans le conseil; elle faisait pénétrer ses pensées dans la pensée royale. Ces instructions secrètes, si éminentes et si prévoyantes, devaient être lues au roi d'Espagne chaque matin; elles résumaient les devoirs du nouveau roi envers ses sujets, et les conditions d'un bon système politique qui rendrait à l'Espagne une existence de force et grande nation qu'elle avait perdue.

Pendant les deux mois qui s'écoulèrent jusqu'au départ du roi d'Espagne, tout fut consacré à le distraire dans les deux résidences de Marly et de Versailles. Louis XIV mettait de l'affectation à lui laisser toute liberté de distraction, de travail ou de plaisirs. Philippe V n'était-il pas roi? il fallait voir le jeune monarque tout content de cette indépendance, et l'on retrouve encore le journal de ces

(1) Il est curieux de comparer ces instructions de Louis XIV avec la remarquable lettre attribuée à Napoléon, adressée à Murat après les troubles du 2 mai

1808 à Madrid; il s'y révèle une profonde connaissance du caractère espagnol.

belles journées qui précédèrent le départ de la toute jeune Majesté. « Ce 3 octobre, le roi Catholique alla chez M^{me} de Maintenon, et après avoir été quelque temps enfermé avec elle, il alla jouer à de petits jeux, à courir et à danser aux chansons avec madame la duchesse de Bourgogne et ses dames ; il a un peu quitté la gravité qu'il a déjà en public, comme s'il étoit né à Madrid (1). Le roi d'Espagne alla tirer aux lapins, et au retour il en donna six à l'ambassadeur, qu'il fit entrer seul dans son cabinet et qui le remercia à genoux. Le roi d'Espagne lui avoit fait un meilleur présent le matin, car il lui avoit envoyé 40,000 livres ; il en a d'autant plus besoin, qu'il ne reçoit rien d'Espagne présentement. Le roi donne à MM. de Beauvilliers et de Noailles 50,000 livres pour faire le voyage ; ils se préparent l'un et l'autre à la faire avec beaucoup de magnificence : ce voyage coûtera au roi 3 millions ; le roi donne au duc d'Harcourt, qui s'en va ambassadeur en Espagne, 60,000 livres pour son équipage ; et l'on dit qu'il lui donnera 8,000 livres par mois pour sa subsistance. Le roi d'Espagne prit le grand deuil, mais en noir ; il n'y a que le roi de France qui le porte en violet ; et le roi d'Angleterre ne le porte en violet que parce qu'il porte toujours le titre de roi de France. L'après-dîner le Parlement, en corps et en robes rouges, mais sans fourrures et sans mortiers, vint haranguer le roi d'Espagne. Le premier président portoit la parole. Le duc de Gesvres, comme gouverneur de Paris, accompagnait le Parlement ; il y eut même quelque petite dispute, parce que le duc de Gesvres vouloit entrer dans la chambre du roi d'Espagne avant le premier président, qui s'y opposa. Monsieur dit en causant avec l'ambassadeur d'Espagne, que le roi son maître avoit déjà la gravité espagnole. « Ce qui m'en plaît davantage, répondit l'ambassadeur, c'est qu'avec la gravité espagnole il conserve toute la politesse et la douceur française. » Durant toutes les audiences, le roi d'Espagne ne s'est ni levé ni découvert. Monsieur, Madame et M. de Chartres allèrent le matin à Paris, et le roi d'Espagne alla l'après-dîner au Palais-Royal les voir ; il y avoit une grande foule de peuple dans les rues pour les voir passer. Pendant qu'il fut au Palais-Royal, il se montra sur des balcons qui donnent dans les rues, et le peuple criait de bon cœur : *Vive le roi d'Espagne !* Sa Majesté Catholique arriva ici à sept heures ; elle entra d'abord chez M^{me} de Maintenon, où étoit le roi, qui lui dit : « Monsieur,

pendant ce voyage-ci, voyez ce que vous aimez le mieux faire ; ne vous contraignez sur rien ; chassez, promenez-vous, jouez, enfin choisissez ce qui vous divertira davantage, car vous êtes roi. » Le marquis de Bedmar est charmé de toutes les manières de son maître, et fort content de la joie qu'il voit à tous les courtisans. Il vit avec grand plaisir le dîner du roi, et la familiarité de nos maîtres avec les courtisans, qui ne fait qu'augmenter notre respect. Après le dîner, le roi alla à la promenade, où les Espagnols le suivirent ; il commanda aux courtisans de mettre leurs chapeaux, honnêteté qu'il a toujours accoutumé d'avoir. Les Espagnols furent un peu étonnés, et le roi leur dit : « Messieurs, jamais on ne se couvre devant moi, mais aux promenades je veux que ceux qui me suivent ne s'enrhument point. » (Le roi faisait ici une critique indirecte du privilège des grands d'Espagne qui est de se couvrir.) Le marquis de Bedmar lui dit : « Ha ! Sire, je voudrais que le roi mon maître entendît cela. » Le roi d'Espagne étoit à la promenade avec le roi, mais il n'étoit pas auprès de lui dans ce moment-là. Malgré le vilain temps, en passant dans l'endroit où est l'escarpolette, le roi d'Espagne y voulut aller, et le roi errant que la pluie n'eût pourri quelques-unes des cordes, lui défendit expressément d'y aller, et en se retournant au marquis de Bedmar, il lui dit : « Voici la seule occasion où je veuille me servir de mon autorité ; dans les autres, je donnerai mes conseils (2). »

En public le petit roi, qui courait après le jeu d'escarpolette ou le tire aux lapins, reprenait toute la gravité espagnole ; il admettait les grands à son lever, qui venaient à genoux lui faire hommage avec toute la soumission des formules castillanes. Le marquis de Bedmar, ambassadeur de Charles II auprès de Louis XIV, se distinguait par la vive expression de ses sentimens ; il ne ressemblait pas à ce fier et habile marquis de Bedmar, son aïeul, qui avait essayé le renversement de Venise. Il étoit pauvre, et son désir étoit la fortune et la grandesse. Louis XIV ne pouvait pas trouver un instrument plus docile à ses desseins ; sa correspondance avec le conseil de Castille étoit rédigée sous les yeux mêmes du marquis de Torey. Tout semblerait marcher de concert pour la reconnaissance de Philippe V : non seulement le royaume d'Espagne étoit paisible, mais encore Naples, les Pays-Bas, la Sicile, le Milanais étoient également assurés au jeune roi. Il ne s'agissait plus que de régler la marche jusqu'aux

(1) *Journal de Dangeau*, ann. 1701.

(2) *Journal de Dangeau*, ann. 1701. On voit tout

le prix que mettait Louis XIV à indiquer la réparation des deux monarchies.

Pyrénées. Après le passage des montagnes, tout redevenait espagnol; le roi cessait d'être Français en traversant la Bidassoa; sa suite devait même se séparer de lui au pied des Pyrénées. Tel était l'ordre formel de Louis XIV. Il pouvait bien secrètement diriger son petit-fils, mais son intérêt diplomatique exigeait qu'il n'y eût rien d'ostensiblement français dans tout ce qui touchait au gouvernement de Philippe V.

Toute la cour souhaitait être de ce voyage jusqu'aux Pyrénées; on savait que le duc de Bourgogne, le duc de Berri, tous deux frères du roi, l'accompagnaient. L'itinéraire devait être une sorte de triomphe à travers les provinces; car alors un roi excitait le vif enthousiasme de la population. Enfin, le grand jour arriva : ce fut le 4 décembre, par un froid vif, que le départ fut ordonné, et Versailles dès le matin retentit du bruit des carrosses et du hennissement des chevaux. Philippe V était dès l'aurore chez le roi Louis XIV, où il fut seul, et avant que les courtisans entrassent; il alla ensuite chez Monseigneur, avec qui il fut enfermé assez long-temps. « Sur les dix heures les deux rois, suivis de toute la maison royale et d'une foule extraordinaire de courtisans, entendirent la messe dans la tribune, puis descendirent le grand degré, et montèrent en carrosse; les deux rois au fond, et M^{me} la duchesse de Bourgogne entre eux deux, Monseigneur au-devant avec Messieurs les ducs de Bourgogne et de Berri, Monsieur et Madame aux portières; les gendarmes et les chevaux-légers suivaient. Leurs Majestés on avait même fait venir cent gardes-du-corps de plus qu'à l'ordinaire (1). On trouva en arrivant à Sceaux les deux compagnies de mousquetaires, qui faisaient chaennedeux escadrons. Il y avait sur le chemin de Versailles à Sceaux une infinité de carrosses et de peuple, qui étaient venus de Paris pour voir passer les rois; Leurs Majestés arrivèrent un peu après midi à Sceaux, où elles trouvèrent une infinité de courtisans et de dames. Le roi mena d'abord le roi d'Espagne dans la dernière pièce de l'appartement, et défendit que personne entrât; il demeura un quart d'heure seul avec le roi d'Espagne, et puis il appela Monseigneur, qui était demeuré dans le salon avec la maison royale et quelques courtisans. Les deux rois et Monseigneur demeurèrent quelque temps ensemble, ensuite Sa Majesté y fit entrer l'ambassadeur d'Espagne, qui prit congé du roi son maître. Un moment après, le roi fit entrer M. le duc de Bourgogne, M^{me} la duchesse de Bourgogne,

Monseigneur le duc de Berri, Monsieur et Madame, et puis il appela les princes et les princesses du sang. Les portes de l'endroit où ils étaient restèrent ouvertes, on ne pouvait entendre ce qu'ils disaient, mais les deux rois fondaient en larmes; Monseigneur appuyé contre la muraille et se cachant le visage; Monseigneur le duc de Bourgogne, M^{me} la duchesse de Bourgogne, Monseigneur le duc de Berri, toute la maison royale pleurant et poussant même des cris d'affliction. On ne saurait s'imaginer un spectacle plus grand, plus touchant, plus attendrissant; enfin il fallut se séparer : le roi conduisit Philippe V jusqu'au bout de l'appartement et se cachait le visage pour dérober ses larmes. Le roi d'Espagne monta en carrosse avec Messieurs ses frères, pour aller concher à Chartres. Le roi entra quelque temps dans la maison pour se remettre, et puis il alla se promener dans le parc en calèche, où étaient M^{me} la duchesse de Bourgogne auprès de lui, et derrière, Monsieur et Madame. »

Après de si touchants adieux, le voyage reprit sa gaieté; comment en aurait-il été autrement? Représentez-vous trois princes, dont l'aîné avait à peine dix-huit ans; l'un roi, l'autre héritier présomptif de la couronne; le troisième, enfant encore, mais spirituel, caustique, enjôné; le duc de Berri, en un mot, si gaillard, si dispos; puis, une cour composée de jeunes gentilshommes à l'esprit riant. On passait les jours, moitié en carrosse, moitié à cheval; on montait sur des barques élégantes quand venaient des rivières. Toutes les cités rivalisaient pour semer des divertissemens sur les pas de cette royale marche aux Pyrénées. Les populations n'avaient rien vu de si merveilleux à Bordeaux et dans les provinces méridionales, depuis les pompes du mariage de Louis XIV sur la Bidassoa (2). Les princes avaient chaenn trente bourses pleines de mille pistoles, pour distribuer aux pauvres en la route. Il fallait admirer ce magnifique cortège de gentilshommes caracolant sur les chevaux blancs de si belle encolure. Le roi d'Espagne tenait conseil pour la forme dans chaque ville; celui que Louis XIV avait chargé d'instruire le roi, c'était M. le duc d'Harcourt, l'homme le mieux informé des affaires d'Espagne, parfaitement capable dans tout ce qui tenait aux coutumes, aux lois et même aux blasons de la monarchie espagnole. Le citadin et le paysan remarquaient avec ivresse le magnifique Ordre de la Toison, tout de diamant, qui brillait sur la poitrine du jeune duc d'Anjou devenu le roi Philippe V (3).

(1) Mémoires de Louville, ad ann. 1701.

(2) Voyez tome VII de mon travail sur Mozarin.

(3) Dépêches du marquis de Louville à M. de Torcy, 7 décembre, ann. 1700.

A la Bidassoa, la triste séparation eut lieu; les trois frères fondirent en larmes dans les bras l'un de l'autre; Berri, si réjoui de son naturel, tenait le duc d'Anjou tout étreint, et lui disait: « Mon bon d'Anjou, quel malheur que nous ne puissions tous aller à Madrid! nous t'y suivrions, quoiqu'on dise que dans ce pays les rois ne peuvent jouer ni rire; mais console-toi, nous irons te voir l'an prochain, malgré tout. » L'ordre du départ fut ensuite donné. Il ne resta de Français auprès du roi que le comte d'Ayen (des Noailles), le marquis de Louville, MM. de Montviel et de Valouze, le père d'Aubenton, confesseur du roi, la bonne nourrice, ronde, grasse et réjouie (1). Philippe V entra dans son royaume, où il fut accueilli par la grandesse d'Espagne; dès ce moment, il fut Espagnol par sa piété, par ses manières et par son respect pour les coutumes nationales. Il avait donné à Bayonne une audience pour le baise-main des *ricos hombres*; la foule des grands s'y était pressée; partout ce n'était que cymbales, clarinettes, banderoles à franges. Le cortège se composait de vingt-neuf écuyers, et d'un plus grand nombre encore de berlines. Que dire aussi de toutes ces mules fringantes, telles que les dénomme et les décrit le *Diario*, journal officiel du secrétaire d'Etat d'Urbilla (2)?

Partout le nouveau roi d'Espagne respecta les mœurs et les traditions du pays; il savait la puissance des idées religieuses, les divisions qui existaient entre les ordres monastiques, grands partis de l'époque. A Vittoria, le roi assista à la messe des Franciscains, et entendit vêpres aux Dominicains. Philippe V commença en public, et ce qui le popularisa le plus à Madrid, au milieu des fêtes de sa réception, c'est que, rencontrant le viatique porté à un malade, le roi descendit de son carrosse, et le suivit à pied jusqu'au seuil de la porte. Il faut prendre les peuples avec leurs idées. La puissance des coutumes religieuses a donné plus d'une monarchie; le mépris de ces idées en a perdu bien d'autres; les esprits moqueurs peuvent prendre à mépris ces hommages à la croyance d'un peuple; ils sont la force du pouvoir. Quand un peuple a foi en quelque chose, il est grand; que cette croyance soit pour le catholicisme, pour la liberté ou la gloire, peu importe, pourvu que la croyance existe; elle a fait, elle explique les merveilleuses époques de

l'histoire. Otez à une nation la foi, il n'y a plus rien que le matérialisme brut, et n'attendez plus alors d'héroïques actions! Lorsqu'un pouvoir veut se fonder, sa mission est de pénétrer l'esprit d'un peuple, et de témoigner qu'il s'est uni à lui. L'Espagne était profondément catholique, et c'est en s'identifiant avec toutes les institutions de la grande Eglise que la maison de Bourbon s'assura la paisible possession de la couronne.

CHAPITRE LVIII.

LA FAMILLE DU ROI. — LES RÉSIDENCES.

Versailles. — Marly. — Meudon. — Saint-Cloud. — Louis XIV. — Le dauphin. — Monsieur. — Le duc de Chartres. — Mort de Monsieur. — Le duc d'Orléans. — Mort de Jacques II.

1700 — 1702.

La grandeur du roi s'était manifestée dans les magnificences de Versailles; ce palais avait vu les plus brillantes et les plus glorieuses années de Louis XIV, alors que fort et puissant il étendait son sceptre sur l'Europe! Versailles était une de ces créations toutes royales, où la majesté du monarque aimait à se montrer splendide. Toutes les fois que Louis XIV recevait ses ambassadeurs on faisait acte d'éclat et de puissance, il demeurait à Versailles; il aimait ces salles toutes lambrissées de marbre et d'or, ces tapis de Turquie épais de plusieurs doigts, aux couleurs resplendissantes, vertes, rouges, et ce beau jaune persan apporté de Bagdad par les caravanes. Louis XIV avait goûté pour ces vastes galeries de statues majestueuses, de groupes magnifiques, pour ces peintures des nobles artistes, ces tapisseries de haute-lisse, où tous les faits de l'histoire se trouvaient reproduits. Versailles était comme le grand siège de la royauté et sa noble image, le miroir où se reflétait le plus imposant des établissements monarchiques (3).

Mais le palais de Versailles eut bientôt dans sa

lequel le ministre décrivait avec ostentation la magnifique réception qu'on fit au nouveau roi. (*Diario*, janvier, ann. 1701.)

(3) Il existe des cahiers de gravures fort curieuses

(1) La dépêche indique aussi deux valets, Delarochette et Hérnan. M. de Tarcy. 7 décembre, ann. 1700.

(2) Je me suis procuré à Madrid, en 1833, un vieux exemplaire de ce *Diario* (journal) d'Urbilla, dans

grandeur quelque chose de trop compassé, de trop vaste pour les habitudes et les infirmités d'un vieillard; quand la vie avance, on a besoin de restreindre le cercle de son existence; on réduit l'empire en sa résidence, les palais en sa chambre, puis sa chambre dans son lit, jusqu'à ce qu'arrive la plus étroite des demeures, le tombeau. Les grands jours de Versailles pesaient sur l'existence fatiguée de Louis XIV; il avait resserré autant que possible sa chambre à coucher et son cabinet dans de petites limites; mais Versailles était encore un monde trop incommode; il n'allait plus à ses besoins de petites distractions. Les entrées du château étaient trop multipliées: cette foule de courtisans pouvait plaire au temps de force et de jeunesse; mais l'éclat, le bruit de la foule faisaient souvent sur l'esprit du vieillard couronné l'effet d'une musique bruyante sur la tête d'un malade; le roi s'y prêtait souvent avec sa bonne grâce accoutumée, mais il ne devait pas s'y complaire, et cela explique les privautés de Marly.

Marly n'avait pas la monotonie de Versailles, cette nature uniforme toute vermillonnée par l'art; il s'élevait sur un de ces coteaux de la Seine toute fleurie, et qui descendent jusqu'à la rivière magnifique dans ses belles nappes d'eau; un simple pavillon carré, élégant et richement décoré de tout ce que l'opulence a de commode, couronnait le sommet de la verte colline; une machine hydraulique, puissante dans ses ressorts, poussait les eaux à une hauteur de quelques cents pieds, puis elles descendaient en cascades bouillonnantes sur des canaux et des bassins, où se miraient des cygnes aux blanches plumes. Marly était un lieu de délices et de retraite embellie; on n'avait pas besoin d'y conduire tous les courtisans; Louis XIV n'indiquait qu'un certain nombre d'intimes et de favoris pour chacun des séjours de Marly; le roi allait y chercher le repos et la paix de son travail. Les courtisans sollicitaient avec empressement les privautés de Marly. Versailles était un peu cobue de gentilshommes; tous étaient admis après simple présentation; le fils d'un pauvre hobereau de province y avait ses entrées, pourvu qu'il eût un blason et un castel; mais à Marly, le roi désignait spécialement qui l'accompagnerait dans ce lieu de privautés et de privilèges (1).

sur le vieux Versailles et ses splendeurs (Bibliothèque royale, collection de gravures); je me suis consolé, en les étudiant, de l'effet que m'a causé Versailles avec sa destination nouvelle. Versailles, devenu musée national, peut être comparé à une vieille cathédrale dont on aurait badigeonné de blanc et de rouge les

Meudon, belle solitude toute peuplée de bois sur de riches coteaux, était la retraite chérie du dauphin de France; Monseigneur aimait la chasse; quoique gros et pesant, sa passion était de courir le loup; il en avait jeté quelques uns à Meudon; il les poursuivait sur la montagne avec la rage du Robin Wood des légendes. Meudon n'avait de beau que ses bois, ses taillis; le château était simple, l'ameublement n'avait rien de somptueux; le dauphin y venait résider des mois entiers, quoiqu'il eût son appartement à Versailles; la distance était si courte! C'était également le lieu de ses plaisirs secrets, car Monseigneur aimait les demoiselles de l'Opéra; les commères de la Halle en savaient de belles sur son compte; ce qui ne contribuait pas mal à le faire aimer et ébahir des barongères, comme le dit le chroniqueur médissant de la cour; si bien que lorsque Monseigneur fut malade, les dames de la Halle firent brûler un gros clerge à Notre-Dame, puis vinrent le complimenter en sa convalescence, et voulurent le baiser sur les deux joues (2).

La résidence de Monsieur était Saint-Cloud; on ne peut dire les embellissements que le prince avait faits à sa belle demeure; le roi qui savait son frère avare pour toutes choses, excepté pour ses favoris, imposait des conditions aux grâces qu'il lui accordait avec générosité; ainsi il lui donna 200,000 livres pour faire construire cette belle cascade, embellie de magnifiques statues, de fleuves à la barbe crépue, de nymphes et de naïades, et les dauphins poussant l'eau à mille jets au milieu des bois et des touffes de roses. Saint-Cloud, si admirablement favorisé, fut un lieu de délices; de la hauteur majestueuse du château, l'œil plongeait dans une admirable végétation. Monsieur avait fait ces allées droites et sablées, toujours remplies de calèches, car les hauteurs étaient si parfaitement coupées et ménagées avec tant d'art, qu'on pouvait les parcourir en tous sens, et l'on ne s'apercevait pas de la montée et de la descente rapide. Saint-Cloud, Marly, Versailles, Meudon se touchaient dans un rayon de quelques lieues, et souvent les carrosses royaux se croisaient dans la route, retentissant nuit et jour de belles fêtes; les croisées des châteaux scintillaient de mille feux; on déjeunait au bord des cascades; des barques élégantes conduisaient les nobles visiteurs sur des canaux et des

flèches noircies et les ogives dentelées. J'aime que chaque monument retrace son époque.

(1) Voyez le *Journal de Dangeau* et sa naïve joie toutes les fois qu'il est admis aux privautés de Marly.

(2) *Mercurie galant*, ann. 1701.

étangs parsemés de kiosques, et tellement bien empoissonnés qu'on y pêchait des carpes vieilles de trente ans. Saint-Cloud surtout était la belle retraite des plaisirs du frère du roi; on s'y divertissait bien mieux qu'à Versailles, et sans la raideur de Madame, toujours à cheval sur les étiquettes, la cour de Monsieur eût été la plus aimable, la plus enjouée (1).

Le roi n'avait pas changé ses goûts; la puissance de M^{me} de Maintenon était à son comble; elle ne faisait que grandir avec les années, car M^{me} de Maintenon était devenue pour le roi une de ces affections matérielles que les vieillards ont prises depuis longues années comme une habitude on un meuble, et dont ils ne peuvent plus se séparer. M^{me} de Maintenon n'abusait pas de sa position auprès de Louis XIV; elle n'abordait jamais une question de faïe; elle avait l'art de deviner la secrète pensée du roi, et souvent celui de la faire naître on d'en aider le développement : puissance irrésistible sur les têtes humaines. Elle avait beaucoup d'ennemis, mais sa fortune était si éminente, si incontestée, que personne n'eût osé l'attaquer à la cour. On jetait bien quelques couplets bardis, on récitait les méchancetés des halles contre elle; mais qui eût osé dresser contre la favorite un de ces plans d'opposition en règle pour ébranler son crédit? Le roi avait d'ailleurs une situation si bien avouée avec M^{me} de Maintenon, qu'il ne se gênait même pas devant son frère; et un jour qu'il fut surpris, lui ordinairement si fort d'étiquette, en un déshabillé tout significatif chez M^{me} de Maintenon, il se hâta de dire à Monsieur : « Mon frère, excusez-moi, vous savez chez qui je suis, et ce que m'est Madame. »

Monsieur vivait en effet en grande familiarité avec son frère (2); il le craignait peu; il conservait d'innies privautés de famille à Versailles; il s'asseyait sans façon en la présence du roi, et prenait le plus lar fauteuil. Comme d'habitude il parlait beaucoup, il était toujours à se plaindre, particulièrement pour M. de Chartres, son fils, que Louis XIV n'aimait pas à cause de sa conduite envers sa femme, M^{lle} de Blois, une des filles chéries

du monarque. Souvent on entendait les deux frères parler très-haut, et Monsieur surtout, avec chaleur, jusqu'à ce point de faire baisser la parole au roi lui-même. Monsieur mangeait extraordinairement, et c'était un peu le défaut de toute cette cour; le déjeuner consistait en chocolat, fruits et friandises, vin de Madère ou de Malaga, jusqu'à midi; on dînait alors très-copieusement à trois services; souvent on faisait collation à quatre heures, puis venait le souper de huit heures; et quand les plaisirs se prolongeaient un peu avant dans la nuit, arrivait la *médianoche*, habitude tant aimée de M^{me} la duchesse de Bourgogne. Cette grande fréquence des repas expliquait les purgations habituelles, et émetique répété (3), et ces terribles apoplexies qui en floissaient avec la vie de l'homme au milieu des festins. Monsieur mourut ainsi d'apoplexie au souper, quand il offrait du vin dans une coupe à une des élégantes femmes de sa cour; mort impitoyable, car elle vous saisit au milieu des plaisirs, comme la Marmotte de la danse macabre, qui joue du violon et grimace une souris en vous frappant de sa faux terrible. Monsieur ne prononça pas une seule parole; la coupe qu'il offrait se brisa sur la table, et le vin se répandit sur le due de Chartres, qui recueillit son père dans ses bras. Louis XIV fut accablé de tristesse; son cadet mourait ainsi par un coup de foudre; quel exemple, et quelle leçon fatale! il fallait se hâter d'organiser la monarchie, car la mort pouvait surprendre le roi; que de précédens n'avait-il pas sous les yeux, Louvois et son propre frère, frappés presque à sa face à trois années de distance!

Monsieur avait éprouvé un autre accident quelque temps avant la mort de Monsieur; un soir qu'il avait mangé outre mesure de l'excellent poisson, d'un énorme turbot, d'une truite saumonée, il se lève de table, et lorsqu'il entre dans sa chambre, il tombe la face contre terre sans donner signe de vie; les domestiques courent, se précipitent; on prévient le roi; Louis XIV était à son prie-dieu à moitié déshabillé, il accourt auprès de son fils; l'agonie eut à peine le temps d'arriver pour opérer une

(1) Saint-Simon, avec ses révélations frondeuses et sa mauvaise humeur, fait une triste peinture de la cour de Monsieur. Je répète que Saint-Simon se complait dans toutes les honteuses révélations des valets et de la domesticité à livrée.

(2) Les Mémoires de Saint-Simon sont plus perdus encore par les insinuations qu'ils jettent en avant que par les récits mêmes; j'aurais honte de rapporter tout

ce que ce chroniqueur raconte sur Monsieur, ce chef de la branche d'Orléans, auquel pourtant les Saint-Simon étaient dévoués : M. de Saint-Simon n'est pas un méchant homme, mais c'est un de ces caractères qui ne savent que remuer les parties basses de la nature humaine.

(3) Voyez les Mémoires russ. de Fagon, tels que je les ai rapportés tom. iv de cet ouvrage.

abondante saignée; Monseigneur fut sauvé (1). L'apoplexie et la petite vérole étaient alors les deux fléaux des générations : l'une apparaissait au milieu des plaisirs et des fêtes; elle était comme l'hérit de feu du festin de Balbasar; l'autre hideuse, dévastatrice, jetait les plus beaux corps en putréfaction au bout de vingt-quatre heures; ou bien, si elle épargnait la vie, vieille, atroce et jalouse qu'elle était, elle imprégnait ses ongles aigus sur les beaux visages d'enfants ou de jeunes filles; elle y creusait à plaisir, comme le vampire qui choisit la chair la plus rosée et la plus gracieuse. On voit chaque génération marquée d'un terrible fléau; les anciens avaient désigné la peste sous le symbole de l'Ange noir, une flèche à la main, et qui parcourt sur une nuée de sang les viles convertes d'ardente poussière et de cadavres. Ces fléaux répandaient une tristesse générale qui s'empreint à toute une époque; c'est un contraste avec les joies du monde et les dissipations du sensualisme.

Dans cette cour en deuil, la gaieté s'était pour ainsi dire concentrée dans la duchesse de Bourgogne, à qui tout était permis; la princesse était la journée entière chez M^{me} de Maintenon; elle seule avait permission d'agir sans façon avec le roi; elle montait sur ses genoux avec la grâce d'une jeune fille de seize ans; elle n'appelait M^{me} de Maintenon que sa chère tante. Ses prévenances n'étaient que pour le roi; elle oubliait tout pour lui, et le vieillard, doucement agité par les amitiés étourdies d'une si jeune femme, eut pour elle un retour vers la force et la vie. Aussi la duchesse de Bourgogne était-elle la divine enchanteresse de cette cour; avait-elle un désir, une volonté, un petit caprice même, tout était à ses pieds; on l'accablait de bijoux, de riches perles d'Orient, de diamans en girandoles, de molines si belles qu'on les prenait pour les tissus flottans aux vents que la belle fée Morgane brodait sur son métier d'or et de saphir en son beau château d'Avallon, La duchesse de Bourgogne était vive, légère, sémillante, comme toute la race saxoyarde; elle montait à cheval, caracolait sur un coursier fringant, nageait à tire d'aile dans la Seine, si bien qu'un soir, s'étant baignée après dîner, elle éprouva une grande faiblesse; pendant quinze jours elle fut au plus mal;

le roi voulait que tout se fît dans la chambre de la malade pour la distraire; on y tint les cartes, le brelan, le portique. La causerie allait son train jusqu'à ce que la malade fît signe qu'elle était fatiguée; on remarquait qu'elle n'était lasse qu'au plus tard, tant la duchesse de Bourgogne aimait l'agitation et le plaisir (2).

Trois jeunes princesses animaient encore cette cour; elles étaient toutes filles naturelles de Louis XIV; la plus sérieuse des trois, M^{lle} de Blois (duchesse d'Orléans depuis la mort de Monsieur), n'avait pas à se louer de son mari, ni de sa belle-mère, la fière Allemande toute blasonnée; elle en avait souvent éprouvé un amer serrement de cœur, et l'avait épanché dans l'âme de Louis XIV; le roi, toujours père si tendre pour ses enfans naturels, s'en était plaint avec vivacité au duc de Chartres, qui faisait des promesses infinies et n'en tenait aucune. M^{lle} de Nantes, duchesse de Bourbon-Condé, était fort enjouée; elle dominait dans une certaine fraction de cour par son esprit caustique et mordant; le roi lui pardonnait beaucoup, parce qu'il l'aimait avec idolâtrie. La princesse de Conti était plus en avant encore dans les plaisirs de l'esprit; modèle de la femme lettrée, elle faisait les vers avec facilité, aimait à jouer la comédie, où elle remplissait ses rôles avec une grâce infinie; M^{me} de Conti se plaça en tête de cette coterie de grands qui ne voyaient que des gens de lettres et s'affiliaient avec eux; d'où naquit cette camaraderie d'égalité qui affaiblissait tant la noblesse et la royauté elle-même. Les têtes couronnées en vinrent à ce point, de traiter d'égal à égal avec les souverains de la littérature; ce fut la mort du principe monarchique; l'esprit ayant plus de force que la vieille origine du droit, y porta ravage et le détruisit à la fin. M^{me} la duchesse du Maine mit la dernière main à cette décomposition de la hiérarchie royale; elle vécut dans la plus intime familiarité des gens de lettres, et ses poétiques relations avec La Motte-Houdard constatent à quel point d'égalité se plaçaient la naissance et l'esprit (3).

Le premier prince, dans l'ordre hiérarchique, après le dauphin, était le jeune duc de Bourgogne, tête un peu affaiblie par l'éducation donc, mais très-imparfaite du duc de Beauvilliers. L'école du duc de Chevreuse et de Fénelon pouvait bien en-

par ces initiales L. B. de B. Il y a d'étranges familiarités, ne serait-ce que l'épître :

*De ma dernière nuit écoutez l'aveugle,
Je vous le rendrai trait pour trait.*

(1) Mém. mss. de Fagon, ad ann. 1701.

(2) Mémoires de Dangeau, ann. 1701.

(3) La correspondance de La Motte avec Bénédicte de Bourbon, duchesse du Maine, a été indiscrètement révélée par l'abbé Le Blanc : la princesse est désignée

seigner les devoirs de la royauté envers le peuple, mais elle ne savait pas donner aux rois cette haute pensée de gouvernement et d'administration qui constitue les grands règnes. Le jeune prince revenait de son voyage aux Pyrénées; il était grave, sérieux, et son aïeul lui destinait le commandement nominatif d'un corps d'armée en Flandre. On a vu que le duc d'Anjou avait quitté la France pour la couronne d'Espagne, et le duc de Berri était trop jeune encore pour qu'on lui confiât un corps de troupes à conduire. M. le duc d'Orléans demandait une armée en face de l'ennemi; c'était une des causes des fréquentes querelles entre Louis XIV et son frère avant sa mort. Le duc d'Orléans n'était-il pas au feu un bon et ferme officier? On lui reprochait l'esprit d'agitation, d'intrigue, le besoin d'aller au-delà de sa position, et le roi aimait surtout maintenir chacun dans sa hiérarchie. D'ailleurs le duc d'Orléans n'avait pas des mœurs très-chastes; il ne rendait pas sa femme heureuse, et plus d'une fois M^{lle} de Blois en larmes était venue se plaindre à M^{me} de Maintenon et à Louis XIV.

Les fils naturels du roi, le duc du Maine, le comte de Toulouse, étaient toujours en grande faveur. Le duc du Maine était un officier distingué de cavalerie, avec un talent et un courage remarquables pour une charge rapide et décisive; le comte de Toulouse courait les mers depuis son enfance, et à dix-neuf ans il avait assisté à trois batailles navales; lui-même avait pris le commandement d'une escadre par son titre de grand amiral de France. Puis venait le prince de Conti, digne en tout des Condés; le duc de Vendôme, de la race bâtarde de Henri IV, général du premier ordre, et faisant excuser une vie libertine et dissolue à force de courage et de gloire. Au sommet de cette magnifique race, rayonnait toujours Louis XIV; et c'était un des grands soucis de sa royauté que de tenir tous les membres de sa famille dans des rapports bienveillants, car que de prétentions jalouses ne s'élevaient-elles pas entre tous ces princes placés assez haut pour que chacun pût défendre sa personnalité? Comment décider les questions de préséance et les éternelles disputes entre les légitimés et les princes du sang? Les soins de famille et d'étiquette préoccupaient Louis XIV au moins autant que les grandes questions européennes; il eut besoin d'être roi de sa race comme de la France.

(1) Les papiers relatifs à la restauration de Jacques II n'offrent pour cette époque que des statistiques morales sur l'état des partis en Angleterre, Irlande, Écosse. (Voyez pap. Renaudot. Biblioth., liasse 3.)

L'époque de deuil commence : Saint-Cloud pleurait encore Monsieur, lorsque la mort de Jacques II vint jeter un crêpe de douleur sur Saint-Germain. Jacques II avait passé les derniers temps de sa vie en œuvres pieuses et en voyages aux eaux, ce qui avait un peu suspendu l'agence anglisée de Renaudot (1). D'ailleurs, depuis le traité de Riswick, Louis XIV s'était obligé d'honneur à respecter la royauté de Guillaume III, et à empêcher toute intrigue pour la restauration. L'engagement avait été tenu; mais après la succession d'Espagne, le roi de France avait suivi avec attention toutes les démarches de Guillaume III; il n'ignorait pas que le mouvement diplomatique aboutirait à la guerre; elle ne pouvait être empêchée. Dès lors les espérances des jacobites furent réchauffées, et quand la mort était prête à glacer Jacques II, Louis XIV engagea sa parole « qu'il reconnaîtrait le prince de Galles comme légitime héritier du trône d'Angleterre. » On a considéré cet acte de reconnaissance comme une imprudence générosité qui rendait la guerre imminente. A l'époque où il fut décidé, il n'y avait plus à se faire la moindre illusion sur la tournure des négociations à Londres et à La Haye : Guillaume III s'était prononcé pour la guerre; il ne la retardait que pour mieux préparer ses moyens. La reconnaissance du fils de Jacques II pour roi légitime d'Angleterre n'était pas un acte d'imprudence politique, mais une opposition ferme et vigoureuse contre l'ennemi de Louis XIV; il put bien s'y mêler des idées de religieuse grandeur, inspirées par un roi mourant, mais il y avait pardessus tout un besoin de créer des obstacles à Guillaume III, le chef le plus ardent de la nouvelle coalition. On savait le traité qu'il venait de conclure à La Haye; la reconnaissance de Jacques III pour roi légitime d'Angleterre redonnait la vie politique au parti jacobite dans les trois royaumes; il retrouvait sa force morale pour une nouvelle expédition. On opposait en vain les conventions de Riswick et l'acte de reconnaissance qui en était la suite. Jacques III était hors du traité; le cabinet de Versailles répondait par ce motif, que Guillaume III n'avait été reconnu que personnellement, et non pas dans ses descendants. En tous les cas, on allait commencer la guerre, et les moyens étaient légitimes pour la mener à fin contre l'ennemi (2).

(2) Le cabinet de Versailles crut devoir justifier cette résolution du roi par une note diplomatique adressée à ses ambassadeurs. « Que le prince de Galles ayant pris le titre de roi d'Angleterre aussitôt après la

Jacques II se réveilla de son lit de mort pour remercier le roi de France de sa politique généreuse. Ce n'était point un prince vulgaire que celui qui restait persévérant jusqu'au tombeau sur le sentiment de son droit; ces cœurs fermes et d'élite peuvent soulever les dédains moqueurs d'un siècle matériel; mais il est dans le solennel repos de sa conscience, dans cette naïve et sainte pensée de soi, dans cette grande paix de l'âme, une récompense bien plus noble et plus douce que l'éclatante victoire du fait contre le droit. L'exil de Jacques II à Saint-Germain avait été actif; l'intrigue s'était mêlée à sa politique; il était trop Anglais pour être parfaitement compris à la cour de Versailles, et sous ce point de vue la mort de Jacques II pouvait favoriser la cause des jacobites. Il n'y avait plus l'obstacle personnel d'un monarque obstiné, qui blessait les lords et les communes; un enfant n'aurait pas de prédilection, de système et de préjugés. Ce fut une belle scène à Saint-Germain que cette cour de gentilshommes écossais, saluant à genoux le nouveau roi de la Grande-Bretagne, et jetant à la belle face du jeune Stuart, aux mains blanches et traditionnelles, le *God save the King* dans les vieilles salles d'armes des rois de France!

CHAPITRE LIX.

OPÉRATIONS MILITAIRES.

Situation des armées d'Italie. — Catinat. — Villeroy. — Engène. — Surprise de Crémone. — Vendôme. — Philippe V en Italie. — Bataille de

mort de son père, comme son fils et son héritier, le roi n'avait pas fait de difficulté de le reconnaître en cette qualité, comme il le lui avait promis quelque temps même avant la mort du roi Jacques; que l'ayant toujours traité de prince de Galles, la conséquence étoit naturelle de l'appeler roi d'Angleterre après la mort de son père; que nulle raison ne s'y opposoit, puisqu'il n'y avoit point d'engagement contraire, et qu'il étoit certain qu'on n'en trouvoit point dans le traité de Riswick, l'art. IV de ce traité portant seulement que Sa Majesté Très-Chrétienne ne troubleroit point le roi de la Grande-Bretagne dans la possession paisible de ses États, et qu'elle n'assisteroit ni de troupes, ni de vaisseaux, ni d'autres secours ceux qui le voudroient inquiéter. Que son intention étoit d'observer ponctuellement cet article, et qu'il étoit sûr que le titre de roi d'Angleterre, que le prince de Galles ne pouvoit se dispenser de prendre, ni ne procuroit d'autres

Lizzara. — Traité d'alliance. — Coalition. — Mort de Guillaume III. — Avènement de la reine Anne. — Campagne de Flandre. — Marlborough. — Boufflers. — Campagne d'Allemagne. — Les Bavares. — Résultats. — Stratégie.

1701 — 1702.

TANDIS que les cabinets parlaient officiellement de paix et d'arrangements amiables, tout était à la guerre; il est des temps ainsi faits qui ne permettent pas les négociations pacifiques; l'habileté ne peut surmonter les difficultés inextricables. On parlait paix à Londres, à Paris, à La Haye, et toutes les puissances armaient chacune avec une indéchirable énergie. Les hostilités devaient d'abord éclater entre l'Empire et la France; il y avait entre les deux puissances des discussions d'intérêts positifs; la question du testament de don Carlos II les avait complètement séparées. L'empereur Léopold avait publié la longue énumération de ses griefs; il s'expliquait, moins sur le principe du testament et les intrigues qui l'avaient préparé, que sur la revendication absolue du duché de Milan comme une terre féodale, et dévouée par conséquent aux mâles de la race; ce qui donnait un droit incontestable aux archiducs, seuls agnats de Charles II. Le gouverneur du Milanais, dévoué à l'Espagne, n'avait pas voulu reconnaître le droit de l'Empire; il avait préféré proclamer Philippe V; et le prince Engène, à la tête de l'armée impériale, passa les montagnes du Tyrol pour se concentrer sur l'Adige par un vigoureux mouvement de troupes autrichiennes.

secours que ceux que le feu roi son père en recevoit depuis le traité de Riswick, seulement pour sa subsistance et le soulagement de ses malheurs; que sa générosité ne lui avoit pu permettre d'abandonner ce prince ni sa famille; qu'il n'étoit point juge entre le roi de la Grande-Bretagne et le prince de Galles; qu'il ne pouvoit décider contre ce dernier en lui refusant un titre que sa naissance lui donnoit; qu'enfin il suffisoit qu'il observât exactement le traité de Riswick, et qu'il s'en tint précisément aux termes de ce traité, dans un temps où la conduite du roi de la Grande-Bretagne et des États-Généraux, la sortie de leur flotte, les assistances secrètes qu'ils donnoient à l'Empereur, les déclarations qu'ils faisoient en faveur de ce prince, et les troupes qu'ils levoient de tous côtés, pouvoient être regardées, avec bien plus de raison, comme une véritable contravention au traité. Qu'au reste il n'étoit pas nouveau qu'on donnât aux enfans

Le prince Eugène (1) était alors dans la force de la vie et de sa capacité militaire; il avait toute la vivacité de la race italienne et la froide méditation de l'Allemand. Eugène était aussi habile négociateur que général de premier ordre; il savait que le meilleur moyen d'agir fortement, c'était d'attirer la Savoie dans les intérêts de l'Autriche, et il hâta dans ce dessein l'invasion du Milanais. La promptitude des opérations de la guerre décide souvent des alliances et de la victoire. Eugène était en correspondance avec Victor-Amédée, qui secondait la France malgré lui; une marche rapide sur Turin devait donner le duc de Savoie et son armée à la coalition; voilà ce qui explique la hardiesse des Autrichiens dans cette campagne. Le prince Eugène passa l'Adige sous Vérone, et marcha droit à Crémone, quartier central de l'armée de Catinat. Les Français une fois refoulés sur la Savoie, Victor-Amédée venait à la coalition comme auxiliaire. C'est ce que ne cessait de signaler l'ambassadeur de France à Turin (2). Louis XIV espérait retenir Victor-Amédée par la duchesse de Bourgogne et par la nouvelle alliance qu'il projetait entre Philippe V et la seconde fille du duc de Savoie.

les titres des royaumes que les rois leurs pères avaient perdus. » (Dépêche de M. de Torcy aux ambassadeurs de France, 20 oct. 1701.)

(1) On sait que le prince Eugène était fils d'Eugène Maurice, comte de Soissons, petit-fils du duc de Savoie Charles-Emmanuel I^{er}; sa mère était Olympe Mancini, la gracieuse nièce du cardinal de Mazarin, exilée sous Louis XIV.

(2) Dépêches du 6 janvier 1701.

(3) *Mercur*, janvier à juillet, ann. 1701. On euhonnissait sur la campagne de France en Italie: j'ai trouvé des couplets contemporains qui disent bien la situation de l'armée:

Le prince Eugène, dit-on,
Partout fait faire des ponts.
Ah! voyez le beau prodige,
Sur des ponts passer l'Adige!

Catinat, en vieux renard,
Se tient toujours à l'écart,
Pour l'attirer dans la plaine.
Ah! voyez quel capitaine!

Cependant il mande au roi
Qu'il a besoin de Villeroi.
Ah! voyez donc quelle prudence
De ce maréchal de France!

Quand Villeroi l'aura joint,
De combat on n'aura point;

L'armée de France restait sous les ordres de Catinat, chef militaire que tout le parti parlementaire avait exalté outre mesure; il suffisait que le maréchal fût issu de robe et de basoche pour que la bourgeoisie l'entourât d'un grand respect et d'une certaine popularité. Catinat ne brilla point dans cette campagne du Milanais; secondé des vieilles bandes espagnoles, faiblement appuyé par les Savoyards et Victor-Amédée, il n'opéra que deux mouvements de retraite, soutenus de quelques combats partiels. De l'Adige, le champ de bataille fut transporté au Pô, sans essayer aucune forte résistance. Le maréchal de Catinat n'était-il pas sûr des Savoyards et des Espagnols qui combattaient dans ses armées? Reconnaissait-il son infériorité stratégique en face du prince Eugène, si brillant, si hardi? En résultat, Catinat fut trop retenu durant cette campagne; il était vicieux peut-être; la vivacité du prince Eugène l'éblouissait; la prudence du maréchal ne lui permit pas de hasarder une bataille qui pouvait compromettre les communications de l'armée française; il opéra sa retraite (3).

Les Français devaient enfin défendre cette ligne du Pô; car si le prince Eugène la forçait encore,

Ah! voyez donc comme Eugène
Descendra dedans la plaine!

Villeroi va bien briller
En plumes et en boudrier;
Ah! voyez donc comme à sa vue
Eugène aura la berlue!

De Catinat secondé,
Il va paraître un Condé;
La valeur et la puissance
Combattiront d'intelligence.

Jamais dans le Milanais,
Allemands, vous n'entrerez;
La valeur et la puissance
Combattiront d'intelligence.

Demeurez au Mincio;
Car si vous passez l'Oglio
Et l'Adige, je vous assure,
Je crains votre déconfiture.

Vaudemont devant Milan
Attend, dit-on, l'Allemand;
Savoir de quelle manière,
C'est ce que l'on ne sait guère.

Pour le prince Savoyard,
C'est sans doute un grand hasard
Qu'à son sang il s'intéresse,
Pour la reine et la duchesse.

il avait deux routes ouvertes devant lui : il pouvait, en marchant de face, envahir le Piémont, et par conséquent détacher complètement Victor-Amédée de l'alliance avec Louis XIV ; en se portant au nord, il s'emparait de Milan, et rendait ainsi la maison d'Autriche une fois encore souveraine de la Lombardie. La France devait empêcher cette marche en avant à tout prix, et Louis XIV désigna Villeroi pour commander l'armée d'Italie de concert avec le maréchal de Catinat dont l'incertitude et la prudence compromettaient tout. Villeroi avait une bravoure à l'épreuve ; il était chevaleresque, présomptueux, très-favorisé de cour, ce qui lui donnait une certaine hardiesse de moyens. Aussi prit-il immédiatement l'offensive ; le combat hardi de Chiari fut une tentative courageuse pour arrêter les progrès des Impériaux. L'actif prince Eugène résolut de surprendre Crémone ; les Autrichiens, aidés de quelques habitants, s'introduisent par un aqueduc, tombent sur la ville, s'emparent du maréchal de Villeroi qu'ils font prisonnier (1). Aussitôt le tambour bat, la garnison se rassemble, on marche presque en chemise, l'épée au poing sur les Impériaux, qui sont forcés d'abandonner la place (2). Le maréchal de Villeroi resta seul captif, ce n'était certes pas sa faute ; la surprise était une véritable trahison ; un général ne peut en répondre. La disgrâce de Villeroi ne fut point respectée ; ses manières hautaines déplaisaient au duc de Savoie, qui commandait les troupes auxiliaires dans l'alliance, et déjà lui-même si mécontent. Villeroi voulait trancher avec lui d'égal à égal : cette familiarité blessait le duc de Savoie, qui dissimulait

(1) Comme le maréchal de Villeroi était très-impopulaire, on le chansonnait aux halles de Paris :

En nous enlevant Villeroi,
A quoi pensait le prince Eugène ?
Pouvait-il mieux servir le roi,
Qu'en nous enlevant Villeroi ?
Il croyait nous remplir d'effroi,
Mais il nous a tiré de peine.

(2) Voyez *Mercur* de juillet, ann. 1701, et les dépeches du prince Eugène dans le *Journal de La Haye*, ann. 1701.

(3) Voici les couplets d'un Noël qui se chantaient à Versailles :

Villeroi est pris,
La grande infortune !
Quel homme, quel homme !
Morgue de lui,
Pourquoi est-il pris ?
Eugène à tâtons

son dépit avec peine. On était jaloux d'ailleurs de la grande faveur du maréchal ; il n'était pas aimé, précisément parce que le roi et M^{re} de Maintenon le soutenaient d'une prédilection spéciale. Le maréchal de Villeroi était le type brillant d'une noblesse qui finissait (3).

La position du duc de Savoie dans l'armée française devenait de plus en plus délicate ; il voyait avec crainte l'établissement d'un roi d'Espagne, petit-fils de France, dans le Milanais. Allait-il être pris entre deux feux ? Louis XIV pourrait donc en finir quand il le voudrait avec la maison de Savoie, car il tenait les deux côtes des Alpes. Afin de rassurer Victor-Amédée, le cabinet de Versailles résolut l'union de la seconde des filles du duc de Savoie avec le roi d'Espagne Philippe V. C'était une gracieuse enfant encore, que Louise-Marie-Gabrielle, tête spirituelle et enjouée, comme en produisait alors la maison de Savoie, féconde en femmes remarquables. Elle possédait tout à la fois le sang italien et français, la finesse et la grâce réunies ; depuis longtemps ce mariage se négociait. Il avait été indiqué par l'habileté de Louis XIV qui voulait enlacer Victor-Amédée par une politique de famille. Tout se finit par l'intermédiaire du cabinet de Versailles ; le mariage fut conclu cette année ; la jeune Louise-Marie de Savoie quitta Turin sous la sauve-garde et protection du pavillon de France ; sa *camariera major*, la princesse des Ursins, fut elle-même désignée par M^{re} de Maintenon. Le jeune roi d'Espagne vint au-devant de sa fiancée, et le mariage fut célébré dans la Catalogne (4). On croyait ainsi ramener Victor-Amédée

Cherchant sa personne,
L'a bien su trouver
Au milieu de Crémone.
Louis étonné
De cette nouvelle :
Tu me la donnes belle ;
Morgue de toi,
Quel homme, quel homme !

(4) J'ai trouvé plusieurs autographes sur le mariage de Philippe V ; en voici un d'abord de la duchesse de Bourgogne : « Votre Majesté ne saurait douter de ma joie, soit que je considère la grandeur du mariage de ma sœur, ou son bonheur personnel. Le mien serait complot si nous pouvions tous passer notre vie ensemble ; mais il me parait que vous l'avez bien oublié, et que vous n'écrivez qu'avec la gravité d'un vieux roi d'Espagne. Je voudrais pourtant bien avoir un commerce plus gai avec vous et avec elle, quand vous l'aurez auprès de vous ; car je puis assurer Votre Majesté que j'ai pour elle une très-grande tendresse, et

vers une alliance avec la France, et afin de cimenter de plus en plus cette intimité, Philippe V reçut de son royal aïeul le conseil de venir prendre le commandement de l'armée d'Italie.

Dès son arrivée à Madrid, le jeune Philippe V avait ressenti et horrible mal du pays qui le dévorait dans les tristesses d'une vie royale toute espagnole; le duc d'Anjou avait passé son enfance sous les frais ombrages de Versailles, ou dans les verts coteaux de Marly. La société enjouée des jeunes gentilshommes avait bercé son adolescence, et des femmes élégantes embellissaient cette cour si active et si française; Philippe V arrivait dans un pays presque inconnu, entouré d'un cérémonial réglé, d'une gravité froide et compassée; s'il voulait se dérober à cette foule de grandesses exigeantes, il avait le *Buen-Retiro*, solitude au sein même de sa capitale, ou bien l'Escorial avec son *San-Lorenzo* monastique, sa croix de pierre, ses pavillons sans verdure et ses maigres jardins (1). La cour comptait peu de femmes. Parmi la grandesse, on voyait se dessiner ses têtes blanches et torses de franciscains et de dominicains, puissances actives dans l'Etat. La cour de Philippe V était tout espagnole; il n'avait auprès de lui que deux gen-

tilshommes français; Louville, son gouverneur, l'ami de Torcy et de Beauvilliers, et M. d'Harcourt, l'ambassadeur de France. La physionomie vénérable du cardinal Porto-Carrero, chef du conseil de Castille, pouvait inspirer du respect à un jeune prince; mais aucun de ces graves conseillers ne croyait de sa dignité de jeter quelques fleurs sur la vie de Philippe V; on l'alarmait sans cesse par le récit de conspirations et d'absurdes projets que le marquis de Louville dissipait à peine (2). Le prince se plaignait hautement de sa destinée; il regrettait Versailles; il pleurait dans ses longues et chaudes journées d'Espagne; si bien que Louville eut devoir écrire plusieurs fois à sa cour la malheureuse situation d'esprit du jeune roi (3). Le mariage avec une fille de Savoie avait offert quelques distractions à cette royale existence, et Louville vint bientôt à Paris pour conférer avec Torcy, et demander, au nom du roi d'Espagne, la permission d'aller combattre ses adversaires d'Autriche en Italie, où se donnaient alors les batailles.

L'Italie était en effet le point le plus disputé de la couronne d'Espagne; le Milanais allait être envahi par le prince Eugène, et Naples se soulevait encore une fois contre la domination espagnole.

qu'elle n'est pas oubliée en ce pays-ci. Nous parlons souvent d'elle, et la regrettons beaucoup. Si je savais de quoi elle aimeroit à savoir des nouvelles, je lui en manderois, mourant d'envie de contribuer à son plaisir, et de lui marquer en tout les sentiments que j'ai pour elle. Votre bonno et tendre sœur, ANNE.

La princesse Louise-Marie de Savoie à Philippe V, son fiancé. (Turin, 20 juillet 1701.) « Monseigneur, je ne pouvois pas recevoir d'une manière qui fût plus agréable pour moi le portrait de Votre Majesté qu'il lui a plu de me faire venir, qu'en le voyant accompagné de la lettre dont elle a daigné m'honorer avec tant de marques de ses royales bontés. L'un et l'autre me sont infiniment précieux, et j'en conserve tous les sentiments de la plus respectueuse reconnaissance que je dois à Votre Majesté; je la supplie très-humblement d'en être bien persuadée, et de croire que j'ai l'honneur d'être plus que personne, Monseigneur, de Votre Majesté la très-humble et très-affectionnée servante et cousine. LOUISE-MARIE DE SAVOIE. »

Louis XIV à Philippe V. « J'ai eu devoir différer votre mariage, sur les avis que j'ai reçus du peu de sénérité du duc de Savoie; vous connaissez son caractère; j'avois écrit au marquis de Castel-Rodrigo de suspendre la négociation. J'ai appris depuis qu'elle étoit déjà fixée. Ne vous étonnez pas cependant s'il fait naître quelque difficulté nouvelle à l'exécution; je souhaite qu'il en trouve les moyens. Je n'ai d'au-

tres vus que le bien de Votre Majesté et de lui donner des marques de mon amitié, en retardant de quelques mois, pour la rendre plus heureuse, la satisfaction qu'elle eût de trouver dans son mariage. Il me parait que vous ne devez rien changer à votre départ de Madrid. LOUIS. »

(1) Je me suis très-bien rendu compte, dans mon séjour au village de l'Escorial, des ennemis de Philippe V. C'est dans San-Lorenzo, en 1833, que j'ai pris une forte idée du système politique de l'Espagne dans les seizième et dix-septième siècles.

(2) « Le chambellan Benavente nous vint avertir l'autre jour, en pleurant, de nous mêler d'une berline attelée que la douzière avait donnée au roi Catholique, et qui devait, disait-il, par l'effet d'un sortilège, devenir caisse d'oranger, pendant que le roi deviendrait oranger en caisse: *ab uno disce omnes*. » (Dépêche du marquis de Louville à M. de Torcy, ann. 1701.)

(3) « Le roi me dit hier, dans un accès de mélancolie décourageant, qu'il redeviendrait volontiers duc d'Anjou, et qu'il ne pouvoit souffrir l'Espagne: voilà de quoi faire trembler.

« Il n'y a pas un moment à perdre, envoyez-nous M. de Beauvilliers, ne fût-ce que pour trois mois; mais ne me trahissez pas auprès de la duchesse, qui ne me pardonneroit jamais de lui enlever son mari. » (Dépêche de Louville à M. de Torcy, ann. 1701.)

Les intrigues de la cour d'Autriche préparaient la révolte des Napolitains contre le vice-roi; la présence de Philippe V était nécessaire en Italie, et le roi son aïeul lui en donna le conseil, avec cet orgueil de son sang qui aimait à exciter le courage et les résolutions généreuses (1). Philippe V quitta donc Madrid, et vint s'embarquer à Barcelone, sur une flotte française; il établit pour régente la reine sa femme, et Louise-Marie de Savoie, jetée à quinze ans sur un trône, fut digne en tout du rôle politique qu'on lui destinait; elle se dirigeait alors par les conseils de la princesse des Ursins, dont j'aurai plus tard à écrire la curieuse histoire et à expliquer l'active politique.

Quand le roi d'Espagne toucha la terre d'Italie, Vendôme prenait le commandement de l'armée, alors privée de chef. Vendôme était un général de premier ordre, et digne de lutter avec le prince Eugène; il établit le centre de ses opérations à Crémone et manœuvra pour prendre l'offensive contre les Autrichiens. L'armée en Italie comptait alors plus de cinquante mille hommes, Espagnols, Français et Savoyards; Vendôme opéra sur une grande échelle; il fit lever le siège de Mantoue au prince Eugène. La bataille disputée de Luzzara fut un fait d'armes impétueux et irrégulier, mais Vendôme arrêta les Impériaux dans leur marche, et préserva complètement le Milanais d'une invasion autrichienne. Dès ce moment le prince Eugène se garda sur la défensive; Vendôme empêcha le duc de Savoie de se déclarer immédiatement pour la coalition, point essentiel pour as-

surer les communications de l'armée de France.

Au nord de la monarchie, les hostilités avaient également commencé d'après un plan de campagne long-temps concerté. Le maréchal de Boufflers avait reçu le commandement de soixante bataillons et de cent escadrons de cavalerie. La faute de Louis XIV avait été de ne pas ordonner une marche forcée sur les terres de Hollande dès le premier moment du conflit. Le roi pensait qu'il était possible d'éviter la guerre, et c'est pourquoi il avait renvoyé les quarante bataillons hollandais qui formaient la garnison des places fortes des Pays-Bas. Maîtres de ces places, si les Français avaient marché droit sur Amsterdam, ils auraient surpris la Hollande, et imposé les conditions de paix qu'eux-mêmes auraient dictées. Mais la cour de Versailles crut aux démonstrations amicales des États-Généraux; et durant cet intervalle Guillaume III ne quittait pas La Haye, pour préparer les éléments de la campagne nouvelle. Ce prince était malade; pour obtenir des délais favorables à son système militaire, Guillaume III montrait sans cesse ses infirmités, et disait à MM. de Tallard et d'Avaux, ambassadeurs de France à Londres et à La Haye (2): « Comment voulez-vous qu'en cet état je fasse la guerre? » Il envoyait consulter les médecins de Paris sur le dépérissement rapide de ses facultés intellectuelles et physiques, et pendant ce temps il préparait à La Haye ce grand traité d'alliance contre Louis XIV (3), stipulé entre l'Angleterre, la Hollande et l'Empire; il fut signé le 7 septembre 1701. Cet acte, tout à la fois manifeste et convention, rappelait

(1) *Louis XIV à Philippe V.* « Je persiste toujours dans la pensée que vous devez passer en Italie au printemps prochain. Je suis persuadé que l'idée seule de ce voyage vous fait plaisir. J'en ai soin, puisque vous le souhaitez, de régler dans le temps tout ce que je croirai nécessaire pour la décence et pour la commodité de Votre Majesté. Il conviendra peut-être de publier bientôt votre passage. La nouvelle en sera vraisemblablement bien reçue, et produira de bons effets en Italie. Je vous avertirai quand je croirai qu'il sera temps de déclarer votre résolution, qui vous fait honneur, et vous pourrez l'exécuter dans le mois de mars. Je erois vous faire plaisir en avançant le temps de deux mois. Vous aurez apparemment attendu plusieurs jours la reine à Barcelone. Je n'ai point encore de nouvelles qu'elle se soit embarquée sur vos galères. J'espère que vous serez content de Marsin; il a vu que je préférerais ses services auprès de vous à ceux qu'il me rendrait dans mes armées. La santé de la duchesse de Bourgogne est parfaitement rétablie. Je ne douterai jamais de votre bon naturel. Je suis très-sensible aux

sentimens que vous témoignez à l'égard de ceux que vous devez aimer. Les miens pour vous sont tels que vous les méritez, et je ne puis vous exprimer plus fortement ma tendresse et mon amitié, qui dureront toujours pour vous. Louis. »

(2) Dépêche de M. d'Avaux à M. de Torcy, 222. 1701.

(3) Ce traité secret est ainsi motivé: « Comme un état douteux et incertain en toutes choses est plus dangereux que la guerre même, et que la France et l'Espagne s'en prévalent pour s'offrir de plus en plus, afin d'opprimer la liberté de l'Europe et ruiner le commerce accoutumé; toutes ces raisons ont porté sa sacrée Majesté Impériale, sa sacrée Royale Majesté de la Grande-Bretagne, et les hauts et puissans seigneurs États-Généraux des Provinces-Unies, d'aller ou devant de tous les maux qui en proviendroient; et désirant d'y apporter remède selon leurs forces, ils ont jugé qu'il étoit nécessaire de faire entre eux une étroite alliance et confédération pour éloigner le grand et commun danger. »

l'histoire des négociations conduites par Louis XIV sur la succession d'Espagne, le dessein inflexible de réunir la monarchie espagnole à ses États. « Le roi de France ne voulait plus qu'une seule monarchie universelle, agrandie au détriment de l'Europe. » On s'obligeait, par ce traité, à faire donner à l'Empereur une satisfaction raisonnable pour tout ce qui touchait l'Espagne; on réunissait les efforts communs pour préparer la conquête immédiate des Pays-Bas espagnols et du Milanais (1); l'Angleterre et la Hollande se réservaient des colonies dans les Deux-Indes. Il est important d'étudier les clauses de ce traité secret, parce qu'elles sont devenues la base de toutes les coalitions qui plus tard se sont succédées contre la France. Les alliés décidaient un terme précis de deux mois pour imposer à Louis XIV les bases d'une transaction; si dans ce délai le roi de France ne voulait point consentir aux clauses indiquées par la coalition, toutes les puissances si-

(1) « Qu'il y ait dès à présent, et à l'avenir, une constante, perpétuelle et inviolable amitié entre sa sacrée Majesté de la Grande-Bretagne, et les seigneurs États-Généraux des Provinces-Unies, et qu'ils soient tenus réciproquement de procurer ce qui leur sera avantageux, et d'éloigner ce qui leur serait nuisible et dommageable.

« Sa sacrée Majesté Impériale, sa sacrée Royale Majesté de la Grande-Bretagne, et les seigneurs États-Généraux des Provinces-Unies, n'ayant rien tant à cœur que la paix et la tranquillité de toute l'Europe, ont jugé qu'il ne pouvoit rien y avoir de plus efficace pour l'obtenir, que de procurer à Sa Majesté Impériale une satisfaction juste et raisonnable touchant ses prétentions à la succession d'Espagne, et que le roi de la Grande-Bretagne et les seigneurs États-Généraux obtiennent une sûreté particulière et suffisante pour leurs royaumes, provinces, terres et pays de leur obéissance, et pour la navigation et le commerce de leurs sujets. »

(2) « Pour cet effet, les alliés mettront premièrement en usage tous les moyens possibles, et tout ce qui dépendra d'eux pour obtenir amiablement, et par une transaction ferme et solide, une satisfaction juste et raisonnable pour Sa Majesté Impériale, au sujet de ladite succession, et la sûreté dont il a été fait mention ci-dessus, pour Sa Majesté Britannique et pour les seigneurs États-Généraux des Provinces-Unies; et à cette fin, ils emploieront tous leurs soins et offices pendant deux mois, à compter du jour de l'échange des ratifications de ce présent traité.

« Mais si dans ce temps-là les alliés viennent à être frustrés de leur espérance et de leurs droits, tellement que l'on ne puisse pas transiger dans le terme

gnataires s'engageraient à la guerre (3). Les points sur lesquels s'entendaient les puissances coalisées étaient d'abord les forteresses des Pays-Bas, premier théâtre choisi par l'alliance; le milanais devait être saisi comme fief de l'Empire. On s'engageait également à occuper Naples, la Toscane, les îles de la mer Méditerranée, qui pouvaient être utiles pour le commerce et la navigation des alliés (3). L'Angleterre et les États-Généraux se réservaient le droit de conquête par la force des armes sur toutes les colonies, et la propriété et domination leur appartenait de plein droit, stipulation qui indique le but commercial et intéressé de l'alliance (4).

Les clauses habituelles des coalitions venaient ensuite pour fortifier ce traité et maintenir son exécution exacte : c'est ainsi qu'on arrêta que les résolutions isolées devaient être portées à un conseil commun. Aucun traité ne devait se faire sépa-

fixé, en ce cas ils promettent et s'engagent réciproquement à l'aider de toutes leurs forces, selon ce qui sera réglé par une convention particulière, pour obtenir la satisfaction et sûreté susdites.

(3) « Et afin de procurer cette satisfaction et cette sûreté, les alliés feront, entre autres choses, leurs plus grands efforts pour reprendre et conquérir les provinces du Pays-Bas espagnol, dans l'intention qu'elles servent de digue, rempart et de barrière pour séparer et éloigner la France des Provinces-Unies, comme par le passé, lesdites provinces du Pays-Bas espagnol ayant fait la sûreté des seigneurs États-Généraux, jusques à ce que depuis peu Sa Majesté Très-Chrétienne s'en est emparée, et les a fait occuper par ses troupes. Pareillement les alliés feront tous leurs efforts pour conquérir le duché de Milan avec toutes ses dépendances, comme étant un fief de l'Empire, servant pour la sûreté des provinces héréditaires de Sa Majesté Impériale, et pour conquérir les royaumes de Naples et de Sicile, et les îles de la mer Méditerranée avec les terres dépendantes de l'Espagne, le long de la côte de Toscane, qui peuvent servir à la même fin, et être utiles pour la navigation et le commerce des sujets de Sa Majesté Britannique et des Provinces-Unies. » On remarquera que dans ce traité les clauses commerciales sont répétées à plusieurs reprises; il est facile de voir que la Grande-Bretagne domine dans ces négociations. Elle y imprime son esprit.

(4) « Pourront, le roi de la Grande-Bretagne et les seigneurs États-Généraux, conquérir en force d'armes, selon qu'ils auront concerté entre eux pour l'utilité et la commodité de la navigation et du commerce de leurs sujets, les pays et les villes que les Espagnols ont dans les Indes; et tout ce qu'ils pourront y prendre sera pour eux et leur descendance. »

rément; il n'y aurait de négociation possible qu'au cas où pleine satisfaction serait donnée à chacune des parties contractantes. Puisse révélaient les véritables desseins de l'alliance : jamais on ne souffrirait que la France et l'Espagne fussent soumises à une même monarchie; on devait combattre à outrance le pavillon français, s'il se montrait aux grandes Indes espagnoles. Enfin, si la paix était conclue, les privilèges commerciaux les plus étendus seraient assurés à la Hollande et à l'Angleterre (1); ou conviendrait d'un règlement général pour la navigation.

L'esprit positif de la diplomatie anglaise se montrait dans la manifestation des intérêts commerciaux. Toutes les fois qu'elle s'est posée dans la lutte militaire, la Grande-Bretagne a renouvelé les privilèges de commerce et de navigation, qui

(1) « Que si les alliés se trouvent obligés à entrer en guerre pour obtenir ladite satisfaction à Sa Majesté Impériale, et ladite sûreté à Sa Majesté Britannique et aux seigneurs États-Généraux, ils se communiqueront fidèlement les avis et résolutions des conseils, qui se tireront pour toutes les entreprises de guerre ou expéditions militaires, et généralement tout ce qui concernera cette affaire commune.

« La guerre étant une fois commencée effectivement, aucun des alliés ne pourra traiter de paix qu'avec la participation et le conseil des autres parties. Et ladite paix ne pourra être conclue sans avoir obtenu pour Sa Majesté Impériale une satisfaction juste et raisonnable; et pour le roi de la Grande-Bretagne, et les seigneurs États-Généraux la sûreté particulière de leurs royaumes, provinces, terres et pays de leur abaissement, navigation et commerce; ni sans avoir pris auparavant de justes mesures pour empêcher que les royaumes de France et d'Espagne soient jamais unis sous un même Empire, ou qu'un seul et même roi en devienne le souverain; et spécialement que jamais les Français ne deviennent maîtres des Indes espagnoles, ou qu'ils y envoient des vaisseaux, pour y exercer le commerce directement ou indirectement, sans quelque prétexte que ce soit. Enfin ladite paix ne pourra être conclue sans avoir obtenu pour les sujets de Sa Majesté Britannique, et pour ceux des Provinces-Unies, une pleine et entière faculté, usage et jouissance de tous les mêmes privilèges, droits, immunités et liberté du commerce, tant par terre que par mer, en Espagne et sur la mer Méditerranée, dont ils étoient et jouissoient pendant la vie du feu roi d'Espagne, dans tous les pays qu'il possédoit, tant en Europe qu'ailleurs, et dont ils pouvaient de droit user et jouir en commun ou en particulier, par les traités, conventions et coutumes, ou de quelque autre manière que ce puisse être.

« Lorsque ladite transaction ou traité de paix se

font sa force. On stipulait enfin pour la grande question religieuse; il ne fallait pas heurter les catholiques, ni blesser les protestants; une simple clause provisoire suspendait la question jusqu'à la paix. Si le roi de France commençait la guerre contre l'une des puissances engagées, toutes aussitôt prendraient fait et cause, et paraîtraient sur le champ de bataille. L'alliance défensive et secrète devait survivre même à une transaction si elle était imposée au roi de France; on invitait les princes et les États à adhérer à ce traité solennel conclu pour la liberté et l'équilibre de l'Europe (2). Les principaux signataires de la convention étoient le duc de Marlborough pour l'Angleterre, le comte Mitrouwitz pour l'Autriche et M. Heinsius pour la Hollande (3).

Ce traité, si remarquablement rédigé, doit être

fera, les alliés envieront entre eux de tout ce qui sera nécessaire pour établir le commerce et la navigation des sujets de Sa Majesté Britannique, et des seigneurs États-Généraux dans les pays et lieux que l'on doit acquérir, et que le feu roi d'Espagne possédoit. Ils conviendront pareillement des moyens préférés à mettre en sûreté les seigneurs États-Généraux par la barrière sus-mentionnée.

(2) « Et d'autant qu'il pourroit naître quelque controverse au sujet de la religion, dans les lieux que les alliés espèrent conquérir, ils conviendront entre eux de son exercice au temps de la paix.

« Les alliés seront obligés de s'entraider et secourir de toutes leurs forces, au cas que le roi de France, ou quelque autre que ce soit, viendrait à attaquer l'un d'entre eux à cause du présent traité.

« Soit que l'on puisse maintenant transiger sur ladite satisfaction et sûreté, ou soit que la paix se fasse après que l'on aura entrepris une guerre nécessaire, il y aura et demeurera toujours entre les parties contractantes une alliance défensive pour la garantie de ladite transaction ou de ladite paix.

« Tous les rois, princes et États qui ont la paix à cœur, et qui vaudront entrer dans la présente alliance, y seront admis. Et parce qu'il est particulièrement de l'intérêt du Saint-Empire romain, entre autres choses, de recouvrer les fiefs de l'Empire, on invitera spécialement ledit Empire d'entrer dans la présente alliance. Outre quoi, tous les alliés ensemble, et chacun d'eux en particulier, pourront y inviter ceux qu'ils verront bon être.

(3) En foi de quoi, nous plénipotentiaires sus-nommés, avons signé le présent traité de nos mains, et l'avons muni de nos sceaux et cartels. A La Haye, le 7^e du mois de septembre de l'an 1701.

« Étoit signé en chacun des instruments séparés, savoir : de la part de Sa Majesté Impériale, Pierre,

comparé dans l'histoire à toutes les transactions subséquentes qui eurent un même objet de coalition, soit contre la république française, soit contre Napoléon. En diplomatie, tout se lie; quand un principe a été jeté dans un traité, il se renouvelle; les noms changent seulement, les situations se modifient, mais les nécessités restent dans leur condition éternelle. Louis XIV prenait l'attitude d'une puissance envahissante; il soulevait l'Europe contre lui. Cela devait être. Au fond, la convention de La Haye était un second traité de partage, et pour assurer la durée de ce traité, on déclarait hautement qu'aucune des parties contractantes ne pourrait négocier séparément l'une de l'autre, stipulation qui rendait formidable la coalition. La paix devenait bien difficile; on rentrait dans les conditions du partage; seulement on dirigeait contre la France les articles qui, à la primitive époque, avaient été arrêtés contre l'Empire.

Ce traité était connu de la cour de France à peu près à l'époque de la mort de Jacques II, et c'est ce qui avait déterminé la reconnaissance immédiate du prince de Galles pour roi d'Angleterre; il n'y avait plus rien à ménager avec ce Guillaume III, qui signalait une coalition contre la monarchie. La dépêche qui annonça la scène touchante de Saint-Germain et la reconnaissance de Jacques III arriva à La Haye, un soir que Guillaume III était à souper; il se frappa le front de ses mains, et un tremblement convulsif de colère le saisit; il jura de se venger de Louis XIV, et les préparatifs se multiplièrent sur toute la ligne des Pays-Bas. En même temps le Parlement rassemblé adopta avec enthousiasme toutes les mesures de guerre. Les whigs dominaient les communes; ils accordèrent des subsides, un nombre très-considérable de matelots et de soldats. Enfin un bill de colère déclara le fils de Jacques II, se disant roi d'Angleterre, coupable du crime de lèse-majesté; on le livra à toute la vindicte de la justice comme traître à la patrie.

comte de Gœs, et Jean Wenteslaus, comte de Wratislau et Mitrowitz. De la part de Sa Majesté le roi de la Grande-Bretagne, Marlborough. »

(1) Parlement, annales, ann. 1701. « Qu'elle le mettoit en état de contraindre le roi de France à faire raison à l'Empereur sur ses droits; de réduire la puissance de Louis XIV dans de justes bornes, et de maintenir l'équilibre de l'Europe; que les seigneurs de cette chambre étoient résolus de faire tous leurs efforts pour leur propre sûreté, et pour le maintien de leurs alliés. » Les communes ne témoignèrent pas moins de zèle, car ayant accordé au roi sans différer une levée de quarante mille hommes pour servir sur

Il n'y a rien en général de plus violent que les hommes ou les pouvoirs compromis; ils proscrirent tous ceux qu'ils craignent; ils traitent en rebelle tout ce qui menace leur sécurité. Ce bill devint le droit public de l'Angleterre contre les prétendants à la couronne; un acte antérieur avait réglé la succession royale dans la ligne protestante, et marqué ainsi l'invariable barrière qui séparait l'Angleterre des Stuarts catholiques. Tous ces bills furent rédigés sous l'influence des whigs; le premier effet d'une tentative de restauration avortée est de soulever dans le parti contraire des actes de violence et de réaction, sorte de défense naturelle du fait qui veut se maintenir contre le droit qui proteste.

Les whigs dominèrent les derniers jours du règne de Guillaume III. Ce prince mourut au milieu des préparatifs de la guerre qu'il avait poursuivis avec tant de ténacité: il était depuis long-temps malade; une chute de cheval acheva cette vie exposée dans vingt batailles offertes avec sang-froid aux partis ardents et aux ressentiments des opinions vaincues. Caractère tout de fer, Guillaume avait cette froideur de la race allemande, retrempee encore dans le sang hollandais. Rien n'avait détourné cette tête persévérante de son plan invariable: il avait baine de Louis XIV; il prépara contre lui deux grandes coalitions qui menacèrent les destinées de la France; Guillaume III mourut sans remords et sans plaintes. Il y a de ces esprits qui se donnent une tâche et y marchent haut sans se détourner; ils se font une conscience, un droit, un devoir à eux; ce que tout le monde croit injuste, ils se l'expliquent et se le justifient. Guillaume III avait la couronne d'Angleterre sur son chef, couronne pesante qui plissait son front; mais qu'importe, quand un plan réussit, qu'il vons en coûte des larmes, des fatigues et du sang? Le succès satisfait, il vous dédommage pour le présent et l'histoire; il est ainsi certaines têtes fermes, inflexibles,

terre, avec les subsides nécessaires pour leur entretien, elles le supplièrent de faire insérer un article dans le traité d'alliance de Sa Majesté avec les autres puissances, portant qu'on ne ferait point de paix avec la France, que ce monarque et la nation n'eussent reçu une satisfaction formelle de la grande indignité qui leur avait été faite par le roi de France, en reconnaissant et déclarant le prince de Galles roi d'Angleterre; elles passèrent un bill d'atteinte ou de haute trahison contre ce prince et la reine douairière, auquel les seigneurs donnèrent leur consentement. (Annal. parlém. ann. 1701.)

qui vont à leur dessein jusqu'à la mort qu'elles acceptent avec résignation, quand leur mission est achevée; ces hommes n'ont point de repentir, parce que le droit qu'ils se créent se fonde sur le martyre de toute leur vie pour le triomphe d'une pensée (1).

D'après la loi de succession, le sceptre d'Angleterre devait se reposer aux mains d'Anne, princesse de Danemarck, la seconde fille de Jacques II; elle n'avait cessé d'être en rapport avec la cour de Saint-Germain, et l'on espérait encore qu'elle rendrait la couronne à son frère Jacques III, salué roi d'Angleterre par la France; mais en politique, les rois pas plus que les pouvoirs publics ne sont maîtres des situations. Il est des événements plus forts que les hommes: quand un parti vous pousse, il ne vous permet pas de respirer, même avec votre conscience. Les offres de la princesse Anne pouvaient être très-réelles, très-sincères, mais devenue reine par les lois d'une opinion, elle ne put les exécuter, elle dut subir ses exigences. Le parti whig s'empara des affaires avec la résolution forte et puissante d'une guerre contre la France et le catholicisme. Dès lors le duc de Marlborough devint le chef dominant; il dirigea le ministère de la reine Anne: c'est moins dans un sentiment d'amour qu'il faut chercher la fortune du duc de Marlborough que dans cette condition éternelle des partis qui élèvent leurs chefs et les imposent au pouvoir (2).

La conduite de la guerre fut également confiée à ce duc de Marlborough; il devait prendre le commandement des armées alliées en Flandre, et diriger les trois corps réunis d'Anglais, de Hollandais et d'Allemands. Marlborough trouvait en face de lui le maréchal Boufflers, car le duc de Bourgogne n'avait que la conduite nominale de l'armée; le quartier-général des Anglais fut établi sur la ligne de la Meuse, et l'armée coalisée prit immédiatement l'offensive. Marlborough se déploya avec toute la prévoyance et la lenteur de la tactique anglaise, depuis Venloo jusqu'à La Haye. En face d'une si haute capacité militaire, Boufflers se mit sur tous les points en retraite pour se concentrer sous les

grandes places de Flandre, s'appuyant ainsi sur une ligne formidable de défense. Il n'y avait rien de décisif dans le mouvement des armées au nord; les Français se groupaient autour de leurs fortes places, où des garnisons nombreuses allaient les soutenir.

Que se passait-il au centre de la ligne occupée par l'armée d'Allemagne qui devait arrêter les Impériaux dans leurs opérations sur le Rhin? Le commandement suprême de cette armée fut confié au prudent maréchal de Catinat qu'on avait retiré d'Italie; c'était beaucoup trop pour sa capacité limitée. Catinat n'était remarquable que par son système de résistance et de stratégie régulière dans la retraite; mais heureusement on lui avait adjoint Villars, tout de feu et de hardiesse à ses quarante-neuf ans. Jamais carrière militaire n'avait été plus active et mieux remplie que celle du maréchal de Villars: il appartenait à cette race de négociateurs qui s'était illustrée depuis la Ligue du seizième siècle; à dix-sept ans, il était sorti de son castel pour entrer, comme tant de petits héros, dans les cheval-légers de la garde, et, aux premières campagnes de Hollande, il s'était tant distingué que le roi dit en présence de toute sa cour: «Vraiment, on ne peut tirer un coup de fusil que ce petit garçon ne sorte de dessous terre pour s'y trouver.» Villars s'était élevé à tous les grades par son indomptable vaillance et ce coup d'œil prompt et bardi qui saisissait le danger d'une position et les fantes de l'ennemi; il n'était point aimé de la famille de Louvois: Barbezieux avait hérité de toute la répugnance de son père; mais Villars avait triomphé de l'envie; il était alors lieutenant général; bien fait de corps, d'une magnifique prestance, âgé déjà de quarante-neuf ans, on citait de lui des anecdotes d'amour qui avaient un peu irrité Louis XIV contre Villars; mais le danger du pays faisait oublier les vieux griefs dans une cour autrefois elle-même dissipée. Villars dut commander trente bataillons de bonne infanterie et soixante escadrons choisis, car le but de l'expédition était décisif. On devait se porter au cœur de l'Allemagne (3).

(1) La mort de Guillaume III arriva le 10 mars 1702. Louis XIV ne prit pas le deuil.

(2) Déjà le Noël et la chanson s'emparaient de la princesse Anne. Voici ce qu'on récitait aux halles de Paris:

Vous qui n'avez ni foi ni loi,
Rebelles d'Angleterre,
En renonçant à votre roi

Vous aurez belle guerre!
Et votre maîtresse Nanon,
La faridondaine, la faridondon,
Et Georges Dandin, son mari, biribi.
A la façon de Barbari, mon ami.

(3) Le hargneux Saint-Simon ne pardonne pas à la gloire de Villars et de Vendôme; ce sont ses deux antipathies; il les poursuit de ses mauvais sarcasmes;

Il s'agissait de prêter un appui immédiat à l'électeur de Bavière qui s'était prononcé pour la France, l'Autriche menaçait Ulm. Villars devait battre les Impériaux et opérer sa jonction avec l'électeur à Augsburg, manœuvre qu'un siècle plus tard Napoléon opéra dans la campagne couronnée par Austerlitz. Villars partit d'Humingue, refoulant devant lui les corps autrichiens; il longea le Rhin, prêtant sa gauche à Catinat, qui lui même était soutenu par le maréchal de Tallard, lequel opérait de concert avec l'électeur de Cologne. Les Bavaois mareaient en tête, et formaient l'avant-garde. Le projet hardi de Villars était de se porter droit sur Vienne; mais Catinat s'y opposa: ce plan de campagne sortait en effet des habitudes prudentes du maréchal; Villars ne put le faire prévaloir dans le conseil, et là fut la fante de la campagne. Si Catinat avait marché droit sur Vienne et Boufflers sur Amsterdam avant l'arrivée de Marlborough sur le continent, la coalition eût été dissoute.

Ainsi, pour bien résumer les diverses opérations militaires, on peut dire qu'en Italie Vendôme, opposé au prince Eugène, développait sa science hardie et arrêtait le mouvement offensif; le Milanais était préservé, l'armée française gardait la ligne du Pô. Au nord, dans les Flandres, la présence de Marlborough avait imprimé une haute et puissante direction à l'armée coalisée; les Français étaient en pleine retraite sur les forteresses de Flandre. Au centre, en Allemagne, la France, de concert avec son alliée la Bavière, avait pris complètement l'offensive; la tête des colonnes allait jusqu'à Ulm; on menaçait Vienne avec des forces considérables. De telles positions militaires n'étaient tenables ni pour les alliés ni pour la France: la marche des Français en Allemagne ne pouvait se justifier que par une hardiesse rapide, une pointe heureuse sur l'Autriche, car si Marlborough, poussant devant lui la ligne de Boufflers, franchissait la frontière, que devenait la campagne d'Allemagne? Vendôme, avancé jusqu'au Milanais, était-il bien sûr de ses derrières? En cas d'échec, quel corps d'armée pourrait le soutenir? était-il en suffisante communication, par le Tyrol, avec les Bavaois? Il y avait entre eux plusieurs corps d'armée autrichiens, et c'est ce qui faisait la faiblesse de la position: au premier échec, la ligne tout entière était compromise. En stratégie, il faut resserrer le cercle quand tous les points ne peuvent être également soutenus. Supposez un succès à

que ne passaient-ils leur temps à disputer des généralités ou à régler les privilèges des ducs et pairs? Saint-

Marlborough dans la Flandre, que devenait le corps du comte de Tallard s'étendant jusqu'à Aix-la-Chapelle? et Villars lui-même n'était-il pas aventuré avec les Bavaois jusqu'à Ulm, lorsqu'il fut rappelé pour les guerres des Cévennes? C'est précisément cette extension démesurée de sa ligne militaire qui compromit trop souvent les plans de campagne de Napoléon. Les points hardis produisent de grands résultats; mais elles exposent une armée à être brisée corps par corps, et la faute capitale en stratégie, c'est de permettre à l'ennemi de se précipiter dans les intervalles vides.

CHAPITRE LX.

LE GOUVERNEMENT. — LA SOCIÉTÉ.

Le conseil. — Barbezieux. — Sa mort. — Chamillard. — Torcy. — Beauvilliers. — Le chancelier. — Cabinet du roi. — Domesticité. — Guerre. — Finances. — Marine. — Esprit public. — Opposition, édités et pamphlets.

1701 — 1702.

Le roi avait concentré tout le pouvoir en sa personne; il n'y avait plus, depuis Louvois, de ministres à caractère fier et décidé; aucun ne pouvait lutter contre les pensées de Louis XIV, ni imprimer ses propres plans à la politique du cabinet. Le roi avait des conseillers qu'il consultait sur toutes les questions de politique ou d'administration intérieure; mais les projets étaient siens; il les concertait avec M^{me} de Maintenon, et les ministres n'étaient plus que les agens chargés de réaliser les idées qu'on avait conçues. Le conseil du roi était alors une réunion de commis habiles, spécialement appelés à trouver des ressources et à mettre en exécution la pensée de Louis XIV: le seul des ministres qui gardât une sorte de personnalité était le marquis de Barbezieux, le fils et le successeur de Louvois.

Il y avait, dans cette race des Louvois, trois générations d'hommes fermes et distingués: le chancelier Letellier d'abord, l'esprit teuaee, supérieur, qui avait fortement ramené l'unité mo-

Simon a horreur de tout ce qui est un peu haut; il n'aime que les caractères médiocres et tracassiers.

narchique, et préparé les vastes codes qui font l'honneur judiciaire du règne de Louis XIV; Louvois, son fils, cette haute intelligence organisatrice des grandes guerres sous Louis XIV. Barbezieux avait hérité des qualités de son père: peu d'hommes possédaient une si grande facilité de travail; il concevait avec promptitude, il exécutait avec courage; mais son esprit, tout étroit pour ainsi dire sous la volonté de Louis XIV et de M^{me} de Maintenon, n'était pas à l'aise: ses formes, essentiellement polies et obéissantes, cachaient néanmoins une pensée hardie, pleine de force et d'avenir. Barbezieux eût été un ministre à la taille de Louvois son père et du cardinal de Richelieu; Louis XIV l'avait bien deviné, et voilà pourquoi il le craignait et ne l'aimait pas. Barbezieux, à son tour, se faisait aussi petit qu'il le pouvait pour dissimuler cette ampleur de vie et de forces; il se livrait à la dissipation ardente (1). Quand une capacité un peu forte, un peu haute, ne trouve pas sa place dans une société, elle cherche à s'oublier elle-même dans le tourbillon des plaisirs; elle s'épuise, se meurtrit tant qu'elle peut; elle court à la débauche par tristesse, elle s'abreuve d'ivresse par désenchantement, et, fatalité épuisante, tout ce qu'elle touche est amer, tout ce qu'elle veut embrasser s'échappe comme une ombre de mort: souvent on cherche l'orgie forcée de douleurs. Tel fut Barbezieux dans sa vie si courte; il mourut à trente-trois ans (2). Il avait éprouvé toute l'impuissance de sa volonté auprès de Louis XIV; il avait vu la faveur de Chamillard, et il se résignait à l'obéissance absolue: pour échapper à cette contrainte qui brise les âmes fortes, il allait, dans sa petite maison de l'Étang, passer les jours et les nuits à table au milieu de courtisanes gracieuses. La mort vint l'y saisir, car rien ne tue comme cette vie mêlée de douleurs et de dissipations, ces quelques roses jetées sur les plaies. Barbezieux occupait le poste de secrétaire d'État de la guerre. Louis XIV montra peu de tristesse de la mort du jeune ministre; la race des Louvois lui pesait: il avait deviné la grandeur et l'ambition de Barbezieux. Selon l'usage, le chancelier mit immédiatement le sceau sur les papiers du secrétaire d'État (3), coutume que depuis on a étendue à tous les fonctionnaires civils ou politiques.

(1) « Je sais ce que je dois à la mémoire de M. de Louvois; mais si votre neveu ne change de conduite, je serai forcé de prendre un parti; j'en serai fâché, mais il en faudra prendre un. Il a des talents, mais il n'en fait pas un bon usage. Il donne trop souvent à souper aux princes, au lieu de travailler; il néglige les af-

Il y eut débat de cour sur le successeur de Barbezieux: les gentilshommes s'inquiétaient qui remplacerait le grand dispensateur des grades dans le noble métier des armes. Louis XIV fit bientôt cesser ces incertitudes en déclarant à son conseil que Chamillard aurait le portefeuille de la guerre et le réunirait à celui de contrôleur général des finances. C'était un poids immense pour un seul homme; mais Louis XIV avait senti plus d'une fois l'inconvénient de séparer la guerre des finances: la lutte de Colbert et de Louvois avait souvent empêché ses desseins de conquêtes et la réalisation de ses plans. Le contrôleur général était le censeur naturel des projets de guerre et des dépenses de la monarchie: aux temps de crise, il pouvait être essentiel surtout de placer l'action financière et militaire dans les mêmes mains; il fallait de l'unité dans les pensées et dans les moyens d'exécution. Le choix de Chamillard s'expliquait par la faveur qui s'attachait alors à tout ministre obéissant (4). Chamillard était un homme poli, distingué, un esprit probe et honorable, mais essentiellement passif; il n'avait pas de système et de volonté à lui. Les rois qui ont goûté d'agir par eux-mêmes, aiment ces caractères qui exécutent sans s'abaisser; ils veulent commander à des intelligences qui s'associent à leurs desseins sans s'avilir. Chamillard avait toute la faveur de Louis XIV, et M^{me} de Maintenon ne cessait d'élever sa sagacité, sa modestie, son dévouement absolu, sa probité si éclatante. Le roi se complaisait à voir sous sa main les finances et la guerre sans division: son système consistait à centraliser sans cesse, afin de donner une direction plus forte, plus suivie à sa politique.

Torcy tenait toujours sa haute place dans le conseil des dépêches: le roi se réservait la direction première; les rapports de la monarchie avec l'Europe formaient l'objet de sa vive sollicitude. La nationalité française était la pensée absorbante du roi; il aimait M. de Torcy par les mêmes motifs qui lui faisaient tant chérir M. de Chamillard. M. de Torcy était le type du bon goût, de l'exquise compagnie; il connaissait parfaitement l'Europe, sans avoir sur cette Europe un système séparé de celui du roi: toutes ses lumières, il les donnait à son souverain sans arrière-pensée,

suivre pour ses plaisirs. » (Lettre autographe de Louis XIV à l'archevêque de Reims.)

(2) Il était né en 1668.

(3) *Journal de Dangeon*, ann. 1701. Barbezieux ne laisse pas d'enfant. Sa femme était de la maison Crusol d'Uzés.

(4) Chamillard avait alors cinquante ans.

sans en conserver même de l'amour-propre ; il ne se glorifiait que du titre de serviteur de la couronne ; il cherchait à comprendre la royale pensée pour l'imprimer avec noblesse dans les dépêches adressées à l'étranger. Avec une telle résignation, il était impossible de ne pas conquérir une haute place dans le conseil. Les dépêches de M. de Torcy sont des modèles de science et de tenue diplomatiques (1).

M. de Beauvilliers, admis au conseil depuis quelques années, y avait pris un certain rôle d'opposition hardie, mais souvent embarrassante. M. de Beauvilliers appartenait à la coterie de Fénelon ; cette coterie n'était pas la cabale même, mais souvent elle devenait aussi dangereuse pour une autorité qui avait besoin d'être aussi énergique en face de la coalition. Avec ses opinions de tolérance et de concession, Beauvilliers aurait mis des entraves à tout : sa grande douceur, son amour ineffable de la paix, le jetaient dans un décousu d'opinion qui n'aurait permis rien de fort ni de grand dans l'administration d'un État. M. de Beauvilliers était un de ces hommes qu'il faut écarter dans un cabinet, sans s'astreindre à suivre leurs avis ; malheur au pays quand ils s'emparent des affaires, parce qu'ils leur impriment un caractère de faiblesse et d'inconséquence qui ne permet rien de tenace et d'un puissant avenir dans le gouvernement (2) !

Le chancelier, M. de Pontchartrain, avait des opinions plus fermes, plus soutenues ; il appartenait à l'ancienne école de Letellier et de Louvois ; il se ralliait aux idées nettes et politiques ; chargé d'appliquer les édits, il en suivait l'exécution avec netteté ; il n'était point l'ennemi des huguenots, et pourtant il les poursuivait à outrance, parce que, dans son sentiment intime, la révocation de l'édit de Nantes avait ramené l'unité monarchique et l'obéissance des sujets. Ainsi, pour la question du testament de Carlos II, M. de Pontchartrain avait hautement voté pour l'acceptation, et il motivait son avis non seulement sur le droit de succession naturelle que le chancelier devait défendre, mais encore sur la nécessité politique d'assurer un fort et grand système d'unité française. L'opinion de Chamillard était en parfaite harmonie avec les sentimens personnels du roi ; M. de Pontchartrain

connaissait toute sa faveur ; il opinait constamment avec le ministre favori de Louis XIV et de M^{me} de Maintenon.

Indépendamment du conseil des secrétaires d'État, tous à titre avec portefeuilles, le roi Louis XIV avait aussi des secrétaires particuliers intimes, qui tenaient ce qu'on appelle la main du Roi ; ces secrétaires étaient au nombre de quatre, sous la direction du premier secrétaire qui se nommait Rose. Par ce cabinet passaient les dépêches importantes et secrètes ; on ne les communiquait pas au conseil. Le premier secrétaire devait apprendre l'écriture du roi, de telle sorte qu'il pût la contrefaire à son gré, afin d'éviter au monarque la peine d'écrire de sa main dans les correspondances de souverain à souverain ; ce qui fait qu'on prend souvent pour l'écriture du roi les contrefaçons de Rose (3). Ce cabinet absorbait les secrétaires d'État : le plus profond secret était commandé. Comme il arrive toujours, les grandes affaires se traitaient par le secrétaire intime ; on l'avait vu pour la question du testament de Carlos II : les affaires ordinaires seulement étaient délaissées à chaque département ministériel.

À côté de l'action spéciale du cabinet, se trouvait encore la domesticité de Louis XIV, puissance influente, quoique indirecte et cachée ; elle est de tous les instans ; elle entoure, elle enlace, parce qu'elle vous prend dans ce que l'homme a de faible : rien ne donne plus de pouvoir et de familiarité que cette vie de tous les jours, qui vous saisit au chevet du lit et vous suit dans les infirmités de notre existence ; sorte de révélation de l'égalité profonde que Dieu a placée dans la nature de l'homme. La famille des Bontemps était attachée à la domesticité de Louis XIV depuis un demi-siècle : c'était par Bontemps que se donnaient les audiences secrètes, les entrevues intimes. Quel rôle pénible et actif n'avait pas joué Bontemps dans les beaux jours de M^{le} de La Vallière alors qu'il attendait la gracieuse maîtresse du roi sous la grande ombree ! Si Bontemps avait favorisé les amours, il servait aujourd'hui les infirmités ; ses attentions étaient infinies : le roi n'éprouvait pas une souffrance qu'il n'appelât Bontemps à son aide. Le valet n'avait pas un esprit très-saillant, mais une raison droite et

(1) J'ai beaucoup étudié cette belle correspondance de M. de Torcy ; un grand nombre de dépêches ont été publiées ; j'en ai quelques-unes en original. Les archives des affaires étrangères sont riches de ces documents.

(2) M. de Beauvilliers était né le 24 octobre 1648 ; il avait donc alors cinquante-quatre ans.

(3) C'est une observation pour ceux qui recherchent des autographes de Louis XIV. Il en existe très-peu de la main même du roi. Rose a écrit la plupart des lettres.

féconde; il était d'une discrétion extrême et d'un esprit serviable dont toute la cour se louait (1). C'est par Bontemps que passait un grand nombre d'affaires d'intérieur à Versailles : Bontemps avait su le mariage du roi avec M^{me} de Maintenon; il avait présidé aux apprêts de cet acte mystérieux de la vie de Louis XIV. Comme la cour savait le crédit des Bontemps, on les entourait de père en fils pour obtenir une audience secrète ou solliciter du roi une de ces faveurs particulières que le prince donnait privément. Bontemps s'entremêlait pour faire cesser une disgrâce, et plus d'une fois il prêta son bon secours à quelques uns des hauts seigneurs de la cour de Louis XIV.

Dans le mouvement d'invasion que l'ennemi préparait, la grande préoccupation du roi dut être la guerre. On a vu par quels efforts inouis l'armée avait été reconstituée : l'esprit militaire de la noblesse accueillait les batailles avec enthousiasme; la milice s'était recrutée de nombreuses troupes; Chamillard, le fidèle exécuteur de la pensée du roi, redoublait d'efforts. On avait d'abord augmenté les régiments étrangers : il y avait dans l'armée de France plus de dix mille Suisses capitalisés; les cinq légions irlandaises catholiques formaient un corps de treize mille hommes. On comptait également deux régiments écossais, huit bataillons allemands; enfin, et pour la maraude, on donna commission de lever six escadrons de *banditti*, sortes de *condottieri* du moyen âge qui prirent le nom de *hussards*, arme toute nouvelle et empruntée à l'Allemagne (2).

Le recrutement régulier se faisait par enrôlement volontaire parmi les paysans et cette jeunesse désordonnée qui agite les cités. Dans les cabarets de Vaugirard ou au quai de la Ferraille, on recrutait, pour le compte des capitaines, les soldats du Paris, ou de Lorraine et de Champagne. Chaque province avait son régiment comme sa nationalité : ses gentilshommes servaient d'officiers, comme ses magistrats rendaient la justice; si le paysan devait son temps de service, le noble devait son épée, sa fortune, sa vie, comme jadis les vieux barons féodaux. Les gentilshommes étaient parcimonieusement récompensés; ils avaient, après vingt-cinq ans de service, la croix de Saint-Louis et une retraite de cent pistoles (1000 livres).

La milice avait été mise sur pied par un ordre du

roi, car l'ennemi menaçait les côtes, et il fallait bien que chaque province se défendit elle-même. La milice était comme une transformation de l'arrière-ban féodal; institution toute locale, elle ne s'étendait pas au-delà de la sénéchaussée ou du bailliage; tout Français était sujet à la milice, il s'exerçait au tir et aux manœuvres sous de vieux officiers. L'esprit militaire manquait rarement à la France, et un pays qui s'était si long-temps déchiré par la guerre civile avait une surabondance de vie et de vigueur qui menaçait de déborder sur l'étranger. L'histoire doit remarquer que les grandes conquêtes viennent toujours après les divisions intestines, parce que celles-ci retrempent les caractères, et donnent une certaine énergie à toutes les personnalités.

La marine avait pris un développement moins actif; la bataille de La Hogue avait porté un coup mortel aux ressources de la France; les magnifiques escadres étaient dispersées; on n'avait pu réunir plus de trente vaisseaux de haut bord sous le commandement de Château-Renard, qui voguait alors dans l'Océan. Les armées de terre se forment en France comme d'elles-mêmes, parce que le sol les enfante pour ainsi dire; mais la marine se compose de tant d'éléments divers qu'un échec est difficile à réparer. Après La Hogue, un système de petites escadres prévalut : on jetait cinq ou six vaisseaux dans les grandes mers, à la poursuite du commerce de la Hollande et de l'Angleterre. C'est à cette course sur de très-larges bases qu'excellaient Jean Bart, Duguay-Trouin, chefs d'escadres aventureux et intrépides. On n'attaquait point ces flottes immenses sorties de la Tamise ou du Texel; on les évitait, au contraire, pour se précipiter ensuite sur les convois de marchands venant des mers lointaines, alors sillonnées par ces navires pavoisés de belles flammes pendantes aux mâts d'arrière. Toutefois la marine avait rassemblé une flotte assez considérable au port de Toulon; le commandement en était destiné au comte de Toulouse, grand amiral de France; elle devait rallier quelques galères de la flotte d'Espagne, et porter secours pour toutes les opérations de Philippe V dans l'Italie et la Méditerranée.

De si notables efforts militaires nécessitaient de puissantes ressources financières; il se trouva

(1) M. de Saint-Simon, qui connaît toutes les parties intrigantes et petites de la cour de Louis XIV, donne de très-minutieux détails sur les fonctions de Bontemps. M. de Saint-Simon avait eu souvent besoin du

crédit du premier valet de chambre; il réserve ses critiques pour Villars et Vendôme.

(2) *Mercur de France*, ann. 1702.

que depuis la paix de Riswick l'argent se voyait avec tant d'abondance, que tous les financiers en étaient surpris. Lors de l'édit de la refonte des monnaies, les registres constatent qu'il passa, en l'espace d'un an, plus de 200 millions en louis d'or ou écus dans le seul balancier de la monnaie (1). La sérénité s'était partout accrue; il y a des époques ainsi faites, tout court à la confiance; tandis qu'à d'autres époques encore tout est méfiances et difficultés. Jamais les capitaux n'avaient été plus facilement offerts et trouvés. L'intérêt était descendu à 4 pour 100, circonstance extraordinaire dans ce siècle où l'argent était à un si haut prix. Il n'est pas douteux que cette facilité dans les relations commerciales et financières n'ait contribué aux décisions du roi par rapport à l'acceptation du testament de Carlos II et à la guerre de succession. Les impôts ne s'étaient accrus que de la capitation de guerre, et les dons gratuits des corporations avaient été larges et abondants; la seule province du Languedoc avait voté 5 millions de livres, que les États supplièrent le roi d'accepter, indépendamment de l'entretien des milices et des sacrifices particuliers que la guerre des Cévennes allait imposer au Languedoc (2).

Chamillard continuait à diriger les finances; mais il avait avec lui, comme directeur de ses bureaux, un homme à expédients pour les circonstances difficiles: c'était Desmarests, neveu de Colbert, détesté par Louis XIV (3), car on accusait Desmarests de concussions et de pilleries, délit que le roi ne pardonnait pas dans ses ministres. Le talent de Desmarests consistait surtout dans la juste application des ressources aux besoins; il avait rétabli la confiance par le paiement exact de tous les services, et dès lors l'argent abonda. On ne connaissait point les vrais éléments du crédit et les immenses secours qu'il prête; tout emprunt avait sa spécialité; on donnait des gages à chaque inscription; on affectait une branche de revenu à chaque emprunt d'argent. Quelles que fussent les répugnances du roi pour Desmarests, il lui permit de travailler avec lui, et l'esprit habile du financier prit bientôt la supériorité qui appartenait à son talent actif et fertile en expédients. Desmarests peut être considéré comme le premier auteur du système de crédit que Law développa depuis dans des proportions trop étendues pour son époque.

L'opinion publique appuyait la guerre que Louis XIV commençait contre l'Europe; l'avènement de Philippe V au trône d'Espagne avait flatté la noblesse et la bourgeoisie. Il y avait un sentiment d'orgueil national, une fierté de peuple, comme il arrive toujours en France à l'origine d'une guerre, quand le découragement n'est pas venu encore; on soutenait la résolution du roi, Paris et la province se préparaient gaiement aux batailles. Rieu ne pouvait se comparer à l'enthousiasme des gentilshommes; l'armée leur offrait de la gloire et des distractions belliqueuses. On avait eu jusqu'alors du succès; la guerre ne se poursuivait pas sur le territoire de France, mais au dehors; le pays n'en supportait pas le désordre, la pesante occupation, et cette tristesse qui suit l'invasion par l'étranger. Aux halles, aux marchés, dans les parloirs de bourgeoisie, on relisait les beaux récits du *Mercur de France*, et quand on apprenait qu'une armée du roi avait passé le Danube ou qu'elle avait pris une belle forteresse sur le Rhin ou sur l'Yssel, les bons bourgeois applaudissaient entre eux, et narraient les uns aux autres quels étaient les vaillants noms des gentilshommes morts aux batailles de Bavière ou de Hollande. Le peuple en France s'identifie tellement avec la gloire, qu'il ne calcule jamais les sacrifices quand la victoire couronne ses drapeaux.

Toutefois la sourde et frondeuse opposition se faisait encore entendre: indépendamment des écrits bardis et factieux des huguenots, rédigés aux écoles de Genève et d'Allemagne, il s'était formé à Paris et dans les provinces un parti timidement opposant, mais qui n'agissait pas moins contre les intentions du roi; ce parti avait pris pour symbole la paix, mot si doux, si flatteur lorsqu'il est murmuré à l'oreille du peuple. Beauvilliers, Fénelon en étaient l'âme; s'ils n'osaient s'opposer ouvertement aux décisions de Louis XIV, ils en affaiblissaient tant qu'ils pouvaient les moyens d'activité et de force; ils publiaient des livres de morale, des écrits pleins d'onction où les désastres de la guerre et les malheurs de l'ambition des princes étaient dénoncés aux contemporains et à la postérité. L'école de Télémaque était bien dangereuse; aux époques de crise, en effet, ce ne sont pas les partis franchement hostiles qui sont les plus redoutables, mais ces opinions mollement amies qui

(1) Le *Journal de Dangeau* même en fait mention, ann. 1702.

(2) *Registre des États*, ann. 1702.

(3) Nicolas Desmarests avait été fait maître des re-

T. I.

quêtes, puis intendant des finances. Il remplaça Rouillé Ducoudray dans l'une des deux places de directeur des finances en 1702.

vous affaiblissent en vous conseillant perpétuellement les transactions. Telle était l'école des moralistes sous Fénelon et Beauvilliers; elle fit un mal étrange à la situation belliqueuse que la monarchie de Louis XIV s'était créée; elle fut pour le grand roi ce que l'école constitutionnelle fut pour Napoléon aux jours de ses revers; elle servit l'ennemi en atténuant l'énergie des moyens qui pouvaient sauver la patrie! Aussi ce n'est pas sans motifs que dans les temps de violence et de péril, les partis triomphants proscrivent la faction des modérés, car elle tue les forces de gouvernement et de salut public.

CHAPITRE LXI.

LES CÉVENNES. — MOUVEMENT DES CAMISARDS. — PREMIÈRE PÉRIODE.

La province du Languedoc. — Administration de Bâville. — Le comte de Broglie. — Mesures civiles et militaires. — Prédication des Camisards. — Premier soulèvement. — Chefs militaires des montagnards. — Laporte. — Roland. — Cavalier. — Guerre des montagnes. — Le maréchal de Montrevel aux Cévennes. — Manifeste des Camisards. — Ramification à l'intérieur.

1702 — 1703.

L'ADMINISTRATION de Louis XIV, si empreinte d'unité, éprouvait néanmoins une violente résistance dans une des provinces les plus riches, les plus fertiles de la monarchie. L'antique Languedoc, cette magnifique possession réunie à la couronne au treizième siècle, était toujours travaillé par l'agitation des Cévennes. Les vieux municipes du Languedoc étaient en majorité catholiques; l'hérésie des Albigeois avait bien passé sur cette terre, si fidèle alors aux comtes de Toulouse de la race du sol, mais elle n'avait laissé de traces qu'aux montagnes et dans les agrestes communes sur les rochers. Toulouse, Montpellier, Béziers, Narbonne, ces villes opulentes, professaient un catholicisme

ardent comme le soleil de ces contrées. La population de la plaine, ces paysans qui possédaient les riches vignobles, les vastes champs de blé aux épis d'or, s'agenouillaient avec ardeur devant la Vierge sainte, et tout ce martyrologe de bienheureux et de cénobites, que le huguenot sévère proscrivait comme le Panthéon de l'idolâtrie papiste. Les troubles des Cévennes, les prédications calvinistes avaient excité une indignation générale parmi la population catholique, et un esprit de réaction se manifestait déjà contre les huguenots qui troublaient le peuple paisible, par des tumultes et des prises d'armes. Les époques de guerre religieuses n'étaient point oubliées encore parmi les ardentes multitudes du Midi (1).

L'administration civile du Languedoc, je l'ai déjà dit, était sous l'intendance de M. de Bâville, de la race des Lamoignon, magistrat d'une capacité remarquable. Il avait vu naître et se développer l'agitation des Cévennes; il en avait suivi les progrès et pénétré l'esprit. Les édits d'unité catholique étaient formels, l'intendant devait en exiger l'exécution exacte, et une série d'ordonnances et d'édits eut pour but de centraliser les forces catholiques contre les protestants. Bâville leva huit régiments de milice active, appelés à la lutte des montagnes, et lorsque les besoins de la guerre forcèrent Louis XIV à porter ces régiments sur le Rhin, l'activité de Bâville organisa cinquante-deux bataillons de volontaires, tous ardents catholiques, destinés à préserver les villes, les communes, et à agir contre la religion calviniste. Ensuite l'intendant traça un plan de routes stratégiques dans les Cévennes, afin de diriger une certaine masse d'artillerie et de cavalerie contre les calvinistes, s'ils tentaient de se rebeller aux montagnes (2).

L'intendant M. de Bâville était secondé dans cette active surveillance par Victor Maurice, comte de Broglie, commandant de l'armée royale dans le Languedoc; il appartenait à une de ces familles de bardis aventuriers du Piémont, sortes de *condottieri* et de *banditti* qui se mettaient à la solde de l'étranger, pleins de courage et de ruse, mais capables de tout; le comte de Broglie était décidé à tenter la violence des armes, l'incendie des propriétés, pour assurer la paix publique dans le Lan-

(1) *Théâtre sacré des Cévennes*, Londres, ano. 1707. — Mémoire manuscrit sur les derniers troubles de la province du Languedoc, par le baron d'Aiguilliers. (Bibliothèque royale.)

(2) Mémoire manuscrit de l'intendant du Lan-

doc. Il est curieux de comparer les mesures prises contre les Cévennes avec les précautions arrêtées également à des époques modernes contre la Vendée; on voit que l'idée des routes stratégiques n'est pas même nouvelle.

guedoc. Il ne pouvait réellement compter jusque-là que sur la milice du pays; la plupart des régimens de ligne, depuis la coalition de l'Europe, étaient employés aux frontières; M. de Broglie n'avait sous son commandement que quelques troupes de la marine, bons soldats sur les vaisseaux, mais incapables des fatigues militaires d'une guerre de montagnes. Le commandant se concertait avec M. de Bâville sur tous les points d'un grand système répressif; il fit travailler l'armée aux routes stratégiques à travers le pays; le comte de Broglie organisa deux régimens de milice destinés à sonder les grottes profondes, à brûler les villages en cas de résistance, car rien n'est plus implacable que deux partis qui se précipitent dans une guerre d'opinion.

Toutes ces mesures fatales paraissaient nécessitées par l'état des esprits dans les Cévennes. Depuis le commencement de cette année, les prédications religieuses avaient redoublé d'activité parmi les calvinistes de la montagne; les prophètes s'étaient multipliés au milieu de ces hommes simples, comme à toutes les époques de persécution. Le pays ne retentissait que du bruit des inspirations et des miracles; on allait aux prêches avec amour et transport (1); le peuple écoutait avec enthousiasme les ministres qui, au fond du désert, faisaient entendre la parole céleste. Plus la surveillance de l'intendant s'exerçait rigoureusement, plus on courait aux prêches; les montagnards bravaient les édits sévères, car les prophètes n'avaient-ils pas dit que les jours du triomphe n'étaient pas éloignés du temps des saints et des martyrs? Les ordres de l'intendant étaient implacables; toutes les fois que de telles assemblées clandestines étaient trouvées, la milice avait ordre de les dissoudre par la force; les ministres étaient pendus comme rebelles, les auditeurs huguenots condamnés aux galères. Les époques d'un gouvernement violent sont ainsi marquées par des persécutions contre les prédicateurs de doctrines qui ne sont pas celles du pouvoir; c'est alors un crime d'élever la voix contre la pensée dominante; on disperse les réunions, on en punit les membres, et cela aussi bien sous l'empire des idées politiques qu'aux temps religieux; telle est la conséquence de toute souveraineté qui veut imposer l'obéissance absolue.

Les calvinistes, réunis aux montagnes, pou-

vaient-ils souffrir long-temps des persécutions si cruelles? Le souffle des opinions ardentes brûlait leur poitrine; vieillards, femmes et enfans couraient avec plus d'ardeur encore aux assemblées du désert; d'abord ils y étaient venus désarmés, avec l'intention seulement de prier et d'écouter le prêche; quand ils se virent attaqués, poursuivis par les milices et les troupes du comte de Broglie, ils y accoururent armés; ils retrouvèrent les vieilles arquebuses à roquet du temps des guerres civiles; les plus jeunes saisirent des bâtons ferrés et fourchus; les vieillards avaient la faux des moissons, et la soutenaient de leurs mains tremblantes. Quand donc les détachemens de soldats arrivaient au désert, ils trouvaient souvent ces hommes simples préparés à une défense militaire au milieu des précipices et des rochers; plus d'un combat ensanglantait l'exécution des édits contre les calvinistes. Les convulsions ardentes doublent les forces; elles seules créent l'héroïsme, parce qu'elles vous tiennent à la tête et au cœur.

Les montagnards éternellement persécutés, s'étaient tenus sur la défensive. Les succès dans la résistance conduisent toujours à des actes d'une plus grande audace, et bientôt les calvinistes descendirent de leurs retraites inaccessibles. Il s'était répandu parmi ces hommes hardis la juste opinion que tout le mal venait du clergé catholique; et de là cette haine profonde qu'ils lui avaient vouée; les curés, les missionnaires, tout ce qui faisait entendre les paroles de l'Eglise, devint un objet odieux aux montagnards, et dans leur première expédition ils vinrent assassiner le curé du Chailla, et incendier son presbytère (2). Les montagnards faisaient ces courses la nuit; ils étaient parfaitement renseignés par leurs coreligionnaires; ils arrivaient ainsi à l'improviste, et les prêtres n'avaient pas le temps d'appeler le secours des milices; le lendemain on apprenait que l'église était en flammes, et le curé égorgé. Cette habitude barbare de brûler les églises fit donner le nom de *camisards* aux huguenots de la montagne, de ces deux mots de la langue d'oc (*camas-ard*), maison brûlée, triste dénomination pour un parti; elle signalait les dévastations de ces troupes de fanatiques dans les Cévennes.

Les *camisards* prenaient donc l'initiative contre les milices provinciales; dès lors les chefs ne devaient pas manquer au mouvement; lorsqu'une opinion cesse d'être résignée pour se montrer offen-

(1) Théâtre sacré des Cévennes, Londres, ann. 1707.

(2) Foyez le récit très-naïf du Brueys, alors avocat à Montpellier, et qui a écrit une histoire si attan-

chante de la guerre des Cévennes. J'ai dit déjà que Brueys devint ensuite le collaborateur dramatique de Palaprat.

sive, alors les chefs audacieux viennent à elle pour la conduire et la diriger. Le premier de ces chefs de camisards avait été Esprit Séguier, bientôt saisi et pendu. Le second fut Laporte, simple cultivateur des Cévennes, homme hardi, violent ; sa taille était haute, sa parole retentissante ; il se posa colonel des camisards, organisa une compagnie de cent hommes armés d'arquebuses et de bâtons, et seul, à l'aide de sa grande énergie, il ne recula devant aucun péril ; il se tenait dans les rochers inaccessibles, se précipitait de préférence sur les compagnies bourgeoises, et s'il était battu, il rentrait dans les bois de châtaigniers, où il trouvait son repas ; c'était ce qu'il appelait le camp de l'Éternel ; quelques marrons cuits dans l'eau des rochers formaient toute la nourriture de cette troupe de camisards, déjà la terreur de la plaine et des presbytères.

A Laporte vint bientôt se joindre un chef non moins courageux et plus influent encore au milieu des montagnes ; je parle de son neveu Roland, fier nom retentissant depuis l'époque de Charlemagne. Roland, plus jeune que Laporte, parlait mieux aux hommes forts et vigoureux du parti calviniste ; il se déclara également colonel comme son oncle ; il avait servi dans les troupes régulières, il en connaissait même l'organisation ; Roland ne craignait pas une petite bataille rangée ; c'était un plus profond organisateur que Laporte, trop inspiré pour régler militairement les dispositions nécessaires à sa troupe ; sa taille robuste lui fit conserver ce nom de Roland. Il aimait à se parer des insignes militaires, des titres mêmes de noblesse, et dans sa correspondance il prend souvent le surnom de *comte Roland* ; sa signature est toujours suivie de son scel ou blason féodal (1).

Mais le chef habile, le véritable homme politique

et de guerre des camisards, fut Jean Cavalier, simple paysan ; il atteignait à peine alors sa vingt-unième année ; sa taille était belle ; sa chevelure, flottante et noire comme la race du Midi, descendait sur de fortes épaules ; tant il y a qu'il inspirait le plus profond respect à ces hommes agrestes de la montagne. Jean Cavalier avait été gardeur de troupeaux ; il fermenta quelquefois de fortes idées dans ces imaginations solitaires qui contemplent le ciel et ses immensités sur la montagne silencieuse ; les révolutions populaires font éclore ces âmes ardentes ; elles s'exercent sur un plus vaste théâtre. Il est rare qu'une jacquerie, au moyen âge ou aux temps plus modernes, témoine la Vendée, n'ait pas pour chef un gardeur de troupeaux. Jean Cavalier conserva la plus grande puissance durant toute cette guerre ; il en fut le véritable organisateur ; aussi, quand l'acte de pacification eut été signé par Jean Cavalier, les Cévennes ne furent plus redoutables pour Louis XIV, et le midi de la France reentra dans l'obéissance régulière.

La tactique des camisards fut toujours de se réunir en petits corps, et de se porter sur-le-champ vers un point de la contrée, afin de surprendre un poste ou une ville catholique. Comme les insurgés connaissaient tous les lieux et qu'ils étaient servis par la population des huguenots dispersés, ils étaient prévenus à temps pour se retirer, quand des compagnies de guerre se présentaient à leur poursuite ; souvent ils attaquaient hardiment des bataillons entiers, particulièrement la milice bourgeoise ; les hommes de la plaine, les paisibles cultivateurs, étaient plus faciles à vaincre et à effrayer que les troupes habituées à la vieille discipline de l'armée de France. En commençant cette année, les ministres avaient dénombré près de quinze cents hommes tous armés de mousquets, d'arquebuses

(1) J'ai recueilli quelques autographes de Roland. Voici deux curieuses lettres du chef de la jacquerie huguenote :

« Messieurs les officiers des troupes du roi, et vous M^{rs} de Saint-Germain, préparez-vous à recevoir sept cents hommes, qui doivent venir mettre le feu à la Babylone, au séminaire et à plusieurs autres maisons : celle de M. de la Fabrique, de M. Sarasin, de M. de Moles, de M. de la Rouvière, de M. de Masses, de M. Solier seront brûlées. Dieu nous a inspiré, par son souffle sacré, mon frère et moi, de vous rendre visite dans peu de jours. Fortifiez-vous tant qu'il vous plaira dans vos barrières ; vous n'aurez pas la victoire sur les enfants de Dieu. Si vous croyez de les pouvoir vaincre, vous n'avez qu'à venir au champ Do-

mergues, vous, vos soldats, ceux de Saint-Étienne, de Barre et même de Florac. Je vous y appelle. Nous y serons sans manquer. Rendez-vous-y, hypocrites, si vous avez du cœur. Signé le comte Roland. »

« Nous, comte Roland, général des troupes protestantes de France assemblées dans les Cévennes en Languedoc, ordonnons aux habitants du bourg de Saint-André de Valborgne d'avertir comme il faut les prêtres et les missionnaires, que nous leur défendons de dire la messe et de prêcher dans ledit lieu, et qu'ils aient à se retirer incessamment ailleurs, sous peine d'être brûlés vifs avec leur église et leurs maisons aussi bien que leurs adhérents, ne leur donnant que trois jours pour exécuter le présent ordre. Le comte Ro-

LANS. D

ou de piques, et décidés à défendre leur prêche et la liberté de la parole (1).

Ce mouvement des camisards, au milieu d'une province enthouliée en armes, devait être facilement réprimé. Bâville n'avait qu'à convoquer les milices, les bataillons de gardes bourgeoises spontanément levés par Nîmes, Toulouse, Montpellier; l'intendant pouvait les envoyer dans la montagne contre les ennemis de leur foi. M. de Bâville craignait de donner ainsi trop de pouvoir à la milice bourgeoise; il préférait une répression plus restreinte, émanant de lui seul, et toute militaire; il engagea une correspondance avec la cour de Versailles, pour solliciter quelques troupes régulières. Le maréchal de Montrevel, en effet, rassembla quatre bataillons de Rouergue-infanterie, trois régiments de dragons, et muni de pouvoirs extraordinaires, il alla établir le siège de l'état de guerre à Toulouse, capitale de la province; l'autorité du comte de Broglie et de l'intendant fut ainsi momentanément suspendue. Tout devait se concentrer dans les mains du maréchal, qui était chargé d'opérer militairement dans les montagnes (2) au nom de Louis XIV.

Les ordres qu'avait reçus le maréchal de Montrevel étaient sévères; on voulait exiger des insurgés la soumission immédiate, ou bien marcher contre eux par tous les points, et, s'il le fallait, brûler leurs villages, disperser les familles; on ne pouvait supporter la guerre civile au moment où la guerre étrangère éclatait avec tant de violence sur les frontières. Les ordres étaient les plus formels pour en finir par un grand coup militaire; les proclamations du maréchal de Montrevel invitèrent les capitouls, magistrats, à préparer leurs troupes bourgeoises, car il était à craindre que les camisards, pressés dans la montagne, ne fissent des excursions dans la plaine; les villes devaient donc tenir leurs tours et murailles fermées, et une garnison de milice aurait toujours à veiller sur la campagne, afin de ne pas se laisser surprendre. Il fut établi une sorte d'association et de responsabilité entre chaque paroisse; toutes les fois que l'une avait souffert un dégât par l'invasion des camisards, les autres devaient concourir à le réparer (3).

La guerre ainsi déclarée à l'insurrection de la montagne, les camisards se hâtèrent d'exposer leurs griefs dans un long manifeste: « Ils ne combattoient pas le roi, disaient-ils; jamais ils n'avaient

eu la volonté ni l'intention d'une révolte; ce qu'ils demandoient, c'était la liberté de la conscience, la faculté de respirer à l'aise en face de leur Dieu. L'édit de Nantes étoit un édit perpétuel et irrévocable donné par Henri-le-Grand, en l'année 1688, édit qui fut vérifié dans tous les Parlements pour être inviolablement observé, et qui a quatre caractères incontestables (4): 1^o celui d'une promesse royale et souveraine, que le roi donnoit non seulement pour lui et pour le temps de son règne, mais aussi pour tous ses descendants et successeurs à perpétuité; 2^o d'être un arrêt authentique, définitif et irrévocable pour servir à jamais de règlement et de loi entre deux partis opposés; 3^o d'être un traité accepté, convenu et consenti par tout l'État, pour servir en cette qualité de loi et de règlement perpétuel; 4^o d'avoir été rendu sacré et comme divin par le consentement et le serment réciproque de tout le royaume. Un seul de ces caractères, quand il seroit séparé des autres, suffiroit pour mettre cet édit au-dessus du caprice du bon plaisir; car qui doute qu'un roi ne soit obligé à garder sa parole et sa foi et celle de ses prédécesseurs, lorsqu'elle est devenue une condition inséparablement attachée à sa succession, comme elle l'est sans doute, puisqu'elle a été donnée par Henri IV, sous la qualité de promesse authentique, perpétuelle et irrévocable, qui a subsisté depuis plus de cent ans, confirmée par Louis XIII, son fils et son héritier, par plusieurs édits et déclarations solennelles, et depuis encore par Louis XIV lui-même, son successeur à présent régnant, par des déclarations si authentiques des années 1645 et 1682, qu'on ne peut concevoir comment on a voulu violer avec tant de perfidie des promesses si sacrées et si inviolables. En exécution de la révocation de cet édit, après les cruautés qu'on avoit exercées contre nous (continuaient les montagnards), on démolit, on rasa nos temples et on bannit du royaume tous nos ministres à perpétuité, sans discontinuer de nous faire mille maux sous divers prétextes. Ceux qui fuyoient de ville en ville, furent aussi arrêtés et enfermés dans des prisons, qui furent bientôt pleines de nos pauvres persécutés; les uns y périrent dans l'infection et dans la pourriture, les autres furent embarqués à Marseille, transportés en Amérique, pour aller vivre et mourir dans le Nouveau-Monde avec les sauvages. Tout ce traite-

(1) Théâtre sacré des Cévennes. Londres. ann. 1707.

(2) Mém. mss. de l'intendant Bâville, ann. 1703.

(3) Ordonnance du maréchal de Montrevel, le 24 février, ann. 1703.

(4) J'ai retrouvé un de ces manifestes contemporains; il porte la date de 1703. Les caractères d'impression paraissent étrangers. Je le crois imprimé à Londres.

ment cruel nous donnoit assez de sujet et de raison de nous opposer à tant de violences; et puisqu'on employoit la force des armes pour nous détruire, sans que nous eussions rien fait pour nous rendre coupables d'aucun crime, nous avions aussi un droit incontestable d'employer les armes pour notre légitime défense, et d'opposer la force, qui est un droit de la nature autorisé par les lois divines et humaines (1). »

Ce manifeste des camisards reposait sur les véritables principes du droit général; l'édit de Nantes était plutôt encore un contrat irrévocable, intervenant entre deux opinions armées, qu'un acte spontané de l'autorité royale; sa révocation était un puissant coup d'Etat. Mais dans les époques de crise, il ne s'agit pas de faire triompher les principes; on marche vers la violence et contre le droit par nécessité; les principes peuvent servir encore comme un drapeau, ou comme une forme dans la langue des manifestes; ils ne sont rien au-delà. Au reste, le manifeste des camisards était une déclaration de guerre à l'autorité du roi et à l'exécution de ses édits; rien d'étonnant que les mesures les plus implacables fussent ordonnées. Il se montrait parmi les catholiques de la province une ardeur de réaction, un esprit de vengeance qu'on ne pouvait plus contenir: la bourgeoisie des cités, les confréries municipales, les corps de métiers, tous plement agglomérés devant la Vierge ou les saints patrons, s'indignaient contre les huguenots et ces montagnards qui brûlaient les églises. Dans tout le midi de la France, il se formait spontanément des volontaires catholiques qui se liguèrent contre les camisards. Des associations militaires et religieuses se réunirent à Toulouse, Montpellier et dans toutes les plaines, les bons bourgeois et municipaux jurèrent de ne faire aucun quartier à ces incendiaires: chaque corps de métiers prit part aux hostilités si populaires contre les montagnards. Toutes les fois qu'une grande opinion est menacée, elle tend à s'organiser pour un système de défense mutuelle. Il ne pouvait en être autrement parmi la bourgeoisie, quand les évêques déploraient en termes si vifs, si touchants, la désolation de l'Eglise. L'évêque, dans la belle organisation catholique, était le chef de la cité, le pontife qui donnoit l'impulsion à tout le diocèse; la bourgeoisie, les métiers, le peuple entier écoutaient sa voix dans les solennels mandemens. Au sein du Languedoc, les évêchés étaient

très-multipliés; c'était par ces provinces qu'aux temps primitifs le catholicisme avait pénétré dans la Gaule: l'Eglise se mêlait là à toutes les légendes; il n'était pas une fête du calendrier, pas une solennité des foires commerciales ou une glorieuse action, qui ne se confondit avec un souvenir catholique; et comment la voix de l'évêque n'eût-elle pas hautement retenti au sein de ces populations?

L'évêque de Nîmes, Fléchier, prit l'initiative dans ce mouvement de résistance aux camisards. Esprit Fléchier, né d'une famille pauvre et toute de peuple dans la race méridionale, avait été élevé d'abord à l'évêché de Lavaur, puis à celui de Nîmes; la chaire resplendissait de ses oraisons funèbres où les grandeurs périssables de la terre étaient étalées à côté des images de la mort, comme ces armoiries ciselées de blason que l'on voit encore dans les vieux cimetières. Fléchier s'était montré tolérant pour les calvinistes et les nouveaux convertis de son diocèse; mais l'irruption des camisards jusque dans les presbytères, cette guerre à mort faite aux prêtres, tout cela révéla la profonde sollicitude du prélat; il lança une lettre pastorale adressée à tous les prêtres et fidèles de son diocèse; il y disait, dans son onction épiscopale (2): « Trés-chers frères, la persécution qui s'est élevée dans nos églises nous a été d'autant plus sensible, qu'elle a commencé par la maison de Dieu, je veux dire par la désolation et par le meurtre de ses ministres. Les prêtres, ces saints du Seigneur, qu'il a défendu de toucher et qu'il a tenus de tout temps sous sa protection particulière, ont été les premières victimes que les fanatiques ont égorgées. Ils nous ont regardés comme les chefs d'une religion qui leur étoit odieuse, comme des sentinelles d'Israël prêtes à crier à l'ennemi, comme des témoins et des censeurs importuns de leur rébellion naissante. Ils ont dit, comme les impies dont il est parlé dans le livre de la Sagesse: « Faisons tomber le juste dans nos pièges, parce qu'il nous est incommode et qu'il est contraire à nos œuvres. » L'orage avoit long-temps grondé sur les montagnes; nous en étions aussi menacés dans la plaine. La mort funeste, mais bienheureuse, d'un abbé qui s'étoit dévoué dès sa jeunesse aux missions évangéliques, fut comme le signal pour la révolte générale dans vos paroisses. Vous vîtes alors, parmi ces peuples nouvellement réunis, des mouvements qui vous firent craindre pour la religion, pour eux, pour vous-mêmes; ils écoutèrent la voix trompeuse

(1) Manifeste des gens de Dieu et des pauvres chrétiens. Ann. 1703.

(2) Tout ce qu'a écrit Fléchier sur la guerre des

Cévenues est infiniment curieux. (Voyez Lettres choisies de M. Fléchier, évêque de Nîmes. Lyon, ann. 1731.

des séducteurs. Le souffle du démon leur parut une inspiration du Saint-Esprit; ils apprirent à leurs enfans l'art de trembler et de prédire des choses vaines; il forma dans leurs assemblées des conspirations et des complots d'iniquité, au milieu même de leurs prières. Vos églises devinrent désertes : la parole de Dieu étant négligée, l'ignorance se trouva jointe à la malice; les cœurs s'endureirent de plus en plus, les lumières de la foi s'éteignirent, la religion se perdit, et la fureur enfin prit la place de la raison (1). »

Cette lettre pastorale, adressée par Fléchier, l'évêque grave et modéré de la race du Midi, aux curés du Languedoc, excita la plus vive sympathie parmi la population catholique : le roi n'eût pas besoin de faire un appel forcé à la milice territoriale; elle venait comme d'elle-même se placer en bataillons réguliers sous le maréchal de Montrevel et les brigadiers d'armes Julien et de Parade. Les esprits du Languedoc, de toute la famille méridionale, étaient dans une exaltation aussi grande qu'au temps de la Ligue et confédération des métiers contre la réforme du seizième siècle. Que voulaient donc les huguenots, ces fanatiques des montagnes, contre la race des bourgeois et des catholiques dans les cités ? voulaient-ils réveiller leur guerre contre ces grandes images des saints ? prétendaient-ils renouveler la décapitation de ces apôtres de pierre, de ces vierges couronnées ? couraient-ils aux tristes ravages dont les saintes cathédrales portaient encore les traces indélébiles ? Tels étaient les dires des bons bourgeois de la Langue-d'oc.

Ainsi la révolte des camisards prenait un caractère menaçant ; elle se développait dans les conditions d'une prise d'armes politique : d'abord c'étaient de simples troupes éparses de paysans sans chefs, sans direction commune ; puis ces chefs vinrent au mouvement ; ils étaient sortis du sol, tous simples laboureurs, fils de leurs œuvres et de leur courage. J'ai déjà défini la guerre des Cévennes une Vendée huguenote, et plus d'un trait se touche et se rapproche : cesont d'humbles paysans qui prennent les armes pour leur croyance, sous des chefs nés dans les métairies ; les catholiques forment alors contre eux une association de villes, avec ce patriotisme religieux qui caractérisait les municipes, comme en 1793 les sociétés révolutionnaires s'unirent contre la Vendée royaliste. Le désordre fut partout violent : le pouvoir se montra implacable, parce qu'il était en face de la guerre étrangère, et qu'alors toute bataille civile est un

ver qui ronge le cœur quand le bras lutte déjà péniblement ; et comme dernier trait de similitude, les Cévennes furent en rapport avec les ennemis de la France, avec les coalisés contre Louis XIV, comme la Vendée s'unit plus tard avec les Anglais et les ennemis de la république. La paix s'accomplit enfin par une pacification signée avec les chefs des camisards, comme le Directoire fut obligé d'en finir avec les chefs de la Vendée et des chonans : tant les mêmes situations se reproduisent dans le cours des siècles. Les formes d'idées seules changent ; il n'y a jamais rien de modifié dans la société, si ce n'est le costume. Quand on compare les temps dans leur marche invariable, on les trouve dominés par les mêmes passions ; l'ordre éternel des choses matérielles se révèle également dans le monde moral ; tout est réglé par des lois inflexibles !

CHAPITRE LXII.

GUERRES DES CÉVENNES.

DEUXIÈME PÉRIODE.

Rapports des Camisards avec l'étranger. — La Hollande. — L'Angleterre. — Genève. — La Savoie. — Apparition d'une flotte anglaise. — Développement de la révolte. — Ordre de brûler les villages. — Croisade contre les Camisards. — Les enfans de la croix. — Moyens militaires. — Pamphlets favorables aux Camisards. — Action de l'étranger. — Caractère de la guerre. — Le maréchal de Villars envoyé dans les Cévennes.

1703. — 1704.

Lorsqu'une opinion est vivement poursuivie dans un pays, elle cherche naturellement des appuis à l'étranger ; partout où cette opinion trouve des intimités, elle les appelle à son aide. La nationalité territoriale est toute matérielle, elle ne résiste pas à cette sympathie universelle qui fait qu'on se touche, qu'on se pénètre aux quatre coins du monde quand on professe les mêmes convictions. Aux époques agitées, les liens de la patrie territoriale s'effacent devant la grande communauté de principes ; ainsi rien de plus naturel que les camisards aient cherché à se mettre en rapport avec leurs frères d'opinions en Angleterre, en Hollande, à Genève et dans la Savoie ; il y avait déjà longtemps que ces rapports existaient par l'œuvre

(1) Correspondance de Fléchier, ann. 1702.

de la parole; on a raconté comment les ministres évangéliques parcouraient les montagnes désertes; ils invitaient, au nom de Genève et des calvinistes de Hollande, les camisards aux armes (1).

La royauté de 1688 en Angleterre avait été l'expression du mouvement de la réforme; elle s'en était déclarée la protectrice; elle ne pouvait voir dès lors sans intérêt la guerre qui se préparait aux Cévennes. Le siège des édités pamphlétaires contre Louis XIV était l'Angleterre; la rébellion des Cévennes avait été là secrètement concertée; la principauté d'Orange, après la paix de Riswick, était devenue le siège de mille manœuvres clandestines pour préparer la prise d'armes des camisards (2); plus d'un agent de Guillaume III avait parcouru la montagne et dérouillé l'arquebuse vieillie, en rappelant les beaux jours de la prédication religieuse et de la liberté de conscience. L'Angleterre d'ailleurs, à la tête de la coalition contre Louis XIV, avait un intérêt puissant à fomentier ces troubles intérieurs, au moment où les armées se portaient sur le Rhin; les difficultés et les périls d'une guerre de montagnes étaient comptés dans le dessein de seconder la coalition, et les forces que le roi emploierait dans les Cévennes ne pourraient plus être jetées sur les frontières! Dès le commencement de la révolte, une petite escadre anglaise fut signalée dans la rade de Cette, la plus rapprochée du théâtre des hostilités; on était convenu de certains signaux avec les insurgés, qui envoyèrent des hommes exprès pour recevoir des armes, des munitions de guerre et de bouche. M. de Bâville en rendit compte au ministre(3), qui s'empessa de faire détruire toutes les cabanes de pêcheurs sur le rivage, parce qu'elles servaient de retraite aux émissaires des étrangers. La Hollande également seconduait efficacement la révolte des Cévennes; elle le faisait par de l'argent et des subsides secrets qu'elle envoyait en lettres de change sur les commerçants de Nîmes et d'Alby. L'école hollandaise était la plus hardie dans la question religieuse et politique, elle ne gardait jamais de mesures dans ses publications; ce furent aussi les publicistes hollandais qui entreprirent de justifier la prise d'armes des Cévennes. « Le droit naturel et imprescriptible des peuples étoit de se soulever en armes toutes les fois que l'oppression s'étendoit sur eux; la royauté était arrivée à ce point d'hostilité et de violence, qu'on ne devoit pas hésiter à briser ses liens. » Tel

était le langage des réfugiés et des mécontents, à la tête desquels se trouvait le marquis de la Bourlie, dont l'active intrigue s'agitait alors en Hollande et en Angleterre (4).

Mais l'appui le plus utile qu'allaient recevoir les camisards venait de la Savoie. Dans ce pays de montagnes vives d'autres calvinistes, gens simples et agrestes de l'époque des pasteurs; la Hollande et l'Angleterre ne pouvaient seconder la rébellion des Cévennes qu'à travers de grandes difficultés; elles s'exposaient à voir leurs secours échouer avant d'arriver au but, parce qu'ils avaient à traverser des provinces catholiques. Il n'en était pas de même pour la Savoie: les Barbets passaient le Rhône la nuit, se portaient de cool en coljusqu'aux Cévennes, sans être aperçus ni poursuivis par les troupes royales ou les catholiques. Il y avait d'immenses rapports entre les camisards et les Barbets; rien n'est pénétrant et actif comme les correspondances d'opinions; des extrémités du monde on se touche. Si la guerre religieuse avait un bon succès, l'insurrection pouvait s'étendre des Alpes aux Cévennes par l'Ardèche; tous ces pays comptaient de nombreux huguenots, ou de nouveaux convertis aussi dévoués aux idées calvinistes, bien qu'ils fussent profession extérieure du catholicisme.

Plus le mouvement des Cévennes prenait un caractère d'alliance avec l'étranger, plus il était nécessaire de le réprimer vivement; les bandes d'insurgés recevaient une grande extension, elles ne se contentaient plus de la montagne escarpée, elles descendaient dans les plaines. Les camisards avaient cet avantage sur les troupes du roi, qu'ils se précipitaient à l'improvise et d'une manière désordonnée, tandis que les armées régulières agissaient par des ordres précis et d'avance arrêtés. Il y avait une hardiesse de projets qui déconcertait l'expérience et la tactique. Les progrès des révoltés étaient incontestables; les efforts de Bâville n'étaient pas parfaitement secondés par le maréchal de Montrevel, militaire de grands mouvements mais tout-à-fait incapable de suivre une guerre d'escarmouches et d'improviser une résistance. Les terreurs qu'inspiraient les camisards étaient surtout grandies; les villes municipales se gardaient elles-mêmes contre les courses hardies des huguenots, et plus d'une fois les cloches d'Alby et de Montpellier avaient appelé les citoyens à la défense de leurs murailles, tant on redoutait les ter-

(1) Voir tom. IV de ce travail.

(2) Rapport de Bâville, 15 juillet, ann. 1702.

(3) Dépêches de M. de Bâville, 8 février, ann. 1702.

(4) Mémoires du marquis de Guiscard. Londres, ann. 1705.

ribles montagnards. L'intendant du Languedoc avait crainte de laisser la résistance catholique se développer dans sa force; parce qu'elle aurait entraîné le gouvernement de Louis XIV dans des concessions aux municipes populaires, aux corporations de métiers, vieilles libertés que l'administration royale avait concentrées sous son unité inflexible.

Dans cette situation des esprits, un ordre fut donné de brûler tous les villages des camisards, au centre de la rébellion; le berger devait conduire son troupeau dans les pâturages de la ville, le laboureur abandonner les champs (1); car l'ordre était formel, il fallait dépeupler les lieux de la sédition, afin d'en anéantir le foyer même. Le maréchal de Montrevel n'exécuta pas dans toute leur énergie ces ordres implacables, il espérait réussir par des moyens moins violents; il désirait vaincre les camisards en bataille, mais cette guerre d'incendie et de dévastation ne convenait pas à ses vieux devoirs de guerre. Dès lors les populations catholiques dénoncèrent de toutes parts l'indulgence du maréchal de Montrevel comme une véritable trahison de la cause municipale; il se forma des compagnes d'*enfants de la croix*, volontaires levés par les communes, et qui marchaient par leur seule impulsion religieuse contre les camisards. Dans toutes les guerres d'opinion, les volontaires s'organisent avec enthousiasme; car lorsqu'un sentiment de politique ou de religion s'exalte, il y a des hommes qui abandonnent tout pour le défendre. Les enfants de la croix commirent mille excès comme les camisards; c'était une guerre de vengeance et d'extermination; tout périssait par le fer ou le feu. Il y a dans les masses agitées un principe de destruction; elles ne reculent que pour démolir. Le maréchal de Montrevel fut obligé de réprimer les enfants de la croix eux-mêmes; ils compromettaient par leurs excès la renommée de l'armée royale. L'esprit de conciliation et d'impartialité du maréchal ne s'adaptait pas aux époques ardentes; on poursuivait l'indulgence comme un oubli des devoirs. Le maréchal de Montrevel perdit toute la confiance des catholiques.

Cette explosion de l'esprit municipal et religieux dans le midi de la France n'avait pas échappé au souverain pontife, et à l'imitation de ses prédécesseurs, Clément XI prêcha une croisade contre les camisards. Il était une époque fameuse dans les annales du Midi, c'était lorsque la race franque, partie des bords de la Loire et de la Seine, vint ra-

vir à la population méridionale les beaux champs de la Languedoc sous Simon de Montfort, le brave haron couvert de fer; alors aussi une croisade fut publiée; le bref du souverain pontife avait réveillé l'esprit catholique contre l'hérésie des Albigeois ces Manichéens d'Occident. Une autre croisade fut annoncée contre les camisards au sein des peuples méridionaux eux-mêmes; on soulevait la plaine contre la montagne, la ville contre les hameaux, les terres fertiles contre la roche et le champ de bruyères: l'indulgence était accordée aux pauvres et aux riches pour tous leurs péchés; le souverain pontife donnait aux villes le privilège de porter la croix dans leurs armoiries, comme témoignage et souvenir de leur foi en Jésus-Christ (2). Cet encouragement accordé aux municipes catholiques arma toutes les populations contre les camisards. En même temps la certitude qu'obtint le cabinet de Versailles des rapports intimes des montagnards avec l'étranger, engagea Louis XIV à déployer la puissance de ses armes. La correspondance avec le maréchal de Montrevel exprime quelque mécontentement du peu d'énergie que le chef militaire déploya dans cette campagne de jacquerie et de paysans; habitué aux lois de la grande guerre, le maréchal voyait avec douleur le mouvement désordonné des populations catholiques se précipitant sur les protestants; il cherchait à réprimer tout aussi bien les croisés, connus sous le nom de *cadets de la croix*, que les camisards révoltés il éraignait ces fougueux auxiliaires qui couraient à leurs ennemis sans observer aucune des lois de la discipline. Cette conduite timide de Montrevel excitait de vives plaintes dans le peuple; c'est ce qui arrive toujours dans les guerres d'opinion, les partis veulent s'ensanglanter à l'aise; ils démontrent les modérés comme des traîtres; ils ne pardonnent point qu'on n'agisse pas comme eux.

Sous le maréchal de Montrevel, la guerre des camisards avait pris le plus haut développement: les deux chefs, Cavalier et Roland, avaient réuni des troupes nombreuses. Un état envoyé par l'intendant Bâville porte à trois mille hommes les diverses fractions des insurgés; ils menaçaient le Haut-Rouergue; ils avaient apparu devant les murailles de plus d'une ville fermée, à Castres, à Saint-Hippolyte, et ils savaient que là des frères, faux convertis, attendaient le jour de la délivrance. La situation du Languedoc prêtait à ces grands coups de révolte (3): il y avait dans le Rouergue, le Gévaudan, une noblesse fière et séditieuse; on se

(1) Théâtre sacré des Cévennes, ann. 1707.

(2) Mém. de Cavalier, liv. III, pag. 218.

(3) Mémoires de la guerre des Cévennes, par Cavalier, Londres, ann. 1720.

rappelle les projets du marquis de la Bourlie, et ce plan hardi qui devait embrasser tout le midi de la France (1). Cette pensée de réunir les catholiques et les paysans huguenots dans un commun système contre Louis XIV était difficile à réaliser; il était impossible de rapprocher deux partis depuis longtemps en armes; les opinions religieuses étaient trop séparées; jamais la noblesse catholique n'eût consenti à renouveler la vieille pensée des Montmorenci dans le Languedoc. Ces plans ne s'étendaient pas au-delà de quelques chefs, car les sommités de partis sont toujours plus portées à se toucher que les masses et le vulgaire: les idées de transactions ne viennent que dans les caractères supérieurs. En supposant même cette fusion, elle aurait trouvé comme résistance les municipes, le peuple, les métiers, toute cette population de la plaine, qui n'aurait jamais souffert que le prêche fût substitué aux cathédrales et placé sous une même vénération. Le peuple est toujours tenace, partial, exclusif dans ses adorations comme dans ses haines; il n'est pas assez souple, assez mou pour se plier aux transactions.

Les camisards trouvaient un appui plus actif dans les nouveaux convertis, population nombreuse des villes et des campagnes. Quand la révocation de l'édit de Nantes fut promulguée, il se trouva une multitude de familles qui, pour éviter l'exil, consentirent à embrasser la foi de l'Eglise, l'opinion de la majorité; ces familles conservaient un profond souvenir des sentimens de leurs ancêtres; leur conversion n'avait été qu'un acte de nécessité et de politique: on les surveillait attentivement; la police ecclésiastique et royale examinait leurs moindres actes, les plus intimes actions de leur vie. Allaient-ils à la messe, fréquentaient-ils les sacremens, tout cela faisait l'objet des rapports de l'intendant, comme à l'époque politique on surveille avec la même sollicitude toutes les actions des partis hostiles (2). Habituellement il n'y avait rien de sincère dans ces actes de catholicité; les camisards le savaient bien: leurs émissaires se répandaient dans les villes, et se mettaient en rapport avec les nouveaux convertis; ils annonçaient le jour de la délivrance et le rétablissement des prêches. Souvent, dans les ténèbres de la nuit, un paysan couvert de bierre arrivait dans la maison d'un nouveau converti; là il se nommait de sa qualité de ministre du salut Évangile, envoyé de

Genève ou de Londres; il affermissait le cœur et l'esprit des anciens frères; il rehaussait la renommée et les exploits de Cavalier et de Roland: « bientôt, disait-il, on les verroit dans leurs triomphes, car Israël ne pouvoit être perpétuellement en exil. » Il était rare que ces émissaires n'apportassent également l'espérance d'un secours prompt de la part de l'étranger; les calvinistes souhaitaient ardemment l'apparition de flottes étrangères promises sur les rivages de la Méditerranée.

Cette situation des nouveaux catholiques, aliés secrets des insurgés, appelait de vigoureuses mesures de police. Bâville dispersa dans des villes de sûreté les convertis douteux; il les désarma partout où leur présence menaçait la sécurité de son administration; on devait éviter que Cavalier et Roland trouvasent des appuis dans chaque cité, et pussent ainsi donner un grand développement à leur révolte. Il fallait voir quelle fière contenance avaient alors ces deux chefs reconnus par l'unanimité des camisards: ils traitaient d'égal à égal avec les officiers généraux de Louis XIV; ils écrivaient des lettres dans un sens mystique et solennel (3); il y avait souvent de la chevalerie dans leur style; ils conviaient un général sur un champ de bataille, ou bien ils le menaçaient, au nom des enfans de Dieu, d'aller le trouver comme un lâche et un paillard. Ces lettres parlaient toujours en termes respectueux du roi de France; il eût été imprudent de briser tout d'un coup les liens d'obéissance envers un prince si puissant encore par les armes: il est rare que, dans les premières périodes d'une révolution, les partis n'encensent pas le pouvoir qu'ils veulent renverser.

Cavalier et Roland montraient toujours cette valeur aventureuse qu'ils avaient fait distinguer parmi les montagnards; les prêches calvinistes retentissaient des exploits de Cavalier à Cayla, à Uzès, à Nîmes; à Saint-Affrique, l'intrepide camisard avait été surpris, il s'était sauvé par son courage, par cette bravoure qui lui faisait passer sur le corps d'un ennemi avec quelques hardis compagnons. Il s'empara de la campagne de Saint-Flippolyte, et le gouverneur lui-même n'osait plus sortir de ses hautes murailles. Roland avait quelque chose encore de plus chevaleresque; il relâchait les prisonniers de distinction; fils de la terre, il avait pris les grandes manières des gentilshommes; il écrivait comme un chef militaire. Rien ne résistait

(1) Voyez tom. IV de cet ouvrage.

(2) Dépêches de Bâville, ann. 1703.

(3) Voyez Louvreuil (le Fanatique renouvelé), et Brueys. *Histoire du Fanatisme*. Montpellier, ann. 1709-1710.

plus à Roland, les troupes régulières même fuyaient dispersées en présence de l'intrépide camisard; les soldats de la marine, la compagnie des vaisseaux, furent entièrement détruits; un régiment de dragons perdit six cents hommes dans une seule rencontre. Ce n'était pas une simple révolte de paysans, de Jacques et de pastourelles, comme au moyen âge, mais une guerre régulière engagée sur la plus vaste échelle; vingt-cinq mille hommes n'avaient pas suffi à dompter les montagnards (1). Un écrit remarquable parut alors sous ce titre : *L'Europe esclave si les Cévennes ne sont promptement secourues*; c'était l'œuvre encore du parti calviniste, des réfugiés français en Hollande et en Angleterre, qui tous cherchaient à favoriser la coalition. Quand une opinion vous tient bien au cœur, l'idée abstraite de patrie n'enchaîne plus le bras; on souhaite le triomphe de ses convictions par tous les moyens, même au détriment de la grandeur de son pays, et c'est ainsi que les guerres civiles pervertissent les générations. « Qu'est-ce que l'Europe doit faire, disait cet écrit? Nous devons l'apprendre des Romains, qui ne trouvèrent pas de moyens plus efficaces pour chasser les Carthaginois de l'Italie que de porter la guerre en Afrique, et de les attaquer dans leur propre pays. Mais, sans aller si avant dans les siècles passés, nous pouvons l'apprendre de l'ennemi commun même (*car fas est ab hoste doceri*), lequel, avec un succès merveilleux et presque incroyable, a non seulement envoyé une partie de ses forces dans le cœur de l'Allemagne, mais a aussi fomenté le mécontentement des Hongrois persécutés, et les a portés à se soulever, ce qui ne donne pas peu d'inquiétude à l'empereur et divertit une partie considérable de ses troupes, qu'on pourroit employer plus utilement contre les véritables ennemis de l'empire. Portons donc la guerre dans le cœur de la France, et profitons du mécontentement que l'oppression et le pouvoir arbitraire ont causé dans ce royaume, et qui a non seulement éclaté parmi les protestants des Cévennes et du Languedoc, mais qui commence déjà à se faire voir en Dauphiné et en d'autres provinces, ou, pour mieux dire, dans tout l'État. Car si la France est vigoureusement attaquée au dedans, elle sera bientôt dans l'impuissance de soutenir une guerre étrangère; elle se verra contrainte d'abandonner ce qu'elle a usurpé sur les autres pour conserver ce qui est à elle. En un mot, si l'on a une

fois ruiné quelques provinces, la misère est si grande en France, que les peuples ne pourront ni se rétablir, ni payer les subsides : ainsi les ressources qu'on pratique en France pour avoir de l'argent, qui est le nerf de la guerre, étant taries, celle-ci ne pourra plus se faire avec avantage par les Français (2). »

On voit que l'esprit de la révolte des Cévennes était ainsi apprécié par l'étranger comme un appui de l'invasion; la coalition s'en faisait un moyen pour mieux aller à ses desseins de conquêtes et d'asservissement de la France. Dès lors le roi et son conseil durent comprendre toute l'importance de mettre un terme à la guerre éclatant au sein même des populations du Languedoc. Cet état d'agitation des peuples avait soulevé deux partis à Versailles : le premier tendait à la pacification, c'est-à-dire à la conclusion d'un traité avec les chefs des insurgés; il répugnait à la herté de Louis XIV de descendre jusqu'à traiter d'égal à égal avec des révoltés et des chefs obscurs tels que Cavalier et Roland. Toutefois, au moment d'ouvrir une campagne avec l'étranger, fallait-il laisser au cœur de la monarchie un germe sanglant de discorde et de guerre? Cette opinion était soutenue et développée par le baron d'Aiguilliers, l'un des gentilshommes les plus nobles et les plus distingués du Languedoc. Le second avis appartenait plus spécialement à Bâville, l'intendant de la province; il se faisait fort, avec quelque argent, des routes stratégiques et le plein appui des catholiques, de mettre fin à l'insurrection des Cévennes, et de conserver avec toute plénitude l'autorité et la dignité du roi (3).

Le principal obstacle à une mesure décisive pour la province paraissait être toujours le maréchal de Montrevel. Ce n'était pas trahison militaire, comme quelques pamphlets catholiques semblaient le dire mais indécision de caractère; Montrevel visait peut-être au rôle des Montmorenci dans le Languedoc : il ménagait les partis dans le dessein de les dominer; il passait sans motif de la rigueur à l'indulgence, de l'activité attentive à la négligence la plus grande; il contrariait en tout la prévoyance de Bâville, l'intendant du Languedoc; et cette lutte entre les autorités de la province contribuait à prolonger les obstacles et à rendre interminable la guerre contre les camisards. Le maréchal de Montrevel n'était pas apte à ces combats de partis et de montagnes; le cabinet de Versailles le rem-

(1) Théâtre sacré des Cévennes. Londres, ann. 1707.

(2) Ce pamphlet fut publié à Londres, ann. 1703.

(3) Mémoires de l'intendant Bâville, ann. 1704.

placé par le marquis de Villars, si renommé dans les batailles d'Allemagne. Villars appartenait à une famille essentiellement catholique depuis la Ligne, son nom inspirait toute confiance aux populations méridionales; il avait fait déjà dans le Piémont une guerre de montagnes contre les barbets; les huguenots se souvenaient de lui; et avec cette incontestable capacité, Villars possédait un caractère conciliant autant que hardi, il avait suivi toutes les phases de la rébellion des camisards et il avait apprécié les causes premières de cette agitation civile. D'un autre côté, Villars comptait sur la pleine confiance de M^{me} de Maintenon; c'était pour elle un souvenir des jours de M^{me} Scarron, et ces souvenirs, elle ne les oubliait pas; elle payait même leur discrétion par la plus entière confiance. Cette position de Villars lui donnait une grande force pour en finir avec la guerre des Cévennes, il avait ce qu'on appelle en politique carte blanche, et alors on respire à l'aise dans toutes les résolutions que l'on peut prendre.

Ainsi la guerre des Cévennes parcourt les phases naturelles; elle n'est d'abord qu'une faible révolte de montagnards; puis elle se déploie dans de fortes dimensions sous des chefs tout belliqueux; elle descend de la montagne et menace les cités de la plaine. Alors l'étranger arrive pour attiser cette rébellion; les flottes anglaise et hollandaise apparaissent sur le rivage du Languedoc, jetant des provisions et des approvisionnements, tandis que les ministres calvinistes prêchent la révolte et la liberté de conscience. Enfin, nous entrons dans la dernière période des guerres civiles, la transaction avec les insurgés. C'est ainsi que s'est terminée également l'insurrection de la Vendée en des temps plus rapprochés de nous. Maintenant éclatent les grandes guerres de l'étranger, qui contribueront si puissamment aux diverses phases de la révolte des Cévennes. Elles s'y mêlent si profondément, que l'histoire ne peut plus désormais les séparer.

(1) Correspondance de Vendôme avec Chamillard, ann. 1703. On se venge par des chansons de la défection de Victor-Amédée de Savoie. En voici une toute contemporaine :

Notre cousin le Savoyard
A quitté sa mamdille,
Pour prendre celle du César
Contre ses propres filles;
On dit qu'il accompagnera
L'archiduc en campagne,

CHAPITRE LXIII.

DÉVELOPPEMENT DE LA COALITION. — TRISTES REVERS DE LA FRANCE.

Le duc de Savoie. — Le Portugal dans la coalition. — Armement de l'Angleterre. — De la Hollande. — Le duc de Marlborough sur le continent. — Composition des armées coalisées. — Expédition d'Espagne. — Elévation de Charles III. — Campagne d'Italie. — Campagne de Bavière. — Les Français et les Bavares. — Bataille d'Hochstedt.

1703 — 1704.

Il y a des situations politiques plus fortes que la volonté des princes; en vain Louis XIV avait cherché à se concilier le duc de Savoie par des alliances de famille; Adélaïde était devenue la noble duchesse de Bourgogne, sa cadette portait la couronne d'Espagne; on l'avait alors revêtu de la régence à Madrid, pouvoir immense dans les Castilles. Toutes ces précautions n'avaient servi de rien contre les intérêts territoriaux du duc de Savoie; la souveraineté de ses États était menacée par l'union intime de la France et de l'Espagne; le duc de Savoie ne pouvait voir sans inquiétude les Alpes et le Milanais occupés par une armée française; il allait être enveloppé, comme la maison de Lorraine, par la puissance de Louis XIV; il s'était joint à ses armes avec regret et par contrainte; les Piémontais, les Savoyards ne marchaient que forcement sous les mêmes drapeaux que les soldats de France. La correspondance des maréchaux de l'armée d'Italie signalait à la cour de Versailles l'attitude plus qu'incertaine du duc Victor-Amédée (1).

Ce fut sur ces entrefaites que les armées impériales se déployèrent dans le Milanais sous la conduite du prince Eugène. Une négociation intime avait

Et qu'avec lui il bâtit
Des châteaux en Espagne.
Roi de Chypre, qui n'avez eu
Ni foi, ni conscience,
Et qui avez tourné le en
A la triple alliance;
Le roi se torchera le sien
De votre signature,
Et bientôt vous aurez besoin
D'onguent pour la brûlure.

été engagée entre le prince et la cour de Savoie ; il en était résulté la promesse expresse d'un traité d'alliance entre Victor-Amédée et la coalition ; la Hollande fournissait les subsides, l'empereur promettait l'intégralité des Etats de Savoie avec une augmentation du côté des Alpes, et une partie des terres qu'arrosait le Var ; le duc de Savoie s'engageait à fournir trente mille hommes, comme contingent à la coalition. Ce traité plaçait l'armée française du Milanais dans une situation fâcheuse, elle était comme prise entre deux feux ; devant elle, cette armée trouvait les impériaux se déployant sur l'Adige ; sur ses derrières elle avait les Savoyards, braves soldats des montagnes, qui lui coupaient le passage des Alpes. Une situation si périlleuse nécessita la formation d'une armée du Var et des petites Alpes, afin de contenir les Piémontais et de préparer les communications avec les troupes du roi qui opéraient contre les Impériaux.

Le roi de Portugal se déclara aussi pour la coalition ; cela devait être, car la maison de Bragance était menacée par les Bourbons d'Espagne, comme le duc de Savoie et la maison de Lorraine l'étaient également par les Bourbons de France : le traité provisoire qui avait été conclu par l'habile diplomatie de Louis XIV n'offrait aucun caractère de durée et de perpétuité ; le seul avènement de Philippe V était un danger pour la maison de Bragance ; tôt ou tard le nouveau roi des Espagnes, soutenu de la France, s'emparerait du Portugal, antique démembrement de la monarchie de Charles-Quint. Cette vérité diplomatique était démontrée au roi Pierre de Bragance par les légations anglaise et hollandaise à Lisbonne ; on lui offrait au nom de la coalition des subsides, des secours en argent et en vaisseaux ; la coalition seyait la nécessité d'avoir un pied dans la péninsule pour y porter la guerre ; l'Angleterre convoitait déjà sa grande influence dans le Portugal, siège qu'elle avait choisi pour y disputer le territoire des Espagnes à la France. Le Portugal devait être à toutes les époques le théâtre du mouvement anglais dans la péninsule.

L'adhésion de deux puissances secondaires à la coalition ne donnait pas des forces beaucoup plus imposantes pour cette campagne militaire des alliés ; mais le Portugal et la Savoie offraient deux admirables positions pour toutes les opérations stratégiques : on avait des points d'appui pour agir simultanément contre la France et l'Espagne ; le Portugal n'était-il pas un port de débarquement pour toutes les flottes d'Angleterre et de Hollande ? la Savoie n'était-elle pas également une des portes

de la France par les Alpes ? Aussi les armes des alliés en devinrent plus hardies : on résolut de donner une forte impulsion au développement militaire de la coalition en Italie, en Allemagne et dans la péninsule ; le duc de Marlborough fut chargé de la conduite de la guerre ; les whigs triomphaient alors dans le Parlement avec le roi George I. La réaction contre Louis XIV était à son comble ; la guerre était devenue une affaire toute nationale, et le Parlement devait voter les subsides nécessaires pour entrer en campagne : c'était une guerre d'opinion, et dans ces circonstances, jamais les assemblées ne calculent les sacrifices. Le Parlement venait de proscrire Jacques III, « se prétendant illégalement roi d'Angleterre (1). » La reine Anne se plaçait comme Guillaume III, à la tête de l'opinion réformée ; elle déléguait son pouvoir aux whigs et à Marlborough leur chef.

L'armée coalisée, sous les ordres du duc de Marlborough, n'était pas exclusivement anglaise : le Parlement avait voté des hommes, des subsides ; toutefois, selon la vieille coutume, l'armée ne comptait qu'un très-petit nombre de nationaux : les Hanovriens, les Hollandais, les Danois, les Saxons, formaient les meilleurs régiments à la solde de l'Angleterre. Ces troupes étaient solides, fortement armées ; on citait la cavalerie allemande comme supérieure à toutes les autres : les Français étaient impétueux, hardis dans un choc ; mais presque toujours ils venaient se briser contre l'imperturbable sang-froid de la cavalerie germanique, mieux montée sur ses bons chevaux du Mecklenbourg ou de la Franconie. Bizarre assemblage qu'une armée à la solde de l'Angleterre ! on y parlait toutes les langues : ici, sous la tente, on voyait l'Écossais, le Danois ; un peu plus loin, le Portugais au teint hâlé, le blond Allemand, et même le Français calviniste, si protégé alors dans son émigration par l'Angleterre. Il fallait un esprit ferme, étendu comme le duc de Marlborough, pour conduire et diriger tant de nations diverses dans une longue campagne ; Guillaume III avait uni par son avènement, l'Angleterre aux intérêts germaniques ; les whigs en profitaient.

Avant de commencer la campagne, les alliés résolurent un coup décisif ; ce fut la reconnaissance de l'archiduc Charles comme roi d'Espagne, sous le titre de Charles III. Il était bien vrai que la Hollande et l'Angleterre avaient déjà reconnu Philippe V, mais l'état de guerre avait changé les rapports diplomatiques ; on ne pouvait exiger des cabinets qu'ils saluassent l'avènement du petit-fils

(1) Annales parlem. ann. 1703.

de Louis XIV, le plus redoutable ennemi de la coalition (1). D'après le système des alliés, la reconnaissance n'avait été que conditionnelle et soumise aux clauses du traité de partage; ces clauses n'ayant pas été tenues, rien de plus naturel que les puissances pussent proclamer un autre souverain des Castilles. L'archiduc Charles, élevé sous le titre de Charles III, fut déclaré roi d'Espagne et des Indes; auprès de lui durent se rendre les ambassadeurs ou ministres de Hollande, d'Angleterre, de Savoie et de Portugal, avec la mission expresse de soutenir son avènement. On s'opposait ainsi hautement à l'œuvre de Louis XIV (2).

Le plan des alliés, par rapport à l'Espagne, était simple, depuis surtout que le Portugal s'était rangé dans la ligue. Une armée anglo-allemande devait tout à la fois débarquer à Lisbonne et à Valence, sur l'Océan et la Méditerranée. On savait que dans le Portugal s'était réfugié la grandesse mécontente, et l'Amirante de Castille surtout, le fier et puissant adversaire : l'archiduc devait se mettre à la tête de cette armée, proclamer don Juan de Cabrera son connétable. Le moment paraissait bien choisi : Philippe V avait quitté son royaume et combattait en Italie; on comptait sur le mécontentement général. On pouvait se rendre à Madrid par Badajoz et les provinces de l'Estramadure. Le duc d'Ormond et le prince de Darmstadt, si connus déjà en Catalogne

et à Valence, furent mis d'abord à la tête d'un premier corps de troupes anglo-allemandes qui tenta un débarquement près de Cadix. L'entreprise ne réussit pas : le gouverneur, don Scipio Brancaccio, se défendit avec courage, et ne voulut point saluer le pavillon d'Autriche. L'expédition s'en vengea par la prise de quelques galions au Vigo. Les Anglais trouvèrent abri dans le Portugal, tout entier d'ailleurs pour la coalition. Ce fut à Lisbonne que l'archiduc Charles dut débarquer pour réclamer ses droits à la couronne d'Espagne, exposés dans un solennel manifeste. Le nouveau roi des Castilles était venu à La Haye, où les États-Généraux lui avaient fait une brillante réception; il visita également la reine Anne et l'Angleterre : partout il fut traité en roi(3).

Tandis que l'archiduc Charles, sous le nom de Carlos III, se préparait à marcher sur la péninsule, Philippe V conduisait une armée en Italie : la révolte de Naples et de Sicile, fomentée par l'Autriche, s'était calmée par la promptitude des moyens militaires. De là, Philippe V s'était rendu dans le Milanais, à l'armée commandée par le grand-père, frère du duc de Vendôme. La situation des Français était devenue difficile en Italie depuis la déclaration de guerre du duc de Savoie; mais la formation immédiate d'un corps qui devait opérer dans le Piémont, sous le duc de Vendôme, arrêta les

(1) Manifeste du duc de Marlborough, Londres, ann. 1703.

(2) On chantait tout alors, et l'élévation de l'archiduc comme roi d'Espagne fut aussi chantonnée aux balles.

Malgré tous vos grands projets,
Charles, j'ai fait la gageure
Que vous ne serez jamais
Roi d'Espagne qu'en peinture.
La Bobème, en vous voyant,
S'est mis l'esprit en torture
Pour vous trouver conquérant
Dans votre bonne aventure.
L'Autriche de votre habit
A fait prendre la mesure,
Et la Hollande en oui
Vous en fournit la doreure.
L'Angleterre vous veut donner
De magnifiques tentures,
Mais il en faut effacer
La principale figure.
Si pour goûter au plus tôt
D'une royauté future,
Vous vous servez d'Illyguenots,
Gore Rome et sa censure.

A Madrid si vous voulez
Faire voir votre figure,
N'y paraissez que masqué,
De peur qu'on vous défigure.
Si vous tentez de passer
De là en Estramadure.
N'oubliez pas d'y porter
De l'onguent pour la brûlure.
L'aigle ne peut enlever
De Saxon la couverture,
Sans risque d'embarrasser
Ses serres dans la fourrure.
Votre oiseau cherche la proie,
Mais dans cette conjoncture
Notre coq aura la joie
D'en empêcher la capture.
Alors vous serez forcé
D'abandonner la gageure,
Et avec un pied de nez
De reprendre la voiture.
Vous allez en Portugal
Sur le bruit d'une rupture;
Mais vous vous attendez mal
De trouver la poire mûre.

(3) *Mercurius Hollandicus*, ann. 1703.

opérations de Victor-Amédée ; les Alpes furent franchies, et bientôt les communications des deux armées se trouvèrent complètement rétablies ; les places fortes du Piémont tombèrent aux mains des Français, La souveraineté de Philippe V en Italie fut protégée par le développement de forces considérables sous le duc de Vendôme.

Dans les précédentes campagnes, les coups décisifs s'étaient portés dans les Flandres sur la ligne de forteresses des Pays-Bas. Les armées coalisées, aussi bien que celles de France, y avaient manœuvré pour le succès des opérations militaires ; là s'étaient données les fortes batailles. Je rappelle la fante du cabinet de Versailles, qui n'avait pas envahi les Pays-Bas hollandais, au moment où les troupes coalisées n'étaient pas réunies encore ; les Français, avec leur impétuosité habituelle, auraient pu dominer la Hollande, incapable de se défendre ; la Flandre étant un pays parfaitement posé pour une campagne, les opérations s'y développaient sur une vaste ligne de places de premier ordre. Au lieu de suivre ce plan, on porta le théâtre principal de la guerre en Allemagne ; et le motif de cette diversion lointaine fut la nécessité de seconder les forces de l'électeur de Bavière, qui entraînait franchement en campagne contre la maison d'Autriche.

A cette époque, et par une marche hardie, M. de Tallard avait fait sa jonction avec les troupes bavaroises à Donawert ; cette magnifique opération militaire jetait la guerre au cœur même de l'Allemagne ; l'électeur était maître déjà de tout le territoire depuis Ratisbonne jusqu'aux provinces frontalières du Tyrol. Le plan était vaste ; l'électeur de Bavière devait agir avec vigueur dans la lignée d'Innsbruck ; après des marches forcées, il était chargé d'opérer sa réunion avec le duc de Vendôme par Salzbourg (1) et Trente ; une fois les deux armées réunies, on devait s'avancer sur Vienne, tandis qu'un corps détaché se porterait en Hongrie, en pleine révolte contre l'empereur. L'armée du centre de l'Allemagne était soutenue par un mouvement du duc de Villeroy, qui commandait dans le Bas-Rhin. Tel était le plan de campagne, trop vaste pour le petit nombre de troupes qui opéraient ; la ligne était évidemment trop étendue, car elle allait de Bruxelles à Trente ; les alliés pouvaient se jeter dans les intervalles, et menacer un projet d'opérations si hardi, en coupant un des corps qui se développaient soit par l'Italie, soit par le haut et le bas Rhin.

C'est ce qu'avait compris le duc de Marlborough en débarquant dans les Pays-Bas : il s'était rendu sur-le-champ à La Haye, où le plan de campagne avait été concerté avec les États-Généraux. Le duc de Marlborough devait refouler devant lui le maréchal de Villeroy, lui livrer bataille s'il l'acceptait, puis pénétrer en Allemagne par l'électorat de Cologne, afin d'empêcher, au moyen d'une forte reconnaissance et même d'une bataille décisive, la jonction tant redoutée de l'électeur de Bavière et du duc de Vendôme par le Tyrol. Il fallait avant tout sauver Vienne ; les lettres de l'empereur exprimaient toutes les craintes de la maison d'Autriche ; elle allait être prise par les provinces méridionales au centre même de ses États. Quelques régimens jetés en Hongrie pouvaient seconder la révolte, et la capitale de l'Empire n'était plus en sûreté.

Le plan de campagne arrêté à La Haye fut accompli avec cette tenacité et ce sang-froid qui caractérisent l'école anglaise ; Marlborough offrit la bataille sur le Rhin au maréchal de Villeroy, elle lui fut refusée ; son armée composée d'Anglais, de Hanovriens, de Saxons, de Hollandais, se déploya dans l'électorat de Cologne ; Bonn, défendue par le marquis d'Aligre, capitula ; Marlborough tenta d'opérer sa jonction avec le prince de Bade, qui protégeait pied à pied le centre de l'Allemagne contre les troupes françaises et celles de l'électeur de Bavière. Le comte de Stirum secondait le prince de Bade à la tête des Impériaux ; les princes germaniques cherchaient à gagner du temps, afin d'attendre le duc de Marlborough qui avait ordre de livrer bataille. Les alliés ne pouvaient pas prendre l'initiative contre le territoire de la France sans avoir préservé l'Allemagne ; la marche du duc de Marlborough sur le Rhin fut un beau mouvement de stratégie prudente et mesurée ; il ne perdit pas cent hommes des troupes de l'alliance (2).

Les Français et les Bavares hâtèrent toutes leurs opérations militaires : pour réussir, l'expédition du Tyrol devait être prompte ; les Bavares ne rencontraient aucune sympathie dans les montagnards tyroliens ; ils étaient accueillis avec froideur, quand ils ne trouvaient pas une vive répugnance pour leur domination. Le duc de Vendôme s'était également avancé vers Trente, afin de prêter la main aux Bavares, point essentiel de la campagne. Vendôme avait rencontré sur ce territoire de fortes résistances ; pour le moindre château il fallait faire un siège ; toutes ces populations avaient des habitudes

(1) *Mercur de France*, ann. 1704.

(2) *Mercur hollandais*, ann. 1704.

de liberté et d'indépendance qui ne souffraient pas de domination étrangère. Il y avait chez les Tyroliens de vieux dévouements pour la maison d'Autriche : quels intrépides tireurs que tous ces chasseurs des montagnes ! L'expédition bavaroise ne put les dompter ; on ne devait plus compter sur la jonction militaire qu'on s'était promise pour opérer en commun sur Vienne et la Hongrie. L'électeur de Bavière avait été plus heureux dans ses opérations au centre de l'Allemagne ; il s'était emparé de Ratisbonne, la vieille ville allemande, de Passaw, noble cité brillant sur les trois fleuves qui l'environnent de leur riche ceinture. L'électeur avait forcé les habitants de Nuremberg à reconnaître sa souveraineté ; Nuremberg, ville de corporation, bijou du moyen âge, avec ses maisons du quatorzième siècle, sa merveilleuse fontaine du marché, ses foires, sa cathédrale et son hôtel-de-ville tout peuplé des chefs-d'œuvre d'Albert Dürer (1).

Dans cette situation militaire, le duc de Marlborough crut indispensable de hâter sa marche sur la Bavière afin de livrer bataille ; cette rapidité de mouvement était d'ailleurs une nécessité pour l'armée alliée, car elle était suivie à six jours de distance par un corps français sous les ordres du maréchal de Villeroy, et composé de plus de trente mille hommes : cette armée avait pris la route de la Bavière par la Forêt-Noire ; malheureusement elle ne put arriver à temps pour entrer en ligne avec les Bavares contre Marlborough. On aperçoit ici combien le plan de campagne des Français était mal conçu ; toutes ces armées, considérables en elles-mêmes, agissaient séparément, sans communications entre elles, de sorte que les alliés, avec des forces inférieures, pouvaient remporter des avantages décisifs. Marlborough n'avait besoin pour vaincre que d'accomplir cet axiome mathématique : « que les forces ne sont plus ou moins actives qu'à raison de l'espace sur lequel elles agissent. »

L'invasion de la Bavière par le duc de Marlborough fut préparée par le combat de Schellemburg ; les lignes une fois franchies, les alliés se répandi-

rent dans le territoire bavarois. Tandis que Vendôme avait éparsé ses troupes vers Trente, l'armée bavaroise se concentrait dans l'Electorat, et le maréchal de Tallard arrivait à marches forcées par la Souabe. Une action paraissait inévitable ; les ennemis étaient en présence. La Bavière devenait le théâtre de la guerre ; l'armée du duc de Marlborough s'avavançait lentement et avec prudence, dans la crainte de compromettre un plan sûr d'opérations. Le prince Eugène, plus hardi, s'était jeté sur le Danube ; l'armée franco-bavaroise passa le fleuve dans le dessein de surprendre et de couper la division du prince Eugène. Si l'on parvenait à ce résultat, on battait le premier corps d'Impériaux qui mettait bas les armes ; puis on réunissait ses forces pour marcher à la face de Marlborough isolé d'un de ses meilleurs corps de bataille. Le prince Eugène sut le plan des Français, il expédia courriers sur courriers à Marlborough, qui hâta son mouvement, et entra dans la ligne militaire formée entre les villages de Munster, Erlingen et Appertzhosen. La jonction une fois opérée entre les Anglais et les Impériaux, une bataille décisive était inévitable ; elle fut acceptée.

Le 12 août, au commencement du jour, les banderoles de toutes couleurs flottaient sur les tentes de France, des masses de cavalerie se faisaient apercevoir. Le camp était placé sur une hauteur défendue par des ruisseaux marécageux ; le Danube coulait à droite et protégeait ce point. La position était forte ; mais les alliés devaient-ils hésiter ? un jour de retard pouvait tout compromettre. On savait la marche du maréchal de Villeroy, qui du Rhin s'avavançait pour rétablir les communications de l'armée de France ; il fallait livrer bataille pour l'en empêcher. Les dispositions furent habilement faites : Marlborough comptait dans son armée soixante-six bataillons d'infanterie de toute arme, et cent soixante-dix-huit escadrons, belle cavalerie allemande ; cinquante-deux pièces de canons étaient disposées sur les lignes. Les Français et les Bavares offraient bien quatre-vingt-deux bataillons d'in-

(1) Aucune cité n'a laissé dans mon esprit une plus vive impression que Nuremberg. J'y demeurai toute une journée (1837) en contemplation de ses monuments ; c'est la ville du quatorzième siècle avec toutes ses formes. On trouve en France des monuments isolés d'une époque reculée, mais on ne rencontre pas une ville conservée tout entière ; une espèce d'*Herculaneum* du moyen âge avec ses mœurs, ses us, ses maisons, ses corps de métiers, sa bourse même, telle qu'elle existait dans ces temps reculés. Tel est Nuremberg.

Angsbourg offre un peu ce même caractère, moins prononcé cependant ; quant à Passaw et Ratisbonne, ce sont des villes épiscopales. A Ratisbonne, je remarquai un puits dans la cathédrale pour l'eau bénite ; à Passaw, la cathédrale est plus moderne. J'y visitai l'évêque, car j'étais curieux de connaître le successeur de ces fiers évêques de Passaw qui jouèrent un si grand rôle dans les guerres de l'Allemagne. C'était un Italien, homme fort doux, très-peu belliqueux mais très-spirituel.

fanterie, mais incomplets et moins forts; la cavalerie ne s'élevait pas au-delà de cent soixante escadrons; leur artillerie était lourde, mais plus nombreuse. Marlborough arrêta le plan de bataille

(1) J'ai trouvé deux autographes de Marlborough sur la bataille d'Hochstedt; l'un est adressé au secrétaire d'État de la guerre, l'autre aux États-Généraux de Hollande :

« Je n'ai que le temps de vous dire, Monsieur, que je vous prie de bien vouloir présenter mes respects à la reine, et lui faire savoir que mon armée a remporté une glorieuse victoire. M. de Tallard et deux autres généraux sont dans mon carrosse, et je suis occupé à poursuivre le reste. Au surplus, je me réfère à mon aide de camp, le colonel Parcke, qui vous fera le récit de tout ce qui s'est passé. Dans un jour ou deux je vous dépecherai un autre esquisse, avec une plus ample relation. *MARLBOROUGH.* »

Le duc de Marlborough aux États-Généraux :
« Hauts et puissans Seigneurs, je me suis donné l'honneur d'écrire à vos hautes puissances dimanche passé, pour les informer de la résolution que nous avions prise d'assiéger Ingolstadt et de la situation des ennemis; le même soir, sur les onze heures, nous apprîmes qu'ils avoient passé le Danube à Laviagen, sur quoi je fis avancer à minuit le général Churchill, avec les vingt bataillons qui avoient passé le Danube ce même jour pour renforcer le prince Eugène, et à trois heures du matin je me mis en marche avec le reste de l'armée, dont une partie, pour faire d'autant plus diligence, prit la marche du général Churchill, et la cavalerie avec la première ligne de l'infanterie, passa le Lech à Rain et le Danube à Donawert. Nous joignîmes ce même soir le prince Eugène, et campâmes avec la droite à Appertzhosen, et la gauche à Munster, avec dessein de prendre le lendemain ce camp de Hochstedt; mais quand M. le prince Eugène et moi vîmes le reconnaître avec quarante escadrons, nous trouvâmes que l'ennemi l'avoit déjà occupé, sur quoi nous prîmes la résolution de marcher à lui, comme nous fîmes hier. L'armée étant en mouvement dès les deux heures du matin, à quoi il ne s'étoit pas attendu, nous nous vîmes en présence sur les six heures; entre huit et neuf, on commença à se canonner; mais comme les ennemis avoient deux ruisseaux devant eux, avec une espèce de marais, de sorte que la cavalerie se trouva obligée de défilér, et que M. le prince Eugène avoit un grand détour à faire, il étoit bien une heure après midi avant qu'on en pût venir aux mains. Les ennemis se séparèrent en deux corps, l'Électeur et M. de Marsin à leur gauche, et M. de Tallard avec toutes ses troupes à la droite; ce dernier tomba à mon portage; enfin l'action s'échauffa, et continua jusqu'au soleil couchant, quand il a plu au bon Dieu de donner aux hauts alliés une victoire des plus complètes. Il est impossi-

ble d'exprimer la bravoure des troupes, tant généraux et officiers que soldats, qui méritent toutes les louanges qu'on peut leur donner, la cavalerie ayant été obligée de retourner à la charge cinq fois; mais le temps ne me permet pas d'entrer en détail; toute leur armée a été mise en déroute; nous en avons fait un grand carnage, et avons pris leur camp avec leur canon et munitions. De mon côté, nous avons poussé plus de trente escadrons dans le Danube, où nous avons vu périr la plus grande partie, et fait M. de Tallard avec beaucoup de ses officiers généraux prisonniers. Dans le village de Bleinheim, que les ennemis avoient fortifié, j'ai fait vingt-six bataillons avec douze escadrons, tous prisonniers à discrétion; outre cela, nous avons pris un grand nombre d'étendards et de drapeaux.

« Je ne sais pas encore le détail de tout ce qui s'est passé à la droite; mais la bonne conduite de M. le prince Eugène, et la bravoure de ses troupes, ont particulièrement éclaté dans cette glorieuse journée, dont je ne veux pas tarder à féliciter vos hautes puissances, les remettant pour le reste au colonel Parcke, un de mes adjudans généraux, qui, ayant été dans l'action, pourra leur en dire les particularités de bouche.

« Je suis, de vos hautes puissances, etc., etc. An camp de Hochstedt, ce 14 août 1704.

« Signé le duc de MARLBOROUGH. »

J'ai également trouvé un autographe du prince de Hesse-Cassel.

« Hauts et puissans Seigneurs, comme vos hautes puissances m'ont confié leur cavalerie, je crois qu'il est de mon devoir de les avertir que nous avons eu le bonheur de battre l'armée auprès de Hochstedt à plate couture; et pour les particularités, j'aurais de la peine à en faire un détail, car l'affaire s'est finie avec la nuit. Mais toujours nous avons ruiné toute l'aile gauche de la cavalerie, et aussi quelques bataillons que nous avons taillés en pièces; l'infanterie se rendit maîtresse d'un village, où elle a pris ou tué vingt bataillons. Je puis assurer vos hautes puissances que leur cavalerie a fait des merveilles, et tous les officiers généraux, et aussi le général Rompsch, qui s'est fort distingué. Je suis avec un attachement bien respectueux, hauts et puissans seigneurs, etc., etc., le 13 août 1704.

« Signé FALDBERG HESSEN. »

« P. S. Vos hautes puissances me pardonneront que ma relation n'est pas plus exacte, mais c'est la nuit à onze heures que je l'écris, et je suis un peu fatigué de la bonne journée. Mon aide-de-camp a pris en ma présence le maréchal de Tallard. »

Bleibheim vingt-sept bataillons de bonne infanterie : là fut sa faute, car il dégarnissait trop le centre de sa ligne. Le prince Eugène n'avait fait qu'une fausse attaque, et Marlborough, en profitant habilement, marcha de front sur la position du maréchal de Tallard : beau spectacle que ces charges de cavalerie française et allemande, toutes glorieuses, toutes sanglantes ! On se refoula à plusieurs reprises ; mais l'infanterie française était réduite à ce point de présenter à peine dix mille hommes disponibles ; ses carrés furent brisés, tandis que les vingt-sept bataillons jetés dans le village de Bleibheim restaient l'arme au bras sans pouvoir prendre part à l'action. Le maréchal de Tallard fit la grande imprudence de ne pas les rappeler au centre de la bataille. Elle fut perdue, cette bataille d'Hochstedt ! et ce qui occasionna un vide irréparable, ce fut la capitulation des vingt-sept mille hommes bientôt cernés dans le village de Bleibheim ; tous restèrent prisonniers de guerre, ils ne subirent qu'une ou deux sommations, et se rendirent sans se battre. Chose remarquable, un siècle plus tard, et pour ainsi dire jour pour jour, il se signa à quelques distances d'Hochstedt une capitulation semblable ; Mack livrait Ulm avec trente mille hommes à Napoléon, comme si un corps aussi nombreux d'infanterie ne pouvait pas toujours se faire une trouée sur un point de la ligne (1).

La bataille d'Hochstedt ou de Bleibheim changea tout-à-fait la situation stratégique des armées de France ; toute la campagne s'était poursuivie jusqu'alors sur le Danube, les combats s'étaient donnés au centre même de l'Allemagne ; maintenant il fallait opérer une retraite précipitée sur le Rhin ; on ne pouvait plus compter l'armée du maréchal de Tallard ; il était lui-même demeuré prisonnier avec trente mille hommes d'infanterie ; sa cavalerie était démontée, la Bavière envahie ; l'armée du maréchal de Villeroi devait en toute hâte se retirer sur le Rhin et couvrir l'Alsace. Bien des fautes avaient été commises : j'ai déjà dit l'extension démesurée qu'on avait donnée aux opérations militaires, ayant leur tête au Tyrol et leur dernière aile en Flandre et aux Pays-Bas ; il y avait de trop grands intervalles pour que l'armée des alliés ne tentât pas de se jeter dans les lacunes. Quant à la bataille d'Hochstedt, elle fut perdue par une erreur impardonnable en stratégie, c'est de grossir démesurément une aile de bataille, en dégarnissant le

centre. L'armée française en Allemagne se trouvait alors dans la même situation à peu près que Napoléon après Leipsick : comme cette armée était dans une position sans appui, la perte d'une seule bataille la refoula sur le Rhin. Le théâtre de la guerre fut reculé de plus de cent lieues.

CHAPITRE LXIV.

LES DOCTRINES RELIGIEUSES ET POLITIQUES.

Doctrines religieuses. — Situation du catholicisme. — L'Espagne. — La France. — Les jésuites. — Le jansénisme. — Tiers parti. — M. de Noailles. — Port-Royal. — Le P. Quesnel. — Le protestantisme. — L'Angleterre. — La Hollande. — L'Allemagne.

Doctrines politiques. — La souveraineté du peuple. — La liberté parlementaire. — Le gouvernement rationnel. — Le vote de l'impôt.

1700 — 1705.

Les époques historiques sont toujours dominées par certaines grandes opinions qui se disputent la société ; il n'y a pas de luttes matérielles et de violents chocs d'armes sans que les discussions de principes ne les aient préparés ; il se cache sous le bruit éclatant des batailles plus d'une thèse rationnelle de théologie ou de politique ; l'esprit d'un temps s'imprime à tout. Si l'on étudiait profondément l'histoire, on trouverait aux périodes les plus différentes une action vive et mystérieuse des opinions sur les faits ; cette action change de forme, elle modifie ses éléments, elle emprunte tour à tour la force de la religion ou de la liberté, mais seule elle prépare les heureux des peuples et des pouvoirs ; elle seule explique ces luttes longues et vives qui agitent les générations.

La coalition contre Louis XIV résultait surtout du principe religieux : le protestantisme agissait par une réaction inévitable contre le roi qui avait révoqué l'édit de Nantes. Quelques princes auxiliaires pouvaient bien redouter la monarchie universelle du roi de France, l'esprit de conquêtes, et les prendre pour prétexte officiel à un armement ; au fond de cette crainte habilement exploitée par le parti calviniste, l'intérêt religieux et d'opi-

(1) J'ai retrouvé, en 1837, dans les souvenirs de quelques habitants d'Ulm, l'explication de la conduite de Mack.

nions dominait; c'était en vertu du principe calviniste que la prise d'armes s'était opérée; l'espoir de la coalition était aussi bien dans les protestans soulevés aux Cévennes que dans l'armement général de toutes les puissances huguenotes; on attendait cet appui qu'un grand parti donne toujours à ceux qui défendent ses principes. Les pamphlets des réfugiés ne déguisaient pas ces desseins; ils étaient un appel à tous les calvinistes depuis les Pyrénées jusqu'aux Alpes; on leur parlait de la liberté de conscience, de la tyrannie du prince qui avait révoqué l'édit de Nantes, véritable charte du calvinisme, et qu'on avait impudemment violée (1).

A son tour le catholicisme avait partout salué comme un triomphe la révocation de l'édit de tolérance, la destinée de tout pouvoir étant l'unité, on avait hautement félicité Louis XIV sur la fermeté et la direction de sa politique: le pape d'abord, le gardien de la foi, avait considéré le roi de France comme le bras droit de l'Eglise, car il avait abattu l'hérésie; Rome reconnaissait les services du roi très-chrétien; le coup d'État qu'avait tenté Louis XIV avait excité les applaudissemens du saint collège (2); on proclamait l'administration du roi plus forte, plus décidée. Cela se conçoit: l'histoire, même révolutionnaire, nous a montré tous les pouvoirs qui visent à l'unité, sous le symbole de l'énergie politique. On ne fait de grandes choses qu'après avoir constitué l'unité dans les gouvernemens, et cette unité est saluée par les opinions ardentes et menacées comme le principe de leur salut.

Partout où le sentiment catholique dominait, le roi de France avait trouvé sympathie: en Italie, en Espagne, dans la Bavière, en Autriche même; l'Empereur était privé d'une partie de ses forces par cette division des princes allemands; en Espagne, la puissance de Philippe V reposait principalement sur la ferveur de principes et de dévouement religieux qui brillait dans la royale famille de Louis XIV. Les mesures prises par le conseil contre les calvinistes étaient en tout conformes à l'esprit de la population des Castilles, qui mêlait à la croyance catholique ses pensées de délivrance et son glorieux patriotisme; et une des causes qui avaient le plus aigri l'Espagne contre les troupes anglo-allemandes de la coalition, c'était l'oubli des pratiques calvinistes, et mépris pour la sainte Eglise

que tous ces hommes des armées étrangères laissent percer dans leur invasion sur les côtes de la péninsule: quand un Espagnol voyait un Anglais hérétique ou un Allemand luthérien, il le traitait non seulement comme un adversaire de sa patrie territoriale et matérielle, mais encore comme un ennemi de ses principes, de cette patrie morale de l'homme, la conscience humaine, cette Jérusalem céleste que tous les partis plaçaient si haut dans leurs dévouemens. Ce fut un grand point que l'unité dans la politique religieuse de Louis XIV; elle fit un faisceau de peuples de tous les catholiques; elle rattacha surtout la France et l'Espagne; elle aida le pape de famille.

L'administration française avait pris également une direction plus forte, plus unie, depuis la révocation de l'édit de Nantes. Cette mesure avait obtenu l'assentiment de tous les fidèles; elle avait réchauffé le zèle du clergé pour le roi. Quand une opinion est satisfaite dans ses principes, il est rare qu'elle ne témoigne pas sa reconnaissance par des actes de dévouement et des sacrifices: on vit alors se multiplier les dons gratuits du clergé (3), les impôts volontaires de la bourgeoisie et du peuple. Si l'on remontait à cette cause historique, on s'expliquerait difficilement la facilité que trouva l'administration de Louis XIV, pendant les trois premières années de la coalition, pour se créer des ressources. Tout vient à lui; il obtient de l'argent en abondance, et un enthousiasme bourgeois et tout de peuple: les villes lui font des offrandes municipales. On voit que la grande majorité du pays secondait l'administration royale, parce que le roi lui a livré les huguenots: il ne s'agit pas seulement des votes généreux du clergé, mais des sacrifices de toute une opinion riche et puissante qui vient d'obtenir la force de son unité et en sait gré à la couronne (4).

Dans cette situation triomphante du catholicisme en France, il se formait de nombreuses divisions en son sein; telle est la destinée fatale des opinions victorieuses. La vieille querelle de Jansénisme empruntait des forces nouvelles, et les disputes d'école se reproduisaient vivaces; du domaine de la philosophie le jansénisme descendait aux controverses actives de la chaire et des mandemens. La fraction intelligente du catholicisme, les jésuites, avait compris

(1) Manifeste de la coalition, 5 octobre, ann. 1703.

(2) Lettre de Clément XI à Louis XIV, ann. 1703.

(3) Registres des assemblées du clergé, ann. 1703-1704-1705; les dons s'élevèrent à près de 10 millions de livres.

(4) On peut voir dans le *Journal de Dangeau* toutes les sommes qui passèrent à la Monnaie depuis 1701 jusqu'en 1706. Il en compte plus de 300 millions en numéraire.

que, pour dominer la société, il fallait imprimer à la hiérarchie de l'Eglise des formes données, avancées, civilisatrices, et de là ce sensualisme exagéré de l'école d'Escohar et de Sanchez (1). Le jésuitisme avait fait passer la loi chrétienne, tout organisée pour une vie future, à l'état d'une vie sociale, avec ses faiblesses et ses besoins; d'où cette irrésistible influence de la compagnie de Jésus, cette prise de possession, plus ou moins immédiate, de l'esprit d'un pays et d'un peuple; car il est difficile d'échapper tôt ou tard à la force d'une école qui a pour elle l'intelligence de la société et la mission de l'avancer. Telles furent l'origine et la source de la puissance des jésuites.

Les jansénistes, sorte de puritains dans l'Eglise, avaient compris la loi chrétienne comme un système en dehors de la sociabilité; pharisiens rigides, ils attiraient à eux certains esprits d'élite par l'attrait de mœurs sévères et d'observances minutieuses: Port-Royal était une réunion de capacités à part; on y méditait une perfection spirituelle; le cœur était froid, mais la tête éloquent et la parole mystique. Les jansénistes, unis entre eux par des liens indissolubles, vivaient dans la solitude et sous de frais ombrages; plusieurs de leurs Pères étaient dispersés: Arnauld, pendant son exil de Bruxelles, ne ménageait pas le roi Louis XIV; et le père Quesnel, le chef de l'école, depuis la mort de Nicole et d'Arnauld, s'était réfugié à Amsterdam, à la suite des calvinistes exilés par l'édit de Nantes (2). Cette école des jansénistes niait ses rapports avec les réformés; elle repoussait l'accusation d'hérésie, mais elle avait tant de points de contact avec les réfugiés et leurs doctrines, qu'elle prêtait à ces accusations que la société de Jésus jetait contre elle. Le livre des *Réflexions morales* du P. Quesnel avait exposé toute la théorie du jansénisme; il avait été déferé à Rome, et cette punition, si grande pour un ecclésiastique, n'avait fait que réveiller son ardeur de controverse. Réfugié à Amsterdam, Quesnel, proscrit par la France, multipliait les pamphlets; il ne ménageait rien dans ses appréciations philosophiques; il recherchait la vérité avec toute la liberté d'une im-

agination solitaire, sans frein et sans engagement. Le parti calviniste admirait beaucoup les jansénistes: dans les pamphlets les plus violents, imprimés en Hollande et en Angleterre contre Louis XIV, Port-Royal était loué. On distinguait l'école de Pascal et de Nicole du jésuitisme spécialement attaqué par les livres de la réforme. Une telle distinction méritée dans les écrits du protestantisme devait exciter les soupçons de la part du conseil du roi, et ceci explique les poursuites actives que Louis XIV dirigea contre les jansénistes. Il n'y a pas de persécution absolument sans cause; toutes ont leur source dans la crainte qu'inspire un parti. Quand un pouvoir voit ses ennemis louer une certaine opinion dans la société, il est naturel qu'il prenne des méfiances et des précautions contre elle, car ce qu'un ennemi loue doit inspirer des soupçons. Au reste, comme je l'ai dit souvent, la querelle des jansénistes et des jésuites n'était que l'éternelle dispute entre la liberté et l'autorité, la grâce et le libre arbitre, controverse de toutes les époques philosophiques (3).

Au milieu de ces opinions hostiles et des mesures prises par l'autorité royale contre les sentiments des jansénistes, il s'était formé un tiers parti dirigé par M. de Noailles, alors élevé à l'archevêché de Paris; les tiers parti sont toujours la conséquence d'une guerre trop ardente. M. de Noailles, d'abord évêque de Châlons, avait publié des livres de morale et des mandemens épiscopaux qui se rapprochaient par les termes et les pensées des intérêts de Port-Royal; il n'avait jamais admis cette théorie du libre arbitre, ce système qu'on appelait demi-pélagien, sur l'indépendance de l'homme. Durant sa première mission, M. de Noailles professait avec assez de hardiesse les opinions du jansénisme; il s'était honoré de l'amitié d'Arnauld, de Nicole et du Port-Royal; mais une fois élevé jusqu'à l'archevêché de la grande métropole, M. de Noailles renonça aux principes trop ardents de son parti; il prit un système mixte, une couleur moyennement; son rituel tint tout à la fois des doctrines morales de l'école d'Arnauld et des prescriptions plus sociales des partisans du libre arbitre (4); M. de Noailles

(1) Voyez le tom. II de cet ouvrage.

(2) Quesnel (Pasquier) était né en 1634; il joignit Arnauld à Bruxelles en 1684; il était à Amsterdam depuis 1699; ardent et broüillon, il publia beaucoup de livres de controverses sur la grâce et la prédestination. (Voyez la longue nomenclature des ouvrages de Quesnel dans le *Dictionnaire de Moréri*.)

(3) Voici ce qu'on lit dans un écrit calviniste publié

en Hollande: « Comme les Jésuites sont très-embarrassés de montrer qu'ils ne sont ni pélagiens ni semi-pélagiens, les jansénistes sont très-embarrassés de prouver qu'ils ne sont pas calvinistes. » Pamphlet; La Haye, ann. 1706.

(4) M. de Noailles renia les doctrines jansénistes dans son *Exposition des doctrines de l'Eglise, traitant la grâce de la prédestination*. Paris, 1696.

ne fit pas tout résulter de la grâce, sorte de fatalité des anciens. Il est rare, lorsqu'un chef d'opinion touche de près au pouvoir, qu'il ne modifie pas ses idées et ses engagements de parti; plus on est haut, plus facilement on est modéré. Tel fut M. de Noailles: il était au fond janséniste; archevêque de Paris, il se posa comme conciliateur. M^{me} de Maintenon d'ailleurs aimait assez les formes rigides du jansénisme; elle n'était point indulgente pour les fautes, elle avait une rigueur de principes qui vient souvent au vieil âge, si ce n'est par caractère, souvent, hélas! par dépit. Si donc le conseil du roi persécuta les jansénistes, c'est qu'il confondait cette école avec celle des mécontents et des calvinistes exilés; il y a des rapports si intimes entre les hommes de paroles et les hommes d'actions: dans les temps de luttes et durant les crises publiques, on les comprend les uns et les autres dans une commune proscription, parce que tous concourent également aux périls de l'État.

Si le catholicisme se montrait ardent dans son unité en France et en Espagne, la réforme aussi avait son énergie en Angleterre, en Hollande, dans l'Allemagne et en Suisse. Toutes les populations calvinistes savaient qu'il s'agissait d'une guerre de principes religieux, et les sacrifices ne coûtaient rien. Jamais peut-être le parlement anglais n'avait montré une telle unanimité en votant les subsides; les lords temporels et spirituels s'étaient réunis contre l'ennemi commun; ils avaient embrassé la cause de la reine Anne, comme l'expression de leur religion et de leur nationalité (1). La révolution de 1688 avait imprimé à l'Angleterre un esprit d'égoïsme et d'isolement sur elle-même; les whigs tenaient le pouvoir, et ils avaient lancé le duc de Marlborough sur le continent, comme leur représentant militaire. L'Église anglicane était une institution toute nationale, toute anglaise, depuis le sommet de la hiérarchie jusqu'aux simples cures, aux plus modestes fonctions des canonicats. En Hollande, le principe calviniste était non moins ardent; ce pays était rempli de réfugiés français qui animaient le prêche contre Louis XIV; c'était une grande unanimité de haines entre toutes les sectes. Depuis l'avènement du prince d'Orange sur le trône d'Angleterre, il y avait mille rapports entre les Anglais et les Hollandais; les flottes paraissaient sous un commun pavillon dans la Manche et le Texel, les armées

marchaient de concert, on se prêtait les subsides à Londres et à La Haye; la maison d'Orange régnait mieux sur ses anciennes provinces que sur son trône nouveau.

En Allemagne, la réforme trouvait son plus ferme représentant dans la récente monarchie prussienne. Ce n'était que par des considérations toutes personnelles que l'empereur était entré dans la coalition; les intérêts de famille l'avaient emporté sur la politique générale et rationnelle de l'Empire. Il était évident que la guerre présente ne pouvait avoir qu'un but et qu'un résultat, l'agrandissement progressif de la maison de Brandebourg en Allemagne; l'empereur avait une politique opposée à cet agrandissement, mais les souvenirs de la monarchie de Charles-Quint s'étaient réveillés à l'occasion du testament de Charles II d'Espagne, et les troupes de l'empereur paraissaient sur le champ de bataille à côté des soldats de son vieux rival l'électeur de Brandebourg. Presque tous les princes protestants en Allemagne avaient pris parti contre Louis XIV; on trouvait le duc de Bade, l'électeur de Saxe, dans la coalition, et si l'on y rencontrait le duc de Savoie et le roi de Portugal, j'ai dit les motifs politiques et d'existence territoriale qui avaient déterminé de leur part une prise d'armes contre le roi de France. Le caractère de la lutte était donc profondément déterminé; c'était une guerre de principes autant que d'intérêts, et l'on aperçoit de plus en plus cette vérité, quand on l'applique aux événements politiques.

Le but d'unité religieuse qui avait marqué le gouvernement de Louis XIV s'était étendu à l'administration toute entière; le roi avait personnellement en quelque sorte l'autorité absolue; la monarchie n'offrait plus aucune de ces institutions qui constituent les gouvernements mixtes; il n'y avait plus ni Parlements, ni cours de justice, ni États-Généraux, et dans le conseil même aucune résistance ne venait s'opposer à l'expression de la volonté suprême du roi: en France, il n'y avait pas une seule voix qui pût hautesment et librement tenir le langage de l'opposition; tout s'agenouillait devant la majesté royale, et l'on n'eût pas même compris une remontrance, de quelque ordre de l'État qu'elle émanât; la forme générale et permanente de la société, c'était l'autorité du roi sans contrôle, la force monarchique sans aucune compensation; tout parlementaire qui aurait osé une opinion eût été jeté à la Bastille. On avait fait deux tentatives, mais avec tant de timidité, et elles avaient été si promptement repoussées, que les Par-

(1) Registres du Parlement, ann. 1703-1708.

lemons étaient rentrés dans le simple exercice de l'autorité judiciaire et administrative (1).

Les doctrines qui luttèrent à l'étranger contre la forte unité royale de Louis XIV étaient de plusieurs espèces; il est important de bien les définir. D'abord, l'école de la *souveraineté du peuple*, dans sa plus large extension, avait des échos répétés depuis la réforme du seizième siècle; la lutte contre l'autorité avait constamment grandi; la souveraineté du peuple était hantement défendue dans les livres des réfugiés; elle avait été plusieurs fois appliquée contre les rois; mille écrits imprimés en Hollande, en Angleterre, déclaraient que l'obéissance des peuples est toujours conditionnelle, et que le pays est pleinement souverain en toute hypothèse. Cette école hardie tendait à la république populiste dans ses conséquences; elle prenait néanmoins certaines précautions usagées; c'était dans le sens biblique qu'elle allait chercher ses exemples et ses souvenirs (2); elle parlait de l'empire des saints, du triomphe de l'Écriture; mais dans l'application matérielle, les deux types qu'elle offrait aux générations comme le dernier terme de sa théorie, c'étaient Genève pour le système municipal, et les États-Généraux de Hollande pour l'organisation gouvernementale et hiérarchique; la forme fédérative des États-Généraux de Hollande devenait le sujet des éloges effrénés de l'école calviniste et des réfugiés. A toutes les époques, l'opposition républicaine a besoin d'un gouvernement modèle, dont elle exagère le bien-être pour renverser les vieilles institutions qui l'importunent, et la Hollande avec son président, ses assemblées, sa prospérité commerciale, était un type offert à la liberté bourgeoise de la France.

L'école républicaine se posait trop hardie pour être immédiatement dangereuse; l'aristocratie anglaise, avec sa monarchie de 1688, ne l'eût pas subie, car elle ébranlait dans son essence l'édifice de la constitution du Parlement; elle réduisait tout au système fédératif des États-Généraux de Hollande et de la municipalité de Genève. Alors parut une opinion mitoyenne, qui admettait la royauté comme condition nécessaire de l'état social, mais la royauté avec des institutions, un Parlement, des libertés publiques (car le mot est vieux). Les écrits, les pamphlets, et jusqu'aux manifestes des puissances alliées, indiquaient cette révolution tentée

en face de l'établissement absolu de Louis XIV. Rien n'était plus dangereux pour le roi que cette théorie mixte et pondérée des pouvoirs politiques dans la société. Je trouve un curieux écrit du temps en forme de manifeste; en voici les termes: « Exhortation aux François qui avoient encore quelque sentiment de leur liberté (dont le nom qu'ils portoient n'étoit qu'un masque vain), de se servir de l'occasion favorable qui se présente pour la reconquérir, en joignant leurs armes à celles des alliés qui déplorent leur sort, au lieu de le rendre plus malheureux par leurs hostilités (3). » Dans ce pamphlet il était fait ensuite un dénombrement des griefs de la nation française contre son roi, qu'il serait trop long de marquer ici: « on appuyait fort sur la suppression des États du royaume, par laquelle les fondemens des lois et de la liberté des peuples avoient été sapés, puisque par là le monarque avait usuré une autorité despotique sur ses sujets, en exigeant d'eux ce que bon lui semblaient pour satisfaire son ambition ou l'avidité de ses ministres. » Ce manifeste finissait par des termes énergiques, « pour animer les François à prendre les armes, afin de secouer un joug insupportable qui rendoit leur condition pire que celle des esclaves; pour obtenir la convocation des États du royaume, sans le consentement desquels le roi n'étoit pas en droit de faire aucune levée sur son peuple, et afin que tous les partisans qui, comme des loups ravissants, dévoreroient leur substance, fussent châssés ou sacrifiés à leur colère. »

Cette théorie allait jusqu'aux entrailles de la nation; elle s'adressait aux souvenirs, aux émotions des diverses classes du peuple. On avait partout mémoire en France des jours de liberté; les parlementaires regrettaient les temps d'autorité pour la grand'chambre et les Tournelles, quand ils se promenaient avec la robe rouge et bien parés au milieu du peuple; il n'y avait pas un de *messieurs* qui ne rêvât le retour de l'autorité politique du Parlement, alors qu'il avait droit de remontrances et le refus d'enregistrer. Les États-Généraux étaient aussi très populaires; on en disait secrètement l'histoire dans les parloirs de la bourgeoisie, lorsque le prévôt des marchands portait les griefs de la grande cité. L'exemple de l'Angleterre réchauffait bien des têtes; pourquoi n'aurait-on pas les

(1) J'ai feuilleté les registres du Parlement, et je n'ai trouvé que deux tentatives politiques sous le règne de Louis XIV. C'était à l'occasion des grains et de la police de Paris.

(2) La Bibliothèque du roi est très-pauvre en pamphlets hollandais; le *Journal de Leyde* est la plus curieuse publication de cette époque, ann. 1700-1710.

(3) Il fut imprimé à Londres, ann. 1705.

mêmes libertés? qui empêchait le peuple d'avoir son bill de droits? Ces idées fermentaient déjà dans beaucoup d'imaginations. L'école républicaine pure était moins dangereuse; elle se renfermait dans quelques esprits puritains; mais l'école parlementaire et anglaise avait un grand nombre de partisans parmi la bourgeoisie, la basoche et le Parlement; on en répétait les annales; les réfugiés en favorisaient le développement; les systèmes s'agitaient, et il fallait une main forte et ferme pour empêcher la ruine de l'unité monarchique. Cette nécessité explique la vigueur du règne de Louis XIV : supposez que dans la crise d'une coalition contre la France le pouvoir eût été sous l'empire de ces molles idées et de ces hommes de parlement et de parole, le pays eût-il résisté à ce mouvement militaire de l'Europe? Il y a des époques de dictature nécessaire; et cela est si vrai, que la république elle-même y recourait dans tous les moments de péril : c'est chose impossible que de sauver un pays, aux temps de crise, sans établir fortement l'unité dans le pouvoir.

Ainsi donc la lutte des doctrines suivait en quelque sorte le mouvement militaire qu'elle avait préparé. Avant que les opinions et les partis courent aux armes, il se fait toujours une longue polémique, ardente, infatigable; on s'essaie par la parole, on se menace par les pamphlets. L'Europe avait en face l'un de l'autre deux systèmes religieux et politiques : d'une part le catholicisme dans son unité, l'autorité royale dans sa force; de l'autre la réforme avec l'examen, la théorie parlementaire avec ses discussions et ses votes de majorité. Le but territorial, les agrandissements de nations n'étaient que des idées accessoires dans la guerre. La nationalité française n'a été conservée que par l'unité de pouvoir, quels que soient le nom et la forme que le gouvernement ait pu prendre; sous ce point de vue, le règne de Louis XIV se rapproche de plus d'une époque moderne. Toutes les fois que la crise a été grande, il a fallu constituer un pouvoir fort et maître; on ne se sauve pas par le décousu des principes et la faiblesse des résolutions.

CHAPITRE LXV.

LES COURS DE FRANCE, D'ESPAGNE ET DE SAINT-GERMAIN.

Longue postérité de Louis XIV. — Naissance du duc de Bretagne. — Fêtes de la bourgeoisie. — Décou-

ragement des esprits. — Efforts de l'administration. — Nobles. — Villes. — Peuple. — La cour d'Espagne. — Gouvernement de la monarchie pendant l'absence du roi. — La princesse des Ursins. — Le conseil de Castille. — Provinces. — Catalogne. — Valence. — Aragon. — La cour de Saint-Germain. — Jacques III. — Sa famille. — Projets d'une restauration en Angleterre.

1704 — 1705.

La longue postérité de Louis XIV s'agrandissait encore par la naissance d'un arrière petit-fils; la sémiante duchesse de Bourgogne donnait la vie à un bel enfant, qui prit le nom et le titre de duc de Bretagne; le vieux roi fut au comble de ses vœux; trois générations perpétuaient sa race; il les voyait croître autour de lui. Rien de plus imposant et de plus gracieux tout à la fois que cette famille de Louis XIV réunie à Versailles, telle qu'elle nous est retracée encore par la grande peinture, rare et précieux monument de l'art : qu'il est grave et solennel ce vieillard entouré du dauphin, homme mûr déjà, du duc de Bourgogne, du roi d'Espagne, du duc de Berri ses petits-fils, et de cet enfant au berceau, gras, joyeux, tout empaqueté de riches malines, et la poitrine ornée du beau cordon bleu ! Le roi répugnait alors à se faire peindre; on l'avait tant reproduit dans ses jeunes années, avec les attributs de force et de vie; maintenant les rides contraient ses traits, les caractères de la vieillesse se dessinaient sur son front majestueux, et sa large perruque en déguisait à peine l'outrage ineffaçable; souvent M^{me} de Maintenon l'avait trouvé une larme à l'œil en contemplant les portraits de sa jeunesse, car rien n'est triste comme un portrait qui demeure seul des beaux jours de l'existence, témoignage désolant des ravages que le temps a faits sur la vie. Louis XIV n'aimait plus de cette vie que le travail et le devoir; toutes ses émotions se portaient sur le grand œuvre de la monarchie; il se réservait pour son gouvernement, il ne quittait plus ses appartements que pour la chasse dans la forêt de Versailles et quelques distractions dans la chambre de M^{me} de Maintenon. Toutefois il y avait cela de doux et de facile dans ce royal vieillard, qu'il aimait que toute sa cour s'amusât; il ne voulait pas que la nouvelle génération s'aperçût de ses souffrances, de ses ennuis, et la duchesse de Bourgogne était merveilleusement propre à embellir cette magnifique cour;

elle était chargée de distraire la partie jeune et active de Versailles et de Marly (1).

Elle venait donc de donner un fils à la France, M^{me} la duchesse de Bourgogne; le duc de Bretagne fut revêtu du cordon bleu à son berceau, et le roi voulut que toute la cour prit part à cette douce joie; on se contenta jusqu'au jour des relevailles de M^{me} la duchesse; on lui fit d'enfer, dans sa chambre, car elle aimait toutes les distractions, même le brelan. Le roi lui réservait une belle surprise, Louis XIV s'était conservé d'une galanterie et d'une grâce parfaite. « Le roi avait préparé pour M^{me} la duchesse de Bourgogne des présents magnifiques, qu'elle devait trouver à chacun des douze pavillons de Versailles, et ces présents lui auroient été faits par des dames qu'il auroient attendue à la porte de ces pavillons. Le roi devait mener la duchesse de Bourgogne dans son chariot, et elle n'avait aucune connaissance de ce que Sa Majesté voulait faire pour elle. Louis XIV, voyant l'après-dîner qu'il pleuvait, et n'étant pas assuré de pouvoir faire toute la promenade, prit le parti de faire apporter tous ces présents chez M^{me} de Maintenon, où il les donna à M^{me} la duchesse de Bourgogne, qui en fut fort touchée. Il y avait des vers très-jolis qui accompagnaient chaque présent, et ces vers étaient de Belloc (2). » Parmi les présents il y avait deux cabarets, un d'or et un d'argent, travaillés à la perfection; un portrait de M^{me} la duchesse de Bourgogne tenant monseigneur le duc de Bretagne sur ses genoux, avec une bordure magnifique; beaucoup de belles pièces d'étoffe de Perse, de la Chine et de France; une cave pour des essences, des robes de chambre toutes faites, des tabliers, des éventails, des parasols, un rouet de la Chine et des balots de soie, parce qu'elle aime à filer: enfin, le roi n'avait rien oublié de tout ce qu'il croyait qui lui pouvait faire plaisir. Sur les six heures, le roi et la reine d'Angleterre arrivèrent. Le roi les reçut dans le jardin et les mena dans un endroit auprès du mail, où l'on avait préparé une collation magnifique, avec des buffets nouveaux de porcelaine et de cristal, sur des tables de marbre blanc, sans nappe. Le roi d'Angleterre, Messieurs les ducs de Bourgogne et de Berry, les princesses et beaucoup de dames anglaises et françaises étoient à table; la reine d'Angleterre ne s'y mit point, et le roi la mena au pavillon des Globes, où le roi d'Angleterre et M^{me} la duchesse de Bourgogne les rejoignirent après la collation, et achevèrent de faire

le tour du jardin avec eux. Au retour de la promenade, la reine alla chez M^{me} de Maintenon, pendant que le roi travaillait avec M. de Chamillard, et que le roi d'Angleterre jouait dans le salon. A l'entrée de la nuit, les tambours, les trompettes, les timbales, les hautbois annoncèrent que le feu alloit commencer. L'arc de triomphe qu'on avait élevé par-delà l'abbaye, autour duquel étoit écrit: *pour Adélaïde*, fut illuminé encore plus magnifiquement que le jour qu'on arriva ici. Les bords de la pierre d'eau et des cascades furent fort illuminés aussi. Le temps étoit à souhait. On avait laissé entrer dans les jardins une infinité de gens venus de Paris, et qui n'embarrassaient point pour la vue. Les rois et la reine étoient dans des fauteuils à la porte du salon. Les fusées commencèrent à neuf heures, et tout le feu fut le plus beau du monde, et on laissa brûler ensuite tout l'arc de triomphe; à neuf heures et demie, on se mit à table, et durant le souper on chanta les vers qui avaient été faits pour M^{me} la duchesse de Bourgogne, et qu'on avait déjà chantés le premier jour qu'on arriva ici. Après le souper, le roi et la reine d'Angleterre retournèrent à Saint-Germain. La plupart des gens qui étoient venus de Paris pour le spectacle demeurèrent dans les jardins jusqu'à minuit (3). »

A Paris, ce furent des fêtes non moins magnifiques; la bourgeoisie aimait alors ses rois avec passion; quand il leur naissait un fils, c'étoit l'enfant de tous; il fallait voir la joie entre des halles, le branle de toutes ces harengères! Qu'il était doux ce nom de fils de France, ce culte du peuple pour le royal enfant au berceau, mystérieuse tradition qui venait de Jésus, le rejeton de David, jusqu'au daphnin, le fils de la monarchie! Pour la naissance de M. le duc de Bretagne, il y eut un feu de fagots à l'Hôtel-de-Ville en Grève, haut de sept étages, et tous ces fagots brûlèrent la nuit avec un éclat et des gerbes étincelantes; hélas! ce pauvre enfant ne vécut pas de longues années; le duc de Bretagne préparait cette cruelle suite de funérailles qui couvrit de deuil toute la famille royale. Quand la mort vous prend ainsi une race, elle est impitoyable, elle frappe sans se laisser vieillards, enfants et jeune fille; elle semble s'asseoir au banquet, et boire dans la coupe à la ronde, comme dans l'œuvre magnifique d'Albert Dürer.

La cour s'étoit faite alors un peu littéraire; non point de cette grande et respectueuse littérature de la belle époque de Louis XIV, si louangeuse pour

(1) *Mercur de France*, ann. 1704.

(2) *Journal de Dangeau*, ann. 1704.

(3) *Journal de Dangeau*, ann. 1704.

le roi, mais de cette autre littérature qui devenait philosophique et mordante; la duchesse du Maine donnait le ton à la nouvelle école des gens de lettres; elle était fort spirituelle et faisait des vers avec grâce; son salon se composait de poètes avec lesquels elle vivait dans la plus intime familiarité; sa maison de Sceaux était le rendez-vous des beaux-esprits du temps, et, princesse romanesque, elle appelait La Mothe Houdart son *berger* (1); l'étiquette était tout-à-fait oubliée dans ces petits soupers où la galanterie et l'esprit faisaient assaut de gentillesse. Ce fut l'origine de l'école mêlée de nobles et de gens de lettres qui domina le dix-huitième siècle. Le roi avait bien quelque répugnance pour cette égalité, il pouvait s'en plaindre; mais la duchesse du Maine n'était-elle pas la femme d'un des fils chéris de Louis XIV, ce jeune homme tout boiteux sauvé aux eaux de Barrège par les soins de M^{me} de Maintenon? Le roi avait toujours pour ses enfants naturels un faible et une tendresse indicibles. La duchesse du Maine excellait dans l'art de jouer la comédie; elle dansait, aux châteaux, les plus gracieux des menuets de la cour; une jolie voix récitait des noëls, tandis que les quadrilles se déroulaient les rigodons joyeux et les danses à caractère de l'Espagne et de l'Italie. Rien n'était comparable à ces quadrilles sous les grandes charnelles de Versailles et de Marly (2).

Si la duchesse du Maine aimait la poésie, le duc d'Orléans faisait de la musique avec passion et composait des opéras. Depuis la mort de Monsieur, frère du roi, le duc d'Orléans s'était mis en meilleurs rapports avec son oncle; ces douloureux événements qui brisent le cœur, ces deuils qui désolent les races, resserrent les membres d'une même famille; on ne peut rester divisés quand la mort impitoyable nous pousse à la terre, notre origine commune. Le roi avait comblé le duc d'Orléans de toute espèce de faveurs; il lui avait fait près de 1300 mille liv. de pension, indépendamment de ses immenses apanages; il l'accueillait avec une bienveillance triée, qui rappelait sa tendresse fraternelle pour Monsieur. Le duc d'Orléans s'était plaint d'avoir été omis dans le testament de Charles II d'Es-

pagne, quoique sa branche eût des droits par Anne d'Autriche son aïeule; Louis XIV lui permit de réclamer auprès de Philippe V, et le duc confia ses intérêts à l'abbé Dubois, son secrétaire de commandement. L'origine de l'abbé Dubois était obscure, mais son habileté incontestable; mêlé tout jeune homme aux négociations de la famille de Monsieur et de la maison d'Orléans (3) il avait été plusieurs fois remarqué par Louis XIV, qui lui donna une bécasse en récompense. On disait que Dubois s'était prêté à des complaisances de débauche pour s'attirer la confiance du jeune duc d'Orléans. Je ne veux pas remuer le fond et la lie des caractères; dans la vie privée, qui peut se dire complètement pur et saint! qui n'a quelque plaisir à cacher dans les infirmités de notre nature! L'abbé Dubois était un homme habile, un esprit à ressources, et ceci suffisait à sa mission d'Espagne; M. le duc d'Orléans avait besoin de s'oublier lui-même et de contempler son activité brûlante, ce qui mène à de honteux excès. Le roi n'avait pas voulu jusqu'alors lui confier un commandement militaire; le duc d'Orléans se sentait à la tête et au cœur certaines destinées; il les étouffait sous de vulgaires plaisirs. Souvent, lorsqu'on a conçu des idées un peu fières, lorsqu'une ambition élevée vous dévore, on cherche à déjouer l'œil vigilant qui vous surveille, par une vie dissipée et insouciance; c'est l'innocence et l'imbécillité de Brutus dans la vieille Rome. Le duc d'Orléans s'adonnait aux sciences occultes et à la musique avec frénésie; il avait composé l'opéra de *Panthée*, les paroles étaient de La Fare; on le joua chez la princesse de Conti à Fontainebleau (4). De temps à autre, pourtant, la poitrine du prince bouillonnait, et il demandait au roi qu'on l'employât dans le mouvement de la guerre active; il caressait toutes les vanités de Louis XIV, et la duchesse d'Orléans consentait à donner les honneurs à la duchesse de Bourgogne; ces honneurs consistaient à lui offrir les gants, l'éventail et le verre d'eau sucrée sur le plateau d'or, vieille coutume empruntée à la féodalité, alors que les grands vassaux servaient à cheval le suzerain au banquet.

(1) Il faut consulter sur l'esprit de cette cour de Sceaux le Recueil des lettres de La Mothe, qui sert de supplément à ses œuvres, publié par l'abbé Le Blanc.

(2) *Journal de Dangeau*, ann. 1708.

(3) L'abbé Dubois était de la race méridionale, fine et rusée. Il était né à Brive-la-Gaillarde, le 6 septembre 1668, et avait alors cinquante ans. Je retrouverai plus tard le cardinal Dubois à la régence.

(4) Le duc d'Orléans dessinait à perfection; on voyait encore au château de Meudon, avant nos troubles politiques, des peintures parfaites de sa main; il a dessiné et gravé les belles estampes de l'édition de *Daphnis et Chloé*, dans la traduction d'Amyot. La plus curieuse vie du duc d'Orléans est celle qui a été imprimée à Amsterdam, sans nom d'auteur, ann. 1737.

La petite fée de toute cette cour était toujours la duchesse de Bourgogne, enfant gâtée, qui se tirait, à force d'esprit, de la position fautive que le duc de Savoie son père lui avait faite en secondant la coalition; le roi, avec cette noblesse qui le caractérisait, ne lui parlait jamais de la rupture du duc de Savoie; il ne témoignait ni froideur ni méfiance; la duchesse ne cessait d'entrer dans le cabinet de M^{me} de Maintenon, d'assister au travail, et jamais il n'y avait en la moindre crainte qu'elle n'abusât de cette liberté, en révélant les secrets d'Etat au duc de Savoie son père; elle était trop pleine de ses plaisirs, et Louis XIV, vieux roi, redoublait auprès d'elle d'attentions et de prévenances. Il y eut alors frénésie pour les bals masqués, on en faisait à toutes les soirées du carnaval; le vieux roi, pour complaire à sa jeune cour, y paraissait lui-même; et comme l'étiquette était que tout le monde fût masqué, Louis XIV mettait sur ses vêtements une robe de gazelégère et transparente (1). L'opéra, les bals, les mascarades formaient ainsi les distractions d'une noblesse alors devenue très-active et très-brillante. La triste bataille d'Hochstedt jeta le deuil au milieu de Marly et de Versailles, tout entiers aux folles nuits du carnaval.

Le roi Louis XIV considérait la maison d'Espagne comme sa propre famille; il venait d'envoyer son portrait à son petit-fils, et les conseils n'avaient pas manqué à son inexpérience; jamais correspondance plus active que celle du roi de France et de Philippe V; et les alliés avaient bien raison de dire que les deux royaumes n'en formaient qu'un, sous la commune impulsion de Louis XIV (2). Ils étaient pourtant passés ces temps heureux de l'avènement; le jeune Philippe V n'excitait plus dans la péninsule cette unanimité de sentiments et d'amour qui avait salué son arrivée à Madrid. Le roi avait quitté l'Espagne pour se porter en Italie, théâtre même de la guerre; on a vu qu'il avait laissé le gouvernement d'Espagne à sa jeune femme Marie de Savoie; spirituelle et douce, la reine s'était entièrement placée sous l'ascendant de la princesse des Ursins, sa *camarera major*, puissance exclusive de cour à l'Escorial ou au Buen-Retiro. Marie-Anne de la Trémouille, de cette grande famille si ardente sous la Fronde, avait d'abord épousé

le prince de Chalais, cadet des Talleyrand; exilée par un ordre de Louis XIV à la suite du duel du prince de Chalais, elle vécut galante et riche à Rome, la vieille capitale du monde chrétien; elle y avait connu le cardinal d'Estrées; à la suite de quelques intrigues amoureuses, on lui avait fait épouser le prince Bracciano, possesseur de cette belle villa Orsini, qui n'a de pareille à Rome que la villa Borghèse, si riche de ses eaux et de ses parcs, près de la porte du Peuple, qui couronne le Corso romain; c'est de la villa Orsini que la princesse avait pris son nom d'Orsini ou d'Ursins, sous lequel elle devint si célèbre. La princesse avait emprunté la dextérité et l'esprit des Talleyrand et le courage des la Trémouille; elle était habile à suivre toutes les négociations, et c'est d'après les dépêches du cardinal d'Estrées qu'elle avait été choisie comme *camarera major* pour Marie de Savoie, devenue depuis reine d'Espagne (3). La princesse des Ursins obtint bientôt un puissant ascendant sur sa souveraine, jeune femme naturellement entraînée vers une plus vieille expérience; la reine d'Espagne, timide comme à dix-sept ans, appelait un guide sûr et fidèle dans la tâche difficile que la régence lui imposait pendant l'absence du roi, alors à la guerre d'Italie. La princesse des Ursins parlait élegamment la langue italienne, si chérie de la reine; elle jargonait l'espagnol avec une facilité prodigieuse; son système fut bien simple: il consista tout entier à dominer l'esprit de Marie de Savoie, et à se poser exclusivement Espagnole. On vit une chose étrange: une Française désignée par Louis XIV comme *camarera major*, combattre ouvertement l'influence de la France; la princesse des Ursins parvint à éloigner du conseil de son souverain le fidèle Louville, le seul gentilhomme français qui eût accompagné Philippe V dans le sombre Escorial. La princesse atténua autant qu'il fut en elle, le crédit du cardinal d'Estrées ambassadeur de France à Madrid; elle grandit le pouvoir des Espagnols; elle eut sa cour, ses amis dans le conseil d'Espagne, si bien qu'on disait que la princesse agissait ainsi pour convaincre l'Europe qu'en aucun cas les deux monarchies ne seraient réunies. Un des griefs de la coalition était le rapprochement trop intime des deux monarchies; Louis XIV voulait peut-être té-

(1) *Journal de Dangeau*, ann. 1705. — *Mercur galant*, idem.

(2) La correspondance de Louis XIV et de son petit-fils se trouve encore à Versailles; quelques lettres ont été publiées à la suite des *Mémoires* de Louville.

(3) La princesse des Ursins était née en 1648; elle

avait donc soixante ans. Déjà M^{me} de Maintenon écrivait d'elle au roi Philippe V: « Votre Majesté trouvera de la joie dans la reine, qu'on dit être pleine d'esprit, et M^{me} des Ursins est très-propre à aider Votre Majesté à la former. » (*Corresp.* de M^{me} de Maintenon, ann. 1703.)

moigner que le cabinet de Madrid marchait dans sa propre impulsion; habile tactique au moment où l'Europe lançait ses manifestes contre l'insatiable ambition de Louis XIV (1).

Au retour de Philippe V à Madrid, le pouvoir de la princesse des Ursins ne continua; dans cette cour du Buen-Retiro ou de l'Escorial, si compassée, si pleine d'ennui et de cérémonial sombre et fastueux, le roi ne trouvait de délassemens et de jouissances qu'avec sa jeune femme, semillante ainsi que toutes les princesses de Savoie; la reine exerçait donc sur Philippe V une puissance exclusive, et comme elle était soumise à la princesse des Ursins, toutes les affaires se dirigeaient par l'héritière des La Trémoille. La collection de ses dépêches est curieuse; comme à tout ce qui émane des femmes, il y préside un esprit d'observation et de finesse, un mélange de petites et de grandes choses, d'intrigues rusées et de légèreté; la princesse des Ursins s'occupe de mille objets futiles à côté du travail sérieux; elle marche à son but; elle passe avec une dextérité extrême entre toutes les difficultés, et les évite constamment. Plus tard, cette correspondance prit une grande activité, avec M^{me} de Maintenon surtout: deux femmes d'esprit et de conduite, si habiles et si avancées dans la vie d'intrigue, devaient s'entendre pour imprimer une commune direction aux affaires (2).

La position de Philippe V était délicate; le parti de l'archiduc avait jeté des traces profondes dans les provinces, spécialement en Aragon et en Catalogne, pays de vieille liberté municipale. Les alliés avaient promis aux provinces leurs *fueros*, et rien n'était plus populaire en Espagne que ces anciennes constitutions de villes, d'États et de royaumes; on ne comprenait là une monarchie que comme l'association des *comuneros* et des municipalités, de l'église et des corporations de la province; enfin, le gouvernement d'un seul roi avec des institutions séparées. Les idées si pleines d'unité et de force qui présidaient au gouvernement de Louis XIV ne pouvaient précisément s'adapter à un système de morcellement. Le cardinal Porto-Carrero, le secrétaire d'État don Manuel de Arias, tout le conseil de Castille, étaient très-dévotés à Philippe V; mais il se forma une opposition de nobles Castillans sous les ordres et les inspirations de l'Amirante de Cas-

tille. Ni Philippe V, ni la princesse des Ursins n'avaient osé heurter de front le fougueux don Juan-Thomas-Henriquez de Cabrera, le brillant Amirante; on l'avait dès lors désigné pour l'ambassade de France où il devait représenter son nouveau souverain le petit-fils de Louis XIV. On cherchait un prétexte pour l'éloigner de Madrid: don Juan accepta la mission; mais à peine était-il arrivé à Brégos, qu'il se détourna de la route et prit le chemin de l'Estramadure et du Portugal; il fixa sa résidence à Lisbonne, où les nobles mécontents vinrent le joindre, et il attendit dans cet exil volontaire le mouvement des alliés contre la monarchie espagnole (3).

La fuite de l'Amirante jeta de vives alarmes à la cour de Philippe V; cet acte d'opposition pouvait devenir le signal d'un armement général de la grandesse dans les provinces; la famille de l'Amirante était nombreuse, ses alliances plus considérables encore, sa fortune immense; et dans ce pays d'Espagne, tout naïf de croyances, il en était comme au moyen-âge, où toutes les familles se disaient et se proclamaient solidaires des torts faits à leur blason. Ainsi, d'une part, la cour d'Espagne était sous la main de la princesse des Ursins, active, intrigante, gouvernant toutes les affaires de la monarchie; le roi Philippe V, ennuyé de sa couronne, n'avait d'autre distraction que sa jeune femme, enfant couronnée. Il n'y avait plus de noblesse française à Madrid; aucun courroux ni fête galante; quelques combats de taureaux où le roi assistait sans plaisir et presque en frémissant, à l'aspect de ces chevaux d'Andalousie aux entrailles béantes; une cour qui n'était qu'un vaste monastère, une grandesse difficile à conduire et à gouverner. D'un autre côté s'élevait un prétendant redoutable, cet archiduc descendant de Charles-Quint, si glorieux encore dans les annales d'Espagne. Telle était alors la situation de la branche endettée du petit-fils de Louis XIV, régnant sur les deux mondes, dans cette immense monarchie où le soleil ne se couchait jamais (4).

Une autre dynastie, mais exilée et proscrite, vivait sous l'abri royal de Saint-Germain. Depuis la mort de Jacques II, son fils Jacques III, tout enfant, avait été reconnu et salué comme roi d'Écosse, d'Angleterre et d'Irlande; les honneurs lui étaient

(1) Comparez les deux correspondances de M^{me} de Maintenon et de la princesse des Ursins. Paris, 1818.

(2) Correspondance de M^{me} de Maintenon et de la princesse des Ursins, ann. 1704-1710.

(3) *Memorias del Marehese de San-Felipe*, ad. ann. 1704.

(4) *Mémoires du marquis de Louville*; correspond. avec M. de Torey, ann. 1704.

rendus en cette qualité; Louis XIV mettait même une délicate attention à le proclamer au milieu de la multitude de ses courtisans. Quand le jeune roi d'Angleterre venait à Versailles visiter son royal protecteur, Louis XIV se hâtait de lui donner la droite aux banquets, aux fêtes de cour; si le jeune homme dansait un menuet aux chansons, le vieux roi tout goutteux se tenait debout et restait découvert, quelles que pussent être les instances de la reine douairière d'Angleterre pour le faire asseoir dans son vaste fauteuil; noble hommage au malheur! il semblait que Louis XIV prit à plaisir d'élever la royauté d'autant plus haut qu'elle avait été plus avilie dans les tempêtes politiques. Il voulait constater que le droit était indélébile, au milieu même des changements et des révolutions qui créent tant de fortunes nouvelles.

Jacques III n'était officiellement reconnu roi que par la France et l'Espagne (1); les Stuarts n'avaient d'amis que les Bourbons, par une triste et étrange similitude de la fortune et de la destinée. En Angleterre, Jacques III était solennellement proscrit par le Parlement: un acte des communes le confondait avec les traîtres et les ennemis du repos public; le sentiment d'amitié de la reine Anne pour son jeune frère n'avait pu se manifester librement; le principe aristocratique et protestant dominait les lords et les communes. Aucune sympathie n'était permise; les partis grondaient contre le jeune Stuart, salué roi d'Angleterre par quelques fidèles sujets à Saint-Germain; on n'entendait à Londres que les bill's sanglants et les actes implacables contre les partisans du soi-disant roi Jacques III. Dans toutes les époques agitées, on marche à la proscription comme à une mesure de sûreté générale.

Cependant tout ne paraissait pas perdu pour la royauté des Stuarts: en examinant avec attention l'état des trois royaumes, il était possible de voir des éléments favorables à la cause légitime; l'Irlande d'abord, toute catholique, frémissait sous la main de la conquête. L'état véritable de ce pays ressemblait à celui d'une nation domptée par la

force; les catholiques étaient traités en serfs; les plus belles terres avaient été distribuées aux familles protestantes par la confiscation; les catholiques irlandais étaient désarmés et tous violemment soumis au serment du *test*. L'Irlande manquait d'armes, de munitions, autrement elle eût entrepris une fois encore sa délivrance; elle eût proclamé les Stuarts, qui seuls offraient des garanties à ses convictions politique et religieuse. Il n'était pas une grande famille catholique qui ne fût représentée parmi les régiments irlandais, si beaux corps sous les tentes royales de Louis XIV, et le suivant aux diverses campagnes. Les Irlandais avaient des ressentiments profonds contre la race anglaise, qui les traitait en vaincus et ne les gouvernait pas.

L'Ecosse n'était pas déterminée dans sa fidélité aux Stuarts par le même motif; c'était un dévouement de race et de famille; les clans d'Ecosse reconnaissaient les Stuarts comme leurs propres rois, leurs souverains antiques de noblesse et d'armes; c'était aux montagnes que les Stuarts avaient pris naissance; leur palais brillait à Holy-Rood; sur le seuil de ces portes sacrées on voyait les grandes armoiries des Stuarts au milieu des bois de cerfs, des défenses de sangliers, nobles dépouilles des forêts. L'Ecosse gardait des haines profondes et nationales contre l'Angleterre et cette dynastie orangiste et allemande qui avait employé tant de violences dans sa conquête. Les tribus de la montagne restaient fidèles; plusieurs régiments écossais avaient pris du service en France; une compagnie de gardes résidait auprès de Jacques III; il n'était pas un clan qui n'eût en sa mémoire l'hospitalité qu'il avait donnée à Charles II, le jeune homme aux belles mains héréditaires, poursuivi par les armées de la république à l'époque des *saints* de Cromwel. De temps à autre, quelques messagers hardis parcouraient les montagnes et invitaient les clans à se tenir prêts pour une prochaine prise d'armes; c'est à cette situation ardente des esprits qu'il faut attribuer l'acte de fusion de l'Angleterre et de l'Ecosse, et l'union des Par-

(1) J'ai trouvé une lettre autographe de Jacques III à Philippe V: « Monsieur mon frère, je ne puis exprimer les sentiments de reconnaissance avec lesquels j'ai reçu la lettre de Votre Majesté, qui m'a été rendue par le marquis de Louville, par laquelle elle me réitère d'une manière si obligeante les assurances qu'elle m'a tant de fois données de son amitié. Je suis plein de confiance que les effets suivront un jour les espérances que Votre Majesté me donne d'appuyer la justice de ma cause, et de secourir la bonne volonté du roi

Très-Christien pour moi. Aussi puis-je assurer Votre Majesté que personne au monde ne s'intéresse avec tant de zèle à son affermissement dans la monarchie d'Espagne, et il me semble très-juste que le ciel récompense Votre Majesté de la tendresse qu'elle a pour ses amis, par des victoires continuelles sur tous ses ennemis. Mes souhaits pour cette fin et mes prières les plus ardentes la suivront partout, étant avec un très-sincère attachement, de Votre Majesté le bon frère et cousin, Jacques, R. »

lebens des deux pays, qui fut alors consommée, car il fallait assouplir les Ecossais à la suprématie législative de l'Angleterre, de son Eglise et de ses lords (1).

Cette Angleterre elle-même n'était pas sans offrir quelques partisans à Jacques III : la grande majorité des Anglais avait embrassé la réforme ; il n'y avait qu'un très-petit nombre de catholiques. Mais la réforme, telle qu'elle existait en Angleterre, n'était pas le protestantisme sombre et rigide de l'école calviniste : l'Eglise anglicane avait ses pompes, une hiérarchie, un clergé riche et possesseur d'opulents presbytères, de luxuriens bénéfices, un épiscopat respecté, siégeant dans la chambre des lords ; cette Eglise craignait l'invasion du principe calviniste et puritain au sein de l'Angleterre, la privation de son influence politique. L'avènement de Guillaume III n'avait-il pas menacé de faire triompher l'école de Hollande et de Genève ? que serait devenu dès lors le clergé anglican ? On avait soin d'exagérer cette situation, et l'épiscopat n'était pas bien éloigné d'une grande restauration de la royauté ancienne. Une minorité parmi les lords également avait conservé au fond du cœur les principes d'honneur et de loyauté envers les vieux souverains légitimes, et quoique les peines les plus sévères fussent prononcées par le Parlement, la plupart correspondaient avec les Stuarts par des commissaires secrets qui venaient sur le continent, porteurs de paroles et de propositions intimes pour une restauration enthousiaste.

Si l'on veut se faire une juste idée des espérances qu'inspirait la restauration des Stuarts, il faut lire les rapports secrets de leurs agents dans les trois royaumes ; non pas qu'il faille ajouter une foi absolue à ces récits exagérés par le dévouement : la plaine des grandes causes est souvent cette manière aveugle dont les serviteurs trop zélés envisagent les affaires ; ils voient tout avec leur propre impression et leur vive impatience ; ils se gardent d'entendre leurs aperçus loin d'une sphère étroite ; heureux encore lorsque l'intrigue intéressée ne s'en mêle pas pour tout compromettre, et livrer quelques nobles têtes à l'échafaud ! D'après un de ces rapports secrets sur l'Ecosse, « un chef, homme de condition, député des montagnards, était venu pour offrir de leur part de prendre les armes au nombre de douze mille, s'il plaît au roi de leur envoyer les secours dont ils ont besoin. Ils demandent

deux frégates équipées à Brest, pour porter par le canal de Saint-Georges, ou en faisant le tour de l'Irlande, huit cents soldats français ou irlandais dans la baie d'Inverary, afin d'y attaquer un fort de terre où il y a une garnison de trois à quatre cents hommes (2) qui affirment être prêts à se joindre à ces huit cents hommes de débarquement, et aux douze mille montagnards avec leurs chefs. Ils demandent par les mêmes frégates quatre mille fusils pour armer ceux des montagnards qui en manquent, avec de la poudre, du plomb et des pierres à fusil pour ces douze mille hommes, et des boulets de canon pour tirer contre les forts, du biscuit pour nourrir pendant un mois ces huit cents hommes de débarquement, et quelques tonneaux d'eau-de-vie, tant pour ces soldats que pour les montagnards, et du sel au fond des frégates pour saler des viandes du pays pour la nourriture de l'armée. Ils demandent qu'on envoie au sud d'Ecosse un autre secours de six bataillons, partie Français, partie Irlandais, avec six escadrons de dragons et deux de cavaliers sans chevaux, qui seront montés dans le pays, en y portant des selles, brides et armes à leur usage, et des vivres pour leurs subsistances pendant quinze jours, des armes pour armer vingt mille hommes, de la poudre, du plomb, des boulets et un train d'artillerie, et de faire embarquer ce secours à Dunkerque ou à Ostende pour aller débarquer à l'embouchure de la Fay, où il sera à portée de se joindre avec les douze mille montagnards et les quatre cents Français qui seront à leur tête, et d'aller ensemble prendre le château de Myolin, où il n'y a que soixante soldats de garnison, la ville du même nom étant dans les intérêts du roi légitime, et marcher ensuite à Edimbourg où ils assurent qu'ils le feront proclamer et reconnaître. S'il se trouve trop de difficultés de faire passer les secours de Dunkerque et d'Ostende en Ecosse, à cause des vaisseaux anglais et hollandais, on propose de faire un armement à Brest et de l'envoyer tout à la fois, un nombre de quatre mille hommes de pied et de mille cavaliers et dragons démontés, à Inverary, pour marcher ensuite par Stirling à Edimbourg avec les douze mille montagnards. On demande aussi avec ces troupes cent mille francs pour monter les mille cavaliers et dragons, pour nourrir les douze mille montagnards, et pour les autres dépenses extraordinaires. On prétend qu'il faudrait faire partir ce

(1) L'acte d'union de l'Angleterre et de l'Ecosse est du 27 janvier 1707 ; la réunion du Parlement irlandais est bien postérieure en date (2 juillet 1800).

(2) Rapports des agents secrets des Stuarts dans les papiers de Renaudot. (Biblioth. royale.)

secours à la fin d'août ou vers le 15 septembre prochain au plus tard, pour pouvoir agir avant l'hiver, et que les bons intentionnés, qui y sont en grand nombre, ne peuvent ni ne doivent se déclarer qu'après le débarquement du secours sans lequel ils ne seront pas en état de réussir, et avec lequel ils assurent qu'ils placeront leur roi sur le trône d'Écosse, et le mettront en état de marcher ensuite sur celui d'Angleterre avec l'aide des amis qu'ils ont dans le nord de ce dernier royaume, qui sont prêts aussi à se déclarer; il y a ici un bon pilote écossais dont on propose de se servir pour conduire le secours dans un port sûr. Ils ajoutent que cette diversion mettra la France à même de donner la loi aux Hollandais, en leur rendant inutiles les forces d'Angleterre qui seront occupées à se défendre contre les Écossais (1). »

Les rapports qui viennent d'Angleterre sont plus circonspects; ils parlent des mécontentemens qu'excite la cour de Saint-Germain; les intrigues qui se disputent le roi Jacques III sont nombreuses; elles empêchent le légitime développement de la restauration; ses partisans s'en plaignent avec aigreur. « Depuis les dernières révolutions d'Angleterre, il s'est formé, dit un de ces rapports, divers partis pour le rétablissement du roi, sans qu'on ait vu aucun succès considérable de ce que les chefs pourroient avoir promis. Si la plupart n'ont pas réussi, ce n'est pas qu'ils eussent mal pris leurs mesures, mais il est survenu des obstacles invincibles qui ont renversé tous leurs desseins, et ayant suivi ces affaires avec assez d'exactitude on trouve que les principales causes de ce mauvais succès se réduisent aux articles suivans : 1° qu'on a cru trop légèrement certains Anglois qui vouloient être maîtres de toute la confiance du roi, et qui promettoient plus qu'ils ne pouvoient exécuter; 2° que quand, sur les avis venus de ces mêmes personnes, on avoit formé un projet, on a refusé toute confiance aux autres, et qu'on a rejeté avec mépris ce qu'ils ont mandé; 3° qu'on a trop fait de fond sur les paroles de plusieurs personnes qui n'ont aucun hérité dans la nation, et encore moins de capacité pour conduire de telles affaires; 4° qu'on a fait paroltre en effet trop de défiance pour les presbytériens et pour ceux qui ont été engagés dans la rébellion; 5° enfin, que le conseil de Saint-Germain a depuis quelque temps, non seulement perdu toute confiance avec les meilleures têtes d'Angleterre, mais qu'il leur est devenu si suspect,

qu'elles ne veulent plus en entendre parler, d'autant plus qu'on sait par expérience que des inimitiés particulières ont fait rejeter tout ce qui a été proposé par certaines personnes, que néanmoins on avoue être très-capables de faire beaucoup de bien, comme elles ont ci-devant fait beaucoup de mal. » Ces plaintes se ressentent du mauvais succès qu'avaient eu jusqu'alors les Stuarts; on s'en prenait à toutes les influences; on cherchait à mettre sur les fautes particulières les coups de la triste fortune. Le danger des causes malheureuses est de se jeter dans les bras de l'intrigue et de périr par leurs divisions: les mémoires des agents secrets étoient soumis au conseil de Louis XIV; le roi mettoit tout son amour-propre de tête couronnée à restaurer la vieille dynastie écossaise; cette contre-révolution entrainait dans son plan de résistance à l'Europe armée. Les réformés de la Hollande et de l'Angleterre cherchaient à soulever les huguenots des Cévennes; le roi de France dirigeait ses efforts vers l'Irlande pour insurger les catholiques; le principe religieux se mêlait partout au principe politique, jamais guerre n'en fut plus profondément empreinte.

CHAPITRE LXVI.

LA SOCIÉTÉ, LES PARTIS ET LES INTÉRÊTS.

La France. — Les gentilshommes. — Le clergé. — Ordres religieux. — Les communes. — Le peuple. — L'impôt. — La milice. — Le recrutement. — L'Allemagne. — Les princes. — Les villes libres. — Les cités. — L'Italie. — Rome. — Naples. — Le Milanais. — La Savoie. — L'Espagne. — Les moines. — L'Angleterre. — La Hollande.

1704 — 1705.

La campagne de 1702 s'étoit ouverte avec un grand enthousiasme; la paix de Riswick avoit laissé aux esprits le temps de se reposer, et des armées s'étoient subitement organisées avec cette chaleur entraînée de la noblesse française; mais des revers étoient venus. Une des faiblesses de notre caractère national, c'est que pour être persévérans et forts dans les projets de conquête, dans les hardies entreprises, nous avons besoin de la victoire; nous ne supportons pas les défaites; nous ne savons

(1) Rapports des agents écossais pour la restauration des Stuarts, papiers de Renaudot. (Biblioth. royale.)

pas faire des sacrifices lorsque les drapeaux de France ne s'élevaient plus triomphants. La bataille d'Hochstedt avait jeté un découragement profond dans le pays; les murmures n'étaient venus qu'avec le malheur : on était content et fier quand les armées de Louis XIV avaient pénétré au sein de l'Allemagne, quand le *Mercur* annonçait que nos bataillons se déployaient sur le Danube; mais depuis que le duc de Marlborough retenait captive la fleur des gentilshommes, on entendait les plus dures plaintes contre les guerres et les désolations qui affligeaient les châteaux et les cités du royaume.

L'esprit militaire de la noblesse ne s'était pourtant pas démenti; son métier, c'étaient les armes : si elle ne payait pas l'impôt de ses fiefs, elle livrait l'impôt de son sang. Pour les bourgeois et le peuple; sauf la milice, le recrutement était volontaire et par simple engagement; pour la noblesse, il était forcé : noblesse doit son fief et sa vie, telle était la vieille maxime. La caricature moqueuse des jours de troubles populaires a pu se rire des officiers créés dans les antichambres de Versailles; ces officiers étaient braves, insoucians au milieu des batailles; ils avaient conservé le type du caractère français; ils se ruinaient à la guerre avec une admirable résignation; les armes, pour eux, n'étaient pas une source de fortune : quand un gentilhomme de bonne noblesse du Rouergne et de Gascogne avait passé sa vie au camp, il conquerrait pour récompense une pension de 1000 liv. et la croix de Saint-Louis. Il y avait bien quelques privilèges de cour, comme à d'autres époques il y eut des privilèges des halles ou des comités révolutionnaires; mais la masse de la noblesse était soumise à la loi de l'égalité et de l'ancienneté, qui n'est pas une invention de l'époque moderne; on comptait des capitaines de vingt-cinq ans de service, terme des ordonnances pour la retraite de l'officier (1).

Presque toute la noblesse jeune et forte de la province était sous la tente; on ne voyait aux châteaux que de faibles femmes, des vieillards et des enfants, qui attendaient avec impatience que le *Mercur galant* et la *Gazette* du sieur Renaudot vinssent annoncer des nouvelles de leurs frères et de leurs époux. La vie provinciale des châteaux était alors uniforme; la plupart des manoirs féodaux avaient été détruits dans la guerre civile et sous le

ministère implacable de Richelieu. Les tourelles aux écussons des antiques familles étaient néanmoins conservées; on en trouvait encore dans ces provinces méridionales où la meilleure et la plus vieille noblesse s'était maintenue. À côté du manoir avec tour, carcan, vol de chapon, juridiction haute et basse, s'élevait un bâtiment plus moderne; depuis que Louis XIV avait bâti Versailles, beaucoup de gentilshommes un peu fortunés avaient abandonné la demeure féodale des ancêtres, ses fossés pleins d'eau bourbeuse, ses murailles noircies; on avait construit de grands bâtiments à croisées sculptées, tous blancs comme Marly; souvent les quatre tours s'y joignaient, et déjà se répandaient dans la contrée, sur les manoirs délaissés, les traditions d'esprits et de revenus qui venaient, sous l'armure de la Croisade, demander compte aux modernes chevaliers des crimes de leurs ancêtres bardés de fer.

La vie des châteaux était simple : les gentilshommes étaient presque toujours en guerre; les femmes brodaient de la belle tapisserie, selon l'usage des vieux temps, depuis l'époque où la reine Mathilde retraçait les exploits de la conquête des Normands sur la grande tapisserie où Taillefer le héraut, le trouvère, jette sa lance, comme si ce fût un bastonnet (2). Les dames aimaient aussi le rouet à pleine soie, tandis que les douairières, avec leurs longues et belles quenouilles, leurs fuseaux tout blancs de chanvre, ressemblaient à ces vieilles fées des romans de chevalerie, qui filaient portant une haute maison tourelée sur leur tête grosse et chenue. Le chapelain lisait la vie des saints personnages ou les exploits des quatre fils d'Aymon, imprimés à Avignon chez Leblond, ou à Cottignar en haute Provence; et l'on s'intéressait jusqu'aux larmes aux malheurs des quatre frères, à ce Renaud de forte stature, emporté comme toute la race méridionale, qui avait brisé le crâne d'un coup d'échiquier au bâtard de Charlemagne, le traître et conard protecteur de Ganelon de Mayence; et ce Richardet si admirable de dévouement fraternel euvens son alné de Montauban; puis on riait à gorge déployée des bons tours que le magicien Naugis joue à l'empereur Charlemagne (3), et la société contemplait les belles estampes et gravures qui représentaient les quatre fils d'Aymon montés

(1) On peut consulter les archives du ministère de la guerre de 1669 à 1715, et les comparer aux dates de 1769 à 1837 : il y a moins, relativement, de grades à la faveur et au privilège.

(2) Telle est l'expression du roman *du Rou*, quand il

parle de Taillefer : « Ki molt bien cantait sur un eeval ki tost alait. »

(3) Je ne sache pas de drame qui m'ait fait plus d'impression que la merveilleuse histoire des quatre fils d'Aymon, et mon goût pour le moyen âge m'a fait re-

sur le fidèle Bayard, ce fort connoisseur qui se enbraît contre Sacripant et devenait si doux auprès de la divine Angélique, la reine de Cathai, selon messier Arioste; puis c'était la lecture de l'Almanach de Pierre Larivay, si merveilleusement connu des cultivateurs du midi de la France, et on y comparait les prédictions de messire Nostradamus, le savant astrologue de Salon qui annonçait les gelées d'avril, les catastrophes des empires, et cela faisait passer les longues soirées d'hiver au coin du foyer domestique.

L'éducation des enfans aux châteaux n'avait plus ce caractère chevaleresque du moyen âge; on ne connaissait plus le beau déduit des pages, les enseignemens de la chasse au faucon. Dès l'adolescence, on était jeté dans une école militaire à Saint-Cyr; on devenait garde de marine ou officier d'un régiment. Il y avait des capitaines de quinze ans, courageux comme de petits Césars. On ne comptait plus d'hommes aux châteaux que les gens de justice, le bailli, le sénéchal avec sa haute juridiction et son carcan pour punir les délités. Y avait-il fante de chasse ou de braconnage, refus de redevance stipulée dans la charte de concession, le bailli en connaissait en premier ressort, sauf l'appel au Parlement, juridiction suprême du roi. Les droits féodaux étaient rigoureusement maintenus et poursuivis; c'est qu'ils résultaient tous d'une concession de terres faite à l'origine des fiefs par le sire à des vassaux, et que cette concession constituait une propriété antique aussi sacrée que tous les autres droits sociaux (1).

Le clergé était tout à fait indépendant de l'État dans ses propriétés, et ne lui coûtait aucun salaire; sa fortune territoriale était vicille, et venait de dons volontaires que l'Eglise avait reçus dans le moyen âge, et qu'elle ne cessait de recevoir. Les revenus fonciers du clergé étaient de plus de 120 millions de liv. en riches et plantureuses propriétés, presque toutes appelées terres du bon Dieu, tant elles étaient fertiles et bien tenues; la dîme était spéciale à chaque cure. Beaucoup d'ordres religieux, tels que les moines de Saint-Benoît et de Clément, et la réforme des Chartreux, cultivaient de leurs mains; d'autres faisaient cultiver leurs terres par des fermiers et des paysans libres; les meilleurs modes de culture venaient des ordres religieux. Le

clergé séculier recevait tous ses revenus des bénéfices; chaque titulaire avait des terres allouées à son rang et à sa dignité; chaque siège, chaque abbaye avait son produit territorial, mal réparti sans doute, mais qui ne coûtait rien au royaume. Les biens du clergé étaient affranchis d'impôt, mais ils devaient un service d'Eglise; ces biens remplaçaient la dotation d'argent qu'il aurait fallu lui assigner. La vie du clergé était en général haute et sainte, même dans l'épiscopat; quelle magnifique réunion de talens depuis l'école de Bossuet, Fénelon, Fléchier, Mascaron, jusqu'au jeune Massillon lui-même, qui déjà s'élevait à cette origine du dix-huitième siècle! Il y avait de la force dans ce grand collège de pontifes, et les vertus obscures des curés de village dans leurs petits presbytères rachetaient quelques rares exceptions de vies dissolues et en contradiction avec la sainteté et la chasteté de l'Eglise. Au reste, tout dans la hiérarchie catholique était libre; le clergé, réuni en assemblée générale, votait les subsides volontaires pour le roi et les nécessités de l'État; les évêques choisissaient les euvrés; depuis le concordat de François I^{er}, le roi nommait les titulaires des bénéfices; il ne pouvait toucher les revenus, les détourner à son profit, mais il désignait les candidats aux abbayes et à l'épiscopat; on jetait ainsi la cour dans l'Eglise, et c'était le vice de l'institution. Le clergé subissait avec douleur cette puissance civile qui s'immisçait dans son admirable organisation, telle que les papes l'avaient conçue, en se plaçant comme la pierre angulaire du système catholique. Les ordres réguliers avaient presque tous une destination sociale: les bénédictins cultivaient la science, les religieux de Saint-Benoît la terre; aux moines appartenaient les collèges militaires, et Napoléon leur dut sa grande éducation à Brienne; les capucins accouraient aux incendies avec un hardi dévouement, ils avaient le service des pompes; les Lazaristes avaient les galères, les hospices et les enfans trouvés. Les jésuites, les bénédictins, les frères des écoles, de pauvres religieux, s'occupaient de l'enseignement des enfans, de leurs besoins intellectuels; ils annonçaient aux fils du peuple les devoirs du chrétien et la sainte obéissance; ils leur montraient l'éternelle récompense d'un ciel tout ouvert aux souffreteux de la terre, et cet enfer où le riche sans

cueillir toutes les vieilles éditions de cette légende chevaleresque. Les quatre fils d'Aymon se réimpriment encore chaque année, et font les délices des compagnes du Midi, car la famille de Montauban appartenait à la race méridionale.

(1) Les chartes de concessions, au moyen âge, sont presque toutes motivées sur une transmission réelle de la propriété. (Voyez les grandes Collections de diplômes par Bréguigny.)

entrailles serait éternellement puni ; la persuasion d'une vie future consolait le pauvre des disgrâces d'une existence de douleurs. L'organisation catholique avait cela d'admirable, qu'elle répondait à toute la sociabilité ; elle justifiait la vie.

La bourgeoisie de France avait grandi ; Louis XIV l'avait favorisée ; la plupart de ses ministres étaient de race parlementaire ou bourgeoise ; la richesse de la classe marchande s'était accrue ; comme le luxe s'était étendu, les marchands débitaient beaucoup en leurs boutiques et échoppes aux piliers des halles. Il y avait à Saint-Malo, à Brest, à Cette, Marseille et Toulon de simples armateurs qui jetaient en mer des frégates, corvettes et vaisseaux. Le seul commerce de Saint-Malo put prêter au roi 33 millions de livres (1). Les compagnies des Indes et d'Afrique amoncelaient les capitaux et les répandaient ensuite dans le commerce ; les manufactures de l'intérieur travaillaient incessamment sous la noble protection du roi. Quand on examine les beaux monumens de Versailles, les magnifiques débris du dix-septième siècle, on peut se faire une juste idée de l'éclat des manufactures et de l'immense progrès des arts. Les quatre vêtements de saisons : soie, velours, drap et camelot, nécessaires à la noblesse et à la bourgeoisie ; les dentelles si riches, si variées, les broderies sur les justaucorps, faisaient travailler les fabriques de Lyon, de Grenoble, du Languedoc et de la Provence ; les habillemens d'or et les riches tissus d'argent, brodés de pierres et de diamans, enrichissaient la rue Saint-Denis, la rue aux Ours et le quartier Saint-Martin, si renommé en joailliers et orfèvres. Partout on ne voyait que meubles brodés, riches tentures ; rien ne pouvait se comparer aux coffrets et huches si bien travaillés d'ébène et d'ivoire, tels que l'art les recherche encore aujourd'hui. Il y avait une société prodigue, parce que la richesse était aux mains d'une noblesse aventureuse et dépensière ; la bourgeoisie faisait alors la fonction des juifs au moyen âge, elle amassait et absorbait toutes les richesses des gentilshommes ; quand elle fut bien opulente, les bourses se resserrèrent, parce que la bourgeoisie commerçante n'est pas dépensière de son naturel ; elle amasse pour l'avenir, mais elle se garde bien de jeter en prodigalités les deniers et écus qu'elle entasse en sa buche.

(1) *Journal de Dangeau*, ann. 1704. — *Mercur de France*, ann. 1704.

(2) J'ai visité avec une indicible émotion les cimetières de l'Allemagne : c'est là que se trouve la véritable simplicité religieuse, cet aspect de la mort et de

la vie de la bourgeoisie était admirable en France ; la famille était organisée autour du père commun. Le droit d'aînesse perpétuait la race et la fortune ; il donnait un chef au foyer, et n'en faisait pas une république. Aux jours solennels, on se réunissait dans ces joies intimes qui ne demandent ni un monde bruyant, ni des plaisirs achetés ; on ne marchait pas à la satiété désolante. Les fêtes étaient religieuses ; naissait-il un bel et gracieux enfant, tout le monde était en émoi pour courir à son baptême, et son berceau était couvert de fruits et de fleurs : ce bel enfant recevait le nom d'un saint patron, et la magnifique légende de l'ange gardien berçait doucement les parens dans de fraternelles et délicieuses illusions ; puis venait la fête du père ou de l'aîné, célébrée à l'église paroissiale ; Pâques fleuries arrivaient-elles pour annoncer le printemps, les portes des maisons étaient tapissées de branches d'oliviers sauvages, de rameaux tout verdoyans de buis et de laurier. Plusieurs jours les villes étaient en deuil pour la passion de cette grande victime qui enseigna la liberté au monde ! A Pâques c'était la foire aux œufs et jambons joyeusement étalés, car on sortait du jeûne et de la pénitence : les cloches annonçaient-elles la Fête-Dieu, les processions se déployaient avec les dénombrements tout populaires des confréries et des métiers. L'Eglise avait sa fête des Morts, idée forte, pieusement jetée dans une société toujours oublieuse ; on courait alors aux cimetières des parens, à la tombe d'un père ou d'une jeune fille que la mort impitoyable avait ravie ; une palme et une couronne de roses blanches désignaient la vierge pure, car ainsi le voulait l'Eglise. Les cimetières chrétiens n'avaient pas ces inscriptions vaniteuses qui rappellent les grandeurs d'un monde périssable ; une pensée morale d'effrayante égalité venait d'ici à abaisser l'orgueil humain, et la fatale sentence *hodie mihi, cras tibi* (aujourd'hui pour moi et demain pour toi) (2), remuait les entrailles des grands de la terre ; Noël advenait-il, on avait la crèche des pasteurs, la naissance d'un Dieu né comme le pauvre peuple, adoré par lui, vivant avec lui, l'enseignant, le consolant, tout peuple jusqu'à sa mort en croix ; la grandeur de ce Dieu était célébrée par des noëls de bergers et les plus naïves histoires,

la pousnière ; je les ai comparés au Campo Santo des villes d'Italie et aux cimetières d'églises tels que les Espagnols les établissent dans leurs cathédrales ; la simplicité allemande produit plus d'impression.

jusqu'à cette adoration des mages, qui n'est que le symbole de l'abaissement des rois devant le fils du peuple, Jésus, en qui est la sagesse et la véritable souveraineté (1). Tous ces récits du foyer, toutes ces légendes de la piété occupaient la bourgeoisie plus activement peut-être que le triste spectacle des passions humaines et l'immoralité de la scène moderne.

Le peuple trouvait ses émotions dans la vie municipale; l'existence était alors plus intime, plus resserrée; tout était groupe et corporation; les rues étaient étroites, les maisons rapprochées. Aux champs, les vieilles communes se déployaient encore en face de la seigneurie; le paysan était soumis à trois obligations d'argent : la dîme, la redevance seigneuriale et la taille. Les besoins de la guerre avaient fait établir la capitation; la dîme se percevait sur tous les fruits de la terre en nature; le curé ou le frère-quêteur du monastère parcourait la campagne sur sa pauvre monture, et là, un sac en mains, il recueillait le dixième de tous les produits, depuis la poule, belle, féconde, jusqu'au blé et vin du meilleur cru. C'était la loi de l'Ancien Testament que le christianisme avait adoptée. La redevance seigneuriale se fondait sur des chartes de donation; le paysan ne tenait pas sa propriété de lui-même, il l'avait reçue en don par acte du seigneur suzerain primitif de la terre; la redevance qu'il payait était donc une sorte de loyer ou de fermage, que le caprice du moyen âge avait érigé sous toutes les stipulations; tantôt le paysan devait faire hommage d'un heaun faisan doré; tantôt frapper trois fois à la grande tourelle du château; tantôt danser et amuser la dame du lieu, ou bien battre l'étang pour empêcher les grenouilles de conner (2). Toutes ces formes étaient consignées dans les chartes comme conditions des contrats; ces obligations remplaçaient les redevances d'argent qui constituent les rentes foncières. Il n'y avait plus de serfs dans les campagnes, sauf dans quelques provinces récemment réunies à la couronne. Les ordonnances des rois avaient successivement affranchi le paysan de la servitude de corps. Ce qu'on appelait la corvée, n'était dans la plupart des communes, que la prestation en nature pour un objet d'utilité publique, tels que les chemins ou les voies communales et seigneuriales (3).

(1) Les mœurs méridionales ont encore conservé des souvenirs de ces habitudes naïves de la crèche de Jésus enfant; on les retrouve depuis le Rhône jusqu'aux Pyrénées.

(2) Voyez mon *Philippe-Auguste*, tom. I.

Dans les temps de guerre, le paysan était également soumis à la milice, sorte de garde rurale qu'on avait mise en activité au moment où toute l'armée agissait à l'extérieur. Aux communes de France il s'était établi, d'époque immémoriale, le tir au pigeon ou à l'oie sur la place paroissiale : un grand mâât était élevé, puis de braves garçons tiraient à vol d'ailes le dimanche, et la plupart des paysans de France étaient ainsi devenus de bons compagnons d'arquebuse. Là se formait l'école de la milice dans les campagnes; les vieux nobles retraités en étaient les officiers; la milice était l'armée provinciale, elle ne s'éloignait pas du village ou de la sénéchaussée; pour la police de la province ou une guerre d'opinion locale, la milice marchait en corps; on l'avait vu dans les Cévennes; la milice du Languedoc avait tout entière sollicité de combattre les calvinistes insurgés contre la foi catholique (4).

Dans quelques villes, la garde bourgeoise avait conservé ses privilèges; les notables, avocats et marchands, aimaient à se pavaner en leurs costumes de colonels et capitaines de quartiers, comme les nobles se montraient à la tête de leur régiment sur la Moselle et le Rhin. En dehors de la milice, pour le bourgeois et le paysan, il n'y avait aucun service militaire forcé; toute l'armée se recrutait par l'engagement volontaire; de là cette nuée de braves sergens-recruteurs qui hantaient le cabaret et la taverne pour surprendre les innocents cadets de famille et le paysan naïf à qui l'on promettait mol édrédon, femmes et vin, comme n'en manquaient jamais Va-de-Bon-Cœur, La-Fleur-des-Pois, des gardes françaises. Une fois l'engagement signé, le soldat était soumis à une législation très-dure, parce que l'enrôlement étant volontaire, la peine devait retenir les recrues dans la condition de leur contrat. Le code de Louis XIV est impitoyable contre la désertion; la mort était appliquée au soldat de France qui abandonnait son drapeau. Quand un État accomplit une grande guerre, il doit frapper durement tout ce qui s'affranchit de l'obligation du service militaire, loi de nécessité pour la patrie en péril (5) !

Tel était le peuple en France, alors organisé partout militairement. L'Europe était soumise aux mêmes nécessités belliqueuses; le vieil empire d'Allemagne avait conservé son organisation plus for-

(3) Voyez le bel et grand ouvrage de Brussel sur l'origine et l'usage des fiefs, au mot *Corvée*.

(4) Voyez chapitre III de cet ouvrage.

(5) Ordonnances de 1678, 1690 et 1701.

ement féodale. Le vaste territoire germanique ne formait qu'un peuple; si la famille allemande portait un type commun, la diversité de gouvernement avait morcelé, pour ainsi dire, les caractères; il y avait une vaillante noblesse. Jamais peut-être l'histoire n'offrit un nombre si remarquable d'officiers distingués; les familles primitives d'Allemagne, les princes de Bade, de Wurtemberg et l'électeur de Bavière, étaient tous braves. Le système féodal s'était maintenu presque entier, et de là ce goût si vif pour le métier des armes. La noblesse allemande était calme au combat; elle donnait rarement des généraux de premier ordre, mais elle avait ses officiers de mérite, des colonels intrépides, qui, l'épée au poing, se précipitaient sur un champ de bataille ou à la tranchée (1). La noblesse allemande vivait dans ses châteaux sur les collines élevées, monument de ses ancêtres; elle passait la vie du vieux temps dans les manoirs noircis. L'Allemagne était le pays des légendes, et il n'était pas une des collines des bords du Rhin qui n'eût son histoire du tribunal secret et des francs-juges (2), terrible légende pour le despotisme.

Le clergé de la Germanie était séculier ou régulier; c'était le pays des évêques mitrés et armés, ainsi qu'on les voit encore tout de marbre sur les dalles usées de la cathédrale de Ratisbonne (3). Les électeurs ecclésiastiques avaient juridiction dans les villes dépendantes de leur électoral et siège épiscopal; ils étaient comme un souvenir de cet archevêque Turpin qui combattait, la massue en main, à côté de Charlemagne, ainsi que le dit sa belle chronique. Rien de plus puissant que les évêques de Cologne, de Mayence, de Passau, avec leurs hommes d'armes et leurs chevaliers féodaux qui devaient foi et hommage de leurs fiefs (4). L'organisation féodale s'était ainsi maintenue aussi bien pour la

noblesse que pour le clergé en Allemagne; tous les chanoines des cités et les moines des villes avaient de grandes richesses et d'immenses ressources; les églises étaient opulentes, magnifiques, et tel monastère possédait en ses caves les plus merveilleuses cuves et foudres, œuvres des maîtres tonneliers de Nuremberg.

A côté des seigneuries ecclésiastiques et séculières de l'Allemagne, s'élevaient les villes libres et impériales. Francfort, la cité si riche, où se voyait encore le vieux palais de Charlemagne sur le Mein (5); Cologne sur le Rhin, avec sa belle cathédrale, et tant d'autres cités où la bourgeoisie avait ses confréries, sa garnison, sa maison de ville, toute pleine de peintures d'Albert Dürer, le grand artiste municipal de l'Allemagne; la bourgeoisie était simple dans ses mœurs, pacifique dans ses coutumes. Aux villes d'Université, l'étudiant, le professeur, le recteur ès-arts envahissaient les dignités honorifiques; aux cités commerçantes, c'étaient les bons compagnons des maltres qui faisaient retentir l'air de leurs vieilles chansons nationales; lorsque l'un d'eux avait fait son chef-d'œuvre, il arroisait son avènement au rang de maltre par de nombreuses libations du vin du Rhin ou de la bière rouge et écumeuse, telle que la donne le houblon, pauvre vigne de Bavière, depuis Ratisbonne jusqu'à Wurtzbourg. Francfort était la ville des banquiers, des orfèvres et des vendeurs d'argent. Qu'elle était grande la renommée de ces orfèvres allemands qui révélaient l'art florentin, et ciselaient de beaux vases, des amphores antiques, ou de riches meubles de noyer incrustés d'ivoire (6)!

A la campagne, le paysan allemand était presque partout soumis au régime féodal sous les seigneuries d'église ou séculières; tous payaient la redevance de leurs champs et cultivaient le sol

(1) La noblesse allemande a toujours produit d'excellents officiers; presque tous les princes et les gentilshommes servent aujourd'hui encore avec un grade dans les armées de la confédération. On doit se rappeler que Napoléon portait un jugement très-favorable à cette noblesse.

(2) J'ai parcouru tous ces châteaux des bords du Rhin en 1837, avec la même ferveur que je visitais les tours mauresques de la Castille, de Valence et de l'Andalousie en 1836.

(3) La cathédrale de Ratisbonne a cela de commun avec celle de Burgos; les tombeaux des évêques et des comtes sont en relief sur le sol; cela produit un indélébile sentiment de mélancolie religieuse.

(4) Le clergé catholique a conservé en Allemagne un caractère de bonté et de générosité que je n'oublie-

rai jamais; j'habitai à Passau avec le doux et grave supérieur du séminaire de Scharding; je n'ai pas rencontré en ma vie un ecclésiastique de plus de science, de modestie et de vertus; s'il lit ces lignes, je désire qu'il sache bien toute ma gratitude.

(5) Je rapporte ceci comme une tradition. J'ai visité à Francfort ce palais, attribué à Charlemagne; la construction ne me paraît pas aussi antique; elle date du douzième siècle.

(6) L'art de la eiselure florentine tel qu'on le comprenait à la renaissance, est encore poussé très-loin dans les villes sur les bords du Rhin et du Mein. A Strasbourg même, je visitai l'atelier d'un vieil orfèvre qui reproduisait sur de beaux vases d'or, pour le comte Demidoff, une bataille d'Alexandre d'après le tableau de Lebrun.

pour le seigneur ou le monastère; rien de comparable à la patience du paysan de la Germanie; sa terre avait une culture des plus perfectionnées; il défrichait la forêt, semait avec ordre et intelligence; le champ fécondé donnait d'immenses produits, et la vie d'aisance se reflétait sur ces bourgs, si riches, si coquets, si parés qui couvrent l'Autriche, la Bavière et la Saxe. Le paysan allemand était bon soldat, docile à la discipline, dur à la fatigue, excellent dans ses relations, toujours calme, excepté quand le vin nouveau fermentait en sa tête; il suivait son seigneur à la guerre comme les vassaux du moyen âge, ce qui jetait dans les rapports du peuple et des seigneurs une paternité douce et tempérée. Là, point d'institution politique que la diète des grands, des évêques et des villes libres; la confédération générale de la race germanique délibérait presque toujours d'après l'impulsion de la maison d'Autriche.

Quand on passait le Tyrol pour descendre en Italie, on trouvait un mélange confus de peuples et de nationalités; quelques débris de féodalité existaient encore dans le Milanais; il y avait de grandes familles, une noblesse vieille de date et dont le blason se liait aux guerres des Guelphes et des Gibelins, des villes opulentes et municipales, des républiques populaires, un mélange de système féodal et de liberté inquiète, un pêle-mêle de petits pouvoirs et de petites tyrannies, si bien que le Milanais changeait de domination et de maître sans s'inquiéter de la couleur du drapeau. La population acceillait un jour les Français, le lendemain les Allemands; le flux et le reflux d'armées appauvrirent le Milanais sans affermir une souveraineté sur ce magnifique territoire; ils jetaient dans les mœurs du peuple une indifférence profonde sur son propre gouvernement. Par tout le littoral de la Méditerranée étaient les républiques commerçantes; les beaux États de Toscane, les légations de Rome papale, avec leurs masses si remuantes, mais si facilement domptées; puis Naples et la Sicile, territoire toujours disputé par les partis; ces multitudes avaient un étrange amour de changements et de nouveautés. Tout ce peuple d'Italie formait de pauvres armées, des soldats mous et indisciplinés dans les grandes affaires; si

l'on excepte les Piémontais pourtant, que l'air des montagnes fortifiait pour les batailles. L'Italie était si divisée qu'on pouvait difficilement trouver un esprit général à ses populations; le système d'impôt n'avait rien d'uniforme; la milice et le recrutement variaient de ville en ville; Rome capitulait des Suisses (1); le Milanais avait ses *condottieri*, Naples ses levées en masse de *lazzaroni*, toujours enclins à la révolte; il n'y avait pas une forme générale et commune de la société, telle qu'on pût la saisir et la reconnaître.

L'Espagne était elle-même une grande fédération de peuples liés par un esprit identique, le catholicisme. L'organisation des populations de la Péninsule avait été ramenée violemment à l'unité par Charles-Quint et Philippe II; mais les *fueros* des provinces, des villes, des communes, avaient survécu à cette action forte et despotique. Les Castilles n'avaient aucun privilège, car elles étaient les vieux domaines de ses comtes; mais l'Aragon, la Catalogne avaient conservé les franchises antiques qui faisaient de chaque État des républiques municipales, à ce point que le roi ne pouvait entrer, sans la permission des États, dans sa belle et immaculée cité de Barcelone (2). Depuis l'avènement de Philippe V, les populations étaient mécontentes; on avait répandu à dessein quelques craintes sur la liberté du peuple; les pamphlets de Hollande et d'Angleterre disaient que le petit-fils de Louis XIV accomplirait en Espagne ce que son aïeul avait réalisé pour la France, c'est-à-dire le despotisme oriental qui avait détruit toutes les libertés municipales dans le royaume des rois très-chrétiens (3).

Le caractère du peuple espagnol était sobre et fier; il y avait parmi la noblesse un sentiment d'orgueil et d'antique origine qui disputait de hauteur avec le roi absolu; un comte de Castille, un grand d'Espagne se couvrait à la face de son souverain; il était son guide et son conseiller né. L'Espagne était remplie de majorats et de terres franches d'impôts; un tiers des propriétés appartenait à la noblesse, l'autre tiers au clergé; puis venaient les laboureurs, classe nombreuse et hautaine aussi dans sa pauvreté même, ainsi que le disaient ses noms et ses titres de vieux chrétiens. En Espagne

(1) Je dois dire que Rome possède aujourd'hui des régiments très-disciplinés et à l'air le plus martial: je fus frappé à Rome de l'aspect des carabiniers, tous vieux soldats couverts de croix et de blessures; le dieu des soldats du pape est faux.

(2) Toutes les villes d'Espagne prennent ainsi un

surnom qui est l'origine d'un privilège; à Barcelone, qui est la perle de Catalogne, les privilèges de la ville sont écrits dans un magnifique volume conservé au couvent des jésuites sur la Rambla.

(3) *Gazette de Leyde*, ann. 1708.

surtout le clergé avait conservé son caractère tout peuple; ces archevêques de Tolède ou de Burgos, couverts d'or et de soie, ces abbés d'hieronymites à la tête magnifique, à la tonsure blanche au milieu de ces masses de cheveux noirs, sortaient du peuple, des artisans et de la bourgeoisie; les moines espagnols étaient tout multitude, et de là cette énergie, ce patriotisme des couvens chaque fois que le sol de l'Espagne fut menacé; il n'y avait pas de plus belle et de plus forte race que le moine espagnol au port haut, à la stature athlétique, tous fils de laboureurs, nés dans les montagnes, et décidés à défendre leur patrie (1); et c'est ce qui explique cet héroïsme des frayles de Saragosse ou de Valence quand l'étranger foula la terre d'Espagne. Partout le clergé inspirait un profond respect; il était peuple, incrusté dans les mœurs d'une nation où tout est pierre et moniment; les évêques, les chanoines, les moines blancs et noirs s'asseyaient au foyer domestique; ils exerçaient une puissance dominante sur la foule qui les connaissait tous; c'était à la porte des couvens que se nourrissaient les pauvres; là, parmi les frayles, étaient leur hospice, leurs secours; ils y trouvaient des frères, des enfans et des appuis pour lutter contre une noblesse fière et menaçante absolue.

En Angleterre, l'organisation de la société s'était plus profondément empreinte d'aristocratie depuis la révolution de 1688; la réforme, en se posant comme religion d'État, avait consacré les vieilles existences des barons et de l'Eglise; les lords temporels et spirituels s'étaient établis paisiblement en seigneurs des villes et des comtés; Guillaume III n'était qu'un chef choisi par l'aristocratie, et les lords et les évêques préférèrent un étranger aux Stuarts, car on devait avoir sur une dynastie sans racines, une domination plus facile. La reine Anne ne fut, à l'origine de son règne, qu'un instrument des whigs sous le duc de Marlborough; les barons et l'Eglise anglicane formaient le double symbole du despotisme qui s'étendait en Irlande et en Écosse. Rien de plus hautement ennemi des classes inférieures que ces deux puissances superbes de l'épée et de la mitre anglicane; et voilà pourquoi le peuple, dès qu'il le put, poussa le cri de réforme. En Irlande, on trouvait une multitude ardente, patriotique encore, parce que le catholi-

cisme dominait; en Écosse, on y rencontrait aussi une certaine énergie de révolution, parce que le principe presbytérien agissait sur les masses; mais en Angleterre il n'y avait plus que l'anglicanisme, c'est-à-dire la domination la plus absolue de l'aristocratie et d'un clergé hautain soumis aux formules de Henri VIII.

Il n'existait pas précisément de noblesse en Hollande; tout était sur un pied d'égalité dans cette république de marchands vivement occupés de leurs expéditions de l'Inde et des comptoirs tout pleins de doublons; le marchand hollandais vivait au milieu de ses jardins de tulipes et de ses canaux verdoyans; l'argent s'était concentré dans cette terre ingrate où des merveilles s'élevaient contre les ravages des eaux et la stérilité du sol. On ne songeait à Amsterdam qu'à réunir le plus de florins possible; les marchands apportaient à cette œuvre une ostentation remarquable, les uns empilaient des pistoles d'or dans des caves immenses, les autres dispersaient en dalles sur le sol leurs pièces d'argent; c'était la vanité des gros bourgeois, leur seule noblesse, car tous occupaient tour à tour le gouvernement municipal et fédératif, qui composait leur république; comme ils n'étaient pastres-forts aux batailles sur terre, ils louaient bon nombre de seigneurs et de soldats allemands, et leur assuraient des existences nobles dans l'État. Si la flotte hollandaise aux grosses flûtes et vaisseaux était très-redoutable quand le pavillon de Ruyter pendait aux mâts, les troupes de terre n'avaient quelque renommée que parce qu'elles étaient recrutées en Allemagne; et c'est ce qui fit dans l'origine le pouvoir et le stathouderat des princes de Nassau et d'Orange. Aucun chef militaire ne consent à commander long-temps les troupes d'un pays, sans essayer de saisir le pouvoir suprême; le système allemand et anglais devait toujours dominer les États-Généraux de Hollande.

En résumant tous les faits politiques et l'esprit de ces populations, on doit remarquer que partout il se faisait en Europe un mouvement ascendant vers l'unité. En France, Louis XIV construisait avec énergie le pouvoir unique et suprême, il veut constituer la monarchie universelle; l'Angleterre entraîne l'Écosse et la réunit sous un commun parlement; Philippe V en Espagne marche

(1) L'aspect des frayles n'a rien de repoussant; on voit qu'ils sont Espagnols jusqu'aux entrailles. Je ne m'explique pas comment une révolution qui se fait au nom du peuple attaque les moines, qui sont les fils de ce peuple. Si un étoit à la malheureuse Espagne le ca-

tholicisme, que lui re-tera-t-il? moi, voyageur, j'ai tant aimé cette hospitalité des couvens, vastes fortresses qui sauvèrent l'Espagne de la domination des étrangers!

vers l'anéantissement de l'esprit provincial; sa pensée est d'engloutir le Portugal dans sa monarchie, comme la pensée de l'Angleterre est de développer sa double influence sur la maison de Bragance et la Hollande. L'empereur veut établir l'unité dans la confédération germanique; et la création d'une royauté en Prusse est-elle autre chose qu'une tentative d'unité monarchique, que la réforme essaie, afin de concentrer ses forces et d'avoir un prince de la foi de Luther couronné au sein de l'Allemagne?

CHAPITRE LXVII.

CAMPAGNE DE 1705.

Première pacification des Cévennes, par le maréchal de Villars. — Soumission du chef Cavalier. — Formation des armées. — Vendôme. — Le prince Eugène. — L'armée d'Italie. — Villeroy et l'ar-

mée de la Moselle. — Marlborough. — L'armée du Rhin. — Campagne d'Espagne.

1705.

La fatale Bataille d'Hochstedt avait forcé les Français à resserrer leurs lignes militaires. Du Danube, les armées de Louis XIV s'étaient concentrées sur le Rhin; il ne s'agissait plus d'envahir un territoire ennemi ou de protéger un allié menacé, le champ de bataille était désormais la France. A cette époque de crise, il fallait développer toutes les ressources du pays; si les alliés franchissaient l'Escaut et le Rhin, ils marchaient au cœur même de la monarchie. Les forces ennemies allaient grandir avec la victoire; les puissances de second ordre, jusqu'alors incertaines ou timides dans leurs alliances, allaient se prononcer contre Louis XIV; c'est ce qui arrive toujours quand la fortune abandonne un pouvoir que l'on craint; on l'a servi par frayeur, on le délaisse avec joie, comme si l'on courait à l'indépendance nationale. (1).

(1) Les alliés cherchaient à grandir les résultats de la bataille d'Hochstedt; toutes les gazettes retentissent du beau succès. J'ai trouvé le récit suivant dans la *Gazette de La Haye* :

« Aujourd'hui, 18 août 1704, le colonel Parcke, aide de camp de M. le duc de Marlborough, et député par lui-même pour porter à Sa Majesté la reine de la Grande-Bretagne les nouvelles de la victoire remportée sur les ennemis auprès de Hochstedt, est arrivé à La Haye sur les sept heures du matin, étant parti de l'armée le mercredi 13 de ce mois, environ à sept heures du soir, après avoir été retenu à Nordlingen faute de chevaux; jusqu'à une heure après minuit, Guillaume Fleetman, commissaire des approches, est aussi arrivé après lui. Il étoit parti de la même armée deux heures au-dessus de Dillingen, le jeudi 14 à dix heures du matin, et tous deux ont rapporté ce qui suit : Que l'armée sous M. le duc de Marlborough, s'étant séparée de l'armée qui alloit assiéger Ingolstadt, sous M. le prince de Bade, se joignit la 11 environ à une heure de Dons weert, avec l'armée qui étoit sous le commandement de M. le prince Eugène, et que le soir même M. le duc de Marlborough et le prince Eugène furent reconnoltre les ennemis, qui étoient campés auprès de Hochstedt. Que le 12 M. l'électeur de Bavière et M. de Tallard furent reconnoltre les alliés avec quelque cavalerie; mais que le piquet s'étant avancé, ils se retirèrent, et que le soir M. le duc de Marlborough envoya le bagage à Donawert, et donna les ordres pour marcher le lendemain avec toute l'armée. Que le 13, à deux ou trois heures du matin, l'ar-

mée se mit en marche vers l'ennemi, qui étoit campé auprès de Hochstedt, sur une hauteur, ayant devant lui une espèce de marais et de ruisseau, et qu'elle arriva à six heures auprès dudit ruisseau, à la faveur d'un brouillard, sans avoir été aperçue. Qu'alors l'ennemi fit tirer deux coups de canon, apparemment pour rappeler les fourrageurs et les partis, et qu'il fit mettre le feu à quelques villages, maisons et moulins de crainte que les alliés ne les occupassent. Que là dessus l'armée des alliés se rangea en bataille, et qu'à neuf heures du matin l'on commença du côté des ennemis à canonner, sur quoi on leur répondit de la même manière du côté des alliés. Que cela ayant duré une heure, M. le duc de Marlborough fit reconnoître le ruisseau qui étoit entre deux, et qu'ayant trouvé que l'on pouvoit y jeter des ponts çà et là, il y fit apporter les pontons, et les fit placer en présence de l'ennemi. Qu'alors l'armée marcha ou combat, et que la cavalerie ayant passé le ruisseau fut deux fois attaquée par l'ennemi, mais qu'elle le repoussa. Qu'ensuite toute l'armée passa aussi, et attaquée avec tant de vigueur, qu'après un rude combat l'aile droite de l'ennemi fut obligée de se retirer environ à cinq heures du soir; que M. le duc de Marlborough pénétra, avec le corps de bataille, jusque dans le camp où étoient plantées les tentes des ennemis, et avait séparé les deux ailes de leur armée l'une de l'autre; que sur cela les ennemis avaient posté trois brigades d'infanterie de leur aile gauche dans le village appelé Bleinheim, où ils s'étoient défendus pendant deux heures, jusqu'à ce qu'enfin ils avaient été obligés de se rendre, et qu'ils avaient été tous tués ou

Dans ce moment décisif où il était si urgent d'appeler toutes les ressources de la France au secours de son territoire menacé, le conseil de Versailles crut indispensable de réprimer sur-le-champ l'insurrection des Cévennes, soit par un coup de force, soit par une pacification volontaire. Cette insurrection avait pris un développement rapide ; le peu d'énergie du maréchal de Montrevel, ses discussions avec l'habile intendant du Languedoc, M. de Bâville, avaient favorisé les tentatives des séditeurs ; les camisards étaient alors assez forts pour devenir un parti formidable dans l'État ; les chefs militaires, les prédicateurs s'étaient mis en rapport avec le gouvernement de la reine Anne et les États-Généraux de Hollande. Les intelligences secrètes que le cabinet de Versailles entretenait encore à Londres et à La Haye indiquaient le vaste plan de l'alliance ; il s'agissait de débarquer des corps de troupes sur les côtes du Languedoc ; les réfugiés calvinistes devaient former deux régimens magnifiques de trois mille hommes chaque, sous les ordres de Roland et de Cavalier, qui marcheraient en tête des étrangers, et seconderaient ainsi le mouvement insurrectionnel des Cévennes en proclamant la liberté politique et religieuse et le gouvernement parlementaire, la vieille pensée de la Fronde.

La révélation de ce plan avait effrayé le cabinet de Versailles, et c'est ce qui explique la mission militaire et diplomatique dont le maréchal de Villars fut chargé dans le Languedoc. Villars était tout à la fois une renommée militaire du premier ordre, et une capacité très-habile pour les négociations ; il arriva dans les Cévennes, et son nom si éclatant jeta quelque hésitation et quelque désordre parmi les insurgés. Villars n'alla pas brutalement à la répression violente, il se donna pour but de pacifier au plus vite la montagne, afin de rendre disponibles vingt ou trente mille hommes qu'on devait sur-le-champ employer à la frontière pour le service du roi et de la France.

Lorsque Villars vint aux Cévennes, les camisards se partageaient déjà en deux partis. Le chef Roland, homme intègre de la race huguenote, voulait suivre la carrière de l'insurrection, et mourir pour ses idées ; Cavalier, au contraire, jeune homme

ambitieux et plein d'avenir, pouvait être facilement séduit par des promesses d'argent et des garanties de fortune. Ce fut donc en vain que le maréchal de Villars s'adressa à Roland ; il essaya une fois la corruption, et ne put rien obtenir ; le montagnard persista dans son rôle de chef des insurgés. L'habile Villars avait jeté les yeux sur Cavalier, et le caractère bien connu de ce capitaine des camisards, sa forfanterie et son orgueil devaient être facilement dominés par des promesses ; les pleins pouvoirs de Villars lui en donnaient la faculté. Le maréchal fit proposer une entrevue à Cavalier, afin de régler les clauses d'une pacification, et celui-ci fut flatté de cette démarche d'un maréchal de France ; l'entrevue fut accordée.

Connaissez-vous dans les Cévennes le village agreste de Vayzenobre ? là, au milieu d'une plaine resserrée entre deux hautes collines, Cavalier déploya sa troupe de braves compagnons ; elle se composait de huit cents hommes environ, tous noircis par le soleil du midi ; leurs visages étaient baves, leurs yeux vifs et animés du plus profond dévouement à leur cause ; ils avaient tous cette même tournure que donne la vie des montagnes ; quelques-uns étaient à cheval, le plus grand nombre à pied, armés de fusils anglais, de carabines et d'arquebuses à rouets, vieilles comme le temps des huguenots du seizième siècle (1). De l'autre côté, le maréchal de camp Lalaude, à la tête de deux bataillons royaux, s'avança au-devant de ces soldats rangés en bataille par lignes très-serrées ; Cavalier lui tendit la main ; ils se mirent à l'écart de la troupe, et la conférence commença sur tous les points de la pacification. Le roi offrait au chef Cavalier le rang et le titre de commandant d'un bataillon, qui était admis au service de Sa Majesté, ou bien la liberté de sortir du royaume avec ses camisards. On publiait une amnistie générale, la restitution des biens et des personnes capturés ; moyennant ces concessions, les rebelles mettaient bas les armes, et redevaient fidèles sujets du roi.

Ces conditions, débattues par Cavalier, furent enfin acceptées, et de séduisantes corruptions furent offertes au chef des camisards qui adopta l'amnistie d'après les clauses royales. On vit alors

faits prisonniers lorsque le colonel Parcke partit de l'armée. Que M. l'électeur de Bavière s'était retiré avec la cavalerie ennemie, mais que de toute l'infanterie il n'en pouvoit être échappé que peu ou point, toutes les tentes, bagages et canons ayant été pris, et le maréchal de Tallard fait prisonnier avec deux autres généraux. » La princesse de Bade avoit aussi fait savoir

par un exprès au commissaire Fleertman, qu'elle avoit reçu avis du prince de Bade qu'il étoit parti de l'armée à capituler. Le colonel Parcke allant en Angleterre n'avoit pour toute lettre qu'un billet, lequel avoit été écrit en hâte par M. le duc de Marlborough, sur un petit morceau de papier. »

(1) *Mémoires de Cavalier*, Londres, ann. 1708.

Cavalier quitter les Cévennes avec deux cents hommes de sa troupe qui lui servaient d'escorte; sa renommée l'accompagnait partout; il entra dans chaque cité avec sa grande épée à la main, et ses deux cents compagnons, leurs larges chapeaux sur la tête, vêtus de bure, remarquables par leurs pistolets à la ceinture et leur arquebuse sur l'épaule; cette troupe ressemblait à ces petits corps de bataille de huguenots, tels qu'on les voit encore aux gravures du seizième siècle. Cavalier parcourut le Lyonnais, la Bourgogne; il vint même à Versailles où l'on se montrait du doigt le chef des fanatiques (1). Les ministres du roi l'interrogèrent sur les moyens de pacifier les Cévennes, et Cavalier répondait toujours qu'il fallait accorder la liberté de conscience; chose impossible alors, car l'insurrection était trop profondément enracinée dans les esprits, et s'annistait trop à la question religieuse. Le roi ne voulut point le recevoir; Cavalier se trouva sur son passage dans les galeries de Versailles, et Louis XIV sentit une émotion pénible à cet aspect d'un homme qui lui avait résisté, comme aux jours détestés des guerres civiles et de la Fronde. Cavalier, trop orgueilleux pour fléchir, dut habiter en une ville frontière, et là, il profita d'une nuit obscure pour fuir à l'étranger avec la plupart de ses compagnons. Il y fut bien accueilli, et reçut le titre de colonel d'un régiment de calvinistes, sorte d'émigrés qui marchaient alors contre la patrie (2).

Après que Cavalier eut quitté les Cévennes, la répression des camisards devint plus facile; la di-

vision était dans leurs rangs: ils n'avaient plus de confiance les uns envers les autres; on croyait toujours à la trahison. Villars suivit un système habile; il offrit à tous ceux qui feraient leur soumission une amnistie absolue, des avantages militaires dans les troupes du roi; à tous ceux, au contraire, qui résistaient, le maréchal se montrait impitoyable. La lutte se continua avec quelque vigueur dans les montagnes; le succès seconda toutes les tentatives de Villars; il poursuivit avec tant de ténacité la guerre contre les camisards, qu'elle ne présenta plus aucun danger au printemps, et le roi put disposer du maréchal et de ses troupes pour les porter à la frontière; les insurgés étaient divisés, et c'est ce qui perd toutes les révoltes de peuples. En vain Roland s'était efforcé de réveiller la première énergie des Cévennes, les jours d'enthousiasme et de ferveur étaient atténués; Cavalier avait emmené les meilleures troupes. Les Cévennes n'offraient plus les périls d'une rébellion désastreuse pour tout le midi de la monarchie (3).

D'inéroyables efforts étaient alors commandés à toute la population de France pour repousser l'invasion qui menaçait le territoire; le triste échec de Hochstedt s'était passé loin de la patrie, et la France avait encore assez de ressources pour repousser la coalition. La cavalerie était intacte; le *Mercure de France* avait publié les actes de courage et de dévouement qui avaient glorieusement marqué la précédente campagne; on n'avait su la vérité que par quelques lettres particulières d'officiers français en Allemagne (4). Il s'était mani-

(1) *Mémoires de Villars*, tom. 1^{er}, p. 176.

(2) *Mémoires de Cavalier*, ann. 1705.

(3) *Mémoires de Villars*, ann. 1705.

(4) Quelque soin que l'on prit en France d'atténuer cette défaite, on n'en fut que trop tôt informé; et deux officiers français, qui étaient entrés dans Ulm après la bataille de Hochstedt, écrivirent des lettres très-détailées sur ces tristes événements.

« Je vous dirai que mercredi 13 août il s'est donné la plus sanglante bataille qu'on ait vue de mémoire d'homme, et dans laquelle nous avons été entièrement défaits. M. de Tallard est blessé et fait prisonnier, avec beaucoup d'autres généraux; MM. de Surlaube et Blainville morts; toute l'infanterie abîmée ou faite prisonnière; M. de Tavannes, colonel, le comte de Verue, général de la cavalerie, et le marquis de Bellefonds, tués sur la place; M. de Montperon, autre général de la cavalerie, blessé. Nous courons à perdre haleine depuis deux jours, et nous ne sommes arrivés à Ulm (rendez-vous des débris de l'armée) que tout à l'heure, y ayant neuf bonnes heures de là au champ de bataille.

Nous étions derrière la gendarmerie qui a été repoussée six fois, et nous l'avions toujours soutenue; elle est entièrement défaite, tous les officiers tués ou blessés, hors M. de Préhac, qui se porte aussi bien que moi, qui ai fait comme beaucoup d'autres, les généraux nous donnant exemple; ce matin M. de Courtebonnet, du Bourg et d'Humières sont échappés, s'étant sauvés sur le chemin d'Ulm; enfin toute l'armée est dans une consternation terrible; nous avons perdu nos timbales et étendards. »

Voici une autre de ces lettres intimes d'officiers :

« Vous aurez donc appris la triste destinée de notre armée : on n'a jamais vu une déroute pareille. Vous en serez surpris par les relations qu'on vous enverra. La ville d'Ulm est si remplie d'officiers blessés qu'on ne sait où les mettre; jugez des soldats. On avait douze heures de chemin à faire pour être en quelque manière en sûreté. J'ai été trouver M. de Cheladet pour me faire avoir un bon logement. Nous ne sommes pas mal, pourvu qu'on nous y laisse jusqu'à ce qu'on soit en état de faire la route de Strasbourg, car on dit qu'on va re-

festé au sein du peuple un véritable patriotisme. D'ailleurs les édits du roi, très-rigoureux, forçaient tous les hommes valides à s'enrôler dans la milice; les lettres patentes convoquaient le ban et l'arrière-ban de la noblesse, selon les vieilles lois féodales. Tout possédant bief devait s'armer et s'équiper pour qu'au printemps les armées fussent prêtes sur toute la ligne. Le travail du département de la guerre, œuvre très-remarquable, divisa ces troupes en plusieurs armées principales dans l'ordre suivant: le duc de Vendôme conservait le commandement de l'armée d'Italie, dont la mission était de défendre le Milanais contre les Impériaux, et d'occuper le Piémont que surveillait une autre armée au pied des Alpes. Le quartier-général de ce corps de réserve était à Dijon. Villars, qui avait quitté les Cévennes, prenait la direction de l'armée de la Moselle, et au cas où Marlborough se porterait sur le Rhin, Villars avait ordre de le suivre et d'empêcher ses opérations offensives. Villeroi devait le remplacer, et commandait, en attendant, les réserves en Alsace, lesquelles comptaient plus de quarante mille hommes; Boufflers était chargé de

la défense des places de Flandre, et prêtait sa droite à l'armée de la Moselle, qui avait ses communications libres avec celle du Rhin. Un corps détaché de trente mille hommes, sous le maréchal de Tessé, servait au-delà des Pyrénées dans les États de Philippe V. A aucune époque peut-être l'état militaire de la France n'avait été plus formidable; il comptait plus de deux cent dix mille hommes présents aux drapeaux, sans comprendre la milice et les régimens de marine et garde-côtes; les chefs étaient tous du premier ordre, et choisis parmi l'élite des maréchaux de France; il s'agissait de sauver le territoire.

Pendant ce temps, les alliés s'avançaient vers la frontière; la bataille d'Hochstedt avait délivré l'Autriche d'une invasion imminente, et l'empereur s'était hâté de convoquer Marlborough de gloire et d'honneurs; un décret l'élevait à la dignité de prince de l'empire; on érigeait une colonne à Bleinheim; une immense terre domaniale était concédée à Marlborough en récompense de ses services (1). Léopold avait hautement le danger qu'avait couru ses États et sa capitale menacée; la

partir; on fait déjà force ponts sur l'Illér. Il est impossible qu'on puisse rester en ce pays; les ennemis sont maîtres de la campagne. Si jamais ils nous bouchent le passage, il ne se sauvera pas un François, car les paysans font déjà rage. Je m'en vais faire partir les équipages pour le camp, car ils mourraient de faim ici. Il y a trois jours qu'ils n'ont presque pas mangé; enfin tout est sur les dents. Il est à souhaiter que nous sortions bientôt de ce malheur; tout est perdu sans cela, les fourrages manquent aussi bien que les vivres, et tout est au prix de l'or. Du moins quand on aura passé le Rhin, on vous représentera nos besoins. Il ne faut pas compter sur la bourse de son prochain, ni il ne faut plus compter sur la campagne. Cette action a bien fait voler des charges; presque tous les officiers sont tués ou blessés, et si on en voulait mettre tous les noms, il faudrait un volume. Les détails qu'on enverra à Paris de la bataille vous feront assez comprendre combien le roi y perd. Adieu, mon cher et très-honoré, etc.»

(1) Lettre de l'Empereur à milord duc de Marlborough.

« Très-noble, cher cousin et prince, nous vous saluons de tout notre cœur par la présente. En considération de votre haute naissance, et des signales services que vous rendez à notre maison et à tout l'Empire romain, nous vous agréons au nombre de nos princes et du Saint-Empire. Nous avons voulu en vous élevant, suivant notre droit et vos mérites à cette haute dignité, donner une marque publique de la reconnaissance que nous et tout l'Empire devons à la reine de la Grande-Bretagne et à vous, de ce que Sa Majesté a

bien voulu envoyer, sous votre conduite, un secours si considérable en Bavière et en Souabe, dans un temps que nos affaires et celles de l'Empire étoient réduites en un fort méchant état, par la révolte scandaleuse de l'électeur de Bavière. Cette entreprise a été conduite avec autant de valeur que de sagesse; et les témoignages publics, de même que le rapport de mes troupes, qui ont été les fidèles alliés et compagnons de vos victoires, en attribuent tout le succès, après Dieu, à votre sage conduite, et à la valeur intrépide des troupes anglaises et des autres alliés qui ont combattu sous votre commandement. Ces victoires, et particulièrement celle de Hochstedt remportée sur les François et Bavaois, nonobstant leur supériorité et l'avantage de leur poste, sont si éclatantes qu'on n'a pas connoissance que depuis cent ans la France ait reçu un tel échec; de sorte que nous sommes persuadés que, moyennant la bénédiction de Dieu, les pernicieux desseins que nos ennemis avoient formés sur cette campagne sont anéantis; que l'Allemagne, qui étoit sur le point de sa ruine, est rassemblée, de même que les affaires générales de l'Europe; d'où nous espérons que la liberté de la chrétienté sera bientôt assurée contre la violence et la tyrannie des François. Et comme nous sommes pleinement assurés que vous mettrez tout en usage pour parvenir à ces fins, nous n'avons rien à ajouter, sinon de vous souhaiter toutes sortes d'honneurs succès, et vous assurer que dans toutes les occasions nous tâcherons de vous donner toutes les marques possibles de notre reconnaissance. Donné à Vienne, le 28 août 1704. »

bataille livrée sur les frontières de l'Autriche avait sauvé les sujets de l'empereur. De solennels remerciemens furent votés à Marlborough par les lords et les communes d'Angleterre. Telle était déjà l'habitude anglaise de combler d'argent et de dignités les généraux qui servaient la patrie. Après avoir quitté le camp de bataille d'Hochstedt, le duc de Marlborough fit occuper la Bavière et assiégea Ulm; puis laissant le prince de Bade sur le Rhin, il dirigea son armée vers la Moselle pour s'opposer au maréchal de Villars qui tentait une pointe sur la Belgique et l'Allemagne du Nord.

Les armées des alliés se divisèrent alors en plusieurs corps, pour envahir de toutes parts le territoire de la monarchie; l'armée ennemie de Belgique et de Flandre sous les ordres du comte d'Ouverkerk et du maréchal de Spar, se porta auprès de Namur, sur la ligne des Français; elle fut repoussée. Toutes les entreprises de sièges et de batailles furent essayées en vain; Namur, Bruges se défendirent vaillamment, et le comte de Spar fut obligé à une prompte retraite; le maréchal de Villeroi le poursuivit l'épée dans les reins jusqu'aux frontières mêmes de la Hollande. Des succès incontestables marquèrent la campagne de Flandre; le maréchal de Villeroi, toujours impétueux, profita hardiment de cet avantage. Tel était le caractère chevaleresque de Villeroi, il s'aventurait à force de courage, et le peuple, qui ne l'aimait pas, le chassonnait de plus belle aux halles de Paris. (1). Au nord, la monarchie de Louis XIV était préservée.

Pendant ce temps, le duc de Marlborough opérant son mouvement sur la Sarre et la Moselle; il avait réuni son armée dans les lignes de l'é-

lectorat de Cologne; en face de lui se déployait Villars, auquel il offrit bataille; mais l'habile général se plaça dans des retranchemens inexpugnables; il attendit son adversaire et ne l'attaqua pas. Ordre fut donné à Villeroi de détacher un corps considérable de bonnes troupes sur la Moselle, et de tourner le duc de Marlborough, ainsi forcé à la retraite sans engager un seul combat; belle manœuvre de Villars, que les alliés attribuèrent aux retards de l'armée impériale sur le Rhin. L'Alsace était mise encore à l'abri et protégée sans effusion de sang. Villars prit position sur la Sarre, tandis que Marlborough, par un mouvement de gauche, se rapprocha des frontières de la Hollande et des Pays-Bas, menacées par la pointe du maréchal de Villeroi. Ainsi, par le seul effet de l'habile manœuvre concertée entre les deux chefs des armées de Flandre et de Moselle, l'ennemi était rejeté sur les Pays-Bas et la Hollande (2).

Les Impériaux arrivaient à marches forcées conduits par le prince de Bade; le corps principal s'élevait à peine à vingt-cinq mille hommes; car les Autrichiens s'étaient hâtés d'occuper la Bavière, tant à leur convenance; ils faisaient les sièges d'Ulm et d'Augshourg, et l'empereur voulait avant tout obtenir la confiscation de ce grand fief au profit de sa maison. L'armée du prince de Bade ne pouvait opérer qu'avec l'aide du duc de Marlborough, et le mouvement rétrograde du général anglais sur la Belgique isolait le corps des Impériaux de toute communication avec les alliés. Le prince de Bade, secondé par les habitants, campa dans la Basse-Alsace, en face de Villars, qui avait quitté l'armée de la Moselle, après le départ de Marlborough, pour prendre le commandement de l'armée du Rhin. Le

(1) J'ai trouvé, sous la date de 1705, une épigramme en forme de dialogue entre la maréchale de Villeroi et le peuple; elle se reporte au temps de la captivité du maréchal de Villeroi :

Que voulez-vous qu'on fasse
De notre commandant ?
Français, dans la disgrâce,
N'offrez-vous point d'argent ?

Si la triste aventure
Eût surpris Catinai,
Vraiment toute la nature
Eût hâté son rachat.

Stafarde et la Marsaillie,
Et tant d'autres exploits,
Ne sont pas des batailles
De cette épée de bois.

Mais mon époux qu'estime
Le roi et Maintenon,
Pourront vous faire un crime
De votre indignation.

Namur, Chiari, Crémone,
Nous servent de raison,
Pour refuser les sommes
Qu'il faut pour sa rançon.
Ite quoi ? sa destinée
Le laisse sans espoir,
Et moi serais-je née
Pour ne plus le revoir !

Il a plu à la France,
En dansant joliment,
Il est bon qu'il la danse
A Vienne quelque temps.

(2) *Mémoires de Villars*, ann. 1705.

prince de Bade était un des plus fermes et des plus intrépides généraux de la coalition; seulement on le soupçonnait de n'être pas tout dévoué.

Le prince Eugène, après la bataille d'Hochstedt, avait également quitté l'Allemagne pour descendre dans le Milanais, et s'opposer à Vendôme qui s'avancait rapidement sur le Tyrol. La manœuvre du prince Eugène avait pour objet de dégager le duc de Savoie alors menacé jusque dans sa capitale par l'armée de réserve qui s'était formée aux Alpes; il fallait hardiment traverser les montagnes et se placer sur les derrières de l'armée de France; manœuvre impétueuse qui fut arrêtée par la bataille de Cassano au passage de l'Adige. Les Français restèrent maîtres du champ de bataille; mais la victoire fut bien disputée, quatre mille hommes demeurèrent sur la place. L'entreprise du prince Eugène échoua, il ne put se placer sur les derrières de l'armée de France, et le Piémont ne fut pas dégagé. Victor-Amédée vit sa capitale assiégée par le duc de Vendôme; les Impériaux se bornèrent à observer le mouvement de leurs adversaires; ils n'osèrent plus aucune grande manœuvre (1).

La campagne avait un caractère plus décisif en Espagne; l'archiduc Charles, proclamé roi d'Espagne et reconnu également à La Haye et à Londres, s'était embarqué sur une flotte anglaise et avait pris terre à Lisbonne; la maison de Bragance avait salué ses droits, et une armée anglo-portugaise, où paraissaient quelques régiments de réfugiés français, s'était déployée sur les frontières de l'Estramadure. Simultanément une escadre sous le pavillon de l'alliance jeta le prince de Darmstadt et une armée alliée dans la province de Catalogne, si mécontente de Philippe V. Des places de guerre se déclarèrent pour Charles III; Barcelone arbora son drapeau; bientôt l'insurrection populaire s'étendit jusqu'à l'Aragon. L'amirante de Castille, le marquis de Leganez favorisaient cette expression des sentiments hostiles à Philippe V. Le maréchal de Tessé, qui commandait le corps auxiliaire de France, porta son armée dans l'Estramadure, tandis que l'insurrection gagnait jusqu'à Saragosse. Ainsi la monarchie de Philippe V

était menacée de trois côtés: d'abord au midi par un corps d'Anglais qui s'empara de Gibraltar, et de là se portait jusque dans l'Andalousie; à l'occident était l'armée anglo-portugaise sous le commandement de lord Galway; elle envahissait l'Estramadure; enfin à l'orient, par la Catalogne, l'archiduc Charles proclamait l'insurrection jusqu'à Saragosse. Ajoutez à ces périls les troubles intérieurs, les mécontentements du peuple, et le caractère si personnellement faible de Philippe V, et l'on peut ainsi juger de la situation précaire de la monarchie des Bourbons en Espagne. Une victoire navale du jeune comte de Toulouse dans le détroit de Gibraltar n'avait pas changé cette situation; si l'on avait suivi l'opinion du brave amiral, il aurait fallu poursuivre l'ennemi jusque dans le port de Gibraltar même, et ce formidable rocher eût été définitivement enlevé à l'Angleterre (2).

Tous ces événements militaires n'avaient pas de caractère décisif. A prendre les faits stratégiques depuis la bataille d'Hochstedt, aucun n'avait produit un résultat éminent; la France avait fait de très-grands efforts pour reconstituer ses armées, elle y avait réussi. Ces armées se déployaient magnifiques sur les frontières. Marlborough avait manqué l'invasion de la France par suite de l'habile manœuvre de Villars sur la Sarre; il était refoulé vers les Pays-Bas, et forcé en quelque sorte de se rapprocher de la Hollande et de la mer. Le prince Eugène manquait également sa tentative militaire sur l'Italie; la bataille de Cassano, gagnée par Vendôme, l'empêchait de dégager le duc de Savoie, si vigoureusement menacé par les Français. Il n'y avait donc qu'en Espagne où les alliés avaient des succès décisifs; plus d'un tiers de cette monarchie était soumis à leur domination.

Quatre capacités militaires se dessinent plus spécialement dans cette campagne: la tactique de Marlborough d'abord, savante, précautionneuse, ne hasarde rien comme toute l'école anglaise; Villars, qui lui est opposé, est un des généraux les plus hardis, au coup d'œil le plus prompt; il sait qu'il a devant lui la forte tête militaire de la coalition; il

(1) *Mémoires de Vendôme*, ann. 1705. — J'ai trouvé l'autographe suivant du roi très-chrétien au duc de Vendôme:

« Je ne sais qui est plus aise de vous ou de moi de nos heureux succès. Rien n'est si brillant et si courageux que le commencement de cette campagne; je ne doute pas que vous ne la souteniez avec la même sagesse et avec la même valeur. Personne n'en est si

persuadé que moi, ni ne le souhaite davantage, pour des raisons qui nous sont communes et pour la France; pensant l'un pour l'autre, comme nous faisons, vous devez être persuadé qu'en toutes occasions je vous ferai connaître mon amitié, et la confiance que j'ai en vous. De Versailles, 2 mai 1705. LOUIS »

(2) *Mémoires del marchese de San-Felipe*, ann. 1705.

se borne à lui résister par de simples manœuvres; il ne hasarde pas la bataille, il se met en situation de la recevoir, mais dans une position tellement bien choisie, que Marlborough ne la tente pas, tandis que par une pointe de Villeroy, les communications de Marlborough en Hollande et aux Pays-Bas sont compromises. Le prince Eugène est le plus impétueux de tous ces chefs d'armées; il aime les marches inattendues, les surprises, mais il a devant lui Vendôme, le général tout à la fois prévoyant et intrépide, qu'il est si difficile de surprendre.

Cette seconde période militaire du règne de Louis XIV offre peut-être une série aussi imposante de généraux dans les deux camps, que la première époque de Condé, de Turenne et du maréchal de Luxembourg. L'art des batailles n'a point dégénéré; les généraux agissent même sur une plus vaste échelle. La guerre a pris une certaine extension; on a poussé des corps jusqu'en Bavière, et à trente lieues de Vienne; Vendôme a vu les montagnes du Tyrol. Les armées françaises se déplaient en Espagne, jusque dans l'Estramadure; cette campagne ressemble beaucoup à celles d'une époque plus récente, sous la république et l'Empire. La stratégie de Condé et Turenne n'allait pas au-delà des Pays-Bas et du Rhin; tout se concentrait là. A cette seconde période, on touche aux capitales de l'Europe: aussi les revers sont-ils plus étendus et plus irréparables. D'un autre côté la pacification des Cévennes, en face des coalisés, a plus d'un trait de souvenir avec les transactions pacifiques qui fluirent les guerres de la Vendée; le traité conclu avec Cavalier pourrait trouver son parallèle historique. Puis la coalition des puissances contre l'unité du pouvoir de Louis XIV, ces corps de réfugiés émigrés qui marchaient contre la patrie, tout cela ne s'est-il pas produit sous d'autres formes et avec d'autres idées pendant la révolution française! J'ai besoin sans cesse de rapprocher ces souvenirs, parce qu'ils aident à l'explication des grands faits contemporains; un des vices de notre éducation politique est toujours de ne dater que de la révolution française; comme si les temps antérieurs ne contenaient pas le secret des transactions diplomatiques, et des événements militaires des quarante dernières années.

(1) *Lettre patente du roi pour le duc de Vendôme.*

« Louis, etc., quoique les progrès continuels que nos armées ont faits en Italie sous la conduite de notre très-bien aimé cousin le duc de Vendôme, depuis l'ouverture de la campagne de 1708 que nous lui

CHAPITRE LXVIII.

CAMPAGNE DE 1706 A 1708.

Nouvelle répartition des armées. — Le duc d'Orléans en Italie. — Vendôme à l'armée de Flandre. — Berwick en Espagne. — Bataille d'Almanza. — Villars en Allemagne. — Le prince Eugène en Provence. — Expédition de Jacques III en Écosse. — Les alliés aux Pays-Bas. — Siège et capitulation de Lille.

1706 — 1708.

La dernière campagne des armées de France n'avait pas eu de résultats décisifs pour les alliés; le territoire de la monarchie n'était pas entamé; au nord même le duc de Marlborough avait été obligé d'opérer sa retraite sur les Pays-Bas, et Vendôme en Italie avait arrêté le prince Eugène au-delà du Milanais. Cependant le cabinet de Versailles savait combien les armées alliées s'étaient accrues; les Impériaux victorieux en Bavière, allaient entrer en ligne sur le Rhin. Marlborough s'était recruté dans la Hollande, et conduisait soixante mille hommes. En Italie, toutes les forces disponibles de l'Autriche se portaient sur l'Adige. Dans ces circonstances, il eût été imprudent de ne pas grandir la situation militaire de la monarchie; le roi arrêta une répartition nouvelle des armées et des généraux chargés de les commander.

La position des Français en Italie était bonne; la frontière se trouvait assez éloignée du théâtre de la guerre pour qu'on pût en retirer des troupes et un général de premier ordre tel que Vendôme. Les Alpes étaient entre la France et les alliés; de graves événements allaient se décider aux Pays-Bas, et dès lors le cabinet de Versailles, qui n'osait laisser à Villeroy le commandement en chef des lignes du nord devant Marlborough, les confia au duc de Vendôme. Louis XIV lui écrivit de sa main, et des lettres patentes le désignèrent comme commandant en chef de toutes les troupes de la Flandre et des Pays-Bas (1). Marlborough, qui venait de remporter un

avons confié le commandement des troupes, semblaient nous inviter à lui laisser le soin d'y terminer la guerre, néanmoins la nécessité de mettre incessamment à la tête de nos armées de Flandre un chef qui s'attire la confiance des officiers et des soldats, et redonne aux troupes cet esprit de force et d'audace si

avantage sur Villeroy à Ramillies, trouvait ainsi un adversaire digne de lui; Vendôme pouvait lutter avec le plus fort des tacticiens de cette époque militaire.

En même temps Villars prenait le commandement de l'armée d'Allemagne opposée aux Impériaux qui s'avancèrent sur le Rhin, centre du système de défense. Comme l'Alsace n'était pas couverte encore de place fortes, on devait craindre que les Impériaux n'en obtinssent la possession définitive. Les Alsaciens appartenaient à la grande famille allemande; ils ne s'en détachaient que lentement pour passer sous la domination française; Villars avait devant lui le prince de Bade et toute cette noblesse germanique, dure à la fatigue, brave de sa personne, forte au feu, telle que les maréchaux de Louis XIV, Turenne et Condé eux-mêmes, l'avaient rencontrée sur mille champs de bataille dans le dix-septième siècle. Villars était donc chargé de défendre la ligne du Rhin, et, s'il était nécessaire, il devait refouler les Allemands, par un mouvement offensif, jusque sur la Bavière, en pleine insurrection contre les Impériaux qui la contenaient à peine. On renouvellait ainsi la campagne de l'année précédente (1).

naturel à la nation française, et la connoissance que nous avons que nul autre n'est plus capable de remplir sur cela notre attente que moudit cousin, nous ont déterminé à le rappeler d'Italie, pour lui donner le commandement de nos armées dans les Pays-Bas, persuadé que ses services nous seront plus utiles, et qu'en quelque pays qu'il fasse la guerre, il ne la fera pas moins glorieusement qu'il l'a faite en Italie. Savoir, faisons, etc. »

Vendôme était fort populaire à la cour et dans la bourgeoisie de Paris. Voici ce qu'on chantait sur lui après la campagne d'Italie.

Savoyards, Allemands
Qui vous rend si mécontents ?
Vendôme ;

Eugène, prince mutin,
Qui te rend si chagrin ?
Vendôme.

Tu croyais prendre en passant,
Au près du pont de Cassau,
Vendôme.

Qui a jeté dans l'Edda
Tes hommes et les dada ?
Vendôme.

Il a, malgré tes efforts,
Huit mil de tes gens morts,
Vendôme ;

Et vous, prince sans pareil,

L'armée d'Italie, privée du duc de Vendôme, reçut pour général en chef le duc d'Orléans. Jusqu'alors le fils de Monsieur, le propre neveu de Louis XIV, était resté sans emploi de guerre; il passait mollement sa vie à Paris, dans les délassements de la peinture et de la musique; on lui attribuait un esprit d'opposition et de mécontentement, et cette opposition éloignait de lui la confiance du roi. Dans les nouveaux périls de la monarchie, le duc d'Orléans sollicita un commandement militaire; aux temps de crise on ne choisit pas, on compte tous ses serviteurs; le duc de Vendôme lui-même, malgré sa philosophie moqueuse et son esprit méchant et impie, n'avait-il pas la suprême direction de l'armée du nord? pourquoi ferait-on exception pour le duc d'Orléans? Le roi céda aux remontrances qui lui furent adressées par son conseil; il confia par des lettres patentes, le commandement de ses troupes d'Italie à son bien-aimé neveu (2). Philippe d'Orléans avait un courage décidé; il était le digne héritier de Monsieur, frère du roi; il avait besoin de déployer sa brillante valeur, car les partis lui demandaient des gages pour s'abandonner à lui. Le duc d'Orléans, le prince de

Qui vous o gohé Verecil?

Vendôme.

(1) Mémoires de Villars, ad ann. 1708.

(2) *Lettre patente du roi à M. le duc d'Orléans.*

« Louis, etc., ayant jugé à propos de donner à notre bien-aimé cousin le duc de Vendôme le commandement général de nos armées de Flandre, et étant nécessaire de choisir un chef pour prendre en sa place le commandement général de nos armées d'Italie, nous avons résolu d'envoyer notre très-aimé neveu le duc d'Orléans, tant pour répondre à l'ardent désir qu'il témoigne depuis longtemps de se voir à la tête de nos troupes, et de pouvoir, en signifiant sa valeur, se rendre utile à notre gloire et au bien-être général de l'État, que parce que nous reconnoissons qu'outre l'élevation d'esprit et les sentimens qu'il a, dignes de la grandeur de sa naissance, il a par ses soins et son application acquis de bonne heure l'expérience et les talens nécessaires pour le commandement des troupes, ainsi qu'il a fait assez paroître dans celui de notre cavalerie, qu'il a exercé avec toute l'habileté d'un grand capitaine; nous avons de plus considéré que le respect que les gens de guerre ontont pour sa personne, la joie de servir sous ses ordres, l'envie de s'en faire connoître, de lui plaire et de se distinguer à ses yeux, excitant en eux l'émulation et animant leur courage, et leur zèle, un chacun se portera avec plus d'ardeur à remplir son devoir: ce qui ne peut que beaucoup contribuer au succès de ce que nos armées entreprendront sous sa conduite. A ces causes, etc. »

Conti et Catinat étaient alors les généraux populaires. Le duc accepta avec enthousiasme le commandement de l'armée d'Italie; on le plaça là sur un théâtre assez éloigné de la France pour qu'en aucun cas il ne pût tourner ses armes contre le roi et les princes de sa race.

Ainsi les trois armées principales de Flandre, d'Allemagne et d'Italie étaient confiées à Vendôme, Villars et au duc d'Orléans; l'armée du midi, qui opérait comme corps détachés en Espagne, fut mise sous les ordres du maréchal duc de Berwick, le fils naturel de Jacques II, capacité militaire qui s'était déjà déployée sur de nombreux champs de bataille. Il était curieux de voir un Stuart en face de l'armée anglaise, que conduisait en personne le marquis de Galloway, français réfugié en Angleterre; Les guerres civiles avaient ainsi réparti les destinées; un Stuart combattait les Anglais; un Ruigny, de la race française, offrait sa poitrine aux balles des soldats de Champagne ou de Rouergue, c'est ce qui arrive aux époques d'opinions ardentes. Le duc de Berwick se disposait à mener la guerre par de grands moyens; il connaissait la tactique anglaise si prudente, si précautionneuse, et la froideur de son caractère correspondait bien aux lentes manœuvres de lord Galloway et de l'armée anglo-allemande (1).

La campagne des alliés contre la France se développa d'abord en Flandre; le duc de Marlborough, après la bataille de Ramillies, s'avança lentement, prit Malines et Gand. L'avant-garde de Marlbo-

rough, sous milord Cadogan, occupa Courtray; la tactique du duc de Vendôme consista tout entière à fortifier ses lignes de Waterloo, de telle sorte que Marlborough n'osa point l'attaquer. A plusieurs reprises le général anglais offrit la bataille en dehors des retranchemens; elle fut constamment refusée (2). Vendôme avait son plan de campagne concerté avec Villars; le maréchal qui commandait sur le Rhin avait résolu une hardie diversion en Allemagne; il devait traverser le fleuve, se porter en Bavière, et ne demandait à Vendôme que de garder ses lignes; une fois le Rhin franchi par les Français, le duc de Marlborough serait obligé de détacher plusieurs corps de son armée, afin d'appuyer le prince de Bade, trop faible pour résister aux forces de France. Ce plan réussit à sonhait; Villars, avec son impétuosité habituelle, brisa les lignes de Stolhoffen, et se portant rapidement sur Stutgard, mit le Wurtemberg à contribution, et vint ensuite montrer des forces imposantes jusqu'en Bavière. Ulm vit pour la seconde fois le drapeau blanc fleurdelisé; les puissances allemandes écrivirent sur-le-champ à Marlborough, qui destinait presque un tiers de son armée à secourir la Bavière envahie; il résulta de cette diversion un tel affaiblissement pour l'armée anglaise, qu'elle n'osa plus offrir la bataille au duc de Vendôme; les provinces de France furent ainsi délivrées. La campagne au Nord fut perdue pour les alliés, à la suite de cette pointe de Villars au centre de la ligne (3).

Des succès plus décisifs pour la coalition étaient

(1) Mémoires de Berwick, ad ann. 1707.

(2) Les manœuvres prudentes de Marlborough avaient été ébauchées aux halles de Paris.

Marlborough part d'Angleterre,
Va partout comme un tonnerre,
Pon pon pon paia pnta pon;
S'est vanté avant partir
Qu'en moi prendrait Sarre-Louis,
Mais il aura fort à faire.

Il dit en quittant la reine,
Je vous prends Metz en Lorraine,
Thionville, Rodemaeg, Longwy,
Châlons, Luxembourg aussi,
Et cela dans six semaines.

Retournant vers la Hollande,
Stenay, Sedan veux prendre;
Bouillon, Mousson, Montmédy,
Sans canons me sont acquis,
Mzière, Nozera m'attendent.

Rneroy à mon arrivée
Est ô moi chose assurée;

Condé et Mariembourg
Seront à moi le même jour
Lorsqu'ils verront mon armée;
La reine Anne me voyant,
Les communes et parlement
Grand honneur me feront faire.

(3) Mémoires de Villars, ad ann. 1707.

L'empereur suivait avec un grand intérêt tout ce qui touchait à la guerre. J'ai trouvé de lui une lettre autographe écrite aux États-Généraux de Hollande après le succès de Ramillies.

« La joie que l'honneur me fait de la sanglante bataille donnée depuis peu à Ramillies a répandue dans les esprits de tous les confédérés est universelle. Nous qui estimons la votre au-delà de ce qui regarde nos propres intérêts, n'avons pas été peu satisfait de cet incident; dans un temps où nos affaires et celles de l'Empire, étant réduites à un état chancelant par les mouvemens des Bavares et d'autres, avoient un extrême besoin de votre secours, vous devez vous réjouir de l'avoir donné à votre gloire, et avec utilité. Vous le pouvez faire avec d'autant plus de justice, que les gé-

obtenus en Italie; le duc d'Orléans, salué par l'armée française campée dans le Milanais, avait pris la direction de la campagne. Deux corps principaux composaient l'expédition d'Italie : l'un était sous les ordres du maréchal de Marsin, et tenait la ligne de l'Adige. Avant son départ, Vendôme avait fait fortifier cette ligne par des retranchemens qui comprenaient plus de quatre-vingt bouches à feu. Le second corps, sous les ordres du duc de la Feuillade, opérait dans le Piémont; il avait franchi les Alpes pour mettre le siège devant Turin. L'opinion militaire du duc d'Orléans était de réunir toutes ces troupes pour agir plus fortement contre le prince Eugène; cet avis fut combattu par le conseil de guerre; on soutint que si les Etats du duc de Savoie étaient évacués, toutes communications seraient interdites avec la France, et l'armée d'Italie se trouverait ainsi compromise; on conserva la séparation entre les deux corps de l'Adige et du Pô, afin de se diriger dans le Piémont ou le Milanais à raison du point qui serait menacé plus immédiatement.

Pendant ce temps, le prince Eugène avait quitté Vienne à la tête des Impériaux; traversant le Tyrol à marches forcées, il s'était porté sur l'Adige; les retranchemens des Français furent attaqués, et les Autrichiens vinrent présenter la bataille à Lucerna, tandis qu'un corps considérable de grenadiers réunis accourait à la délivrance de Turin; ces deux opérations réussirent. A Lucerna les Français furent battus; le duc d'Orléans précipita sa retraite. Les Français se défendirent avec leur courage habituel; mais habilement tournés par le prince Eugène, ils cédèrent leur camp retranché; le maréchal de Marsin fut blessé à mort; l'armée de

France évacua le Milanais, si souvent en son pouvoir depuis Charlemagne et les rois lombards à la couronne de fer. Le duc d'Orléans déploya une intrépidité au-dessus de tout éloge; il reçut cinq coups de feu, deux au côté, un au bras gauche, qui lui mit l'os du coude à nu; deux balles résistèrent dans ses armes. La race d'Orléans était brave mais médiocre comme conception militaire; elle ne s'élevait pas à la hauteur des Condé, ces cadets de Henri-le-Grand. Les Français firent leur retraite sur Pignerol. Une seule bataille les rejeta du Milanais dans le Piémont, et du Piémont sur la frontière de France ainsi dans une habile campagne le prince Eugène se vit aux pieds des Alpes; les Impériaux purent menacer le midi de la monarchie de Louis XIV (1).

Il y avait cela de grave dans la situation des armées en Italie, que rien n'empêchait plus la jonction des Autrichiens et des Piémontais; le prince Eugène et Victor-Amédée de Savoie opéraient désormais en commun. Comme il arrive toujours aux armées de France dans leurs revers, elles s'étaient retirées tout en confusion; les places fortes elles-mêmes avaient capitulé, de sorte que l'ennemi pouvait sans crainte franchir les Alpes et attaquer les provinces au midi de la France. En même temps un corps détaché de l'armée autrichienne s'empara de tout le royaume de Naples en une seule campagne. Il n'était donc plus question de la souveraineté de Philippe V en Italie, le drapeau de la maison d'Autriche s'élevait sur les cités, là où flottaient naguère les fleurs de lis des Bourbons et les tours éternelles sur fond de gueule de la Castille. Tout s'abaissait devant les Impériaux (2). Le prince Eugène et le duc Amédée de Savoie ne s'arrêtaient

nérats de vos troupes ont rapporté que la fidélité, la bravoure et l'intrépidité de vos officiers et de vos soldats ont merveilleusement éclaté dans ce combat, et qu'ils n'ont pas peu contribué à la victoire. Comme cela donc nous donne matière de vous féliciter et de vous remercier, nous nous en acquittons avec plaisir, et avec une affection qui surpasse les paroles. Nous nous engageons de répondre en tout temps à vos éloges et témoignages de bonne volonté, et à vos bienfaits par une fidèle amitié et par une véritable reconnaissance. Au reste, nous prions le Tout-Puissant de vouloir conserver votre République, et de la rendre de plus en plus florissante, en bénissant ses desseins et ses conseils. Donné en notre ville de Vienne, le 30 août 1706.

On chantait du brave et habile Villars :

« Villars est un extravagant,
Qu'on ne sait par où prendre;
Il ne nous répond qu'en frappant;

Il ne veut pas se rendre,
Dit le milord en désarroi
Quand il plia bagage:
Retournons au grand Villeroi
Il est beaucoup plus sage. »

(1) *Mercur de France*, ad ann. 1707; *Gazette*, ibid.

(2) J'ai trouvé l'acte original de soumission des habitants de Milan à la maison d'Autriche. « La ville et duché de Milan se trouvant, à l'approche des armes de Sa Majesté Impériale, dans la liberté de pouvoir exercer avec une extrême joie l'ancienne et inviolable fidélité que tous les ordres de cet Etat ont toujours observée envers la très-auguste maison d'Autriche, ont député, par acte du 23 de ce mois, les seigneurs comtes J.-B. Scotti et Uberto Stampa, pour lui rendre les hommages de l'obéissance qui lui est due, en retenant dans le bonheur de sa légitime domination. Pour cet effet, lesdits seigneurs comtes se sont rendus dans le camp

pas; ils avaient la résolution des alliés de poursuivre vigoureusement la guerre; leur plan de campagne s'étendit sur toute la frontière méridionale; on dut tenter une invasion dans la Provence. Ce noble pays de Provence était situé de manière qu'une double force militaire pouvait le menacer; d'abord en passant le Var, les Impériaux et les Piémontais marchaient sur Fréjus, le pays était ouvert jusqu'à Toulon, arsenal de guerre et de marine; ensuite une flotte combinée de Hollandais et d'Anglais devait suivre le long des côtes les opérations de l'armée austro-sarde. Depuis Charles-Quint, la Provence n'avait pas été envahie; son sol était peuplé d'une brave et digne noblesse: des paysans un peu mous, mais dévoués à leurs seigneurs, cultivaient ses terres. A partir de Fréjus jusqu'au Rhône, dans la Haute et Basse-Provence, tout était rempli de forts castels sur les rochers ou *roques*; et de là ces noms de gentilshommes, les Roquebrun, les Roquefort, dont le blason était noirci par les âges. Aux approches de l'ennemi, il y eut un appel ou levée en masse de tous les vassaux et vasseurs; on se porta au devant des alliés qui passaient le Var sur trois points différents (1).

Le but des opérations du prince Eugène était la prise de Toulon, cet arsenal convoité par la Hollande et l'Angleterre; on s'avançait donc à marches forcées afin d'éviter la résistance du ban et de l'arrière-ban; ces troupes autrichiennes, à la langue dure et tudesque, excitaient partout une profonde indignation. Les paysans contraient sur les soldats isolés, la noblesse s'armait de toutes parts; le maréchal de Tessé formait un corps de réserve pour couvrir Toulon; les possédant fiefs du Languedoc vinrent également se placer sous les drapeaux du maréchal, qui se trouva bientôt à la tête de trente bataillons d'infanterie et de soixante escadrons, tous levés dans les provinces de la langue méridionale. Si les alliés

voulaient réussir dans cette campagne, ils devaient assiéger et prendre Toulon pour en faire le point central de leurs mouvements militaires. Tel était le dessein du prince Eugène. Après avoir franchi le Var, il enlaça de ses ailes de bataille l'arsenal de la Provence; les Impériaux se déployèrent sur toute la ligne du Var jusqu'à Hyères, ce bouquet d'orangers jeté sur la Méditerranée. Qu'ils furent déplorables les ravages des étrangers! Rien ne fut respecté, ni le château du seigneur, ni la chaumière du pauvre, quand le prince Eugène plaça ses tentes au pied des montagnes qui abritent Toulon dans sa vallée de rochers. Pour préparer un siège régulier, les Impériaux devaient être vigoureusement secondés par Victor-Amédée; le duc de Savoie et les Piémontais ne s'avançaient qu'avec timidité; ils craignaient les forces de France, et peut-être aussi l'habile politique de Victor-Amédée voyait avec peine l'Autriche grandir au-delà des Alpes, et l'enlacer pour ainsi dire. Rien n'est en général timide et indécis comme une puissance du second ordre; elle se sauve par la ruse de sa situation relativement fautive. Le prince Eugène, isolé au milieu de la Provence, n'était pas en force pour assiéger Toulon; le maréchal de Tessé vint lui présenter bataille au Bausset, près des gorges d'Ollioules, merveilles de la création, jetées là comme les rochers des fées dans les forêts druidiques. Le prince Eugène, entouré de l'insurrection provençale, opéra en toute hâte sa retraite sur le Var, s'appuyant des Piémontais qui s'avançaient en ordre de guerre. La Provence était ainsi délivrée de l'ennemi par l'énergie de sa noblesse, de sa bourgeoisie et du peuple. Toutes les villes avaient fait des sacrifices, Marseille l'opulente, avec ses galères et son riche commerce du Levant, offrit un million de livres et un régiment de bourgeoisie, qui fut passé en revue sur le Cours, nouvellement bâti par les

pour faire la révérence à Son Altesse Royale, suprême commandant des armes de Sa Majesté Impériale en Italie, et faire entre les mains de sa personne royale, au nom de la ville et duché, cette publique et authentique déclaration de leur soumission envers la très-auguste maison à laquelle ils protestent de vouloir obéir, servir et s'attacher avec la fidélité qu'ils ont toujours conservée dans le cœur, et qu'ils professeront ouvertement à l'avenir comme ses bons et véritables sujets. Ce qui ayant été entendu de Son Altesse Royale avec une particulière satisfaction, elle déclare au nom de Sa Majesté Impériale, et de la part de la très-auguste maison, accepter cet acte d'obéissance, et recevoir, comme elle reçoit, ladite ville et duché de Milan sous la très-haute protection de Sa Majesté Impériale

et de la très-auguste maison auprès de laquelle Son Altesse Royale s'emploiera avec une particulière inclination, afin de lui faire éprouver les effets de la bonté et magnanimité si naturelles à la très-auguste maison envers cet Etat et les peuples sujets à sa domination.

» Signé V. ANAÏS, J. BATHISTE SCOTTI,
C. URSATO STARRA.

(1) J'ai recherché dans un séjour en Provence toutes les traces de l'invasion des Autrichiens aux contrées méridionales; il y a partout des souvenirs dans la mémoire des peuples. Quand les Autrichiens occupèrent le Var, en 1816, il y avait encore de vieux paysans qui avaient entendu raconter par leurs ancêtres les ravages de l'invasion de 1709.

soins des échevins et de Puget, le bon sculpteur; Aix, ville de magistrature et de robe, se cotisa pour lever un escadron de cheval-légers, lesquels figurèrent eu signe de victoire à la procession de la Fête-Dieu, quand les nobles jens du roi René égayaient les dames, la basoche et les étudiants. Le maréchal de Tessé poursuivait les alliés au-delà du Var; ils furent forcés de repasser les Alpes (1).

Les frontières de France n'étaient pas entamées durant cette campagne; la Provence elle-même secouait la présence odieuse des Impériaux; les batailles se donnaient encore sur le territoire ennemi, et les efforts inouïs de la France furent couronnés de plus beaux succès en Espagne. On a vu que le maréchal de Berwick avait pris le commandement de l'armée française dans la Péninsule; des corps suisses, napolitains, espagnols s'étaient joints à ses drapeaux; il s'agissait de sauver le pouvoir des Bourbons à Madrid. Jamais peut-être le péril n'avait été plus grand; l'autorité de Philippe V était menacée par la double invasion des Portugais et de l'armée anglo-allemande sous les ordres de lord Galloway (marquis de Ruigny) et du marquis de Las Minas. L'armée portugaise marchait par l'Estramadure; Philippe V et la reine avaient quitté Madrid pour se retirer à Burgos (2); le prince de Darmstadt s'était emparé de Gibraltar l'imprenable au milieu des rochers; l'armée anglo-allemande avait occupé la Catalogne et l'Aragon, et de là s'avancait dans la Castille. La situation des belligérés était telle qu'une bataille paraissait inévitable; elle s'engagea près de la ville d'Almanza, depuis devenue célèbre. L'armée des alliés se composait de Hollandais, d'Allemands, d'Anglais et de Portugais; elle commença l'attaque par des charges de cavalerie. Tout était si admirablement prévu par le duc de Berwick, que ces charges fu-

rent repoussées; l'artillerie fit merveille; les carrés d'infanterie portugaise et allemande furent brisés par les troupes de France et d'Espagne. La bataille d'Almanza devint décisive; les alliés furent partout en pleine déroute, et obligés de se retirer sur les places maritimes du royaume de Valence et de la Catalogne. Philippe V et sa cour rentrèrent à Madrid, où les acclamations du peuple accueillaient le retour du petit-fils de Louis XIV au Buen-Retiro. De beaux privilèges d'or et de parchemins furent accordés par Philippe V à la ville d'Almanza (3), en souvenir de cette victoire qui assurait sa jeune monarchie. Les alliés ne purent jamais parfaitement se relever de la bataille; ils obtinrent bien quelques succès sur le duc d'Orléans envoyé d'Italie en Espagne, et toujours malheureux dans ses expéditions; mais les alliés furent contraints de reculer en toute hâte dans les royaumes de Valence et d'Aragon; les Portugais repassèrent la province d'Estramadure, et se concentrèrent sur leur territoire. On se prépara pour une nouvelle campagne.

C'était un rejeton des Stuarts qui sauvait la monarchie de Philippe V, ce duc de Berwick, exilé de la Grande-Bretagne; et pendant ce temps le fils légitime de Jacques II, le roi d'Angleterre reconnu par Louis XIV, se jetait dans une périlleuse expédition pour reconquérir son royaume. On remarquera que les alliés avaient invoqué tous les mécontentements contre la monarchie de France; leur manifeste appelait les Cévénnes aux armes. Les manœuvres des puissances coalisées avaient pour objet de soulever les provinces de la monarchie; la guerre s'était empreinte de cette universalité qu'elle prend toujours quand elle se fait en vertu de certaines doctrines religieuses ou politiques; les souverainetés ne se respectaient plus dans leur

(1) Voyez l'*Histoire de Provence*, par Papon, et le beau travail de Ruffi sur Marseille; toutes les histoires modernes de l'antique cité n'en sont qu'une copie en style philosophique et souvent un peu fastidieux. J'ai trouvé dans les Archives de Marseille un chant patriotique provençal sur la retraite des Autrichiens, obtenue par les gentilshommes et le peuple. En voici les deux premières strophes :

Lon savoyard quitto Turin,
Et doou val passò la ribiero
Trobo dègun sur son camin,
Saillí l'y marquo sa carriero
Cres qu'es nno troupo tant fiero
D'Auqlès, d'Allemands, d'Hollandès,
Des Prouvançon farà liehierò
T. I.

Mai ben leou s'en mourdra les dës.

Enfin parci d'avon Toulon
A la testo de soum armado
L'y trobo moi d'un batallion
P'rès à l'y faïro bello intrado...
Pex loumoura soum arribado
Dabord fan jugua lou canon
Lei menestrier d'aqueilo sulado,
Soum san Pater, Guocibrillant, Dillon.

(2) Voyez les intéressans documens qu'o publiés le marquis de San-Féilippe, dans ses *Mémoires* déjà cités, ann. 1708.

(3) J'ai visité le champ de bataille d'Almanza en 1833; au reste, il est parfaitement décrit dans les *Mémoires* du maréchal duc de Berwick.

droit; elles prêchaient l'insurrection les unes contre les autres: on comprend dès lors les motifs qui déterminèrent Louis XIV à tenter une grande entreprise, un soulèvement national en Écosse et en Irlande au nom de Jacques III. La révolte de la Hongrie avait été soutenue de toute la puissance de Louis XIV; elle paralysait les ressources de l'Empire. En invoquant les droits de Jacques III, on pouvait toucher au cœur même les forces de la Grande Bretagne; on pouvait surtout révolutionner l'Écosse et l'Irlande (1).

Le jeune Jacques III vivait toujours au château de Saint-Germain, sous la protection de Louis XIV; il atteignait alors sa vingtième année, temps de heureuses espérances et d'entreprises hardies. Ses beaux traits, son noble port, sa peau blanche de femme, ses mains effilées révélèrent sa royale origine des Stuarts. Jacques III avait autour de lui tous les chefs des jacobites d'Écosse et d'Angleterre. A aucune époque les chances de la restauration n'avaient été plus nombreuses; le duc de Marlborough lui-même, à la tête des armées d'Angleterre, avait une correspondance intime avec la cour de Saint-Germain: peut-être, dans ses entretiens, cette cour prenait-elle pour des engagements formels un simple échange de paroles, ces demi-promesses de chefs politiques qui prévoient toutes les chances, calculent tous les résultats de l'avenir, et ne se lient avec personne. Une seule vérité bien réelle dans la situation des esprits, c'était le mécontentement de l'Écosse, depuis l'acte de réunion surtout; les montagnards étaient en armes, les clans soulevés (2); on écrivait que Jacques III n'avait qu'à paraître pour insurger toute la montagne. Les Irlandais catholiques faisaient les mêmes promesses, les partisans de Jacques III étaient également nombreux en Angleterre. Il y avait quelques illusions dans les calculs des jacobites; ils ne tenaient pas compte des forces inhérentes à tout gouvernement établi, des habitudes d'un pouvoir, de l'allure d'une grande hiérarchie; rien n'est plus difficile que d'attaquer de front une autorité qui existe en vertu d'un fait vieux déjà de vingt ans. Des volontés bienveillantes se montraient pour Jacques III; mais les ressources du

gouvernement étaient contre lui, et c'est ce qui faisait le plus puissant obstacle au succès du prétendant. Quand une révolution est assez établie pour fonder de nouveaux intérêts, tout changement, même en faveur d'un droit, devient encore une autre révolution, et voilà pourquoi on le redoute.

Les rapports qui arrivaient de l'Écosse, de l'Irlande et de l'Angleterre venaient aboutir au cabinet de Versailles; la cour de Saint-Germain les communiquait aux ministres de Louis XIV, et cette situation des trois royaumes était parfaitement connue par le conseil du roi de France (3). Lorsque la guerre étrangère éclata avec tant de violence, on jugea qu'une expédition en Écosse, conduite par Jacques III en personne, pourrait produire une diversion favorable aux intérêts de la France. L'Angleterre était à la tête de la coalition; en la brisant dans son pouvoir souverain, n'était-ce pas un moyen de dissoudre cette confédération formidable qui menaçait la France (4)? Telle fut la pensée du conseil de Versailles, lorsqu'il décida le plan d'une expédition en Écosse que devait conduire le jeune Stuart. Le marquis de Nangis, capitaine des vaisseaux du roi, arrivait d'Edimbourg; il avait vu la joie populaire à la seule promesse d'un débarquement de Jacques III en Écosse: on n'hésita plus; les ordres les plus secrets furent donnés; le comte de Forbin, le plus aventureux des chefs d'escadres, fut chargé de transporter le prétendant sur une flotte de neuf vaisseaux de haut bord; vingt-quatre frégates et plus de quarante navires d'armateurs de Dunkerque portaient l'armée de débarquement, laquelle se composait de vingt-deux bataillons anglais, écossais ou irlandais; la plupart des chefs étaient nationaux; on comptait parmi eux les Dorington, les Hamilton, Schelton et Galwoi, tous des grandes familles du pays.

Quand ces préparatifs eurent été achevés silencieusement, Jacques III prit congé de Louis XIV, comme dix-huit ans avant l'avait fait Jacques II son père; le roi de France déposa quatre millions sur la flotte pour la solde des troupes; la mère du jeune prince, la reine donataire d'Angleterre, lui remit 40 mille louis de ses épargnes (5), et Jac-

(1) *Foyes* toujours la curieuse correspondance de Renaudot, dans les papiers de l'agent anglais des Stuarts. (Manuscrit, bibliothèque du roi.)

(2) *Rapports et Mémoires de Renaudot.* (Bibliothèque du roi, manuscrit.)

(3) *Mémoires de Torcy*, ad. an. 1708.

(4) *Papiers de Renaudot* (Bibliothèque du roi, manuscrit.)

(5) J'ai trouvé dans les papiers manuscrits de Renaudot le récit exact et touchant de ce qui se passa dans l'entrevue de Louis XIV et de Jacques III: le jeune roi dit à son protecteur:

«Sire, les princes de ma maison ont toujours éprouvé, dans la plus grande infortune, l'avantage qu'il y a d'être unis d'amitié avec la couronne de France; mais ceux qui ont vu le long et glorieux règne de Votre Ma-

ques III, suivi de lord Middleton, alla s'embarquer à Dunkerque. La marine lui rendit les honneurs comme au roi de la Grande-Bretagne; l'escadre mit sur-le-champ à la voile pour débarquer en Ecosse avant que la flotte anglaise ne fût prévenue. Mais déjà l'on apercevait l'avant-garde des alliés aux ordres de l'amiral Bing; elle resta sous le vent de Dunkerque, et suivit les traces de l'expédition royale. La flotte de l'amiral Bing était disproportionnée aux forces de l'escadre de France: l'amiral avait soixante vaisseaux de haut bord, montés par plus de vingt-cinq mille matelots, sans compter les petits navires de guerre; en vain le comte de Forbin chercha-t-il à opérer un débarquement à l'aide de ses bâtimens légers, il ne put y réussir. Pouvait-il exposer son escadre et le sort d'une belle armée? Le jeune roi pleura de dépit, et demanda qu'on le jetât seul sur le sol de l'Ecosse, la noble terre de ses aïeux, pour y combattre ou mourir. Forbin, toujours menacé par l'amiral Bing, voulait avant tout sauver son escadre, son trésor et l'armée expéditionnaire; il rallia ses vaisseaux, et vogua à plein vent, sans se laisser atteindre, jusqu'à Dunkerque; on ne perdit qu'une frégate (1).

Ainsi échoua, sans tentative sérieuse, l'expédition d'Ecosse; si ce débarquement eût été opéré, l'expédition aurait-elle réussi? Le parti jacobite l'annonçait hautement. Il y avait sans doute une opinion puissante et décidée en Ecosse pour la restauration de la vieille maison nationale; mais l'organisation aristocratique et militaire que le Parlement avait décrétée était assez forte pour repousser la tentative jacobite. Le parti anglais était maître des armées et des places de guerre. Dans un pays, ce n'est jamais la majorité inerte qui gouverne, mais une certaine aggrégation d'intérêts et d'opinions qui se touchent et se tiennent parfaitement; la majorité suit et obéit. Les jacobites étaient les plus nombreux. Incontestablement en Ecosse;

jesté, comme moi principalement, ont ressenti la force de cette vérité avec plus d'efficacité. Je promets aussi devant Dieu de ne jamais oublier les obligations que j'ai à Votre Majesté, et tout ce que je dois à tout son royaume. » La reine d'Angleterre, sa mère, qui avait fait quelques épargnes de la pension qu'elle recevait de la cour, lui donna quarante mille louis d'or en espèces, et pour quatre millions de bijoux, qu'elle avait sauvés lorsqu'elle fut contrainte d'abandonner le trône. Cette princesse lui dit en lui remettant ces joyaux: « Vous êtes, mon fils, ce que j'ai pu sauver de plus précieux du trône infortuné où j'avais été placée. et sur lequel vous avez pris naissance; voilà encore quelques pierreries, que les persécuteurs du feu roi

mais l'ordre politique n'était pas pour eux, et ils échouèrent. Jacques III revint triste et abattu dans le château de Saint-Germain; la seconde expédition pour les malheureux Stuarts était sans résultat, et cela nuit aux causes plus encore que l'inertie. Rien n'use une opinion comme deux ou trois entreprises manquées; mieux vaut se faire oublier.

Quand le prétendant essayait de débarquer en Ecosse, Marlborough, pour effacer les soupçons qui s'étaient répandus sur ses intelligences avec le fils de Jacques II, fit un mouvement en avant dans la Belgique. Marlborough fut joint par le prince Eugène, qui avait quitté l'armée d'Italie après ses succès sur le duc d'Orléans et sa campagne de Provence; les Impériaux étaient arrivés à Coblenz, tandis que les Anglo-Hollandais avaient établi leur quartier à quelques lieues de Gand. La jonction des alliés se fit près d'Audenarde; un corps de quinze mille Prussiens sous Bulow vint également se réunir aux Anglais qui présentèrent bataille; Vendôme manœuvra pour l'éviter, car les forces n'étaient pas égales; l'armée de France se déploya sous le canon d'Audenarde, où un grand engagement était inévitable. La bataille se donna; elle ne fut point favorable aux Français, qui se défendirent héroïquement toute la journée, et causèrent aux alliés des pertes énormes; la retraite se fit avec tant d'ordre, qu'il y eut à peine deux cents prisonniers aux mains des Anglais et des Prussiens. Vendôme se concentra un peu au-dessous de Lille, grande cité qui devint dès lors le pivot de toutes les opérations. La méthode de guerre de ce temps était prudente et précautionneuse; une armée s'arrêtait devant chaque place forte, et n'arrivait pas à marches forcées sur la capitale. Marlborough et Eugène mirent le siège devant Lille, défendu par le marquis de Boufflers (2). L'armée française du Nord se composait de trois corps différens: le premier, sous le

« votre père n'eurent pas le temps de me ravir. » Il vit ensuite la princesse sa sœur, et voici les dernières paroles qu'elle lui dit: « Je n'ignore pas, monsieur, ce que je vous dois comme à mon roi; cependant, me croyant permis de vous parler comme à un frère, je me vois obligée de vous dire que dans cette occasion vous devez ressembler en vous toutes les vertus de nos aïeux, et que vous devez vaincre ou mourir. »

(1) Voyez les Mémoires si intéressans, mais un peu hasardés de l'aventureux Forbin, ad ann. 1708.

(2) Alors la chanson fait une guerre impitoyable à tous les maréchaux de France; on n'épargne pas les vaincus!

Tessé, Tallard et Villeroy

duc de Bourgogne, manœuvrait autour de Lille, et cherchait à faire lever le siège; le second, sous le duc de Berwick, rappelé d'Espagne, donnait sa gauche au duc de Bourgogne, et opérait sur les derrières de Marlborough et d'Engène; le troisième corps, que conduisaient Vendôme et le duc de Bavière, se concentrait autour de Bruxelles, afin de préparer une diversion, voulant ainsi détourner le prince Eugène et Marlborough du siège de Lille. La garnison, commandée par le maréchal de Boufflers, s'élevait à plus de quatorze mille hommes d'excellentes troupes. Comment tous ces corps réunis n'agissent-ils pas pour délivrer la garnison de Lille? N'était-ce pas l'occasion urgente d'offrir la bataille ou de l'accepter? Le caractère timide du petit-fils de Louis XIV domina toutes les opérations militaires de cette campagne; Berwick et Vendôme pouvaient se mesurer avec le prince Eugène et Marlborough; le duc de Bourgogne craignait ces hautes renommées militaires des alliés. Il y eut des escarmouches plutôt encore que des batailles; le siège de Lille fut poursuivi avec une grande ténacité par la coalition; hélas! le maréchal de Boufflers battit la chamade, et le pavillon étranger flotta sur les fortes murailles de Lille, cette belle cité si riche de ses métiers au temps des confréries et des corporations (1).

La capitulation de Lille jeta l'effroi dans toute la Flandre française; de Lille à Paris, il n'y avait plus qu'une faible ligne de places de troisième ordre, incapables de résister aux alliés. Depuis les cinq années de guerre qu'on venait de passer, jamais la situation de la monarchie n'avait été plus

difficile; pendant trois ans, les armées de France avaient combattu sur le territoire ennemi; elles avaient touché le Danube, et vu les murailles de Vienne; en Italie, Vendôme avait attelé le Tyrol; au nord, Bruxelles et les Pays-Bas hollandais avaient également subi les armes de France. Par un revers de fortune, toutes ces positions étaient bouleversées; la guerre fut au cœur de la France; le plan des alliés était en plein succès; ils avaient Lille comme centre d'opérations; le prince de Bado assiégeait Strasbourg; Marlborough et le prince Eugène avaient porté la guerre en Flandre, théâtre habituel des grandes batailles. Après Lille, le pays était plat et presque sans défense; dix journées militaires, et l'on voyait les tours de Notre-Dame; une marche sur la Seine devait trouver peu de résistance. Le caractère de la coalition contre la France devenait plus grave et plus menaçant; l'armée du prince Eugène et de Marlborough se composait de cent peuples divers : Prussiens, Danois, Hollandais, Badois, Wurtembergeois, Ecossais et Anglais; les Suédois seuls avaient gardé la neutralité. L'armée du Rhin était purement impériale et allemande; en Italie, les Piémontais agissaient de concert avec les Impériaux; enfin, dans l'armée d'Espagne, les alliés comptaient sous les mêmes drapeaux des Portugais, des Allemands et des Anglais, circonstance qui depuis s'est reproduite sous le duc de Wellington en Espagne, et plus tard à Waterloo.

Maintenant on se demandera comment la monarchie de Louis XIV, si vivement menacée, résista à la coalition, et comment, au contraire, Napoléon

Out tous trois bien servi le roi;
Il leur faudrait pour récompense
Qu'on leur rompt sur le dos
Le bâton que jadis la France
Leur a donné mal à propos.

(1) Le *Mercur* galant cherche à consoler la France de tant de pertes par des éloges outrés donnés au duc de Bourgogne.

En quatre mois prendre Landau,
Y perdre quatorze mille hommes,
C'est, dit-on, l'exploit le plus beau
D'un roi qu'on ne craint point à Rome,
Qui pourtant dans ses titres vains
Prend celui de roi des Romains.
Prendre Brisack en treize jours,
C'est une plus belle besogne;
Ces exploits, vigoureux et courts,
Sont du goût du duc de Bourgogne;
Convènes, Allemands jaloux,
Que nous attaquons mieux que vous.

Reprendre Landau dans un mois,
Malgré la froidure et la pluie,
Cela n'appartient qu'aux Français,
Sous la valeur de qui tout plie;
C'est reprendre assez promptement
Ce qu'on a pris si lentement.

L'empereur pour fils a deux rois,
Du moins c'est ainsi qu'on les nomme;
L'un donne à l'Espagne des lois,
Comme son frère en donne à Rome;
Roi d'Espagne, roi des Romains,
Deux titres également vains.

Le déshérité Savoyard,
Pour être roi de Lombardie.
Contre nous lève l'étendard
Par la plus grande perfidie;
Roi de Lombardie il sera,
Comme de Chypre il est déjà.

succomba sous une invasion non moins formidable ; la cause peut-être de cette différence dans leur destinée, résultait de l'antique force du droit monarchique, de cette coutume qui faisait d'une race royale quelque chose de sacré à travers les âges ; si Louis XIV n'avait été qu'un roi d'un jour, il ne fût pas resté debout sur son trône ; les factions se seraient agitées ; il y aurait eu des espérances d'un meilleur avenir ; les droits anciens se seraient réveillés ; mais chef d'une vieille race, traitant d'égal à égal avec les rois de la coalition, Louis XIV pouvait subir des sacrifices ; aucun des cabinets ne songeait à briser sa couronne ; le roi pouvait faire un digne appel au peuple, disposer jusqu'à la dernière goutte du sang de la noblesse : un pouvoir est fort, lorsqu'il s'est produit et consolidé dans la marche des temps ; il doit se perdre dans la nuit de l'histoire, afin qu'il ne soit plus discentable : il faut qu'il ait une sorte de foi et de prestige qui l'environne. Louis XIV put traiter à Utrecht ; Napoléon le tenta en vain après ses irréparables revers. Il ne fut jamais question d'arracher le sceptre à Louis XIV, et l'Europe ne fut apaisée qu'après l'abdication de l'empereur à Fontainebleau. Il y avait donc sur le front de ces deux souverains un caractère distinctif, une auréole qui brillait d'un éclat différent. Napoléon, né au milieu des camps, dut toute sa fortune à sa gloire ; quand sa gloire s'effaça, le géant tomba dans la poussière, et ne laissa trace que pour la postérité. L'aigle, emprunté à la vieille Rome, vint s'abattre triste et blessé au cœur sur le rocher de Sainte-Hélène. Louis XIV, issu d'une longue lignée, eut ses jours de victoire et ses années de revers, ses temps de force et de décadence ; il fut malheureux, mais jamais détrôné ; ses fleurs de lis n'étaient pas un blason d'emprunt fait aux empereurs de Rome, comme l'aigle au noble vol : elles venaient de la race du sol ; elles restèrent fermes sur l'écrasement de France, car elles étaient le symbole de la nationalité !

CHAPITRE LXIX.

LA FRANCE DURANT L'HIVER DE 1709.

Rigueur du froid. — Aspect de la terre. — Famine.
— Le peuple — Mesures administratives. — Le
Parlement. — Les intendans. — Règlement sur

les blés et les subsistances. — Plaintes amères
sur Louis XIV. — Pamphlets et satires.

1709.

Les dernières sonneries des belles fêtes de Noël se faisaient encore entendre, lorsqu'un vent du nord impétueux amena une dure gelée. Presque en une seule nuit la rivière de Seine fut prise avec une intensité si violente, que le lendemain au soleil levant on pouvait la traverser à pied. Les bons bourgeois de Paris s'arrêtaient stupéfaits devant ces mouceaux de glace qui tenaient du pont de la Tournelle jusqu'au faubourg Saint-Germain, nouvellement construit sur le pré aux Clercs, naguère si fleuri ; tous narraient, d'après les almanachs et prédictions, comment il se faisait que les années marquées d'un chiffre 9 avaient été rudes en froidure, depuis le règne de Louis XIII, de longue mémoire : ce froid se prolongea deux mois durant, et à la Chandeleur, la sainte fête de la Purification, quand les corporations offraient à la Vierge les cierges rouges et verts, la rivière n'avait pas même dégelé. Les gazettes récitaient mille merveilleuses circonstances (1) ; toutes les côtes de la grande mer d'Océan étaient prises ; on pouvait marcher à près d'une lieue sur une espèce de lac d'eau salée, tout uni comme un miroir et glacé de Venise. On avait vu des oiseaux inconnus, au plumage grisâtre, comme les unages de la tempête ; ils venaient s'abattre sur les côtes, et leurs vastes ailes avaient plus de deux pieds d'envergure. Des vents de bise soufflaient sur la terre, et leur sifflement aigu, leurs mille voix étranges, ressemblaient à la trompette du jugement dernier, quand Dieu poussera, de son bras immense, le genre humain dans la vallée de Josaphat. Vers le milieu de février, il y eut un moment de dégel, mais la rude froidure reprit ses ravages jusqu'à la moitié du mois de mars.

Tous les fruits de la terre avaient péri sous les rigueurs de la saison ; quand le soleil d'avril avait dardé ses premiers rayons d'or, les échevins et bons bourgeois des villes avaient en vain ébahi le fleur d'argent de l'amandier, le bouton du cerisier aux branches rouges comme du corail nancé de perles. La terre ne s'était point ouverte pour ses produits les plus usuels ; le pauvre laboureur voyait tout son blé noircir sous un sol froid et éreuvé ; les vignobles des beaux cotraux du Rhône et de

(1) *Mercur galant*, ann. 1709 ; *Gazette de France*, *ibid.*

Bourgogne n'étaient plus qu'une vaste plaine d'échalas durs, et qu'on pouvait jeter au foyer ardent (1). L'olivier du Midi, avec sa feuille grisâtre et son tronc tout noueux comme le bâton des vieux paysans de Provence, avait péri en une seule nuit; les jardins de Toulon et d'Ilyères n'étaient plus parfumés de l'oranger suave, de ces jasmins odorans sous le soleil, de ces cassiers si doux, si tendres, belles fleurs du Midi au moelleux duvet, qui l'emportaient sur les fleurs si fades des contrées septentrionales, comme les filles d'Espagne et d'Italie l'emportent sur les pâles beautés du Nord. Le printemps ne vit éclore ni feuilles ni semences, et quand vint la Saint-Jean pour la moisson du blé, la Saint-Michel pour la vendange, les cultivateurs ne purent rien recueillir; quelques raisins aigres et clair-semés pendaient aux vignes; les épis rares et noirs donnaient à peine quelques grains de blé; et l'on put se croire à ces années de malédiction que Joseph avait prédites à l'Égypte quand le Pharaon vit en songe les sept vaches maigres et infécondes sur le rivage du Nil.

Dès le mois de juin, tous les symptômes d'une grande famine s'étaient fait sentir dans le royaume, la correspondance des intendants avait signalé l'état misérable des populations accablées d'impôts, sans récolte et sans aucun moyen d'existence; on avait indiqué, comme mesure de salut, une nouvelle semence d'orge, qu'on recueillerait en août et septembre (2); plusieurs provinces avaient suivi ce conseil de prévoyance; mais ces précautions ne pouvaient empêcher la misère et la faim du peuple. La guerre générale ne permettait pas l'importation du blé par le commerce; les croisières d'Angleterre et de Hollande avaient même reçu l'ordre de saisir tout convoi de blé et de subsistances qui pourrait aborder aux côtes de France (3). Le conseil dut prendre des mesures immédiates pour arrêter l'épouvantable fléau de la famine. Indépendamment des principes d'humanité religieuse qui déterminaient la cour à ces mesures d'administration, il y avait encore un motif politique; les formes monarchiques avaient imprimé partout les lois de l'obéissance absolue; on n'avait pas à redouter dans la majorité des provinces l'esprit de révolte et de rébellion, éteint depuis la Ligne et la Fronde; mais dans la crise d'une disette de blé, la tête du peuple pouvait s'agiter; il n'y a pas de circonstances plus difficiles pour les gouvernements que ces

époques de fatales calamités qui touchent à la vie, car alors la révolte se justifie par des nécessités cruelles: comment retenir le peuple des grandes étiés, surtout quand le pain s'obtient avec des peines infinies, et qu'on n'a pas de ressources pour les distribuer aux pauvres? C'est alors que les bruits les plus sinistres circulent: les masses sont crédules quand elles souffrent, et puis, que de fatales spéculations ne profitent point des malheurs d'un pays! Les fortunes du commerce viennent souvent des privations du plus grand nombre. Le conseil de Louis XIV dut exactement veiller sur la situation de Paris et de la province (4).

L'administration publique, sous la vieille monarchie, se partageait en deux branches distinctes: l'une était dirigée par le Parlement, qui avait la police d'ordre, ou au moins le jugement en dernier ressort de tous points du droit municipal; l'autre partie était aux mains de l'intendant, le véritable délégué du secrétaire d'État, l'agent direct des édits royaux. Il y avait discussion constante entre les parlementaires et l'intendant; comme le pouvoir administratif n'était pas parfaitement séparé de la judicature, il en résultait des conflits permanents d'autorité. A Paris, le pouvoir municipal était spécialement organisé; indépendamment du prévôt des marchands, le roi avait créé un lieutenant général de police qui avait la surveillance de tout ce qui tenait à l'ordre et à la subsistance des populations; le Parlement jugeait, comme dans la province, tous les faits municipaux; c'était sa juridiction grande et absolue telle qu'elle avait été réglée par la coutume. Le lieutenant de police était alors M. d'Argenson, magistrat sévère et attentif; presque toujours, et pour éviter les conflits, on choisissait un parlementaire comme intendant de province; on gagnait ainsi la bienveillance des compagnies souveraines, dont tous les membres se maintenaient et se soutenaient entre eux comme nés dans le sanctuaire de Thémis, ainsi que le répétaient les gens de Tournelle et de la grand-chambre.

Dans les temps difficiles où l'on se trouvait, l'action administrative allait-elle émaner des intendants ou des parlementaires? D'après les vieilles coutumes écrites aux registres de la grand-chambre, les Parlements avaient toujours jugé les matières de subsistances; il leur était dévolu de connaître du crime d'accaparement, cas de rebel-

(1) *Mercur de France*, janv. 1709; *Gazette de France*, *ibid.*

(2) Circulaire des intendants, mars 1709.

(3) Acte du conseil, 8^{me} année de la reine Anne.

(4) Arrêts du Conseil. Avril à septembre 1709.

lion et de révolte; à eux aussi, *pères conscrits*, comme ils le disaient dans leurs livres, il appartenait de prendre toutes les précautions de police, afin de sauver la patrie des grandes calamités qui la menaçaient. Les Parlemens saisirent cette circonstance avec joie; il y avait si long-temps qu'ils ne s'étaient immiscés aux discussions politiques; Louis XIV leur avait interdit si formellement toute action dans les affaires de son gouvernement! et les subsistances embrassaient si intimement tous les points de l'administration générale (1)! Le conseil de Versailles eut devoir s'expliquer sur ces prétentions: comme plusieurs Parlemens de province avaient pris l'initiative, le conseil s'empressa d'écrire aux intendans pour qu'ils eussent à s'opposer aux entreprises que tenterait l'autorité judiciaire; tout ce qui touchait à l'administration ne devait être décidé que par les intendans; les arrêts du Parlement seraient déferés au conseil de Sa Majesté, afin d'être révisés et cassés pour excès de pouvoir; on ne fit d'exception qu'à l'égard de Paris; on y régularisa l'existence d'une commission prise au sein du Parlement: elle devait veiller, sous la présidence du lieutenant de police d'Argenson, à l'approvisionnement et à la sûreté de la capitale (2).

Cette répugnance du conseil pour toute intervention du Parlement excitait au plus haut point les murmures des masses; les bruits les plus sinistres et les plus outrageans circulaient sur les ministres, les intendans, et sur le roi lui-même. Le peuple est toujours passionné: « Pourquoi, disait-il, empêche-t-on Messieurs du Parlement de préparer notre pain quotidien? c'étoit parce que ces braves soutiens du peuple pourroient voir clair dans les vols et rapines. Ne faisoit-on pas des accaparemens de subsistances? qui gagnoit ainsi sur la faim des chrétiens? c'étoient le conseil, les intendans et le vieux roi. — Voulez-vous savoir ce qu'on fait du blé? allez sur la Loire, où l'on jette des millions de sacs à la rivière; on laisse pourrir la farine dans les greniers, et tout cela pour favoriser les spéculations des traitans (3). » Telles étaient les plaintes; avaient-elles quelque fondement? J'ai dit qu'à

toutes les époques de crises publiques ces plaintes se produisent les mêmes avec une indicible aigreur; il est possible que quelque intendant ait spéculé sur la misère et levé l'impôt du sang; mais Louis XIV, le prince le plus fier, le plus national de sa race, ne fit pas lui-même des accaparemens; il n'est parlé de cette accusation que dans les pamphlets de l'école hollandaise, et dans quelques-uns de ces Mémoires pleins de honteuses révélations (4): quand on a connu le sentiment de la gloire et de l'honneur d'une couronne, il est impossible qu'on trafique de la faim d'un peuple qu'on veut grandir!

Les parlementaires avaient la conviction des conquêtes politiques que les circonstances difficiles pouvaient favoriser; ils s'efforçaient d'abord d'accroître leur popularité à Paris et dans la province; les chambres du Parlement se réunirent sous les vieilles voûtes du Palais de Justice, et MM. les conseillers examinèrent avec la plus profonde sollicitude le moyen de soulager les maux du peuple; Messieurs se cotisèrent en la buvette. Tous ceux qui portaient bonnet à mortier, M. le premier président, le président des chambres et de la Tourneelle, donnèrent 600 livres, et les simples conseillers 300 (5); ce n'était pas grand-chose sans doute, mais tous les parlementaires étaient très-serrés en leurs dépenses; on avait bien de la peine à leur tirer quelques deniers pour les pauvres à Pâques et à la Saint-Michel; en cette occasion, MM. du Parlement voulurent gagner de l'influence politique, et voilà pourquoi ils votoient dix mille livres en corps.

La pénurie augmentait; la peur, qui s'était glissée dans les esprits, faisait resserrer les subsistances; le blé se gardait aux campagnes; les marchés étaient vides, et c'était en vain que les intendans promettaient une prime à quiconque apporterait des sacs de farine ou de blé aux marchés et halles de Paris; un arrêt du conseil enjoignit comme mesure de sûreté générale que chaque particulier devait faire l'exacte déclaration de tous les grains, farines, légumes qu'il avait dans ses mains, et peu importait que ce fût un noble, un parlementaire ou même une communauté religieuse (6); la punition était semblable; les subsis-

(1) Voyez la Collection des arrêts du Parlement de Paris, ad ann. 1709.

(2) Arrêt du conseil. Avril 1709.

(3) *Journal de La Haye*, Juin 1709.

(4) Saint-Simon rapporte tous ces bruits en termes lâches et ambigus; il jette une multitude d'accusations contre le roi, et cet homme si courtisan, qui sollicitait un cordon ou une pension à genoux, ne craint

pas les plus odieuses calomnies contre Louis XIV. Voyez ad ann. 1709.

(5) Voyez les registres du Parlement, ad ann. 1709.

(6) « Que dans la quinzaine de cette publication, ecclésiastiques, gentilshommes, officiers, bourgeois, marchands, artisans, laboureurs, fermiers et autres particuliers, de quelque condition qu'ils soient, comme aussi toutes les communautés laïques et ecclé-

tances se trouvaient confisquées au profit du pauvre; la peine fut même grandie jusqu'à la mort; car dans les époques de crises, la mort seule paraît une pénalité assez forte pour imprimer la terreur dans les esprits. Ces mesures produisirent une certaine abondance de grains; les intendants durent les répartir parmi les classes les plus nécessiteuses. La correspondance du conseil et des intendants constate toute la sollicitude du roi et des administrateurs; la commission parlementaire, présidée par M. d'Argenson, veillait avec une puissante activité à tous les besoins de Paris, la ville la plus à craindre dans un mouvement de sédition.

Il y avait eu des symptômes très-alarmançs à Paris et dans quelques cités importantes de province; comme il s'agissait d'une rébellion produite par le désespoir et la misère, le conseil commanda aux intendants d'agir avec une grande modération et beaucoup de prudence. A Paris, il y eut deux ou trois émeutes; les archers préférèrent se retirer devant le peuple révolté, que d'employer les armes contre les halles (1). Ce n'était pas, certes, le système général du gouvernement de Louis XIV; on réprimait vivement et fortement; ne l'avait-on pas vu dans les Cévennes? Mais ici où était la cause de l'irritation des masses? le manque de pain; la multitude était affamée! pouvait-on la faire passer par les armes du guet et garde, archers à pied et à cheval, et de la grande maréchaussée de Paris? Le système de prudence et de douceur fut mis en parfaite exécution par le lieutenant général de police, M. d'Argenson; ses arrêtés furent inspirés par un sentiment de modération et d'habileté administrative; il ordonna qu'on laissât crier et bavarder, pourvu qu'on n'interdit en aucune manière la circulation et vente des grains; on n'usa de rigueur que pour les perturbateurs des marchés qui empêchaient leur approvisionnement.

Il y a quelque chose de décourageant pour l'administration publique, c'est que ses efforts sont presque toujours calomniés, et ses tentatives de

répression mal jugées. Sans doute les plaintes n'étaient pas toutes dénuées de fondement; il y avait des douleurs, de la misère, des hommes pervers qui profitaient de l'une et de l'autre de ces tristesses; il y eut de colossales fortunes faites sur les masses souffrantes; il y eut des vampires qui rongèrent les os et les chairs amaigris du pauvre mourant de faim; mais l'administration fut en général prévoyante, paternelle; elle prit toutes les précautions que depuis on a renouvelées à l'époque moderne, quand les mêmes calamités se sont reproduites: la douleur est injuste, elle accuse parce qu'elle souffre. On réunit les administrateurs distingués, et M. d'Argenson se montra supérieur aux circonstances difficiles; Paris et la province furent maintenus dans l'obéissance durant cette crise, qui se prolongea pendant toute l'année.

Le temps était bien choisi pour publier les pamphlets les plus hardis et les plus factieux contre le roi, ce monarque qui avait alors à lutter contre toute l'Europe pour défendre le territoire et la nationalité par des efforts inouis; on ne ménageait pas cette position, haute pourtant. Aux jours de prospérité et de jeunesse, les vers élogieux n'avaient pas manqué aux gloires de Louis XIV; on avait déifié ses passions, élevé des temples à ses vices; aujourd'hui que le malheur était venu, on frappait le roi à coups redoublés; on parodiait en vers moqueurs le *Pater noster*, cette antique et sainte prière: « Notre Père qui êtes à Marly, votre nom n'est plus glorieux. Votre volonté n'est faite, ni sur la terre, ni sur la mer. Rendez-nous aujourd'hui notre pain, parce que nous mourons de faim. Pardonnez à vos ennemis qui vous ont battu, mais ne pardonnez pas à vos généraux, et ne nous induisez point en tentation de changer de maître; mais délivrez-nous de la Maintenon. Ainsi soit-il (2). » Les pamphlets abordaient hardiment la vie du roi; « comment traitait-il son peuple? quel étoit ce prince qui jetoit ainsi tout Paris dans la misère profonde? Voulez-vous savoir sa vie (3)?

siastiques, séculières et irrégulières, sont tenus de faire une déclaration exacte de la quantité de grains de toutes sortes d'espèces qu'ils auroient chez eux; de marquer de quelle année ils sont, et combien ils en ont de chaque année; le tout à peine de trois mille livres d'amende, et en outre la confiscation des grains; que ceux qui en auront fait de fausses ou de defectueuses, seront condamnés, outre l'amende et la confiscation des grains, aux galères et même à la mort s'il y a lieu, sans distinction d'état, de condition, ni de dignité de personne. » (Arrêt du conseil, avril 1709.)

(1) Reg. de l'Hôtel-de-Ville, ad ann. 1709.

(2) Je me suis procuré une autographe de ce *Pater noster*; elle est datée de 1709.

(3) Qui veut oïr, qui veut chanter
Une chanson nouvelle?

C'est de Louis le grand guerrier

Une histoire fidèle,

Qui recut l'éducation,

La furidondaine, la furidondon,

Sous le fourbe Mazarini,

A la façon de Barbari.

Jenne, il fut un bon compagnon,

Grand abatteur de quilles;

il avait reçu son éducation sous le fourbe Nazarin ; dans sa jeunesse il avait été un joyeux compagnon ; ses amours ne distinguaient pas : le roi prenoit tout, vieilles et jeunes, veuves ou filles ; quand il fut grand garçon, il s'attribua sans façon le soleil pour devise ; il s'étoit fait appeler Louis-le-Grand

Vieilles, jeunes, tout lui fut bon,
Soit veuves, femmes ou filles ;
Son frère fut d'autre façon,
La faridondaine, la faridondon,
Et fut dit-on femme et mari,
A la façon de Barbari.
Il prit un soleil rayonnant
Pour faire sa devise ;
Il fut nommé Louis-le-Grand
Fils aîné de l'Eglise ;
Sur sa naissance et sur ce nom
La faridondaine, la faridondon,
Chacun sait tout ce qu'on a dit,
A la façon de Barbari.
Quoiqu'il fût un très-vert galant,
Il fit fort bon ménage ;
Il ne lui reste qu'un enfant
De tout son mariage ;
Il en eut d'autres à foison,
La faridondaine, la faridondon,
Qui sonno tutti bastardi,
A la façon de Barbari.
Il fit, avec de grands fraens,
Renverser des murailles ;
Mais il évita les combats,
Crainte de funérailles ;
S'il fut brave, s'il fut poltron,
La faridondaine, la faridondon,
C'est un sentiment mi-parti,
A la façon de Barbari.
Quoique Hercule fût un héros,
Dans la paix, dans la guerre,
Louis eut bien plus de travaux,
En remuant la terre ;
Partout il accrut son renom,
La faridondaine, la faridondon,
Surtout dans Versailles et Marly,
A la façon de Barbari.
Il se crut plus grand que César,
Plus vaillant qu'Alexandre,
Bien plus brave qu'uo Almicar,
Plus prudent que Cassandre ;
La cour le nomme un Salomon,
La faridondaine, la faridondon,
Souvent on en parle à Paris,
A la façon de Barbari.
Il éia nos anciennes lois,
T. I.

et même fils aîné de l'Eglise ; de qui était-il fils ? on ne savoit pas précisément, et l'on avoit besoin de vérifier sa naissance ; il avoit été vert galant, et néanmoins il fit bon ménage ; il n'eut qu'un fils légitime, mais combien de bâtards à la façon de Barbari ! le compte ne peut en être fait. Il fit avec

Il en fit de nouvelles
Traitant privilèges et droits
De pures bagotelles ;
Se fondant sur cette raison,
La faridondaine, la faridondon,
Je le veux, tel est mon plaisir,
A la façon de Barbari.
Il eut soin de tenir en paix
Son royaume sans trouble,
Voulant le bien de ses sujets ;
Jusques au dernier trouble,
Il fit dans cette intention,
La faridondaine, la faridondon,
Passer chaque jour quelque édit,
A la façon de Barbari.
Les flatteurs le nomment soleil,
Qui suffit seul au monde,
Et chantent qu'il est seul sans pareil
Sur la terre et sur l'onde ;
Quand on lui prêterait ce nom,
La faridondaine, la faridondon,
Il disoit toujours : Grand merci,
A la façon de Barbari.
Tant qu'il fut jeune et vigoureux,
Il fit tout pour la jupe ;
Mais il devint, étant goutteux,
Des faux dévots la dupe,
Qui lui font, crainte du démon,
La faridondaine, la faridondon,
Rendre avec soin le pain béni,
A la façon de Barbari.
Quand son ébar eut de bons coursiers,
Il ollait bien sans doute ;
Lionne, Colbert, les Telliers
Tiennent fort bonne route ;
Ils ne quittoient point le timon,
La faridondaine, la faridondon,
Et n'allaient pas comme aujourd'hui,
A la façon de Barbari.
A présent un double bidet,
Une très-grande rose,
Un ébeval borgne, un vrai eriquet,
Traînent ce grand carrosse ;
Le roi dedans, c'est Maintenon,
La faridondaine, la faridondon,
Qui les attelle et les conduit,
A la façon de Barbari.

grand fracas renverser les murailles, mais il évita prudemment les combats; fut-il brave, fut-il poltron? c'est une opinion partagée. L'art dans lequel Louis fut habile, c'est à remuer la terre; quels noms ne lui a-t-on pas donnés? Alexandre, César, Salomon; chacun sait maintenant ce qu'en pense Paris. Les vieilles lois furent abolies, tous les privilèges foulés aux pieds, parce que c'étoit son bon plaisir; il voulut tellement le bien de ses sujets, qu'il leur prit jusqu'à un dernier sou, et chaque jour il fit passer un édit de finances. Tant qu'il fut jeune et vigoureux, le roi donna tout à la jupe; quand il fut vieux et goutteux, il fut la dupe des dévots; aux temps de Louvois, de Colbert et de Letellier, les affaires alloient bien encore, mais aujourd'hui elles sont conduites par un double bidet et une grande rosse; c'est Maintenon qui les attèle et les dirige. Cependant tout cela marcha, jusqu'à ce qu'un certain milord appliqua soufflet, gourmade à notre nation; Marlborough se vante de réduire prochainement la vineuse Champagne; il faudra voir si le grand Bourbon se hasardera jusqu'à l'en empêcher. » Tels étaient les épigrammes, les couplets qu'on chantaient secrètement contre le roi Louis XIV et les actes de son conseil. Ces vers acérés n'étaient pas faits à Paris; ils étaient généralement l'œuvre des réfugiés en Hollande et en Angleterre; ces gentilshommes exilés de la patrie se vengeaient contre le roi de la persécution; puis on répétait toutes ces épigrammes dans les balles, dans les parloirs de bourgeois, au café Laurent, réunion des poètes à mauvaise langue. Quand un pouvoir est malheureux, on se venge de ses jours de prospérité en l'acablant de satires; tant que la victoire éblouit le peuple, il admire et chante d'enthousiasme; mais lorsque le bonheur se voile, alors commencent les pamphlets, les violentes diatribes. Il y a de l'ingratitude et beaucoup de lâcheté dans l'opinion publique; elle va aux vainqueurs, et rarement aux vaincus. Le peuple ressemble aux esclaves qui s'alignent les roues du char du triomphateur à Rome; ces esclaves bravaient la poussière dans la vole Appienne, pourvu qu'ils vissent de l'œil le consul victorieux, les légions et leurs glorieux étén-

dards. Mais quand la fortune abandonnait le consul, alors ils l'acablaient de buées, et le précipitaient de la roche Tarpéenne avec des grincemens de rage et d'affreuses imprécations! Ainsi fut l'opinion pour Louis XIV, à ce temps de périls où le roi défendait avec une énergie puissante la nationalité française et l'imposant système commencé par Henri IV et Richelieu. A cette époque pourtant le monarque fut digne de lui-même et de l'histoire; il ne désespéra pas de la monarchie, quand les cris de la bourgeoisie et des Parlemens lui imposaient la paix. Le roi avait le sentiment des forces de la nation! Il n'eut pas à vaincre la coalition seulement, mais encore les cris de la cabale, et ce n'est pas le moins fatal des obstacles aux grandes choses!

CHAPITRE LXX.

LES SALONS ET LES ÉCOLES RELIGIEUSES SOUS LOUIS XIV.

Le Marais. — Le faubourg Saint-Germain. — Ninon. — École sceptique et socienne. — Basnage. — Bayle. — École philosophique et épicurienne. — Vendôme. — Conti. — Châteauneuf. — La Fare. — Chaulieu. — Enfance de Voltaire. — M^{lle} de Scudéry. — Caractère de cette société. — École religieuse et catholique. — Bossuet. — Fléchier. — Mascaron. — Commencement de Massillon.

1700 — 1709.

La plupart des épigrammes et des paroles ardentes contre Louis XIV se récitait dans les salons du vieux Paris; la partie élégante et nouvelle de la cour habitait Versailles, et n'avait à Paris qu'un hôtel comme pied-à-terre, quand le roi venait faire ses stations à Notre-Dame, ou visiter l'Hôtel-de-Ville en Grève. Il n'était pas de mode d'habiter la cité de la Fronde et des révoltes popu-

Il jouit du plus heureux sort
Pendant quarante années,
Jusqu'à ce que certain milord
Changeât ses destinées,
Donnant à notre nation,
La faridondaine, la faridondon,
Soufflet, gourmade et démenti,
À la façon de Barbari.

Il se vante, ce Marlborough,
La prochaine campagne,
De réduire dessous le joag
La vineuse Champagne;
Nous verrons si le grand Bourbon,
La faridondaine, la faridondon,
Ira défendre ce pays,
À la façon de Barbari.

lares. Le roi en tenait compte, et jamais il ne traita favorablement les courtisans de Versailles qui voyaient les salons de Paris : indicible ressentiment que manifestait Louis XIV pour tout ce qui se rattachait de près ou de loin aux troubles municipaux de l'époque de sa minorité. Le roi fuyait les rues étroites de la Cité, la vie bourgeoise et parlementaire.

Les sociétés de Paris se divisaient en deux classes : d'abord les salons et les ruelles du Marais, toujours si caustiques ; ces salons se composaient, pour la plupart, de vieilles femmes spirituelles, mordantes, qui avaient passé leur jeunesse avec le Mazarin ou M^{me} de Lesdiguières aux jours d'agitations et de tourmentes de l'Hôtel-de-Ville ; là, on ne s'épargnait pas les coups de langue contre la cour de Versailles ; on disait les aventures scandaleuses du roi, son repentir tardif et sa dévotion de vieillard ; toutes ces femmes avaient connu les exilés qui avaient fui les rigueurs de Louis XIV depuis la Fronde ; elles correspondaient avec eux à Londres ou à La Haye. Les parlementaires déploraient la perte de leurs vieux privilèges, de leur droit de grande remontrance, alors qu'ils étaient maîtres de l'administration de la justice et de l'Hôtel-de-Ville avec M. le prévôt des marchands, belle époque pour la grand'-chambre et la Tournelle ! Les autres salons appartenaient au faubourg Saint-Germain, nouvellement bâti en brillants hôtels et orné des plus gracieux jardins ; qui ne connaissait la longue rue de l'Université, la rue de Bourbon, si droite et alignée, construite sur la riante vallée du pré aux Clercs, et cette rue de la Planché où l'on ne comptait encore que trois hôtels, petits Versailles des familles de Luxembourg, de La Rochefoucauld et Saint-Yon ? La société du faubourg Saint-Germain était moins caustique, moins causeuse que celle du Marais ; on y subissait plus facilement les mœurs et les habitudes de la cour de Marly, les dominations de la favorite et les derniers reflets de la grandeur de Louis XIV : aussi le roi pardonnait-il à ses courtisans de faire bâtir un hôtel dans le faubourg Saint-Germain ; ses ressentiments n'étaient que pour les salons du Marais. Le Marais était alors, pour la puissance de Louis XIV, ce que le faubourg Saint-Germain devint depuis pour tous les pouvoirs qui s'élevèrent sur les ruines de la monarchie. Il faut bien que les an-

tiques mœurs et le vieil esprit trouvent quelque part un refuge.

Au fond de la rue des Tournelles était un hôtel de jolie apparence, à une portée d'arquebuse de la Bastille ; là vivait une femme de quatre-vingt-six ans déjà ; elle était grasse, la figure large et ronde, sa tête relevée par une perruque frisée à boucles, telle qu'on les portait dans la jeunesse de Louis XIV ; son salon était tout en damas, comme sous la Fronde. Cette femme était Anne de Lenelos, plus habituellement célèbre sous le nom de Ninon. Je n'ai jamais touché la vie de Ninon sans éprouver un dégoût profondément senti ; c'est l'expression du vice tout coloré d'esprit, et se justifiant pour ainsi dire à force d'élégance. Le caractère de Marion Delorme est celui d'une courtisane comme on en voit hélas ! dans la triste histoire du débordement des passions ; on sait à quoi s'en tenir, on prend Marion Delorme pour ce qu'elle vaut ; c'est la débauche ébottée couronnée de fleurs. Mais Ninon n'est pas une courtisane, c'est une femme qui raisonne ses penchans, son épicurisme ; elle marche froidement dans sa vie libertine ; elle parfume ses vices de toutes ses grâces, elle embellit la corruption ; son sensualisme est égoïste ; elle court au plaisir avec un sentiment tout personnel, et ce caractère que les temps de jeunesse et de dissipation pourraient expliquer, Ninon le conserve dans ses vieux jours, quand les rides viennent flétrir ses traits ; la croyance qui parle si doucement au cœur, elle la rejette (1) ; comme elle est sans imagination, elle n'a pas de foi, pas plus dans le principe religieux qu'en elle-même et en ses amours. Est-il quelque chose de plus triste que cette vieille folle qui se vante de faire un amour à sa quatre-vingtième année, et quel amour que cet abbé de Châteaufoux, impie, sans cœur lui-même, et professant l'athéisme en face de cette tête blanchie d'une maîtresse qui s'avance vers la tombe, dernier lit de la courtisane ! Ninon de Lenelos est une de ces physiologies perverses qui ont égaré le plus de jeunes imaginations, parce qu'elle est une justification de la vie libertine et avouée que la bonne compagnie salue ; les faiblesses peuvent se faire pardonner ; mais une société est perdue quand elles prennent la place de la vertu, et que l'encre vient à elles (2).

Le salon de Ninon de Lenelos était une réunion

(1) « Si vous saviez comme elle dogmatise sur la religion, cela vous ferait horreur, » écrivait M^{me} de Sévigné.

(2) Ninon mourut en sa maison de la rue des Tour-

nelles, à l'âge de quatre-vingt-dix ans, le 17 octobre 1706 ; on a publié sur elle des notices, des mémoires, ce qui fit dire à Voltaire « qu'il y aurait bientôt plus d'histoires de Ninon que de Louis XIV ; » triste symp-

mordante de ce que l'on appelait alors *la cabale* ; cette opposition avait succédé à la Fronde ; elle était déchaînée contre Louis XIV et M^{me} de Maintenon surtout ; on s'en gênait d'autant moins que M^{re} d'Aubigné avait commencé sa petite fortune dans la société de Ninon de Lenclos ; on savait au Marais toutes les plus anciennes histoires sur la précieuse M^{me} Scarron, alors qu'elle allait dans le monde en quittant le chevet du pauvre et joyeux malade de la reine ; on se passait en souriant la liste de ses adorateurs, ou au moins on traitait d'égal à égal avec cette souveraine. M^{me} de Maintenon pouvait-elle garder le masque pour Ninon qui avait guidé ses premiers pas dans la vie galante et mondaine ? aussi la favorite n'était pas épargnée, et l'on tournait en moquerie ses sentiments de dévotion et de repentir. Le Marais était pourtant officiellement en paix avec Versailles ; M^{me} de Maintenon ménageait beaucoup sa vieille protectrice qui l'avait conduite dans son enfance de galanterie ; quand on a confié les secrets de son cœur ou de sa vie, on se crée une sorte de dépendance, une sujétion que les grandeurs nouvelles ne peuvent toujours secouer.

Si vous parcouriez ce salon de M^{re} de Lenclos, vous trouveriez caché dans un large fauteuil un homme de trente-six ans environ, un peu causeur, caustique ; il avait nom J. B. Rousseau, poète alors impie et épicurien, plus tard dévot et pindarique, dont on récitait partout les satiriques couplets. La grande littérature de Louis XIV n'existait plus, Boileau seul survivait comme une ombre ; il était parvenu à la vie la plus avancée ; tout adonné à la dévotion, il s'était affilié à la pieuse maison de Port-Royal, comme le plus fervent de ses adeptes. Alors se montrait une littérature moqueuse et impie ;

tôt d'une société en décadence. On trouve plusieurs lettres de Ninon dans les œuvres de Saint-Evremond ; il a paru en 1808 un ouvrage apocryphe sous ce titre : « *Lettres de Ninon de Lenclos au marquis de Sevigné*. » Voyez aussi dans les *Mélanges littéraires* de Voltaire les anecdotes qu'il rapporte sur celle qui applaudit à ses premiers essais poétiques.

(1) Le Recueil mss. des chansons Maurepas contient plusieurs pièces satiriques composées dans ce fameux café Laurent qui était alors situé rue Dauphine.

(2) L'abbé de Chaulieu jouissait de plusieurs bénéfices et d'un revenu de plus de 30 mille liv. de rentes qu'il consacrait à ses plaisirs ; il habitait le Temple, ce qui lui avait valu le surnom d'*Ancroon du Temple* ; il mourut en 1720, âgé de quatre-vingt-un ans.

J. - B. Rousseau avait gagné sa célébrité par des couplets obscènes qui, du café Laurent, rendez-vous de la compagnie littéraire, avaient retenti dans la plus haute société de Paris. Il est des temps où l'on conquiert sa réputation en suant le scandale, et les huits qui avaient attribué à Rousseau le poème de *la Molsade* contre le vieux testament et le christianisme, avaient grandi le poète, depuis si repentant dans ses odes saintes (1).

A ses côtés était assis un abbé au petit collet, fort jovial, bon convive de table, faisant gracieusement les vers ; qui ne connaissait l'abbé de Chaulieu, expression de cet épicurisme qui passe son existence aux festins et aux fêtes ; vie de sens et d'appétit charnel, étourdissement perpétuel pour s'empêcher d'entendre le cri et la douleur de l'âme. L'abbé de Chaulieu était le convive des délicieux soupers, tels qu'ils commençaient alors à l'imitation de la *media nocte* d'Italie ; il avait de la grâce dans les vers, une pensée et une rime insouciantes (2) ; l'abbé de Chaulieu était l'ami de La Fare, poète élégant qui donnait l'impulsion à cette école des bouquets à Chloris, apannage du dix-huitième siècle. Cette société de petits abbés impies et libertins est désolante pour la morale, jusqu'au cardinal de Bernis, le chantre érotique des mœurs éhontées de ces temps d'ivresse et de tristes débauches d'esprit et de corps. Le dix-huitième siècle est comme un grand festin de Balthazar pour la monarchie de France ; c'est le temps où l'on s'assoit, couronné de fleurs, au banquet de la vie, et la révolution se prépare pour traîner dans le sang toute la vieille société (3).

Non loin de Chaulieu se plaçait habituellement Fontenelle, à ses cinquante ans déjà ; le médiocre auteur d'*Aspar* venait de se distinguer par la publication de ses *Entretiens sur la pluralité des*

Ses poésies forment deux volumes. Paris, 1750, in-12 ; 1774, in-8°.

(3) Les poésies de La Fare ont été imprimées avec celles de Chaulieu ; on connaît son épître à M^{me} de Caylus, les meilleurs vers qu'il ait faits ; on a de lui des « Mémoires sur les principaux événements du règne de Louis XIV. » Amsterdam, ann. 1734, in-12. Je l'ai dit déjà, c'est La Fare qui composa les paroles de l'opéra de *Penthee*, dont le duc d'Orléans fit la musique. Les vers de La Fare portent tous un cachet de gâté et d'insouciance, et comme il le disait lui-même :

Présens de la seule nature,
Amusemens de mon loisir,
Vers ai-és par qui je m'assure
Moins de gloire que de plaisir,
Coulez, enfans de ma paresse, etc.

mondes, ouvrage remarquable, où perçaient les idées du dix-huitième siècle, époque insolente envers Dieu même. Fontenelle était causeur, sorte de répertoire vivant de la belle littérature de Louis XIV qu'il avait vue dans sa jeunesse; la plus tendre amitié le liait à La Motte-Flouard, cet écrivain infatigable, qui avait donné au théâtre tant de pièces alors à la mode. Il ne s'agissait plus de vastes conceptions sur le modèle des ancêtres, mais de petits drames charpentés sur l'idée simple et fine d'un vaudeville. La société se raillait des choses sérieuses, des études fortes; on courait écouter les futilités qui peuvent distraire la vie. Ces pièces étaient jouées par les princes et les princesses de la cour. Il s'était fait une association sans tenue et sans gêne; les grands donnaient eux-mêmes cet exemple de confusion; rien de hardi en paroles comme les coteries de la princesse de Conti, de Vendôme, des princes du sang en général, dissertant sur toutes choses, et contre la religion surtout. Il devenait de bon ton d'être incrédule, peut-être par esprit d'opposition à une cour essentiellement pieuse; la vieille Ninon, l'abbé de Châteauneuf, brillaient par cette impiété absolue qui ne respectait rien de ce que la foi chrétienne adore. Dans une de ces chaudes soirées de dispute et de plaisirs sensuels, l'abbé de Châteauneuf présenta un enfant à peine sorti de ses premières études; il avait dix ans environ, frère de corps; ses yeux étaient vifs et moqueurs, son nez pointu descendait sur des lèvres pincées; il avait l'air caustique et méchant; cet enfant avait nom Arout; il était neveu et filleul de l'abbé de Châteauneuf (1). Ninon le caressa beaucoup, quand son amant lui conta que le petit Arout faisait agréablement les vers, et qu'il avait été si hardi en ses essais de philosophie, que le père Le Jay avait dit de lui: « Cet enfant sera le plus dangereux ennemi de la religion. » Ce fut assez pour que la vieille fille le prit sous la protection de ses rides toutes plaquées de rouge; le petit Arout devint l'enfant gâté de la maison; sa protectrice lui légua 2,000 livres par testament, afin d'acheter une bibliothèque.

Non loin de l'hôtel de M^{lle} de Lenclos, près de la rue de Beaune au Marais, avait long-temps vécu une vieille fille aussi; mais quelle différence dans les mœurs et dans les habitudes de leur vie! M^{lle} de

Scudéry, la chaste, la chevaleresque Sapho, comme le disaient les beaux esprits, arrivait à son extrême caducité; quelle douce créature que M^{lle} de Scudéry! Il y avait dans cette âme quelque chose d'angélique; cette respectable fille n'avait pas un reproche à se faire en sa vie; jamais elle n'avait dit un mot dur, une parole médisante; elle allait rarement à Versailles, mais elle y était toujours accueillie par le roi avec une affable distinction. Quand on voyait s'approcher du perron du château une chaise à bras tout à ramages, Louis XIV s'écriait: « Voici notre Sapho », et le premier gentilhomme de la chambre était envoyé pour lui offrir son bras. M^{lle} de Scudéry était restée avec toutes les habitudes des siècles de galanterie; elle parlait encore la langue de la minorité de Louis XIV; elle avait préservé des ravages du temps un pieux et saint enthousiasme pour les chastes amours et les grands corps d'épées; l'esprit de ses livres était si pur, si parfumé de beaux sentiments et d'actions chevaleresques! Lorsqu'une époque devient matérielle, elle se plaît à tourner en ridicule ces nobles caractères qui survivent, reliques intacts des générations plus naïves et plus croyantes. M^{lle} de Scudéry en était encore à ses romans de *Clélie*, aux délicatesses d'*Artamène* ou de *Cyrus*, et l'on marchait vers une littérature sceptique qui détruisait la poésie et matérialisait tout, le corps et l'esprit. M^{lle} de Scudéry était la femme aux saintes illusions, à ces délicieuses erreurs de l'âme qui bercent et consolent la vie. La réputation populaire de M^{lle} de Scudéry était immense; on la citait comme un ange dans tout le Marais; il n'était pas une courageuse action qu'elle ne s'imposât pour préserver l'innocent des mains de la justice, pour sauver l'honneur d'une jeune fille, ou réparer les infortunes des mauvais jours. Quand elle mourut, la chaste Sapho, il y eut querelle entre plusieurs paroisses pour se disputer ses funérailles; elle donna son corps à l'hospice des Enfants-Rouges, qui avait tant reçu de sa bienfaisance et avoisinait sa modeste maison (2).

Le dix-huitième siècle qui commençait était spécialement empreint de l'esprit incrédule et disertateur; les chefs de ces doctrines ne vivaient pas en France. Comme l'examen était né avec la réforme, c'était aussi dans le pays de la réformation que se développaient les principes du doute; puis

(1) L'abbé de Châteauneuf mourut en 1700, à Paris; on a de lui quelques pièces de vers insérées dans les œuvres de J.-B. Rousseau et un *Traité de la Mutilation des Anciens*, imprimé à Paris, 1725, in-8°.

(2) Mademoiselle de Scudéry avait quatre-vingt-quatorze ans lorsqu'elle mourut, le 2 juin 1701. J'ai déjà donné la liste des principaux ouvrages de la Sapho du dix-septième siècle, comme la nommèrent ses contemporains.

ils débordaient en France avec les écrits de l'école hollandaise. Bayle se posait avec sa grande réputation; ses *Nouvelles de la République des Lettres*, son *Dictionnaire critique*, œuvre de patience, d'érudition et d'esprit, jetaient d'étranges hésitations dans la croyance humaine; plus Bayle était modéré dans l'expression de ses idées, plus elles produisaient une impression profonde dans le monde savant. Bayle mourut; mais ses écrits vécut au-delà de la tombe, pour servir la petite érudition du dix-huitième siècle. Basnage fut comme Bayle, son ami, l'historien du scepticisme; j'ai déjà parlé de ses travaux immenses, lourdes compilations avec ce style diffus des réfugiés: on ne peut nier que cette grande masse de livres, que cette érudition fabuleuse de tous ces hommes du doute, n'aient dominé les premiers écrivains de l'incrédulité en France. La science de Voltaire n'est qu'un spirituel développement des doctrines de Bayle; c'est la même école, plus française, plus appropriée à nos goûts et à l'esprit du peuple.

À côté de ces opinions fatales à toutes les croyances, se plaçait la magnifique hiérarchie des orateurs de l'Eglise chrétienne; je ne sache rien qui puisse être comparé à cette succession d'écrivains et de moralistes qui part de Bossuet et va finir à Massillon. Ce n'est pas seulement sous le point de vue religieux et comme les organes d'une grande croyance qu'il faut louer ces admirables prêtres de l'Eglise, mais encore comme les interprètes intimes de l'âme et des misères de notre nature. La puissante tête de Bossuet s'était affaïssie sous la mort la même année que Bourdaloue (1); la plus fière des intelligences avait précédé de quelques jours dans la tombe le plus touchant des moralistes, le plus fort de tous les dialecticiens; Bossuet est la pensée d'un gouvernement dans l'Eglise, c'est l'homme politique du catholicisme; Bourdaloue est le raisonneur qui veut convaincre quand l'autre gouverne et agit; Mascaron (2) et Fléchier (3) sont les coloristes de la belle morale catholique; ils pénètrent dans la conviction par la brillante harmonie de la langue, par cette musique d'un magnifique dialecte; Massillon est l'orateur de l'âme, l'écrivain supérieur

qui émeut les entrailles des riches et des heureux de la terre. L'histoire ne présente rien de comparable à cette immense école de l'Eglise qui recueille les grands principes d'humanité au milieu de la société indifférente pour le pauvre peuple. Toutes les oppositions étaient silencieuses; les Parlements, les parloirs de bourgeois n'avaient plus aucune liberté d'expressions; quel frein pouvait alors trouver l'autorité royale toute-puissante? quelle voix pouvait s'élever pour jeter aux grands de la terre les souffrances des multitudes? La parole des orateurs chrétiens ne manqua jamais aux misères du monde; à travers quelques éloges délicats et sévères, Bourdaloue, Bossuet marchaient le front haut à ces austères vérités morales qui secouaient la conscience des rois; le vieux et le nouveau Testament leur offraient mille épisodes de transparente application que les monarques pouvaient faire et comprendre comme des leçons. Que dire à ces rois qui n'avaient ni égaux ni contrôle? comment réprimer les passions violentes dans leur cœur impérieux? Le prédicateur s'emparait des tristesses de la semaine sainte, du repentir de Pâques, pour flétrir l'adultère public, et la sainte histoire des égarements du roi David servait plus d'une fois à dominer la corruption mauvaise dans l'âme des princes. Belle histoire à écrire que celle de la forte et digne opposition de la chaire chrétienne! Le peuple n'eut pas de plus admirables défenseurs que ces pontifes et ces prêtres qui par mission parlaient sans cesse de ses misères, et excitaient la pitié de tous à se manifester par les aumônes. Dans la chaire les véritables doctrines d'égalité étaient professées; quelle parole foudroyait l'orgueil des grands, la vanité des riches? qui rappelait la terrible loi de la mort, ce niveau fatal passé sur tous les fronts rayonnants de la victoire ou couronnés de roses dans les festins d'amour? n'étaient-ce pas ces évêques à la voix puissante? n'étaient-ce pas ces pontifes à qui toute liberté était donnée parce qu'ils parlaient au nom de Dieu? Et cela ne tenait pas seulement aux talents si élevés des orateurs chrétiens, mais à leur mission religieuse, à cette loi du Christ qu'ils annonçaient

(1) Bossuet le 12 avril, et Bourdaloue le 13 mai 1704. La meilleure édition des œuvres de Bossuet est celle de l'abbé Pérain; Paris, 1743-1763, 20 vol. in-4°. — Le père Bretonneau a publié deux éditions des œuvres de Bourdaloue, l'une est en 15 vol. in-8°. Paris, 1707 et suiv. Cette édition est correcte; elle a servi de modèle à celles de Rouen, de Toulouse et d'Amsterdam.

(2) Mascaron mourut évêque d'Agén, en 1703. Tout

le monde connaît son oraison funèbre de Turenne, regardée comme son chef-d'œuvre. Les oraisons funèbres de Bossuet, Fléchier et Mascaron forment 3 vol. in-12, ann. 1738.

(3) On a publié à Nîmes, en 1782, les œuvres complètes d'Esprit Fléchier, 10 vol. in-8°. Le pieux évêque mourut à Montpellier, âgé de soixante-dix-huit ans, le 16 février 1710.

au monde; car le christianisme n'est pas la religion des riches et des rois, mais celle des pauvres et du peuple : admirable système organisé pour les petits contre les grands, pour les faibles contre les forts; et c'est en quoi l'école sceptique fut anti-sociale. Jusqu'à un certain point, le riche peut se passer de croyance : quand les plaisirs de la vie vous entourent et vous caressent, qu'a-t-on besoin d'un frein à ces passions si aimables, si riantes? La religion peut importuner les rois de la terre et les superbes comme un lien fatigant; mais pour le pauvre et le faible, le christianisme n'est-il pas la consolation de leurs peines, la loi de liberté et d'égalité? car la belle légende du ciel est pleine de souffreteux et d'indigents. Le mauvais riche n'est-il pas livré aux tourmens de l'enfer? et cette inflexible balance que tient le Christ n'est-elle pas le juste équilibre pour réparer les inégalités iniques que la vie a jetées parmi les hommes? Le dix-huitième siècle ne comprit pas qu'en détruisant la croyance, il favorisait le riche contre le pauvre; il ôtait aux tristesses toute leur consolation; les grandes théories du paradis pour couronner les souffrances terrestres, et la menace de l'enfer pour punir les jouissances de la chair et du sang, rétablissaient la justice et l'égalité dans la vie; elles étaient une douce compensation offerte à ces masses qui naissent pour travailler, souffrir et mourir!

(1) J'ai trouvé un Mémoire très-circonstancié sur l'administration financière de Desmarests; je ne puis résister au désir de le faire connaître par une analyse, tant je suis frappé des idées hautes et avancées du surintendant sur le crédit public. Voici comment il développe d'abord ses conceptions :

« Le premier objet auquel je donnai toute mon attention, fut de reconnoître les dettes de l'État, et les papiers qui étoient discrédités et qui avoient fait resserrer l'argent à un tel excès, que le paiement des troupes avoit manqué dans presque tous les départemens. On ne pouvoit sans imprudence faire publiquement cette reconnaissance; il falloit au contraire cacher le mal, pour ne pas manquer totalement. Les fonds de l'année 1708 ayant été presque entièrement consommés par avance, il n'en restoit que très-pen de libres, déduction faite des charges et assignations anticipées. Il n'avoit été fait aucune disposition pour les vivres de la campagne, nul fonds pour les remontes et les recrus.

« Je crus devoir commencer cette difficile administration par un coup décisif, et qui marquant au public que je connoissois l'ordre et l'économie d'une bonne régie, étoit seul capable de donner à l'espèce sa première circulation et ranimer la confiance. Je compris

CHAPITRE LXXI.

ADMINISTRATION FINANCIÈRE.

État du revenu public en France. — Fermes. — Domaines. — Redevance. — Emprunt. — Rentes sur l'Hôtel-de-Ville. — Système de crédit. — Développement des idées de Desmarests. — Billets de caisse. — Billets de fermes. — Avances. — Circulation.

1708 — 1709.

Les vigoureux efforts de la monarchie de Louis XIV pour sauver la nationalité française avaient imposé d'immenses sacrifices. Toutes les branches du revenu public avaient été absorbées, et le nouveau surintendant des finances, Desmarests, dut pourvoir, par des moyens extraordinaires, aux besoins pressans de la campagne qui se préparait. J'ai déjà présenté Desmarests comme un esprit avancé, comme le financier habile du règne de Louis XIV (1). Dans les circonstances difficiles où l'on se trouvait, un ministre de capacité devenait indispensable. Il fallait réunir des ressources assez considérables

que le trésor royal, comme le centre de la finance, devoit recevoir tout le produit des revenus de Sa Majesté, et je m'attachai à l'y faire remettre à l'échéance de chaque paiement. Quatre raisons principales m'y déterminèrent : 1^o pour engager les comptables à payer plus régulièrement qu'ils n'avoient fait; 2^o pour empêcher que ceux qui avoient pris des engagements pour le service ne fussent plus long-temps exposés à essayer de longs retardemens, ni privés, par les mauvaises difficultés des comptables, d'une partie de leur intérêt, dont le retardement jusqu'alors avoit fait un tort considérable au crédit du roi; 3^o parce qu'en faisant porter directement à la caisse du trésor royal le produit des revenus de Sa Majesté, je redonnois à cette caisse un crédit éteint depuis long-temps, persuadé que le seul moyen de dissiper la supériorité usuraire que l'espèce avoit prise sur le papier, et de faire sortir l'espèce, étoit de faire voir au public beaucoup d'argent circuler dans la caisse du roi; 4^o je pensois à établir une régie certaine, et qui me mit en état de pourvoir aux dépenses les plus pressées, par la connoissance des fonds que j'aurois dans cette caisse, suivant les bords de ceux qui m'en seroient remis toutes les semaines et tous les mois.

« Cet argument fut applaudi, et eut tout l'effet qu'on

pour répondre aux nécessités de la guerre et des négociations diplomatiques. Les dépenses de l'année 1708 avaient excédé les recettes de plus de 100 millions de livres.

Le revenu public de la monarchie se composait alors de plusieurs branches bien distinctes : le do-

maine d'abord, tout personnel au roi. Depuis la troisième race, les rois s'étaient transmis les grands bois, les riches fiefs qui tous venaient accroître les biens de la couronne; les revenus s'en élevaient à plus de 10 millions de livres. Il y avait de nombreuses aliénations à titre gratuit; souvent la gé-

nerie d'abord, tout personnel au roi. Depuis la troisième race, les rois s'étaient transmis les grands bois, les riches fiefs qui tous venaient accroître les biens de la couronne; les revenus s'en élevaient à plus de 10 millions de livres. Il y avait de nombreuses aliénations à titre gratuit; souvent la gé-

nerie d'abord, tout personnel au roi. Depuis la troisième race, les rois s'étaient transmis les grands bois, les riches fiefs qui tous venaient accroître les biens de la couronne; les revenus s'en élevaient à plus de 10 millions de livres. Il y avait de nombreuses aliénations à titre gratuit; souvent la gé-

nerie d'abord, tout personnel au roi. Depuis la troisième race, les rois s'étaient transmis les grands bois, les riches fiefs qui tous venaient accroître les biens de la couronne; les revenus s'en élevaient à plus de 10 millions de livres. Il y avait de nombreuses aliénations à titre gratuit; souvent la gé-

nerie d'abord, tout personnel au roi. Depuis la troisième race, les rois s'étaient transmis les grands bois, les riches fiefs qui tous venaient accroître les biens de la couronne; les revenus s'en élevaient à plus de 10 millions de livres. Il y avait de nombreuses aliénations à titre gratuit; souvent la gé-

nerie d'abord, tout personnel au roi. Depuis la troisième race, les rois s'étaient transmis les grands bois, les riches fiefs qui tous venaient accroître les biens de la couronne; les revenus s'en élevaient à plus de 10 millions de livres. Il y avait de nombreuses aliénations à titre gratuit; souvent la gé-

nerie d'abord, tout personnel au roi. Depuis la troisième race, les rois s'étaient transmis les grands bois, les riches fiefs qui tous venaient accroître les biens de la couronne; les revenus s'en élevaient à plus de 10 millions de livres. Il y avait de nombreuses aliénations à titre gratuit; souvent la gé-

nerie d'abord, tout personnel au roi. Depuis la troisième race, les rois s'étaient transmis les grands bois, les riches fiefs qui tous venaient accroître les biens de la couronne; les revenus s'en élevaient à plus de 10 millions de livres. Il y avait de nombreuses aliénations à titre gratuit; souvent la gé-

nerie d'abord, tout personnel au roi. Depuis la troisième race, les rois s'étaient transmis les grands bois, les riches fiefs qui tous venaient accroître les biens de la couronne; les revenus s'en élevaient à plus de 10 millions de livres. Il y avait de nombreuses aliénations à titre gratuit; souvent la gé-

nécessité des rois n'avait pas de bornes; si un gentilhomme rendait des services éclatants aux batailles, ou bien s'il plaisait au roi par son dévouement, par des devoirs domestiques, s'il avait enseigné sa jeunesse aux nobles armes, s'il avait lancé à propos dans la chasse la laisse de chiens ou lâché le faucon éperonné, le roi le récompensait par le don d'une

verres espèces différentes en poids des précédentes; et il fut ordonné, par édit du mois de mai de la même année 1709, que les louis d'or fabriqués en vertu de l'édit du mois d'ovril précédent, auroient cours pour 20 livres, au lieu de 16 livres 10 sols, et les écus pour 8 livres, au lieu de 4 livres 8 sols.

» A la faveur de cette augmentation, on se proposa de remédier au mal que cousoient les billets de monnaie.

» Pour cet effet, il fut ordonné qu'il seroit reçu dans les hôtels des monnoies cinq sixièmes en espèces ou matières, et un sixième en billets de monnoies, pour être le tout payé comptant en nouvelles espèces.

» Quatre raisons principales déterminèrent à faire la refonte générale.

» La première étoit la facilité de pourvoir en espèces nouvelles au paiement comptant de celles qui y seroient portées, les matières venues de la mer du Sud ayant fourni aux hôtels des monnoies les fonds nécessaires.

» La seconde, le retour qui se feroit des espèces de France qui avoient été portées dans les pays étrangers.

» La troisième, le bénéfice qui s'y trouveroit pour le roi.

» Et la quatrième, l'application de ce bénéfice à l'extinction des billets de monnaie.

» Ces différentes dispositions eurent un succès heureux: elles procurèrent des fonds pour le paiement des armées, elles engagèrent les porteurs de billets de monnaie à mettre tout en usage pour se procurer cinq fois autant d'espèces et de matières qu'ils avoient de billets de monnaie. Enfin la refonte produisit l'extinction de 60 millions de billets de monnaie et d'autres papiers, et rétablit la circulation des espèces.

» On pourvut en même temps à faire convertir en nouvelles espèces dans la monnaie de Strasbourg les anciennes espèces qui avoient été fabriquées en exécution de l'édit du mois d'octobre 1704, pour avoir cours seulement dans les provinces d'Alsace et de la Saxe: on fit aussi quelques traités pour le rachat de la capitaine, et quelques autres affaires extraordinaires jusqu'à la concurrence de trente millions.

» La plus importante affaire, et celle qui donna plus de peine, fut celle de pourvoir à l'excès de cherté des grains, pour en fournir la quantité nécessaire pour la subsistance des armées.

» On fit sur toutes les provinces une imposition de

T. I.

terre du domaine; mais comme, d'après la vieille coutume de France, les princes n'avaient pas la faculté de transmettre les domaines de la couronne par dons perpétuels, il en résultait ou des redevances, ou un droit de retour dans des cas spécialement déterminés.

Le revenu s'accroissoit de la taille sur les pro-

557,000 sacs de grains, qui furent voiturés avec grand' peine et beaucoup de risques dans les dépôts nécessaires pour les armées; le prix en fut depuis 30 jusqu'à 40 livres le sac, qui ont été remboursés en plusieurs années sur les impositions des provinces qui les avoient fournis, et la dépense des vivres de cette année a passé 45 millions.

» Il falloit donner aussi attention à la ville de Paris et aux provinces, qui se ressentoient de la disette des grains. On fit, pour cet effet, des marchés avec plusieurs particuliers pour en faire venir des pays étrangers; il y en eut un pour faire venir de Barbarie et des îles de l'Archipel dans les ports de Toulon, Marseille et Cette, 120 mille quintaux de blé-froment pour être ensuite conduits à Paris: on en fit un autre pour tirer des blés du nord par Dantzg.

» Il y eut aussi divers traités pour faire venir des blés des pays étrangers. On peut dire avec confiance que ces attentions, non seulement empêchèrent l'excessive augmentation du prix des grains, mais même qu'elles produisirent une diminution du prix auquel les grains avoient été portés aussitôt qu'on sut que ces traités avoient été faits.

» Le malheureux état où étoit le royaume pendant l'année 1709 ne doit pas facilement s'effacer de la mémoire des hommes; il falloit bien d'autres attentions pour encourager les sujets et pour pourvoir à la subsistance de Paris. Le roi suspendit les exemptions des tailles accordées aux officiers créés depuis le 1^{er} janvier 1680, dont la finance étoit au-dessous de 10,000 livres.

» Sa Majesté, par arrêt du mois d'octobre 1709, accorda à ses peuples sur le brevet de la taille de 1710, une diminution de 6 millions; et peu de temps après, en fixant les impositions de chaque généralité, elle accorda encore une autre diminution de près de 4 millions.

» On a consommé par avance sur les revenus des années à venir, jusques et compris 1717, par des assignations anticipées, 52 millions 781 mille 404 livres.

» Pour fournir au surplus des sommes assignées, on demanda plusieurs avances, tant aux fermiers des postes et du tabac qu'à d'autres particuliers..., et on tira le reste des assignations des domaines de la ferme du contrôle, des actes du rachat des capitaines des particuliers et de celles du clergé, du prêt et droit annuel, et de divers traités. Le total de cette année monta à 109,148,226 livres.

61

prêtés, sorte d'imposition foncière; la taille était en régie, et n'entrait pas dans le système des fermes, qui embrassait spécialement les impôts indirects. La taille donnait près de 60 millions de livres; elle se levait sur toutes les terres, propriétés, villes et campagnes, excepté sur les biens nobles, car les impôts du fief étaient le service militaire, l'équipement des gentilshommes et des vassaux; on considérait la taille comme l'impôt le plus régulier, parce qu'on pouvait en connaître le revenu par le simple calcul des feux. Les quatre fermes générales étaient portées à 106 millions, payables par douzième, d'après le grand bail; la capitation, toute personnelle, à raison de 3 liv. par tête, s'élevait à 45 millions environ; les autres recettes, plus ou moins extraordinaires, telles que ventes de charges, redevances d'offices, variaient de 15 à 20 millions. Puis venaient les dons volontaires, mais habituels, des provinces, des villes, des corporations et des assemblées du clergé; les votes particuliers les accordaient annuellement; quand la monarchie avait de plus pressants besoins, ces dons gratuits s'accroissaient en proportion. Le dernier don gratuit du clergé fut de 7 millions. La répartition de tous ces impôts se faisait par la voie de chaque communauté d'habitants; car dans le vrai droit municipal, nul ne pouvait être imposé que par ses échevins, ses prévôts et son parlement de province.

Presque tous les revenus avaient été dépensés par anticipation dans les récentes guerres; depuis dix ans surtout, un système de larges délégations avait été adopté par le surintendant des finances; il cédait successivement à des prêteurs à fort intérêt toutes les branches du revenu public pour obtenir des avances, de sorte qu'on était arrivé à vivre sur la septième année de la recette. Il y avait aussi une manière d'emprunt avec délégation d'un revenu spécial, système ruineux, car il ne pouvait se développer qu'à l'aide d'un taux usuraire pour les intérêts d'un prêt dont le remboursement ne s'effectuait qu'au bout de sept ans. Les banx de délégation se faisaient en général au denier 8 ou 12; le denier 10 était un prix raisonnable et mitoyen. Le système d'emprunt par rentes n'était positive-

ment établi que sur l'Hôtel-de-Ville de Paris, premier pas vers la théorie de la dette publique, telle qu'on l'a comprise ou étendue dans les temps modernes.

Avec ces éléments de revenus, en face de dépenses si exorbitantes, le surintendant Desmarets devait opérer rapidement pour satisfaire à tous les besoins de la monarchie, menacée dans son indépendance. Les nécessités étaient pressantes; la pénurie des grains, la misère du peuple venaient se mêler à toutes les levées extraordinaires de soldats habillés et équipés qu'on jetait sur la frontière pour la défendre et la protéger; il fallait acquitter la solde des troupes, payer aux officiers la dépense de leurs compagnies, continuer aux Suisses, aux étrangers, le paiement des subsides pour les capitulations; il fallait foudre des canons, acheter des chevaux, réparer les forteresses. Jamais on n'avait eu un plus pressant besoin d'argent, et jamais peut-être le revenu n'avait été plus complètement absorbé par les avances et les charges; était-il possible de pourvoir, avec les revenus ordinaires, à ces sacrifices? Le surintendant Desmarets établit donc comme une ressource la création des billets de service, de caisse ou de fermes, sorte de papier-monnaie fondé sur le crédit public de l'État. Ces billets on assignats durent être pris par tous les sujets du roi comme du comptant; il en fut créé d'abord pour 40 millions; mais les besoins s'accroissant, l'émission fut portée jusqu'à 110 millions dans deux années. Le papier-monnaie a cela de fatal, qu'il entraîne à des dépenses plus fortes par la facilité de sa création; on ne calcule pas pour ce qu'on obtient si aisément. La conséquence de cette trop vaste émission fut de déprécier les billets de caisse; alors parurent déjà les agioteurs, qui firent la hausse ou la baisse sur les valeurs en papier-monnaie; on escompta les billets de caisse à une perte de 15 à 20 pour 100, et en 1709 ces billets de caisse se négociaient à 57 et 58 fr. pour 100 fr.

Dans cette grande dépréciation des valeurs de crédit, quelle ressource restait-il pour les relever? A mesure qu'un signe nominal se détériore, le numéraire se resserre, la circulation est arrêtée. L'argent, naguère si abondant, devint, très-rare

» Une observation très-importante à faire, est que ces derniers fonds de l'aliénation du contrôle des actes des notaires, du rachat de la capitation du clergé et du prêt et droit annuel, ne sont entrés que dans le cours des années 1710 et 1711; et pour parler juste, on fit subsister, par une espèce de miracle, les armées de l'État, en l'année 1709, au moyen des avances qui

furent faites par les fermiers, receveurs et autres qui prêtèrent leur argent ou leur crédit, et qui ont été remboursés à mesure que ces différents fonds sont rentrés.

» On tira un grand secours du travail des monnoies, qui produisirent un fonds annuel de 11,670,773 liv., qui furent employées ultérieurement pour le paiement des troupes. »

dans la triste époque de 1709 ; on payait un louis d'or jusqu'à 36 liv. en billets ; les rapports entre le papier et le numéraire étaient hors de toutes proportions. Le surintendant Desmarests dut sérieusement s'occuper de cette situation du crédit ; le plan qu'il arrêta avait quelque chose d'ingénieux ; il se résuma dans ce principe : relever le papier , abaisser le taux de la monnaie. Si l'on en exceptait les sequins de Venise et les doublons d'Espagne, les louis et les écus de France étaient frappés à un taux plus fort que ceux de toutes les monnaies de l'Europe. L'inconvénient du titre trop élevé des monnaies fut toujours de balancer le change au profit de l'étranger qui spéculait sur la pureté des pièces ; on pouvait donc, sans bouleverser les rapports commerciaux, exhausser le prix des pièces d'or et d'argent ; on leur donnait une plus grande représentation fictive. Ainsi le louis d'or, qui ne valait que 21 liv., fut porté à 23 liv. ; l'écu, qui ne représentait que 4 liv. 8 s., fut porté à 5 liv., et, par ce moyen, l'équilibre entre les différents signes de valeur fut rétabli. Un édit du conseil ordonna une refonte générale des monnaies d'après les taux adoptés ; on admit comme paiement cinq sixièmes or et argent et un sixième en billets ; la refonte de 1710 embrassa une valeur de 360 millions ; ainsi près de 60 millions en billets de caisse rentrèrent au trésor, et le restant reprit sa valeur primitive ; l'opération eut un plein succès.

Les moyens de crédit en rente furent également agrandis ; on fit trois emprunts sur l'Hôtel-de-Ville : l'un au denier 12 et au taux de 72 liv. pour 100 liv. ; le second au denier 10, au taux de 90 liv. pour 100 liv. Ce dernier emprunt fut une espèce de tontine et de loterie en viager ; le dernier survivant avait un lot de plus de 150 mille liv. de rente, et cet appât d'un gain par le hasard avait séduit un grand nombre de bourgeois de Paris. La tontine fit merveille, on y courait de toute part pour placer son argent ; l'emprunt fut converti en moins de huit jours. Les rentes sur l'Hôtel-de-Ville étaient d'ailleurs comme le patrimoine de la bourgeoisie ; il y avait peu d'hommes de métiers et de corporations qui n'eussent quelque rente sur l'hôtel en Grève. L'intérêt était habituellement payé avec exactitude ; mais dans ces temps difficiles, on était en retard de deux ou trois quartiers ; il y avait en même des quartiers complètement retranchés ; le surintendant Desmarests fit révoquer les arrêts de surseance ou de suppression. Le crédit public se fonda tout entier sur l'accomplissement des obligations ; Desmarests établit en principe que l'intérêt de la dette devait s'acquitter avant même les dépenses de

l'État, et cette mesure, fidèlement exécutée, donna une impulsion nouvelle aux rentes sur l'Hôtel-de-Ville.

Tout cela ne suffisait pas encore pour rétablir l'équilibre entre les recettes et les dépenses de la monarchie ; le surintendant conçut l'idée d'un rachat de l'impôt par les contribuables ; on ne pouvait agir ainsi pour la taille, sur laquelle il existait déjà de nombreuses délégations, ni pour les fermes, qui avaient été l'objet de ventes et de baux à longs termes ; on aurait manqué à la foi des contrats. Le principe du rachat fut donc limité à tous les impôts libres encore, telles que la capitation, les redevances sur les charges ; on posa comme base de ce rachat que tout sujet du roi soumis à la capitation, ou qui, pourvu d'une charge, devait au trésor la redevance d'usage, pouvait se racheter de cet impôt en payant le capital calculé à raison de quinze fois la redevance ; de sorte que l'homme taxé à une capitation de 10 fr. paierait une fois pour toutes 150 fr. ; lui et ses enfants ne devaient plus être astreints au même impôt. Ce rachat des contributions fut plus tard adopté en principe dans toutes les crises un peu violentes.

Un dixième ou dixme de guerre devait être également levé sur tous les impôts ; vieille idée que cette dixme, d'abord exclusivement religieuse, et qui, depuis la croisade de Saladin, s'était souvent perçue au nom des rois. La spécialité du dixième était de soulager les provinces qui auraient le plus souffert des ravages de la guerre et des désolations de la famine ; ces provinces avaient obtenu des exemptions de taille ou de capitation. La dixme de guerre sur l'impôt devait produire 45 millions de livres ; elle fut exactement acquittée par toutes les terres sans distinction de fiefs ou de biens en roture ; les dégrèvements des provinces en souffrance ne s'élevèrent pas au taux de la dixme, qui fut exclusivement appliquée aux nécessités de la guerre : cette addition d'un dixième à tous les impôts a été renouvelée depuis en plusieurs circonstances difficiles ; elle s'est même maintenue quand ces circonstances ont cessé. Ainsi, d'une part, le plan de Desmarests tendait à relever le crédit par l'exaet acquittement de toutes les dettes de l'État ; de l'autre côté, il augmentait le revenu par l'établissement plus large et plus complet de nouveaux impôts ; quand le revenu s'accroît, les voies du crédit sont plus facilement ouvertes pour un État ; on prête avec abandon lorsque les recettes publiques deviennent plus riches et plus sûres.

A ces ressources on ajouta les dons volontaires, les votes, les offrandes qui vinrent à cette époque raviver les forces épuisées de l'État. Les corpora-

tions, les villes se cotisèrent pour le service du roi; le commerce s'était maintenu pendant la guerre; la crise même de la disette du blé avait grandi les spéculations; Cette et Marseille avaient vu de colossales fortunes par suite de l'importation des blés; Saint-Malo, Dunkerque avaient gagné des sommes énormes avec les courses. Le conseil du roi n'hésita point à s'adresser au commerce pour lui demander des secours dans la crise de la patrie. Les seuls négociants de Saint-Malo purent lui prêter 33 millions en numéraire, qui furent échangés contre pareille somme en billets de fermes et de service à l'intérêt de 10 pour 100, l'opération fut profitable à toutes les parties, car les bons furent acquittés exactement à leur terme. Il se fit dès lors un juste concours de service entre le trésor royal et les particuliers: tout le monde eut des bénéfices parce que la circulation grandit.

Le numéraire reparut dans les négociations, assez abondant et plus facilement obtenu; l'arrivée des navires de la mer du Sud, chargés de lingots d'or pour une valeur de 35 millions, aida les transactions du trésor: ces chargements n'étaient point pour le compte du roi; mais le crédit des billets de caisse était si parfaitement établi, que les commerçants et banquiers du Havre, de Bordeaux, de Dunkerque, firent porter ces lingots aux hôtels des monnaies, en échange du signe monétaire de papier. De telles masses d'or jetées dans la circulation la rendirent complète; en même province, il fut fait pendant deux ans des efforts inouïs; il y eut un mouvement d'argent remarquable; les dépenses du trésor s'accrurent, mais ses ressources grandirent en proportion. Si la campagne fut malheureuse, les cités actives et commerçantes firent des bénéfices considérables sur les spéculations de banque et d'argent, et par l'échange continu du papier contre les valeurs métalliques. C'est de là que date le mouvement du crédit public; le numéraire baissait de prix à raison que les signes de crédit grandissaient.

Il a été nécessaire de bien développer les causes premières qui agissent sur le système financier de Louis XIV. Plusieurs principes posés par Desmarts sont restés comme la base fondamentale du crédit moderne: 1° l'exact acquittement de toutes les dettes anciennes pour préparer les esprits aux emprunts nouveaux; 2° l'augmentation de l'impôt, des ressources et des revenus à mesure que le système d'emprunt s'agrandit; 3° le paiement intégral de la rente constituée aux époques des divers contrats; 4° l'élévation du papier-monnaie au taux même de la valeur métallique, à ce point que la pré-

férence est accordée à la valeur en papier, plus facile à transporter; 5° l'abaissement du taux de l'intérêt, par la scrupuleuse exactitude dans l'acquittement du capital; 6° l'appât offert aux prêteurs de toutes les combinaisons ou chances de basard pour les attirer à l'emprunt que l'Etat se propose: c'est à l'aide de ces principes que le crédit moderne s'est élevé.

Quand on touche de près l'état de la France à cette époque, on s'étonne justement des merveilleux résultats obtenus par le surintendant Desmarts; le trésor n'avait pas les secrets d'un grand système de crédit se développant sur de larges bases; rien n'était fixé, pas même le taux habituel de l'intérêt; on venait de faire le premier essai du papier-monnaie, l'Etat en sortait sans banqueroute; l'impôt était dur, comme en temps de guerre; on défendait le territoire de la patrie. Toutes les opérations de crédit s'achevèrent au milieu de la plus triste pénurie des subsistances, alors qu'il fallait soulager certaines provinces, calmer les craintes générales et préparer l'avenir; on augmenta la dette de l'Etat, mais les théories modernes ont démontré qu'une dette publique n'est pas un élément irréparable de ruine. Desmarts avait compris le système de crédit; il y avait crise et péril pour la France; lorsque la monarchie reviendrait à une période plus normale, rien ne serait plus aisé que de réparer les ravages en retirant successivement les billets de crédit de la circulation, sorte de rachat et d'amortissement progressif qu'un peu d'économie et d'ordre pouvait effectuer. Une époque de pacification allait s'ouvrir; n'avait-on pas l'espérance de la paix, et avec la paix celle d'une plus facile perception de l'impôt? On peut dire que le gouvernement de Louis XIV se tira avec plus de bonheur de cette crise financière que tous les régimes qui lui ont succédé. Il n'y eut pas de banqueroute; on ne recourut pas même aux arrêts de nécessité, aux réductions de la dette, aux suppressions de la valeur des billets monétaires; on passa péniblement ces temps de guerre en multipliant les ressources du crédit. Le surintendant fit face à tous les besoins d'une situation si menacée par la ligue militaire de l'Europe! Seulement les esprits n'étaient pas assez avancés pour comprendre tous les avantages de ce système; il en résultait que les ressorts du crédit étant trop tendus, la première crise pouvait les briser. Avec les idées de Desmarts, il fallait une longue paix, un ordre parfait et continu dans les diverses parties du gouvernement; il fallait surtout que la confiance ne s'altérât jamais, ce qui était difficile avec le mystère qui pré-

sidait alors aux opérations de finances! Publicité et crédit sont deux idées corrélatives.

CHAPITRE LXXII.

TENTATIVES DE NÉGOCIATIONS POUR LA PAIX.

Démarches de la France auprès de l'Angleterre et de la Hollande. — Refus des alliés. — Nouvelle tentative. — Mission de MM. de Rouillé et de Torcy à La Haye. — Délibération des alliés sur les articles préliminaires. — Projet imposé à la France. — Rupture des négociations. — Dépêches du roi Louis XIV. — Correspondance avec les plénipotentiaires.

1709.

Au milieu des calamités publiques et des efforts inouïs d'une campagne vigoureuse, l'opinion de la bourgeoisie s'était prononcée pour la paix; rien n'est plus facile et plus populaire que d'exprimer ainsi des sentiments pacifiques quand un pays est fatigué; on conquiert l'assentiment de la foule sans s'exposer à des sacrifices personnels. Partout le mot magique de paix retentissait en France; les bourgeois, le commerce, les clercs et les parlementaires lassaient de tant de souffrances. Le roi ne pouvait faire un pas en dehors de Versailles sans entendre les plaintes de toutes les classes de la monarchie; on avait commencé la guerre avec ardeur et cette gaieté française qui animait la bravoure du soldat; mais un découragement profond s'était emparé des esprits; chacun parlait des malheurs de la patrie, des progrès des alliés; cette opinion était si générale, qu'elle empêchait tous les ressorts de l'administration publique; elle paralysait les ressources de la France (1).

Une telle lassitude des âmes n'avait point échappé au roi Louis XIV, et plusieurs fois déjà le conseil avait essayé d'ouvrir des négociations pour la paix. La diplomatie si active et si habile de Versailles avait compris que la coalition n'était pas parfaitement jointe; les intérêts des trois grandes puissances n'étaient pas intimes; ils différaient les uns des autres; l'Angleterre ne s'était jetée dans la ligue européenne que pour obtenir une certaine influence sur le continent, et pour lutter contre la

suprématie de Louis XIV; mais cette Angleterre, si fière, si implacable n'était pas sans avoir des points vulnérables, des ambitions surtout à part. Si le roi de France s'empressait de reconnaître la succession dans la ligne protestante de la maison d'Hanovre, s'il cédait quelques-unes des importantes colonies de l'Espagne, s'il éloignait les Stuarts du territoire de la France, n'était-il pas dans les intérêts du cabinet anglais d'accéder séparément à un traité fondé sur ces bases? La Hollande, de son côté, était soumise à des sacrifices: elle fournissait des subsides à la coalition; on pouvait également la satisfaire par des avantages coloniaux et des stipulations de commerce. Le but de la diplomatie de Louis XIV était, comme toujours, d'isoler chacun des coalisés de la ligue commune; si l'Empire était laissé à ses propres forces, que pouvait redouter la France? elle était toujours assez puissante pour repousser les Autrichiens!

D'après ces données, le cabinet de Versailles saisit toutes les occasions d'entamer des négociations séparées avec la Hollande et l'Angleterre. Dans la chaleur du premier mouvement de guerre, Louis XIV sentit bien qu'il ne devait pas agir directement; une telle démarche pouvait témoigner de la faiblesse et compromettre la dignité du roi. Le duc de Bavière fut chargé de tenter quelques ouvertures à Londres et à La Haye, mais en son nom personnel, et comme médiateur pour recouvrer son électorat de Bavière. Le maréchal de Boufflers reçut l'ordre également de traiter les Anglais qu'il avait à combattre avec l'esprit chevaleresque et toute la grâce française; le maréchal s'était lié avec le duc de Marlborough dans une longue suite de campagnes. Il régnait alors un esprit de galanterie et de générosité indicible entre les gentilshommes; les rapports de Boufflers avec le prince Eugène, après la prise de Lille, durent servir aux intérêts de la paix; c'est ce qui explique la bienveillante réception qui accueillait sans cesse le maréchal de Boufflers à Versailles; on reconnaissait en lui une influence désirable pour préparer une trêve (2).

Les premières propositions furent repoussées; l'alliance était encore trop intimement unie pour qu'elle pût ainsi se dissoudre après une simple tentative. La coalition avait de grandes espérances de succès; le retour de Marlborough avait relevé le cœur des puissances confédérées dans un commun dessein de conquête; quelles propositions ferait la France? abdiquerait-on la couronne d'Espagne? L'esprit haineux de Guillaume III semblait présider

(1) *Mercur*, ann. 1709.

(2) *Gazette et Mercur*, ann. 1709.

encore à la coalition sous le ministère whig de la reine Anne. L'Angleterre en avait fait la base de son système; son premier soin avait été de rendre le principe de la triple alliance indissoluble, en créant des intérêts et des passions identiques entre les cabinets. Comment espérer que les coalisés renonceraient alors aux avantages de traiter simultanément, de stipuler tout pour tous? Leur force ne résultait-elle pas précisément de leur intimité? Les cabinets unis n'auraient-ils pas de meilleures conditions que dans un traité séparé? Les premières tentatives de la France restèrent donc sans résultats.

Cependant le cri de paix se faisait entendre plus énergiquement en France; après la désolation de l'hiver de 1709, il y eut un tel mouvement de tristesse, que Louis XIV crut devoir faire officiellement des propositions aux alliés. Ce ne fut plus ici dans le secret d'une négociation intime, mais à la face de tous, afin de convaincre l'opinion publique que les empêchements à une paix générale ne venaient pas du côté de la France. Souvent ces fatales circonstances se reproduisent dans la vie des empires; souvent les pouvoirs ont besoin de prouver qu'ils veulent la paix, et que les ennemis seuls la refusent; cela retrempe le moral ou l'amour-propre d'un pays, et le jette avec plus d'énergie dans une résistance nationale. Tout fut donc hautement avoué dans les négociations qui alors s'entamèrent entre la France et les alliés. Le cabinet de Versailles désigna d'abord M. le président de Rouillé pour plénipotentiaire à La Haye; M. de Torcy s'y adjoignit lui-même pour donner plus de poids à la négociation; ce n'était pas trop que l'action du secrétaire d'Etat dans la crise pressante où se trouvait la monarchie. Le cabinet de La Haye indiqua M. Buy et van der Dussen pour le représenter; le prince Eugène et le comte de Zinzendorf reçurent des pleins pouvoirs de l'empereur; le duc de Marlborough et M. de Townsend durent venir au congrès au nom de la Grande-Bretagne. Le lieu des séances fut fixé à Gertruydenberg, puis à La Haye; on arrêta que ce serait là un congrès pendant la guerre; on ne devait pas suspendre les hostilités, chacune des parties contractantes voulant conserver les avantages de sa situation.

M. de Rouillé partit de Versailles avec des instructions fort larges, que pouvaient grandir en-

core les pleins pouvoirs de M. de Torcy. Les plénipotentiaires français étaient autorisés à renoncer à la succession d'Espagne, nécessité qui dut coûter bien des douleurs à la fierté de Louis XIV; ils devaient consentir également à toute cession de forteresses en Flandre pour assurer l'intégralité des Pays-Bas. Enfin, on s'en tiendrait aux articles du traité de Riswick pour la fixation de la ligne territoriale sur le Rhin. Si les Etats d'Allemagne demandaient même la démolition de quelques forteresses sur la rive gauche, sous prétexte qu'elles menaçaient leur indépendance, les plénipotentiaires étaient autorisés à y consentir, en laissant toutefois une ligne suffisante de fortifications pour protéger la frontière. La France renonçait à tout système offensif; elle se plaçait dans une simple position de défense territoriale. Ces pouvoirs, comme on le voit, étaient très-étendus; ils allaient au-delà des clauses du traité de Riswick: Louis XIV abdiquait non seulement la succession d'Espagne pour son petit-fils, mais encore il se résignait à céder les villes fortifiées de la Flandre; fallait-il démembrer les forteresses de l'Alsace, on s'y soumettait encore: l'opinion publique s'était donc bien lâchement prononcée, pour que le roi fût forcé à signer de tels engagements?

Les plénipotentiaires des alliés reçurent chacun des instructions qu'ils devaient se communiquer mutuellement avant d'engager les préliminaires d'un traité, car on devait agir avec ensemble. Le duc de Marlborough et le vicomte de Townsend ne partirent de Londres qu'avec des instructions précises; la chambre des lords déclara « que la première condition que les plénipotentiaires devoient imposer à la France étoit la reconnaissance haute et formelle de la succession dans la ligne protestante pour la couronne d'Angleterre; les puissances devoient se rendre garantes de cette clause du traité. » Les communes ajoutèrent au vote des lords une autre résolution: comme Dunkerque avait été un nid de pirates, l'Angleterre tenait à la clause essentielle de la démolition des murailles, forts et redoutes de la ville et port de Dunkerque; les communes se faisaient ici l'expression d'un ressentiment profond de la marine anglaise contre les armateurs français, alors hardis corsaires des côtes de l'Océan (1).

Les instructions dictées par l'empereur d'Alle-

(1) « Sur la nouvelle qui fut portée à Londres qu'on commençait à traiter de la paix, la chambre des seigneurs présenta une adresse à la reine, pour la supplier d'avoir soin, en finissant la guerre, d'obliger le

roi de France à reconnaître le titre de Sa Majesté, et la succession dans la ligne protestante; d'engager les alliés à en être les garants, et à faire en sorte que le prétendant fût obligé de sortir du royaume de France.

magne à ses plénipotentiaires portaient spécialement sur la restitution de la haute et basse Alsace, qui n'avaient été séparées de la confédération que par la conquête violente de Louis XIV; ces provinces n'étaient-elles pas inhérentes à la grande famille germanique? n'en parlaient-elles pas la langue? Les plénipotentiaires faisaient de cette cession de l'Alsace la condition première et fondamentale de tout arrangement. Quant aux États-Généraux de Hollande, ils avaient donné pour instruction d'exiger de la France l'abandon d'une large ligne de forteresses qui couvrit tout à la fois les Pays-Bas espagnols et la Hollande; les

États-Généraux voulaient se préserver des invasions successives qui avaient épuisé les Provinces-Unies; les banderoles fleurdelisées de Louis XIV n'avaient-elles pas menacé les murs de La Haye et d'Amsterdam? On avait souvenir en Hollande qu'au commencement du règne du vieux roi il avait suffi de quelques journées de marches pour que les gentilshommes français vinssent demander raison aux bons bourgeois des injures de gazettes et de pamphlets; aujourd'hui ceux-là que les gentilshommes traitaient naguère avec insolence comme des *mar-chands de fromages*, avaient la haute main dans la paix et la guerre (!)

D'un autre côté, la chambre des communes représentait à cette princesse que la poursuite de la guerre ayant coûté bien du sang et des trésors immenses à la nation anglaise, il étoit juste qu'elle en retirât quelque fruit à la conclusion d'une paix; et que la ville de Dunkerque étant un nid de pirates qui infestoit l'Océan et causaient un mal infini au commerce, on devoit insister sur la démolition des fortifications et sur la ruine de son port. » (Annales parlement., ann. 1709.)

(1) J'ai trouvé le document le plus important en original et manuscrit : c'est l'ultimatum des alliés, tel qu'il fut adressé aux plénipotentiaires de France au congrès. Il est en forme de traité, et les ministres français n'avaient plus qu'à y apposer leur signature. Je le publie comme un des plus curieux témoignages de l'histoire. On peut le comparer avec l'ultimatum des alliés, imposé à l'empereur en 1814, au congrès de Châtillon.

« 1^{re} On procèdera incessamment à faire une bonne, ferme et durable paix, confédération perpétuelle, alliance et amitié entre Sa Majesté Impériale, comme aussi entre tous et chacun des alliés de Sa Majesté Impériale, et principalement le royaume de la Grande-Bretagne et les seigneurs États-Généraux des Provinces-Unies d'une part, et de l'autre entre Sa Majesté Très-Christienne et ses alliés. Et comme les conjonctures présentes n'ont pas permis que Sa Majesté Impériale ait préalablement pu recevoir l'agrément et le consentement de l'Empire sur tout ce qui le regarde en plusieurs articles contenus dans ces préliminaires, elle tâche de l'obtenir suivant l'usage établi dans l'Empire, le plus tôt qu'il sera possible, le consentement et la ratification dudit Empire, avant l'exécution de ces articles qui cegordent particulièrement l'Allemagne.

« 2^{de} Et pour parvenir au plus tôt à ce but si salutaire, et pour en joindre dès à présent, autant qu'il sera possible, on est convenu de ces articles préliminaires, qui doivent servir de fondement aux traités de la paix générale.

« 3^{de} Premièrement, en considération et en consé-

quence de ladite bonne paix et réunions sincère de toutes parts, le roi très-chrétien reconnaît dès à présent publiquement et authentiquement, comme aussi opès dans les traités de paix à faire, le roi Charles III, en qualité de roi d'Espagne, des Indes, de Naples, de Sicile, et généralement de tous les États et dépendances compris sous le nom de monarchie d'Espagne, en quelque partie du monde qu'ils soient situés, à la conservation de ce qui doit être donné à la couronne de Portugal et au duc de Savoie, suivant les traités faits entre les hauts alliés, et de la barrière que ledit roi Charles III doit faire tenir auxdits seigneurs États-Généraux des Provinces-Unies dans les Pays-Bas, selon la tenue de la grande alliance de l'année 1701, et de ce qui sera dit ci-après du haut quartier de Gueldres, et des conventions à faire avec ledit roi Charles III, sans en rien excepter davantage, aussi avec tous les droits que le feu roi d'Espagne Charles II a possédés ou dû posséder, tant pour lui que pour ses héritiers et successeurs, selon la disposition testamentaire de Philippe IV, et les pactes établis et eueus dans la sérénissime maison d'Autriche.

« 4^{de} Et d'autant que le duc d'Anjou est présentement en possession d'une grande partie des royaumes d'Espagne, des côtes de Toscane, des Indes et d'une partie des Pays-Bas, il a été réciproquement convenu que pour assurer l'exécution desdits articles et des traités à faire et à achever dans l'espace de deux mois, à commencer du 1^{er} du mois de juin prochain, s'il est possible, Sa Majesté Très-Christienne fera en sorte que dans le même terme le royaume de Sicile soit remis à Sa Majesté Catholique Charles III, et ledit duc sortira en pleine liberté et sûreté de l'étendue des royaumes d'Espagne avec son épouse, les princes ses enfants, leurs effets, et généralement avec toutes les personnes qui le voudront suivre. En sorte que si ledit terme finit sans que ledit duc d'Anjou consente à l'exécution de la convention présente, le roi très-chrétien et les princes et États stipulans prendront de concert les mesures convenables pour en assurer l'entier effet, et afin que toute l'Europe, par l'accomplissement desdits

MM. de Ronillé et de Torcy, en arrivant à La Haye, chargés des instructions de leur cabinet, échangèrent leurs pleins pouvoirs, et demandèrent à chaque puissance séparément les conditions qu'elle pouvait faire à la France pour la paix générale. Avant d'en venir à l'examen des articles

traités de paix, j'ouïs inéssamment d'une tranquillité parfaite.

» 5^e Pour en avancer l'établissement, Sa Majesté Très-Chrétienne retirera dans les termes desdits deux mois les troupes et les officiers qu'elle a présentement en Espagne, et aussi celles qui se trouvent dans le royaume de Sicile, aussi bien que dans les autres lieux, pays et États dépendans de ladite monarchie d'Espagne en Europe, et des Indes, aussitôt qu'il sera possible; promettant en foi et parole de roi de n'envoyer désormais au duc d'Anjou, s'il refuse d'y acquiescer, ni à ses adhérens aucun secours, soit de troupes, artilleries, munitions de guerre ou d'argent secrètement ou indirectement.

» 6^e La monarchie d'Espagne demeurera en son entier dans la maison d'Autriche, de la manière qu'il a été dit ci dessus, sans qu'aucune de ses parties puisse jamais en être démembrée, ni ladite monarchie en tout, ni en partie, être unie à celle de France; ni qu'un seul et même roi, ni un prince de la maison de France en devienne le souverain, de quelque manière que ce soit, par testament, après succession, convention matrimoniale, dons, ventes, contrats ou autres voies, quelles qu'elles puissent être; ni que le prince qui régnera en France, ni un prince de la maison de France puisse jamais régner aussi en Espagne, ni acquiescer dans l'étendue du ladite monarchie aucuns villes fortes, places ou pays dans aucune partie d'icelle, principalement dans les Pays-Bas; en vertu d'aucun don, vente, échange, convention matrimoniale, hérédité, appel, succession par testament *ab intestat*, en quelque sorte et manière que ce puisse être, tant pour lui que pour les princes ses enfans et frères, leurs héritiers et descendans.

» 7^e Spécialement, que la France ne pourra jamais se rendre maîtresse des Indes espagnoles, ni envoyer des vaisseaux pour y exercer le commerce, sous quelque prétexte que ce soit.

» 8^e Sa Majesté Très-Chrétienne voulant donner des marques certaines du dessein qu'elle a de maintenir une paix ferme et stable, et de faire cesser tout ombrage d'invasions, consent à remettre à Sa Majesté Impériale et à l'Empire la ville et citadelle de Strasbourg dans l'état où elles se trouvent présentement, avec le fort du Kehl et ses dépendances, situées des deux côtés du Rhin, sans aucune répétition de frais ou dépenses, sous quelque prétexte que ce soit; avec cent pièces de canon de bronze de différens calibres, savoir : cinquante pièces de vingt-quatre et de douze

d'un projet de traité, une question fondamentale fut posée par les plénipotentiaires des alliés; on demanda aux ambassadeurs de Louis XIV quelle sûreté le roi pouvait offrir pour l'exacte exécution des articles préliminaires, particulièrement en ce qui touchait l'évacuation de l'Espagne. Sur ce pre-

livres de balles, et cinquante pièces de huit et de quatre livres, et les munitions à proportion, pour être rétablie dans les prérogatives et privilèges des villes impériales, dont elle jouissoit avant que d'être sous la domination de Sa Majesté Très-Chrétienne; laquelle ville de Strasbourg et forts seront rendus et évacués aussitôt après les ratifications de l'empereur et de l'Empire, qui seront échangées à La Haye, et qu'il comparoitra aux portes de ladite ville de Strasbourg et forts quelqu'un muni d'un plein pouvoir de Sa Majesté Impériale et de l'Empire, selon la forme accoutumée, pour en prendre possession.

» 9^e Que la ville de Brisac, avec son territoire, soit évacuée par Sa Majesté Très-Chrétienne, et remise par elle à Sa Majesté Impériale et à la maison d'Autriche, avec tous les canons, artilleries et munitions de guerre qui s'y trouveront à la fin de juin au plus tard, pour en jouir désormais en toute propriété, ainsi que Sa Majesté Impériale en a joui ou dû jouir, en exécution du traité de Ratiswick.

» 10^e Sa Majesté Très-Chrétienne possédera désormais l'Alsace, dans le sens littéral du traité de Westphalie, en sorte qu'elle se contentera du droit de préfecture sur les dix villes impériales de ladite Alsace; sans pouvoir étendre ce droit au préjudice des prérogatives, droits et privilèges qui leur compétent comme aux autres villes libres de l'Empire; pour en jouir, aussi bien que des prérogatives, revenus et domaines, ainsi que ladite Majesté a dû jouir lors de la conclusion dudit traité; devant aussi être remis les fortifications desdites villes, au même état qu'elles étoient alors; excepté toutefois la ville de Landau, dont la possession et la propriété appartiendront pour toujours à Sa Majesté Impériale et à l'Empire, avec faculté de démolir ladite place, s'il est jugé à propos par l'empereur et par l'Empire.

» 11^e Qu'en conséquence dudit traité de Westphalie, la dite Majesté Très-Chrétienne fera démolir dans le temps contenu, à ses dépens, les forteresses qu'elle a présentement sur le Rhin, depuis Bâle jusqu'à Philipsbourg; nommément Hunningen, le Neuf-Brisac et Fort-Louis, avec tous les ouvrages et dépendances dudit fort, tant en-deçà qu'en delà du Rhin, sans que jamais on puisse le rétablir.

» 12^e Que la ville et forteresse de Rhinfehn, avec ce qui en dépend, demeureront au landgrave de Hesse-Cassel, jusqu'à ce qu'il en soit convenu autrement.

» 13^e La reine de la Grande-Bretagne et les seigneurs États-Généraux soutenant que la Clause insérée

mier point, les plénipotentiaires de France répondirent en termes vagues qu'ils s'engageaient sur parole, et que le roi de France devait être cru quand il donnait son ser; mais comment Louis XIV pouvait-il promettre pour son petit-fils? était-on bien sûr que Philippe V accéderait aux invitations du roi de France? N'avait-il pas déjà acquis une

dans l'art, IV du traité de Riswick, touchant la religion, est contre la teneur de la paix de Westphalie, et que conséquemment elle doit être révoquée, il a été trouvé bon que cette affaire soit remise à la négociation de la paix générale.

» 14^e Quant à la Grande-Bretagne, Sa Majesté Très-Chrétienne reconnaitra dès à présent, et dans la négociation de ce traité de paix à faire, la reine de la Grande-Bretagne en cette qualité.

» 15^e Sadite Majesté reconnaitra aussi la succession à la couronne de la Grande-Bretagne dans la ligne protestante, ainsi qu'elle est établie par les actes du Parlement de la Grande-Bretagne.

» 16^e Le roi très-chrétien cédera à la couronne de la Grande-Bretagne ce que la France possède dans l'île de Terre-Neuve, et ou restituera de la part de la reine de la Grande-Bretagne, aussi bien que de la part de Sa Majesté, tous les pays, îles, fortresses et colonies que les armées de l'un et de l'autre ont occupés depuis la présente guerre, en quelque lieu des Indes qu'ils soient situés.

» 17^e Sadite Majesté promet de faire raser toutes les fortifications de la ville de Dunkerque, du port et des rishans, et de qui en pourroit dépendre, à ses dépens et sans exception; en sorte que la moitié desdites fortifications soit rasée, et la moitié du port comblée dans l'espace de deux mois, et l'autre moitié des fortifications rasée aussi bien que l'autre moitié du port comblée, dans l'espace de deux autres mois; le tout à la satisfaction de la reine de la Grande-Bretagne et des États-Généraux, sans qu'il soit permis de rétablir ces fortifications, et de rendre le port navigable à jamais, ni directement, ni indirectement.

» 18^e La personne qui prétend être roi de la Grande-Bretagne ayant désiré sortir hors du royaume de France, et prévenir la demande que la reine de la Grande-Bretagne et la nation britannique ont faite, se retirer en tel pays et de telle manière que par le prochain traité de paix générale il sera convenu sur les moyens dudit traité.

» 19^e Dans la négociation principale du traité à faire, on tâchera de convenir d'un traité de commerce avec la Grande-Bretagne.

» 20^e A l'égard du roi de Portugal, Sa Majesté Très-Chrétienne consentira qu'il jouisse de tous les avantages établis en sa faveur par le traité fait entre lui et les alliés.

» 21^e Sa Majesté reconnaitra le roi de Prusse en

T. I.

certaine force nationale en Espagne? et d'ailleurs Louis XIV ne détruirait-il pas, au moyen de la correspondance secrète, les engagements publics qu'il aurait pris envers la coalition? C'est pourquoi les cabinets alliés demandaient des garanties positives, la prise de possession, ou le dépôt de quelques villes en Picardie, jusqu'à l'exécution entière du

cette qualité, et promettra de ne le point troubler dans la possession de la principauté de Neuchâtel et du comté de Vallengin.

» 22^e Et quant aux seigneurs États-Généraux, Sa Majesté leur cédera, dans les termes les plus précis qu'il conviendra, les places de Furnes et de Furnes-Amshacht, le fort de Knoek, y compris Meun avec sa berge, Ypres avec la châtellenie et ses dépendances, qui seront désormais Baillul ou Belle, Warneton, Comines, Wessère, Poperingue, et ce qui dépend des lieux ci-dessus exprimés. La ville et châtellenie de Cassel demeureront à Sa Majesté Très-Chrétienne. Lille avec sa châtellenie (à l'exception de la ville et gouvernance de Douai), Tournay, Condé et Nauberge, avec toutes leurs dépendances; le tout dans l'état que sont à présent lesdites places, spécialement avec les canons, artilleries, et munitions de guerre qui s'y trouvent, pour aussi servir de barrière avec le reste des Pays-Bas espagnols; et particulièrement pour avoir en toute propriété et souveraineté le haut quartier de Guldres, selon le douzième article du traité de Munster, de l'an 1648, comme de temps en temps ils le trouveront à propos; bien entendu que s'il y a un magasin général à Tournay, on conviendra de la quantité et qualité d'artillerie et munitions qui seront laissées dans ladite place.

» 23^e Sa Majesté Très-Chrétienne rendra aussi toutes les villes, forts et places qu'elle aura occupés dans les Pays-Bas espagnols, dans l'état qu'ils sont présentement, avec leurs canons, artillerie et munitions de guerre; bien entendu que si depuis que les troupes du roi très-chrétien sont entrées dans Namur il s'est fait quelque magasin ou amas d'artillerie et de munitions dans ladite ville et château, outre que pour leur défense, ils seront retirés par les officiers de Sa Majesté Très-Chrétienne, de concert avec ceux des États-Généraux, dans le temps de l'évacuation, laquelle ne pourra être retarder pour raison de cela, mais sera faite dans le temps qu'il sera réglé; le tout sous condition expresse que la religion catholique sera maintenue dans toutes lesdites places rendues, lieux et dépendances, en la même manière qu'elle y est établie; hormis que les garnisons de l'État pourront exercer leur propre religion, tant dans les places cédées pour l'augmentation de la barrière, que dans les places des Pays-Bas espagnols rendues.

» 24^e Et afin que cette convention puisse sortir en plein effet, Sa Majesté Très-Chrétienne promet de no

62

traité; ce point une fois accepté, on entrerait en conférences diplomatiques. Les plénipotentiaires de l'alliance exigeaient impérativement qu'avant tout il fût admis comme un fait que la haute et basse Alsace seraient évacuées sur-le-champ par les troupes du roi; ces provinces devaient être réunies à la nation allemande et rattachées à la vieille confédéra-

faire sortie dès à présent ni canons, ni artillerie, ni munitions de guerre des villes et forts qui devront être vendus et cédés en vertu de ces articles.

» 25^e Sa Majesté accordera auxdits seigneurs Etats-Généraux, touchant leur commerce, ce qui est stipulé par le traité de Riswick et le tarif de l'an 1664, la suppression des tarifs faits depuis la révocation de tous édits, déclarations et arrêts postérieurs contraires audit tarif de l'an 1664, et aussi l'annulation du tarif fait entre la France et lesdits seigneurs Etats-Généraux, le 29 mai, l'an 1664; de sorte qu'il n'y aura que le tarif du 18 septembre de l'an 1664 qui aura lieu à leur égard; ensemble l'exemption de cinquante sols par tonneau sur les vaisseaux hollandais trafiquant dans les ports de France.

» 26^e Sa Majesté reconnaitra, lors de la signature des traités de paix, le neuvième électorat, érigé en faveur de Son Altesse Electorale de Bavière, de Brunswick-Lunebourg.

» 27^e Le duc de Savoie sera remis en possession du duché de Savoie, du comté de Nice, et de tous les lieux et pays qui lui appartiennent héréditairement, et que les armes de Sa Majesté auront occupés pendant le cours de la présente guerre, sans aucune réserve; consentant d'ailleurs que Son Altesse Royale jouisse de tous les pays, Etats et places qui lui ont été cédés par l'empereur et les alliés.

» 28^e Que le roi cède à M. le duc de Savoie la propriété et souveraineté des villes d'Exilles, Fenestrelle et Chamonix, occupées présentement par les armes de Son Altesse Royale, aussi bien que la vallée de Pragelas, comme aussi de tout ce qui est en-deçà du mont Genève et autres: en sorte que désormais lesdits monts servent de barrière et de limites entre le royaume de France et la principauté de Piémont.

» 29^e Quant aux ci-devant électeurs de Cologne et de Bavière, leurs demandes et prétentions seront remises à la négociation du traité de paix, et les dispositions et décrets de Sa Majesté Impériale et l'Empire, faits et émanés durant cette guerre, seront soutenus à l'égard de Son Altesse Electorale Palatine, qui restera dans la possession du haut Palatinat, du comté de Chom, et dans le rang et dignité, tout de même qu'elle en a été investie par Sa Majesté Impériale, comme aussi à l'égard de ce qui a été fait en faveur de la ville impériale de Donawert, et de plusieurs autres dispositions de cette nature. Et pour ce qui regarde les garnisons qui se trouvent ou se trouveront ci-après de la part des

Etats-Généraux dans la ville de Bonn, elles y resteront jusqu'à ce qu'il soit convenu autrement avec Sa Majesté Impériale et l'Empire.

» 30^e Et pour faire cesser tous les doutes sur l'exécution desdits articles, et pour en avancer l'exécution, dont dépend le rétablissement du repos général, de la confiance et amitié réciproques.

» 31^e On promet que les demandes ultérieures que l'empereur, la reine de la Grande-Bretagne et lesdits seigneurs Etats-Généraux pourront faire dans la négociation de la paix générale, aussi bien que le roi très-chrétien, ne pourront interrompre l'armistice, dont il sera parlé ci-après.

» 32^e Pour l'Empire, les quatre cercles associés, le roi de Portugal, le roi de Prusse, le duc de Savoie et autres alliés, il leur sera libre (outre ce qui leur est accordé ci-dessus) de faire dans ladite assemblée générale telles demandes qu'ils trouveront convenables.

» 33^e La négociation générale se terminera, s'il est possible, dans le temps de deux mois, comme ci-dessus.

» 34^e Et afin que ladite négociation se puisse mieux faire dans les termes desdits deux mois, et que sur l'exécution desdits articles la paix s'en puisse suivre immédiatement, il a été accordé qu'il y aura une cessation d'armes entre les armées de toutes les hautes parties qui sont en guerre, à commencer partant, dès lors que la conclusion desdits articles pourra venir à la connaissance desdites hautes parties présentement en guerre.

» 35^e Le roi très-chrétien, pour donner des preuves de son désir et inclination pour terminer cette languissante guerre dès à présent, promet, aussitôt après la conclusion et la ratification desdits articles d'évacuer, comme ci-dessus, aux Pays-Bas, les villes de Namur, Mons et Charleroi devant le 16 de juin prochain;

Luxembourg, Condé, Tournai et Mauberge quinze jours après; et devant le 15 juillet, les villes de Knock et Ypres; et devant l'expiration de ces deux mois, de rassembler et combler, comme on est convenu ci-dessus, les fortifications et le port de Dunkerque; se rapportant, à l'égard de Strasbourg et du fort de Kehl, à ce qui est stipulé par le 8^e article.

» 36^e Sa Majesté Très-Chrétienne promet de même, au temps de ladite conclusion, et devant l'expiration des deux mois après, d'exécuter tout ce qui a été accordé ci-dessus, à l'égard des autres alliés.

» 37^e Et en cas que le roi très-chrétien exécute tout ce qui a été dit ci-dessus, et que toute la monarchie

sans doute, prendre sur eux de promettre l'évacuation de Strasbourg et de quelques postes militaires; mais quant à la cession de toute la province, elle était hors de leurs pouvoirs. La négociation devenait ainsi très-difficile; les plénipotentiaires ne s'entendaient pas sur les clauses préliminaires et fondamentales: alors, d'après l'invitation du prince Eugène, les envoyés de toutes les puissances coalisées se réunirent en congrès spécial pour arrêter de concert les propositions définitives qui seraient imposées à la France comme *ultimatum*; ou mettait un grand intérêt à bien se rapprocher sur ces clauses, afin que la France ne pût pas douter du lien puissant de cohésion qui les unissait. Ce mode de négociation simultanée portait un coup fatal à toutes les démarches de la France pour séparer les cabinets les uns des autres. En diplomatie, le résultat le plus décisif pour une coalition, c'est qu'elle puisse s'accorder sur les conditions d'un traité qu'elle dicte à l'ennemi commun. Avant d'avoir fondé tous les intérêts dans une même résolution, il y a une lutte vivace, profonde; l'aete qui les résume est donc difficile à préparer.

On était arrivé à ce résultat dans les conférences de La Haye. L'ultimatum proposé au cabinet de Versailles était dur, impératif: les puissances imposaient elles-mêmes les préliminaires de la paix; le roi Louis XIV devait reconnaître immédiatement

d'Espagne soit rendue et cédée au roi Charles III, comme il est convenu par ces articles, dans le temps stipulé, on a accordé que la cession d'armes entre les armées des hautes portes en guerre continuera jusqu'à la conclusion et à la ratification des traités de paix à faire.

» 38° Tout ceci servira de base et de fondement des traités de paix à faire, dont on fera l'expédition dans les formes les plus amples, comme on a coutume de faire dans les traités de paix, tant à l'égard de la cession, succession, renonciation, dépendances et annexes, évacuation du canon, artillerie et munitions de guerre, galères et châteaux, sans frais ni dépens qu'autres semblables choses.

» 39° Les ratifications des articles préliminaires ci-dessus seront fournies et échangées de la part du roi très-chrétien, de la reine de la Grande-Bretagne et des seigneurs Etats-Généraux avant le 15 juin prochain; de la part de l'Empereur, le 1^{er} juillet suivant, et de celle de l'Empire, le plus tôt qu'il sera possible; et aussitôt après la délivrance desdites ratifications de la reine de la Grande-Bretagne et des seigneurs Etats-Généraux, l'on procédera à l'exécution de ce qui est stipulé touchant l'évacuation des places que Sa Majesté Très-Chrétienne doit rendre et céder aux Pays-Bas, comme touchant la démolition de la ville de

Charles III (l'archiduc) comme roi d'Espagne et des Indes, de Naples et de Sicile, tout en réservant le droit et les intérêts du Portugal et du duc de Savoie. Comme conséquence de cet article, le roi de France devait inviter son petit-fils à sortir immédiatement des Espagnes avec sa famille; si Philippe V s'y refusait dans le délai d'un mois, les puissances coalisées, de concert avec le roi de France, s'entendraient sur les moyens de l'y contraindre; en attendant ce mouvement combiné, Louis XIV retirerait toutes les troupes, officiers, soldats, qu'il avait au service de son petit-fils; celui-ci reprenait le titre du duc d'Anjou. La couronne d'Espagne serait définitivement réunie à la maison d'Autriche, et jamais, en aucun cas, dans l'avenir, elle ne pouvait tomber au pouvoir du roi de France, de sa famille, de sa maison, ni lui être adjugée même par mariage. Louis XIV devait céder Strasbourg avec les munitions de guerre; ses droits sur l'Alsace se borneraient désormais à la simple suzeraineté désignée sous le titre de *préfecture* par le traité de Westphalie; le roi ferait démolir à ses dépens toutes les forteresses qui s'étendaient depuis Bâle jusqu'à Philipsbourg, et par conséquent Illunegg, Neuf-Brissac et Fort-Louis. Ces points étaient surtout relatifs à l'Empire et aux intérêts de la confédération. Pour ce qui touchait les Anglais, le roi de France devait non seulement reconnaître la

Dunkerque et le comblement du port, et tout ce qui est accordé auxdites puissances. La même exception aura lieu pour ce qui est stipulé en faveur de l'Empereur et du roi Charles III, après la ratification de Sa Majesté Impériale.

» 40° Et pour avancer la conclusion du traité de paix générale, il a été convenu que, le 16 du mois de juin prochain, le congrès commencera en ce lieu de La Haye, et tous les rois, princes, Etats, alliés et autres seront invités d'y envoyer leurs ministres et plénipotentiaires: et pour prévenir toutes les difficultés et embarras sur le cérémonial, et pour avancer d'autant plus la conclusion de la paix générale, ceux desdits ministres qui auront le caractère d'ambassadeurs ne le déclareront que le jour de la signature du traité de ladite paix. Ainsi fait, convenu et signé par les plénipotentiaires de Sa dite Majesté Impériale, de Sa Majesté la reine de la Grande-Bretagne, des seigneurs Etats-Généraux des Provinces-Unies, avec les ministres plénipotentiaires de Sa Majesté très-chrétienne. A La Haye, le 28 mai 1709.

» Signé, etc., etc. »

(Les signatures des plénipotentiaires français ne sont pas au bas de cet acte, écrit par le secrétaire anglais Prior.)

reine Anne comme légitime souveraine de l'Angleterre, mais encore la ligne protestante et la succession telle qu'elle avait été fixée par le Parlement. « Quant à la personne qui se prétendait roi d'Angleterre, c'est-à-dire Jacques III, comme elle avait offert de quitter la France, on déterminerait plus tard le lieu de sa résidence. » En outre, l'Angleterre exigeait que l'île de Terre-Neuve lui fût cédée; puis elle imposait, comme condition impérative, que le port de Dunkerque serait comblé avec les débris de ses fortifications et des murailles démolies; on déclarait enfin que les tarifs de douanes seraient abaissés au profit de la Grande-Bretagne, tant pour l'importation que pour l'exportation.

Les Etats-Généraux de Hollande avaient également leurs stipulations et leurs garanties particulières; ils demandaient la cession de Lille, Tournai, Maubeuge, pour servir de ligne protectrice aux Pays-Bas espagnols. Aucune des places de cette portion de la Flandre ne devait désormais appartenir à la France; l'abaissement des tarifs commerciaux était aussi réglé au profit des Etats-Généraux. Le Portugal, qui était dans l'alliance, jouissait de toute la faveur des anciens traités; et quant au duc de Savoie, il rentrait en possession de son duché et du comté de Nice; on lui cédait Fénelon et quelques autres points fortifiés, de sorte que les monts Genève étaient désormais considérés comme la ligne de séparation entre les deux Etats.

Telles étaient les fatales exigences des alliés à l'égard de la France; et encore ils ne donnaient pas la paix définitive; ils consentaient seulement à une trêve de deux mois. Ces conditions n'étaient point rédigées en simple note, comme un *memorandum* que l'on pouvait modifier, mais elles étaient résumées en solennel traité public, auquel il ne s'agissait plus que d'apposer des signatures et la ratification de la France. Quelles tristes conditions n'étaient donc pas imposées au fier Louis XIV et à sa monarchie! On ne lui enjoignait pas seulement de détronner son petit-fils, on reconstruisait la vieille et menaçante influence de la maison d'Autriche; on enlevait à la France toutes ses positions militaires, toutes les conquêtes qui protégeaient sa capitale. Les alliés, maîtres de la ligne de Lille, le seraient bientôt de Paris; ils pouvaient, comme les Espagnols au seizième siècle, se jeter sur Amiens, et paraître aux champs de batailles non loin des tours de Notre-Dame. Le traité dicté à Louis XIV refusait la monarchie jusqu'aux jours difficiles de la Ligue; l'œuvre diplomatique de Richelieu périssait. On en était à peine aux traités de Munster

et de Westphalie; la maison de Bourbon rentrait au rang des puissances du second ordre.

La forme sous laquelle cet ultimatum était présenté ne laissait pas le temps d'hésiter; MM. de Rouillé et de Torcy appartenaient à ce parti de la paix dont la voix populaire se faisait si fortement entendre en France; les plénipotentiaires, bien que douloureusement affectés des fatales classes que les malheurs imposaient à la France, étaient disposés à signer ces préliminaires. La correspondance des alliés ajoute même qu'ils y étaient engagés de parole avec le prince Eugène et Marlborough. Louis XIV recula devant tant de sacrifices; il avait le sentiment trop profondément national pour ne pas comprendre que ce traité brisait l'œuvre patiente de la monarchie. Tout le système commencé par Henri IV tombait en poussière; la maison d'Autriche était reconstruite; elle menaçait la France par les Pyrénées, le Rhin et la Flandre. Ce n'était pas un traité, mais un acte de servitude et d'hommage. Louis XIV invita ses plénipotentiaires à rompre ces premières phases de négociations; vieillard, il releva sa tête fière et digne comme dans ses jeunes et brillantes années; il préféra combattre, et la France ne l'abandonna pas, même dans cette terrible crise de l'invasion, qui depuis s'est trois fois reproduite. On se demandera sans doute encore comment il se fit que sous Louis XIV il y eut tant d'énergie, tant de puissance pour repousser l'invasion; comment cette même énergie resta victorieuse sous la Convention nationale pour refouler une autre coalition; et comment enfin, sous Napoléon, il n'y eut plus qu'abandon, fatigue, et je dirai presque joie d'en finir avec l'Empire; c'est que, il faut bien le dire, le sentiment national reposait, pendant l'époque de Louis XIV spécialement, sur le dernier effort de la noblesse, caste généreuse, prête à tous les dévouements pour un point d'honneur et de dignité; la Convention s'appuyait sur les classes inférieures, sur le peuple grand et généreux aussi comme les gentilshommes; Napoléon fondait sa monarchie et son pouvoir sur la classe moyenne; elle-ci débordait; or, si la masse de la bourgeoisie est paisible dans ses joies domestiques, si elle peut offrir l'exemple des vertus privées, elle n'a rien qui la porte à l'héroïsme, à ces nobles sacrifices qui sauvent un pays; elle tient plus au bien-être qu'à la gloire, aux écus d'or qu'à ce beau sentiment de nationalité, auréole pure qui ceint le front de tout un peuple. Les gentilshommes se faisaient tuer pour une idée, pour un point d'honneur; le peuple allait mourir sur un champ de bataille pour des couleurs, pour une pensée de patrie; la

bourgeoise aurait spéculé sur l'arrivée de la coalition, elle aurait examiné le bénéfice qu'elle pouvait faire sur l'Europe armée, foulant ses monuments publics et ses rues de marchands, ses halles, sa bourse et ses marchés !

Le refus de traiter à La Haye avec les plénipotentiaires de la coalition fut une affaire personnelle à Louis XIV ; le roi avait compris toute la honte qui rejaillirait sur la monarchie. Quand un homme a été bien grand et que l'infortune l'abaisse, lui seul peut apprécier la douleur des traités qu'on impose à ses malheurs ; il cède, mais de temps à autre il s'élève dans sa poitrine une indignation qui lui fait tout briser violemment. Les âmes molles et atténuées transigent, parce qu'elles ne sentent pas fortement la rougure qui vient au front ; mais le grand homme accablé joue facilement ce qui lui reste de sa fortune ; il provoque le hasard, parce qu'il y a encore une certaine fierté de cœur à tenter la destinée. La correspondance de Louis XIV, ses dépêches à ses ambassadeurs indiquent la résolution ferme et décidée de ne finir qu'en désespoir de cause ; il est assourdi par les cris de paix qui se murmurent autour de lui ; il cède à l'opinion, mais il transige à regret. « Ne signez pas aujourd'hui, écrit-il à M. de Torey, il peut nous survenir un retour de fortune ; Dieu peut donner aux projets de Villars une heureuse fin ; huit jours ce n'est pas trop pour abandonner tant de places ; au reste, les affaires de mon petit-fils vont parfaitement : un peu de courage et de sacrifices, nous serons sauvés ; alors la paix sera durable. »

Pour bien apprécier les causes de cette énergie de Louis XIV luttant contre la lassitude des esprits, il faut savoir que dans son conseil le parti de la paix avait une vive et constante expression ; la société bourgeoise avait considérablement grandi. A Paris, indépendamment des places municipales qu'elle occupait, la bourgeoisie avait ses parloirs, ses réunions où se discutaient la paix et la guerre. Le commerce n'allait plus que faiblement ; l'argent n'abondait plus chez le passementier, tréfilleur, drapier et orfèvre ; il y avait plainte partout ; « quand viendra la bonne et douce paix ! » telles étaient les paroles de la bourgeoisie et des parlementaires ses intimes alliés ; elles se formulaient en placets. Le lieutenant de police d'Argenson renvoyait en bulletins tout ce qui se disait et se contait aux boutiques de la rue aux Ours et sous les piliers des halles. C'étaient des murmures à ne plus s'entendre.

Dans le sein du conseil, M. de Torey, l'un des plénipotentiaires de La Haye, était le partisan de

la paix ; ses habitudes de négociations, une certaine douceur de manières et de mœurs, ne le rendaient pas apte aux époques de crise ; il eût désiré en finir avec une situation si périlleuse : il était soutenu dans ces idées par Beauvilliers, ce chef d'une demi-cabale plus dangereuse que l'opposition dessinée, parce qu'elle énervait, au nom des beaux principes de morale, l'action du pouvoir dans les temps difficiles. Beauvilliers était de l'école de Fénelon, et sa politique, basée sur le pamphlet du *Télémaque*, devait se ressentir de ce déconçu d'autorité, de cette pusillanimité de moyens qui caractérisaient les déclamations de Mentor ; un homme d'État qui aurait appliqué la théorie du gouvernement-modèle de Fénelon aurait perdu la monarchie. L'influence de Beauvilliers dans le conseil était donc souverainement mauvaise ; sa liaison avec M. de Torey avait eu les plus malheureuses conséquences sur les négociations de la Haye ; M. de Torey, déjà si faible par lui-même, n'avait pas besoin de s'entendre répéter tous ces principes généraux d'humanité qu'on ne sent que trop profondément aux époques de guerre. Le seul ministre de résistance dans le conseil était M. de Pontchartrain ; il appartenait à la vieille et ferme école de Louvois ; il ne céda qu'à la force des choses, et quelquefois il s'élevait plus haut qu'elles. On doit rendre cette justice à Desmarests, que chargé des moyens de finances, il répondit de tous les services, et ne se prononça pas pour une trêve honteuse et une paix déplorable.

La véritable opposition fut dans le roi : il ne fléchit pas un seul moment sans un esprit de retour vers l'honneur de la France. Fut-il secondé par M^{me} de Maintenon ? cette vieille et froide tête de femmes anima-t-elle d'un noble feu comme la jeune et fière Agnès Sorel dans les bras de son royal amant ? M^{me} de Maintenon se décida pour la paix à tout prix ; elle connaissait l'état de l'opinion publique ; en butte elle-même à tous les cris d'une vive et constante animosité, elle croyait se rendre populaire en se plaçant à la tête du parti de la paix et en y entraînant le roi : il y eut une alliance secrète entre Beauvilliers et M^{me} de Maintenon, la condition de ce traité fut la signature de la paix à La Haye. On voulait ainsi enlever Louis XIV aux grandes émotions de l'état de guerre, pour l'asservir plus complètement sous le toit paisible et domestique.

Le roi eut donc le noble mérite de résister presque seul à cette entraînante opinion qui le poussait à des lâchetés ; il savait l'esprit de sa noblesse, qui aurait versé goutte à goutte son sang pour la

France; il savait aussi le feu du peuple, qui se saerille, pauvre qu'il est, parce que les idées naissent chez lui simples comme le patriotisme et le dévouement. Ce fut Louis XIV qui manda de sa main à M. de Rouillé de rompre immédiatement les conférences de La Haye. Le roi se sentit alors un bien-être difficile à dépeindre; il avait rempli son devoir de monarque! Il était assez avancé dans la vie pour ne pas craindre de la laisser; Louis XIV ne fut heureux qu'après avoir écrit l'ordre de retour à ses plénipotentiaires; l'historien éprouve une satisfaction indicible en voyant se briser ces conférences où le pays et le roi se trouvaient dans une situation si abaissée. On n'alme pas à voir l'infortune sur un front de vieillard; que de majesté quand il se réveille pour la gloire!

CHAPITRE LXXIII.

NOUVEAUX EFFORTS DE GUERRE.

Publications royales pour justifier la rupture des négociations. — Voysin, secrétaire d'État de la guerre. — Préparatifs de la France. — Armée du Nord. — Villars. — Les alliés. — Prise de Tournai. — Bataille de Malplaquet. — Allemagne. — Piémont. — Espagne.

1709 — 1710.

Dès que M. de Torey eut reçu du prince Eugène la notification de l'acte signé en commun par les hautes puissances alliées, il se hâta de quitter La Haye pour revenir à Versailles auprès de son souverain; M. de Rouillé resta seul pour essayer des négociations avec l'ennemi sur de meilleures bases. M. de Torey trouva le roi tout-à-fait décidé dans son refus aux propositions faites par l'alliance; le ministre reçut ordre de s'en expliquer franchement avec le prince Eugène (1); le roi admettait les conditions essentielles de l'*ultimatum*; les articles

qui le blessaient spécialement dans ce projet touchaient à l'Alsace et à la cession des villes fortes de cette province. Louis XIV ne voulait pas consentir à raser Huningue et Brisach de manière à laisser ces frontières découvertes; et ensuite n'était-ce pas profondément l'humilier que de lui prescrire un délai de deux mois pour exécuter les dispositions du traité contre son petit-fils le roi d'Espagne? Une des grandes fautes de la victoire est d'imposer des conditions trop dures aux vaincus; les vainqueurs sèment d'éternels sujets de ressentiments. M. de Torey dut écrire à M. de Rouillé, afin qu'il expliquât aux puissances alliées les motifs de la rupture; on ne l'autorisa pas à présenter officiellement un contre-projet, mais la cour de Versailles lui permit d'indiquer en termes sommaires quels étaient les points sur lesquels le roi demandait des modifications indispensables. Les alliés n'ayant pas voulu ainsi engager les négociations, et persistant à exiger leur *ultimatum*, M. de Rouillé reçut l'ordre exprès de quitter La Haye et de venir rendre compte au roi de la marche des conférences entre les plénipotentiaires (2).

Dans toutes les démarches qu'il avait faites jusqu'alors, le cabinet de Versailles avait moins intention de se résigner à une paix définitive que de répondre à ce vœu général de la bourgeoisie, qui appelait la cessation des hostilités; le roi voulait justifier aux yeux de tous qu'il avait fait une tentative officielle pour la paix. Quand les négociations eurent été rompues, le cabinet de Versailles se hâta de publier le fatal projet qu'on tentait d'imposer à la France comme base essentielle de toute trêve; il fallait exciter l'indignation publique contre les alliés, réveiller l'esprit national dans les masses; à quel état misérable ne voulait-on pas réduire la monarchie! On prétendait abaisser les frontières, désormais sans défense, et humilier l'écusson royal qui se mêlait aux blasons de tous les gentilshommes; cela ne pouvait être, et la France n'abandonnerait pas ses hautes destinées et celles de son roi. Un grand peuple devait-il reculer de deux siècles (3)?

L'administration de la France se divisait alors en deux branches distinctes, toutes deux conservant leur influence: l'organisation religieuse était re-

savoir au plus tôt aux puissances intéressées dans la guerre la résolution qu'elle avait été obligée de prendre. » (Affaires étrangères, ann. 1709.)

(2) Dépêches de Versailles, ann. 1709.

(3) On doit se rappeler que Napoléon, à la fin des 1813, prit le parti de publier toutes les pièces relatives un congrès de Prague et à la réunion de Manheim.

(1) Le prince Eugène reçut une lettre du marquis de Torey, écrite à Versailles, le 2 juin, par laquelle il lui marquait « que selon les promesses qu'il lui avait faites de s'informer de la résolution du roi à l'égard du projet de paix, Sa Majesté, après l'avoir examiné, avait trouvé qu'il lui étoit impossible de l'accepter, et qu'elle ordonnoit au président de Rouillé de faire

présentée par l'évêque, le chef et la force de l'Église; l'administration politique et militaire reposait entière dans le gouverneur, le premier entre la noblesse, l'organe du roi auprès de chaque province qui composait la monarchie; le conseil décida que des circulaires rendues publiques seraient adressées tout à la fois aux évêques et aux gouverneurs, afin de leur expliquer la cause de la rupture des négociations de La Haye; on devait faire ensuite un appel à leur dévouement et à leur patriotisme. La lettre du roi aux évêques était brève, mais toute de confiance: on avait offert la paix aux ennemis, mais ils avaient fait des conditions si dures, qu'on pouvait les considérer comme un refus; les alliés en voulaient à la religion catholique; le roi invitait donc les évêques à réveiller le zèle des fidèles pour préparer une paix stable et désirée; et si les ennemis ne voulaient pas accepter de justes conditions, le roi demandait aux évêques de prêter leur saint appui à la fortune de la monarchie (1).

Aux gouverneurs, le roi expliquait plus longuement toutes les négociations et tous les sacrifices

qu'on avait faits pour obtenir la paix: « Sa Majesté, disait-on, avait mis une extrême condescendance pour la pacification générale; plus elle s'étoit montrée facile, plus les alliés avoient élevé leurs prétentions, en sorte qu'il étoit aisé de voir qu'il ne s'agissoit que d'une trêve, afin de donner aux États voisins de la France une extension menaçante pour elle; les étrangers voulaient-ils bien la paix définitive, quand ils ne consentoient, pour prix de tant de sacrifices, qu'à une suspension d'armes de deux mois? N'imposoient-ils pas au roi la triste condition de détrôner son petit-fils? Les alliés profitoient de la bonne position que leur feroit la suspension d'armes pour attaquer et envahir le royaume dont on leur auroit ouvert les portes. Le roi vouloit que l'on fit connoltre au peuple l'état réel des négociations, afin d'exécuter un nouveau zèle, un dévouement plus actif; il s'agissoit de sauver la monarchie et la couronne de France; qui pouvoit ne point s'associer à ce mouvement généreux (2)? »

Cette publicité, inusitée dans les formes habituel-

est fort curieuse. « Mon cousin, l'espérance d'une paix prochaine étoit si généralement répandue dans mon royaume, que je crois devoir à la fidélité que mes peuples m'ont témoignée pendant le cours de mon règne, la consolation de les informer des raisons qui empêchent encore qu'ils ne jouissent du repos que j'avois dessein de leur procurer.

« J'aurois accepté, pour le rétablir, des conditions bien opposées à la sûreté de mes provinces frontalières; mais plus j'ai témoigné de facilité et d'envie de dissiper les ombres que mes ennemis affectent de conserver de ma puissance et de mes desseins, plus ils ont multiplié leurs prétentions; en sorte qu'ajoutant par degrés de nouvelles demandes aux premières, et se servant du nom du duc de Savoie, ou du prétexte de l'intérêt des princes de l'Empire, ils m'ont également fait voir que leur intention étoit seulement d'accroître aux dépens de ma couronne les États voisins de la France, de s'ouvrir des voies faciles pour pénétrer dans l'intérieur de mon royaume, toutes les fois qu'il conviendrait à leurs intérêts de commencer une nouvelle guerre.

« Celle que je soutiens et que je voulais finir, ne seroit pas même cessée quand j'aurois consenti aux propositions qu'ils m'ont faites; car ils fixoient à deux mois le temps où je devois de ma part exécuter le traité; et, pendant cet intervalle, ils prétendoient m'obliger à leur délivrer les places qu'ils me demandoient dans les Pays-Bas et dans l'Alsace, et à rassembler des troupes pour la démolition. Ils refusoient de prendre de leur côté d'autres engagements que celui de suspendre tous actes d'hostilité jusqu'au

(1) J'ai trouvé la lettre originale de Louis XIV, adressée à l'archevêque de Paris à cette occasion. « Mon cousin, j'ai regardé comme un de mes premiers devoirs mes soins pour procurer le repos à mes peuples, dans un temps où les maux de la guerre ne sont pas les seuls dont il o plu à Dieu d'affliger mon royaume; mais quelques offres que j'aie faites à mes ennemis pour le rétablissement de la tranquillité publique, j'ai vu par leurs réponses, que se confiant en leurs forces, ils ont encore des vues opposées à celle de travailler à la paix de l'Europe. Comme les événements de cette campagne doivent en décider, qu'ils sont absolument entre ses mains, que la sainte religion est attaquée par mes ennemis, et que ses intérêts sont abandonnés de ceux mêmes qui devoient les soutenir avec le plus d'ardeur, j'ai lieu d'espérer qu'il lui plaira de me donner de nouvelles marques de sa protection divine, connoissant la pureté de mes intentions, et les sacrifices que j'avois résolu de faire pour le repos de tout de peuples. Il faut cependant implorer avec autant de confiance que d'humilité ses miséricordes, pour en obtenir l'effet. Ainsi, mon intention est que vous excitiez encore la ferveur des peuples de votre diocèse, en indiquant de nouvelles prières pour la prospérité de mes armes et pour une heureuse conclusion de la paix. Et ne doutant pas de votre zèle en cette occasion, sur ce je prie Dieu qu'il vous ait, mon cousin, en sa sainte et digne garde. Écrit à Versailles, le 12 juin 1709.

» Signé Louis. »

(2) La lettre aux gouverneurs de province, telle que je l'ai trouvée en original de la main de M. de Torey,

lement silencieuses de la monarchie de Louis XIV, s'expliquait par les circonstances difficiles : il fallait répondre à l'opinion qui, désirant la paix, l'avait si instamment appelée de ses vœux ; il fallait la convaincre que si le roi allait imposer de nouveaux sacrifices au peuple, on ne devait pas le lui imputer, mais aux alliés qui se manifestaient intraitables. Aussi ces loyales communications produisirent un zèle, une puissance de moyens remarquables dans le territoire de la monarchie ; il y eut un véritable retour vers la jeunesse et la vigueur du peuple ; cette France, menacée, toute meurtrie qu'elle était, se releva dans sa fierté et dans son énergie ; la noblesse, les armateurs, la marine, les riches cités, les forces diverses de l'État se montrèrent. On porta de toutes parts l'argenterie à la Monnaie ; le roi dépensa Versailles et ses belles résidences des chefs-d'œuvre d'orfèvrerie incrustés d'or, la noblesse mit à honneur de manger sur la terre et la porcelaine commune ; on ne put paraître à la cour si l'on avait conservé la vaisselle d'argent ; et l'égoïste, le raisonneur Saint-Simon raconte par quel stratagème lui et sa femme sauvèrent leur argenterie dans cette époque de loyauté et de dévouement. En même temps toute la noblesse, depuis quatorze ans jusqu'à cin-

premier du mois d'août ; se réservant la liberté d'agir par la voie des armes, si le roi d'Espagne, mon petit-fils, persistait dans sa résolution de défendre sa couronne que Dieu lui a donnée, et de périr plutôt que d'abandonner des peuples fidèles qui depuis neuf ans le reconnoissent pour leur roi légitime.

» Une telle suspension, plus dangereuse que la guerre même, éloignoit la paix plutôt que d'en avancer la conclusion. Continuer la même dépense pour l'entretien de mes armées, mois le terme de la suspension d'armes expiré, mes ennemis m'auraient attaqué avec les nouveaux avantages qu'ils auroient tirés des places où je les aurois moi-même introduits, en même temps que j'aurois démoli celles qui servent de remparts à quelques-unes de mes provinces frontières.

» Je passe sous silence les insinuations qu'ils m'ont faites de joindre mes forces à celles de la ligue et de contraindre le roi mon petit-fils à descendre du trône, s'il ne consentoit pas volontairement à vivre désormais sans États et à se réduire à la simple condition d'un particulier. Il est contre l'humanité de croire qu'ils aient seulement eu la pensée de m'engager à former avec eux une poirelle alliance ; mais quoique ma tendresse pour mes peuples ne soit pas moins vive que celle que j'ai pour mes propres enfans, quoique je porte tous les maux que la guerre fait souffrir à des sujets aussi fidèles, et que j'aie fait voir à toute l'Europe que je désirois sincèrement de les faire jouir de la paix, je suis persuadé qu'ils s'opposeroient eux-

quante, se fit une loi de monter à cheval ; elle leva ses vassaux, ses paysans. Au milieu de ce mouvement national, le clergé annonça dans les chaires qu'il fallait prendre les armes par un devoir de chrétien et de sujet ; il ne resta plus dans la vie molle des châteaux que les faibles femmes et les petits enfans incapables de porter les vieilles épées des ancêtres.

Quand on exigeait tant de sacrifices du pays, il fallait satisfaire l'opinion publique : or, il s'était élevé un cri général contre Chamillard qui dirigeait le département de la guerre ; on le considérait comme l'homme du roi, et surtout de M^{me} de Maintenon. Chamillard, d'ailleurs fort modeste, ne se croyait pas, dans sa timidité, à la hauteur des circonstances périlleuses, vivement attaqué par le parti militaire, tout-puissant alors, Chamillard offrit sa démission ; il fut remplacé par Daniel-François Voysin, seigneur du Plessis-la-Norrie. Issu d'une famille parlementaire, Voysin était aussi le protégé de M^{me} de Maintenon, mais ses intimités avec le Parlement lui donnaient plus de crédit dans l'opinion ; n'était-il pas surprenant de voir encore un homme de robe à la tête du département de la guerre ? Mais alors le roi se réservait l'examen des plans de

mêmes à la recevoir à des conditions également contraires à la justice et à l'honneur du nom français.

» Mon intention est donc que tous ceux qui depuis tant d'années ne donnent des marques de leur zèle, en contribuant de leurs peines, de leurs biens et de leur sang à soutenir une guerre aussi pesante, connoissent que le seul prix que mes ennemis prétendoient mettre aux offres que j'ai bien voulu leur faire, étoit celui d'une suspension d'armes, dont le temps, borné à l'espace de deux mois, leur procuroit des avantages beaucoup plus considérables qu'ils ne peuvent en espérer de la confiance qu'ils ont en leurs troupes.

» Comme je mets la mienne en la protection de Dieu, et que j'espère que la pureté de mes intentions obtiendra sa bénédiction divine sur mes armes, j'écrite aux archevêques et évêques de mon royaume d'exciter encore la ferveur des prières de leurs diocèses ; et je veux que même temps que mes peuples, dans l'étendue de votre gouvernement, sachent de vous qu'ils jouiront de la paix, s'il eût dépendu seulement de ma volonté de leur procurer un bien qu'ils désirent avec raison, mais qu'il faut acquiescer par de nouveaux efforts, puisque les conditions immenses que j'aurois accordées sont inutiles pour le rétablissement de la tranquillité publique. Je laisse donc à votre prudence de faire savoir mes intentions de la manière que vous le jugerez à propos. Sur ce, je prie Dieu, mon cousin, qu'il vous ait en sa sainte garde.

Signé Louis.

campagne, et les soumettait à Villars et au maréchal de Boufflers surtout, qui avait la royale confiance. Les affaires de la guerre n'entraient que très-sommairement dans le travail de Voysin; la direction suprême en appartenait au roi, qui consultait un conseil intime de maréchaux. Tout partait du centre commun de Versailles; dans la crise du pays, cette centralisation était nécessaire; il vaut mieux souvent une pensée mauvaise, mais personnelle et ferme, que des idées bonnes qui se croisent, se neutralisent ou se perdent.

L'impulsion militaire fut donnée d'après le plan des maréchaux de Boufflers et de Villars; elle fut immédiate et énergique: les alliés débordaient par grandes masses sur les frontières. Après la rupture des négociations, les puissances coalisées crurent indispensable d'éclairer l'Europe sur les motifs qui avaient amené la dissolution du congrès de La Haye pour la pacification générale. Les lettres circulaires de Louis XIV aux évêques et gouverneurs, publiées avec ostentation, avaient produit du retentissement. Les cabinets étrangers étaient accusés en face d'avoir rompu les premières tentatives de la paix; la victoire était jusqu'ici pour eux, mais ils voulaient avoir le droit, car le droit est toujours une force, même dans la victoire. Les

alliés se hâtèrent de répondre aux publications de la France; les gazettes de *La Haye* et de *Londres*, sous diverses formes de lettres et de pamphlets, disaient les motifs réels qui n'avaient pas permis aux négociateurs d'arriver à bonne fin. Les Etats-Généraux, selon la coutume puritaine de l'Eglise réformée, ordonnèrent un grand jour de jeûne avant de commencer les hostilités; on prit cette occasion pour déclarer que ce que le roi de France avait propagé sur les transactions de La Haye partait de notions fausses et mensongères; les alliés avaient si bien désiré la paix, qu'ils avaient fait à la France des conditions meilleures que celles que les traités de Munster et des Pyrénées lui avaient assurées; les garanties stipulées par ces traités avaient-elles empêché la France de grandir jusqu'à ce point de menacer la sûreté de l'Europe? Il n'était pas exorbitant d'exiger pour l'avenir un ordre de choses fixe. Les préliminaires n'avaient pas été signés, à qui la faute? n'était-ce pas aux plénipotentiaires français qu'il fallait attribuer cette rupture? Si les alliés étaient obligés une fois encore de recourir aux armes, on ne devait l'imputer qu'à l'insatiable ambition de Louis XIV (1). Ces manifestes furent accompagnés de nombreuses levées de régiments; les subsides ne manquaient pas,

(1) Voici une de ces publications, telle que je l'ai trouvée dans la *Gazette de Leyde*. «Pendant que nos armées sont en mouvement, on vient de célébrer ici le jour de jeûne et de prières ordonné par leurs hautes puissances dans toute l'étendue des provinces pour implorer la bénédiction du ciel sur les armes des hauts alliés. Ce jour d'humiliation a bientôt succédé aux espérances qu'on avait conçues d'une paix prochaine, dont le temps n'est pas encore venu. La cour de France, qui en avait commencé les négociations, les a rompus lorsqu'on attendait de sa part la signature des préliminaires, ayant jugé plus à propos d'en remettre de nouveau la décision au sort douteux des armes. Il est vrai que le roi laisse entendre, par sa lettre aux gouverneurs de ses provinces, qu'il veut que les peuples sachent qu'ils jouiront de la paix, s'il est dépendu seulement de sa volonté de leur procurer un bien qu'ils désirent avec raison. Mais il est encore plus évident que cette rupture ne vient pas de la volonté des hauts alliés, puisque les préliminaires signés de leur part auroient rendu la condition de la couronne de France beaucoup meilleure et plus avantageuse qu'elle n'étoit par les traités de Munster et des Pyrénées. Or, si la France, dans l'état qu'elle étoit alors, n'a pas laissé de s'élever, aux dépens de tous les Etats voisins, à ce haut degré de puissance où elle est montée, nonobstant la reconaissance si solennellement stipulée par la paix des Pyrénées, et malgré

toutes les forces qu'on a pu lui opposer, qui ne voit que les hauts alliés, en se relâchant sur des restitutions très-considérables, ont eu moins d'égard à leur propre sûreté et conservation, qu'au désir de procurer la paix et de mettre fin aux calamités de la guerre, puisqu'ils s'exposaient par là aux mêmes risques que par le passé, pour avoir manqué d'étendre plus loin leurs précautions! Mais s'ils ont le regret de voir que leurs bonnes intentions ont été inutiles, il leur reste au moins la même satisfaction qu'ils ont eue dans la rupture de tous les traités précédents: c'est de n'avoir rien oublié pour détourner les malheurs que le fléau de la guerre entraîne après soi, et c'est de s'être montrés moins sensibles à leurs propres intérêts qu'à tous les divers fléaux que la colère du ciel répand sur tant de peuples; c'est enfin d'avoir voulu sacrifier leurs justes craintes aux devoirs de l'humanité et de la religion, pour tendre la main à leurs ennemis et se délivrer tous en commun des périls qui les environnent. Après cela, les hauts alliés, et en particulier leurs hautes puissances, remettent le tout entre les mains de la Providence, se confiant uniquement en la même bonté et protection divine qui les a délivrés et contenus jusqu'à présent contre toutes les apparences humaines, qui seule donne l'esprit de force et répond la terreur au jour de la bataille, et qui peut ramener une homme paix par les mêmes voies qui semblent l'éloigner plus que jamais. »

et la Hollande se couvrit de troupes allemandes et anglaises destinées à former la réserve de la grande armée de Marlborough : cette armée se fortifia également de cinq régiments d'émigrés français, composés des protestans qui avaient quitté la France, ou des mécontents de l'autorité absolue de Louis XIV ; un acte de Parlement venait de leur accorder le droit de naturalisation complète. Ces émigrés avaient adopté les couleurs et les uniformes des troupes anglaises, et désormais ils devaient se confondre avec les régiments au service de la Grande-Bretagne.

Les positions militaires, à l'origine de cette campagne, devenaient défensives pour les troupes de France. Le maréchal de Villars, sur lequel reposait la principale responsabilité de la guerre, avait construit un camp retranché entre la Bassée et Lens ; cette position admirable, toute couverte par des

redoutes, des marais, des coupures et des fossés, défendait la route de la Picardie ; elle protégeait Aire, Douai. Paris était en sûreté. Les alliés se montrèrent en fortes colonnes, mais ils n'osèrent attaquer le camp. Marlborough et le prince Eugène, après leur jonction, résolurent d'un commun accord le siège de Tournai. Villars sentait l'importance d'un coup d'éclat au début de cette campagne ; il se déploya en bel ordre de bataille au-devant de la ligne. Elle faisait merveille à voir, cette armée de France avec ses mille banderoles, ses gentilshommes décidés à défendre le noble sol de la France à la tête de leur régiment ! Le maréchal de Villars manœuvra entre Tournai, Ostende et Mons ; puis, marchant de front sur les alliés, il leur offrit la bataille dans la plaine de Malplaquet. Les destinées de la patrie allaient se décider (1).

L'armée de France, des plus nobles et des plus

(1) J'ai trouvé deux pièces originales, très-importantes sur la bataille de Malplaquet. La première est un autographe de Marlborough, annonçant les détails de la bataille aux Etats-Généraux ; l'autre une lettre autographe de Boufflers au roi sur la même bataille. Voici la dépêche de Marlborough :

« Je n'eus pas plus tôt envoyé la lettre que je vous écris de Havré samedi dernier, que nous eûmes l'alarme que les ennemis étoient en marche pour aller attaquer le prince de Hesse. Toute l'armée fut là-dessus d'abord mise en mouvement ; mais toutes les troupes ne purent être rassemblées que le lendemain à midi.

« Le matin ils envoyèrent un détachement de 400 chevaux pour observer notre marche. La tête des troupes du prince de Hesse attaqua ce détachement, et fit prisonnier le colonel qui le commandoit, son lieutenant-colonel et plusieurs autres officiers, avec environ 50 cavaliers. Les ennemis ayant appris que notre armée étoit de ce côté-ci de la Meuse, étendirent leur ligne depuis Quiévrain à la droite, ce qu'ils continuèrent de faire le lendemain ; et hier ils s'emparèrent des bois de Dour et de Mougies, où ils commencèrent aussitôt à se retrancher.

« Ce mouvement des ennemis fut cause que notre armée a été pendant deux nuits sous les armes ; et le soir, aussitôt que les vingt-neuf bataillons et les quatre-vingt escadrons que nous attendions de Tournai furent venus à portée, il fut résolu d'attaquer les Français ; de sorte que les dispositions étant faites, nous avons commencé le combat aujourd'hui à huit heures du matin. L'engagement a duré presque jusqu'à midi avec beaucoup d'opiniâtreté, avant que nous pussions forcer leurs retranchemens et les chasser du bois dans la plaine, où toute leur cavalerie étoit rangée en bataille ; la nôtre s'étant avancée sur eux, toute l'armée

s'est trouvée engagée, et s'est battue jusqu'à trois heures après midi avec une très-grande furie. La cavalerie ennemie a commencé alors à plier et à se retirer vers Moubeye et Valenciennes, et une partie du côté de Condé. Nous les avons poursuivis jusqu'au défilé qui est proche de Bavaï, et en avons fait un grand carnage, toutes nos troupes s'étant battues avec un très-grand courage. Nous sommes à présent campés sur le champ de bataille. Vous pouvez croire que la perte doit avoir été grande de part et d'autre. Nous avons un bon nombre d'officiers prisonniers ; mais comme j'envoie cette lettre par le lieutenant-colonel Groham, qui porte une lettre à la reine, je vous remets à ma première pour de plus grandes particularités. Cependant je vous félicite de tout mon cœur sur ce grand succès, et suis véritablement,

« MARLBOROUGH. »

Lettre du maréchal de Boufflers au roi très-chrétien.

« Votre Majesté, Sire, aura vu par ma lettre du 11 de ce mois le malheureux succès de l'action dudit jour 11 ; mais combien ce malheur a été accompagné de gloire pour les troupes et les armes de Votre Majesté ! Je puis vous assurer, Sire, avec vérité, que cette gloire est infiniment au-dessus de ce que je pourrais lui en dire : elle le sera par les relations des ennemis, qui ne peuvent assez exalter et vanter l'audace, la valeur, la fermeté et l'opiniâtreté des troupes de Votre Majesté, dont ils ont senti bien rudement les effets, et hors d'ouïr qu'ils ont été bien battus, ils conviennent qu'ils ont acheté trop cher le champ de bataille, que le nombre infiniment supérieur de leurs troupes nous a forcés de leur céder. Enfin la suite de nos malheurs arrivés depuis quelques années aux armes de Votre Majesté avoit tellement humilié la nation fran-

belles, s'était concentrée non loin de Mons dans la plus magnifique tenue. Les périls de la monarchie étaient pressants, et toute la maison du roi avait marché; on voyait sous ces étendards et guidons blancs et or, les mousquetaires gris et noirs, tous gentilshommes de douze à vingt-cinq ans, destinés

goise, que l'un n'osât quasi plus s'avouer François. J'ose vous assurer, Sire, que le nom François n'a jamais été plus en estime, ni peut-être plus craint qu'il l'est présentement dans toute l'armée des alliés.

» Le prince Eugène et le duc de Marlborough reviennent qu'il y a eu de part et d'autre plus de vingt-cinq à vingt-six mille hommes de tués; il y en a au moins dix-huit à vingt mille de leur part, et cela m'est confirmé unanimement, non seulement par tous ceux de nos officiers prisonniers qu'ils ont renvoyés avec beaucoup d'honnêtetés, mais aussi par plusieurs esprits que j'ai envoyés dans leur armée, même par M. de Scheldon, brigadier, qui avoit été fait prisonnier près de Boslu, faisant son devoir avec valeur à la tête d'un détachement de quatre cents chevaux, lequel étoit dans leur armée pendant l'action. Mousigneur le prince Eugène et milord Marlborough le mènèrent avec eux par tout le champ de bataille: il dit que c'est une chose offensante que la quantité de corps morts, quoique l'on en eût déjà enterré plusieurs; il en fait monter le nombre à plus de quinze ou seize mille. Ils parlent avec admiration de la beauté de notre retraite, de sa bonne disposition, et de la fierté avec laquelle elle a été faite; ils disent qu'ils ont reconnu en cette action les anciens François, et qu'ils voient qu'il n'y avoit qu'à les bien mener et leur donner une bonne direction. Ils avoient à cette action cent soixante-deux bataillons, trois cents escadrons, avec cent vingt pièces de canon, de sorte qu'ils étoient supérieurs de quarante pièces de canon, et de quarante-deux bataillons. Milord Marlborough et les autres officiers principaux ont dit à M. de Scheldon, qu'ils espéroient que cette action procureroit au plus tôt la paix; et il dit avoir entendu de plusieurs Anglois, parlant ensemble en leur langue, et louant tout-à-fait la valeur qui avoit paru de notre part en cette action, qui disoient: « Voilà les François redevenus bons amis. » Comme mondit sieur de Scheldon doit se rendre incessamment à Versailles, il pourra avoir l'honneur de dire à Votre Majesté plusieurs autres particularités, tant de ce qu'il a vu que de ce que milord Marlborough, dont il est fort ami, lui a dit.

» Ledit milord a offert à M. de Scheldon tout l'argent qu'il désireroit pour assister nos prisonniers blessés, et il n'a accepté que 80 louis, qu'il a distribués suivant les besoins.

» Le prince Eugène dit que de toutes les actions qu'il n'a vues, il n'y en a aucune qui ait été si rude, si sanglante, ni si disputée que celle-là. Il donne, sur

aux grades élevés de l'armée; tel mousquetaire sortait de sa compagnie pour acheter un régiment et devenait colonel à quinze ans; les chevaux-légers étoient de non moins haute race; c'étoient de jeunes hommes plus sveltes sur leurs chevaux, nobles coursiers, richement harnachés, si déliés d'enco-

toutes choses. Des louanges infinies aux charges que la maison de Votre Majesté a faites: dans la vérité, elles sont au-dessus de la réalité et de toutes expressions.

» Les ennemis marchèrent hier après midi pour se rapprocher de Mons, dont ils vont faire le siège; ils comptent que cela les mènera jusqu'à la fin de ce mois, et qu'ils ne songeront plus à rien entreprendre après cette conquête, tant par rapport à la saison avancée que par la ruine de toute leur infanterie dé faite à cette bataille. Je joins ici l'état que M. de Scheldon m'a donné de la perte des principaux officiers des ennemis, et des troupes qui ont été les plus maltraitées.

» Je n'ai pu avoir l'état des morts et blessés de notre part; je sais seulement qu'il est très-considérable, et qui est fort difficile à éviter dans des actions si terribles, si longues et si disputées. Il nous en a coûté beaucoup; on ne peut s'empêcher de regretter infiniment la perte de tant d'honnêtes gens de mérite; mais c'est un sang bien utilement répandu, et il faut compter pour une grande victoire d'avoir regagné et rétabli l'honneur de la nation.

» Toute l'armée de Votre Majesté s'est rassemblée entre le Quesnoy et Valenciennes, campée en très-bon ordre, en front de bandière, et dans toute la bonne disposition du monde de recommencer une action, s'il le falloit, pour le service de Votre Majesté; et bien loin d'avoir l'air obattu, je puis assurer à Votre Majesté qu'elle l'a beaucoup plus audacieux. Le front du camp tient près de trois lieues, et est certainement très-respectable. Comme il revient chaque moment des gens qu'on croyoit tués, et qu'oùs je n'ai pu avoir encore l'état juste des tués, blessés ou prisonniers, ni par conséquent des emplois vacans, je n'aurai pas l'honneur de rien proposer à Votre Majesté pour personne, ni même de lui rendre compte des actions distinguées que je ne sois plus instruit du tout: ce sera le plus tôt qu'il me sera possible, et je n'y perdrai pas de temps.

» M. le maréchal de Villars a jeté les yeux sur le marquis de Nangis pour aller porter à Votre Majesté les drapeaux et étendards des ennemis que l'on a rassemblés, et qui se trouvent déjà en assez grand nombre. Ledit sieur de Nangis m'a témoigné quelque répugnance à accepter cette commission, par le malheur que nous avons eu de perdre le champ de bataille; mais cette bataille et notre retraite ont tant l'air d'une victoire, et la prodigieuse perte des ennemis tant l'air d'une défaite que je l'ai déterminé de faire ce plaisir

lure qu'on les aurait pris, selon le *Mercur de France*, pour des daims et des cerfs. Les quatre régiments de gardes françaises et suisses formaient de magnifiques troupes; tant qu'elles restaient à Paris, les gardes françaises étaient un peu molles, familières avec la bourgeoisie qui les connaissait bien à leurs habits bleus et brandebourgs d'argent, à leur petit chapeau crânement jeté sur l'oreille; mais rien de plus solide et de plus ferme que les gardes françaises sur un champ de bataille. On reconnaissait aussi les gardes-du-corps à leur disgracieux costume; enlote rouge, bas de soie dans de larges bottes à l'écuillère, habit à basques tombantes, bandoulière jaune, que les femmes de la Halle comparaient aux bandes des suisses de paroisses. Les gardes-du-corps, mélange de noblesse et de bourgeoisie, ne tenaient que le dernier rang dans la maison du roi, excepté pourtant la compagnie écossaise, recrutée parmi les gentils-hommes de vieille origine parlant la langue des Stuarts.

Le mouvement que faisait l'armée de France sur Mons avait pour objet d'en commencer le siège; Marlborough et le prince Eugène, bientôt prévenus, apprirent que l'armée de Villars se concentrait dans une magnifique position, la gauche s'appuyant sur le bois de Blangies protégé par des redoutes et des tranchées; l'aile droite trouvait également son appui sur une autre forêt profonde et parfaitement couverte de canons, le centre tenait aux deux villages d'Esquermes et de Lagnières, tout palissadés. Le grand art du maréchal de Villars était de choisir toujours une bonne position, et d'offrir ainsi bataille avec des ressources pour la victoire comme pour la retraite. Les alliés prirent toutes les mesures pour attirer Villars hors de ses lignes; ils détachèrent le prince héréditaire de Hesse-Cassel avec quatre mille grenadiers hanois et hanois sur le centre des retranchemens. Alors l'armée française s'ébranla pour couper le corps détaché; quarante escadrons de dragons et cheveau-légers furent envoyés contre

les grenadiers de Hesse, qui opérèrent leur retraite vers le milieu de l'armée confédérée.

La bataille devint inévitable; les alliés avaient reçu des renforts: on voyait au loin les masses profondes des soldats prussiens, hanois, anglais, hollandais, allemands, soutenus par la forte et grosse cavalerie; comme tous les efforts devaient se diriger sur les deux ailes des armées, le centre étant garanti par des retranchemens et des redoutes, Villars prit le commandement de l'aile gauche, Boufflers de l'aile droite; Marlborough fut opposé à l'un, le prince Eugène à l'autre. La bataille s'engagea par une canonnade retentissante; les batteries des alliés portaient ravage dans les rangs pressés de la maison du roi; Villars ordonna une charge à fond des gardes de Noailles; ces braves jeunes hommes s'emparèrent de trente pièces de canons et les enclouèrent; s'élançant ensuite vers une seconde redoute, une décharge à bout portant brisa cette courageuse compagnie; de cent cinquante gardes, ils revinrent quatorze.

A peine l'action était-elle engagée, qu'on annonça que le maréchal de Villars avait été blessé au genou, et sa douleur fut si vive qu'il perdit un instant connaissance; l'illustre maréchal demeura sur le champ de bataille. Les troupes le virent encore une heure donner des ordres jusqu'à ce qu'un second évanouissement l'empêchât de faire entendre sa voix sonore et accentuée; il fut transporté par quatre soldats du régiment de Champagne. La blessure du maréchal, la charge malheureuse des gardes jetèrent de la confusion dans l'aile gauche; Boufflers, à qui le commandement en chef était dévolu en l'absence de Villars, tint, par quelques régimens détachés du centre; l'aile gauche si vivement pressée; il exagéra ce mouvement, et Marlborough s'aperçut du vide; une attaque générale et décisive portée sur le centre de la ligne le fit plier, et l'espace s'agrandit par une charge de grosse cavalerie allemande. L'aile gauche fut séparée de la droite; la masse de troupes ennemies se plaça au point central de la bataille.

bien me rapprocher un peu plus près d'eux pour les resserrer dans leur subsistance.

» Je joins encore ici une lettre de M. de Grimaldi, gouverneur de Mons, dans laquelle Votre Majesté verra qu'il lui mande que l'aile gauche des ennemis, qui avait affaire à notre droite, a été entièrement dé faite.

» Il est certain que les ennemis ont été tout à fait maltraités dans cette malheureuse, mais glorieuse action.

» BOUFFLERS, »

à M. de Villars, et personne n'est plus capable de rendre un compte plus exact à Votre Majesté que mondit sieur de Nangis. Quoiqu'il n'ait combattu qu'à la gauche, il avait une entière connaissance de la disposition générale avant l'action, par ses talens et par son esprit de guerre qui le met parfaitement au fait, tant par ce qu'il a vu que par ce qu'il lui est rapporté par des gens surs et véritables.

» Je joins ici l'état des quartiers que l'on m'a dit que les ennemis devoient prendre devant Mons; dès que je serai certain de leur nouvelle situation, je pourrai

La retraite, dès lors inévitable, fut commandée par le maréchal de Boufflers avec un ordre admirable; si le champ resta aux armées alliées, elles ne purent poursuivre les corps d'infanterie et de cavalerie de l'armée de France; Boufflers fit sa retraite sans laisser d'autres prisonniers que les blessés et quelques trainards.

La bataille de Malplaquet fut perdue par les Français, mais elle coûta cher aux alliés qui n'en tirèrent pas un avantage décisif; l'armée de France se trouvait protégée par le canon de Quesnoy et de Valenciennes. Marlborough avait vu tout ce que pouvaient les Français, et cette circonstance le rendait timide dans ses opérations. Jamais fait d'armes n'avait été plus disputé; quinze mille hommes restèrent de part et d'autre dans les bois et hautes futaies de Malplaquet. Les soldats s'étaient battus avec un indurable acharnement; les officiers avaient déployé cette gaieté intrépide et cette galanterie chevaleresque qui distinguaient alors la noblesse: il y eut des intervalles dans la bataille, et les officiers s'approchèrent les uns des autres et se parlèrent comme de francs et dignes chevaliers. Après la blessure de Villars, le poids de l'action devint trop lourd pour le maréchal de Boufflers; il n'était pas à la hauteur du prince Eugène et de Marlborough, qui profitèrent habilement de ses fautes; la principale fut encore d'avoir dégarni le centre, comme à Hochstedt, en jetant trop de monde sur les ailes. Marlborough obtint la victoire en opérant la même manœuvre; il poussa ses corps d'élite au milieu de la ligne, et coupa les ailes détachées, manœuvre souvent imitée dans les grandes campagnes de Napoléon. Au reste, la bataille de Malplaquet était triste dans ses conséquences, car elle démoralisait la population de France, après tant de sacrilèges. Toutes les forces de la monarchie avaient été engagées, et pourtant la victoire n'était point venue encore à nos drapeaux. La destinée se prononçait contre la France; Dieu n'était plus avec elle, même après tant de dévouements!

Les alliés avaient gardé le champ de bataille, mais ils l'avaient payé cher; l'élite de leurs troupes était couchée dans la poussière, et c'est peut-être ce qui explique la lenteur des manœuvres de Marlborough. La bataille de Malplaquet est un fait d'armes en grand, une de ces batailles par des masses, comme on en trouve à l'époque très-moderne; elle est bien plus importante, en stratégie, que Denain, qui ne fut qu'une hardiesse militaire. Tous les coups de cette campagne s'étaient spécialement portés vers le Nord; la Flandre était le véritable champ de bataille où se déployaient les grandes

armées; les autres opérations militaires n'étaient qu'accessoiries dans le mouvement de la guerre. Par la Flandre les alliés menaçaient la Picardie et le Paris même; Versailles n'était pas à l'abri!

Si le théâtre principal des hostilités était en Flandre, d'autres événements militaires se développaient en Allemagne, dans le Piémont et en Espagne. Le plan des alliés était aussi de se porter en force sur le Rhin; on abordait ainsi la monarchie de Louis XIV par l'est, comme Marlborough l'avait attaquée par le Nord. Le comte de Mercy, chargé de conduire les Impériaux, s'était aventuré jusqu'à Newbourg; il fut vaillamment repoussé par le duc de Bavière. Les Français prirent l'initiative en Allemagne. Le comte Dubourg put même détacher quelques régiments pour les diriger sur la Mayen, afin d'inquiéter les alliés en Flandre, au moyen d'une pointe sur les États de Brandebourg. Aux Alpes, l'armée de l'alliance restait sous le commandement du duc de Savoie; ce prince, père de la duchesse de Bourgogne, secondait alors faiblement les projets des Impériaux, dans la crainte de trop grandir la puissance autrichienne, qui le menaçait par le Milanais; son armée se composait de Piémontais, braves soldats de montagnes, d'un corps de Savoyards et d'Impériaux détachés de l'armée du Rhin. Le duc de Savoie avait son quartier-général devant Briançon, ville à pic, nid d'aiglon, que protégeait le maréchal de Berwick avec une armée de vingt-cinq mille hommes de bonnes troupes. Le duc de Savoie attendait plutôt les événements qu'il ne prenait une part active à la guerre; il observait avec sa finesse habituelle les chances de la position; il n'était pas assez fort pour être franc; Victor Amédée savait d'ailleurs toutes les antipathies des Provençaux pour les Savoyards, la race dauphinoise, fière et nationale, résisterait seule à l'invasion; on ne pouvait agir qu'avec une armée plus considérable que celle dont le duc de Savoie disposait.

En Espagne, la guerre suivait des phases diverses; la bataille d'Almanza avait porté un grand coup aux armes de l'archiduc, proclamé roi d'Espagne par l'Europe et le souverain Pontife lui-même; les fautes et les malheurs militaires du duc d'Orléans dans la campagne suivante avaient redonné une certaine énergie aux alliés; leurs armées s'étaient montrées de nouveau dans l'Aragon, la Catalogne et l'Estramadure. Les négociations commencées à La Haye avaient annulé l'action immédiate du corps auxiliaire français; Louis XIV, prêt à s'engager par un traité solennel à reconnaître la maison d'Autriche comme souveraine des

Espagnes, devait écrire à ses généraux de ne point prêter ostensiblement appui à son petit-fils. Cette résolution privait Philippe V de dix-huit mille soldats; il ne pouvait appeler le secours de ces vaillantes troupes qui avaient gagné la bataille d'Almanza. Les alliés grandissaient d'autant en forces; comme ils n'avaient plus les Français en face d'eux, ils s'avancèrent plus facilement vers Madrid, se promettant une seconde occupation. Mais il arriva en Espagne un résultat inattendu; si la retraite des Français privait Philippe V d'un ferme et puissant appui, le caractère plus exclusivement espagnol de la guerre lui assurait l'amour de la nation sur laquelle il était appelé à régner. Depuis ce moment l'Espagne s'identifiait profondément avec son roi de la race des Bourbons; le peuple se lève et agit. Partout le conseil de Castille organise la résistance; il n'y a plus rien de français à Madrid; c'est un État à part qui a son roi et sa cour. Versailles demeure presque sans action sur le *Buen-Retiro*; et peu importe qu'on traite à La Haye pour renverser Philippe V; Louis XIV pouvait reconnaître un autre roi que son petit-fils, et stipuler le renversement de sa race, cette reconnaissance diplomatique n'eût rien changé à la situation des Espagnols avec leur prince. Philippe V avait une nationalité et une cause à part de sa maison; l'Espagne lui restait attachée; le clergé et la noblesse de Castille s'armaient pour lui. La princesse des Ursins avait repris son ascendant, et la reine des Espagnes déployait un caractère de femme forte dans la crise de sa royauté (1).

CHAPITRE LXXIV.

REPRISE DES NÉGOCIATIONS POUR LA PAIX.

Contre-projet de paix proposé par la France. —

Motifs de cette détermination. — Réponse des alliés. — Congrès de Gertruidenberg — Continuation des hostilités. — Retraite des Français sur la Picardie. — Rupture du congrès.

1710.

La rupture si subite des négociations de La Haye n'avait été ni sérieuse ni définitive; elle n'était même, de la part de Louis XIV, qu'un de ces coups

de dignité que le roi savait si bien comprendre, mais que son conseil ne voyait pas toujours avec sa royale grandeur. Les cabinets engagés dans la lutte avaient un besoin trop profond de la paix pour que tous ne cherchassent pas à renouer des négociations qui paraissaient indispensables, afin d'arriver à une pacification solennelle; on avait bien résolu de continuer les batailles, les armemens s'étaient multipliés; tous ces efforts de peuples, tous ces sacrifices imposés aux nations, n'avaient précisément qu'un but, la paix; on voulait l'obtenir à de bonnes conditions, aux meilleures possibles; mais l'intention d'en finir avec les désordres et les nécessités de la guerre était commune. Il arrive souvent dans la vie des peuples qu'on se bat avec d'autant plus d'acharnement qu'on veut et qu'on désire la paix; les époques de grands sacrifices précèdent toujours le repos durable des États; on redouble d'énergie pour se procurer une pacification favorable; à ces époques, rien n'est plus aisé que de reprendre des négociations entamées, jusqu'à un traité définitif qui est la pensée générale.

Avant même la bataille de Malplaquet, des ouvertures sérieuses avaient été faites par la France pour renouveler, dans un congrès régulièrement tenu, les négociations rompues à La Haye; ce congrès ne devait pas suspendre les hostilités; il n'y aurait pas d'armistice; les plénipotentiaires se verraient intimement, et pourraient ainsi convenir des principales bases d'une convention. L'inconvénient de ces espèces de congrès pendant les hostilités, est de rendre perpétuellement incertains les principes de la négociation; chaque succès et chaque revers les modifient; on grandit ses espérances par la victoire; on tire parti des accidents et des défaites; il n'y a rien de fixe, parce que chaque courrier change la nature des négociations et le sens des notes; on ne peut plus donner ou accepter un *ultimatum*. L'histoire offre de bien rares exemples d'un congrès ou d'une assemblée diplomatique réunie pendant la guerre, qui ait produit des résultats efficaces; les épisodes de la campagne influent trop sur les déterminations journalières. Les propositions adressées par la France aux États-Généraux pour la tenue prochaine d'un congrès durant la guerre, furent accueillies par la coalition; on fixa les conférences à Gertruidenberg, petite ville sur la frontière du Brabant hollandais. Dans les questions diplomatiques, les États-Généraux tenaient toujours la haute main; comme ils payaient les subsides de guerre, ils avaient en eux la résolution de la paix. L'Europe les choisissait volontiers pour arbitres.

(1) *Diario d'Ubbia*, ann. 1707-1709.

Le cabinet de Versailles ne désigna pas les mêmes plénipotentiaires qu'il avait envoyés à La Haye; le roi ne pouvait compromettre une seconde fois M. de Torcy, son secrétaire d'Etat des affaires étrangères; il n'était pas d'habitude d'ailleurs, lorsqu'une première négociation avait échoué, de nommer le même plénipotentiaire; le roi indiqua cette fois l'abbé de Polignac, et comme son coplénipotentiaire le maréchal d'Uxelles. J'ai dit déjà le caractère de l'abbé de Polignac, habile, mais un peu fanfaron et remuant; il avait conduit avec une activité trop prometteuse la négociation relative à l'élection du prince de Conti en Pologne (1); on ne pouvait cependant refuser à l'abbé de Polignac un

esprit plein de ressources et d'expédients. Le maréchal d'Uxelles n'avait pas brillé dans la guerre, mais il avait conservé des rapports avec les émigrés de Hollande et d'Angleterre, et à ce moment critique on s'adressait à toutes les influences pour obtenir un résultat. Le véritable plénipotentiaire était au reste l'abbé de Polignac; lui seul était chargé des pleins pouvoirs, afin d'aboutir à une négociation définitive.

Comme les alliés avaient exigé avant tout préliminaire l'acceptation de certaines bases d'un traité, le cabinet de Versailles avait chargé l'abbé de Polignac d'un contre-projet (2) qui résumait parfaitement les propositions de la France; elles étaient

(1) Voyez le tome II de cette Histoire.

(2) Le contre-projet rédigé par Torcy, et tout écrit de sa main, révèle le triste état des négociations. J'ome ces pièces intimes, qui font connaître la grande histoire des traités. Le contre-projet est véritablement une démarche du désespoir: « Quoique l'engagement que le roi avait pris pour la paix ait cessé aussitôt que les ennemis de Sa Majesté ont refusé de la conclure aux conditions qu'elle avait bien voulu la leur offrir, elle désire toutefois si sincèrement de contribuer au prompt rétablissement du repos de l'Europe, qu'elle consent de traiter encore aux mêmes conditions qu'elle avait bien voulu accorder; si les princes et Etats actuellement en guerre contre elle veulent traiter aussi sur ce fondement, convenir d'un lieu pour les conférences, et former une assemblée de ministres autorisés à traiter et à signer la paix, dont les conditions seront :

» 1^{re} A l'égard de l'Espagne, une promesse authentique de la part du roi de reconnaître immédiatement, après la signature de la paix, l'archiduc Charles d'Autriche en qualité de roi d'Espagne, et généralement de tous les Etats dépendans de cette monarchie, tant dans l'ancien que dans le nouveau Monde; à la réserve seulement des Etats et pays, dont le roi de Portugal et le duc de Savoie ont stipulé le désarmement, en vertu des traités qu'ils ont contractés avec l'empereur et ses alliés; et à la réserve aussi des places que l'archiduc s'est engagé de laisser aux Etats-Généraux des Provinces-Unies des Pays-Bas.

» Une semblable promesse, non seulement de retirer tous les secours que Sa Majesté a pu donner au roi son petit-fils, mais encore de ne lui envoyer désormais aucune assistance pour le maintenir sur le trône, de quelque nature que ce soit, directement ou indirectement.

» Et pour gage de l'effet de cette promesse, Sa Majesté veut bien confier aux Etats-Généraux quatre de ses places en Flandre, qu'ils choisiront pour les remettre entre leurs mains, et pour être par eux gardées

jusqu'à ce que les affaires d'Espagne soient terminées, comme otages et sûretés de la parole qu'elle donnera de ne s'intéresser directement ni indirectement aux affaires de cette monarchie.

» Elle promettra pareillement de défendre à ses sujets, sous de rigoureuses peines, de prendre parti dans les troupes du roi catholique, s'obligeant d'apporter une attention si vive à faire observer les défenses, qu'aucun n'y contreviendra.

» Sa Majesté veut bien aussi consentir que la monarchie d'Espagne, ni aucune de ses parties, ne soit jamais unie à la monarchie de France, et qu'aucun prince de la maison de France ne puisse ni régner ni rien acquérir dans l'étendue de la monarchie d'Espagne, par aucune des voies qui seront toutes spécifiées.

» Les Indes espagnoles seront comprises dans tout ce qui sera dit au sujet de la monarchie d'Espagne, comme en composant une partie principale, et le roi promettra qu'aucun vaisseau de ses sujets n'ira aux Indes, sous quelque prétexte que ce soit.

» 2^e A l'égard de l'empereur et de l'Empire, le roi rendra la ville et la citadelle de Strasbourg, au même état où elles sont présentement.

» Le fort de Kehl sera de même rendu avec l'artillerie spécifiée dans le huitième article des préliminaires; la ville de Strasbourg devant désormais être rétablie dans les prérogatives et privilèges de ville impériale, et en jouir aussi qu'elle en jouissoit avant que d'être sous la domination de Sa Majesté.

» Elle consentira pareillement de rendre à l'empereur la ville de Brisach, avec son territoire et l'artillerie spécifiée dans le neuvième article des préliminaires, à se contenter de la possession de l'Alsace suivant le sens littéral du traité de Westphalie et des articles dix et onze des préliminaires.

» A laisser à l'Empire la ville de Landau, avec la liberté d'en démolir les fortifications.

» A raser enfin celles qu'elle a fait bâtir sur le Rhin, depuis Bâle jusqu'à Philisbourg, et qui seront toutes spécifiées.

tristement nécessitées par la situation. Le roi engageait sa parole à reconnaître immédiatement l'archiduc roi d'Espagne et des Indes, sous le nom de Charles III : comme gage de sa parole, il rappelait sur-le-champ le corps auxiliaire qui servait alors dans les États de son petit-fils; de plus, le roi confiait aux États-Généraux, jusqu'à l'exécution de ses promesses, quatre grandes places de guerre à leur choix. Défense était faite à tout Français de prendre du service en Espagne; le roi consentait encore à ce qu'aucun de ses navires ne commercât dans les Indes espagnoles; Dunkerque était rasé; Strashourg et Brisach restitués; on reconnaissait aussi le roi de Prusse et la succession à la couronne d'Angleterre dans la ligne protestante, en un mot tous les faits diplomatiques accomplis depuis un siècle; le cabinet de Versailles passait outre, même sur la clause impérative de la démolition des forteresses du Rhin, depuis Huningue jusqu'à Strashbourg.

Ces sacrifices étaient grands, ils avaient été arrachés comme par importunité au roi de France; le conseil avait persisté à faire d'énormes concessions pour obtenir la paix. La coterie Beauvilliers, unie à M^{re} de Maintenon, avait imposé à Louis XIV le contre-projet que M. de Polignac portait au congrès de Gertruidenberg; et il résulte des docu-

ments authentiques des affaires étrangères, que ces tristes concessions étaient alors irrévocablement arrêtées dans la pensée du roi. Le seul point sur lequel les instructions de Louis XIV insistaient pour demander une franche explication, c'était la clause de l'*ultimatum* des alliés ainsi conçue : « Le roi de France s'engage à prendre de concert avec les alliés, les mesures propres à obliger son petit-fils à la restitution de la monarchie espagnole. » Louis XIV déclarait formellement à ses plénipotentiaires qu'il ne pouvait se soumettre à une prise d'armes contre son petit-fils, ainsi que cet article semblait l'imposer; on voulait la paix, et non pas une nouvelle guerre; s'il fallait combattre contre quelqu'un, mieux valait que ce fût contre l'ennemi de la France que contre son allié le roi d'Espagne, le petit-fils du roi, un Bourbon enfin de sa haute lignée. Le cabinet de Versailles enjoignait à l'abbé de Polignac de ne jamais se départir de la volonté expresse du roi sur ce point.

La bataille de Malplaquet avait trop grandi les prétentions des alliés pour qu'ils pussent accorder à la France des conditions meilleures. Les plénipotentiaires mêmes des puissances ne se rendirent pas en personne aux conférences de Gertruidenberg; ils prièrent les États-Généraux de servir en cette circonstance d'intermédiaires avec les pleins

» Elle conviendra que la ville de Rhinfelds soit remise au landgrave de Hesse-Cassel.

» Que le quatrième article du traité de Riswick soit discuté dans les conférences.

» Elle reconnoît l'électeur de Brandebourg en qualité de roi de Prusse, promettant de ne le point troubler dans la possession de Neuchâtel et de Valengin; et parcellément elle reconnoît le neuvième électoral érigé en faveur du duc de Hanovre.

» 3^e A l'égard de l'Angleterre, le roi reconnoît la princesse Anne en qualité de reine de la Grande-Bretagne, et l'ordre de la succession à cette couronne, ainsi qu'il est établi dans la ligne protestante, suivant les actes du Parlement. Sa Majesté cédera l'île de Terre-Neuve à cette couronne, et conviendra d'une restitution réciproque de tout ce qui a été occupé dans les Indes, tant de la part de la France que de celle de l'Angleterre, depuis la présente guerre.

» Sa Majesté fera raser toutes les fortifications de Dunkerque et combler le port, avec promesse qu'elles ne pourront jamais être rétablies. Elle consentira pareillement au dessin que le roi d'Angleterre (Jacques II) a formé de sortir de France aussitôt que la paix sera faite, pourvu qu'il ait une entière liberté de se retirer et d'aller où il voudra, et qu'il y jouisse d'une neutralité parfaite.

» 4^e A l'égard des États-Généraux des Provinces-

Unies, le roi leur cédera, pour former une barrière, toutes les places énoncées dans l'article vingt-deux des préliminaires, savoir : Furnes, le fort de Knoch, Menin, Ypres, Lille, Tournai, Condé et Maulleuge, avec dépendances et aux conditions spécifiées par ce même article. Quant aux places des Pays-Bas qui appartiennent encore au roi d'Espagne, le roi très-chrétien retirant ses troupes desdites places, sera en sorte qu'elles soient remises au pouvoir de l'archiduc, immédiatement après la signature de la paix. Sa Majesté confirmera ce qu'elle a offert aux États-Généraux au sujet de leur commerce, et l'article vingt-cinq des préliminaires sera ponctuellement suivi.

» Enfin, s'agissant d'un traité de paix et non d'une trêve, le temps que l'on marquera pour l'exécution de ces conditions sera, suivant l'usage ordinaire des trêves, après l'échange des ratifications.

» Sur ce fondement, le roi propose encore d'envoyer des plénipotentiaires pour traiter de la paix, et de profiter de l'espace du temps que l'hiver donne pour cet effet, avant qu'on approche de l'ouverture de la campagne prochaine.

» Si ces offres que Sa Majesté veut bien faire ne sont pas acceptées, elle déclare qu'elle est libre de tout engagement, et qu'il n'y aura pas lieu de lui attribuer la prolongation d'une guerre qui fera répandre encore tant de sang chrétien.

Toscy. »

pouvoirs de tous. Les bases d'ailleurs d'un *ultimatum* n'avaient-elles pas été arrêtées à La Haye? Il ne s'agissait plus, en quelque sorte, que de les notifier une seconde fois à la France, et de discuter avec elle les deux ou trois articles qu'elle n'admettait pas. Pour ce résultat il suffisait d'un intermédiaire bienveillant, et les États-Généraux étaient convenablement placés comme porteurs de paroles: on admit cette théorie à La Haye, et MM. Huys et van der Dussen furent chargés par les États de s'entendre avec l'abbé de Polignac et le maréchal d'Huxelles sur les modifications de détails qui pourraient être apportées à l'*ultimatum* des alliés, et particulièrement à l'article relatif à l'Espagne.

Les plénipotentiaires de France virent avec une satisfaction secrète la prépondérance que saisissaient les États-Généraux dans la négociation du traité. La Hollande ne pouvait être aussi vivement hostile à la France que l'empereur, Henri IV avait si puissamment secondé la république naissante! « C'étoit déjà beaucoup pour les marchands de La Haye et d'Amsterdam d'avoir abaissé la fierté de Louis XIV; falloit-il maintenant abattre tout-à-fait la France, leur vieille protectrice? Rien de plus simple et de plus naturel que de prendre des précautions pour éviter une invasion dans l'avenir; mais devoient-ils pour servir l'Empire compromettre leur commerce et leurs relations à l'extérieur? » L'abbé de Polignac eut donc plusieurs conférences auprès des plénipotentiaires des États-Généraux; il s'ouvrit à eux avec une grande franchise. De quoi s'agissait-il? quel intérêt soutenait la Hollande? pour quel avantage faisait-elle la guerre? Au lieu de placer l'archiduc sur le trône d'Espagne, ne valoit-il pas mieux revenir à l'idée d'un partage de la monarchie de Philippe V dont la Hollande aurait une portion? Quelques agens secrets de la France, et particulièrement M. Mesnager, attaché aux affaires étrangères, proposèrent même à la Hollande un traité séparé, avec la cession politique et commerciale des colonies espagnoles.

La première réponse des plénipotentiaires hollandais fut simple et brève; elle exposait: « que les puissances de la coalition s'étant engagées les unes et les autres à ne jamais traiter séparément, les États-Généraux ne pouvoient écouter isolément les propositions des envoyés français; toutefois, en considération de la vieille amitié qui naissoit les États-Généraux à la monarchie des Bourbons, les plénipotentiaires vouloient bien consentir à ce que la France exposât les conditions définitivement offertes par le cabinet de Versailles. » A cette note

l'abbé de Polignac s'empressa de répondre: « que l'Angleterre et la Hollande avoient à redouter aussi bien que la France le rétablissement de la maison d'Autriche telle qu'elle existoit sous Charles-Quint et Philippe II; n'alloit-on pas reconstruire ce formidable empire? la France proposoit un partage rationnel des États de la Péninsule; elle cédait les colonies espagnoles à la Hollande et à l'Angleterre; elle reconnoissoit l'archiduc, sous le titre de don Carlos III, roi d'Espagne, à la condition qu'on formeroit un établissement pour Philippe V, par la réunion dans une même suzeraineté de la Sardaigne et de Naples; elle offroit même de se borner à l'Aragon et aux côtes de Toscane, également érigées en suzeraineté pour Philippe V; car il n'étoit pas juste que le prince, une fois revêtu de la couronne, rentrât dans la vie simple et privée. Il lui falloit une souveraineté. »

Ces nouvelles propositions changeaient trop les bases primitives pour qu'elles fussent acceptées par les plénipotentiaires hollandais; ils s'empresèrent de les communiquer au prince Eugène et au duc de Marlborough, ceux-ci se dirent suffisamment autorisés par leurs cours à déclarer qu'ils ne traiteraient que sur les clauses écrites de l'*ultimatum*, et pas sur d'autres; le congrès de Gertruidenberg n'avait même été réuni que pour interpréter un seul article des propositions fondamentales de l'alliance. Les plénipotentiaires hollandais ajoutèrent: « qu'il ne pouvoit plus y avoir de conférences, si ces conditions n'étoient immédiatement admises par le cabinet de Versailles. » Dans quelle position impérative et décidée les puissances alliées s'étaient posées! Elles se disaient inséparables; l'influence personnelle du prince Eugène et du duc de Marlborough l'avait emporté dans la balance des négociations. On déclarait qu'il n'y avait plus qu'une base possible dans les traités, c'est-à-dire les conditions que les étrangers eux-mêmes avaient de concert arrêtées.

Tandis que ces conférences se continuaient péniblement entre les plénipotentiaires de France et de Hollande, les alliés développaient leur mouvement offensif après la bataille de Malplaquet; les trois armées réunies, les Anglais, les Impériaux et les Hollandais, attaquèrent hardiment les lignes de Miramont, et les tournèrent par une grande extension donnée à leurs deux ailes. Quand ces lignes eurent été ainsi franchies, les coalisés se portèrent en masse devant Douai, afin d'en faire le siège: cette place et Arras alloient devenir le point des opérations militaires dans la Picardie: le but de la campagne étoit Amiens. La Scarpe une fois passée,

toute la province de Picardie fut couverte de partisans ennemis ; on vit des hussards allemands sur les bords de l'Oise ; de hardis cavaliers vinrent même à quelques lieues de Versailles, pour effrayer le vieux monarque jusque dans son palais plein de grands et de merveilles. Les Hollandais et les réfugiés, surtout, mettaient une sorte de point d'honneur à humilier le roi de France ; les maréchaux de La Haye, qui avaient été long-temps menacés par les gentilshommes de France, étaient aises à leur tour d'abaisser Paris et Versailles ; les émigrés calvinistes portaient en cœur un ressentiment non moins vif ; ils voulaient se venger de Louis XIV, l'objet de leur haine religieuse.

L'impression produite par le siège de Dunai et le passage de la Scarpe par les alliés fut profonde ; les lignes françaises, qui jusqu'alors avaient paru impénétrables, étaient forcées, les alliés débordaient sur les provinces de la monarchie. Le roi poussa le premier cri de nationalité ; un conseil de maréchaux fut tenu à Versailles ; on réorganisa l'armée avec la plus grande énergie. Les positions du Rhin et de l'Italie furent dégarnies pour jeter des troupes en masse dans le nord ; les trois hommes de guerre remarquables, Villars, Vendôme et le duc de Berwick, durent prendre le commandement de toutes les forces de la monarchie, la dernière espérance du roi. On adopta un vaste système défensif, on résolut de disputer le terrain à l'ennemi position par position. Les rivalités cessèrent entre les maréchaux, presque toujours divisés sur des points

d'honneur et de prérogatives ; la monarchie était en si grand péril ! Le dauphin, le duc de Bourgogne demandèrent à partir comme simples volontaires à la tête de la noblesse ; le jeune roi d'Angleterre, de la race des Stuarts (Jacques III), conduisit les compagnies écossaises ; il portait alors déjà le nom de chevalier de Saint-Georges. Toutes les routes de France étaient sillonnées de troupes qui venaient se réorganiser dans les plaines de la Picardie ; cent vingt-cinq bataillons et deux cent cinq escadrons se posèrent de l'Oise à la Somme ; on fit marcher l'artillerie des vaisseaux, on organisa en bataillons les marins des équipages ; c'était l'arrière-ban de la monarchie ; et voilà ce qui explique cette timidité de Villars, cette prudence infinie de la campagne ; il avait en mains les dernières ressources de la France.

Les conférences de Gertruidenberg n'avaient pas cessé pendant ces formidables préparatifs militaires. Le passage de la Scarpe, l'avantage remporté par les alliés en franchissant les lignes des Français, avaient grandi les prétentions des plénipotentiaires de l'ennemi ; on se rappelle que l'*ultimatum* de La Haye portait comme article principal : « que le roi de France s'entendrait avec la coalition pour préparer les moyens d'expulser son petit-fils du trône d'Espagne » ; l'abbé de Polignac et le maréchal d'Uxelles avaient en vain cherché à étendre la question et à la poser en des termes moins humiliants (1) ; ils avaient demandé une compensation pour Philippe V, restreinte à

(1) Les négociations qui préparèrent le traité définitif d'Utrecht sont tellement importantes et inconnues, que j'ai dû rechercher toutes les pièces diplomatiques qui peuvent éclaircir ce grand événement de l'Europe. Voici le résumé d'une dépêche que les envoyés hollandais, MM. Bois et Van der Dussen adressent aux États-Généraux ; elle rend compte de toutes les conférences. Les envoyés disent : « Que les plénipotentiaires du roi de France avaient tâché de leur persuader que l'intérêt des alliés étoit de faire une paix séparée avec la France, à l'exclusion de l'Espagne ; que le roi leur maître étoit près d'entrer dans les engagements les plus solennels, et même de leur donner des villes en otage pour sûreté de la promesse qu'il feroit de n'assister en aucune manière son petit-fils. Qu'eux, députés, leur avoient répondu qu'ils ne croyoient pas que les alliés recussent de bon cœur cette proposition, après l'avoir déjà rejetée ; que comme il s'agissoit de rétablir la maison d'Autriche dans la possession du royaume d'Espagne, où le roi avoit placé son petit-fils, ils s'attendoient à quelque chose de plus qu'à des promesses de ne s'y point op-

poser, tout le monde étant persuadé que le roi pouvoit y encontreir beaucoup plus efficacement, s'il vouloit véritablement l'entreprendre, comme il l'avoit fait espérer ; que les ministres de la France ayant fait semblant d'ignorer que le roi eût promis plus que ce qu'ils offroient, avoient enfin protesté, après de grandes assurances des sincères intentions du roi pour la paix, qu'il seroit impossible d'engager jamais Sa Majesté à déclarer la guerre à son petit-fils, ou à prendre aucune mesure violente contre lui. Que le seul moyen de procurer la monarchie d'Espagne au roi Charles étoit d'en donner une partie au roi Philippe, et qu'en lui cédant les royaumes de Naples, de Sicile, ou pourroit le disposer à céder le reste à l'archiduc ; que c'étoit là le seul expédient qu'il y eût pour prévenir une plus grande éclipse de sang, et que comme le sort des armes étoit incertain, il pourroit bien arriver que les alliés seroient obligés de faire la paix à de pires conditions ; qu'eux, députés, ayant représenté que ce partage étoit contraire aux traités que les alliés orioient faits entre eux, aussi bien qu'aux articles préliminaires dont on étoit convenu à La Haye ; et qu'ils n'étoient

Naples et à la Toscane; les alliés se réunirent pour répondre : « qu'il ne pouvoit s'agir que d'interpréter l'article 37 de l'*ultimatum*, à savoir: quelle seroit la manière de contraindre Philippe V à quitter les Espagnes, et régler les forces militaires pour y parvenir. » Une fois refoulés dans ces termes étroits, les envoyés français durent s'expliquer sur les moyens qu'indiquait le roi de France à cet effet. Dans une note triste et curieuse, l'abbé de Polignae déclara : « que le roi son maître offroit de l'argent à la coalition, et qu'il proposoit de payer tous les frais de la guerre contre son petit-fils, afin de l'expulser de la monarchie espagnole. » Les alliés répondirent impitoyablement : « que pour donner des gages de l'exacte exécution du traité, le roi de France devoit marcher contre Philippe V et le détrôner par la force, à cette condition, il y auroit armistice; que si dans le délai de deux mois la clause n'étoit pas exécutée, la trêve ne se continueroit pas, on reprendroit les hostilités. Quant au nouveau partage, les alliés délibéreroient ensuite dans un congrès général et qu'on pourroit accorder sur les sollicitations de la France. »

Ces conditions étaient accablantes, inflexibles; n'était-il pas contre nature de commander au royal aïeul d'engager ses armes pour détrôner son petit-

envoyés que pour entendre quel équivalent les ministres de France avoient à proposer au lieu du trenteseptième article dont le roi n'étoit pas content; n'ayant d'ailleurs aucun pouvoir d'entrer en discussion d'autres matières, leur conférence s'étoit terminée là-dessous »

« MM. Buis et Van der Dussen ne purent s'empêcher de leur dire qu'on s'apercevoit de plus en plus que la cour de France n'entretenoit cette négociation que pour animer les peuples à supporter plus patiemment le fardeau de la guerre, et pour amuser les alliés; qu'ainsi ils seroient à la fin obligés de rompre avec eux toute conférence, pour ne pas donner lieu aux jalouses qui en pouvoient naître. Sur quoi les Français, faisant toujours ferme sur les bonnes intentions du roi, dirent qu'ils n'avoient nulle autre expresse en cour, avec la relation de ce qui s'étoit passé dans cette nouvelle conférence.

» On attendit encore son retour, et MM. les députés de leurs hautes puissances, qui étoient revenus à La Haye, retournèrent à Gertruidenberg ou milieu de juin. On y tint le 15 et le 16 de nouvelles conférences, dans lesquelles les plénipotentiaires français déclarèrent que le roi étoit si bien intentionné pour la paix, qu'afin de la procurer il renonçoit aux places espagnoles sur les côtes de Toscane qu'ils avoient demandées dans les dernières conférences, et qu'il se contenteroit de la Sicile et de la Sardaigne pour le roi

ils ? Les alliés n'étaient pas habiles de contraindre au désespoir une nation fière, hautaine, habituée à vaincre ! A chaque phase des conférences de Gertruidenberg, M. de Polignae envoyait un courrier à Versailles, et bien que le conseil fût déterminé à la paix, Louis XIV persista une fois encore dans la résolution invariable de ne pas consentir à des obligations déshonorantes qui abîmaient son âme. La correspondance autographe du roi de France et de l'abbé de Polignae est pleine de dignité et de fermeté; elle est le développement de cette pensée : « Si je dois continuer la guerre, mieux vaut que je la fasse contre l'ennemi que contre mon petit-fils ». Les alliés commettaient une faute grave en forçant trop la main pour des conditions qu'aucun Français ne pouvoit souscrire sans oublier son nom et son histoire; ils obligeaient la nation, même fatiguée, à seconder son roi. Les dernières dépêches du Louis XIV ordonnaient à ses plénipotentiaires de quitter sur-le-champ le congrès de Gertruidenberg et d'appeler à Dieu et à la fortune de la France. C'étoit ainsi pour la seconde fois que Louis XIV brisait brusquement les chaînes que la politique timide de son conseil vouloit imposer à sa noble monarchie.

En rompant les conférences de Gertruidenberg,

Philippe. Que Sa Majesté Très-Christienne emploieroit toutes sortes de moyens pour engager son petit-fils à recevoir ce partage; mais que cela demandoit du temps, et que si ce prince ne vouloit pas y consentir (quoique le roi ne pût se résoudre à lui déclarer la guerre), Sa Majesté fourniroit une somme d'argent pour contribuer aux frais de celle qu'on feroit contre lui pour l'obliger à céder l'Espagne et les Indes à la maison d'Autriche. Ces propositions, qui ne différoient en rien d'important de celles qu'on avoit tout de fois rejetées, ne furent pas jugées plus recevables que les autres. Les députés en ayant fait leur rapport, on pria M. de Petesheim, ministre de Holstein à La Haye, qui vouloit aller à Gertruidenberg, sous prétexte d'y traiter quelques affaires particulières avec les ministres français, de leur donner la réponse suivante : que l'offre du roi de contribuer par une somme d'argent pour les frais de la guerre, et pour obliger le duc d'Anjou à céder la monarchie d'Espagne (en cas qu'il ne voulût pas se contenter de la Sicile et de la Sardaigne) ne pouvoit être acceptée par les alliés, et cela pour plusieurs raisons, dont l'une étoit que cela produiroit une paix séparée, et non une paix générale que les alliés avoient toujours eue en vue; en second lieu, que les alliés persistoient à demander l'évacuation de l'Espagne et des Indes, suivant les articles préliminaires. » (Archiv. de La Haye.)

les envoyés français eurent de leur devoir d'exposer au grand pensionnaire de Hollande les motifs réels qui avaient déterminé la rupture du congrès : « Il ne falloit qu'avoir suivi attentivement les négociations, disaient les plénipotentiaires, pour reconnaître que les alliés n'avaient aucune intention d'en finir avec les propositions pour la paix ; la coalition n'en étoit-elle pas venue à ce point de demander que le roi de France envoyât ses armées en Espagne pour détruire la monarchie de son petit-fils ? Cette condition étoit impossible à exécuter, parce qu'elle étoit contre nature ! L'année dernière, ils n'imposaient pas cette dure nécessité ; aujourd'hui ils l'exigent de telle sorte qu'ils veulent même que les armées du roi très-chrétien agissent seules contre Philippe V ; les alliés offrent à peine comme auxiliaires les troupes qu'ils ont dans l'Aragon et dans la Catalogne ! Les plénipotentiaires ne voyaient pas la nécessité de continuer les conférences de Gertruidenberg ; ils réclamaient donc leur passeport. Puisqu'il falloit recourir à la guerre, eh bien ! on invoquerait Dieu, et le sang retomberoit sur la tête de ceux qui poursuivoient avec tant d'acharnement la ruine de la monarchie. » L'abbé de Polignac, dans une seconde note, rappeloit avec beaucoup de force combien la victoire étoit chancelante et la fortune bizarre ! C'étoit en vain qu'on voulait ramener les alliés à des principes de modération. La Hollande répondit dans un manifeste que jamais le roi de France n'avoit voulu sincèrement la paix (1).

(1) Ces grandes révélations nous expliquent les motifs réels de la rupture des conférences. Voici le texte de la lettre des plénipotentiaires français au grand pensionnaire Heinsius :

« Monsieur, vous savez que nous avons consenti à tout ce que MM. les députés nous avoient proposé, sans qu'on puisse dire que nous ayons varié sur quoi que ce puisse être ; encore moins que nous ayons rétracté les paroles que nous aurions données par l'ordre du roi notre maître, dans la vue de parvenir à la paix, si nécessaire à toute l'Europe.

« MM. les députés n'en ont pas jugé de même ; vous n'avez point oublié ce qui s'est passé entre eux et nous depuis le commencement de la négociation. Trouvez bon, Monsieur, que nous vous remettons devant les yeux les propositions nouvellement inventées, injustes et impossibles dans leur exécution, que ces Messieurs, pour toutes réponses aux nôtres, nous fissent dans notre dernière conférence. Ils nous dirent :

« Que la résolution de leurs maîtres et de leurs alliés étoit de rejeter absolument toute offre d'argent de la part du roi pour les aider à soutenir la guerre d'Espagne de quelque nature qu'elle puisse être, et

Le congrès étoit ainsi brisé ; il ne pouvoit avoir de résultat. Les alliés exigeaient trop de Louis XIV ; on reprit les armes, parce que la dignité d'une grande nation étoit blessée ; d'ailleurs, en plaçant le roi de France dans une fausse position, on l'empêchait d'être sincère. Il est constaté par les pièces secrètes des affaires étrangères, que le roi ne consentait qu'avec une arrière-pensée à abandonner la cause de Philippe V ; il croyait son petit-fils assez fort pour se défendre lui-même ; l'engagement qu'il prenait avec les alliés étoit toujours subordonné à la conquête réelle de l'Espagne, et c'étoit une rude tâche pour la coalition. Les cabinets avaient trop d'intelligences à Madrid pour ignorer la correspondance intime entre Louis XIV et Philippe V ; voilà pourquoi ils se méfiant si profondément des clauses du traité ; ils voulaient que toutes les précautions fussent complètes, afin d'enchaîner la volonté du roi de telle sorte qu'il ne pût trahir sous main les engagements contractés. Au reste, la rupture des négociations de Gertruidenberg plaçait chacune des puissances dans une situation plus nette ; de part et d'autre on acceptait la guerre ; on renonçait à ce système mixte de négociations et d'hostilités ; le congrès de Gertruidenberg étant dissous, on entraît complètement en campagne.

Dans le premier moment de péril pour la monarchie, les troupes de France, leurs maréchaux en tête, s'étaient portées en masse dans la Picardie ; Marlborough pouvoit marcher sur l'Oise, et il falloit quelque sûreté que Sa Majesté voulût donner pour le paiement. Que la république et ses alliés prétendissent obliger le roi notre maître à faire seul la guerre au roi son petit-fils pour le contraindre de renoncer à la couronne, et que, sans unir leurs forces à celles de Sa Majesté, il falloit que ce monarque fût dépossédé de l'Espagne et des Indes dans le terme de deux mois.

« Que ce terme étant expiré, sans que le roi catholique fut réellement chassé de son trône, la trêve dont les alliés seroient convenus avec le roi notre maître cesseroit, et qu'ils reprendroient les armes contre Sa Majesté, quoiqu'elle eût exécuté toutes les autres conditions contenues dans les articles préliminaires ; qu'enfin ils pourroient permettre, comme une grâce, que les troupes qu'ils ont en Portugal et en Catalogne concourussent avec celles de France pendant l'espace de deux mois pour faciliter la conquête de l'Espagne et des Indes que Sa Majesté seroit obligée de faire en faveur de l'archiduc ; mais qu'aussitôt que ce terme seroit expiré, ces mêmes troupes des alliés cesseroient d'agir, et que la trêve seroit rompue. Voilà quelles furent les conditions, et voilà pourquoi nous les avons refusées.

» POLIGNAC. — D'HELLENS. »

lait défendre les provinces si voisines de la résidence royale; mais après le passage de la Scarpe les alliés s'arrêtèrent dans leur mouvement d'invasion, et cet instant d'arrêt donna le loisir aux régimens de France de se reconnaître et de s'organiser pour la résistance. La présence de Vendôme et du duc de Berwick ne fut plus aussi nécessaire dans le Nord; Villars fut jugé une capacité militaire assez haute pour combiner ses plans de campagne contre Eugène et Marlborough; on lui adjoint Boufflers. Le duc de Berwick reçut pour la seconde fois le commandement de l'armée des Alpes; il dut lier sa gauche au corps d'observation du Rhin, qui se tenait dans ses lignes de Wissembourg; le duc de Vendôme fut destiné à conduire l'armée d'Espagne. Dès que le congrès de Gertruidenberg était dissous, il n'y avait plus de ménagemens à garder vis-à-vis les alliés; on pouvait secourir ostensiblement Philippe V. Le roi prenait hautement en mains les intérêts de son petit-fils; pour préparer la paix, il avait consenti à briser sa dynastie en Espagne; mais quand on voulut le contraindre à des obligations plus humiliantes encore, le vieillard couronné ressaisit la grande épée des ancêtres; dès lors son système de guerre embrassa la vaste échelle de territoire qui s'étend de la Flandre au détroit de Gibraltar, des Alpes à l'Océan; Louis XIV n'abandonna plus rien; il joua toute sa fortune!

CHAPITRE LXXV.

DEUILS DE VERSAILLES ET DE MARLY.

Mort du prince de Conti. — Du prince de Condé. — De M^{lle} de La Vallière. — De M^{me} de Montespan.

(1) Voici une de ces chansons de bourgeoisie :

Il n'est plus de capitaine
En ce pays,
De Condé, ni de Turenne,
Ils sont partis;
Conti seul reste aujourd'hui:
Vive Conti!
Joyeuse n'est qu'un bon drille,
Lorge et Duras
Ne sauroient sans leurs béquilles
Faire un seul pas;
Choiseul ne voit qu'à demi:
Vive Conti!
Noailles est un imbécille.
Un frane cheval;
Il ne sait que l'évangile
Du cardinal,

— Mort du dauphin. — Naissance du duc d'Anjou. — Mort du duc et de la duchesse de Bourgogne. — Du duc de Bretagne. — Situation de la famille royale.

1709 — 1712.

CETTE époque de crise militaire et d'invasion fut marquée par de grands deuils de famille; ce n'était pas assez des périls de la monarchie, il fallait encore que l'âme du roi fût profondément affectée par les douleurs domestiques. La mort des princes de Conti et de Condé ouvre une longue suite de funérailles. François-Louis de Bourbon, prince de Conti, avait toute la faveur populaire; il était en froid avec Louis XIV; brave sous les armes, il avait conquis les applaudissemens des halles par ses liaisons intimes avec les parlementaires; comme il était un peu dans la disgrâce, il n'avait reçu aucun commandement; on disait que la patrie en deuil ne subissait tant de revers que parce que M. le prince de Conti n'était pas à la tête des troupes du roi. Le prince de Conti habitait Paris, au milieu de la bourgeoisie, dans son hôtel du Marais, ou dans sa maison de Sceaux, réunion des beaux-esprits de l'époque. Ceux qui avaient étudié l'histoire des Anglais le destinaient peut-être à diriger l'armée du Parlement, si les jours agités de la Fronde se renouvelaient en France, et voilà pourquoi il était l'objet des chants populaires (1). Henri-Jules de Bourbon, prince de Condé, son aîné de race, n'avait rien de cette puissante stratégie qui distinguait son père, le vainqueur de Rocroi; jenne, il s'était bien battu comme un digne gentilhomme, mais il n'avait pas ce feu de gloire, ce vaste coup

Ce n'est pas celui du Christ:
Vive Conti!
Boufflers n'eut jamais de tête,
Ni Villeroi;
L'un et l'autre sont des bêtes,
Chéris du roi
Et de Maintenon aussi:
Vive Conti!
Catinat seul était digne
D'être obéi;
Par une injustice insigne,
Il est haï;
Dans ce malheur il n'est qu'un cri:
Vive Conti!

C'est ce même prince de Conti qui fut élu roi de Pologne pendant quelques jours, et jusqu'au triomphe de son concurrent, l'électeur de Saxe. Le prince de Conti mourut à Paris, le 22 février 1709.

d'œil qui gagne les batailles. Le prince de Condé vivait à Chantilly, tout adonné à la chasse et aux embellissemens de cette noble résidence plantée d'arbres séculaires, parfumée de ces riantes fleurs que le grand Condé cultivait de ses mains victorieuses (1).

Alors mourut aussi sœur Louise de la Miséricorde, cette jeune fille des premières amours de Louis XIV; M^{lle} de La Vallière avait passé sa vie dans le cloître avec une fermeté de résolution qui ne s'était jamais démentie. Il peut se produire au cœur d'une femme une de ces déterminations invincibles, quand elles partent surtout du repentir ou d'un grand désappointement dans l'existence; la vie a bien des tristesses pour qui l'a traversée avec de poignantes émotions. M^{lle} de La Vallière avait vaincu sa fierté, ses sens, un violent amour, ce qui est la plus puissante des victoires; mais le spiritualisme soutient l'âme et l'élève jusqu'au ferme dévouement. Sœur Louise de la Miséricorde n'eut plus de pensées que pour Dieu et la pitié; on ne sait pas tout ce qu'il y a de douceur dans le cloître pour une pauvre femme qui a bien souffert; ces fleurs, ces encens, ces cantiques qui retentissent, ces chœurs de vierges qui vous entourent, ces vêtemens noirs, ces voiles noirs aussi, expression de la tombe qu'on souhaite comme un terme à la douleur, cet amour du Christ, spirituel, ineffable, tout cela jette du baume dans les maux incurables que les ravages des passions ont faits. Le cloître était le plus beau remède contre le suicide, cette fatale plaie des temps modernes; quand l'esprit s'était bien abreuvé de la vie, quand la lassitude et le vide vous épuisaient, le cloître servait d'abri aux âmes abîmées; on s'entourait de cilice et de pénitence, douleurs moins cuisantes que cette effrayante satiété qui fait autour de vous un désert dans les enivrements mêmes du sensualisme. Sœur Louise de la Miséricorde resta sous le voile jusqu'à la mort, et dans de rares rapports avec la cour; elle parlait du roi respectueusement, mais sans faiblesse; les temps d'erreurs ne lui apparaissaient plus qu'avec ces remords qui déchirent; elle était devenue froide, même pour ses enfans; elle toucha la tombe, la pensée et l'espérance de sa vie. Louis XIV éprouva une vive et profonde émotion quand on lui apprit la mort de M^{lle} de La Vallière;

rien ne remue les entrailles comme de voir disparaître un de ces objets chéris dont les sentimens se mêlèrent aux vôtres dans les premières joies de la jeunesse; c'est le glas qui sonne pour vous; la couronne de roses, qui orna de folâtres amours, se transforme en la couronne de pâles cyprès, qui se tresse et se prépare pour votre tête. D'ailleurs Louis XIV avait été si touché de cette sensibilité douce et religieuse que M^{lle} de La Vallière avait montrée; il l'avait vue sanglotant aux genoux de la reine pour solliciter son pardon; il l'avait vue, au pied de la croix, et dans une âme pieuse comme celle du roi, ce mélange d'amour, de dévotion ardente et de résignation chrétienne, devait produire des émotions poignantes (2).

Trois années avant M^{lle} de La Vallière, M^{me} de Montespan était morte dans son château d'exil, et le roi avait à peine témoigné quelque chagrin. Lorsqu'une femme ne s'est mêlée qu'à vos sens, aux plaisirs, au luxe de votre existence, son image disparaît à mesure que la vieillesse et la douleur arrivent; son souvenir n'est qu'une tristesse de plus; elle est comme un de ces portraits peints aux temps de jeunesse, et qui accusent les rides de votre front quand trente années vous en séparent. L'altière M^{me} de Montespan était pourtant la mère de cette longue lignée de fils légitimés si chéris de Louis XIV; elle n'avait pu réparer à la cour, et M^{me} de Maintenon ne l'y eût pas souffert. M^{me} de Montespan avait de la hantise, de la fierté dans l'âme, comme tous les Mortemart; elle n'aurait pu lutter contre cette femme si habile qui dominait les pensées et les habitudes du roi; M^{me} de Montespan ne pouvait en aucun cas fléchir devant sa rivale; elle n'écrivait que rarement à ses enfans; le roi n'avait jamais reçu de ses lettres. M^{me} de Montespan mourut avec son caractère, elle ne s'agenouilla pas. Ainsi la femme sensible et résignée, M^{lle} de La Vallière, et la maîtresse hantaise, M^{me} de Montespan, quittèrent les premières la vie, parce que l'une et l'autre avaient un cœur et des entrailles; M^{me} de Maintenon survivait, parce qu'elle raisonnait tout, calculait tout, et ne se laissait jamais entraîner par un sentiment vif et profond; elle n'avait pas d'âme, et c'est l'âme qui tue (3).

Voici bientôt des funérailles plus lugubres : Neudon se tendit de deuil; monseigneur le dauphin

(1) Le prince de Condé mourut le 1^{er} avril 1709; en 1693 il avait commandé avec courage l'armée de Flandre, sous le roi et monseigneur; ce fut sa dernière campagne.

(2) Sœur Louise de la Miséricorde mourut le 6 juin

1710; elle n'était jamais sortie de son monastère, et le roi ne la voyait plus.

(3) M^{me} de Montespan mourut au mois de juin 1707; elle était comme exilée par une lettre de cachet.

passait de la santé la plus robuste au tombeau, à l'âge de cinquante ans. Le dauphin de France n'avait jamais eu que très-peu d'action dans les affaires de la monarchie; à cette dernière époque, le roi l'avait admis à son conseil, mais pour écouter, et sans avoir voix délibérative. Telle était la contrainte que la hiérarchie imposait dans la famille de Louis XIV; on avait souvenir des dauphins belliqueux, entreprenans, qui avançaient leur règne par la révolte; ces résolutions hardies n'étaient point à craindre avec le caractère du fils de Louis XIV: il vivait à Meudon, plus retiré des affaires que les princes du sang, les ducs et pairs eux-mêmes; sa cour était peu nombreuse; il y était dominé par des plaisirs obscurs et l'influence d'une douce habitude avec M^{lle} de Choin, la Maintenon de Monseigneur. M^{lle} de Choin était jeune encore, fort modeste et timide; le dauphin l'avait reléguée dans un petit appartement de Meudon, d'où elle ne sortait que le soir vers minuit, quand il faisait beau, pour aller se promener; tous les jours elle assistait à la messe du château, et recevait peu de compagnie chez elle; M^{lle} de Choin était en correspondance avec M^{me} de Maintenon. Monseigneur l'aimait beaucoup, car elle était spirituelle et résignée, et pour lui qui n'avait jamais eu que des plaisirs vulgaires, c'était un délassement que quelques heures d'une conversation pleine de vie et d'intérêt. M^{lle} de Choin portait le désintéressement au plus haut point, et tandis que toutes les favorites avaient si prodigieusement grandi leur fortune, elle, bonne et aimante, n'avait du dauphin qu'une faible pension de deux cents louis par quartiers, sans rien de plus. Monseigneur n'était pas donnant (1).

La maladie qui atteignit Monseigneur était la petite vérole, selon le dire commun; ce prince était gras, trapu, et la crise devait faire d'innombrables ravages sur sa personne; le dauphin fut pris d'une grande faiblesse à table; on le transporta dans son lit, et bientôt tout Marly fut informé de la maladie de Monseigneur; Louis XIV délaissa le château pour accourir à Meudon; en vain on lui dit que le mauvais air avait envahi cette demeure; le roi n'écoula rien, et s'établit à Meudon; il ne quitta le chevet du lit de son fils que lorsqu'une lueur d'espoir vint tout à coup ranimer cette vie expirante; cet espoir s'évanouit, et le dauphin mourut dans les bras du curé de Meudon, son confesseur (2). Monseigneur

laissa peu de regrets à la cour; son existence était très-retirée; il vivait dans une sorte de solitude; son plaisir était la chasse, non pas cette chasse royale à grand fracas de meutes et de limiers, quand le cor retentissant faisait bondir le cerf et le chevreuil, mais la chasse au fusil ou à la carabine, à pied dans les forêts, à la manière des vrais chasseurs de montagnes; Monseigneur courait le loup dans les bois solitaires, c'était sa passion; on ne peut dire combien le prince était aimé à Paris; il avait les habitudes un peu bourgeoises; son carrosse à deux chevaux traversait souvent la porte Saint-Monré ou le village de Vaugirard pour se rendre à l'Opéra si célèbre du faubourg Saint-Germain, où on le voyait en loge simple avec quelque belle de moiselle. Le dauphin plaisait à mesdames de la Halle, harengères et marchandes de crevette; à chaque heureux rétablissement de Monseigneur, elles venaient le féliciter et le baiser sur les deux joues, et puis, selon l'antique usage, elles faisaient dire une messe à Notre-Dame en honneur de la guérison de leur prince populaire; en cette triste circonstance, les halles ne purent brûler leurs cierges: le dauphin succomba.

Le roi Louis XIV parut profondément affecté de ce lugubre événement. Prenez un vieillard qui a vu s'élever jusqu'à la grande maturité de l'âge un fils unique alors, dans sa première lignée, et si vous supposez ensuite que ce vieillard a quelque souci de la mort, quelle fatale impression le trépas de ce fils si rapidement enlevé ne dut-il pas faire sur son âme brisée! Ainsi fut Louis XIV; mais la position de la monarchie était telle que les pleurs n'étaient pas permis; s'il fut frappé, sa tête se releva bientôt. On a accusé le roi d'une sorte d'insensibilité froide et d'un oubli rapide des plus tristes pertes dans sa famille; cela s'explique. La tête d'un homme fortement préoccupé d'une mission se détache de la famille pour la patrie et la postérité; ce n'est pas indifférence, mais une sorte de sacrifice de toutes les affections privées pour s'élever jusqu'à des idées plus hautes. Ce mot, qui fut si souvent prononcé par Napoléon après ses grandes pertes de frères d'armes: « Il ne m'est pas permis de pleurer », résume bien ce devoir de l'homme qui se sépare douloureusement des douces faiblesses de notre nature. Si Louis XIV s'était abandonné aux désespoirs qui brisent l'âme, lorsqu'il subit tant d'épreuves et de malheurs domestiques, quelle éner-

(1) M^{lle} de Choin avait d'abord été placée auprès de la princesse de Conti; on a beaucoup parlé de son mariage secret avec le dauphin; j'en ai rien trouvé qui

confirme cette assertion. M^{lle} de Choin mourut en 1744.

(2) Le Dauphin était dans sa cinquantième année: il mourut le 14 avril 1711.

gie lui serait-il restée pour protéger et défendre sa monarchie (1) ?

Dans ces grands deuil publics, un enfant naquit comme ces fleurs rares qui croissent solitaires sur

(1) C'est chose triste à dire, mais ce fut précisément cette époque que les partis choisirent pour attaquer violemment le roi que l'infortune accablait. J'ai trouvé de mordantes épigrammes, œuvres des réfugiés ou de la cabale ; ces petits pamphlets font connaître l'esprit d'opposition d'une époque ; je les donne comme de malheureux exemples des passions politiques :

Du poïier pour durs,
Un higot pour Turrine,
Une catin pour reine,
Adieu, tous nos Etats,
Ne m'entendez-vous pas ?
.....
.....

Vent-on savoir auj'uste la raison
Qui cause notre décadence ?
C'est que Voysin et Maintenon
Règlent la guerre et la finance ;
Qu'un borgne tient des vaisseaux le timon,
Qu'Aubusson commande une armée,
Et que celle de Roussillon
Est à Nonilles enfin donnée.

Un roi par la victoire
Autrefois couronné,
Va voir finir sa gloire
Par un sot gouverné ;
Partout l'on entend dire :
Malheureux jours,
Maudits soient son empire
Et ses amours !

Chassé de l'Allemagne,
En Flandre confondu,
Pris pour dupe en Espagne,
Devant Turin battu ;
Partout l'on entend dire :
Malheureux jours,
Maudits soient son empire
Et ses amours !

Le grand-père est un vieux fripon,
Le fils un imbécille,
Le petit-fils un grand poltron,
O la belle famille !
Que je vous plains, peuple français,
D'être sous cet empire !
Voyez ce que font les Anglais,
C'est assez vous le dire.

le falle des tombeaux ; la gracieuse duchesse de Bourgogne était accouchée d'un troisième fils un peu frère, mais bien venu ; il prit le nom de duc d'Anjou, car le roi d'Espagne ne portait plus ce

Anrait-on cru que Maintenon,
Femme d'un grand monarque,
Eut regretté son cher Scarron,
Enlevé par la Parque !
Mais la vieille craint aujourd'hui
Que le destin contraire
Ne laisse pas à son mari
De quoi payer son douaire.

J'ai trouvé une brochure assez piquante sous ce titre : *Catalogue des livres nouveaux* ; elle peint la situation.

« Le grand art de régner, par Louis-le-Grand, »
« Le bonheur du petit-fils, dans l'imitation du grand-père, dédié à Philippe V, roi d'Espagne. »

« La gloire du beau-père, dans la grandeur de ses gendres, dédié à M. le duc de Savoie. »

« L'illusion de la royauté, ouvrage dédié à M. l'électeur Palatin. »

« Lettre de Zéni, pour les marchands de Hollande, dédiée à LL. HH. PP. »

« La figure de la royauté, ou la réalité de la république, ouvrage imprimé avec le privilège de la chambre des communes à Londres. »

« Le mari valet, comédie anglaise, dédiée au prince Georges de Danemarck. »

« L'explication du verset du psaume de David où ce prophète menace de malédiction ceux qui sont méchants gratuitement, ouvrage dédié au Parlement d'Angleterre, imprimé à Londres. »

« Deux lettres de consolation ; la première écrite par l'Empereur au roi de Pologne, et la seconde écrite par le roi de Pologne à l'Empereur. »

« Nouvelle carte d'Allemagne, qui marque le plus court chemin pour aller à Vienne, ouvrage des plus nouveaux, par M. de Villars, dédié à l'Empereur. »

« La juste vengeance, par M. de Bavière. »

« L'innocence opprimée, dédié à M. l'électeur de Cologne. »

« Nouvelle manière de jouer aux échecs, par le maréchal de Villars, dédiée à M. le prince de Bade. »

« Alexandre ressuscité, ouvrage imprimé en Pologne, dédié au roi de Suède. »

« Recueil des canons qui décident que hors de l'Eglise romaine il n'y a point de salut, par M. le maréchal de Montrevel, ouvrage dédié aux fanatiques des Cévennes. »

« Les avantages de la vie retirée, imprimé dans le Milanais, dédié au prince Eugène. »

« Entretien du roi des Romains et de l'archiduc, sur la fragilité des grandeurs humaines, recueil imprimé par les soins du prince Eugène. »

titre, quoiqu'on offrit dans les traités l'abdication de la couronne des Castilles. Le duc d'Anjou, dont le berceau fut placé à côté de tant de cercueils, demeura comme le faible rejeton de tant de princes; il devint à la suite des temps ce Louis XV qui devait exprimer moralement la ruine de la monarchie, comme sa jeune tête avait résumé toutes les espérances de la famille royale de France. Il y eut quelques fêtes encore pour célébrer cette naissance du noble enfant; en furent les dernières pompes où un peu de joie se mêla aux tristesses qui absorbèrent les châteaux de Versailles et de Marly.

Après la mort de M^{on}seigneur, les titres de dauphin et de dauphine échurent au gracieux couple du duc et de la duchesse de Bourgogne. Le nouveau dauphin avait vingt-neuf ans; il n'avait aucune qualité éclatante, mais d'incontestables vertus privées; Fénelon et Beauvilliers avaient manié ce caractère avec tant de persévérance, qu'ils l'avaient ramolli au point de lui ôter ces énergiques conditions de prince qui caractérisent les rois nés pour la postérité. Le duc de Bourgogne, pauvre général d'armée, sans capacité, sans intelligence militaire, avait concentré son esprit dans la méditation et la philosophie; aux temps de crise, ce sont ces espèces de tois qui perdent les empires. Le duc de Bourgogne était un beau modèle de scolaste et d'érudit; il faisait des commentaires et des traités de morale, mais sa force et sa volonté de prince avaient été complètement éteintes et absorbées par Fénelon et Beauvilliers; ses précepteurs l'avaient annulé; le parti de la cabale élevait dans cette éducation; elle était pitoyable, parce qu'elle faisait du dauphin un esprit candide et médiocre dans le gouvernement de l'État; un souverain comme Télémaque eût été un fort mauvais roi dans la tourmente d'une invasion militaire et quand il fallait sauver la nationalité française.

À côté de ce caractère de M. le duc de Bourgogne, grave et simple tout à la fois, combien n'est-elle pas gracieuse la physionomie si jeune de la duchesse de Bourgogne! Quoiqu'elle ne fût plus cette enfant de treize années que Louis XIV accueillit avec tant de galanterie, elle avait conservé après vingt-cinq ans son espièglerie et sa légèreté; elle était trois fois mère; dissipée, ricieuse, elle portait son ventre avec une petite fierté boudoise, comme si elle avait eu sentiment qu'elle avait là l'héritier d'une grande monarchie. La duchesse de Bourgogne avait toute la coquetterie de son âge, elle ne s'en cachait pas; elle adorait les plaisirs jusqu'à ne ménager ni sa santé ni son repos. Tout s'attachait à elle, parce qu'il y avait en sa personne une dou-

leur, un laisser-aller de grâce et de bonté; elle avait échangé ce type si pur de l'enfance insouciance contre le caractère si intéressant d'une jeune mère; elle folâtrait et jouait avec les ducs de Bretagne et d'Anjou; elle n'aimait pas les filles illégitimes de Louis XIV, et plus d'une fois, lorsque celles-ci avaient fait mine de l'insulter, elle s'était écriée en frappant dans ses petites mains avec une moue charmante: « Cela m'est indifférent, je serai leur reine. »

C'était chez M^{me} de Maintenon que la duchesse de Bourgogne avait établi sa résidence; elle ne quittait pas son cabinet quand le roi y était; là elle était entourée de bijoux, de belles chinoiserie, de riches dentelles, de roudis en ébène, d'écrans et parasols de Perse; sa petite tête, son corps si mince, si élancé, se perdaient pour ainsi dire dans cette profusion de tapis moelleux, de bolles de parfums, de ces magnifiques caves d'essences si odorantes et si recherchées. Puis on la voyait s'élever sur les genoux du roi, le caresser de ses jolies mains ou l'enlacer de ses bras; elle faisait rire le monarque, habituellement si grave, à force d'espiègleries; elle avait une différence toute respectueuse pour M^{me} de Maintenon; elle ne la nommait jamais que sa tante, et celle-ci lui tenait compte de ces attentions d'une femme qui se faisait si bien son élève; elle la louait toujours auprès du roi, qui la comblait de bijoux. On pardonnait tout à la duchesse de Bourgogne, parce qu'elle était le délassement de la vie de Louis XIV, alors si monotone; c'était une fleur jeune encore, aux couleurs brillantes, au milieu de ces deux chênes vieillards qui enlachaient leurs rameaux usés dans les orages du monde.

Par une soirée glaciale de février, on apprit à la cour que M^{me} la duchesse de Bourgogne avait ressenti une sueur froide, une fièvre avec un frisson; elle se coucha de bonne heure; mais, étourdie qu'elle était, le lendemain elle se leva comme à l'ordinaire; la fièvre la reprit le soir; elle éprouva sur l'œil une douleur si vive, qu'elle avoua, dans sa crise, n'avoir pas même autant souffert en accouchant. Trois jours cette fièvre se manifesta avec de nouveaux symptômes graves, des assoupissements, des taches rouges sur la peau; elle fut si mal, qu'on parla tout haut dans sa chambre de lui administrer les derniers sacrements. Le 12 février cette princesse si vive, si folâtre, cette noble créature si enjouée, si fine de taille, avec ses beaux yeux, ses riches parures de perles, de corail, ses gerbes de diamans, ses robes de damas, d'étoffes de Perse, cette princesse toute mignonne, n'était plus qu'un

e cadavre aux traits défigurés par la mort (1). Ainsi, quand vous entrez dans un bal parfumé de fleurs, éclairé de mille bougies, souvent une idée sinistre surgit au cerveau; tous ces corps si frais, si élégants, si parés, deviendront dans cinq ans, dix ans, plus tôt peut-être, le partage du verucel, et cette affreuse idée vous reproduit les quadrilles, les valses gracieuses, comme ces rondes de femmes échelonnées et amaigries des vieilles légendes allemandes, fantômes qui dansent, les yeux creux et vides, autour des ossements du sépulcre. Quelle douleur ne dut pas ressentir le vieillard couronné à l'aspect d'un si grand deuil dans son existence! La duchesse de Bourgogne faisait ses plus doux délasséments; elle était toujours auprès du roi, sur ses genoux, l'aimant, le caressant; elle lui donnait un peu de jeunesse, un peu de vie; avec sa froide physionomie, M^{me} de Maintenon, si insensible, éprouva elle-même une vive impression de cette mort de Mignonne (nom qu'elle donnait à M^{me} la duchesse de Bourgogne); et puis il y a dans ces inflexibles arrêts de la destinée qui saisit une jeune tête je ne sais quoi d'injuste et d'implacable. Que le vieillard baisse le front quand sa vie est avancée, la mort arrive comme le terme naturel; on l'accepte, on la subit pour soi et pour les siens; mais quand sa faux coupe la fleur dans son printemps, quand on voit disparaître la fraîche et belle création, on éprouve la même émotion réveuse que dans le *camposanto* de Florence ou de Pise, lorsqu'on foule ces inscriptions de marbre blanc qui cachent les dernières dépouilles de ces jeunes miss, pâles bluts meurtris par les climats du nord, qui viennent peupler les cimetières d'Italie (2).

Le duc de Bourgogne, dauphin de France, n'avait pas quitté le lit de sa femme; il la chérissait avec cette tendresse d'un époux chaste qui ne trouvait ses joies qu'avec elle; M. le duc de Bourgogne était trop pieux pour demander d'autres distractions au monde; sa femme était tout pour son amour; quand il l'eut perdue, que lui resta-t-il? Déjà M. le duc de Bourgogne avait senti les premières atteintes de son mal au chevet du lit de sa femme agonisante; il ferma les lèvres blanches d'Adélaïde de Savoie, puis monta machinalement dans son carrosse avec les menins, qui tous remarquèrent son regard fixe, son oeil hagard, les taches rouges

qui s'étendaient sur son visage. Il y avait dans la physionomie de Monseigneur je ne sais quoi d'égaré et de sombre, expression d'une grande douleur; il n'écoutait ni ne répondait, et lorsqu'on vint lui dire que le roi voulait le voir, ce prince si soumis, si respectueux, se le laissa répéter trois fois avant de céder à la royale invitation. Cette entrevue muette fut touchante; la fièvre le prit, faible d'abord, puis avec un redoublement très-prononcé; M. le duc de Bourgogne s'alita le soir pour ne plus se relever; il fit la pieuse mort d'un sage chrétien. Ce n'était plus ce caractère fougueux, impatient, des premières années de sa vie; ce n'était plus ce prince avec toutes les qualités et les défauts de son aïeul Henri IV; je l'ai dit déjà, Fénelon et Beauvilliers avaient abaissé cette fièvre tête; le duc de Bourgogne, appelé à la couronne, eût été une sorte de roi parlementaire, avec des idées de pouvoirs pondérés, d'États provinciaux uniformes; il eût substitué le gouvernement des bourgeois et du Parlement à la monarchie militaire, telle que l'avait fondée Henri IV, le roi des gentilshommes, et ce n'était pas ainsi qu'on aurait pu sauver la France de l'invasion (3).

Quelle douleur ne dut pas éprouver Louis XIV à l'aspect de ces deuils si rapides! le grand dauphin, puis le duc et la duchesse de Bourgogne, enlevés dans l'espace d'une année et avec des circonstances si douloureuses. Avez-vous quelquefois contemplant les tableaux de la mort de cette duchesse de Bourgogne, reproduite dans les gravures contemporaines, aux teintes fortes et noires? Une chambre de Versailles parée et damassée nous apparaît à la lueur de quelques pâles bougies; le roi vieilli, les traits décomposés et pendans, est assis dans un large fauteuil; à ses côtés est M^{me} de Maintenon, si reconnaissable aux rides qui sillonnent ses joues et son front à peine dégagé sous sa coiffure; derrière ce fauteuil, une foule de gentilshommes, la tête appesantie, les larmes aux yeux, car comment les pleurs ne seraient-ils pas venus ruisseler à l'aspect d'un tel spectacle de la jeunesse agonisante et de la majesté royale si vivement éprouvée! Puis la pensée de l'égalité du tombeau en face du monarque le plus puissant, le plus absolu! sur ce lit à baldaquins verts repose une femme jeune, mère trois fois; la mort qui s'avance abîme ses traits; un peu pompeuse des parens avait ornées d'armoiries et de titres.

(3) La mort du duc de Bourgogne arriva six jours après celle de sa femme, c'est à-dire le 18 février 1712. Le 8 mars suivant, leur fils aîné, le duc de Bretagne, mourut aussi à l'âge de cinq ans.

(1) La duchesse de Bourgogne quitta la vie le 12 février 1712.

(2) A Livourne surtout, le cimetière des Anglais offre ce triste aspect de la mort dans de jeunes filles de quinze, dix-sept et vingt ans; je passai quelques heures en 1835 autour de ces tombes, que la tendresse

elle se met sur son séant pour baiser et bénir une petite et douce créature qui la regarde de ses yeux grands et fixes; cet enfant était le duc d'Anjou (1), l'héritier de la couronne; il avait reçu ce nom de duc d'Anjou comme un acte de politique de Louis XIV, pour constater qu'il voulait conserver du moins la dignité de roi d'Espagne en la personne de son petit-fils Philippe V, si les malheurs de la guerre obligeaient ce prince à quitter Madrid; le roi d'Espagne, avant son élévation, portait ce beau titre de duc d'Anjou. Tel était le tableau déchirant de la cour de France!

Le duc de Berry, frère de M. le dauphin, si aimé à Versailles par la bonté de son caractère, la vivacité de son esprit, avait alors vingt-six ans; il était d'une naïveté ravissante, un peu maladroit; il ne pouvait sortir sans faire une gaucherie. Un jour, à la chasse, il se brisa l'épaule, et on le rapporta sur un brancard à Marly, il souffrait beaucoup et ne se plaignait pas; une autre fois il tira si étourdiment, qu'il mit un gros plomb dans l'œil droit de son cousin le prince de Conti et l'éborgna; ce noble et bon jeune homme en fut désolé, il alla chez la femme du blessé, au chevet de son lit, et s'agenouilla en pleurant pour obtenir sa grâce. Le duc de Berry n'avait pas d'instruction, mais on citait de lui des mots charmans; quand son frère cadet fut appelé à la couronne d'Espagne, le duc de Bourgogne lui dit: « Eh bien, pauvre Berry, que feras-tu, toi sans royauté ni royaumes? — Moi, répondit le jeune duc: je me ferai prince d'Orange pour vous faire enrager tous les deux. » Parvenu à son âge de majorité, on dut songer à marier le duc de Berry, et un mouvement de cour déterminait le roi à lui accorder une des filles du duc d'Orléans, princesse gracieuse, mais légère au dernier point. Ce fut une longue et difficile négociation menée à fin par deux ou trois courtisans, parmi lesquels se trouvait le duc de Saint-Simon, l'auteur des Mémoires, le plus intrigant des ducs et pairs, et dès ce moment dévoué à la famille d'Orléans (2). Louis XIV céda, parce qu'il avait une indicible faiblesse pour la duchesse d'Orléans, une de ses filles naturelles qu'il chérissait le plus.

Elle était ainsi bien réduite cette longue et brillante postérité de Louis XIV; la grande lignée ne reposait plus que sur la tête d'un enfant frère et

maladif (3); la seconde branche était représentée par le duc de Berry, à peine marié et sans enfant encore. Quelle destinée triste et fatale! Il y avait deux ans que la race du roi de France était encore féconde et merveilleuse; un dauphin de cinquante ans, père de trois fils; l'aîné, duc de Bourgogne, à sa trentième année; le duc de Berry, fort et puissant; le duc d'Anjou, roi d'Espagne; eh bien! la mort avait pris la ligne directe et l'avait emportée! elle ne croissait plus que par une seule tige, comme ces chênes majestueux qui, frappés par le temps ou la tempête, ne survivent plus que par un faible et vif rameau qui se perd sous les branches mortes et les feuilles desséchées!

CHAPITRE LXXVI.

OPINION POPULAIRE SUR LES MORTS FATALES DANS LA FAMILLE ROYALE.

Bruits sur l'empoisonnement des princes. — Opinions médicales. — Accusations sur le duc d'Orléans. — Émeutes de Paris contre le Palais-Royal. — Le prince dénoncé devant le roi. — Circonstance de ces accusations. — Commencement de procédure. — Soupçons sur l'empereur. — Les probabilités.

1712.

LORSQU'UNE épidémie, une famine terrible décime un peuple, ou bien encore lorsque la mort avide prend une race royale et la jette dans l'éternité, il est difficile que des bruits vulgaires, des accusations passionnées, ne s'élèvent pas dans la foule pour donner des causes extraordinaires à ce qui n'est quelquefois que l'horrible coup de la destinée; alors la voix publique désigne avec rage des circonstances souvent innocentes; on ne veut pas que la fatalité ait tout fait, on envenime les soupçons, et il faut que l'autorité soit bien haute, bien impartiale, pour ne pas se laisser dominer par la voix entraînant et fongueuse des multitudes.

Rien n'avait produit un effet plus profond à

(1) Le duc d'Anjou, depuis Louis XV, était né à Versailles, le 15 février 1710.

(2) Voyez tout ce que raconte le scandaleux Flourenquet sur cette intrigue, il était chargé de la correspondance intime du duc d'Orléans, qui craignait

tant Louis XIV. (Mémoires de Saint-Simon, ad an. 1712.)

(3) A cette époque le dernier fils du duc de Bourgogne, le duc d'Anjou, fut gravement malade; il fut sauvé comme par miracle.

Paris que ces morts si tristement multipliées; quoi! le dauphin, chéri des halles et des bourgeois, Adélaïde de Savoie, si aimante et si gaie, M. le duc de Bourgogne, son mari, le bel et digne élève de Fénelon et de Beauvilliers, si intimes des parlementaires; toutes ces têtes adorées avaient disparu comme par un seul coup de faux de la mort! cet événement était-il naturel? Comment croire que des existences si fraîches, si fortes, avaient été enlevées si fatalement? n'y avait-il pas poison subtil? A la bonne heure pour M. le dauphin avec son ventre rebondissant: il pouvait avoir été emporté par une apoplexie; mais M. le duc et M^{me} la duchesse de Bourgogne, n'était-ce pas l'art des Brinvilliers qui avait servi un grand criminel? il était si aisé de se débarrasser d'une tête qui faisait ombrage! Paris était alors rempli de sinistres aventures et d'histoire abominables sur les moyens qu'employaient les empoisonneurs pour détruire des familles entières, lesquelles disparaissaient du monde; on racontait des assassinats exécrables dans les vieux quartiers; l'étude des poisons avait été portée fort loin depuis les Médicis: un gout parfumé, un sachet de velours et d'or suffisaient pour empoisonner. La mode et la mort marchaient de concert; la fable de la tunique de Nessus se répétait pour ces vêtements de gaze et de soie qui ornaient les bals joyeux et les fêtes somptueuses. On tremblait au foyer domestique quand la coupe touchait même les lèvres purpurines de l'enfance, ou lorsqu'un rubis scintillait sur le sein d'une jeune fille à la clarté du festin!

Cette opinion d'empoisonnement, d'abord vague et incertaine, saisit bientôt un caractère d'ardente personnalité. Il faut toujours une victime à la douleur publique, et voilà pourquoi les barbares sacrifiaient une tête humaine dans les grandes calamités. Le duc d'Orléans vivait à Paris d'une manière fort dissipée; le Palais-Royal était visité par quelques amis intimes, mécontents de Versailles. Philippe d'Orléans donnait peu de fêtes; il venait à la cour plutôt par étiquette que par plaisir; associé à des astrologues, devins de bonne fortune, il aimait à perdre son temps dans des opérations d'alchimie. La vieille croyance en la pierre philosophale existait encore puissante, et le duc d'Orléans passait des jours et des nuits à préparer des simples, à combiner des poisons et des odeurs, par des alambics et à l'aide de fourneaux. Le peuple de Paris le savait;

dédaigné du roi pour les grandes choses, le duc d'Orléans suivait naturellement cet instinct qui s'abaisse pour se faire oublier et s'oublier soi-même. Le prince d'ailleurs ne laissait pas une haute opinion de ses mœurs; il était fort débauché, peu dévot, et appartenait déjà à cette cabale philosophique qui grandit sous sa régence. Le peuple en disait long sur ce prince (1). or, les halles qui raisonnaient à tort et à travers, faisaient mille conjectures; si monseigneur le duc d'Orléans se livrait à l'art des poisons et de l'alchimie, n'avait-il pas son hut? Il était mécontent du roi: ne pouvait-il pas avoir jeté un sort sur le dauphin et le duc de Bourgogne? En éteignant la race, comme la Brinvilliers avait éteint sa famille, ne venait-il pas de plein droit à la couronne? La renonciation du roi d'Espagne était absolue, et l'antique prétention des d'Orléans semait ainsi satisfait!

Si le peuple des halles avait un peu réfléchi, il n'aurait pas d'abord attribué au poison ce qui était le résultat probable d'une mort toute naturelle, il n'y avait rien de plus fréquent alors que des épidémies qui enlevaient des familles entières; la petite vérole, la rougeole pntide frappaient avec une fatale persévérance le père, le fils, l'époux et l'enfant au berceau. Il régnait ce qu'on appelait le mauvais air, c'est-à-dire cette influence maligne qui décimait de temps à autre les villes de peuple et même les résidences royales; il était donc probable que le duc et la duchesse de Bourgogne avaient péri victimes de la triste contagion. La douleur de voir disparaître une femme chérie pouvait avoir aidé la mort de l'époux; cet aspect d'un cercueil appelle souvent un autre cercueil: c'est un poison vif et brûlant pour la sensibilité humaine.

Quelle preuve avait-on d'une mort violente? Les seuls indices qu'on avait aperçus, c'étaient des taches violettes sur tout le corps; le duc de Bourgogne si jeune, si fort de santé, avait été enlevé par une ardente fièvre interne: n'était-ce pas une petite vérole, une de ces rougeoles malignes si déplorablement multipliées alors? Cependant les médecins ordinaires du roi et du dauphin avaient examiné toutes les circonstances de cette mort; leurs avis avaient été partagés: Maréchal avait été d'opinion que rien n'était plus douteux que l'empoisonnement du dauphin; mais Fagon et Bondin ne mettaient pas en doute cette épouvantable catastrophe; ils s'en expliquèrent avec le roi d'une manière nette et

(1) Saint-Simon, quoique très-dévoilé à la branche d'Orléans, suit ici ses mauvaises habitudes de tout déprécier, et fait le plus triste portrait du duc d'Orléans,

et surtout de Monsieur, frère de Louis XIV, père du prince. (Voyez tom. x.)

précise; ils écrivirent à Louis XIV qu'il y avait tous les caractères d'un empoisonnement réel; les symptômes n'annonçaient pas une mort naturelle, et l'on en conclut qu'il fallait faire des recherches dans les moindres épisodes qui avaient précédé tant de trépas (1).

Quand ce premier avis eut été donné à Louis XIV, on s'enquit de tous côtés sur les accidents qu'on avait pu recueillir; on conta dans la cour que la veille de la maladie de la duchesse de Bourgogne, le duc de Noailles lui avait offert, au nom du roi d'Espagne, une boîte pleine d'un tabac de très-belle apparence; la petite duchesse aimait prodigieusement le tabac, et le roi ne pouvait le souffrir, parce qu'il était de bonne compagnie parmi la cabale et la société nouvelle de se barboniller le nez de tabac d'Espagne, et cette coutume était presque de l'opposition. La duchesse de Bourgogne avait donc bien caché sa boîte, et on ne l'avait plus retrouvée; le soir même, les premiers symptômes s'étaient développés par des maux de tête. On disait aussi que M. le dauphin avait été visité par le duc d'Orléans, et qu'on avait reconnu parmi ses domestiques des gens du Palais-Royal. Mille bruits étaient encore rapportés; un grand sacbet plein d'essences n'avait-il pas été envoyé à M. le dauphin? et c'était de ce moment qu'il avait affreusement péri d'un poison subtil renfermé dans sa boîte à gants de daim et parfumeries.

Ce qu'il y avait de curieux en tous ces bruits, c'est qu'ils émanaient du peuple surtout; c'était à Paris qu'ils avaient pris naissance; M. le duc de Bourgogne était tant aimé! on le connaissait au Parlement et dans les parloirs de bourgeoisie; M. le duc d'Orléans excitait la haine au contraire, et rien ne fut plus aisé que de répandre sur sa personne de sinistres rumeurs. Ces bruits furent-ils spontanés? vinrent-ils de la conscience du peuple, injuste souvent, mais naïve et profonde, ou bien eurent-ils leur source dans une intrigue? On doit historiquement recueillir que le sentiment de la culpabilité du duc d'Orléans éclata avec une indicible énergie (2); quelques écrits disent que de l'argent adroitement distribué par le duc du Maine et M^{re} de Maintenon avait préparé les esprits à ces accusations contre le duc d'Orléans, on voulait lui enlever toute force d'ave-

nir sur le gouvernement du roi. Tant il y a que jamais on ne vit une horreur aussi générale manifestée contre le duc d'Orléans; il ne pouvait plus paraître aux rues de Paris sans que mille cris et injures s'échassassent contre lui (3); s'il trottait en son carrosse pour sortir de la porte Saint-Honoré ou Vaugirard, la canaille le pressait de toute part; les épithètes d'empoisonneur lui étaient jetées à la face par les femmes du peuple et les bourgeois qui le rencontraient; des groupes se formaient sur ses pas, et peut-être n'eût-il pas échappé aux furcurs des multitudes, si des gardes nombreux n'eussent entouré son carrosse.

À la cour, le duc d'Orléans suscitait une répugnance plus profonde encore; premier prince du sang, il avait droit à des honneurs, à des prévenances; eh bien! depuis que ces bruits avaient circulé, personne n'osait plus approcher de lui, on le fuyait; quand il s'avancait vers un coin du salon, il se faisait partout une solitude silencieuse; on craignait son contact; à peine quelques amis du prince, parmi lesquels le duc de Saint-Simon, osaient lui adresser la parole; il y avait du courage à le croire innocent. Le prince ne s'était pas aperçu encore de la cause réelle de cette répulsion générale; il la demanda, et lorsqu'on lui dit l'affreuse accusation qui pesait sur lui, le duc d'Orléans se sentit comme accablé: que faire? il savait toutes les préventions du roi contre sa personne; il était de son naturel très-timide; l'aspect de Louis XIV lui imprimait une indicible terreur, il ne pouvait soutenir ce regard, et presque toujours le duc d'Orléans avait traité avec le roi par écrit; il n'avait jamais rien sollicité que dans la forme de lettres, placets ou mémoires (4).

Cependant, sous le poids terrible de cette accusation, un prince du sang devait demander une audience au roi, et s'expliquer devant lui; il s'agissait de sa vie et de son honneur; un exempt des gardes pouvait à chaque moment lui arracher son épée et le conduire à la Bastille; mieux valait, en toute hypothèse, obtenir du roi une accusation positive et des juges. Tel fut l'avis unanime des conseillers du prince; que pouvait-on lui reprocher? qu'il fréquentait l'artiste en métaux Humbert, nécromancien et alchimiste de son état? La

(1) Comparez les Mémoires de Saint-Simon, chapitre 11 et suivants, ann. 1712, et la justification du prince, dans la *Gazette de Leyde*, ou dans son histoire imprimée à Londres, ann. 1715.

(2) Plus d'une chanson populaire des halles exprimait la déplorable accusation du peuple. Le recueil

Maurepas en contient deux ou trois que je ne puis citer.

(3) Voyez Saint-Simon, ad ann. 1712. Ce fut lui et le marquis d'Effiat qui prévirent le duc d'Orléans des terribles soupçons qui pesaient sur Son Altesse.

(4) Saint-Simon en était le principal rédacteur, ann. 1713.

bourgeoisie l'accusait d'avoir sollicité l'apparition du diable à un talisman de métal, et d'avoir plusieurs fois tenté le sort; mais était-ce là une cause de procédure criminelle? Enfin, ce qui décida le duc d'Orléans à une démarche immédiate, ce fut la situation tout exaltée de Paris; quand le duc alla jeter de l'eau bénite sur le corps du dauphin et de la dauphine, il y eut une véritable émeute; le peuple se porta au Palais-Royal, et sans l'intervention du lieutenant général de police, peut-être ce palais eût-il été dévasté par la multitude, tant le bruit d'empoisonnement se répandait.

Le duc d'Orléans n'hésita plus à s'adresser au roi; le marquis d'Effiat venait d'arriver à Paris, il avait tout dit à M. le duc d'Orléans; ce prince s'écria : « Il n'y a pas d'autre parti à prendre, il faut que je demande la permission au roi de me constituer prisonnier à la Bastille; il faut que l'on fasse aïssir sur-le-champ arrêter Humbert, et qu'on le juge. » Cette résolution de M. le duc d'Orléans ne resta point sans effet; le lendemain il se rendit à Versailles, et voulut voir immédiatement le roi; il le trouva sec et silencieux : « Sire, permettez-moi de me constituer prisonnier à la Bastille, pour sortir de la fatale situation dans laquelle on me place. — Non, monsieur, dit le roi avec un air de dédain, cela n'est pas nécessaire. — Mais Votre Majesté ne peut me refuser d'y faire écrouer Humbert, que l'on dit être mon complice. — Non, monsieur, répliqua le roi plus sèchement encore; mais s'il s'y présente, on ne le refusera pas. » Mot dur et significatif pour un prince du sang (1)!

Le roi avait coupé court à l'entretien; l'affaire était trop ébruitée pour qu'elle restât sans un commencement d'instruction. D'après les lois de la monarchie, c'était au chancelier qu'il appartenait de connaître des crimes qui touchaient à la famille royale; mais en cette circonstance délicate, Louis XIV pensa que le chancelier étant trop intime avec le Parlement, le roi ne serait plus maître de la direction qu'on pouvait donner à l'affaire. D'ailleurs, depuis quelques années, la plupart des questions secrètes sortaient du ressort du chancelier pour aboutir à celui de M. D'Argenson, le lieutenant général de police; dans son bureau s'exécutaient la plupart des missions confidentielles; M. d'Argenson travaillait directement avec le roi, et c'était au monarque qu'il adressait les rapports importants de la police politique. Louis XIV ent

done recours au lieutenant général de police, car il mettait au grand prix à ce que le plus profond mystère présidât à toute cette instruction criminelle.

D'après la volonté de M. le duc d'Orléans, Humbert s'était rendu à la Bastille pour se constituer prisonnier; il y fut refusé; cet ordre était signé de M. d'Argenson : une conférence mystérieuse et décisive s'était engagée au château entre le roi et le lieutenant général de police; celui-ci avait parfaitement démontré que l'on ne pouvait pas commencer une procédure aussi grave sans être sûr de la mener à bonnes fins; et cette procédure contre qui allait-elle être poursuivie? contre le neveu et le gendre du roi, contre le père de la duchesse de Berry, la petite fille du roi! est-ce que le mal n'excéderait pas le bien dans cette circonstance? quel profit pouvait-on tirer même d'une condamnation? le moment était-il heureusement choisi? l'ennemi débordait sur la France, il envahissait ses frontières; fallait-il créer un nouvel élément de discord par un procès criminel contre un prince du sang? Ces motifs, longuement développés, avaient prévalu. Si M^{re} de Maintenon et le duc du Maine poussaient vivement au procès, le médecin Maréchal, qui avait conservé une grande franchise d'expressions avec le roi, lui avait prouvé surtout la difficulté de constater un cas d'empoisonnement sur la personne du dauphin. Le roi ordonna à son lieutenant de police d'instruire discrètement pour la forme, afin d'éclairer la conscience royale, et de vérifier la vérité des clamours publiques; on dut suspendre toute accusation contre le duc d'Orléans et contre ceux qu'on présumait être ses complices. Le lieutenant de police suivit ces ordres avec ponctualité; si Humbert fut refusé à la Bastille, on pénétra chez lui, on visita les laboratoires du duc d'Orléans; mais toute cette procédure fut si secrète, elle se confirma si étroitement entre le roi et M. d'Argenson, qu'on ne put savoir aucun incident; on apprit cependant qu'un cordelier de Bressuire en Poitou avait été arrêté et conduit à la Bastille; il avait fait de grandes révélations; il était, disait-on, un des auteurs principaux de l'empoisonnement, et toujours les soupçons grandirent; ils passèrent du duc d'Orléans sur la tête de l'empereur. Tous ces bruits étaient au fond très-vulgaires, ils n'avaient pas un principe de vérité, une de ces forces puissantes qui commandent la croyance et la persuasion.

L'exposition des faits, tels qu'ils se passèrent alors, était très-essentielle pour pénétrer dans cette question mystérieuse de l'empoisonnement; il était

(1) Saint Simon rapporte en entier cette conversation; elle est aussi dans les pamphlets de Hollande (1712).

d'abord un fait à examiner préliminairement : y avait-il eu empoisonnement réel, ou bien fallait-il attribuer ces morts foudroyantes à des causes naturelles ? On a rapporté les opinions médicales sur ce point, et ces opinions n'étaient pas tellement unanimes, que l'on pût passer outre à l'examen de culpabilité. En matière criminelle, il faut toujours constater la réalité du crime avant d'arriver à la recherche de ceux qui ont pu le commettre ; en supposant la vérité de l'empoisonnement, le duc d'Orléans était-il présumé s'en être rendu coupable ? La conduite du duc d'Orléans était déréglée, il avait goûté pour l'alchimie, la mixture des simples et des poisons ; il était mécontent, toute la cour le savait ; mais quel intérêt avait-il à préparer tant de meurtres, puis surtout à s'arrêter lorsque la branche aînée ne vivait plus que dans un frêle rejeton ? La conduite irréprochable du régent par rapport à la famille royale ne rend-elle pas improbables toutes ces accusations antérieures ? Ces motifs sont saisissants ; ne faut-il pas examiner encore si ces bruits n'étaient pas répandus par les princes légitimés et M^{me} de Maintenon leur protectrice, contre les princes du sang représentés par le duc d'Orléans ? On voyait le roi s'affaiblir successivement et tendre vers la mort ; un procès criminel contre M. le duc d'Orléans lui ôtait moralement la régence ; n'était-ce pas le but qu'on voulait atteindre ?

S'il fallait trouver des coupables et un empoisonnement réel, n'y avait-il pas parmi les cours étrangères des ambitions plus intéressées ? Le cabinet de Vienne ne pouvait-il pas user de ce moyen pour se venger de la race de Louis XIV ? Ce bruit courut, et l'on cita divers incidents aussi vagues, aussi futiles peut-être que ceux qui avaient circulé sur M. le duc d'Orléans : on parla de lettres écrites, de missions données à des religieux, comme au moyen âge, pour ensorceler et empoisonner la nombreuse lignée de Louis XIV. Tout cela n'était qu'une de ces rumeurs de peuple qui ne pouvaient dominer que le vulgaire (1) ; hélas ! dans les grands désastres on devient soupçonneux ; quand une immense calamité vous accable, on cherche des causes extraordinaires à ce que la destinée bizarre et implacable a seule fait. Puis des intrigues ambitieuses se mêlent aux cercueils et veulent profiter de la mort, comme les oiseaux de proie qui voltigent autour des fatales défuntilles. Le roi avait perdu sa

brillante lignée, et quand on voyait cette noble tête s'abaisser, on spéculait déjà sur la régence que la minorité de l'enfant royal devait essentiellement amener dans le destin du gouvernement de la France. En effet, si le duc d'Orléans pouvait être violemment soupçonné d'avoir menacé les jours de l'héritier de la couronne, comment lui confierait-on la régence ? Tel était le calcul des princes légitimés et de M^{me} de Maintenon.

CHAPITRE LXXVII.

ÉTAT DE L'EUROPE AVANT LES NÉGOCIATIONS D'UTRECHT.

Angleterre. — La reine Anne. — Ministère des whigs. — Parti des tories. — La presse anglaise. — Addison. — Congreve. — Saint-John Bolingbroke. — Swift. — Prior. — Progrès du torysme. — Question de la prérogative. — Ministère tory. — Dissolution du Parlement. — La Hollande et Heinsius. — Opinion favorable aux whigs. — Empire. — Mort de l'empereur Joseph. — Avènement de Charles VI. — Prusse. — Espagne. — Portugal. — Savoie. — Suède. — Danemark. — Russie.

1710 — 1712.

La coalition immense formée contre Louis XIV avait eu pour tête et pour chef Guillaume III ; toute l'administration du monarque, quoique fortement empreinte de la prérogative royale, avait été dirigée par les whigs, et à sa mort la reine Anne avait subi cette même influence ; son ministère, composé de lord Godolphin, du duc de Marlborough, de lord Somers, du comte de Warthon, était tout entier dans la pensée des whigs, c'est-à-dire la plus étroite restriction imposée à la couronne ; les seuls ministres qui appartenaient au torysme étaient alors le secrétaire d'Etat Harley et sir Henry Saint-John, si célèbre ensuite sous le nom de Bolingbroke, et encore Saint-John sortait d'une famille de whigs et de puritains retentissante dans la longue lutte contre l'Église établie. Pour compléter leur œuvre, les whigs avaient placé auprès

(1) J'ai écrit ce chapitre pour ne rien laisser de côté dans la vaste histoire d'une époque ; j'ai dû exposer l'état des idées et des préjugés mêmes de la multitude. Mes habitudes historiques sont trop au-dessus des pas-

sions du temps présent pour qu'on puisse voir dans ce chapitre un fait ou une idée qui se rattache à l'époque actuelle.

de la reine Anne milady Marlborough, femme impérienne, toute dévouée à leurs opinions; elle ne fut jamais la favorite de la reine, comme on l'a dit, mais la femme laudaine qui la gouvernait au nom du parti dont elle était l'expression. Il est essentiel de parfaitement connaître cette situation de lady Marlborough pour remonter à la cause réelle de sa disgrâce, qui ne fut ni puérile comme la chute d'un monchoir, ni capricieuse et domestique comme l'ordre d'un exil à la suite d'un vase de cristal brisé de colère : l'histoire des partis et des grands événements humains a des causes plus sérieuses.

Le principe des whigs tenait à leur école de 1688; ils voulaient restreindre la prérogative royale dans des bornes très-étroites au profit de leur propre aristocratie; vieux héritiers des puritains, il se mêlait toujours à leurs idées un germe de liberté politique; la reine Anne n'était à leurs yeux qu'un instrument du pouvoir qu'ils voulaient exercer, et ils menaçaient sans cesse de l'abandonner pour le prétendant Jacques Stuart (1), si elle n'accédait pas à leur domination. Ensuite les whigs, la plupart imbus des principes religieux de l'école hollandaise à laquelle appartenait le roi Guillaume, adoptaient l'affranchissement des sectes dissidentes, et frappaient ainsi l'édifice de l'Eglise établie. Depuis Guillaume III, ces sectes faisaient des progrès, et le clergé anglican s'alarmait des conquêtes faites par les puritains et les calvinistes, qui couvraient de leurs prêches les villes et comtés d'Angleterre et de l'Ecosse surtout. L'alliance hollandaise favorisait ainsi les progrès des opinions hostiles à l'Eglise anglicane.

Les tories avaient saisi la partie faible et vulnérable du système des whigs; dévoués à la prérogative royale, ils défendaient les droits de la reine Anne dans le gouvernement du pays. Leur doctrine était l'obéissance à la royauté, sans admettre ces distinctions subtiles ou bêtes que Marlborough et ses amis proclamaient comme un frein nécessaire à la couronne; cette bonne situation des tories auprès de la reine était soutenue par mistress Masham, une de ses femmes, la rivale de la duchesse de Marlborough et tory très-prononcée. Le secrétaire d'Etat Harley et lord Saint-John étaient en rapports politiques et secrets avec la reine Anne, et tout le parti de la prérogative était prêt à seconder un changement de ministère qui délivrerait la sou-

veraine de la contrainte que les whigs lui imposaient. A toutes les époques, les partis de cour ont une action dominante sur les affaires.

Auprès du peuple, les tories avaient deux forces imposantes : le clergé, attaqué par les sectes dissidentes, avait besoin de défendre de toute sa puissance l'Eglise établie; le clergé parlait au peuple qui saluait les magnificences de l'Eglise anglicane. Indépendamment de cet appui, les tories faisaient entendre des espérances de paix; il y avait fatigue de la guerre; les plaintes du commerce étaient grandes et répétées; on était sans cesse exposé à la course des braves marins de Dunkerque et de Saint-Malo. La position des tories était donc parfaite; ils soutenaient les prérogatives royales, l'Eglise établie et la paix des peuples; on savait combien la guerre était ruineuse; le siège de Tournai avait coûté près de 7 millions de livres sterl.; et pour qui faisait-on tous ces sacrifices? pour la Hollande et l'Empire, car l'Angleterre pouvait toujours conclure avec la France une paix séparée et utile à son système militaire et colonial. Marlborough seul en profitait, sa fortune et son crédit s'étaient démesurément accrus.

Dans cette position respective de deux systèmes en présence, il s'établit une polémique supérieure et plus retentissante peut-être que tout ce que la presse a produit depuis en Europe. Les principaux adversaires étaient pour les whigs, Addison et Congreve, et pour les tories, Saint-John (Bolingbroke), Prior et Swift; l'histoire de la presse périodique se mêle intimement aux grands faits politiques; il serait impossible de l'en séparer. Quand il existe un vaste classement de partis, ceux qui en suivent la lutte intelligente, influent nécessairement sur la marche des affaires; la presse politique était alors dans toute l'ardeur de la jeunesse; c'étaient des hommes d'un talent remarquable qui défendaient les idées de leur parti. Les gazettes cessèrent d'être exclusivement papiers-nouvelles, pour se jeter dans les questions de société et de gouvernement. Les whigs et les tories furent en présence non seulement dans la chambre des lords et les communes, mais encore dans la polémique usuelle des revues et des journaux. Addison, l'observateur froid et spirituel, fut un des organes les plus habiles des whigs; Addison était né à Minton, dans le Wiltshire, d'une de ces familles ecclésiastiques d'Angleterre, ealmes et simples, telles que

(1) Les rapports des chefs de l'école des whigs avec Jacques II sont constatés par la correspondance de Renaudot; Marlborough n'avait cessé d'être en relation

avec son neveu naturel, le duc de Berwick. (Manuscrit de Renaudot, Bibliothèque du roi.)

nous les décrit Goldsmith dans son *Vicaire de Wakefield*. Addison se fit remarquer jeune encore par ses essais de poésie latine, genre de littérature tant estimé en Angleterre; la protection de lord Halifax le rattacha au système des whigs. L'aristocratie anglaise a cette grande habileté de prendre pour elle toutes les intelligences. Addison fut présenté à Guillaume III, et dès ce moment il appartint corps et âme aux whigs: il chanta la paix de Riswick, triomphée de la révolution de 1688, les victoires de Marlborough, le chef de ce haut parti. Addison fut appelé au poste lucratif de secrétaire pour le gouvernement de l'Irlande sous le comte de Warthon, et ce fut à cette époque qu'il fit paraître son premier journal, qui prit le titre de *The Tatler* (le Babillard): cette feuille, sous des proportions plus vastes, devint ensuite le *Spectator*. Addison fut le chef, en quelque sorte, de la presse des whigs en Angleterre: il s'était jeté dans la lutte ministérielle avec une ardeur indicible (1).

Congrève, l'ami et le contemporain d'Addison, partageait son dévouement à la polémique des whigs; élevé au collège de Dublin, Congrève, destiné à l'étude des lois, embrassa la littérature du théâtre avec cette vocation qui ne calcule rien, ni les desseins de famille, ni les intérêts de la vie; à dix-neuf ans, il composa sa jolie comédie du *Old Bachelor* (le Vieux Garçon), et l'aristocratie de 1688 s'empara de cette jeune intelligence comme elle avait fait de celle d'Addison. Congrève eut un poste dans les donnes d'un revenu de 600 liv. sterl. que lui assura lord Halifax. Admis dans le cabinet, Congrève se fit écrivain politique: son traitement, sous le ministère de Marlborough, s'élevait à 12 mille liv. sterl. de revenus; il prit part à la forte et longue lutte des deux partis sous la reine Anne, et il fut un des collaborateurs assidus et mordans dans le *Whig-Examiner*,

journal qui soutenait avec ferveur l'administration de lord Halifax (2).

Le toyrisme ne resta pas silencieux en face des attaques sérieuses et dissertatrices du parti whig: son écrivain le plus remarquable, sir Saint-John (lord Bolingbroke), appartenait, ainsi qu'on l'a dit, à une famille quasi-puritaine; mais son esprit vif et piquant l'avait prédestiné pour la politique des tories. Sir Henry Saint-John était sorti du ministère lors du triomphe absolu des whigs, et ce fut l'origine de ce grand talent de polémique que sir John déploya dans de puissants écrits (3). C'était une verve, une originalité incessantes, une manière aristocratique d'attaquer ses adversaires et tous leurs ridicules; il fut ardemment secondé dans cette œuvre par Swift et Prior. Swift, l'auteur du fameux conte du *Tonneau* et de ce spirituel et caustique *Voyage de Gulliver*, esquisse philosophique sur l'impuissant effort de l'homme pour atteindre un but chimérique d'ambition: les infiniment petits étaient une censure de ceux qui se croyaient infiniment grands, et ces rêves excentriques étaient destinés à peindre surtout les whigs, ces prétendus amis des libertés et du bien-être du peuple, et qui traitaient l'Angleterre comme ce pauvre Gulliver que la fourmière de Lilliput cherchait à enlever par des fils menus comme de la toile d'araignée. Swift avait été whig très-prononcé à l'origine des divisions politiques entre les deux partis; très-bien accueilli par le roi Guillaume, Swift rapporte que ce roi, si plein de sonnets et d'ennuis, lui avait enseigné comment on cultivait les asperges en Hollande, utile souvenir que Swift, homme simple d'ailleurs, avait conservé de la tête ferme et sérieuse qui avait accompli la révolution de 1688. Swift fut ensuite dévoué à la politique des tories; sa verve était intarissable; il avait une supériorité sur Congrève, dont la plaisanterie était un peu lourde. Le

(1) Addison est un des écrivains les plus féconds de l'Angleterre; tour à tour journaliste, critique, poète épique, tragique et comique, il s'est montré supérieur dans ces genres si différents. Le plus célèbre de ses poèmes est celui intitulé *The Campaign* (la Campagne), où il chante la bataille de Blenheim. Addison mourut à quarante-huit ans; une belle édition de ses œuvres a paru à Birmingham en 1761, *Addison's Works*, Baskerville, 4 vol. in-8°. En 1797, on a imprimé à part les articles qu'il avait fournis au *Tatler*, au *Spectator* et au *Guardian*, 14 vol. in-8°. Il existe en France plusieurs traductions des productions les plus remarquables d'Addison.

(2) Congrève a été nommé par la vieille école le *Mo-*
T. I.

lière des Anglais. Congrève est un littérateur élégant, spirituel, d'une imagination réglée, mais il manque d'originalité; ses meilleures pièces: *The old Bachelor*, *the double Dealer*, *Love for Love*, *the Mourning bride*, ont été traduites en français dans le *Théâtre anglais* de Laplace. Baskerville a donné aussi une édition des œuvres de Congrève; Birmingham, 1761. 3 vol. in-8°.

(3) Bolingbroke, en mourant, légna ses papiers au poète écossais David Mallet, qui a publié les *œuvres complètes de Henri Saint-Jean, vicomte de Bolingbroke*; Londres, 1754, 8 vol. in-4°, et 9 in-8°. On a traduit en français plusieurs ouvrages politiques de Bolingbroke; sa vie a été écrite par Saint-Lambert.

peuple aimait la manière de Swift, elle allait à son intelligence, à ses goûts; c'était l'excentrique, la caricature exagérée telle que la veut ce *John Bull* dont les sens froids et compassés ont besoin d'être fortement remués par les mots sensuels et les images grotesques, comme il a besoin de secouer son corps par les liqueurs fortes; Swift ne quitta plus, jusqu'à la fin de sa vie, la bannière du torysme (1).

Prior, homme politique autant qu'écrivain, fut le collaborateur assidu de Swift dans la rédaction de l'*Examiner*; il appartenait à une école plus sérieuse: sa naissance était obscure; un cabaret de Winburne dans le Middlesex avait vu son enfance et ses premières études; c'est de cette obscurité qu'il fut tiré par le comte de Dorset; car, je le répète, l'aristocratie anglaise se maintient parce qu'elle est protectrice, et qu'elle se recrute dans toutes les forces d'intelligence. Prior reçut une éducation brillante, et entra immédiatement dans les affaires, comme secrétaire d'ambassade au congrès de La Haye (1697). Prior développa un talent remarquable dans cette légation en Hollande; il sentit que l'art d'écrire ne suffit pas en diplomatie; il devint un des négociateurs les plus habiles. Au congrès de Riswick, Prior avait été premier secrétaire de la légation anglaise, et quelques années plus tard on l'éleva au poste de secrétaire d'État de l'Irlande; il suivit en France l'ambassade du comte de Portland, cette éclatante apparition de la noblesse anglaise. Prior fut l'agent de confiance pour tous les grands intérêts; mais à mesure qu'il touchait de plus près les affaires, il abandonnait les vieilles idées des whigs pour se rattacher aux tories et à lord Bolingbroke. C'est ce qui arrive presque toujours aux hommes d'intelligence et de pratique; les idées puritaines ne peuvent s'appliquer à la marche régulière du gouvernement. Prior se démit de ses emplois avec les whigs, et devint un des collaborateurs les plus assidus de Bolingbroke dans le *Tory-Examiner*; sa critique embrassa tout, et la littérature et la politique de ses adversaires, pour les combattre et les ridiculiser (2).

(1) Je le répète, le conte du *Tonneau* (*tale of a tub*) et les *Voyages de Gulliver* sont les seuls ouvrages de Swift connus en France, quoiqu'on ait fait diverses traductions de quelques autres de ses travaux. Walter Scott a publié une Notice sur Swift dans sa *Biographie des romanciers célèbres*; il existe aussi une *Vie de Swift*, par Shéridan; Dublin, 1785, in-8°.

(2) Les ouvrages poétiques de Prior ont en Angleterre un grand nombre d'éditions; son poème de

En suivant avec quelque attention la marche des deux partis dominans en Angleterre, on pourrait voir que les tories avaient une plus haute et plus puissante influence sur la couronne; ils défendaient la prérogative royale, et tous les partisans de la reine Anne se rattachaient à eux; ils protégeaient l'Eglise établie, et cette bonne position leur donnait les sympathies populaires acquises au clergé, à cette époque surtout; ils voulaient la paix; elle était un besoin. Ces sympathies se manifestèrent ardemment à l'occasion du procès de Henri Sacheverel, prêtre d'Oxford, un des esprits les plus irrités contre les dissidens et les presbytériens; Sacheverel prêcha, dans la vieille église de Saint-Paul, le dogme de l'obéissance absolue à l'autorité et à l'Eglise établie; ce sermon produisit un effet magique sur toute la bourgeoisie de Londres; il fut imprimé et distribué par l'ordre exprès du lord-maire, et applaudi par les corporations. Le ministère et le Parlement aperçurent bien d'où venait l'attaque, et un procès régulier fut intenté à Sacheverel par les communes devant la chambre des lords, pour crime de haute trahison; ce fut un essai sur l'opinion publique. Jamais la ville de Londres n'avait été plus profondément émue; le peuple courait à Westminster pour applaudir celui qu'on désignait comme martyr; la reine assista exactement à chacune des séances; elle manifesta en toute occasion ses sympathies pour le prêtre qui était le symbole de l'Eglise établie; les vœux des multitudes le saluèrent d'acclamations; Sacheverel soutint ses doctrines avec hardiesse, et les lords n'osèrent le condamner qu'à trois ans d'interdiction du préche; ses sermons furent brûlés par la main du bourreau. Le peuple porta le prêtre en aube blanche dans une sorte d'ovation; la reine le vit, et l'accueillit comme un de ses amis les plus dévoués; Sacheverel fut nommé à un bénéfice dans le nord du pays de Galles; partout il fut reçu avec enthousiasme; à Oxford, il fit son entrée triomphale, et plus de mille cavaliers vinrent au-devant de lui avec des banderoles à mille couleurs, tandis que les grandes cloches des églises sonnaient au vent (3).

Salomon, ou la *Fanatie du Monde*, est le plus connu; c'est aussi le meilleur de ses travaux. Ce poème est divisé en trois livres: la *Science*, le *Plaisir* et la *Puissance*; il renferme plus de deux mille sept cents vers, quoique Voltaire, qui le trouvait déjà trop long, ne lui en donne que quinze cents; mais on sait la légèreté des jugemens et des appréciations de Voltaire en ce qui touche la littérature anglaise. Le poème de *Salomon* a été traduit en latin par Dobson.

(3) *Annales parlementaires*, ann. 1712.

Le procès de Sacheverel était une épreuve que tous les partis avaient faite de leurs forces; la reine Anne put reconnaître que l'opinion tory sur la prérogative et l'Eglise établie avait une incontestable préférence parmi le peuple sur les whigs et les dissidents; c'était pour la reine une indicible satisfaction, car le ministère de lord Halifax lui pesait; la puissance royale n'était que nominative; le cabinet dominait tout sous l'influence de Marlborough; Anne n'avait d'autres consolations pour secouer un peu cette chaîne accablante, que ses conférences intimes avec le secrétaire d'Etat Harley et sir Henry Saint-John, dont elle avait accepté la démission pour complaire aux whigs; c'était chez mistress Masham que ces conférences avaient lieu; l'abaissement successif du ministère Halifax avait été résolu, et avec ce parti devaient également tomber la puissance et le crédit de la duchesse de Marlborough, si forte auprès de la reine, parce qu'elle était l'expression de l'opinion alors au pouvoir.

Quand le pays eut été bien étudié par le procès de Sacheverel, la reine Anne, de concert avec les tories influents, se décida à changer sur-le-champ son ministère, et à rompre ainsi de face avec le parti des whigs qui avait fait la révolution de 1688: un nouveau cabinet fut formé dans l'opinion des tories; Harley fut nommé chancelier de l'échiquier, le duc de Rochester président du conseil; le comte de Buckingham eut l'intendance des maisons de la reine; Henry Saint-John, Simon Hartcourt, le duc d'Ormond et Granville, tous choisis dans les rangs des tories, complétèrent ce cabinet dans le sens de la prérogative; Marlborough seul fut conservé, mais avec une position tellement effacée, qu'il ne pouvait garder long-temps son poste; les maximes fondamentales d'après lesquelles l'administration tory fut composée, se résumèrent par ces trois articles: 1^o la prérogative royale; 2^o l'Eglise établie; 3^o la paix. Le parlement fut dissous en conséquence, et les élections donnèrent majorité à cette triple opinion. Ce fut l'époque de l'ardente presse périodique en Angleterre: dans cette lice s'exercèrent de beaux talents; des hommes politiques dirigèrent les esprits, les rattachant plus fortement encore aux principes du torysme (1).

Il a été très-essentiel d'exposer ces faits dans l'histoire parlementaire de la Grande-Bretagne, afin de sortir de cette puérilité d'anecdotes qui rai-

tachent la chute de Marlborough et des whigs à des colères de femmes; la disgrâce de ce puissant parti résultait d'un mouvement d'opinion favorable à la royauté, à l'Eglise établie et à la paix. Le vice de l'histoire vulgaire est toujours d'attribuer à de petites causes les grands mouvements d'opinions. Il ne s'agit pas d'un caprice de reine, d'une espèce de coup d'éventail politique, mais d'une lutte réelle de deux opinions qui se combattent; la presse, les élections, tout agit dans cette lutte, et c'est ce qui la fait si imposante. Il est possible que la duchesse de Marlborough ait déplu à la souveraine, mais son exil de cour n'arriva qu'alors que les whigs furent complètement vaincus; elle tomba avec son parti, mais elle ne fut pas la cause de cette chute. Une forte opinion ne meurt pas sous un caprice.

L'avènement d'un cabinet tory servait les partisans de la paix avec la France. Quelle était donc alors la situation des autres puissances engagées dans la guerre? La Hollande n'avait plus la même intimité avec l'Angleterre depuis le triomphe du ministère tory; la domination de l'Eglise établie bouleversait toutes les tentatives des sectes dissidentes. La loi religieuse était encore la base des traités; la Hollande était calviniste; la révolution de 1688, le règne de la maison d'Orange et le ministère whig avaient fomenté la propagation du puritanisme et de la secte de Calvin en Angleterre; l'alliance des deux Etats se fondait sur cette communauté de principes; les tories s'en éloignaient pour protéger exclusivement l'Eglise anglicane, le grand pensionnaire Heinsius, si dévoué à Guillaume III, avait des griefs contre la reine Anne; il ne lui pardonnait pas la persécution envers les puritains. Dès ce moment on voit la Hollande se dessiner plus fortement pour la cause allemande; elle accueille avec enthousiasme le prince Eugène; elle accorde volontiers des subsides à tous les électeurs des bords du Rhin qui veulent entrer dans la coalition et fournir des hommes; ses journaux et ses pamphlets attaquent vivement le ministère des tories, et le dénoncent comme une administration qui trahit les intérêts réels de l'Angleterre et de l'Europe coalisée; les whigs trouvent un ferme appui à La Haye et à Amsterdam; c'est de là que partent plus d'une intrigue contre le cabinet du comte d'Oxford (2).

Cette séparation de la Hollande et de l'Angleterre servait les tendances pour la paix; mais un évé-

(1) Annales parlementaires, ann. 1712.

(2) Heinsius est un homme fort remarquable; il avait été réélu quinquennalement à la dignité de grand pen-

sionnaire de Hollande, depuis 1689 jusqu'en 1720, époque de sa mort.

ment plus grave en avançant le terme; l'empereur Joseph venait de mourir à Vienne (1); son frère et son héritier était cet archiduc Charles que les alliés avaient proclamé roi d'Espagne. Quand l'archiduc connut la mort de l'empereur, il prit la pourpre impériale, joignant ce grand titre au blason de Castille, c'était donc la reconstruction pleine et entière de la monarchie de Charles-Quint? ou retournait à l'état politique du seizième siècle; le nouvel empereur allait posséder, comme son illustre aïeul, l'Allemagne, l'Italie, Naples, la Sicile, la Sardaigne, l'Espagne et les Indes; la restauration d'un État aussi vaste était de nature à effrayer la Hollande et l'Angleterre, c'était la souveraineté universelle. Dès ce moment un retour d'opinion se fait contre l'empereur : la maison de Bourbon est trop abaissée pour qu'on puisse la craindre; les hommes d'État de l'Angleterre commencent à examiner s'il ne vaudrait pas mieux, en séparant par des actes de renonciation les deux branches de France et d'Espagne, traiter sur les bases d'une reconnaissance de Philippe V.

Ces considérations prenaient plus de consistance à la suite des derniers événements de la Péninsule; depuis trois ans les alliés avaient multiplié les opérations militaires en Espagne; les Anglais s'étaient déployés en force dans l'Estramadure sous lord Stanhope, tandis que les Allemands, sous Staremberg, manœuvraient à Madrid par l'Aragon. Le combat sanglant d'Almenara avait refoulé les troupes de Philippe V jusqu'aux portes mêmes de sa capitale, et la bataille de Saragosse, gagnée par Staremberg, ouvrait aux Allemands le chemin de la Castille. Philippe V quitta Madrid pour la seconde fois, et se retira à Valladolid; l'archiduc y fit son entrée solennelle; mais l'aspect de ces soldats calvinistes ou luthériens, dédaignant la sainte Église, avait soulevé la population. Philippe V était aimé du peuple de Madrid, il en avait adopté les coutumes; la princesse des Ursins, si habile, si déliée, s'était rattachée la grandesse en servant l'orgueil national; tout était Espagnol. Lorsque l'archiduc voulut organiser son conseil de Castille, il trouva partout de la résistance; le marquis de Mancera, vieillard centenaire, président du conseil, répondit : « Je n'ai qu'une foi, c'est l'Église romaine; je n'ai qu'un roi auquel j'ai prêté serment, c'est Philippe V; j'es-

time l'archiduc, mais j'ai vécu cent ans sans avoir rien fait contre mes devoirs; pour le peu de jours qui me restent à vivre, je ne veux pas me déshonorer. » Cette noble réponse du marquis de Mancera fut celle de presque toute la grandesse; le vieux bonnet espagnol se réveillait (2).

Les alliés n'avaient pas trouvé de sympathies en Espagne, parce qu'ils n'étaient pas de la foi de ce peuple; ils portaient haine à l'Église, et le paysan espagnol avait son héroïsme, son histoire dans les couvents et les oratoires : aussi lorsque Vendôme passa les Pyrénées, les alliés se placèrent de nouveau sur la défensive, et l'évacuation de Madrid fut décidée. Vendôme entraîna le roi Philippe V à marcher sur les Castilles, il s'empara de Madrid, et de là s'avance vers l'Estramadure. Les Anglais, en pleine retraite, traversent le Tage, et se retranchent dans Brihuega; le duc de Vendôme les enveloppe, fait prisonniers le général Stanhope et cinq mille grenadiers; puis il court à Villaviciosa, où se livre une bataille décisive. Vendôme resta victorieux, tandis que Staremberg se retirait en bon ordre sur les côtes de Portugal; désormais l'Espagne se trouvait à l'abri de toute invasion. Telles étaient les affaires de la Péninsule, et cet affermissement de la couronne sur la tête de Philippe V, ces échecs qu'avaient éprouvés les armes des alliés, devaient aider à la pacification; les dépêches de lord Stanhope annonçaient également que les armées anglaises et allemandes avaient été reçues avec froideur. Un fait incontestable pour la coalition, c'était la popularité de Philippe V dans une grande partie de l'Espagne; on l'avait vu se réveiller à Madrid d'une manière très-significative; dès lors on dut s'apercevoir qu'il serait difficile de placer la souveraineté dans d'autres mains; depuis douze ans déjà, Philippe V régnait; et cette prise de possession créait une habitude et un droit.

A mesure que les armées de lord Stanhope et de Staremberg se retiraient en Portugal, la maison de Bragance faisait de sérieuses réflexions sur son état d'hostilité avec les Bourbons de France et d'Espagne. Les escadres de Duguay-Trouin avaient paru à Rio-Janeiro, et détruit cette mine d'or pour la cour de Lisbonne (3); Vendôme avait passé le Tage, et une ou deux victoires allaient le conduire dans la capitale; fallait-il, pour secourir les alliés,

(1) Le 17 avril 1711, à l'âge de trente-trois ans; il avait succédé le 6 mai 1705 à son père. L'empereur Léopold, implacable ennemi de Louis XIV et de la France.

(2) Mem. del march. de San-Felippe, ad ann. 1710-1712.

(3) J'ai vu le rapport original de Duguay-Trouin sur cette expédition à Rio-Janeiro dans le dépôt de Versailles. 1712.

rouvrir la chance d'une invasion impétueuse des Français? Le temps était donc parfaitement choisi pour que la diplomatie de Louis XIV agit sur le Portugal, afin de le détacher de l'alliance; un traité de paix séparé allait mettre la monarchie espagnole à l'abri sur ses frontières de l'Estramadure.

Le duc de Savoie se trouvait dans une position semblable par rapport à la France : la cause qui l'avait rattaché à l'alliance était surtout la crainte d'être englouti dans la monarchie universelle du roi de France; cette terreur n'existait plus; ce n'était plus Louis XIV qui était menaçant pour lui, mais ce vaste Empire qui le pressait par les Alpes et le Milanais. La domination de l'Autriche sur l'Italie pouvait s'étendre jusqu'au Piémont; le Pô n'était pas une limite que l'ambition ne pût franchir. A ces considérations virent se joindre les liens de famille tristement réveillés par la mort de la duchesse de Bourgogne. Après l'invasion de la Provence, le duc de Savoie hésite, il n'est plus aussi franchement dans la coalition, il n'arme pas avec la même ardeur contre la France; il se tient en observation au pied des Alpes : sa politique est d'attendre la pacification, en profitant le mieux possible des avantages qui pourront en résulter pour ses États. Depuis que l'électeur de Brandebourg prenait le titre de roi, le duc de Savoie avait la secrète ambition de ceindre la couronne; ses États étaient au moins aussi étendus, et leur influence aussi grande; on lui promettait la dignité de roi de Lombardie avec la possession du Milanais (1).

Frédéric, roi de Prusse, n'avait joué qu'un rôle très-secondaire dans la coalition; un corps prussien était au service de l'Angleterre et de la Hollande, mais il agissait comme auxiliaire et puissance de second ordre. Le nord de l'Europe était trop violemment ébranlé pour que la Prusse n'eût pas l'attention absorbée par le grand conflit entre la Suède, le Danemarck, la Russie et la Pologne, qui de tous côtés la ceignaient comme d'un cercle d'airain; la Prusse était placée géographiquement de manière à tout observer. La Suède d'abord avait abdiqué son vieux et beau rôle de médiatrice, pour se jeter dans les extravagantes conquêtes de Charles XII; cette exagération de ses forces militaires l'avait accablée; son roi poétique l'avait perdue; l'expédition de Russie avait abouti à la triste défaite de Pultawa, le tombeau de la brave armée suédoise, dure et toute de fer. Une réaction s'était déclarée

contre la Suède, ce qui arrive toujours quand un Etat est sorti violemment de ses limites; le Danemarck avait envahi la Poméranie, une révolution en Pologne avait rappelé la maison de Saxe, protégée par l'empereur. Un seul Etat avait immensément profité de ces grandes guerres, c'était la Russie sous Pierre-le-Grand; jusqu'alors puissance asiatique et orientale, la Russie n'avait occupé le monde que par ses guerres contre les Turcs. Dans ce flux et reflux de nations, elle avait cherché des issues pour ses produits, car elle étouffait dans sa force, et voilà la cause de sa triple tendance vers la mer du Nord, le Danube et la mer Noire. L'invasion de Charles XII avait donné à la Russie une haute impulsion, elle l'avait retrempee dans son énergie de peuple; il n'est rien qui vous grandisse comme une invasion repoussée. Pierre I^{er} accomplissait son œuvre magnifique. On s'intéressait peu à la Russie dans les cours occidentales; les guerres et la diplomatie étaient toutes méridionales, elles ne sortaient pas des négociations sur l'Espagne et l'Italie; le nord ne jouait pas cet immense rôle que depuis il a si puissamment saisi. Le cercle des graves intérêts ne s'étendait pas en dehors de Vienne, de Madrid et de Naples; et voilà pourquoi la diplomatie s'inquiétait faiblement des guerres et des révolutions qui pouvaient agiter les gouvernements et les peuples au-delà de la Vistule ou de la Baltique. Les croisades seules, c'est-à-dire le principe religieux, avaient confondu au douzième siècle ces deux politiques de l'Orient et de l'Occident. Depuis, la marche des négociations s'était rétrécie; les grands traités se concentraient dans l'Empire, l'Espagne, la France, l'Angleterre et la Hollande; entre ces nations était le débat armé; la Suède intervenait habituellement comme médiatrice; ce rôle cessait avec les chevaleresques folies de Charles XII. La Russie ne se mêla aux intérêts méridionaux qu'au milieu du dix-huitième siècle, et pour les causes que j'aurai plus tard à révéler.

CHAPITRE LXXVIII.

NEGOCIATIONS SECRÈTES AVANT LES CONFÉRENCES D'UTRECHT.

Agens de Louis XIV en Angleterre. — Le maréchal de Tallard. — M. Mesnager. — Envoyés des toriens en France. — M. Prior. — Négociation à Londres. — Questions diplomatiques. — Projet et contre-projet. — Communications à la Hollande.

(1) Dépêches de Torey, ann. 1712.

— Refus de la part d'Heinsins et du prince Eugène. — Déclaration de l'Angleterre. — Utrecht désigné par la Hollande comme lieu des conférences.

1711 — 1712.

L'AVÈNEMENT d'un ministère tory en Angleterre préparait les premières voies à la paix générale en Europe; si une transaction commune n'était pas immédiatement possible, il fallait négocier au moins une paix séparée et particulière entre la France et la Grande-Bretagne. Telle fut l'opinion du cabinet de Versailles; un rapport de M. de Torcy au roi indiqua la nécessité d'agir directement auprès du ministère anglais, présidé par le comte d'Oxford, d'abord au moyen d'agens secrets sans mission officielle, afin de ne s'engager qu'avec assurance de réussir (1). On devait prendre pour prétexte un échange de prisonniers, le règlement de certaines captures de marchandises qui pouvaient être compensées. M. de Tallard était prisonnier sur parole à Londres depuis la triste bataille d'Hochstedt; et comme il avait forcément séjourné en Angleterre, il dut faire servir ses relations anciennes au succès d'une paix nécessaire aux deux Etats.

M. de Torcy remit au négociateur secret un projet provisoire établi sur des bases nouvelles et susceptibles de satisfaire les intérêts de la Grande-Bretagne. La France offrait à l'Angleterre des sûretés réelles pour son commerce dans les deux Indes et dans la Méditerranée; à la considération du cabinet de Londres, le roi promettait une bonne frontière à la Hollande du côté des Pays-Bas. L'état prospère des affaires du roi d'Espagne ne permettait plus de songer à un changement de dynastie; on prendrait toutes les précautions qui conviendraient à l'Angleterre pour garantir à jamais la séparation des deux couronnes et les privilèges de son commerce dans les Indes. M. de Torcy proposait d'ouvrir sur ces bases des conférences diplomatiques, soit à Aix-la-Chapelle, soit à Liège, pour traiter séparément ou conjointement au gré du cabinet de Londres (2).

Ces conditions de la paix, bien que rédigées en termes vagues, différaient essentiellement des précédentes; elles reposaient sur des articles bien au-

trement favorables à la France que les préliminaires de La Haye, ou des conférences de Gertruidenberg. Le cabinet de Versailles avait compris les avantages de sa position; il savait les dissidences des nouveaux ministres toriens avec la Hollande, le besoin de paix qui partout se faisait sentir en Angleterre. La belle résistance de Malplaquet d'ailleurs, avait montré tout ce que pouvait la France. La situation particulière de l'Empire favorisait les démarches du cabinet de Versailles; on a dit, en effet, que l'avènement de l'archiduc Charles à la couronne impériale avait modifié entièrement les idées de l'Angleterre sur la succession d'Espagne; il ne pouvait pas être dans ses intentions de reconstruire la grande monarchie de Charles-Quint; la question d'Espagne ne devenait plus pour les toriens qu'un intérêt commercial dont on devait tirer tous les avantages en ce qui touchait les transactions maritimes de l'Angleterre; c'est en ce sens que M. de Tallard entama la question avec lord Saint-John dans des conférences préliminaires. La condition de l'avènement des toriens était la paix, et le cabinet de Versailles, connaissant bien cette nécessité, voulait en profiter.

Les démarches secrètes du comte de Tallard en Angleterre eurent quelques succès; le négociateur remit le projet de la France; en conséquence, lord Saint-John fit confier une mission privée à l'habile M. Prior, l'agent actif du corps diplomatique anglais; M. Prior devait se rendre à Versailles, porteur de pleins pouvoirs et d'un sous-seing, écrit en entier de la main de la reine Anne: « Toute confiance doit être accordée au porteur du présent, M. Prior, y était-il dit, pour engager des négociations définitives avec la France (3). » M. Prior fut accueilli à Fontainebleau, où était la cour, avec une distinction remarquable; le roi le combla de politesses; M. Prior avait alors quarante-sept ans; c'était un de ces Anglais à la stature élancée; sa tête était belle, son front large et haut, son œil observateur et méditatif, sa main blanche et effilée, ses lèvres fines, sa figure d'un élégant ovale, comme Lawrance a su depuis reproduire les hommes d'Etat de l'époque de lord Castlereagh. M. Prior était porteur de deux instructions: la première toute générale; il n'était désigné que sous le nom de l'homme chargé de pressentir les intentions de la cour de Versailles.

(1) Archives de Versailles, ann. 1711.

(2) Note du 9 juin 1711.

(3) Voici le texte du pouvoir, tel qu'il existe dans les Archives de Londres. « M. Prior est pleinement au-

torisé à communiquer à la France nos demandes préliminaires, et à nous en rapporter les réponses, ANN R. » (Archives de Londres.)

Le cabinet anglais y déclarait qu'on ne traiterait jamais qu'à la satisfaction des alliés, c'est-à-dire que l'empereur, la Savoie, la Hollande recevraient chacun une frontière suffisante et respectable; l'équilibre devait être maintenu en Italie, et la condition essentielle était l'assurance formelle qu'en aucun cas les couronnes de France et d'Espagne ne pourraient être réunies (1).

Il y avait du vague dans ces pouvoirs généraux, et c'est pourquoi lord Saint-John précisa d'une manière plus nette les concessions et les garanties qu'exigeait spécialement l'Angleterre : ces garanties étaient d'abord un traité de commerce privilégié, la reconnaissance de la reine Anne et de la succession dans la ligne protestante, la possession de Gibraltar et de Port-Mahon, le monopole du commerce des noirs (2), la cession de Terre-Neuve, l'*uti possidetis* des établissements en Amérique, et l'égalité des avantages commerciaux dans toutes les colonies espagnoles. Ces propositions, adressées par M. Prior, devaient rester secrètes, à moins qu'il ne fût arrêté, de concert entre les deux parties contractantes, qu'elles seraient communiquées aux alliés. Le plénipotentiaire anglais s'ouvrit même intimement à M. de Torcy sur l'utilité d'une alliance offensive et défensive, conséquence du traité commercial; les principes des tories, défenseurs de la prérogative royale, plaisaient à Louis XIV; M. Prior invita M. de Torcy à préparer le prétendant de la race des Stuarts, Jacques III, à quitter la France, comme une garantie des bonnes intentions du cabinet de Versailles à l'égard de la reine Anne; le parti tory avait besoin de donner ce gage pour écarter l'idée qu'il travaillait à une restauration. A cette époque, les whigs, exclus du pouvoir, étaient presque tous rapprochés du prétendant (3).

La cour de Versailles reçut les ouvertures de l'Angleterre avec une satisfaction véritable; son intérêt était si visiblement de traiter avec chacune des puissances engagées dans la guerre! Ne valait-il pas mieux faire toutes concessions à la Grande-Bretagne pour se dispenser des préliminaires accablants que le congrès de La Haye avait imposés aux malheurs de Louis XIV? aussi la cour de Versailles

indiqua Mesnager pour suivre M. Prior à Londres. Mesnager était issu de famille bourgeoise et marchande de l'antique ville de Rouen; il avait d'abord exercé la profession d'avocat, puis il fut député par le négoce de Rouen près du conseil général du commerce institué par Colbert. Il y déploya une remarquable spécialité; d'Aguessseau présidait ce conseil; il présenta Mesnager au roi, qui aimait la capacité dans les bureaux des affaires extérieures surtout. Le conseiller fut désigné pour une mission secrète en Espagne, afin de régler les intérêts commerciaux des deux nations dans la mer du Sud; ses plans étaient vastes; Mesnager voulait lier le nouveau monde à l'ancien par d'incessantes transactions; ses mémoires diplomatiques sont clairement écrits. Il avait été ensuite envoyé sans caractère officiel en Hollande, pour détacher la république de la coalition en lui offrant d'immenses avantages maritimes; il avait vécu caché à La Haye, pour ne pas donner l'éveil à aucun des cabinets de l'alliance; il correspondait alors avec le nom supposé de Leféron, et ses dépêches parvenaient à Versailles sous le couvert du commerce et des négocians de Rouen et du Havre. Louis XIV se servit souvent de cette voie bourgeoise dans les affaires, même dérisives (4).

La cour de Versailles ne pouvait donc mieux choisir que M. Mesnager pour entamer un traité avec le cabinet des tories. Le négociateur n'était pas assez important, assez connu pour éveiller les soupçons des autres cours; on savait sa spécialité commerciale, Mesnager n'avait jamais suivi une affaire réellement diplomatique. M. Mesnager avait ordre de s'abstenir à Londres de toute démarche officielle; il était seulement négociateur secret, il ne devait voir les ministres que confidentiellement; M. Prior restait l'intermédiaire entre Mesnager, Harley et lord Saint-John. Les instructions dont le plénipotentiaire était porteur n'avaient rapport qu'à la question anglaise. M. de Torcy acceptait au nom du roi les propositions offertes par M. Prior à Paris; mais il faisait observer que de tels articles, si avantageux à la Grande-Bretagne, ne pouvaient être admis par la France qu'à la condition expresse d'un traité général avec les alliés; on ne devait faire des concessions aussi considéra-

(1) Documents anglais sur la négociation d'Utrecht, ann. 1711.

(2) Cette curieuse disposition du monopole, qui fait contraste avec la politique anglaise du temps moderne sur l'abolition de la traite des noirs, est contenue dans le projet de M. Prior.

(3) Pièces anglaises de la négociation d'Utrecht, ann. 1711.

(4) Nicolas Mesnager était né en 1685; il mourut à Paris le 16 juin 1714. Après la paix d'Utrecht, Louis XIV, pour reconnaître ses services, lui avait accordé une pension de 10 mille liv. On peut consulter sur cet habile diplomate, les *Mémoires de Torcy*, 3 vol. in-12, et l'*Histoire du congrès d'Utrecht*, 1 vol. in-12, ann. 1716.

bles à l'Angleterre que si elle entraînait l'adhésion des autres puissances engagées dans la guerre, en un mot, si le cabinet préparait la paix pour tous (1).

Mesnager fut bientôt joint par l'abbé Gauthier, second plénipotentiaire secret; Prior seul présida aux négociations du ministère anglais et des agents de la France; Mesnager, tout rempli de ses idées commerciales, voulut fonder une alliance politique sur de vastes rapports de nation à nation. Tout ceci se traitait confidentiellement, lorsque lord Saint-John fit demander à Mesnager les intentions définitives de sa cour: « Il ne s'agissoit pas, disait le ministre, de négocier avec les coalisés, mais avec l'Angleterre seule; il falloit donc s'expliquer plus nettement. » L'abbé Gauthier partit de Londres afin d'avoir des instructions plus explicites; elles ne se firent pas attendre. Quel intérêt n'avait pas la cour de Versailles à séparer la coalition, à traiter à part avec le cabinet de Londres, l'ennemi le plus actif dans la guerre contre la France depuis Guillaume III! Quand les pleins pouvoirs furent arrivés pour signer les préliminaires tels qu'ils étoient arrêtés par M. Prior, le ministère tory pensa que la négociation ne devait plus être un mystère; on avoua la qualité de M. Mesnager en conseil de la reine.

Harley, tout récemment créé comte d'Oxford, principal ministre du cabinet, exposa devant la reine Anne la suite des négociations entamées avec M. Mesnager; lord Saint-John demanda les pleins pouvoirs de Sa Majesté sous le grand scel, afin que le comte d'Oxford, le duc de Buckingham, l'évêque de Bristol fussent autorisés, de concert avec M. Prior, à négocier comme plénipotentiaires les conditions de la paix qui pourraient être arrêtées avec M. Mesnager, envoyé de France. Ce plein pouvoir, sous le grand scel, n'étoit qu'une forme, car déjà les préliminaires avaient été conclus; l'autorisation donnée aux ministres du cabinet n'étoit, à vrai dire, qu'une ratification accordée sans difficulté par la reine Anne (2). Les bases de ces préliminaires furent tenues secrètes pour les alliés; on signa d'autres articles destinés à être communiqués à la Hollande, car M. Mesnager insistait pour que

la paix servît à toutes les puissances engagées dans la lutte, et surtout qu'elle fût notifiée à la Hollande, qui fournissait les subsides à la coalition.

C'étoit un point immense que la signature des préliminaires avec la Grande-Bretagne; la coalition étoit par là fait dissoute. Ensuite le cabinet de Saint-James s'obligeoit à se poser comme intermédiaire pour communiquer les articles du traité aux États-Généraux en les invitant à une pacification générale. Le comte de Strafford, ministre anglais en Hollande, dut se hâter de se rendre à La Haye pour exposer à Messieurs des États: « que l'Angleterre, tout en restant fidèle à l'alliance contractée avec les puissances, désiroit une paix solide et indispensable dans l'état de pénurie où se trouvoit l'Europe. » Le pensionnaire Heinsius avait eu quelques notions des préliminaires arrêtés à Londres entre la France et l'Angleterre; il fut effrayé de leur conséquence; il rappela, dans une lettre au comte d'Oxford, les clauses expresses du traité de la triple alliance signée sous la grande parole de Guillaume III: « n'avoit-il pas été alors stipulé qu'aucune des puissances ne feroit une paix séparée? » Il fut répondu par lord Strafford, le ministre d'Angleterre, que telle étoit l'intention du cabinet tout entier, et qu'en définitive on ne vouloit pas traiter séparément; les stipulations ne devoient pas cesser d'être communes, mais on désiroit la paix; on ne la feroit isolément qu'à la suite d'un refus obstiné et sans motif des coalisés (3).

Cependant l'union entre la France et l'Angleterre prenoit de remarquables développemens. La correspondance devint intime entre lord Saint-John et M. de Torey; les démarches faites par l'Angleterre vis-à-vis de la Hollande ne sont pas un instant cachées pour le cabinet de Versailles. Les dépêches du comte d'Oxford, de lord Saint-John et de M. Prior se succèdent; indépendamment de ces communications officielles, le maréchal de Tallard, prisonnier en Angleterre, reçut un permis de se rendre en France pour faire connaître à la cour de Versailles toutes les bonnes intentions de la reine Anne et de son ministère. Mesnager lui-même avait obtenu une audience secrète de la reine à

(1) Correspondance de Torey, ann. 1712.

(2) Voici le texte de la demande faite par le ministère tory en plein conseil: « C'est le sentiment unanime des serviteurs de Votre Majesté qu'on dresse cette même nuit un ordre et des pleins pouvoirs, avec prière d'y apposer dès le lendemain le grand sceau, en vertu desquels le comte d'Oxford, l'évêque de Bris-

tol, le duc de Shrewsbury, les comtes de Powlet et de Dartmouth, Henri de Saint-John et Mathias Prior, écrivains, seront constitués plénipotentiaires pour s'assembler et traiter avec le sieur Mesnager. (Archives de Londres, ann. 1711.)

(3) Dépêches de Harley au comte de Strafford à La Haye, ad ann. 1712.

Windsor; introduit par une porte dérobée, la reine l'avait accueilli avec grâce et distinction. Le comte d'Oxford signa en sa présence les préliminaires du traité, et Mesnager dut les communiquer en personne à Versailles, afin de bien expliquer leur esprit et leur portée. Une négociation aussi heureuse avait donné un certain crédit au plénipotentiaire (1).

Jamais satisfaction semblable pour Louis XIV; la coalition était enfin dissoute! La France n'était plus menacée! Le roi n'hésita plus à écrire de sa main à la princesse Anne, et à la traiter en reine légitime d'Angleterre (2); ses lettres furent très gracieuses, et les réponses de la reine se ressentirent de la joie qu'elle éprouvait de la situation pacifique qu'elle avait tant désirée. Le roi, toujours galant, envoyait à la reine Anne six vêtements de femmes en riches étoffes brochées d'or, fabriquées tout exprès, et comme la reine avait une prédilection pour les vins de France, Louis XIV lui fit expédier deux mille cinq cents bouteilles de Cham-

pagne, de Bourgogne, de l'Hermitage et des côtes du Rhône. La reine fit parvenir à Louis XIV une mante magnifique de chiens anglais, et un équipement de ces beaux chevaux à l'élégante allure, mélange de la race normande et saxonne, comme la grande noblesse anglaise; car les chevaux ont là leur blason (3). Des ordres du conseil de Versailles ouvrirent immédiatement les ports de France au commerce de la Grande-Bretagne, infaillible moyen de rendre les transactions populaires; les négociants anglais étaient fatigués de l'état de guerre; les manufactures de draps et de tissus allaient prendre un nouveau développement; Mesnager voulait agrandir l'alliance anglaise par un vaste traité de commerce qui eût embrassé tout à la fois les ports d'Europe et des colonies; c'était sa vieille idée; le comte d'Oxford et lord Saint-John la partageaient; les tories avaient besoin de faire une paix active et profitable.

La sérieuse négociation se poursuivait par le comte de Strafford à La Haye; il fallait justifier

(1) Dépêches de Mesnager, dépôt de Versailles, od ann. 1712.

(2) J'ai trouvé l'autographe de la première lettre du roi Louis XIV à la reine Anne : « Madame ma sœur, comme vous m'avez marqué que vous aviez une entière confiance en M. Prior, j'ai cru qu'il serait plus propre que personne à vous informer des nouvelles preuves que je suis prêt à vous donner des égards particuliers que j'ai pour vous, aussi bien que du désir que j'ai de terminer sans aucun retardement, de concert avec vous, les négociations de la paix. Il va en Angleterre vous rendre compte des nouveaux avantages que j'ai bien voulu faire pour faciliter la conclusion de cet ouvrage. Je souhaite aussi que vous envisagiez ce que je fais dans cette conjoncture décisive, comme de nouvelles et certaines marques de mon amitié envers vous. Faites-moi le plaisir de les reconnaître, en vous intéressant avec moi en faveur de l'électeur de Bavière. Je ne vous dirai rien des liens du sang qui vous unissent, aussi bien que moi, et ne feroi aucune mention des autres motifs qui doivent vous rendre sensible à l'état où il se trouve : il suffit que vous sachiez l'intérêt que j'ai à ce que vous touchiez, pour me persuader que ce sera le principal motif qui vous portera à agir en sa faveur; j'attends avec impatience le retour de M. Prior, dont la conduite m'est très-agréable; et comme il vous apprendra mes sentiments, j'ajouterai seulement que je ne saurais assez exprimer la parfaite estime, et l'amitié sincère que j'ai pour vous. Je suis, madame ma sœur, votre bon frère, Louis. »

Voici la réponse de la reine Anne : « Monsieur mon frère, j'ai reçu avec un plaisir sincère l'agréable nouvelle que M. Prior m'a apportée. Comme votre sagesse

estommée a pris la révolution la plus propre pour fixer les conditions de paix, vous devez être persuadé que je ne perdrai pas un moment de mon côté pour en hâter la conclusion. Je vous assure que la grande facilité que vous voulez bien y apporter à mon égard ne servira qu'à me faire appliquer sans relâche à rétablir la tranquillité publique comme nous le souhaitons mutuellement. Il paraîtra, par les ordres que j'ai donnés à mes ministres à Utrecht, que j'ai fait tout ce que je puis dans la conjoncture présente, en faveur d'un prince dont les intérêts sont soutenus par votre générosité. Je ne doute pas qu'il n'en soit pleinement convaincu et que tout le monde n'en souvienne. Je répète encore une fois, Monsieur mon frère, que la considération de l'amitié que vous avez pour lui sera un puissant motif pour m'engager de nouveau dans ses intérêts et dans ceux de sa famille, lorsque l'occasion s'en présentera à l'avenir. Au reste, je renvoie M. Prior à Versailles, lequel, en continuant de se comporter d'une manière qui vous soit agréable, ne fera qu'exécuter à la lettre les ordres que je lui ai donnés, puisqu'il ne me saurait donner une marque plus particulièrement de son attachement et de son zèle pour mon service, qu'en ne négligeant aucune occasion de réitérer l'estime parfaite et la considération que j'ai pour vous, et que je souhaite ardemment de vivre avec vous dans une amitié sincère et perpétuelle.

ANNE, R. »

(3) Le comte de Tallard partit le 3 octobre pour aller s'embarquer à Douvres; il arriva le 12 novembre à Paris, avec vingt-quatre beaux chevaux anglais et une meute de chiens de chasse; il se remit d'abord chez M. de Torcy, et ensuite auprès du roi. (Dépêches mss.)

auprès d'Heinsius la nécessité d'un congrès, afin que la Hollande elle-même se dessinât vis-à-vis de l'Empire. L'Angleterre n'avait pas encore la signature des préliminaires séparés avec la France; le comte de Strafford pouvait la laisser entrevoir comme une menace, mais il ne dénonçait pas cette transaction comme un fait accompli. Les États-Généraux trouvaient beaucoup de vague dans les propositions de la France; on y promettait bien une bonne frontière à la Hollande, mais on ne s'expliquait pas sur les villes qui seraient cédées; que donnait-on à l'Empire? sur quel point s'éloignait-on de l'*ultimatum* de La Haye? Le comte de Strafford répondait: « Que rien n'était plus simple que d'admettre dans leur généralité les propositions de la France, sauf ensuite à les spécialiser dans un congrès général qui serait fixé soit à Aix-la-Chapelle soit à La Haye, soit à Amsterdam, au sein même d'une ville hollandaise, car l'Angleterre ne voulait pas changer le centre des négociations qui, jusqu'ici, avait été la Hollande (1). »

Ces propositions étaient de nature à flatter les États-Généraux; le pensionnaire Heinsius avait des craintes sur les conséquences de l'acceptation des préliminaires par la Grande-Bretagne; il envoya M. Buys, le plénipotentiaire accrédité des conférences de La Haye, auprès de la reine Anne à Londres, pour demander des explications sur la conduite de son ministère. M. Buys devait se mettre en rapport avec les chefs du parti whig et puritain dans la chambre des lords et les communes, afin de réveiller les principes de Guillaume III et de la triple alliance. Telle était la mission secrète de M. Buys, porteur d'une lettre autographe d'Heinsius pour la reine Anne (2). On suppliait la souveraine des trois royaumes « de bien envisager les

clauses du traité de 1702, afin de ne pas violer les conditions essentielles de cette triple union. » Le comte d'Oxford apprit les intrigues de M. Buys dans les deux chambres; il dut prendre immédiatement des mesures pour que les adresses du Parlement fussent en harmonie avec la politique du cabinet et la paix avec la France.

La principale opposition de l'aristocratie whig était placée dans la chambre des lords: comme cette chambre avait été dominée par Guillaume III, et agrandie après la révolution de 1688, les whigs y étaient en force; le comte d'Oxford fit nommer par la reine douze pairs nouveaux dans le sens du torysme; dès lors la majorité fut assurée à son cabinet. Quant aux communes, elles avaient été élues sous l'influence du torysme et de la paix; la majorité appartenait au système de lord Saint-John. Les adresses, vivement disputées, finirent par une sorte de transaction dans les deux chambres; l'opinion des whigs obtint qu'une phrase exprimait le désir de la nation pour que la reine fit tous ses efforts afin de retirer la couronne d'Espagne des mains de la maison de Bourbon. Les whigs insistèrent sur la nécessité de maintenir intégrale la triple alliance telle qu'elle avait été conçue par la haute pensée de Guillaume III; sur tous ces points, les deux chambres s'en rapportaient à la sagesse de la reine (3).

Lord Saint-John ne dissimule pas les difficultés de la position de son ministère, et il s'en exprime avec confiance à M. de Torcy dans une longue suite de dépêches; il demande surtout que la France lui envoie les bases définitives qu'il devra lui-même présenter à la Hollande comme la condition essentielle du traité de paix; si la France désire la prompte tenue du congrès, n'est-ce pas là le moyen d'en

(1) Dépêches de lord Strafford à lord Harley, ann. 1712.

(2) Voir l'autographe de la réponse que fit la reine Anne:

« Unis et puissans seigneurs, mon bonz amis, alliés et confédérés; il n'y a rien qui nous soit plus cher que la conservation d'une bonne intelligence et d'une parfaite union avec votre Etat. Elles ont été l'objet de nos principaux soins, et bien loin de nous pouvoir occuser d'avoir contribué en aucune façon à leur diminution, nous réfléchissons avec plaisir sur toutes les peines que nous avons prises, et sur toutes les instances que nous avons faites, afin que les disputes survenues au sujet des intérêts des deux nations fussent terminées à l'amiable, et afin que nous puissions nous parler sans réserve sur ceux du public; car dans des conjonctures telles que celles où nous nous trouvons,

il faut que l'ouverture soit égale de part et d'autre, de même que la confiance réciproque. Nous croyons que l'alarme que vous avez prise au sujet des déclarations tant du duc d'Ormond que de l'évêque de Bristol, aura cessé, et nous vous répétons ce que nous vous avons tant de fois déclaré, qu'il ne tiendra qu'à vous, comme il s'est fait par le passé, que toutes nos mesures touchant la guerre ou touchant la paix, soient prises de concert avec votre Etat. Le comte de Strafford retournera en peu de jours auprès de vous, pleinement instruit de nos intentions. *ANX, R.* » (Papiers secrets de Kensington, ann. 1712.)

(3) Annales parlementaires, ann. 1711 et 1712. La reine répondit: « Qu'elle serait bien fâchée qu'il y eût quelqu'un qui pût penser qu'elle ne ferait pas les derniers efforts pour retirer l'Espagne et les Indes de la maison de Bourbon. »

préparer les voles? Lord Saint-John exige que cet envoi soit immédiat. Sur-le-champ M. Mesnager quitte Paris, et porte les conditions que la France offre aux alliés; l'abbé Gauthier avait rédigé ces propositions sous la dictée de M. de Torcy; on y concédait la frontière que la Hollande pouvait désirer, mais on ne devait pas oublier que le roi d'Espagne Philippe V avait cédé les Pays-Bas à l'électeur de Bavière. Pour concilier cette cession et la garantie que les États-Généraux avaient droit d'exiger, ne serait-il pas convenable de reconnaître l'électeur de Bavière comme souverain en titre de ces provinces, sans admettre des garnisons hollandaises dans les places fortes des Pays-Bas? On céderait en toute propriété aux États-Généraux Ypres, Furnes et Ambacht; n'étaient-ce pas des concessions suffisantes? Le roi ne pouvait en donner davantage; il demandait en échange Aire, Béthune, Douai, car ces places n'étaient pas destinées à un système offensif contre l'étranger, mais bien au contraire à un système défensif pour le royaume. On ne mettra pas de difficulté à la démolition de Dunkerque; mais le roi veut qu'on restitue Lille et Tournai, places qui se lient à l'ancien territoire et aux vieilles frontières de la monarchie. S'il y avait option, le roi préférerait Lille à Tournai. L'électeur de Bavière sera remis dans la plénitude de ses privilèges électoraux aux diètes de l'Empire; si l'on ne reconnaît pas ce droit au père, qu'on l'attribue du moins au fils qui épousera une archiduchesse d'Autriche; on lui céderait les Pays-Bas. Si l'Autriche veut à toute force s'emparer de la Bavière, eh bien! alors il faudrait donner comme indemnité à l'électeur le royaume de Naples; le roi s'engagerait à lui faire céder la Sicile; l'archiduc deviendrait seigneur suzerain des Pays-Bas. On passait par toutes les indemnités que pouvait exiger le duc de Savoie; Louis XIV verrait même avec plaisir qu'on agrandît ses domaines en Italie; il s'empresserait de le reconnaître comme roi des Lombards, si on lui abandonnait une portion du Milanais. À l'égard de la Prusse, la France sauvera l'électeur de Brandebourg du titre de roi. Voulait-on savoir les intentions de Sa Majesté par rapport à l'empereur? elles étaient formelles; on admettrait dans la personne de l'archiduc la dignité impériale; on lui restituerait la citadelle de Kehl; tous les forts du Rhin seraient démolis, ainsi que ceux qu'on a élevés vis-à-vis Huningue; on rendrait Brisach à l'empereur en échange de Landau (1).

(1) Projet secret de la France. (Archives de Versailles, ann. 1712.)

Ces propositions étaient établies sur des bases assez larges, car elles permettaient le remaniement complet de l'Europe méridionale; il était impossible de refuser la tenue d'un congrès, quand on avait une si vaste latitude pour conduire un traité à bonne fin. Le cabinet du comte d'Oxford se crut parfaitement maître de la négociation; il proposa officiellement aux États-Généraux la réunion d'un congrès qui serait convoqué à La Haye, afin d'amener une pacification générale après tant de secousses et de sacrifices! Si Utrecht convenait à la Hollande, on le choisissait immédiatement. Quant à l'empereur, la reine Anne allait lui écrire pour l'appeler à cette pacification. L'état de l'Europe était tel qu'il fallait en finir; l'Angleterre fit même insinuer que s'il n'y avait pas une prompte décision pour un congrès, elle échangerait en traité définitif les préliminaires arrêtés à Londres entre la France et la Grande-Bretagne. Dès lors M. Buys n'hésita plus; les États-Généraux consentirent à de nouvelles conférences; l'empereur fit comprendre qu'il pourrait les accepter, sans donner cependant une adhésion formelle à une solennelle assemblée; Sa Majesté Impériale s'en tenait, dans ses dépêches, à l'*ultimatum* commun signé à La Haye.

Telle fut la suite des négociations diplomatiques qui préparèrent le congrès d'Utrecht : on aperçoit combien le cabinet de Versailles acquiert de terrain par sa seule habileté, et au milieu même de ses périls. Dans le plan accepté par l'Angleterre, il n'est plus question d'arracher la couronne à Philippe V; un Bourbon la porte encore haut; il ne s'agit plus de céder l'Alsace et la seconde ligne de forteresses du côté de la Flandre. L'Angleterre sous les Tories n'exige plus que deux conditions : la première, c'est que la France perde son caractère offensif et menaçant pour l'Europe; la seconde, c'est la séparation complète, invariable des monarchies de France et d'Espagne; dans aueun cas elles ne pourront être réunies (2). Il n'y aurait pas de traités possibles, si des actes solennels ne proclamaient la renonciation de Philippe V au trône de France, et de tous les Bourbons de France à la couronne d'Espagne, en y comprenant même M. le duc d'Orléans. Le ministère du comte d'Oxford admet les indemnités territoriales dans les colonies, mais il veut laisser la France forte, afin qu'elle reste comme un contrepoids à l'Empire. Le congrès d'Utrecht va formuler ces idées en traité; les conditions seront dures encore, mais quelle différence

(2) Pièces du congrès d'Utrecht, ann. 1712.

entre l'*ultimatum* de La Haye, si tristement impératif, et les bases adoptées par l'une des grandes puissances contractantes, cette Angleterre qui avait présidé, sous Guillaume III, à la formidable coalition contre Louis XIV! Les temps n'étaient plus les mêmes; par le fait, la triple alliance était dissoute.

CHAPITRE LXXIX.

MOUVEMENTS MILITAIRES. — COMBAT DE DENAIN.

Opérations de Marlborough en Flandre. — Tactique de Villars. — Marlborough remplacé par le duc d'Ormond. — Retraite des Anglais. — Mouvement des Impériaux et des Hollandais sous le prince Eugène. — Surprise de Denain. — Résultat militaire de la campagne.

1712.

Après la capitulation de Lille et de Bouchain, le duc de Marlborough avait continué son mouvement offensif sur la frontière de France; les postes anglais, allemands, hanovriens s'étendaient dans toute la Picardie; l'Oise même avait été franchie par quelques hussards hardis (1), et les paysans des vicilles communes en Beauvoisis s'étaient levés en masse pour repousser ces maraudeurs. Tout à coup la marche des Anglais s'était ralentie; le duc de Marlborough n'ignorait rien de ce qui se passait en Angleterre et à la cour de sa souveraine; les tories n'avaient point osé encore le priver du commandement supérieur de l'armée; il était même conservé comme secrétaire d'Etat et membre du conseil privé. Mais les whigs n'étaient plus au pouvoir; lord Godolphin avait donné sa démission; des insinuations secrètes étaient jetées contre le général en chef de l'armée anglaise; on l'accusait de concussion et de rapine. Marlborough prêtait un peu à ces accusations par son caractère; il se montrait fort avide d'argent et de revenus lucratifs; accablé de dons et de pensions, il spéculait même sur les subsistances du soldat; la campagne de Flandre avait coûté des frais immenses à l'Angleterre. Ces accusations multipliées, la chute des whigs, étaient à Marlborough la force morale qui résulte du plein pouvoir dans les mains d'un général en chef; il hésitait dans le développement de son plan de campagne; il craignait le moindre revers, car on n'aurait point

(1) Il y eut même une tentative des alliés pour enlever Louis XIV à Versailles, ad ann. 1712.

manqué de lui imputer toutes les mauvaises chances de la guerre. Depuis la bataille si disputée de Malplaquet, Marlborough avait appris tout ce que pouvait la valeur et le désespoir de la noblesse française.

Villars, guéri de sa blessure, avait fait un court voyage à Versailles pour prendre ses instructions définitives, et convenir des opérations militaires concertées entre Louis XIV, lui Villars et Bonfliers. Le roi n'avait pas dissimulé qu'il confiait au maréchal les dernières ressources de la monarchie; cependant il lui avait donné carte blanche pour livrer bataille s'il trouvait l'occasion favorable; en cas de revers, on se retirerait sur l'Oise; si on y était forcé, la Loire pourrait encore servir de refuge; là, on ferait un appel à toute la noblesse, au ban et à l'arrière-ban; le roi se mettrait à la tête de ses gentilshommes et du peuple, il montrerait les armes à la main s'il le fallait pour sauver sa monarchie. Ce ne serait pas la première fois que les Anglais auraient occupé Paris; sous Charles VI, le roi d'Angleterre, secondé par la bourgeoisie courde, avait été salué même par le Parlement; le Dauphin, depuis Charles VII, n'avait-il pas été appelé roi-let de Bourges? et puis l'oriflamme fleurdelisée avait été levée à Reims, et l'Anglais fut expulsé de France! Le système militaire adopté par Villars était bien simple; il avait résolu d'offrir bataille à Marlborough toujours dans des positions tellement bien choisies, que la victoire même coûtât cher aux alliés. Dans ce plan de campagne, on pouvait livrer deux batailles au-delà de l'Oise, et une au moins en-deçà, avant que Marlborough pût s'approcher de Paris (2).

Ce fut dans ces circonstances que les whigs se prononcèrent plus ouvertement encore contre Marlborough; les pamphlets attaquèrent avec violence la probité du commandant en chef de la coalition. Déjà Marlborough était accablé de dégoûts; la reine Anne lui imposait des officiers tories, ses ennemis et ses surveillants; le ministère le priva de choisir les colonels des régiments; lord Hill, le frère de miss Masham, la rivale de la duchesse de Marlborough, fut nommé à la commission de colonel des Highlanders, comme un outrage personnel à Marlborough. On fit plus encore: des accusations solennelles le défirent de l'épithète de concussionnaire, et en plein Parlement le comte Powlet le dénonça comme ayant profité du carnage des officiers pour en vendre les commissions à son bénéfice (3); Marlborough lui envoya un cartel, mais il

(2) Mémoires de Villars, ann. 1712.

(3) Annales parlementaires, ad ann. 1712.

reçut ordre de la reine Anne de se démettre de ses emplois. La disgrâce était complète, Marlborough la prévoyait depuis long-temps, et cette situation paralysait les opérations militaires de la campagne.

Un tory, le duc d'Ormond, prit le commandement de l'armée anglaise à Bouchain; ses instructions, écrites par sir Saint-John, portaient : « qu'il eût à éviter toute espèce d'engagement avec l'armée de France; les Anglois se tiendraient sur la défensive dans les positions dont ils s'étoient emparés; ils ne devoient point faire de mouvements en avant pour secourir le prince Eugène. » Une telle résolution privait les alliés d'un puissant secours; les Anglois entraient pour plus d'un tiers des troupes en ligne de la coalition; ils formaient l'aile gauche de l'armée d'invasion; s'ils n'appuyaient pas le centre et la droite de la ligne, les Français pouvaient opérer à l'aise, et surprendre tous les corps détachés. Le prince Eugène n'ignorait pas les rapports de la plus grande familiarité qui régnoient entre le maréchal de Villars et le duc d'Ormond; on s'écrivait d'un camp à un autre, comme deux armées qui sont dans un état complet de suspension d'armes et d'armistice.

Dans cette situation des parties belligérantes, il eût été prudent pour les Impériaux et les Hollandais de se retirer sur une meilleure ligne de bataille; si les Anglois ne secondaient plus qu'indirectement la coalition, le prince Eugène devait se rapprocher de Lille, et prendre cette place comme point de toutes les opérations ultérieures; on se trouvait trop avancé dans la Picardie, privé comme on l'était du secours des Anglois. Ces réflexions seraient nées dans l'esprit du prince Eugène, s'il avait un peu attentivement examiné la position militaire et diplomatique. Le duc d'Ormond venait de lui dénoncer un prochain armistice de la France et de l'Angleterre; dix mille Anglois étaient mis en possession de Dunkerque, article essentiel, et qui devait s'exécuter dans la quinzaine. Les avant-postes des Anglois s'étaient ébranlés pour prendre leur direction de ce côté; on désirait l'occupation de Dunkerque, afin d'accomplir la clause impérative des conventions projetées entre la France et la Grande-Bretagne, à savoir : que la ville des corsaires et des braves marins serait sacrifiée aux ressentiments du commerce anglais. Dunkerque était le port menaçant pour l'Angleterre; cette puissance n'avait qu'un intérêt de commerce et de prépondérance dans la coalition européenne.

Comme le prince Eugène n'ignorait pas les hésitations du cabinet tory et les négociations qui se poursuivaient à Versailles, il était urgent que les

Impériaux et les Hollandais prissent un parti; la ligne militaire était affaiblie d'environ trente mille hommes de bonnes troupes; il est vrai que les Allemands au service de l'Angleterre avaient quitté leurs rangs dès la première défection des Anglois, pour se ranger sous les enseignes militaires de l'Empire, mais il n'en restait pas moins un certain vide dans lequel Villars pouvait largement manœuvrer. Le maréchal annonçait au duc d'Ormond que Dunkerque pouvait être occupé; la plus grande intimité régnait dans cette correspondance. Villars, avec cet esprit chevaleresque qui caractérisait la noblesse française, écrivait au duc d'Ormond après la retraite des Allemands : « quelles étoient les troupes qu'il devoit avoir l'honneur de combattre, et, quant aux Anglois, ils pouvoient librement choisir leur campement sur les terres mêmes du roi; toutes leur étoient ouvertes et à leur service (1). » Le maréchal exécutait là les ordres expressés de Versailles; il lui était enjoint d'accabler les Anglois de prévenances; le roi savait bien qu'il serait maître des conférences d'Utrecht, si l'Angleterre se séparait nettement de l'ennemi pour déclarer sa neutralité; comme c'était la Grande-Bretagne qui avait noué la coalition, c'était elle également qui pouvaient la dissoudre. Ensuite les grandes manières étoient naturelles aux gentilshommes; on se battait, mais avec une grâce parfaite; on ne se précipitait pas avec la haine au cœur les uns sur les autres; les batailles étoient un duel à formes polies entre gens de bonnes maisons. L'armée anglaise était froide, mais avec une exquise générosité d'idées, avec un certain orgueil de se montrer avancée dans les devoirs comme dans les lois de la civilisation; ces blondes physionomies, aux yeux bleus, au visage ovale, aux dents blanches sous des lèvres pincées, aux mains effilées, ces tournures guindées, mais lières, tous ces caractères avoient quelque chose de la vieille race normande et saxonne. La noblesse de France étoit plus vive, plus étourdie; ces gentilshommes serrés de taille par leur justaucorps, aux traits fortement marqués de la race franque, avec leur épée d'acier toute brillante, leur veste à brandebourgs d'argent, leur petit chapeau sur l'oreille, leurs plumes au vent, offraient un type à part de vivacité et de saillies; la fraternité qu'une grande et commune origine jetait parmi tous ces nobles, favorisait les relations privées de gentilhomme à gentilhomme. Plus d'un châtelain de Guienne, de

(1) Lettres de Villars, correspond. de ses Mémoires, ad ann. 1712.

Touaine ou de Normandie retrouvaient leur nom et leurs armes dans les comtés de Northumberland ou de Newcastle. La noblesse anglaise et française vécut dans la meilleure harmonie à Dunkerque; il n'y eut d'autres rivalités que le faste et la splendeur; on se ruina de part et d'autre dans les jeux et les festins; il était dans les habitudes de toute cette gentilhommerie imprévoyante de ne jamais compter; elle offrait sa fortune et sa vie, sans s'inquiéter de l'avenir; ses castels et ses fiefs étaient engagés à mille prêts usuraires; mais qu'importait la ruine? un gentilhomme ne tenait qu'à son blason, à le maintenir pur, et à le colorer de son sang. Il y eut des galanteries, des jeux, des paris surprenants à Dunkerque entre les Anglais et les Français; on aurait dit une de ces cours plénières où les barons juraient et gabaient aux érbees et damiers de Charlemagne les plus incroyables merveilles (1).

Le prince Eugène demeurait ainsi isolé du corps principal des Anglais; son armée s'était fortifiée de la plupart des régiments allemands au service de l'Angleterre; il était même resté un corps mi-parti anglais et hollandais sous le commandement de lord Albemarle; l'armée hollando-germanique s'élevait à près de cent vingt mille hommes de bonnes troupes réparties entre l'Escaut et la Scarpe, forte position qui avait sa tête à Denain. Lord Albemarle reçut ordre d'occuper ce village avec treize bataillons hollandais, belges et allemands; il devait jeter là aussi trente compagnies de dragons, braves gens déterminés à se défendre. Par l'occupation de Denain, les alliés assuraient leurs communications avec la Belgique; c'était donc la clef d'une route importante; elle fut couverte par des retranchemens de plus de deux lieues d'étendue, tandis que toute l'armée du prince Eugène se déployait dans les environs de Landrecies pour en faire le siège. Le système des alliés était d'avoir sur leurs derrières une ligne de places fortes qui pût protéger leur mouvement en avant. Le siège de Landrecies dut être l'objet principal de la campagne; il fut confié au comte d'Anhalt, avec ses dures troupes germaniques; Eugène se réservait la direction suprême des corps d'élite, pour se porter en force sur le point où les Français feraient irruption.

Cette belle armée de France, la dernière ressource de la monarchie, était pleine d'ardeur; elle savait sa mission, et il se mêlait au cœur de tous cette résolution du désespoir, « qu'il falloit vaincre ou mourir »; elle se composait de plusieurs corps de bataille: le premier d'avant-garde était

sous les ordres du maréchal Montesquieu-Fezensac, de cette grande race qui se confondait avec les premiers temps de la monarchie, plus vieille même que la royauté des Capet. D'autres corps de bataille étaient conduits par Tingries, de la famille des Montmorency, et par le comte de Broglie, d'origine italienne et de condottieri; toute la noblesse de France marchait avec la maison du roi comme à Malplaquet; on voyait là les mousquetaires noirs et gris, les chevaux-légers, les gardes du corps sous l'étendard de leurs capitaines. A côté des régimens de Champagne et de Bourgogne, se déployaient les Suisses, les bataillons étrangers irlandais, écossais; la masse de l'armée s'élevait à plus de cent cinquante mille hommes, répartis sur la frontière nord. L'armistice conclu avec les Anglais à Dunkerque avait rendu disponibles les corps français qui opéraient sur Ostende. La ligne s'était ainsi resserrée; Villars pouvait réunir ses divers corps en moins d'une journée, et se porter sur la position principale pour livrer bataille (2).

Le prince Eugène, au contraire, avait disséminé ses divisions et dispersé ses forces; le comte d'Albemarle, à Denain, restait comme isolé et sans communication avec les troupes alliées, qui faisaient le siège de Landrecies. Eugène lui-même était trop éloigné pour rétablir complètement la ligne entre Denain et Landrecies; c'était l'immense faute qu'avait commise Tallard lors de la bataille d'Hochstedt. Pour réparer autant que possible cette erreur stratégique, le prince Eugène s'était placé en force entre les deux positions, afin de soutenir également l'une et l'autre par le déploiement rapide de toute sa réserve. Il surveillait les Français sur le point de l'embranchement des deux routes; il voulait savoir s'ils se porteraient sur Landrecies ou Denain, double position menacée.

L'armée de France s'ébranla en plusieurs corps de bataille; elle passa rapidement la Meuse, se jeta sur Landrecies pour secourir la place. Villars avait conçu, de concert avec Montesquieu, un plan de campagne hardi: il devait attaquer et briser le corps ennemi renfermé dans Denain, avant qu'il pût recevoir le moindre secours du prince Eugène; une fois cette aile de bataille abîmée, on pouvait marcher sur Marchiennes et Landrecies, et en faire lever le siège à l'ennemi. Il s'agissait seulement d'exécuter ce plan de campagne avec assez de secret et de rapidité pour que les alliés n'en fussent pas informés. Villars donna des ordres succincts: toutes les marches et les contre-marches

(1) *Gazette de France*, ad ann. 1712.

(2) *Gazette de France*, ad ann. 1712.

de l'armée signalèrent le dessein de délivrer Landrecies; on construisit les ponts de ce côté; les travailleurs se dirigèrent vers la place si vivement pressée par les coalisés, et tandis que tout indiquait une attaque sur Landrecies, Villars faisait avancer en toute hâte ses corps d'élite vers Denain pour surprendre le comte d'Albemarle et les alliés qui s'y trouvaient retranchés; belle manœuvre qui avait mille chances de succès (1).

Cependant les bussards allemands jetés aux avant-postes avaient signalé la marche rapide et inattendue des Français sur Denain; le comte d'Albemarle dépêcha un officier au prince Eugène avec les mots suivants: « Les Français approchent, demain je serai attaqué »; Eugène n'était éloigné que de six lieues avec ses réserves: s'il avait le temps d'arriver, tout était sauvé à Denain; le comte d'Albemarle lui manda qu'il se faisait fort de résister pendant quelques heures, mais qu'il ne répondait pas de la bataille après le coucher du soleil. Les dépêches du comte demandaient une trentaine de bataillons et quarante ou cinquante escadrons de cavalerie; il avait besoin surtout du canon, dont on manquait dans le camp retranché; il faisait bien remarquer que cette position de Denain était la clef de toute la ligne; une fois forcée, les alliés étaient obligés de se retirer au-delà même des frontières, car les Français se plaçaient au centre de la position militaire.

Cette importance de Denain, Villars l'avait parfaitement appréciée; tandis qu'il dirigeait le comte de Coigny avec vingt bataillons pour surveiller les alliés, il mandait à la garnison française de Valenciennes d'attaquer Denain par la droite; le marquis de Vieux-Pont, avec trente bataillons, l'abordait de face, soutenu par Albergotti, qui conduisait également vingt bataillons; cent cinq escadrons de cavalerie, sous le commandement de Broglie, couvraient les flancs de l'armée française qui jeta ses ponts sur l'Escaut. Le passage ne fut point disputé, et bientôt l'armée de France se trouva devant les retranchements de Denain. Les colonnes d'attaque se formèrent immédiatement; trente bataillons, quatre-vingts compagnies de grenadiers flanqués de dragons pied à terre, s'avancèrent au pas de course, tandis que tous les autres régiments, avec leurs banderoles déployées, préparaient la seconde colonne

d'attaque, marchant impétueusement contre l'ennemi; quelques bataillons placés sur les hauteurs se portaient en face des retranchements, et les aborderaient au son des fanfares et du large tambour, ainsi qu'on le voit encore reproduit dans les belles et noires gravures contemporaines (2). Le moment décisif était venu; on allait attaquer les premières redoutes.

Le comte d'Albemarle, si vivement pressé, envoyait heure par heure des nouvelles au prince Eugène pour qu'il hâtât la marche des secours; le prince faisait répondre: « Hésitez, et dans quelques moments l'armée alliée tout entière vous soutiendra. » En effet, le prince Eugène parut de l'autre côté de l'Escaut; il avait peu de troupes, et il n'osait pas les hasarder. Le poids de la résistance tomba sur le comte d'Albemarle vigoureusement attaqué par les Français; quels retranchements pouvaient arrêter cette première impétuosité de la noblesse! Tout entra donc pêle-mêle, infanterie, dragons, et cette attaque s'accomplit au pas de course sous la mousqueterie des alliés. Les corps hollandais et anglais furent brisés; on poussa les ennemis le mousquet dans les reins jusqu'aux bords de l'Escaut; ce fut un désordre et un grand carnage. Le comte d'Albemarle rendit son épée avec plus de trois mille hommes; la noblesse allemande eut ses officiers les plus distingués tués ou faits prisonniers (3). Les Français s'établirent dans les retranchements de Denain, clef d'une bonne position, et s'y maintinrent comme point de départ de nouvelles attaques.

Le prince Eugène était resté inactif de l'autre côté de l'Escaut; il avait alors réuni quatorze bataillons d'élite; si durant l'action il avait attaqué en flanc les troupes de France, une heureuse diversion aurait été faite, le comte d'Albemarle eût opposé une plus longue résistance; le combat de Denain n'aurait pas eu ce caractère décisif; mais le pont de l'Escaut se trouvait embarrassé. Quatorze bataillons formant à peine dix mille hommes devaient-ils se hasarder en face de l'armée de France si pressée de braves soldats? Le prince Eugène manqua de cette hardiesse qui caractérisait habituellement sa tactique militaire; le prince avait été si impétueux dans ses campagnes d'Italie! Mais ici les négociations des Anglais, leur séparation de l'ar-

(1) *Gazette de France*, ad ann. 1712.

(2) Il y a au cabinet des estampes de la bibliothèque du roi deux gravures du combat de Denain; les positions y paraissent parfaitement dessinées, ad ann. 1712.

(3) Dans le rapport fait par le prince Eugène aux États-Généraux il est dit: « Parmi les dix-sept bataillons prisonniers on tués il s'en trouve huit impériaux, trois des États et le reste des auxiliaires. » (Rapport du 24 juillet 1712.)

mée active avaient jeté une certaine hésitation dans tous les esprits ; on ne marchait plus avec la même fermeté ; la coalition hésitait, on n'était plus si parfaitement uni. Les Français savaient au contraire qu'ils avaient à combattre pour le roi et le sol de la monarchie ; il y avait une énergie indéchirable ; c'étaient le drapeau fleurdelisé, le territoire, l'honneur national qu'on défendait, et quand ils en sont là, les peuples sont bien forts. Le prince Eugène avait devant lui Villars, une des grandes capacités de guerre ; il craignait de se compromettre ; il n'usait pas de la même vigueur de stratégie qu'il avait déployée en face de Villeroy. A bien considérer le caractère de l'engagement militaire en lui-même, Denain ne fut qu'un combat heureux, une attaque conduite et menée à bonne fin par l'épée et le mousquet de tous ces hommes de cœur, gentils hommes, peuple, officiers et régiments ; la véritable bataille rangée fut Malplaquet : c'est de cette victoire des alliés si disputée, si vigoureusement défendue par les Français, que date l'hésitation des ennemis dans leur plan de campagne. Ils n'ont plus la même force ; vingt mille des leurs sont couchés sur le champ de bataille ; puis la défection des Anglais laisse un large vide dans les rangs de la coalition. C'est un irréparable malheur à la guerre quand il y a un moment d'hésitation parmi les assaillants ; l'adversaire profite du doute, il triomphe par cette démolition. Le combat de Denain n'eût été qu'un heureux accident dans des circonstances ordinaires ; il devint déterminant par la situation spéciale des alliés, il les prit au moment propice où l'on pouvait frapper un grand coup ; on ne maintenait plus un ordre parfait dans les lignes. Lorsqu'une coalition est jeune et forte, elle peut éprouver un échec sans en être ébranlée ; mais quand elle vieillit, le moindre revers l'accable.

Tel fut donc le résultat du combat de Denain ; il ne fut décisif que parce qu'il se donna à temps. Malplaquet fut une bien autre bataille ; elle fit un honneur bien plus grand à Villars et à Boufflers, quoiqu'elle fût perdue. A la guerre, il y a certaine défaite plus glorieuse que la victoire. Villars profita admirablement du désordre des alliés ; il passa sur-le-champ l'Escaut, poussant l'épée dans les reins le prince Eugène. Non-seulement Landrecies fut délivré, mais encore l'armée de France s'empara de Béthune et de Douai ; les coalisés se mirent en pleine retraite sur la frontière (1). Combien le mo-

ral des régiments de France ne dut-il pas être remonté après un tel succès ! Supposez dans les malheurs de la patrie un peu de victoire qui vient éclairer les fronts abattus depuis tant d'années ! supposez une invasion menaçante, et une armée de France qui se précipite aux frontières et les sauve : c'est ce qui explique la merveilleuse renommée du combat de Denain. Malplaquet fut un beau fait d'armes, mais le bonheur ne vint pas ; Denain fut un coup de main, mais le succès le colora d'une auréole brillante. La poésie, la peinture, l'histoire se sont tour à tour emparées de Denain pour en perpétuer le souvenir ; c'est que cette victoire de Villars sauva la nationalité française, et prépara la conclusion du traité d'Utrecht. Ce fut l'événement important de cette année ; la renommée en retentit à Londres, et détermina la prompte ratification des préliminaires. Il fut bien constaté que la France ne craignait pas l'Autriche livrée à ses seules forces ; dès que les Anglais se séparaient de la coalition, celle-ci ne pouvait plus être redoutable ; c'est ce que le cabinet de Versailles avait compris, et voilà pourquoi Denain fut célébré par de si unanimes acclamations !

CHAPITRE LXXX.

LA COUR A FONTAINEBLEAU.

Le mauvais air de Versailles. — Inquiétude du roi.

— Premier voyage à Fontainebleau. — La vie active de Louis XIV. — La duchesse de Berry. — Second séjour à Fontainebleau. — Arrivée de Bolingbroke. — Entrevue de M. de Torey avec le ministre anglais. — Question de la renonciation à la couronne d'Espagne. — Idées politiques de l'Angleterre sur les États-Généraux. — Nouvelle mission de M. Prior. — Traité de suspension d'armes. — Signature des préliminaires.

1712.

VERSAILLES, cette magnifique création de Louis XIV, avait été jeté au milieu de marais infects et de plaines sablonneuses ; l'art avait tout fait, et ces fontaines jaillissantes, et ces cascades mousseuses, et ces canaux qui étalaient leurs eaux

(1) *Gazette de France*, ann. 1712. M. de Saint-Simon, qui s'attaque à tout ce qui n'est pas vulgaire, ne consacre que trois lignes au combat de Denain ; il en

enlève la gloire à Villars pour la donner au maréchal de Montesquieu-Fézensac.

dormantes, légèrement ridées par les vents d'ouest. Les laes verdâtres, resserrés par tant de moyens factices, ne faisaient pas de Versailles un séjour parfaitement sain; ces terres si souvent remuées, ces arbres touffus, ces labyrinthes épais, cette feuillée humide qui se trempait aux mares bourbeuses, tous ces accidens d'un terrain froid l'hiver sous les rafales, et frappé à plein co été par le soleil du midi, exposaient Versailles aux pernicio-ses influences des diverses saisons de l'année. Louis XIV, vieillard, avait déjà recoué à Versailles pour Marly, mieux situé sur sa hauteur boisée; les murs de marbre, les vastes pièces, les immenses foyers de Versailles ne convenaient plus à ses infirmités: depuis plusieurs années Marly avait la préférence (1); le roi se plaisait dans ce séjour de délices, et on se l'explique fort bien aujourd'hui encore, quand on considère cette magnifique position de Marly sur les bords de la Seine. Peuplez par l'imagination les quelques débris de cette royale demeure, jetez là une galante noblesse, les gardes, les mousquetaires, les chevaux-légers, ces femmes au corsage si serré, aux pieds si petits dans des mules et pantoufles aux hauts talons, et vous pourrez alors vous faire une idée exacte de ce beau château de Marly, et de la société brillante qui en ornait les appartemens tout de glaces et miroirs, rehaussés par d'épais tapis de Perse et de Turquie, ou par des tentures de hautes-lisses.

Cependant les funérailles de tant de princes, du duc et de la duchesse de Bourgogne, tant de morts amoncelés avaient rendu le séjour de Marly presque insupportable au roi. Lorsqu'on a vécu longtemps sous un même toit avec des êtres aimés que la mort impitoyable enlève à vos sentimens, eh bien! tout devient solitude; les couleurs perdent de leur éclat, les meubles de leurs richesses, les physionomies riantes de leur gaieté, les femoies de leur grâce et de leur enjouement; ces lieux se drapent de noir, on a toujours en face ceux-là qu'on ne voit plus; ils vous y apparaissent avec un étrange sourire de reproches pour les plaisirs que vous prenez encore quand ils ont fui de la vie; il y a de ces souvenirs qui remuent, quand, recueillis, vous vous enveloppez dans le passé; on a besoin alors de se faire une vie nouvelle, on est mort pour tout ce qui a vu et touché l'existence brisée; il vous faut une autre terre, un autre ciel, un autre air pour respirer.

Il était d'ailleurs une croyance populaire gé-

ralement répandue dans ces résidences royales: on y était, disait-on, sous l'influence du mauvais air; on appelait mauvais air une certaine constitution atmosphérique qui s'étendait sur tous les individus. La fréquence de la petite vérole, des lièvres putrides, pouvait faire croire à cette action pernicieuse; l'opinion médicale était unanime sur ce qu'avait Versailles de malsain dans les diverses saisons de l'année; quant à Marly, c'était plutôt la contagion de la petite vérole qui agissait sur tous ces tempéramens. Jamais à aucune époque ses ravages n'avaient été plus rapides et plus profonds; des générations entières étaient enlevées par cette terrible messagère de la mort. Un autre motif avait déterminé l'éloignement de la cour, dans les temps les plus difficiles de la guerre, des partis d'alliés étaient venus jusqu'aux bords de l'Oise; il y avait même des hussards qui avaient hardiment tenté d'enlever Louis XIV (2); Fontainebleau était plus à l'abri d'un coup de main; il était le centre d'une position toute méridionale, au cas où une retraite paraîtrait indispensable sur la Loire. Déjà un premier voyage avait été accompli dans l'automne précédent; le roi avait mandé à ses fécans amis les prévôt et échevins de sa bonne ville que son intention était de faire un voyage par la Seine jusqu'à Fontainebleau, et il les invitait à tenir prêts plusieurs barques et nacelles pour le service de Sa Majesté (3). Ce voyage se fit avec gaieté; on s'arrêta pour coucher à Petit-Bourg; le lendemain un accident menaça sous le pont de Melun la duchesse de Berry, avancée dans sa grossesse; son bateau fut sur le point de se briser contre une arche, et sans la dextérité du batelier elle eût été perdue.

Le séjour de Fontainebleau plut beaucoup au roi; ces bâtimens rappelaient une demeure royale, et ils n'étaient point remplis, comme Versailles, de visiteurs importuns. Louis XIV n'avait jamais aimé les résidences trop rapprochées des villes; les arbres séculaires, ces bois que la nature avait faits, jetaient dans son âme une émotion nouvelle; c'était un peu en dehors des habitudes réglées de Versailles, de ses parcs, de ses allées si bien tenues. La seule activité de corps que Louis XIV avait conservée, c'était la chasse au cours, et il trouvait facilement à la satisfaire dans cette immense forêt peuplée de sangliers, de cerfs et de loups dont les hurlemens, salués par le cliasseur hantant, se faisaient entendre jusque sous les fenêtres du roi. Belle distraction que la chasse royale au cerf bou-

(1) De 1698 à 1712.

(2) En 1712.

T. I.

(3) La lettre du roi se trouve dans les registres de l'Hôtel-de-Ville, ad ann. 1712.

dissant, quand, l'œil en feu, le noble animal secoue son bois magnifique, et fait jaillir de ses pieds la poussière épaisse, comme le taureau de Séville quand il attend le torreador dans l'enceinte; impatient, il aiguise ses cornes sur le sable où se routent bientôt les chevaux aux entrailles béantes, et les cavaliers désarçonnés (1).

Ce premier séjour à Fontainebleau plut tant à Louis XIV, qu'il résolut de s'y rendre une fois encore dans l'automne de cette année; on avait confié la fortune de la France à Villars; quel serait le résultat de la campagne? on l'ignorait; l'ennemi pouvait valaer, marcher sur Paris, et le roi voulait concentrer les forces de sa monarchie derrière la Loire; Fontainebleau était un grand centre d'opérations, car il commandait également aux routes du midi et de l'ouest de la France. Le second voyage de Fontainebleau ne fut pas un simple séjour passager, mais une véritable résidence; on s'y fixait alors, comme si l'on devait rester là l'hiver pour ne plus revenir à Marly que l'année suivante. Le vieux château eut dès lors sa cour habituelle, ses gentilshommes de la chambre, ses capitaines des gardes, tous ses officiers de service; on y fut invité comme à une maison royale; on put s'y procurer la foule ou la solitude. Louis XIV n'avait autour de lui, de sa nombreuse famille, que le duc et la duchesse de Berry, alors en si mauvais ménage; la duchesse de Berry, fille du duc d'Orléans, était légère, capricieuse; on la disait dans la cabale impie si détestée par Louis XIV; la calomnie accusait bien autrement ses mœurs; on parlait des visites fréquentes que le duc d'Orléans son père lui faisait à Paris; et avant le départ de Fontainebleau, le roi ordonna que la duchesse de Berry, enceinte, serait forcément du voyage, tandis que le duc d'Orléans resterait au Palais-Royal avec défense d'en sortir, même pour visiter les parlementaires et les hommes influents de l'opposition. Le roi, en s'éloignant de sa bonne ville, voulait être sûr de la paix du peuple et de la soumission des princes du sang. Le duc d'Orléans était au reste si accablé par tant d'accusations diverses, par sa triste impopularité, qu'il lui aurait été impossible de tenter quelque chose d'un peu hardi contre le gouvernement de Louis XIV.

Ce fut à Fontainebleau que le roi apprit l'heureuse entreprise de ses armées à Denain, et l'admi-

nable campagne de Villars. La joie fut vive; on passait de la crainte à la plus haute confiance; l'ennemi ne menaçait plus l'Oise et la Seine; le vieux roi voyait triompher son idée de forte et grande résistance; sentit-il avoir cru en la France, et la France par un immense effort, était sauvée de l'invasion. Louis XIV écrivit de sa main à Villars pour le féliciter d'un si beau service (2); M^{re} de Maintenon y joignit un billet très-gracieux pour annoncer au maréchal, son ancien ami, que le roi lui confiait le gouvernement de Provence, qui valait 80 mille liv. de revenu, avec remise de la finance. En même temps Louis XIV donnait au maréchal victorieux deux des canons pris sur l'ennemi dans cette mémorable affaire. Villars vint à Fontainebleau pour remercier le roi; il fut l'objet des fêtes les plus somptueuses. Pendant huit jours Louis XIV se montra gai, satisfait; il était fier de lui et de sa nation, il avait préservé la monarchie d'un triste démembrement; il l'avait défendue contre l'opinion même de son conseil qui voulait traiter à tout prix.

Ce fut au milieu de ces fêtes que l'on vit arriver à Fontainebleau un étranger de haute distinction, sir Saint-John, créé vicomte de Bolingbroke par la reine Anne. Les tories avaient jugé nécessaire d'en finir au plus tôt sur la question de la paix et de la guerre; la paix était essentielle au pouvoir du comte d'Oxford et de ses amis, membres du cabinet. Bolingbroke s'était donc décidé lui-même à venir en France; il avait écrit à M. de Torcy qu'il voulait y être accueilli sans cérémonial comme un simple négociateur. Louis XIV commanda à M. de Torcy de le combler de prévenances. Saint-John était à l'apogée de sa carrière et de sa vie; il arrivait en France précédé d'une grande réputation politique; le roi savait tout ce que Bolingbroke avait fait pour la paix; il ordonna qu'il serait traité partout avec des témoignages de considération et d'estime. A peine débarqué à Dunkerque, Bolingbroke reçut de M^{re} de Croissy un billet bien empressé pour qu'il ne descendît pas autre part à Paris que chez M. de Torcy aux affaires étrangères, où un appartement était destiné pour le service du noble lord. Bolingbroke vint en effet à l'hôtel de Torcy; les deux négociateurs échangèrent quelques politesses générales, et les questions sérieuses commencèrent à s'entamer (3).

(1) J'ai assisté dans toutes les grandes cités d'Espagne à ces fonctions royales des taureaux; la plus belle fut celle de Madrid, en juin 1833; je dus à ces fêtes la possibilité de travailler seul dans les biblio-

thèques pour copier les documents sur notre histoire.

(2) *Mémoires de Villars*, ann. 1712.

(3) Voici les termes d'une dépêche de Bolingbroke: « Je ne fus pas plus tôt descendu de ma chaise, qu'un

La enluisse et secrète histoire de ces conférences a été consignée dans la dépêche adressée par le vicomte de Bolingbroke au comte de Darmouth : trois points paraissent surtout essentiels dans les négociations intimes; il s'agissait d'obtenir du roi de France et de toute sa famille une renonciation formelle à la couronne d'Espagne, et de la part de Philippe V une renonciation non moins absolue à la couronne de France; car il fallait constater devant le Parlement d'Angleterre l'impossibilité d'une réunion des deux monarchies sous le même sceptre. Ce point avait été convenu dans les préliminaires signés par M. Prior et M. de Torcy, mais on devait régler le mode dans lequel ces renonciations seraient faites. Le vicomte de Bolingbroke, habitué aux formes anglaises, désirait une réunion des États-Généraux : « il insistait pour une assemblée solennelle qui, délibérant, approuveroit la renonciation des princes du sang. » L'Angleterre exigeait qu'en Espagne les cortès fussent convoquées, et qu'en France les États fussent réunis à Tours et à Blois, comme le voulaient les vieilles coutumes monarchiques. Le vicomte de Bolingbroke faisait justement observer : « qu'en aucune circonstance les rois et les princes du sang n'avoient gardé foi à leurs renonciations personnelles, quand elles n'étoient pas sanctionnées par les assemblées représentatives, témoin la renonciation des infantes d'Espagne, dont on n'avoit pas tenu compte dans les guerres sur la succession et le testament, depuis 1700 jusqu'à l'époque actuelle. » M. de Torcy répondit sur ce point : « Que les États-Généraux de France n'étoient pas une assemblée régulière et périodiquement convoquée comme le Parlement d'Angleterre; ces États s'étoient toujours mêlés à l'histoire des troubles publics en France; le roi ne consentiroit jamais à les appeler; une renonciation bien formelle, écrite et enregistrée en Parlement devoit suffire. Les Parlements en France avoient snecédé à quelques-unes des prérogatives des États-Généraux; ils étoient en ce moment la seule autorité légalement reconnue pour examiner et approuver les traités (1). »

Le second point discuté dans les conférences entre le vicomte de Bolingbroke et M. de Torcy, étoit relatif à M. le duc de Savoie, auquel l'Angle-

terre s'intéressait vivement; on voulait obtenir pour lui la cession de la Sicile et de la Sardaigne. Enfin venait la question de l'électeur de Bavière dont il fallait arrêter les droits, soit sur les Pays-Bas, soit sur l'ancien électorat si long-temps convoité par l'Autriche. Ces discussions eurent lieu dans des formes essentiellement pacifiques; le vicomte de Bolingbroke insista toujours pour la convocation des États-Généraux; l'idée anglaise d'une représentation politique dominait déjà dans une portion de la société en France, et les instances de Bolingbroke et de quelques parlementaires, ses amis, exprimaient ce mouvement des esprits vers des pensées de liberté. Tout se passa dans les meilleurs termes à l'Hôtel de M. de Torcy, où mille galas furent destinés à lord Bolingbroke; M^{me} de Croissy, si prévenante, lui servit de guide à Paris, où elle le mena voir les Invalides, le Louvre, la place des Victoires, qui venait d'être achevée en beaux hôtels. Bolingbroke visita le Parlement en séance, et l'on plaïda devant lui une de ces grandes causes d'état pour lesquelles les présidents et conseillers se mettaient en robe rouge et le mortier sur la tête, tant la famille étoit chose respectable! Bolingbroke se lia, durant son séjour si occupé à Paris, avec la société littéraire et la cabale moqueuse; on voyait en lui l'expression de ce système de liberté et d'États-Généraux, que les gens de loi, quelques princes du sang et une portion de la bourgeoisie désiraient voir se manifester une fois encore comme aux jours de l'Hôtel-de-Ville et de la Fronde (2). Il arrive souvent qu'on entoure un homme parce qu'il forme un principe, et c'est ce qui fait sa force et sa popularité.

Quand les principaux articles eurent été convenus à Paris, M. de Torcy convia le vicomte de Bolingbroke, au nom du roi de France, à visiter la cour alors à Fontainebleau. Quel pas immense! on avoit officiellement un plénipotentiaire de la reine Anne auprès du roi, alors que les Stuarts étoient encore sous sa protection! Jacques III, le noble prétendant, habitait Saint-Germain; cette cour étoit en deuil; la jeune sœur du roi d'Angleterre, languissante, venait de mourir d'une consommation mésentérique; c'étoit une âme fière, qui n'avoit cessé de donner à son frère ces vigoureux

gesticillonnements me vint trouver de la part de M^{me} de Croissy, laquelle m'envoya son carrosse, et m'invita à souper avec elle; elle me dit que M. de Torcy devoit venir me trouver en poste de Fontainebleau, et il arriva en effet un peu après moi à l'Hôtel de Croissy. Je n'ai pu résister à ses importunités, ni à celles de ma-

dame sa mère, et il a fallu rester chez eux pendant le séjour que j'ai fait à Paris. » (Dépêche de Bolingbroke au comte de Darmouth, 21 août. ann. 1712.)

(1) Dépêche de M. de Torcy à lord Saint-John. Septembre 1712.

(2) *Memoires de Torcy*, ann. 1712.

conseils, sublimes dans le cœur d'une vierge royale. Il y a quelque chose de mélancolique dans cette existence d'une jeune fille en exil, vivant de la vie de son frère, son guide et son aïe dans les grandes entreprises. La princesse d'Angleterre (1), comme la nommait la cour de Versailles, mourut quand il n'y eut plus d'espoir pour sa cause; elle avait eu l'esprit frappé du mauvais succès de l'expédition de Jacques III sur les côtes d'Écosse; elle lui avait conseillé de mourir là, dans la vieille patrie, au milieu des clans écossais. Lorsqu'un cœur s'exalte dans une idée, qu'il la caresse depuis longtemps, c'est un coup fatal que la ruine des espérances; elle vous tue. La princesse d'Angleterre mourut à Saint-Germain: Jacques III accompagna ses dernières dévotions, lorsque le vicomte de Bolingbroke fut présenté au roi à Fontainebleau.

Il y avait quinze ans environ qu'on avait vu paraître sur le magnifique perron de Versailles un gentilhomme anglais aux plumes longues et flottantes, aux bottes de daim en calice, telles qu'on les portait sous Charles II, de noble mémoire; sa tenue élégante, ses grandes formes, avaient vivement frappé la noblesse de Versailles; on l'avait conduit à tous les divertissemens par ordre du roi; en lui avait fourni en laisse la meute royale, excepté celle de Saint-Germain, que le vieux et loyal duc de La Rochefoucauld lui avait refusée: ce gentilhomme anglais était le comte de Portland, ambassadeur de Guillaume III, dont le souvenir avait laissé une impression si profonde dans tous les esprits. Après une période de guerre, un autre lurd montait le perron de Fontainebleau; les formes de Bolingbroke étaient moins anglaises, moins fières de race; il était poli, vif, attrayant comme tout homme du monde qui a beaucoup vu et beaucoup écrit; son costume ressemblait à celui de la noblesse de France; il portait un justaucorps de drap d'or tout serré de taille, une culotte de soie mouchetée d'argent, une cravate de dentelle en fin point de Hollande; l'ordre de la Jarretière ornait

son genou et resplendissait en brillans sur sa poitrine. Bolingbroke fut conduit le jour même à l'audience de Louis XIV dans le grand cabinet de Fontainebleau.

Le négociateur tory trouva le roi de France comme caché dans un large fauteuil; sa tête appesantie par les ans descendait un peu sur sa poitrine; il y avait dans tous ses traits une expression de tristesse et de fierté, de nobles émotions et de fatigue. Louis XIV se leva, puis s'assit et se couvrit comme c'était son usage; le vicomte de Bolingbroke présenta la lettre de créance de sa souveraine, et le roi l'entretenant long-temps avec cette facilité d'expressions qui lui était familière. « J'ai toujours eu, milord, une grande estime pour votre reine; j'espère qu'elle ne doute pas que j'ai désiré la paix, et que je persiste dans ce désir, quels que soient d'ailleurs les gens qui puissent s'y opposer; la paix viendra à bonne fin; les derniers succès de mes armées n'ont pas changé mes intentions, je veux en finir. » Le vicomte de Bolingbroke écrivit cette conversation à sa cour, en exprimant toute son espérance d'amener la négociation à un résultat (2). A Fontainebleau, le ministre anglais fut fêté comme un favori; on le combla de prévenances et de distinctions; Bolingbroke eut les honneurs de la chasse royale comme le comte de Portland; on le conduisit à travers la forêt séculaire, il se montra bon tireur, et l'on ne causa au château que de l'adresse et de l'esprit du noble lord.

Pendant ce temps, on continuait les affaires sérieuses, à savoir: les renonciations mutuelles de la part du roi d'Espagne pour la monarchie de France, et de la part des princes français pour la couronne d'Espagne. Le principe de la renonciation ne pouvait faire de difficultés; il devait être admis sans contestation. Il n'en était pas de même de la forme, ainsi qu'on l'a dit; Bolingbroke paraissait persister dans la convocation des États-Généraux en France, et des Cortès espagnoles, comme pour sanctionner ce grand acte national et donner une

(1) Cette jeune princesse, sœur de Jacques III, mourut le 18 mai 1712; elle avait vingt ans à peine.

(2) « J'arrivai samedi soir à Fontainebleau, où l'on m'avait fait préparer un appartement, et où l'on me reçut avec une activité extraordinaire. Dimanche, sur les huit heures du matin, j'eus audience du roi, auquel je présentai la lettre de la reine. Il me reçut très-obligamment, et me parla assez long-temps, la substance de ce qu'il me dit fut, ce me semble, car il parle fort vite, qu'il avait toujours en une estime toute particulière pour la reine, qu'il espérait qu'elle ne doutait

pas qu'il n'eût fait tout ce qu'il avait pu de son côté pour faciliter la paix; qu'il étoit bien aise qu'elle approchât de sa conclusion; qu'il y avait des gens qui faisoient tous leurs efforts pour s'y opposer, mais que, grâce à Dieu, ils ne seroient pas long-temps en état de le faire; que Dieu ne permettroit pas qu'ils donnassent les lois qu'ils prétendoient; que le succès de ses armes n'apporteroit aucun changement à son égard, et qu'il tiendrait tout ce qu'il avoit promis. » (Dépêche de Bolingbroke au comte de Dartmouth, 21 août 1712.)

garantie aux stipulations diplomatiques qui seraient convenues. Il y avait dans le conseil du roi une opposition timide à ses royales volontés; elle était représentée, comme on l'a vu, par le duc de Beauvilliers; la convocation des États-Généraux répondait à cette demi-cabale, trop liée avec le Parlement pour ne pas souhaiter toutes les formes qui pouvaient rendre un peu de vie aux institutions politiques; lord Bolingbroke connaissait bien cette influence, il avait ordre de sa cour de la cultiver, afin d'obtenir la sanction des États-Généraux en France; l'Angleterre croyait y trouver une garantie de plus, une communauté de sentiments et de libertés. Il ne fallait pas toucher cette question devant Louis XIV, trop jaloux de son autorité pour en céder la plus légère empreinte; Beauvilliers déclara donc à lord Bolingbroke qu'on devait renoncer à cette idée, sans à prendre une résolution qui garantît convenablement les traités. Le négociateur s'était rapproché du duc d'Orléans et même de M. le duc de Berry; il savait que ces deux princes conseillaient à la renonciation; Bolingbroke leur fit comprendre que l'ordre des successions ne pouvait être bouleversé par la simple volonté du monarque (1); il fallait donc exiger, dans leur intérêt, une assemblée solennelle des États-Généraux.

Dans ces circonstances, M. de Beauvilliers crut indispensable de consulter les ducs et pairs de son intimité pour savoir quelle forme on pouvait donner aux renonciations accessoriales; il fallait tout-à-fait rejeter l'idée des États-Généraux; le roi ne voulait pas en entendre parler; mais devait-on aussi s'en tenir à la formalité timide d'un enregistrement parlementaire? Les pairs pressentis par M. de Beauvilliers furent les ducs de Chevreuse, de Noailles, de Charost et de Saint-Simon (2). M. de Noailles soutint qu'on devait appeler en Parlement les chevaliers de l'ordre, les gouverneurs de provinces, les principaux gentilshommes (3). L'opinion de M. de Saint-Simon fut pour la convocation et la présence des seuls ducs et pairs ayant voix au Parlement. On arrêta un tiers parti entre la réunion solennelle des États-Généraux et le simple enregistrement. Le duc de Beauvilliers dut soumettre au roi ses idées en plein conseil, et obtenir de Louis XIV qu'on revêtît les actes des princes de quelque solennité; l'Angleterre l'exigeait impérieusement. Des négociations définitives s'ouvrirent

avec M. le duc de Berry et le duc d'Orléans pour qu'ils accédassent aux formes qui seraient admises par le conseil du roi, afin de donner une plus grande force à leur adhésion. C'était pour eux un sacrifice! Le duc de Berry, exclu de la couronne de France, par une branche aînée, pouvait désirer vivement succéder en Espagne, il était en quelque sorte au milieu de deux exclusions; la position n'était-elle pas pénible pour un prince? ses aînés et ses cadets avaient un trône, et lui était placé sans état entre deux monarchies! Mais le duc de Berry était si doux, si obéissant! il avait une terreur si respectueuse du roi Louis XIV; il vivait dans une résignation si complète, si profonde envers le monarque! qu'aurait-il pu lui refuser? Quant au duc d'Orléans, il était bien plus intimement intéressé à la succession d'Espagne; car lui, venait de son chef à la couronne par son aïeule Anne d'Autriche, la femme de Louis XIII; l'Angleterre exigeait impérieusement sa renonciation; le duc d'Orléans pouvait-il la refuser? Le prince avait une terreur non moins grande que le duc de Berry des volontés de Louis XIV; il ne savait pas affronter l'œil du roi, ce regard qui portait l'effroi dans toute sa famille. D'ailleurs, depuis la triste affaire des empoisonnements, le duc d'Orléans était comme démoralisé; il n'avait plus aucune énergie d'opinion, aucun moyen de résistance; il consentit donc à céder ses droits à la couronne d'Espagne, pour lui et sa descendance. C'est ainsi que par le seul ascendant d'un pouvoir fort, la plus difficile des négociations avec les princes de la famille royale fut menée à bonne fin.

Le vicomte de Bolingbroke se hâta d'en instruire sa cour. Un courrier haletant apporta l'acte de renonciation de Philippe V à la couronne de France; cet acte avait été fait devant les cortès *por estamentos*, en présence de l'ambassadeur d'Angleterre. « Le roi des Espagnes et des Indes, considérant la nécessité de mettre un terme à la guerre européenne, renouait de son propre mouvement et libre volonté, pour lui, ses successeurs et ses héritiers, à la couronne de France; déclarant lui et sa postérité exclus, nonobstant tout acte contraire, son droit de passer au duc de Berry son frère, et, à défaut d'héritiers mâles, au duc d'Orléans, ou même au duc de Bourbon son cousin, sans que lui pût jamais être roi de France (4). »

(1) Dépêches de Bolingbroke à M. Harley, ann. 1712.

(2) Saint-Simon, qui envisage toutes les questions d'une manière si étroite, ne voit dans cette affaire que les prérogatives des ducs, ann. 1712.

(3) J'ai en sous les yeux une copie du Mémoire du duc de Noailles; c'est un travail long et très-développé.

(4) J'ai trouvé à Madrid l'original de l'acte même

Le même courrier remit une lettre autographe de Philippe V au duc de Berry, pour lui confirmer dans les expressions les plus intimes l'acte qu'il avait juré en présence des cortès (1). Immédiatement après que cette renonciation eut été reçue à Fontainebleau, le conseil s'assembla pour formuler de partiels actes de la part des ducs de Berry et d'Orléans; le vicomte de Bolingbroke voulut présider aux termes de leur rédaction, aussi explicites que la renonciation du roi d'Espagne. Le duc de Berry déclarait qu'en aucune hypothèse il ne pourrait être appelé à la couronne qui brillait au front de Philippe V, soit par mariage, soit par succession et testament. Le duc d'Orléans ajoutait qu'il renonçait à cette couronne, aussi bien du chef de Philippe V son neveu, que de celui d'Anne d'Autriche son aïeule (2). Bolingbroke exigea des formules de serments, des déclarations jurées sur l'Évangile; l'Angleterre souhaitait toutes ces garanties, parce que les tories avaient besoin de justifier en plein Parlement les négociations qui se poursuivaient à Paris. Le point principal était toujours qu'en aucun cas les deux monarchies de France et d'Espagne ne pussent être réunies sous un même sceptre.

Ces renonciations étaient expresses et satisfaisantes pour le cabinet du comte d'Oxford, mais la difficulté d'une sanction nationale restait tout entière; Louis XIV avait persisté dans son refus d'une convocation d'États; il voulait qu'on se fût au texte même des renonciations sous le scel royal. Bolingbroke avait rejeté cette forme; Prior, l'ami et le plus intime confident de Bolingbroke, venait

d'arriver à Fontainebleau avec une lettre autographe de la reine pour Louis XIV; il se joignit à Bolingbroke. et par l'entremise de Beauvilliers, on arrêta, sous l'autorisation du roi, que le Parlement de Paris serait convoqué en assemblée générale, avec les ducs et pairs en leurs sièges. Là, on ferait lecture publique des divers actes de renonciation du roi d'Espagne et des princes français; ces actes devaient être authentiquement enregistrés pour faire partie ensuite de la constitution de l'État. Ce plan fut soumis à Louis XIV qui l'approuva sur les plus vives instances de son conseil.

Au jour indiqué pour cette solennité parlementaire, M. de Mesmes, premier président, et MM. les conseillers de toutes les chambres, en robes rouges et en belle cérémonie, se réunirent au Palais de Justice; à midi, après la luvette, on vit partir du Louvre et du Palais-Royal un grand cortège avec cavaliers et carrosses; c'étaient MM. les ducs de Berry et d'Orléans qui s'avançaient vers le Palais de Justice, suivis des ducs et pairs revêtus de leurs insignes, la plupart avec leur poitrine décorée du cordon bleu. Les princes prirent place en leurs bancs, et les pairs derrière eux (3); quand l'assemblée eut fait silence, M. le premier président donna lecture de l'acte de renonciation des princes, et le duc de Berry s'écria : « Je le jure. » Puis vint le tour de M. le duc d'Orléans, qui prononça le même serment avec une indicible émotion; le procureur général requit que ces pièces seraient enregistrées en la cour. Cet appareil devait relever le pouvoir du Parlement; la royauté évitait les États-Généraux,

de renonciacion : en voici l'extrait en espagnol. « De mi propio moto, libre, espontanea, y grata voluntad, yo D. Phelipe por la gracia de Dios rey de Castilla, de Leon, de Aragon, de las dos Sicilias, de Hierusalem, de Navarra, de Granada, de Toledo, de Valencia, de Galicia, de Mallorca, de Sevilla, de Zardina, de Tortocea, de Corsega, de Murcia, de Jaen, de los Algarves, de Algecira, de Gibraltar, de las islas de Tanaria, de las Indias orientales y occidentales, islas y Tierra firme del Mar-Oceano, archiduque de Austria, duque de Borgona, de Bravante y Milan, conde de Abpurg, de Flandes, Tiros y Barcelona, señor de Vizenya y Molina, etc. Por el presente instrumento por mi mismo, por mis herederos y sucesores, renuncio, abandono, y me desisto para siempre jamas de todas pretensiones, derechos, y titulos que yo o qualquiera descendiente mio, aya desde a ora, o pueda haver en qualquier tiempo que subeada en la futuro, a la subseccion de la corona de Francia, y me declaro por excluido, y apartado, yo y mis hijos, prederos y descendientes perpe-

tuamente por excluidos e inabilitados absolutamente y sin limitacion. »

(1) Archives de Madrid (pag. de l'année 1712-1713).

(2) Il existe un petit paquet d'imprimés à la Bibliothèque du roi, revêtu du scel privé de Louis XIV, en cire rouge, qui contient toutes ces renonciations.

(3) Registres du Parlement, ad ann. 1712. Voici le nom des ducs et pairs qui assistèrent à la séance. « Le duc de Berry, le duc d'Orléans, le duc de Bourbon, le prince de Conti, le duc du Maine, le comte de Toulouse, l'archevêque duc de Reims, Mailly, depuis cardinal; l'évêque duc de Laon, Clermont-Châtelle; l'évêque duc de Langres, Clermont-Tonnerre; l'évêque comte de Châlons, Noailles; l'évêque comte de Noyon, Châteauneuf-Rochebonne. Les ducs de La Tremoille, de Sully, de Richelieu, de Saint-Simon, de La Foree, de Rohan-Clabot, d'Estrees, de La Meilleraie et Maxarin, de Villeroy, de Saint-Aignan, de Foix, de Tresme, de Coislin, de Charost, de Villars, de Berwick, d'Antin et de Chaulnes.

mais elle reconnaissait une immense puissance aux grands corps judiciaires, et on la retrouvait, cette puissance, quand il s'agit de casser le testament de Louis XIV. Le cortège fut salué par mille acclamations, car le Parlement était populaire; Messieurs virent bien croître leur orgueil; ne recourait-on pas toujours à eux quand on voulait sanctionner les actes sacramentels de la famille de France?

Dès ce moment on put dire en cour que la paix était conclue entre la France et l'Angleterre: depuis trois ans ces négociations particulières se poursuivaient indépendamment des actes officiels du congrès entre les puissances; le véritable siège des affaires sérieuses ne fut pas Utrecht, mais Paris, Versailles et Fontainebleau. Le congrès d'Utrecht ne fut qu'une forme diplomatique, qu'une assemblée qui sanctionna les conférences intimes que l'Angleterre et la France avaient préparées. Louis XIV avait un pressant intérêt à satisfaire la Grande-Bretagne: comme elle était le lien commun de l'alliance, une fois qu'elle disparaissait de la lutte, la coalition était dissoute. Les rapports de M. de Torcy font voir toute l'importance que mettait le cabinet de Louis XIV à placer le siège des conférences réelles à Paris ou à Londres: le roi ne porte qu'une attention secondaire au congrès d'Utrecht. La paix générale devait être le résultat des préliminaires arrêtés avec l'Angleterre; il n'y aurait plus de coalition redoutable; chaque puissance isolée n'était plus à craindre pour la couronne de France!

CHAPITRE LXXXI.

ACTES DU CONGRÈS D'UTRECHT.

Désignation des plénipotentiaires. — Difficultés d'étiquette. — Projets de la France. — De l'Angleterre. — De la Hollande. — De l'Empire. — Négociations secrètes avec l'Angleterre. — Déclaration de la trêve. — Traité à part avec l'Angleterre. — Avec la Hollande. — La Prusse. — La Savoie. — Le Portugal. — Séparation de l'Empire. — Fin du congrès.

1712 — 1713.

Tandis que les négociations de lord Bolingbroke à Fontainebleau finissaient la question diplomatique par rapport à la France et à l'Angleterre, les puis-

sances en germe désignaient leurs plénipotentiaires officiels à Utrecht. Dans les grandes affaires politiques ce n'est presque jamais pendant les discussions publiques que se terminent les questions essentielles mais dans les négociations à part: c'est ce qui se fit au congrès d'Utrecht: quand les plénipotentiaires arrivaient aux conférences, déjà la plupart des difficultés étaient résolues, et ce n'était pas dans ces débats officiels qu'on devait traiter les plus hauts intérêts. La cour de Versailles avait nommé pour ses ministres au congrès les mêmes personnages diplomatiques qui jusqu'alors avaient travaillé pour la paix aux conférences de Gertruidenberg et de La Haye, l'abbé comte de Polignac et le maréchal d'Uxelles, que nous avons déjà rencontrés dans l'histoire de ces transactions. M. de Torcy leur adjoignit l'habile Mesnager, spécialement chargé des stipulations commerciales qui pourraient être la suite des traités politiques.

L'Angleterre, qui faisait négocier activement à Paris, envoya au congrès d'Utrecht l'évêque de Bristol, prélât fastueux, aimant la grande représentation, ces dépenses magnifiques qui marquent le passage de l'aristocratie anglaise; le comte de Strafford, ambassadeur à La Haye, lui fut adjoint par le cabinet de Londres; ces deux négociateurs eurent pour mission expresse de correspondre avec lord Bolingbroke et M. Prior, afin que les affaires pussent se poursuivre parallèlement à Utrecht et à Fontainebleau ou à Versailles. Le représentant de l'Empire au congrès fut M. de Zinzendorf, long-temps ambassadeur d'Autriche à Paris, et qui avait paru déjà aux conférences de Riswick; le second et le troisième plénipotentiaires furent le comte de Corsani et M. de Kossbruck, l'homme habile de la légation autrichienne. Les États-Généraux de Hollande avaient six ministres à Utrecht, représentant chacun une des provinces qui composaient la république; cette légation nombreuse était conduite par les deux vieux diplomates Van der Dussen et Buys, qu'on avait vus jusqu'alors figurer dans les congrès (1).

Le 13 janvier 1712, tous ces plénipotentiaires étaient réunis à Utrecht; les questions d'étiquette et des prérogatives avaient été long-temps agitées; et sur la proposition des ministres hollandais, il fut arrêté un règlement pour la police des séances: les plénipotentiaires devaient y venir sans distinction de rang, de tenue et de dignité; ils devaient s'asseoir pêle-mêle sans prérogatives. On régla également la police des carrosses, des valets et des

(1) Dépêches de l'abbé de Polignac, 12 janv. 1712.

pages; la moindre insulte était sévèrement punie : on défendait toute rixe avec la même rigueur que s'il s'agissait d'un délit commis contre l'hôtel des ambassadeurs (1). Ces questions de prééminence se rattachaient à des prétentions de souveraineté; aucun des cabinets ne voulait admettre la supériorité de l'un sur l'autre. Le lieu des séances avait été choisi dans cet Hôtel-de-Ville d'Utrecht, vieux monument de l'époque des métiers; ce vaste corps de logis aux piles froides et hautes avait vu plus d'une scène de révolte au temps des gueux et des braves compagnies qui combattaient les bandes espagnoles et abattaient les saints de pierre des cathédrales; antique ville qu'Utrecht, avec sa tour si massive, qu'on la dirait de l'ère romaine ou carlovingienne! Les plénipotentiaires se trouvaient à l'aise dans la salle de l'Hôtel-de-Ville; ils y étaient là sur ce beau velours flamand si épais, si dur de tissu, qu'il y en avait pour la vie d'un honnête marchand quand il s'en faisait justaucorps et pourpoint noir ou violet. Les ambassadeurs étaient précédés de leurs pages en entrant dans l'Hôtel-de-Ville; et ces espions de dix-sept ans se faisaient des grimaces les uns les autres en manière d'insulte, quelle que fût d'ailleurs la défense des règlements de police entre les plénipotentiaires accrédités (2).

La première séance du congrès se tint par un temps froid; il y avait un brouillard si intense, qu'il fallut allumer les flambeaux et cierges à midi; et les pages fermèrent les grands rideaux de serge d'Utrecht qui pendaient aux croisées de l'Hôtel-de-Ville, entre les belles peintures de Rubens (3). L'évêque de Bristol, le doyen des ambassadeurs, ouvrit le congrès par un discours sur la paix, et le besoin général qu'en avait l'Europe; ce discours fut silencieusement écouté par les plénipotentiaires, et l'on échangea les pleins pouvoirs afin de commencer les affaires sérieuses. L'abbé de Polignac s'était rapproché de l'évêque de Bristol pour agir de concert avec lui; mais, soit que les instructions du plénipotentiaire anglais ne fussent point assez explicites, soit que l'abbé de Polignac agit trop tôt, il ne trouva point dans le comte de Stratford cette communauté d'efforts qu'il avait espé-

rée; l'abbé de Polignac s'en plaignit dans une dépêche adressée à M. de Torcy; M. de Torcy la communiqua à lord Bolingbroke, en lui déclarant bien expressément que les plénipotentiaires français avaient ordre de s'entendre avec les ministres anglais sur tous les points de la négociation; mais il fallut que ceux-ci ne refusassent pas leur concours à l'abbé de Polignac. Lord Bolingbroke écrivit dans ce sens à l'évêque de Bristol; dès ce moment les légations de France et d'Angleterre furent en parfaite intelligence (4).

La première question engagée, celle d'une suspension d'armes, fut proposée par la France avant la bataille de Denain, et complètement rejetée. Les plénipotentiaires des alliés demandèrent quel était enfin le projet définitif du cabinet de Versailles; et alors M. Mesnager lut, avec une certaine solennité de formes, les mêmes articles qui avaient été arrêtés entre les cours de France et d'Angleterre. Les plénipotentiaires français étaient surs par ce moyen d'avoir l'assentiment de la Grande-Bretagne, et de marcher de concert avec elle. Une telle lecture excita un vif mouvement de la part des ministres de Hollande et de l'Empire surtout. « Ce projet ne changeoit-il pas les bases primitives des conférences de La Haye et de Gertruidenberg? On étoit convenu à cette époque que le roi Philippe V abdiqueroit la couronne d'Espagne, et ici on maintenait dans sa force la constitution d'une grande monarchie! De quoi s'agissoit-il dans le nouveau projet? On reconnoissoit la reine d'Angleterre; mais n'étoit-ce pas un fait accompli? Les concessions n'étoient étendues qu'à l'égard de la Grande-Bretagne; les Pays-Bas ne recevoient même pas une bonne frontière, car enfin la France conservoit Aire, Douai et Béthune; les Pays-Bas espagnols restoient dans les mains de la Bavière. Étoit-ce là une suffisante garantie? La partie des stipulations commerciales étoit bien réfléchie, mais la circonscription de territoire étoit mal faite. Que donnoit-on à la couronne d'Autriche en échange du magnifique royaume d'Espagne? Le Milanais, Naples et la Sardaigne, dont Philippe V n'avoit jamais été en possession réelle; on rendoit ce qu'on

(1) Règlement du congrès d'Utrecht, 13 janvier 1712. Pour connaître parfaitement l'histoire secrète du congrès d'Utrecht, il faut lire le rapport que firent les « lords » à la chambre des lords quand ils occurrèrent, sous Georges I^{er}, le comte d'Oxford et Bolingbroke d'avoir trahi les intérêts diplomatiques de l'Angleterre. (Annales parlem., ad ann. 1718.)

(2) « Si quelque domestique de plénipotentiaire fai-

sait insulte ou querelle à un autre, l'agresseur sera aussitôt remis au maître de l'insulté. » (Règlement du congrès d'Utrecht, art. 8.)

(3) J'ai visité Utrecht en 1837, cherchant toutes les traces du congrès, et les souvenirs qui se rattachaient à cette grande négociation diplomatique. J'en ai recueilli quelques-uns.

(4) Dépêches, 15 février, ann. 1712.

ne pouvoit plus retenir? Ces conditions ressembloient-elles aux stipulations capitales simultanément imposées à la France dans les conférences de La Haye et de Gertruidenberg? » Les plaintes étaient communes à l'Empire et à la Hollande; les plénipotentiaires anglais gardaient le silence; ils ne prenaient parti ni pour la France ni pour l'alliance. Cependant une dépêche du comte de Strafford à lord Bolingbroke indiqua le mauvais effet produit par les propositions de la France; selon lui, ces propositions ne reposaient pas sur des bases assez larges et assez en rapport avec la situation des différents cabinets; il fallait donner une extension plus grande, si on vouloit arriver à un traité commun (1).

En réponse aux articles de la France, les plénipotentiaires hollandais et antrichiens insistèrent pour la cession pure et simple de la monarchie espagnole, et les autres stipulations des conférences de Gertruidenberg. Pourquoi bouleversait-on des bases qu'on avait soi-même fixées? qui pouvoit autoriser la France à se séparer ainsi des promesses qu'elle avait scellées il y avait six mois à peine? L'abbé de Polignac répliquait que la victoire avait affirmé le trône de Philippe V; la question d'ailleurs avait changé d'aspect depuis l'avènement de l'archiduc à l'Empire; jamais la France, pas plus que l'Angleterre, ne pourroit souffrir la reconstruction de la monarchie de Charles-Quint; elle épuiserait, pour l'empêcher, son dernier homme et son dernier écu. L'empereur d'Allemagne ne pouvoit être salué roi des Castilles et des deux Indes!

Toutes les ressources de la légation française reposaient sur le concours ferme et invariable des plénipotentiaires de la Grande-Bretagne; le comte de Strafford et l'évêque de Bristol avaient reçu leurs instructions de lord Bolingbroke; à mesure que les transactions s'avançaient à Fontainebleau, M. Prior écrivait aux deux ministres anglais de se rapprocher de plus en plus de l'abbé de Polignac à Utrecht; on annonça même que le comte d'Oxford, le chef du cabinet anglais, viendrait au congrès pour prendre en mains la haute direction des conférences. A l'origine, la France avait proposé une suspension d'armes; elle avait été repoussée par les plénipotentiaires anglais eux-mêmes; mais d'après les ordres du cabinet de la reine Anne, il fut bientôt déclaré que la Grande-Bretagne considérait une suspension d'armes comme indispensable; les alliés l'ayant refusée, l'évêque de Bristol intima, au nom de sa cour, la volonté expresse d'arrêter

les hostilités. La trêve était proclamée entre la France et l'Angleterre; une dépêche de Bolingbroke l'annonça. Ce fut en conséquence des préliminaires signés à Fontainebleau que les Anglais se séparèrent de la coalition.

Cet acte changeait la situation tout entière des plénipotentiaires au congrès; l'Angleterre avouait son intimité avec la France; en vain elle prétendait ne point traiter isolément des coalisés; par le fait ne s'était-elle pas rapprochée de la cour de Versailles? elle ne marchait plus sous une bannière commune. L'évêque de Bristol étoit de répondre, et dans ses magnificences éclatantes, le prélat cachait ses conférences secrètes avec le maréchal d'Uxelles et l'abbé de Polignac. Rien n'avancait dans le congrès; les cabinets sentaient que là ne se traitaient pas les affaires sérieuses; personne n'ignorait les négociations que poursuivait Bolingbroke à Fontainebleau. Aussi le congrès s'absorbait-il dans des questions accessoires, dans des difficultés de police, et l'assemblée manqua de se dissoudre sur une dispute de valets et de pages. La véritable cause de cette rupture, c'est que les diplomates s'avaient tous que les négociations réelles n'étaient pas à Utrecht, et que les torques avaient brisé la coalition par un traité secret avec Louis XIV (2).

Cependant il fallait en finir. Le contre-projet de la France différait sur les points principaux avec les contre-projets de la Hollande et de l'Empire: l'Angleterre devait prendre parti pour l'un ou pour l'autre système; elle ne pouvoit constamment rester au milieu, d'autant plus qu'à Fontainebleau le plénipotentiaire réel, lord Bolingbroke, avait lui-même agréé les propositions de Louis XIV. Un courrier porta l'ordre à l'évêque de Bristol et à Strafford de déclarer « que la suspension d'armes entre les deux armées de France et d'Angleterre avoit naturellement amené des propositions de paix; ces propositions reposaient sur des bases raisonnables, et le cabinet de Londres engageoit ses alliés à les accepter dans un délai convenu, autrement les intérêts de la Grande-Bretagne la forceroient à traiter séparément avec la France, car elle ne pouvoit se sacrifier à des exigences outre mesure, et donner ses armées et son trésor pour le succès des injustes réclamations de l'Empire. » L'Angleterre ajoutait qu'elle n'admettait aucune des deux situations suivantes: 1^{re} la réunion de la couronne espagnole à la monarchie française, 2^{re} la fusion de cette même couronne de Castille

(1) Dépêches, avril, ann. 1712.

T. I.

(2) Dépêches de l'abbé comte de Polignac, juill. 1712.

avec le sceptre de l'empereur d'Allemagne; ces deux conditions étaient également repoussées. La note ménageait particulièrement la Hollande, parce que les États-Généraux devaient être plus facilement détachés de la coalition pour suivre l'exemple de l'Angleterre; ce cabinet avait fait assez de sacrifices, la paix était pour lui un besoin. L'évêque de Bristol déclara officiellement que la cour de Londres serait obligée de traiter séparément des alliés, si tous persistaient à continuer des hostilités qui n'avaient plus de but dans l'état des propositions faites par la France (1).

Les difficultés diplomatiques portées au congrès touchaient plusieurs grandes questions : 1^{re} la succession d'Espagne ; 2^o le traité de limites entre la France et les Pays-Bas ; 3^o le rétablissement de l'électeur de Bavière ; 4^o une indemnité donnée à la Savoie pour la coopération qu'elle avait prêtée à l'alliance durant la guerre. Sur la première question, les puissances n'étaient pas complètement d'accord ; la maison d'Autriche s'opposait formellement à l'avènement de Philippe V ; M. de Zinzendorf notifia « que jamais en aucun cas sa cour ne pourroit l'autoriser à traiter sur les bases d'une reconnaissance de la maison de Bourbon comme souveraine légitime des Espagnes » ; l'évêque de Bristol répondait « qu'il ne voyoit pas ce qui pourroit désormais empêcher la reconnaissance de Philippe V ; les renonciations du roi d'Espagne et des princes de France ne permettoient plus de supposer la réunion des deux couronnes sur la même tête, le seul danger qu'on pouvoit craindre. Au contraire, l'avènement de l'empereur à la royauté des Castilles reconstruisoit la formidable monarchie de Charles-Quint, bien autrement dangereuse que le fait, d'ailleurs accompli, de la royauté de Philippe V. »

Les États-Généraux avaient d'abord partagé les opinions de l'Empire sur la question espagnole ; mais ils s'en étaient insensiblement détachés d'après les observations de l'Angleterre. Le comte de Strafford avait pris un certain ascendant sur le négociateur hollandais Van der Dussen ; en aucun cas, et dans un traité définitif, les États-Généraux ne devaient se séparer de la Grande-Bretagne, leur bonne et vieille alliée ; si l'on faisoit de communs avantages de colonies et de commerce, pourquoi la Hollande ne reconnaîtrait-elle pas Philippe V, comme l'avaient fait les toriés ? D'ailleurs la Hollande et l'Angleterre s'étaient intimement

rapprochées dans un traité de mutuelles garanties pour leurs gouvernements, et pour la succession dans la ligne protestante.

Sur la seconde question, les États-Généraux devaient se montrer plus difficiles ; il s'agissait de fixer une lisière de places fortes susceptible d'opposer une résistance aux armées de France sur la frontière nord. L'opinion de la diplomatie hollandaise se résuimait en cette seule pensée : la monarchie de Louis XIV ne peut avoir au nord aucune place de guerre qui soit offensive, c'est-à-dire qui puisse servir de centre à un système d'opérations bellicieuses et envahissantes ; elle ne doit avoir que des villes défensives, pour se protéger contre toute invasion ; en conséquence, les États-Généraux persistaient à réclamer Lille et Tournay ; ils voulaient établir une vaste organisation de barrières militaires. Le cabinet de Versailles admettait bien le principe posé par les États-Généraux, mais il revendiquait Lille et Tournay comme se rattachant précisément à ce système défensif dont portaient les plénipotentiaires hollandais (2).

A cette difficulté d'une limitation exacte sur la frontière des Pays-Bas, se mêlait naturellement la question de l'électeur de Bavière ; la France avait reçu des marques de dévouement de l'électeur ; il avait marché de concert avec les armées de Louis XIV ; à l'origine même, son territoire héréditaire avait été conquis et envahi par l'Autriche ; la France insistait particulièrement pour qu'on l'indemnît provisoirement au moyen de la souveraineté des Pays-Bas espagnols. Si les Hollandais craignaient la connivence de l'électeur avec la France, ils pourraient tenir garnison dans les places fortes ; n'était-ce pas là une suffisante garantie ajoutée au traité des barrières ? La France réclamaient haut les droits de l'électeur, et au cas de paix avec l'Empire, le cabinet de Versailles imposait la condition impérative du rétablissement de Maximilien dans tous ses liefs, à savoir : la Bavière pour la branche aînée, et l'électorat de Cologne pour la branche cadette. A son tour, l'Angleterre portait un intérêt non moins vif au duc de Savoie ; elle avait besoin de se créer ainsi un allié dans le midi de la France et du côté de l'Italie. Le comte de Strafford demandait d'abord que M. le duc de Savoie reçut une indemnité territoriale sur la frontière de France, et de plus, on lui céderait la Sicile ou la Sardaigne comme compensation de guerre ; on devait se faire fort d'obtenir cette cession de

(1) Dépêches du comte de Strafford à lord Harley, comte d'Oxford, Juin 1712.

(2) Les *Gazettes de Leyde* et de *La Haye* traitent toutes ces grandes questions de diplomatie (1712 et 1713.)

la part de l'Espagne. Victor-Amédée ne s'en souciait pas; il aurait préféré la lisière du Milanais; comment conserverait-il long temps des possessions aussi fractionnées? n'allait-il pas s'attirer l'indignation de l'empereur sans profit réel pour son duché de Savoie? L'Angleterre insistait néanmoins pour que Victor-Amédée obtint la souveraineté de la Sicile, avec un traité de commerce et de navigation en sa faveur (1).

A bien examiner les questions agitées au congrès d'Utrecht, toutes les parties contractantes, excepté l'Empire, n'étaient pas éloignées de s'entendre; l'Angleterre entraînait, par la force des choses, la Hollande dans un traité spécial : la Savoie, l'électeur de Bavière, le roi de Prusse lui-même avaient tendance à la paix; fallait-il se sacrifier à l'ambition de la maison d'Autriche? elle voulait faire de son empereur un roi d'Espagne; était-il dans l'intérêt des autres puissances de la secourir? On se rappelle que l'Angleterre avait déjà fait son traité à Paris, ou, pour parler plus exactement, elle en avait arrêté les bases; le comte de Strafford et l'évêque de Bristol firent de nouveaux efforts auprès de M. de Zinzendorf pour le déterminer à la signature d'une paix commune; ils furent constamment refusés. Enfin, dans une solennelle séance, les plénipotentiaires anglais déclarèrent formellement qu'ils avaient ordre de leur cour de signer un traité séparé avec la France; ils invitaient en conséquence les autres puissances à suivre le mouvement pacifique qui mettrait fin à de longues hostilités après tant de sacrifices. En faisant cette déclaration, les ministres anglais étaient sûrs de l'assentiment de la Prusse et de la Savoie; MM. Buys et Van der Dussen, plénipotentiaires de la Hollande, n'avaient plus que l'option ou de se jeter dans les intérêts de l'Empire et de faire la guerre à outrance, ou de signer la paix de concert avec l'Angleterre, leur intime alliée; et ce fut à cette dernière résolution qu'on s'arrêta dans les conférences d'Utrecht.

Le 11 avril 1713, dès une heure après midi, on vit dans la vaste salle de l'Hôtel-de-Ville d'Utrecht un spectacle d'une imposante majesté. Autour d'une table de bois de noyer incrustée d'ébène et d'ivoire, étaient debout une vingtaine de personnages revêtus de leurs insignes, tels que la pein-

ture flamande et espagnole les a reproduits; les négociateurs anglais, le comte de Strafford surtout, dans un costume brillant, son chapeau relevé par des plumes et une large émeraude enlaccée dans des cordons de perles; le maréchal d'Uxelles, non moins éclatant, avec son justaucorps de drap broché d'or et de diamans; l'évêque de Bristol avec ses vêtements blancs qui distinguent l'Eglise anglicane; enfin les plénipotentiaires hollandais, simples comme l'école puritaine et calviniste. Tous tenaient à la main une plume et leur seel; il régnait sur ces physionomies une inquiétude mêlée de satisfaction; à trois heures du soir, on commença la lecture des traités; elle dura jusqu'à minuit. La signature fut apposée à des heures différentes sur les minutes qui sont restées aux chancelleries européennes. Six traités furent conclus: le premier, tout réglementaire, entre l'Angleterre et la Hollande (2); le second, entre la France et l'Angleterre (3); le troisième, avec les Etats-Généraux (4); le quatrième, avec la Savoie (5); le cinquième, avec le Portugal (6); le sixième, avec la Prusse (7). L'Empire seul demeurait en dehors de cette pacification.

Par le premier acte conclu entre les cabinets de Londres et de La Haye, on convenait spécialement d'une alliance plus intime et plus inséparable; les Etats-Généraux déclaraient qu'en cas où la succession protestante serait menacée en Angleterre, ils prendraient les armes à la réquisition de la reine Anne ou de ses légitimes successeurs; cette hérédité de famille serait maintenue conformément aux actes parlementaires; à son tour, l'Angleterre promettait d'assurer à tout jamais une barrière territoriale à la Hollande, de telle sorte qu'elle ne put être troublée par l'invasion de la France. Ce traité de garanties indiquait les villes qui seraient à perpétuité dans les mains des Etats-Généraux; désormais l'alliance anglo-hollandaise reposait sur le maintien de la succession protestante dans la maison de Hanovre et sur l'existence même de la Hollande comme grand Etat indépendant.

Le second traité capital était conclu entre la France et l'Angleterre; il se fondait sur des bases presque en tous les points semblables à celles qui avaient été arrêtées à Fontainebleau entre Bolingbroke et M. de Torcy. Louis XIV reconnaissait la

(1) Dépêches du vicomte de Bolingbroke à M. de Torcy, ann. 1712.

(2) A deux heures, le 11 avril.

(3) A trois heures, le 11.

(4) A une heure du matin, le 12.

(5) Le 11 à quatre heures.

(6) Le 11 à huit heures.

(7) Le 11 à minuit. J'ai vu l'original de ces traités à La Haye, et j'en ai trouvé une copie à l'Escurial.

succession dans la ligne protestante de la maison de Hanovre, et si la reine Anne n'avait pas d'héritiers directs, la princesse Sophie serait appelée, et après elle le prince Georges. Le roi donnait sa parole qu'il ne permettrait jamais « que celui qui avait pris d'abord le titre de prince de Galles, puis de Jacques, III, habitât une province de son royaume, même la plus éloignée. » Le roi s'engageait aussi à n'autoriser ni conjurations ni complots contre la couronne et le Parlement d'Angleterre. Comme réciprocité, la reine Anne saluait Philippe V roi d'Espagne et des Indes. Des traités de commerce assuraient la libre navigation en Europe et dans les États d'outre-mer; on stipulait, comme à Fontainebleau, le racement de Dunkerque, la cession de Terre-Neuve, de la baie d'Hudson, de l'île Saint-Christophe. L'Angleterre prenait sous sa garantie toutes les clauses relatives au Portugal qui concluaient une convention de commerce avec la France (1).

Dans le traité avec la Hollande, il était stipulé que la maison d'Autriche aurait la souveraineté des Pays-Bas espagnols, pour servir de barrière contre la France, sauf les districts qui appartenaient à la Prusse, et une terre de 30 mille écus de revenus au profit de la princesse des Ursins. Les États-Généraux restituaient au roi Lille, Béthune, Aire, Saint-Venant, toute cette ligne de forteresses qui défendaient les frontières de France; et à son tour, le roi s'engageait à obtenir de l'électeur de Bavière une renonciation expresse à la possession des Pays-Bas. Provisoirement, les troupes hollandaises conservaient garnison dans les villes cédées à l'Autriche; les États-Généraux recevaient les mêmes avantages commerciaux que l'Angleterre dans les colonies espagnoles. Il était bien expressément entendu que jamais la France ne pourrait être traitée en nation privilégiée dans les États de Sa Majesté Catholique; le commerce des deux nations devait se trouver sur un pied de parfaite égalité.

Avec la Prusse, il était arrêté que le traité diplomatique et religieux de Westphalie tiendrait son plein et entier effet; le roi reconnaissait les stipulations protestantes de ce traité; il saluait le titre de roi dans l'électeur de Brandebourg, en même temps que sa souveraineté princière sur Neuchâtel en Suisse. En échange, le roi de Prusse cédait à la France la principauté d'Orange et ses contenus, les deux seigneuries de Châlons et Châ-

telbelin en Bourgogne. Toutefois les habitants restaient libres de vendre leurs biens et de se retirer dans les États de S. M. Prussienne, qui conservait les armes et le blason d'Orange. Un traité annexé portait que pour le présent et l'avenir on donnerait au nouveau roi de Prusse le titre de *Majesté* (2). Dans son traité avec la Savoie, la France s'engageait à restituer le comté de Nice et toutes les terres qui en dépendaient; le versant des Alpes devait servir de limites, de telle sorte que le point extrême des deux frontières serait déterminé par les eaux pendantes; le duc de Savoie prenait possession de la Sicile. La renonciation des princes français à la couronne de Castille ouvrait pour le duc de Savoie un droit légitime à la succession d'Espagne; le traité reconnaissait ce droit, à l'exclusion même de la branche d'Orléans.

Tous ces grands traités signés à Utrecht allaient constituer le code diplomatique; l'Autriche seule n'y avait pas pris part; elle voulait se hasarder encore sur les champs de bataille. Il a été essentiel de parfaitement résumer les causes qui amenèrent la pacification d'Utrecht; si l'on se reporte à l'*Ultimatum* de 1709 et 1710 à La Haye et à Gertruidenberg, on doit constater le pas immense qu'avait fait la France. On était parti de cette double base : point de Bourbons en Espagne, restitution des conquêtes depuis les traités des Pyrénées et de Munster, et l'on arrivait à Utrecht à une paix qui maintenait Philippe V sur le trône, assurait une bonne frontière à la France, et laissait en suspens la question de l'Alsace. Il y avait deux ans à peine que toutes les puissances étaient d'un accord commun pour agir contre la France, et aujourd'hui le cabinet de Versailles les avait séparées les unes des autres, et obtenait des traités spéciaux de chacune d'elles. Quelle était la cause de ce changement? L'histoire vulgaire, je le répète, recherche de petits accidents de cour; le grand motif fut dans la révolution ministérielle de l'Angleterre, qui fit passer la direction politique aux mains des tories; les whigs et Marlborough étaient partisans de la guerre; ils succombèrent dans les élections; le Parlement et la nation se prononcèrent pour la paix; la France la conclut particulièrement avec l'Angleterre (3). C'est ce qui donne une si haute importance aux négociations de Fontainebleau; là se firent les véritables affaires. A Utrecht l'on se dirige

(1) L'original de ce traité est aux affaires étrangères, 1713.

(2) Archives des affaires étrangères, ann. 1713.

(3) Pour conserver toute l'exactitude diplomatique,

je dois dire qu'on ne trouve pas la signature de l'abbé comte de Polignac sur l'original du traité d'Utrecht; l'abbé venait d'être créé cardinal *in pectore*, le 10 février 1713, sur la recommandation de Jacques III (le

par les courriers de Bolingbroke et du comte d'Oxford; l'évêque de Bristol, le comte de Strafford reçoivent les ordres de Versailles ou de Saint-James; ils vont jour par jour, à raison des dépêches de leur gouvernement, et comme l'Angleterre reste maîtresse des transactions qui se préparent, son opinion avance la paix; elle la détermine par sa volonté de traiter seule avec la France, si les alliés s'y refusent. Ainsi le congrès d'Utrecht ne fut qu'une forme de négociation, qu'une réunion diplomatique pour sanctionner des points déjà arrêtés par lord Bolingbroke, M. Prior et M. de Torcy à Fontainebleau; l'habileté de la France fut de changer l'aspect de la coalition, de la briser par des concessions bien faites, et d'amener le centre des affaires sous sa main. En envisageant de cette manière le congrès d'Utrecht, on ne s'explique pas la solennité que l'histoire a réservée aux actes des plénipotentiaires; les négociations publiques ne sont que la ratification des traités convenus à Fontainebleau. Le congrès d'Utrecht ne fit pas plus la paix que Denain ne finit la guerre!

CHAPITRE LXXXII.

LES OPINIONS ET LES PARTIS A LA FIN DU RÈGNE DE LOUIS XIV.

Situation des Cévennes. — Projets successifs de soulèvement. — Les réfugiés à l'étranger. — Le marquis de Miremont. — Guiscard. — Les huguenots au congrès d'Utrecht. — Intervention de la Prusse et de l'Angleterre. — Opinions catholiques. — Les jésuites. — Mort du P. La Chaise. — Letellier. — Les jansénistes. — Saint-Séverin. — Port Royal. — La bulle *Unigenitus*. — Concile d'évêques. — Le cardinal de Noailles. — Enregistrement au parlement.

1704 — 1714.

Les traités régularisés à Utrecht pacifiaient les différents des grandes nations européennes; tous prétendant; il eut dans les convenances de s'abstenir d'un traité qui forçait le jeune Stuart à s'éloigner de la France.

(1) Je trouve à la date du 30 septembre 1704 une délibération des Etats-Généraux à La Haye, qui autorise Nicolas Clignet, maître de postes à Leyde, à faire parvenir aux camisards, par le marquis d'Arsechiers, mi-

les cabinets, sauf l'Empire, avaient signé leur convention à part, et la paix jetait quelque calme au sein des nations si long-temps agitées par la guerre. Les provinces de France sortaient de la tourmente; plus d'une sédition avaient signalé les périodes de pénurie et de disette; c'était à la fermeté du gouvernement de Louis XIV, à cette forte unité partout triomphante, qu'on devait le rétablissement de l'obéissance et de l'ordre politique. Les Cévennes, après la pacification du maréchal de Villars avec Cavalier, n'avaient plus offert un caractère menaçant; quelques bandes isolées parcouraient encore les montagnes du Vivarais, elles restaient en communication avec l'étranger d'où venaient les projets de soulèvement et les plans d'insurrection. Plus d'une fois, en effet, on avait voté des subsides à Londres ou à La Haye pour préparer la révolte des paysans calvinistes (1). Des agents secrets arrivaient de Genève ou de la Hollande pour favoriser la prise d'armes des camisards; les fils des anciens gueux et communaux d'Anvers soutenaient la rébellion des montagnards du Languedoc, de leurs frères ardents des Cévennes et du Vivarais.

C'étaient surtout les émigrés, les religieux fugitifs, qui entretenaient en France cet esprit d'insubordination; le plus actif et le plus intrigant de tous, le marquis de Miremont, se disait d'origine Bourbon par la bâtardise des Conti (2); il vivait à La Haye, et s'était posé comme le banquier et le faiseur d'affaires des huguenots et des mécontents de la France. Par le marquis de Miremont, les insurgés correspondaient avec le cabinet de La Haye, comme par le marquis de Guiscard ils conservaient des intelligences avec les ministres du parti whig. Le marquis de Ruigny (lord Gallo-way), également réfugié, commandait les armées britanniques en Espagne, et le marquis de Saissans, qui envahit le Languedoc à la tête des coalisés, était l'enfant même de cette province. Quand il y débarqua à la tête de ses régimens anglais, il rappela aux dames languedociennes ses galanteries, et en style tout gentilhomme, il conviait les demoiselles à assister aux fêtes et carrousels qu'il comptait donner à Cette, à Agde et à Béziers pendant l'occupation anglaise (3). Les réfugiés agissaient

nistre d'Angleterre à Genève, 10 mille florins, afin de les encourager autant qu'il sera possible. (Archives de La Haye, ann. 1704.)

(2) Louis-Armand de Bourbon, marquis de Miremont.

(3) Le marquis de Saissans, à la tête des Anglais, écrivait à un bourgeois de Béziers: « Je vous prie de

constamment à l'étranger contre Louis XIV; ils avaient à venger une vieille rancune religieuse.

Dès les premières démarches pour la paix avec l'Angleterre, la plus vive opposition vint de la part de ces émigrés : quelle place leur réservait-on dans les conférences d'Utrecht ? Allait-on stipuler pour eux une amnistie générale ? rentraient-ils dans leurs biens ? les calvinistes obtiendraient-ils la liberté de conscience ? Telles étaient les questions que les réfugiés adressaient aux ministres des grandes puissances ; ils étaient les plus briaux adversaires de cette France qu'ils avaient quittée sous le prétexte de la persécution ; ils marchaient à la tête des ennemis. Je l'ai déjà dit, ils n'étaient pas coupables ; car aux temps des fortes convictions, la patrie territoriale s'efface et disparaît. Cette haine était allée si loin, que le marquis de Guiscard, accusé de trahison, avait tenté d'assassiner le comte d'Oxford (M. Harley) ; blessé au moment de cet attentat (1), le marquis de Guiscard succomba sous ses blessures : ainsi le fougueux gentilhomme du Rouergue, émigré de sa province, et qui avait cherché à la soulever, était allé finir ses jours par un assassinat sur la terre étrangère. Tous les plans de guerre et d'insurrection sortaient de cette école des réfugiés ; une opinion prosaïque est toujours haineuse contre le pouvoir qui la frappe ; les émigrés calvinistes se livraient à mille invectives contre Louis XIV ; il y eut alors une brochure curieuse publiée sous ce titre : *La Loi du Talion*.

rastrer les habitants de votre ville, afin que si j'allois de ce côté-là, ils soient persuadés d'avance qu'ils n'ont aucun dommage à craindre des trompes que je commande. Je n'ai nulle volonté de nuire aux peuples de cette aimable province ; les dames d'Agde, qu'on m'a dit être allées à Béziers, peuvent revenir chez elles en toute sûreté avec leurs effets ; vous pouvez les assurer qu'elles y seront respectées par un grand nombre d'officiers polis et fort bien faits. Au reste, on veut me régaler ici d'un joyeux, le 3 du mois prochain ; les dames de Béziers y peuvent venir. Si ma présence leur fait de la peine, je me priverai de ce plaisir-là, et ne serai point de cette fête. » (Lettre autographe, Mémoires mas. sur le Languedoc.)

(1) Annales parlementaires, ad ann. 1710.

(2) J'ai cette petite brochure en français. Londres, ann. 1705.

(3) Voici le texte de la lettre écrite par le roi à la reine Anne : « Madame ma sœur, étant pleinement assuré que Votre Majesté ne peut manquer d'être très-sensible à la misère inexprimable des pauvres protestants réformés de France, qui sont condamnés aux galères, renfermés dans les cochots, et qui gé-

Les réfugiés demandaient que les nations en majorité calvinistes suivissent un même système de rigueur à l'égard des catholiques, et qu'en représailles les papistes fussent chassés de la Prusse, de la Hollande et de l'Angleterre (2).

Dans cet état d'exaspération, les réfugiés durent être fortement affectés quand ils apprirent que les grandes puissances de l'Europe étaient prêtes à conclure à Utrecht un traité définitif pour la pacification générale : allaient-ils être abandonnés ? n'avaient-ils pas prêté appui à la coalition ? le marquis de Miremont fut l'interprète de ces craintes auprès des États-Généraux qui promirent l'intervention commune des cabinets pour solliciter une amélioration dans le sort des calvinistes en France. Le roi de Prusse surtout, le chef de la réforme dans l'Empire, profita des conférences d'Utrecht pour écrire à la reine Anne, afin qu'elle fit directement une démarche auprès de Louis XIV ; n'était-il pas possible d'obtenir une meilleure destinée pour les réformés en France ? L'état de la législation du royaume, après la révocation de l'édit de Nantes, n'avait-il pas quelque chose de barbare ? Le devoir des princes protestants était d'intervenir pour ces pauvres opprimés ; le roi de Prusse n'osait pas faire la demande lui-même ; sa royauté trop récente n'avait pas assez d'importance, tandis que la reine Anne avait excité au plus haut point les sympathies de Louis XIV ; elle avait tant contribué à la signature de la paix ! (3).

missent en d'autres endroits sous le joug insupportable du papisme, et dont la vie est dix fois pire que la mort même, j'espère que Votre Majesté prendra en bonne part que je la prie et conjure de la manière la plus sérieuse qu'il lui plaise encore de faire ses derniers efforts pour obtenir de Sa Majesté Très-Christienne, par la paix prochaine, la délivrance de ces pauvres gens opprimés, après laquelle ils soupirent depuis tout d'années. Il est vrai, Madame, que peut-être Votre Majesté rencontrera quelques obstacles avant le rétablissement desdits sujets protestants ; mais comme il n'est point de difficultés que Votre Majesté ne puisse surmonter lorsqu'il s'agit de la gloire de Dieu et du bien de son Eglise, cela me donne espérance que Votre Majesté ne négligera pas de conduire cette affaire à la joie et au contentement de tous ceux qui sont véritablement zélés pour la gloire de Dieu. Signé par ordre du roi sur son lit de malade : FAUCON-BEAULIEUX ; et plus bas : LIGNE. » Le roi de Prusse fut à toutes les époques le protecteur naturel des protestants. En 1613, le cabinet de Berlin intervint très-activement auprès de Louis XVIII en faveur des protestants dans le Languedoc. Voyez mon *Histoire de la Restauration*, tom. III.

Il faut s'élever par la pensée jusqu'à la grandeur et à la fierté de Louis XIV, à cette volonté tenace de ramener tout au pouvoir et à la nationalité, pour comprendre que de telles démarches devaient le blesser. Les pouvoirs forts aiment l'unité d'opinion et d'administration; la conduite des réfugiés s'attaquait au système monarchique de Louis XIV. Plus les huguenots se confondaient avec l'étranger, plus le roi éprouvait pour eux de la répugnance; ce n'étaient plus de simples sujets sollicitant un pardon, mais des rebelles qui avaient mêlé leurs mousquets et leurs épées aux drapeaux des ennemis de la patrie. La demande des pléni-potentiels au congrès en faveur des calvinistes devait plus profondément atteindre encore le cœur de Louis XIV; personne n'avait le droit de s'immiscer dans sa souveraineté; les calvinistes étaient bien et dûment condamnés; l'intervention de l'étranger pour eux ne faisait même que justifier la condamnation; des sujets en intelligence avec les ennemis de la couronne et de la patrie n'étaient-ils pas dix fois plus coupables? Cependant la requête était présentée par la reine Anne, dont le roi avait tant besoin pour les négociations; Bolingbroke et tous les ministres torse sollicitaient cette faveur du roi de France comme un moyen d'affermir leur cabinet en face du Parlement. Louis XIV, par ce motif, se résolut à faire une concession; ceux d'entre les calvinistes qui étaient aux galères furent élargis, mais à la charge expresse qu'ils quitteraient sur le champ le royaume, et iraient s'établir en dehors des frontières; ce fut la seule indulgence (1); les édits contre les calvinistes furent maintenus dans leur plus extrême rigueur. Aux temps de crise, la première condition de force, c'est qu'il n'existe pas dans la société des opinions d'intelligence avec l'étranger. Quel intérêt d'ailleurs pouvaient inspirer les huguenots, marchant avec les adversaires implacables de la France?

Toute la politique de Louis XIV tend à l'unité, et c'est ce qui explique encore sa ferme conduite dans l'affaire des jansénistes et de la bulle *Unigenitus*. On se rappelle l'éternelle dispute entre le libre arbitre et la prescience ou la grâce de Dieu, abîme sans fond où vient se battre comme une mer agitée la pensée de l'homme. Les deux écoles des jésuites et des jansénistes étaient divisées sur cette question de la grâce, et depuis saint Augustin les formules de philosophie s'étaient épuisées en ex-

plications de cet impénétrable mystère. L'école des jésuites avait admis le libre arbitre, la valeur de chacune des actions humaines, la force de la volonté dans l'existence; de là cette vie élégante et laborieuse, ce perpétuel mélange de la religion et du siècle; les jésuites étaient à la tête de toutes les idées larges et humanitaires; leur organisation était une république élective sous un dictateur. Fondaient-ils un gouvernement colonial, c'était le plus magnifique établissement, la plus libérale institution, où le peuple agissait presque en souverain. Se chargeaient-ils de l'éducation publique, rien ne pouvait se comparer à l'ampleur de leurs conceptions, à la puissance de leur enseignement; leur habile hiérarchie rattachait sans cesse les deux institutions civile et religieuse. Cette vaste initiation par la robe courte les unissait intimement aux sommités politiques; la compagnie de Jésus était le plus admirable modèle de gouvernement, la forme la plus haute de s'emparer de la société par la seule influence morale, sans armées, sans force brutale et matérielle, noble et légitime mission à laquelle toute opinion prétend dans les limites de son organisation intellectuelle.

Les jansénistes se composaient de gens honnêtes, probes, mais de cette sévérité rigide qui ne pactise jamais avec la faiblesse de notre nature; comme ils portaient de l'idée que tout vient par la grâce, c'était par la prière, la macération, le jeûne, qu'ils cherchaient cette volonté du Christ qui les dispensait de liberté dans les actions humaines. Non loin de la rue Saint-Jacques, on voyait une petite et vieille église du quatorzième siècle, sous l'invocation de saint Séverin; elle n'était pas étendue, sa façade était simple, ses murs nus presque comme un pèche, ses piliers bas, ses ogives étroites et mesquines; aussi les ennemis de la secte de Jansénius ne manquaient pas de dire que l'architecture de Saint-Séverin était resserrée comme le crâne d'un janséniste. Là, vous voyiez accourir en foule ces hommes pieux à la physionomie sévère, à la mise modeste, le chapeau au large bord, comme les puritains, sans luxe, sans ostentation; on priait, on lisait l'Écriture; rarement on s'approchait de la communion à la table sainte; le principe était l'état de grâce: or, cet état ne s'acquerrait que par des sacrifices et des prières perpétuelles; la fréquence des communions pouvait devenir un sacrilège. Beaucoup méditer sur soi comme les vieux philosophes et les pères de l'Église, agir peu et bien, telles étaient les maximes des jansénistes, professées par leurs plus zélés sectateurs à Saint-

(1) Édit du roi, 17 janvier 1713, qui met en liberté cent trente-six galériens.

Séverin, sous ses bienheureux diaeres attachés à la paroisse (1).

Il suffit d'avoir exactement défini ces deux écoles pour comprendre que les jésuites devaient rattacher les esprits élégans, doux, timidement jetés dans la vie; ces caractères éroyans et faibles, aimans et secourables, les jeunes hommes qui se couvrent de fleurs, la jeune fille qui pleure sa faiblesse et s'y laisse doucement aller, le courtisan que l'ambition entraîne, le roi qui a besoin de tant de force dans le commandement et de tant de pardon pour les fautes de son pouvoir. Les jansénistes, au contraire, appelaient à eux les esprits exacts, mathématiques, les énergiques logiciens de la morale catholique, les consciences sévères, sombres, tourmentées par la vie; le jansénisme convenait souvent aux âmes désabusées, à ces imaginations agitées de grands doutes, ou à ces cœurs froids, secs, sans entrailles pour parler avec d'autres et à soi-même.

Cette différence d'écoles explique très-bien les succès des jésuites auprès du monde et de la cour; on aimait l'indulgentie morale qui conciliait le salut avec cette vie de faiblesse et d'entraînement que Dieu a placée au cœur de l'homme. Le père La Chaise avait conquis un ascendant profond sur Louis XIV, c'était une tête politique sous les apparences de la simplicité et de la candeur; le père La Chaise, avec sa philosophie un peu riieuse, avait gagné la confiance du roi, qui le consultait sur toutes les affaires ecclésiastiques et les cas de conscience. Le père La Chaise avait son appartement au château de Versailles, mais il vivait souvent dans un petit oratoire qu'il s'était construit au milieu d'un jardin au-delà de Ménilmontant; il y cultivait ses arbrres fruitiers, ses marais pleins de légumes printaniers, des fraises d'Orient, de belles pêches de Bagdad, et de ces poires d'Angleterre, dont la culture avait été importée en France par Jacques II; puis tous les trois jours il venait à Versailles, et le vendredi surtout, où, selon la vieille coutume de saint Louis, il se tenait conseil de conscience. Le père La Chaise mourut en fon-

ctions et très-regretté du roi; il avait eu à subir les années fougueuses du monarque, ces temps d'amour, d'ivresse et de conquêtes où la parole du repentir se fait si difficilement entendre; il avait plus d'une fois cherché à réveiller au cœur du roi adultère cette pensée de salut que les jeunes âmes repoussent, et qui vient à la vieillesse seule dans son effrayant cortège de mort et d'éternité (2). Le père La Chaise profitait des solennelles époques de Pâques, de Noël, pour appeler quelque repentir dans l'âme du roi, et au cœur d'un monarque pieux comme Louis XIV, ce n'était pas en vain que cette grande voix du christianisme se faisait entendre. Le père La Chaise avait été le confident du roi pour son mariage avec M^{lle} de Maintenon, et il avait approuvé le monarque dans sa résolution de ramener l'unité politique par la révocation de l'édit de Nantes. Le père La Chaise était un homme doux, une âme facile; mais lorsque les caractères, même les plus indulgens et les plus timides, sont fortement convaincus de certaines doctrines, ils marchent à la persécution sans remords et par conscience; aux temps de partis, il n'est pas toujours besoin d'être cruel pour faire des cruautés!

Après la mort du père La Chaise, le roi choisit son confesseur également dans l'ordre des jésuites. Le père Letellier obéit à son général en acceptant ce haut et pénible emploi; c'était un prêtre austère, à l'aspect dur, maladif, comme ces physionomies de cardinaux du seizième siècle, telles que l'école de la peinture espagnole et flamande nous en a laissés des modèles dans ses teintes noires et marquées (3). La société des jésuites l'avait ainsi désigné, parce qu'à cette dernière époque du règne de Louis XIV on devait agir avec force et tenacité sur l'esprit du roi vieillissant; autant il fallait un confesseur doux et ployant à ces jours de jeunesse et de passions où le caractère impétueux de Louis XIV eût tout brisé, autant il fallait un homme ferme, rustre, inflexible à ces temps de décrépitude et de faiblesse où les terreurs de la mort saisissent l'âme d'un vieillard. Le père Letellier venait du peuple, de la classe des

(1) J'ai passé quelques heures dans l'église de Saint-Séverin, au milieu des offices du jour, et l'aspect de cette église, de ces chants graves et sévères, de ces cérémonies empreintes d'un caractère puritain, m'a donné une juste idée du principe et des convictions du jansénisme.

(2) La mort du P. La Chaise est du 20 janvier 1700.

(3) Le père Letellier était au reste un homme fort instruit, un écrivain distingué, il a publié: *Defense des nouveaux chrétiens et des missionnaires de la*

Chine, du Japon et des Indes. Letellier a beaucoup écrit également contre ceux qui prenaient le nom de disciples de Saint-Augustin; le *Recueil de bulles sur les erreurs des deux derniers siècles* parut en 1697; l'*Histoire des cinq propositions de Jansénius* fut publiée à Liège en 1699; enfin en 1706, Letellier fit imprimer un petit volume sous ce titre: *Le père Quesnel séditieux et hérétique*. Après la mort de Louis XIV, Letellier, âgé de soixante-onze ans, fut exilé à Amiens, puis à La Flèche, où il mourut en 1719.

paysans, et lorsque le roi lui demanda s'il était de la famille du chancelier et de Louvois, Letellier répondit qu'il n'avait pas cet honneur, et qu'il était issu d'une race de laboroureux de père en fils. Belle et démocratique institution catholique que celle d'un confesseur près d'une royale tête toute-puissante! Le confesseur, enfant du peuple, était placé auprès du monarque comme le censeur de la vieille Rome. Quand toutes les volontés s'abaissaient devant le roi, un pauvre paysan revêtu de la robe de prêtre venait arrêter l'enivrement de la puissance, et lui parler de l'éternelle loi d'égalité en face de la mort.

Le père La Chaise, par la révocation de l'édit de Nantes, avait préparé l'unité politique et religieuse dans le royaume, le père Letellier se donna la mission de ramener cette unité au sein du catholicisme même. Ce fut là l'origine des démarches du conseil contre le jansénisme, opinion qui prenait une certaine consistance dans la société. Il est des époques agitées où toute opinion devient un parti; aux temps difficiles de l'invasion en France, le jansénisme s'était mêlé à la résistance parlementaire, la cabale se ligua avec l'opinion inquiète du jansénisme; ce n'était point une école avancée, mais une école remuante; souvent les passions confondent l'opposition et la libéralité des principes, choses fort différentes : une opposition peut être très-arrêtée dans les voies immenses de l'intelligence humaine, tandis qu'un pouvoir marche dans ces nobles voies. Les mécontentemens du jansénisme étaient arrivés jusqu'au roi; une des ambitions de Louis XIV, c'était non seulement de dominer les faits de la société, mais encore les opinions de tous. Les jansénistes s'étaient violemment séparés des jésuites; un mandement haineux du cardinal de Noailles avait interdit aux disciples de Saint-Ignace la prédication et la confession dans le diocèse de Paris; c'était en vain que le roi avait souhaité que cet interdit fût levé.

Le manifeste des jansénistes était le livre du père Quesnel sur la grâce; les propositions de ce livre rattachaient le libre arbitre de l'homme à la grâce du Christ; toutes les actions étaient subordonnées à la présence de Dieu. « Nulle bonne œuvre n'est, sans l'amour du Seigneur », telle était la maxime fondamentale du père Quesnel, d'où

résultait une sorte d'annulation dans l'énergique puissance de la volonté (1). Ce livre avait fait une vive et profonde sensation; il était dans toutes les mains, il agita toutes les consciences : il faut se rappeler que le père Quesnel appartenait à l'école des réfugiés; il habitait la Hollande, ses amitiés étaient parmi les gentilshommes et les mécontents qui prenaient les armes contre Louis XIV et la monarchie; ces doctrines entraient comme auxiliaires dans la coalition de l'étranger. Les questions religieuses étaient alors des intérêts politiques, et le livre du père Quesnel était un de ces pamphlets qui troublaient les masses, et préparaient les esprits à une révolution d'idées. Il fallait obtenir sa suppression. »

La première rigueur de la puissance royale envers le jansénisme, fut la destruction de Port-Royal des Champs, solitude méditative qui avait vu Nicole, Pascal, les magnifiques intelligences du parti janséniste. Au pied d'une verte colline, dans un vallon isolé du monde, vivaient quelques hommes de vertu austère, mais liés avec le parti des mécontents; cette solitude était visitée par les hauts gentilshommes de la cabale; on ne s'opposait point aux actes matériels du gouvernement royal, mais on faisait entendre mille plaintes jalouses, et au moment de l'invasion fallait-il souffrir cette réunion d'hommes qui reconnaissaient pour leur chef et leur écrivain un réfugié en Hollande, le père Quesnel? Port-Royal des Champs fut supprimé et réuni à Port-Royal de Paris; en même temps un ordre de M. d'Argenson dispersa dans divers monastères les religieuses affiliées à Port-Royal, femmes têtes et parlantes qui critiquaient la politique du roi, ces religieuses s'étaient insurgées pour le livre du père Quesnel; elles changeaient la prière sainte et fervente en des disputes sur la grâce; vieilles querelleuses qu'elles étaient, elles ne mettaient pas de cesse à leurs déclamations contre l'autorité pontificale de Rome, le père Letellier et le roi; elles protestaient incessamment; on les sépara pour qu'elles fussent remises à cet isolement qui est la première condition de la vie monastique. Cette mesure se fit régulièrement par un mandement de l'archevêque de Paris, chef de la juridiction diocésaine.

Cependant la question du jansénisme n'était

(1) Voici les principales propositions du livre du père Quesnel. « C'est en vain, Seigneur, que vous commandez, si vous-même ne donnez ce que vous commandez. Oui, Seigneur, toutes choses sont possibles à celui à qui vous rendez toutes choses possibles en les opérant

en lui. La semaille de la parole que la main de Dieu arrose apporte toujours son fruit. Comme nul péché n'est sans l'amour de nous-mêmes, aussi nulle bonne œuvre n'est sans l'amour de Dieu. » (Propositions du père Quesnel, ann. 1710.)

point finie, le pamphlet religieux du père Quesnel était reproduit sous mille formes, il se répandait parmi les parlementaires, il était devenu comme la profession de foi d'un grand parti. Le conseil de Versailles devait en obtenir la condamnation par l'autorité souveraine du pape; ensuite l'interdiction prononcée contre les jésuites pour les prédications et les confessions dans le diocèse de Paris n'était-elle pas un acte de violente opposition contre le roi, que les pamphlets accusaient de s'être initié aux jésuites? n'était-ce pas dans le parti janséniste qu'on disait et répétait que Louis XIV était jésuite profès et en robe courte? n'avait-on pas écrit qu'au jour de Pâques, le père Letellier avait fait communier le roi un papier à sa main, acte d'admission et d'affiliation aux idées de la compagnie de Jésus? Ces bruits circulaient dans toutes les réunions jansénistes; dès lors, interdire aux jésuites l'exercice de leur ministère dans le diocèse de Paris, n'était-ce pas blesser le roi lui-même par une de ces mesures qui allaient droit à l'insulte de la couronne et bravaient son pouvoir (1)?

Louis XIV, jaloux de maintenir l'unité de sa puissance, s'adressa au pape Clément XI pour obtenir la condamnation du pamphlet du père Quesnel; on ne sait pas assez tout ce qu'un livre peut jeter d'embarras et de difficultés dans une situation politique; le roi suivit avec sollicitude les négociations avec Rome; Clément XI comprit la nécessité d'un acte de souveraineté catholique contre les doctrines de Quesnel. Le pape, satisfait de la marche ferme et décidée de Louis XIV, accéda aux désirs de l'ambassadeur en lançant la bulle *Unigenitus* (2); sa forme était absolue; Clément XI condamnait les maximes du père Quesnel, sans en excepter une seule proposition. Un premier triomphe était ainsi obtenu contre la cabale et le cardinal de Noailles qui avait approuvé quelques maximes de Quesnel; le roi interpella le prélat en vain, il prononça son exil, et quand il fut rappelé à Versailles, Louis XIV lui dit : « Est-ce que, monsieur le cardinal, vous voudriez avoir un parti? » Le soutien du cardinal de Retz et de l'époque frondeuse agitait ces têtes de la cabale, du jansénisme et du

Parlement. Il ne faut jamais oublier que ces difficultés arrivaient dans les temps d'une invasion désastreuse où tout semblait tourner contre la monarchie de Louis XIV; et c'est précisément ce qui rendait dangereuse et coupable l'opposition du jansénisme.

La bulle *Unigenitus* fut publiée au moment où la paix d'Utrecht mettait à la disposition du roi les forces de la monarchie; la cour de Versailles pouvait dès lors agir plus activement pour réprimer les partis à l'intérieur; on devait désormais faire accepter cette bulle par les évêques et les Parlements, les deux autorités compétentes dans tout ce qui touchait aux questions religieuses. L'obéissance des évêques pouvait-elle être refusée? les vraies doctrines catholiques n'admettaient pas de pouvoir au-dessus du souverain pontife. Mais il était né dans le quinzième siècle une secte mixte qui voulait concilier l'infailibilité de Rome et les droits de chaque Eglise nationale; un grand nombre d'évêques étaient partisans du système désigné sous le nom d'Eglise gallicane, et ces évêques ne recevaient les bulles qu'avec certaines restrictions. Le roi convoqua une sorte de conseil des évêques résidant à Paris; il leur soumit la bulle *Unigenitus*; quelques-uns refusèrent de l'accepter dans tous ses termes; la majorité se plaça dans les opinions du roi, un ordre du conseil enjoignit à la Sorbonne de l'enseigner. La résistance fut inutile, le pouvoir voulut être obéi, sa volonté fit loi (3).

Il en fut de même pour le Parlement; la majorité de Messieurs était dévouée aux opinions de Jansénius; plus d'une fois présidents et conseillers allaient le dimanche entendre solennellement l'office à Saint-Séverin; nul ne se serait permis la fréquence de la communion; tous désiraient l'état de grâce, et voulaient constamment s'y tenir. Messieurs de la grand'chambre ou des Tournelles avaient dans leur vieille bibliothèque en noyer, le livre de Quesnel, et le feuilletaient silencieusement, souvent avec enthousiasme. Si le Parlement avait été libre de ses suffrages comme aux temps de Bignon, du brave conseiller Broussel et des frondeurs, il eût certes repoussé la bulle *Unigenitus*, si contraire aux

(1) Les pamphlets huguenots accusèrent le roi de s'être initié aux doctrines et aux opinions des jésuites; sans s'affilier aux jésuites, le roi avait senti qu'il fallait s'appuyer sur le parti catholique qui lui prêtait des forces contre les réfugiés, et voilà pourquoi il se plaça au centre du jésuitisme, la grande organisation de l'Eglise.

(2) La bulle *Unigenitus* est sous la date du 8 septembre 1713.

(3) On a tant écrit sur cette grande question de la bulle *Unigenitus*, qu'il est impossible de ne pas voir sous la querelle théologique une difficulté de pouvoir et d'opposition, difficulté qui se produit à toutes les époques sous d'autres formes.

libertés de l'Eglise gallicane, dont Dupuy avait écrit l'histoire dans ses cinq gros in-folio; mais toute indépendance parlementaire était alors anéantie; le seigneur roi ne permettait pas la plus petite remontrance sur les ordres de sa volonté; il fallait enregistrer sans mot dire, comme simple mémoire de date, les actes de la royauté. Quand la bulle *Unigenitus* vint à la cour, il y eut plus d'un murmure sur les sièges; on fit entendre plus d'une plainte, mais la lettre de cachet était expresse; elle était scellée selon le bon plaisir. Feraient-on des remontrances au roi? elles seraient rejetées comme toutes celles qu'on avait faites jusqu'à ce jour; lorsque M. l'avocat général Joly de Fleury requit l'enregistrement de ladite bulle, le Parlement en passa par la volonté du roi; on voyait sous leur mortier et bonnet les physionomies mécontentes de ces présidents et conseillers; les plus hardis exigèrent que l'enregistrement ne dût pas le mot UNANIME: un bon nombre avaient protesté.

La bulle *Unigenitus* devint une sorte de constitution pour l'Eglise de France. Le roi voulut qu'on l'enseignât en Sorbonne, et qu'elle fût la loi de tous les corps judiciaires. C'était une grande douleur pour les conseillers, et néanmoins la force morale du Parlement s'accroissait; on l'avait fait intervenir une fois déjà dans la grave question diplomatique des renonciations espagnoles, et aujourd'hui encore, quoique Messieurs n'eussent opiné que du bonnet, sans liberté ni volonté, ils étaient appelés à donner valeur à une bulle papale; plus tard cette autorité parlementaire se retrouva pour le testament de Louis XIV. Depuis ce moment, toutes les questions de police intérieure dans la monarchie se rattachèrent à l'exécution de la bulle *Unigenitus*, et à la constitution qui en fut la conséquence. Cette bulle suscita bien des résistances, elle appela des mesures de rigueur violentes; le clergé fut partagé en deux fractions: la cabale se jeta dans le jansénisme; le pouvoir royal adopta l'unité catholique, la pensée d'obéissance absolue de l'école des jésuites. Il y eut des persécutions contre les jansénistes, parce qu'ils se mêlaient aux idées de rébellion morale. On ne comprend pas aujourd'hui ces querelles pour des sentimens et des opinions qui n'ont plus cours; mais, à toutes les époques, le pouvoir et l'opposition se placent sous l'empire de certaines formules qui deviennent les discussions dominantes dans la société. La bulle *Unigenitus* fut le principe de l'autorité; le jansénisme exprima la résistance; quand on poursuivait les partisans du père Quesnel, le but était de briser le parti des mécontents qui avait armé l'étranger

contre la France. Le jansénisme était ménagé par les ennemis coalisés, par les huguenots et les réfugiés; ils le considéraient comme une opinion mixte entre la réforme et le catholicisme, une espèce de tiers parti qu'on voulait s'attirer; les pamphlets hollandais faisaient l'éloge de la petite Eglise; on avait espérance sur elle pour seconder un mouvement parlementaire favorable à la liberté publique, hautement annoncée par la coalition comme le terme de ses efforts contre Louis XIV! On s'explique dès lors la persécution. A moins qu'un pouvoir ne soit insensé, la persécution a toujours un but, une pensée; on ne persécute que ce qui est redoutable!

CHAPITRE LXXXIII.

NÉGOCIATIONS AVEC L'EMPIRE. — TRAITÉ DE RASTADT.

Causes qui empêchent l'Empire de traiter à Utrecht. — Campagne de Villars sur le Rhin. — Siège de Landau. — De Fribourg. — Entrevue du prince Eugène et de Villars à Rastadt. — Proposition — de paix. — Négociations. — Traité définitif avec l'Empire. — La Rivière reconstituée. — Protestation de Jacques III.

1713 — 1714.

Les plénipotentiaires allemands au congrès d'Utrecht n'avaient pris qu'une part indirecte à ces conférences diplomatiques; le contre-projet du comte de Zinzendorf différait trop des bases posées par les ambassadeurs de France et d'Angleterre, pour que les envoyés de l'Empire intervenissent comme partie contractante au traité d'Utrecht; l'empereur voulait joindre à la bonte d'or, à l'épée de Charlemagne, la couronne de Castille, tandis que la France, la Hollande et l'Angleterre admettaient la légitimité de Philippe V, roi d'Espagne et des Indes: en conséquence, M. de Zinzendorf se retira tout-à-fait du congrès, se refusant à signer aucun des protocoles conclus dans les conférences. L'Empire restait donc en hostilité contre la monarchie de Louis XIV.

Après le combat de Denain, une noble fierté avait brillé au front de la gentilhommerie de France; elle avait repris cette attitude mâle et belliqueuse

qu'elle avait dans la jeunesse de Louis XIV, alors qu'elle sortait des troubles civils de la Fronde; Villars avait donné le signal d'une marche en avant, et les Impériaux avaient été repoussés sur le Rhin. La guerre s'était portée dans l'Alsace, la suspension d'armes et la paix avec la Hollande et l'Angleterre préservaient la frontière nord; le maréchal de Villars pouvait donc disposer de toutes ses forces dans l'est. Les bords du Rhin étaient bien connus au maréchal; il aimait ces campagnes fleuries de la Souabe, ces villages si gais, si verdoyants de la rive droite; ces montagnes boisées qui couronnent la Forêt-Noire jusqu'à Baden, beau vallon aux eaux merveilleuses, où tout respire le plaisir et la vie! Le maréchal de Villars porta son quartier général à Strasbourg, cité forte, que la coalition voulait naguère démanteler, tandis que le prince Eugène se concentrait autour de Stuttgart, la ville des cigognes aux ailes grises, heureux présage quand au printemps on les voit s'abattre sur les grands toits délivrés de neige (1).

Les impériaux commencèrent un mouvement en avant sur Mannheim; l'armée d'Italie avait rejoint le corps du prince Eugène; avec ces forces réunies on pouvait livrer bataille; le maréchal de Villars ne la craignait pas, et à son tour il ordonna au maréchal de Bezons d'assiéger Landau, alors défendu par le prince Alexandre de Wurtemberg. Plusieurs assauts furent donnés, et la vaillante noblesse allemande résista sur la brèche avec sa valeur accoutumée; Landau, courageusement attaqué, se rendit au maréchal; c'était un point d'appui important pour se frayer un passage sur la rive droite du Rhin, projet hardi conçu par le maréchal de Villars, qui voulait porter le théâtre de la guerre en Allemagne. Villars occupait le prince Eugène par des marches et des contre-marches; tout à coup, par une nuit obscure, les Français passèrent le Rhin entre Kehl et Fort-Louis; on avait simulé un mouvement sur Mayence, tandis que toute l'armée se rangeait en bataille sur la rive droite, étendant ses ailes dans la Souabe. Le siège de Fribourg fut résolu; la ville fut emportée comme Landau l'avait été, et les Français furent maîtres aussitôt cette Forêt-Noire, antique pays de traditions, que l'on ne traverse jamais sans rêver aux grandes aventures chevaleresques, aux fées, aux

enchanteurs, à ce peuple fantastique que les chroniques avaient jeté dans les silencieuses retraites des Ardennes et de la Forêt-Noire; magique spectacle que ces forêts de la création, épaisse chevelure du géant de la terre, dont les Alpes sont les ossements!

Les succès de cette campagne étaient jusqu'ici pour la France; l'armée avait passé le Rhin, elle mettait à contribution tout le pays jusqu'à Stuttgart. Le maréchal de Villars aimait ces excursions dans les pays neufs; il était un peu avide d'argent de son naturel, et ces villes allemandes, si opulentes, étaient faciles pour le paiement des subsides de guerre (2)! Le plan du maréchal était hardi; il voulait encore une fois porter les batailles dans l'électorat de Bavière, où le peuple était très mécontent du gouvernement autrichien. La cour n'approuvait pas cette courageuse pointe, parce qu'elle savait la France épuisée; toutes les pensées étaient alors à la paix; la guerre, même extérieure, fatiguait les esprits; on n'en voulait plus. Fallait-il de nouveau s'exposer aux chances d'une bataille sur le Danube? une grande leçon n'avait-elle pas été reçue à Hochstedt? devait-on compromettre la sûreté de l'armée? M. de la Houssaye, intendant de l'Alsace, reçut ordre de communiquer des propositions de paix au baron de Hündheim, ministre du grand-duc palatin, et par l'organe de ces deux intermédiaires il fut convenu que le maréchal de Villars et le prince Eugène auraient une entrevue militaire à Rastadt pour préparer les bases d'un traité définitif entre la France et l'empereur (3).

Quand on a quitté Baden, sur la route de Karlsruhe, jolie cité toute neuve, monotone de formes, avec ses maisons blanches et alignées, vous voyez Rastadt, le petit bijou de la Souabe; ce fut là que le prince Eugène et le maréchal de Villars durent se réunir en la maison de ville pour conférer des conditions de la paix entre la France et l'Empire. Le rendez-vous fut ponctuellement tenu; ces deux grands hommes de guerre avaient désir de se voir, de se toucher pour ainsi dire; Villars avait alors soixante-un ans; sa figure, sans être belle, avait gardé les traits saillants de la race noble, cette physionomie mâle et hardie qui l'avait fait distinguer dès sa jeunesse, même par la prude M^{me} Sear-

(1) J'ai retrouvé des souvenirs du maréchal de Villars et des Français de Louis XIV dans un grand nombre de pièces municipales du Wurtemberg et de la Bavière.

(2) Plusieurs actes municipaux des villes de Stutt-

gard, Baden, Rastadt constatent les contributions levées par Villars dans les deux campagnes de la Souabe, 1713.

(3) Dépêches de M. de la Houssaye. Juin 1713.

ron; sa large perruque descendait en flots noirs sur son habit de drap d'or, et se mêlait aux lusingues de l'ordre du Saint-Esprit; le maréchal de Villars conservait dans les camps ces formes polies, souvent faufarours, de la noblesse française. Le prince Eugène avait dix ans de moins que Villars; ses traits se mélangeaient de Savoie et de Soissons, comme le blason des Carignan et des Mazarin; il avait la parole facile, le corps frêle, un peu mal fait; mais rien ne pouvait se comparer à son éloquence persuasive; Eugène avait du sang de la France et de l'Italie, la triple condition de la finesse, de l'activité et du courage.

L'entrevue de Rastadt fut longue et importante; les deux plénipotentiaires durent exposer les projets divers de leurs cours. Le prince Eugène aborda franchement la question de l'Espagne, et au nom de l'empereur il déclara que si la maison d'Autriche renonçait à la couronne des Castilles, elle devait trouver au moins une indemnité en Allemagne et sur les frontières du Rhin; les bases du congrès d'Utrecht n'étaient même pas assez larges; il fallait à l'Autriche la Bavière, l'Alsace et les Pays-Bas, comme compensation du sacrifice qu'elle faisait de ses droits à la couronne d'Espagne. Villars répondit que les pleins pouvoirs de sa cour, loin de s'étendre à des concessions aussi décisives, ne lui permettaient pas d'aller au-delà de la cession des Pays-Bas espagnols; la frontière de l'Alsace serait limitée par Landau; mais une condition expresse de la paix était que l'électeur de Bavière fût absolument rétabli dans ses possessions héréditaires; il n'y avait pas de traité possible sans cette condition. L'entrevue fut très-secrète, et les papiers des affaires étrangères indiquent que Villars fit des propositions directes au prince Eugène pour quitter le service de l'empereur et passer sous le drapeau de France; on lui donnait un magnifique lot (1) : le titre de prince français, la propriété de Chambord et l'héritage des Bouillons. Eugène écouta tout, mais l'état de guerre interdisait l'acceptation d'un projet qui, sous les armes, eût été une véritable défection.

Les premières conférences de Rastadt furent ainsi rompues; elles n'avaient pas un caractère es-

sentiellement diplomatique; c'étaient deux généraux en chef qui conféraient sur les moyens d'arriver à une suspension d'armes. On avait parfaitement établi, dans ces conférences, les points divers sur lesquels les négociations différaient; la correspondance du prince Eugène avec la diète réunie à Ratisbonne développe les causes qui ont déterminé la rupture des conférences (2). La France exigeait même plus qu'elle n'avait demandé dans le congrès d'Utrecht, elle voulait la démolition des forteresses du Rhin, la possession entière et complète de l'Alsace. Si donc on désirait une meilleure part, il fallait se préparer pour la guerre. La dernière campagne avait rendu la France impérative et orgueilleuse; on ne pouvait lui répondre que par de grands développements de forces militaires. En conséquence de ces dépêches, l'armée des Impériaux se concentra autour de Stuttgart; vingt-cinq mille hommes d'infanterie vinrent la rejoindre; tout se disposa pour un coup décisif. Le prince Eugène voulait reprendre les avantages perdus par la surprise de Denain : une bataille rangée avec le maréchal de Villars était son orgueil.

Cependant, en quittant Rastadt, les deux généraux en chef des armées de France et de l'Empire n'avaient pu rompre toute espèce de communications, ils avaient déclaré seulement qu'ils en référeraient à leurs cours sur les points principaux du traité. Les exigences du maréchal de Villars paraissaient exagérées; on convint que le prince Eugène recevrait à Stuttgart les dernières résolutions de l'Empire, en même temps que le maréchal de Villars se rendrait à Strasbourg pour attendre le courrier du cabinet de Versailles et ses nouvelles instructions. Les questions sur lesquelles on était en dissidence portaient : 1^o sur la possession et la souveraineté des Pays-Bas; 2^o sur l'électorat de Bavière; 3^o sur la démarcation des frontières du Rhin. L'empereur consentait à abandonner la question espagnole; il voulait bien reconnaître Philippe V, mais il exigeait une indemnité réelle et territoriale, en compensation d'un si grand sacrifice des droits de sa maison.

Sur le premier article, la difficulté n'était pas capitale; le roi de France ne s'opposait point à ce

que l'on fasse tous les efforts possibles pour porter cette couronne à des conditions plus modérées, à moins qu'on ne veuille s'attendre à la ruine totale de la liberté germanique. Eugène.

(Dépêche du 7 février 1714 au prince de Lowenstein.

(1) Dépêches de Villars. Janvier 1714.

(2) « Je suis parti ce matin de Rastadt, et le maréchal de Villars est parti en même temps pour Strasbourg. J'ai remis à ce maréchal ma dernière réponse sur le projet de la France, et je resterai aux environs de Stuttgart. Vous verrez par mes notes que la France ne veut pas sincèrement la paix. Il est indispensable

que la maison d'Autriche obtint la souveraineté des Pays-Bas; car jamais la Hollande et l'Angleterre même n'eussent souffert que Louis XIV prît possession de ces provinces; c'était pour l'en empêcher que la plupart des guerres avaient été entreprises; il n'y avait que l'électeur de Bavière qui pouvait se plaindre, et encore son gouvernement n'avait-il été que passer sur les provinces; en les cédant à l'Autriche, on revenait au vieux droit public, à cette succession de Marguerite de Flandre, la célèbre gouvernante des Pays-Bas! Depuis Charles-Quint, la souveraineté de l'Autriche était admise; tout y était assoupli, les mœurs, les habitudes, la religion même du peuple.

Sur le second point, relatif à l'électorat de Bavière, il était évident encore que l'Autriche ne pouvait prétendre à cette absorption d'un Etat, fidèle allié de la France. Les intérêts germaniques n'étaient-ils pas violés par cette confiscation du plus grand électorat au profit de l'Autriche? Puisque la France consentait à céder les Pays-Bas, il fallait également que l'Autriche restituât la Bavière pour établir une compensation raisonnable. Un congrès devait être, en quelque sorte, la restauration de tous les antiques droits; la France insistait sur ce point, parce qu'elle suivait la vieille politique de Henri IV et du cardinal de Richelieu, qui consistait à enlaver la maison d'Autriche de souverainetés territoriales assez puissantes pour la contenir dans ses vues ambitieuses. Les électors de Saxe, de Bavière et de Brandebourg, furent successivement les auxiliaires de la France; il fallait se réserver cette force contre les prétentions de l'empereur. M. de Villars fit, de la restitution de l'électeur de Bavière, une condition impérative du traité (1).

Les limites de la France sur le Rhin furent non moins disputées. L'Autriche était partie de la base du congrès de Gertruidenberg, elle réclamait une grande portion de l'Alsace, et tout ce qui, depuis le traité de Munster, avait été conquis par la France sur l'Empire. Le cabinet de Versailles, non seulement partageait des stipulations du congrès d'Utrecht, mais il avait agrandi ses prétentions. Déjà pénétrait dans les idées diplomatiques cet axiôme, que la rive gauche du Rhin était dans le domaine de la France; on se résumait par demander la possession de Landau, et d'une tête de pont pour protéger Strasbourg: telles étaient les limites qu'exigeait provisoirement le cabinet de Versailles pour servir de base aux préliminaires politiques. Le ma-

réchal de Villars envoya au prince Eugène l'offre expresse de reprendre les négociations à Rastadt, et d'y attendre les intentions définitives de leurs cours. Il y avait épuisement de part et d'autre, si la diète votait avec parcimonie les hommes et l'argent pour la continuation de la guerre, la population de France était non moins fatiguée par les impôts et la levée des milices. Les opinions avaient une irrésistible tendance vers la paix; tout le monde la désirait, on avait l'exemple récent des transactions d'Utrecht, et l'on voulait en finir avec une guerre qui dévorait les ressources.

Ces considérations amenèrent une seconde entrevue entre le prince Eugène et le maréchal de Villars. Le prince avait quitté Stuttgart, et quand il fit son entrée dans Rastadt, il trouva le maréchal de Villars qui était arrivé en toute hâte de Strasbourg avec les pleins pouvoirs du roi. Ces deux généraux se donnèrent des repas splendides, des soupers éclatants de bougies, les vins de France et du Rhin coulerent à grands flots. Dans une conférence de nuit, les préliminaires furent signés entre la France et l'Empire; on y convenait des points essentiels d'un traité définitif. L'empereur conservait le Milanais, la Sardaigne, les côtes de Toscane, tous les Etats d'Italie enfin que le roi d'Espagne possédait du chef de la maison d'Autriche; Louis XIV cédait encore à l'empereur l'entière souveraineté des Pays-Bas; Kehl et le vieux Brisach revenaient en la possession de l'Autriche; Landau restait au pouvoir de la France comme barrière du côté du Rhin; l'électeur de Bavière était rétabli dans son électorat héréditaire, et avec lui l'électeur de Cologne, de la même maison, naguère mis au ban de l'Empire par un décret de la diète. Les préliminaires signés dans cette entrevue furent portés en courrier par M. de Contade à Versailles, et ratifiés immédiatement par le cabinet. La paix était faite (2)!

On remarquera que cette guerre avec l'Empire fut de part et d'autre mollement poussée; il y a des époques où tout est à la paix, comme en d'autres temps tout marche aux hostilités violentes. Après le traité d'Utrecht, on voit qu'il n'existe plus d'éléments de guerre; on se battait pour en finir; les chefs n'avaient plus cette vigueur des campagnes de Marlborough; le prince Eugène n'attaque pas, et demeure constamment sur la défensive; Villars borne ses expéditions sur les deux rives du Rhin; il profite de l'effet moral de la surprise de Denain, mais il ne va plus avec cette hardiesse de bataille

(1) Dépêches de Villars. Février 1714.

(2) Le traité porte la date du 6 mars 1714.

qui refoulait naguère les Impériaux sur le Danube. On hâta la signature du traité, parce qu'il n'y avait plus dans les esprits cette énergie nécessaire pour les époques de crise.

Elle était heureuse la paix avec l'Empire ! c'était d'abord un immense pas d'accompli, que la cession de l'Espagne à la maison de Bourbon. Qui aurait dit jamais que les successeurs de Charles-Quint, les descendants du puissant empereur, auraient abdiqué cette couronne de Castille, noble escarboucle du sceptre impérial ! et Louis XIV ne devait-il pas se glorifier d'avoir ainsi achevé l'œuvre de sa vie politique ! Son petit-fils régnait en Espagne et sur les Indes ; il avait assuré pour toujours ses frontières méridionales ; il n'avait plus qu'à se défendre au nord, dans le cas d'une guerre contre l'Europe. Le roi avait sauvé la nationalité française ; seul, il avait en foi dans la force et la dignité de son pays ; Philippe V était reconnu par toute l'Europe, par l'Autriche même, qui avait poussé le cri des batailles ; quel vaste résultat pour le présent et l'avenir !

Une autre clause de cette paix de Rastadt rétablissait l'électeur de Bavière dans ses droits électoraux, avec l'antique souveraineté de sa maison qui se mêlait à la grande épopée carlovingienne. Le roi avait insisté pour que cette restauration fût complète (1) ; le cabinet de Versailles se créait ainsi des princes amis dans le sein même de l'Allemagne. Ce fut toujours la politique de la France, et, chose curieuse, si la maison de Bavière devait son rétablissement à Louis XIV, un siècle après, jour pour jour en quelque sorte, la maison de Saxe devait sa restauration aux instances de Louis XVIII ; car la Prusse, en 1814, voulut envahir la Saxe, comme l'Autriche au dix-huitième siècle avait absorbé la Bavière (2). La diplomatie des Bourbons fut habile et persévérante ; il faut la suivre dans son unité depuis Louis XIV jusqu'au malheureux Louis XVI, un des princes les plus capables dans les branches essentielles de gouvernement en France : la diplomatie et la marine. Le traité d'Utrecht et la convention de Rastadt devinrent les deux actes définitifs de la paix européenne ; les ambassadeurs furent immédiatement désignés :

(1) Art. 7^e. « Pour ce qui est de la maison de Bavière, Sa Majesté Impériale et l'Empire consentent, par les motifs de la tranquillité publique, qu'en vertu du présent traité, et du traité général et solennel à faire avec l'empereur et l'Empire, le seigneur Joseph Clément, archevêque de Cologne, et le seigneur Maximilien Emmanuel de Bavière soient rétablis généralement et entièrement dans tous leurs états, rangs, prérogatives, régnaux, biens, dignités électORALES et autres,

M. le duc d'Aumont avait eu d'abord l'ambassade d'Angleterre, mais on reconnut que son esprit était trop impétueux, pas assez ployant et assoupli ; on le remplaça par le marquis d'Alègre, qui déjà avait habité l'Angleterre ; M. Chateaufort de Castagnières, conseiller au Parlement, eut l'ambassade de La Haye ; M. de Maisons de Poissy obtint l'ambassade de l'Empire ; le marquis de Lassé fut envoyé en Prusse ; le marquis de Villars Brancas en Espagne ; M. de Moutchevreuil en Portugal, et le marquis de Sarne en Savoie. Tout ce corps diplomatique reçut des instructions de M. de Torcy pour le maintien de la paix, et de plus le roi ordonnait à ses ambassadeurs de multiplier les relations commerciales, afin d'indemniser ses sujets des pertes énormes éprouvées pendant la guerre (3).

Au milieu de ces douces satisfactions de la paix, une voix grave et retentissante venait troubler la conscience royale de Louis XIV ; c'était celle du jeune Jacques Stuart, qui protestait pour le maintien de ses droits indéfectibles à la couronne d'Angleterre. Dans le triomphe du fait victorieux et puissant, un sentiment mélancolique se rattache à la protestation de ces princes orphelins du trône et qui vivent sur la terre d'exil ; il est si facile d'aller aux pouvoirs heureux, que l'on doit pardonner cet intérêt de poésie et de tristesse qui suit les grandes races tombées. Jacques III, reconnu et salué roi d'Angleterre par Louis XIV à Versailles, avait habité Saint-Germain toujours traité en monarque par le roi de France ; après la malheureuse expédition du chevalier de Forbin en Ecosse, Jacques Stuart avait demandé à servir la France, et lors de l'invasion de 1709, il marcha aux frontières sous le nom du chevalier de Saint-Georges ; il y avait combattu vaillamment. Le jeune Jacques III était en correspondance avec Marlborough et la reine Anne : le projet de restauration des Stuarts était public en Angleterre, et l'aristocratie de 1688, implacable, mettait à prix la tête du fils de ses anciens rois ; elle lui préférait une race obscure de petits princes allemands, parce qu'avec une famille inconnue, l'aristocratie devait rester maîtresse du gouvernement. Lorsqu'une classe de la société a

et dans leurs droits en la manière qu'ils en ont joui ou pu jouir avant cette guerre, et qui appartiennent à l'archevêché de Cologne et autres églises nommées ci-après, ou à la maison de Bavière. » (Traité original de Rastadt, ann. 1714.)

(2) Voyez mon travail sur la *Restauration*, tom. II. C'est au congrès de Vienne que la légation française sauva la Saxe.

(3) Instruction de M. de Torcy, Janvier 1714.

fait un roi, elle le garde, le protège comme son ouvrage; ce n'est pas pour lui qu'elle se dévoue, mais pour elle-même; c'est son propre pouvoir que cette élus défend. La révolution d'Angleterre était fondée sur l'Eglise et l'Etat, sur les privilèges des évêques et des lords; la succession protestante était la base du gouvernement politique.

Jacques III avait écrit à sa sœur la reine Anne une lettre touchante pour réveiller en elle les sentiments de pieuse amitié de famille (1); Jacques Stuart invoquait les droits du sang pour le dernier mâle de sa race; mais la reine Anne était-elle souveraine de ses actions en face de tous ces lords protestants qui, dans leur égoïsme de fortune et d'amour-propre, eussent sacrifié la tête du noble et beau jeune homme à cette usurpation qui avait commencé par l'envahissement des manoirs abbatiaux, et finissait par la couronne? Rien n'est plus décidé à la défense d'un gouvernement que les caractères et les intérêts qui se sont compromis avec lui. Lorsqu'on négocia dans les conférences d'Utrecht, Jacques Stuart vit bien que sa présence à Saint-Germain gênait les stipulations du traité; Louis XIV n'était pas aussi puissant que lors des transactions de Riswick, et Prior exigeait plus que ce comte de Portland qui vint à Versailles. brillant ambassadeur de Guillaume III. Le chevalier de Saint-Georges quitta Saint-Germain que la mort de sa jeune sœur avait converti de deuil; il se retira en Lorraine, dans cette jolie ville de Bar, gracieuse rivale de Nancy sous ses nobles ducs; puis il courut habiter Avignon, la ville papale, car les cités soumises à la domination du pape furent toujours des asiles pour les grandes infortunes. Avant d'abandonner la terre de France et le château, vieil abri de sa race, Jacques III, roi d'Angleterre protesta à la face du ciel contre des stipulations qui

le privaient de sa couronne légitime; il prit à témoin sa vie entière pour constater qu'il n'avait rien manqué à ses destinées; il se déchargeait d'avance de tous les maux qui pourraient accabler ses sujets par suite de l'usurpation, et de la guerre civile dans sa triste patrie (2). Ces protestations, que la puissance moqueuse rejette comme un cri impuissant des vaincus, retentissent souvent dans la postérité; que resterait-il à l'opprimé, si la protestation ne venait grandir et fortifier sa cause? C'est l'arme de la conscience et du droit, elle égalise le faible et le fort, elle donne au captif la grandeur de sa liberté morale. La poésie ne s'attache pas au diadème où brillent de mille feux les joies de la vie, elle suit les traces de ces princes infortunés que les orages ont jetés loin du foyer des aïeux; la condition humaine n'est pas la joie, mais le malheur; et voilà pourquoi elle sympathise avec ces revers de fortune qui broient les grandes races!

Le roi Jacques Stuart commence dès lors sa vie agitée de persécution; Louis XIV a signé le traité d'Utrecht comme une nécessité politique, il tient à l'exécuter de bonne foi; mais il ne se jette pas assez complètement dans le système anglais, qu'il veuille oublier ce qu'il doit à la royauté d'un Stuart catholique, le plus fidèle allié de la France. Les deux questions sur lesquelles Louis XIV se montre difficile, c'est la démolition de Dunkerque et l'exil de Jacques III: sur le premier point, le roi cherche à éluder tout ce que cette obligation d'abaisser une ville française a d'humiliant. Il pousse avec énergie les travaux du canal de Mardick, destiné à remplacer le port de Dunkerque. Louis XIV continue sa royale protection aux Stuarts; la reine douairière d'Angleterre habite Saint-Germain. La correspondance avec Jacques III est active; on

(1) Voici l'autographe de cette lettre: « Madame, c'est à vous qu'est réservé le glorieux ouvrage de ma réintégration dans mes droits légitimes; la voix de Dieu et de la nature vous y appelle: les promesses que vous avez faites au roi notre père vous y enjoignent. Je me flâte que si vous êtes guidée par votre propre inclination, vous accueillerez la juste et franche proposition de préférer votre propre frère, le dernier mâle de votre nom, à des étrangers d'un autre langage et d'un autre intérêt. Des affaires de cette importance ne peuvent être convenablement traitées par lettres; je vous prie de m'envoyer quelqu'un muni de votre plein pouvoir, ou de donner sûreté pour celui que je vous enverrai. JACQUES, roi. »

(2) « Nous protestons solennellement, et en la meilleure forme que faire se peut, contre tout ce qui pourra être généralement statué ou stipulé à notre préjudice,

comme étant nul de plein droit par le défaut d'autorité légitime; nous protestons aussi et déclarons que les défauts de cette protestation (s'il s'en rencontre quelques-uns dans la forme, ne pourront nuire ni préjudicier ni à nous, ni à nos héritiers légitimes, non plus qu'à nos royaumes ou à nos sujets, et par ces présentes, scellées de notre grand sceau, nous nous réservons tous nos droits et actions en leur entier, et nous déclarons qu'elles demeurent et demeureront saines et entières; nous protestons enfin devant Dieu que nous serons exempts de toute faute ou blâme, et qu'on ne pourra rejeter sur nous la cause des malheurs que les injustices qu'on nous a faites, ou qu'on nous fera après, pourront attirer sur nos royaumes et sur toute la chrétienté. Donné à Saint-Germain, le 25 avril 1712, et de notre règne le 11^e. JACQUES, roi. Par le roi, de sa propre main. »

n'abandonne pas ses prétentions royales, à la mort de la reine Anne. L'aristocratie des whigs veille sur toutes ses démarches, et c'est ce qui explique l'ambassade de lord Stair dans les derniers temps de Louis XIV et sous Philippe d'Orléans, régent de France.

CHAPITRE LXXXIV.

LES CLASSES, LES LOIS ET L'ADMINISTRATION PUBLIQUE À LA FIN DU RÈGNE DE LOUIS XIV.

Les gentilshommes. — Le clergé. — La bourgeoisie. — Les parlementaires. — Les commerçans. — Les armateurs. — Les lois d'ordre politique. — De police. — Administration des provinces. — Les intendants. — Les cités. — Corps de métiers. — Guerre. — Finances. — Marine. — Inventaire des forces de la monarchie aux dernières années de Louis XIV.

1714.

La paix était conclue avec toutes les puissances de l'Europe; en seconant cette grande crise publique, la monarchie allait-elle se reposer dans ses conditions habituelles? Depuis vingt-un ans, ce n'étaient que sacrifices douloureux imposés aux diverses classes de la société; on sortait de la plus fatale des situations; le roi avait fait un appel à tous les dévouemens: la guerre s'était produite avec des caractères si durs, avec des épisodes si variés et si sanglans, que la paix fut saluée avec un sentiment unanime d'approbation; d'ailleurs les conditions étaient bien moins impérieuses et tristes que celles qu'avaient d'abord exigées les alliés; un noble sentiment d'orgueil national se répandait dans tous les rangs de la société ou de la nation, comme le nom commençait déjà à être admis à la fin du règne de Louis XIV.

La noblesse avait été long-temps éprouvée dans la crise publique; le roi l'avait prise au sortir de la Fronde, à cette époque d'agitation pour les gentilshommes comme pour les parlementaires, alors qu'elle était pleine de force et d'énergie; la

royauté n'avait-elle pas traité avec elle de puissance à puissance? Le commencement du règne de Louis XIV avait eu pour but d'assouplir la fierté des hautes maisons, et de substituer une cour brillante et soumise à la noblesse territoriale, avec ses châteaux sur les rochers à pic et ses tourelles héréditaires. De là cette guerre incessante, acharnée, ce débordement sur l'Europe; il fallait tenir en haleine la gentilhommerie impatiente; il fallait tirer le sang le plus pur de ses veines, l'épuiser, la tordre, pour l'empêcher dans ses actes de rébellion, et ce fut la pensée du règne de Louis XIV. Presque tous les grands deuil viennent de cette époque; quand on parcourt les cartulaires de familles, on est douloureusement affecté de voir quatre à cinq noms dans chaque race éteints par ces guerres fatales, les beaux-esprits du temps avaient raison de comparer plus d'une de ces douairières de nobles maisons à la mère des Graèques. Non-seulement les gentilshommes avaient payé du plus glorieux de leur sang, mais ils s'étaient ruinés au service du roi; les dettes des possédant fiefs, terres inféodées ou allodiales, s'élevaient, d'après un état envoyé au roi, à plus d'un tiers en sus de la propriété réelle, et c'est ce qui explique ces arrêts de surseance que la royauté leur accordait. La noblesse avait été si souvent victime de l'usure! le pouvoir absolu du roi venait à son aide, parce qu'elle était continuellement sous les armes, et qu'elle devait le service militaire. A toutes les périodes de crises, les lois ont concédé des privilèges aux défenseurs de la patrie (1).

Le clergé était alors vivement secoué par la publication de la bulle *Unigenitus*; il avait aussi offert des marques de dévouement au roi durant l'invasion, par des votes fréquens de dons gratuits; les assemblées annuelles des évêques accordaient jusqu'au tiers du revenu ecclésiastique pour le service des guerres. La bulle *Unigenitus* jeta la division dans le sein du clergé; si la majorité des évêques avait salué la force et l'unité catholique dans le pape, une minorité active et remuante s'était séparée de cette obéissance, et tout en protestant de sa soumission au Saint-Siège, elle avait déclaré une sorte d'appel de la bulle, en invoquant les libertés de l'Église gallicane; les ordres religieux s'étaient eux-mêmes partagés en deux grandes opinions, et l'on comptait parmi les jansénistes modérés ces bénédictins savans, ces géo-

défenseurs de la patrie; les nobles étaient toujours censés sous les drapeaux.

(1) Il faut comparer les arrêts de surseance avec les lois de la Convention nationale et du conseil des Cinq-Cents, qui défendent à tout créancier de poursuivre les

vérains studieux qui peuplaient la solitude de leurs vastes bibliothèques, sous les voûtes larges et froides. Les jésuites, au contraire, proclamaient l'obéissance absolue à la bulle *Unigenitus*, et par conséquent la suprématie romaine. La résistance de quelques évêques avait suscité des persécutions; des lettres de cachet condamnaient à l'exil la plupart des prélats récalcitrants; le clergé s'absorbait dans la querelle de l'état de grâce pour les sacrements, question grave, car le refus des sacrements était pour le catholicisme la puissance d'exclusion que toute société, politique ou religieuse, a le droit d'exercer sur chacun de ses membres; il n'y a pas de police possible sans cette haute faculté de surveillance et d'examen, avant d'admettre à la communion mystique des doctrines.

La majorité des parlementaires avait adopté les opinions des jansénistes, parce que cette opposition allait bien aux habitudes et aux mœurs de la judicature; il y a une intelligence naturelle entre tout ce qui résiste à un pouvoir hautain, et les parlementaires s'étaient unis aux partisans du père Quesnel, moins par principe que par identité de situation. Au Palais, on ne parlait que de la *grâce efficace*, et l'on aurait volontiers rendu un arrêt pour décider les questions de forte théologie sur l'action de l'Esprit saint sur les volontés humaines. Mais qu'était le Parlement depuis la Fronde? on se perdait dans des subtilités de préséances avec les ducs et pairs; M. les présidents à mortiers devaient-ils se découvrir quand les ducs et pairs traversaient le parquet (1)? telles étaient les questions agitées. Les parlementaires y gagnaient peu d'importance, mais la solennité de l'enregistrement des lettres de renonciation pour les couronnes de France et d'Espagne avait un peu relevé la magistrature; elle devait voir bientôt ses prérogatives s'agrandir par l'édit sur le droit de succession en faveur des légitimés.

Autour du parlement se groupaient une multitude de juridictions qui tenaient grand état dans la ville de Paris; tels étaient M. du Châtelet, de la cour des aides et monnaies, de la cour des comptes, tous en bonne sîmarre; M. les avocats procureurs,

cleres, notaires, et cette jeune et gaie basoche, si folâtre dans ses études; qui ne la saluait aux rues de Paris quand elle processionnait en beaux habits couverts de rubans rouges et veris, avec ses fifres et tambours en tête? Tout à côté se déployait la mellifiante Université; folle fourmière que ces étudiants si tapageurs contre M. du guet; il n'y avait plus ce Pré-aux-Cleres si renommé autrefois, mais les étudiants espiègles avaient envahi le Luxembourg, jardin fleuri près de la Sorbonne. Dans cette Sorbonne retentissait alors la voix savante du bon et honnête Rollin, enseignant avec simplicité l'histoire froide, mais exacte des Perses et des Assyriens. Des professeurs à mortier expliquaient le droit romain et la coutume de Paris, monument de la sagesse traditionnelle de nos pères, belle coutume où tout est confondu dans le ménage, les acquêts et les gains, à l'imitation de la loi religieuse; les nations du nord, simples et naïves, n'avaient pas admis la dot du droit romain, système de souveraineté en faveur du mari (la dot n'était que le pécule de la femme, esclave avant l'affranchissement prononcé par le Christ). L'abbé Claude Fleury occupait la chaire de théologie; quelle science ecclésiastique! quelle patiente érudition dans l'étude de la primitive Église! et ce Tillemont (2), l'immense investigateur qui remua si profondément les premiers temps du christianisme, temps de graves enseignements, car l'histoire des martyrs est-elle autre chose que la lutte de la force morale d'une opinion contre le pouvoir matériel et brut qui la persécute? Qu'est-ce que ces pauvres vierges qui ne veulent point sacrifier aux dieux, si ce n'est le sublime courage de l'âme dans un corps frêle et tremblant? qu'est-ce que la légende de ces macérations et de ces jeûnes du désert, si ce n'est le tableau de ce que peuvent de joie et de bonheur la solitude, la prière, en face d'une civilisation qui se vautre épuisée dans toutes les jouissances de la chair et du sang? Les travaux universitaires de cette époque sont vastes, féconds; ils font contraste, hélas! avec les petites œuvres que l'Université moderne a produites.

La bourgeoisie tenait beaucoup aux Parlements; il y avait entre eux parenté de souvenir et d'al-

(1) J'ai compté que le tiers des volumineux Mémoires de Saint-Simon est consacré aux questions de préséance; elles forment sa préoccupation la plus essentielle. Voyez surtout ad. ann. 1712.

(2) Ce fut en 1690 que parut le tom. 1^{er} de l'immense travail de Le Nain de Tillemont sur le règne des empereurs pendant les six premiers siècles de l'Église; en 1691 et 1692, furent publiés les tomes II et III; le 1^{er} volume en 1697; les 1^{er} et 1^{er} en 1701 et 1738. Cette édition

in-4^e est beaucoup plus correcte, et surtout plus complète que celle de Bruxelles, in-12. On peut consulter sur Tillemont la *Bibliothèque ecclésiastique* de Dupin, le tome xv de Niecron, et sa *Vie*, publiée à Cologne en 1711. J'ai parcouru les vestiges de Rome chrétienne, à l'aide de Tillemont, et ses savantes dissertations lues sur les ruines et à l'entrée des catacombes produisent une indicible rêverie.

liance; le bourgeois était processif, parleur, chicannier; toutes les fois que le Parlement avait fait résistance, la bourgeoisie ne l'avait-elle pas secondé par ses criailleries, comme on l'avait vu sous la Fronde? On trouvait d'abord le rentier, propriétaire de bonnes maisons en la rue Saint-Denis, en la rue aux Ours, où se déployaient enseignes et devises avec force jeux de mots qui faisaient rire les passans; tels étaient au *Gagne-Petit*, où rehaussaient de peintures maints drapiers et passementiers volant, et les mitrons soufflant leur âme dans les pains de quatre livres; on saluait aussi l'enseigne au *Signe de la Croix*, avec une croix d'or que portait un cygne plus blanc que neige. Que dire ensuite de : *Crédit est mort, les mauvais payeurs l'ont tué*, ce pauvre Crédit prêt à trépasser sous l'épée et bâton des buveurs, et méchans sujets de la ville et faubourgs? Les enseignes étaient de père en fils le blason des marchands; car s'il y avait de plaisantes devises, il y avait de véritables armoiries, et le *Lion d'or* était posé en toutes les hôtelleries pour faire honneur aux braves chevaliers qui venaient s'y installer. Saint Roch et son chien abritaient les pèlerins, pendant que le bohème et le juif se nichaient aux tandis du *Chat miaulant*, dans les rues Trousse-Vache ou Vide-Gousset.

Tous les états étaient incorporés dans des associations de métiers avec maîtrise; les corps de marchands avaient beaucoup grandi depuis Louis XIV; les richesses de la bourgeoisie s'étaient accrues de plus de moitié; les propriétés de la ville et des faubourgs avaient le double de valeur; les actes de vente portent le prix moyen des maisons de la rue Saint-Denis en 1661, époque où commença le gouvernement personnel de Louis XIV, à 12,000 livres, et en 1715 le même prix moyen est de 27,000 liv., argent monnayé (1). Le système d'emprunt conçu par Desmarests avait développé le mouvement de banque, et l'éclat des financiers s'en était accru; les banquiers avaient rendu de véritables services aux temps de crise; Samuel Bernard, Huguers, Legendre, de Meuve, les fermiers généraux, les receveurs particuliers du élargé, tout ce qui possédait enfin les ressources du crédit, avaient offert de l'argent au roi; la banque faisait des avances au trésor; on évaluait la fortune de Samuel Bernard à 45 millions de livres; Huguers, qui correspondait avec la Hollande et Francfort, était plus riche encore; de

Meuve put prêter 18 millions de livres en une seule journée. Cette finance si opulente donnait ses filles à la noblesse titrée ou aux parlementaires qui visaient beaucoup à l'argent; c'était un besoin après la ruine des guerres, et ces fortunes mobilières servaient aux gentilshommes à *fumer leur terre*, noble mot qui peignait le cas que ces gentilshommes faisaient de l'argent. Ils ne s'associaient aux financiers, sangsues publiques, que pour réparer les prodigalités de leur dévouement dans leurs manoirs abîmés; ils tiraient les écus à la vanité des banquiers, comme les hauts barons du moyen âge arrachaient les dents de la mâchoire des juifs pour obtenir les trésors conquis par l'usure et les sueurs du pauvre peuple.

Avec la banque, il fallait placer le négocier en gros, l'armateur de grands navires, il y avait des maisons d'une gigantesque fortune; à Saint-Malo, à Dunkerque, pour les courses hardies dans les plus lointaines mers; à Bordeaux, pour le commerce des deux Indes, des Philippines et de ce mystérieux Japon, dont on récitait l'histoire merveilleuse. De courageux missionnaires, la plupart jésuites, s'avancèrent à travers mille périls dans les terres inconnues; ils nous enseignaient la langue, les noms, l'astronomie, les mythes et les annales de ces peuples étranges, dont nous perdons chaque jour les traces. Ce que nous savons sur la Chine, à qui le devons-nous, si ce n'est aux missionnaires, que la prédication chrétienne aimait? Partout l'esprit de colonisation et de commerce se manifestait: au Canada, à Saint-Domingue, aux Iles du Vent, dans les vastes établissemens de l'Inde, le pays de Golconde, tout de diamans et de topazes, selon les vers du *Mercurie Galant*; l'Ile-de-France, où l'air est si doux, si embaumé, quand l'ouragan furieux ne soulève pas l'Océan, qu'on le dirait le souffle d'un colibri à travers la fleur de l'ananas. Les noms de Bourbon et de France étaient unis au milieu des grandes mers. Dans les échelles du Levant, c'était le vieux et noble privilège de consulat (2); les ordonnances de Louis XIV avaient réglé la juridiction de ces consuls, sorte de souverains jetés avec leur drapeau de nationalité sur la terre étrangère; à Smyrne, à Tripoli, à Alep, qui aurait osé insulter le pavillon du consulat? Le nom de *franc* exprimait toutes les nations de l'Occident, depuis l'époque des croisades, alors que la bannière des chevaliers de France flottait sur les murs d'Antioche

(1) Registres du Châtelet et des citations, ann. 1661-1715.

(2) Voir, sur les consulats du Levant, les notes ai

remarquables qui accompagnent la nouvelle traduction de la *Serusalem délivrée*, par M. A. Mazuy; je ne saurais pas de travail plus consciencieux et plus attrayant.

et de Jérusalem. L'ambassadeur à Constantinople avait la juridiction de tous les Français qui se rendaient dans les Echelles; riches comptoirs que ceux de la Syrie et de la Grèce asiatique; là se trouvaient d'antiques familles municipales de Marseille, des fils d'échevins et de consuls, qui acquéraient de colossales fortunes; ils adoptaient les mœurs des Grecs efféminés; et quand les Guy, les Fabre, les Escalons revenaient à Marseille, leur patrie communale, ils introduisaient dans les bastides des Aygalades ou de la Garde, sous un ciel bleu comme celui de Smyrne ou de Salonique, les molles habitudes du vaste sofa turc, de la longue pipe au tabac doux et odorant comme la pastille du sérail qui enivre de sa fumée de rose les filles de l'Asie.

Si les commerçants amassaient de grandes richesses par les transactions des deux mondes, l'ouvrier travaillait avec ordre et persévérance. Tout apprenti appartenait à une confrérie sous l'invocation d'un saint patron; il avait ses statuts; on ne passait maître qu'après son chef-d'œuvre; celui-ci fourbissait une épée reluisante et bien trempée, celui-là ornait d'incrustations d'ébène et d'or un coffret avec des statuettes d'ivoire, un Saint-Hubert avec ses chasseurs et ses chiens haletans en cuivre doré, des flambeaux à mille feuilles, des pendules à mille rouges; un autre tissait les étoffes de soie, et ces draps si bien dessinés, ces velours d'un bleu si admirable qui servaient aux habits des courtisans dans les jours des pompes de Versailles et de Marly. Chaque métier avait ses limites, chaque état sa garantie; les corporations étaient comme une grande police organisée; elles avaient leurs caisses d'épargne, leur esprit de corps. Un état ne devait pas en envahir un autre; les coiffeurs, les perruquiers pouvaient employer la poudre et la pommade, mais défense leur était faite de composer essences, eaux de senteur, qui appartenaient par privilège à messieurs des parfumeurs de la ville de Grasse, sans presque tous en la rue Quincaupois; ils pouvaient bâtir une coiffure à étage comme celle de M^{me} la duchesse de Bourgogne, pommader les catagans à l'imitation des hussards de milord Cadogan, le lieutenant de Marlborough, mais ils ne devaient se servir de fleurs et de diamans sans la permission des joailliers et fleuristes de la rue Saint-Honoré ou Saint-Denis; il n'y avait que l'épicerie, une des respectables corporations, qui eût privilège de tout vendre, depuis le *débit de consolation*, tant aimé des gardes françaises et suisses, jusqu'à la papeterie par feuilles d'un liard, que les pauvres gens de lettres allaient acquérir

là en détail pour faire les madrigaux, poésies amoureuses et larmoyantes.

L'organisation publique de la monarchie avait subi de nombreuses modifications à cette époque; si l'on jetait les yeux sur les temps qui avaient précédé l'avènement de Louis XIV, le système provincial y dominait; la France formait un Etat fédératif avec ses mille nationalités diverses sous le gouvernement d'une des vieilles races du pays; qui aurait vu la monarchie à la période frondeuse, et qui l'aurait retrouvée à la fin du règne de Louis XIV, ne l'aurait pas reconnue dans la forme de son gouvernement. Partout se montrait l'obéissance la plus absolue; le système des intendants avait envahi l'autorité politique et parlementaire; les lieutenants du roi prétendaient à la partie militaire de l'administration générale; un gouverneur ne pouvait même résider en sa province sans la permission expresse de Sa Majesté, et cette permission s'était donnée que dans les circonstances décisives, et pour un temps très-limité; le titre de gouverneur n'était qu'honorifique et lucratif; c'était une dignité, tandis que sous Henri IV et Louis XIII, le gouvernement d'une province était un pouvoir. Les Parlements, qu'étaient-ils devenus comme autorité politique et administrative? ils enregistraient les édits spéciaux, et l'intendant exerçait tous les privilèges de juridiction, même en matière de voirie et de communautés d'habitants.

Ces communautés elles-mêmes étaient rentrées presque entièrement dans le système général d'administration publique; les villes d'échevinage avaient leurs maire et échevins nommés sous l'influence de l'intendant, comme dans les cités de prévôtés. Il y avait bien encore quelques élections, mais tellement dominées, que la liberté municipale n'existait plus que comme un souvenir; les maires, échevins, conseillers, n'étaient désignés que pour veiller à l'administration des deniers de la ville; pour les autres actes, ils obéissaient à l'intendant. Il n'en était pas ainsi dans les communes agrestes et féodales: si vous parcouriez le Dauphiné, la Provence, la Normandie ou le pays de Guirone, aux bonnes et vieilles races, là, tout à côté de la seigneurie avec sa haute et belle juridiction, on trouvait la commune primitive avec ses élections de paysans et de conseillers municipaux. Partout où il y avait tourelles, créneaux et châtelaine vous aviez la commune rurale avec ses droits de parcours, vaine pâture, faculté d'émondage et d'ébranchage dans la forêt voisine; tout communal pouvait avoir usage des biens de la petite municipalité, toujours très-procressive en Parlement pour défendre ses

privileges. La commune au moyen âge était une famille, aujourd'hui elle n'est plus qu'une administration (1). Au reste toute municipalité rentrait, pour les feux, la milice et l'impôt, dans le système de l'intendance.

Le gouvernement financier de Louis XIV avait fait de puissants efforts pendant la guerre; on arrivait à la paix; dès lors il était possible de songer aux économies et aux allègements d'impôts pour des populations trop chargées; les sept états de finances, depuis 1707 jusqu'en 1714, portaient la dépense générale à 1,533 millions 201,176 livres, ce qui, réparti en sept ans, donnait pour l'année commune 219 millions 28,739 livres. L'arriéré, par suite des dépenses et des extraordinaires de guerre, était 1 milliard 151,189 liv.; le revenu, année commune, déduction faite de toutes les sommes déléguées, n'allait pas au-delà de 175 millions; on avait donc commencé le service de 1714 avec ce déficit, qui devait être couvert par les économies des divers départemens. La première conséquence de la paix n'était-elle pas une diminution des lourds impôts qui pesaient sur le peuple, et spécialement de la capitation de guerre, la plus dure des contributions?

Depuis l'administration de Desmarets, des moyens extraordinaires avaient été pris pour couvrir ce déficit : pendant la guerre, les rachats de l'impôt, la refonte des monnaies, leur altération, la constitution des rentes avaient donné en produit 691,663,680 livres, ce qui avait réduit l'arriéré d'autant. Le déficit exigible, en commençant l'année 1715, n'était que de 308,487,509 livres, indépendamment de la dette inscrite et perpétuelle, qui s'élevait à 81 millions de rente, au capital de 1,620 millions, une partie en viager et l'autre partie rachetable. Il était essentiel de rétablir les chiffres réels, afin de réfuter les préjugés historiques, qui portent à plus de deux milliards le déficit du règne de Louis XIV (2); il ne s'agissait plus que d'une dette flottante de 308 millions de livres à éteindre après dix ans de guerre européenne. Desmarets proposa, à la création de vingt places de conseillers royaux agens de change à 150 mille

livres tournois; 2° une nouvelle diminution dans le taux de la monnaie, et par-dessus tout, le remboursement par dixième annuellement de la dette inscrite; 3° la constitution de 12 millions de rente régulièrement établie au denier 25, pour éteindre la rente viagère dont le taux était onéreux; 4° enfin, un autre emprunt de 5 millions de rente dut pourvoir aux services les plus essentiels de l'année 1715. Une révision de toutes les dépenses amena la suppression de presque un dixième dans les charges de l'État. Le budget de 1714, écrit de la main du roi, s'élève à 203,529,630 livres; l'année commune des temps de guerre établissait la dépense au taux de 219 millions, sans comprendre les services secrets du cabinet du roi; on put payer en 1714 les arriérés de subsides : 2 millions à la Bavière, 600 mille livres à l'électeur de Cologne, et 900 mille livres à la Suède (3).

On n'arrivait à ces grandes économies qu'en diminuant l'état militaire, tel que la guerre l'avait constitué; pendant plus de dix ans la France avait eu présents sous les drapeaux 250 mille hommes de toutes armes; la paix permettait de réformer la moitié des régimens d'infanterie et de cavalerie; la milice pouvait rentrer dans ses foyers. les régimens seraient réduits de quatre à deux bataillons, les escadrons de cavalerie de cent vingt-hommes, à soixante; par ces retranchemens dans l'état militaire, on allégeait le budget de 1715 de 30 millions de livres encore, ce qui équilibrait les recettes et les dépenses, même en ôtant la capitation. L'administration de Desmarets, dans les dernières années du règne de Louis XIV, ne fut qu'un vaste système d'économie sur tous les services.

La marine fut moins restreinte; le roi savait que l'esprit militaire était spontané, naturel sur le sol de la France; il n'y avait qu'un appel à faire à la valeureuse noblesse, elle y répondait; le Français était né soldat, la milice avait même fait des merveilles dans les temps de l'invasion; on pourrait la retrouver si de nouvelles levées étaient exigées par les tentatives d'une guerre européenne. Il n'en était pas ainsi de la marine; pour la France c'était une création de la persévérance et du génie; Richelieu,

(1) Il existe encore quelques vestiges de ces biens communs; la centralisation de la république et de l'empire a successivement dépeuplé le pauvre dans les communes rurales; on a vendu le patrimoine foncier de l'indigent pour donner au conseil municipal une rente sur l'État. Voyez surtout les lois de 1813. De là cet accroissement déplorable du paupérisme. Le bien communal était l'héritage du pauvre.

(2) Il ne faut pas oublier que la régence fut une époque de réaction contre le règne de Louis XIV, et c'est dans les documens de la régence que l'on a puisé les principales acensations contre le système financier de l'époque antérieure; la popularité d'un nouveau système se fait toujours aux dépens de l'ancien. L'homme habile fut Desmarets.

(3) États de finances, ann. 1715.

en se déclarant général et superintendant de vaisseaux, avait eu alors une forte pensée. La solliétude de Louis XIV suivit les traces du cardinal; la flotte avait été un irréparable désastre pour les grandes flottes; mais depuis, que de braves marins n'étaient pas sortis des ports de France! Il y avait des familles de gentilshommes consacrées à la mer; on commençait à huit, dix ans par voguer sur la Méditerranée comme chevaliers de Malte; on se faisait intrépide marinier contre les corsaires barbaresques: cadets de marine, chevaliers de Malte, telle était la noble pépinière des hardis capitaines. Louis XIV avait encore agrandi cette belle carrière par l'admission des officiers pris dans la marine marchande; d'où venaient Jean Bart, Duguay-Trouin, et ce capitaine Cassard, si courageux, mais si rustre aussi dans la vie civile? Si l'on pouvait reprocher aux cadets de marine gentilshommes, aux gardes du pavillon avec leur brillant uniforme écarlate et leur veste d'or, un peu d'orgueil, une légèreté de manières souvent insultante pour la classe bourgeoise, s'ils enlevaient les jennes filles, toujours éprises des nobles tournures, s'ils hantaient les tavernes et les cabarets de Toulou, Marseille, Rochefort avec leurs belles escadres de navires, telles que Vernet les a plus tard reproduites; les officiers de fortune avaient leur fierté secrète, leur caractère sombre, impétueux, leurs mœurs irritables, leur susceptibilité de marins et de roturiers. Il y a quelque chose de plus fâcheux encore que la noblesse, même hautaine, c'est la bourgeoisie jalouse, et pour s'affranchir d'une inégalité, elle devient rustre et insolente. Je m'imagine que Jean Bart et le capitaine Cassard, braves marins sans doute au service, devaient être de fort mauvais compagnons pour la vie habituelle; la patience était pour ceux-là qui les supportaient. Bart, le vieux loup de mer, était mort depuis quelques années, mais le capitaine Cassard l'avait dignement remplacé (1); nul ne pouvait se comparer pour l'intrépidité à cet impétueux marin qui venait de s'emparer de Surinam, tandis que Duguay-Trouin, le mélancolique et fier amiral, faisait

abaisser le pavillon portugais devant Rio-Janeiro. Ce fut le temps des courses par petites escadres; le système maritime parait complètement changé depuis la bataille de la Hogue; la marine de France avait jusqu'alors manœuvré par de formidables flottes de quatre-vingts à cent navires de guerre; épuisée, elle ne pouvait plus se servir que d'escadres de cinq à six vaisseaux de haut bord, courant sur l'ennemi ou escortant des convois de blé et de riches marchandises pour le compte du commerce. Il y eut secours constant de la marine marchande et de la marine militaire; le roi, après la paix d'Utrecht et de Rastadt, ne désarma pas ses escadres; il les maintint sur le même pied; il y avait trop à faire pour reconstituer les forces maritimes de la France.

Ainsi, en résumant l'état du gouvernement et de la société à cette époque où la mort s'approche pour Louis XIV, on est étonné de voir tant de ressources et d'énergie! on vient de passer dix ans de guerre européenne, et le déficit du trésor royal ne s'élève qu'à une dette flottante d'un peu plus de 200 millions de livres; le reste est en rente constituée; l'armée est belle encore et peut être réduite sans effort; l'intérieur est pacifié, les Cévennes sont calmes et ne s'agitent plus sous le protestantisme; la marine a conquis une noble place; la paix qu'on a conclue, sans être aussi brillante que les traités de Munster et des Pyrénées, a le notable résultat d'assurer la frontière méridionale pour la monarchie de Louis XIV, et de créer au commerce français de magnifiques débouchés coloniaux. Le pouvoir royal a grandi; le système de la centralisation s'établit avec une raideur trop tendue déjà, car il s'attaque aux nationalités provinciales qui constituaient la vieille monarchie fédérative. La noblesse a bien servi le roi, et pour récompense elle se retire ruinée, après avoir donné le plus pur de son sang. La bourgeoisie conquiert ce que les gentilshommes perdent; c'est la royauté qui la pousse et l'honore; ce sont les Bourbons qui la grandissent et l'élèvent. Au temps des croisades, les nobles aliénaient juridictions, fiefs, chà-

(1) *Gazette de France*, ann. 1715. La vie du capitaine Cassard est peu connue, elle n'est cependant pas sans éclat; très-jeune encore il se distingue devant Carthagène, sous les ordres du baron de Pointis. Louis XIV le nomme lieutenant de frégate, et lui fait remettre une gratification de 2 mille livres. Quelques années après, Cassard dispersa une forte escadre anglaise dans la Manche; il conduisit cinq navires ennemis dans le port de Saint-Malo. Successivement nommé

capitaine de frégate, capitaine de vaisseau et chevalier de Saint-Louis, Cassard fut reçu à Versailles avec honneur et distinction; mais son caractère inquiet, fantasque, le mit bientôt en disgrâce; lorsque le cardinal de Fleury devint premier ministre, Cassard se fatigua de ses sollicitations importunes; ayant été refusé, il injuria le ministre, le roi lui-même, et fut enfermé au château de Ham; il y mourut en 1740, âgé de soixante-huit ans.

teux pour aller en guerre; les communes ache-
taient la liberté des barons qui portaient pour la
terre sainte; au dix-huitième siècle, la bourgeois-
ie, la banque envahirent par des prêts usuraires la
plupart des domaines des seigneurs. Il en est ainsi
à toutes les époques militaires: ce qui a du cœur,
se fait tuer; ce qui calcule, exploite les malheurs
de la patrie et les sentimens exaltés de ceux qui se
sacrifient pour elle.

CHAPITRE LXXXV.

GRANDŒUR ET MORT DE LOUIS XIV.

Louis XIV vieillard. — Ses habitudes. — La cour à
Versailles. — Mort de Catinat. — De Vendôme.
— Du duc de Berry. — Contemporains du roi.
— M^{me} de Maintenon et les princes légitimes.
— Question de la régence. — Testament de
Louis XIV, déposé au Parlement. — Fêtes et
dernier luxe de Versailles. — Ambassade de lord
Stair. — L'envoyé persan. — Premier symptôme
de maladie. — Faiblesse. — Revue de la maison du
roi. — Louis XIV s'altie. — Ses dispositions. —
Grandeur dans la mort. — Sa longue agonie. —
Le roi s'éteint.

1712. — 1715.

Le roi touchait à sa soixante-seizième année;
les grands traits de la race des Bourbons ressa-
ient encore sur sa tête de vieillard qui s'abaiss-
ait vers la tombe; le roi la relevait fière et hau-
taine cette tête, quand il s'agissait de défendre la
couronne et l'unité monarchique de la France; c'est
ainsi que Bolingbroke l'avait trouvé lors des négo-
ciations de Fontainebleau. Louis XIV avait pris un
peu les habitudes paresseuses de l'âge; il se levait
tard, il aimait à recevoir et à manger au lit dans
son large fauteuil, il s'y absorbait sous de vastes
coussins en velours d'Utrecht; sa constitution était
robuste; on ne lui avait connu d'autre infirmité
que la douloureuse fistule qui l'avait tant fait souf-
frir dans ce passage difficile de l'âge mûr à la vieil-
lesse. Louis XIV mangeait beaucoup; le défant

d'exercice, cette absorption somnolente annonçait
quelque crise redoutable dans la décrépitude; en-
suite Maréchal, médecin de confiance, avait plus
d'une fois remarqué des enflures aux jambes et des
symptômes précurseurs de la gangrène; il avait
conseillé au roi de l'activité et des distractions à
sa vie, afin d'éviter l'ennui et la préoccupation,
maladie mortelle dans l'époque avancée (1).

La plus poignante douleur pour un vieillard,
c'est de voir se former autour de lui ce grand vide
de ses contemporains, que la mort fauche de droite
et de gauche: chaque matin on apprenait au lever
du roi la fin d'un de ces courtisans qui avaient
orné la jeune cour, alors que rubané lui-même,
Louis XIV dansait aux brillants ballets de Saint-
Germain ou de Versailles; les Clérembault, les
Mirepoix, les Duras, tous ces noms étaient frappés
en même temps. Catinat, le général parlementaire,
l'homme de guerre des avocats, esprit médiocre
très-vanté, parce que les parties lui réservaient un
rôle, Catinat mourut également; et un courrier
d'Espagne vint en deuil annoncer la mort de M. de
Vendôme, digne en tout de la race de Henri IV.
Vendôme avait glorieusement restauré la monar-
chie de Philippe V, lorsqu'il fut atteint d'un mal
mortel; il succomba à Vinaros dans le royaume de
Valence, où l'on cherche en vain un monument
pour celui qui sauva la maison de Bourbon en Es-
pagne (2).

Bientôt d'autres funérailles affligèrent la race
royale: le duc de Berry, le petit-fils de Louis XIV,
ce prince si gai, si aimant, suivit son frère et son
ainé le duc de Bourgogne au tombeau. Le duc de
Berry avait vingt-huit ans à peine; quelle était la
cause de sa mort après de si récentes douleurs?
Marié avec la fille du duc d'Orléans, la jeune prin-
cée n'était pas heureux; le caractère de sa femme lui
était insupportable, à lui pourtant si bon, si con-
fiant (3); on attribua sa mort à une veine rompue
par suite de terribles vomissemens. C'étaient tou-
jours ces tristes vomissemens qui avaient fait soup-
çonner le poison pour le duc de Bourgogne. Tandis
qu'on portait son corps aux Tuileries, on venait
d'apprendre que Marie Louise de Savoie, reine
d'Espagne, avait succombé; ainsi deux frères et
deux sœurs allaient ensemble au tombeau! Les ducs
de Bourgogne et de Berry, Marie-Adélaïde et Marie-
Louise de Savoie. Combien la mort était pressée

J'y demandai quelque souvenir du duc de Vendôme; il
n'en existe aucun; l'Espagnol est paresseux, même pour
la reconnaissance.

(3) La mort du duc de Berry est du 4 mai 1714.

(1) *Journal du Règne de Louis XIV*, ann. 1712 à
1715.

(2) Catinat mourut le 23 février, et le duc de Ven-
dôme le 11 juin 1712. Je passai à Vinaros en 1833, et

d'en finir avec la race royale! La duchesse de Bourgogne laissait un seul enfant, le duc d'Anjou; la reine d'Espagne, plus heureuse, avait eu trois enfants, sans compter le prince des Asturies, l'aîné, héritier de la couronne de Castille. Le roi Philippe V n'avait point pacifié encore son royaume; Barcelonne et les côtes de la Catalogne résistaient pour la protection de leur liberté et de leurs antiques *fueros*. Quant au duc de Berry, il mourait sans postérité vivante; la duchesse était enceinte, et la cour attendait avec impatience la naissance d'un fils dans ce herceau en deuil.

Louis XIV supporta ces douleurs avec sa fermeté de roi; il ne craignait pas la mort; il vit de ses yeux le corps bleuâtre de son petit-fils, et lui jeta de l'eau bénite dans les grandes pompes des royales funérailles; sur l'avis de Maréchal, le roi défendit le deuil à Versailles; la vue de ces crépes, de ces costumes noirs, rappelait trop au roi ses tristesses; il avait besoin de toute son énergie pour se préparer lui-même à fermer les dernières plaies de la France (1). D'ailleurs la paix venait d'être signée à Utrecht et à Rastadt; le pays respirait, et pourquoi la cour se serait-elle séparée de la joie générale? Louis XIV avait pour principe que les rois ne s'appartiennent pas, et qu'ils sont inhérents à la monarchie : le deuil fut donc proscrit; dès ce moment Louis XIV prend plus de soin de la splendeur royale; il se couvre d'habits en drap d'or, il relève sa tête appesantie; sa magnificence éclate sur ses justaucorps brodés de diamans et de rubis; il a besoin de prouver qu'il vit, moins par amour de l'existence, que pour constater qu'il peut présider encore au gouvernement de l'Etat. Quand on a conçu une grande œuvre, on a peine à se voir affaiblir avant qu'elle ne soit achevée; on se farde le visage, on se revêt de riches parures, pour faire croire à la vie de votre système et de votre pensée. Ce n'est pas le tombeau que l'on craint, mais le cœur se serre d'y descendre avant d'avoir accompli sa mission; car toute intelligence s'en donne une, plus ou moins haute, en passant sur cette terre. Louis XIV multiplie les revues de sa maison militaire; chaque jour quarante dames des plus jeunes, des mieux parées, assistent à ses repas, sous les vastes galeries de Versailles (2); on renouvelle les jeux, les ballets des temps de jeunesse, afin de dis-

traire les derniers momens du roi, et de prouver aux étrangers que Louis XIV est plein de force et d'énergie politique (3).

Cependant les intimes du roi, les courtisans qui approchaient de sa personne, n'étaient pas sans reconnaître un affaiblissement complet dans tout son être. Louis XIV ne se promenait plus que difficilement, ses jambes étaient enflées, et si on le voyait encore dans ses courses habituelles aux magnifiques allées du parc, c'était dans un petit char traîné à mains, et souvent ses traits décomposés témoignaient des vives souffrances que le roi éprouvait; il y avait paresse physique; l'intelligence seule demeurait forte, avec cette dignité souveraine que Louis XIV conserva jusqu'à son heure suprême. Dans ces circonstances, les idées de testament et de dispositions dernières vinrent naturellement préoccuper le prince qui savait le mieux préparer l'avenir; ces idées devaient également se produire dans l'esprit des personnes plus immédiatement intéressées à la royale succession. L'unique héritier de la monarchie, faible rejeton de la grande race, allait rester mineur de quatre ou cinq ans; il fallait une régence, un conseil, un gouverneur, et la prévoyance du vieux roi devait s'étendre sur tous ces intérêts de la monarchie.

La cour s'était alors divisée en deux fractions distinctes : les princes du sang, de noble et légitime race; à leur tête était le duc d'Orléans, le premier de cette haute lignée; avec lui marchaient les princes de Condé, de Conti, tout ce qui pouvait se vanter d'avoir un blason sans le lambel de bâtardise. Les parlementaires, qui soutenaient les droits de la famille et la sainteté du mariage, appuyaient ce parti des princes du sang, ils en défendaient les prérogatives héréditaires. Les ducs et pairs faisaient avec eux cause commune, par cette raison hantaine qu'ils ne reconnaissaient aux bâtards que le droit de siéger en vertu de leur titre de pairie, et non point par la qualité de la naissance (4). Le second parti se composait des princes légitimés; tels étaient le duc du Maine, le comte de Toulouse, fils naturels de Louis XIV; ils avaient de leur côté l'influence toute-puissante de M^{me} de Maintenon; ce n'était pas seulement une vieille et douce tendresse de gouvernante qui portait ainsi M^{me} de Maintenon à soutenir les princes légitimés, mais Madame en

(1) Les pamphlets étrangers parlent de l'insensibilité de Louis XIV. *Gazette de Leyde*, ann. 1714.

(2) Saint-Simon, ann. 1714.

(3) *Journal de la cour*, n^ol. ann. 1714. Les gazettes étrangères commencent à s'occuper de la santé du roi;

les journaux whigs de Londres et la *Gazette de Leyde*, ann. 1714, annoncent sa mort comme très-prochaine.

(4) Voyez la dissertation de Saint-Simon sur le privilège des ducs et pairs; Saint-Simon était très-instruit de ces questions de privilèges, ad ann. 1714.

concluait favorablement pour elle : si le duc du Maine et le comte de Toulouse étaient traités comme les fils légitimes, elle, M^{me} de Maintenon, ne devait-elle pas être reconnue comme reine de France et de Navarre ? c'était sa conclusion simple et naturelle ; là où il n'y avait plus de bâtardise, il n'y avait plus de femme de la main gauche. Un tel résultat était facile à obtenir, le roi avait une aveugle affection pour ses enfants naturels ; plus leur grandeur trouvait d'obstacles en sa cour, plus il attachait de prix à briser toutes ces résistances. Le pouvoir absolu met beaucoup de soin à réaliser même ses caprices, parce qu'ils constatent son autorité ; la tendresse du roi et sa puissance étaient également intéressées dans cette question des enfants légitimés contre les princes du sang qui avaient pour eux la sainteté du mariage et la pureté du blason.

Quand le roi vit encore s'effacer autour de lui sa postérité légitime avec le duc de Berry, quand cette jeune veuve ent mis au monde une fille, Louis XIV prit prétexte de l'extinction possible de tous les membres de la maison de Bourbon pour appeler ses bâtards à la couronne au cas où la ligne légitime serait éteinte. Cet acte était une solennelle sanction du traité qui séparait les couronnes de France et d'Espagne ; elle était lointaine cette prévoyance, car il existait des héritiers des Condé, des Conti, et le duc d'Orléans lui-même avait un fils. Mais le roi avait passé sa vie entière à grandir les privilèges de ses bâtards, ils étaient légitimés depuis plus de quarante années, il leur avait donné le même rang qu'aux princes du sang ; il leur avait assuré le pas sur les ducs et pairs du royaume en séance au Parlement ; ce dernier acte de volonté toute-puissante et royale était un renouement complet des lois fondamentales de la monarchie. Quoi ! un bâtard sur le trône de France ! l'écusson fleurdélysé taché du lambel indélébile ! Il fallait que le roi eût le sentiment exagéré de sa force politique, pour croire qu'un tel acte aurait valeur après sa mort. Si la maison de Bourbon pouvait s'éteindre, les parlementaires soutenaient qu'on devait alors recourir aux primitives élections

comme dans la race franque ; jamais on n'eût accepté un écusson taché de bâtardise.

Cependant Louis XIV résolut, de sa suprême puissance, de changer les lois de sa monarchie ; l'ordonnance sur les princes légitimés est du mois de juillet 1714, la soixante-onzième année du règne du grand roi. Louis XIV y exposait, mais avec une sorte de timidité visible pour tous, les droits des fils légitimés. « *Nous croyons*, était-il dit, qu'en cas d'extinction de tous les princes du sang, l'honneur de succéder à la couronne appartiendrait à nos princes légitimés (1). » C'était de sa pleine puissance et autorité que le roi appelait ces princes à l'héritage de la couronne, par ordre de primogéniture ; il donnait à leurs enfants des sièges en Parlement, comme aux membres de la famille, alors même qu'ils n'auraient pas de pairie réelle attachée à leur nom. Louis XIV avait le sentiment trop profond de sa monarchie pour croire qu'un tel édit aurait son exécution dans l'avenir ; il s'en exprima avec sincérité au duc de Berwick. « Cela durera tant que je vivrai, dit-il ; après moi, on n'en tiendra pas compte. » Le roi voyait juste ; jamais on n'aurait subi le gouvernement de la race bâtarde en France ; l'ordonnance eût été déchirée par les Parlements ; le roi exigea néanmoins qu'elle fût enregistrée avec toute la solennité des grands édits. Les princes du sang et les pairs assistèrent à la séance, le roi voulut que les ducs d'Orléans et de Bourbon et le prince de Conti sanctionnassent par leur présence l'élevation soudaine et inouïe des bâtards de Louis XIV à leurs rang et prérogatives (2).

Cet édit était à peine enregistré, qu'on vit au Parlement M. Joly de Fleury, avocat général, convoquer de nouveau la cour en robes rouges pour entendre lecture des lettres closes du roi adressées à Messieurs ; Louis XIV y déclarait : « Que tant de morts successivement arrivées avaient placé l'espérance de la monarchie sur la tête d'un enfant ; dès lors le décès du roi pourroit nécessiter un conseil de régence ; ce motif avoit déterminé Sa Majesté à tout régler par son testament, que le chancelier alloit déposer sur le bureau de la cour. » Voyez,

(1) Le texte de l'ordonnance enregistrée au Parlement est curieux ; en voici un extrait : « Nous avons dit, déclarons et ordonnons par le présent édit, perpétuel et irrévocable, que si dans la suite des temps tous les princes légitimes de notre auguste maison de Bourbon venoient à manquer, en sorte qu'il n'en restât pas un seul pour être héritier de notre couronne, elle soit dans ce cas dévolue et déferée de plein droit à nos fils légitimés, et à leurs enfans et descendans mâles à

perpétuité, nés et à naître en légitime mariage, gardant entre eux l'ordre de succession, et préférant toujours la branche aînée à la cadette, les déclarant par ces présentes capables, audit cas seulement de manquement de tous les princes légitimes de notre sang, de succéder à la couronne de France exclusivement à tous autres. » (Extrait des lettres patentes du mois de juillet 1714.)

(2) Registre du Parlement, ad ann. 1714.

six années ministre de la guerre, venait d'être revêtu de la dignité de chancelier, en remplacement de M. de Pontchartrain, affaibli par l'âge. Il s'avança dans la grande salle du Parlement, et remit un papier signé aux quatre coins par le roi, cacheté de sept sceaux fleurdelisés, avec défense de les briser; immédiatement l'avocat général Joly de Fleury communiqua cet acte de dépôt, en remerciant le seigneur roi de sa haute confiance en la cour de Parlement. Aussitôt toute l'assemblée se mit à genoux pour prier Dieu de conserver les jours de Sa Majesté, selon l'antique et bel usage. Ce testament fut donné au premier président qui le prit les mains gantées de soie; on construisit aux archives du Parlement une sorte de caveau de quatre pieds; le mur en fut scellé et recrépi, afin que personne ne pût toucher aux dispositions dernières de la volonté souveraine jusqu'après sa mort (1).

Cette affaire du testament était une longue négociation mené à fin par le conseil intime qui environnait le roi; à l'âge où était parvenu Louis XIV, il était presque impossible d'éviter une minorité, et par conséquent une régence; le roi avait soixante-seize ans; le duc d'Anjou quatre années; on ne pouvait raisonnablement accorder que deux ou trois ans de vie à Louis XIV qui faiblissait rapidement; la régence était un inévitable système après son règne. D'après les lois de la vieille monarchie, la régence résultait de deux sources bien distinctes: le droit ou l'élection; par le droit, elle appartenait à la mère ou au plus proche parent; par l'élection, c'était alors aux États-Généraux ou au Parlement qu'il était donné de la décerner. Dans les deux hypothèses, le pouvoir venait au duc d'Orléans; n'était-il pas le premier prince du sang? et si l'on recourait à la régence élective, le Parlement ou les États-Généraux ne la lui décerneraient-ils pas également? C'était donc contre cette double nécessité que le roi avait voulu se précautionner. Après tous les bruits qui avaient couru sur M. le duc d'Orléans, et les notions qu'on avait recueillies

en Angleterre (2) sur ses projets définitifs, comment livrer à M. le duc d'Orléans le royal enfant de la monarchie sans prendre certaines précautions que signalait l'opinion publique? comment le laisser maître et dépositaire de l'unique obstacle qui le séparait de la couronne? Était-ce politique? Ces motifs, exagérés encore par M^{re} de Maintenon et le duc du Maine, n'étaient pas sans valeur après tant de trépas rapides et extraordinaires, après les soupçons jetés sur le prince qui seul pouvait profiter de la mort de ce frère enfant. Était-il prudent de placer un roi de quatre ans sous le pouvoir absolu d'un régent sans surveillance et sans contrôle? devait-on donner la garde du roi à celui même qui avait tant intérêt à s'en défaire? Sans doute les conjectures étaient hasardées, il y avait intrigue de M^{re} de Maintenon et du duc du Maine, mais la pensée d'un conseil de régence était naturelle; Louis XV, confié au duc du Maine, profondément hostile au duc d'Orléans, était en sûreté; il fallait établir un contrôle, une surveillance mutuelle, deux ennemis en face l'un de l'autre, et par conséquent intéressés à se surveiller et à se dénoncer dans tous leurs mauvais dessein sur la personne du roi.

Louis XIV constituait donc un conseil de régence composé de M. le duc d'Orléans, président, du duc de Bourbon, du duc du Maine, du comte de Toulouse, du chancelier de France, chef du conseil royal, des cinq maréchaux de Villeroy, de Villars, d'Uxelles, de Tallard et d'Harcourt; des quatre secrétaires d'État, et du contrôleur général des finances. M. le duc d'Orléans était président de ce conseil de régence avec voix prépondérante en cas de partage des opinions; M. le duc du Maine avait la garde et sûreté du roi mineur, et pour cela M. de Villeroy, qui commandait la force militaire, devait recevoir ses ordres. La maison du roi obéissait au maréchal; en cas de mort du duc du Maine, le comte de Toulouse le remplacerait; tout acte personnel était interdit au duc d'Orléans, il ne pouvait agir que d'après le conseil de régence (3).

(1) Registre du Parlement, n^o ann. 1714.

(2) Je publierai dans mon livre sur la régence les négociations entre Georges I^{er} et M. le duc d'Orléans, même antérieurement à la mort de Louis XIV.

(3) « Voulons que toutes les affaires qui doivent être décidées par l'autorité du roi, sans aucune exception ni réserve, soit concernant la guerre ou la paix, la disposition, l'administration des finances, ou le choix des personnes qui doivent remplir les archevêchés, évêchés, abbayes ou autres bénéfices, dont la nomination doit appartenir au roi mineur; la nomina-

tion aux charges de la couronne, aux charges de secrétaires d'État et à celle de contrôleur-général des finances; à toutes celles des officiers, tant des troupes de terre qu'offices de marines et des galères; aux offices de judicature, tant des cours supérieures qu'autres et celles de finances; aux charges de gouverneurs, de lieutenans généraux dans les provinces, et celles des états-majors des places fortes, tant des frontières que des places du dedans du royaume, sans distinction de grandes et petites, qui sont à la nomination du roi, et généralement pour toutes les

Le roi recommanda ensuite l'hôtel des Invalides, où tant d'infirmités s'étaient réfugiées après les longues guerres, et la maison de Saint-Cyr, asile offert aux pauvres demoiselles nobles; enfin, le maintien de l'unité monarchique et catholique qui avait coûté tant d'efforts à son règne.

Ce testament était plein de prévoyance et de sollicitude, c'était un des actes de la plus haute prudence de Louis XIV; on reconnaissait le droit du duc d'Orléans, puisqu'il était chef du conseil, mais on ne déposait pas dans ses bras le seul débris de cette grande race décimée par la mort, et qu'on l'accusait d'avoir moissonnée. On plaçait la garde de l'enfant en mains sûres, on rendait les forces militaires indépendantes du chef du conseil; si le duc d'Orléans avait la pensée du gouvernement, le duc du Maine tenait l'épée. Il y avait alors des craintes réelles sur l'avenir de l'héritier de la couronne, et l'ordre du roi de le conduire à Vincennes après l'avènement, ne constata-t-il pas cette frayeur qu'on avait d'un mouvement dirigé par M. le duc d'Orléans? Le roi comptait sur la fidélité des maréchaux et des capitaines des gardes, il les mettait sous la puissance du duc du Maine, car au besoin il serait essentiel de prêter main-forte contre les projets de M. le duc d'Orléans. Si donc il put y avoir des intrigues de Mme de Maintenon et du duc du Maine pour obtenir le testament, cet acte fut destiné tout entier à préserver la noble lignée; Louis XIV ne subit aucune violence pour ainsi régler le gouvernement de son Etat. Son instinct de roi lui disait que lorsqu'il n'y a entre le trône et vous qu'un faible enfant, on peut être tenté de briser l'obstacle. Le duc d'Orléans ne le fit pas, et c'est un de ses beaux titres dans l'histoire (1).

Pendant que le roi suivait avec sang-froid et une noble dignité l'état de son gouvernement après sa mort, il n'oubliait pas les questions politiques

charges, commissions et emplois que le roi doit nommer, soient proposées et délibérées au conseil de régence; que les résolutions y soient prises à la pluralité des suffrages, sans que le duc d'Orléans, chef du conseil, puisse seul et par son autorité particulière, rien déterminer, statuer, ordonner et faire expédier aucun ordre au nom du roi mineur, autrement que suivant l'avis du conseil de régence. » (Extrait du testament, 2 août 1714.)

(1) Je dois rappeler que dans l'Assemblée constituante, lorsque la question de la régence fut discutée avec une si haute supériorité, les raisons données dans le testament de Louis XIV furent reproduites par les hommes les plus éclairés de l'assemblée. En Angle-

qui intéressaient la France; il venait de conclure un traité de subsides avec la Bavière et l'électeur de Cologne, pour s'assurer la prépondérance en Allemagne; le cabinet de Versailles resserra plus intimement ses liens avec la Suisse par une capitulation nouvelle; la neutralité helvétique protégeait les frontières de l'Est, et facilitait par le Piémont une influence en Italie (2); enfin la France présida comme médiatrice aux traités de barrières entre la Hollande et l'Empire, la Bavière et l'Autriche. Le cabinet de Versailles avait ainsi repris son ascendant diplomatique; la France avait subi tant de revers qu'elle avait besoin de rendre témoignage de sa force.

La question la plus grave s'agitait avec l'Angleterre, et c'est dans ces négociations de cabinet qu'il fallait joindre l'habileté à l'énergie diplomatique. La reine Anne venait d'expirer d'une apoplexie; elle jetait les yeux sur la grande pendule de Windsor, lorsqu'elle tomba subitement dans les bras de milady Masham; les whigs prévoyaient depuis long-temps la mort de la reine, et déjà ils s'étaient mis en rapport avec Georges, duc de Brunswick-Lunebourg, appelé par la loi protestante à la couronne d'Angleterre (3); le ministère du comte d'Oxford et de Bolingbroke s'était divisé, la réaction du système réformé se faisait partout sentir. Georges I^{er}, à son avènement, avait déclaré qu'il ne gouvernerait que par les whigs, alors désignés sous le titre de parti hanovrien, les Tories étaient obligés de fuir le sol de l'Angleterre; Bolingbroke, le duc d'Ormond venaient habiter la France. Le principal grief qu'on leur opposait, c'était le honteux traité qu'ils avaient conclu, disait-on, avec Louis XIV; le comte d'Oxford, Bolingbroke, M. Prior lui-même, étaient sous le coup d'une accusation parlementaire, et les whigs, pour soutenir le roi hanovrien envers le parti des Jacobites et les Tories, firent des lois de proscription

terre, ces mêmes motifs furent développés en faveur de la régence élective, différée par le Parlement au prince de Galles,

(2) Ce traité fut signé le 9 mai 1715, à Soleure, et ratifié le 26 du même mois.

(3) Georges-Louis, proclamé roi d'Angleterre sous le nom de Georges I^{er}, était fils et successeur d'Ernest-Auguste, électeur de Hanovre; il était né le 28 mai 1690, et fut couronné à Westminster le 31 octobre 1714. On lit dans plusieurs pamphlets Jacobites qu'il y avait en Europe quarante-cinq personnes plus près du trône de la Grande Bretagne que le prince Georges de Hanovre.

contre tout ce qui n'était pas dévoué à la révolution de 1688, à ce point que les réunions de plus de six personnes furent interdites. La paix d'Utrecht était un acte tout entier dans l'esprit du torysme; un mouvement réactionnaire devait se manifester contre la France, et le comte de Stair fut envoyé ambassadeur à Paris. Le comte de Stair était un écossais à la mine hautaine, le nez au vent comme la race des Macdonald nous l'a transmis, avec le front bombé des montagnards. Le comte de Stair, qui n'avait pas été officiellement admis auprès de Louis XIV, ne savait contenir ni sa fierté, ni sa langue à la manière des Écossais, habituellement ébaleuresques et parlens; les whigs lui avaient donné pour mission de suivre toutes les phases de la politique et de la vie du roi vieilli, et de s'aider au besoin du mécontentement contre le pouvoir royal en faveur du duc d'Orléans.

Par le traité d'Utrecht, la France s'était engagée à détruire le port de Dunkerque, triste nécessité de la paix générale; le roi n'avait rempli qu'accidentellement cette clause si dure; en même temps il faisait rétablir un canal de communication à Nardick; d'après le Mémoire du comte de Stair, il était entré encore cette année six à sept cents navires dans le port de Dunkerque; le traité d'Utrecht était-il ainsi complètement exécuté (1)? Le roi ordonna à M. de Torcy d'expliquer toute la conduite de son cabinet au comte de Stair; Selon M. de Torcy, « les Anglois connoissoient mal les localités; les ouvrages accomplis au canal de Nardick n'avoient rien de commun avec les fortifications de Dunkerque »; et comme l'ambassadeur insistait dans une audience particulière, le roi, relevant sa tête avec fierté, lui dit: « Monsieur l'ambassadeur, j'ai été toujours le maître chez moi, souvent je l'ai été chez les autres ne m'en faites pas souvenir. » Quand Louis XIV tenait des paroles si hautes au comte de Stair, c'est qu'il avait avis des intrigues secrètes de l'ambassadeur des whigs avec le parti parlementaire et M. le duc d'Orléans. Le comte de Stair, un des confidens dévoués de Georges I^{er}, avait eu mission, de la part du cabinet an-

glais, de préparer les élémens d'une révolution qui mettrait le pouvoir dans les mains du duc d'Orléans et de la fraction parlementaire. Une révolution à la manière de 1688, en France, convenait parfaitement à la maison de Hanovre; elle sanctionnait ses droits; elle assurait son pouvoir; elle déterminait à tout jamais l'alliance de la France et de l'Angleterre; elle empêchait enfin les tentatives des Stuarts sur le trône usurpé par Georges I^{er} (2).

Marly et Versailles ne se ressentaient pas des souffrances du roi et de cet affaiblissement de la santé au vieil âge. Les fêtes et les galas se multipliaient; des édits de soulagement pour l'impôt avaient jeté quelque joie parmi le peuple; la cour oublieuse se livrait aux dissipations et aux plaisirs; Louis XIV faisait des efforts sur lui-même pour y assister; les affaires de la France n'étaient pas tellement finies que le roi pût mourir; on craignait le monarque en Angleterre; lord Stair suivait avec une grande sollicitude tous les accidens de la vie du roi, la moindre indisposition était l'objet d'une dépêche (3). On entrevoyait une minorité orageuse, et les whigs comptaient alors interpréter dans le sens de leur pouvoir les conventions d'Utrecht arrêtées par les tories; Louis XIV le savait bien, et voilà pourquoi il mettait tant de soins à constater qu'il pouvait vivre long-temps encore. Le roi à son souper dit à haute voix: « Si je continue à manger d'aussi bon appétit que je fais présentement, je ferai perdre une foule d'Anglais qui ont fait de grosses gageures que je dois mourir le 1^{er} septembre prochain (4). » Le roi affectait une vive gaieté, et dans l'audience qu'il donna au prétendu envoyé de Perse, il voulut qu'on déployât les magnificences de Versailles, comme au temps de sa jeunesse et de sa vigueur; lui-même se revêtit de ses habits de pompes; il avait un justaucorps gris, brodé de diamans et de pierres scintillantes, telles qu'escarboucles, rubis, topazes, le roi relevait sa tête avec un reste de force et de fierté; il répondit à Mehmet-Rizza-Bey, et il voulut que toute la cour allât s'égayer à l'hôtel de cet envoyé, homme de haute stature et de mine superbe (5); Louis XIV se fit conter par les courtisans les con-

(1) Note du comte de Stair à M. de Torcy.

(2) Papiers de M. de Torcy, ann. 1714.

(3) Les feuilles de Hollande et les journaux anglais sont remplis de nouvelles sur l'affaiblissement de la santé du roi et sur la mort prochaine de Louis XIV. Voyez ad. ann. 1715.

(4) J'ai trouvé cette anecdote dans un manuscrit sur la régence, qui existe à la Bibliothèque du roi (Fonds nouveau). Ce manuscrit n'est pas coté.

(5) Rizza-Bey arriva le 26 janvier 1715 à Charenton; le roi lui envoya ses carrosses, et le 12 février il eut son audience publique de Louis XIV; on ne peut dire le luxe déployé à cette occasion; ce ne furent partout que broderies magnifiques, habits couverts de diamans et de pierres précieuses; les courtisans cherchèrent à rivaliser avec Rizza-Bey, qui changeait six fois de vêtements par jour, tous d'étoffes à fond d'or et d'argent, s'il faut en croire les mille récits des con-

mes de Rizza-Bey, et comment, assis au milieu des roussins et des tapis de Perse, il mangeait sur un cabaret de porcelaine de Chine et sur une étoffe eramoisie et or, des andouillettes au sucre, pêle-mêle avec des poires, du beurre, du fromage et des confitures. Le roi prit beaucoup de plaisir à ces réécits de M. de Torcy, qui faisait les honneurs de Versailles à Mehmet-Rizza-Bey.

Le 3 mai, le roi se leva de bonne heure pour observer une étonnante éclipse de soleil; la terre fut pendant quinze minutes enveloppée d'épaisses ténèbres, et il fit un froid de deux degrés sous zéro. Ces révolutions des astres étaient interprétées dans le sens d'une mort prochaine du roi; lorsqu'apparut une étoile échevelée, une comète flamboyante, un dérangement dans l'ordre éternel, le peuple effrayé se reporta vers quelques-unes de ces têtes puissantes qui sortent également de l'ordre habituel de la vie et de l'intelligence, les confond dans ses alarmes; il croit que le monde physique ne se dérange que pour annoncer une grande crise dans l'ordre moral des sociétés. Cassini était venu à Marly avec ses instrumens, et tous les honneurs furent pour lui; cette journée fatigua Louis XIV, qui soupa chez la duchesse de Berry; il s'y trouva mal à l'aise, et se coucha vers huit heures. Le bruit se répandit aussitôt que Sa Majesté était sérieusement malade; les ambassadeurs expédièrent des courriers à leurs cours; le roi le sut, et pour faire taire ces bruits encore, il ordonna une revue de sa maison qu'il passerait en personne. C'était le 20 juin; les compagnies de gens d'armes et de chevaliers légers dans leur magnifique équipage se déployaient devant la terrasse du château de Marly (1); on vit bientôt descendre du perron ce roi, vieillard vénérable, s'appuyant sur son joue à pomme d'or incrusté; il monta aussi prestement à cheval qu'il le put, et se tint à la face des ambassadeurs pendant

plus de quatre heures; le lendemain il voulut assister aux chasses, passer de nouvelles revues; il avait besoin de prouver qu'il vivait; et ce fut pourtant dans cette prescience d'une mort prochaine qu'il quitta Marly et vint habiter Versailles; il lui fallait pour tomber les pavillons de marbre qu'il avait élevés avec tant de pompes, comme les rois d'Egypte, il souhaitait abriter son cadavre sous des merveilles de pierre qui étonnent les vivans.

La Saint-Louis approchait; la veille de cette antique fête, le roi tint son grand conseil, mais la pâleur de ses traits, la maigreur de sa physiologie, tout annonçait la décomposition rapide de ce corps dont le roi abusait depuis deux mois pour lui donner l'apparence de la vie; à la fin du grand conseil, il se trouva mal, tomba en défaillance avec une fièvre brûlante. Le lendemain, se sentant un peu mieux, le roi voulut que la musique et les douze violons de sa chambre jouassent des airs doux et gaais; il fit tirer les tentures de la porte pour mieux les entendre (2); le soir il manda auprès de lui le maréchal de Villeroy, le fidèle exécuter des ordres militaires; il l'invita à prendre toutes les précautions nécessaires pour que les régimens des gardes fussent prêts à agir au cas où le duc d'Orléans et les parlementaires feraient quelques mouvemens contre l'autorité du conseil de régence; il ajouta: « Maréchal de Villeroy, je sens que je vais mourir; quand ce sera fait de moi, conduisez votre nouveau souverain à Vincennes, et faites exécuter mes volontés. » Il écrivit alors un premier codicille: il ordonnait que Louis XV serait conduit à Vincennes, et qu'on mettrait les gardes sous les ordres du maréchal de Villeroy, précaution essentielle afin de placer les forces militaires en dehors du duc d'Orléans (3). Le 26 août, la fièvre devint violente et sa tête se perdit un moment; quand il reprit ses sens, le roi demanda avec ins-

temporaires. Plusieurs Mémoires assurent que Rizza-Bey n'avait pas la qualité d'ambassadeur; c'était, disent les uns, un simple intendant de province; selon les autres, un marchand d'Ispahan déguisé. Quoiqu'il en soit, les têtes furent brillantes à Versailles et l'on peut voir à la Bibliothèque royale (cabinet des estampes) différentes gravures destinées à perpétuer cette réception; rien de plus bizarre que les tournures qu'indiquent de l'ambassadeur et des gens de sa suite; rien de grotesque comme leurs grandes robes chamarrées de dessins, et leurs bonnets pointus qui avaient plus d'une aune de longueur.

(1) *Mercurie galant*, ad ann. 1718.

(2) Journal des derniers instans du roi, par Lefevre, ann. 1718.

(3) « Le jeune roi, allant à Vincennes, passera par Paris et ira au Parlement pour y être fait l'ouverture de mon testament, en la présence des princes ducs et pairs et autres qui ont droit auquel voudront s'y trouver. Dans la marche pour la séance du jeune roi au Parlement, le maréchal de Villeroy donnera tous les ordres pour que les gardes-du-corps, les gardes françaises et suisses prennent les postes dans les rues ou palais que l'on a accoutumé de prendre lorsque les rois vont au Parlement, en sorte que tout se fasse avec la dignité et la sûreté convenables. Après que notre testament aura été ouvert et lu, le maréchal de Villeroy mènera le jeune roi avec sa maison à Vincennes, où il demeurera tant que le conseil de régence jugera à propos. » (Extrait du codicille du 13 août 1715.)

tance à s'unir à l'Eglise par le viatique, mystérieuse initiation du chrétien, et par la sainte onction, pieuse pratique qui prépare les membres du corps à se mêler avec la terre, la nourrice commune; le cardinal de Rohan et le curé de Versailles administrèrent ces derniers sacrements. Le roi ayant retrouvé un pen de force, écrivit en quelques mots un nouveau codicille; il nommait la duchesse de Ventadour gouvernante de l'enfant royal, et l'abbé de Fleury son précepteur (1). La préoccupation du roi se concentra dès lors sur cet enfant; c'est sa pensée de mort; après avoir étalé l'unité du pouvoir, il veut constituer l'unité dans la race royale.

Quand Louis XIV s'avancait à grands pas vers la tombe, tous les yeux se portaient sur M. le duc d'Orléans: la vieille loi monarchique lui déférait la régence, et l'on a vu les précautions prises par le testament du roi afin de resserrer la puissance du futur régent. Le caractère personnel de M. le duc d'Orléans ne se prêtait pas aux oppositions hardies, aux entreprises soudaines et décisives; il craignait le roi; sa position n'était pas bonne à la cour, et parmi le peuple les accusations d'empoisonnement ne s'étaient pas entièrement effacées; M^{re} la duchesse d'Orléans était plus altière, elle avait emprunté à sa bâtardise un certain dépit de cœur qui la portait aux volontés vigoureuses; M^{re} la duchesse de Berry, veuve si récente, avait une hauteur de sentimens qui devait dominer son père, en le poussant vers de plus fermes résolutions. M. le duc d'Orléans avait eu connaissance du testament de Louis XIV par les confidences que lui en avait faites le nouveau chancelier Voysin; ce testament lui enlevait par le fait la plénitude de ses droits; c'était un bouleversement dans l'ordre et le gouvernement de la régence; mais aurait-on le courage de s'y opposer et de protester? Une démarche aussi décisive n'était pas dans l'esprit du duc d'Orléans; toutefois des précautions furent arrêtées.

Dans la vie politique de certains caractères, il ne faut point chercher une opposition franche, directe; ils veulent bien profiter d'une situation, mais ils ne brusquent rien pour la faire arriver

plus tôt; ils s'arrangent et patientent. Tel fut M. le duc d'Orléans; jamais il n'aurait bravé la volonté de Louis XIV, même au lit de mort; mais toutes les mesures furent couronnées néanmoins pour en détruire l'effet. M. le duc d'Orléans caressa plusieurs des éléments d'opposition d'abord, et s'en servit à ses desseins. A l'étranger il s'assura l'appui de l'Angleterre; immédiatement après son arrivée à Paris, lord Stair s'était mis en communication avec le prince; les whigs, le parti hanovrien et hollandais avaient intérêt à se donner une force dans le cabinet de Versailles, afin d'empêcher surtout les tentatives des jacobites. Georges I^{er} venait de ceindre la couronne d'Angleterre; il était de maison étrangère, et son premier besoin devait être de pousser au pouvoir M. le duc d'Orléans. Des dépêches secrètes disent même que lord Stair avait mission d'entraîner M. le duc d'Orléans à tenter en France une révolution parlementaire à la manière du mouvement de 1688 (2). Le caractère du prince n'était pas assez ferme pour essayer une telle entreprise, d'ailleurs les esprits n'y étaient pas préparés; et pour qu'un homme puisse changer l'ordre politique, il faut que tout y soit disposé.

En France le duc d'Orléans se servit de deux opinions pour lutter contre les princes légitimés et la forme de régence que le roi voulait lui imposer. D'abord l'élément janséiste; M. le duc d'Orléans n'avait pas une grande croyance, il se mêlait déjà aux principes de l'école philosophique; rien n'était plus opposé à ses mœurs faciles et dissolues que les doctrines jansénistes; néanmoins M. le duc d'Orléans se fit le partisan du jansénisme, il s'unifia avec tous les mécontents de l'école de Port-Royal, il caressa les Noailles et les ducs et pairs dégoûtés de la cour; la cabale était passée alors à l'esprit, au bavardage, comme il arrive toujours aux époques épuisées et de décadence; les parlementaires relevaient la tête, et M. le duc d'Orléans se lia intimement avec les chefs et meneurs de la magistrature. Ainsi le triple intérêt de l'Angleterre, du jansénisme et du Parlement, soutenait les droits de M. le duc d'Orléans contre les dernières

(1) « Le maréchal de Villeroi aura le titre de gouverneur, suivant ce qui est porté par mon testament; il aura l'œil sur la conduite du jeune roi, quoiqu'il n'ait pas encore sept ans, jusqu'à quel âge de sept ans accomplis la duchesse de Ventadour demeurera, ainsi qu'il est accoutumé, gouvernante et chargée des mêmes soins qu'elle a à présent. Je nomme pour sous-gouverneur Sommier, qui l'a déjà été du dauphin mon petit fils, et Geoffreville, lieutenant-général de mes

armées. Au surplus, je confirme tout ce qui est dans mon testament, que je veux être exécuté en tout ce qu'il contient. » (Extrait du codicille fait à Versailles le 13 août 1715.) — « Je nomme pour précepteur du dauphin le sieur de Fleury, ancien évêque de Fréjus, et pour confesseur le père Letellier. Signé Louis, » (Codicille du 23 août 1715.)

(2) Les *Gazettes* anglaises et hollandaises l'y poussaient ouvertement. *Gazette de Leyde*, ann. 1715.

dispositions de Louis XIV ; je répète que ces partis l'auraient poussé même au besoin vers une révolution de 1688, et en cas de mort du duc d'Anjou, ils étaient disposés à l'appuyer ostensiblement, à l'exclusion de la maison d'Espagne.

Il était là sur son lit de souffrance, ce grand roi qui avait passé sa longue vie dans la forte lutte pour soutenir l'unité monarchique ; le 26 août au soir, il avait fait approcher de lui M. le duc d'Orléans, c'était après la pieuse solennité du viatique et de l'extrême-onction ; Louis XIV parla un quart d'heure environ à son neveu ; il l'exhorta au plus fidèle et sincère dévouement envers le royal enfant qui allait succéder au trône. Le duc d'Orléans fondait en larmes en écoutant ce vieillard sur son lit d'agonie, s'entretenant de l'avenir de la monarchie comme s'il était en pleine et vigoureuse santé ; le duc d'Orléans lui promit à genoux de maintenir la légitime succession, et son visage baigné de pleurs fut remarqué par tous les courtisans (1). Le roi appela successivement le duc du Maine, le comte de Toulouse ; il manda plusieurs fois surtout le maréchal de Villeroi, chargé de préparer les mesures militaires qui devaient suivre le premier avènement du jeune roi Louis XV ; et quelques minutes après, M^{me} de Ventadour, gouvernante de l'enfant si frêle qui porterait la couronne s'avança près du lit de douleur ; le roi se leva sur son séant, il prit le duc d'Anjou dans ses bras décharnés, et le bénit de ses mains jaunes et flétries ; alors, d'une voix forte encore, Louis XIV lui dit : « Mignon, vous allez être un grand roi, mais votre bonheur dépendra de la soumission à Dieu, et du soin que vous aurez pris de soulager vos sujets ; il faut pour cela que vous évitiez autant que vous le pourrez de faire la guerre, c'est la ruine des peuples ; ne suivez pas le mauvais exemple que je vous ai donné sur cela ; j'ai souvent entrepris la guerre trop légèrement, et l'ai soutenue par vanité ; ne m'imites pas, et soyez un prince pacifique ; que votre principale application soit de contenter vos sujets ; profitez de la bonne éducation que M^{me} la duchesse de Ventadour vous donne ; obéissez-lui et suivez les bons sentiments qu'elle vous inspire. » Puis, autant que la balustrade d'argent le permettait, le roi fit approcher M^{me} de Ventadour, et ajouta : « J'ai bien des remerciements à vous faire, Madame, du soin avec lequel vous élevez cet enfant, et de la tendre ami-

tié que vous avez pour lui ; je vous prie de la lui continuer, et je l'exhorte à vous donner toutes les marques de sa confiance. »

Quand le roi faisait tant d'efforts pour mourir encore digne de sa race, la maladie poursuivait ses affreux ravages ; la gangrène s'étendait du pied au genou et gagnait la cuisse ; tout espoir était perdu ; le roi n'avait plus que quelques cuillerées de liquide qui soutenait son corps débile et maigre à faire trembler ; il continuait à travailler, tantôt avec M. de Torey, tantôt avec le chancelier, afin que rien ne fût en retard dans l'expédition des dépêches ; il voulait en finir avec les affaires de son gouvernement comme avec les scrupules de sa conscience, il désirait ne rien laisser en arrière. Peu de personnes approchaient de lui, M^{me} de la Fayette le fatiguait ; M^{me} de Maintenon seule passait le jour et la nuit auprès de son lit, mais avec ce ton froid et sec, cette habitude des soins domestiques qui ne distinguait pas l'état de santé et de la maladie, la gaieté ou la tristesse ; c'était une garde-malade sans aucune sensibilité ; le roi ne lui dit qu'un mot peu agréable sans doute : « Ce qui me console, Madame, c'est que bientôt vous me rejoindrez (2). » M^{me} de Maintenon se mit à son prie-Dieu et semblait assister indifférente à ce spectacle.

Le roi, se sentant de plus en plus défaillir, fit appeler tous les courtisans, ses nobles amis, ces vieux gentilshommes qui avaient si souvent sacrifié leur vie pour leur maître, et d'une voix ferme il leur accentua ces belles paroles : « Messieurs, je suis content de vos services, vous m'avez fidèlement servi et avec envie de me plaire ; je suis fâché de ne pas vous avoir mieux récompensés que je n'ai fait, les derniers temps ne me l'ont pas permis ; je vous quitte avec regret ; servez le dauphin avec la même affection que vous m'avez servi, c'est un enfant de cinq ans qui peut essayer bien des traverses, car je me souviens d'en avoir beaucoup essuyé pendant mon jeune âge ; je m'en vais, mais l'État demeurera toujours ; soyez-y fidèlement attachés, et que votre exemple en soit un pour tous mes autres sujets ; soyez tous unis et d'accord, en l'union est la force d'un État ; suivez les ordres que mon neveu vous donnera ; il va gouverner le royaume, et j'espère qu'il le fera bien ; j'espère aussi que vous ferez tous votre devoir, et que vous vous souviendrez quelquefois de moi. » En écoutant ces dernie-

(1) Le duc d'Orléans rapporta en plein Parlement que Louis XIV lui avait parlé contre le testament et le codicile ; mais cette assertion était toute de circon-

stance ; je donnerai sur ces faits des détails curieux dans mon travail sur la régence, époque de réction.

(2) *Journal de la mort de Louis XIV*, par Lefevre, ad ann. 1715.

res et nobles paroles, toute l'assemblée fondait en larmes; Louis XIV, portant ses yeux sur une glace, vit deux serviteurs qui sanglottaient au pied de son lit : « Pourquoi pleurez-vous, dit le roi, est-ce que vous m'avez cru immortel? pour moi je n'ai jamais cru à l'éternité, et vous devez être préparé à me perdre. » Ensuite il fit signe à Pontchartrain d'approcher : « Quand je ne serai plus, je désire que mon cœur soit placé à côté de celui de mon père, dans la maison professe des jésuites, dites au grand maréchal des logis de préparer les appartemens de Vincennes pour le roi (il se reprit), pour le duc d'Anjou; l'air est ici mauvais, et Vincennes est parfaitement situé. »

Ce sang-froid dans l'agonie était-il un majestueux courage de l'homme, ou le résultat de cette foi religieuse qui élève le cœur? Louis XIV avait deux sentimens au plus haut degré, la conscience de sa mission de roi, la croyance mystérieuse et absolue dans les promesses du catholicisme; sa mission de roi, il la remplissait; sa croyance, il en donnait le témoignage, et cela fortifié à l'heure de la mort; c'est à ce moment qu'il faut attendre l'homme et son énergie. Tous les derniers instans de Louis XIV sont marqués de puissance; il ne veut pas mourir tant que sa mission n'est pas finie, il monte à cheval, il se montre à Versailles à la face de l'étranger qui fait des paris pour son trépas; quand tout est accompli, il raisonne l'heure de sa mort avec le sang-froid du voyageur qui abandonne une terre amie pour atteindre la patrie éternelle; il obéit avec résignation à ses médecins qui le font souffrir sans le préserver; un Provençal nommé Brun arrive, avec l'assurance de la race méridionale, offrir un élixir de longue vie qui doit sauver les jours du roi; le vieux monarque l'essaie, sans se dissimuler que tout est fini; « C'est inutile, mais j'obéis (1) », voilà ses paroles. Louis XIV prouva que les Bourbons savaient mourir. On a dit que, comme Louis XI, Louis XIV se fardait de rouge pour faire croire à sa forte santé, et qu'il demandait à vivre par crainte de la mort; c'est ainsi que les petites âmes défigurent la conscience des hommes qui se donnent une mission; il est poignant de quitter la vie quand une œuvre n'est pas achevée. Le vulgaire Saint-Simon peut méconnaître la pensée intime de ces caractères qui, se proposant une grande tâche, voient leur existence brisée sans l'accomplir; le désespoir est alors au cœur, on s'agenouillerait devant la mort impitoyable pour lui

demander un répit, on la supplierait les mains jointes pour qu'elle vous accordât un jour, un mois, un an encore; et ce n'est pas pour son misérable corps que l'on prie, mais pour cette pensée intellectuelle qui vous brûle et qu'on ne peut laisser complète après soi.

La mort vint pour Louis XIV le 1^{er} septembre 1715; il avait soixante-dix-sept ans moins quatre jours, et quand Fagon tremblant eut passé sa tabatière d'ébène sur la bouche du roi mourant pour recueillir le dernier souffle, le chambellan de France s'écria : « Le roi est mort, Messieurs. » Les portes des somptueux appartemens de Versailles s'ouvrirent; l'on vit s'avancer un enfant decouvert, revêtu du cordon bleu sur son justaucorps violet; M^{me} de Ventadour le tenait par la main, et cette multitude de courtisans, de seigneurs, de braves et nobles gentilshommes, fit entendre ce cri d'antique dévouement : « Vive le roi, Louis XV^e au nom, notre seigneur et maître! » Ainsi le voulait le vieil usage de la monarchie.

RÉSUMÉ.

1613. — 1715.

La magnifique période du règne de Louis XIV embrasse matériellement un espace de soixantedonze années (1613-1715), mais son gouvernement réel, l'influence de son génie, ne se manifeste que depuis l'année 1661 jusqu'à sa mort. La Fronde est une époque à part, elle s'agit sous l'action du cardinal Mazarin, comme le gouvernement de Louis XIII s'était développé sous la main puissante de Richelieu; la véritable administration de Louis XIV commence après sa vingt et unième année, à cet âge d'impétuosité et de vigueur où l'homme se montre dans la plénitude de ses facultés.

A travers les faits épars de la plus vaste des administrations, quelques caractères généraux se révèlent aux études sérieuses. Le règne de Louis XIV fut une réaction forte et violente contre les idées et les sentimens de la Fronde; le roi vient d'assister à ce spectacle de désordre et d'anarchie dans le pouvoir, il paraît préoccupé d'une seule pensée, c'est de restaurer l'unité dans le gouvernement, comme la nationalité dans un pays si morcelé par ses administrations de provinces; il brise les résistances, il a haine de tout ce qui peut s'opposer à sa volonté

(1) *Journal des derniers momens de Louis XIV*, par Lefevre, 2^e éd. ann. 1715.

royale ; il marche au despotisme moins par goût et par une certaine habitude de l'âme, que par la nécessité impérieuse de sa situation. Toutes les têtes un peu fermes, un peu hautes, qui arrivent après les révolutions, s'emparent du pouvoir absolu ; c'est leur mission et leur droit ; ne faut-il pas mettre un frein aux opinions frémissantes ? D'ailleurs l'histoire politique procède toujours par action et réaction ; le travail de l'humanité est comme l'œuvre des géans de l'antiquité patenne ; la boule lancée revient au même point, l'orgueil seul des générations leur fait croire qu'elles avancent dans l'infini.

Voilà donc l'unité de gouvernement et la nationalité française rétablies ; Louis XIV veut élever la suprématie morale de la royauté ; jusqu'alors les rois avaient abandonné l'administration des affaires publiques à un ministre chef du conseil ; tels avaient été Richelieu, Mazarin ; Louis XIV échange cet ordre, il devient lui-même la force de son gouvernement ; il brise Fouquet, qui avait l'ambition de remplacer l'influence de Mazarin et de jouer le rôle de ministre dominant ; il prend Colbert et Louvois, simples commis, mais habiles ; Colbert accepte sa situation, il attribue tout au roi, rapporte tout à lui, et conserve son crédit, tandis que Louvois, l'homme d'État avec une volonté tenace, est à chaque moment menacé dans son pouvoir ; on sent qu'il gêne Louis XIV, la mort seule lui évite une disgrâce fatale.

C'est ce besoin d'être obéi sans contrôle qui porte Louis XIV à préférer la bourgeoisie pour la délégation de son pouvoir ; il a peur de la fierté et de l'esprit d'insubordination des gentilshommes, il craint la résistance ; il trouve plus de souplesse dans la classe moyenne : ses intendants, ses ambassadeurs, ses financiers, sont habituellement choisis parmi les parlementaires et les traitans, il ne veut pas de nobles pour ses ministres ; le titre de secrétaire d'État n'exprime plus que l'idée de simple commis, il réserve les gentilshommes pour la guerre. Louis XIV mêle autant qu'il le peut les deux classes. Comme tous les hommes fortement préoccupés de leur pouvoir, il marche à l'égalité pour tout ce qui n'est pas lui ; il suit que la liberté ne se maintient que par les rangs ; quand il n'y aura plus de hautes têtes, l'action sera d'autant plus facile ; il n'y a pas de despotisme lorsque l'égalité de rangs n'est pas établie comme un niveau.

La conséquence de la politique de Louis XIV était donc la substitution de la monarchie administrative à la monarchie provinciale ; le vieux pouvoir des rois de France venait de la province pour aboutir vers un centre commun ; Louis XIV fit tout partir

de ce centre, pour donner l'impulsion aux provinces ; de là ce système de protection éclatante et merveilleuse appliqué au commerce, à l'industrie, aux manufactures ; rien n'est livré à sa propre liberté, tout vient de Versailles, et les arts qui se déploient magnifiques, et les sciences qui s'abritent sous l'observatoire, et les lettres mêmes organisées en académies ; tout désormais se régit administrativement. La volonté de centraliser l'action pouvait servir la pensée du roi, mais elle dénaturait l'esprit provincial et fédératif de la vieille monarchie ; les œuvres étaient grandes ; Louis XIV donna une noble impulsion à son siècle, mais il le mit, pour ainsi dire, sous sa main, il voulut créer à son profit la souveraineté des idées.

Cette même unité de gouvernement politique, Louis XIV veut l'imprimer aux opinions de la société ; de là ses guerres contre les calvinistes et les partisans du jansénisme ; quand un pouvoir est fort, il a hâte de montrer son énergie ; il ne souffre pas la contradiction ; il vise à tout dominer, parce qu'il en est capable ; après avoir conquis l'omnipotence administrative, on veut obtenir la souveraineté de la pensée et de la conscience. Et d'ailleurs les opinions, aux temps de crises, se transforment en faits ; les calvinistes et les jansénistes étaient de véritables partis dans l'État, leurs doctrines s'étaient matérialisées.

Louis XIV va plus loin ; l'unité de gouvernement, il cherche à l'imposer même à l'Europe ; c'est ce qui explique encore sa tendance vers la monarchie universelle. Tous les noms magnifiques dans l'histoire ont eu cette même tendance : Charlemagne, Charles Quint, Louis XIV, et plus tard Napoléon. On éprouve une indicible fierté à dominer son siècle, ses intérêts, sa politique ; les esprits supérieurs marchent à cette souveraineté par la pensée ou par l'ascendant des armes. Telle est la préoccupation de Louis XIV, elle donne le dernier mot de l'enivrement de ses guerres, elle révèle la direction puissante de sa diplomatie et le choix de ses ministres, de ses généraux et de ses diplomates si capables, car il n'est pas d'époque qui présente une série de supériorités aussi éminentes dans les ambassades.

Cette œuvre d'un gouvernement énergique trouve sa résistance ; la monarchie administrative s'établit sans contestation ; à la fin du règne de Louis XIV, l'esprit provincial s'attéduit, les intendants sont maîtres de la direction politique ; l'impulsion vient de Versailles, l'unité française se consolide, le gouvernement central remplace l'influence du clocher ; mais le résultat n'est pas complet ; bien

des forces sociales échappent à cette action centralisée. La première de toutes les forces, c'est la libre pensée; Louis XIV a voulu l'encadrer dans des académies, la parquer sous une même direction; elle fait irruption partout, elle déborde à la fin de son règne contre les formes de son gouvernement; l'opposition éclate; la littérature impie et moqueuse prélude à cette philosophie du dix-huitième siècle destinée à saper la double éroyanee religieuse et monarchique.

La seconde résistance vient de l'Europe; le roi veut la monarchie universelle, il lutte pour obtenir la suprématie sur les gouvernements étrangers; une coalition se forme contre cette résolution ambitieuse; la révolution anglaise de 1688 a tout à la fois son but religieux et diplomatique; c'est une réaction contre l'ascendant de Louis XIV, et la ligue d'Augsbourg en est la pensée armée. L'invasion du territoire est le châtiement de toute ambition conquérante; Charlemagne avait refoulé les Saxons vers le Nord, son vaste empire fut désolé par les Normands; Louis XIV subit les hussards ennemis à quelques lieues de Versailles, et Napoléon vit ces nations, si long-temps opprimées, abaisser ses aigles sous les murs de sa capitale conquise. Seulement Louis XIV eut l'avantage de sortir de la crise avec le traité de paix d'Utrecht, qui laissait à la France de grandes barrières, et à la famille de Bourbon la monarchie espagnole; Louis XIV imposa des sacrifices au pays, mais il le sauva; une destinée aussi heureuse ne fut pas réservée à celui qui avait ceint l'éclatant diadème des Césars. Il y aurait ici de graves réflexions à faire sur la force des races et la puissance du droit!

Les opiniions s'insurgent également contre la tendance absolue de Louis XIV; la révolution de 1688 ne fut pas exclusivement une résistance diplomatique, elle fut encore le manifeste du protestantisme proscrit par le roi. Les écoles de Hollande jettent la philosophie à pleines mains, le doute se montre avec Bayle, les sciences s'attaquent aux croyances catholiques; il y a la plus violente réaction contre l'ordre intellectuel que Louis XIV a voulu établir; le dix-huitième siècle fut une guerre aux idées qui l'avaient précédé.

Du grand édifice élevé par Louis XIV, il resta debout trois faits accomplis: l'unité française, la centralisation administrative, la circonscription territoriale avec sa prépondérance diplomatique. C'étaient là des résultats incontestables de force matérielle, mais ils portaient avec eux-mêmes des dangers d'un ordre très-menaçant. L'unité française absorbait l'esprit provincial, qui était l'élément

naturel et l'origine de la royauté de famille et de race. La centralisation administrative détruisait les racines paternelles de l'autorité royale, elle rendait Paris trop puissant, de sorte qu'une émeute de halles pouvait renverser un trône. La trop grande extension des influences diplomatiques, exigeait une armée permanente trop considérable, et des sacrifices d'impôt qui nécessitaient une dette publique, et avec une dette un gouvernement de parlement, de chambre et de discussions. Louis XIV échangeait les conditions de l'antique monarchie.

Maintenant il y aurait à se demander quelle fut la part du grand roi dans ce mouvement social; je crois que le caractère personnel de Louis XIV put secourir sans doute la marche des esprits, mais qu'il subit la pensée de son époque. Il y a peu de caractères qui s'appartiennent, tous dépendent de leurs temps. On sortait de la Fronde, période décausse, parleuse, sans force et sans dignité; Louis XIV eut besoin de compasser son gouvernement, de relever le pouvoir abattu, de donner à sa couronne l'éclat qu'elle avait perdu; il avait souvenir de son enfance tant agitée, de cette nuit de Saint-Germain où le roi de France coucha sur un mauvais lit de paille; sa mission vint de toutes ces nécessités; il consacra sa vie à restaurer le pouvoir, à le constituer; et voilà pourquoi Napoléon avait si profondément étudié le règne de Louis XIV; il l'imita dans sa famille, dans sa pensée gouvernementale et dans ses pompes; cette imitation, poussée trop loin l'égarait en plus d'une circonstance; les temps n'étaient plus les mêmes: la révolution française avait détruit tant de prestiges! la vieille royauté n'avait plus de force dans cette société toute d'égalité que le dix-huitième siècle nous avait faite; Napoléon périt à l'œuvre, et sa main pourtant était rude et forte, son épée glorieuse; il fit du despotisme, mais il ne fit pas de la royauté.

L'époque qui va s'ouvrir devant moi est encore une réaction contre le gouvernement de Louis XIV. Ainsi va le monde: la régence fut une opposition permanente à l'unité politique; rien ne ressemble désormais aux grands jours de la royauté; c'est une lutte incessante du pouvoir dégradé, faible, contre toutes les armes de l'intelligence et de la philosophie moqueuse et érudite; les dernières traces de la pensée de Louis XIV ne subsistent plus que dans les vastes monnens qui constatent sa grandeur. J'écris ces lignes en face de Versailles, dans la solitude silencieuse de ses bosquets dépoillés! Je n'aime pas Versailles aux jours de fêtes, quand un peuple l'envahit; cette profanation des

galeries d'or et de marbre serre le cœur, elle me reproduit moins la cour de Louis XIV que les temps néfastes de la révolution française, où la multitude dégrada ses jardins et ses orangeries parfumés; Versailles a besoin d'être un tombeau dépeuplé de son brillant cortège de courtisans, comme l'Escorial a besoin de ses longues processions de moines hiéronymites pour retracer la pensée grande et catholi-

que de Philippe II. Je souffre quand on regratte les vieilles cathédrales, ou qu'on redore les reliques d'une autre génération, et je briserais volontiers ces vitraux modernes, burlesques imitations des émotions pieuses des siècles qui ont fui loin de nous !

Versailles, 1^{er} mars 1838.

FIN.

611784



TABLE

DES MATIÈRES CONTENUES DANS CE VOLUME.

CHAPITRE I.

(Page 1.)

GOUVERNEMENT DE LOUIS XIV.

1661.

Louis XIV prend le pouvoir. — Conseil du roi. — Ministres. — Chancelier. — Letellier. — Conseil des dépêches. — De Lionne. — Surintendance des finances. — Fouquet. — Esprit du gouvernement de Louis XIV. — Réformes. — Disgrâce et procès de Fouquet.

CHAPITRE II.

(Page 6.)

COUR DE LOUIS XIV.

1661 — 1662.

Le roi à vingt-trois ans. — Le duc d'Orléans. — La reine Anne d'Autriche. — Marie-Thérèse d'Espagne. — Les princes du sang. — Naissance du dauphin. — Amours du roi. — M^{lle} de La Vallière. — Bâtiments de la couronne. — Versailles. — Création des chevaliers de l'Ordre. — Des ducs et pairs. — Fêtes de cour. — Ballets.

CHAPITRE III.

(Page 10.)

RELATIONS EXTÉRIEURES DE LA FRANCE.

1661 — 1663.

Situation de l'Europe après le traité des Pyrénées.

— Question de préséance pour les ambassadeurs de France et d'Espagne. — Le duc de Créquy à Rome. — Insulte au palais de France. — Traité de réparation. — Succession de Lorraine. — Conséquences de la restauration d'Angleterre. — Cession de Dunkerque à Louis XIV. — Renouvellement des alliances avec la Suisse.

CHAPITRE IV.

(Page 15.)

ESPRIT PUBLIC ET LITTÉRAIRE. — ADMINISTRATION DE LA FRANCE.

1661 — 1666.

Les deux écoles, littéraire et politique. — Vieille école frondeuse. — La Rochefoucauld. — La Fontaine. — Corneille. — Ecole royaliste. — Boileau. — Racine. — Ecole chevaleresque. — Bussy-Rabutin. — M^{lle} de Scudéry. — M^{me} de Sévigné. — Fondations d'académies. — Inscriptions et belles-lettres. — Sciences. — Institutions commerciales. — Administration de Paris. — Embellissements. — Législation. — Uniformité et centralisation. — Publication du Code Louis.

CHAPITRE V.

(Page 20.)

SITUATION RELIGIEUSE ET POLITIQUE DU PARTI CALVINISTE.

1661 — 1666.

Les sectes en Angleterre. — En Hollande. — En Alle-

magne. — A Genève. — En France. — Situation respective du catholicisme et de la réforme. — Législation sur le calvinisme. — Mesures d'administration.

CHAPITRE VI.

(Page 25.)

QUESTION DE SUCCESSION ESPAGNOLE. — GUERRE DE FLANDRE ET DE FRANCHE-COMTÉ. — TRAITÉ D'AIX-LA-CHAPELLE.

1665 — 1668.

Mort de Philippe IV. — Prétentions de l'infante Marie-Thérèse sur la Flandre et la Franche-Comté. — Réponse de l'Espagne. — Système des jurisconsultes. — Préparatifs de guerre. — Alliances de la France. — Traité avec le Portugal. — Condé et campagne de Flandre. — Turenne et campagne de Franche-Comté. — Médiation de l'Angleterre, de la Hollande. — Traité d'Aix-la-Chapelle. — Places de Flandre rendues à la couronne.

CHAPITRE VII.

(Page 32.)

FORCES DE MER ET DE TERRE DE LA FRANCE. — ADMINISTRATION FINANCIÈRE.

1661 — 1670.

Marines et ports. — Rochefort. — Brest. — Honneur. — Le Havre. — Saint-Malo. — Cette. — Toulon. — Dénombrement des navires. — Force des escadres. — Administration. — Gentilshommes de mer. — Levées des matelots. — Troupes de terre. — Maison du roi. — Régimens de provinces. — Etrangers. — Noblesse. — Recrutement. — Ressources de finances. — Budgets de Louis XIV.

CHAPITRE VIII.

(Page 38.)

LES DEUILS ET LES FÊTES-TEMPS DE SAINT-GERMAIN ET DE VERSAILLES.

1666.

Mort de la reine-mère. — Sa situation à la cour. — Son caractère et ses funérailles. — Louis XIV et la duchesse de La Vallière. — Naissance de M^{lle} de Blois. — Du duc de Vermandois. — Marie-Thérèse. — Le duc d'Orléans. — M^{lle} de Montpensier. — Le comte de Lauzun. — La princesse de Monaco.

M^{lle} de Montespan. — Retraite de la duchesse de La Vallière.

CHAPITRE IX.

(Page 42.)

HISTOIRE INDUSTRIELLE SOUS LOBERT.

1661 — 1670.

Esprit d'association. — Système de protection. — Canaux. — Jonction des deux mers. — Rentes. — Corporations industrielles. — Métiers. — Privilèges des ouvriers. — Forées d'associations. — Arts. — Dorure. — Peinture. — Sculpture. — Poreclaines. — Points d'Angleterre. — Draps. — Soieries. — Tentures. — Gobelins.

CHAPITRE X.

(Page 46.)

PRÉPARATIFS DE GUERRE CONTRE LA HOLLANDE. — ALLIANCES DE L'EUROPE.

1669-1672.

Motifs de la guerre contre les Hollandais. — Question territoriale. — Question d'opinion. — Calvinisme. — Système républicain. — Pamphlets et médailles contre Louis XIV. — Préparatifs des alliances. — L'Angleterre. — Charles II. — L'Espagne. — L'Empire. — L'Autriche. — Médiation de la Suède. — Manifeste de la France.

CHAPITRE XI.

(Page 52.)

CAMPAGNE DE HOLLANDE. — PASSAGE DU RHIN.

1672.

Forées défensives de la Hollande. — Territoire. — Armée. — Flottes. — Ruyter. — Situation des partis. — Finances de la Hollande. — Invasion des Français. — Siège des villes. — Rapides conquêtes. — Les Français sur l'Yssel. — Louis XIV sur le Rhin. — Passage. — Situation d'esprit des Hollandais. — Combat naval entre le duc d'York et Ruyter.

CHAPITRE XII.

(Page 58.)

ATTITUDE DES PUISSANCES DURANT LA GUERRE DE HOLLANDE. — MÉDIATION DE LA SUÈDE.

1672-1673.

Esprit de la diplomatie de Louis XIV. — But des

conquêtes.—Mécontentemens des grands cabinets.—l'Espagne.—L'électeur de Brandebourg.—L'Empire.—Intervention des Suédois.—Propositions de paix de la part de la France.—Contre-projet des Hollandais.—Fixation d'un congrès à Cologne.

CHAPITRE XIII.

(Page 63.)

GUERRE DE 1673.—PREMIÈRE LIGUE DE L'ESPAGNE, DE L'EMPIRE ET DE LA HOLLANDE CONTRE LOUIS XIV.

1673.

Campagne de Turenne dans le Palatinat.—Du prince de Condé en Hollande.—Du duc d'Orléans en Belgique.—Prise de Maëstricht.—Montécuculi et les Impériaux.—Diète de Francfort.—Déclaration de guerre de l'Allemagne.—Manifeste de l'Espagne.—Aspect de la guerre.—Évacuation de la Hollande par Louis XIV.

CHAPITRE XIV.

(Page 69.)

RUPTURE DE L'ALLIANCE ENTRE LA FRANCE ET L'ANGLETERRE.—DISSOLUTION DU CONGRÈS DE COLOGNE.

1674.

Esprit de l'alliance anglaise.—Motifs qui affaiblissent les rapports des deux peuples.—Propositions des Hollandais de traiter séparément avec l'Angleterre.—Envoi des ambassades respectives.—Notes de M. de Ruigny.—Paix entre l'Angleterre et la Hollande.—Développement du congrès de Cologne.—Enlèvement du prince de Furstemberg.—Protestation.—Rupture du congrès.—Alliance intime de la France et de la Suède.

CHAPITRE XV.

(Page 73.)

CAMPAGNE DE TURENNE ET DU PRINCE DE CONDÉ.

1674.

Changemens dans les plans militaires.—Concentration.—Campagne de Franche-Comté.—De Lorraine.—Des Pays-Bas.—D'Allemagne.—Batailles de Sintzheim.—De Senef.—D'Entzheim.—Stratégie du vicomte de Turenne dans la cam-

pagne d'Alsace.—Convocation du ban et de l'arrière-ban.

CHAPITRE XV^{me}.

(Page 78.)

LES GRANDS CODES DE PROCÉDURE DE LOUIS XIV.

1661—1670.

Travail des juriconsultes.—Le droit romain.—Le droit coutumier.—Philosophie du droit.—Ordonnance de 1667.—Sur les procédures.—Juridiction.—Ajournement.—Instance.—Sentence des juges.—Ordonnance de 1670 sur la procédure criminelle.—Faux.—Questions.—Monitoire.—Jugemens des criminels.—Prescription.—Résultat des ordonnances.

CHAPITRE XVI.

(Page 82.)

SITUATION DE LA FRANCE DURANT LES GUERRES.

1674—1678.

Esprit des provinces.—Mécontentemens des peuples.—Charge de l'impôt.—Effet de la levée du ban et de l'arrière-ban.—Révoltes en Bretagne.—Normandie.—Guienne.—Répressions.—Conjuration du chevalier de Rohan.—Aspect des villes.—Paris.—La province.—Embellissemens.

CHAPITRE XVII.

(Page 87.)

EXPÉDITION DE SICILE.—NOUVELLE CAMPAGNE D'ALLEMAGNE ET DE FLANDRE.

1675—1677.

Révolte de Sicile.—Le duc de Vivonne.—Gouvernement des Français à Messine.—Combat des flottes de France et d'Espagne.—Campagne de Catalogne.—Turenne en Allemagne.—Bataille d'Altenheim.—Mort de Turenne.—Résultat de la bataille.—Louis XIV et le prince d'Orange.—Caricatures.—Situation de la France.

CHAPITRE XVIII.

(Page 94.)

CONGRÈS DE NIMÈGUE.—OPÉRATIONS MILITAIRES.—PAIX GÉNÉRALE.

1678—1678.

Histoire du congrès.—Médiation suédoise.—Mé-

diation anglaise. — Tentatives d'un congrès à Breda. — Fixation de ce congrès à Nimègue. — Plénipotentiaires. — Question de prérogatives. — Propositions de la France, de la Hollande, de l'Espagne et de l'Empire. — Campagne pendant le congrès. — L'Angleterre se déclare pour la coalition. — Mariage du prince d'Orange. — Négociations séparées avec la Hollande, avec l'Espagne. — Traité définitif avec les puissances. — Résultat territorial de la paix de Nimègue.

CHAPITRE XIX.

(Page 102.)

SITUATION DES ÉCOLES RELIGIEUSES ET PHILOSOPHIQUES SOUS LOUIS XIV.

1650 — 1682.

Ecole libérale. — Les Jésuites. — Leurs grands docteurs. — Sanchez. — Molina. — Suarez. — Escobar. — Le P. Lemoine. — Doctrines des Jésuites. — Le libre arbitre. — Économie politique. — Leur sociabilité. — La hiérarchie et la liberté. — Ecole puritaine. — Doctrines de Port-Royal. — Ses écrivains. — Nicole. — Arnauld. — Pascal. — Sa théorie religieuse et philosophique. — Les pamphlets de Pascal. — *Les Provinciales*.

CHAPITRE XX.

(Page 108.)

THÉORIE DE L'ÉGLISE NATIONALE. — DÉCLARATION DE 1682.

1675 — 1682.

L'Église universelle et l'Église nationale. — Catholicisme et gallicanisme. — Principes de liberté dans l'Église catholique, — d'autorité dans l'Église gallicane. — Assemblée des évêques. — Action de la royauté. — Bossuet et la déclaration de 1682. — Autorité de l'Église nationale. — Action sur les doctrines. — Controverse entre les écoles protestante et catholique. — Evêques de France. — Ministres calvinistes de Hollande et de Genève. — Pamphlets des deux écoles. — Brochure de Bossuet sur l'exposition de la foi catholique. — Les ministres Paul Ferry, Bastide, Juriou, Claude. — *Histoire des variations*.

CHAPITRE XXI.

(Page 114.)

MOUVEMENT CATHOLIQUE EN FRANCE. — RÉACTION DE LA RÉFORME EN ANGLETERRE.

1682 — 1685.

La pensée du saint. — Prédications catholiques en France. — Mesures administratives contre les calvinistes. — Avènement de Jacques II. — Mouvement simultané et protestant contre le principe monarchique. — Traité de défense mutuelle entre Jacques II et Louis XIV. — Moyens de préparer l'unité religieuse. — Conversions. — Violences. — Prédications. — Mouvement militaire.

CHAPITRE XXII.

(Page 120.)

ADMINISTRATION DE LOUIS XIV.

1670 — 1685.

Le marquis de Louvois. — Guerre et régimens. — Écoles. — Gouvernemens des provinces. — Colbert. — Finances. — Intendants. — Le marquis de Seignelay. — Marine et maison du roi. — Le chancelier Letellier. — Justice. — Parlement. — Police de Paris. — Département des affaires étrangères.

CHAPITRE XXIII.

(Page 127.)

VERSAILLES. — LES TROIS ÂGES DES AMOURS DU ROI

1680 — 1686.

Travaux publics. — Emploi de l'armée. — Idées romaines. — Histoire des amours du roi. — Caractères. — M^{me} de Montespan. — M^{lle} de Fontanges. — M^{me} de Maintenon. — Esprit de la cour de Louis XIV. — Retour vers la pensée religieuse. — Le Père Lachaise. — Pompes et carrossels. — Étiquette. — Le doge de Gènes. — Ambassadeurs de Siam, de Moscovie.

CHAPITRE XXIV.

(Page 134.)

PRÉPARATIFS DE LA RÉVOCATION DE L'ÉDIT DE NANTES. — ORDONNANCE DE RÉVOCATION.

1682 — 1685.

Mobiles de conversions. — Publication des livres

catholiques. — Maison pour les nouveaux convertis. — Distribution d'argent. — Bulletin de surveillance. — Edit formel de révocation. — Mesures contre les personnes, — contre les biens. — Confiscation. — Démolition des prêches.

CHAPITRE XXV.

(Page 144.)

REACTION EUROPÉENNE DE L'ESPRIT PROTESTANT CONTRE LE CATHOLICISME.

1685 — 1688.

Effet produit par la révocation de l'édit de Nantes. — Hollande. — Genève. — Allemagne. — Ligue d'Angsbourg. — Angleterre. — Réfugiés français et anglais à La Haye. — Guillaume d'Orange. — Symptômes de révolution en Angleterre. Manifestes de Louis XIV. — De l'Empereur. — Du prince d'Orange. — Préparatifs de guerre.

CHAPITRE XXVI.

(Page 150.)

RÉVOLUTION DE 1688.

1688.

Adhésion à la Ligue d'Angsbourg. — Le Danemark et la Suède. — Siège de Philisbourg. — Caricatures et pamphlets. — Régimens des réfugiés français. — Débarquement du prince d'Orange en Angleterre. — Actes des lords et des communes. — Déchéance de Jacques II. — La grande charte de 1688. — Parallele avec la révocation de l'édit de Nantes.

CHAPITRE XXVII.

(Page 158.)

LA COUR A VERSAILLES. — JACQUES II A SAINT-GERMAIN.

1683 — 1689.

Situation de la famille de Louis XIV. — Mort de la — reine. Mariage secret avec M^{me} de Maintenon. — Ministères. — Louvois. — Colbert. — Maladie du roi. — Mort du prince de Condé. — Le roi à l'Hôtel-de-Ville. — Fondation de Saint-Cyr. — Gloire de Louis XIV. — Caricatures hollandaises

T. I.

CHAPITRE XXVIII.

(Page 167.)

LA SOCIÉTÉ SOUS LA PREMIÈRE PÉRIODE DU RÈGNE DE LOUIS XIV.

1661 — 1688.

Etat des personnes. — Nobles. — Clercs. — Bourgeois. — Magistrature. — Gens de lettres. — Peuple des villes. — Paysans. — Serfs.

Etat des propriétés. — Fiefs. — Francs-Allens. — Châteaux. — Presbytères. — Biens communaux.

Administration. — Provinces. — Sénéchaussées. — Bailliages. — Communes. — Formes de gouvernement militaire. — Civil. — Ecclésiastique.

Législation. — Ordonnances maritimes. — Assurances. — Compagnies commerciales. — Codes de la mer et des noirs. — Finances. — Monnaies. — Tailles. — Emprunts. — Procédures judiciaires. — Hypothèques. — Châtelet.

CHAPITRE XXIX.

(Page 185.)

LA SOCIÉTÉ. — LA COUR. — LES ÉCRIVAINS.

1670 — 1688.

La société décrite par Molière. — Racine et Boileau. — Esprit politique de la tragédie d'*Father*. — La Fontaine. — Corneille. — La littérature des réfugiés. — Ecole critique. — Historique. — Philosophie. — Jurien, Bayle, Basnage. — Saint-Evremond. — Caractère de la philosophie. — Descartes. — Mallebranche. — Locke. — Hobbes.

CHAPITRE XXX.

(Page 189.)

CARACTÈRE DES OPINIONS EN EUROPE.

1688 — 1690

Le catholicisme. — France. — Espagne. — Italie. — Eglise anglicane, sectes dissidentes. — Irlande catholique. — Luthéranisme. — Suède. — Danemark. — Allemagne. — Calvinisme. — Genève. — Situation du calvinisme en France.

74

CHAPITRE XXXI.

(Page 193.)

DÉVELOPPEMENT DE LA LIGUE D'AUGSBOURG.

1689—1690.

Délibération de la diète. — Préparatifs de guerre. — Puissances engagées. — Guillaume III. — La Hollande. — Charles II d'Espagne. — L'empereur Léopold. — L'électeur de Brandebourg. — Princes d'Allemagne. — Snède. — Danemarck. — Le duc de Savoie. — Le Pape. — Moyens militaires. — Subsides.

CHAPITRE XXXII.

(Page 198.)

FORCES ET ALLIANCES DE LOUIS XIV.

1688—1690

Traité entre la France et la Porte Ottomane. — Pologne. — Hongrie. — Russie. — Irlande. — Petits Etats de l'Italie. — Neutralité. — Suisse. — Portugal. — Malte. — Forces militaires. — Parti calviniste en France.

CHAPITRE XXXIII.

(Page 204.)

LES COURS DE VERSAILLES ET DE SAINT-GERMAIN.

1689—1690

Louis XIV. — M^{me} de Maintenon. — Louvois. — Le Peletier. — Pontchartrain. — Travail du cabinet. — Dépêches. — Ambassades. — Influence du dauphin. — Mort de la dauphine. — Jacques II à Saint-Germain. — Conférences sur l'Angleterre. — Sur l'expédition d'Irlande.

CHAPITRE XXXIV.

(Page 210.)

EXPÉDITION DE JACQUES II EN IRLANDE.

1689—1690.

Mesures pour l'expédition d'Irlande. — Esprit des peuples. — Manifeste. — Départ de Jacques II. — Etat de l'Irlande. — Tyrconnel. — Le duc de Lanzun. — Débarquement. — Opérations de la campagne. — Siège de Londonderry. — Bataille de la Boyne. — Retraite de Jacques II.

CHAPITRE XXXV.

(Page 214.)

PARIS ET LA PROVINCE DÉRANT LA GUERRE.

1690.

Esprit de la population. — Parloirs et réunions de bourgeois. — Opinion des haïes. — Action de la police. — Publications royalistes et populaires. — Sentiments du peuple sur la paix et la guerre. — Situation des provinces. — Villes commerçantes.

CHAPITRE XXXVI.

(Page 219.)

STRATÉGIE DES ALLIÉS ET DE LA FRANCE.

1689—1691.

Situation des armées. — Siège de Mayence. — Invasion de l'Alsace, de la Flandre, du Hainaut. — Bataille de Fleurus. — La Savoie passe à la confédération. — Combat de Staffarde. — Siège et prise de Mons. — Le duc de Luxembourg. — Vendôme. — Catinat. — Premières armes de Churchill et du prince Eugène.

CHAPITRE XXXVII.

(Page 226.)

VERSAILLES.—FONTAINEBLEAU ET SAINT-GERMAIN.

1690—1692.

Retour du roi à Versailles. — La cour. — Embellissements. — Louis XIV. — Le dauphin. — Le duc de Bourgogne. — Monsieur. — Saint Cloud. — Le duc de Chartres. — Le duc du Maine. — Le comte de Toulouse. — La duchesse de Bourbon. — Mort de Seignelay. — De Louvois. — Séjour à Fontainebleau. — Jacques II à Saint-Germain. — Arrivée des Irlandais. — Mariage du duc de Chartres et de M^{lle} de Blois, du duc du Maine et de M^{lle} de Bourbon.

CHAPITRE XXXVIII.

(Page 232.)

SITUATION DIPLOMATIQUE.

1692

La ligne d'Augsbourg. — Réunion germanique à La Haye. — Guillaume III et les confédérés. —

Efforts de la France. — Elle détache de la ligue la Suède. — Le Danemark. — Porte-Ottomane. — La Hongrie. — Pologne. — Russie. — Suisse. — Rome.

CHAPITRE XXXIX.

(Page 238.)

CAMPAGNE CONTRE LA COALITION.

1692-1693

Marine de France. — Amiraux. — Duquesne. — d'Estrées. — Tourville. — Châteauneuf. — Marine de Combats. — Forbin. — Jean Bart. — Duguay-Trouin. — Plan de campagne. — Armées de terre. — Expédition de l'océan. — Bataille de la Hogue. — Jacques II — Siège de Namur. — Expédition d'Allemagne. — Campagne de Catinat. — Noailles en Catalogne.

CHAPITRE XL.

(Page 248.)

PENURIE DE LA FRANCE. — TENTATIVES POUR LA PAIX.

1693.

Situation du royaume. — Disette de grains. — Misère publique. — Esprit d'opposition. — Effervescence du peuple. — Cris contre les ministres. — Vers contre le roi. — Le parlement. — Monsieur duc d'Orléans. — Conti. — Catinat. — Tentatives de négociations. — Offres de médiations. — La Suède. — Le Pape. — Le Danemark. — Mission secrète en Hollande. — Projets de Louis XIV.

CHAPITRE XLI.

(Page 254.)

MESURES MILITAIRES ET ADMINISTRATIVES POUR LA GUERRE. — CAMPAGNES DE 1693 à 1694.

1693 — 1694.

Création de maréchaux de France. — Institution de Saint-Louis — Agrandissement de Saint-Cyr et des Invalides. — Retraites. — Pensions. — Système financier. — Impôt de guerre. — Refonte des monnaies. — Emprunt. — Fermiers-Général. — Samuel Bernard. — Armée du nord. — Luxembourg. — Bataille de Nerwinde. — Armée d'Allemagne. — Armée d'Italie. — Bataille de la Marsaille. — Armée d'Espagne. — Bataille du Ter.

CHAPITRE XLII.

(Page 260.)

CARACTÈRE VIOLENT DE LA GUERRE. — RAPPROCHEMENT AVEC LA SAVOIE.

1694 — 1696.

Saccageement des villes. — Les alliés dans le Dauphiné. — Les Français à Heidelberg. — Machine infernale de Saint-Malo. — Attaque sur Brest. — Bombardement du Havre et de Dieppe. — De Bruxelles — Prises maritimes. — Tendance à un arrangement. — Négociations. — Propositions réciproques. — Traité de paix et de trêve conclu avec le duc de Savoie.

CHAPITRE XLIII.

(Page 266.)

SITUATION DE GUILLAUME III. — ÉPUISEMENT DE LA GUERRE.

1695 — 1696.

Guillaume III et le parlement. — Mort de Marie. — Dégout de la royauté. — Influence de Jacques II en Angleterre. — Agence de Renaudot. — Conspiration de Barclay. — Assentiment pour Guillaume III. — Guerre continentale. — Mort du duc de Luxembourg. — Les maréchaux de Boufflers. — Villeroi. — Vauban. — Prise de Namur par les alliés. — Campagnes de 1695 et 1696.

CHAPITRE XLIV.

(Page 274.)

LE CABINET DE LOUIS XIV. — LA COUR ET SES PLAISIRS.

1694 — 1698

Les affaires. — Division des conseils. — Personnel. — Heures de travail. — Dictée du roi. — Ecriture. — Dépêches. — Secrétaires d'Etat. — Intérieur. — Plaisirs de la cour. — Arrivée de la princesse de Savoie. — Fêtes. — Divertissements. — Mascarares. — Modes. — Noëls de cour. — Epigrammes sur les nobles dames.

CHAPITRE XLV

(Page 281.)

NÉGOCIATIONS POUR LA PAIX.

1696 — 1697.

Situation des affaires étrangères. — Mort du mar-

quis de Croissy. — Avènement de Torcy. — Le marquis de Pomponne. — Démarches pour la paix. — Négociations de Caillères en Hollande. — Courtin. — Harlay. — Créel. — Offre de médiation. — Suède. — Portugal. — Le Pape. — Articles préliminaires avant le congrès.

CHAPITRE XLVI.

(Page 287.)

CONGRÈS DE RISWICK.

1697.

Choix définitif des plénipotentiaires. — Discussion sur le lieu du congrès. — Puissances intervenantes. — Protestation de Jacques II. — Le duc de Lorraine. — La Porte-Ottomane. — Conférences de Riswick. — Notes diplomatiques. — Discussion du traité. — États-Généraux. — Deuxième traité. — Angleterre. — Troisième traité. — Espagne. — Quatrième traité. — Empire. — Résultat territorial du congrès de Riswick.

CHAPITRE XLVII.

(Page 295.)

ÉLECTION DE POLOGNE — LA FRANCE APRÈS LA PAIX.

1697-1698.

Notifs secrets de la paix. — Affaire de Pologne. — Election du prince de Conti. — Négociations sur la succession éventuelle de Charles II d'Espagne. — Fêtes de la paix. — Epigrammes. — Mariage du duc de Bourgogne. — Nomination des ambassadeurs. — Arrivée du comte de Portland. — Jacques II à Saint-Germain.

CHAPITRE XLVIII.

(Page 305.)

SITUATION DES DOCTRINES.

1690 — 1698.

La réforme. — Le catholicisme. — Projet de rapprochement. — Leibnitz. — Van der Meulen. — Molinos. — Quietiste. — Fondation de la Trappe. — M^{re} Guyon. — Fénelon. — Opposition du clergé. — Sermons. — *Télémaque*. — Bossuet et l'Eglise nationale.

CHAPITRE XLIX.

(Page 310.)

DÉCADENCE DU SIÈCLE LITTÉRAIRE DE LOUIS XIV.

1699.

Boileau. — Mort de Racine. — De Corneille. — De La Fontaine. — Origine de la philosophie du dix-huitième siècle. — Influence de la littérature anglaise. — Vendôme. — Conti — Fontenelle. — J.-B. Rousseau. — L'abbé de Châteauneuf. — Académies. — Erudition monastique. — Bollandistes. — Mabillon. — D'Achery. — Ducange. — Martenne. — Montfaucon. — Bouquet. — Vaissette. — Etat de l'art. — Peinture. — Palais, parcs et jardins. — Statuaire. — Musique. — Sciences. — Histoire médicale de Louis XIV.

CHAPITRE L.

(Page 321.)

ADMINISTRATION ET LÉGISLATION DE LA MONARCHIE.

1698 — 1700.

Système général d'administration. — Statistique de la province. — Son organisation. — Gouvernement militaire. — Civil. — Ecclésiastique. — Population. — Administration générale des finances. — Système militaire. — Lois judiciaires. — Ordonnance pour le parlement et les sénéchaussées. — Tableau de la législation.

CHAPITRE LI.

(Page 328.)

ATTITUDE DES MÉGOTENS ET DES HUGUENOTS EN FRANCE.

1697 — 1700.

Parti des gentilshommes du midi. — Le marquis de Guiscard. — Ses projets. — Union avec les huguenots. — Prédication. — Le Languedoc. — Le Dauphiné. — Les Cévennes. — Premier symptôme de sédition. — Prophètes, origine des Camisards. — Commencement de la répression militaire.

CHAPITRE LII.

(Page 334.)

PREMIÈRE PÉRIODE DE LA SUCCESSION D'ESPAGNE.
— TRAITÉ SECRET DE PARTAGE DE LA MONAR-
CHIE ESPAGNOLE DE CHARLES II.

1698 — 1700

Mission du comte de Portland. — Du comte de Jer-
sey à Versailles. — Le comte de Tallard à Lon-
dres. — Camp de Compiègne. — Négociation pour
le traité de partage. — Ambassade de d'Harcourt
à Madrid. — L'empereur. — Traité de paix
avec les Turcs. — Signature d'un premier test-
ament en faveur du prince électoral de Bavière.
— Traité secret de partage de la monarchie es-
pagnole entre la France, la Hollande et l'Angle-
terre.

CHAPITRE LIII.

(Page 348.)

SITUATION DE LA MONARCHIE ESPAGNOLE. — LE
TESTAMENT.

1699 — 1700.

Organisation politique de l'Espagne. — Ses provinces. — Ses nobles. — Le peuple. — La bourgeoisie. — Ses conseils. — Charles II, sa maladie. — Le marquis d'Harcourt. — Moyens pour arriver à la signature du testament. — Négociations diplomatiques. — Ouverture du testament en faveur du duc d'Anjou.

CHAPITRE LIV.

(Page 354.)

ACCEPTION DU TESTAMENT DE CHARLES II. —
LE DUC D'ANJOU ROI D'ESPAGNE.

1700.

Mort de Charles II. — Junta de gouvernement. —
Correspondance de la junte. — Le marquis de
Castel-dos-Rios à Paris. — Conseil d'État sur
l'acceptation du testament. — Délibération. —
Le testament est accepté. — Louis XIV et la junte.
— Le Duc d'Anjou salué roi d'Espagne.

CHAPITRE LV.

(Page 375.)

L'EUROPE À L'AVÈNEMENT DE PHILIPPE V.

1700 — 1701.

L'Empereur. — L'Angleterre. — La Hollande. — La

Suède. — Charles XII. — La Russie. — Le czar Pierre. — La Pologne. — Le Danemark. — La Prusse constituée en monarchie. — La Bavière. — L'électeur de Cologne. — Savoie. — Portugal. — Réaction contre Louis XIV.

CHAPITRE LVI.

(Page 380.)

NÉGOCIATIONS DIPLOMATIQUES. — RECONNAIS-
SANCE DE PHILIPPE V.

1700 — 1701.

Louis XIV vis-à-vis l'Europe. — Préparatifs des batailles. — Ambassades. — M. d'Avaux à La Haye. — M. Tallard à Londres. — Notes et manifestes sur la succession d'Espagne. — Traité militaire avec la Savoie. — Le Portugal. — Rupture définitive avec l'Empire.

CHAPITRE LVII.

(Page 384.)

VOYAGE DE PHILIPPE V. — SA COUR. — MADRID.

1700.

Philippe V à Versailles. Ses réserves à la couronne de France. — Instructions de Louis XIV. — Audience de eoagé. — Philippe V aux Pyrénées. — Itinéraire en Espagne. — Madrid. — La cour et les Espagnols.

CHAPITRE LVIII.

(Page 391.)

LA FAMILLE DU ROI. — LES RÉSIDENCES.

1700 — 1702.

Versailles. — Marly. — Meudon. — Saint-Cloud. — Louis XIV. — Le dauphin. — Monsieur. — Le duc de Chartres. — Mort de Monsieur. — Le duc d'Orléans. — Mort de Jacques II.

CHAPITRE LIX.

(Page 396.)

OPÉRATIONS MILITAIRES.

1701 — 1702.

Situation des armées d'Italie. — Catinot. — Villeroy. — Eugène. — Surprise de Crémone. — Vendôme. — Philippe V en Italie. — Bataille de

Luzzara. — Traité d'alliance. — Coalition. — Mort de Guillaume III. — Avènement de la reine Anne. — Campagne de Flandre. — Marlborough. — Boufflers. — Campagne d'Allemagne. — Les Bavares. — Résultats. — Stratégie.

CHAPITRE LX.

(Page 406.)

LE GOUVERNEMENT. — LA SOCIÉTÉ.

1701 — 1702.

Le conseil. — Barbezieux. — Sa mort. — Chamillard. — Torcy. — Beauvilliers. — Le chancelier. — Cabinet du roi. — Domesticté. — Guerre. — Finances. — Marine. — Esprit public. — Opposition, écrits et pamphlets.

CHAPITRE LXI.

(Page 410.)

LES CÉVENNES. — MOUVEMENT DES CAMISARDS. — PREMIÈRE PÉRIODE.

1702 — 1703.

La province du Languedoc. — Administration de Bâville. — Le comte de Broglie. — Mesures civiles et militaires. — Prédication des Camisards. — Premier soulèvement. — Chefs militaires des montagnards. — Laporte. — Roland. — Cavalier. — Guerre des montagnes. — Le maréchal de Montrevel aux Cévennes. — Manifeste des Camisards. — Ramification à l'intérieur.

CHAPITRE LXII.

(Page 415.)

GUERRE DES CÉVENNES.

DEUXIÈME PÉRIODE.

1703. — 1704.

Rapports des Camisards avec l'étranger. — La Hollande. — L'Angleterre. — Genève. — La Savoie. — Apparition d'une flotte anglaise. — Développement de la révolte. — Ordre de brûler les villages. — Croisade contre les Camisards. — Les enfants de la croix. — Moyens militaires. — Pamphlets favorables aux Camisards. — Action de l'étranger. — Caractère de la guerre. — Le maréchal de Villars envoyé dans les Cévennes.

CHAPITRE LXIII.

(Page 420.)

DÉVELOPPEMENT DE LA COALITION. — TRISTES REVERS DE LA FRANCE.

1703 — 1704.

Le duc de Savoie. — Le Portugal dans la coalition. — Armement de l'Angleterre. — De la Hollande. — Le duc de Marlborough sur le continent. — Composition des armées coalisées. — Expédition d'Espagne. — Elévation de Charles III. — Campagne d'Italie. — Campagne de Bavière. — Les Français et les Bavares. — Bataille de Hochstedt.

CHAPITRE LXIV.

(Page 426.)

LES DOCTRINES RELIGIEUSES ET POLITIQUES.

1700 — 1705.

Doctrines religieuses. — Situation du catholicisme. — L'Espagne. — La France. — Les jésuites. — Le jansénisme. — Tiers parti. — M. de Noailles. — Port-Royal. — Le P. Quesnel. — Le protestantisme. — L'Angleterre. — La Hollande. — L'Allemagne.

Doctrines politiques. — La souveraineté du peuple. — La liberté parlementaire. — Le gouvernement rationnel. — Le vote de l'impôt.

CHAPITRE LXV.

(Page 431.)

LES COURS DE FRANCE, D'ESPAGNE ET DE SAINT-GERMAIN.

1704 — 1705

Longue postérité de Louis XIV. — Naissance du duc de Bretagne. — Fêtes de la bourgeoisie. — Découragement des esprits. — Efforts de l'administration. — Nobles. — Villes. — Peuple. — La cour d'Espagne. — Gouvernement de la monarchie pendant l'absence du roi. — La princesse des Ursins. — Le conseil de Castille. — Provinces. — Catalogne. — Valence. — Aragon. — La cour de Saint-Germain. — Jacques III. — Sa famille. — Projets d'une restauration en Angleterre.

CHAPITRE LXVI.

(Page 438.)

LA SOCIÉTÉ, LES PARTIS ET LES INTÉRÊTS.

1794—1795.

La France. — Les gentilshommes. — Le clergé. — Ordres religieux. — Les communes. — Le peuple. — L'impôt. — La milice. — Le recrutement. — L'Allemagne. — Les princes. — Les villes libres. — Les cités. — L'Italie. — Rome. — Naples. — Le Milanais. — La Savoie. — L'Espagne. — Les Moines. — L'Angleterre. — La Hollande.

CHAPITRE LXVII.

(Page 446.)

CAMPAGNE DE 1705.

1705.

Première pacification des Cévennes, par le maréchal de Villars. — Soumission du chef Cavalier. — Formation des armées. — Vendôme. — Le prince Eugène. — L'armée d'Italie. — Villeroy et l'armée de la Moselle. — Marlborough. — L'armée du Rhin. — Campagne d'Espagne.

CHAPITRE LXVIII.

(Page 452.)

CAMPAGNE DE 1706 A 1708.

1706—1708.

Nouvelle répartition des armées. — Le duc d'Orléans en Italie. — Vendôme à l'armée de Flandre. — Berwick en Espagne. — Bataille d'Almanza. — Villars en Allemagne. — Le prince Eugène en Provence. — Expédition de Jacques III en Écosse. — Les alliés aux Pays-Bas. — Siège et capitulation de Lille.

CHAPITRE LXIX.

(Page 461.)

LA FRANCE DURANT L'HIVER DE 1709.

1709.

Rigueur du froid. — Aspect de la terre. — Famine. — Le peuple. — Mesures administratives. — Le Parlement. — Les intendants. — Règlement sur les blés et les subsistances. — Plaintes amères sur Louis XIV. — Pamphlets et satires.

CHAPITRE LXX.

(Page 466.)

LES SALONS ET LES ÉCOLES RELIGIEUSES SOUS LOUIS XIV.

1700—1709.

Le Marais. — Le faubourg Saint-Germain. — Ninon. — École sceptique et socinienne. — Basnage. — Bayle. — École philosophique et épicurienne. — Vendôme. — Conti. — Châteauneuf. — La Fare. — Chaulien. — Enfance de Voltaire. — M^{lle} de Scudéry. — Caractère de cette société. — École religieuse et catholique. — Bossuet. — Fléchier. — Mascaron. — Commencement de Massillon.

CHAPITRE LXXI.

(Page 471.)

ADMINISTRATION FINANCIÈRE.

1708—1709.

État du revenu public en France. — Fermes. — Domaine. — Redevance. — Emprunt. — Rentes sur l'Hôtel-de-Ville. — Système de crédit. — Développement des idées de Desmarests. — Billets de caisse. — Billets de fermes. — Avances. — Circulation.

CHAPITRE LXXII.

(Page 477.)

TENTATIVES DE NÉGOCIATIONS POUR LA PAIX.

1709.

Démarches de la France auprès de l'Angleterre et de la Hollande. — Refus des alliés. — Nouvelle tentative. — Mission de MM. de Rouillé et de Torey à La Haye. — Délibération des alliés sur les articles préliminaires. — Projet imposé à la France. — Rupture des négociations. — Dépêches du roi Louis XIV. — Correspondance avec les plénipotentiaires.

CHAPITRE LXXIII.

(Page 486.)

NOUVEAUX EFFORTS DE GUERRE.

1709—1710.

Publications royales pour justifier la rupture des négociations. — Voysin, secrétaire d'État de la guerre. — Préparatifs de la France. — Armée du

Nord. — Villars. — Les alliés. — Prise de Tournai. — Bataille de Malplaquet. — Allemagne. — Piémont. — Espagne.

CHAPITRE LXXIV.

(Page 404.)

REPRISE DES NÉGOCIATIONS POUR LA PAIX.

1710.

Contre-projet de paix proposé par la France. — Motifs de cette détermination. — Réponse des alliés. — Congrès de Gertruidenberg — Continuation des hostilités. — Retraite des Français sur la Picardie. — Rupture du congrès.

CHAPITRE LXXV.

(Page 501.)

DEUILS DE VERSAILLES ET DE MARLY.

1709 — 1712.

Mort du prince de Conti. — Du prince de Condé. — De M^{lle} de La Vallière. — De M^{me} de Montespan. — Mort du dauphin. — Naissance du duc d'Anjou. — Mort du duc et de la duchesse de Bourgogne. — Du duc de Bretagne. — Situation de la famille royale.

CHAPITRE LXXVI.

(Page 507.)

OPINION POPULAIRE SUR LES MORTS FATALES
DANS LA FAMILLE ROYALE.

1712.

Bruits sur l'empoisonnement des princes. — Opinions médicales. — Accusations sur le duc d'Orléans. — Émeutes de Paris contre le Palais-Royal. — Le prince dénoncé devant le roi. — Circonstance de ces accusations. — Commencement de procédure. — Soupçons sur l'empereur. — Les probabilités.

CHAPITRE LXXVII.

(Page 511.)

ÉTAT DE L'EUROPE AVANT LES NÉGOCIATIONS
D'UTRECHT.

1710 — 1712.

Angleterre. — La reine Anne. — Ministère des

whigs. — Parti des tories. — La presse anglaise. — Addison. — Congrève. — Saint-John Bolingbroke. — Swift. — Prior. — Progrès du torysme. — Question de la prérogative. — Ministère tory. — Dissolution du Parlement. — La Hollande et Heinsius. — Opinion favorable aux whigs. — Empire. — Mort de l'empereur Joseph. — Avènement de Charles VI. — Prusse. — Espagne. — Portugal. — Savoie. — Suède. — Danemarck. — Russie.

CHAPITRE LXXVIII.

(Page 517.)

NÉGOCIATIONS SECRÈTES AVANT LES CONFÉRENCES
D'UTRECHT.

1711 — 1712.

Agens de Louis XIV en Angleterre. — Le maréchal de Tallard. — M. Mesnager. — Envoyés des tories en France. — M. Prior. — Négociation à Londres. — Questions diplomatiques. — Projet et contre-projet. — Communications à la Hollande. — Refus de la part d'Heinsius et du prince Eugène. — Déclaration de l'Angleterre. — Utrecht désigné par la Hollande comme lieu des conférences.

CHAPITRE LXXIX.

(Page 524.)

MOUVEMENTS MILITAIRES. — COMBAT DE DENAIN.

1712.

Opérations de Marlborough en Flandre. — Tactique de Villars. — Marlborough remplacé par le duc d'Ormond. — Retraite des Anglais. — Mouvement des Impériaux et des Hollandais sous le prince Eugène. — Surprise de Denain. — Résultat militaire de la campagne.

CHAPITRE LXXX.

(Page 528.)

LA COUR A FONTAINEBLEAU.

1712.

Le mauvais air de Versailles. — Inquiétude du roi. — Premier voyage à Fontainebleau. — La vie active de Louis XIV. — La duchesse de Berry. — Second séjour à Fontainebleau. — Arrivée de Bolingbroke. — Entrevue de M. de Torcy avec le ministre anglais. — Question de la renoncia-

tion à la couronne d'Espagne. — Idées politiques de l'Angleterre sur les États-Généraux. — Nouvelle mission de M. Prior. — Traité de suspension d'armes. — Signature des préliminaires.

CHAPITRE LXXXI.

(Page 535.)

ACTES DU CONGRÈS D'UTRECHT.

1712 — 1713.

Désignation des plénipotentiaires. — Difficultés d'étiquette. — Projets de la France. — De l'Angleterre. — De la Hollande. — De l'Empire. — Négociations secrètes avec l'Angleterre. — Dénonciation de la trêve. — Traité à part avec l'Angleterre. — Avec la Hollande. — La Prusse. — La Savoie. — Le Portugal. — Séparation de l'Empire. — Fin du congrès.

CHAPITRE LXXXII.

(Page 541.)

LES OPINIONS ET LES PARTIS A LA FIN DU RÈGNE DE LOUIS XIV.

1704 — 1714.

Situation des Cévennes. — Projets successifs de soulèvement. — Les réfugiés à l'étranger. — Le marquis de Miremont. — Guiscard. — Les huguenots au congrès d'Utrecht. — Intervention de la Prusse et de l'Angleterre. — Opinions catholiques. — Les Jésuites. — Mort du P. La Chaise. — Letellier. — Les jansénistes. — Saint-Séverin. — Port-Royal. — La bulle *Unigenitus*. — Concile d'évêques. — Le cardinal de Noailles. — Enregistrement au Parlement.

CHAPITRE LXXXIII.

(Page 547.)

NÉGOCIATIONS AVEC L'EMPIRE. — TRAITÉ DE RASTADT.

1713 — 1714.

Causes qui empêchent l'Empire de traiter à Utrecht.

— Campagne de Villars sur le Rhin. — Siège de Landau. — De Fribourg. — Entrevue du prince Eugène et de Villars à Rastadt. — Propositions de paix. — Négociations. — Traité définitif avec l'Empire. — La Bavière reconstituée. — Protestation de Jacques III.

CHAPITRE LXXXIV.

(Page 553.)

LES CLASSES, LES LOIS ET L'ADMINISTRATION PUBLIQUE A LA FIN DU RÈGNE DE LOUIS XIV.

1714.

Les gentilshommes. — Le clergé. — La bourgeoisie. — Les parlementaires. — Les commerçans. — Les armateurs. — Les lois d'ordre politique. — De police. — Administration des provinces. — Les intendants. — Les états. — Corps de métiers. — Guerre. — Finances. — Marine. — Inventaire des forces de la monarchie aux dernières années de Louis XIV.

CHAPITRE LXXXV.

(Page 559.)

GRANDEUR ET MORT DE LOUIS XIV.

1712 — 1715.

Louis XIV vieillard. — Ses habitudes. — La cour à Versailles. — Mort de Catinat. — De Vendôme. — Du duc de Berry. — Contemporains du roi. — M^{me} de Maintenon et les princes légitimés. — Question de la régence. — Testament de Louis XIV, déposé au Parlement. — Fêtes et dernier luxe de Versailles. — Ambassade de lord Stair. — L'envoyé persan. — Premier symptôme de maladie. — Faiblesse. — Revue de la maison du roi. — Louis XIV s'alite. — Ses dispositions. — Grandeur dans la mort. — Sa longue agonie. — Le roi s'éteint.

RÉSUMÉ.

(Page 563.)

1643 — 1715.







